

Boris SOUVARINE [1895-1984]

(1935) [1985]

Staline

Aperçu historique du bolchévisme

Un document produit en version numérique par Claude Ovtcharenko, bénévole,
Journaliste à la retraite près de Bordeaux, à 40 km de Périgueux
[Page web personnelle](#). Courriel: c.ovt@wanadoo.fr

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Claude Ovtcharenko, bénévole, journaliste à la retraite près de Bordeaux, à 40 km de Périgueux.

Courriel: c.ovt@wanadoo.fr

à partir de :

Boris SOUVARINE (1935) [1985]

STALINE.

Aperçu historique du bolchévisme.

Nouvelle édition revue par l'auteur. Paris : Les Éditions Gérard Lebovici, 1985, 640 pp.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 22 août 2016 à Chicoutimi, Québec.



Boris SOUVARINE [1895-1984]

STALINE.
Aperçu historique du bolchévisme.



Nouvelle édition revue par l'auteur. Paris : Les Éditions Gérard Lebovici, 1985, 640 pp.

Staline.
Aperçu historique du bolchévisme.
Table des matières

Avant-propos

PRÉAMBULE

I. SOSSO

Naissance de Staline ; — Sa famille, le pays natal. — Enfance et jeunesse. — Le Caucase et la Géorgie. — Le milieu et les mœurs. — Bandits et gentilshommes. — État économique et social. — Le séminaire de Tiflis. — Le chemin de fer de Transcaucasie. — Les premiers social-démocrates géorgiens. — Adhésion de Staline au mouvement socialiste. — Bibliographie.

II. ANNÉES D'APPRENTISSAGE

Le socialisme en Russie. — Ouvriers et paysans. — L'industrie sous le tsarisme. — Capitalisme retardataire et bourgeoisie impuissante. — L'*intelligentsia*. — Les pionniers de la révolution. — Théoriciens et doctrines. — Herzen, Bakounine, Netchaïev, Tkatchev ; — Populisme et terrorisme et terrorisme. — Entrée en scène du prolétariat. — La marxisme. — Plekhanov. — Cercles ouvriers et socialistes. — Premier Congrès du parti social-démocrate. — Staline à Tiflis. — Autobiographie en raccourci. — Lénine. — L'*Iskra*. — Origines du bolchévisme. — Les révolutionnaires professionnels. — Arrestations, premier exil. — Trotski. — Les idées maîtresses de Lénine. — Bibliographie.

III. PROLOGUE DE RÉVOLUTION

Staline et Lénine. — Deuxième Congrès de la social-démocratie. — Les « durs » et les « mous ». — Bolchéviks et menchéviks. — La scission. — Lénine jacobin. — Staline bolchévik. — Luites intestines dans le Parti. — Isolement de Lénine. — Discussions et polémiques. — Rosa Luxembourg. — Prophétie de Plekhanov. — Les premiers léninistes. — La guerre russo-japonaise. — Le parti socialiste-révolutionnaire. — Les grèves et le mouvement ouvrier. — Dimanche sanglant à

Saint-Pétersbourg. — La Révolution de 1905. — Troisième Congrès social-démocrate, tenu par les bolchéviks. — Le Soviet des députés ouvriers. — Désaccords entre socialistes. — Lénine vu par Staline. — Bibliographie.

IV. UN RÉVOLUTIONNAIRE PROFESSIONNEL

Après la première révolution. — L'unité social-démocrate. — Le congrès de Stockholm. — Nouvelles dissensions entre bolchéviks et menchéviks. — La Douma. — Lénine et le boycottage des élections. — Les *boïéviki*. — Expropriations et attentats. — La petite guerre de partisans. — Le Centre bolchéviste. — Krassine. — L'affaire de Tiflis. — Kamo. — Staline et le terrorisme bolchéviste. — Tsintsadzé. — Pilsudski. — Le congrès de Londres. — Staline à Bakou. — Staline en prison. — Staline à Pétersbourg. — Scission définitive dans la social-démocratie. — Bolchévisme et menchévisme. — Déclin de la révolution. — Tendances, fractions et groupes. — La question d'argent. — Bogdanov. — Le parti bolchéviste. — Staline membre du Comité central. — Staline en Autriche. — Malinovski. — Staline déporté en Sibérie. — Policiers et provocateurs. — Bibliographie.

V. LA RÉVOLUTION

La guerre de 1914. — Défensisme et défaitisme. — Lénine seul contre tous. — La révolution de Février. — Gouvernement provisoire et Soviet de Pétrograd. — Staline en liberté. — Désarroi des bolchéviks. — Le retour de Lénine. — Les thèses d'avril. — « Tout le pouvoir aux soviets ». — Trotski avec Lénine. — Espoirs de révolution dans le monde. — Les journées de juillet. — La question des soviets. — L'épisode Kornilov. — Sixième Congrès du Parti. — Rôle de Staline. — La grande vague bolchéviste. — Trotsky président du Soviet de Pétrograd. — Lénine théoricien de la démocratie intégrale. — *L'État et la Révolution*. — Divergences de vues sur la date de l'insurrection. — Lénine exige le coup d'État. — Trotski dirige les opérations militaires. — La révolution d'Octobre. — Certitudes et perspectives. — Bibliographie.

VI. LA GUERRE CIVILE

Lendemain de victoire. — Dissentiments chez les bolchéviks. — Lénine au travail. — La liberté de la presse. — Gorki contre Lénine. — Le Conseil des commissaires du peuple. — Staline commissaire aux Nationalités. — Le droit des peuples, théorie et pratique. — Évolution de Lénine. — Avertissements de Rosa Luxembourg. — En Géorgie. — Contradictions insolubles. — La question agraire. — Avis de Rosa Luxembourg. — Variations de Lénine. — La dictature du prolétariat. — Guerre et paix. — Brest-Litowsk. — Désaccords entre bolchéviks. — Lénine et la paix à tout prix. — Attitude de Trotski. — La fraction de gauche. — Crise aiguë dans le Parti. — Septième Congrès. — Le parti communiste. — Trotski commissaire à la Guerre. — La Tchéka. — Staline au front. —

L'Armée rouge. — Séditions, émeutes et rébellions. — L'opposition militaire. — Tsaritsyne. — La terreur. — Staline contre Trotski. — Armistice et révolutions. — La guerre civile russo-russe. — Staline chef militaire. — L'Internationale communiste. — Huitième Congrès du Parti. — Staline commissaire à l'Inspection. — Les collaborateurs de Lénine. — Bibliographie.

VII. LA RÉPUBLIQUE DES SOVIETS

Évolution du bolchévisme. — Lénine et la dictature. — L'oligarchie dirigeante. — La peine de mort. — Militarisation du régime. — Les armées du travail. — Extinction des soviets. — Contradictions de Lénine. — Le Politbureau du Parti. — Le secrétariat du Comité central. — Neuvième congrès du Parti. — L'Opposition démocratique. — Discussion sur les syndicats. — Lénine contre Trotski. — L'opposition ouvrière. — Dixième congrès du Parti. — Cronstadt. — La nouvelle politique économique. — Thermidor. — Staline secrétaire du Parti. — La réalité soviétique. — L'appareil. — Antagonismes personnels. — Onzième Congrès du Parti. — Éloge de Staline par Lénine. — Maladie de Lénine. — Staline à l'ouvrage. — La bureaucratie. — Projets réformateurs de Lénine. — La politique des nationalités. — Staline et la Géorgie. — Lénine contre Staline. — Ultimes conseils de Lénine. — Le Testament. — La question du plan économique. — Rupture entre Lénine et Staline. — État de la République des Soviets ; — Bibliographie.

VIII. L'HÉRITAGE

La *troïka*. — Trotski sur l'expectative. — L'Union des Républiques soviétiques. — Douzième Congrès du parti. — La crise économique et les « ciseaux ». — Trotski et les paysans. — Tendances et groupements dans le Parti. — Les fractions clandestines. — La dictature du triumvirat. — Grèves et démonstrations ouvrières. — Trotski contre la *troïka*. — Les Quarante-Six. — Staline et la révolution en Allemagne. — Le triumvirat et la démocratie. — Le « cours nouveau ». — Staline contre Trotski. — Défaire de l'opposition. — Responsabilités de Trotski. — Mort de Lénine. — Le léninisme, religion d'État. — Bolchévisme et léninisme. — Treizième Congrès du Parti. — La bolchévisation de l'Internationale communiste. — La chasse aux trotskistes. — Staline prophète. — L'insurrection de Géorgie. — Aveux de Staline. — Tchéka et Guépéou. — Suicides. — Nouveau conflit dans le Parti. — Défaite de Trotski. — Rupture du triumvirat. — L'opposition de Léninegrad. — La dictature du Secrétariat. — Face aux campagnes. — « Enrichissez-vous ». — La gauche et la droite. — Staline théoricien. — Le socialisme dans un seul pays. — Quatorzième Congrès du parti. — Staline et la statistique. — Défaite de la nouvelle opposition. — Staline secrétaire inamovible. — Bibliographie.

IX. L'HÉRITIER

Staline vu par Trotski. — Variations sur Thermidor. — Optimisme de Trotski. — Le bloc de l'opposition. — Condition de la classe ouvrière. — La vagabondage infantile. — Prévisions de Staline. — Les industrialistes. — Le Plan. — Règlement de comptes entre léninistes. — La « question anglaise ». — Staline au gouvernement. — Discordes, disputes et querelles. — Staline contre l'industrialisation à outrance. — La « question chinoise ». — Déboires de Staline. — Désastre communiste en Chine. — La guerre imminente. — Dislocation du bloc de l'opposition. — Contradictions de Trotski. — Dixième anniversaire d'Octobre. — Le plan quinquennal. — Trotski exclu du parti. — L'opposition hors la loi. — Quinzième congrès du Parti. — Staline industrialiste. — Les « capitulars ». — La commune de Canton. — Déportation de l'opposition. — Trotski en Sibérie. — Contradictions et responsabilités de l'opposition. — Le procès de Chakhty. — Staline et la collectivisation de l'agriculture. — La droite contre Staline. — Nouvelles luttes intestines. — Révélation de Boukharine. — Le danger de droite. — Trotski en exil. — Staline et le Plan. — La dékoulakisation. — Défaite de la droite. — Le régime de Staline. — L'État knouto-soviétique. — L'année du grand tournant ». — Fin de la *nep*. — Cinquantième anniversaire de Staline. — Bibliographie.

X. STALINE

Le Plan de Staline. — Promesses et conditions. — L'instruction publique. — L'appareil bureaucratique. — La dictature de Staline. — Seizième Congrès du Parti. — La « ligne générale ». — La collectivisation des campagnes. — Le « vertige du succès ». — L'industrialisation. — Mesures draconiennes. — Décrets et circulaires. — Le passeport intérieur. — La disette. — Répressions, arrestations, déportations. — Razianov. — Le silence de Staline. — La famine. — Bilan du quinquennium industriel. — Le Plan, résultats et conséquences. — Apparences et réalités. — Antécédents historiques. — Le souvenir de Pierre le Grand. — Parallèles et comparaisons. — Les enseignements de l'histoire de Russie. — La société soviétique. — Socialisme ou capitalisme d'État ? — Les nouveaux privilèges. — Éventualités de guerre. — Néo-patriotisme et néo-défaitisme. — Au rebours du socialisme et du communisme. — L'inégalité politique et sociale. — Les lettres et les arts sous Staline. — Suicides. — Dix-septième Congrès du parti. — Staline au-dessus de tout. — « Le plus grand des chefs de tous les temps et de tous les peuples ». — Le deuxième plan quinquennal. — Évolutions de Staline. — L'U.R.S.S. et la Société des nations. — Staline pacifiste. — La jeunesse soviétique. — Discrédit international du communisme. — Qu'est-ce que Staline ? — Suicide d'Alillouieva. — L'assassinat de Kirov, réponse du terrorisme à la terreur. — Le courage de Staline. — Les ultimes paroles de Lénine. — Bibliographie.

XI. LA CONTRE-RÉVOLUTION

Dates historiques. — L'affaire Kirov. — dérivatif et répression. — La Constitution stalinienne. Déportation et épurations. — Les méthodes de Staline. — Mutations et disparitions. — Nicolas Ejov. — La fin de la veille garde. — Suppressions et liquidations. — La grande retraite. — Mesures économiques. — La morale et les mœurs. — « Offensive sur le front culturel ». — La vie heureuse. — Le stakhanovisme. — Découverte de la patrie. — Staline et Hitler. — Hiérarchie et distinctions. — L'instruction publique. — Révision de l'histoire. — La tradition — Volte-face de Staline. — La fin des soviets. — Unanimités. — Suicides et morts suspects. — Le procès des Seize. — Le procès des Dix-Sept. — Chute de Iagoda. — Arrestations en masse, exécutions en série. — Décapitation de l'Armée rouge. — L'année terrible. — Série de suicides. — Le procès des Vingt et Un. — Mussolini et Staline. — La grande hécatombe. — Une Saint-Barthélemy de communistes. — Essai de statistique. — Les élections « démocratiques ». — Un nouveau XVI^e siècle. — Ivan le terrible. — Le sens des procès. — « Hommes sans biographie ». — La jeunesse. — Énigmes historiques. — Conjuration militaire ? — Les mobiles de Staline. — Apologie et dithyrambes. — Faillite de l'économie totalitaire. — Dix-huitième Congrès du Parti. — Le recensement de 1937. — Bilan de désastre. — La politique extérieure. — Le régime de Staline. — Bibliographie.

Post-scriptum. — LA GUERRE

Arrière-propos

ABRÉVIATIONS

Staline.
Aperçu historique du bolchévisme.

AVANT-PROPOS

[Retour à la table des matières](#)

Ce livre a été écrit de 1930 à 1935, sur commande d'un éditeur américain assortie de conditions très défavorables. Il fallait envoyer chapitre par chapitre à New York, pour faire traduire au fur et à mesure, donc renoncer à se relire, *a fortiori* sans revoir l'ensemble. Plusieurs chapitres furent écrits au cours même des événements sans le moindre recul. Les bibliothèques en France n'étaient alors d'aucun secours pour le sujet traité, l'auteur ne pouvait compter que sur lui-même. La documentation topique était presque inexistante et sa recherche laborieuse exigeait plus de temps que la rédaction proprement dite. Je n'ai pas eu l'heur d'examiner la version anglaise pour une mise au point nécessaire.

Au cours de ce travail, j'appris que l'éditeur, Alfred Knopf ; sous l'influence d'un « expert » britannique gagné au stalinisme de ce temps, Raymond Postgate, avait renoncé à la publier, sous un fallacieux prétexte. Il s'était débarrassé du contrat sans me consulter en le cédant à Martin Secker and Warburg, Publishers, de Londres, et en sous-traitant pour l'édition américaine avec une petite firme éphémère, Alliance Book Corporation, qui, après quatre éditions en 1939, la rétrocéda à une autre maison dont je n'eus jamais d'écho. Je n'en fus informé, par hasard, que deux ans plus tard. Quant à Secker and

Warburg, ils ne donnèrent jamais la moindre indication quant au sort de l'édition anglaise.

Entre-temps, le manuscrit avait été présenté à Paris chez l'éditeur Gallimard par Brice Parain, russisant qualifié, fort instruit des affaires soviétiques ; il en recommanda la publication et d'autres conseillers opinèrent de même. Après quelque attente qui parut longue au petit cercle de mes amis d'alors, l'un d'eux nommé Georges Bataille prit sur lui de s'enquérir auprès d'André Malraux, membre du comité de lecture. Malraux répondit qu'il ne prendrait pas parti et ajouta textuellement : « Je pense que vous avez raison, vous, Souvarine et vos amis, mais je serai avec vous quand vous serez les plus forts. » Peu après, le livre fut refusé sur l'intervention d'un certain Bernard Groethuysen qui, dissimulant son parti pro-Staline, eut recours à un argument décisif dont voici le sens : vous allez vous brouiller avec Moscou, au détriment des intérêts de la maison.

L'ouvrage eut ensuite un accueil favorable chez Plon, mais s'y heurta à l'opposition de Gabriel Marcel, étiqueté philosophe « existentiel », et qui déniait à mon travail le droit d'exister. Il a changé d'avis, dit-on, mais après la guerre. Cependant une conversation entre mon ami Auguste Dutœuf et Maurice Bourdelle, le patron chez Plon, fit lever l'interdit, et l'ouvrage parut en 1935, bien commenté par l'ensemble de la presse sous la pression de l'actualité. Il fallut ajouter un « chapitre dernier », puis un « post-scriptum » de dernière heure à la huitième édition, augmentée d'un index, en 1940. L'invasion de la France par les armées allemandes posa le point final.

Une traduction hollandaise sortit des presses en 1940, éditée chez Querido, à Amsterdam. J'ignore tout de son sort. Je ne connaissais pas le traducteur, Edgar Du Perron, sachant seulement qu'il était notoire dans son pays et proche ami de Malraux. Il est mort en mai 1940, peu avant l'invasion de la Hollande par Hitler. Un article signé Mechtild Meijer Greiner m'a appris que Du Perron, grand écrivain néerlandais, romancier, poète, essayiste, critique, a fait beaucoup pour la littérature française en Hollande. Le même article cite Malraux qui a écrit, de Du Perron : « Il ne croyait pas à la politique, mais il croyait à la justice... » ; et encore : « Il tenait toute politique pour non avenue, et l'histoire aussi, je crois. C'était mon meilleur ami... » Pascal Pia dit de Du Perron : « Je garde de lui un souvenir enchanté. C'était un homme de qualité si rare que je n'en ai jamais rencontré qui, à mon

avis, le valût... » Je me sens donc très honoré d'avoir eu comme traducteur désintéressé cet écrivain exceptionnel qui a considéré ce livre comme un service rendu à la vérité et à la justice.

L'année terrible 1940 eut de fâcheuses conséquences sur bien des destins individuels, sur les individus et les œuvres, soit dit sans perdre de vue le malheur des victimes et de leurs proches. La Gestapo et la Guépéou, qui opéraient conjointement en France, firent main basse sur ma bibliothèque, mes archives et toute ma documentation. A Marseille, le tyranneau local, de Rodellec du Porzic, officier de marine, digne exécutant de son supérieur hiérarchique, l'amiral Platon, nazi avéré, me fit arrêter en emprisonner à « l'évêché », appellation aimable de ce lieu de détention. L'intervention de mon ami Henri Rollin, capitaine de corvette, collaborateur de l'amiral Darlan à Vichy, me sauva de justesse. (En ce temps-là, la France était sous la coupe de marins.) Il fallut s'expatrier. Aux États-Unis, d'autres surprises désagréables allaient fondre sur ce livre et sur son auteur.

En effet, l'agression allemande contre la Russie soviétique en juin 1941, avait provoqué à Washington, puis dans tous les États-Unis, une stupéfiante révision de la table des valeurs. Staline, dont la connivence avec Hitler avait plongé l'Europe, puis le monde, dans les horreurs de la deuxième guerre mondiale, apparut soudain comme un paragon de la démocratie, un champion de la civilisation et de l'humanisme. Mon livre fut mis pratiquement à l'index, disparut des vitrines, et ma modeste personne mise au ban de la société. On me refusa tout travail. Ironie de l'affaire : il existe une lettre d'un certain Warburg, cousin de l'éditeur de Londres, au directeur du *New Leader* de New York, expliquant que j'étais indésirable comme auteur d'un livre sur Staline.

George Kennan, diplomate américain d'une rare compétence et de moralité intègre, issu d'une famille où l'étude de la Russie est de tradition, a écrit en termes modérés : « Roosevelt ne savait rien de la Russie et très peu sur l'Europe... Le pire était qu'il ne cherchait ni n'appréciait l'avis de ceux qui en savaient quelque chose. Son conseiller le plus proche, Harry Hopkins, n'en savait pas plus que lui à l'origine... » (*Survey*, Londres, n° 94.)

Leurs successeurs n'en ont su et n'en savent pas davantage. Qui-conque a quelque idée de l'ignorance encyclopédique des politiciens et des journalistes américains, en général, ne saurait s'étonner que

l'opinion publique aux États-Unis ait été égarée au point de prendre Staline pour un bienfaiteur de l'humanité. L'étiquette « libéral » en politique devint synonyme de communiste au sens stalinien du terme et il y eut pléthore de « compagnons de route ». Ils abondaient dans l'administration Roosevelt. Quelques exceptions pourtant : mon livre fut loué, recommandé, par le célèbre éducateur et philosophe John Dewey, par Max Eastman, Sidney Hook écrivit que l'auteur avait accompli un *spade work* (déchiffrement) méritoire et l'on a pu constater, en effet, combien de gens de lettres en ont profité sans s'y référer ouvertement, signe de consécration muette et involontaire.

De retour en France où il fallait reprendre pied en repartant de zéro, les piteuses nouvelles relatives à mon... *spade work* me tourmentèrent moins certes, que la révélation des souffrances indicibles des victimes de la guerre et que la perte d'amis irremplaçables tués par Hitler, l'ex-allié de Staline, son émule en félonie. Le parti stalinien naguère hors la loi, participait au pouvoir, ses « compagnons de route » pullulaient dans tous les milieux, le culte de Staline était à la mode. On appelait « existentialistes » et « intellectuels de gauche », nul ne sait pourquoi, les apologistes des atrocités sans nombre commises par Staline et ses acolytes. Tout cela sous les regards complaisants des autorités constituées de la IV^e République française, puis de la V^e, et avec le consensus du « beau monde », de l'*establishment*. Il n'était possible de s'exprimer contre le courant, prudemment, pour dire la vérité, que dans des publications quasi confidentielles. Des millions d'inconscients votaient aux élections pour la Guépéou et pour le Goulag dont on ignorait alors le nom, mais pas la chose.

J'appris que la traduction allemande de mon livre, faite par M^{me} Rudolf Hilferding pour Rowohlt, l'éditeur de Kafka, de Faulkner, d'Hemingway et autres était introuvable. La traductrice, épouse de l'éminent socialiste et économiste, ex-ministre des Finances du Reich, auteur de *Das Finanzkapital* qui suscita de vives controverses théoriques en son temps, est décédée aux États-Unis où elle avait trouvé refuge. Tandis que Rudolf Hilferding disparut, livré aux bourreaux nazis par le gouvernement français. Une traduction espagnole due au socialiste Luis Portela fut détruite par lui quand les troupes du général Franco entrèrent à Barcelone. Enfin, d'une traduction suédoise qui devait paraître chez Fahlerantz et Gumelius à Stockholm, je n'en ai aucune idée. En revanche, on a su qu'il existait une traduction russe

en un unique exemplaire, à l'usage exclusif de Staline ; une revue américaine ayant emprunté cette information au journal parisien de Paul Milioukov ajouta de son cru : « On ignore le sort du traducteur... »

Et comme la réalité dépasse très souvent la fiction, il y a lieu de s'arrêter un moment sur l'édition anglaise. De celle-ci, l'éditeur Warburg s'est toujours refusé à fournir le moindre renseignement quant à la diffusion et au tirage. Cependant le hasard m'a permis d'avoir connaissance, avec quelque dix ans de retard, d'un extrait du livre intitulé *An Occupation for Gentleman*, par Fredric Warburg (Londres, 1959), où le singulier « *gentleman* » s'exprime comme suit :

« Fin septembre [1939] nous avons publié un important volume de 704 pages écrit par Boris Souvarine, intitulé simplement *Staline*.

« L'auteur, ancien membre de l'Internationale communiste, avait étudié les œuvres et la tortueuse démarche d'esprit du maître Staline avec un soin amoureux ou, peut-être plus précisément, avec une haine attentive. La traduction, de C.L.R. James, avait demandé des mois, et le retard fut une chance. Lorsque le livre parut, un mois après la signature du pacte germano-soviétique, le public s'empressa de le lire. Parfaitement documenté, écrit dans un style narratif agréable, témoignage de première main sur la vie et la politique de Staline jusqu'en 1936. Il est malheureusement épuisé. Les milliers de personnes qui l'auraient accueilli seulement deux mois auparavant avec des huées injurieuses, l'acceptaient maintenant comme parole d'évangile et comme la révélation d'une iniquité jusque-là cachée. Je ne puis m'empêcher de penser que Khrouchtchev lui-même aurait apprécié son utilité il y a un ou deux ans lorsqu'il prononça son fameux rapport [secret] sur Staline au vingtième Congrès.

« Les premières ventes furent modestes : seulement 348 exemplaires. Mais à la fin de 1939, plus de 1 700 exemplaires avaient été vendus et plus de 2 000 en juin 1940. Nous avions signé un contrat avec un éditeur américain pour les droits aux États-Unis et le livre fut imprimé aussi en Australie où il se vendit très bien. Il ne fait aucun doute que cet ouvrage aurait été trois fois moins vendu si James avait remis sa traduction en temps voulu, ce qui illustre l'importance pour un livre du moment de sa publication. Nos bénéfices furent substantiels malgré un prix de revient élevé.

« Souvarine, qui vit actuellement à Paris était catalogué comme trotskiste, mais il ne l'était pas plus que moi-même. Voici les dernières phrases de son livre, écrites pendant le second semestre de 1939 :

« Le cours des choses et le comportement des hommes ont contredit toutes les prévisions optimistes de Lénine, tant ses espoirs dans une démocratie supérieure que ses conceptions semi-libertaires énoncées dans *l'État et la Révolution* et autre écrits de la même époque. Des thèses particulières de Trotski, rien non plus n'a résisté à l'épreuve, notamment la notion verbeuse et abstraite de "révolution permanente". Lénine est mort trop tôt pour épiloguer sur l'avortement du bolchévisme. Trotski n'a pas su tirer parti des loisirs de l'exil pour un véritable examen de conscience : ses articles et brochures paraphrasent en vain une argumentation rebattue sans éclairer aucun problème. L'avortement du bolchévisme en Russie se double d'une faillite irrémédiable du communisme dans l'Internationale et les leçons de l'expérience dépassent de beaucoup le terrain de la guerre civile. Le socialisme démocratique dans ses divers courants, au nom de la légitime défense contre le fascisme, s'est laissé presque partout entraîner, circonvenir et compromettre par le communisme totalitaire. L'agonie de l'espérance socialiste dans le monde ouvre ainsi une crise idéologique impondérable. Il appartiendra donc aux épigones de la génération impuissante de faire le bilan du bolchévisme national, du communisme international et du socialisme traditionnel pour en tirer les enseignements nécessaires. En bonne logique, cela doit les induire à examiner ce qu'il reste de vivant et ce qu'il y a de mort dans la doctrine mère, assez mal connue bien que très célèbre sous le nom de "marxisme". »

Les réflexions dudit « *gentleman* » se passent de commentaires. En attendant que soit justifié le titre de son livre, il reste à dire pourquoi ce livre-ci n'a pas été réédité en France depuis la guerre. Outre le pillage perpétré par la Guépéou et la Gestapo associées en 1941, démunissant l'auteur de la documentation essentielle et de ses instruments de travail, il y eut les tristes conditions matérielles qui ne permettaient pas de mettre à jour l'ouvrage arrêté aux conséquences du pacte Hitler-Staline. Le souci du pain quotidien ne laissait pas le loisir d'entreprendre l'histoire de Staline pendant et après la guerre, ni l'analyse des révélations faite sur son règne depuis que Khrouchtchev, son successeur, au nom de la direction collective de son parti, a révélé au compte-gouttes un nombre infime des crimes accomplis sous le despotisme du « merveilleux Géorgien ». Révélations qui eurent lieu sous la forme d'un rapport secret à huis clos au vingtième Congrès du parti communiste à Moscou, le 25 février 1956. Plus horribles encore furent les révélations entendues cinq ans plus tard au vingt-deuxième Congrès, du 17 au 30 octobre 1961, où les principaux ora-

teurs dénoncèrent de sinistres forfaits imputables aux plus proches acolytes de Staline.

Il n'y a pas de précédent historique à une telle exposition d'aveux de l'inavouable. Il s'ensuivit un torrent d'attestations que tentèrent de rendre publiques les rescapés de la grande terreur capables de tenir une plume. Elles sont trop pour être simplement mentionnées ici. Les principales sont évidemment les trois volumes de *l'Archipel du Goulag*, d'Alexandre Soljénitsyne (Paris, 1973-1976), et l'imposant, l'effrayant nécrologue de Roy Medvedev, *le Stalinisme* (Paris, 1972), qui justifient et corroborent le présent ouvrage au-delà de toute attente. La masse des matériaux à distiller est devenue si considérable, pour rédiger éventuellement une « Vie de Staline » jusqu'à son terme, qu'un autre gros volume serait nécessaire. À un âge trop avancé, l'auteur de celui-ci ne saurait l'entreprendre, quitte à l'avoir enrichi de quelques notes et d'un bref « *addendum* » à titre de suggestions pour des lectures complémentaires.

Avec cela, l'essentiel est dit, avant de remercier les jeunes professeurs, historiens, sociologues et éditeurs qui ont estimé que ce livre n'a pas vieilli et mérite d'être réédité tel quel, ayant gardé sa valeur intacte près d'un demi-siècle après que l'auteur en écrivit la première ligne.

B. S.

Avril 1977.

P.S. — L'auteur de ce livre ne s'est pas cru en droit de modifier ou corriger le texte tel qu'il a paru en 1935 et 1940. Certes, il ne l'écrit pas de nos jours comme au temps jadis. Au cours de son long travail, il a beaucoup appris. Il a encore appris davantage après coup. Et pour cause : qu'ils suffise de noter, par exemple, que les *Œuvres* de Lénine, d'abord en 20 volumes, puis en 32, étaient loin d'être complètes puisque les *Œuvres complètes*, en 55 volumes, n'ont paru qu'en 1958-1965 (encore ne sont-elles pas complètes). Les *Œuvres* de Staline en 13 volumes datent de 1946-1952 ; elles sont amputées, frelatées, mensongères, mais passons ; trois volumes supplémentaires ont été publiés par l'Institution Hoover, en Californie, en 1967, sans parler d'une masse énorme de documents, matériaux, témoignages contributions

diverses, etc., qui ont vu le jour après la guerre et après la mort de Staline. Il est donc normal que l'auteur ne soit plus ce qu'il était en se mettant à l'ouvrage, c'est-à-dire un « communiste » au sens où Jaurès se disait communiste au début du siècle, le terme étant alors synonyme de socialiste et de social-démocrate. Il est normal qu'un observateur attentif, studieux, consciencieux, fasse son profit d'une expérience aussi ample, aussi significative, aussi tragique, aussi coûteuse en vies humaines et en valeurs morales et matérielles accumulées au cours des siècles. Réciter des leçons apprises par cœur avant cette expérience, répéter des formules abstraites sans rapport avec les réalités, c'est ce qui semble anormal. Aussi puis-je me permettre de conclure *pro domo sua* à l'instar de ce penseur célèbre, qui, cent dix ans avant moi, se donnait pour devise, après comme avant, la parole du grand Florentin : « *Suis ton chemin et laisse dire les gens !* ».

Staline.
Aperçu historique du bolchévisme.

PRÉAMBULE

[Retour à la table des matières](#)

« Djougachvili, J. V., paysan de la province et du district de Tiflis, village de Didi-Lolo, orthodoxe, comptable. Par décision du ministère de l'Intérieur, exilé sous surveillance pour deux ans à dater du 29 septembre 1908 à Solvytchegodsk, province de Vologda, d'où s'est enfui. De nouveau exilé dans la province de Vologda, s'est enfui de nouveau le 29 février 1912. Par décision du ministère de l'Intérieur, exilé sous surveillance pour trois ans à partir du 8 juin 1912 dans la région de Narym, d'où s'est enfui de nouveau le 1^{er} septembre 1912. »

En ces quelques lignes tenait, au début de la révolution russe, toute la biographie d'un bolchévik obscur répondant au surnom de Staline, trouvée au département moscovite de la police et publiée en 1918 à Moscou. Le général A. I. Spiridovitch, un des chefs de l'Okhrana de l'ancien régime (police politique secrète), la cite à peu près textuellement en 1922 dans son *Histoire du bolchévisme en Russie*. Mais nul n'y prêtait alors attention ; le nom de Staline restait encore effacé dans un quasi-anonymat, ignoré non seulement du peuple de Russie, mais même dans les rangs du parti bolchéviste, à plus forte raison à l'étranger. On peut compléter cette fiche policière avec une note de gendarmerie locale relative à l'année 1913 et reproduite par de

proches camarades de Staline dans *Zaria Vostoka*, de Tiflis, organe officiel du bolchévisme en Géorgie :

« D'après les renseignements reçus récemment de nos agents, Djougachvili était connu dans l'organisation sous des sobriquets de Sosso, et de Kola, a travaillé dans le parti social-démocrate depuis 1902, d'abord menchévik, puis bolchévik, comme propagandiste et dirigeant du 1^{er} arrondissement (chemins de fer). »

La première notice biographique consacrée à Staline par le parti communiste de Russie, moins terne mais aussi brève que celle de l'Okhrana se trouve dans les notes explicatives ou documentaires jointes aux *Œuvres* de Lénine :

« J. Staline, né en 1879, membre du Parti depuis 1898, un des organisateurs et dirigeants les plus en vue des bolchéviks. Fréquemment emprisonné, six fois déporté ; depuis 1912, membre du Comité central sans interruption ; en 1917, rédacteur de la *Pravda* ; après la révolution d'Octobre, commissaire du peuple aux Nationalités ; en 1921-1923, commissaire exécutif central panrusse, secrétaire du Comité central du parti communiste. »

Du vivant de Lénine, et bien que Staline fût déjà secrétaire du parti bolchéviste, on accordait donc relativement peu de place au futur maître de la Russie. Son nom ne figurait dans aucun ouvrage classique sur l'histoire du socialisme, du mouvement ouvrier, de la révolution russe. Dans les dix premiers tomes des œuvres de Lénine où sont en cause les faits, les idées et les hommes de toute une époque, il n'est jamais mentionné ; rarement l'est-il dans les dix autres, et sans relief, en comparse. Les innombrables mémoires et souvenirs imprimés en dix ans étaient muets sur lui. Dans *le Grand Bouleversement*, livre où Lounartcharski crayonne une série de *Silhouettes révolutionnaires*, ensuite réunies sous ce titre en brochure, il n'est pas question de Staline. Sa trace est introuvable dans les publications centrales, et imperceptible dans la presse locale. Son passé paraît ressembler à celui de centaines d'autres révolutionnaires des diverses écoles : arrestations, déportations et évasions sous l'ancien régime, hautes fonctions politiques et administratives sous le nouveau. À première vue, il est même plus gris que d'autres, exempt d'acte saillant, d'épisode mémorable, de date marquée au calendrier de la révolution, et ne signale aucune

contribution à l'œuvre collective de la pensée socialiste. Dans un autre volume du même recueil, on peut relever aux Annexes quelques détails complémentaires, d'ailleurs insignifiants pour des profanes :

« Staline, J. V. Djougachvili, sobriquet révolutionnaire Koba, d'origine paysanne, province de Tiflis. Fréquemment arrêté et déporté. Participant à une série de congrès et conférences. Un des organisateurs et dirigeants les plus en vue parmi les bolchéviks. Au début de 1912, entra par cooptation dans le Comité central du parti social-démocrate ouvrier de Russie ; après la conférence générale de Prague, entra dans le bureau russe du Comité central et milita illégalement en Russie où il fut bientôt arrêté, puis déporté à Touroukhansk. Revint d'exil après la révolution de Février. Proche collaborateur de Lénine à l'époque de la préparation et de la conduite de la révolution d'Octobre. Membre du Comité central sans interruption depuis 1912 et du Conseil des commissaires du peuple depuis 1917. »

Notes identiques dans d'autres tomes de Lénine et dans les *Œuvres* de G. Zinoviev. Chaque fois, l'origine paysanne de Staline est indiquée. L'article « Djougachvili », dans l'ouvrage inachevé de V. Nevski : *Matériaux pour un dictionnaire biographique des social-démocrates*, sera plus étendu et détaillé mais avec des inexactitudes. Après la mort de Lénine, une nouvelle édition revue et augmentée de ses *Œuvres* fut entreprise, mais les biographes officiels, malgré leur zèle envers un nouveau maître, ne purent lui réserver en 1927, après dix ans de révolution, qu'une douzaine de lignes. On y constate quelques variantes :

« Militant social-démocrate russe depuis 1896. Organise en 1902, à Bakou, diverses manifestations ouvrières, est exilé en Sibérie orientale, s'évade en 1904 et passe à l'action illégale... Exilé en 1912 dans la région de Narym ; exilé en 1913, après une nouvelle évasion et retour à Pétersbourg, à Touroukhansk... »

Mais au tome suivant, paru en 1928, le ton change, la teneur de la biographie de Staline se modifie et se développe. L'intention apologétique perce sous l'aspect documentaire. Le bolchévisme était alors engagé dans des luttes intestines sans merci et le *curriculum vitae* de tout propagandiste devenait une arme. Chacun fouillant dans le passé de l'adversaire pour y découvrir une défaillance, une erreur, un faux

pas. Et chacun de faire valoir ses propres titres à la confiance du parti dirigeant et de la nouvelle classe dominante. Cette fois Staline avait dicté lui-même ou inspiré la notice :

« Staline, J. V. (Djougachvili), né en 1879. Fils d'un ouvrier cordonnier de Tiflis, militant depuis 1897, bolchévik de la première heure ; emprisonné en 1901 pour avoir dirigé des grèves à Bakou, déporté en Sibérie orientale, s'évada et revint au Caucase participer au travail illégal du Parti. Assista en 1905 à la conférence de Tammerfors et à Londres, fit de l'organisation de Bakou en 1907 la place forte du bolchévisme au Caucase. Arrêté et déporté en 1908 et 1910 ; militant illégal à Pétersbourg, de nouveau arrêté, élu au Comité central en 1912. Participe à la rédaction des organes légaux du parti en 1912-1913, déporté en 1913 à Touroukhansk où il resta jusqu'à la révolution. Membre du Bureau politique du parti depuis mai 1917, dirigea l'organe central du parti quand Lénine se trouva dans l'illégalité après les journées de juillet 1917, dirigea avec Sverdlov le sixième Congrès du parti, appartient aux comités des Cinq et des Sept qui organisèrent l'insurrection d'Octobre. Commissaire du peuple aux Nationalités, puis à l'Inspection ouvrière, participa à la guerre civile dans l'Armée rouge (défense de Tsaritsyne, front de Pologne, campagne contre Wrangel, etc.). De 1920 à 1923, membre du Conseil révolutionnaire de guerre. Secrétaire général du parti depuis 1922. Membre du Comité exécutif de l'Internationale communiste depuis 1925. Auteur d'une série de travaux sur le léninisme et la question nationale. »

Ainsi le paysan de Didi-Lolo était devenu un ouvrier cordonnier de Tiflis et son fils Sosso comme on l'appelait dans la familiarité géorgienne, plus tard Koba * et enfin Staline, faisait connaître ses mérites ignorés d'homme de plume, d'homme politique, d'homme de guerre, d'homme d'État, voire de penseur et de théoricien. Les mêmes données serviront de trame à l'article rédigé par son secrétaire pour le dictionnaire encyclopédique *Granat*, reproduit à satiété en brochures et dans tous les journaux du pays.

Mais cela n'est rien encore à côté de l'événement inattendu du 21 décembre 1929, jour du cinquantième anniversaire de la naissance de

* Abréviation de *Iakoba* (Jacob). Surnom emprunté au héros populaire d'un roman patriotique géorgien, *le Parricide*, de l'écrivain Alexandre Kazbeghi (1848-1893), très réputé au Caucase, et dont Staline avait été entiché dans sa jeunesse.

Staline. Toute la presse soviétique parut avec d'énormes titres, d'énormes portraits et d'énormes articles. Les louanges décernées au dictateur n'étaient pas moins énormes. L'ensemble des qualités humaines et bien des vertus surhumaines seraient incarnées dans Staline, l'homme d'acier, à en croire les thuriféraires de son entourage. Sa modestie, son courage, son dévouement à la cause égalent son savoir et sa clairvoyance. Il a été l'organisateur du parti bolchéviste, le meneur de la guerre civile comme de la guerre étrangère. Il est aussi par surcroît le guide du prolétariat mondial. Le praticien s'élève au niveau du théoricien et l'un comme l'autre sont infaillibles : Il n'y a pas d'exemple d'une erreur de Staline. Et un leitmotiv revient sans cesse dans les dithyrambes : homme de fer, soldat d'acier, allusion au nom qu'il s'est donné, avec des variations sur le thème invariable de l'acier et du fer : léniniste d'airain, bolchévik de granit. Les mêmes formules, les mêmes hyperboles, les mêmes expressions outrées d'admiration et de soumission strictement conformes aux modèles envoyés de Moscou, se retrouvent dans des milliers d'adresses, de messages, de télégrammes reçus de tous les points de la Russie et qui emplissent des feuilles entières des journaux, puis plusieurs colonnes chaque jour pendant plusieurs semaines. Les Éditions d'État répandent par millions d'exemplaires des recueils où les panégyriques tiennent plus de 250 pages sans compter d'innombrables salutations simplement énumérées par l'indication d'origine. Un buste officiel est fabriqué en série, réparti par ordre. Le nom de Staline déjà donné à plusieurs villes est encore attribué à des usines, des stations électriques, des exploitations agricoles, des casernes et des écoles...

Sous le titre : « L'énigme Staline », un collaborateur de la *Pravda*, organe officiel du bolchévisme à Moscou, se complaît (21 décembre 1929) à énoncer les termes en usage hors de Russie pour caractériser l'homme du jour : « Staline, hôte mystérieux du Kremlin », « Staline, dictateur de la sixième partie du monde », « Staline, vainqueur de toutes les oppositions », « Staline, personnalité impénétrable », « Staline, sphinx communiste », « Staline, énigme ». Mystère insoluble, énigme indéchiffrable sont en effet les lieux communs le plus fréquemment employés, sans doute parce que Staline a surgi sans bruit et sans éclat d'un passé obscur et d'un présent apparemment banal et que nul — sauf quelques initiés — ne s'explique l'avènement de son omnipotence.

Un des plus anciens compagnons d'armes de Staline, venu comme lui du Caucase et comme lui parvenu au faîte du pouvoir, Sergo Ordjonikidzé, affirme le jour du même anniversaire : « Le monde entier écrit aujourd'hui sur Staline », comme si les prescriptions de la dictature bolchéviste avaient force de loi pour la presse de tous les pays, comme si les circulaires du secrétariat de son parti pouvaient se propager et s'imposer au delà des frontières soviétiques comme des ondes de lumière. Il ajoute, cette fois avec plus de raison : « On écrira beaucoup dans l'avenir aussi. » Et il précise dans son simplisme : « Les ennemis écriront avec haine, les amis avec amour », méconnaissant la possibilité d'écrire « sans haine et sans crainte », en toute conscience et avec quelque esprit critique, dans un effort tendu vers l'étude impartiale et la vérité historique.

Dix années plus tôt, le 23 avril 1920, on avait célébré à Moscou les cinquante ans de Lénine, — véritable initiateur du bolchévisme, vrai fondateur du parti communiste, vainqueur authentique d'Octobre, créateur réel de l'État soviétique. Ce fut une soirée presque intime au comité moscovite du Parti. Des souvenirs échangés entre vieux amis, il reste une modeste brochure de trente pages... De 1920 à 1930, un changement profond s'est accompli dans la révolution russe. Le bolchévisme d'aujourd'hui n'est plus celui d'hier. C'est précisément ce qui prête un intérêt exceptionnel à la personne de Staline, désormais incorporée à une puissance dictatoriale sans équivalent dans le monde et sans précédent dans l'histoire.

Bibliographie

Afin de réduire les dimensions de ce volume, l'auteur a dû sacrifier la majeure partie de la Bibliographie et l'Index des noms, après avoir renoncé (dans les premières éditions) aux notes et références dans le corps de l'ouvrage. On ne trouvera donc ici mentionnés ni travaux d'histoire générale, ni œuvres de théoriciens antérieurs au bolchévisme, ni biographies de révolutionnaires d'autres écoles, ni monographies de grèves, ni annuaires statistiques, textes diplomatiques, recueils législatifs, ni à plus forte raison les innombrables brochures, articles de revues et de journaux qui ont servi à l'auteur, — sauf quand il s'agit de matériaux cités ou mis à contribution plus ou moins directement. Pour la même raison, il a fallu s'abstenir d'indiquer les sources en langue anglaise, à quelques exceptions près. Enfin, il ne pouvait être question de signaler les récits touristiques ou journalis-

tiques contemporains dont la quantité imposante ne compense pas le caractère superficiel.

En règle générale, un même écrit n'est enregistré qu'une fois, en dépit des modifications de titres. Mais il peut se trouver reproduit tantôt sous une autre forme, tantôt dans des recueils où la matière comporte des variantes, voire de nouveaux éléments (préfaces, gloses, etc.)

La non-concordance de certains prénoms ou des initiales tient à la variation des pseudonymes.

Abréviations :

L., Léninegrad ; *M.* ; Moscou ; *P.*, Paris ; *St-P.*, Saint-Pétersbourg ; *Pg.*, Pétersbourg (le mot « Saint » n'étant pas toujours employé).

Bull. Com., Bulletin Communiste ; *Bull. de l'Opp.*, Bulletin de l'Opposition ; *Corr. Int.*, La Correspondance Internationale ; *Int. Com.*, L'Internationale Communiste ; *Kr. Liet.*, Krasnaïa Lietopis ; *Prol. Rev.*, Proletarskaïa Revolioutsia ; *Sots V.*, Sotsialistitcheski Vesnik.

B. I. T., Bureau International du Travail ; *C. C.*, Comité Central ; *P. C. R.*, Parti Communiste de Russie ; *P. C. U.*, Parti Communiste de l'Union Soviétique ; *P. O. S-D. R.*, Parti Ouvrier Social-Démocrate de Russie ; *P. S-R.*, Parti Socialiste-Révolutionnaire ; *U. S.*, Union soviétique.

Les autres abréviations se traduisent sans difficulté.

LÉNINE

Les œuvres de Lénine sont la documentation principale de l'étude du bolchévisme. Lais une nomenclature détaillée eût allongé démesurément la bibliographie. Qu'il suffise de signaler l'existence d'une *Léniniana* en 5 forts vol. in-8°, éditée par l'Institut Lénine de Moscou, pour la seule période allant de 1924 à 1928 Édition d'État, M.-L., 1926-30), continuée par un *Annuaire* (Éditions du Parti, L., 1932) pour l'année 1929. On doit donc se borner à noter ici que l'auteur a eu recours, soit aux publications originales, livres, brochures, revues et journaux, soit à : N. Lénine (V. Oulianov), *Œuvres* (incomplètes), en 20 tomes et 26 vol., Éditions d'État, M.-L., 1920-26, à quoi il faut ajouter : *Léninski Sbornik* (Recueil Lénine), 27 vol. parus, M.-L. 1924-34, et *Zapiski Institouta Lénina* (Annales de l'Institut Lénine), 3 vol., M., 1927-28.

L'auteur n'a pu faire usage de la 2^e édition des *Œuvres* (incomplètes) en cours de publication pendant son travail mais, à titre exceptionnel, il a mis à contribution pour les besoins du préambule la traduction française de deux tomes de cette édition, avec les erreurs de fait qu'elle comporte : V. I. Lénine ; *Œuvres* (incomplètes), t. XX, P., 1928 ; t. XXO, P., 1930.

Un *Predmetny Oukazatiel* (Index thématique) pour la 1^{re} édition des *Œuvres*, M.-L., 1930, facilite les recherches. De même, un *Oukazatiel* pour *Léniniski Sbornik*, t. I à VII, M.-L., 1930.

STALINE

On a cru bon de grouper ici les principales références biographiques. Les autres figurent dans l'ordre de leur utilisation ou de la chronologie, par chapitre, et à leur place alphabétique.

M. ALDANOV, Contemporains, Berlin, 1928. — ALEXANDROV, Staline est-il dictateur ? s.l.n.d. — Arrestation du camarade Staline à Bakou en 1910. Tiré des matériaux de la gendarmerie de Bakou, *Bakinski Rabotchi*, n° 298, Bakou, 20 décembre 1929. — BAJANOV, Avec Staline dans le Kremlin, P., 1930. — Camarade (Le) Staline dans la vie souterraine à Bakou. Souvenirs de vieux conspirateurs, *Bakinski Rabotchi*, n° 298, Bakou, 20 déc. 1929. — E. CHTCHADENKO, L'arrivée de Staline à la 1^{re} armée de cavalerie, *Pravda*, n° 318, M., 19. nov. 1934. — J. CHIPOV, Sur Staline, *Oural'ski Commounist*, n° 24, Sverdlovsk, 1929. — J. CHOUMIATSKI. Au cercle polaire, *Komsomolskaïa Pravda*, n° 294, M., 21 déc. 1929. — R.N. COUDENHOVE-KALERGI, Staline et C^{ie}, Vienne, 1932. — J. DAVIS, Joseph Stalin, Russia's Ruler to day, *Current History*, n° 6, New York, mars 1929. — S. DMITRIEVSKI, Staline, Berlin, 1931. — Dossier de police sur Staline, *Katorga i Ssylka*, n° 1 (22), M., 1926. — W. DURANTY, Stalin, Man, Mouthpiece, Machine, *New York Times Magazine*, 18 janv. 1931. — M. EFENDIEV, L'action du cam. Staline à Bakou, *Bakinski Rabotchi*, n° 298, Bakou, 20 déc. 1929. — I. HESSEN, Staline et ses ennemis, *Le Monde slave*, n° 6, P., juin 1933. — J. IREMASCHWILI, Stalin und die Tragödie Georgiens, Berlin, 1932. — A. KAKHOÏAN, Avec Staline au Congrès, *Rabotchaïa Pravda*, n° 292, Tiflis, 21 déc. 1929. (d'après l'*Aurore de Changhaï*). — H. R. KNICKERBOCKER, Stalin mystery man even to his mother, *New York Evening Post*, 1^{er} déc. 1930). — N. KORNAVTOVSKI, Staline et la défense de Pétrograd, *Léningsradskaïa Pravda*, 15 juin 1932 ; Staline et l'Armée rouge, *Léningsradskaïa Pravda*, 23 févr. 1933. S. KRIVTSOV, J. V. Staline, *Pod Znameniem Marxisma*, n° 2-3, M., 1930. — I. LEVINE, Stalin, New York, 1931. — E. LUDWIG, Staline maître absolu de la Russie des Soviets. *Le Mois*, n° 21, P., 1932. — Ph. MAKHARADZÉ, Le meilleur élève de Lénine, *Zaria Vostoka*, n° 293, Tiflis, 21 déc. 1929. — N. MARKINE, « Staline et l'Armée rouge », ou comment on écrit l'histoire, *Bull. de l'Opp.*, n° 12-13, P., juin-juil. 1930. — G. PIATAKOV, Pour une direction, *Pravda*, n° 303, M., 23 déc. 1929. — A. RAÏEVSKI, Le travail au Caucase, *Bakinski Rabotchi*, n° 298, Bakou, 20 déc. 1929. — P. SCHEFFER, Stalin's Power, *Foreign Affairs*, n° 4, New York, juil. 1930. — V. SCHWEITZER, Dans l'illégalité, à Piter, *Komsomolskaïa Pravda*, n° 294, M., 21 déc. 1929. — Staline-Djougachvili, *Brdzolis Khma*, n° 3, p., 1930. — Staline, recueil d'articles sur le cinquantième anniversaire de sa naissance (M. Kalinine, V. Kouïbychev, L. Kaganovitch, K. Vorochilov, D. Manouïlski, O. Mikoïan, A. Boubnov, M. Saveliev, A. Enoukidzé, D. Biedny M., 1929. — A. STO-

PANI, Sur le passé de l'organisation de Bakou, Bakou, 1923. — Sur la biographie politique de Staline, *Bull. de l'Opp.*, n° 14, P., août 1930. — E. TETZLAFF, Staline, son évolution intellectuelle, *Frankfurter Zeitung*, 20 avril 1930. — I. TOVS-TOUKHA, Joseph Vissarionovitch Staline, M. 1927. — L. TROTSKI, Staline, comme théoricien, *Bull. de l'Opp.*, n° 14, P., 1930. — M. TSKHACHAÏA, Du passé, *Zaria Vostoka*, n° 293, Tiflis, 21 déc. 1929. — S. VERECHTCHAK, Staline en prison, Souvenirs d'un détenu politique, *Dni*, P., 22 et 24 janvier 1928.

Bolchéviki, Documents sur l'histoire du bolchévisme de 1903 à 1916, de l'ancien département moscovite de la Police. Mis au point et préfacés par M. A. Tsiavlovski M., 1918. — Cinquantième anniversaire de Vladimir Illitch Oulianov-Lénine. 1970-23 avril 1920, M., 1920. — Dictionnaire encyclopédique *Granat*, 7^e éd. et 2^e fasc. de la III^e partie du 41^e tome, M., s.d. — V. Nevski, Matériaux pour un dictionnaire biographique des social-démocrates, etc., Fasc. 1, M., 1923 — *Pravda*, n° 300 ; *Isvestia*, n° 301 ; *Troud*, n° 293, etc., M., 21 déc. 1929. — Gén. A. SPIRIDOVITCH, Histoire du bolchévisme en Russie, depuis sa naissance jusqu'à la prise du pouvoir, 1883-1903-1917, p., 1922. — *Zaria Vostoka*, Tiflis, 23 déc. 1925.

Staline.
Aperçu historique du bolchévisme.

I

SOSSO

Naissance de Staline ; — Sa famille, le pays natal. — Enfance et jeunesse. — Le Caucase et la Géorgie. — Le milieu et les mœurs. — Bandits et gentilshommes. — État économique et social. — Le séminaire de Tiflis. — Le chemin de fer de Transcaucasie. — Les premiers social-démocrates géorgiens. — Adhésion de Staline au mouvement socialiste. — Bibliographie.

[Retour à la table des matières](#)

Staline, de son vrai nom Joseph Vissarionovitch Djougachvili, est donc né en 1879 à Gori, en Géorgie, et non à Didi-Lolo (en réalité Didi-Lilo), village natal de son grand-père. Trotski (Léon Davidovitch Bronstein) vint au monde la même année. La plupart des meneurs de la révolution de 1917 appartiennent à cette génération des années 80 du siècle dernier ; Lénine (Vladimir Illitch Oulianov) fut l'aîné, de quelques dix ans.

Le père de Staline, Vissarion, était paysan comme aussi son grand-père, mais paysan doublé d'un artisan, semblable à d'innombrables cultivateurs *koustari* des divers pays de l'ancien Empire. De père en fils, les Djougachvili exerçaient le métier de cordonnier tout en restant attachés à la glèbe et le petit Joseph eût prolongé la tradition familiale s'il n'était devenu orphelin prématurément. Vissarion Djougachvili

travailla même, selon le biographe officiel, à la petite fabrique de chaussures Adelkhanov, de Tiflis, seule ville du voisinage.

Le paysan cordonnier mourut en laissant un fils unique de onze ans. Trois autres enfants ne vécurent pas jusqu'à la naissance du dernier. La mère, Catherine, âgée de soixante-seize ans en 1935, vit à Tiflis dans un modeste logement du château de l'ancien vice-roi, dûment socialisé. Elle chérissait son seul enfant et le mit à l'école religieuse de Gori dans l'intention d'en faire un prêtre *. Le jeune Sosso y reçut ses premiers rudiments d'instruction et apprit beaucoup de prières.

Sosso : car la coutume géorgienne, égalitaire et simple, transforme en tendres diminutifs les noms comme elle a généralisé le *tu* et le *toi*. On conserve toute la vie ces surnoms caressants, entre familiers, et parfois des amis seraient embarrassés de dire comment se prénomme exactement Tchito ou Zakro, Valico ou Koté. Pour ses proches, Staline est resté Sosso.

Gori était un gros bourg situé sur la rive gauche de la Koura (en grec Kuros, en français Cyrus), à 70 verstes de Tiflis, capitale de la Géorgie et de la Transcaucasie. Le fleuve torrentiel et poissonneux, porte à sa source en turc des noms poétiques, Eau coralline ou Ruisseau de perles. La « ville » avait 5 000 habitants quand Staline y vit le jour et en compte maintenant le double environ. Dubois de Montpéroux, à son passage, y avait dénombré une majorité d'Arméniens « presque tous livrés à des métiers ou au commerce », mais la proportion en a beaucoup diminué plus tard. Des populations tatares sont mêlées aux Géorgiens dans cette vallée. Gori est au centre d'une plaine d'origine lacustre où la terre est fertile, le climat très favorable à l'agriculture ; les paysans y obtiennent de bon vin et le meilleur froment du Caucase. « Rien de plus pittoresque, — écrit un voyageur, — que la forteresse vieille de dix siècles qui domine la ville du haut d'une colline s'élevant, isolée, au milieu d'une plaine entourée de hautes montagnes par-dessus lesquelles on aperçoit dans le lointain la cime neigeuse de Kasbek. » Les pentes sont couvertes de forêts. La région est sans industrie. À 8 kilomètres se trouve la ville des troglo-

* Jusqu'à sa mort, en 1937, elle est restée croyante et pieuse, regrettant que son fils ne soit pas devenu prêtre (Témoignage de sa petite-fille, Svetlana Allilouieva, fille de Staline, in *Vingt lettres à un ami*, Paris, 1967.)

dytes, Ouplis-Tzikhé, que la légende grecque attribue à Ulysse et dont les cavernes conservent des restes de civilisations antiques.

Sosso grandit parmi ces paysans géorgiens et tatares de Gori jusqu'à quatorze ans. En 1893, il entra au séminaire de Tiflis où l'enseignement correspond aux études des lycées russes, sauf la grande part consacrée à la religion chrétienne orthodoxe. (Les séminaristes sont en général destinés, par l'autorité épiscopale, à recevoir les ordres sacrés ou à devenir membres inférieurs du clergé.) Il y apprit vraisemblablement des éléments de vieux slavon d'église et les tournures rituelles de style qui reviendront plus tard dans ses écrits les plus révélateurs.

Son proche camarade Baron Bibineichvili lui a consacré un court chapitre de ses mémoires publiés à Tiflis en 1930 sous le titre : *En un quart de siècle*. Pour les années d'étude, il met à contribution les articles d'anciens élèves du séminaire, Bakoudzé et Parkadzé, parus dans la revue *Drocha* (le Drapeau) en 1924, mais dont il tire peu de chose. L'un raconte que l'on pouvait voir jouer avec ardeur, dans les corridors de l'école, Sosso chevauchant leur condisciple Michko Davitachvili et criant : « *Ia stal ! Ia stal !* » (Je suis l'acier.) À supposer authentique cette parole invérifiable, Davitachvili ayant été tué en France en 1916, Staline aurait eu très tôt conscience de sa force. Catherine Djougachvili croit, certainement à tort, que son fils a reçu de Lénine le surnom métallique. Il paraît que Sosso écrivit des vers dont quelques-uns furent imprimés, sous le pseudonyme de Sosselo, dans *Iveria*, publication nationaliste locale dirigée par I. Tchavtchavadzé, — mais on ne les a jamais reproduits.

Sur son enfance et sa jeunesse, il n'y a donc guère d'éléments d'appréciation digne de foi, ni souvenirs de parents ni mémoires de témoins, ni papiers de famille ni lettres intimes, ni notes scolaires, ni essais d'adolescent. On ne connaît de réel, mais inutilisable, que les prudentes confidences de certains camarades d'autrefois. La brochure d'I. Iremachvili éditée en Allemagne : *Stalin und die Tragödie Georgiens*, est trop sujette à caution pour servir avant confirmation du contenu par des témoins sérieux. Les soi-disant psychanalystes qui prétendent expliquer de grands événements historiques et sociaux par la crise de puberté dans un pareil cas.

Une seule fois, Catherine Djougachvili a parlé pour le monde extérieur, sobrement : « Il a toujours été un bon garçon... Je n'ai jamais eu à le punir. Il étudiait ferme, était toujours en train de lire et de causer, essayait de comprendre toute chose. Il alla à l'école dès l'âge de huit ans. » Le témoignage oral de bolchéviks géorgiens, ses anciens condisciples auxquels il est fait allusion, contredit les paroles maternelles. Ils ont connu un Sosso déjà dur, insensible, sans égard pour sa mère, et citent à l'appui de leur souvenir des faits assez pénibles. Mais la mère est une mère et les compagnons d'adolescence indiscrets sont en prison ou en exil.

Sosso lisait, mais en géorgien, c'est-à-dire des contes populaires, des récits fabuleux qui sont le fond de la littérature nationale de son pays, et sans doute le grand poème épique et lyrique de Roustaveli, *le Chevalier à la peau de panthère*. La Géorgie opposait à la russification une résistance opiniâtre et le peuple conservait sa langue originelle. Encore à présent, Staline emploie un russe incorrect, avec ce fort accent du Caucase qui excite l'ironie un peu méprisante des « vrais Russes » Sauf avec un interlocuteur géorgien, sa mère avait besoin d'un interprète. On ne peut s'empêcher de songer, à ce propos, au Corse Bonaparte dont la langue maternelle était l'italien et qui haït la France avant de la dominer comme plus tard le Caucasien Staline devait gouverner la Russie dont il avait détesté la tutelle impériale.

Ses lectures comme son instruction scolaire lui ont donné une culture élémentaire ; elles n'ont pas laissé de traces visibles dans ses écrits ni ses discours. En quoi il ne ressemble à aucun révolutionnaire éminent des temps modernes. Des réminiscences de Montesquieu, de Rousseau, de Mably, des allusions aux héros, aux épisodes fameux de Sparte et de Rome reviennent sans cesse dans les paroles des hommes de la Révolution française, évoquant leur ascendance spirituelle. La pensée de Karl Marx et Friedrich Engels imprègne à notre époque le langage de la révolution à venir, où se mêlent aussi des formules de Lassalle et de Blanqui, de Proudhon et de Bakounine, et les idées de leurs épigones, avec des références aux précédents historiques, au jacobinisme, au babouvisme, au chartisme, aux insurrections de 1848, à la Commune de 1871. Rien de tel chez Staline. La filiation qui s'affirme à travers les âges et fait vivre encore de nos jours le nom de Spartacus ne s'exprime pas dans ses mots, si elle se continue par ses actes. Mais à partir d'un certain moment, il ne parlera plus ni n'écrira

qu'en citant Lénine en toutes circonstances, semblera ne devoir qu'à un seul livre, à une seule œuvre en cinquante volumes, — de même que Cromwell paraît n'avoir lu que la Bible. S'il invoque parfois un autre auteur, c'est avec des citations de seconde main, pour se donner les apparences d'une érudition discrète, à regret dévoilée.

Selon un de ses compatriotes, A. Enoukidzé, haut fonctionnaire appliqué à le servir, « Staline, encore séminariste, lisait des livres sur les sciences naturelles, la sociologie, le mouvement ouvrier, mais secrètement en conspirateur. Malgré toutes les précautions, cela n'échappa point à l'œil vigilant des inspecteurs, à la surveillance monacale et Djougachvili fut exclu du séminaire ». Il est peu plausible que la lecture d'ouvrages strictement scientifiques, d'ailleurs soumis à une censure sévère, fût alors considérée comme un délit, même au séminaire de Tiflis ; le zélateur malhabile veut ici trop prouver. Et la mère nie très catégoriquement l'exclusion de Sosso : « Il n'a pas été expulsé. Je l'ai repris à cause de son état de santé. Quand il entra au séminaire, il avait quinze ans et était un des plus forts garçons qu'on ait pu voir. Mais l'excès de travail jusqu'à ses dix-neuf ans le déprima et les médecins me dirent qu'il pouvait devenir tuberculeux. Je le retirai donc de l'école. Il ne voulait pas la quitter. Je le retirerai. Il était mon seul fils... » Et Catherine Djougachvili d'insister ferme à diverses reprises : « Il n'a pas été expulsé. Je l'ai retiré. »

Ainsi, les rares données relatives à sa jeunesse sont inexactes ou contradictoires. Pour les chercheurs d'analogies historiques à tout prix, c'est encore une modeste ressemblance avec Cromwell. Et il est permis de supposer, dans l'un ou l'autre cas, que cette phase obscure n'aurait peut-être rien de très précieux à révéler. Pour comprendre le caractère de Staline, il ne sera pas absolument nécessaire d'en connaître les signes précurseurs ; pour juger son rôle, de savoir ses impressions d'enfance, ses curiosités naissantes, ni les sentiments précoces qui ont pu l'animer. Certes, il n'a pas été hanté par les héros de Plutarque, par les grandes figures de l'antiquité dont certains meneurs d'hommes voulaient suivre l'exemple. Ce qu'il réalisera un jour ne sera pas le fruit de méditations initiales, l'exécution d'un grand dessein prémédité. La psychologie paysanne du milieu social et de la famille, la prime éducation théologique, — tels sont les premiers éléments qui entreront dans le cours de cette vie et déjà forcent l'attention. Il faut chercher les autres dans les conditions générales du

pays et du temps, dans la « pénombre des sous-sols historiques », avant de trouver des influences plus directes.

Le Caucase appartenait à la légende avant d'entrer dans l'histoire. Mais la mythologie, la géographie, l'ethnologie et la linguistique se mêlaient confusément dans le souvenir lointain des hommes quand la grande guerre de 1914-1918 a ébranlé les rapports internationaux établis, mis en jeu les intérêts des États ou des coalitions et remis en question les frontières, ranimant l'intérêt envers les territoires contestés ou les nationalités qui les peuplent. Des leçons populaires hâtives improvisées par des propagandes rivales pour rendre actuels les « droits séculaires » en sommeil, à l'occasion des pourparlers de paix, ont favorisé l'initiation sommaire d'un large public aux annales des peuples oubliés. Et la révolution russe ayant porté au premier plan les problèmes du Caucase, en particulier celui de la Géorgie, des cours abrégés d'histoire et de géographie en minces brochures complétèrent les connaissances courantes de préhistoire légendaire. Mais de tout cela, que reste-t-il dans l'esprit des contemporains de Staline ?

C'est le pays merveilleux de la Colchide où Jason mena les Argonautes à la conquête de la Toison d'or, symbole des richesses de la contrée suivant les uns, allusion peut-être aux paillettes de métal jaune retenues dans la peau de mouton qui sert à laver les sables aurifères de l'Ingour et du Rion, selon d'autres. Antérieurement déjà, les Hébreux croyaient que l'arche de Noé avait accosté au mont Ararat. Les Grecs, et notamment Aristote, semblent avoir été fascinés par la chaîne grandiose qui dresse là ses sommets de plus de 5 000 mètres comme un rempart naturel entre deux mondes. Ils y voyaient le berceau de leur race, l'origine de la civilisation. Le mythe de Prométhée en est inséparable et, symbole de l'humanité révoltée transmis de siècle en siècle, il est entré dans la pensée révolutionnaire moderne comme l'annonceur de la tempête qui devait s'élever entre l'Orient et l'Occident.

Le Caucase est-il d'Europe ou d'Asie, — historiens et géographes en ont disputé longtemps depuis Hérodote et Strabon, mais les incertitudes sont désormais levées. « Il n'est plus permis de douter que le Caucase appartienne à l'Asie », dit Élisée Reclus après Humboldt et celui-ci après Pallas. La géologie est confirmée par l'histoire et l'ethnographie. Les populations indigènes, principalement fixées sur le versant sud, font partie du monde asiatique : avant la conquête

russe, elles étaient liées de toutes les façons à l'Asie Mineure et à la Perse. Enfin, « par sa faune de même que par sa flore, la Transcaucasie appartient déjà au monde subtropical asiatique », écrit Reclus en résumant toutes les observations savantes notées jusqu'à lui. Asiate, donc : cette expression spontanément appliquée à Staline en Russie pour tenter de le caractériser est exacte, abstraction faite ici de la nuance péjorative que d'aucuns y attachent.

Le relief du sol a été décrit jusqu'à satiété : hautes montagnes et vallées étroites, sauf le bassin de la Koura qui va s'élargissant jusqu'à la Caspienne ; pentes raides, escarpements à pic, ravins et précipices, torrents alimentés par les neiges éternelles des glaciers. La végétation est splendide, surtout dans la partie occidentale, et les forêts aux essences multiples, malgré un déboisement barbare, couvrent plus de la moitié du pays. « Peut-être la vigne est-elle originaire de ces contrées où la tradition juive raconte qu'un patriarche pressa la première grappe et connut le premier l'ivresse du vin. On croit aussi que le noyer a pour lien d'origine les vallées de l'Imérie. En aucun pays du monde, on ne trouve une aussi grande quantité d'arbres portant des fruits à pépins et à noyau. » La chasse n'a pas exterminé une faune de temps très reculés ; il y subsistait naguère l'auroch, le lynx, le tigre, la panthère, l'hyène, l'ours brun, l'antilope, l'aigle, le gypaète, et des oiseaux rares comme le sansonnet rose et le merle bleu.

Strabon comptait soixante-dix peuples au Caucase, parlant autant de langues. Selon Pline, on s'interpellait en cent trente idiomes sur les marchés de la Colchide. Les Arabes appelaient Mont des Langues cette énorme masse rocheuse dont les replis abritent les résidus de migrations antéhistoriques. Reclus évaluait encore à soixante-dix le nombre des dialectes et patois locaux mais en les ramenant à quelques groupes principaux. Cette variété de langages reflète le fractionnement de la population en tribus différenciées par la configuration du terrain, isolées par des obstacles naturels. L'influence conservatrice des montagnes, maintes fois constatée, se vérifie au Caucase mieux que partout ailleurs. Les spécialistes y trouvent d'inépuisables thèmes à leurs controverses sur les races et les langues. Pour ne parler que des Géorgiens (ou *Kartvels*) dont Staline est issu, on s'accorde à voir en eux les descendants des Ibères ; ils se subdivisent en Grouziens proprement dits, Svanes, Imères, Mingres, Khevsoures, Pchaves, Touches, Lazes, un peu mêlés de Tchétchènes, d'Osses et de

Lesghines ; leur cohésion ethnique s'est pourtant conservée depuis deux mille ans avec la pureté de leur langage. De récents travaux de linguistique tendent à éclairer l'origine du poème de Tristan et Iseult par le géorgien et relie le Caucase à la Bretagne...

Le croisement des peuples dispense de rechercher en Staline les caractéristiques achevées de sa race. Entouré des restes variés de peuplades mongoles, slaves et aryennes, le peuple géorgien s'est mélangé de Tartares, de Persans, d'Arméniens, de Kurdes et de divers méditerranéens. En se référant à Hérodote, Maspero signale même en Colchide une descendance d'Égyptiens amenés là par Sésostris. Dégagent l'essentiel des remarques faites sur les Géorgiens par de savant auteurs, Reclus a écrit ces lignes frappantes pour qui connaît Staline : « On les dit moins intelligents en moyenne que les autres Caucasiens ; dans les écoles où ils se trouvent à côté de Tatares et d'Arméniens, ils sont inférieurs à ceux-ci pour le don d'apprendre les langues étrangères, pour l'étude des sciences et la facilité d'élocution. » Mais si l'on devait prendre à la lettre les appréciations qui présentent les Géorgiens comme affables, ouverts, insoucians, droits, sociables et paisibles, il faudrait supposer que Staline ait dans les veines une forte dose de sang mongol, transmise par un Turc ou un Tatare. De vieux militants socialistes au Caucase assurent que Catherine Djougachvili est une Osse (*Ossétinka*) et attachent grande importance à ce détail : non seulement les Osses sont moins policés, plus grossiers que les Géorgiens, mais la Russie a toujours recruté parmi eux une forte proportion de gendarmes et de garde-chiourmes.

L'histoire de ce pays ne le cède à nulle autre en horreur. Il y a vingt-cinq siècles, la Géorgie s'était élevée à une civilisation supérieure à celle de la plus grande partie de l'Europe. Les Grecs avaient colonisé son rivage sur le Pont-Euxin ; successivement, les Juifs, les Romains, les Perses, plus tard les Génois l'ont sillonnée de la mer Noire à la Caspienne. Principale voie terrestre vers l'Asie centrale, elle avait subi de fréquentes invasions, fut conquise par Alexandre le Grand, soumise à Mithridate Eupator, avant d'éprouver le flux destructeur des Huns. Le christianisme y devint religion dominante presque en même temps qu'en Grèce et bien avant de gagner l'Europe. L'Église d'Ibérie servit de trait d'union avec Byzance. « ... Il s'y forma un milieu très cultivé caractérisé par une synthèse singulière de la civilisation byzantine et des influences de l'Orient arabe et

iranien. » L'apogée de cette culture fut au XII^e siècle sous le roi David, puis sous la reine Tamara, à la faveur de guerres entre Turcs et Perses qui laissèrent à la Géorgie un répit, de courte durée. Les hordes mongoles de Tchingis-Khan, puis de Tamerlan, mirent le pays à feu et à sang ; ce fut une dévastation totale des villes et des villages, une extermination quasi complète des habitants.

Dans les cinq siècles suivants, convoitée et disputée par ses voisins guerriers, plusieurs fois envahie, dépecée, pillée, saccagée décimée par des armées persanes et turques et des incursions suivies de razzia de bétail humain (surtout des femmes destinées aux harems), la Géorgie fit appel en vain à la protection russe. En 1801, l'annexion par les Romanov mit un terme à ses malheurs séculaires en lui faisant partager le sort peu envié, mais relativement supportable, des autres peuples de Russie. Elle avait perdu six millions d'individus sur sept. Durant plus d'un demi-siècle encore, une guérilla se poursuivit dans la région la plus montagneuse où des Géorgiens rebelles à la russification violente défiaient, de leurs retraites inaccessibles, les troupes du Tsar et exécutaient des coups de main audacieux.

Cette longue suite de calamités sanglantes alternant avec les torpeurs consécutives aux grandes saignées laissait une Géorgie misérable malgré ses richesses naturelles, et retardataire en dépit de l'ancienneté de sa culture. Les Russes, pour des considérations stratégiques, établirent des routes, facilitant ainsi la circulation et les échanges, encouragèrent la viticulture qui ne leur portait pas concurrence et continuèrent au repeuplement en envoyant des militaires, des fonctionnaires, des marchands, des touristes, des exilés politiques, des déportés religieux. Un siècle de paix ranima le malheureux pays, sans toutefois élever sensiblement son niveau spirituel et matériel ni faire progresser sa technique.

À l'époque où naquit Staline, Reclus constatait : « L'ancien mode de construction des habitations géorgiennes s'est maintenu depuis deux mille ans. Des villages entiers ne se composent que de trous percés dans la terre ou dans les rochers et ne sont révélés au-dehors que par des amas de branchages ou par des toits d'argile sur lesquels s'asseyaient les femmes à la fraîcheur du soir. Dans la plupart des villes géorgiennes, un grand nombre de maisons sont encore, suivant la coutume, recouvertes non d'un toit mais d'une couche d'argile battue... »

L'outillage aratoire était rudimentaire et peu productif. En 1900, un rapport officiel le décrivait encore en ces termes : « La charrue géorgienne... est un instrument très volumineux, très cher et très lourd, dont le travail n'est pas satisfaisant et qui exige l'emploi d'une énorme quantité de main-d'œuvre ; ...il faut atteler, suivant les sols et d'autres considérations, de trois à douze paires de bœufs ou de buffles. » Pour constituer un tel attelage, les paysans formaient des *artels* temporaires, mettant en commun le soc, le harnais, les bois des uns, le bétail des autres. Comme herse, une simple planche ; partout la faucille pour la moisson ; souvent, le transport de la récolte à dos d'homme.

L'industrie était pour ainsi dire inexistante, les ressources du sous-sol délaissées, les transports archaïques. L'extraction du manganèse dans la province de Koutaïs, le traitement du naphte à Bakou dans le pays voisin commençaient à peine. Une petite industrie artisanale couvrait les besoins domestiques, suffisait à l'habillement et à l'armement. Le chemin de fer n'avait pas encore supplanté les fondrières de la route, défoncée par les lourdes *arbas* attelées de buffles. Les instruments de travail restaient primitifs.

Le passé pesait lourdement sur la vie familiale et sociale du peuple géorgien. Les parents de Staline ont connu le servage, aboli en Transcaucasie vers 1865 seulement. « ...Les seigneurs, restés grands propriétaires, n'ont pas encore tous perdu l'habitude de traiter les paysans comme des animaux soumis à leur caprice, et leurs mœurs engendrées par l'esclavage dans le peuple lui-même n'ont point disparu. » Le même auteur, Reclus, expose ainsi la condition des campagnes : « Malgré la fécondité du sol géorgien et la faiblesse relative de la population qui s'y partage les biens de la terre, les campagnards du bassin de la Koura sont en général très pauvres et ne possèdent qu'un misérable bétail, des vaches rogneuses et des moutons dont la laine ressemble presque à du poil. » Des marécages et l'absence d'hygiène rendaient de vastes contrées insalubres.

Même la région privilégiée du littoral, la « riviéra caucasienne », connaissait une sombre misère et un ancien ministre de l'Agriculture pouvait écrire en 1907 : « Pour voir ces merveilles, il fallait parcourir des centaines de kilomètres à travers des forêts vierges, des terrains incultes, passer les nuits dans de pauvres chaumières de paysans se plaignant de leur détresse et parfois mourant de fièvre, entendre les

hurlements des chacals, recueillir les plaintes des habitants sur les ravages que faisaient dans leurs champs de maïs les ours et les sangliers..., enfin voir un pays pauvre, désolé, au milieu d'une nature luxuriante... » À l'autre extrémité en aval de Tiflis, la vallée de la Koura, comme celle de l'Araxe inférieur, devient aride sous les vents brûlants d'Asie ; la pauvreté n'y était pas moindre.

Telle est l'ambiance où Staline a vécu ses premières années. Autour de lui, des vestiges de barbarie, des ruines, le dénuement parfois la famine (il y eut disette en 1891-1892 et en 1897-1898). Les traditions patriarcales, maintes coutumes médiévales imprégnaient encore l'atmosphère. La religion imposait un fort ascendant sur la population illettrée pour plus des trois quarts dans l'ensemble, proportion accentuée hors des villes : « il n'y a pas de pays au monde plus riche en églises », écrit Dubois de Montpéroux ; Gori, ajoute-t-il, « a deux grandes églises modernes, l'une catholique, l'autre arménienne, et plusieurs autres plus petites, grecques, en tout huit églises ». Entre autres survivances du moyen âge, Staline enfant pouvait rencontrer sans surprise dans la montagne des Khevsoures, véritable curiosité ethnique, portant cotte de mailles, boucliers, brassards et tout un attirail qui les ont fait passer longtemps pour des descendants de Croisés. Le costume local emprunté aux Tcherkesses, minuscule arsenal ambulante avec paire de pistolets, poignard, sabre et ceinture de cartouches, d'un intérêt désormais plutôt décoratif, gardait l'empreinte féodale. La pratique du brigandage entretenue par le penchant naturel des montagnards armés à se jeter sur les produits de la plaine se continuait sous des aspects divers divers, depuis l'agression sur la route jusqu'au banditisme politique. Gori, dit Dubois de Montpéroux, se trouvait au centre d'une zone de brigandage intense. Et les haines nationales opposant les Arméniens aux Géorgiens, les Tatares aux Arméniens, attisées par le Russe colonisateur intéressé à ces antagonismes, se perpétuaient sous les yeux du jeune Staline.

Les habitants (23 au kilomètre carré, recensement de 1897) étaient cinq fois plus nombreux dans les campagnes qu'à la ville. La grande majorité se composait de paysans sans terre et de petits métayers exploités par une noblesse rurale pléthorique mais peu fortunée. Toutes les narrations de voyages au Caucase expriment l'étonnement des Occidentaux devant ce foisonnement de pouilleuse aristocratie terrienne, devant tel garçon d'auberge gentilhomme mingre ou tel valet d'écurie

prince imère. Dans ce pays, les princes sont aussi nombreux que les volailles, — notait von Thielmann. Un autre voyageur dit des Géorgiens : « La plupart sont nobles et pauvres et ce n'est pas le seul trait de caractère qui les rapproche des Espagnols », ajoutant à cette analyse un peu courte de justes remarques sur la paresse de l'indigène, son usage immodéré du vin de Kakhétie et sa propension au banditisme : « Des jeunes gens appartenant aux plus anciennes familles ont gagné sur les grands routes une réputation qui ne nuit d'ailleurs en rien à leur considération mais finit souvent par les conduire en Sibérie. » La possession de 5 à 10 hectares pouvait impliquer un titre princier. Les artisans, sont confondus avec les paysans dans la campagne ou la montagne, et avec les petits marchands à la ville, ne formaient pas une classe aux contours précis. Les ouvriers proprement dits, en très petit nombre, restaient attachés au village natal. Il n'existait ni prolétariat industriel ni bourgeoisie capitaliste dans l'acception moderne des termes. Une *intelligentsia* restreinte et le bas clergé étaient très mêlés au peuple. La poignée des nobles du plus fort calibre, grands propriétaires fonciers, se laissait domestiquer par la Cour de Pétersbourg ou enrôler dans le corps des officiers. La bureaucratie dominait le tout.

Tiflis, au moment où Staline y vint faire ses études, était une ville orientale de quelque 150 000 habitants en accroissement rapide, avec un quartier européen, la population comptant des Arméniens, des tatars, des Perses, des Allemands, des juifs, des Grecs, des Osses. Les principaux foyers d'activité étaient les bazars persans, arméniens, et tatars aux allées grouillantes d'une cohue asiatique bariolée, bousculée de porteurs d'eau, de chameaux et d'ânes chargés d'outres et de colis ; on y vendait des tapis de Perse et du Kurdistan, des lainages et des cotonnades aux couleurs vives, de la poterie et des objets incrustés, des sabres de Daghestan et des armes travaillées sur place. Le haut commerce urbain se trouvait aux mains de la bourgeoisie arménienne. Le vieux Tiflis géorgien, sensiblement marqué par la domination persane, restait un immuable entassement de maisons grise à terrasses, entre coupé de ruelles escarpées en dédale où les immondices séchaient au soleil.

Ce n'est pas dans cette agglomération moyenâgeuse de la proche Asie aux multiples superstitions religieuses et nationales ni dans un milieu aussi arriéré, constamment traversé de nomades, que Staline

adolescent pouvait puiser des idées neuves, subir une influence européenne. Pas davantage dans la cité administrative et militaire où le despotisme tsarien d'abritait sous une architecture d'aspect occidental. Mais au séminaire, il entra dans une sphère nouvelle et, tout en recevant l'enseignement clérical, prit pour la première fois contact avec l'esprit de révolte.

Car la jeunesse, à Tiflis comme dans « toutes les Russies », avait déjà sous la férule de la discipline religieuse une tradition embryonnaire d'insubordination. La résistance de la génération montante à l'oppression de l'ancien régime, longtemps de caractère purement national chez les allogènes, se teintait progressivement d'opinions libérales, puis socialistes. Dès le début du XIX^e siècle, c'est-à-dire de l'occupation russe en Géorgie, des idées subversives s'étaient infiltrées dans le pays par des exilés astreints au domicile forcé sur les confins de l'Empire. La politique de russification brutale du vice-roi du Caucase Ermolov souleva un mouvement populaire de protestation, maté violemment par les Cosaques. Jusqu'à la suppression du servage, des émeutes paysannes incessantes ensanglantent les campagnes. Le séminaire de Tiflis devient un centre intellectuel d'opposition à l'autorité russe. Enfin, le grand fait nouveau et décisif se produit qui va déplacer socialement le centre de la lutte insurrectionnelle : en 1867, le premier chemin de fer est mis en construction, de Tiflis à la mer Noire.

Le capitalisme enfonçait son coin au Caucase. Sur les chantiers, paysans géorgiens devenus terrassiers et ouvriers russes spécialisés fusionnent sous la pression du même salariat et forment les premiers rassemblements d'un prolétariat. À cette époque commence à se développer l'exploitation du manganèse de Tchiatouri et du naphte de Bakou. Les pays d'outre-Caucase sortent de l'isolement provincial, entraînés à leur tour hors de l'ornière de l'économie primitive dans l'essor général de la production capitaliste.

En 1873, vingt ans avant l'arrivée de Staline, des troubles avaient éclaté au séminaire de Tiflis où la jeunesse se sentait brimée dans ses sentiments nationaux. De nombreux étudiants exclus par représailles retournaient au village pour devenir spontanément propagandistes des idées avancées. Dix ans plus tard, une petite rébellion surgit dans la même école ; le recteur ayant parlé de la langue géorgienne en termes méprisants, un élève se leva pour frapper l'insulteur. Ce jeune homme

s'appelait Sylvestre Djibladzé. Il se sentait fort du soutien de ses condisciples et même des maîtres géorgiens. Il fut condamné à trois ans de compagnie de discipline, le séminaire fermé. En 1886 le recteur, archiprêtre Tchoudnietski, est tué à coups de poignard par un séminariste de dix-neuf ans. « La moitié à peine des élèves condamnent le crime, beaucoup dissimulent peu leur joie mauvaise... », écrit l'exarque de Géorgie au procureur du Saint-Synode, Pobiédonostzev. « Les maîtres russes sont démoralisés ; les maîtres géorgiens se promènent avec un air féroce. Certains vont jusqu'à excuser l'assassin, tout en l'approuvant dans leur for intérieur. » Le séminaire fut de nouveau licencié. De nouvelles vagues d'étudiants se répandirent chaque fois dans les villages, propagent d'ardentes convictions.

À ce moment s'achevait le deuxième tronçon de la voie ferrée, de Tiflis à la mer Caspienne. La ligne traverse ainsi d'ouest en est tout le Caucase, par les vallées du Rion et de la Koura, le long de la chaîne principale, reliant la mer Noire à la Caspienne, Bakou à Batoum. L'extraction du naphte, servie par un nouveau moyen de transport, reçoit immédiatement une impuissante impulsion : de 800 000 tonnes en 1883, elle passe de 1 370 000 tonnes en 1885 pour continuer sa progression. Le prolétariat des puits et du rail croît en proportion. Cette même année, les premiers groupements socialistes se constituent, dirigés par des élèves du séminaire et composés surtout d'intellectuels, Géorgiens ou Russes en exil ; au premier plan se font remarquer Sylvestre Djibladzé, Noé Jordania, Nicolas Tchkhéïdzé, Nicochvili. C'est le « noyau » initial de la social-démocratie géorgienne. On traduit le *Manifeste communiste* de Marx et Engels ; les révoltés du Caucase se mettent à l'école de la culture européenne.

Staline trouve donc, à son arrivée dans la petite capitale en 1893, un germe de mouvement révolutionnaire socialiste et bientôt, à travers les murailles épaisses du séminaire, il peut percevoir les échos assourdis d'une effervescence ouvrière : la première grève des cheminots a lieu en 1896 à Tiflis. La lutte de classe prend le pas sur la lutte nationale. La question géorgienne s'estompe devant la question sociale. Un même ressort anime les cheminots de Tiflis, les puisatiers de Bakou, les mineurs de Tchiatouri. Et l'ébranlement commun des prolétaires de toute la Transcaucasie n'est déjà plus un épisode d'histoire locale. Le massif gigantesque du Grand-Caucase, après avoir au cours des siècles arrêté tant d'invasions devant la steppe et retenu dans ses plis

tant de peuples du capital et par le sort des travailleurs. La force des choses fait des révolutionnaires caucasiens un détachement de la nombreuse armée de la révolution socialiste qui se forme en Russie dans les épreuves du combat.

Sur l'origine de sa conversion au socialisme, Staline a dit un jour : « Je suis devenu marxiste grâce, pour ainsi dire, à ma position sociale — mon père était ouvrier dans une fabrique de chaussures et ma mère était de même une ouvrière — mais aussi parce que j'entendais gronder la révolte dans le milieu qui m'entourait, au niveau social de mes parents, enfin à cause de l'intolérance rigoureuse et de la discipline jésuitique sévissant au séminaire orthodoxe où j'ai passé quelques années. » Et il ajoutait : « Toute mon atmosphère fut saturée de haine contre l'oppression stariste et je me suis jeté de tout cœur dans l'action révolutionnaire. »

En 1898, quand Catherine Djougachvili retire son enfant du séminaire où fermentent des conciliabules et les cercles de toutes nuances, Sosso est pris dans le courant qui attire les jeunes gens virils de sa génération. Il a lu, comme tous les autodidactes du socialisme, des brochures de propagande, des résumés, des schémas. Cela suffit pour adhérer au groupement social-démocrate de Tiflis. Aux ateliers du chemin de fer où a peiné le manœuvre Alexis Pechkov qui sera célèbre un jour sous le nom de Maxime Gorki, il entre en relations avec des prolétaires ; quelques années plus tôt, il eût rencontré parmi eux le serrurier Serge Allilouiev, et deux ans plus tard, le tourneur Michel Kalinine. À cette époque, les cercles ouvriers d'avant-garde, les *kroujki* clandestins, multipliés dans toute la Russie depuis vingt années, tendaient à se rapprocher dans une organisation générale, à créer un centre directeur. La même année se tient à Minsk une petite réunion de neuf délégués qui s'intitule hardiment « Congrès du parti social-démocrate ouvrier de Russie ». Dans une province d'Ukraine, près de Nicolaïev, un adolescent de l'âge de Sosso était déjà arrêté, transféré de prison en prison, attendant la déportation en Sibérie : c'était le futur Trotski. Et en Sibérie orientale, un déporté de vingt-neuf ans travaillait à un ouvrage documenté sur le développement du capitalisme en Russie, écrivait une étude sur le « romantisme économique » de Sismondi, traduisait l'*Histoire du trade-unionisme* de Sydney et Béatrice Webb : c'était le futur Lénine.

La social-démocratie naissante avait engagé sa lutte à mort contre le tsarisme. Et avec la résolution simple et tranquille des volontaires de la guerre civile, Sosso se mettait au service du nouveau parti, section russe de l'Internationale ouvrière : c'était le futur Staline.

Bibliographie

W. Allen, The mountain of languages, *The Asiatic Review*, London, janv. 1925 ; The ancient Caucasus and the origin of the Georgians, *The asiatic Review*, London, oct. 1928. — V. BABET, les richesses naturelles de la Géorgie, P., 1920. — J. DE BAYE, En Iméréthie, P., 1902. — R. BERNOVILLE, La Souanétie libre, P., 1875. — J. Ch. DE BESSE, Voyage en Crimée, au Caucase, en Géorgie, en Arménie, etc., P., 1838. — B. BIBINEICHVILI, En un quart de siècle, Tiflis, 1930. — BODENSTEDT, Les peuples du Caucase, etc., 2 v., l., 1859. — G. Brocher, Essais sur les principales nationalités de la Russie, Lausanne, 1918., — BROSSET, Histoire de la Géorgie, 3 v., St-P., 1844-58 ; Rapport sur un voyage archéologique dans la Transcaucasie, etc., 3 v. St-P., 1849-51 ; Chronique géorgienne, trad. Brosset jeune, P., 1830. — J. BRYCE, Transcaucasia an Ararat, London, s. d. — E. CHANTRE, Recherches anthropologiques dans le Caucase, 4 v., P., 1885-87 ; Recherches, etc., Missions scientifiques en Transcaucasie, etc., Lyon, 1895. — DECHY, Voyage dans le Caucase, Budapest, 1885 ; La Svanétie libre, Budapest, 1866. — DEFREMERY, Fragments de géographes et d'historiens arabes et persans relatifs aux anciens peuples du Caucase, P., 1849. — DUBOIS DE MONTPÉREUX, Voyage autour du Caucase, chez les Tcherkesses et les Ankhases, en Colchide, en Géorgie, etc., 6 v., P., 1839-43. — Baron ERNOUF, Le Caucase, etc., d'après la relation de M. le baron de Thielmann. P., 1876. — Chev. DE GAMBA. — Voyage, etc., dans les provinces situées au-delà du Caucase, 2 v., P., 1826. — C. Gulbekian, La Transcaucasie et la Péninsule d'Apchéron, P., 1891. — HIPPEAU, Les Républiques du Caucase, Géorgie, Azerbaïdjan, P., 1920. — X. HOMMAIRE DE HELL, Les steppes de la mer Caspienne, le Caucase, etc., 3 v., Paris-Strasbourg, 1843-45. — INORODETZ, La Russie et les peuples allogènes, Berne, 1917. R. ISARLOFF, Histoire de Géorgie, etc. ; A. KHAKHANOFF, Aperçu géographique et abrégé de l'histoire et de la littérature géorgiennes, Paris-Tiflis, 1900. — Ker Porter, Travels in Georgia, etc., 2 v., London, 1822. — J. KLAPROTH, Voyage au mont Caucase et en Géorgie, 2 v., P., 1823 ; Tableau historique, géographique, ethnographique et politique du Caucase, Paris-Leipzig, 1827. — KÆCHLIN-SCHWARTZ, Un touriste au Caucase, P., s. d. — M. KOVALEVSKI, La Russie à la fin du XIX^e siècle, P., 1900. — L. LANIER, L'Asie, I^{re} p., P., 1889. — J. LEClercQ, Du Caucase aux monts Alaï, P., 1890. — Fr. LENORMANT, Hist. ancienne de l'Orient, 6 v., P., 1881-88. — LEVIER, À travers le Caucase, Neuchâtel, 1895. — G. MASPÉRO, Hist. ancienne des peuples de l'Orient, P., 1886. — L. MÉNARD, Hist. des anciens peuples de l'Orient, P., 1883. — M. de Morgan, Missions scientifiques au Caucase, 2 v., P., 1889. — J. MOURIER, L'art au Caucase, 2 v., Bruxelles, 1912 ; Batoum et le bassin du Tchorok, P., 1887 ; Le musée de Ti-

flis, etc., Tiflis, 1885. — Chev. D'OLISSON, Des peuples du Caucase, P., 1827. — E. ORSOLLE, Le Caucase et la Perse, P., 1885. — OUSLAR, Hist. ancienne du Caucase, Tiflis, 1881 ; Ethnographie du Caucase, Tiflis, 1887. — P. S. PALLAS, Second voyage de Pallas, ou voyages entrepris dans les gouvernements méridionaux de l'Empire de Russie, etc., 4 v., P., 1811. — C. POBIEDONOSTSEV, Procureur général du Saint-Synode, P., 1924. — A. Poidebard, Le Transcaucase et la république d'Arménie, etc., P., 1924. — Comte J. POTOCKI, Voyage dans les steppes d'Astrakan et du Caucase, Hist. primitive des peuples, etc., 2 v., P., 1829. — G. RADDE, Voyages dans les Alpes mingréliennes et dans les trois vallées du Rion, du Tskeim-Tsgali et de l'Ingour, Tiflis, 1866 ; Aperçu physico-géographique de la région du Caucase, Tiflis, 1885. — E. RECLUS, L'Asie Russe (Nouvelle Géographie Universelle, livre VI), P., 1881. — Recueil de matériaux descriptifs des lieux et tribus du Caucase, 2^e fasc., Tiflis, 1882. — Ch. SEIGNOBOS, Hist. narrative des anciens peuples de l'Orient, P., 1891. — M. P. DE SEMENOV, La Russie extra-européenne et polaire, Sibérie, Caucase, etc., P., 1900. — Séminaire (Le) ecclésiastique de Tiflis en 1886-93, *Revolioutsii Matiané*, n° 1 (11), Tiflis, 1925. — PRINCE SOULKHAN BARATOF, Hist. de Géorgie (adaptée) par J. MOURIER, Tiflis, 1886. — Strabon, Géographie, Trad. Am. Tardieu, 4 v. P., 1887-90. — TAITBOUT DE MARIGNY, Voyage en Circassie, Bruxelles, 1826. — J. B. TELFER, The Crimea an Transcaucasia, Being the narrative of a journey in the Kouban, in Gouria, Georgia, etc., 2 v., London, 1887. — DE VILLENEUVE, La Géorgie, P., 1870. — VIVIEN DE SAINT-MARTIN, Recherches sur les populations primitives et les plus anciennes traditions du Caucase, P., 1847. — A. YERMOLOFF, La Russie agricole devant la crise agraire, P., 1907.

Staline.
Aperçu historique du bolchévisme.

II

ANNÉES D'APPRENTISSAGE

Le socialisme en Russie. — Ouvriers et paysans. — L'industrie sous le tsarisme. — Capitalisme retardataire et bourgeoisie impuissante. — L'*intelligentsia*. — Les pionniers de la révolution. — Théoriciens et doctrines. — Herzen, Bakounine, Netchaïev, Tkatchev. — Populisme et terrorisme. — Entrée en scène du prolétariat. — Le marxisme. — Plekhanov. — Cercles ouvriers et socialistes. — Premier congrès du parti social-démocrate. — Staline à Tiflis. — Autobiographie en raccourci. — Lénine. — L'*Iskra*. — Origines du bolchévisme. — Les révolutionnaires professionnels. — Staline militant. — Arrestation, premier exil. — Trotski. — Les idées maîtresses de Lénine.

[Retour à la table des matières](#)

Le socialisme s'est élaboré en Russie comme idéologie encore imprécise et complexe vers le milieu du dernier siècle, en corrélation avec la formation du prolétariat industriel, et s'est peu à peu renforcé en se diversifiant. Mais dès l'origine, ce socialisme comme ce prolétariat ont présenté des particularités profondes qui devaient donner à leur destin un cours original, sans identité historique.

Un regard d'ensemble sur les débuts du mouvement social-démocrate russe, ses devanciers, ses précurseurs et ses adeptes est né-

cessaire à la compréhension du bolchévisme et de ses représentants aux divers stades d'évolution, de Lénine à Staline.

En Russie, une classe misérable a grandi lentement dans les centres où s'élevaient les premières filatures, les fonderies, les manufactures. Moscou, Kazan, Iroslavl, Tambov, Kagoula, Voronège, Toula virent les premières grèves élémentaires suscitées par de cruelles conditions de travail. Sous Alexandre 1^{er}, sur 200 000 ouvriers, la moitié environ restaient serfs, rivés à l'entreprise par la volonté seigneuriale ; les autres, « libres » de travailler seize heures et plus par jour, d'être accablés d'amendes, de privations, de persécutions, étaient à peine mieux traités. Nicolas I^{er}, appelé parfois « Tsar de fer » — car en matière de régime politique, la Russie a connu le fer avant l'acier, — fit même une loi punissant comme crime de droit commun l'acte de grève. En majorité, ces paysans transférés brutalement du village à la fabrique demeuraient paysans, passaient une partie de l'année aux champs. Tous gardaient des liens étroits avec le milieu d'origine et conservaient leur psychologie paysanne longtemps après avoir changé de place dans la production.

Avec l'essor très rapide de l'industrie progressant presque sans transition par les apports étrangers de capital et de technique, le recrutement ouvrier absorba en moins de quarante ans après l'abolition du servage, plus d'un million et demi de ruraux. Ainsi le prolétariat russe, dans sa masse, vient directement des campagnes tandis que celui d'Occident a pour noyau fondamental la descendance de corporations artisanes du moyen âge dont il a reçu la culture citadine et certaines traditions propres. C'est son principal trait distinctif.

Même dans sa jeune pratique révolutionnaire, la classe ouvrière russe est marquée sensiblement d'influence paysanne. À partir du XVI^e siècle, constate l'historien M. Pokrovski, la Russie fut peut-être le pays le plus révolté d'Europe. Les autres grands pays eurent chacun leur guerre civile de paysans ; la Russie en subit quatre en deux siècles : celle du « Temps des troubles », celle de Bogdan Khmelnitski, celle de Stenka Razine, celle de Pougatchev. Sous une répression implacable, la jacquerie ne fut jamais complètement écrasée. Et depuis l'affranchissement des serfs (1861), on a encore compté deux mille émeutes locales jusqu'à l'insurrection de grande envergure de 1905. Le peuple russe, écrit A. Leroy-Beaulieu, « porte en lui, pour ainsi dire, la révolution à l'état latent ». Tel est le passé qui a pesé sur

les faits contemporains. De fortes caractéristiques de mentalité paysanne se sont transmises au mouvement ouvrier : résignation passive entrecoupée de rébellions violentes, méfiance individuelle et crédulité collective, simplisme des idées, mysticisme des sentiments et fanatisme des préjugés lui viennent de cette classe peu évoluée qui, selon K. Marx, représente la barbarie dans la civilisation.

Avec son capitalisme tardif et sans vigueur, la Russie n'a pas eu de bourgeoisie capable de devenir classe dirigeante. Pierre le Grand créa lui-même les premières fabriques, Catherine II suivit l'exemple, et plus tard l'initiative de la Couronne fut nécessaire à l'établissement des premiers chemins de fer. Nulle part dans le monde, gouvernement n'eut la haute main sur tant d'entreprises de production, où la distillation de l'eau-de-vie ne tenait pas le moins de place. L'industrie s'enracina d'abord avec difficulté à l'abri de tarifs douaniers protecteurs. Une bourgeoisie débile dans l'activité économique ne pouvait prétendre au rôle politique d'un tiers-état. La Russie n'eut pas l'équivalent de la *Magna charta libertatum* anglaise ni de la Déclaration des droits. C'est l'*intelligentsia*, élite généreuse et instruite de l'aristocratie, de la petite noblesse rurale, des cadres de l'armée et de la bourgeoisie cultivée, qui, après avoir en vain tenté isolément de renverser l'absolutisme, fournira des cadres à la révolution ouvrière et paysanne.

Malgré des traits bien nationaux, cet absolutisme n'avait rien d'exclusif. « Le type de la domination exercée par les Romanov est absolument identique à celui des Valois et des Tudor », démontre Potrovski. Les initiateurs du libéralisme vinrent pour la plupart de la franc-maçonnerie, deux fois dissoute. Novicov et Radichtchev, les premiers, expièrent l'un en prison, l'autre en exil, leurs anticipations humanitaires, par la grâce de Catherine II, grande amie de Voltaire et des Encyclopédistes. La tentative insurrectionnelle des « décembristes » en 1825, à la mort d'Alexandre I^{er}, ne fut qu'un complot militaire sans liens avec le peuple ; mais les chefs les plus résolus pensaient déjà en républicains à tendances quelque peu socialistes. Parmi les révoltés, sortis des loges des principes de la Révolution française et quelques intellectuels placés à la tête d'entreprises capitalistes. Le supplice des principaux responsables, Pestel, Ryléiev, Kakhovsoï, Mouraviev-Apostol, Bestoujev-Rioumine, et la déportation de cent cinquante conjurés mirent fin pour longtemps aux rêves de liberté,

d'égalité et de fraternité. Le règne de Nicolas I^{er} débutait sous les auspices de la potence.

Contre l'oppression d'un despotisme renforcé, une vie spirituelle intense et variée trouva pourtant quelque expression sous le Tsar de fer. Refoulée du plan politique, la pensée libre cherche un refuge dans la littérature et la philosophie. Les plus grands écrivains de la Russie, de Pouchkine, Dostoïevski après Gogol, outre Gontcharov et Tourgueniev, bientôt Ostrovsli et Chtchédrine. À défaut de tribunes publiques, la poésie et le roman, le théâtre et la satire discréditent le ser-vage, moquent la bureaucratie et déjouent la censure. Biéliniski élève la critique littéraire à la hauteur d'une critique sociale et fonde la tradition que suivront Dobrolioubov, Tchernychevski, Pissarev. La jeunesse éclairée se passionne pour Fichte et Schelling, pour Hegel, pour Feuerbach, plus tard pour Stuart Mill et Spencer, pour Büchner et Darwin. Le cercle de Pétrachevski étudie Saint-Simon et Fourier, Cabet et Proudhon, Louis Blanc et Lamennais, ce qui vaut à ses membres la prison, puis le bagne, après une condamnation à la peine capitale commuée en travaux forcés à la dernière minute. Il s'en est fallu de peu, en 1825, que la plume de Pouchkine ne se brisât dans l'aventure des décembristes mais il s'en faudra de moins encore, en 1849, que Dostoïevski ne périsse sur l'échafaud avec les *pétrachevtsy*, avant d'endurer les longs tourments de la *Maison des morts*.

Au cours des années 40, deux courants de source antérieure partagent les intellectuels en « slavophiles » et en « occidentaux ». Par réaction contre les réformes brutales de Pierre le Grand introduites avec violence pour copier plus vite l'évolution européenne, hostiles aux influences extérieures et à l'imitation de l'étranger, les slavophiles idéalisent le passé russe, doctrinaient le retard de la « sainte Russie » comme sa supériorité sur l'« Occident pourri », prônaient la conservation jalouse et mystique de l'autocratie, de l'orthodoxie des caractéristiques nationales, répudiaient comme produits d'une civilisation épuisée le rationalisme, la science et la démocratie. Les occidentaux voulaient hausser leur pays au niveau de l'Europe cultivée, laïciser la vie russe, libérer le génie populaire, instaurer les droits de l'homme. Avec Alexandre Herzen, une nouvelle tendance se dessine, celle d'un socialisme russe original qui tente la synthèse. Sous des formes diversement achevées par les épigones, et de plus en plus disparates, ce sera dans la suite le *narodnichestvo* (populisme).

Herzen concilie dans une doctrine éclectique sa foi dans la mission subversive universelle des Slaves paysans avec ses emprunts aux théories révolutionnaires d'Occident, surtout à Proudhon. Il élabore la conception qui doit résoudre à la fois « la question russe et la question sociale », prédit la fin de l'Europe bourgeoise au lendemain d'une guerre dévastatrice, annonce l'évènement du communisme dans le monde sur un signal parti de Russie où les paysans donneront l'exemple à l'humanité tout entière. Car le peuple russe, croient Herzen et ses disciples influencés par les slavophiles, a sur tous les autres l'avantage de ses anciennes institutions : la communauté villageoise (*obchtchina* ou *mir*) tend normalement vers le socialisme, en vertu de sa nature intime, et continue l'embryon de l'organisation fédéraliste et coopérative à venir. La Russie paysanne de l'organisation fédéraliste et coopérative sociale et la marche au communisme.

Sur le mode de propriété collective et l'exploitation agricole du *mir* qui inspirait tant d'espoirs à Herzen, à son émule Bakounine, à ses continuateurs et critiques Tchernychevski et Lavrov, véritables théoriciens du populisme dans les années 60, on en sait assez hors de Russie depuis Haxthausen en Allemagne, Mackenzie Wallace en Angleterre, Leroy-Beaulieu en France. Pour les populistes de toutes nuances, ceux de l'action directe comme Boukharine, ceux de la propagande comme Lavrov, l'évolution bourgeoise n'est pas un progrès mais une régression, et l'économie russe retardataire est un idéal à perfectionner. Sur la base originale du *mir* complété par des *artels*, ou associations d'artisans, une civilisation unique s'épanouira en évitant les maux du capitalisme, pourvu que les terres soient transmises aux communes et les fabriques aux ouvriers. Mais de la tendance générale du populisme dérivent plusieurs écoles disparates, nourries de sciences naturelles, d'économie politique et de sociologie. Il y a loin de l'anarchisme paysan de Bakounine, radical et explosif, au socialisme évolutionniste de Lavrov, éducateur et pondéré. Les successeurs d'Herzen ont répudié son messianisme panslave, son mysticisme, son utopisme, tout en adoptant son programme résumé dans la formule : « Terre et Liberté », tout en écoutant son fameux conseil : « Aller au peuple ». Beaucoup suivent aussi son exemple d'émigrer en occident, où il publie *Polarnaïa Zvezda* (l'Étoile polaire) et *Kolokol* (la Cloche), pour mieux combattre le tsarisme.

Bakounine, « apôtre du bouleversement universel », percevait dans le peuple russe une aspiration spontanée à la mainmise sur le sol par ceux qui le fécondent et aspirent normalement à l'autonomie communale, en opposition à tout gouvernement. Il prêchait la révolte paysanne en permanence, même partielle, même vouée à l'échec, tout en rêvant d'un soulèvement unanime dont Stenka Razine et Pougatchev auraient été les précurseurs. Il faisait grand cas aussi des brigands, ces « révolutionnaires instinctifs ». C'est lui qui lança comme un mot d'ordre impératif dans la jeunesse studieuse l'idée d'*aller au peuple*, émise par Herzen et reprise par Lavrov, suscitant une large émulation dans ce sens : « Abandonnez au plus tôt ce monde destiné à périr, ces universités, ces académies, ces écoles... Entrez dans le peuple... Cette science doit sombrer avec le monde dont elle est l'expression. » Un autre Stenka Razine approche, ajoutait-il, mais nombreux cette fois, multiple, et donc invincible... La révolte générale devait aboutir à une fédération anarchique de communes libres, sans pouvoir central, sans État.

En prévision du grand jour où s'allumera l'irrésistible incendie, que hâteraient des émeutes locales, Bakounine songe à préparer les instruments, c'est-à-dire des individus initiés et résolus à tout. Il rédige à leur intention un ensemble de règles dont ils devront s'inspirer, document étrange qui contraste avec la haute moralité de la jeunesse populiste et bien plus propre à la repousser qu'à la séduire.

Ce *Catéchisme du révolutionnaire*, introduit en Russie par son disciple Netchaïev, comporte plusieurs parties. Dans la première, « Attitude du révolutionnaire envers lui-même », Bakounine prescrit de renoncer à tout intérêt, sentiment, liens personnels ; de rompre avec le monde civilisé, les lois, les conventions ; de ne connaître qu'une science, celle de la construction ; de mépriser l'opinion impitoyable, de n'attendre en retour aucune miséricorde, d'être toujours prêt à mourir, de s'entraîner à supporter les tortures ; d'étouffer en soi tout sentiment de parenté, d'amitié, d'amour, de reconnaissance et d'honneur ; de n'avoir d'autre satisfaction que le succès de la révolution ; de faire périr tout ce qui gêne, à cette fin. Dans la deuxième partie, « Attitude de révolutionnaire envers ses camarades », le catéchisme recommande la solidarité entre catéchumènes, dans la mesure de l'utilité de chacun à la cause ; tout camarade doit avoir sous la main quelques révolutionnaires de deuxième et troisième catégorie

comme capital à dépenser avec économie ; en cas de malheur, ne sauver un camarade en danger que si son salut vaut la dépense à consentir de forces révolutionnaires. Dans la troisième, « Attitude du révolutionnaire envers la société », Bakounine conseille de pénétrer dans tous les milieux, y compris la police, l'Église et la Cour ; de dresser une liste de condamnés à mort dans l'ordre efficient d'urgence des exécution, et une autre de gens à ménager avant extermination si leur conduite méchante incite le peuple à la révolte ; d'exploiter les personnalités haut placées, riches ou influentes, de les asservir en surprenant leurs secrets ; de faire semblant de conspirer avec les libéraux pour les tromper, les manœuvrer et les compromettre ; de pousser et d'entraîner les doctrinaires, les conspirateurs bavards, pour précipiter leur perte quant à la majorité, pour en instruire et tremper quelques-uns ; d'employer les femmes selon leur degré d'utilité, de sacrifier la vie des médiocres, de considérer les meilleures comme « le plus précieux trésor ». Dans la quatrième enfin, « attitude de l'association envers le peuple », l'auteur préconise d'aggraver par tous les moyens les maux et malheurs dont souffre le peuple pour épuiser sa patience et l'acculer au soulèvement général ; l'œuvre à réaliser est une destruction terrible, complète et inexorable ; aussi fait-il s'unir aux bandits, « seuls révolutionnaires authentiques en Russie », en faire une force compacte qui détruira tout sur son passage... Aucun résumé ne peut rendre l'accent de haine froide, de cynisme explicite du fameux *Catéchisme* anonyme que nulle étude sur les origines du bolchévisme ne saurait passer sous silence *.

* Bakounine a été tenu pour l'auteur de ce *Catéchisme* pendant près d'un siècle, tant par ses amis les plus proches, M. Sajine (Armand Ross) et Z. Ralli, que par les *narodovolsty* (membres de la Volonté du peuple). A. Ouspenskaïa, sa sœur, V. Zassouvitch, S. Pérovskaja, et par les historiens les plus qualifiés : M. Dragomanov, A. Toun, G. Stieklov, B. Kozmine ; F. Mehring, B. Nicolaïevski, F. Venturi. Même Max Nettlau, amis et biographe de Bakounine, finit par s'en convaincre. Bakounine se contentait dans un silence énigmatique. Mais en 1966, la publication d'une lettre inédite de lui à Netchaïev remit tout en question : elle critiquait « votre *Catéchisme* ». Cependant des extraits d'une « confession » également inédite, publiés à Moscou en 1968, devaient révéler que son auteur, Georges Enicherlov, s'attribuait la paternité du *Catéchisme*, confirmant l'indication antérieure d'un archiviste passée inaperçue quand elle parut en 1938. Reste un point d'interrogation : le seul texte manuscrit du *Catéchisme*, vu et détruit par Sajine et autres fervent bakounistes, était de la main

Herzen avait dit : « Toutes les richesses de l'Occident, tous les héritages nous manquent. Rien de romain, rien d'antique, rien de catholique, rien de féodal, rien de chevaleresque, presque rien de bourgeois dans nos souvenirs ; Aussi aucun regret, aucun respect, aucune relique ne peuvent nous arrêter. » Bakounine le montre par son écrit, sans en prendre la responsabilité, et Netchaïev va le démontrer dans ses actes qui feront reculer d'effroi ou de dégoût Bakounine lui-même. Par le mensonge et l'imposture, la ruse et l'intimidation, l'intrigue et le chantage, puisque tous les moyens sont bons, mais aussi par un labeur opiniâtre et une énergie extraordinaire, le porteur confidentiel du *Catéchisme* forme et dirige une société secrète qui finit mal, la *Narodnaïa Rasprave* (Vindicta du peuple) : un des affiliés est assassiné par les autres à l'instigation de Netchaïev qui, pour s'en débarrasser, a répandu indûment le soupçon de trahison et l'affaire aboutit à des centaines d'arrestations, à un procès retentissant. On connaît le drame hallucinant, en Europe et en Amérique, par les *Possédés* de Dostoïevski. Le *Catéchisme* divulgué fait scandale parmi les révolutionnaires et Bakounine s'abstient d'en revendiquer la paternité qu'on attribuera longtemps à Netchaïev. Réfugié en Suisse, celui-ci use envers celui-là des répugnants procédés inscrits dans les règles du parfait révolté et condensés dans sa formule : « À toute vapeur à travers la boue... » Le maître rompt avec l'élève fanatique et pervers dont il admire le dévouement sans bornes à la cause populaire, certes, mais qu'il juge par trop dénué de scrupules. Le terme de *netchaïevchtchina* restera pour caractériser désormais l'immoralisme pseudo-révolutionnaire. Mais on doit noter que Netchaïev s'est révélé en Russie le premier véritable « praticien » de l'organisation subversive et le premier révolutionnaire professionnel pour qui la fin avouée justifie les moyens inavouables. Sur ses traces marcheront bien des imitateurs.

Aux « idéalistes » des années 40 ont succédé les « réalistes » des années 60, qui auront pour successeurs les hommes d'action des années 70. Contre les bakounistes, anarchistes émeutiers, et les lavristes, propagandistes éducateurs, il se forme un groupe très peu nombreux

de Bakounine. De quoi se perdre en hypothèses. (Cf. « Le catéchisme du révolutionnaire », par B. Souvarine, in *Dostoïevski*, Éd. de l'Herne, Paris, 1973. Et lettre de B. Souvarine, au *Novy Journal*, n° 121, New York, déc. 1975 ; suivie d'un erratum dans le n° 122 de la même revue.)

autour de Pierre Tkatchev, en 1875, d'une idéologie tout à fait distincte, celle du jacobinisme russe dont l'importance symptomatique n'apparaîtra qu'au siècle suivant. Tkatchev reste un populiste, car il partage la croyance commune dans le *mir* et escompte les facultés créatrices du paysan, mais par sa conception des voies et moyens de la révolution, il s'affirme jacobin et proche parent intellectuel de Blanqui. Une révolution, explique-t-il dans son *Nabat* (le Tocsin), consiste d'abord à s'emparer du pouvoir, indispensable prélude aux réalisations définitives. La propagande ne donnera ses résultats qu'après la prise du pouvoir, elle doit suivre le coup d'État et non le précéder. Le coup d'État sera le fruit d'une conjuration, l'œuvre d'une minorité consciente, et n'est possible que par la violence, ce qui rend nécessaire un parti centralisé, sélectionné, discipliné, hiérarchisé, apte à veiller sur la sécurité de ses militants, à exercer des représailles contre ses bourreaux, à venger ses martyrs. « Ni à présent, ni dans l'avenir, le peuple livré à lui-même n'est capable d'accomplir la révolution sociale. Nous seuls, minorité révolutionnaire, pouvons ou devons le faire au plus vite... Le peuple ne peut se sauver lui-même..., ne peut fixer son sort conformément à ses besoins réels, ne peut donner corps et vie aux idées de la révolution sociale. » Moins il y a d'éléments révolutionnaires dans le peuple, plus insignifiant doit être son rôle dans le bouleversement et plus d'autorité revient à la minorité consciente qui introduira le communisme. « Le peuple privé de dirigeants n'est pas à même d'édifier un monde nouveau sur les décombres de l'ancien... Ce rôle et cette mission appartiennent exclusivement à la minorité révolutionnaire. » Tkatchev annonce le proche terrorisme et le futur bolchévisme.

Une première tentative de meurtre contre l'Empereur avait eu lieu en 1866, geste isolé de l'étudiant Karakozov. Dans les dernières années 70, la violence de l'opposition riposte à la force de la tyrannie. Aux persécutions, aux déportations, aux exécutions, aux sévices dans les prisons répondent le revolver, la bombe et le poignard. Les populistes déçus de leur mouvement pacifique « vers le peuple » se défendent contre la police avec des armes et déclarent la guerre aux gouvernants de terreur. Ils ont créé en 1876, sous l'impulsion d'Alexandre Mikhaïlov, le premier parti socialiste et révolutionnaire de Russie, l'association *Zemlia i Volia* (Terre et Liberté) qui englobe les anciens cercles d'intellectuels et les individualités révolutionnaires dispersées,

qui convoque à Pétersbourg la première manifestation ouvrière de rue où un étudiant harangue la foule. On y retrouve les membres du cercle Tchaïkovski, fondé quelques années plus tôt, avec Marc Natanson, Sophie Pétrovskaïa, Stepniak, Kropotkine. L'organisation a un comité central, des sections de travail, un groupe de combat. En 1878, Véra Zassoulitch tire sur le général Trépov qui a infligé la peine du fouet à un détenu politique, et Stepniak poignarde le général de gendarmerie Mesentzev. En 1879, le gouverneur de Kharkov, un prince Kropotkine, cousin du précédent, est assassiné mais Soloviev manque de peu le tsar Alexandre II. La série des attentats est ouverte, terre et Liberté en revendique la pleine responsabilité. Sous les coups décuplés de la répression, les terroristes perfectionnent leur technique, préparent de sanglantes revanches. Mais les meilleurs hommes tombent, les Ossinski, les Lizogoub, les Vittenberg. Parmi les *zemlievoltsy*, l'opinion se divise sur la tactique, les uns avec Alexandre Jéliabov décidés au terrorisme systématique, les autres avec Georges Plekhanov enclins à la propagande persuasive, et le parti se scinde au congrès secret de Voronège en 1879, d'où sortent la *Narodnaïa Volia* (Volonté du peuple) et le *Tchorny Perediel* (Partage général).

Le Comité exécutif de la Volonté du peuple reprend aussitôt la lutte et quelques mois plus tard Sophie Pétrovskaïa, fille du général gouverneur de Pétersbourg, assistée de Mikhaïlov et d'Hartman, essaie de faire sauter le train impérial. Son ami Jéliabov, ses camarades Kibalchitch et Véra Figner en font autant sur d'autres points de la voie ferrée, sans succès. En 1880, l'ouvrier Khaltourine réussit à faire exploser une charge de dynamite au palais d'Hiver et manque le Tsar de justesse. En 1881, en vain, Sophie Pétrovskaïa dirige l'attentat où succombent Alexandre II et Grinevetski, son meurtrier, mais qui coûte la vie à tous les régicides, Pétrovskaïa, Jéliabov, Mikhaïlov, Ryssakov et Kibalchitch, pendus le mois suivant. Contre leur attente, l'événement ne provoque pas le moindre contrecoup dans la population paysanne, restée inerte. Le nouveau Tsar, conseillé par Pobiédonostzev, refuse d'écouter les adjurations de la Volonté du peuple dont le Comité exécutif, par la plume de Mikhaïlovski et de Tikhomirov, promet de cesser toute activité terroriste si le pouvoir accorde une Constituante et des libertés. Au lendemain de la mort d'Alexandre II est créée l'Okhrana, une phase d'accablante réaction s'ensuit et l'effort désespéré des *narodovoltsy*, « avant-garde sans armée, faiblit

sous les coups de l'autocratie. Le reniement de Tikhomirov, la trahison de Degaïev et l'arrestation de Lopatine précipitent le déclin. Les dernières conspirations échouent, la volonté du peuple agonise après l'exécution de cinq étudiants impliqués dans un complot contre Alexandre III. Parmi eux figurait Alexandre Illitch Oulianov, dont un frère cadet, Vladimir, deviendra Lénine.

Les leçons de la tragédie ne sont pas vaines et l'exemple des *narodovoltsy* est entré à jamais dans la tradition révolutionnaire nationale. K. Marx ne se trompait pas en écrivant à sa fille, l'année même où la Volonté du peuple fut décapitée : « Ce sont tous des gens admirables, sans pose mélodramatique, pleins de simplicité, de véritables héros. Crier et agir sont deux choses opposées et qu'on ne peut concilier. Le comité exécutif de Pétersbourg qui agit avec tant de décision publie des manifestes d'une modération extrême... Le Comité exécutif se tourne vers l'Europe pour la convaincre que son *modus operandi* est une manière d'agir spécifiquement russe, d'ailleurs historiquement inévitable, sur laquelle on peut aussi peu moraliser pour ou contre que sur la catastrophe de Chio. » *Manière d'agir spécifiquement russe*, tel est bien le trait à souligner dans l'attitude de ces hommes pour qui le terrorisme s'imposait comme une « triste et terrible nécessité » et qui ont protesté avec éloquence contre l'assassinat du président Garfiel en déclarant : « La violence n'est justifiée que contre la violence. »

La lassitude, le pessimisme consécutifs au sacrifice volontaire de l'élite révolutionnaire ne pouvaient empêcher de croître et de s'affermir la véritable force capable de vaincre le tsarisme. Sous la pression des guerres et les exigences du marché extérieur, l'évolution économique avait engagé dans la voie du capitalisme moderne ce pays agraire, modifiant la structure sociale. On vit une grande industrie se substituer à la petite production villageoise, l'usine géante concurrencer l'atelier domestique, brûlant les étapes intermédiaires et puisant la main-d'œuvre parmi les serfs affranchis et dépouillés. Longtemps, les besoins militaires firent de l'État le principal client de l'industrie. Les chemins de fer donnèrent une impulsion décisive à la métallurgie, passant de 2 000 kilomètres exploités en 1860 à 10 000 en 1870, puis augmentant de plus de 1 500 kilomètres en moyenne par an. Le progrès des transports stimulait toute la production et les échanges dans un immense pays privé de routes praticables. Dans les années 60, que d'aucuns ont appelées un « bref XVIII^e siècle » en raison de l'initiation

d'une minorité privilégiée aux « lumières », le dixième seulement de la population habitait les villes et moins de la centième partie allait à l'école. Parallèlement à l'agglomération du prolétariat dans les centres industriels où le capitalisme primitif, par des excès monstrueux, réalisait des profits de 60 % avec un mauvais outillage en spoliant avidement les travailleurs, parqués dans des casernes ou tassés dans des caves, la masse paysanne accablée de charges sur ses parcelles de plus en plus réduites tomba dans une misère indescriptible. Le tsarisme brisait par la force les grèves à la ville et les révoltes à la campagne. Mais tandis que les intellectuels s'épuisent dans des actes individuels et vont à la défaite, un mouvement nouveau se dessine. De Pétersbourg à Odessa, des cercles ouvriers naissent et avancent leurs revendications politiques de plus en plus conformes au programme du socialisme européen. À mesure que l'antagonisme du capital et du travail dans l'industrie l'emporte sur la lutte des paysans contre les seigneurs, une sélection de prolétaire s'accomplit et les éléments d'un parti nouveau se préparent. Pendant les années 80 et suivantes, les signes se multiplient, avant-coureurs de la social-démocratie. Plusieurs populistes d'hier, mûris par les revers, se convertissent au marxisme.

Le premier et le principal est G. Plekhanov, cet étudiant qui prit part en 1876 à la manifestation de Pétersbourg, devant l'église de Kazan, où deux cent cinquante ouvriers osèrent pour la première fois descendre dans la rue, et qui s'était séparé des *narodovoltsy* pour constituer le groupe éphémère de *Tchorny Perediel*. En 1882, il traduit et préface le *Manifeste communiste*. Dans une lettre à Lavrov, il critique sans ménagement le proudhonisme de Stepniak, un des survivants du populisme terroriste, et se déclare prêt « à faire du *Capital* de Marx un lit de Procuste pour tous les collaborateurs du *Messenger de la Volonté du peuple* ». En 1883, avec Axelrod, Léo Deutsch et Véra Zassoulitch, bakounistes de l'avant-veille, il crée à Genève peu après la mort de Marx le groupe de la Libération du travail qui professe le marxisme. Ses brochures : *Socialisme et lutte politique*, puis *Nos désaccords*, font sensation, le consacrent comme théoricien avant même que sa plume et sa parole de polémiste hors pair fassent de lui la figure centrale de la social-démocratie russe. En 1889, au Congrès socialiste international, il ne craint pas d'affirmer que la révolution vaincra dans son pays par la classe ouvrière ou sera vaincue.

En Russie, les cercles socialistes devenaient plus nombreux, les grèves plus fréquentes. Une grande crise économique dans les années 80 attise la lutte de classe ; les ouvriers obtiennent les premières lois réfrénant l'exploitation de leur travail. La famine de 1891, suivie d'un puissant élan industriel, accentue le mouvement. Des groupes fusionnent, d'autres constituent des « unions de combat ». Une nouvelle génération d'intellectuels révolutionnaires se révèle, de fortes têtes apparaissent : à Pétersbourg, ce sont Lénine et Martov ; à Odessa, Riazanov ; à Nicolaïev, Trotski. En 1898, le premier Congrès social-démocrate se tient à Minsk, devancé d'une année par le Bund (parti ouvrier socialiste juif), et adopte le texte d'un manifeste rédigé par Pierre Struve. Des neuf participants sont arrêtés ou contraints de disparaître mais un jalon était planté.

C'est dans un de ces cercles ouvriers guidés par des intellectuels dévoués aux intérêts du peuple que Staline, à Tiflis, venait d'entrer. Quel y fut son rôle, tandis que les principaux protagonistes du Parti se livraient dans l'émigration à leurs premières controverses doctrinales ? Sur cette époque, on a son propre témoignage. Dans un discours prononcé en 1926 devant les ouvriers de Tiflis, il répond aux fonctionnaires serviles qui, déjà, l'encensent pour s'assurer les faveurs du pouvoir :

« ... Je n'ai pas mérité une bonne moitié des éloges que l'on a fait entendre ici à mon adresse. Il paraît que je suis un héros d'Octobre, et le dirigeant du parti communiste de l'Union soviétique, et le chef de l'Internationale communiste, et un paladin merveilleux et tout ce qu'on voudra. Ce ne sont que des sornettes, camarades, et une exagération absolument inutile.

« Le camarade Arakel (A. Okouachvili) a dit qu'il se considérait dans le passé comme un de mes maîtres et moi comme son élève. C'est tout à fait exact, camarades. Effectivement, j'ai été et je reste un des élèves des ouvriers d'avant-garde des ateliers du chemin de fer de Tiflis. »

Même si cette apparente modestie n'était qu'affectation et l'hommage aux cheminots une habile démagogie, le ton n'en reste pas moins digne et il est possible que Staline ait à ce moment parlé selon sa conscience. Poursuivant son discours autobiographique, l'orateur s'exprime en ces termes :

« Permettez-moi de me tourner vers le passé. Je me rappelle l'année 1898, quand pour la première fois les ouvriers des ateliers du chemin de fer m'ont confié un cercle. Il y a vingt-huit ans de cela. Je me rappelle comment, dans le logement du camarade Stouroua, en présence de Sylvestre Djibladzé (il était alors aussi un de mes maîtres), de Zakro Tchodrichvili, de Georges Tchkhéïdzé, de Micka Botchorchvili, de Ninoua et d'autres ouvriers avancés de Tiflis, je reçus des leçons de travail *pratique*. En comparaison avec ces camarades, j'étais alors un blanc-bec.

« Peut-être étais-je alors un peu plus instruit que beaucoup de ces camarades. Mais comme militant *pratique*, j'étais incontestablement un débutant. Ici, dans l'entourage de ces camarades, j'ai reçu alors mon premier *baptême* de combat révolutionnaire. Ici, dans l'entourage de ces camarades, je suis devenu un apprenti en révolution. Comme vous le voyez, mes premiers maîtres furent les ouvriers de Tiflis. Permettez-moi de leur exprimer maintenant ma sincère reconnaissance de camarade.

« Je me rappelle ensuite les années 1905-1907, quand par la volonté du Parti, je fus *jeté* au travail à Bakou. Deux années de travail révolutionnaire parmi les ouvriers de l'industrie du naphte m'ont trempé comme lutteur *pratique* et comme un des dirigeants *pratiques*. Das la fréquentation d'ouvriers avancés de Bakou comme Vatsék, Saratovetz et d'autres, d'une part, et dans la tempête des conflits les plus profonds entre ouvriers et industriels du naphte, d'autre part, j'ai appris pour la première fois ce que signifie de grandes masses d'ouvriers. Là, à Bakou, j'ai reçu ainsi mon deuxième *baptême* de combat révolutionnaire. Là, je suis devenu ouvrier en révolution. Permettez-moi d'exprimer maintenant à mes maîtres de Bakou ma sincère reconnaissance de camarade. »

Dans ce langage volontairement rude, aux termes parfois impropres, aux métamorphoses simplistes et aux répétitions monotones, des caractéristiques de l'homme apparaissent : tour d'esprit clérical traduit dans le style en litanies, la comparaison insistante du « baptême », l'humilité vraie ou feinte du croyant dans une confession publique ; allusion renouvelée à certaine activité « pratique », véritable vocation d'un chef qui saura s'imposer sans être écrivain, ni orateur, ni théoricien ; enfin, préoccupation de se mettre au niveau inférieur de l'auditoire sans jamais tenter de l'élever, ni faire un effort pour s'élever soi-même, Staline tient aussi à se montrer au passé dans la société exclusive des prolétaires comme il tiendra plus tard à passer pour fils d'ouvrier. La fin du discours surcharge tous les traits du tableau :

« Enfin, je me rappelle l'année 1917, quand par la volonté du Parti, après avoir été de prisons en déportations, je fus *jeté* à Léninegrad. Là, dans l'entourage des ouvriers russes, le voisinage direct du grand éducateur des prolétaires de tous les pays, le camarade Lénine, dans la tempête des grandes luttes du prolétariat et de la bourgeoisie, pendant la guerre mondiale, j'ai appris pour la première fois à comprendre ce que signifie être un des dirigeants du grand parti de la classe ouvrière. Là, dans l'entourage des ouvriers russes libérateurs des peuples opprimés et tiraillés de la lutte prolétarienne de tous les pays et de tous les peuples, j'ai reçu mon troisième *baptême* de combat révolutionnaire. Là en Russie, sous la direction de Lénine, je suis devenu l'un des maîtres-ouvriers de la révolution. Permettez-moi d'apporter à mes maîtres russes ma sincère reconnaissance de camarade et d'incliner la tête devant la mémoire de mon maître Lénine.

« De l'appellation d'apprenti (Tiflis), par l'appellation d'ouvrier (Bakou), jusqu'à l'appellation de maître-ouvrier de notre révolution (Léninegrad), — telle est, camarades l'école authentique de mon apprentissage révolutionnaire. Tel est, camarades, le tableau authentique de ce que j'étais et de ce que je suis devenu, à parler sans exagération, en conscience. »

S'il est vrai qu'on ne peut juger un individu sur l'idée qu'il se fait de lui-même, encore moins sur l'opinion qu'il voudrait en donner, la personnalité de l'individu en question révèle néanmoins de ce cas, à son insu, certains de ses aspects. Dans la mesure où « le style, c'est l'homme », Staline se présente déjà sous un jour assez cru. Quant aux faits susceptibles d'illustrer ou d'éclairer le début de sa carrière politique, ils font presque totalement défaut dans les textes se rapportant à cette période : documents historiques, publications du temps, littérature apologétique ou polémique. Mais il n'est pas tant nécessaire d'expliquer cette lacune apparente que d'en faire état comme explication.

Dès ses premiers pas de social-démocrate, Staline montra les qualités qui devaient attirer sur lui dans la suite l'attention des dirigeants du Parti et lui valoir un avancement ininterrompu. Le dévouement à la cause, le désir de se rendre utile, le don de soi ne le distinguent pas de milliers d'autres révolutionnaires de même trempe ; mais le sens du travail « pratique », la faculté d'agir quand d'autres sont enclins à

parler, un sang-froid assez rare et une fermeté exceptionnelle en font un agent d'exécution de premier ordre.

Le côté « pratique » de l'action, c'était la besogne obscure et ingrate, efficace et sans cesse contrecarrée ou détruite par la police mais toujours clandestine et les feuilles volantes ; c'était ce que dans tous les partis du monde on appelle couramment la « cuisine », très difficile dans la Russie d'alors. Staline est là dans son élément.

De ses qualités, il a aussi les défauts. Peu doué pour le travail intellectuel, la théorie ou la science, il doit s'absorber dans les mille détails des questions locales, les corvées de la vie souterraine et les risques des interventions au grand jour. Son horizon de provincial reste limité, la fonction d'instrument ne peut élargir ses vues ni favoriser sa maturation. Heureusement, si l'on peut dire, pour Staline comme pour tous les révolutionnaires, la prison devait bientôt lui donner des loisirs forcés, lui permettre de compléter son instruction.

Cependant, certaines faiblesses mêmes le servent dans le milieu et les circonstances d'où il est sorti. Pour se faire entendre de paysans géorgiens et tatares, fussent-ils depuis peu revêtus de la blouse de l'ouvrier, serfs ou fils de serfs récemment affranchis, fermés aux idées générales et tenaillés par la misère, il fallait un langage élémentaire, un peu grossier, faisant appel à l'intérêt le plus direct, approprié à la mentalité régionale, ethnique et sociale. Staline parlait cette langue. Travailleurs des chemins de fer et des manufactures de tabac, cordonniers et manœuvres le comprenaient. Mais aux discussions doctrinales, alors importantes pour l'avenir de la social-démocratie et l'orientation du mouvement révolutionnaire, il ne prit aucune part. Et l'on ne peut trouver sa trace là où il n'a rien laissé.

Au moment dont il s'agit, à l'intersection des deux siècles, le parti de Plekhanov était encore inconsistent, d'une théorie hésitante et de contours mal définis.

Le marxisme frayait sa voie contre l'influence des idéologies antérieures et subissait lui-même des interprétations déformatrices. Marx était lu et très estimé des intellectuels de Russie avant d'y faire des disciples et la *Volonté du peuple* lui avait rendu un hommage public. *Le Capital*, ayant paru en 1872 à Pétersbourg avant toute autre traduction, servit de thème central aux controverses entre les tenants des diverses écoles socialistes. L'opinion de Marx et d'Engels sur la com-

munauté agraire alimenta ensuite un débat permanent. Plekhanov et la *Libération du travail* éditérent à l'étranger une littérature marxiste qui suscitait en Russie une attention plus vive que partout ailleurs. « On voyait paraître les uns après les autres des ouvrages marxistes, se fonder des revues et des journaux marxistes, tout le monde se convertir en masse au marxisme, flatter les marxistes, faire la cour aux marxistes, les éditeurs s'enthousiasmer du débit extraordinaire des livres marxistes... », a écrit Lénine.

Le « marxisme légal », ainsi nommé parce que la censure n'entendait rien aux études économiques à terminologie savante et les laissait publier sans se douter de leur signification, n'y discernant que la critique du populisme, nourrit quelque temps l'*intelligentsia* avide de connaissances nouvelles et fit bientôt place au marxisme révolutionnaire, celui-ci hors la loi. Côte à côte se développaient en s'ignorant la pensée socialiste moderne et le mouvement ouvrier spontané, en attendant de se joindre.

Lénine appelle « période intra-utérine » du Parti celle qui va de la création du groupe *Libération du travail* à l'avènement de quelques adeptes. Puis, jusqu'à 1898, le Parti est dans l'« enfance » ; on constate une pousse élémentaire des masses populaires, des grèves multiples ; les intellectuels, maintenant, vont aux ouvriers, une génération nouvelle s'instruit dans le marxisme, s'aguerrit dans la lutte ; le Parti est fondé (d'après son historien V. Nevski, il pouvait avoir environ 500 membres). À partir de cette date, c'est l'« adolescence » et une crise de croissance se produit ; « chez l'adolescent, la voix mue », dit Lénine, et « la voix de la social-démocratie, elle aussi, s'est mise à muer, à « sonner faux ».

Les marxistes-légaux, avec Pierre Struve, Berdiaïev, Boulgakov, Tougan-Baranovski évoluent dans un sens tantôt libéral et bourgeois, tantôt spiritualiste et religieux. D'autres social-démocrates comme Martynov et Kritchevski renoncent à la politique révolutionnaire et deviennent syndicalistes, ou trade-unionistes, sous le nom d'« économistes ». Les polémiques s'engagent entre porte-parole des divers camps et ne devaient pas se terminer de sitôt. La classe ouvrière, bien entendu, ne pouvait en suivre les arguments ni en comprendre l'enjeu et cherchait par elle-même sa voie. Les marxistes-révolutionnaires n'avaient pas encore trouvé la leur, trop intelligents pour se satisfaire de formules toutes prêtes. Lénine écrit en 1899 :

« Nous ne considérons nullement la théorie de Marx comme quelque chose de parfait et d'inattaquable ; au contraire, nous sommes persuadés qu'elle a donné seulement les bases de la science que les socialistes doivent nécessairement parfaire dans tous les sens s'ils ne veulent pas rester en retard sur la vie... Les socialistes russes ont particulièrement besoin d'interpréter de façon indépendante la théorie de Marx car elle ne donne que des directives générales... »

Les social-démocrates les plus décidés à l'action méthodique entreprennent alors d'organiser sérieusement leur parti, de lui donner un organe directeur. Lénine et Martov, au retour d'un exil sibérien où ils ont respectivement médité les problèmes de l'heure, partent pour l'étranger à cet effet ; en compagnie de Potressov, ils vont s'associer aux « anciens » de la *Libération du travail*. « La lutte révolutionnaire est souvent impossible sans émigration révolutionnaire », pensait Lénine, inspiré par l'exemple d'Herzen et de Bakounine, de Tkatchev et de Lavrov. Avec Plekhanov, Axelrod et Véra Zassoulitch, les trois jeunes fondent à Munich en 1900 l'*Iskra* (l'Étincelle), journal du parti ouvrier social-démocrate. La rédaction, affirmant la continuité de la tradition révolutionnaire russe, plaçait en exergue cette parole des décembristes martyrs adressée à Pouchkine : « De l'étincelle jaillira de la flamme. » La déclaration liminaire et le premier article étaient de Lénine.

La situation du moment ne saurait être mieux esquissée que dans ces lignes du futur chef de la révolution : « Ces dernières années ont été caractérisées par l'étonnante rapidité avec laquelle les idées social-démocrates se propagent dans notre monde intellectuel ; à cette tendance de la société pensante répond le mouvement, indépendant par l'origine, du prolétariat industriel qui commence à s'unir et à combattre ses oppresseurs, en montrant une avide aspiration au socialisme. Des cercles d'ouvriers et d'intellectuels social-démocrates surgissent partout, on voit se répandre des feuilles d'agitation en tous lieux, la demande de publications social-démocrates croît et dépasse de beaucoup l'offre, — et les persécutions renforcées du gouvernement ne peuvent arrêter ce mouvement. Les prisons sont bondées, les lieux de déportation surpeuplés ; chaque mois ou presque, on apprend la découverte d'organisations à toutes les extrémités de la Russie, la saisie d'envois clandestins, la confiscation de publications et d'imprimeries, mais le mouvement ne cesse de croître... » Quant à la social-

démocratie, Lénine en critiquait la dispersion l'émiettement en cercles souvent éphémères, sans liaison ni tradition, aux idées confuses et contradictoires. « Avant de nous unir et afin de nous unir, il faut résolument nous différencier. »

En annonçant sa parution, l'Iskra dénonce les social-démocrates purement réformateurs, influencés par le « révisionniste » allemand E. Bernstein. Elle revendique l'« esprit d'une tendance bien déterminée », celle du marxisme révolutionnaire, tout en prévoyant dans ses colonnes la « polémique entre camarades ». Elle entend travailler à un programme commun de tout le Parti, à la création d'un mécanisme de liaison, d'information et de diffusion de la littérature socialiste. À ces fins, elle fait appel non seulement aux ouvriers et aux socialistes, mais à « tous ceux qu'opprime et écrase notre régime politique », à « tous les éléments démocratiques ».

Mais les idées les plus saillantes de l'organe social-démocrate se trouvent, dès le n° 1, dans l'article de fond de Lénine. Sur les conceptions générales du socialisme, l'auteur anonyme ne prétend rien apporter de neuf et son énoncé est conforme au marxisme classique dont Karl Kautsky était l'interprète reconnu depuis la mort d'Engels, — mais avec une intelligence particulièrement claire des circonstances russes. À l'exemple de Plekhanov, il réfute surtout la thèse syndicaliste tendant à cantonner le mouvement ouvrier dans la lutte économique, la condamne comme contraire aux intérêts du prolétariat dans son ensemble. Il préconise la réunion du socialisme et du mouvement ouvrier, insistant sur le caractère national d'une telle nécessité : partout, cette réunion a été un produit de l'histoire, s'est opérée par des voies originales selon les conditions de temps et de lieu. » Enfin, il souligne l'urgence d'une organisation politique de combat fortement tenue en main : « Jamais une classe n'est parvenue au pouvoir sans avoir trouvé en elle des chefs politiques, des hommes d'avant-garde capables d'organiser le mouvement et de le conduire.. »

Axelrod, l'éminent tacticien de la première génération social-démocrate russe dont Plekhanov fut le théoricien, écrivit que cet article avait fait sur lui l'« effet d'un courant vivifiant d'eau fraîche ». Un meneur de grande envergure s'affirmait en la personne du nouveau venu. Parmi les *iskristes*, de 1900 à 1903, il va prendre un rôle de plus en plus important. « C'est précisément pendant ces brèves années, — dit Trotski, — que Lénine devient Lénine. »

Encore à Pétersbourg, ses compagnons l'ont appelé « le vieux » en raison de son assurance, de son autorité précoce. Ses connaissances déjà considérables sont en progression continue. Tant sur les sujets économiques et historiques de grande portée que sur les questions courantes de politique ou de tactique, il apporte toujours une sérieuse contribution. En outre, il a le don de mettre en relief des lignes directrices sur un fond chargé de faits ou de chiffres, de placer l'accent sur l'essentiel. Son ouvrage sur le *Développement du capitalisme en Russie* montre avec quelle conscience il fouille les statistiques, quel scrupule il les confronte, quelle tension il cherche à en dégager des perspectives d'avenir.

Comme tous les socialistes de son temps, il est avant tout un fervent démocrate. Son socialisme vise à conquérir la démocratie politique pour la compléter par la démocratie économique. « Entre les revendications politiques de la démocratie ouvrière et celles de la démocratie bourgeoise, la différence n'est pas de principe mais de degré », écrira-t-il dans l'*Iskra*. De telles réflexions vont abonder sous sa plume et d'autres encore dans l'esprit de celle-ci : « Sans libertés politiques, toutes les formes de représentation ouvrière resteront pitoyable tromperie, le prolétariat demeurera en prison comme auparavant, privé de l'air, de la lumière et de l'espace indispensables du sol, réclamée par les descendants des populistes, il prédira qu'elle conduirait la pensée à une « absurde expérience de socialisme d'État », en l'absence d'« institutions démocratiques profondément enracinées, pleinement affirmées ».

Vis-à-vis de Plekhanov, il se considère comme un élève, surtout pour les problèmes théoriques et la philosophie, et il consulte avec déférence Axelrod, échange fréquemment des vues avec Martov et Potressov. Mais en même temps, il acquiert le sentiment de sa supériorité dans le commandement et voit approcher à tort ou à raison l'instant de dépasser ses maîtres, il réalise d'avance le destin d'organiser une avant-garde et d'entraîner des foules dans les futurs combats sociaux. Pour lui, le tout est de bientôt se battre et de vaincre. Il commence prudemment d'ébaucher son jeu personnel, en vue des rudes tâches à venir.

Ses écrits de l'*Iskra* et de la revue *Zaria*, ses brochures et sa correspondance laissent percer les idées qui devaient, en se développant, le détacher seul de la première phalange social-démocrate et l'engager

dans une voie originale. En 1902, il publie un petit livre : *Que faire ?* où sa valeur de chef de guerre civile s'affirme avec une force extraordinaire ; on y peut trouver en ébauche bien des éléments de la doctrine qui portera son nom et, sous la forme la plus achevée, sa conception spécifiquement russe du « révolutionnaire professionnel ».

Dans les paroles plus haut rapportées, Staline dit en propres termes : « Je fus *jeté* au travail à Bakou », « je fus *jeté* à Léninegrad ». Par cette expression, il rappelle que le parti a pu disposer de lui comme d'un soldat maniable au gré de ses supérieurs et utilisable selon les cas en tel lieu ou dans telle mission. C'est ainsi, en effet, qu'une fraction du Parti a pu disposer de lui comme d'un soldat maniable au gré de ses supérieurs et utilisable selon les cas en tel lieu ou dans telle mission. C'est ainsi, en effet, qu'une fraction du parti avait fini par s'organiser, conformément au point de vue de Lénine sur la nécessité d'opposer à l'armée de la répression absolutiste une armée de révolutionnaires professionnels. La police, sur la fiche déjà citée, attribuait au récidiviste Djougachvili le métier de « comptable » et il est possible que Staline l'ait exercé en sortant du séminaire ou après avoir travaillé quelques mois à l'observatoire de Tiflis, car il lui fallait vivre sans compter sur des parents. Cependant, à mesure que l'action politique devenait plus exigeante, il devait s'y adonner davantage jusqu'à devenir précisément un révolutionnaire professionnel dans la pleine acceptation du mot. Aussi importe-t-il de connaître la définition de la chose par l'initiateur en personne.

« Il nous faut former des hommes qui ne consacrent pas à la révolution leurs soirées libres, mais toute leur vie », écrivait déjà Lénine dans le n° 1 de l'*Iskra*. Son principe d'organisation du parti est là en germe. Dans *Que faire ?* avec la manière insistante qui le caractérise, la même idée se précise en se répétant et se complète en rétorquant la contradiction. « La lutte contre la police politique exige des qualités spéciales, des révolutionnaires professionnels » ; elle doit être organisée « selon toutes les règles de l'art ». Parallèlement à l'action générale, il y aura celle des hommes sélectionnés, entraînés, préparés en vue d'objectifs précis ; « Étudiants ou ouvriers, peu importe : ils sauront former eux-mêmes des révolutionnaires. toute distinction entre intellectuels et prolétaires s'efface dans le groupement étroit et clandestin qui « doit englober avant tout et surtout des gens dont la profession est l'action révolutionnaire », alors que l'organisation ouvrière

syndicale est nécessairement large et publique. Le raisonnement ne prétend pas s'appliquer partout ni en tout temps ; il ne s'agit que de la Russie sous le « joug de l'autocratie », où toute revendication ouvrière est interdite.

En résumé, dit Lénine : pas de mouvement révolutionnaire sérieux sans organisation stable de dirigeants aptes à en assurer la durée ; cette organisation est urgente et doit être solide ; elle se composera surtout de révolutionnaires de métier, en nombre restreint ; elle n'acceptera que des militants ayant fait l'apprentissage de la lutte contre la police et, par suite, capables de lui échapper. « Il y a une quantité de gens, mais pas d'hommes », c'est-à-dire beaucoup de mécontents, de révolutionnaires mais pas « de dirigeants, de chefs politiques, de talents ». Il s'agit d'en former. « Sans une dizaine de chefs de talent (des talents ne surgissent pas par centaines), éprouvés, professionnellement préparés et instruits par une longue pratique, bien d'accord entre eux, aucune classe dans la société contemporaine ne peut mener fermement la lutte. » C'est à peu près la conception de Tkatchev, venue de Blanqui, mais plus précise et approfondie.

Cependant la question n'est pas épuisée et Lénine pense à tout. Comment l'existence matérielle du révolutionnaire professionnel sera-t-elle assurée ? « Nous devons nous arranger pour qu'il vive aux frais du parti, qu'il puisse à volonté passer à l'action clandestine, changer de localité, sinon il n'acquerra pas grande expérience, n'élargira pas son horizon, ne tiendra pas plusieurs années, au moins, dans la lutte contre les gendarmes. » Des spécialistes bien dressés sont indispensables : « Lorsque nous aurons des détachements d'ouvriers révolutionnaires spécialement préparés par un long apprentissage (et bien entendu "dans toutes les armes" de l'action révolutionnaire) aucune police au monde ne pourra en avoir raison. »

Une telle organisation ne saurait être démocratique, le cadre de l'autocratie ne permettant ni la publicité, ni l'élection, conditions *sine qua non* de la démocratie réalisée avec raison dans les partis socialistes jouissant de la liberté politique. Secret rigoureux, choix minutieux de membres », enfin une « confiance fraternelle complète entre révolutionnaires », voilà ce qui s'impose en Russie. On retrouve ici la tradition des *zemlievoltsy* et des *narodovoltsy*. Cela soulève bien des objections, mais Lénine y répond. « Il est beaucoup plus difficile de se saisir d'une dizaine de bonnes têtes que d'une centaine d'imbéciles »,

réplique-t-il à ceux qui déplorent la facilité de décapiter un mouvement mené par une poignée de professionnels. « La concentration de toutes les fonctions clandestines aux mains du plus petit nombre possible de révolutionnaires professionnels ne signifie nullement que ces derniers « penseront pour tous ». C'est une question de division du travail. Et enfin, catégorique et franc : « Ce qu'il nous faut, c'est une organisation militaire. »

Ainsi, en vue de la révolution prochaine, Lénine prévoyait la formation d'une véritable armée, forte par sa discipline militaire et rompue à la manœuvre. Staline en fut une des premières recrues et on lui reconnut bientôt les qualités du sous-officier. Comme ses compagnons du même bord, il se mêle aux grèves, aux manifestations, distribue des feuilles volantes, répand des brochures rédigées par d'autres. Un démocrate radical, Georges Tseretelli, publiait alors en géorgien à Tiflis une revue d'extrême gauche : *Kvali* (la Trace), avec la collaboration de N. Jordania, Ph. Makharadzé, etc., qui en firent une publication socialiste. De la propagande, le parti passe à l'agitation c'est-à-dire, suivant Plekhanov, qu'au lieu d'inculquer beaucoup d'idées à peu d'individus, ils répandent moins d'idées pour plus d'individus. Une large action publique se dessine.

Le 1^{er} mai 1890, les ouvriers de Tiflis s'assemblent pour la première fois dans la banlieue avec un drapeau rouge portant ces mots : Marx, Engels, Lassalle. Sanctions prises sous forme de congédiements ont pour effet d'envoyer à la campagne des agitateurs bénévoles qui commencent à convertir les paysans au socialisme. Le 1^{er} mai suivant, des ouvriers manifestent à Tiflis dans la rue : charge des cosaques, morts et blessés. Le Comité social-démocrate est dispersé, les militants poursuivis et Sosso, mis en garde par une perquisition à son domicile, devient illégal, change plusieurs fois de nom. Il sera tantôt David, tantôt Nijeradzé, tantôt Tchijikov, portera longtemps le sobriquet de Koba sous lequel on l'appelle parfois encore. (D'aucuns ont vu dans ce dernier choix un emprunt aux romans du poète géorgien Alexandre Kazbeghi, dénotant un vif sentiment national, mais cela n'est pas certain ^(*) car « Koba » se rencontre assez souvent en Géorgie.) Enfin il ira dans des congrès sous le pseudonyme d'Ivanovitch avant de prendre définitivement le nom de guerre de Staline.

* Depuis la première édition de ce livre, le doute sur ce point a été dissipé.

Dans les dossiers de la gendarmerie locale, on a découvert de brefs rapports : « Joseph Djougachvili, employé à l'observatoire de Tiflis, intellectuel, a des liaisons avec les ouvriers du chemin de fer », communication faite le 28 mars 1901 au département de la Police. « Le dimanche 28 octobre à 9 heures du matin, rue de la gare, a eu lieu une réunion d'ouvriers avancés du chemin de fer, avec participation de l'intellectuel Joseph Djougachvili. » D'autres dénonciations, ultérieures ont trait à ses allées et venues, à son courrier, et signalent sa prudence extrême. Son plus proche ami R. Kaladzé n'a rien trouvé à écrire sur leurs relations à cette époque. Bibineichvili note que le « camarade Sosso » fit alors connaissance d'un jeune Arménien, Ter-Pétrossian, révolutionnaire sans doctrine, et l'engagea à servir le Parti. La nouvelle recrue aura plus tard une manière de célébrité sous le nom de Kamo.

À la fin de l'année 1901, Staline quitte brusquement Tiflis. Sur ce départ insolite, la revue social-démocrate géorgienne *Brdzolis Khma* (l'Écho de la lutte) donne la seule explication connue : « dès les premiers jours de son activité dans les cercles ouvriers, Djougachvili attirera l'attention *par ses intrigues* contre le principal dirigeant de l'organisation, S. Djibladzé. Pour ce motif, il reçut un avertissement, n'en tint aucun compte et continua de répandre des calomnies afin de dénigrer les représentants authentiques et reconnus du mouvement et accéder ainsi à la direction. Déféré à un tribunal du Parti, reconnu coupable de calomnie indigne contre S. Djibladzé, il fut exclu à l'unanimité de l'organisation de Tiflis. » Selon cette version, avidité de pouvoir et intrigues pour parvenir à la satisfaire auraient donc été dénoncées en lui dès le début de sa carrière. L'exclusion l'aurait contraint à se dépenser autre part. Il partit pour Batoum, port de la mer Noire.

C'était une petite ville de quelque 35 000 habitants dans une région malsaine, ancien village de pêcheurs et nid de pirates dont la population avait plus que décuplé en vingt ans grâce au transit du pétrole de Bakou et devenue principal port de commerce du Caucase en même temps que tête de ligne du chemin de fer. Les usines Rothschild et Mantachev y groupaient les plus forts noyaux ouvriers. Staline travaille près d'eux, pousse aux grèves, participe à une manifestation de rue en février 1902. La mesure disciplinaire prise à Tiflis contre lui n'interdisait pas de militer ailleurs, dans l'état primitif de la social-

démocratie. Mais, peu disposé à supporter la comparaison avec les dirigeants locaux, N. Tchkhéïdzé, I. Ramichvili, etc., il crée un cercle à part où nul ne puisse lui porter ombrage. Les souvenirs du typographe S. Todria indiquent C. Kandelaki comme seule individualité marquante de ce groupe. L'arrestation récente des principaux représentants du Parti laissait momentanément le champ libre. Staline en profite pour inciter sous main des ouvriers sans armes à attaquer la prison et l'aventure coûta la vie de plusieurs assaillants. Les travailleurs de Batoum ne devaient pas lui pardonner une aussi vaine effusion de sang.

À la suite de cette bagarre meurtrière, la plupart des militants actifs sont arrêtés, Kandelaki et Staline dans le nombre. Celui-ci passera dix-huit mois en prison. Le colonel de gendarmerie Chabelski transmet le 17 juin 1902 sur le détenu Djougachvili la fiche suivante : « *Taille* : 2 archines, 4 verchoks et demi. *Corpulence* : moyenne. *Âge* : vingt-trois ans. *Signes particuliers* : deuxième et troisième doigts du pied gauche accolés. *Aspect extérieur* : ordinaire. *Cheveux* : brun foncé. *Barbe et moustaches* : brunes. *Nez* : droit et long. *Front* : droit mais bas. *Visage* : allongé, basané, grêlé (marqué de variole). » Le Grêlé, ainsi le surnomme la police. D'après certains médecins, le défaut de conformation du pied, ajouté à une demi-impotence du bras gauche non constatée par le gendarme, semble confirmer l'hérédité alcoolique du côté paternel indiquée par diverses personnes *.

En publiant ces renseignements, B. Bibineichvili donne aussi (en 1930) un témoignage personnel sur l'attitude extérieure de Staline. C'était, dit-il, un homme calme, inébranlable et surtout « implacable » (le mot revient plusieurs fois), très rigoureux sur le chapitre de la discipline, de la ponctualité. Lors d'une réunion de comité, il infligea une sermonne « implacable » à un camarade en retard et conclut : « Vous ne devez pas nous faire attendre, même si votre mère est mourante. »

Condamné à trois ans d'exil administratif en Sibérie, Staline fut envoyé par étapes au petit village de Novaïa Ouda, province d'Irkoutsk. Tous les révolutionnaires doués de quelque caractère et

* Hypothèse entièrement justifiée, devenue certitude, depuis que la fille de Staline a écrit dans ses *Vingt lettres à un ami* (Paris, 1967) que son grand-père est mort d'un coup de couteau reçu dans une rixe d'ivrognes. Il n'est pas superflu de savoir que Staline était le fils d'une brute alcoolique.

dévoués à leur cause connaissaient les mêmes alternatives, les mêmes épreuves, le même sort.

Cependant, de la Russie d'Asie où les colonies de déportés se peuplaient sans cesse de nouveaux arrivants, un reflux en sens inverse restituait à la révolution par mille voies inconnues les individus les plus énergiques. Parmi les évadés, un jeune marxiste se hâtait de rallier l'organisation de l'*Iskra* avec laquelle il entra en contact direct à Samara. Après avoir beaucoup appris en prison et pendant sa déportation, Léon Trotski avait déjà fait ses débuts de publiciste et ses convictions socialistes s'étaient clarifiées, précisées, affirmées. À la fin de 1902, il arrive à Londres, frappe à la porte de Lénine ; en cours de route, il avait lié connaissance avec Victor Adler à Vienne, avec Axelrod à Zurich.

L'*Iskra* trouvait en ce partisan de vingt-trois ans un brillant collaborateur et propagandiste, avide de culture, passionné de doctrine, écrivain et orateur qui s'imposa immédiatement à l'émigration. Bientôt, Lénine proposa à la rédaction de l'adopter comme septième membre. « C'est un homme incontestablement doué des plus grandes capacités, convaincu, énergique et qui ira encore de l'avant », avait-il écrit à Plekhanov. Dans sa préscience des désaccords en gestation, il se préoccupait d'avoir une majorité stable de « jeunes » contre les « anciens ». Plekhanov sentit la manœuvre et résista. On préparait alors le deuxième Congrès de la Social-démocratie et, à l'approche de grands événements appelant une intervention active, les dissensions inavouées s'élaboraient sourdement.

Ce n'étaient encore que différences de tempérament, divergences de vues dans certaines modalités d'application des principes communs, sur les questions d'organisation ou de tactique. Jusqu'au congrès, rien n'en filtrera dans les colonnes du journal. L'*Iskra* s'était d'un coup élevée à un niveau intellectuel supérieur et sa rédaction, au prix d'un travail intense, faisait preuve d'une cohésion rare devant les lecteurs. D'où son prestige et son influence sur les révolutionnaires russes de l'époque. Dans la coulisse, Plekhanov et Lénine discutaient âprement le projet de programme du Parti. Personne encore ne songeait à des oppositions irréductibles.

Mais Lénine, avec son sixième sens qui l'avertissait de l'imminence d'une grande collision politique et sociale, avait hâte

d'accélérer la transformation des cercles de la social-démocratie en unités de combat. « Donnez-nous une organisation de révolutionnaires, et nous retournerons la Russie », disait-il, paraphrasant Archimède. Nul n'était obsédé comme lui par la nécessité et l'urgence de cette réalisation pratique et, en son for intérieur, il avait la ferme volonté d'aller aussi loin que possible dans cette direction, sans savoir exactement jusqu'où. Sur le plan doctrinal, rien ne le séparait des autres *iskristes*. Pourtant, sous tous les rapports, son opinion tranchait par la netteté, le ton catégorique, l'esprit combatif.

Il y a encore dans ses premiers écrits plusieurs idées maîtresses qui, sans lui appartenir en propre, décèlent sa lucidité, formulent ses certitudes. Son attention était particulièrement tendue vers la compréhension de la réalité russe : « La misère sans issue, l'ignorance, l'inégalité et l'humiliation dans lesquelles plonge le paysan donnent à tout notre régime un cachet asiatique. » Il considère le tsarisme comme « le rempart le plus puissant de la réaction européenne », pensée empruntée à K. Marx, mais il ajoute : « Et de la réaction asiatique. » Il voit dans la Russie « un État politiquement asservi dans lequel les 999 % de la population sont pervertis à fond par la servilité politique ». Ces appréciations ne sont pas étrangères à sa conception du maniement et de l'organisation des hommes, réaction brutale contre la servilité et la perversion héritées du servage. Les mœurs élaborées par deux siècles et demi d'obéissance passive comptaient pour une grande part dans l'inertie politique. Lénine savait, citant K. Marx encore, que « la tradition de toutes les générations passées pèse comme un cauchemar sur le cerveau des vivants. »

L'importance des mœurs dans le développement historique exige ici au moins un rappel de ces lignes de Kropotkine : « ...Il était né toute une série d'habitudes d'esclavage domestique, de mépris extérieur de la personnalité individuelle, de despotisme des pères et d'hypocrites soumission des femmes, des fils et des filles. Au commencement du siècle, le despotisme domestique régnait partout en Europe à un haut degré — comme en témoignent les écrits de Thackeray et de Dickens — mais nulle part autant qu'en Russie. La vie russe entière, dans la famille, les relations entre les chefs et subordonnés, officiers et soldats, patrons et employés, en portait l'empreinte. Tout un monde d'habitudes et de façons de penser, de préjugés et de lâcheté morale, de coutumes engendrées par une vie d'oisiveté, s'était for-

mé peu à peu... » Ce que Tourgueniev a appelé « nihilisme », confondu à tort en Occident avec le terrorisme ou l'anarchisme, et que Mikhaïlovski considérait comme la « maladie infantile » du mouvement révolutionnaire, fut dans les années 60 une négation de ces mœurs, réaction rationaliste extrême spécifiquement russe contre les mensonges conventionnels, l'hypocrisie familiale et sociale, la politesse et la mode, les préjugés et la routine, les dogmes et la religion. Mais le nihilisme théorisé par Pissarev, doctrine du « réalisme pensant » nourri de sciences physiques et naturelles, positiviste et matérialiste, iconoclaste et athée, est resté un pur courant d'individualisme intellectuel, sans rapport avec le peuple.

Lénine attribuait aux ouvriers un poids prépondérant dans la liquidation de ce lourd passé : « Seul, le prolétariat industriel est capable de combattre en masse et sans hésiter l'autocratie. » Mais il n'oubliait pas les revendications paysannes. « Afin de faire servir à la cause de la démocratie et de la lutte politique pour la liberté les liaisons qu'ont avec les campagnes un grand nombre d'intellectuels et d'ouvriers dévoués à la social-démocratie ». Le paysan, écrivait-il, « souffre autant sinon plus du régime précapitaliste, des survivances féodales, que du capitalisme » ; c'est pourquoi il préconisait l'expropriation de la propriété seigneuriale et la nationalisation du sol. En même temps, il ne craint pas de rappeler aux ouvriers qu'ils ont besoin d'intellectuels pour les guider. Comme Blanqui, il assigne un rôle révolutionnaire primordial aux déclassés. « Les démagogues sont les pires ennemis de la classe ouvrière », répète-t-il à l'adresse des syndicalistes. Il combat l'ignorance pseudo-plébéienne : « Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire », et l'étroitesse nationale : « Notre jeune mouvement ne peut être fécond que s'il s'assimile l'expérience des autres pays. »

Sa conception des rapports entre ouvriers et intellectuels doit retenir l'attention : « L'histoire de tous les pays atteste que, *livrée à ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste*, c'est-à-dire à la conviction qu'il faut s'unir en syndicats, mener la lutte contre les patrons, réclamer du gouvernement telle ou telle loi nécessaire aux ouvriers, etc. Quant à la doctrine socialiste, elle a surgi des théories philosophiques, historiques, économiques, élaborées par des représentants instruits des classes possédantes : les intellectuels. Par leur situation sociale, les fondateurs du socialisme

scientifique contemporain, Marx et Engels, étaient des intellectuels bourgeois. De même, en Russie, la doctrine social-démocrate surgit indépendamment de la croissance spontanée du mouvement ouvrier ; elle y fut le résultat naturel et fatal du *développement de la pensée* chez les intellectuels révolutionnaires socialistes. » Certes, les ouvriers peuvent concourir à cette élaboration : « Mais ils n'y participent pas en tant qu'ouvriers, ils y participent en qualité de Proudhon et de Weitling », donc « dans la mesure où ils parviennent à acquérir la connaissance plus ou moins parfaite de leur époque et à la faire progresser », où ils s'assimilent une culture générale. « Seuls quelques pitoyables intellectuels pensent qu'aux ouvriers il suffit de parler de la vie de l'usine et de rabâcher ce qu'ils savent depuis longtemps. » Les marxistes doivent inoculer au peuple le « bacille révolutionnaire ».

Cette idée lui tient à cœur et il y insiste à plusieurs reprises : « Le développement spontané du mouvement ouvrier aboutit à le subordonner à l'idéologie bourgeoise. » Pourquoi ? « Pour cette simple raison que, chronologiquement, l'idéologie bourgeoise est bien plus ancienne que l'idéologie socialiste, plus achevée sous toutes ses formes... » Par conséquent : « La conscience politique de classe ne peut être apportée à l'ouvrier *que de l'extérieur*, de l'extérieur de la lutte économique. » On ne peut la puiser, dit-il, que dans les rapports de *toutes* les classes entre elles et avec l'État. Il cite une page de Kautsky dont les paroles sont « profondément justes et graves ». Ainsi : « Le socialisme et la lutte de classe surgissent parallèlement et ne s'engendrent pas l'un l'autre. » Le prolétariat ne peut créer ni la science économique, ni la technique moderne. « Le porteur de la science n'est pas le prolétariat mais la catégorie des intellectuels bourgeois : c'est en effet dans le cerveau de certains individus de cette catégorie qu'est né le socialisme... » Tout cela doit être présent à l'esprit de qui veut juger les disciples de Lénine d'après la pensée de leur maître.

Enfin, le réalisme politique, la souplesse tactique dont ses ennemis mêmes feront plus tard l'éloge sont déjà visibles : « La social-démocratie ne se lie pas les mains, ne se limite pas à un plan ou à une méthode fixée une fois pour toutes ; elle admet tous les moyens s'ils correspondent aux forces disponibles du mouvement et permettent d'atteindre au maximum de résultat dans les conditions données. » Il a le souci d'utiliser le mouvement universitaire, alors à l'avant-garde,

de l'associer à l'action ouvrière. Il est d'avis de soutenir l'opposition libérale contre l'État réactionnaire, de « pousser en avant toute opposition libérale contre l'État réactionnaire, de « pousser en avant toute opposition démocratique », de porter « dans toutes les classes de la population » l'activité de la social-démocratie. Sans se laisser impressionner par le faux purisme syndicaliste, il prévoit des alliances avec les libéraux bourgeois. « Seuls, peuvent redouter des alliances temporaires, même avec des éléments incertains, ceux qui manquent de confiance en eux-mêmes. Aucun parti politique ne pourrait exister sans ces alliances. » Son intuition de chef se traduit à merveille dans cette phrase : « Toute la vie politique est une chaîne sans fin composée d'un nombre infini d'anneaux. Tout l'art de l'homme politique consiste précisément à trouver et à saisir solidement l'anneau le plus difficile à vous arracher, le plus important au moment donné et vous garantissant le mieux la possession de la chaîne entière. »

À la veille d'assumer la responsabilité d'une révolution dans son parti en attendant la révolution dans son pays, Lénine atteignait la pleine maîtrise de ses moyens. Sa sûreté de soi était renforcée par sa confiance illimité en Marx et Engels, par son accord intellectuel avec Plekhanov et Kautsky, avec son initiateur direct surtout, malgré les frictions personnelles, ce Plekhanov qui avait lancé dans l'*Iskra* une sorte d'avertissement prophétique : « On voit percer, dans le grand mouvement socialiste, deux tendances différentes et — qui sait ? — peut-être la lutte révolutionnaire du XX^e siècle mènera-t-elle à une rupture entre la Montagne et la Gironde social-démocrates. » Mais pour Plekhanov, de telles prévisions restaient un exercice de l'intelligence. Pour Lénine, le réalisme des idées devait commander le sérieux des actes.

Bibliographie

Pour G. Plekhanov comme Lénine, il ne pouvait être question de bibliographie détaillée. Consulté : V. Vaganian, *Essai de bibliographie de G. V. Plekhanov*, Préf. de D. RIAZANOV, M., 1923, ouvrage comportant nombre de lacunes comme tout premier essai de ce genre. On a dû se borner ici à de brèves mentions du recueil des *Œuvres*, publié à Moscou sous la direction de D. Riazanov depuis 1923.

V. Akimov, Au sujet des travaux du deuxième Congrès du P.O.S.-D.R., Genève, 1904 ; Esquisse du développement de la s-d. en Russie, M., 1906. — N. ANTCHARSKI, Le marxisme légal en Russie, M., 1925. — S. ARCOMÈDE, le mou-

vement ouvrier et s.-d. au Caucase, Genève, 1910. — A. ARGOUNOV. Nos précurseurs, Pétr., 1917. — J.B. ARNAUDO, Le nihilisme et les nihilistes, P., s.-d. 1923. — P. AXELROD, La classe ouvrière et le mouvement révolutionnaire en Russie, St-P., 1907 ; La lutte des tendances socialistes et bourgeoises dans le mouvement révolutionnaire russe, St-P. 1907 ; Ce que j'ai vécu et médité, Berlin, 1923. — D. BAÏEVSKI, Histoire de la presse ouvrière en Russie, M., 1923. — N. BATOURINE, Esquisses d'histoire du mouvement ouvrier dans les années 70 et 80, 2^e éd., M., 1925 ; Esquisses d'histoire de la social-démocratie en Russie au XIX^e siècle, 3 v. et 3 suppl., Stuttgart-Paris, 1903-05. — V. BÉRARD, L'Empire russe et le tsarisme, P., 1905. — A. BOGDANOV, Les moments essentiels du développement du Parti Communiste en Russie, s.l., 1921. — Boucherie (La) de Batoum, s.l., 1902. — S. BOULGAKOV, Capitalisme et agriculture, 2 v., St-P., 1900 ; Du marxisme à l'idéalisme, St-P., 1904. — V. BOURTZEV, En cent ans, Londres, 1897. — K. CHELAVINE, La classe ouvrière et son parti, Hist. du Parti Communiste Russe, Pétr., 1923. — COMBES DE LESTRADE. La Russie économique et sociale, etc., P., 1896. — Correspondance de G. V. Plekhanov et P.B. Axelrod, M., 1925. — L. DEUTSCH, Seize ans en Sibérie, O., 1904 ; Comment nous allions au peuple, Davos, 191. — N. DROUJININE, Esquisses sur ma vie sociale paysanne, St-P., 1905. — M. EASTMAN, Léon Trotski, The portrait of a youth, London, 1926. — B. EIDELMAN, Le premier Congrès du P.O.S.-D.R., M., 1926. — Frédéric Engels (Lettres de) sur la Russie, Trad. V. Zassoulitch, Genève, 1894. — V. FLEROVSKI, Situation de la classe ouvrière en Russie, St-P., 1869. — G. GIORGADZÉ, autocratie et Révolution. Matériaux pour l'histoire du mouvement révolutionnaire en Géorgie, Tiflis, 1929. — B. GOREV, Du passé du parti, Souvenirs, L., 1924. — I. GOURVITCH, Situation économique de la campagne russe, M., 1896. — Groupe (Le) *Libération du travail*, Extrait des archives de G. Plekhanov, V. Zassoulitch, L. Deutsch, t. I à III, 1923-25. — Groupe (Du) de Blagoïev à l'*Union du Combat*, Recueil, Rostov-sur-le-Don, 1921. — Hist. du P.C.R. dans les documents, t. I, 1883-1916, L., 1926. — E. Iaroslavski. Vie et œuvre de V.I. Lénine, 4^e éd., M., 1925. — Jalons essentiels de la vie de V.I. Oulianov (Lénine), L., 1924. — J.BANKOV et IAKOVENKO, Les châtiments corporels en Russie à l'époque actuelle, M., 1889. — N. JORDANIA. Le bolchévisme, Berlin, s.d. — M. KAMENSKAÏA, Georges Plekhanov (G. Plekhanov, *Anarchisme et Socialisme*), P., 1924. — G. KOUKLINE, Résultats du mouvement révolutionnaire en Russie pour quarante années, Genève, 1903 ; La Révolution en Russie, vol. I, Genève, 1905. — KOVALEVSKI, Le régime économique de la Russie, P., 1898 ; Le droit seigneurial, etc., P., 1903 ; La crise russe, P., 1906. — KROPOTKINE, Autour d'une vie, 9^e éd., P., 1907. — E. LAVIGNE, Intr. à l'hist. du nihilisme russe, P., 1880. — P. Lepechinski, Au tournant, Pg. 1922. — M. LIADOV, Comment a commencé de se constituer le Parti Communiste Russe, 2^e éd., M., 1925 ; Vingt-cinq ans de P.C.R., s.l., 1923. — Rosa LUXEMBOURG, Le développement industriel de la Pologne, St-P., 1899. — Ph. MAKHARADZÉ, Sur l'histoire du P.C. en Transcaucasie (*Vingt-cinq ans de lutte pour le socialisme*), Tiflis, 1923. — Ph. MAKHARADZÉ et G. LATCHAPOURIDZÉ, Esquisses d'histoire du mouvement ouvrier et paysan en Géorgie, M., 1932. — L. MARTOV, Le développement de la grande industrie et le mouvement ouvrier en

Russie, St-P., 1903 ; Le drapeau rouge en Russie, Genève, 1903 ; Histoire de la social-démocratie russe, s.l. (Pétr.), 1918 ; Journal d'un social-démocrate, Livre I, Berlin, 1922. — K. Marx et F. Engels (Lettres de) à Nicolas-On, St-P., 1908. — P. MASLOV, Les conditions du développement de l'agriculture en Russie, St-P., 1903. — Mouvement (Le) social en Russie au début de XX^e siècle (L. Martov, P. Maslov et A. Potressov), 4 v., St-P., 1909-10-14. — Mouvement (Sur le) ouvrier à Tiflis, s.l.n.d. — V. NEVSKI, Esquisses d'histoire du P.C.R., t. I, L., 1924. — G. NEVZOROV, Refusons-nous l'héritage ? Genève, 1902 — B. NICOLAÏEVSKI, Le programme du premier cercle s-d. en Russie, *Byloïé*, n° 13, 1918. — NICOLAS-ON, Histoire du développement économique de la Russie depuis l'affranchissement des serfs, P., 1902. — M. OLMINSKI, Trois années en cellule, 2^e éd. M., 1923. — P. ORLOVSLI (V. VOROVSKI), Sur l'histoire du marxisme en Russie (Recueil : À la mémoire de Marx), Pétr., 1918. — P. PASCAL, Introductions et notes aux « Pages choisies » de Lénine, t. I, p., 1926. — G. PLÉKHANOV, Œuvres, t. II, III, IV, VII, VIII, IX, XI, XII, M., 1923 ou s.d. — M. POKROVSKI, Esquisses d'histoire du mouvement révolutionnaire en Russie aux XIX^e et XX^e siècles, M., 1924. — A. POTRESSOV, Études sur l'*intelligentsia* russe, St-P., s.d. — Recueil historico-révolutionnaire (V. L. 1924. — Révolution (La) et le P.C.R. dans les matériaux et documents, t. I, 1870-1900, t. II, 1901-04, M., s.d. — D. RIAZANOV, Matériaux pour l'élaboration d'un programme du parti, 3 fasc., Genève, 1902-03 ; Illusions brisées, Genève, 1904 ; Le groupe *Libération du Travail*, 2^e éd., St-P., 1906 ; Karl Marx et les russes des années 40, Pétr., G. Plekhanov et le groupe *Libération du Travail*, 3^e éd., Pétr., 1918. — N. Roskov, La ville et la campagne dans l'histoire russe, St-P., 1902. — D. SCHEDO-FERROTI, Le nihilisme, 3^e éd., Bruxelles, 1880. — N. Serguievski, Le parti des social-démocrates russes, M., 1929. STEPNIAK, La Russie souterraine, P., 1885 ; Le tsarisme et la Révolution, P., 1886 ; La Russie sous les Tsars, P., 1887 ; — A. Stopani, À la veille et au lendemain du deuxième Congrès du P.O.S-D.R., *Prol. Rév.*, n° 1 (48), M., 1926. — P. STRUVE, Remarques critiques sur le développement économique de la Russie, St-P., 1894 ; Sur divers thèmes, St-P., 1902. — K. TAKHTAREV, Esquisses du mouvement ouvrier pétersbourgeois, L., 1924. — M. TCHODRICHVILI, Mon autobiographie, *Revolioutsiis Matiané*, n°s 4-5 (9-10), Tiflis, 1924 et I (11), 1925. — Technique (La) souterraine des bolchéviks, Recueil, 2 v., M., s.d. — E. THÉRY, La transformation économique de la Russie, P., 1914. — A. THUN, Histoire du mouvement révolutionnaire en Russie, s.l., 1903. — L. TOKHOMIROV, La Russie politique et sociale, P., 1888. — S. TODRIA, Souvenirs personnels, *Revolioutsiis Matiané*, n° 3, Tiflis, 1923. — TOUGAN-BARANOVSKI, La fabrique russe dans le passé et le présent, St-P., 1898 ; La réforme agraire, St-P., 1905. — L. TROTSKI, Sur Lénine, M., 1924. — Union (L') ouvrière de la Russie du Sud, Recueil, M., 1924. — B. VESSELOVSKI, La question paysanne et le mouvement paysan en Russie, St-P., 1908. — G. ZINOVIEV, Œuvres, t. XV, L., 1924.

Staline.
Aperçu historique du bolchévisme.

III

PROLOGUE DE RÉVOLUTION

Staline et Lénine. — Deuxième Congrès de la social-démocratie. — Les « durs » et les « mous ». — Bolchéviks et menchéviks. — La scission. — Lénine jacobin. — Staline bolchévik. — Luites intestines dans le Parti. — Isolement de Lénine. — Discussions et polémiques. — Rosa Luxembourg. — Prophétie de Plekhanov. — Les premiers léninistes. — La guerre russo-japonaise. — Le parti socialiste-révolutionnaire. — Les grèves et le mouvement ouvrier. — Dimanche sanglant à Saint-Pétersbourg. — La Révolution de 1905. — Troisième Congrès social-démocrate, tenu par les bolchéviks. — Le Soviet des députés ouvriers. — Désaccords entre socialistes. — Lénine vu par Staline. — Bibliographie.

[Retour à la table des matières](#)

« J'ai fait d'abord la connaissance de Lénine en 1903. Cette connaissance, il est vrai, n'était pas personnelle mais par correspondance. Mais elle me laissa une impression indélébile qui ne m'a jamais quitté durant tout mon travail dans le Parti. J'étais alors en Sibérie, exilé. » Ces paroles prononcées après la mort de Lénine sont la seule allusion directe de Staline à son premier exil.

Sur cette courte étape de sa vie aventureuse, aucune documentation ne paraît subsister, l'intéressé ayant pris grand soin de la faire dispa-

raître. Des mémoires prolixes d'anciens prisonniers ou déportés politiques ni des volumineux ouvrages historiographiques sur le parti social-démocrate, on ne peut rien tirer à cet égard. Les archives de la police, où se sont conservés de précieux matériaux d'histoire révolutionnaire, ont été épurées de toute trace de Staline alors que plusieurs grosses revues publient tout ce qui concerne les hommes plus ou moins remarquables ou remarqués du bolchévisme. Faut-il, après Trotski, en conclure que les écrits du Staline d'alors, de Koba, compromettraient sa réputation ? La réponse se dégagera de l'exposé des faits et de l'analyse des textes.

Déjà, la suite du discours permet d'en juger la véracité : « La connaissance de l'action révolutionnaire de Lénine depuis la fin des années 90 et surtout après 1901, après la publication de l'*Iskra*, m'a conduit à la conviction que nous avions en Lénine un homme extraordinaire. Il n'était pas alors à mes yeux un simple dirigeant du parti, il était son créateur effectif car lui seul en comprenait la substance interne et les besoins urgents. Quand je le comparais aux autres dirigeants de notre parti, il me semblait toujours que ses compagnons d'armes, — Plekhanov, Martov, Axelrod et autres, — étaient de toute une tête au-dessous de Lénine, qu'en comparaison avec eux, Lénine n'était pas simplement un des dirigeants, mais un dirigeant de type supérieur, un aigle des montagnes ne connaissant pas la peur dans la lutte et conduisant hardiment le Parti en avant par les chemins inexplorés du mouvement révolutionnaire russe. Cette impression me pénétra si profondément dans l'âme que j'éprouvai la nécessité d'écrire à ce sujet à l'un de mes proches amis, alors émigré, exigeant de lui une réponse. »

De toute évidence, il s'agit là d'une version forgée après coup pour les besoins d'une certaine cause à élucider. En effet, les travaux de Lénine dans les années 90 restaient anonymes ou signés de noms encore méconnus. Dans l'*Iskra*, les articles passaient sans signature ; personne, sauf quelques initiés à Londres et en Suisse, mais personne en Russie en dehors d'amis très proches, et surtout personne au Caucase ne savait exactement la part de Lénine dans la rédaction. Martov était la principale ressource du journal par la fécondité, Plékhanov par l'étendue des connaissances et l'autorité dans l'Internationale. Dans la *Zaria*, sauf une réfutation des critiques opposées à Marx sur la question agraire, Lénine signait d'initiales diverses, les siennes exceptées.

Son livre sur le développement capitaliste en Russie, inaccessible à un jeune séminariste ignorant l'économie politique, révélant l'érudition, les facultés critiques et analytiques de l'auteur, non la clairvoyance et l'audace du futur chef. Seul le contact immédiat avec Lénine dans le travail courant laissait deviner sa nature, entrevoir son importance et c'est pourquoi un révolutionnaire déjà expérimenté, Alexéiev, fréquentant Lénine à Londres, pouvait dire à Trotski : « J'estime que pour la révolution, Lénine est plus important que Plékhanov. » Afin d'apprécier, — et avec vingt ans de recul, — la collaboration personnelle de Lénine à la presse social-démocrate anonyme, il a fallu l'édition de ses *Œuvres* et encore a-t-il été impossible à sa femme, à ses sœurs, à ses plus intimes collaborateurs de lui attribuer avec certitude la paternité de certains articles. La clairvoyance dont Staline a pu se targuer en l'occurrence ne doit donc pas faire illusion mais bien plutôt attirer l'attention sur l'arrière-pensée qui a pu l'inspirer.

« Quelque temps après, — continue Staline, — étant déjà déporté en Sibérie, c'était à la fin de 1903, je reçus une réponse enthousiaste de mon ami et une lettre simple, mais profondément substantielle de Lénine qui avait pris connaissance de ma lettre par mon ami. Le billet de Lénine était relativement court mais donnait une critique hardie, intrépide, de la pratique de notre parti et un exposé remarquablement clair et bref de tout le plan de travail du parti pour la plus prochaine période. Lénine seul savait écrire sur les choses les plus embrouillées aussi simplement et clairement, brièvement et hardiment, de façon que chaque phrase ne parle pas mais fait balle. Ce billet simple et hardi me fortifia encore dans la conviction que nous avons en la personne de Lénine l'aigle des montagnes de notre parti. Je ne puis me pardonner d'avoir livré au feu cette lettre de Lénine, avec beaucoup d'autres lettres, par habitude de vieux conspirateur. » (Traduction littérale, laissant à Staline la responsabilité des métaphores comme de la pensée.)

L'in vraisemblance éclate dans le fait que Staline, selon tous ses biographes attitrés, n'est resté qu'un mois en Sibérie, lors du premier exil ; or, l'échange de correspondance par voie clandestine entre l'Occident et le Baïkal eût exigé bien davantage, à l'époque. De plus, il s'est évadé en cours de route, avant d'arriver à destination, du moins si l'on se fie au dictionnaire de V. Nevski ; il n'a donc pu donner d'adresse ni recevoir de lettre. Quant à la prétendue habitude de vieux

conspirateur, elle n'a pas privé l'Institut Lénine de milliers de manuscrits, lettres, copies, brouillons, projets, fragments, etc., — héritage sur lequel pèse un contrôle jaloux. De tout cela, il reste que Staline a cru nécessaire de faire remonter ses relations avec Lénine à une date antérieure à la vraie, comme pour parer préventivement une attaque.

Si fastidieux que puisse paraître, hors du milieu restreint des spécialistes, l'examen d'un détail si mince, on ne pouvait l'éviter car il s'agit de ces prétextes qui, à Moscou, servent à motiver les plus âpres querelles intestines. En outre, la disparition non fortuite de données biographiques essentielles sur Staline, l'impossibilité absolue pour les habitants de son pays de porter témoignage et d'établir contradictoirement les faits contraignent de mettre bout à bout des bribes, quitte à les interpréter en connaissance de cause. Il en est de Staline comme d'autres personnages discutés de leurs contemporains ou mis en question par la postérité : on ne saurait ni le croire sur parole, ni le contredire par système. Le scrupule historique impose seulement de vérifier ses dires et de rechercher, le cas échéant, les motifs de ses altérations.

La social-démocratie n'avait pas d'existence effective en Russie, au moment où Koba vivait ses premiers mois de prison. Sa fondation formelle au petit comité de Minsk, cinq ans auparavant, se réduisit en raison des circonstances à un simulacre, geste de pionniers dont la valeur symbolique ne suppléait pas aux réalités d'un parti. Mais les progrès continus de l'industrie, le développement du prolétariat, la répétition des grèves, la multiplication des cercles rendaient de plus en plus nécessaire une organisation centrale embrassant tous les groupes isolés, coordonnant leurs efforts dispersés, un parti apte à entraîner la multitude, à l'encadrer dans son action instinctive. Cette organisation allait bientôt entrer en scène.

Le véritable congrès constitutif du « parti social-démocrate ouvrier de Russie », précédé de longs pourparlers préparatoires, s'ouvrit à Bruxelles en juillet 1903 mais, troublé par la police, dut se transporter à Londres. Sur 58 délégués dont 14 avec voix consultative, il n'y avait que 4 ouvriers et encore ne les fit-on pas venir sans peine. Le fait est notable car, de l'aveu ultérieur des principaux protagonistes, la pléthore d'intellectuels explique pour une grande part l'épuisante subtilité des discussions interminables de l'émigration socialiste.

Le congrès ne tint pas moins de trente-sept séances, plus d'innombrables conciliabules à côté. L'ordre du jour comportait vingt questions dont plusieurs, comme celle du programme, en impliquaient beaucoup d'autres et exigèrent différents votes, sans compter les scrutins de procédure. De la complexité infinie de ces controverses parfois élevées, de ces classifications souvent éphémères où même les initiés ont peine à s'orienter et qu'une littérature historico-polémique considérable (en quantité) a encore embrouillé et obscurcie de mille variantes, erreurs ou omissions, où manque l'exactitude sténographique, pullulent les sous-entendus, abondent les mobiles inavoués, — il faut tenter de dégager le strict nécessaire à l'intelligence des suites.

Les *iskristes*, en majorité dans l'assemblée, firent bloc d'abord, notamment contre le Bund qui voulait garder son indépendance dans une organisation fédérative. Mais sur le premier article des statuts, ils se divisèrent en deux fractions presque égales, 28 voix du côté de Martov, 23 pour Lénine. À défaut de définition politique valable, on appelait ceux-ci les « durs », ceux-là les « mous », pour les caractériser d'après leur tempérament. À quelques voix près, la majorité oscilla tantôt, à droite, tantôt à gauche. Finalement, quand l'élection des organes directeurs posa les questions de personnes, Lénine, grâce au départ des congressistes les plus modérés, eut le dessus par 19 voix contre 17 et 3 abstentions mais la minorité refusa de s'incliner. Le parti était virtuellement scindé. Désormais, la social-démocratie comptera deux grandes fractions distinctes, celles des majoritaires, (*bolchéviks*), celle des minoritaires (*menchéviks*), sans parler de ceux qui se tenaient en dehors, comme Riazanov.

Si le rôle de Lénine devait être décisif pour l'issue du congrès et ses lendemains, Plekhanov domina intellectuellement les débats. À la commission du programme, qu'il présida, il « éclairait la nombreuse réunion comme un vivant feu d'artifice de science et d'esprit », — lit-on dans les mémoires de Trotski. « Le salut de la révolution est la loi suprême », dit-il en séance plénière, commentant le programme du Parti où figuraient comme revendications essentielles l'Assemblée constituante élue au suffrage universel, les libertés de conscience, de parole, de presse, de réunion, le droit de grève, l'inviolabilité de la personne. « Si le salut de la révolution exigeait la limitation temporaire de tel ou tel principe démocratique, il serait criminel d'hésiter... L'hypothèse est admissible où nous, social-démocrates, serions contre

l'universalité du suffrage... Le prolétariat révolutionnaire pourrait limiter les droits politiques des hautes classes de même que celles-ci ont autrefois limité les siens. » Comme s'il prévoyait le sort de la future Constituante, il déclara : « Si le peuple, dans un élan d'enthousiasme révolutionnaire, élisait un très bon Parlement, nous devrions essayer d'en faire un *Long Parliament* ; mais si les élections s'avéraient malheureuses, nous aurions à tenter de le dissoudre, non au bout de deux ans, mais si possible de deux semaines. » Ces paroles se gravèrent dans la mémoire de Lénine. Sur la peine de mort, enfin, Plékhanov mit le congrès en garde contre une position trop absolue en évoquant l'éventualité où la révolution aurait à supprimer le tsar et quelques grands seigneurs...

À l'une des premières séances, Trotski avait fait dans l'esprit général de l'*Iskra* une intervention très appréciée ; Riazanov l'appelait alors « gourdin de Lénine ». Ensuite, bien que spontanément « dur » par excellence, il inclina de plus en plus vers les « mous ». Une aversion instinctive de Plekhanov à son égard n'y était probablement pas étrangère. Sa fidélité à la rédaction traditionnelle du journal, en particulier à Axelrod et Véra Zassoulitch l'attachait à la minorité. Mais sans doute sa ligne de conduite s'explique-t-elle aussi par le simple fait qu'un homme politique ne peut être à vingt-quatre ans ce qu'il sera en pleine maturité. Plekhanov avait alors quarante-sept ans, Lénine trente-trois. Le savoir et l'expérience fortifiaient l'ascendant de leur éminente personnalité. Ce n'était pas un faible mérite que leur tenir tête avec une argumentation originale.

Le programme du Parti prévoyait déjà la dictature du prolétariat, ainsi définie : « La révolution sociale a pour condition indispensable la dictature du prolétariat, *c'est-à-dire la conquête par le prolétariat d'un pouvoir qui lui permette d'écraser toute résistance des exploiters.* » Pour Trotski, cette dictature ne deviendrait possible que si la social-démocratie et la classe ouvrière étaient prêtes à s'identifier : « Elle ne sera pas la prise du pouvoir par des conspirateurs mais le règne politique de la classe ouvrière organisée, formant la majorité de la nation. » Conception évidemment inacceptable pour les « durs »... En prévision d'accords tactiques avec les libéraux, Trotski était contre Lénine pour la plus large formule, celle de Potressov.

Quand la démarcation se fit entre bolchéviks et menchéviks, Trotski soutint résolument ceux-ci. L'article premier des statuts proposé par

Lénine admettait comme membre du Parti « quiconque professe son programme et soutient le Parti non seulement matériellement mais encore par sa participation personnelle à une de ses organisations ». Martov y opposait un texte identique avec cette nuance : « ...et lui apporte un concours personnel régulier sous la direction d'une de ses organisations ». L'antagonisme s'affirma sur ces mots. Axelrod se référait à l'exemple de la *Volonté du peuple* pour soutenir que les éléments les plus dévoués devaient s'entourer d'une catégorie de membres moins actifs. Autrement dit, le Parti pouvait considérer comme siens les « sympathisants » non affiliés formellement à l'organisation. « Nous sommes les interprètes conscients d'un processus inconscient », disait Martov pour définir le Parti. « Plus largement sera répandue l'appellation du membre du Parti, mieux cela vaudra. Nous ne pourrions que nous réjouir si chaque gréviste, chaque manifestant répondant de son action peut se dire membre du Parti. »

Plékhanov prit fait et cause pour Lénine. Je n'avais pas d'idée préconçue, dit-il en substance, mais plus je réfléchis aux paroles prononcées ici, plus ferme est ma conviction que « la vérité est du côté de Lénine ». Il n'y a pas d'obstacle insurmontable à l'entrée au Parti d'un vrai révolutionnaire. « Quant aux messieurs qui ne veulent pas adhérer, nous n'avons pas besoin d'eux. » Seuls les intellectuels hésiteront par individualisme à s'inscrire au Parti mais tant mieux, car ce sont habituellement des opportunistes... Trotski donna la réplique, dans le sens de Martov : « J'ignorais qu'on pût dresser contre l'opportunisme un exorcisme statutaire... Je suis loin de donner aux statuts une signification mystique. »

En répondant aux contradicteurs, Lénine fit d'abord une constatation rassurante : « Je ne considère nullement notre désaccord comme si essentiel que la vie ou la mort du parti en dépende. D'un mauvais article de statuts, nous ne mourrons pas. » Mais il n'en maintint pas moins fermement son texte. « Trotski n'a rien compris à la pensée fondamentale de Plekhanov », affirma-t-il, précisant en ces termes : « Ma formule rétrécit-elle ou élargit-elle la notion de membre du Parti ? Elle la rétrécit, alors que celle de Martov la rend élastique. » De même, Trotski « a très mal interprété la pensée fondamentale de mon livre : *Que faire ?* en disant que le Parti n'est pas une organisation de conspirateurs... Il a oublié que j'ai proposé toute une série d'organisations de divers types, depuis les plus conspiratives

jusqu'aux plus relativement larges et lâches (*löse*) ». La classe ouvrière, ajoutait-il, doit travailler « sous le contrôle et la direction » d'un Parti et non s'identifier à celui-ci. « Notre tâche est de regrouper un cercle clandestin de dirigeants et de mettre en mouvement la plus grande masse possible. »

À Axelrod et à Martov, il répond : « Il nous est difficile au plus haut point, presque impossible, de distinguer les bavards de ceux qui travaillent. Sans doute n'y a-t-il pas de pays où ces deux catégories soient aussi mélangées, causent autant de confusion et de préjudice qu'en Russie. Dans la classe ouvrière comme dans l'*intelligentsia*, nous en souffrons cruellement et la formule de Marov légalise le mal. » En conclusion : « Chaque membre du Parti est responsable du Parti, et le Parti responsable de chaque membre. »

Battu par cinq voix, Lénine ne se découragea pas un instant, poursuivit avec ténacité son dessein et réussit enfin à obtenir deux voix de majorité relative pour réduire à trois membres la rédaction de l'*Iskra*. Martov refusa de faire partie avec Plekhanov et Lénine de ce triumvirat, la minorité ne prit pas part à l'élection du Comité central : c'était l'irréparable. Lénine ne voulut pas s'y résigner. Pour lui comme pour tous, la scission était une surprise et un malheur. Mais son intransigeance, intacte sur le fond, ne laissait pas espérer de conciliation. On se mit à parler déjà l'état de siège dans le Parti, d'accaparement de la direction, de dictature. À quoi Lénine répond froidement que ces grands mots ne lui font pas peur : « À l'égard des éléments instables et chancelants, nous avons non seulement le droit, mais le devoir de créer un état de siège. » Aux anciens, stupéfaits et indignés de l'audace du disciple émancipé, Plekhanov disait : « C'est de cette pâte que se font les Robespierre. »

Dans sa prison de Batoum, comment Koba réagit-il à la nouvelle de la rupture de Londres ? La note de police plus haut citée d'après la *Zaria Vostoka* le classe parmi les menchéviks de la première heure ; Staline ne l'a pas démentie et Trotski en tire argument contre lui. L'hypothèse paraît d'abord peu vraisemblable car les trois délégués du Caucase au congrès, Topouridzé (de Tiflis), Zoubarov (de Batoum), Knouniantz (de Bakou) s'étaient rangés d'emblée du côté bolchéviste. Jordania, menchévik de la première heure, était à Londres avec voix consultative mais resta deux ans à l'étranger. Cependant Koba, esprit lent et prudent, a pu subir l'influence de Kandelaki, son

proche compagnon menchévik de toujours, ou hésiter avant de rejoindre le camp des « durs » auxquels son caractère le destinait, — la possibilité n'en n'est pas exclue. D'ailleurs, l'information manquait aux simples militants. Et peut-être y a-t-il lieu de se demander si l'histoire suspecte de la lettre de Lénine brûlée n'eut pas pour objet de couvrir une difficulté par une fiction invérifiable. En tout état de cause, l'hésitation fut certainement de brève durée.

Les bolchéviks donnent à de tels détails une importance extraordinaire, sans la justifier. En 1903, personne ne se rendait un compte exact de la nature du conflit et Lénine même, en s'évertuant à réunir les fractions séparées, en s'efforçant de les associer dans le travail et dans l'action a suffisamment montré qu'il ne tenait pas la rupture pour définitive, les positions prises pour intangibles. L'évolution du Parti devait, par la suite, reclasser plusieurs fois les dirigeants, provoquer des séparations imprévues, des rapprochements imprévisibles. En Russie, les controverses de l'émigration apparaissaient confuses et vaines. Au Caucase plus spécialement, la scission fut longtemps intelligible. Partout l'unité de façade dissimulait la vérité au social-démocrate moyen. La véritable pierre de touche — la révolution — faisait défaut pour éprouver les hommes, vérifier les idées. N'est-il pas arbitraire, au surplus, de prétendre juger des individus par comparaison entre eux sans tenir compte de l'âge, de l'origine, du milieu, de l'éducation reçue, des diverses influences subies ?

Les exemples historiques ne manquent pas pour montrer l'inanité de ces critères rétrospectifs, notamment parmi les précédents que les bolchéviks affectionnent. Marat n'est pas entré dans la Révolution française comme républicain ; avant la chute de la Bastille, il partageait les illusions générales, espérait un despotisme éclairé, limité ; les premiers numéros de l'*Ami du peuple* sont d'un monarchiste libéral ; jusqu'au milieu de 1790, il a encore confiance dans le roi ; puis il se prononce contre l'hérédité, et en 1791 pour une restriction des prérogatives du trône ; au 10 août, il est encore favorable à une monarchie élective ; enfin, il accepte la République comme fait accompli. Robespierre, de même, admettait en 1792 diverses formes de souveraineté : « J'aime mieux voir une assemblée représentative populaire et des citoyens libres et respectés avec un roi qu'un peuple esclave et avili sous la verge d'un sénat aristocratique et d'un dictateur. Je n'aime pas plus Cromwell que Charles I^{er} et ne puis pas plus supporter le joug des

décemvirs que celui de Tarquin. » Un an avant le soulèvement armé de l'Amérique du Nord contre l'Angleterre et la guerre de l'Indépendance, Washington écrivait en 1774 : « L'indépendance n'est ni le vœu, ni l'intérêt de cette colonie, ni d'aucune autre sur le continent... » Et Jefferson en 1775 : « Il n'y a pas dans tout l'Empire britannique un homme qui chérisse plus cordialement que moi l'union avec la Grande-Bretagne. » Cromwell, avant la deuxième guerre civile, était encore favorable à la monarchie constitutionnelle avec Charles comme souverain... C'est au cours même des événements dans l'enchaînement des causes et des effets que s'offrent les solutions avec les problèmes à résoudre, que s'affirment les hommes de taille à les réaliser. Lénine le savait qui aimait la formule napoléonienne : « On s'engage et puis on voit. »

Il importe donc peu que Staline ait d'abord été menchévik. L'un et l'autre ont pris assez de responsabilités plus tard pour qu'on les puisse apprécier mieux que sur leurs tâtonnements de jeunesse. De plus, il y a bien des façons de prendre parti : entre autres comme meneur ou comme suiveur, par tactique ou par conviction. Koba ne pouvait encore être qu'un suiveur. Tout laisse croire qu'il s'est déterminé non pour quelque chose, mais contre quelqu'un. Quand il suivit Lénine, il lui eût été difficile de motiver ouvertement son inclination.

En janvier 1904, Staline échappé de Sibérie retourne à Tiflis. Son effacement lui permet d'y passer longtemps inaperçu, de travailler dans l'organisation provinciale de Transcaucasie. Toute une série de panégyristes lui attribuent pour mérite principal en cette période « une lutte acharnée contre le menchévisme ». Au vrai, le menchévisme n'existait pas encore et la social-démocratie géorgienne « conservait son unité, n'avait ni lutte intestine, ni scission », écrit Ph. Makharadzé », historien communiste de la révolution au Caucase. Assertion très imprudente à un autre titre, si l'on juge aux résultats, car l'effort de Koba devait aboutir aux conséquences les plus négatives : c'est en Géorgie que les menchéviks connurent les plus grands succès ; ils y gagnèrent même sans conteste la majorité de la population.

D'autre part, il suffit de consulter les mémoires, récits et documents relatifs au socialisme en Transcaucasie pour s'assurer que Staline, ni par sa présence, ni par son absence, n'a jamais influé en rien sur les événements. Il n'y a même pris à aucun moment une place tant soit peu visible. Particulièrement significatif est le minutieux « rap-

port » fait par Énoukidzé au club des vieux bolchéviks, en 1923, sur les imprimeries illégales au Caucase : Staline est nommé une fois en soixante pages et sans le moindre éloge. (Six ans après, le même Énoukidzé devait décrire des « fragments de souvenirs » spécialement destinés à affirmer que son supérieur hiérarchique « portera littéralement sur ses épaules toute la lutte contre les menchéviks au Caucase, de 1904 à 1908 ».) Les *Souvenirs* de S. Allilouiev, militant actif en Transcaucasie et devenu beau-père de Staline, mentionnent celui-ci incidemment une seule fois, dans une simple énumération. Plusieurs subordonnés de Staline, dans leurs mémoires, prononcent à grande-peine le nom de leur chef actuel sans parvenir à lui imputer une idée originale, un acte marquant et l'on essaierait en vain d'en extraire la plus infime caractéristique du personnage. Les chapitres des copieuses *Histoires* du Parti, toutes plus officielles les unes que les autres, ayant trait à cette époque ou à cette région, sont absolument muets à son égard.

Il y avait alors des bolchéviks et des menchéviks, assez comparables aux « chartistes de la force physique » et aux « chartistes de la force morales », mais pas encore de bolchévisme ni de menchevisme *. Un désaccord même irréductible sur la nomination d'une rédaction ne suffisait pas à établir des doctrines incompatibles. Les principes étaient partagés, le programme venait d'être adopté en commun. Mais l'antagonisme n'allait pas tarder à s'envenimer, les conceptions respectives à se différencier.

Le congrès avait été le point de départ des dissentiments et disputes d'une complication infinie. Pendant plus de quinze années, scissions, jonctions, démissions et combinaisons vont se succéder en s'entrecroisant. Il faudrait un ouvrage spécial pour en relater les péripéties, fût-ce en résumant au maximum. Seuls de véritables experts peuvent se reconnaître parmi tous ces comités, conseils, bureaux de fractions, groupes dissidents, ligues, unions, cooptations, conférences où les minoritaires sont en majorité, congrès où les majoritaires sont en minorité, fractionnements des fractions, bolchéviks de droite, men-

* Dans le mouvement populaire de revendication démocratiques dit *Chartism*, au cours des années 30 et 40 du siècle dernier en Angleterre, on discernait deux courants principaux : celui de la « force morale » qui tendait à convaincre par la persuasion ; celui de la « force physique » qui espérait vaincre par une action violente.

chéviks de gauche, unitaires, conciliateurs, extrême-droitiens, ultra-gauchistes, appoint ou défection des partis nationaux (polonais, letton, juif), naissance et disparition de journaux de nuances diverses et de titres semblables, pullulement d'innombrables sobriquets. On doit délibérément renoncer à la multiplicité des détails pour ne retenir ici que les grandes lignes.

À première vue, l'émiettement du Parti semblait le vouer à une impuissance définitive. Mais cet émiettement était *effet* avant de devenir *cause* et pouvait prendre fin dans une situation nouvelle. « Un parti s'avère comme un parti victorieux en se divisant et en pouvant supporter la division », écrivait Engels trente ans plus tôt, expliquant pourquoi « la solidarité du prolétariat se réalise partout en groupements de partis différents qui se livrent un combat à vie et à mort, comme les sectes chrétiennes dans l'Empire romain pendant les pires persécutions ». Aucune section de l'Internationale ne livra autant de luttes fratricides que celle de Russie, sans doute parce que nulle n'était aussi près de passer de la théorie à la pratique.

Cette guerre intestine n'avait pas été entreprise d'un cœur léger et ses champions, mus par une force impersonnelle, furent les premiers à en souffrir. Lénine en particulier était profondément affecté des suites de sa tactique. La fin de son amitié avec Martov lui fut très pénible, les désaccords ultérieurs avec Plekhanov devaient causer une véritable douleur. Au témoignage de sa compagne, Kroupskaïa, sa santé s'en trouva ébranlée. Il se ressaisit, pourtant, dans sa certitude d'avoir raison et fit face à l'adversaire, en consentant parfois des compromis pour gagner du temps sans renoncer à rien quant au principal. Il connut des heures de découragement et, même, songea à partir pour l'Amérique. Les bolchéviks s'interdisent toute allusion à ce genre d'épisodes comme si Lénine pouvait s'en trouver diminué. Il est superflu de chercher une justification historique à la lassitude individuelle mais si besoin était, deux cas au moins s'offriraient à l'esprit : Marat, en pleine révolution, croyant la partie perdue, quitta la France et une deuxième fois faillit repartir ; Cromwell avait l'intention, dans l'hypothèse où la « grande remontrance » n'eût pas été votée, d'abandonner l'Angleterre...

Comment la majorité devint minorité et *vice versa*, cela s'explique aisément : les menchéviks étaient les plus nombreux dans l'émigration ; les bolchéviks ayant quelques partisans de plus en Rus-

sie. Les propositions devaient se modifier par la suite. Lénine eut à vivre des heures difficiles à Genève dans les comités où il resta bientôt seul de son avis. Il avait voulu rétablir l'entente entre les deux fractions ; Plekhanov abondait dans le même sens, Martov aussi et Trotski également. Mais chacun comprenant la paix à sa façon, les tentatives des uns et des autres aboutirent au résultat contraire : excédé, Lénine finit par démissionner de l'*Iskra* qui passa aux mains des menchéviks temporairement renforcés de Plekhanov. « Robespierre est tombé », dit celui-ci. « Entre l'ancienne et la nouvelle *Iskra*, il y a un abîme », écrivait Trotski. Plekhanov se sépara des bolchéviks comme Trotski devait s'écarter des menchéviks l'année suivante. C'était déjà l'attitude de Riazanov et d'autres, moins connus, appelés social-démocrates tout court. Plekhanov se considérait comme « au-dessus des fractions », Trotski, alors plus modeste « hors des fractions ».

Martov voulait un parti « strictement centralisé » mais non pas composé de membres « renonçant volontairement ou non à raisonner ». Il croyait retrouver en Lénine les idées d'organisation de Lassalle d'où résulterait une dictature occulte des théoriciens. Dans ses brochures, il dénonce l'obéissance mécanique, l'état de siège et la terreur dans le Parti, accuse Lénine de formalisme bureaucratique, d'absolutisme, de jacobinisme, de bonapartisme. Axelrod, dans ses feuilletons de l'*Iskra* et ailleurs, reprenait ces arguments, parlait de centralisme autocratique, imputait à Lénine « l'étouffement systématique de l'initiative individuelle », lui reprochait de transformer les hommes en « rouages et vis » d'une machine. Lénine, se ressaisissant, répondit dans sa brochure : *Un pas en avant, deux pas en arrière*, où il attaque pour se défendre.

Selon lui, « le bureaucratisme contre le démocratisme, c'est le centralisme contre l'automatisme, c'est le principe d'organisation révolutionnaire par rapport au principe d'organisation opportuniste ». Toutes les accusations des menchéviks couvrent une corruption opportuniste ou anarchiste... Or ; dit-il citant Kautsky, son auteur de prédilection après Marx et Engels : « La démocratie n'est nullement l'absence de pouvoir ; elle n'est pas l'anarchie ; c'est la suprématie de la masse sur ses mandataires tandis que sous les autres formes de pouvoir, les pseudo-serviteurs du peuple sont en réalité ses maîtres. » Jacobinisme ? « Si Axelrod crie contre les jacobins, n'est-ce pas parce qu'il s'est trouvé en compagnie des girondins ? » Et il ne redoute pas

l'épithète car il est prêt à lui donner un contenu : « Le jacobin lié indissolument à l'organisation du prolétariat et conscient de ses intérêts de classe, — c'est le social-démocrate révolutionnaire. »

Cette définition alimentera longtemps les polémiques, débordant le cadre national. Elle a servi notamment de thème à Rosa Luxembourg, une des plus fortes personnalités du socialisme, pour sa réfutation parue dans la nouvelle *Iskra* (n° 69). Tout en inspirant le parti social-démocrate de Pologne et de Lituanie (fondé avant celui de Russie), Rosa Luxembourg participait activement au mouvement ouvrier d'Allemagne et de Russie. Par l'importance de ses travaux d'économie politique, de critique historique, de stratégie et de tactique révolutionnaires, par sa fermeté d'âme, son talent d'écrivain, sa valeur de propagandiste, elle pouvait jeter dans la controverse des arguments de poids. Critiquant la formule de Lénine, elle lui reproche une conception du social-démocrate jacobin extérieur à l'organisation du prolétariat alors que la « social-démocratie est le mouvement même de la classe ouvrière ». Ce n'est pas au moyen d'un statut, si sévère soit-il, que l'opportunisme peut être refoulé : « Rien ne livre aussi facilement et sûrement un mouvement ouvrier encore jeune aux caprices des intellectuels que son emprisonnement dans la cuirasse d'un centralisme bureaucratique. » Kautsky, très intéressé aux problèmes russes, se prononçait dans le même esprit, comme aussi un des plus remarquables écrivains marxistes du moment, Parvus.

Mais les coups les plus violents, sinon les plus efficaces seront portés par Trotski dont la brochure : *Nos tâches politiques* traite Lénine de « chef de l'aile réactionnaire de notre parti » et dénonce la « plate caricature de l'intransigeance tragique du jacobinisme ». Les méthodes léniniennes conduisent à une situation où « l'organisation du Parti se substitue au parti, le Comité central se substitue à l'organisation et enfin le dictateur se substitue au Comité central ». Elles doivent à la longue imposer aux socialistes la discipline de la caserne, puis le régime de la fabrique : « Le rigorisme en matière d'organisation opposé à notre opportunisme n'est rien d'autre que l'envers de la stupidité politique. » l'ex-« gourdin de Lénine » frappait avec vigueur celui qui l'avait manié naguère.

D'après Trotski, les questions d'organisation du prolétariat se résolvent spontanément au cours de la lutte politique. Les jacobins, écrit-il, « étaient des utopistes et nous voulons être seulement

l'expression des tendances objectives. Ils étaient idéalistes des pieds à la tête, nous sommes matérialistes de la tête aux pieds. Ils étaient rationalistes, nous sommes dialecticiens... Ils tranchaient les têtes, nous les éclairons par la conscience de classe ». Lénine veut guillotiner au lieu de convaincre : « Par la tactique des jacobin-bolchéviks, tout le mouvement international du prolétariat serait accusé de modérantisme au tribunal révolutionnaire et la tête léonine de Marx tomberait la première sous le couperet de la guillotine. » Trotski proteste contre l'intimidation en matière de théorie, contre la vérité orthodoxe préconçue : « Celui qui la nie doit être rejeté. Celui qui doute est près de nier. Celui qui questionne est près de douter... » En fait de dictature du prolétariat, « Maximilien Lénine » et les bolchéviks se représentent une « dictature sur le prolétariat ».

La controverse, à laquelle Koba eût été embarrassé de prendre part et dont Lénine assumait la charge à lui seul contre une pléiade de doctrinaires et d'écrivains sérieux, n'a rien perdu de son actualité : les mêmes arguments ont été échangés et développés durant un quart de siècle et se retrouvent dans les discussions ultérieures, plusieurs controversistes ayant changé de camp. On y constate dès l'origine du bolchévisme une hantise de la grande Révolution française à laquelle se sont constamment référés les bolchéviks, soit pour la prendre en exemple, soit pour en éviter le cours. On y discerne aussi en germe ce qui devait devenir à la fois force et faiblesse du parti de Lénine : la tendance à s'organiser et à agir en armée disciplinée capable d'exécuter avec ensemble un mot d'ordre mais toujours à la merci d'une erreur du chef et au risque d'une passivité intellectuelle contraire à sa mission théorique d'avant-garde exemplaire.

Plekhanov, enfin, prit décidément position contre Lénine. Non pas qu'il eût opté à proprement parler pour les menchéviks constitués en fraction ; le choix ne s'imposait pas en dilemme, les différends restaient confinés entre généraux sans troupes, la scission n'était pas ouvertement consommée bien que les deux principaux groupes, — aux idées distinctives encore imprécises et formés surtout par affinités personnelles, — agissent déjà en toute indépendance. Mais il croyait voir en Lénine un théoricien voué à l'isolement, dangereux par sa compréhension étroite et rigide du marxisme. Au-delà de leur accord au récent congrès, il pressent une accentuation extrême du centralisme des bolchéviks, aussi néfaste que l'excès contraire de la part des men-

chéviks. Après avoir dirigé l'*Iskra* avec Lénine, puis avec Martov, il va publier seul son *Journal d'un social-démocrate* et critiquer vertement les deux fractions rivales, les « frères ennemis ». C'est là qu'il prédit aux bolchéviks leur évolution vers une situation où « à la fin des fins, tout tournera autour d'un seul homme qui, *ex providentia*, réunira en lui tous les pouvoirs »...

Lénine, durement éprouvé par cette séparation qu'il ne croyait pas définitive, reprit courage après s'être assuré de nouveaux appuis. Le plus important était celui d'Alexandre Bogdanov, écrivain et savant, économiste et philosophe de grande culture et de haute conscience, renforcé du concours de ses amis Bazarov, Stépanov, Lounatcharski. Parmi les fidèles demeuraient Léonide Krassine, organisateur de l'action illégale et conspirateur accompli sous le couvert de son métier d'ingénieur, précieux à plus d'un titre mais notamment par ses relations dans la bourgeoisie libérale dont il tirait ses subventions pour le Parti ; Vorovski, Olinski, Litvinov, de moindre envergure mais dévoués auxiliaires. Avec leur aide, Lénine se résout à une lutte de longue haleine, crée le journal *Vperiod*, fait appel aux modestes militants de Russie contre les brillants leaders de l'émigration, réclame un nouveau congrès. Il avait déjà vu d'anciens marxistes, Pierre Struve en tête, l'auteur du premier manifeste du parti, se détourner du socialisme ; le Bund, initiateur de la social-démocratie en Russie, se détacher du parti commun ; la rédaction entière de l'*Iskra* se tourner contre lui. Il se sentait incompris dans l'Internationale. Mais on pouvait, on devait se remettre au travail ; le peuple recélait d'immenses réserves, l'avenir ménageait des possibilités incalculables ; les prodromes d'orage se répétaient en Russie où les prolétaires, sans souci des laboratoires de science sociale, passaient de la résistance à l'offensive et descendaient de plus en plus fréquemment dans la rue.

La grève de Batoum, à laquelle fut mêlé Staline en 1902, et ses suites violentes, — manifestations et répressions, — avaient eu des contrecoups dans plusieurs villes et jusqu'à Nijni au nord. Une forte crise industrielle et commerciale accompagnée de chômage intense précipitait alors la fermentation révolutionnaire. Chaque action économique prenait un aspect politique, suscitait des revendications républicaines et socialistes. À la fin de l'année une grève sans précédent éclate à Rostov, entraînant la totalité des travailleurs. Dans l'été de 1903, les ouvriers pétroliers de Bakou quittent le travail et leur

exemple gagne tout le prolétariat, de Tiflis à Batoum, la grève se généralise à Odessa, à Kiev, dans tout le Midi. Partout, collisions avec les gendarmes, les soldats, les Cosaques. Les associations ouvrières créées par le policier Zoubatov à l'effet de détourner le mouvement de toute opposition au régime échappent aux mauvais bergers (Lénine l'avait prédit, dans *Que faire ?*). Les social-démocrates du rang, malgré les déchirements des milieux dirigeants et sans souci de l'article premier des statuts, commencent à s'introduire dans les conflits sociaux, en saisissent parfois la direction, leur impriment une certaine orientation politique.

Dans les campagnes, la lueur tragique des incendies volontaires éclairait la détresse des paysans écrasés d'impôts et de redevances, condamnés à une demi-famine permanente et périodiquement décimés par la disette. L'abolition du servage avait été accomplie de façon à maintenir en pratique les affranchis sous la dépendance du seigneur terrien. Une sorte de féodalisme subsistait sous des formes particulières. Les émeutes du désespoir n'étaient pas rares, sauvagement punies par l'armée. Les peines corporelles existaient encore dans les villages comme dans les casernes. Le niveau de la technique agricole ne laissait pas espérer de meilleures récoltes à moins de restitution aux cultivateurs des terres possédées par les privilégiés. L'indigence de cette masse de consommateurs, leur faible capacité d'achat, limitant étroitement le marché intérieur, entravaient les progrès de l'industrie déjà contenus par de lourdes exigences fiscales.

Ainsi le tsarisme paralysait les forces productives de la nation et, à l'exception de petites castes parasites de la Couronne, toutes les classes étaient intéressées à son renversement. L'État, principal entrepreneur capitaliste avec ses banques, ses chemins de fer, son monopole de la *vodka* (eau-de-vie), avait besoin sans répit de nouveaux emprunts extérieurs, de nouvelles ressources budgétaires. Les intérêts de la dette et les dépenses militaires absorbaient plus de la moitié des revenus du Trésor. L'économie russe tout en contrastes, retardataire dans son ensemble, malgré l'importation d'une technique supérieure pour son industrie récente, plus concentrée qu'en aucun autre pays, ne pouvait plus se développer sans fait nouveau. Ce fut la guerre russo-japonaise.

Dans le passé, l'autocratie avait résolu bien des difficultés par la conquête. Mais après avoir rencontré les Anglais en Asie centrale, elle

se heurtait en Extrême-Orient au Japon, d'ailleurs lié par traité avec l'Angleterre. La guerre imposa un court temps d'arrêt au mouvement révolutionnaire mais bientôt mis en évidence la barbarie du régime, son impuissance, sa pourriture. Le « défaitisme », apparu déjà lors de la guerre de Crimée, s'affirma cette fois avec une grande ampleur dans la bourgeoisie libérale, les nationalités opprimées, les partis socialistes, et parmi les ouvriers, les paysans. Contre la Russie impériale, subissant défaite sur défaite, le jeune impérialisme japonais prenait presque figure de champion de la civilisation. Cette opinion très répandue en Europe trouva une expression outrée dans l'Internationale sous la plume de l'Anglais H. M. Hyndman qui célébrait la victoire du Japon à l'égal des plus grands faits de l'histoire et comme un pas décisif pour l'avenir du socialisme...

Les désastres de Mandchourie secouèrent la « société » russe, c'est-à-dire la bourgeoisie. Le courant démocratique, enhardi par de puissantes démonstrations ouvrières, tenta de se manifester dans les assemblées de *zemstvos* (conseils consultatifs provinciaux), dans des congrès, des banquets. La puissante critique évangélistique de Tolstoï minait le vieux régime despotique. Mais le libéralisme dépourvu en Russie de solide base sociale, représenté surtout par une *intelligentsia* devenue timorée, s'avouait vaincu avant de combattre. Les intellectuels radicaux et les étudiants courageux rallièrent le mouvement ouvrier, force cohérente essentielle avec laquelle le tsarisme eût à compter.

La social-démocratie n'était pas seule à prétendre diriger les éléments populaires. Le « parti socialiste-révolutionnaire », constitué à l'étranger en 1901, et composé de divers groupes, lignes et unions autonomes, allait tenir son premier congrès. Sa tendance générale était celle de l'ancien populisme révisé par Lavrov et Mikhaïlovski, influencé aussi de socialisme occidental, et sa principale caractéristique la lutte terroriste. En 1902, son « organisation de combat » avait inauguré une série d'attentats individuels, en principe réprouvés des social-démocrates, mais qui entretenaient pourtant une atmosphère révolutionnaire, exaltaient et stimulaient l'opposition au régime tsarien. Parmi ses figures représentatives, Michel Gotz, Guerchouni, Natanson, et des terroristes comme Karpovitch, Balmachev, Sazonov, Kaliaev se montrèrent dignes continuateurs de la tradition ressuscitée des *narodovoltsy*. Les marxistes considéraient comme des libéraux exas-

pérés, des démocrates armés de bombes, ces socialistes-révolutionnaires dont les plus énergiques devaient évoluer vers des extrêmes opposés, un Savinkov à droite, une Spiridonova à gauche.

En Pologne, à côté d'un parti social-démocrate de lutte de classe grandissait plus rapidement le « parti socialiste polonais » de lutte nationale, assez parent des socialistes-révolutionnaires par l'idéologie confuse et les méthodes terroristes. Dans les divers pays d'allogènes soumis à l'Empire, des groupements révolutionnaires nationalistes appuyaient le mouvement ouvrier et paysan : « activistes » en Finlande, « socialistes-fédéralistes » en Géorgie, comme ensuite les *dachnaki* en Arménie, les *moussavatistes* en Azerbaïdjan. Le gouvernement japonais, pour affaiblir la Russie à l'arrière des armées en favorisant les troubles intérieurs, proposa de l'argent et des armes à tous les partis subversifs ; seuls acceptèrent les activistes finlandais, les socialistes-fédéralistes géorgiens et la fraction la plus nationaliste du parti socialiste polonais dont le leader, Pilsudski, se rendit même au Japon pour y pactiser avec les ennemis du Russe oppresseur.

En décembre 1904, à Bakou de nouveau, éclate une grève qui rend les social-démocrates maîtres de la situation pendant plusieurs semaines et donne le branle à une recrudescence d'activité ouvrière. En janvier 1905, un incident aux usines Putilov entraîne une grève de solidarité qui s'étend à tout le prolétariat de la capitale. Là encore, l'association légale de Zoubatov avait dépassé les buts de son fondateur. Le 22 janvier, 200 000 ouvriers suivent le prêtre Gapone pour soumettre au Tsar une supplique contenant leurs revendications. Cette procession loyaliste et pacifique, mitraillée par les soldats, chargée par les Cosaques, finit dans un massacre et tourne à l'émeute. Il y eut des victimes par milliers. Le « dimanche sanglant » de Pétersbourg provoque un soulèvement général, une grève grandiose embrassant plus de cent villes. La révolution espérée de plusieurs générations, si souvent prophétisée et à laquelle tant de héros avaient sacrifié leur vie, avait commencé sans attendre le signal des révolutionnaires professionnels.

La social-démocratie était prise à l'improviste, les savantes considérations de ses docteurs déjouées par la spontanéité de l'explosion populaire. Les militants de Russie, sans distinction de tendance, se jetèrent dans le mouvement livré à lui-même, essayant de l'organiser,

de lui inculquer un programme socialiste. Les théoriciens de l'émigration reprirent de plus belle leurs controverses.

Lénine résumait les objectifs du moment en proposant de préparer l'insurrection armée, d'en fixer même la date. On se prépare à l'insurrection, répondait Martov en substance, mais l'insurrection ne se prépare pas. Pour Lénine, la révolution ne pouvait être décidée d'avance mais l'insurrection, oui, « si ceux qui la fixent ont de l'influence sur la masse et savent apprécier le moment avec justesse ». Aux raisonnements abstraits des menchéviks, il oppose un leitmotiv concret : « des armes ! » Son journal, *Vperiod*, publie les conseils pratiques de Cluseret, général de la Commune parisienne de 1871, aux insurgés, des instructions techniques sur la construction des barricades. Par ses lectures et des études approfondies, Lénine était quelque peu versé dans la stratégie insurrectionnelle, la tactique des combats de rue. Avant lui déjà, Plekhanov, élevé au collège militaire de Voronège, puis à l'école des junkers de Pétersbourg, avait publié un article sur ce thème. Tous deux étaient redevables à Marx et surtout à Engels de leurs notions sur la guerre civile. Les menchéviks à leur tour, grâce à la collaboration de Michel Pavlovitch, imprimèrent dans l'*Iskra* des schémas de barricades, de tranchées avec explications à l'appui. Trotski, laissant là les théories et conjectures, avait passé la frontière pour prendre part à l'action.

Alors que les socialistes inconnus se dépensaient sans tergiversations en Russie dans les grèves, les meetings, les démonstrations protestataires, — les états-majors à l'étranger restaient irréconciliables. En avril-mai 1905, les bolchéviks tiennent à Londres un petit congrès des « durs » comptant vingt délégués mandatés, les menchéviks à Genève une conférence. Les deux assemblées se contestent mutuellement, et avec raison, le droit de représenter le Parti. « Il n'y eut pas d'ouvrier au troisième Congrès, en tout cas pas un seul tant soit peu remarquable », dit Kroupskaïa dans ses souvenirs sur Lénine. Krasine y fit une intervention concertée avec Trotski, tant il est vrai que les démarcations étaient encore arbitraires. Staline n'était pas dans la délégation du Caucase qui comprenait Kamenev et Nevski, les Géorgiens Tskhakaïa et Djaparidzé ; s'il avait eu le rôle que lui attribue si tard Enoukidzé, cette absence serait inexplicable. Le congrès, sous l'influence de Lénine, se prononça pour la grève générale transformée en insurrection armée et l'instauration d'un gouvernement révolution-

naire démocratique auquel les bolchéviks devaient participer. Il reconnaissait d'une manière implicite le caractère factice ou prématuré de la scission en concluant à la nécessité d'unir les fractions et groupes social-démocrates.

La réunion des tronçons du Parti eût été d'autant plus naturelle que Lénine ne s'était jamais départi de son démocratisme intransigeant. En 1904, il avait écrit : « Nous sommes tenus d'appuyer tout démocrate, même bourgeois, dans la mesure où il se conforme au démocratisme ; nous sommes tenus de démasquer sans pitié tout démocrate, même socialiste-révolutionnaire, dans la mesure où il s'écarte du démocratisme. » On lit dans sa brochure : *Deux tactiques*, datée de 1905 : « Qui veut aller au socialisme par une autre route que la démocratie politique aboutira inmanquablement à des déductions absurdes et réactionnaires, tant économiques que politiques. » La même année, il définira ainsi sa conception : « Chacun est libre d'écrire et de dire ce qui lui convient, sans la moindre restriction... La liberté de parole et de presse doit être complète. » Les menchéviks n'auraient pu aller plus loin ; mais la divergence des voies et des moyens primait l'accord des principes.

Les réserves d'énergies révolutionnaire longtemps comprimée faisaient irruption en Russie sur tous les points, sans plan ni mots d'ordre : grèves sur grèves dans les villes, émeutes et pillages dans les campagnes, mutineries dans l'armée et dans la flotte, attentats à main armée un peu partout. Contre la réaction et ses ligues patriotiques, ses bandes nationalistes, ses Cent-Noirs antisémites fauteurs de pogromes, assassins de femmes et d'enfants, les ouvriers organisent des détachements de protection et de combat. Dans la foule des révolutionnaires sans étiquette, social-démocrates, socialistes-révolutionnaires, bundistes, anarchistes prêchent d'exemple sans pouvoir coordonner leur activité et s'entraident, en dépit des différences de tactique, au hasard des rencontres ou par instinct défensif contre l'ennemi commun. Les social-démocrates forment des comités mixtes ou fédératifs sans demander aucune permission à leurs leaders de fraction.

Le gouvernement, impuissant à briser toutes les attaques, à parer tous les coups, concentrait ses forces pour sauvegarder les positions essentielles du régime. L'armée vaincue sur les fronts d'Extrême-Orient était encore bonne à écraser un peuple privé d'armes. La grève

s'éteignait dans une série de centres industriels pour se rallumer dans d'autres. Les paysans dispersés sur une étendue sans limites bornaient leur action aux villages. Une sédition militaire où se fit connaître le menchévik Antonov-Ovséïenko, au camp de Nova Alexandria, fut vite étouffée, comme les mutineries de Sébastopol qu'un chef improvisé, le lieutenant Schmidt, socialiste modéré, paya de sa vie, comme resta isolée en mer Noire la révolte du cuirassé *Potemkine*, organisée par des menchéviks, comme fut matée ensuite une tentative à Cronstadt. La révolution se laissait battre en détail.

C'est en Pologne au début, au Caucase à la fin, que l'insurrection stimulée par le sentiment national opprimé atteignit son plus haut point. La grève de Varsovie, réplique aux fusillades de janvier à Pétersbourg, coûta près de cent morts sur les barricades, près d'un millier de blessés et de prisonniers. À Lodz, plus tard, les combats de rue laissèrent cinq cents morts sur le pavé. La *bojowka* de Pilsudski (organisation de combat), par escouades de cinq hommes décidés, harcelait policiers et Cosaques, exécutait des coups de mains meurtriers.

En Géorgie, la grève générale de réponse au « dimanche sanglant » entraîna toutes les classes de la population, se transforma en insurrection dans les campagnes. Les autorités tsaristes ne se maintinrent que dans les villes de garnison et sur la ligne du chemin de fer. Là, le parti social-démocrate menait le mouvement. Sous la direction de ses comités, les paysans purent créer leurs assemblées locales, confisquer des terres, remplacer les fonctionnaires, organiser une police armer leur milice : les Cent-Rouges. À Tiflis, les ouvriers provoqués par les violences des Cosaques ripostèrent méthodiquement avec des bombes, à l'heure fixée par le Parti. En décembre toute la province de Gourie, la plus révolutionnaire, était au pouvoir du peuple insurgé. La social-démocratie, seule force jouissant de la confiance populaire, réussit à s'interposer entre Arméniens et Tatares fanatiques, excités par les Russes à s'entre-détruire, — et à prévenir un carnage à Tiflis comme le Parti avait enrayé celui de Bakou en février.

Dans ces événements mémorables de la révolution en Transcaucasie, on a toujours peine à trouver trace de Staline. La plupart des ouvrages spéciaux ne le mentionnent pas. Si l'on parvient à relever son nom, c'est dans une énumération où rien ne le distingue des noms voisins ainsi dans la monographie de Ph. Makharadzé, pourtant publiée en 1927. De ce livre où l'historien bolchéviste a pu utiliser les maté-

riaux de la revue *Revolioutsiis Matiané* de Tiflis (annales de la Révolution) et les archives gouvernementales inédites, il ressort avec évidence que Koba, jusqu'en 1905, était encore à l'arrière-plan. Sa brochure : *Aperçu des divergences dans le Parti*, simple paraphrase en géorgien des formules de Lénine, passa inaperçue et depuis n'a pas été rééditée ce qui, dans un pays où les puissants ont propension à recueillir leurs écrits les plus insignifiants, ne laisse pas douter de l'opinion de l'auteur lui-même.

Les menchéviks, au surplus, faute de contradicteurs de taille, dominaient avec aisance en Géorgie. Makharadzé le constate en termes amers : « Au commencement de 1905, l'organisation social-démocrate unie jusqu'alors se scinda comme en Russie. Cependant, ce n'était encore que demi-mal. Le malheur consista en ce que les organes dirigeants du Parti passèrent entièrement à la position menchéviste. Cette circonstance prédéterminait le passage des masses à la même position. C'est ce qui arriva. » L'attitude pro-léninienne des délégués du Caucase au congrès de 1903 resta donc sans lendemain. Au retour de Jordania, le Parti dans l'ensemble conforma son attitude à la sienne. À l'exemple de Topouridzé, les « durs » Zourabov et Knouniantz devinrent menchéviks l'un après l'autre. Staline perdait son temps et sa peine.

Avant la scission, Lénine avait envoyé au Caucase un compagnon de déportation, Kournatovski, propagandiste de valeur dont le travail fut enrayé par un nouveau banissement ; évadé, Kournatovski s'expatria et mourut au loin ; tous les bolchéviks s'accordent à lui rendre hommage mais Staline s'abstient d'en parler dans ses souvenirs, comme s'il ne le connaissait point. Il ne nomme pas davantage Ketzkhoveli, militant énergique tué dans la prison de Bakou par une sentinelle, ni Postalovski, de Tiflis. Jamais il ne fait allusion à Krasine qui pourtant vécut à Bakou plusieurs années, y rendit maints services à ses camarades, entretenait la principale imprimerie clandestine, alimenta de « littérature » et d'argent le noyau bolchéviste. Il feint d'ignorer la plupart des personnalités social-démocrates qui ont personnifié le mouvement à Koutaïs et à Batoum, comme à Tiflis et à Bakou. Les silences de Staline ont parfois un sens.

En 1905, les mencheviks étaient en majorité dans l'organisation social-démocrate de tout l'Empire : 15 000 environ, dont un tiers au Caucase, contre 12 000 bolchéviks d'après Nevski ; Martov accorde

un chiffre sensiblement moindre aux partisans de Lénine (*Histoire de la social-démocratie russe*) et Boubnov, historien le plus récent et peut-être le plus officiel du bolchévisme, les évalue à 8 000. Sur un prolétariat industriel d'environ 3 millions d'individus, les social-démocrates en groupaient donc moins d'un centième, si l'on fait abstraction des intellectuels et selon les plus généreux calculs.

Cependant, bolchévisme et menchévisme commençaient à prendre corps comme politiques et tactiques divergentes, sinon encore comme doctrines. Il fallait des solutions aux problèmes nouveaux posés par une situation d'une mobilité extraordinaire. Partis et fractions allaient se confronter autrement qu'en paroles.

Le désarroi du pouvoir laissait naître une presse relativement libre, les éditions démocratiques et socialistes foisonnaient, des meetings populaires se multipliaient dans les universités. Les conspirateurs de toutes nuances sortaient de leurs tanières pour mettre à profit les possibilités d'agitation au grand jour tolérées *de facto*. Des « unions professionnelles » (syndicats ouvriers) s'organisent pour la première fois ouvertement. L'effervescence de l'opinion publique favorisait toutes les initiatives, les échanges de vues hors des petits cercles clandestins traditionnels.

En septembre 1905, une grève d'imprimeurs à Moscou amorce un mouvement de solidarité, le potentiel révolutionnaire se traduit par une nouvelle poussée. La grève gagne les chemins de fer en octobre, s'étend à tout le pays, devient une grève générale comme le monde n'en avait jamais vue. Dans plusieurs villes, le prolétariat élève des barricades, défie la police et l'armée. C'est le point culminant de la révolution. Sous cette pression gigantesque, le Tsar recule enfin et promulgue le manifeste constitutionnel d'octobre. La prévision de Plekhanov se réalisait, une première victoire sur l'autocratie était remportée par la classe ouvrière.

Au cours de la grève d'octobre à Pétersbourg, les menchéviks avaient lancé la proposition de constituer une députation des travailleurs en lutte et invité ceux-ci à élire un délégué par 500 ouvriers. L'idée avait été émise en juin et juillet dans l'*Iskra*, notamment par Dan, de former des « organes représentatifs de *self-government* révolutionnaire ». Les bolchéviks y étaient hostiles, opposant à ce mot d'ordre de « municipalités révolutionnaires » celui d'un « gouverne-

ment révolutionnaire ». De tels organes locaux, disait Lénine, peuvent être l'*épilogue* et non le *prologue* de l'insurrection. Mais l'initiative des menchéviks donnant satisfaction au besoin latent d'une « large organisation de classe hors parti » (expression de l'*Iskra*), les grévistes s'empressèrent de désigner leurs représentants dont la réunion en conseil devint le Soviet des députés ouvriers. Le menchévik Zborovski en fut le premier président. Après lui, Nossar-Khroustalev, socialiste sans-parti rallié dans la suite aux menchéviks, assumait le poste jusqu'à son arrestation. Un bureau de trois membres fut alors nommé, parmi lesquels Trotski. Il y eut des soviets analogues en province, le plus souvent simples comités de grève élargis, mais de moindre importance.

En l'absence de Lénine, toujours dans l'émigration, les cadres bolchévistes ne comprirent pas la signification du phénomène politique accompli sous leurs yeux. Dans leur simplisme, ils ne croyaient qu'à la vertu du parti, c'est-à-dire d'un étroit groupement hors duquel tout organisme ouvrier leur apparaissait comme une concurrence réactionnaire. De même ils considéraient avec indifférence, sinon avec dédain, les syndicats professionnels. Ils exigèrent du Soviet de Pétersbourg une adhésion explicite à la social-démocratie, qui l'eût privé de sa raison d'être. Les menchéviks, plus perspicaces sur ce point et plus près du peuple ouvrier, travaillaient avec ardeur dans les soviets comme dans les syndicats, y prenant une incontestable influence. Il fallut le retour de Lénine pour imposer à ses suiveurs une autre attitude. En polémiquant avec l'*Iskra*, Lénine ne s'était pas interdit de renoncer à sa formule pour saisir une possibilité nouvelle dans la réalité changeante.

Illustration saisissante de la tare originelle du parti bolchéviste : sans Lénine, il n'y avait pas de bolchévisme. Non que sa fraction n'eût jamais attiré d'hommes éminents, mais les Bogdanov, les Krasine devaient à tour de rôle s'en séparer comme auparavant Trotski, puis Plekhanov, lui laissant des comparses incapables de s'orienter seuls dans une situation imprévue. L'isolement de Lénine fait songer, sous bien des rapports, à Washington qui devait aussi compter exclusivement sur soi-même et dont les lieutenants, livrés à leur propre initiative, eussent compromis l'œuvre commune.

Avant de rentrer en Russie, en octobre 1905, Lénine avait écrit à Plekhanov : « Notre révolution balaie avec une rapidité surprenante

les divergences tactiques. Voici que se présente un terrain sur lequel l'oubli du passé, l'entente pour une œuvre vivante seront singulièrement facilités... » À Pétersbourg, il fonde avec Bogdanov et Kamenev un nouveau journal, *Novaïa Jizn*, édité par une actrice, Marie Andréieva, avec la collaboration d'écrivains de renom ; Gorki, Balmont, Léonie Andréiev. Les menchéviks publiaient de leur côté *Natcholo*, où Trotski et Parvus avaient licence de défendre une conception particulière, la « révolution permanente ».

« Nous avons toujours dit que la révolution n'affaiblira pas mais renforcera la bourgeoisie et donnera les conditions indispensables d'une lutte victorieuse pour le socialisme », avait déclaré Lénine au récent congrès de sa fraction. Dans *Deux tactiques*, il s'étend sur la même idée : « Les marxistes sont absolument convaincus du caractère bourgeois de la révolution russe. Qu'est-ce à dire ? Que les transformations démocratiques dans le système politique et les mesures économique-sociales devenues indispensables à la Russie ne signifient pas en soi la destruction du capitalisme, l'ébranlement du règne de la bourgeoisie, mais au contraire déblayeront vraiment pour la première fois le terrain à un large et rapide développement européen, et non asiatique, du capitalisme, rendront possible pour la première fois le règne de la bourgeoisie comme classe. » Tous les social-démocrates s'accordaient sur la définition générale. Mais les désaccords interviennent aussitôt après. Trotski et Parvus jugeaient la classe ouvrière seule capable de prendre et de garder le pouvoir, avec le soutien plus ou moins actif des paysans ; la social-démocratie devait donc prétendre à la succession du tsarisme ; mais en exerçant l'autorité, elle s'engagerait par nécessité dans des réalisations socialistes qu'une révolution internationale pourrait seule consolider ; la révolution devait être par conséquent ininterrompue, permanente, universelle et se maintenir par la dictature du prolétariat.

Pour les menchéviks, au contraire, hantés par le schéma des révolutions occidentales, la bourgeoisie seule pouvait et devait prendre le pouvoir. Si la social-démocratie s'y risquait, elle irait au désastre de la Commune de Paris, la Russie n'étant pas mûre pour une transformation socialiste. Le prolétariat aurait donc à soutenir de l'extérieur le parti de la bourgeoisie avancée, celui des constitutionnels-démocrates ou « cadets » créé en 1905. Les menchéviks citaient Engels : « Pour le chef d'un parti extrême, le pis est d'être obligé de prendre le pouvoir à

une époque où le mouvement n'est pas encore mûr pour la domination de la classe qu'il représente et pour les mesures que réclame cette domination. »

Selon Lénine, enfin, il s'agissait de renverser non la bourgeoisie, mais l'autocratie, d'établir non la dictature socialiste de la classe ouvrière, mais une dictature démocratique du prolétariat et des paysans ». Car il y avait en Russie « une énorme population paysanne et petite-bourgeoise capable de soutenir la révolution démocratique mais pas encore la révolution socialiste ». Lénine réproche les absurdes conceptions demi-anarchistes sur la réalisation immédiate du programme maximum, sur la conquête du pouvoir pour une transformation socialiste ». Une dictature révolutionnaire ne pourrait durer qu'avec l'appui de l'immense majorité du peuple ; le prolétariat étant minorité en Russie, c'était se payer de phrases, comme Trotski et Parvus, que de prévoir son avènement politique. La perspective s'offrait donc de « fonder une république démocratique comme forme ultime de domination bourgeoise et la plus appropriée à la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie ». À cette fin, les bolchéviks devraient éventuellement siéger aux côtés des bourgeois libéraux dans un gouvernement provisoire.

Martov se déclarait très proche de ce raisonnement général, dont il loue le « réalisme » dans son *Histoire*, mais il repoussait par purisme doctrinal l'éventualité d'une participation au pouvoir capitaliste comme compromettante. Ainsi Lénine faisait figure d'opportuniste, Martov d'intransigeant et Trotski d'utopiste d'extrême-gauche... Rosa Luxembourg inclinait vers la thèse de la « révolution permanente » que critiquait, en revanche Franz Mehring, historien et théoricien du socialisme allemand. Vingt ans plus tard, A. Ioffe, ancien Menchévik devenu collaborateur de Lénine, écrivait de son lit de mort à Trotski : « Je vous ai souvent déclaré avoir entendu, de mes propres oreilles, Lénine reconnaître qu'en 1905, ce n'est pas lui, mais vous, qui aviez raison. Devant la mort, on ne ment pas, et je le répète à nouveau maintenant... » L'histoire départagera les survivants d'un débat qui se poursuit encore dans la logomachie à la faveur d'apparences trompeuses.

Le gouvernement de Nicolas II interrompt brutalement, pour un temps, les dissertations et supputations sur les « forces motrices » de la révolution en exerçant son reste de puissance en décembre, alors

que le mouvement ouvrier déclinait après une année de guerre civile où la même avant-garde tint toujours le premier rang. À Pétersbourg, le Soviet dont Trotski avait été le porte-parole infatigable fut supprimé après cinquante-deux jours d'existence, ses membres emprisonnés ; avant de disparaître, il avait lancé son Manifeste financier répudiant d'avance les emprunts accordés au Tsar « en guerre ouverte contre tout le peuple ». À Moscou, une insurrection où, cette fois revenaient aux bolchéviks l'initiative, l'organisation et l'audace, où moins de 2 000 ouvriers dont 500 social-démocrates tinrent tête à la garnison renforcée, fut écrasée après neuf jours de combat. Au Caucase, des renforts de toutes armes eurent raison des insurgés, l'artillerie mit fin à la « République de Gourie ». Principales étapes d'une défaite présageant la revanche future : « Sans la répétition générale de 1905, notre victoire de 1917 eût été impossible », a écrit Lénine.

La révolution s'épuisait sans pouvoir porter le coup décisif faute de simultanéité dans l'attaque, de solidarité consciente entre les villes et les campagnes, de coordination des forces élémentaires déchaînées, faute d'organisation et de direction. Ses efforts décousus se brisaient contre l'armée en majorité passive ou fidèle au vieux régime. Mais la bourgeoisie avait manifestement révélé son impuissance politique. Ses intellectuels révolutionnaires s'étaient confondus, au cours de la lutte, dans le prolétariat. Tous les partis socialistes sortaient trempés de la mêlée, grandis par le prestige sinon toujours par le nombre. L'anarchisme n'avait pas résisté à l'épreuve. Enfin, la grève d'octobre laissait un grand exemple, le Soviet de Pétersbourg une leçon inoubliable.

Aucun théoricien n'avait prévu les soviets ni leur rôle futur. Les menchéviks peuvent se flatter d'avoir le plus contribué à leur création mais n'en surent pas tirer tout le parti possible. Les bolchéviks eurent peine à s'adapter au fait accompli, sauf Lénine qui, après réflexion, entrevit les éventualités de l'avenir... « Le passage de la direction du soviét de Khroustalev à Trotski sera un immense pas en avant... », dit-il sans marchander l'estime à un adversaire qui donnait sa mesure. Les soviets de province, à Moscou, Rostov, Novorosiisk, Bakou, Odessa, etc., se trouvèrent en général sous l'influence des menchéviks. Celui de Novorosiisk mérite une mention spéciale pour s'être mis à la tête d'une république locale éphémère. (Des républiques de ce genre existèrent aussi en Lettonie.) Seul, le soviét de Bielostok fut aux

maines des socialistes-révolutionnaires et des anarchistes. Le retour offensif de la réaction balaya tous les soviets mais leur souvenir devait subsister dans la conscience ouvrière.

Durant la révolution de 1905, Lénine se tint dans l'ombre. Il n'était pas l'homme des actions d'éclat, mais du travail persévérant et efficace à longue échéance. Au surplus, les bolchéviks en général furent révolutionnaires et les menchéviks se montrèrent plus vifs et actifs, plus remuants et entreprenants, peut-être parce que moins encombrés de théorie dogmatique. Plekhanov s'avéra désorienté devant les événements, assimilé par l'Europe occidentale, presque étranger aux luttes pratiques de son parti ; le fait de ne pas même rentrer en Russie et son commentaire après l'insurrection de Moscou : « Il ne fallait pas prendre les armes », témoignent assez d'un détachement de l'œuvre vivante » à laquelle l'avait convié Lénine. On peut dire, avec Lounartcharski, que de tous les leaders social-démocrates, Trotski « se montra sans conteste, malgré sa jeunesse, le mieux préparé, le plus affranchi d'un certain esprit étroit d'émigration et qui gênait alors même Lénine... Il gagna le plus, au sens « popularité », dans la révolution où, ni Lénine, ni Martov, ne gagnèrent rien. Plekhanov, lui, perdit beaucoup... Dès lors, Trotski fut au premier plan ». En Géorgie, la social-démocratie traditionnelle avait acquis et exercé une autorité unanimement reconnue ; une génération nouvelle, dont I. Tseretelli, s'était révélée, continuatrice du groupe initial de Jordania.

De Staline, il n'y aurait rien à dire s'il n'avait été convoqué, pour la première fois, à une conférence des bolchéviks à Tammerfors. Convoqué, car il ne pouvait être à proprement parler *délégué* d'une organisation ralliée aux menchéviks. Il fit alors réellement connaissance de Lénine. À défaut de procès-verbaux de la réunion, les mémoires de participants ne lui prêtèrent aucun rôle, aucune intervention. Dans ses souvenirs sur Lénine, il s'est exprimé à ce sujet en termes assez caractéristiques :

« J'ai rencontré pour la première fois Lénine en décembre 1905 à la conférence des bolchéviks, à Temmerfors, en Finlande. J'espérais voir l'aigle des montagnes de notre parti comme un grand homme ; grand non seulement politiquement mais, si l'on veut, physiquement, car Lénine se dessinait dans mon imagination sous l'aspect d'un géant, de belle taille et représentatif. Quelle ne fut pas ma désillusion en voyant l'individu le plus ordinaire, au-dessous de la taille

moyenne, ne se distinguant en rien, littéralement en rien, des mortels ordinaires. Il est admis qu'un « grand homme » doit habituellement arriver en retard aux réunions afin que les assistants attendent d'un cœur défaillant son apparition, que les membres de la réunion avertis-sent avant l'apparition du grand homme : « Chut... silence... il vient. » Cette cérémonie ne me semblait pas superflue car elle en impose, inspire l'estime. Quelle ne fut pas ma désillusion en apprenant que Lénine était venu à la réunion avant les délégués et, oublié quelque part dans un coin, tout simplement tenait conversation, la plus ordinaire des conversations avec les plus ordinaires délégués de la conférence. » etc.

La suite est du même ton, de même niveau, de même essence. Elle n'apprendrait rien de plus au lecteur. Le fond, bien digne de la forme, se passe de commentaire. Et l'on se demanderait dans quel ordre d'idées Koba a pu se faire apprécier de Lénine si les années consécutives à la révolution de 1905, époque de réaction politique et de retraite socialiste, n'allaient lui permettre, enfin de montrer ce dont il était capable.

Bibliographie

J. STALINE, Discours à la soirée des élèves-officiers du Kremlin en mémoire de V. I. Lénine (Sur Lénine, recueil de souvenirs), M., 1924.

C. ALFASSA, La crise agraire en Russie, P., 1905. — S. ALLILOUIEV, Mes souvenirs, *Kr. Liet.*, n^{os} 5 et 8, Pétr., 1923. — L'année 1905, recueil, M., 1925. — E. AVENARD, Le 22 janvier nouveau style, P., 1905. — P. AXELROD (Dans les archives de) Berlin, s. d. — M. CHAKHNAZARIAN, Le mouvement paysan en Géorgie et la social-démocratie, M., 1906. — Conférence des organisations ouvrières s-d. du Caucase, Genève, 1905. — Congrès (Deuxième) du P.O.S-D.R., procès-verbaux, Rééd. L., 1924. — Congrès (Troisième) ordinaire du P.O.S-D.R. en 1905, procès-verbaux, M., 1924. — Décembre 1905 à Krasnaïa Presnia, Recueil, s. d. — Deux années, Recueil d'articles de l'*Iskra* (P. Axelrod, T. Dan, V. Zassoulitch, L. Martov, Martynov, Parvus, G. Plekhanov, Starover, N. Trotski, etc.), I et II, St-P., 1906. — A. ENOUKIDZÉ, Histoire de l'organisation et du travail des imprimeries illégales du P.O.S-D.R. au Caucase de 1900 à 1906, *Prol. Rev.*, n° 2 (14), M., 1923. — K. Felman, La révolte du *Potemkine*, L., 1927. — Pope GAPONE, Mémoires, P., 1906. — P. GORINE, Esquisses sur l'histoire des soviets, etc., M., 1925. — M. Gorki, Sur les événements du Caucase, Genève, 1905. — E. IAROSLAVSKI, Courte histoire du P.C.R., M., 1930. — Insurrection de Moscou en 1905, recueil, M., 1919. — *Isvestia* du Soviet des députés ouvriers, St-P., 17 oct.-14 déc. 1905, réimp., L., 1925. — V. KALANDADZÉ, Le mouvement révolution-

naire en Gourie, St-P., 1906. — L. KAMENEV, L'histoire du P.C. en Russie et V. Lénine, M., 1919. — K. KAUTSKY, Les Slaves et la révolution, *Iskra*, n° 18, mars 1902 ; Les conséquences de la guerre russo-japonaise, St-P., 1905 ; L'ouvrier américain et l'ouvrier russe, St-P., 1906 ; La question nationale en Russie, s.l. 1906. — V. LEVITSKI, Esquisse historique du développement du P.O.S-D.R., M., 1917. — A. LOUNATCHARSKI, Silhouettes révolutionnaires, M., 1923. — R. LUXEMBOURG, La grève en masse, le Parti et les syndicats, Gand, 1910. — « Majorité » ou « minorité » ? Trad. du géorgien, Genève, 1905. — Ph. MAKHARADZÉ, esquisses du mouvement révolutionnaire en Transcaucasie, s.l. (Tiflis), 1927. — L. MARTOV, La lutte contre l'« état de siège » dans le P.O.S-D.R., Genève, 1904 ; La cause ouvrière en Russie, St-P., 1906. — A. MARTYNOV, Deux dictatures, 2^e éd., Pétr., 1917. — P. Maslov, critique des programmes agraires, M., 1906 ; Le mouvement paysan en Russie, M., 1923. — Matériaux sur l'histoire du mouvement révolutionnaire russe, Lettres de P. B. Axelrod et de J. O. Martov, Berlin, s.d. — V. MEDEM, La social-démocratie et la question nationale, s.l., 1906. — P. MILIOUKOV, La crise russe, P., 1907 ; Une année de luttes, St-P., 1907. — Moscou en décembre 1905, M., 1906. — V. NEVSKI, histoire du P.C.R., 2^e éd., L., 1926. — PARVUS, En quoi différons-nous d'avis ? Genève, 1905 ; La Russie et la révolution. St-P., 1906. — Parti (Le) au Caucase, Recueil : Vingt-cinq ans de lutte pour le socialisme, Tiflis, 1923. — P.C.R. (Le) dans les résolutions de ses congrès et conférences, 2^e éd., M., 1924. — B. PRAVDINE, Journées révolutionnaires à Kiev, Genève, 1903. — N. POPOV, Esquisse d'hist. du P.C. de L'Union Soviétique, fasc., I, M., 1931. — Première (La) année de la Révolution russe, Résumé des événements, jour par jour, P., 1906. — M. RAFES, Esquisse d'histoire du mouvement ouvrier juif, M., 1929. — Rapport de la délégation du P.O.S-D.R. au Congrès socialiste international d'Amsterdam, Genève, M., 1904. — Rapports des comités s-d. au deuxième Congrès du P.O.S-D.R., M., 1930. — Révolution (La) et le P.C.R. dans les matériaux et documents, t. III, L'année 1905, M., s.d. — RIAZANOV, les questions successives de notre mouvement, Genève, 1905 ; le 19 février, Genève, 1905. — F. SEMENOVITCH, Le lieutenant Schmidt, L'amiral rouge, M., 1917. — V. SIÉROV, Tactique et fortification dans l'insurrection populaire, Genève, 1905. — Soviet (Histoire du) des députés ouvriers de St-Pétersbourg (Articles de L. Trotski, A. Kousovlev, G. Khroustalev-Nossar, V. Zvezdine, etc.), St-P., s.d. (1906). — A. Spiridovitch, Le mouvement révolutionnaire en Russie, fasc. I, Le P.O.S-D.R., St-P., 1914. — A. Stopani, Les années 1905-1907. *Prolet. Rév.*, n° 9 (44). M., 1925. — D. SVERTCHKOV, Nossar Khroustalev, L., 1925 ; À l'aube de la révolution, 3^e éd., L., 1925. — V. TCHERNOV, Le prolétariat et la paysannerie travailleuse, M., 1906. — N. TROTSKI, Nos tâches politiques, Genève. 1904. ; Notre révolution ; St-P., s.d. ; 1905, 2^e éd., M., 1922. — L. TROTSKI, Ma vie, essai d'autobiographie, Berlin, 1930 ; La révolution permanente, Berlin, 1930 ; Œuvres, t. II, Notre première révolution, M., 1925. — V. VAGANIAN, G. Plekhanov, M., 1924. — V. VOLOSSÉVITCH. La plus courte histoire du P.C.R., M., 1926. — Comte WITTE, Mémoires, P., s.d. — G. ZINOVIEV, Les origines du P.C.R., Pétr., 1920 ; Histoire du P.C.R., M., 1923.

Staline.
Aperçu historique du bolchévisme.

IV

UN RÉVOLUTIONNAIRE PROFESSIONNEL

Après la première révolution. — L'unité social-démocrate. — Le congrès de Stockholm. — Nouvelles dissensions entre bolchéviks et menchéviks. — La Douma. — Lénine et le boycottage des élections. — Les *boïéviki*. — Expropriations et attentats. — La petite guerre de partisans. — Le Centre bolchéviste. — Krassine. — L'affaire de Tiflis. — Kamo. — Staline et le terrorisme bolchéviste. — Tsintsadzé. — Pilsudski. — Le congrès de Londres. — Staline à Bakou. — Staline en prison. — Staline à Pétersbourg. — Scission définitive dans la social-démocratie. — Bolchévisme et menchévisme. — Déclin de la révolution. — Tendances, fractions et groupes. — La question d'argent. — Bogdanov. — Le parti bolchéviste. — Staline membre du Comité central. — Staline en Autriche. — Malinovski. — Staline déporté en Sibérie. — Policiers et provocateurs. — Bibliographie.

[Retour à la table des matières](#)

La révolution de 1905, dit Trotski, a montré que l'histoire n'avait pas de lois d'exception pour la Russie. Ce pays de développement social très lent et attardé traversait à son tour les étapes franchies par les États capitalistes les plus avancés. La thèse des slavophiles reposant exclusivement sur les particularités nationales semblait condamnée. Mais les analogies qui permettaient aux russes d'éclairer le présent et en partie l'avenir de leur pays grâce à l'expérience occidentale

n'effacent pas les traits distinctifs. Il faut précisément avoir en vue ces éléments dont l'influence a déterminé le cours historique original de la Russie contemporaine.

Nulle part l'État n'était aussi centralisé ni ne jouait un rôle aussi important dans la transformation économique. « En Russie, l'État est tout », écrivit en 1895 Combes de Lestrade, comparant l'organisation du pays à « une vaste usine centralisant dans ses ateliers les activités et les forces de tous les habitants, sans en excepter un seul ».

L'intervention de l'État était attendue comme l'impulsion principale au progrès industriel. « C'est en effet le véritable testament de Pierre le Grand que de faire de notre pays, riche en terres, en hommes et en céréales, un pays riche également en industrie » : ainsi s'exprimait le professeur D. Mendéléiev. Les perspectives d'industrialisation escomptaient toujours l'aide gouvernementale plus que l'initiative privée.

Par ses investissements massifs, la finance étrangère concourait à développer l'industrie la plus concentrée du monde. Outre les milliards prêtés à l'État, 80 % des capitaux venaient de l'extérieur. Les statistiques du temps révèlent déjà une proportion d'usines employant 1 000 travailleurs plus forte qu'aux États-Unis et en Allemagne. De son point de départ très bas, la production augmentait par saccades plus rapides qu'en Amérique, sans pour cela satisfaire les besoins de la consommation. Un parallèle constant s'imposait dès lors « entre la plus grande République et le plus vaste Empire de l'univers », expression de C. de Lestrade. À cette concentration industrielle correspond le rassemblement de la classe ouvrière dont la provenance paysanne et la brusque croissance offraient une matière sociale vierge à l'empreinte des théories révolutionnaires.

Ce prolétariat venait de payer d'environ 15 000 morts, 20 000 blessés et 80 000 emprisonnés ses premières conquêtes politiques, la diminution de la journée de travail, l'élévation des salaires, un droit syndical de fait sinon légal. Mais son élite avait surtout pris conscience de sa force et de ses faiblesses, compris l'utilité des partis et des syndicats. Toutes les variétés de socialisme se répandaient dans la population laborieuse ; d'après N. Roubakine, la diffusion des ouvrages à tendance socialistes s'éleva en 1905-1907 à quelques soixante millions d'exemplaires.

La social-démocratie devint un grand parti atteignant en 1906 plus de 150 000 adhérents, dont la moitié dans les groupements nationaux, malgré sa situation demi-illégale. Contre les « généraux » acharnés à se différencier, l'armée ouvrière de la révolution exigeait et imposa l'unité social-démocrate, au moins formelle. Après avoir éludé l'année précédente une entremise d'August Bebel, faite au nom du socialisme allemand et de l'Internationale, en faveur de la fusion des fractions, Lénine dut suivre le courant. De toute évidence, le bolchévisme ne pouvait encore prétendre à une existence indépendante, ni comme idéologie, ni comme parti. Un congrès d'union se tint à Stockholm en 1906 ; les menchéviks, indéniable majorité, prirent la direction officielle du mouvement.

Staline, sous le nom d'Ivanovitch, était dans l'assemblée comme délégué de la province de Tiflis. Par quel subterfuge s'était-il procuré son mandat dans une région pour ainsi dire entièrement aux mains des menchéviks ? En réalité, il ne représentait que l'infime poignée des bolchéviks locaux, trop faibles sous tous les rapports pour tenir tête au socialisme géorgien traditionnel mais assez rusés pour constituer un groupe inconnu et s'en réclamer au congrès, profitant de l'esprit de conciliation du moment. Il fit trois courtes interventions, d'une simplicité primaire, et qu'il n'a jamais osé reproduire : la première, sur la question agraire, réfutée en deux mots par Dan, en faveur du partage des terres comme étant conforme aux vœux des paysans (les bolchéviks préconisaient alors la nationalisation du sol, les menchéviks la municipalisation) ; la deuxième, sur la tactique générale, passée inaperçue et concluant au dilemme : « Ou l'hégémonie du prolétariat, ou l'hégémonie de la démocratie bourgeoise », tout à fait contraire au point de vue bolchéviste ; la troisième, sur le problème du parlement ; contre toute participation aux élections, au moment même où Lénine révisait sa tactique dans le sens opposé.

Rien ne montre mieux l'inexistence d'un bolchévisme plus ou moins conséquent en dehors du cerveau de Lénine. Tout bolchévik livré à lui-même s'écartait de la « ligne » propre à sa fraction. Mais les trois brefs discours en question, pleins d'assurance, voire de certitude, n'empêchait pas Staline de voter avec ses amis, sauf sur le dernier point où il s'abstint, car la solidarité liait les hommes par leur tempérament et sous l'ascendant personnel de Lénine plus que par les

idées. Il fallut des années d'action commune et bien des crises pour unifier tant soit peu les vues des « jacobins » du prolétariat.

Cependant les fractions survivaient, avec leur discipline particulière et leur masse intermittente, chacune ayant ses divergences intérieures, ses sous-tendances, ses dissidents. En règle générale, la « droite » inclinait à s'adapter au mouvement populaire spontané, la « gauche » à le capter pour le diriger. Tous prévoyaient un regain proche d'offensive ouvrière et paysanne. Les menchéviks furent les premiers à se rendre compte du déclin de la révolution ; en conséquence, ils voulaient donner le pas à l'action légale, soutenir le parti bourgeois le plus avancé, renforcer l'autorité de la Douma. Les bolchéviks, au contraire, attendaient une recrudescence imminente de la révolution, erreur classique de l'optimisme révolutionnaire. Ils escomptaient une grève générale suivie d'insurrection, visant au renversement de l'autocratie, à la convocation d'une Constituante. Les uns et les autres comprenaient la nécessité d'alliances politiques pour un prolétariat encore faible ; mais les menchéviks comptaient avant tout sur la bourgeoisie libérale, les bolchéviks sur les paysans sans terre.

Leurs polémiques se réfèrent souvent à la révolution de 1848 et les positions respectives sont définies par les dates : 1847 ou 1849 ? Autrement dit : veille ou lendemain de la révolution ? Les bolchéviks se croyaient à la veille d'une poussée décisive (1847) les menchéviks au lendemain d'une demi-défaite (1849). Ceux-ci avaient hâte de travailler « à l'européenne », ceux-là persistaient dans leur activité *spécifiquement russe*, c'est-à-dire commandée par les circonstances de temps et de lieu, selon leur interprétation.

Lénine voyait dans la révolution russe « deux guerres sociales distinctes et hétérogènes : l'une au sein du régime autocrate-féodal actuel, l'autre au sein du futur régime bourgeois-démocratique ». Il fallait, pensait-il, mener de front une triple lutte : théorique, politique, économique. En vue de l'insurrection prochaine, il étudie alors et critique en détail les combats de décembre à Moscou, s'informe de l'utilisation des barricades, du rôle de l'artillerie, des nouveaux engins révélés par la guerre russo-japonaise (comme la grenade à main). Il rappelle le mot de Marx : « L'insurrection est un art », donc un art à apprendre, et il presse les ouvriers de former des groupes de trois, cinq ou dix volontaires, leur donne des instructions, des conseils.

« La bataille est proche », assure-t-il en s'illusionnant sur la proximité de la date. Il souligne la nécessité de « créer une *organisation militaire* à côté des soviets, pour les défendre, pour organiser l'insurrection sans laquelle resteraient impuissants tous les soviets et tous les élus des masses populaires ». Cette idée se réalisera, mais dix ans plus tard. Inlassable, il tient en haleine ses partisans : « Rappelons-nous que le jour approche de la grande lutte de masse. Ce sera l'insurrection armée. Elle doit être, dans la mesure du possible, simulée. Les masses doivent savoir qu'elles se lancent dans une lutte par les armes, sanglante, sans merci. Le mépris de la mort doit les pénétrer et assurer la victoire. Pousser l'offensive avec la plus grande énergie ; pour mot d'ordre, l'attaque, non la défense ; pour objectif, l'extermination implacable de l'ennemi... »

En attendant se posait d'abord la question prosaïque de la participation au parlement. Le premier projet de Douma, boycotté par tous les partis révolutionnaires et démocratiques, n'aboutit à rien. Le second, basé sur un suffrage restreint et indirect, à trois degrés fut mis en application. Les divers partis socialistes boycottèrent les élections, assurant la victoire des « cadets » (monarchistes constitutionnels). Les menchéviks, disposés à utiliser la campagne électorale, au moins aux deux premiers degrés, à leurs fins d'agitation et de propagande, n'avaient pas résisté au sentiment général, mais leur prépondérance était si forte au Caucase que cinq candidats social-démocrates y furent néanmoins élus. Les Géorgiens menaient déjà une politique autonome. Ainsi Jordania et ses compagnons devinrent les porte-parole de tout le Parti à la première Douma.

Le succès politique de Géorgie fit regretter aux menchéviks leur abstention et ils se mirent à préconiser résolument la participation aux élections. Lénine était d'accord avec eux. À Tammefors, il n'avait admis le boycottage que sous la pression de la conférence. Staline a rapporté cet épisode dans un de ses discours :

« Les débats s'ouvrirent, les provinciaux menèrent l'attaque, les Sibériens, les Caucasiens, et quel n'est pas notre étonnement quand, à la fin de nos discours, Lénine intervient et déclare qu'il était d'avis de prendre part aux élections mais comprend s'être trompé et se range à l'opinion de la fraction. Nous étions stupéfaits. Cela produisit l'impression d'une décharge électrique. Nous lui fîmes une grandiose ovation. »

Lénine se laissait rarement influencer par ses suiveurs. Le cas pouvait se présenter, pourtant, si les renseignements locaux sur l'état d'esprit du peuple devaient former son jugement, à propos de tactique. En cette occasion comme dans la plupart, il eut à le regretter. « Ce fut une erreur », a-t-il écrit quinze ans après. Mais à l'époque, il refusa d'en convenir ; tout en conseillant de changer d'attitude en raison de conditions nouvelles, il justifiait le passé. Staline était parmi ceux qui incitèrent le Parti à commettre cette « erreur ».

Quand la Douma fut dissoute, Lénine sentit la nécessité de réagir avec vigueur contre la tendance au boycottage. À Stockholm, il avait indiqué son opinion en votant une proposition des menchéviks du Caucase de participer aux élections complémentaires, sans hésiter à se séparer de camarades comme Staline obstinés dans l'« erreur ». Sur ce thème, il allait écrire plusieurs articles persuasifs, puis livrer de sévères polémiques pour tenter de convaincre sa fraction, tant il attachait d'importance à l'action légale, sans renoncer du reste au travail clandestin. Bien au contraire, la conspiration, les menées souterraines, le terrorisme, les opérations armées les plus dangereuses prirent alors un développement sans exemple. Sur ce plan nouveau, Staline devait trouver l'emploi de ses dons naturels.

L'énergie révolutionnaire n'avait pas été brisée par la répression. Tandis que le pouvoir fusillait sans rémission les rebelles dans l'armée et dans la flotte, écrasait les émeutes à la campagne par de véritables expéditions punitives, les *droujiny* intrépides — détachements de combats issus des divers partis de révolution — poursuivaient leur action, d'autant plus hardie que le peuple donnait plus de signes de lassitude. De leur mission défensive initiale, les *boiéviki* (militants armés, francs-tireurs) passaient à l'attaque, suivant l'exemple des lanceurs de bombes caucasiens, des *bojowcy* polonais. Attentats meurtriers contre des policiers, des Cosaques, des agents gouvernementaux, expropriation à main armée de fonds publics ou privés commencent à se multiplier.

Les « expropriations », saisie par la force de sommes d'argent soit détenues par des banques, bureaux de poste, magasin d'État, soit transportées par trains-courriers ou fourgons, etc., mais à l'occasion aussi appartenant à ses particuliers, devinrent une pratique fréquente

en 1906 et 1907. Le mot *ex* par abréviation, passa même dans la langue. En règle générale, de telles opérations n'allaient pas sans fusillade, donc sans victimes de part et d'autre. Mais les révolutionnaires, avec le bénéfice de l'initiative, de la surprise, de leur mobilité extrême, réussissaient le plus souvent à se tirer indemnes de ces agressions, embuscades et coups de main. Les gardiens de caisses, civils ou militaires, pris à l'improviste, succombaient nombreux dans cette guérilla. En revanche, les *boïéviki* prisonniers risquaient la potence pour banditisme.

Les expropriations avaient pour objet essentiel de fournir des ressources aux groupements révolutionnaires. Les petites *ex* servaient surtout à l'entretien des expropriateurs. Mais en se généralisant, le phénomène échappait de plus en plus au contrôle des organisations. Aux équipes volantes de combat se mêlaient des éléments troubles, non désintéressés, indisciplinés, opérant pour leur propre compte. Des signes de dégénérescence, crimes de droit commun, actes de terreur contre l'habitant, se répétèrent au grand discrédit du mouvement. Bandes et bandits, portés à rançonner la population plutôt qu'inquiéter les autorités, jetaient la suspicion sur la « guerre de partisans ». Il devint difficile de distinguer entre les *ex* de toutes sortes et certaines formes de brigandage. Le parti social-démocrate ne pouvait passer outre à ce danger imprévu.

Au congrès de Stockholm, une résolution fut prise condamnant le vol, l'expropriation des biens particuliers et dépôts bancaires privés, les contributions forcées, la destruction d'édifices publics et de voies ferrées, mais admettant sur l'insistance des bolchéviks les confiscations de fonds du Trésor dans les localités où existerait un pouvoir révolutionnaire et sur son ordre. Car Lénine approuvait les *ex* tout en réprouvant, certes, leur « déviation apache » et pourvu que s'exerçât le contrôle du Parti sans défaillance. Le congrès avait reconnu « la fatale nécessité d'une lutte active contre la terreur gouvernementale et les violences des Cents-Noirs », donc les actes visant à tuer l'ennemi, tout en prescrivant d'éviter d'« attenter à la propriété personnelle des citoyens paisibles ».

Ainsi la social-démocratie empruntait en partie leur tactique aux socialistes-révolutionnaires, lesquels avaient eux-mêmes renoncé à l'appliquer après le rescrit constitutionnel d'octobre. Le congrès de Londres en 1903 avait pourtant voté une motion d'Axelrod contre les

socialistes-révolutionnaires, dénonçant entre autres leurs procédés terroristes comme aventuriers. Deux ans plus tard, Plekhanov proposa de s'associer à leur action, de s'inspirer de leurs méthodes mais il se heurtait à l'opposition irréductible de Martov. Les menchéviks, soucieux d'« européenisme », répugnaient à la violence systématique, aux attentats individuels. La tradition terroriste des *narodovoltsy* et de leurs descendants se prolongea et s'exacerba dans l'aile d'extrême-gauche du parti socialiste-révolutionnaire, dire « maximaliste », qui devint une ligue indépendante, signalée par des exploits audacieux. Anarchistes et bolchéviks étaient leurs émules.

« ... C'est sous la raison sociale de l'« anarcho-communisme » qu'ont été commis chez des particuliers une grande partie de ces innombrables vols et brigandages qui, dans cette période de dépression, de défensive momentanée de la révolution, se lèvent comme une vague fangeuse », a écrit Rosa Luxembourg. Assertion erronée car toutes les variétés de révolutionnaires fournirent leur contingent de *boïéviki* et d'expropriateurs. Au Caucase où dominait la social-démocratie, 1 150 actes terroristes ont été commis de 1904 à 1908, statistique publiée par Ph. Makharadzé ; les socialistes-fédéralistes et les bolchéviks, peu nombreux mais très actifs, en eurent leur large part. En Lettonie, le parti social-démocrate organisait méthodiquement des *ex* et délivrait des quittances. En Pologne, le parti socialiste de Pilsudski, rival des social-démocrates, agissait de même

Les anarchistes avaient quelques groupes et cercles mais seulement dans un petit nombre de localités. « La patrie de Bakounine devait devenir le tombeau de sa doctrine », dit Rosa Luxembourg en montrant que la révolution russe impliquait « une liquidation historique de l'anarchisme » ; mais sa formule sur l'anarchisme « enseigne idéologique de la canaille » est un excès de polémique générale de la bourgeoisie, de la mainmise sur les moyens de production par la collectivité (notamment dans ses *Paroles d'un révolté* et la *Conquête du pain*), désavoue les *ex* partielles et individuelles. Par contre, Lénine les admettait à certaines conditions. À Pétersbourg, un groupe anarchiste prêcha bien la terreur et le pillage des boutiques sous le nom d'« action directe » mais les bolchéviks n'avaient besoin d'aucune influence pour opérer à leur gré. Les accusations d'anarcho-blanquisme, expression très impropre venue des menchéviks, ne purent les détourner de leur façon d'agir.

Lénine en convenait, « ces procédés de lutte sociale ont été adoptés de préférence, et même presque exclusivement, par les éléments les plus misérables de la population, va-nu-pieds, *lumpen-prolétariat*, groupes anarchistes ». Mais cela lui paraissait inévitable dans l'époque donnée. « On nous dit : la guerre de partisans rapproche le prolétariat conscient des bas-fond, des gueux, des ivrognes. C'est vrai. Mais il faut en conclure seulement que ce moyen doit être subordonné à d'autres, employé dans une juste mesure par rapport aux moyens principaux, ennobli par l'influence éducatrice et organisatrice du socialisme. »

La marxisme, écrivait-il en substance, admet les méthodes de lutte les plus variées, ne les *invente* pas mais les *généralise*, donne un expression consciente aux procédés surgis spontanément ; hostiles aux recettes de doctrinaires, aux découvertes des « fabricants de systèmes » en chambre, le marxisme ne désavoue aucune forme de lutte et, loin de *faire la leçon* aux masses, *se met à leur école*. Or la guerre de partisans est née spontanément en réplique aux méfaits des Cents-Noirs, de l'armée, de la police. Tout ce qui est spontané est nécessaire, aurait pu dire Lénine pour se résumer.

Sous le couvert de cette justification théorique, et en dépit des décisions prises à Stockholm, les bolchéviks s'efforcèrent à leurs risques et périls de tirer profit des circonstances, de l'initiative belliqueuse des *boïéviki* de leur bord, parfois de complicité avec ceux d'un autre camp. Leur fraction, organisée en pleine indépendance vis-à-vis des instances régulières du parti, était dirigée secrètement par un Centre bolchéviste selon la conception de Lénine sur les révolutionnaires professionnels. Sous la direction occulte de la *troïka* (trio) Lénine-Krassine-Bogdanov, elle cherchait à se procurer le plus possible d'armes et d'argent.

Le « bureau technique » du Comité central à Pétersbourg pouvait fournir cent cinquante bombes par jour ; des soldats, retour de Mandchourie, vendaient leurs fusils aux cheminots. Cela ne suffisait pas. Les besoins matériels étaient immenses pour une organisation de révolutionnaires professionnels qui se préparait à une insurrection prochaine. Les cotisations du Parti ne comptaient guère. Krassine et Gorki étaient les principaux pourvoyeurs de fonds, grâce à leurs relations dans la bourgeoisie libérale, les milieux littéraires et artistiques ; par leur intermédiaire, des capitalistes du textile, entre autres S. Morozov,

donnèrent des subsides appréciables. Mais la *profession* de révolutionnaire étendue à un parti, tout au moins à ses cadres, exigeait bien davantage ; les *ex* apportèrent l'aliment principal à la caisse du Centre bolchéviste.

Krassine n'était pas seulement « ministre des Finances » de la fraction. C'est lui qui dirigeait la fabrication des explosifs, les achats et transports d'armes, les cours d'instructeurs « bombistes », qui inspirait et ravitaillait l'équipe de combat du Caucase. Arrêté en Finlande, il échappa de justesse à la pendaison. En Allemagne, plus tard, au service de la firme Siemens-Schuckert comme ingénieur de haute qualification et au service illégal des bolchéviks comme conspirateur non moins qualifié, d'une énergie et d'un sang-froid à toute épreuve, il prit part aux entreprises dites les plus « délicates » pour assurer au Parti les ressources indispensables à l'activité souterraine insurrectionnelle. Bogdanov, l'écrivain, le philosophe, l'économiste, était mêlé de très près aux opérations des *boïéviki* de l'Oural. Lénine menait tout, de haut et de loin.

1906 fut une année mémorable d'*ex* et de terrorisme. À Moscou, un groupe de vingt socialistes-révolutionnaires force une banque (mars), emporte un butin de 875 000 roubles. À Douchet, province de Tiflis, six socialistes-fédéralistes déguisés en soldats saisissent (mars) 315 000 roubles que les bolchéviks confisquent par ruse. En Pologne, les *bojowcy* de Pilsudski attaquent simultanément dans plusieurs villes les soldats et les policiers, en tuent par dizaines (août) ; la social-démocratie polonaise dut protester contre cet assassinat en séries de simples recrues. De concert avec les « maximalistes », le « bureau technique » bolchéviste de Pétersbourg contribue à faire sauter la villa du ministre Stolypine (août), puis à piller une voiture de la banque d'État (octobre). Les maximalistes avaient fait une *ex* retentissante au détriment d'une société de crédit mutuel, à Pétersbourg, le coup fameux de *Fonarny péréoulouk* dont la presse parla longtemps. Le seul mois d'octobre vit 121 actes terroristes, 47 combats avec la police et 362 expropriations. En quatre mois, 2 118 représentants ou fonctionnaires du régime furent tués ou blessés, après plus de 2 000 en dix-huit mois. Le général-gendarme Spiridovitch signale le pillage de la banque d'État à Helsingfors comme « une opération avec laquelle ne peut rivaliser que l'expropriation de Tiflis en 1907. »

Toute la lumière n'est pas faite encore sur les dessous de ces exploits légendaires. Vingt ans plus tard, à la mort de Krassine, un des « anciens » du bolchévisme, l'ingénieur G. Krijanovsli, écrira : « Même à présent, l'heure n'est pas venue de déchiffrer complètement le travail souterrain de Léonide Borissovitch... » Mais dans un autre article, après allusion à des typographies clandestines et à des travaux de sape sous la prison de Boutyrki, il parle à mot couverts des liens qui unissaient Krassine, alias Nikititch, au *boïévik* caucasien Kamo, célèbre par le pillage d'une banque à Tiflis » et certaines « explosions expérimentales de bombes macédoniennes dans les rochers de Finlande ». Un historien communiste moins discret, M. Liadov, inscrit à l'actif de Krassine-Nikititch la création du laboratoire où des bolchéviks préparaient leurs divers explosifs : « Il suffit de dire que l'engin qui fit sauter la ville de Stolypine dans l'île Aptekarski et les bombes lancées *Fonarny péréoulouk* avaient été fabriquées sous la direction de Nikititch »... Le même raconte aussi : « Les plans de toutes les expropriations organisées par ce dernier [Kamo] à Kvirilli, à la trésorerie de Douchet, sur la place d'Erivan, furent établis et concertés avec Nikititch. » L'affaire dite de la place d'Erivan ne fait qu'une avec celle de Tiflis dont il est question dans Spiridovitch comme d'un record.

En effet, l'*ex* de Tiflis, la plus « grandiose » selon l'expression consacrée, sorte de chef-d'œuvre du genre, éclipsera toutes les précédentes par l'ampleur dramatique et la perfection de la réussite. Ce sera le titre principal de Staline à la considération des dirigeants de la fraction. Militant provincial soumis aux directives du triumvirat mystérieux, révolutionnaire professionnel par excellence, incapable encore de s'élever dans la hiérarchie du Parti par la sélection intellectuelle mais prêt à tout pour servir sa cause en jouant un rôle grandissant, Koba avait trouvé des conditions propices à faire valoir la trempe de son acier.

Cependant, devant la dégénérescence évidente des *ex* en banditisme et l'aggravation des abus corrupteurs, un nouveau congrès général de la social-démocratie tenu à Londres en 1907, et où les bolchéviks furent cette fois en majorité, avait condamné catégoriquement comme désorganisatrice et démoralisatrice « toute participation ou aide aux opérations de partisans et aux expropriations », avait ordonné de dissoudre les équipes de combat reliées au Parti. Un grand nombre de bolchéviks, alarmés de la tournure que prenait la petite guerre ci-

vile, s'étaient séparés de Lénine en l'occurrence pour soutenir les menchéviks. Staline assista au congrès, avec voix consultative. Mais pour les révolutionnaires professionnels du bolchévisme, la discipline de fraction primait celle du Parti et les ordres de Lénine tenaient lieu de morale politique. Quelques jours après le retour en Russie des congressistes de Londres, l'affaire de Tiflis éclata, c'est le cas de le dire, comme une bombe.

« Tiflis, 26 juin.

« Aujourd'hui, dans le square Erivan, situé au milieu de la ville, et au moment où cette place fourmillait de monde, dix bombes ont été lancées les unes après les autres. Elles ont fait explosion avec une grande force.

« Entre chaque explosion, des coups de fusil et de revolver retentissaient. Les cheminées, les portes et les vitres ont été brisées ou se sont écroulées. La place est couverte de débris. Il y a eu de nombreux tués et blessés. Les autorités ont aussitôt obligé le public à s'éloigner et ont interdit l'accès de la scène de la catastrophe. »

Telle est la dépêche confuse (et fort mal écrite) parue le 27 juin 1907 dans le supplément du *Temps* et complétée le lendemain par ces quelques lignes encore imprécises :

« Le vol était le mobile de l'attentat d'Erivan dont nous avons rendu compte dans *le Petit Temps* d'hier. Les auteurs de l'attentat ont réussi à dérober 341 000 roubles dans la voiture du Trésor. »

Le *Novoié Vrémia* des jours suivants rapportait l'affaire avec plus de détails mais incertains, mêlés de commentaires indignés contre les « héros de la bombe et du revolver » : huit bombes suivies de coups de feu répétés, auraient été lancées des toits successivement sur deux « phaétons » escortés de Cosaques et transportant une forte somme à la Banque d'État (341 000 roubles, soit environ 170 000 dollars au pair, environ 850 000 francs-or) ; on comptait trois tués et plus de cinquante blessés, soldats ou passants inoffensifs, car l'affluence était grande à 10 h 45 du matin ; il s'ensuivit une panique indescriptible, accentuée par le fracas des glaces de magasins et des vitres d'alentour volant en éclats ; la foule se réfugiait dans les boutiques dont on ferma précipitamment les devantures ; deux voitures suspectes avaient été remarquées, l'une occupée par deux femmes, l'autre par « un individu habillé en officier » ; les agresseurs, peut-être au nombre de cin-

quante, avaient disparu sans laisser de traces... « Il se passe vraiment le diable sait quoi », gémissait le *Novoié Vrémia* sur ce pillage d'une témérité inouïe ». Bientôt, la police communiquait dans tous les pays les lettres et les chiffres des billets de 500 roubles « expropriés ».

Effectivement, deux femmes avaient participé au coup, deux camarades du parti social-démocrate : Patsia Goldava et Annette Solamlidzé. Et le pseudo-officier était bien le chef de l'équipe des *boieviki* en personne, Ter-Pétrossian dit Kamo, le sous-chef plutôt, car la direction régionale des opérations revenait à Staline, lui-même aux ordres de la *troïka* suprême.

Il faut connaître la vie extraordinaire d'un Kamo pour comprendre quels dévouements inappréciables ont fait la force des bolchéviks tenus en main par un Lénine. Natif de Gori, comme Staline dont il devint le fidèle auxiliaire et qui lui donna son surnom, fils d'Arméniens Simon Ter-Pétrossian (familièrement Senko) a pu être comparé par un historien communiste à Rob-Roy, le héros médiéval de Walter Scott, et par un publiciste contre-révolutionnaire à Rocambole.

Avant la révolution, il servait la social-démocratie en assumant les plus rebutantes besognes, les missions les plus difficiles et périlleuses. Arrêté, évadé, insurgé, capturé puis tourmenté par les Cosaques dont l'un voulait lui trancher le nez, obligé de creuser lui-même sa tombe et deux fois hissé à la potence, emprisonné, libéré par stratagème, traqué sans relâche, il conspire sans trêve et s'engage un des premiers dans la guerre de partisans. En décembre 1906, il participe à la fructueuse expropriation de Kvirilli, organise des *droujiny* de combat, part sur les instances de Lénine pour les Balkans acheter des armes, échoue et, après maintes tribulations, rentre au Caucase où il forme une redoutable équipe de *boiéviki*.

Dans les forêts et dans la montagne se cachaient alors des groupes de « frères des bois » révoltés, sans idées ni principes, dangereux à rencontrer sur la route. L'époque favorisait une reviviscence des vieilles traditions caucasiennes de brigandage. Kamo recrute parmi ces outlaw et insuffle à ces hommes son esprit révolutionnaire, les dresse, les discipline. Il vit lui-même avec 50 copecs par jour et ne leur donne pas davantage. Pourtant, l'*ex* de Koutaïs en 1907 rapporte 15 000 roubles... Mais la « technique » est encore médiocre. Kamo, déguisé en officier, se rend en Finlande auprès de Lénine et Krassine,

rapporte à Tiflis des armes et des explosifs. « Presque tous les coups de main de notre fameux Kamo... étaient préparés et réalisés sous la direction de Krassine », lit-on dans un recueil dédié à la mémoire de ce dernier. « Le meilleur espion du tsar aurait eu peine à associer la physionomie de Krassine avec une amitié pour le hardi et fameux révolutionnaires caucasien Kamo. »

À son retour en Géorgie, une tentative est faite pour procurer d'emblée une forte somme au Centre bolchéviste. Le coup avorte, Kamo étant grièvement blessé par la déflagration d'une bombe, l'œil gauche quasi perdu. Mais en quelques semaines, l'infatigable lutteur est debout, entreprend une nouvelle expédition qui commence bien et finit mal, par suite de la défaillance d'un complice. « Profondément désolés, les camarades revinrent à Tiflis, — relate la femme de Kamo ; — les bombes ne pouvaient servir que deux ou trois jours... ; il fallait en faire usage immédiatement ou renoncer pour de longs mois à l'action pratique heureusement, le soir même, une communication annonça pour le lendemain le transfert de 250 000 roubles à la Banque d'État... »

Le jour suivant, écrit S. Medvediéva-Ter-Pétrossian dont le récit mérite d'être reproduit, allégé des détails superflus, le caissier K... et le comptable G..., accompagnés de deux gardiens et cinq Cosaques, se dirigeait vers la banque, portant 250 000 roubles (?). « Devant le square Pouchkine, d'où la poste est visible, Patsia Goldava fit le signal convenu à Stepko Kitskirvelli : — Ils partent !

« Celui-ci transmet aussitôt à Annette Souamlidzé qui, de même, communiqua aux *boïéviki* assis au restaurant Tilipoutchouri. À son tour, Batchoua Koupriachvili contourna la place d'Erivan en déployant un journal. Pour les camarades disposés sur divers points — Datiko Tshibriachvili, Arcadi Elbakidzé, Vano Cimchanovi, Vano Klandadzé, Ilico Tchatchiachvili et Ilico Ebrialidzé — ce journal signalait la préparation à l'attaque. En outre se tenaient prêts Akaki Dalakis-chvili et Théophile Kavirachvili pour retenir les Cosaques postés devant la direction. Enfin Elisso Lomidzé et Sérapiou Lomidzé restaient au coin du Bazar Arménien et de la rue V..., gardant la route par laquelle les expropriateurs devaient s'enfuir.

« Entourés de cavaliers, les phaétons roulaient rapidement dans des nuages de poussière. Les Cosaques de devant tournaient déjà dans la rue

S... À ce moment, Datiko fit quelques pas. D'un geste vigoureux, tous lancèrent leurs bombes.

« Deux et encore deux explosions. Sur le pavé gisaient deux gardiens et un Cosaque. Les chevaux dispersaient impétueusement l'escorte. Mais le phaéton avec l'argent n'avait pas sauté sous les bombes et l'attelage l'emportait bers le Bazar S...

« Ce fut le moment décisif et le seul Batchoua ne perdit pas la tête. Il se jeta en courant pour couper la route aux chevaux et rattrapa le phaéton au bout de la place. Sans hésiter ni prendre souci de soi-même, il lança une bombe sous les jambes des chevaux. La force de l'explosion le projeta à terre. Encore une fois l'argent pouvait échapper aux hardis *boiéviki* mais Tchibriachvili survint à temps. Sans faire attention à Batchoua, il tira du phaéton le sac d'argent et se rua vers la rue V...

« Où était pendant ce temps Kamo, l'organisateur et l'inspirateur ? Habillé en officier, encore pâle et mal remis de ses blessures, il faisait depuis le matin le tour de la place, éloignait le public par des remarques habiles et mystérieuses (son uniforme écartant la suspicion), afin d'éviter une effusion de sang inutile. Kamo était en phaéton quand retentirent les détonations. Il devait recevoir l'argent et le mettre en lieu sûr. Quand il déboucha de la rue G... sur la place, conformément au plan arrêté, le coup lui parut manqué une fois de plus.

« — Il faut en tout cas aider les camarades à s'en tirer avant l'arrivée des soldats, — tel fut le mouvement naturel de Kamo et, se soulevant de son siège, tirant des coups de revolver, proférant des cris et des jurons comme un vrai capitaine, il poussa le cheval vers la rue V... Et là, il se heurta par hasard à Datiko. L'argent fut porté chez Mikha Botcharidzé, d'où, caché, dans un divan, on le transporta en lieu absolument sûr, le cabinet du directeur de l'observatoire.

« Quand les soldats eurent cerné la place, ils ne trouvèrent personne. Tous les participants évitèrent heureusement l'arrestation. Seuls, des complices indirects, changeant les billets à l'étranger, furent découverts avec de petites sommes, mais les gouvernements refusèrent de les livrer. »

Cette version, authentifiée par le visa du parti bolchéviste, complète et rectifie la précédente mais pourrait être aussi revue et corrigée. Il en existe une autre d'un participant de l'expropriation, Dzvali, dans un livre de Bibineichvili sur Kamo, avec un rapport de police et la déposition d'un témoin : plusieurs allégations ne concordent pas entre elles et les noms propres ne sont pas toujours identiques. Il est peu vraisemblable qu'une telle machination ait été improvisée en quelques heures et les indications manquent sur le rôle personnel de

Staline, comme sur la part de son « collègue » alors nouvellement apparu : Sergo Ordjonikidzé. Faisant allusion à cette célèbre affaire, Trotski admet qu'« elle fait honneur à la fermeté révolutionnaire de Staline » mais, tout en demandant pourquoi le fait est absent des biographies officielles du personnage, il donne lui-même la réponse : Staline aurait montré en la circonstance son peu de sens politique car les *ex*, compatibles avec une offensive de masse, dégénèrent en aventurisme dans une période de recul. Si la critique était fondée, c'est Lénine qu'elle atteindrait, non un sous-ordre. En outre, si les besoins d'argent du parti ou d'une fraction justifient de pareilles méthodes, les considérations rétrospectives à vingt ans d'intervalle sur le flux et le reflux de la révolution ne sont guère convaincantes.

La fin de l'histoire se trouve dans un article de Martov : « Le mystérieux inconnu ». Au début de 1908, Kamo arrêté à Berlin sous le nom de Mirski réussit à éviter l'extradition en simulant la démence. En même temps à Paris, la police arrêtait Livinov détenteur d'une assez forte quantité de billets de 500 roubles provenant de l'*ex* de Tiflis. Plusieurs autres bolchéviks se firent prendre à Munich, à Stockholm, à Genève, en essayant de changer de ces billets ; parmi eux, Sémachko et Olga Ravitch.

Les menchéviks exigèrent une enquête impartiale et le Comité central, que dirigeait alors Lénine, en chargea une commission présidée par Tchitchérine. Celui-ci, menant énergiquement l'instruction, établit que Kamo préparait à Berlin le pillage de la banque Mendelssohn dont il devait faire sauter les coffres. De plus, Tchitchérine apprit par la même occasion que les bolchéviks avaient fait une importante commande de papier spécial, propre à la fabrication de billets de banque ; une certaine quantité en était déjà envoyée par le service d'expédition du *Vorwaerts* à Kuokkola (Finlande) où vivaient clandestinement Lénine et Zinoviev. Bien entendu, on ignorait au *Vorwaerts* le contenu des paquets. Le fournisseur du papier reconnut en Krassine son client, d'après des photographies. Lénine mit un terme à ces découvertes en faisant décider par le Comité central de transmettre l'affaire à son Bureau pour l'étranger. Mais le Comité de Transcaucasie, ayant mené jusqu'au bout ses investigations pour son propre compte, décida d'exclure du Parti tous les auteurs du coup de Tiflis, y compris Staline. (Aucun nom n'était prononcé en public, pour ne pas donner

d'indication à la police ; le même scrupule interdisait de parler ouvertement de la fausse monnaie.)

Kamo eut pour compagnon d'armes un *boïévik* remarquable, Alipi Tsintsadzé (familièrement Koté). Celui-ci, en prison lors du grand exploit, n'y put prendre part. Mais il en avait bien d'autres à son actif. Ses mémoires sur cette époque ne sont pas sans intérêt :

« Après la défaite de la révolution, une ère de sombre réaction commença au début de 1906. Le camarade Arsène Djordjachvili reçut mission de tuer le général Griaznov, terrible réactionnaire chargé par le gouvernement d'écraser le mouvement révolutionnaire en Géorgie. L'exécution de l'acte terroriste traînait. Koba-Staline me fit venir et dit : « Si dans la semaine Djordjachvili ne met pas à exécution le meurtre de Griaznov, nous t'en chargerons et il te faudra à cette fin, grouper quelques terroristes sélectionnés. » Mais Djordjachvili remplit sa mission. »

Ces lignes révèlent assez la nature des occupations de Staline et aident à définir son rôle : il n'opérait pas lui-même, préférant diriger les bras qui frappaient. Tsintsadzé poursuit en ces termes :

« À ce moment, les deux fractions travaillaient dans la même organisation et se préparaient pour le congrès d'unité de Stockholm. Sauf ceux de Bakou, l'écrasante majorité des délégués de Transcaucasie était formée de menchéviks. Après le congrès, il devint clair que nous, bolchéviks, ne pouvions cohabiter dans une même organisation avec les menchéviks. Je décidai quant à moi de créer un cercle purement bolchéviste pour exproprier des fonds du trésor. Nos camarades avancés, et particulièrement Koba-Staline, approuvèrent mon initiative. Au milieu de novembre 1906, le cercle d'expropriateurs était organisé et, sur l'embranchement de Tchiatouri, nous tombâmes sur un wagon-poste, prîmes 21 000 roubles dont 15 000 furent transmis à la fraction des bolchéviks, le reste à notre groupe pour entreprendre une série d'expropriations ultérieures... »

La ligne de conduite de Staline se dessine donc peu à peu : tantôt laisser faire pour exploiter le résultat heureux sans être compromis par un insuccès, tantôt inciter à faire sans s'exposer directement, en principe se tenir dans l'ombre, ne pas prendre formellement de responsabilités, assumer une certaine autorité effective par délégation de pouvoir entre le sommet et la base de l'organisation. Certes, le courage

physique ne lui fait pas défaut mais mieux vaut vivre pour la révolution que mourir pour elle.

Quant à Kamo, il n'était pas au bout de ses peines. On doit au moins retracer en quelques lignes son histoire incroyable, non pour l'intérêt romanesque mais comme intimement associée à la carrière politique de Staline. De plus, cette vie d'insurgé illustre le caractère très spécifique de l'action révolutionnaire en Russie : aucun autre parti de l'Internationale socialiste n'aurait pu présenter un type de révolté de cette espèce. Tout parallèle entre ce révolutionnaire professionnel de l'école léninienne et n'importe quel social-démocrate européen, travailliste anglo-saxon ou syndicaliste de pays latin suffit à mettre en violent contraste les milieux sociaux et les situations historiques. Certes, il s'agit d'un arménien de Géorgie, mais on a vu des hommes de même sorte à Pétersbourg et à Moscou, en Pologne et dans l'Oural.

Réfugié à Berlin, puis dénoncé par un des principaux militants bolchévistes, Jitomirski, agent de l'Okhrana, Kamo est arrêté à la suite d'une perquisition la police découvre chez lui des explosifs et un appareil électrique « identifié comme étant une machine infernale ». Incarcéré à Alt Moabit, ne parlant pas l'allemand et faisant semblant de mal comprendre le russe, défendu avec zèle par l'avocat socialiste Oscar Cohn qui lui transmet un billet de Krassine conseillant de feindre l'aliénation mentale, il va réaliser le tour de force d'endurer *pendant quatre années* la simulation de la folie furieuse, avec le régime correspondant. Il trépigne, vocifère, arrache ses vêtements, jette ses aliments, frappe les gardiens. On l'enferme nu dans un cachot glacial, sans qu'il faiblisse. En observation à l'infirmerie, soumis à des épreuves atroces, il se tient debout en permanence quatre mois durant, refuse la nourriture, se fait alimenter à la sonde au prix de plusieurs dents cassées s'arrache la moitié des cheveux, se pend en calculant une intervention *in extremis*, s'ouvre les vaisseaux sanguins avec un os aiguisé, perd connaissance dans une mare de sang... les médecins se rendent et Kamo est transféré dans un asile d'aliénés où ses tourments recommencent.

Afin d'expérimenter son insensibilité feinte, on lui enfonce des épingles sous les ongles, on le pique au fer rouge. Il tient stoïquement. Les professeurs concluent à la réalité du mal. En 1909, pour ne pas nourrir un étranger, l'administration le livre à la Russie. Le *Worwaerts* à Berlin, l'*Humanité* à Paris, d'autres journaux émeuvent l'opinion.

Traduit en conseil de guerre à Tiflis, il sort de sa blouse un oiseau apprivoisé en prison, nourrit de miettes... Mis de nouveau en observation, il subit pendant seize mois de nouvelles épreuves à rendre fou un homme sain. Enfin en août 1911, grâce à Koté Tsintsadzé, il réussit une évasion de virtuose après avoir passé trois mois à scier ses fers et un barreau de fenêtre, manque se tuer sur un rocher de la Koura, une corde s'étant rompue, en réchappe encore, trompe toutes les surveillances, gagne Batoum, s'embarque à fond de cale, arrive à Paris « chez Vladimir Illitch » (Lénine)...

Celui-ci juge la santé de Kamo très ébranlée (*sic*), prescrit un repos. Le « brigand du Caucase », comme Lénine l'appelle en plaisantant, part pour « le Midi ». À Constantinople, il est arrêté ; remis en liberté sur l'intervention de religieux géorgiens de Notre-Dame de Lourdes (?), il envoie des armes en Russie ; arrêté de nouveau en Bulgarie, libéré avec laide du socialiste Blagoïev, arrêté encore une fois sur un bateau, son bagage bourré d'explosifs, relâché par les Turcs, il passe en Grèce. « Quelques mois après, d'accord avec Vladimir Illitch, Kamo retourne en Russie pour procurer de l'argent au Parti, alors très gêné matériellement... »

Au Caucase, il rassemble les survivants de son ancienne équipe et, en septembre 1912, c'est le coup manqué de la route de Kodjor. Batchoua Koupriachvili et Koté Tsintsadzé, excellents tireurs, couvrent la retraite en abattant sept Cosaques, mais en vain : les *boiéviki* sont pris. Emprisonné une fois de plus à la forteresse de Matekh, Kamo est frappé de quatre condamnations à mort.

Tsintsadzé, son voisin de cellule, réussit à lui faire passer un billet dans une lame et reçoit cette réponse : « Ai deviné, trouvé la lettre, résigné à la mort, suis absolument calme. Sur ma tombe devrait avoir déjà poussé une herbe de trois saïènes. On ne peut pas toujours éviter la mort. Il faut bien mourir un jour. Mais je tenterai encore ma chance. Essaie n'importe quoi pour fuir. Peut-être encore une fois ferons-nous la nique à nos ennemis. Je suis chargé de fers. Fais ce que tu veux. Mais le procureur se prend de sympathie pour l'étonnant condamné, fait traîner en longueur les formalités et gagne du temps jusqu'au tricentenaire de la dynastie des Romanov. Manifeste impérial, commutation des peines de mort en vingt ans de bagne... Un régime pénitentiaire horrible tue lentement le martyr des finances du bolchévisme.

En 1907, la révolution le sauve, le ressuscite, le rend à une activité nouvelle...

On imagine mal un tel homme en Occident industriel et l'on aura peine à le prendre pour un contemporain. L'allusion du vieux bolchévik Lépéchinski à un héros médiéval n'est pas fortuite. Le peuple russe, écrivait A. Leroy-Beaulieu, « a eu beau être visité par Diderot, il a beau posséder la bibliothèque de Voltaire, il en est encore à l'âge théologique... Pour la grande masse de la nation, le moyen âge dure toujours ». L'inaltérable ferveur d'un Kamo, son élan de sacrifice, sa résignation dans la souffrance et devant la mort procèdent d'un mysticisme évidemment anachronique par rapport au rationalisme de pays plus évolués, quelque opinion qu'on en ait. Rien de « marxiste » n'entre dans les mobiles de cette ardeur inextinguible.

Une mentalité religieuse caractérise aussi le petit groupe bolchéviste de Tiflis dont Kamo était l'âme, à dessein séparé du Parti pour la forme après le congrès de Stockholm qui interdit les expropriations. Des socialistes russes le font encore revivre dans son cadre et son atmosphère, en évoquant leurs souvenirs. Dans la ville en état de siège, aux rues sillonnées jour et nuit de patrouilles, sous la menace continue des perquisitions et des raids de police, les sept camarades vivaient en communauté, comme un « noyau » à part, mais gardaient des relations personnelles avec la social-démocratie. Leur logis ouvert à tout venant, dans une maison géorgienne typique où portes et fenêtres donnent sur un balcon commun, comprenait deux pièces au mobilier primitif, les hommes occupant la plus grande, les deux femmes la petite. Ils avaient une instruction socialiste très rudimentaire, plusieurs ne lisaient que rarement, mais leur dévouement à la cause était sans bornes. Lénine, incarnation du parti à leurs yeux, leur inspirait un véritable culte et ils brûlaient du désir de se signaler par quelque service éclatant. D'une grande bonté dans les rapports de camaraderie, ils pouvaient devenir féroces quand ils croyaient en jeu l'intérêt du parti. Une vie matérielle misérable minait leur corps : ceux qui ont survécu à la répression moururent de tuberculose.

Les critères moraux d'autres milieux ou d'autres temps ne sont pas toujours valables pour apprécier terroristes et expropriateurs, dont les méthodes ne pourraient s'implanter dans un État moderne. Le chèque barré, le virement bancaire, en se généralisant, et les instruments de coercition d'un gouvernement fort, en se perfectionnant, éliminent

pour une grande par le sanglant pittoresque du *modus operandi* des pays agraires. La barbarie du tsarisme engendrait la cruauté des oppositions. Sous le despotisme russo-asiatique, la lueur des explosions annonce l'embrasement révolutionnaire inéluctable. Un roman de Léonide Andréiev, *Sachka Jégouliov*, reflète la sympathie de la société cultivée envers les *boiéviki* vengeurs. La violence répondait à la violence, la fin espérée de tout un peuple semblait justifier tous les moyens. On s'explique mal le soin de Staline à effacer tout signe de ses responsabilités dans les *ex*, à moins d'en trouver la raison dans un tardif scrupule d'avoir sacrifié la vie des camarades en se tenant à distance. Pilsudski ne rougit pas de son rôle à la tête de la *bojowja* polonaise, lui qui trempa directement dans le terrorisme l'arme au poing.

L'« organisation de combat » du parti socialiste polonais exécuta une centaine d'*ex*, petites et grandes ; Rogow, Mazowieck, Bezdany rappellent les coups les plus importants. Le dernier seul fut réalisé avec le concours personnel de Pilsudski, la règle de la *bojowka* imposant à chaque membre au moins un acte à main armée. L'affaire eut lieu dans la nuit du 27 septembre 1908, sur la ligne Pétersbourg-Varsovie, à la petite station de Bezdany où l'équipe des *bojowcy* coupa les fils de téléphone et du télégraphe, s'empara d'un train-poste, terrorisa le personnel de la gare et du wagon et put « travailler » tout à l'aise avant d'emporter son butin (2 400 000 roubles, d'après un biographe officieux, mais le chiffre est douteux). Les correspondances embrouillées du *Novoié Vrémia* ne permettent pas d'en dégager un court récit compréhensible. Mais s'il est vrai que Pilsudski rédigea son testament avant l'expédition, la précaution était bien inutile car Bezdany semble un jeu d'enfant à côté de l'*ex* de Tiflis.

La dissolution de la *bojowka* fut un des motifs de la scission du parti socialiste polonais en 1906. La droite nationaliste avec Pilsudski et Daszynski s'absorba de plus en plus dans l'organisation militaire secrète. De même, les *ex* approfondirent le fossé entre bolchéviks et menchéviks dans la social-démocratie russe. Mais ici, c'est la gauche internationaliste qui accordait une importance primordiale au travail militaire et « technique ». Mais ici, c'est la gauche internationaliste qui accordait une importance primordiale au travail militaire et « technique ». De part et d'autre, les hommes d'action tendaient à la préparation pratique, recherchaient des moyens tangibles de l'emporter dans la prochaine guerre civile. Les social-démocrates po-

lonais, adversaires de Pilsudski par hostilité au nationalisme, ne répugnaient nullement à ses procédés lucratifs ; leur organisateur réputé, Léon Tychko, les employait de compte à demi avec Lénine.

La question d'argent, corollaire inévitable de la conception des révolutionnaires professionnels, prit graduellement une place démesurée dans la vie de l'émigration social-démocrate, reconstituée après la défaite, et envenima les rapports entre les deux fractions. En effet, si les bolchéviks purent s'assurer une majorité en 1917, ce fut en grande partie grâce aux ressources énormes obtenues par les ex, permettant d'entretenir une légion de militants, d'envoyer partout des émissaires, de fonder des publications, de répandre certaine « littérature », de créer des comités plus ou moins représentatifs. Le Caucase n'était pas l'unique source de revenus. Un ex-*boïévik* de l'Oural, Soulimov, relate dans ses mémoires que son groupe versa au Comité central (bolchéviste) 60 000 roubles, au comité régional 40 000 qui servirent entre autres à publier trois journaux, de plus subventionna le voyage des délégués (certes, bolchévistes) au congrès de Londres, le cours d'instructeurs de combat à Kiev, l'école des lanceurs de bombes à Lemberg, les passages de contrebande, etc. Bien que le budget de la direction nominale du Parti n'excédât pas 100 roubles par mois, dans les années de dépression, les bolchéviks disposaient de sommes considérables et toujours insuffisantes eu égard à leurs besoins, envoyaient par exemple 1 000 roubles de subsides mensuels à leur organe de Pétersbourg, 500 roubles à celui de Moscou... Les Menchéviks, entichés de légalisme européen, réduits à des cotisations infinitésimales, ne pouvaient se mesurer à armes égales avec leurs compétiteurs sans scrupules ni par conséquent se soumettre à la loi d'une majorité factice. La discipline n'existait donc pour personne et dans le Parti s'entr'usaient deux partis, d'ailleurs voués à s'émietter en nouvelles fractions de fractions.

Staline avait vu Lénine pour la seconde fois au congrès de Stockholm mais ses souvenirs à ce propos n'offrent rien d'utile à citer. La troisième rencontre fut celle du congrès de Londres en 1907 et la relation n'en présente pas plus d'intérêt : Staline se borne à exhaler son admiration pour Lénine qui ne se grisa pas de son succès. Il n'y avait pas de quoi se griser d'une majorité précaire de quelques voix quand on savait quel prix et par quels moyens elle était obtenue. Si

Lénine n'avait mérité que de tels éloges, son nom serait depuis longtemps oublié.

Le Parti s'était profondément transformé au cours de la révolution, tant par le nombre que par l'expérience et la maturité politique. À Stockholm, les congrès comptaient 36 ouvriers et 108 intellectuels ; totalisant 343 accusations pour crime politique, 286 années de prison et de déportation. À Londres, les congressistes étaient 116 ouvriers, 196 intellectuels et divers ; la statistique mentionne parmi eux 56 « révolutionnaires professionnels » et 118 délégués « vivant aux frais du Parti », sans indiquer combien de militants se trouvaient dans le même cas en Russie ; ils totalisent 710 inculpations, 834 années de prison, forteresse ou déportation, dont 597 réellement subies, 210 évactions... Enfin, en un ans, les menchéviks étaient passés de 18 000 à 43 000 membres, les bolchéviks de 12 000 à 33 000 ; bundistes (33 000), Polonais (28 000), Lettons (13 000) doubleraient l'effectif.

L'église de Londres où le congrès tint ses trente-cinq séances fut la scène de débats orageux. Trotski, évadé de Sibérie, prit position de « centriste », presque seul conciliateur entre les deux fractions à peu près égales, les bolchéviks renforcés de Polonais et des Lettons, les menchéviks par le Bund. « À quoi vous a conduits la scission ? — demandait-il aux deux tendances. À faire côte à côte la même chose, à piétiner un terrain commun. Et vous vous marchez mutuellement sur les pieds. Par quoi avez-vous fini ? Par être contraints de vous réunir, d'abord sur des bases fédératives, puis au congrès d'unité... Et il évoquait le danger d'une scission future avec des alternatives ultérieures de nouvelles jonctions et séparations. Ses rapports personnels avec la gauche restaient tendus (le président dut même le rappeler à l'ordre pour avoir taxé Lénine d'hypocrisie) mais un rapprochement politique semblait s'esquisser. Il eut la satisfaction d'entendre un discours de Rosa Luxembourg très proche de sa propre conception sur la « révolution permanente ».

Fait nouveau : « une fraction parlementaire » prenait part au congrès. Elle essuya d'acribes critiques des bolchéviks. Après la dissolution brusque de la première Douma, suivie du Manifeste de Vyborg par lequel tous les partis démocratiques répudiaient d'avance les dettes tsarisme contractées sans l'assentiment de la représentation nationale, le Parti s'était engagé dans la lutte électorale malgré les dispositions défavorables du système censitaire. Les désaccords intérieurs

s'affirment aussitôt sur la tactique à suivre vis-à-vis des « cadets ». Frapper ensemble, marcher séparément », — cette formule de Marx retrouvée par Plékhanov et reprise par Lénine ne serrait pas d'assez près la question. Martov proposait de soutenir le libéralisme là où le choix s'impose entre lui et la réaction et de conclure alors un accord électoral, même au premier degré. Lénine admettait de telles ententes sauf au premier degré, préconisant de préférence un « bloc des gauches » tantôt avec les *troudoviki* (travailleurs) tantôt avec les socialistes-révolutionnaires. Le Comité central, puis une conférence du Parti tenue en Finlande (novembre 1906) avaient donné raison aux menchéviks. Une Douma « rouge » succéda à la Douma « cadette », 54 députés social-démocrates entraient au Parlement, dont deux tiers de menchéviks, un tiers de bolchéviks. En Géorgie, la social-démocratie triomphait de tous ses adversaires et concurrents.

Sous la menace constante de dissolution et sans réelle immunité parlementaire, la fraction des députés avait une tâche difficile et son courage, sa bonne volonté ne résolvait pas tous les problèmes. Par ses illusions sur les « cadets », « opposition de Sa Majesté », et sa prudence de langage, elle reflétait mal l'esprit combatif de la majorité active du Parti. Lénine dirigea contre elle une vive attaque. Tseretelli, leader à la Douma et rapporteur au congrès avait déclaré : « On ne peut lutter pour la liberté sans une coalition quelconque avec la démocratie bourgeoise. » Lénine l'accusa de réformisme et reprocha aux députés de donner dans le parlementarisme bourgeois. Trotski, en partie d'accord avec les bolchéviks sur le fond mais hostile à leur ton, intervint contre eux et s'attira de Lénine la réplique : « Il n'est ni intelligent ni digne d'un parti ouvrier de cacher ses désaccords. »

Les bolchéviks rallièrent leur plus grand nombre de voix contre le projet de « congrès ouvrier » d'Axelrod, tendant à convoquer tous les partis socialistes et groupements ouvriers en une large assemblée, premier pas peut-être vers une sorte de Labour Party. Ils firent adopter une motion assignant à la social-démocratie un rôle dirigeant dans les syndicats professionnels, de formation toute récente en Russie et en général d'initiative socialiste, décidant aussi d'établir des liens organiques entre eux et le parti, décidant aussi d'établir des liens organiques entre eux et le Parti. Mais sur les questions de gestion intérieure, ils ne purent l'emporter et, au nouveau Comité central, n'eurent qu'une voix de majorité, au surplus mal assurée. Le centre

bolchéviste subsista dans l'ombre, menant en secret la « guerre de partisans » et les expropriations que le congrès venait d'interdire...

À Londres, Staline voyait Trotski pour la première fois mais celui-ci ne remarqua probablement pas celui-là ; le leader du Soviet de Pétersbourg n'était pas homme à lier facilement connaissance, ni à frayer avec quelqu'un sans de réelles affinités. Koba n'était connu que d'un petit nombre de bolchéviks, hors du Caucase. Il ne prit pas la parole à ce congrès où il avait réussi à s'introduire en fraude, se prévalant d'un mandat du district de Bortchalo dépourvu de toute organisation du Parti, mais avec moins de chance que la fois précédente : la délégation authentique du Caucase protesta contre cette fiction et Koba ne resta comme auditeur que par tolérance, sans droit de vote. Un « vrai bolchévik » ne se troublait pas pour si peu. L'affaire de Tiflis montra bientôt quel cas faisait Staline du congrès, de ses mandats et de ses résolutions.

La biographie officielle rapporte que Koba dirigeait le *Dor* (le Temps), à Tiflis en 1906 et, l'année suivante le *Bakinski Rabotchi* à Bakou (l'Ouvrier de Bakou) ; il écrivit aussi une série d'articles demeurés ignorés, « Anarchisme et socialisme ». Ces petites feuilles locales dont les rédacteurs simplifiaient et diluaient la prose de Lénine, eurent une existence éphémère de quelques semaines ; quant aux articles, on se garde de les mettre sous les yeux du lecteur, et pour cause. Staline ne prétendait pas alors à la moindre place de théoricien ni d'écrivain. Ses visées plus modestes l'incitaient seulement à prendre en main le groupe bolchéviste de Bakou, hors de Géorgie où il sentait ne pouvoir gagner un pouce de terrain. De plus, l'exclusion du Parti était inévitable à Tiflis, après un aussi retentissant défi à une décision de congrès ; la prudence conseillait de prendre les devants, de changer de champ d'action. Bakou s'offrait comme le plus voisin, avec des perspectives chaque jour étendues.

La cité noire du pétrole, ancienne ville perso-tatare, croissait « à l'américaine », de 14 000 habitants en 1865 à 112 000 au recensement de 1897 (de nos jours ; environ 450 000). Par une curieuse juxtaposition, elle avait conservé ses mosquées et ses minarets, son vaste bazar oriental, son labyrinthe de ruelles sordides où s'entassait la population musulmane, son temple des « adorateurs du feu » gardé par un Guèbre... Les puits de naphte, qui produisaient 340 000 pouds en 1862, en donnaient déjà 636 000 en 1902 et attiraient un prolétariat

misérable et illettré, mélange de Turcs, de Persans, d'Arméniens, de Russes, sur lequel les deux groupes social-démocrates antagonistes se disputaient l'influence.

Après le départ de Krassine, puis de Knouniantz qui allait passer aux menchéviks, les militants le plus en vue de la fraction léniniste étaient S. Chaoumian et P. Djaparidzé. Ce dernier (à ne pas confondre avec son homonyme prénommé Artchil, député à la Douma) se consacrait à l'action syndicale. Staline, en rivalité avec Chaoumian pour la prééminence dans le Parti, entreprit de l'évincer. Bientôt, les deux hommes furent à couteau tirés. « Entre eux commença une longue lutte, poussée si loin que les ouvriers de Bakou en vinrent à *souppçonner Djougachvili d'avoir dénoncé Chaoumian à la police* et voulurent le déférer à un tribunal du parti ; l'arrestation le sauva, puis l'exil en Sibérie » : cet épisode connu d'anciens militants et relaté dans l'article de *Brdzolis Khma* déjà cité n'a jamais été éclairci. Un doute subsiste sur la chronologie. Mais qu'une arrestation de Chaoumian ait été expliquée dans les sphères du Parti par une dénonciation anonyme, et celle-ci attribuée à Staline, c'est un fait.

Il n'y a pas de *preuves* pour le justifier, de telles preuves n'existent pour ainsi dire jamais. Mais a-t-on assez de présomptions pour étayer le terrible soupçon ? À cet égard, une conviction se dégagera peut-être de l'accumulation des indices. Ce qui est sûr, et significatif, c'est que les propres camarades de Staline l'ont cru capable de livrer un frère d'armes pour se débarrasser d'un concurrent. Pour la deuxième fois, il est accusé d'intrigues et d'avidité de pouvoir et l'accusation ne vient pas de l'ennemi, elle s'élève des rangs mêmes de son parti, de sa fraction. Méritée ou non, la réputation s'établit

À cette époque aussi se rapporte un ordre de pratiques très spéciales dont on ne parle qu'à mots couverts parmi les bolchéviks, sans trop préciser : les manœuvres d'extorsion de fonds (*vymogatelstvo*) par divers modes de pression sur les industriels du naphte, toujours afin d'alimenter la caisse de l'organisation. Il serait prématuré de vouloir tirer au clair certains récits colportés par ceux qui ont fréquenté Staline à Bakou, entre autres relatifs à l'écoulement de la fausse monnaie dite de Sakvarelidzé : les noter même sans prononcer de noms serait déceler les sources et mettre en question la liberté des indiscrets. Le silence imposé aux anciens compagnons de travail, de prison ou

d'exil de Staline est d'ailleurs assez éloquent, dans un pays où l'on publie sans retenue les mémoires les plus fastidieux.

Les textes même de Koba sont systématiquement supprimés. Trotski l'a constaté : « Pour toute la période de réaction 1907-1911, nous ne trouvons pas un document — article, lettre, résolution — où Staline ait formulé son jugement sur la situation et les perspectives. Il est impossible qu'il n'existe pas de tels documents. Il est impossible qu'ils ne se soient pas conservés, fût-ce aux archives du département de la Police. Pourquoi ne les publie-t-on pas ? »

Mais un témoignage du plus vif intérêt a pu être produit à l'étranger sur le Staline d'alors par un socialiste-révolutionnaire, Verechtchak, qui a présidé le soviet des soldats de la garnison à Tiflis. Quelle en est la valeur ? Simon Verechtchak jouit d'une parfaite réputation morale dans les divers milieux révolutionnaires ; les bolchéviks eux-mêmes lui ont donné un poids incontestable en reproduisant, mais à leur façon, ses souvenirs dans la *Pravda*, organe officiel du Parti. Sous le titre : « Certifié conforme ! » et, fait exceptionnel, en deux circonstances, les 7 février 1928 et 20 décembre 1929, ce journal publiait un « feuilleton » de Demian Biedny, proche ami de Staline, où des extraits de Verechtchak alternent avec un commentaire rimé de l'écrivain bolchéviste. *Certifié conforme*, dit la *Pravda*, pour souligner et confirmer les passages qui lui paraissent de nature à fortifier le prestige de son maître. Mais la simple confrontation des textes révèle un découpage habile et trompeur, donnant du témoignage en question une idée inexacte. Il suffit de se reporter à la source pour rétablir la vérité et faire plus intime connaissance avec le Staline original.

Celui-ci avait été arrêté en mars 1908, après Chaoumian, puis incarcéré à la prison de Baïlov, avant d'être exilé pour deux ans sous surveillance dans la province de Vologda, au nord de Moscou. Il passa huit mois dans cette prison où Verechtchak le vit de près. La prison est un lieu particulièrement favorable pour observer et apprécier les individus, sous bien des rapports. Dans celle de Bakou destinée à 400 détenus mais alors peuplée de plus de 1 500, les « politiques » avaient leur coopérative et un « doyen » d'une commission paritaire d'admission où bolchéviks, menchéviks et socialistes-révolutionnaires étaient représentés et dont Verechtchak faisait partie. Et cette qualité, il put recueillir sur Staline des éléments de biographie qui donnent à

tout le moins un reflet de l'opinion ambiante. La discrimination est facile entre les données de fait et les commentaires.

D'après Verechtchak, le jeune Djougachvili avait été exclu du séminaire comme membre et meneur d'un cercle socialiste clandestin : « Ses camarades de cercle racontent que bientôt après son exclusion, ils furent presque tous exclus à leur tour. Au bout de quelque temps, on apprit que les exclusions résultaient d'une *dénonciation faite par Staline* au recteur. Dans ses explications avec les camarades, il ne nia pas le procédé, le *justifia* en disant que les exclus, perdant leur droit à la prêtrise, deviendraient de bons révolutionnaires ». Le parallèle s'impose entre les deux dénonciations, car Verechtchak ignore l'affaire Chaoumian dont il ne souffle mot. S'il s'agit d'une coïncidence d'erreurs, elle est troublante.

Emprisonné, Staline est admis sans difficulté à la coopérative des politiques. La prison, dit Verechtchak, « était une école révolutionnaire de propagande et de combat. Parmi les dirigeants des réunions et des cercles se montra Koba, comme marxiste ». Le nouveau venu était sobre de paroles, peu communicatif. « Alors que les politiques s'efforçaient de ne pas fréquenter les criminels de droit commun et mettaient spécialement en garde les jeunes, on pouvait toujours voir Koba dans la société des assassins, des maîtres-chanteurs, des piliards... lui en imposaient toujours des gens d'une réelle "affaire". La politique, il la considérait comme une "affaire", qu'il faut savoir "faire" et "parfaire". Pour compagnons de cellule, il avait les faux-monnayeurs de l'affaire des billets de 500 roubles, Sakvarelidzé et son frère Nico, alors bolchévik. »

Le narrateur présente Staline comme un amateur de controverses dûment organisées : « La question agraire notamment suscitait de chaudes discussions, allant parfois jusqu'aux coups. Je n'oublierai jamais un « débat agraire » de Koba où son camarade Sergo Ordjonikidzé... flanqua en conclusion un coup de poing au visage du corapporteur, le socialiste-révolutionnaire Ili Kartsevadzé, ce qui lui valut d'être durement rossé par les socialistes-révolutionnaires. »

« L'extérieur de Koba et sa grossièreté polémique rendaient ses interventions pénibles. Ses discours étaient dépourvus d'esprit et d'une forme sèche. Ce qui étonnait toujours, c'était sa mémoire mécanisée... » Il était toujours prêt à citer Marx, ce qui impressionnait les

jeunes et les ignorants. À l'échelle de la Transcaucasie, il semblait une sorte de Lénine local... « Son manque exceptionnel de principes et sa ruse pratique en firent un tacticien dirigeant. » Il haïssait les menchéviks auxquels il n'était pas capable de répondre : « Contre eux, tous les moyens sont bons », disait-il.

« Alors que toute la prison se ressentait nerveusement d'une exécution capitale nocturne, Koba dormait ou récitait tranquillement de l'espéranto, langue future de l'Internationale, croyait-il. Quant à la solidarité entre prisonniers, il ne proposa jamais de mesures de protestation mais jamais ne s'éleva contre les mesures les plus extrêmes, voire absurdes... Il n'était pas instigateur mais soutenait toujours activement les instigateurs. Cela en faisait un bon camarade aux yeux des prisonniers. » Un jour (Verechtchak se trompe ici certainement sur la date), le quartier politique fut roué de coups par une compagnie de soldats : « Koba marcha sous les coups de crosse sans baisser la tête, un livre dans les mains. » C'est cette phrase qui a valu aux récit les honneurs de la *Pravda*.

Autre trait, « expliquant peut-être en partie pourquoi Staline resta longtemps inconnu : sa capacité de pousser en cachette les autres à agir tout en se tenant soi-même de côté ». Confirmation remarquable de sa conduite dans les expropriations. Une fois, un jeune Géorgien fut cruellement assommé dans un couloir de la prison, par suite d'une rumeur l'accusant de provocation ; on emporta le corps ensanglanté sur un brancard ; après quoi il s'avéra qu'on ne savait rien ni de la victime, ni de l'accusation : « Longtemps après, il devint clair que *la rumeur était partie de Koba*. » Comment ne pas penser aux deux précédentes dénonciations anonymes, en présence de la troisième ?

Une autre fois, dans l'escalier du quartier politique, l'ex-bolchévik Mitka G... tua d'un coup de couteau un jeune ouvrier, le tenant pour espion mais sans le connaître. Or l'exécution d'un traître ou d'un mouchard n'a jamais été admise dans les milieux révolutionnaires sur l'initiative individuelle ; une responsabilité collective est de rigueur. L'affaire resta longtemps obscure : « Enfin, Mitka laissa échapper qu'il croyait avoir été induit en erreur. *L'instigation venait de Koba*. » Quatrième fait du même ordre, ne laissant pas révoquer en doute les remarques suivantes de Verechtchak, confirmées d'ailleurs par d'autres constatations.

« Cette aptitude à frapper secrètement par les mains d'autrui tout en passant inaperçu fit de Koba un combineur astucieux qui ne répugnait à aucun moyen et esquivait toute reddition de comptes, toute responsabilité. Cette nature de Staline apparaît dans le caractère de toutes ses "affaires". Dans l'organisation des faux-monnayeurs écoulant les billets de 500 roubles, dans les retentissants pillages de caisses du Trésor, la main de Koba se faisait sentir : mais jamais il ne fut impliqué dans les poursuites, bien que faux-monnayeurs et expropriateurs fussent emprisonnés avec lui. Par surcroît, il vitupérait de la plus insolente manière les socialistes-révolutionnaires pour leur action terroriste et expropriatrice. »

Telles sont les données subjectives essentielles que la *Pravda* eut l'impudence de « certifier conformes » sous la chirurgie de sa censure, tout en remerciant l'auteur d'avoir « tracé malgré lui le vivant portrait, cependant encore faible, d'un vrai bolchévik ». Loin de contredire aux observations déjà faites, elles les complètent et les renforcent. De l'ensemble se dégagent assez de caractéristiques : une « volonté de puissance » disproportionnée à la volonté de connaissance, réduisant presque l'acception nietzschéenne au terme ultime de la série des besoins, le « pratique » sans l'analytique ni le synthétique ni l'esthétique, et servant le révolutionnarisme instinctif d'un individu qui n'a pas trouvé place dans son milieu (l'esprit de révolte n'exprimant pas toujours un concept d'humanité supérieur ni d'organisation rationnelle de la société) ; un réalisme étroit mais efficace à la mesure d'un horizon restreint, allant de pair avec le manque de sens théorique et d'idées générales, — héritage peut-être de mentalité paysanne ; une formation religieuse recouverte d'une contrefaçon de marxisme en formules élémentaires apprises par cœur comme les versets du catéchisme ; une dextérité orientale dans l'intrigue, l'absence de scrupules, le mépris des hommes et de la vie humaine. Koba, révolutionnaire de plus en plus professionnel, se sent dur et froid comme l'acier dont il va faire son nom définitif.

En juillet 1909, il s'échappe de Solvytchegodsk, province de Vologda, son domicile forcé, et se cache à Pétersbourg chez l'intendant du régiment des cavaliers-gardes, Savtchenko. La fuite était facile aux exilés de cette catégorie, astreints seulement au séjour obligatoire dans une localité fixée et au contrôle administratif périodique. Un mois après, il retourne à Bakou, reprend sa vie de termites politique jusqu'en

1910 où il est arrêté de nouveau et, après quelques mois de prison, renvoyé à Solvytchegodsk pour cinq ans. Là, dans cette région forestière peu habitée mais où les exilés sont nombreux, « il participe à la création d'une organisation social-démocrate, fait des conférences, travaille à la formation de propagandistes », à en croire l'ouvrage de V. Nevski. En fait, on ne sait rien de son existence en exil et le résumé vague du dictionnaire ne supplée pas aux sources directes. Un dossier de police ayant figuré dans une exposition à Veliki-Oustioug note à son avantage, sous la rubrique *conduite* : « Grossier, insolent, irrespectueux envers les autorités. »

La période de son activité au Caucase est terminée ; l'exclusion du Parti le refoulait de Géorgie comme militant et le sol devenait brûlant à Bakou. Que restait-il après lui dans cette ville ? « Une citadelle du bolchévisme », répond sa biographie officielle. Contre-vérité flagrante car la pseudo-citadelle disparut rapidement dans une fusion avec les menchéviks. Il fallut une autre révolution pour reconstituer à Bakou un groupe bolchéviste.

Au printemps de 1911, Koba s'enfuit de nouveau ; se rend à Pétersbourg, vit sous le nom d'Ivanov, passe les nuits chez son compatriote Todria mais, le 10 septembre de la même année, il est arrêté à l'hôtel, subit plusieurs semaines de prison, est exilé pour la troisième fois et pour trois ans à Solvytchegodsk. Peu de temps après, il s'échappe encore ; à la fin de 1911, il retourne dans la capitale. Les biographies officielles ne concordent pas dans le détail mais ni les erreurs, ni les contradictions, ne valent d'être relevées ou rectifiées. Il faut remarquer simplement la légèreté relative des condamnations et le laisser-aller dans la surveillance de, signifiant que la police ne tenait pas encore Staline pour une personnalité très inquiétante. Les révolutionnaires dits « dangereux » étaient durement frappés et mieux gardés.

En février 1912, une décision prise à l'étranger en petit comité fait Koba membre du Comité central du Parti. Par quel paradoxe un exclu pouvait-il accéder si brusquement à l'instance supérieure de l'organisation ? C'est qu'à ce moment, il n'y avait plus un parti social-démocrate, mais deux. Les appréhensions de Trotski se vérifiaient, une nouvelle scission sépare désormais et oppose violemment les « frères ennemis » dépourvus de toute fraternité. Lénine a rassemblé ses révolutionnaires professionnels et choisi parmi eux les plus

sûrs, les plus fermes pour constituer son « cercle de dirigeants clandestins ». Staline répond à ses exigences. Les deux partis n'ont pas encore de frontières définitives et bien des social-démocrates passeront de l'un à l'autre mais bolchévisme et menchévisme se cristallisent en corps de doctrines inconciliables.

Au lendemain du congrès de Londres, la Douma « rouge » avait été dissoute, la Constitution bafouée, les députés de la fraction social-démocrate emprisonnés et déportés, Tseretelli en tête. On peut considérer ce « coup d'État » de juin 1907 comme indiquant la fin de la phase révolutionnaire. Aucune protestation n'y répond dans le pays. Lénine, naguère tenace à maintenir le soulèvement armé à l'ordre du jour, n'espère plus voir s'unir à bref délai les trois courants distincts des ouvriers, des paysans, des soldats, en insurrection victorieuse et se rend à l'évidence : la réaction est générale et profonde, se généralise et s'approfondit. Les masses populaires, reconnaît-il, sont apeurées, apathiques. Tous les partis socialistes s'épuisent, désorganisés, désarmés. La répression précipite le déclin du mouvement ouvrier : journaux supprimés, imprimeries fermées, syndicats professionnels interdits, persécutés. La social-démocratie n'est pas la moins atteinte : « On peut hardiment déclarer qu'en cette période pénible, le Parti comme "tout" n'existait plus », avoue Zinoviev.

L'ancien régime jouit alors d'un répit que la situation internationale favorise. Dans le jeu des alliances européennes, la Russie impériale représente un élément appréciable et d'ailleurs surévalué, malgré la guerre malheureuse d'Extrême-Orient. Les avances financières du capital français, sourd aux avertissements du Soviet de Pétersbourg et du Manifeste démocratique de Vyborg, contribuent sensiblement à la consolidation de l'autocratie. Tout en multipliant les potences, le premier ministre Stolypine prépare sa réforme agraire tendant à faciliter l'accession à la petite propriété rurale, en vue de désarmer la révolte paysanne toujours latente. « Bonapartisme agraire », dit Lénine. Après deux années de famine, la récolte de 1907 et les deux moissons exceptionnelles suivantes donnent une forte impulsion à l'agriculture, en pleine crise industrielle.

La révolution battue ne s'avoue pas vaincue mais résiste seulement dans son élite consciente. Les organisations socialistes de toutes nuances perdent leurs effectifs en moins de temps qu'il n'en a fallu pour les enrôler. Reflux, découragement, décadence, débandade, tels

sont les termes qui reviennent à chaque page dans ce chapitre d'histoire sociale. L'indifférence en matière politique, une renaissance de mysticisme religieux, l'érotisme en littérature, le scepticisme et le pessimisme, phénomènes expressifs du désarroi consécutif à la défaite, à l'abandon de grands espoirs, créent une atmosphère défavorable à la social-démocratie. Outre la déperdition de ses forces physiques, le Parti entre dans une ère de démoralisation où se désagrègent les cardes, où se disloque le noyau fondamental.

Avec ses révolutionnaires professionnels, Lénine avait entrepris une sélection virile, non un choix intellectuel. Cela lui permit de constituer une armature hiérarchisée et disciplinée, d'utiliser à ses propres fins des énergies comme les équipes de combat que les menchéviks laissaient perdre, de réunir en conférence à Helsingfors ses techniciens et spécialistes militaires, embryon de garde rouge. Mais un tel « actif », efficace dans une certaine mesure comme instrument aux mains d'un chef éprouvé, devenait plutôt un passif en intervenant sur un plan où l'intelligence politique et le sens historique sont nécessaires. Tant que le « meilleur homme » ne s'était pas définitivement imposé à ses subordonnés pour manier l'instrument au mieux des intérêts en cause, il lui fallait consacrer ses efforts à s'assurer une autorité reconnue, puis lutter sans cesse afin de la conserver. Sans lui, la phalange était un corps sans tête. Livrée aux lieutenants, elle pouvait aller au pire.

Peu de temps après Londres, Lénine se trouve en opposition avec toute sa fraction et son succès d'un jour au récent congrès se révèle illusoire. Le Parti tient à Vyborg en juillet 1907 une conférence où de nouveau se pose la question des élections, cette fois à un Parlement d'où la représentation des travailleurs sera presque évincée par le dispositif de la loi remaniée. Les bolchéviks se prononcent pour le boycottage, sauf Lénine qui vote avec les menchéviks pour la participation électorale, seul de sa fraction, dit Kamenev, en tout cas presque seul. Staline, « boycottiste » convaincu, n'était pas présent mais Zinoviev et Kamenev sont là pour l'intransigeance pseudo-révolutionnaire en paroles au lendemain d'une révolution manquée. Le plus grave pour Lénine sera d'entrer en conflit avec ses plus proches collaborateurs, Bogdanov et Krassine, membres du Centre bolchéviste secret appelé aussi « petite trinité ». C'est le point de départ d'une âpre lutte intestine entre bolchéviks.

La Douma « noire », la troisième, ne compta que quinze démocrates, la plupart menchévistes. Encore une fois, les Géorgiens avaient dépassé tous les espoirs et leurs députés, Tchkhéïdzé, Guéguetchkori, devenaient les interprètes les plus en vue du socialisme en Russie. Ce que fut cette Douma, la phrase célèbre du ministre Kokovtsev le laisse comprendre : « Grâce à Dieu, nous n'avons pas encore de Parlement. » Mais ce n'était pas une raison, disait Lénine, pour ne pas tenter d'y pénétrer. Les boycottistes se muèrent alors en « ultimativistes », partisans d'envoyer aux députés social-démocrates un ultimatum pour imposer les directives du Comité central, et en *otzovistes*, partisans de leur rappel. Aux prises avec cette gauche de la gauche, Lénine dut manœuvrer et louvoyer avant de se décider à un antagonisme déclaré. Par deux fois, note Martov dans son *Histoire*, en 1907 et en 1908, il s'associa aux ultimativistes. Ensuite, il se reprit, refusa même de les reconnaître comme « nuance légale du marxisme ». Il les appelait « menchéviks à rebours », cependant que ceux-ci l'accusaient de menchévisme tout court et le traitaient en transfuge.

Du côté menchéviste, la situation n'était pas meilleure. La majorité, avec Potressov et Larine, voulait « liquider » le Parti tel que les circonstances antérieures à la révolution l'avaient forgé, en finir avec l'action illégale à tout prix dans la légalité. C'était la droite de la droite. Martov et Dan, entraînés d'abord par ce courant, cherchaient à mettre en avant l'action légale sans condamner d'une manière catégorique le travail illégal destiné, pensaient-ils, à disparaître de mort naturelle. Plekhanov représentait une troisième tendance du menchévisme, nettement favorable au maintien du parti clandestin, et la plus voisine de Lénine.

Celui-ci, logique avec lui-même, entendait combiner le légal et l'illégal en donnant le pas au second. La gauche, inspirée par Bogdanov, réclamait le retour à la conspiration d'autrefois et l'abandon des syndicats comme la renonciation au parlement. Trotski, à la tête d'un groupe intermédiaire, se disait « ni bolchévik, ni menchévik, mais social-démocrate révolutionnaire » et prétendait concilier les inconciliables. Bientôt Lénine eut encore à faire face à une droite dans sa propre fraction, les unitaires ou conciliateurs, favorables à n'importe quel compromis avec les menchéviks, et inspirés par Noguine, Rykov, Sokolnikov. Si l'on ajoute à toutes ces fractions et tendances les groupes sociaux (Polonais, Lettons, bundistes), en faisant même abs-

traction des nuances et des complications secondaires, on aura une faible idée du tableau offert par les « sommets » d'un parti qui se proclamait, en théorie, le guide naturel du prolétariat. Et l'on comprendra pourquoi un Riazanov restait à l'écart, préférant s'adonner à l'édition des œuvres posthumes de Marx et Engels.

Il faut renoncer à suivre ces fragments de social-démocratie dans leurs marches et démarches, conférences générales et réunions fractionnelles, combinaisons savantes et considérations transcendantes, — thème ardu pour spécialistes. L'essentiel est d'observer ceux des protagonistes qui ont agi sur les événements d'où Koba l'inconnu est sorti en Staline inattendu, et de savoir à quels effets ont abouti leurs accords et désaccords. Pour le même motif on s'abstiendra de retenir les menues péripéties qui ont engendré les journaux et revues en compétition. De tout cet enchevêtrement, rien de précieux ne subsiste pour les générations futures...

En 1908, Lénine avait invité Trotski à collaborer au *Prolétaire*, organe bolchéviste, et essuyé un refus. Dans une lettre à Gorki, il interprète cette attitude comme de la « pose ». Les polémiques successives lui donnèrent d'autres occasions de prononcer à l'adresse du même les qualificatifs de « poseur » et de « phraseur » par lesquels s'exprime sa réprobation de l'emphase et des beaux gestes, si contraires à sa propre sobriété. Trotski se croyait plus utile hors des fractions et, en attendant d'intervenir pour les rassembler, faisait cavalier seul dans sa *Pravda*. À la fin de l'année, une conférence du Parti condamne à la fois la droite et la gauche, sous l'influence de Lénine, résolu à « liquider les liquidateurs » et à combattre ses anciens disciples devenus « liquidateurs de gauche ». Un conciliabule de bolchéviks en 1909 confirme cette tactique de « lutte sur deux fronts ». En outre, alors que la gauche exigeait la perpétuation des méthodes conspiratives et terroristes, Lénine fait désavouer le « combatisme, dégénéré en aventurisme », dissoudre les derniers détachements de combat et exclure les expropriateurs attardés. (Quand il jugeait périmées une tactique ou des formes d'action de l'avant-veille, il n'hésitait pas à trancher dans le vif après avoir essayé de convaincre ceux qui ne marchaient pas assez vite ; il en oubliait parfois ses responsabilités récentes.) Cela ne l'empêcha pas, comme on sait, d'envoyer Kamo en 1912 au Caucase, risquer sa vie sur la route de Kodjor...

C'était la rupture avec la gauche. Lénine perdait non seulement Bogdanov et Krassine mais Bazarov, l'économiste, Pokrovski, l'historien, Gorki, le grand écrivain, et de moindres auxiliaires comme Alexinski, Liadov, Menjinski, Lounartcharski, Manouïlski. Mais il n'était pas homme à reculer devant une amputation exigée par l'incompatibilité irréductible des conceptions. Selon son expression, il fallait faire preuve de « fermeté pour lutter non seulement dans les jours de fête révolutionnaires mais aussi dans les jours de semaine contre-révolutionnaires ». Il reproche aux gauchistes de « répéter un mot d'ordre arraché à l'ensemble des conditions qui lui donnèrent naissance et assurèrent son succès, pour l'appliquer à des conditions essentiellement différentes ». Pendant la révolution, dit-il, nous avons appris à « parler français », il s'agit maintenant d'apprendre à « parler allemand », c'est-à-dire faire suivre l'héroïque période révolutionnaire d'un patient travail d'organisation approprié à la situation nouvelle.

Il restait impénitent jacobin du prolétariat, admirant sans réserve « la grande Révolution française qui montre sa vitalité et la force de son influence sur l'humanité par la haine farouche qu'elle provoque encore de nos jours », hanté par « les traditions nationales de 1793 en France, peut-être à jamais le *modèle* de certaines méthodes révolutionnaires », Mais l'heure des procédés jacobins n'avait pas sonné en Russie. En attendant, après avoir « parlé français » et tout en conseillant de « parler allemand », il ne cesse de *parler russe*, de sonder les possibilités, de peser l'opportunité, de supputer les chances pour maintenir le Parti en bonne voie, sans verser dans le romantisme insurrectionnel tardif ou prématuré ni dans les illusions constitutionnelles et parlementaires.

Parler russe, toujours, même en empruntant à la théorie et à la pratique des autres mouvements révolutionnaires, là réside le secret de sa supériorité sur ses adversaires. Élève de Marx sans dogmatisme, avide de science et de connaissance, constamment attentif aux enseignements de la vie, capable de reconnaître sincèrement ses erreurs, de les réparer, de les surmonter, par conséquent de s'élever au-dessus de soi-même, doué d'un tempérament de chef et d'un sens très sûr du réel et du concret, il est par surcroît un type national intuitif. Alors que Trotski, Axelrod, Martov, Dan, impressionnés par la croissance continue du socialisme et la puissance numérique des syndicats en Allemagne préconisent d'« européaniser » la social-démocratie russe, d'en

changer radicalement la mentalité, Lénine qui a dit naguère aux menchéviks férus de parlementarisme de *ne pas copier les modèles allemands* répond que le caractère de toute social-démocratie est déterminé par les conditions économiques et politiques du pays donné. Nul ne respectait mieux les formes originales de chaque parti ouvrier et il ne souhaite modeler le mouvement révolutionnaire en Russie sur aucun autre, quitte à l'instruire à l'école de tous. Il prit part aux congrès socialistes internationaux de Stuttgart en 1907 et de Copenhague en 1910 mais s'abstint de faire la leçon à personne, réservant ses critiques aux « girondins » de son parti.

Selon la topographie politique conventionnelle, Trotski se tenait au « centre », d'où il réprouvait les extrêmes de droite et de gauche, position à première vue semblable à celle de Lénine, en réalité fort différente. Ce dernier s'opposait aux deux ailes sans redouter de les détacher du Parti tandis que le premier rêvait d'accorder toutes les tendances en attaquant principalement les bolchéviks comme le plus sérieux obstacle à l'unité. Trotski dénonçait, de Lénine, « l'esprit sectaire, l'individualisme d'intellectuel, le fétichisme idéologique ». D'après lui, le bolchévisme et le menchévisme n'ont pas poussé de racines profondes et rivalisent « pour l'influence sur un prolétariat politiquement non mûr ». Il ne voit en Russie que des « social-démocrates sans social-démocratie ». Martov comparait les léninistes à la secte socialiste américaine de Daniel de Leon * et considérait l'« expérience russe » comme une « victoire de l'inculture blanquiste et anarchiste sur la culture marxiste » ; il rendait responsables les bolchéviks du fait que « la social-démocratie russe a trop parlé à la russe », pas assez « à l'européenne ».

À quoi Lénine réplique : « Certes, le prolétariat russe est beaucoup moins mûr politiquement que celui d'Occident. Mais de toutes les classes de la société russe, c'est le prolétariat qui a fait preuve, en 1905-1907, du plus de maturité politique. » Il tient tête à ses deux contradicteurs en développant la thèse suivante : « Martov et Trotski confondent des périodes historiques différentes en opposant la Russie,

* Daniel de Leon (1852-1914), théoricien et leader d'un petit parti socialiste ouvrier aux États-Unis, à la fin du siècle dernier et au début de celui-ci. Militant syndical actif. Traducteur de Marx et d'Eugène Sue. Auteur de nombreuses brochures de propagande. Lénine le tenait en grande estime.

qui accomplit sa révolution bourgeoise, à l'Europe qui a depuis longtemps terminé les siennes. » Mais il s'en prend surtout à Trotski dont il condamne, pour résumer ses propres termes, les phrases sonores et vides à la Tartarin de Tarascon, la diplomatie de coterie, le pire esprit d'entremetteuse, et auquel il reproche de vouloir étouffer les désaccords au lieu d'en rechercher les causes, de suivre le principe « vivre et laisser vivre ». Au congrès international de Copenhague, avec le concours de Plekhanov toujours malveillant envers Trotski, il tenta de le faire blâmer par la délégation russe comme coupable d'avoir vivement critiqué dans le *Vorwaerts* (août 1910) menchéviks et bolchéviks, ceux-ci pour leurs expropriations ; mais Riazanov et Lounatcharski s'interposèrent efficacement.

Ainsi s'envenimaient les rapports entre les plus fortes personnalités du parti, en dépit de leur commune opinion moyenne sur les écarts de gauche et de droite. En janvier 1910, le Comité central s'assembla pour une suprême tentative de désarmement intérieur. Huit fractions étaient représentées, sans parler des sous-tendances. Les principales réalisèrent un compromis pour répudier les fautes des liquidateurs des deux sortes, réorganiser le centre dirigeant et la presse. Le Comité central devait être transféré en Russie, avec un bureau à l'étranger, et la *Pravda* de Trotski devenait son organe officiel. Après quoi, les décisions furent violées une fois de plus par toutes les fractions qui reprirent leur liberté de s'entre-déchirer. État de choses inexplicable si l'on s'en tient aux arguments échangés en public mais très compréhensible à qui s'informe des vraies raisons, cachées au Parti. On les trouve notamment dans une brochure de l'époque, *Sauveurs ou destructeurs* ? où Martov récapitule une longue suite de griefs contre les bolchéviks et expose les faits trop longtemps réservés à quelques initiés.

Les opinions de Martov sont discutables et ont été assez discutées mais jamais sa véracité n'est mise en doute, fût-ce par ses plus passionnés adversaires. Kroupskaïa atteste, dans ses *Souvenirs*, la grande estime que Lénine ne cessa de lui porter, même au cours des luttes fractionnelles les plus féroces. « Martov était un homme d'une sensibilité extrême et qui, grâce à sa finesse de sentiments, savait comprendre les idées de Lénine et les développer avec un grand talent », écrit-elle, et Lénine, « chaque fois que Martov rectifiait tant soit peu sa ligne de conduite, renouait avec lui les relations ». Pendant la

guerre de 1914, Lénine dit en public que le *Goloss*, où écrivait Martov, « est le meilleur journal socialiste d'Europe » et exprima souvent le désir de s'entendre avec son vieux camarade de Pétersbourg. Trotski le caractérise comme « une des plus tragiques figures du mouvement révolutionnaire », écrivain doué, politique inventif, esprit pénétrant, mais de pensée insuffisamment mâle, de clairvoyance sans volonté. Quoi qu'il en fût, la sincérité et la valeur de son témoignage sont au-dessus de toute contestation. À d'autres sources, d'ailleurs, on peut puiser des détails et des précisions confirment ses dires.

La brochure rapporte les incidents évoqués dans le secret du Comité central et qui rendaient impossible un minimum d'harmonie. À l'origine se trouvait l'« anarcho-blanquisme » des léninistes, « produit original des conditions contradictoires de développement du mouvement ouvrier russe » et dont Martov ne nie pas les effets heureux dans la guerre civile comme stimulant d'énergie révolutionnaire. Mais les infractions aux résolutions de congrès sur l'action terroriste eurent ensuite de funestes conséquences. Les expropriations tournaient au banditisme et compromettaient le Parti, en y introduisant des germes de déchéance et de décomposition. Les fonds pillés ne servaient pas qu'à l'armement mais en grande partie aux intérêts d'une fraction et parfois à des fins personnelles. Les comités pro-bolchévistes de Russie, habitués à vivre de subsides répartis par leurs dirigeants, disparaissaient avec la raréfaction des ressources. Le Centre bolchéviste exerçait une véritable dictature occulte, grâce à ses ramifications factices et à ses moyens matériels, derrière le Comité central pourtant en majorité avec Lénine. Autour de celui-ci s'était constitué un « ordre de jésuites à l'intérieur du Parti », professant l'immoralisme cynique de Netchaïev. La question d'argent faisait des ravages. Le Centre bolchéviste en vint à... « exproprier le Comité central » d'une énorme somme destinée au Parti. Une série de scandales absorbait la direction. Un legs important, disputé entre les deux fractions après la mort du donateur, fit l'objet d'un chantage exercé sur le détenteur des fonds entre des parents et le Parti donna lieu à de nouvelles menaces du même Victor, acharné à extorquer aux héritiers leurs parts. Il fallut saisir de l'affaire une commission nommée par le parti socialiste-révolutionnaire, comme neutre. Le Centre bolchéviste était accusé par les *boïéviki* de l'Oural (les *lbovtsy*, du nom de leur chef Lbov) de s'être emparé indûment de leur argent : le détachement de partisans de

Perm avait passé un accord avec le « bureau militaire technique » des bolchéviks pour une fourniture d'armes payée d'avance, alors que le Comité central avait dissous ledit bureau qui ne livrait pas d'armes et refusait de restituer l'argent. Ce fut encore l'ex de Tiflis et ses répercussions ; les difficultés suscitées au parti par la « camorra » des « changeurs », avec leurs billets de 500 roubles expropriés ; et l'arrestation de plusieurs complices (Litvinov, Sémachko), la découverte à Berlin de la machine infernale de Kamo. Le comité central dut décider la destruction des billets de banque restants, pour limiter le danger. Là-dessus se greffait l'affaire de fausse monnaie dont le papier, acheté par Krassine, avait été expertisé par la Reichsbank. Il y eut aussi un cas de provocation, des suspicions nombreuses, une histoire de falsifications de Zinoviev... Le tout mêlé de conflits personnels portés au paroxysme, nécessitant des commissions d'enquête, jurys d'honneur, « tribunaux de parti ».

Ces interminables discordes, si étrangères aux confrontations d'idées, prenaient facilement des proportions inquiétantes dans une période de dépression politique où les incidents tenaient lieu d'événements. La querelle de l'héritage, en particulier, avec ses complications imprévues, tint une place démesurée, aggrava la mésentente. Les correspondances privées de cette date, publiées en partie, le prouvent. Des écrits postérieurs de Trotski fréquemment cités dans les polémiques font encore allusion à une « expropriation à l'intérieur du parti », à l'« argent louche » soutiré à Kautsky et Clara Zetkin par les bolchéviks. Il s'agit toujours de la même aventure.

On pourrait passer outre si, dans la suite, la sempiternelle et néfaste question d'argent n'avait acquis tant d'importance pour le bolchévisme international. L'étudiant Nicolas Schmidt, fils d'un riche fabricant de meubles et gagné à la social-démocratie, mourut en prison, léguant au Parti une grande fortune qui venait de V. Morozov. Les bolchéviks, comme ayants droit, envoyèrent à Moscou pour surveiller la transmission un des leurs, juriste, lequel déçut leur confiance, se lia avec la sœur aînée du défunt et leur attribua un tiers seulement de l'héritage. Un autre émissaire, Taratouta, alias Victor, s'unit à la sœur cadette et menaça les parents pro-menchéviks d'une intervention énergique des *boiéviki* caucasiens, à défaut du versement intégral. Plainte au Comité central, interposition de Martov, arbitrage, contestations... On peut abrégé. La dernière tranche du magot, confiée à

Kautsky, Clara Zetkin et Franz Mehring jusqu'à la décision finale, revint aux bolchéviks, toujours supérieurs à leurs rivaux en ce genre de choses.

Il n'y a pas que la question d'argent dans ces histoires scabreuses. D'après le social-démocrate Voïtinski, et de seconde main, Lénine aurait justifié comme suit l'utilisation de ce Victor : « Il a ceci de bon que rien ne l'arrête... Auriez-vous pu, pour la question d'argent, vous faire entretenir par une riche bourgeoise ? Non ? À moi aussi, c'eût été au-dessus de mes forces. Victor, lui, a accepté. Cet homme est irremplaçable. » Ces paroles ne sont pas contresignées mais n'en restent pas moins plausibles. Dans un article sur les élections, Lénine avait écrit, paraphrasant Tchernychevski : « Quiconque a peur de se salir les mains ne doit pas faire de politique... » Cependant, son amoralisme politique se subordonnait toujours à une morale sociale supérieure, exprimée plus tard dans sa formule : « La moralité, c'est ce qui sert à détruire l'ancienne société des exploiters. » Il n'admettait pas n'importe quel acte sous n'importe quel prétexte : « Il suffirait donc d'invoquer en faveur d'une saleté à laquelle on participe un but excellent ou un bon point de départ pour régler la question ? » Son critère était l'*efficiency* conforme aux intérêts généraux du prolétariat et au progrès de la révolution socialiste. Jamais il ne perd de vue ses principes et quand il rompt avec Bogdanov, c'est que les désaccords philosophiques lui semblent plus importants que l'utilité pratique du travail en commun. Mais n'étant pas infallible, et seul de son cercle à allier l'envergure historique aux expédients passagers, il offrait un exemple pernicieux à de médiocres imitateurs. D'où la réprobation des Trotski et des Martov et les allusions fréquentes à Netchaïev, précurseur des expropriations, compagnon de Bakounine dont il semble que le fameux *Catéchisme* ait servi aux bolchéviks de manuel d'immoralité pseudo-révolutionnaire.

Parallèlement aux invisibles dissensions de la coulisse, les incompatibilités idéologiques se manifestaient au grand jour. La gauche dirigée par Bogdanov avait son journal *Vpériod*, soutenu par un groupe autonome qui cultivait l'espérance de créer un art, une science, une philosophie du prolétariat. Il en sortit même un projet de « religion sans Dieu » que Lénine entreprit de combattre au nom du matérialisme, à la suite de Plekhanov. Celui-ci retrouva, en cette occasion, sa plume célèbre en Russie de théoricien polémiste pour réfuter

l'« empiriocriticisme » de Bogdanov. Peu versé dans les questions philosophiques, Lénine se mit avec ardeur à l'étude, délaissant même son journal, pour motiver sérieusement sa critique ; cette conscience scrupuleuse dans le travail intellectuel, un des traits essentiels de sa nature, le différenciait avantageusement de son entourage. Bogdanov et Gorki avaient fondé une école de socialisme pour ouvriers russes à Capri, puis à Bologne. Lénine en créa une à Longjumeau, près de Paris, dont un élève a fait carrière : Sergo Ordjonikidzé.

Malgré de profondes divergences tactiques et après avoir jugé Plekhanov « au-dessous de tout comme leader politique », Lénine tenta de s'entendre avec son ancien maître qui répondit : « Je pense moi aussi que le seul moyen de mettre fin à la crise actuelle de notre parti est un rapprochement entre les marxistes-menchéviki et les marxistes-bolchéviki », — tout en ajournant une entrevue. Plekhanov voyait clair dans ses intentions dont il disait : « Lénine veut l'union du Parti mais il la comprend comme l'homme comprend l'union avec un morceau de pain : il l'avale. » Trotski avait aussi sa manière à lui d'envisager l'unité, en s'alliant avec la droite et la gauche pour amener les bolchéviki à composition. Rosa Luxembourg préconisait une conférence générale réunie à l'appel des deux fractions principales.

En Russie, les militants et surtout les ouvriers ne comprenaient guère ces considérations d'états-majors. Une lettre de Staline, en 1911, interprète leur sentiment avec bon sens : « Nous avons entendu parler de la tempête dans un verre d'eau à l'étranger : les blocs Lénine-Plekhanov d'une part, Trotski-Martov-Bogdanov d'autre part. Autant que je sache, les ouvriers sont favorables au premier. Mais en général, ils commencent à regarder vers l'étranger avec dédain : qu'ils en fassent à leur tête et quant à nous, quiconque prend à cœur les intérêts du mouvement accomplit son travail, le reste s'arrangera. C'est à mon avis pour le mieux. » Telle était bien l'opinion du bolchéviki moyen, las des cheveux coupés en quatre. Trotski essaie en vain, après coup, de définir cet état d'esprit comme de l'« indifférence théorique », de la « myopie de praticien ». On peut, certes, opposer ces lignes de Staline à d'autres affirmations du même, mais prendre les misères politiques de l'émigration pour de respectables controverses ou exiger du *rank and life* une contribution à l'examen de l'« empiriomonisme » serait une gageure.

D'après des biographies de Noguine, celui-ci serait allé dès 1910 à Bakou proposer à Koba d'entrer au comité central réorganisé ; rien n'indique ce qu'il en advint. Il était évidemment impossible à un exclu de devenir membre du comité central avant de redevenir membre régulier du Parti, du moins aussi longtemps que l'unité de façade subsistait.

Précisément, cette apparence trompeuse allait disparaître. La vie commune devenait intolérable, les fractions se paralysaient l'une l'autre. Or, la situation en Russie évoluait rapidement. Des signes d'effervescence apparaissaient, comme les démonstrations d'étudiants lors des funérailles de Tolstoï en 1910. La torpeur se dissipe, la crise industrielle a pris fin et le renouveau dans la production stimule l'activité de la classe ouvrière. Des possibilités nouvelles d'action socialiste se présentent. Trotski, très en avance, avait écrit quelques mois plus tôt : « Dès aujourd'hui, à travers les noires nuées de réaction qui nous couvrent, nous entrevoyons le reflet victorieux d'un nouvel Octobre. » Lénine aux pulsations politiques de la Russie, écrivait à son tour : « Le peuple russe s'éveille à une lutte nouvelle, va au-devant d'une autre révolution. » L'un et l'autre prennent séparément l'initiative de convoquer une conférence social-démocrate. Celle de Lénine se tient à Prague en janvier 1912, brusque les événements, s'attribue les pouvoirs d'un congrès, nomme un Comité central : le parti bolchéviste était enfin constitué.

Ce nouveau Comité central « usurpateur » avait sept membres, parmi lesquels Ordjonikidzé, et s'augmenta aussitôt de deux membres supplémentaires par cooptation. Staline était l'un des deux. Les menchéviks avaient exclu ce révolutionnaire professionnel, les bolchéviks le font monter en grade. Inconnu du parti dont il était l'instrument, il en devient un chef par la seule volonté des autres chefs. Jamais il n'a été élu : depuis les comités locaux et provinciaux du Caucase jusqu'au comité supérieur « panrusse », il s'élève avec patience et par degrés dans la hiérarchie sans avoir besoin de la confiance de la masse ni songer à lui rendre de comptes. Il relève exclusivement du « cercle clandestin de dirigeants » qui l'impose aux dirigés. Le Parti l'ignorait avant sa nomination et l'ignorera longtemps encore. Lénine essaie, par une note de la rédaction, d'attirer l'attention sur la « correspondance de Koba » dans son *Social-Démocrate* mais à peine si quelques dizaines d'exemplaires pénètrent en Russie. Contrairement à un Trotski

formé en pleine indépendance, mûri dans la dispute et dans la lutte avec Plekhanov, Lénine, Martov, et aux côtés de représentants du socialisme international, — Staline est un produit du Parti, grandi sous sa tutelle, mais du parti réduit à une certaine fraction, elle-même incarnée dans sa direction.

Le Comité central, destiné à siéger à l'étranger, désigna sur-le-champ un « bureau exécutif » pour la Russie ; Koba et Sergo, compagnons des opérations expropriatrices, en faisaient partie, aux appointements de 50 roubles par mois » dit un rapport de police. Ils se montraient aptes, en effet, à *exécuter* les ordres que Lénine — pratiquement Comité central à lui seul — était qualifié pour donner. Staline écrivait dans la *Zvezda*, de Pétersbourg, et apporta un concours obscur à la création de la *Pravda* quand se précisa en 1912 l'opportunité d'un journal bolchéviste légal. Le réveil entrevu par Lénine devenait évident après le massacre des grévistes de la Léna, qui suscita des protestations, des grèves de solidarité. Le 1^{er} mai suivant fut marqué d'une grande manifestation. La nouvelle *Pravda* venait au bon moment. Soutenue par des cotisations ouvrières, elle répondait à un besoin réel de journal socialiste quotidien ; son existence était mieux assurée par d'humbles sacrifices volontaires que celle des précédentes entreprises basées sur le fruit des expropriations ou les cadeaux de capitalistes.

Il n'est pas inutile de l'observer, les *Histoires* du parti bolchéviste de Zinoviev, de Nevski, de Chévaline, de Iaroslavski, de Boubnov ne mentionnent même pas Staline à propos de la *Zviesda* et de la *Pravda*. Un livre spécial d'Olminski sur ces deux organes ne lui accorde pas la moindre part dans leur fondation et leur direction ; on y trouve sa trace une seule fois, avec une note indiquant sa collaboration intermittente. Le rôle capital que lui attribue le biographe officiel, son propre secrétaire écrivant sous sa dictée, est donc de pure fantaisie. Lors du dixième anniversaire de la *Pravda*, sur une quarantaine d'articles commémoratifs de ses rédacteurs et de divers militants, deux ou trois seulement nomment Staline sans dire à son sujet rien qu'on puisse retenir. Chargé de besognes subalternes, incapable d'écrire de façon attrayante, il a pu se rendre utile en s'occupant de la diffusion du journal. « Rédaction », pour les bolchéviks, a d'ailleurs toujours eu un sens plus administratif que littéraire : un bon « rédacteur », selon leur conception, est celui qui veille à l'exécution stricte des instructions du

« cercle clandestin de dirigeants ». Staline se cachait à Pétersbourg chez le député Polétaïev, dont les souvenirs ne présentent rien de notable. En avril de la même année, il est arrêté, condamné à trois ans de Sibérie, envoyé dans la région de Narym, province de Tomsk, d'où il s'évade en septembre.

Pendant ce temps, plusieurs fractions social-démocrates hostiles aux bolchéviks, répondant à l'appel de Trotski, avaient tenu en août 1912 une conférence dite « unitaire » à Vienne. Le « bloc d'août », négatif et disparate, n'était pas viable et resta sans lendemain. Mais il eut pour effet d'aigrir à l'extrême les relations entre Lénine et Trotski. Leurs polémiques les plus virulentes sont de cette période. Elles n'enrichissent pas le fonds intellectuel du bolchévisme mais les passer tout à fait sous le silence serait supprimer un élément de compréhension des crises ultérieures du Parti.

Lénine dénonce, de Trotski, la politique réaliste, l'absence de principes, l'aventurisme... (Ce sont ses expressions textuelles.) « Les gens de l'espèce de Trotski, avec leurs phrases ampoulées sur la social-démocratie russe, sont la plaie de notre époque »... Trotski plaide aujourd'hui l'idéologie d'une fraction, demain celle d'une autre et ainsi se déclare au-dessus des fractions »... « On ne peut discuter avec Trotski sur le fond car il n'a aucune conception. On peut et on doit discuter avec les droitiers et les gauchistes convaincus mais pas avec un homme qui joue à voiler les fautes des uns et des autres ; on le démasque comme un diplomate du plus bas aloi »... « Trotski n'a jamais eu aucune physionomie politique ; il va et vient des libéraux aux marxistes, avec des lambeaux de phrases sonores arrachés à droite et à gauche »... « Tout ce qui brille n'est pas or. Il y a beaucoup de clinquant et de bruit dans les phrases de Trotski mais point de contenu... », etc.

Les appréciations de Trotski n'étaient pas moins sévères pour Lénine, « exploiteur professionnel de tout ce qu'il y a de retardataire dans le mouvement ouvrier russe » et passé maître en « misérable querelle ». Dans la lettre à Tchkhéïdzé où l'on peut lire ces mots, Trotski prévoit la « destruction des bases même du léninisme, incompatible avec l'organisation des ouvriers en parti politique mais florissant sur le fumier des fractions », après avoir constaté que « tout l'édifice du léninisme est actuellement fondé sur des mensonges et des falsifications et porte en soi germe empoisonné de sa propre décomposition ».

Cet échange de vérités partielles allait de pair avec des professions de tolérance mutuelle dont l'accent de sincérité n'a d'égal que l'inanité absolue. « Un parti peut contenir toute une gamme de nuances dont les extrêmes peuvent être même absolument contraires », dit Lénine en se séparant de Bogdanov dont il ne voulait plus dans sa fraction mais qu'il ne songea pas à refouler du Parti. Il transposait ainsi pour le mouvement socialiste ses convictions démocratiques, résumées par lui en axiome lapidaire : « Hors de la démocratie, point de socialisme. » Et Trotski devait écrire, après la scission définitive : « Dans une large communauté marxiste embrassant des dizaines de milliers d'ouvriers, il ne peut pas ne pas exister de divergences ni de désaccord. Tout membre de cette communauté idéologique a non seulement le droit mais l'obligation de défendre son point de vue sur la base du programme commun. Mais en s'y conformant, nul ne doit oublier qu'il s'agit de différends dans des rangs fraternels... Discipline et cohésion combattive sont inconcevables sans une atmosphère d'estime et de confiance mutuelles et celui qui attende à ces principes moraux, quelques que soient ses intentions, sape l'existence même de la social-démocratie. » Quant à passer de la théorie à la pratique, nul n'en prenait la chemin.

Les tentatives d'unification générale étaient vaines. Trotski s'en rendit compte et partit pour les Balkans, correspondant de guerre d'un grand journal libéral de Kiev. Là, il s'initia aux questions militaires, non sans profit pour l'avenir, et se lia d'une étroite amitié avec Christian Racovski, leader du socialisme international. Lénine, pressentant l'approche d'une secousse révolutionnaire en Russie, quitta Paris pour Cracovie, d'où les communications par la frontière autrichienne sont plus faciles et plus rapides. Évadé de Sibérie, Staline l'y rejoignit en décembre 1912 : les bolchéviks allaient tenir une réunion de leur Comité central.

Sur le bref séjour de Koba dans la région de Narym, on ne saurait rien, n'était l'opportun Verechtchak qui le rencontra au village de Kolpachovo. Parmi les déportés se trouvaient alors Sverdlov, Latchévitch, Ivan Smirnov. Les évasions se succédèrent et Koba partit à son tour par le bateau « presque ouvertement, par la province de Tobolsk ». Il eut là-bas pour camarade un socialiste-révolutionnaire, Sourine, plus tard démasqué comme provocateur. Dans un journal de Changai, le chanteur Karganov, autre socialiste-révolutionnaire, a pu-

blié des souvenirs de Sibérie où Staline apparaît en défenseur d'un voleur antipathique, en antisémite, en ami du commissaire de police local ; cette dernière collusion lui aurait valu d'être traduit devant un tribunal de déportés. L'article, erroné au moins quant à la chronologie, confirme les renseignements déjà recueillis sur les inclinations personnelles de Staline et ajoute peu.

Après la scission du Comité central, Koba passe quelques semaines à Cracovie et à Vienne en 1913. Lénine, préoccupé de former ses collaborateurs et de les spécialiser, lui donne les éléments d'une étude sur « La question nationale et la social-démocratie », le guide dans son travail que publie la revue *Prosviéchtchénie* (l'Instruction). C'est le premier article signé Staline. Devenu homme politique à l'échelle de la Russie, Koba prend un nom à désinence russe et y exprime avec une satisfaction secrète sa qualité maîtresse, la dureté de l'acier. Rupert avait appelé « côte de fer » les hommes de Cromwell. Augustin Robespierre signalait à son frère Maximilien, en la personne du jeune Bonaparte, un « soldat de fer ». Staline n'attendit personne pour faire sonner le métal dans son nom de guerre.

Lénine le jugeait indiqué pour traiter de la « question nationale » comme originaire d'un pays où Géorgiens, Arméniens, Tatares et Russe devaient coexister en paix. « Nous avons auprès de nous installé un merveilleux Géorgien qui écrit pour *Prosviéchtchénie* un grand article contenant tous les matériaux autrichiens et autres », communiquait-il à Gorki. Staline ne connaissait aucune langue étrangère (même ses études d'espéranto étaient restées infructueuses) et les dits « matériaux autrichiens », sauf peut-être le livre d'Otto Bauer traduit en russe, lui venaient évidemment de Lénine, ainsi que les idées directrices. Son article représente l'effort d'un élève appliqué, méritoire pour un homme de sa formation, mais passa inaperçu : encore en 1923, M. Saveliev n'y prête aucune attention dans l'article rétrospectif qu'il consacre à *Prosviéchtchénie*.

La question nationale, c'est-à-dire celle des rapports entre petits peuples assujettis et grandes puissances dominatrices, était au premier plan de l'actualité en Russie où la lutte révolutionnaire se compliquait des revendications d'indépendance ou d'autonomie des allogènes. L'Internationale n'avait pas d'opinion une et ferme sur ce chapitre. L'existence même de partis socialistes nationaux letton, polonais, etc., alors qu'un seul parti groupait toutes les nationalités au Caucase,

montre la complexité du problème en Russie. Les marxistes autrichiens, directement intéressés, se bornaient à préconiser l'« autonomie nationale culturelle » dans les limites territoriales établies, toutes classes confondues, sans faire obligation aux travailleurs de s'organiser comme tels sans distinction de nationalité. Lénine soutenait à la fois le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes jusques et y compris la séparation, et le devoir des travailleurs de toutes nationalités de s'organiser en groupement unique, syndical ou politique, dans chaque pays. C'est cette thèse qu'il avait donné à développer à Staline. Rosa Luxembourg l'estimait contraire à l'Internationalisme ouvrier et considérait la Pologne comme trop soudée par l'économie à la Russie pour s'en détacher.

De retour à Pétersbourg, Staline, chargé de « diriger » la petite fraction des bolchéviks à la Douma, plus exactement de lui transmettre les instructions de Lénine, se cache chez le député Badaïev et chez l'ouvrier Allilouiev. La quatrième douma, élue en 1912, comptait 13 social-démocrates dont 6 bolchéviks, mais ceux-ci représentaient la majorité des voix ouvrières. L'identité de programme des deux tendances n'empêcha pas leur scission, voulue par Lénine... et aussi par d'autres, comme on l'apprendre un jour. (La conférence de Prague avait adopté trois revendications essentielles : république démocratique, journée de huit heures, confiscation de la grande propriété foncière, — tout comme les menchéviks.) Tchkhéidzé et Tchkhénkeli, les Géorgiens, étaient les orateurs écoutés du socialisme au Parlement. Les députés bolchévistes, incapables de se conduire eux-mêmes ni de formuler la doctrine de leur parti, lisaient à la tribune les déclarations rédigées par Lénine à Cracovie... Staline, de sa forte poigne, devait les maintenir « dans la ligne » tracée par le chef. Lénine pensait pour tous.

Le rôle imparti à Staline fut de très courte durée. En février 1913, par conséquent au bout de quelques jours, la police y met terme en arrêtant, au cours d'une « soirée littéraire », le mentor par délégation. Après deux ou trois mois de prison, il est déporté dans la région de Touroukhansk, au-delà du cercle polaire, ancien lieu d'exil de Martov. Cette fois, la peine est sérieuse : Staline ne s'évadera plus. Son rang dans le Parti lui vaut une surveillance proportionnée. Il avait été dénoncé par le leader bolchéviste à la Douma, principal lecteur public des discours parlementaires de Lénine soumis avant lecture au départ-

tement de la Police, par l'ouvrier Malinovski, membre du Comité central et agent de l'Okhrana.

La police politique ne se contentait pas d'entretenir dans les organisations révolutionnaires des indicateurs et des provocateurs. Elle manœuvrait de diverses façons les partis, les groupes et les hommes, contrecarrant leurs plans au besoin en attisant les désaccords théoriques. La rupture de Plekhanov avec la Volonté du peuple avait été favorisée par l'agent secret Degaïev envoyé auprès de Tikhomirov pour l'inciter à l'intransigeance. Le pope Gapone, héros du « dimanche sanglant » de 1905, devint instrument de l'Okhrana et fut exécuté par ordre du parti socialiste-révolutionnaire. L'« organisation de combat » de ce parti, aux mains du provocateur Azev, servit les desseins policiers et gouvernementaux tout en préparant des attentats contre ministres et grands-ducs, contre le Tsar en personne. Stolypine fut tué par un terroriste policier. Les bolchéviks étaient eux-mêmes infestés d'espions, du haut en bas du parti ; Malinovski, Jitomirski, Romanov, Lobov, Tchenomazov, les plus connus, remplissaient des fonctions de « militants responsables ». Au petit congrès bolchéviste secret de Prague, sur 28 délégués présents, il se trouva au moins 4 provocateurs identifiés dans la suite. Les circulaires et rapports de police constituent, par leur minutie, leur richesse d'information, une remarquable documentation à laquelle nul historien ne manque de recourir. En particulier, la configuration mouvante des fractions de la social-démocratie est enregistrée en tableaux d'une exactitude photographique. Les mouchards étaient renseignés de première main.

Le groupe social-démocrate à la Douma n'avait pas été scindé par la seule volonté de Lénine. Le général P. Zavarine écrit dans ses *Souvenirs d'un chef de l'Okhrana* : « Malinovski continua sa collaboration secrète sous le directeur du département de la Police S. P. Biéletzki, qui lui conseilla de provoquer une scission parmi les social-démocrates siégeant à la Douma, afin de réduire, lors des votations, l'importance de cette fraction qui comptait 13 membres. Malinovski suivit ce conseil et obtint le résultat voulu, sans éveiller le moindre soupçon chez ses camarades »... Mais une suspicion de plus en plus précise finit par se former dans l'esprit de bolcheviks comme A. Troïnovski et chez les menchéviks qui exigèrent une enquête sur le président de la fraction bolchéviste parlementaire. Lénine riposta en couvrant Malinovski et en sommant Martov de répéter ses « calom-

nies » en Suisse pour y rendre des comptes au « tribunal de la république helvétique ».

Lénine accordait à Malinovski une confiance illimitée. En juillet 1913, au village de Poronino (Galicie) où il avait loué une maison de campagne, se tint un conciliabule entre cinq membres du Comité central : Lénine, Kroupskaïa, Zinoviev, Kamenev, Malinovski. Ce dernier était donc au courant de tout. En raison d'arrestations récentes de bolchéviks dirigeants, une réunion « étroite » de trois membres ayant pleins pouvoirs fut chargée de désigner, dans le plus grand secret, les hommes de confiance. Kroupskaïa et Kamenev se retirèrent, Malinovski restant dans le trio suprême. Parmi les décisions prises, l'une avait trait à l'évasion projetée de Sverdlov et de Staline, tous deux déportés près de Touroukhansk. L'Okhrana, avisée aussitôt par Malinovski, prit bien entendu ses mesures pour l'empêcher. En septembre-octobre, une nouvelle conférence réunit près de Poronino 18 délégués et 4 invités : deux rapports retrouvés au ministère de l'Intérieur en font le compte-rendu détaillé. Malinovski, toujours présent, fut nommé suppléant de Lénine au Bureau socialiste international. Il n'eut pas l'occasion de remplir sa mission.

En juillet 1914, le Bureau socialiste international, pour mettre fin au fractionnement infini de la social-démocratie russe, convoque toutes les fractions à Bruxelles. Plekhanov, Rosa Luxembourg, Axelrod, Martov, Trotski, Tchkhenskeli, Alexinski, Zourabov, Lapinski, etc. participent à la séance, que Lénine évite mais où *il fait lire*, à son habitude, par Inessa Armand un long mémoire exigeant la reconnaissance du parti bolchéviste comme section authentique de l'Internationale. Vandervelde et Kautsky ont peine à calmer l'indignation des Russes présents et Plekhanov s'oublie jusqu'à traiter Lénine de voleur acharné à conserver la caisse, ce qui oblige le président à lui retirer la parole (du moins lit-on cela dans la note de l'Okhrana, mais c'est bien le ton de ces disputes). Si Malinovski n'avait été retenu en Autriche pour se disculper des premiers soupçons, — dont Lénine tint à le laver une fois de plus en 1917, — il eût donné lecture du document bolchéviste après en avoir envoyé copie à Pétersbourg.

À l'unanimité, moins l'abstention de la déléguée léniniste et du Letton, la conférence de Bruxelles invita tous social-démocrates de Russie à surmonter leurs divisions, à réaliser l'unité. Cela ne faisait

pas l'affaire de l'Okhrana. Une circulaire du département de la Police transmet bientôt les instructions enjoignant « à tous les collaborateurs secrets participant aux divers conseils du Parti de défendre instamment, avec fermeté et persévérance, l'idée de l'impossibilité absolue de toute fusion des divers courants et particulièrement de toute union des bolchéviks avec les menchéviks ». Lénine, pour des raisons que la raison de l'Okhrana ne pouvait comprendre, était d'une opinion apparemment analogue. Mais il ne désespérait pas d'atteindre à une unité relative par ses propres moyens, en rassemblant sous son autorité les forces dispersées.

...Staline, silencieux et sombre, relégué au hameau perdu de Koureïka, chassait le renard dans la *taïga* sibérienne et le canard sauvage dans la *tundra* monotone.

Bibliographie

K. STALINE, La question nationale et la social-démocratie, *Prosviéchtchénie*, n° 3, 4, 5, St-P., 1913. — J. STALINE, Lettre du Caucase, etc., Activité de la fraction s-d. à la deuxième Douma d'État, s.l. (St-P.) n.d. — ALDANOV, Portraits, Berlin, 1931. — G. ALEXINSKI, deux courants dans la tactique parlementaire de la s-d. de Russie, s.l., 1907. — L. ANDRÉIEV, Sachka Jégouliov, *Almanach Chipovnik*, 1. 16, St-P., 1911 — P. AXELROD, La Douma du peuple et le congrès ouvrier, 2^e éd., St-P., 1907. — A. Badaïev, les bolchéviks à la Douma, M., 1929. — O. BAUER, La question nationale et la s-d., s.l., 1909. — V. BAZAROV, A. BOGDANOV, etc., Essais sur la philosophie du marxisme, St-P., 1908. — D. BIENDNY, Certifié conforme ! *Pravda*, 1908, La première Douma, P., 1908. L'affaire Azeff, P., 1909. — B. BIBINEICHVILI, Kamo, Préf. de M. Gorki, M., 1934. — A. BOGDANOV, L'empirionisme, 3 v., ST-P., 1904-06 ; Aventures d'une école philosophique, St-P., 1908. — A. BOGDANOV, V. BAZAROV, A. LOUNARTCHARSKI, M. GORKI, N. WERNER, Esquisses d'une philosophie du collectivisme, St-P., 1909. — O. BOSCH, La conf. de Prague, *Prol. Rev.* n° 4 (39), m., 1925. — J. DE CAREN-CY, Joseph Pilsudski, soldat de la Pologne restaurée, P., s.d. — K. Chelavine, La classe ouvrière et son parti, 3 v., L., 124-25. — Chemin (Le) de la *Pravda*, Recueil (N. Lénine, G. Zinoviev, J. Staline, etc.) Tver, 1922. — S. CHESTERNINE, La réalisation de l'héritage après la mort de N. P. Schmidt, etc. *Stary Bolchévik*, n° 5 (8), M., 1933. — Conclusions de la commission d'enquête sur l'affaire Azeff, s.l., 1911. — Conférence (Première) du P.S.-T., Compte rendu, P., 1908. — Conférence (Première) des organisations militaires et combattantes du P.O.S-D.R., tenue en nov. 1906, Procès-verbaux, St-P., 1907. — Congrès d'unité du P.O.S.-D.R., tenu à Stockholm en 1906, Procès-verbaux, M., 1907. — Congrès (Premier) du P.S.R., Compte-rendu, s.l., 1906. — T. DAN, La S-D. dans les résolutions du Congrès de Londres, St-P., 1907. — T. DAN, L. MARTOV, A. MARTYNOV, Lettre

ouverte à P. Axelrod et V. Zassoulitch, P., 1912. — J. DAVTIAN, L'organisation militaire de Tiflis en 1906-07, *Prol. Rev.*, n° 4 (16), M., 1923. — Députés (Les) caucasiens à la troisième Douma, Bakou, 1912. — Deuxième (La) année de la Rév. russe, Résumé des événements, jour par jour, P., 1908. — Entreprises (Les) de combats des S-R., éclairés par l'Okhrana, M., 1918. — Esquisses sur la philosophie du marxisme, recueil (A. BOGDANOV, V. BAZARROV, A. LOUNARTCHARSKI, etc.), St-P., 1908. — Esquisses sur l'histoire du mouvement socialiste en Pologne russe, Lvov, 1904. — (Expropriations de Tiflis), *Novoïé Vrémiâ*, 27, 28, 29, 30 juin et suiv., St-P., 1907. — G. GERCHOUNI, D'un passé récent, P., 1908. — L. GERMANOV, La vie du Parti en 1910, *Prol. Rev.*, n° 5, M., 1922. — N. GOLOUBEV, Le travail clandestin à Bakou, *Prol. Rev.*, n° 6, M., 1922. — M. GORKI, Lettre sur les emprunts russes, et réponse d'Anatole France, P., 1906. — D. GUERTIK, La *Pravda* en 1912-1914, *Pravda*, 6 mai 1927. — Imprimeries (Les) clandestines bolchéviques, 1904-10, M., 1923. — A. ISWSOLSKY, Mémoires, p., 1923. — L. KAMENEV, Deux partis, P., 1911, Entre deux révolutions, M., 1922. — M. KOVALEVSKI, La Russie sociale, P., 1914. — L. KRASSINE, Leonid Krassin, his life and work, London, s.d., (Krassine), Recueil à la mémoire de L. B. Krassine, L., s.d., Léonide Borisovitch Krassine (Nikitich), Années de conspiration, Recueil, M., 1928. — E. Krivocheïna, Pages sur Kamo, Préf. de M. Orakhelachvili, *Stary Bolchévik*, n° 1 (9), M., 1934. — P. KROPOTKINE, Paroles d'un révolté, P., s.d., La conquête du pain, 2^e éd., P., L'expropriation, Genève, 1904, La Révolution russe et l'anarchisme, Londres, 1907, La terreur en Russie, P., 1910. — N. KROUPSKAÏA, Souvenirs sur Lénine, M., 1932. — P. G. La CHESNAIS, La Révolution russe et ses résultats, P., 1908. — Léninisme et question nationale, Recueil, Rostov-sur-le-Don, 1931. — G. LINDOV, La fraction s-d. à la Douma, St-P. 1907. — J. LONGUET et G. SILBER, Terroristes et policiers, Azef, Harting et C^{ie}, P., 1909. — A. LOUNARTCHARSKI, Études critiques et polémiques, M., 1905, Religion et socialisme, St-P., 1908. — J. MARTOV, Sauveurs et destructeurs ? P., 1911. — M. (MARTOV), Le mystérieux inconnu. *Sots*, V., n° 16, Berlin, août 1922. — J. MARTOV, Geschichte der russischen Sozialdemokratie Mit einem Nachtrag von Th. Dan : Die Sozialdemokratie Russland nach dem Jahre 1908, Berlin 1926. — S.F. MEDVEDIEVA-TER-PETROSSIAN, Le camarade Kamo, *Prol. Rev.*, n°s 8-9 (31-32), M., 1924, Un héros de la Révolution (Le Camarade Kamo), Préf. de P. Lépéchiniski, M., 1925. — I. MENITSKI, Le mouvement ouvrier russe et le P.O.S-D.R. à la veille de la guerre, M., 1923. — E. MICHELET, Essai sur l'histoire de Nicolas II et le début de la Révolution russe, 2 v., P., 1907-09. — A. MITREVITCH, Souvenirs, etc., *Prol. Rev.*, n° 4, M., 1922. — K. MOLOTOV, Sur l'histoire du Parti, M., 1923. — N. NELIDOV, Le camarade Makar, *Prol. Rev.*, n° 7 (30), M. 1924. — G. NESTROÏEV, Journal d'un maximaliste, P., 1910. — K. NIKITINE et I. STEPANOV, L'activité de la deuxième Douma, M., 1907. — B. NICOLAÏEVSKI, La fin d'Azef, Berlin, 1931 ; Histoire d'un traître, les terroristes et la police politique, Berlin, 1932. — M. OLMINSKI, Sur l'époque de la *Zvezda* et de la *Pravda*, 2^e éd., M., 1929. — P. PASCAL, Introduction et notes aux « Pages choisies » de Lénine, t. II, P., 1927. — Pillage d'un train-poste sur la ligne de Varsovie, *Novoïé Vrémiâ*, St-P., 28, 29, 30 sept. 1908. — G. PLEKHANOV, Œuvres, t.

XV, XVII, XVIII, M., s.d. — P. POLEJAIEFF, Six années, La Russie de 1906 à 1912, P., 1912. — N. POLETAIEV, quinze ans en arrière. *Pravda*, M., 5 mai 1927. — Question (La) nationale et coloniale et le P.C.R., M., 1925. — M. RAFES, Esquisses d'histoire du Bund, M., 1923. — E. RAKHIA, Souvenirs, *Pravda*, M., 7 nov. 1927. — Rapport du parti S-R. de Russie au Congrès socialiste de Stuttgart, Gand, 1907. — Rapport du P.O.S-D.R., au huitième Congrès soc. int. à Copenhague, P., 1910. — Rapport de la délégation su Caucase sur la conf. du Parti, P., 1909. — Résultats du Congrès de Londres du P.O.S-D.R., Recueil, St-P., 1907. — Révolution (La) et le P.C.R. dans les matériaux et documents, t. IV, 2^e éd., 1925, t. V, M., 1924 ; t. VI, M., 1924. — L. Rogov, Sur la vie à la prison de Bakou, *Katoga i Ssylka*, n° 8 (37), M., 1927. — K. ROSENBLUM, Les organisations militaires des bolchéviks en 1905-07, M., 1931. — N. ROUBAKINE, Qu'est-ce que la Révolution russe ? Genève-Paris, s.d. — F. SAMOÏLOV, Souvenirs d'un député bolchéviste à la Douma, *Prol. Rev.*, n° 3 (26), M., 1924. — T. SAPRONOV, Sur l'histoire du mouvement ouvrier, M., 1925. — M. SAVELIEV, *Prosviéchtchénie*, revue marxiste, *Prol. Rev.*, n° 2 (14), M., 1923. — B. SAVINKOV, Souvenirs d'un terroriste, P., 1931. — N. SÉMACHKO, Souvenirs, *Prol. Rev.*, n° 1, M., 1921 ; Fragments de souvenirs, M., 1930. — V. SOLOVIEV, La question nationale en Russie, M. 1884. — Gén. A. SPIRIDOVITCH, Histoire du terrorisme russe, P., 1930. — G. STIEKLOFF, La fraction s-d. dans la troisième douma, P., 1913. — Sur le 10^e anniversaire de la *Pravda*, Souvenirs, *Pravda*, M., 5 mai 1922. — Sur l'époque de la *Zvizda* et de la *Pravda*, fasc. 1, 2, 3, M., 1921-24. — Sur le passé de l'organisation de Bakou, Recueil, Bakou, 1923. — S. SVATIKOV, L'espionnage politique russe à l'étranger, Rostov-sur-le-Don, 1918. S. TCHLENOV, L'Okhranka de Moscou et ses collaborateurs secrets, M., 1919. — Technique de la conspiration bolchéviste, *Recueil*, fasc. II, M., 1924. — Travail des organisations bolchévistes de combat en 1905-07, 1) S. SOULIMOV, Souvenirs sur le groupe technique-militaire auprès du C.C. du Parti, 2) Sur l'histoire des organisations de combat dans l'Oural (d'après les souvenirs de E. Kadomtzev, etc.) *Prol. Rev.*, n° 7 (42), M., — N. TROTSKI, Pour la défense du Parti, Œuvres, t. IV, Chronique politique, M., 1926, Ma vie, Essai d'autobiographie, t. II, Berlin, 1930. — A. TSINSADZÉ, Mes souvenirs, *Revolioutsii Matiané*, n° 3 et 4, Tiflis, 1923 ; n° 4 et 5 (9-10), Tiflis, 1924. — VICTOR-SERGE, Les coulisses d'une Sûreté générale, P., s.d. — Vingt-cinq ans de l'organisation des bolcheviks à Bakou, 1924. — VI. VOÏTINSKI, Années de victoires et de défaites, 2 v., Berlin, 1923-24. — E. YAROSLAVSKY, Le travail des bolchéviks dans l'armée avant la Révolution d'Octobre, P., 1929. — ZINOVIEV, Œuvres, t. I et II, Sur l'histoire du bolchévisme, Pétr., 1923 ; t. III et IV, La lutte pour le bolchévisme, L., 1924-26 ; t. VI, Le parti et les syndicats, L., 1929. — A. ZOURABOV, La deuxième Douma, Impressions, St-P., 1908.

Staline.
Aperçu historique du bolchévisme.

V

LA RÉVOLUTION

La guerre de 1914. — Défensisme et défaitisme. — Lénine seul contre tous. — La révolution de Février. — Gouvernement provisoire et Soviet de Pétrograd. — Staline en liberté. — Désarroi des bolchéviks. — Le retour de Lénine. — Les thèses d'avril. — « Tout le pouvoir aux soviets ». — Trotski avec Lénine. — Espoirs de révolution dans le monde. — Les journées de juillet. — La question des soviets. — L'épisode Kornilov. — Sixième Congrès du Parti. — Rôle de Staline. — La grande vague bolchéviste. — Trotski président du Soviet de Pétrograd. — Lénine théoricien de la démocratie intégrale. — *L'État et la Révolution*. — Divergences de vues sur la date de l'insurrection. — Lénine exige le coup d'État. — Trotski dirige les opérations militaires. — La révolution d'Octobre. — Certitudes et perspectives. — Bibliographie.

[Retour à la table des matières](#)

La guerre brisa en Russie le mouvement révolutionnaire ouvrier renaissant dont les grèves et les barricades de Pétersbourg, lors d'un séjour de Raymond Poincaré en juillet 1914, révélaient le puissant élan offensif. Comme partout ailleurs, la mobilisation et l'état de siège étouffèrent d'abord les vellétés d'opposition déclarée. La politique des grands partis socialistes ralliés à l'« union sacrée » dans les pays belligérants troubla profondément les divers courants du socialisme russe.

Cependant, à la Douma, menchéviks et bolchéviks s'entendirent sans effort pour refuser le vote des crédits de guerre par une déclaration commune, d'ailleurs assez équivoque. Rapprochement que les désaccords des théoriciens dans l'émigration allaient rendre éphémère.

Plekhanov, sous l'influence de Jules Guesde, prit la position patriotique d'un partisan des Alliés considérés comme les champions du progrès démocratique vis-à-vis des Empires centraux réactionnaires. Ce fut également l'attitude de nombreux social-démocrates, surtout menchéviks, et de socialistes-révolutionnaires. « Si j'étais à la place de Jules Guesde, j'aurais agi comme lui et, à vrai dire, si je me trouvais maintenant en France, je serais volontaire dans la légion étrangère », dit l'ouvrier Chliapnikov, homme de confiance de Lénine, — d'après un article rétrospectif de N. Krestinski. (Il devait d'ailleurs bien vite changer d'opinion.) Certains bolchéviks gagnés en France par l'état d'esprit collectif, partirent pour le front comme engagés volontaires. Même des anarchistes, à l'exemple de Kropotkine pour qui l'héritage de la Révolution française était menacé par le militarisme allemand, firent passer la nécessité d'une victoire de l'Entente avant leur doctrine.

À l'opposé du « défensisme », Lénine affirma sans hésiter son « défaitisme », sous la forme la plus achevée, un défaitisme inconditionnel et poussé aux dernières conséquences. Dans son *Social-Démocrate*, ses brochures, ses manifestes, il caractérisait le conflit mondial comme « une guerre de brigandage capitaliste », « une guerre entre esclavagistes pour le partage des esclaves et le renforcement de l'esclavage », « une guerre entre négriers qui se disputent leur bétail ». De ce point de vue, il pressait les socialistes de chaque pays de contribuer à la défaite de leur propre gouvernement, d'encourager la fraternisation des belligérants sur tous les fronts, de « transformer la guerre impérialiste en guerre civile ». Ayant fait décider, au Congrès socialiste international de Stuttgart en 1907, de concert avec Rosa Luxembourg et Martov, d'utiliser « la crise économique et politique engendrée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste », Il prenait la résolution au sérieux, ne reculant pas devant la chose après avoir posé la phrase. En tout état de cause, la défaite de la Russie, c'est-à-dire du tsarisme, était à ses yeux le « moindre mal ».

Seul à formuler une conception si tranchée, si nettement contraire à toute autre, il traitait les défensistes de « socialistes du Tsar » comme Marx appelait les Lassalliens « socialistes du roi de Prusse » et, engageant la lutte sur l'arène européenne, dénonça la faillite de l'Internationale, flétrit tous les socialistes patriotes comme traîtres, condamnant aussi les socialistes pacifistes, les internationalistes platoniques comme entachés de chauvinisme et complices plus ou moins conscients des précédents. Pour lui, la solidarité réelle du prolétariat implique l'hostilité à toute défense nationale dans les conditions données, sans distinction de camp, et exige l'insurrection à la fois contre la guerre et contre le régime bourgeois. Enfin, il préconisait déjà la fondation d'une nouvelle Internationale. Durant toute la période des hostilités, il ne cessa de développer ces thèses qui le différenciaient à jamais de tous les autres socialistes. Mais il n'en persiste pas moins à s'affirmer démocrate irréductible : « Le socialisme est impossible sans démocratie, en deux sens ; 1° le prolétariat ne peut accomplir de révolution socialiste s'il ne s'y prépare pas en luttant pour la démocratie ; 2° le socialisme victorieux ne peut maintenir sa victoire et conduire l'humanité à l'extinction de l'État sans réaliser pleinement la démocratie. »

Entre les deux extrêmes, défensisme et défaitisme, les opinions intermédiaires étaient nombreuses. Trotski et Martov, avec la plupart des personnalités marquantes de l'internationalisme révolutionnaire, Rosa Luxembourg ; Karl Liebknecht, Franz Mehring, Racovski, Riazanov, etc., se prononçaient contre la défense nationale mais pour une paix sans vainqueurs ni vaincus et n'entendaient pas rompre avec les socialistes comme Kautsky, restés fidèles aux principes communs tout en composant avec les partisans de l'« union sacré ». Trotski soutenait la revendication de paix sans contributions ni annexions, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et traçait la perspective des États-Unis d'Europe. Lénine attaqua sans ménagement ces « centristes » de nuances diverses, les harcelant de critiques et de sommations ; il leur reprochait l'hésitation, l'équivoque, l'éclectisme, la compromission, en ménageant lui-même par tactique Rosa Luxembourg et en glorifiant le courage exemplaire de Liebknecht. Son intransigeance était sévère surtout pour Trotski, cependant proche voisin politique, mais précisément en raison de ce voisinage.

Quant à Staline, on ignore ce qu'il a pu penser au cours de ces années dans son exil. Privé d'instructions de Lénine, partageait-il les idées de son chef ? La place vide dans sa biographie, l'absence de toute documentation à ce sujet, la disparition de tout vestige de correspondance ou de travail intellectuel sont assez significatives. Sous ce rapport, et du point de vue bolchéviste dont Staline se réclame, Trotski est fondé à lui demander des comptes : « Il est impossible qu'en quatre années, Staline n'ait rien écrit sur les problèmes essentiels de la guerre, de l'Internationale, de la révolution. ...S'il s'était trouvé ne fût-ce qu'une ligne où Staline aurait formulé l'idée du défaitisme ou proclamé la nécessité d'une nouvelle Internationale, cette ligne eût été depuis longtemps imprimée, photographiée, traduite en toutes langues et enrichie de commentaires savants d'académies et d'instituts. Mais cette ligne est introuvable. »

Staline a non seulement supprimé ses textes de l'époque mais veillé à ne pas être mis en cause par d'autres. Dans la volumineuse collection de *Katorga i Ssylka* (Bagne et Déportation), revue des anciens prisonniers et déportés politiques, où les survivants de la répression tsarienne ont licence d'épancher leurs moindres souvenirs, surtout s'ils peuvent évoquer un personnage en vedette, Staline est inexistant. Les autres publications historiques, pleines de documents et de mémoires, ne le mentionnent pas davantage. Cas unique en Russie, insolite, et qui autorise aux déductions les plus défavorables.

À défaut de caractéristiques politiques, un témoignage réticent subsiste sur le Staline de Sibérie comme individu : celui de son camarade d'exil Sverdlov, un des principaux bolchéviks non émigrés. D'après les lettres de ce dernier publiées avant la vigoureuse censure personnelle de Staline, les rapports devinrent vite difficiles entre les deux déportés de Koureïka. Ils habitaient la même maisonnette et faisaient ensemble leurs randonnées de chasse. Sverdlov apprécia d'abord Staline comme « un bon compagnon mais trop individualiste dans sa conduite quotidienne ». Bientôt, « nous nous connaissons trop », écrit-il ; « dans les conditions de l'exil et de la prison, l'homme se montre à nu et s'avoue dans sa mesquinerie »... Ils finirent par se séparer, leurs rencontres devinrent de plus en plus rares. Sverdlov se fit transférer dans un autre lieu de la région ; sans expliciter concrètement de griefs contre Staline, sa correspondance laisse comprendre l'impossibilité de vivre avec celui-ci.

Staline en vint à s'isoler, ne fréquentant guère, à de longs intervalles, que Spandarian, un bolchévik arménien qui n'a pas publié de mémoires. Un de ses actuels subordonnés, Choumiatski *, ex-déporté de la même colonie, le présente comme un défaitisme de la première heure et décrit dans une brochure sur Touroukhansk ce chasseur et pêcheur solitaire équipé d'un attirail varié de filets, éperviers fusils, trappes, pièges, paniers... « Il coupait du bois, cuisait ses aliments et trouvait le temps de travailler à ses manuscrits. » Seraient-ce les écrits dont Trotski réclame la révélation avec tant d'insistance ? Mais Sverdlov dit ne pas même savoir si Staline a eu la moindre activité intellectuelle en exil.

Une lettre où Lénine, en novembre 1915, demande comment s'appelle exactement Koba montre que si le véritable nom de Staline était oublié, sa rude personnalité ne l'était pas. Peut-être la question posée indique-t-elle un projet d'évasion. Mais une surveillance attentive s'exerçait sur le trappeur de Koureïka. En 1917, Sverdlov signale vingt déportés de leur région appelés au service militaire ; Staline était du nombre mais son infirmité du bras gauche le sauva.

Pour que des révolutionnaires avérés fussent convoqués sous les armes, où ils devaient inéluctablement propager l'indiscipline, il fallait que la Russie eût grand besoin de nouveaux soldats. La mobilisation avait enrôlé près de 15 millions d'hommes. Mais les pertes étaient désastreuses. La pénurie d'armement et de munitions, l'insuffisance de l'industrie de guerre, le délabrement des transports, la gabegie dans l'intendance, l'incapacité du haut commandement, la paralysie bureaucratique, la corruption gouvernementale vouaient l'armée à des hécatombes. On comptait 2 millions et demi de morts en 1917, 3 millions de blessés et de prisonniers. Hôpitaux et ambulances débordaient de malades. Le gaspillage des vies humaines ne pouvait compenser l'infériorité des troupes au moral et quant au matériel, ni le désordre et la débauche à l'arrière.

Plus la guerre durait, moins les buts en étaient compréhensibles au peuple sacrifié. L'exaltation patriotique assoupie, le doute rongait les

* Boris Zakharovitch Choumiatski, pseudonyme : André Tchervonnyi. Sous le régime soviétique, a assumé de hautes fonctions en Sibérie et en Extrême-Orient. Puis, ambassadeur en Perse. Cf. sa brochure. *Au service de la diplomatie soviétique*, 2^e éd., M. 1960, qui mentionne d'autres brochures de lui.

cadres militaires en grande majorité renouvelés de défaites en défaites, l'irritation et le désespoir gagnaient les soldats épuisés, ces « martyrs aveugles », las de combattre à l'arme blanche contre des mitrailleuses et poussés à bout par des punitions corporelles : il y avait plus d'un million de déserteurs et d'insoumis en 1917.

À l'intérieur, la situation n'était pas meilleure pour l'autocratie. La sous-production agricole due aux levées successives de millions de travailleurs adultes, l'usure des chemins de fer, les besoins du front, la spéculation et le blocus paralysaient peu à peu le ravitaillement des villes. Le combustible et les matières premières manquaient aux usines, la plupart travaillant pour la guerre. L'anarchie de l'administration ne laissait pas espérer l'utilisation rationnelle des ressources. Dans les zemstvos et diverses associations de secours, la « société éclairée » s'efforçait en vain de compenser les défaillances de l'État. La dépréciation du rouble et la hausse des prix réduisaient les salaires, rendaient l'existence de plus en plus difficile aux ouvriers, acculés à des grèves défensives. La statistique constate les proportions croissantes du mouvement gréviste, les rapports de police multipliaient les avertissements devant le danger révolutionnaire. À l'exaspération de l'armée correspond l'hostilité générale envers le tsarisme.

En même temps, les scandales de la Cour et la politique aveugle de la camarilla régnante ébranlent les derniers soutiens du régime. Des souverains dégénérés, entourés d'aventuriers, de charlatans, de détraqués, dominés par un pseudo-moine ivrogne et lubrique, décourageaient leurs plus fidèles serviteurs. En dépit des avis les moins suspects et des signes les plus alarmants, Nicolas II couvrait les agissements insensés de ses ministres choisis contre le gré d'une Douma pourtant réactionnaire. En vain les partis de droite dénonçaient-ils par loyalisme les « forces occultes », la vénalité et la trahison dans les sphères dirigeantes. Même des membres de la famille impériale durent se résoudre à prendre part aux complots de palais visant à déposer le monarque pour sauver la monarchie. Grands-ducs et généraux ourdisaient des coups d'État. L'assassinat de Raspoutine ne fut qu'une sinistre opération auxiliaire. Les intrigues du clan germanophile de l'aristocratie en faveur d'une paix séparée avec l'Allemagne pressaient la bourgeoisie nationaliste de réaliser son dessein préventif, l'abdication du Tsar et l'instauration d'une régence.

Mais la catastrophe allait surprendre l'« opposition de Sa Majesté » dans ses interminables préparatifs. Au début de 1917, le froid et la faim portent le mécontentement populaire à son comble, brusquent les événements. Le pain manque à Pétrograd en février. Les travailleurs font grèves sur grèves, les femmes du peuple stimulent les démonstrations de rues, l'armée hésite à obéir aux ordres de répression, puis se joint résolument au mouvement protestataire, comme à Paris les gardes-françaises en 1789 : l'insurrection était en marche. Irrésistible, elle balaie « en cent heures » l'absolutisme que personne, pour ainsi dire, ne défend. La Douma servile, débordée, est contrainte de former un gouvernement provisoire. Le même jour s'improvise dans la capitale le Soviet des ouvriers bientôt élargi aux soldats. Deux autorités rivales se dressent simultanément sur les ruines de l'ancien régime, écroulé presque sans lutte sous une poussée de toute la population. Le soulèvement n'avait pas coûté quinze cents victimes, en y comprenant les blessés. La province unanime suivit la capitale.

À propos de la Commune de 1871, Benoît Malon a remarqué : « Jamais révolution n'avait plus surpris les révolutionnaires. » Cette fois encore, et comme en 1905, la révolution commençait sans l'initiative des révolutionnaires professionnels. Aucun parti socialiste n'avait entraîné ni guidé la masse en révolte. Nul chef, pour indiquer la voie. Les personnalités parlementaires, de Rodzianko à Tchkhéïdzé, en passant par Goutchkov, Milioukov et Kérenski, subirent diversement le fait accompli. Le prolétariat de Pétrograd livré à lui-même sut réaliser d'instinct la condition primordiale du succès en fraternisant avec les paysans-soldats. Spontanément, il avait pris d'assaut les bureaux de police et forcé les portes des prisons. Son élite, aguerrie par les combats de 1905, mûrie dans l'action quotidienne, quelque peu instruite à l'école du socialisme ne pouvait cependant pas s'orienter seule dans le chaos du moment. Privée de ses leaders reconnus, émigrés ou déportés, elle abandonna le pouvoir nominal aux classes privilégiées, aux partisans de la monarchie constitutionnelle préoccupés de maintenir la dynastie pour mieux sauvegarder leurs privilèges. Kérenski, nouvel adhérent du parti socialiste-révolutionnaire, représentant typique de la confusion sentimentale d'une période passagère, fut l'« otage de la démocratie » au Gouvernement provisoire dont le monarchiste Milioukov était l'incarnation réelle. Le Soviet de Pétrograd n'osa pas affirmer sa prééminence ni même exiger la proclamation de

la République. Mais cet effacement volontaire ne le privait pas de l'hégémonie effective que lui assurait, à son corps défendant, la confiance des ouvriers armés et surtout des soldats : le *prikaz* n° 1 avait mis la force militaire à sa disposition. La « dynastie », singulière combinaison de deux pouvoirs, devint aussitôt un sourd antagonisme de forces inconciliables.

La transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, comme disait Lénine, s'accomplit par un enchaînement logique de circonstances, non sous l'influence d'une propagande. Les appels des bolchéviks, n'atteignaient ni le peuple russe, ni aucun autre. Le défaitisme, largement répandu pendant la guerre de Crimée et plus encore au cours de la campagne de Mandchourie, trouvait moins d'écho direct cette fois dans le peuple et dans l'armée où il existait à l'état vague et latent. Secondé par sa femme, Kroupskaïa, et par Zinoviev, son adjudant, Lénine inspirait en Suisse un groupe intransigeant isolé, sans rayonnement. Aux conférences socialistes internationales de Zimmerwald (1915) et de Kienthal (1916) réunies par les partis socialistes suisse et italien, il constituait une petite fraction d'intellectuels dite « de gauche », adversaire de tout pacifisme, de toute conciliation avec l'Internationale officielle. Aucune organisation ouvrière n'appuyait son effort, ignoré d'ailleurs hors d'un cercle très étroit de révolutionnaires internationaux. Seul, il répudiait le nom de social-démocrate pour y substituer celui de communiste. Seul, il voulait créer sans retard la troisième Internationale. Seul, conformément à la parole de Clausewitz sur la guerre, « constitution de la politique par d'autres moyens », que confirme la notion marxiste de la force « accoucheuse des sociétés en travail », il envisageait la guerre civile comme un inéluctable prolongement de la politique des classes en compétition. Mais ses espérances faiblissaient et un mois avant la révolution de Février, il conclut avec tristesse un discours à Zurich : « Nous, les vieux, ne vivrons peut-être pas jusqu'aux batailles décisives de la révolution à venir »...

Par correspondance, il avait ressaisi le groupe docile des bolchéviks à la Douma, dont les cinq députés furent emprisonnés et déportés. En sa personne, le Comité central du Parti n'avait plus qu'un représentant unique en liberté, à moins de compter aussi Zinoviev. Sur sept membres du Comité bolchéviste de Pétrograd, on démasque plus tard trois policiers, qui rendaient tout travail inopérant (Le provocateur

Malinovski était alors en Allemagne dans un camp de prisonniers où il conférençait sur le programme socialiste d'Erfurt.) De rares exemples des écrits de Lénine et de Zinoviev, publiés par la suite sous le titre : *Contre le courant*, filtraient à travers la Scandinavie. Coupés de leur maître, les disciples étaient de nouveau désemparés. Aussi se distinguèrent-ils peu des autres social-démocrates dans l'allégresse des premières journées révolutionnaires. La *Pravda* de Pétrograd, rédigée par de modestes militants, Molotov et Chliapnikov, eut peine à motiver une ligne de conduite particulière tout en s'évertuant à imprimer au journal une allure de gauche au moyen des vieilles formules du Lénine de 1905. *Le Social-Démocrate*, à Irkoutsk, publiait des articles d'Ordjonikidzé, d'Iaroslavski, de Pétrovski dont le bolchévisme ressemblait à s'y méprendre au menchévisme. En province, de nombreux groupes social-démocrates unissaient les deux anciennes fractions.

La révolution prit au dépourvu les révolutionnaires qui en prévoyaient depuis longtemps l'imminence, comme la guerre surprit les socialistes qui l'avaient d'avance annoncée et dénoncée. Lénine retrouva rapidement ses esprits. Au début, il télégraphie de Zurich à ses amis pour mettre en avant le modeste mot d'ordre : élections immédiates à la municipalité de Pétrograd. Son programme tient en trois revendications fondamentales : « République démocratique, journée de huit heures, confiscation des terres seigneuriales », — et c'était le programme même des menchéviks. Ainsi confirme-t-il ses paroles de 1914 : « Nous voulons à tout prix une Grande-Russie fière, républicaine, démocratique, indépendante et libre qui, dans les relations avec ses voisins, applique le principe humain de l'égalité, non le principe féodal du privilège. » Mais bientôt, il adjure ses partisans de refuser la confiance au Gouvernement provisoire, de s'opposer à la politique de soutien suivie par les dirigeants du Soviet pétersbourgeois. Ses *Lettres de loin* envoyées de Suisse, sur « la première étape de la première révolution » issue de la guerre, parlent du Soviet comme d'un « embryon de gouvernement ouvrier » et concluent à la nécessité de conquérir la « république démocratique » pour aller au « socialisme ».

Trotski entrevoyait à peu près de la même façon le développement de la situation. Opposé au défaitisme qu'il appelait un nationalisme à rebours, au mot d'ordre de guerre civile auquel il préférait celui de la paix, et à la scission à outrance pratiquée par les bolchéviks, il rejoint pourtant dans ses prévisions les perspectives encore imprécises de Lé-

nine. Ayant rompu avec Martov, trop hésitant à ses yeux, il avait publié à Paris sous divers titres un journal internationaliste en butte à la censure et qui lui valut d'être expulsé de France, après avoir été condamné en Allemagne pour une brochure révolutionnaire et avant d'être chassé d'Espagne où la vindicte policière le poursuivait. Bien des bolchéviks ne voyaient pas de différence entre son attitude et celle de Lénine : « *Le Social-démocrate* édité par Lénine et Zinoviev en Suisse, le *Goloss* de Paris supprimé par la police française et devenu *Nache Slovo*, dirigé par Trotski, seront pour l'historien futur de la troisième Internationale des fragments dont a été forgée l'idéologie révolutionnaire du prolétariat international », écrit par exemple le bolchévik de gauche Malinouïski avec six ans de recul. Émigré en Amérique, Trotski collabore au *Novy Mir*, de New York, aux côtés d'un jeune bolchévik encore inconnu, N. Boukharine et d'une transfuge du menchévisme, Alexandra Kollontaï, depuis peu ralliée à Lénine. Pour lui aussi, les événements de Russie n'étaient qu'une étape vers la révolution socialiste, un prélude à la révolution sociale en Europe.

Les bolchéviks de Russie n'avaient pas de vues si hardies. À la remorque des événements, ils participaient aux illusions collectives de la foule grisée d'une victoire facile. De Perm, Lénine reçut en Suisse ce télégramme : « Salut fraternel, partons aujourd'hui pour Pétrograd. Kamenev, Mouranov, Staline. » Les déportés libérés étaient en route. Lénine ignorait que Kamenev avait peu auparavant signé un autre télégramme, au nom d'un meeting populaire tenu en Sibérie, félicitant le grand-duc Michel Romanov de sa renonciation au trône jusqu'à décision de la future Constituante... Arrivés dans la capitale, Mouranov, Kamenev et Staline, les trois premiers « chefs » rendus à la fraction des bolchéviks, prirent de leur propre autorité la direction de la *Pravda*. Staline, délégué par le Comité central de son parti, c'est-à-dire par lui-même et quelques proches camarades, entra au Comité exécutif du Soviet sans être élu ni des ouvriers, ni des soldats. L'histoire le tirait de la vie souterraine pour lui offrir l'occasion de déployer son activité au grand jour.

« La guerre, incontestablement, a joué un rôle énorme dans le développement de notre révolution. Elle a désorganisé matériellement l'absolutisme ; elle a disloqué l'armée ; elle a donné de l'audace à la masse des habitants. *Mais heureusement, elle n'a pas créé la révolution et c'est une chance parce que la révolution née de la guerre est*

impuissante : elle est le produit de circonstances extraordinaires, repose sur une force extérieure et en définitive se montre incapable de conserver les positions conquises » ces lignes de Trotski, dans son ouvrage : *Notre révolution*, ont trait à la révolution de 1905 et à la guerre russo-japonaise.

Loin d'attribuer à son parti des mérites illusoires, Lénine aussi reconnu dans la guerre en cours l'explication déterminante des bouleversements de 1917 mais sans pour cela conclure à l'impuissance de la révolution : « L'incendie de la révolution s'est propagé uniquement à cause de l'ignorance et des souffrances terribles de la Russie, à cause de toutes les conditions créées par la guerre », dit-il, ajoutant une autre fois : « Notre révolution est engendrée par la guerre ; sans la guerre, nous verrions l'union de tous les capitalistes dans la lutte contre nous. » Plus tard, il précisa sa pensée en soulignant l'indifférence de la majorité de la population à l'égard de la région frontière, l'absence de sentiment national : « Il était facile de commencer la révolution dans un pays pareil. C'était plus aisé que de soulever une plume. Mais il serait vain d'espérer entreprendre sans efforts ni préparatifs une révolution dans un pays où le capitaliste est en plein épanouissement. »

La guerre rendit possible en 1917 la coopération entre ouvriers et paysans qui fit défaut en 1905. En outre, elle avait développé certaines industries et accentué la concentration du prolétariat à Pétrograd et à Moscou. Les vides creusés par la mobilisation et les immenses tueries du front furent comblés par un afflux de paysans dans les villes. Cette jeune classe ouvrière inculte, sans traditions routinières ou conservatrices mais aussi sans instruction technique ni éducation politique, offrait une fraîcheur intacte de tempérament révolutionnaire à tout parti capable d'interpréter ses aspirations, à la fois nettes par les tendances profondes et confuses dans les manifestations de surface.

Les ouvriers réclamaient depuis longtemps une vie meilleure et des libertés démocratiques, les paysans convoitaient la terre possédée par les parasites, les soldats voulaient la paix. Mais ces soldats étaient pour la plupart des paysans avides de terres, les ouvriers se sentaient non moins intéressés à la paix, les paysans aux libertés. De plus, les allogènes opprimés sous l'Empire avaient soif d'autonomie ou d'indépendance nationales. La masse unanime dans ses impérieux be-

soins communs attendait donc avec impatience de l'Assemblée constituante la satisfaction de ses exigences vitales.

Le Gouvernement provisoire, expression des intérêts et des idées d'une minorité infime, sans liens avec le peuple ni expérience du pouvoir, se montra incapable de comprendre l'urgence des revendications populaires, à plus forte raison de commencer à résoudre les problèmes ainsi posés. Il n'assurait ni pain aux ouvriers, ni terre aux paysans, ni paix aux soldats, ni liberté d'auto-détermination aux nationalités. La convocation de la Constituante était prévue pour une date lointaine et vague sous prétexte d'établir au préalable un chef-d'œuvre de loi électorale. La guerre continuait sans espoir. La crise économique allait s'aggravant.

Le Soviet de Pétrograd, en qui les travailleurs voyaient l'organe authentique de la démocratie malgré sa constitution amorphe, et exerçant par reconnaissance tacite son tragique sur « toutes les Russies », cherchait en temporisant un juste milieu entre la « démagogie » et la « réaction ». Les menchéviks n'étaient qu'une poignée. La social-démocratie géorgienne, avec Tchkhéïdzé dès l'origine comme président et bientôt Tseretelli, retour de Sibérie, comme leader le plus écouté, passa une fois de plus au premier plan. Au Comité exécutif, unanime à se réclamer de l'esprit de Zimmerwald les internationalistes Soukhanov et Steklov formaient l'aile gauche à côté de bolchéviks peu connus, avant l'introduction de Kamenev et Staline.

Dans ses *Notes sur la Révolution*, par trop prolixes mais sincères et vivantes, mises à contribution par tous les historiens qui ont traité de cette époque, Soukhanov traduit en ces termes l'impression faite par Staline :

« Parmi les bolchéviks, à part Kamenev, apparut alors au Comité exécutif Staline. C'est une des figures centrales du parti bolchéviste et, par conséquent, une des quelques unités tenant jusqu'à présent encore dans ses mains le sort de la révolution et de l'État. Pourquoi en est-il ainsi, je ne me charge pas de le dire : l'influence dans les sphères supérieures, éloignées du peuple, irresponsables, étrangères à la publicité, est chose si bizarre ! Mais en tout cas, pour ce qui est du rôle de Staline, il y a de quoi être perplexe. Le parti bolchéviste, malgré le bas niveau de son « corps d'officiers », sa masse ignorante et occasionnelle, a une série de personnalités importantes dignes d'être chefs, dans son « généralat ». Staline, pen-

dant sa modeste activité au Comité exécutif, produisait, et pas seulement sur moi, l'impression d'une tache grise, vivotant parfois d'une manière terne et effacée. Somme toute, on peut dire de lui rien de plus. »

En effet, le rôle de Staline au Comité exécutif, on n'a encore rien pu tirer des comptes rendus ni des archives. En revanche, on sait dans quel sens il s'exerça à la tête du Parti, tant par les articles de la *Pravda* que par les livres de Chliapnikov, militant bolchéviste devenu mémorialiste.

Ayant brutalement évincé la direction du journal sans tenir aucun compte de l'organisation ni des cadres, en sa seule qualité de membre du Comité central déjà obtenue par simple cooptation, Staline imprima l'orientation dite « défensiste » conditionnelle à l'organe officiel du Parti. Selon cette conception, le Gouvernement provisoire aurait l'appui des bolchéviks dans la mesure où sa politique correspondrait aux vues du Soviet menchéviste-socialiste-révolutionnaire. Kamenev servait de théoricien à cette volte-face. Mouranov la couvrait de son titre de députés persécuté et Staline détenait le commandement *de facto*. Ce coup d'État minuscule, illustrant à merveille les procédés des révolutionnaires professionnels vis-à-vis du Parti soumis à volonté d'un dirigeant clandestin, inconnu de tous et que personne n'avait élu, souleva une grande indignation parmi les subordonnés où le pli d'obéissance passive n'était pas encore pris. Chliapnikov en décrit ainsi les premières répercussions :

« Le 15 mars, jour de la sortie du premier numéro de la *Pravda* « réformée », fut un jour de jubilation pour les défensistes. Tout le palais de Tauride, depuis les hommes du Comité de la Douma jusqu'au Comité exécutif, cœur de la démocratie révolutionnaire, était plein d'une seule nouvelle : la victoire des bolchéviks modérés, raisonnables, sur les extrémistes. Au Comité exécutif même, on nous accueillit avec des sourires venimeux. Ce fut la première et l'unique fois où la *Pravda* suscita l'approbation des défensistes de la pire espèce.

« Dans les usines, ce numéro de la *Pravda* provoqua la stupéfaction parmi les adhérents de notre parti et les sympathisants, et la satisfaction sarcastique de nos ennemis. Au Comité de Pétrograd, au Bureau du Comité central et à la rédaction de la *Pravda*, on reçut nombre

de questions : que se passe-t-il, pourquoi notre journal délaisse-t-il la ligne bolchéviste pour suivre la voie défensiste ? Mais le comité de Pétrograd se trouvait pris à l'improviste comme toute l'organisation par ce coup d'État et à ce sujet était profondément révolté, accusait le Bureau du Comité central. L'indignation dans les quartiers ouvriers fut considérable et quand les prolétaires apprirent que trois anciens dirigeants de la *Pravda* arrivés de Sibérie s'étaient emparés du journal ils exigèrent leur exclusion du Parti. »

C'était notamment le quartier de Vyborg, le plus « rouge » de la capitale, qui proposait d'exclure Staline et ses deux associés. Après de violents débats, tous trois furent désavoués et réprouvés par l'instance supérieure du Parti, l'ancienne rédaction rétablie dans ses droits avec adjonction des nouveaux venus. Le parti bolchéviste n'était pas encore modelé sur le type militaire et l'opinion du rang pouvait s'y faire entendre. Averti par son début malheureux dans la haute politique, Staline estima prudent de lâcher un instant Kamenev, auteur du principal article incriminé, pour prendre par opportunité une position légèrement plus à gauche, cependant assez proche encore du menchévisme. La formation d'une petite tendance plus franchement à droite permit de le classer « centriste ». À vrai dire, il était un conciliateur caractérisé, en opposition au bolchévisme, avant le retour de Lénine.

À en croire son recueil : *Sur les chemins d'Octobre*, Staline n'aurait écrit que trois articles jusqu'à cette date. Le premier, sur les soviets, conclut à la nécessité d'une « république démocratique pour tous les citoyens de la Russie » (sans distinction de classes). Le second, sur la guerre, prévoit une « pression sur le Gouvernement provisoire » pour l'ouverture de pourparlers de paix (conception des menchéviks). Le troisième, sur les conditions de la victoire révolutionnaire, en énumère trois : formation d'un Soviet panrusse comme futur organe du pouvoir, armement des ouvriers, convocation rapide de la Constituante. Un quatrième article, contre le fédéralisme, paru au lendemain de l'arrivée de Lénine, reflète au sujet des nationalités les hésitations du bolchévisme, nettement hostile à la fédération peu avant de l'imposer comme solution indispensable.

En fait, Staline était solidaire de tout ce qui engageait la responsabilité politique du Parti, tant de l'article-programme de la *Pravda* répudiant le défaitisme que de l'attitude de la fraction bolchéviste au Soviet, fondue dans l'unanimité à l'occasion de votes essentiels où ses

principes lui ordonnaient de prendre ses distances. Parmi les souvenirs publics l'année suivante dans le journal *Borba*, de Tiflis, Zourabov note qu'il transmet à Lénine vers la mi-mars un télégramme où Kamenév et Staline signalaient le faible tirage de la *Pravda*, le peu d'influence des bolchéviks sur la classe ouvrière de Pétrograd, enfin l'inopportunité des directives trop radicales et intransigeantes reçues de Suisse alors que la situation en Russie exigeait la modération et la prudence. Les représentants bolchévistes avaient même approuvé, lors d'une conférence soviétique, au début d'avril, une résolution défendue par Dan, théoricien du menchévisme rentré de Sibérie. « Ne pas contrecarrer le Gouvernement provisoire », telle était leur ligne de conduite. En province, des comités social-démocrates unifiés réconciliaient les « frères ennemis » dans la confusion générale.

Cependant, Lénine s'exaspérait du trouble de sa fraction aussi mal dirigée. Après ses *Lettres de loin*, il écrit d'un ton menaçant : « Notre parti se déshonorerait à jamais, se suiciderait politiquement s'il consentait à une telle duperie... Plutôt même la scission immédiate avec qui que ce soit dans le Parti que de concéder au social-patriotisme... » Il rappelle au sentiment du devoir Kamenev, son camarade le plus proche et le plus représentatif de l'état d'esprit qu'il condamne, pour mettre en garde tous les conciliateurs, dont Staline. Enfin, à bout de patience, il parvient à rentrer en Russie en passant avec un groupe d'émigrés à travers l'Allemagne, d'où la légende du « wagon plombé ».

L'idée ne vint pas de Lénine mais de Martov. Devant le refus opposé par les gouvernements de Paris et de Londres au rapatriement des exilés politiques, la seule issue était d'emprunter la voie allemande et scandinave. Les socialistes suisses négocièrent la traversée comme un échange de prisonniers civils et tous les révolutionnaires russes proscrits purent en profiter, y compris les patriotes. L'exemple de Lénine fut suivi de bien des adversaires. À Pétersbourg, le journal de Milioukov dit alors avec courtoisie : « Un chef socialiste aussi universellement connu que Lénine doit entrer dans l'arène et nous ne pouvons que saluer son arrivée en Russie, quelle que soit notre position sur ses doctrines politiques. »

Lénine, survenu en pleine conférence bolchéviste, trouva son parti en grand désarroi. Il était « plus à gauche que notre gauche », écrit Chliapnikov. Seul à concevoir l'approfondissement prochain de la ré-

volution russe par la dictature du prolétariat, en corrélation avec la révolution européenne, il lui fallait regagner à ses idées ses propres élèves avant d'en convaincre le peuple (Zinoviev même tendait à rejoindre Kamenev et Staline au noyau des « vieux bolchéviks » hostiles à la tactique intransigeante). Il attaqua sans délai la position des dirigeants intérimaires du Parti et publia, sous sa seule signature, les « thèse d'avril » devenues fameuses en Russie, point de départ d'une action nouvelle du bolchévisme.

Ces thèses affirment l'impossibilité d'une paix démocratique sans le renversement préalable du capitalisme, proposent de développer la fraternisation des soldats sur le front, définissent le moment présent comme une transition vers la conquête du pouvoir par le prolétariat et les paysans pauvres, préconisent la future République des Soviets, la suppression de la police, de l'armée permanente, du fonctionnarisme professionnel, la nationalisation du sol, le contrôle ouvrier de la production, la fusion des banques en une seule surveillée par l'État. Au Parti, elles conseillent de réviser son programme, de changer de nom, de fonder la nouvelle Internationale. Lénine les soutint à la conférence de fraction siégeant lors de son arrivée.

À cette même assemblée, Staline avait auparavant défendu un point de vue contraire. Il croyait discerner une sorte de division du travail entre le Gouvernement provisoire et le Soviet : « Le pouvoir est partagé entre deux organes dont aucun n'en a la totalité... Le Soviet des députés ouvriers et soldats mobilise les forces, contrôle, le Gouvernement provisoire tout en s'obstinant, en s'égayant, prend le rôle de consolidateur des conquêtes du peuple déjà réalisées en fait. Cette situation a des côtés négatifs mais aussi des côtés positifs : il ne nous est pas avantageux maintenant de forcer les événements, d'accélérer le processus de détachement des couches bourgeoises qui doivent inéluctablement dans la suite se séparer de nous... » Comme les menchéviks, il suffirait de soutenir le Gouvernement provisoire « dans la mesure où il consolide l'avance de la révolution ». Krestinski pouvait constater : « Il n'y a pas de désaccord pratique entre Staline et Voïtinski » ; ce dernier allait se rallier aux menchéviks.

La conférence eut à discuter une proposition de Tseretelli en faveur de l'unité social-démocrate. Staline approuva : « Nous devons accepter. Il est indispensable de préciser nos propositions quant à la ligne de l'unité. L'unité est possible sur la ligne de Zimmerwald-Kienthal. »

Aux timides objections de Molotov, il réplique : « On n'a pas à devancer ni à prévenir les désaccords. *Sans désaccords, il n'y a pas de vie dans le Parti.* À l'intérieur du Parti, nous surmonterons les petits désaccords. » Lénine surgit à temps pour briser ces projets, déclarant tout net :

« Même nos bolchéviks font montre de crédulité envers le gouvernement. Ce n'est explicable que par les fumées de la révolution. Ce serait la perte du socialisme. Vous avez la confiance, camarades, dans le gouvernement. S'il en est ainsi, nous ne faisons pas route ensemble. Je resterai plutôt en minorité. Un Liebknecht vaut plus de cent dix défenseurs du type de Steklov et de Tchkeïdzé. Si vous sympathisez avec Liebknecht et tendez ne fût-ce qu'un doigt aux défenseurs, vous trahirez le socialisme international. »

Lénine ne refusait pas seulement toute entente avec les menchéviks, il heurta de front l'auditoire en proposant de prendre le nom de « parti communiste ». Il faut, dit-il, « changer de linge, ôter la chemise sale pour en mettre une propre ». Dans son imagination, le socialisme était d'ores et déjà scindé partout, la « gauche de Zimmerwald » existait dans tous les pays. Et, coupant court aux cérémonies dont on l'entourait, aux congratulations et aux discours : « Assez de saluts, de motions, il est temps de se mettre à l'œuvre, de passer aux affaires sérieuses. »

Après quoi, il exposa de nouveau ses vues devant une réunion commune des bolchéviks et des menchéviks, où les rires dominèrent les huées, où le mépris l'emporta sur l'indignation, où l'opinion moyenne le jugea plus ridicule que dangereux. Les uns croyaient à du délire, d'autres se réjouissaient de voir le bolchévisme discrédité par son chef. L'ancien bolchévik Goldenberg s'écria : « La place de Bakounine est longtemps restée vide dans la révolution russe. La voici occupée par Lénine... Nous venons d'entendre la négation de la doctrine social-démocrate et du marxisme scientifique. Lénine leader de notre parti socialiste est mort. Un nouveau Lénine est né, un Lénine anarchiste. »

Tandis que Staline se tenait coi, Kamenev essaya de réfuter au nom des « vieux bolchéviks » les « thèses d'avril », inacceptables comme escomptant la transformation prochaine de la révolution bourgeoise en

révolution socialiste et contraires aux mots d'ordre classiques du bolchévisme. Lénine répond en montrant les particularités imprévues de la situation, surtout la dualité de pouvoirs en Russie et la conjoncture internationale, en conseillant de réviser les vieilles formules. « Nous ne sommes pas des blanquistes, partisans de la prise du pouvoir par une minorité » ; il s'agit donc de lutter pour la prépondérance dans les soviets, de travailler à conquérir la majorité laborieuse.

En vain Kalinine, autre porte-parole de la tendance Kamenev-Staline, disait-il peu de temps après : « J'appartiens aux vieux bolchéviks-léninistes et j'estime que le vieux léninisme ne s'est nullement montré inapplicable à la situation originale où nous sommes. Je m'étonne que Lénine dénonce les vieux bolchéviks comme une entrave au moment actuel. » Lénine n'hésita pas à maltraiter « ... ces vieux bolchéviks qui, plus d'une fois déjà, ont joué un triste rôle dans l'histoire de notre parti en répétant sottement une formule apprise par cœur au lieu d'étudier l'originalité d'une situation vivante et nouvelle ».

Cette formule, en l'occurrence, était la « dictature démocratique des ouvriers et des paysans », longtemps opposée par les bolchéviks à la « révolution permanente » et au « gouvernement ouvrier » de Trotski, Parvus et Rosa Luxembourg. Sans la renier après coup, Lénine croyait l'heure venue de la dépasser : « Les idées et les mots d'ordre des bolchéviks ont été dans l'ensemble entièrement confirmés par l'histoire mais, dans la réalité concrète, *les choses se sont passées autrement* que nous ne pouvions (et que personne ne pouvait) l'attendre. »

L'occasion lui semblait bonne de donner aux « vieux bolchéviks » figés une leçon de marxisme appliqué : « Le marxiste doit tenir compte de la réalité vivante, des faits précis de l'actualité, et non se cramponner à la théorie d'hier capable tout au plus, comme toute théorie, d'indiquer l'essentiel et le général, d'*approximer* seulement la complexité du réel. » Il ajoutait : « Le marxisme, pour juger la situation, doit partir non pas d'une possibilité mais de la réalité. »

Les soviets étant l'organisation de la majorité du peuple, Lénine se prononce « contre tout jeu à la saisie du pouvoir par un gouvernement ouvrier, contre toute aventure blanquiste » et pour déterminer une

« intervention *consciente* de cette majorité » dans le sens de la dictature du prolétariat à venir, du pouvoir des soviets.

En deux semaines, un revirement radical s'accomplit, tant le schéma général de Lénine répondait à l'évolution rapide de la situation. Les résolutions votées partout en réunions publiques contre le Gouvernement provisoire, réclamant la paix et la terre, attestaient la puissance du courant populaire opposé aux demi-mesures, tergiversations, subtilités théoriques du socialisme temporisateur. L'ambiance faisait une pression efficace sur le Parti. De plus, les « vieux bolchéviks » étaient débordés par les adhérents de fraîche date : l'organisation atteint 80 000 membres lors de sa conférence des premiers jours de mai. Lénine avait repris en main ses hommes, imposé ses thèses, refoulé la droite. Kamenev, Kalinine, Rykov, Tolski perdaient leur temps à défendre le « vieux bolchévisme ». Kalinine demanda en vain l'union avec les menchéviks. Mais Lénine était encore seul, exactement seul, à recommander la rupture avec tout courant socialiste indécis, même internationaliste comme la majorité « dite de Zimmerwald ».

Staline s'était empressé de se soumettre. À la conférence de mai, il fit un rapport conforme aux idées de Lénine sur la question nationale, sa spécialité, et dont le point central formulait la reconnaissance du droit des nationalités à se séparer de l'État dominateur ; il eut affaire à une opposition de gauche, inspirée de Rosa Luxembourg et représentée par Dzerjinski, Piatakov, Boukharine qui appréhendaient de voir le Parti favoriser le chauvinisme régional et encourager les tendances séparatistes réactionnaires. Ses écrits et discours à partir de cette date paraphrasent strictement les directives officielles. Il se borne à suivre Lénine, avec force répétitions. On ne peut rien en tirer pour caractériser sa personnalité future.

Sept ans plus tard, préfaçant le recueil : *Sur les chemins d'Octobre*, Staline crut nécessaire de s'expliquer rétrospectivement sur son association politique avec Kamenev, le moins bolchévik des bolchéviks et qui, avant le télégramme au grand-duc Michel, avait déjà répudié le léninisme au procès des députés bolchévistes à la Douma d'Empire.

Les trois premiers articles, écrit-il avec précaution, « reflètent certaines hésitations dans la majorité de notre parti, sur les questions de la paix et du pouvoir des soviets qui se sont produites comme on sait en mars-avril 1917. C'était une période de brusque rupture avec les

vieilles positions. L'ancienne plate-forme de renversement direct du gouvernement ne répondait déjà plus à la réalité... Il fallait une nouvelle orientation du Parti. Rien d'étonnant si les bolchéviks, dispersés par le tsarisme dans les prisons et la déportation, et tout récemment autorisés à se mettre en route de tous les points de la Russie pour élaborer une nouvelle plate-forme, n'ont pu d'un seul coup se débrouiller dans la nouvelle situation. Rien d'étonnant si, en cherchant une nouvelle orientation, le Parti s'est arrêté à mi-chemin dans les questions de la paix et du pouvoir des soviets. Il a fallu les célèbres « thèses d'avril » de Lénine pour que le Parti puisse d'un élan prendre une nouvelle voie... Cette position erronée, je l'ai partagée avec la majorité du Parti et m'en suis séparé à la fin d'avril en me joignant aux thèses de Lénine »...

Confirmation répétée d'une observation capitale pour l'intelligence du cours de la révolution : le bolchévisme n'existait que par Lénine.

Le Gouvernement provisoire, en état de crise permanente, impuissant à dénouer les contradictions où se débattait la révolution de Février, voire même à en affaiblir l'acuité, épuisait un à un les expédients susceptibles de prolonger sa vie factice. Ni la présidence de Kérenski après celle du prince Lvov, ni les démissions successives de ministres après le retentissant départ de Milioukov, ni le directoire pseudo-dictatorial après la coalition libérale-socialiste ne résolvaient le problème du pouvoir. C'étaient autant d'étapes dans l'usure, le discrédit, avant l'affrontement.

Tous les phénomènes visibles de décadence économique constatés sous l'ancien régime subsistaient en s'accroissant vers une catastrophe : raréfaction des denrées, avilissement de la monnaie, hausse des prix, paralysie des transports, fermetures des usines, — avec leurs conséquences sociales : misère croissante, insécurité, grèves et troubles. Dans l'armée décomposée, le nombre des désertions va doubler avant octobre. Le renvoi de la question agraire à une Constituante indéfiniment ajournée laisse de vastes étendues non ensemencées, menace précise de famine. Les soldats du front craignant un partage des terres en leur absence retournent en masse au village sans permission. Les paysans commencent à piller les propriétés, à s'emparer du bétail. Partout se multiplient les symptômes alarmants.

La bourgeoisie, pourtant, persistait dans sa politique sans issue. Les desseins avoués de Milioukov quant à l'annexion de Constantinople et de l'Arménie, au démembrement de l'Autriche-Hongrie et de la Turquie, — dans un pays dont l'armée en débandade avait déjà peine à accepter la défensive et dont le peuple était dépourvu d'ambitions conquérantes comme de sentiment patriotique, — donnent la mesure de la maturité de cette classe dirigeante, d'autant plus faible en Russie que le capital étranger y était relativement fort.

À sa remorque, les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks faisaient tout pour perdre la confiance du prolétariat et de l'armée, forces agissantes de la révolution, et pour décevoir les campagnes. Leur participation au pouvoir qui perpétuait l'état de choses unanimement exécré, leurs compromissions avec les responsables immédiats du chaos laissaient au parti bolchéviste comme un monopole l'expression des aspirations de la multitude impatiente.

Le parti socialiste-révolutionnaire, de moins en moins socialiste et révolutionnaire, de plus en plus phraseur et stérile, devenait un « zéro grandiose », disait-on par allusion à l'ampleur de ses effectifs éphémères ; une gauche énergique se détachait sur son flanc pour agir à l'exemple des bolchéviks afin d'« approfondir » la révolution. La social-démocratie traditionnelle, imbue de civilisation occidentale, cherchait un équilibre introuvable par des méthodes parlementaires inactuelles et déplacées ; à sa gauche, le groupe des menchéviks-internationalistes avec Martov se mit à traiter sévèrement la majorité et ses stratèges, Dan et Tseretelli. Les bolchéviks, plus homogène et disciplinés, dressés, à l'action collective, menés par un chef réaliste, à la fois souple et ferme, prompt à la manœuvre et irréductible sur les principes, ne tardèrent pas à tirer profit d'une situation exceptionnellement favorable et des fautes incessantes de leurs rivaux.

Sous le mot d'ordre simple et persuasif : « Tout le pouvoir aux soviets ! leitmotiv pénétrant comme une vrille, ils gagnaient de jour en jour la sympathie des pauvres, de ceux que Kérenski éperdu appelait à la grande indignation de Martov « populace » et « soldatesque », ouvriers de fabriques, marins de Cronstadt, tirailleurs lettons et mitrailleurs finlandais. En mai, constate Soukhanov, le tiers du prolétariat de Pétrograd leur était acquis. Leur progression s'affirmait ininterrompue. Au premier Congrès des Soviets, en juin, ils eurent seulement 105 délégués contre 285 socialistes-révolutionnaires et 248 menché-

viks : la province retardait sur la capitale. Mais au soviet de Pétrograd, leur fraction se renforçait à chaque élection partielle. Les soviets d'arrondissements, à commencer par celui de Vyborg, tombent l'un après l'autre entre leurs mains. Des corps de troupes entiers, les usines principales — dont Poutilov, avec 40 000 travailleurs — répondent à leur appel.

Par le retour de Trotski et le concours de l'organisation social-démocrate dite « inter-arrondissements », groupant des menchéviks et des bolchéviks dissidents, ils avaient reçu un puissant renfort. Ayant eu plus de difficultés que Lénine à rentrer en Russie, arrêté en mer par les Anglais, interné près d'Halifax, libéré à la demande du Soviet de Pétrograd, Trotski n'arriva qu'en mai. La révolution trouvait en lui son tribun. Il espérait encore l'union des fractions social-démocrates mais changea d'avis sur place ; entre bolchéviks et menchéviks, la distance était désormais infranchissable, malgré la communauté de programme théorique. D'autre part, sa conception de la « révolution permanente » et la nouvelle stratégie de Lénine convergeaient. Après avoir craint l'esprit sectaire de la fraction soumise au « régime d'Ilitch », il crut constater une « débolchévisation du bolchévisme ». Les anciens différends semblaient aplanis, l'identité de vues complète sur les objectifs immédiats. Le groupe « inter-arrondissements » se confondit avec les bolchéviks dans l'action avant de se fondre en juillet 1917 dans leur parti. Outre Trotski, il s'y trouvait d'ex-menchéviks comme Ioffe, Ouritski, Volodarski, Karakhan, d'anciens bolchéviks de gauche exclus comme Lounatcharski et Manouïlski. D'autres menchéviks de la veille, Alexandra Kollontaï, Larine, Antonov, ralliaient le bolchévisme, exemple suivi plus tard par Tchitchérine, Steklov et d'autres. Le « hors-fraction » Riazanov avait fait de même.

D'emblée, le nom de Trotski fut accolé à celui de Lénine, dans la presse et dans l'opinion politique de Russie et au-dehors. Tous deux personnifiaient devant le monde le mouvement ascendant de la révolution plébéienne en marche. Lénine, s'exposant peu aux regards, maniait avec sûreté le levier du Parti, utilisait au mieux l'équipe des révolutionnaires professionnels, tout en élaborant la justification doctrinale de ses plans tactiques. Trotski, toujours aux assemblées, aux meetings ou dans la rue, écrivain et orateur inlassable, galvanisait les foules et recrutait des légions pour la lutte finale. « Lénine et Trots-

ki », cette raison sociale se gravait dans la mémoire et dans l'histoire. On finit même par écrire « Lénine-Trotsky ».

Les deux adversaires d'hier se comprenaient mieux au grand jour de la guerre civile que dans les clairs-obscurs de l'émigration et se complétaient efficacement. « Dans la façon dont Trotsky parlait de Lénine, on sentait l'attachement du disciple. À ce moment, Lénine comptait trente années d'action militante au service du prolétariat, et Trotsky vingt années. Les traces des désaccords de la période d'avant guerre avaient complètement disparu. Entre la tactique de Lénine et celle de Trotsky, il n'y avait pas de différence. Ce rapprochement, déjà esquissé pendant la guerre, s'était nettement précisé dès le retour de Léon Davidovitch en Russie. Aussitôt après les premiers discours, nous tous vieux bolchéviks, avons senti qu'il était nôtre. » Ces lignes sont de Raskolnikov, bolchévik de la « vieille garde ».

Lénine appréciait pleinement son émule : « Personne ne songerait à discuter une candidature comme celle de L. D. Trotsky », écrit-il à propos des listes bolchévistes de candidats à la Constituante. Et une autre fois, sur la conciliation des divers partis socialistes : « Trotsky a dit depuis longtemps que l'union est impossible. Trotsky l'a compris et, depuis, il n'y eut pas de meilleur bolchévik. » Dans son entourage, ce sentiment désintéressé n'était probablement pas partagé de ceux qui se sentaient éclipsés par le nouveau venu, entre autres de Staline. Les bolchéviks formaient une confrérie très fermée quant au noyau dirigeant et l'ascension de Trotsky à leur « sommet » était sans exemple. Peut-être le germe de certaines rivalités personnelles date-t-il de ce moment. Mais l'atmosphère de la lutte collective pour le pouvoir n'en permettait pas la croissance.

En faisant sienne la formule politique et tactique de dictature du prolétariat à brève échéance, Lénine la motivait par l'imminence de la révolution sociale dans les pays avancés d'Europe. Dans son esprit, la révolution russe était inséparable de l'avènement du socialisme européen. La victoire de la social-démocratie, avait-il écrit dès 1905, « nous donnera la possibilité de soulever l'Europe, et le prolétariat socialiste occidental, rejetant le joug de la bourgeoisie, nous aidera à son tour à accomplir la révolution socialiste ». La guerre mondiale tout récemment alimentée par l'intervention des États-Unis le confirmait dans son opinion sur la proximité d'une guerre civile universelle, dont l'épisode russe ne serait que l'étape inaugurale.

Kautsky, dans une étude sur « Les Slaves et la révolution », publiée par l'*Iskra* en 1902, discerna le déplacement de l'épicentre révolutionnaire de l'Occident à l'Orient, et prédit la mission d'avant-garde des Slaves mais longtemps après Hersen, après Bakounine et les populistes : « La Russie qui a reçu tant d'initiative révolutionnaire de l'Occident est peut-être prête maintenant à lui servir de source d'énergie révolutionnaire » ; la révolution russe assainirait l'air vicié où végétait le mouvement ouvrier européen rongé de parlementarisme. Après 1905, le même auteur annonça comme conséquence de la guerre russo-japonaise une ère de révolutions en Asie et dans le monde musulman ; la prévision se vérifia deux ans plus tard en Turquie, puis l'année suivante en Perse, enfin deux ans après en Chine. Et les signes d'effervescence ne manquèrent pas aux Indes et dans l'Afrique du Nord. Par contre, Lénine attendait de la guerre la révolution en *Europe*, sans laquelle une tentative socialiste ne serait pas viable en Russie.

Avec l'optimisme organique de tous les précurseurs, il avait toujours surestimé la capacité révolutionnaire du prolétariat occidental, tout en mésestimant les ressources et facultés de résistance du capitalisme. En 1914, ses illusions sur le socialisme allemand étaient si fortes qu'il refusa de croire au vote des crédits de guerre par les social-démocrates du Reichstag et considéra le numéro de *Worwaerts* contenant la nouvelle comme un faux, avant de se rendre à l'évidence. Sa réaction fut d'autant plus absolue dans le sens opposé, unique même dans l'Internationale, contre les vieux partis socialistes adaptés à la légalité bourgeoise ; mais il concluait tant à l'inéluctabilité qu'à la nécessité de nouveaux partis ouvriers, d'une nouvelle Internationale communiste, destinés à mettre fin à la guerre par le renversement du capitalisme. Sans nul doute sa tactique en Russie n'eût-elle pas été aussi radicale s'il avait compté avec moins de certitude sur la ressource révolutionnaire européenne.

Son cri de guerre : « Tout le pouvoir aux soviets ! » ne traduit pas l'ambition hâtive de saisir les organes de l'État qu'il entend détruire et remplacer, car le socialisme réformateur dominait alors les soviets. Mais il regarde au-delà, pressentant la montée de ses forces à la faveur d'une faillite des « Louis Blanc » du lieu et du moment. De plus, il ne perd pas de vue le danger latent dans l'énorme masse paysanne capable de soutenir la plus extrême réaction : « Attendons-nous à

l'éventualité où la paysannerie pourrait s'unir à la bourgeoisie », dit-il, envisageant le pire. Par ses paysans, « la Russie est le pays le plus petit-bourgeois d'Europe ». Aussi préconise-t-il, d'ailleurs sans résultat, des soviets distincts de paysans pauvres, destinés à contre-balancer la petite et moyenne propriété agraire. Loin de vouloir forcer l'histoire, il conseille aux soviets de « ne décréter aucune réforme qui ne soit absolument mûre à la fois dans la réalité économique et dans la conscience de l'écrasante majorité du peuple ».

Il ne s'exagérait pas la maturité du prolétariat russe, numériquement faible, « moins conscient, moins organisé, moins préparé que celui des autres pays ». En maintes occasions, il répète sur divers tons : « Le socialisme ne peut vaincre immédiatement ni directement en Russie. » Il prescrit sans cesse à son parti d'*expliquer patiemment* aux masses ignorantes leur intérêt. Mais en même temps attentif à la température de l'opinion mouvante, il prend garde de se laisser dépasser ou déborder par les courants élémentaires : « Le pays est mille fois plus à gauche que Tchernov et Tseretelli et cent fois plus à gauche que nous. » Convaincu de la nécessité d'une dictature, d'un pouvoir appuyé non sur la loi mais sur la force, il avait déjà frappé de stupeur le Congrès des Soviets en se déclarant prêt avec son parti à assumer sans partage tout le pouvoir, tandis que les autres socialistes reculaient devant leurs responsabilités. Dans sa pensée, les soviets représentaient confusément les intérêts du peuple ouvrier et paysan mais sa fraction seule était l'expression consciente et conséquente.

Après les « journées de juillet », descente spontanée du prolétariat et de la garnison de Pétrograd dans la rue, en riposte à l'offensive désastreuse de Galicie voulue par les Alliés mais décidée par Kérenski avec l'approbation de la majorité du Soviet, il révisé brusquement sa tactique, change de mot d'ordre. Les bolchéviks n'avaient pas fomenté la « sortie » mais, devant l'inévitable, s'étaient décidés à l'encadrer. Une dure répression s'ensuivit dont ils payèrent les frais. L'action décisive se révélait prématurée, son objectif — « Tout le pouvoir au soviets ! » — encore inaccessible. La réaction criait à l'émeute. Les locaux du parti de la révolution permanente furent mis à sac, Trotski, Kamenev, Kollontaï et d'autres emprisonnés, Lénine et Zinoviev contraints de se cacher. De prétendues révélations fabriquées pour présenter les leaders du bolchévisme comme des agents soudoyés par

l'Allemagne jetaient sur eux la suspicion, malgré leur fausseté visible. Les jours sombres étaient venus.

Toute une littérature d'apparence imposante tend à montrer le mouvement d'un peuple de 150 millions d'âmes à la merci de vénalités individuelles et de quelques misérables marks. Abstraction faite de l'incorruptibilité du principal personnage en cause, établie par sa vie entière, les « preuves » en question s'annulent d'elles-mêmes. Aucune distribution de subsides n'a jamais nécessité un tel luxe de documentation inutile, d'existence inconcevable hormis comme démonstration de choses inexistantes. Au reste, Kérenski n'osa pas faire cas de ces « pièces à conviction » dont les archives du Reich, ouvertes par la révolution allemande, ne présentent nulle trace. Par surcroît de réfutation, T. G. Masaryk en a fait justice dans ses mémoires : « Je ne sais combien les Américains, les Anglais et les Français ont payé ces documents mais à tout connaisseur de ces questions, leur contenu même révélait avec évidence que nos amis avaient acheté des faux. Il y en eut une preuve *ad oculos* : ces documents que l'on disait provenir de pays différents avaient été tapés sur la même machine. » Ainsi, la machine démontre aussi la machination.

Dans sa retraite, Lénine méditait les leçons de l'échec et en déduisait que la devise « Tout le pouvoir aux soviets ! » avait cessé d'être vraie. Désormais, il faut revendiquer la dictature du prolétariat exercée par le parti bolchéviste. L'évolution pacifique de la révolution devient impossible, par la faute des « Louis Blanc » et des « Cavaignac », un mot d'ordre belliqueux s'impose, annonciateur d'une lutte sans merci. Toujours tranchant, il affirme : « Ne pas le comprendre, c'est ne rien comprendre aux problèmes essentiels du moment. »

Précisément, le parti ne le comprenait pas et l'avenir justifia le maintien de la vieille formule populaire. Dans ce cas, l'inertie conservatrice avait raison contre la mobilité d'esprit du chef, qui n'eut pas le loisir de faire prévaloir sa thèse au-delà du cercle dirigeant du Parti. Les événements se précipitaient à un rythme accéléré en bouleversant les données du raisonnement. En août, le coup de force avorté de Kornilov marque un « tournant » inespéré : les bolchéviks honnis et persécutés sont appelés à l'aide contre le général factieux, espoir de la contre-révolution. Ils ont l'intelligence tactique d'accepter une coalition socialiste pour défendre la révolution menacée, récupèrent ainsi des armes et le droit de tenir la rue. Le danger passé, Kérenski amoin-

dri davantage par son rôle suspect dans l'aventure et son impuissance manifeste, — ses alliés socialistes conciliateurs perdent du terrain à vue d'œil. En revanche, les faubourgs, les casernes et les équipages de la flotte stimulés par l'alerte vont aux bolchéviks avertisseurs. Un à un, les emprisonnés de juillet sont rendus à la liberté. Un nouveau flux de révolution s'élève des profondeurs de la capitale.

Pour ce qui est du prestige personnel, Trotski entre tous sortait grandi de ces circonstances. On rapportait la scène poignante de son intervention dans la foule en fureur, pour sauver Tchernov d'un lynchage. Contrastant avec l'attitude équivoque du bolchévik de gauche Lounartcharski, dont la presse commentait l'évolution opportune, il s'était solidarisé sans détours avec les vaincus du jour : « Je partage la position de principe de Lénine, de Zinoviev, de Kamenev. Je l'ai soutenue dans *Vpériod* et de façon générale dans tous mes discours publics. » Devant le juge d'instruction, il eut, au témoignage de ses co-inculpés, une conduite « héroïque ». En m'absence de Lénine, les bolchéviks le regardèrent comme leur plus éminent porte-parole avant même son inscription formelle au Parti.

Enclin à prêter à l'ennemi son propre esprit de décision, son sens inné de l'acte efficace, Lénine avait dit en juillet : « Maintenant, ils vont nous fusiller tous. C'est le bon moment pour eux. » De même, en arrivant en Russie, il s'était attendu à l'arrestation. La tournure des choses le rassura vite. Après l'affaire Kornilov, il constate : « Nous nous extraordinairement rapprochés du pouvoir, mais de biais... » Et il reprend, à titre de compromis, l'ancien mot d'ordre qu'il s'était trop pressé de répudier : « Tout le pouvoir aux soviets ! », — dernière chance, dit-il, d'assurer le progrès pacifique de la révolution. « Formation d'un gouvernement de socialistes-révolutionnaires et de menchéviks, responsable devant les soviets », telle en était la signification.

Quant à Staline, il est encore très difficile de lui accorder quelque place dans cette période en respectant les proportions. Rien ne le met en relief, ni dans ses écrits, ni dans ses faits et gestes. Calculé ou non, cet effacement est peut-être sa caractéristique. Il assume une besogne administrative au quartier général du Parti et rédactionnelle dans ses journaux, se garde de rien dire ou faire qui puisse l'engager à fond. Demian Biedny relate avec admiration cet exemple de ses mérites : à la vieille de la manifestation, des matelots de Cronstadt téléphonent à la *Pravda* pour savoir s'ils doivent défiler avec leurs fusils ; Staline

répond : « Les fusils ?... C'est à vous de voir, camarades... Nous autres, écrivassiers, traînons toujours notre arme, le crayon... Quant à vous, avec vos armes, c'est à vous de voir... » Selon Trotski, il se tenait prudemment à l'écart, attendant l'occasion de montrer sa sagesse. En tout cas, il comptait parmi les principaux militants mais dans l'ombre des coulisses où, à défaut d'originalité, il se rendait utile par sa persévérance.

Sans Lénine, et sans les idéologues attitrés du Parti, le Congrès social-démocrate bolchéviste semi-clandestin réuni en juillet-août sous la direction ferme et discrète de Sverdlov fut une assemblée d'enregistrement et d'expédition des affaires courantes. Le travail était mâché par les hommes du Comité central, l'orientation déterminée strictement par les lettres et articles de Lénine. Les délégués se sentaient exécutants plutôt que dirigeants. À cette échelle réduite, Staline tint un des premiers rôles, comme rapporteur du centre directeur. Docile aux instructions de Lénine, il recommanda de renoncer au mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux soviets ! ». Dans la résolution votée, il fit introduire une phrase très significative du désarroi passager de l'état-major bolchéviste : « Les soviets arrivent au terme d'une agonie tourmentée, se décomposent pour n'avoir pas pris à temps tout le pouvoir entre leurs mains. » Lourde erreur, pensaient beaucoup d'hommes du rang, mais dont la responsabilité initiale incombait à Lénine, et excluant l'éventualité de la bolchévisation des soviets. Plus tard, Staline s'est flatté indûment d'avoir résisté au changement formulé par lui-même dans le texte en question, assez vague, d'ailleurs, pour permettre diverses interprétations : « Pleine liquidation de la dictature de la bourgeoisie contre-révolutionnaire », cela ne tenait pas lieu de directive pratique et n'indiquait aucune voie précise d'accès au pouvoir.

À la fin du sixième Congrès, un bref échange d'observations eut lieu sans passion entre Staline et Préobrajenski sur les derniers mots de la résolution. Les classes révolutionnaires, était-il écrit, devaient prendre le pouvoir pour aller, « en union avec le prolétariat révolutionnaire des pays avancés, à la paix et à la reconstruction socialiste de la société ». Préobrajenski suggérait une autre rédaction : « ...à la paix et, lors de la révolution prolétarienne en Occident, au socialisme. » Staline s'y opposa en déclarant : « Le cas n'est pas exclu où la Russie serait précisément le pays frayant la voie au socialisme. »

Désaccord d'apparence insignifiante mais gros de conséquences futures.

Pour la première fois, Staline fut confirmé dans ses fonctions de membre du Comité central par un congrès (après l'avoir été à la précédente conférence de mai). Il bénéficiait de la situation acquise par cooptation dans la phase mystérieuse de son activité. Personne ne songeait à mettre en question le fait accompli ni à constater la validité du choix antérieur de Lénine. Le Parti rassemble alors plus de 175 000 membres mais ses cadres et son noyau stable sont assez hiérarchisés pour assurer la continuité de direction et d'organisation. Cependant, Trotski absent fut élu au Comité central avec plus de voix que Staline, illustration du caractère exceptionnel de son adoption.

La biographie officielle n'impute rien de saillant à Staline entre février et octobre, lui fait honneur seulement de son « accord complet » avec Lénine. Comme en font foi les textes cités, l'accord commença par une divergence profonde et continua sous forme de soumission passive. Dans ses mémoires, Trotski caractérise en ces termes la contribution personnelle de Staline à la politique du parti pendant la révolution : « Il n'y a pas un article de ce temps où Staline ait tenté d'apprécier sa politique de la veille et de s'ouvrir le voie vers la position léniniste. Il se tut, simplement. Il était trop compromis par sa direction néfaste durant le premier mois de la révolution. Il préféra se retirer dans l'ombre. Nulle part, il n'intervint pour défendre les vues de Lénine. Il éluda et attendit. Dans les mois les plus importants, ceux de préparation théorique et politique du soulèvement, Staline, politiquement n'existait pas. »

La constatation est assez exacte si l'on entend par politique les idées générales, les conceptions d'ensemble relevant de la doctrine et du programme, les plans à longue portée. Mais dans le sens plus étroit et au niveau inférieur de la petite politique journalière, Staline était un des premiers agents d'exécution des desseins de Lénine. En cette qualité, et dans les limites de ses aptitudes, il savait rendre au Parti d'incontestables services. Le tout était de l'utiliser à bon escient et Lénine, sous ce rapport, paraissait se tirer assez bien d'affaire.

« Malgré leurs grandes erreurs et leurs fréquentes absurdités, les soviets ont été les moules primitifs, politique et sociaux, dans lesquels le torrent de lave révolutionnaire a pu rouler pour s'y refroidir. » Ké-

renski, auteur de ces lignes condescendantes, rassurait l'ambassadeur d'Angleterre en disant que les soviets « mourront de leur mort naturelle ». C'était à peu près le point de vue de Staline sur l'« agonie tourmentée » des soviets. Les *Isvestia* du premier Comité exécutif écrivaient aussi : Le rôle des soviets touche à sa fin. » Les faits infligent à tous ces prophètes un démenti frappant, à première vue : au lieu de disparaître, les soviets se bolchévisaient.

En septembre, celui de Pétrograd passe en majorité aux vaincus de juillet, acclame Trotski à sa présidence. Ceux de Moscou, de Kiev, des villes principales suivent la même courbe. Aux élections municipales, la progression bolchéviste est parallèle, et plus forte encore dans les comités de l'armée et de la marine. Les léninistes gagnent les syndicats ouvriers, les comités d'usines. Leur parti avait organisé les premiers détachements de gardes rouges. Dans ce pays en dissolution, la seule force réelle et agissante, volontaire et disciplinée, était à la disposition de Lénine.

Il n'était pas homme à ne point s'en servir, ni à laisser passer l'heure propice. Sa vie entière n'avait été qu'une laborieuse et minutieuse préparation au choc décisif. Et il voit venir cette heure attendue, de sa cachette où il étudie les nouvelles, scrute les possibilités, suppute les chances et les risques. L'organisation bolchéviste, son œuvre, produit de vingt ans de travail et de lutte, a absorbé l'élite virile du mouvement ouvrier révolutionnaire. Autour de lui se groupent tous ceux qui prennent le socialisme au sérieux comme *nécessité actuelle* et brûlent de passer de la théorie à la pratique. Les socialistes-révolutionnaires de gauche l'appuient de leurs éléments combattifs de plus en plus nombreux. Les menchéviks-internationalistes, par la voix de Martov, lui rendent justice et ne désespèrent pas d'une union à venir. Les adversaires accumulent les folies, favorisent son jeu. Indubitablement, le dénouement est proche.

Pourvu que le Parti, instrument de ses projets, soit au moment suprême à la hauteur de l'action, la révolution franchirait l'étape ultime. « Contre-révolution ou jacobinisme », Lénine définit ainsi l'alternative. La conquête du pouvoir est dans la perspective immédiate. Pour quel but ? Afin de réaliser une « république entièrement démocratique ». La démocratie intégrale, telle est la pièce essentielle du programme.

Les soviets, dit Lénine, sont un « type supérieur de démocratie ». Il ne s'agit pas d'une abstraction : « Le pouvoir aux soviets, voilà le seul moyen d'assurer l'évolution graduelle, pacifique, indolore des événements, de faire aller cette évolution de pair avec le développement de la conscience, de l'esprit de décision et de l'expérience de la majorité des masses populaires. »

Il insiste en particulier sur le caractère pacifique de cette conception : « ... *Le développement pacifiste de la révolution serait possible et probable si tout le pouvoir était remis aux soviets.* La lutte des partis pour le pouvoir peut se développer pacifiquement au sein des soviets à condition que ces derniers renoncent à donner des entorses aux *principes démocratiques*, comme par exemple d'octroyer aux soldats un représentant pour 500 et aux ouvriers un pour 1 000. Dans une *république démocratique*, ces accrocs aux principes ne sauraient être tolérés.

Son idée revient sans cesse dans ses écrits de l'époque, avec des variantes confirmatives : « Si les soviets prenaient le pouvoir, ils pourraient maintenant encore — et c'est probablement la dernière chance — assurer le *développement pacifique de la révolution*, l'*élection pacifique* par le peuple de ses députés, la *concurrence pacifique* des partis au sein des soviets, l'expérimentation du programme des différents partis, le passage du pouvoir d'un parti à un autre. »

Quant aux mesures à prendre par les soviets souverains pour réaliser la démocratie véritable, elles se résument dans la *suppression de la police, de l'armée permanente, du fonctionnarisme*. Invariablement, et plutôt cent fois qu'une, Lénine réitère cette promesse précise et catégorique : supprimer la police, l'armée et les fonctionnaires de métier, abolir les privilèges distinctifs. La milice, armement général du peuple, avec cadres *élus* à tous les grades, devra remplacer à la fois l'ancienne police et l'ancienne armée. Les fonctions d'État seront assumées par des citoyens désignés à *l'élection*, révocables en tout temps et dont le traitement n'excèdera pas le salaire d'un ouvrier. « Ces mesures démocratiques, simple et allant de soi, en solidarisant les intérêts des ouvriers et de la majorité des paysans, serviront en même temps de passerelle entre le capitalisme et le socialisme. » L'exemple à suivre, à cet égard, est celui de la Commune parisienne de 1871.

Telles sont les propositions exposées par lui dans la presse bolchéviste et plus fortement motivées dans son ouvrage : *l'État et la Révolution*, écrit dans les retraites successives où il se cache en travaillant avec une ardeur et un sang-froid extraordinaires. Simultanément, il analyse la situation économique et politique dans une brochure : *la Catastrophe imminente et les moyens de la conjurer*, où il préconise le contrôle ouvrier de la production, la nationalisation des banques et des trusts, l'obligation du travail... On peut y lire, entre autres, cet avertissement : « La guerre est inflexible, elle pose la question en termes inexorables : *périr ou rattraper et dépasser les pays avancés*, même sur le terrain économique. C'est une chose possible car nous bénéficions de l'expérience de nombre de pays évolués et des résultats de leur technique et de leur culture générale... Périr ou aller de l'avant à toute vapeur, la question est ainsi posée par l'histoire. » Le jour où il termine cette étude, il adresse au Comité central du Parti une lettre commençant par ces mots : « Ayant obtenu la majorité dans les soviets de députés ouvriers et soldats des deux capitales, les bolchéviks peuvent et doivent prendre le pouvoir. »

Selon ses prévisions, « les bolchéviks formeront un gouvernement que *personne* ne pourra renverser ». Il faut faire vite car le bruit court de l'abandon prochain de Pétrograd aux allemands et il est question aussi de paix séparée entre l'Angleterre et les Empires centraux. (Les rumeurs de panique ne manquaient pas alors.) Ne pas attendre la Constituante car, « par la reddition de Pétrograd, Kérenski et C^{ie} auront toujours la possibilité de faire échouer la convocation d'une Constituante ». Enfin, se pénétrer des paroles de Marx : « L'insurrection est un art... »

Cette lettre est derechef suivie d'une autre où Lénine explique pourquoi et comment l'insurrection est un art, en s'appuyant sur les enseignements de Marx et d'Engels, et applique sa méthode de la situation donnée. Il y a dit notamment : « ...Seule victoire insurrectionnelle fera échouer les manigances de paix séparée », et, en prévision du pire : « Si notre offre de paix (générale) était repoussée et si nous n'obtenions pas même un armistice, nous deviendrions des partisans acharnés de la défense nationale. » Suivent des conseils pratiques pour la création d'un quartier général de l'insurrection, la répartition des forces, l'occupation des points stratégiques, les opérations préliminaires indispensables. C'était le moment ou jamais de mettre à contri-

bution, aux fins de la guerre civile, la science militaire puisée à l'étude des « maîtres de la guerre », de Clausewitz tout récemment, des expériences des combats de 1905.

Comment le Parti répondait-il aux espoirs et aux appels de Lénine ? Les procès-verbaux du Comité central montrent combien les dirigeants en liberté étaient loin de penser de leur propre initiative aux éventualités indiquées avec tant de certitude. À la réception de messages si pressants, les uns sont convaincus par le raisonnement, enfin réagissent négativement. Staline était de ceux qui se réservaient, tout en suivant le courant. Trotsky, d'accord avec Lénine sur le sens de la marche, se préoccupait de donner à l'insurrection une couverture légale par la coïncidence du soulèvement avec le deuxième Congrès des Soviets, acquis d'avance aux bolchéviks. Zinoviev et Kamenev, avec l'approbation tacite de certains, jugeaient dangereux et prématuré de s'emparer du pouvoir, craignant l'isolement du Parti et les lendemains d'une aventure.

En revanche, Lénine reflétait à coup sûr le sentiment de la masse révoltée, surtout des soldats pressés de sortir du cauchemar de la guerre. Des délégations du front réclament alors chaque jour à Pétrograd l'intervention salvatrice du Soviet, somment les bolchéviks d'agir énergiquement pour la paix et la solution de la question agraire. L'écho des troubles de la campagne répand partout l'alarme : confiscations de récoltes, mainmise sur des terres, résistance armée aux répressions de Kérenski dénotent l'épuisement de la patience paysanne.

En septembre, le parti bolchéviste atteint 240 000 membres. Sa droite, aux contours imprécis et d'importance variable, inclinait encore au rôle d'une opposition parlementaire dans les institutions représentatives de la République, enfin proclamée. Elle fit décider la participation à la Conférence démocratique, de composition arbitraire, réunie en attendant la Constituante par le gouvernement à titre d'assemblée provisoire d'où sortit le pré-Parlement. Trotsky, soutenu par Staline, proposa de boycotter ce dernier mais se trouva en minorité. Une fois de plus, la pression de Lénine fut nécessaire pour remettre le Parti dans la voie de l'insurrection.

« Nous nous sommes tous trompés », écrit Lénine dans son article : « Les erreurs de notre parti » ; « il fallait boycotter la Conférence démocratique » ; maintenant, « il faut boycotter le pré-Parlement ». Il

félicite Trotsky et l'encourage, exige un congrès extraordinaire du Parti si besoin est pour revenir sur la décision « honteuse » des « milieux dirigeants ». Le Comité central se soumet, la fraction quitte le pré-Parlement après lecture par Trotski d'une déclaration menaçante. Le conflit violent n'était plus qu'une question d'heures.

« La crise est mûre », démontre Lénine dans un nouvel article affirmant que « la fin septembre a marqué le début d'une ère nouvelle dans l'histoire de la révolution russe et, très probablement, de la révolution mondiale. ». Il croit percevoir « les indices irrécusables d'un grand revirement ; les signes du prélude de la révolution mondiale » en Italie et en Allemagne : « Le doute n'est plus permis, nous sommes à la veille de la révolution prolétarienne mondiale. » À nous, dit-il, de commencer, à la faveur des avantages, des libertés, des moyens dont nous disposons en Russie. L'effondrement des socialistes réformistes et les progrès vertigineux des bolchéviks, prouvés par toutes les élections, ne permettent plus d'hésiter : « Avec les socialistes-révolutionnaires de gauche, nous avons actuellement la *majorité* dans les soviets, dans l'armée, dans le pays. »

Or, il y a au Comité central du Parti une tendance « qui veut attendre le Congrès des Soviets et se prononce contre la prise immédiate du pouvoir » : elle doit être vaincue, « sinon les bolchéviks se déshonorent à jamais et disparaissent comme parti. » L'allusion à Trotski est claire. Attendre ledit congrès serait « idiotie » ou « trahison ». Il faut frapper à l'improviste à Pétrograd, à Moscou et dans la flotte de la Baltique... Tarder, c'est tout perdre... Et pour secouer ses hommes de confiance trop passifs, Lénine donne sa démission du Comité central. Car il se sait indispensable.

Il ne se borne pas à pousser à l'action, il discute et persuade par la valeur de ses arguments. Sa brochure : *Les bolchéviks conserveront-ils le pouvoir ?* entraîne bien des hésitants. Il y réfute un à un les préjugés de l'opinion courante selon laquelle, si les bolchéviks prenaient le pouvoir, ils seraient incapables de le garder. En feignant de riposter aux ennemis, il entreprend surtout de convaincre des partisans irrésolus. C'est là qu'il emprunte à saint Paul la parole comminatoire : « Qui ne travaille pas ne mange pas », et oppose avec assurance aux sophismes des timorés : si 130 000 propriétaires fonciers ont pu gouverner la Russie dans l'intérêt des riches, 240 000 bolchéviks pourront l'administrer dans l'intérêt des pauvres. Certes, d'immenses difficul-

tés sont en perspective mais « on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs ». Les bolchéviks vaincront car ils incarnent l'*idée de justice* des travailleurs et « les idées deviennent des forces quand elles s'emparent des masses. ».

Le Comité central se rendait à ces raisons mais avec un retard et une lenteur exaspérantes pour Lénine, hanté par la possibilité de tous perdre en laissant passer l'heure. « L'attente devient positivement un crime », dit une nouvelle lettre aux organes directeurs du Parti. « Temporiser est un crime, attendre le Congrès des Soviets un formaliste enfantin, absurde et déshonorant, c'est *trahir* la révolution... Il faut faire l'insurrection sur-le-champ... La victoire est certaine à Moscou, où personne ne peut nous combattre. À Pétrograd, on peut patienter. Le gouvernement est impuissant, sa situation sans issue : il se rendre... La victoire est assurée et il y a neuf chances sur dix de l'obtenir sans effusion de sang... Attendre est un crime envers la révolution. »

Le lendemain, Lénine envoie ses « Conseils d'un absent » pour rappeler encore une fois que la prise du pouvoir implique l'insurrection armée et remettre en mémoire les notions marxistes de l'art insurrectionnel. Conclusion : « Le triomphe de la révolution russe et de la révolution mondiale en même temps dépend de deux ou trois jours de lutte. »

Une autre lettre, le même jour, aux bolchéviks de la Conférence régionale des soviets du Nord, presse de prendre l'offensive : « L'heure est si grave que la temporisation, en vérité, est semblable à la mort. » Car les mutineries de la flotte allemande après bien des symptômes annoncent la révolution mondiale. À trois reprises, il répète : « *La temporisation, c'est la mort.* »

Le 23 octobre, rentré clandestinement à Pétrograd, il participe à la séance du Comité central qui décide enfin l'insurrection. Les motifs de la résolution prise invoquaient en premier lieu la « croissance de la révolution socialiste mondiale », la « menace de paix entre les impérialistes », la « décision indubitable de la bourgeoisie russe et de Kérinski et C^{ie} de livrer Pétrograd aux allemands ». Il est important de le constater, l'acte historique se fondait d'abord sur trois suppositions erronées. Mais la juste appréciation de la situation intérieure en Russie suffisait à garantir le succès.

Seuls, Kamenev et Zinoviev avaient ouvertement résisté à l'impulsion donnée par Lénine, bien que leurs inquiétudes fussent partagées de plusieurs autres. Ils ne croyaient pas la « révolution prolétarienne internationale » si proche ni si mûre, refusaient de compromettre tout l'avenir sur la seule carte de l'insurrection. Dans l'appréhension d'une « défaite certaine », ils vont même jusqu'à rompre la discipline, à désavouer, dans le journal de Gorki hostile au bolchévisme, la direction de leur parti. Kamenev souligne la gravité du désaccord en démissionnant du Comité central. En pleine préparation à l'attaque, la défection de deux des principaux « vieux bolchéviks » était de mauvais augure.

Lénine, pourtant, ne jugeait pas la perte irréparable. C'est à des disciplines de cette espèce qu'il faisait allusion en citant le mot amer de Marx : « J'ai semé des dragons et des puces » Mais après avoir patiemment réfuté leur thèse, il les dénonce sans rémission comme « traîtres » dès qu'il apprend leur opposition publique, invite le Parti à exclure ces déserteurs », ces « jaunes » dont il flétrit l'« infamie sans bornes » en termes définitifs. Staline, mal inspiré, essaie d'atténuer ce coup par une note de la rédaction dans l'organe central du Parti : « L'âpreté du ton de l'article de Lénine ne change rien au fait que nous restons tous d'accord sur l'essentiel... » Sous la réprobation générale, il est contraint de démissionner de la rédaction, sachant d'ailleurs que les difficultés sans nombre du moment commandaient de refuser sa démission.

Ce n'était pas le pire sujet d'alarme pour Lénine. Le Congrès des Soviets, plusieurs fois reculé avant d'être fixé au 7 novembre, approchait et le Comité central semblait attendre cette date pour donner le signal d'insurrection. Trotski tenait à lier les deux événements, Lénine avait hâte de créer le fait accompli, d'exécuter l'opération technique, quitte à la faire sanctionner par l'opération politique. Kérenski ne pouvait-il pas prendre les devants et, au moyen de quelques régiments sûrs, contrecarrer tous les plans ? Mais rien de tel ne se produisit ; une accumulation sans précédent de circonstances favorables facilitait la victoire de la nouvelle révolution.

Tout a concouru, selon l'expression de John Reed, à verser « de l'huile sur le feu bolchéviste ». Devant les besoins collectifs les plus aigus, le pouvoir oscillait sans fin entre des solutions moyennes et une répression inefficace, collectionnait les mécomptes en additionnant les

fautes. La seule espérance des masses populaires déçues se traduisait dans les notes claires du programme de Lénine.

Le gouvernement, incapable de faire un pas vers la paix, responsable du massacre inutile de Galicie, était devenu objet de haine pour les soldats. Les bolchéviks, tout en propageant la fraternisation dans les tranchées, proposaient d'offrir sans délai à tous les belligérants « une paix démocratique », sans annexions, ni indemnités. « En cas de refus, nous ferions la guerre révolutionnaire », disait Lénine, et Trotski tenait le même langage.

Le gouvernement, obstiné à renvoyer aux calendes l'apaisement de la *faim de terre*, enlisé dans des statistiques, des études, des commissions, des projets, avait perdu toute autorité sur les campagnes. Les bolchéviks proposaient la remise immédiate du sol aux soviets paysans, à charge d'en disposer selon les conditions locales. Expropriation gigantesque à laquelle se sentait intéressé chaque travailleur de la terre.

Le gouvernement refusait de satisfaire les revendications de plus en plus impératives des nationalités opprimées par le tsarisme, entraînait en conflit déclaré avec la Finlande et l'Ukraine. Les bolchéviks proposaient de rendre la liberté totale de disposer d'eux-mêmes aux peuples à émanciper.

Le gouvernement paraissait complice de la tentative contre-révolutionnaire de Kornilov et, par sa conduite suspecte dans l'affaire, se mît à dos les chefs militaires sans se concilier personne, perdit l'appui des forces de droite tout en continuant de perdre la confiance des forces de gauche. Les bolchéviks avaient prévu le retour offensif de la réaction et contribué au premier rang à le briser. Le gouvernement ajournait la Constituante en donnant l'impression de la redouter. Les bolchéviks en exigeaient la convocation sans retard. Le gouvernement sabotait visiblement la réunion du prochain Congrès des Soviets. Les bolchéviks passaient outre.

Comme pour mettre le comble à son impopularité, le gouvernement rétablit la peine de mort dans l'armée, laissa croire au prochain transfert de la capitale à Moscou, révéla son intention d'envoyer au front les deux tiers de la garnison de Pétrograd. Les bolchéviks, exploitant habilement une triple occasion d'accabler l'adversaire, s'engageaient à supprimer la peine de mort, à maintenir la capitale à

Pétrograd, à y conserver la garnison révolutionnaire. Les projets gouvernementaux se réduisaient à des menaces vaines, encourageaient en renforçaient l'opposition. À la fin d'octobre, le parti bolchéviste a environ 400 000 membres...

La logique des faits agit dans le même sens, l'écroulement économique imposant aux soviets locaux de s'immiscer dans tous les domaines de la vie publique, de se transformer en organes de direction, surtout en matière de ravitaillement par des taxations et des réquisitions. Le soviet menchéviste de Tiflis, par exemple, présidé par Jordania, se comportait comme un gouvernement régional et de moindres municipalités révolutionnaires improvisaient à leur façon dans leur ressort. La socialisation de certaines entreprises semblait la seule réponse possible aux arrêts partiels de production voulus par les patrons de combat, aux grèves surnoises d'ingénieurs provoquant des paralysies industrielles. Les soviets de Kalouga, de Tachkent, de Kazan, de Cronstadt et autres lieux allaient même devancer le deuxième Congrès soviétique pour trancher la question du pouvoir.

Le conflit relatif à la garnison de Pétrograd servit de prétexte et d'amorce à la première phase du coup d'État. Le Soviet nomma le 26 octobre un comité révolutionnaire militaire et mit les mouvements de troupes sous son contrôle. Trotski, président des deux organes à la fois, tenait donc en main tous les leviers de manœuvre. De son côté, le Comité central bolchéviste avait formé un Bureau politique de sept membres avec mission de diriger le Parti sans formalités ; Lénine et Trotski en étaient les têtes, Zinoviev, Kamenev, Staline, Sokolnikov et Boubnov les bras. De plus, un Centre militaire de cinq membres : Sverdlov, Staline, Boubnov, Ouritski et Dzerjinski, fut introduit dans le Comité révolutionnaire militaire présidé par Trotski. Celui-ci disposait ainsi d'un véritable état-major insurrectionnel.

Le résultat final dépendait de l'armée, dont l'état d'esprit ne faisait plus aucun doute. Au début d'octobre, l'officier Doubassov avait déclaré au Soviet : « Les soldats ne réclament en ce moment ni la liberté, ni la terre. *Ils ne veulent que la fin de la guerre.* Et quoi que vous disiez ici, ils ne se battront plus. » Dans les derniers jours du mois, une série de délégués du front déclarent au Comité exécutif soviétique : « Il est impossible de continuer la guerre dans la situation actuelle... Le front vit dans l'attente fiévreuse de la paix. Beaucoup d'unités réclament n'importe quelle paix, même séparée » ; l'un d'eux ajoute :

« Si c'est une paix infâme, donnez-nous la paix infâme. » Au début de novembre, le général Verkhovski, ministre de la Guerre, déclare dans une séance secrète des commissions du pré-Parlement : « Aucune persuasion n'a prise sur des gens qui ne comprennent pas pourquoi ils doivent affronter la mort et les privations... Dégénération générale... Situation sans issue... On compte *au moins* 2 millions de déserteurs... L'armée ne peut plus être nourrie... Elle ne peut être suffisamment vêtue ni chaussée... Il n'y a plus de commandement... Le bolchévisme continue à dissoudre nos forces armées... *Ces données objectives nous forcent à reconnaître, franchement et ouvertement, que nous ne pouvons pu faire la guerre.* » L'insurrection pouvait compter sur la sympathie des millions de soldats.

Le Comité révolutionnaire militaire prenait ses dispositions au vu et au su de tous. « Au centre de ce travail de mobilisation se tenait le Soviet de Pétrograd qui avait démonstrativement élu président Trotski, le tribu le plus brillant du soulèvement prolétarien », écrit Boukharine.

À la Conférence régionale des soviets du Nord, Trotski avait fait voter cette résolution : « Le pays veut vivre, le gouvernement doit disparaître. Les soviets n'ont pas seulement le droit, ils ont la force. Le temps des paroles est passé. L'heure est venue où une action décisive et unanime de tous les soviets peut sauver le pays et la révolution et résoudre la question du pouvoir central. » Au Soviet de Pétrograd, Trotski, présent partout, proclame : « On nous dit que nous préparons un état-major pour la saisie du pouvoir. Nous n'en faisons pas mystère » Mais en même temps, il ne néglige rien pour donner le change, endormir la vigilance de l'ennemi. Interpellé au Soviet sur les agissements des bolchéviks, il répond avec adresse : « Nous ne cachons rien. Je déclare au nom du Soviet : nous n'avons ordonné aucune action armée. Mais si le cours des événements forçait le Soviet à commander l'action, les ouvriers et les soldats marcheraient comme un seul homme. » Cependant que les représentants du Parti négocient un compromis avec les autres socialistes, pour gagner du temps.

Kérenski laissa faire ou réagit sans vigueur. « Toute la Russie est avec nous. Rien à craindre », — dit-il trois jours avant le coup d'État. Cependant, durant les derniers mois, les partis moyens s'étaient usés, au profit des extrêmes de droite et de gauche. La réaction franche se découvre déjà dans le Sud, commence à utiliser les Cosaques, à dis-

soudre des soviets. Les cadets rassemblent le gros des forces actives de conservation sociale ; parmi eux, les uns pratiquent la tactique du pire, espérant avoir aisément raison des bolchéviks après la chute de Kérenski, les autres préfèrent l'« ordre » allemand au « désordre » russe. Les socialistes-révolutionnaires ne sont plus un parti mais une inconsciente cohue bavarde, en perpétuel désarroi. Leur gauche, définitivement détachée, sert d'appoint au bolchévisme. Les menchéviks se déconsidèrent en se prononçant pour la paix en principe, pour la guerre en fait : « Cette politique ne fut comprise ni en Europe par les Alliés, ni en Russie même », avoue Voïtinski. L'initiative de Martov soutenus par les menchéviks de Géorgie, tendant à constituer un gouvernement socialiste homogène » depuis les populistes jusques et y compris les bolchéviks, vint trop tard et ne correspondait plus aux tendances des groupements à associer.

« Nous étions indubitablement faibles », écrit Trotski, quant à la technique et à l'organisation. Mais les bolchéviks trouvaient devant eux plus faible encore, et le courant les portait. D'après le même auteur, particulièrement qualifié, « l'issue de l'insurrection du 7 novembre était déjà prédéterminée au moins aux trois quarts quand nous nous opposâmes à l'éloignement de la garnison de Pétrograd ». Lénine, tenu de se cacher, ne pouvait s'en rendre compte, c'est pourquoi il conseilla de commencer à Moscou et s'impatiait tant du retard ; cette explication de Trotski n'est pas probante : en réalité, Lénine voulait *prévenir* toute mesure défensive du pouvoir, mettre le Congrès des Soviets devant le fait accompli, non d'un projet à débattre. « Depuis que, sur l'ordre du Comité révolutionnaire militaire, les bataillons s'étaient refusés à sortir de la ville, nous avions dans la capitale une insurrection victorieuse à peine voilée... L'insurrection du 7 novembre n'eut qu'un caractère complémentaire », affirme Trotski.

Toujours est-il que ce n'était pas l'avis de Lénine, comme le montre encore une dernière lettre au Comité central, document unique où l'intelligence et la volonté du chef hurlent littéralement l'ordre d'attaquer, à la veille du Congrès des Soviets : « Il est d'une évidence éclatante que maintenant, en vérité, *tout retard de l'insurrection équivaut à la mort...* Je m'emploie de toutes mes forces à convaincre les camarades que *tout tient à un cheveu*, que les questions posées ne se résolvent point par des conférences ou des congrès (même de soviets) !... *Il faut à tout prix, ce soir, cette nuit, arrêter le gouverne-*

ment, désarmer les junkers, les battre s'ils résistent... Attendre n'est plus possible ! Nous risquons de tout perdre !... Qui doit prendre le pouvoir ? Peu importe en ce moment : que le Comité révolutionnaire le prenne, ou toute autre institution... L'affaire doit être absolument décidée ce soir ou cette nuit. L'histoire ne pardonnera pas l'hésitation aux révolutionnaires qui peuvent vaincre (et vaincra certainement) aujourd'hui, mais risqueraient de perdre beaucoup demain, de tout perdre... La prise du pouvoir est affaire d'insurrection ; son but politique apparaîtra, une fois le pouvoir conquis. Il serait néfaste ou formaliste d'attendre le vote douteux du 7 novembre. Le peuple a le droit et le devoir de trancher ces questions par la force, non par des votes... Les révolutionnaires qui laisseraient échapper le moment... commettraient le plus grand des crimes. Le gouvernement chancelle. Il faut l'achever à tout prix. La temporisation dans l'action, c'est la mort. »

Maintenant ou jamais, dit Lénine. Enfin, le Comité révolutionnaire militaire agit sans plus différer, passe des préparatifs à la réalisation. « Les points les plus importants de la ville furent occupés par nous pendant cette nuit décisive presque sans combat, sans résistance, sans victime », écrit Trotski. Les prévisions de Lénine se vérifiaient, il n'y eut pas d'effusion de sang à Pétrograd ; mais contrairement à son calcul, la lutte fut sanglante à Moscou. Dans l'ensemble, l'insurrection ne rencontra pas de sérieux obstacles. Elle eut lieu, comme l'a constaté Trotski à date fixe. Sur la question litigieuse de l'heure reculée jusqu'au Congrès des Soviets, Lénine dit après coup à ses camarades du Comité central : « Oui, vous avez eu raison », — ce que Staline devait raconter trois ans après, dans un discours commémoratif. Le régime d'hier représenté par la figure épisodique de Kérenski tomba presque aussi facilement que celui d'avant-hier, incarné dans le personnage héréditaire du tsar, et pour des raisons analogues, sinon identiques. « La guerre a donné le pouvoir au prolétariat, — observe Gorki après Lénine, — a donné, car personne ne dira que c'est le prolétariat lui-même qui, par sa propre force, a pris en main le pouvoir... »

Il fallut pourtant, dans une situation extraordinaire, un parti capable d'en profiter, des hommes capables de le diriger. Au témoignage de Staline, entre mille : « Tout le travail d'organisation pratique de l'insurrection s'effectua sous la direction immédiate de Trotski, président du Soviet de Pétrograd. On peut dire avec certitude qu'en ce

qui concerne le rapide passage de la garnison du côté du Soviet et l'habile organisation du travail du Comité révolutionnaire militaire, le Parti en est avant tout et surtout redevable au camarade Trotski. » Quant au rôle de Lénine, il brille assez de sa propre lumière.

Le 7 novembre, écrit Boukharine exalté, « Trotski, tribun splendide et courageux du soulèvement, apôtre infatigable et ardent de la révolution, déclara au nom du Comité révolutionnaire militaire au Soviet de Pétrograd, sous le tonnerre d'applaudissements des assistants, que le Gouvernement provisoire n'existait plus. Et comme preuve vivante de ce fait parut à la tribune, salué d'une formidable ovation, Lénine, que la nouvelle révolution libérait du mystère dont il avait dû s'entourer ». En quelque six mois, la révolution russe avait engendré la République et en moins de neuf mois la dictature des bolchéviks. La Révolution française mit plus de trois ans à instaurer la République et la dictature des jacobins.

Les révolutionnaires professionnels, cette fois, avaient leur part dans la réussite ; sans eux, Lénine n'eût pas mené à bien l'entreprise, ne l'eût même pas conçue. S'il a fallu pour l'avènement du bolchévisme un concours exclusif de conjonctures propices, une politique de suicide des classes possédantes et l'aberration tenace des socialistes de conciliation sociale, — l'intervention d'un parti relativement conscient du but immédiat à atteindre ne fut pas moins nécessaire. Le parti bolchéviste eut sur tous les autres cet avantage de viser résolument au pouvoir et de tout mettre en œuvre pour y parvenir. Et parmi ces révolutionnaires professionnels, armature du Parti, Staline était sans conteste une sorte de prototype. Avant d'avoir rien fait qui le distinguât comme personnalité politique, il se vit placé aux postes de commande du nouvel État, par la seule vertu de sa fidélité au groupe victorieux et grâce aux qualités du soldat, — suffisantes pour la première tâche à remplir.

Dans la littérature historique ou documentaire déjà considérable sur la révolution d'Octobre, il est très rare de trouver le nom de Staline. La plupart des ouvrages ne le mentionnent jamais. Dans les recueils de procès-verbaux du Parti seulement, il est inscrit à son rang comme membre des comités dont il fait partie pour le travail politico-administratif quotidien. De ces comités, « seuls, Lénine et Trotski étaient pour l'insurrection », a écrit John Reed ; assertion à ne pas prendre à la lettre mais exprimant néanmoins une certaine vérité pro-

fonde. Jamais Lénine n'eût préfacé avec une telle chaleur et sans réserve le livre de l'écrivain communiste américain, comme « tableau exact et extraordinairement vivant », s'il y avait relevé une dépréciation du Parti auquel les révolutionnaires professionnels comme Staline entendent s'identifier.

« Les hommes font leur propre histoire, mais pas au gré de leur initiative ni en des circonstances librement choisies » : la pensée de Marx, dont le bolchévisme revendique l'exclusivité, synthétise ainsi les données objectives et subjectives du fait historique. Vus sous cet angle, Lénine et Trotski émergent inégalement de la masse croissante de leur parti, au point de la dominer. Entre eux et elle, les révolutionnaires professionnels sont des agents de transmission qui communiquent l'impulsion et l'orientation voulues par le « cercle clandestin de dirigeants ». À la date d'Octobre, Staline n'est pas encore quelqu'un mais il est déjà quelque chose ; si l'on ignore son nom, on subit son poids, incorporé à l'autorité collective du Parti. Avec l'expérience sans précédent qui commence, les révolutionnaires professionnels vont passer par la véritable épreuve, celle de l'édification d'un État socialiste, étape transitoire vers une société sans classes.

Parmi eux, ni Staline, ni aucun autre n'entrevoyait alors les perspectives du plus proche avenir. Pour des socialistes, il va sans dire que la conquête du pouvoir n'est plus une fin en soi mais l'indispensable moyen de réaliser un programme. À cet égard, le Parti n'avait pas la moindre idée nette ; il devait s'en remettre entièrement à ses dirigeants dont les vues étaient très incertaines.

Après avoir tablé sur la « révolution mondiale » et tout en l'escomptant à brève échéance, Lénine dut rectifier sa conception par scrupule théorique en collaborant à la révision du programme social-démocrate, quelques jours avant le coup d'État. Réfutant comme une fanfaronnade la proposition de Boukharine de supprimer le « programme minimum », il écrivait : « Nous ne savons pas quand, après notre victoire, surviendra la révolution en Occident. Il n'est pas impossible que nous entrions dans des périodes de réaction... Nous n'en savons rien et n'en pouvons rien savoir. » Sur ce point ; Zinoviev et Kamenev n'eurent pas tort de mettre en garde contre l'illusion d'une révolution internationale imminente. Et Riazanov avait raison de dire, si John Reed rapporte exactement ses paroles : « Les travailleurs d'Europe ne bougeront pas. »

Mais dans cette éventualité même, Lénine ne renonçait pas au pouvoir ; le tout était de s'y maintenir en prenant des mesures de transition conduisant au socialisme. « La victoire définitive du socialisme est impossible dans un seul pays, », dit-il trois jours après Octobre, mais il espère prochain le renfort extérieur. Évoquant le mot de Marx et d'Engels : « Le Français commencera, l'allemand achèvera », il exprime sa certitude avec une variante : « Le Russe a commencé, l'Allemand, le Français, l'Anglais achèveront et le socialisme vaincra... » Un mois plus tard, tout en affirmant encore : « Notre salut, dans toutes les difficultés, c'est la révolution pan-européenne », il en vient à déclarer : « La révolution ne se produira pas aussi vite que nous l'attendions. L'histoire l'a prouvé. Il faut savoir l'admettre comme un fait. »

Au moins ne se méprenait-il pas quant aux raisons pour lesquelles « le Russe a commencé ». Dans un discours au Soviet de Moscou, il dura en avril 1918 : « *C'est le fait d'être un pays arriéré qui nous a permis d'être en avance* et nous devons périr si nous ne tenons pas jusqu'au moment où notre révolution recevra une aide efficace des révoltés de tous les pays. » Ce n'est pas, de sa part, une assertion fortuite : « Nous sommes un détachement révolutionnaire de la classe ouvrière lancé en avant, non parce que meilleurs que les autres ouvriers, non parce que le prolétariat russe est supérieur à la classe ouvrière des autres pays, *mais uniquement parce que nous étions un des pays les plus arriérés du monde.* » Il insiste quelques mois après, dans une lettre aux ouvriers américains : « Les circonstances ont mis en avant notre détachement, le détachement russe du prolétariat socialiste, *en raison non de nos mérites mais de l'état tout particulièrement arriéré de la Russie.* »

Le rapprochement s'impose avec l'opinion de Plékhanov, homme politique fini dès avant la révolution mais encore intellectuellement vigoureux, répondant à ses amis enclins à considérer le régime soviétique comme un court épisode : « La force des bolchéviks est dans la fatigue, dans l'ignorance de notre peuple et aussi dans nos conditions économiques arriérées. Le bolchévisme durera plusieurs années et notre peuple ne deviendra conscient qu'après cette dure leçon de choses. Ce sera alors la fin du bolchevisme. Mais c'est encore loin. »

Trotski restait d'accord avec lui-même, avec sa théorie de la « révolution permanente », en proclamant au lendemain de l'insurrection,

devant le Congrès des Soviets : « Ou la révolution russe déterminera un mouvement révolutionnaire en Europe, ou les puissances européennes écraseront la révolution russe. » Tout le Comité central partageait cet avis : « Sans révolution socialiste en Occident, notre république socialiste est menacée de périr », dit un de ses membres au début de 1918, pour résumer l'opinion commune. À quoi Staline répliqua : « Nous aussi, nous misons sur la révolution, mais vous comptez avec des semaines et nous avec des mois. » Personne ne comptait avec des années.

Mais la vaine attente de la révolution socialiste occidentale comportait des erreurs tactiques de plus en plus dangereuses pour le bolchévisme. Et Lénine, le premier, à défaut de pronostic valable sur la date, tenta d'expliquer le « retard » des autres pays. « Passer avec une telle aisance d'une victoire à l'autre, — dit-il en parlant de la révolution russe, — fut facile uniquement parce que la constellation internationale actuelle nous a protégés momentanément contre l'impérialisme. » Ailleurs, et dans d'autres conditions, il en ira autrement : « il est bien plus difficile de commencer en Europe ; chez nous, il était infiniment plus facile de commencer mais il sera beaucoup moins aisé de continuer. En Europe, c'est le contraire : une fois la révolution commencée, il sera bien plus facile de la pousser en avant... »

Et, rappelant au sentiment des réalités les bolchéviks de gauche obstinés dans leur mystique, il ajoute : « Oui, nous verrons la révolution mondiale, mais en attendant, ce n'est qu'un conte très attrayant, un conte très joli. Je comprends bien que les enfants aiment les jolis contes mais je demande : un révolutionnaire sérieux peut-il croire à des contes ? »

Bibliographie

J. STALINE, Le rôle des militants les plus en vue du Parti, *Pravda*, n° 241, M., 6 nov. 1918 ; Sur les chemins d'Octobre. Articles et discours, Mars-Oct. 1917, M., 1925 ; Sur la Révolution d'Octobre, recueil, M., 1932.

ANIOUTKINE, Les journées d'Octobre à Moscou, M., 1920. — V. ANTONOV-OVSÉIENKO, La formation de l'Armée rouge et la Révolution, M., 1923. — Auto-défense (V. Zassoulitch, A. Potressov, etc.), Pétr., 1916. — N. AVDEIEV, V. VLADIMIROVA, K. RIABINSKI, I. LIOUBIMOV, La rév. de 1917, Chronique des événements, 6 v., M.-L., 1923-30. — P. AXELROD, La lutte pour la paix et la restaura-

tion de l'Internationale, Pétr., 1917. — A. BALABANOVA, Souvenirs personnels d'une Zimmerwaldienne, L., 1925. — J. BEZRABOTNY, Les deux Révolutions, Genève, s.d. — Demian BIEDNY, Traits, *Pravda*, M., 21 déc. 1929. — A. BLOCK, Les derniers jours du régime impérial, P., 1931. — V. BONTCH-BROUIÉVITCH, Aux postes de combat, etc., M., 1930. — N. BOUKHARINE, de la dictature de l'impérialisme à la dictature du prolétariat, Genève, 1918. — Gén. BROUSSILOV, Mémoires, P., s.d. — Sir G. BUCHANAN, Ma mission en Russie, 2^e v., Berlin, 1924. — K. CHELAVINE, La classe ouvrière et le P.C.R. dans la rév. de Février, L., s.d. — A. CHLIAPNIKOV, La veille de 1917, 2 v., 2^e éd., M., 1923 ; 1917, 3 v., M., 1923-25-27. — J. CHOUMIATSKI, Touroukhanka, Esquisses de la vie des exilés, M., 1926. — B. CHOUMIATSKI, La presse bolchéviste à la veille d'Octobre, *Pravda*, n° 122, M., 5 mai 1933. — Chute (La) du régime tsariste, Interrogatoires des ministres, etc., Préf. de B. Maklakoff, P. 1927. — Conf. panrusse et pétrogradienne du P.O.S.-D.R. en avril 1917 ; M., 1925. — Congrès (Sixième) du P.O.S.-D.R. (bolchéviks), Procès-verbaux, M., 1919. — Coup (Le) d'État bolchéviste, recueil de documents traduits et annotés par S. Oldenbourg, P., 1929. — B. ELOV, après les journées de Juillet, *Kras. Liet.*, n° 7, Pétr., 1923. — Esquisses d'hist. de la Rév. d'Octobre, M., 1927. — René FULÖP-MILLER, Raspoutine, etc., P., 1928. — G. GUEORGUEVSLI, Essai d'hist. de la Garde Rouge, M., 1919. — M. GORKI, Écrits de Révolution, P., 1922. — A. GOROVITSEFF, Les Révolutions, P., 1931. — Insurrection (L') d'Octobre à Moscou, Recueil, M., 1922. — J. KAMENEV, L'écroulement de l'Internationale, Pétr., 1917. — A. KERENSKY, La Révolution russe, P., 1928. — L. KERESSELIDZÉ, La Géorgie et la domination russe, Genève, 1917. — A. KOLLONTAÏ, Fragments de journal, 1914, L., 1925. — B. KRITCHEVSKY, Vers la catastrophe russe, P., 1919. — G. LELEVITCH, Octobre au G.Q.G., Gomel, 1922 ; Comment ils ont « fait » la Révolution, M., 1923. — A. LOUNATCHARSKI, Le grand bouleversement, Pg., 1919. — D. MANOUÏLSKI, À la mémoire de G.I. Tchoudnovski, *Lietopis Revolioutsii*, n° I, Kharkov, 1922. — L. MARTOV, Contre la guerre, recueil, M., 1917 ; Nationalisme et Socialisme, Pg., 1918. — P. MASLOV, L'économie paysanne, M., 1917 ; la question agraire en Russie, M., 1917. — T. MASARYK, La résurrection d'un État, P., 1930. — P. MILIOUKOV, Hist. de la deuxième Rév. russe, 3 v., Sofia, 1921-22-24 ; La Russie au tournant, Période bolchéviste de la Rév. russe, t. I, P., 1927. — V. MILIOUTINE, Les ouvriers agricoles et la guerre Pétr., 1917. — Gén. MONKIEVITZ, La décomposition de l'armée russe, P., 1919. — S. MSTISLAVSKI, Cinq jours, Berlin, 1922 ; La chute du tsarisme, L., 1927. — B. NOLDE, L'ancien régime et la Rév. russe, P., 1928. — E. NYS, La Géorgie et la guerre actuelle, Lausanne, 1917. — OSSIP-LOURIÉ, La Russie en 1914-17, P., 1918 — Ouvriers (Les) de Léninegrad dans la lutte pour le pouvoir des soviets, L., 1924 — M. PALÉOLOGUE, La Russie des Tsars, etc., 3 v., P., 1921-22. — P. PASCAL, Introductions et notes aux « Pages choisies » — S. PIONTKOVSKI, La Rév. d'Octobre en Russie, ses préliminaires et sa marche, M., 1923. — G. PLEKHANOV, Sur la guerre, Pétr., s.d. ; L'internationalisme et la défense de la patrie, Pétr., 1916 ; Questions de guerre et de socialisme, Pétr., 1917. — N. PODVOÏSKI, L'organisation militaire du P.O.S.-D.R., *Kr Liet*, n° 6 et 8, Pétr., 1923. — M. POKROVSKI, La révolution d'Octobre,

M., 1929. — A. POTRESSOV, La guerre et les questions de la conscience démocratique internationale, Pétr., 1916 ; Internationalisme et cosmopolitisme, Pétr.-M., 1916. — V. POURICHKÉVITCH, Comment j'ai tué Raspoutine, P., 1924. — Procès-verbaux du Comité Central du P.O.S-D.R., août 1917-fév. 1918., M., 1929. — C. RACOVSKI, Les socialistes et la guerre, 2^e éd., Bucaresti, 1915. — F. RASKOLNIKOV, Les Journées de juillet, *Prol. Rev.*, n° 5 (17), M., 1923 ; Dans les prisons de Kérenski, *Prol. Rev.*, n° 10 (22), M. 1923. — J. REED, ten days that shook the world, New York, 1919. — Révolution (la) et le P.C.R. en matériaux et documents, t. VII, M., 1924. — Rév. de Février (La), Mémoires, 1922. — D. RIAZANOV, Le prolétariat international et la guerre, M., 1919. — Ch. RIVET, Le dernier Romanoff, P., 1917. — M. RODZIANKO, L'écroulement de l'Empire, L., 1927. — N. ROUBAKINE, La Russie qui s'en va et la Russie qui vient, Lausanne, 1916. — B. SAVINKOV, L'affaire Kornilov, P., 1919. — S. SAZONOV, Les années fatales, P., 1927. — N. SOUKHANOV, Notes sur la Révolution, 7 v., Berlin, 1922-23. — Souvenirs sur le coup d'État d'Octobre, *Prol. Rev.*, n° 10, M., 1922. — A. SPIRIDOVITCH, Raspoutine, P., 1935. — I. Steinberg, de Février à Octobre, Berlin-Milan, s.d. — J. SVERDLOV, Trois lettres de Sibérie, *Prol. Rev.* n° 4, M., 1922 ; Lettres de Sibérie, *Petchat i Revolioutsia*, n° 2, M., 1924 ; La déportation tsarienne pendant dix années, M., 1925. — SVERDLOV (Recueil), M., 1926. — P. Swesditch, La Russie en révolution, Genève, s.d. — L. TROTSKI, La rév. d'Octobre, M.-Pétr., s.d. ; Les années du grand tournant, 3 v., M., 1919 ; La Guerre et la Révolution, 2 v., Pg., 1922 ; *Œuvres*, t. III, 1917, 1^{re} p., De Février à Octobre, M., 1924, Hist. de la Rév. russe, I, La Rév. de Février, Berlin, 1931. — E. VANDERVELDE, trois aspects de la Rév. russe, P., 1918. — Veille (La) de la révolution, Pétr., 1918. — VICTOROFF-TOPOROFF, La 1^{re} année de la rév. russe, Faits, documents, appréciations, Berne, 1919. — VICTOR-SERGE, Lénine-1917, P., s.d. — J. WANINE, contribution à l'hist. et à la technique d'une Rév. prolétarienne, Genève, s.d. — Baron WRANGEL, Du servage au bolchévisme, P., 1926. — G. ZINOVIEFF et N. LÉNINE, Le socialisme et la guerre, Genève, 1916 ; Contre le courant, Pg., 1918. — G. ZINOVIEV, La guerre et la crise du socialisme, Pg., 1920 ; *Œuvres*, t. V, Pétr., 1924.

Staline.
Aperçu historique du bolchévisme.

VI

LA GUERRE CIVILE

Lendemain de victoire. — Dissentiments chez les bolchéviks. — Lénine au travail. — La liberté de la presse. — Gorki contre Lénine. — Le Conseil des commissaires du peuple. — Staline commissaire aux Nationalités. — Le droit des peuples, théorie et pratique. — Évolution de Lénine. — Avertissements de Rosa Luxembourg. — En Géorgie. — Contradictions insolubles. — La question agraire. — Avis de Rosa Luxembourg. — Variations de Lénine. — La dictature du prolétariat. — Guerre et paix. — Brest-Litowsk. — Désaccords entre bolchéviks. — Lénine et la paix à tout prix. — Attitude de Trotski. — La fraction de gauche. — Crise aiguë dans le Parti. — Septième Congrès. — Le parti communiste. — Trotski commissaire à la Guerre. — La Tchéka. — Staline au front. — L'Armée rouge. — Séditions, émeutes et rébellions. — L'opposition militaire. — Tsaritsyne. — La terreur. — Staline contre Trotski. — Armistice et révolutions. — La guerre civile russo-russe. — Staline chef militaire. — L'Internationale communiste. — Huitième Congrès du Parti. — Staline commissaire à l'Inspection. — Les collaborateurs de Lénine. — Bibliographie.

[Retour à la table des matières](#)

Le bolchévisme héritait d'une situation de catastrophes : la disette, la réduction des emblavures, le délabrement de l'industrie et des transports, la chute du papier-monnaie avec hausse correspondante du coût des marchandises, la spéculation et l'agiotage à outrance, la démobilisation spontanée en étaient les aspects principaux. Conditions

peu favorables à l'« expérience sans précédent » annoncée par Trotski dans l'exaltation de la victoire révolutionnaire d'Octobre.

Aucune solution magique n'y pouvait remédier. L'ère de violences et de douleurs ouvertes par la guerre de 1914 entraînait seulement dans une phase nouvelle. L'histoire démontrait une fois de plus l'impossibilité d'une transformation sociale pacifique. La résistance des classes possédantes à l'intérieur et l'hostilité du monde capitaliste à l'extérieur dissipaient l'espoir de faire l'économie d'une guerre civile en règle. Et les lois cruelles de l'état de siège allaient supplanter les clauses prometteuses du programme de Lénine. Il fallait vaincre avant de convaincre, frapper d'abord, ensuite persuader.

Les bolchéviks avaient promis la Constituante sans délai ; ils durèrent l'ajourner, puis la dissoudre. Ils protestaient contre la peine de mort dans l'armée ; ils la rétablirent après l'avoir supprimée, puis la décrétèrent pour les civils comme pour les militaires. Ils s'opposaient violemment au transfert de la capitale à Moscou ; ils le réalisèrent. Ils reconnaissaient aux nationalités le droit à l'indépendance ; ils les incitèrent à se séparer de plein gré pour les soumettre ensuite de vive force. Ils dénonçaient avec véhémence toute paix séparée ; ils furent contraints de la signer. Ils s'étaient engagés à mener plutôt une guerre révolutionnaire ; ils ne purent tenir parole. Ils voulaient la paix « démocratique » ; ils subirent une paix « honteuse ». Ils promettaient la terre aux paysans ; ce fut pour en confisquer les produits. Quant à l'abolition de la police, de l'armée permanente et du fonctionnarisme, on la renvoya *sine die* : les institutions condamnées par Lénine devaient survivre sous d'autres noms : Commission extraordinaire (Tchéka), Armée rouge, bureaucratie soviétique.

Autrement dit, le programme bolchéviste s'avéra inapplicable au moment de passer de la théorie à la pratique, si sincères qu'en fussent les promoteurs. La seule chose réalisable et accomplie, la prise du pouvoir, tenait à un enchaînement de circonstances unique : « Si nous n'avions pas pris le pouvoir en Octobre, jamais nous ne l'aurions eu », reconnaît Trotski. Selon le mot de Lénine, tout avait été suspendu « à un cheveu ».

Détournés par la guerre civile de leur ligne de conduite préétablie, les bolchéviks ne purent davantage et pour la même raison se conformer à leur plan de socialisation par étapes, en commençant avec le

contrôle ouvrier de la production. Les nécessités vitales immédiates qui pressaient de sacrifier momentanément les principes, avec l'arrière-pensée de réserver l'avenir, poussaient aussi aux improvisations extrêmes dans le champ économique. La prescience de Jaurès a justifié d'avance * ce radicalisme inéluctable : « Le jour où des événements imprévus, une commotion historique analogue à celle de 1871 porterait les prolétaires socialistes au pouvoir, ils seraient obligés d'accomplir ou d'essayer tout au moins une révolution sociale par la transformation du système de propriété. Ils auraient beau se dire que peut-être l'ensemble de la classe paysanne n'est pas préparée, que peut-être même dans la classe ouvrière il y a encore trop de forces inertes ou inconscientes, ils seraient condamnés par la logique même du socialisme à user dans le sens révolutionnaire c'est-à-dire dans le sens d'une transformation complète de la propriété, du pouvoir que l'histoire aurait remis entre leurs mains. »

La révolution de Février (mars) fit banqueroute aux yeux du peuple pour avoir méconnu cette vérité formulée dans les mémoires de Kropotkine : « Une révolution doit être dès ses débuts un acte de justice envers les maltraités et les opprimés, et non une promesse de faire plus tard cet acte de réparation. Sinon, elle est sûre d'échouer. » La révolution d'Octobre (novembre) manqua aussi à ses engagements, mais non sans avoir démontré au moins l'intention et la volonté de les remplir. Et quand le mécontentement populaire grandissant la mit en péril, elle sut autrement que par des discours en combinant avec opportunité une répression vigoureuse et des concessions habiles. Les jacobins du prolétariat avaient profité de quelques leçons de l'histoire.

En effet, avec leurs décrets sur la paix et sur la terre, approuvés au deuxième Congrès des Soviets, les bolchéviks se montrent soucieux de tenir au pouvoir leurs promesses de parti d'opposition. Le décret sur la paix démocratique ne peut donner une telle paix, conditionnée par la situation internationale, les rapports de puissance entre belligérants. Le décret sur la terre ne résout pas dans un sens socialiste la question agraire en consolidant le capitalisme que le nouveau régime se proposait précisément de limiter, puis d'anéantir. Mais les illusions communes aux bolchéviks et aux masses se satisfont d'abord de gestes symboliques. À mesure qu'elles s'évanouissent, le jeune gou-

* Dans son *Histoire socialiste de la Révolution française*.

vernement soviétique trouve de nouveaux moyens de s'affermir en brisant toute obstruction par la force, sans s'obstiner dans aucune voie en impasse et, après comme avant le coup d'État, en tirant profit des fautes énormes de ses adversaires. Mais aussi au prix de l'abandon graduel du programme initial.

Toujours clairvoyant, Kérénski avait proclamé cinq jours après l'insurrection d'Octobre : « Le bolchévisme se désagrège ; il est isolé et, comme force organisée, il n'existe plus, même à Pétrograd. » Toute la « société cultivée », les partis politiques, socialistes et autres, la bourgeoisie grande, petite et moyenne, les ambassades et missions des Alliés partageaient cette opinion, répandue à l'étranger par les correspondances de presse et les informations officieuses ou officielles.

Les réactionnaires avérés s'étaient abstenus de prêter mainforte au Gouvernement provisoire, — le Grand Quartier général demeurant en expectative et les Cosaques ayant déclaré leur neutralité dans la capitale, — mais se réservaient d'agir pour leur propre compte. Des troupes en nombre inconnu commandées par le général Krasnov marchaient sur Pétrograd, suscitant l'alarme des uns, l'espérance des autres. Une grève générale des fonctionnaires et employés d'État paralysait l'administration publique, les ministères et les banques. Le syndicat des cheminots et celui des postes et télégraphes exigeaient un gouvernement de coalition socialiste sous la menace de priver de transports et de communications le nouveau pouvoir, le Conseil des commissaires du peuple.

À cet instant critique, Lénine vit surgir encore une fois contre lui dans son propre parti une opposition de « vieux bolchéviks », partisans eux aussi d'un « gouvernement socialiste de tous les partis soviétiques » et d'un accord entre bolchéviks, menchéviks et socialistes-révolutionnaires de droite et de gauche. Dix jours après le coup d'État, en pleines négociations sur le partage du pouvoir, onze commissaires du peuple sur quinze disaient en démissionnant : « Hors de cette voie, il n'en reste qu'une : la conservation d'un gouvernement purement bolchéviste *par les moyens de la terreur politique*. » Rykov, Noguine, Milioutine, Chliapnikov et leurs collègues ajoutaient : « Cette politique écarte les organisations des masses prolétariennes de la direction de la vie politique, *conduit à l'établissement d'un régime irresponsable, à la perte de la révolution et du pays*. »

Kamenev, Zinoviev, Rykov, Noguine et Milioutine démissionnèrent du Comité central du Parti en accusant son groupe dirigeant, c'est-à-dire Lénine et Trotski appuyés sur Sverdlov, Dzerjinski, Staline et Boukharine, de « vouloir à tout prix un gouvernement purement bolchéviste sans compter les victimes en ouvriers et en soldats que cela pourrait coûter ». Par leur geste, ils espéraient faire cesser au plus vite l'« effusion de sang entre les différents partis de la démocratie ». Le bolchévik de gauche Lounatcharski les avait devancés en démissionnant du Conseil des commissaires à la fausse nouvelle du bombardement d'une église à Moscou... Chliapnikov donna sa signature sans démissionner. Riazanov se trouvaient parmi les protestataires mais lui n'était pas un bolchévik invétéré et se sentait lié au Syndicat des cheminots dont il fut un des fondateurs. À Gatchina, le commissaire du peuple Dybenko concluait avec les Cosaques de Krasnov un compromis admettant d'écarter provisoirement Lénine et Trotski du gouvernement et même des assemblées populaires.

Il est vrai, la signature d'un bolchévik n'engageait déjà plus personne à rien. La ruse de guerre prenait le pas sur la loyauté politique. Lénine et Trotski songeaient surtout à gagner du temps, car c'était tout gagner.

Pour ce but, ils acceptaient d'envoyer des délégués aux conférences conciliatrices réunies par les cheminots et ne refusaient pas de constituer un gouvernement de coalition, sans cesser toutefois d'opposer des conditions de principe irréductibles aux conditions politiques et personnelles des socialistes, pour traîner les transactions en longueur en attendant de pouvoir parler sur un autre ton et rejeter sur les rivaux la responsabilité d'une rupture inévitable. L'aveuglement de ces derniers facilita pleinement le jeu bolchéviste. De part et d'autre, l'intransigeance était égale ; les vainqueurs voulaient la sanction de leurs décrets fondamentaux sur la paix et sur la terre, et la souveraineté du nouveau Comité exécutif des Soviets, instrument de leur parti ; les vaincus prétendaient notamment décapiter la révolution en frappant d'exclusive Lénine et Trotski. Ceux-ci connaissaient de longue date leurs adversaires bavards et surent manœuvrer supérieurement.

Toujours optimistes à l'excès quant aux perspectives révolutionnaires internationales, ils n'étaient pas dupes d'apparences en Russie et, à cette heure décisive, envisageaient froidement l'état des choses :

apathie profonde de la population des villes, attestée par les dernières élections municipales où l'absentéisme atteignit parfois plus des deux tiers du corps électoral ; vague d'anarchie dans les campagnes, illustrée de troubles sanglants, de pillages, lynchages et pogromes ; masse paysanne douteuse mais neutralisée en province par des distributions de terres et sur le front par la promesse de paix ; nationalismes de Finlande et d'Ukraine, des pays de la Baltique et du Caucase satisfaits par le droit de séparation ; soviets citadins bolchévisés mais de moins en moins élus par la majorité ouvrière ; syndicats professionnels faibles et de formation trop récente pour assumer un rôle indépendant ; adversaires socialistes, libéraux, réactionnaires divisés et désorientés, incapables d'action à brève échéance. La partie se livrait donc entre des forces restreintes. Soldats et marins étaient maîtres de la situation.

Trotski ne se gênait pas pour parler ouvertement du soldat « aux mains de qui se trouve le pouvoir ». Le coup d'État avait été un acte essentiellement militaire, réalisé sous la direction d'un comité militaire, contre un gouvernement sans défense militaire : « Les habitants dormaient paisiblement et ne savaient pas qu'un pouvoir succédait à un autre », dit encore Trotski. L'ancienne police dissoute, la nouvelle n'existait pas encore pour contrecarrer la conjuration. Les assaillants n'étaient guère plus combatifs que les assaillis : ils mirent une journée à prendre le palais d'Hiver, vulnérable en quelques minutes. Deux ou trois coups de canon à *blanc* tirés d'un croiseur avaient semé l'épouvante dans le camp démocrate. À Moscou c'est l'indécision de l'action bolchéviste qui prolongea inutilement la lutte. Ailleurs, en province, un télégramme suffit à assurer le changement de régime. La « bataille » sous Pétrograd entre Rouges et Blancs, la « prise » de Tsarskoïé-Sélo, excellents thèmes à communiqués grandiloquents, se réduisaient en réalité aux proportions d'une molle escarmouche suivie d'occupation de village évacué...

Lénine n'avait donc pas tort de dire : « Il était facile de commencer la révolution dans un pays pareil. C'était plus aisé que de soulever une plume. » Afin de continuer, il s'agissait tout d'abord d'obtenir un répit pour créer l'appareil de coercition dont le précédent gouvernement fut dépourvu ; la garde rouge et les marins en tinrent lieu, avant l'organisation de la Tchéka, police révolutionnaire. Ensuite, le « primitif instinct moutonnier des Russes », comme dit Engels, favorisait fatalement les plus forts. De concurrence pacifique des partis dans les

soviets (Lénine *dixit* naguère), il n'était plus question. Les bolchéviks entendaient conserver coûte que coûte le pouvoir, au besoin par les moyens employés à le conquérir. Le parallèle de Lénine entre 130 000 seigneurs terriens d'hier et les 240 000 bolchéviks d'aujourd'hui, devenus 400 000, se vérifiait au-delà de toute prévision ; dans l'un et l'autre cas, malgré les différences de classes, la domination politique d'une minorité infime implique certaines conséquences analogues.

Les pourparlers de conciliation donnèrent le temps de parer aux difficultés les plus pressantes et de forger un embryon de mécanisme gouvernemental. Parmi les négociateurs, du côté bolchéviste, Kamenev et Riazanov croyaient sincèrement à la nécessité d'un compromis. Au contraire, Lénine et Trotski prévoyaient l'échec de toute collaboration de cet ordre, mais sans dédaigner une alliance temporaire au moins avec les socialistes-révolutionnaires de gauche. Staline prit part à ces manœuvres diplomatiques en homme de confiance du « cercle clandestin de dirigeants », avec la consigne de ruser dans la forme sans rien concéder sur le fond : astuce et fermeté, ses caractéristiques principales, firent de lui l'agent efficace d'une telle besogne. Lénine savait utiliser au mieux les qualités et les défauts de son personnel.

Le Comité central bolchéviste se déclarait alors prêt à former sous condition une « coalition dans le cadre des soviets » non seulement avec divers socialistes de gauche mais avec ceux de droite. Avant de constituer le Conseil des commissaires, il avait d'ailleurs invité en vain trois socialistes-révolutionnaires de gauche à y entrer. Les exigences des modérés rendirent l'accord impossible tout en donnant le beau rôle aux bolchéviks, lesquels gagnèrent ainsi le concours appréciable des socialistes-révolutionnaires de gauche à leur gouvernement.

Lénine, déjà maître dans l'art de « négocier en combattant », fortifiait partout ses positions à la faveur de la trêve. Il avait mené de haut les premières opérations militaires en se servant de Trotski et de Staline comme lieutenants, Trotski à l'avant, Staline à l'arrière, chacun à sa place selon ses meilleures facultés, Trotski à l'avant pour son magnétisme d'entraîneur d'hommes, son viril esprit d'initiative, son courage communicatif, Staline à l'arrière pour sa valeur d'organisateur ponctuel, appliqué, rigoureux, d'exécutant énergique et sûr. Simultanément, il faisait face aux « déserteurs » de son vieux groupe de révolutionnaires professionnels, les Zinoviev, les Kamenev, les Rykov ; par de virulentes philippiques, il dressa contre eux l'opinion du Parti,

les réduisit au silence, puis à la soumission. Pressé d'amorcer les préliminaires de l'armistice avec l'Allemagne, il renversait l'obstacle du Grand Quartier général pour ainsi dire par radio, en faisant appel aux troupes par-dessus la tête des officiers ; là encore, Staline l'assista dans cette action, en pratique menée à bien par Krylenko. Enfin, passant outre aux hésitations et aux scrupules démocratiques dans les rangs bolchévistes, il abordait résolument une condition primordiale de toute dictature, la restriction de la liberté de la presse. Personne n'osait alors en prévoir la suppression totale.

Aussitôt après le coup d'État, il n'était question que d'abolir le « monopole de la bourgeoisie sur la presse », expression assez paradoxale à lire dans des journaux bolchévistes à grand tirage. « Tout groupe de citoyens doit pouvoir disposer des imprimeries et du papier », déclarait Trotski. De son côté, Lénine affirma : « Maintenant que l'insurrection est terminée, *nous n'avons nullement l'intention de supprimer les journaux des autres partis socialistes*, sauf dans le cas d'excitation au soulèvement armé ou à la sédition. » Un décret sur la presse, rédigé par Lénine, assurait expressément : « Aussitôt consolidé l'ordre nouveau, toute pression administrative sur la presse prendra fin ; une liberté complète de la presse sera établie dans le cadre de la responsabilité légale, selon la réglementation la plus large et la plus avancée... » En attendant, les atteintes aux principes démocratiques dont Lénine et Trotski se réclamaient encore ne furent pas admises sans protestation dans le camp même du bolchévisme, encore appelé social-démocrate. Mais pour les imposer, il y avait un argument sans réplique, la garde rouge et les marins.

Toute la presse non bolchéviste vitupérait et flétrissait les « usurpateurs ». Seuls, les journaux de droite avaient été suspendus mais les autres se sentaient touchés par le coup porté au droit d'imprimer. Les articles de Gorki *, bolchévik de gauche de l'avant-veille, donnent une idée du diapason général et résument bien l'opinion moyenne de l'*intelligentsia* révolutionnaire et socialiste : « Lénine, Trotski et leurs adeptes sont déjà intoxiqués par le poison du pouvoir comme le prouve leur attitude honteuse vis-à-vis de la liberté de la parole, de l'individu et de cet ensemble de droits pour le triomphe desquels a

* Tous réunis dans le recueil *Pensées intempestives*, établi par Herman Ermolaev, préface de Boris Souvarine. (Éd. L'Âge d'homme, Lausanne, 1975.)

lutté la démocratie. » Dans cette *Novaïa Jizn* où il avait pris la défense de Lénine traqué après les journées tragiques de juillet, Gorki traitait les bolchéviks de « fanatiques aveugles, aventuriers sans conscience » et le bolchévisme de « calamité nationale ».

Il dénonçait « la vanité des promesses de Lénine..., l'étendue de sa folie..., son anarchisme à la Netchaïev et à la Bakounine », et son gouvernement comme une « autocratie de sauvages ». Aux premières mesures dictatoriales, il s'indigne avec passion : « Lénine et ses acolytes se croient permis tous les crimes. » Et il interroge : « Dans sa conduite à l'égard de la liberté de la parole, en quoi Lénine se distingue-t-il de Stolypine, de Plehve et autres caricatures humaines ? Le pouvoir de Lénine ne traîne-t-il pas en prison tous ceux qui ne pensent pas comme lui, ainsi que le faisait le pouvoir des Romanov ? »

Familier de Lénine, il l'apprécie en ces termes : « Lénine n'est pas un thaumaturge tout-puissant mais un prestidigitateur cynique qui n'a cure ni de l'honneur, ni de la vie du prolétariat. » Lénine, ajoute-t-il, a toutes les qualités d'un chef, « notamment l'amoralité indispensable à ce rôle et le mépris du *barine* pour la vie des masses populaires ». Les léninistes ne valent pas mieux car, pour eux, « la classe ouvrière est comme le minerai pour le métallurgiste ». La comparaison avec Netchaïev lui tient à cœur : Vladimir Lénine introduit en Russie le régime socialiste selon la méthode de Netchaïev, à toute vapeur à travers la boue. Lénine, Trotski et tous les autres qui vont avec eux à la ruine dans la fondrière de la réalité sont évidemment persuadés avec Netchaïev que *c'est par le droit au déshonneur qu'on peut le mieux entraîner avec soi un Russe...* » Il assimile volontiers le bolchévisme au tsarisme : « En menaçant de la famine et du massacre tous ceux qui n'approuvent pas le despotisme de Lénine-Trotski, ces *chefs* justifient le despotisme du pouvoir contre lequel ont si longtemps lutté les meilleures forces du pays. »

En réponse aux reproches de certains partisans du nouveau régime, Gorki réplique : « La *Novaïa Jizn* a affirmé et continuera d'affirmer que n'existent pas dans notre pays les conditions requises pour l'introduction du socialisme et que le gouvernement de Smolny traite l'ouvrier russe comme un fagot de bois : il allume le fagot pour voir si, au foyer russe, pourra s'enflammer la révolution européenne. » Sans se laisser intimider, il met en garde les travailleurs en écrivant à plusieurs reprises sous des formes diverses : « On est en train de faire

sur le prolétariat russe une expérience qu'il paiera de son sang, de sa vie et, ce qui est pis, d'une désillusion durable envers l'idéal socialiste. »

Un autre ancien bolchévik de gauche, Bazarov, collaborateur de Gorki, disait de Lénine dans le même journal : « C'est un maniaque incurable qui signe des décrets en qualité de chef du gouvernement russe, au lieu de suivre un traitement psychiatrique sous la surveillance d'un aliéniste expérimenté... » Sur ce ton et dans cet esprit s'exprimaient tous les représentants du socialisme traditionnel en Russie et ailleurs, et parmi eux des anciens compagnons d'armes de Lénine.

Celui-ci signait effectivement force décrets qui restaient lettre morte. Il a dit lui-même plus tard : « Pendant toute une période, les décrets furent une des formes de notre propagande. » D'après Trotski, il s'efforçait de répondre par ces décrets à toutes les nécessités de la vie économique, politique, administrative et culturelle : « Il n'était pas guidé par la passion de la réglementation bureaucratique mais par la propension à développer le programme du parti dans la langue du pouvoir. » Cependant, à son insu, ledit programme se vidait chaque jour de son contenu socialiste initial pour tendre à un but exclusif : maintenir le parti bolchéviste au pouvoir.

Le conseil des commissaires du peuple était, dans l'esprit de ses créateurs et dans la lettre formelle de l'acte constitutif adopté au Congrès des Soviets, un gouvernement provisoire jusqu'à l'Assemblée constituante, — résolution solennelle oubliée, après et avec tant d'autres. Lénine le considérait comme nécessairement subordonné *ipso facto* au parti souverain, donc au Comité central bolchéviste. Aussi jugea-t-il superflu d'y entrer. Ce n'était nullement modestie de sa part mais souci de la division du travail. Il proposa de nommer Trotski à la présidence du Conseil, comme l'individu le plus capable de donner vie aux décisions de principe du Parti et n'accepta finalement lui-même ce poste que sous la pression unanime du Comité central.

Aucun des dirigeants ne concevait le rôle des divers organes de la dictature révolutionnaire, dans cette période de confusion extrême, de tâtonnements et d'improvisations. Il n'existait pour s'y référer ni précédent historique, ni recette scientifique, et l'exemple de la Commune

de 1871 si souvent évoqué n'offrait que de vagues indications générales. Ainsi, ni Lénine, ni Trotski ne croyaient à l'utilité d'un commissariat aux Affaires étrangères. Les départements ministériels furent confiés à des administrateurs ou supposés tels, non à des hommes représentatifs ou à des têtes politiques. Cela explique en partie comment la majorité des commissaires se trouva opposée à Lénine et à Trotski dès les premiers jours, sur la question capitale du partage du pouvoir. Mais que cette opposition n'ait pas eu d'influence sur la marche des événements et que Lénine ait pu aisément passer outre, cela suffit à montrer où était le véritable pouvoir. En préconisant un « gouvernement bolchéviste homogène », après avoir par tactique laissé parler une semaine, Lénine intimidait les partisans d'une entente avec les socialistes de droite par ces paroles significatives : « Si la scission se produit, tant pis... *Nous, nous irons aux marins.* »

Peu à peu, le Comité central du Parti et le Conseil des commissaires en vinrent à faire double emploi, et le second finit par servir d'instrument au premier. Seule, la présence de socialistes-révolutionnaires de gauche audit Conseil imposait un respect apparent des formes constitutionnelles temporaires. Mais pendant quelques mois, avec Lénine et Trotski comme principaux membres, le Conseil des commissaires eut figure de gouvernement. Au cours de la guerre civile, la même poignée d'hommes, débordée par la chaos et submergée de besogne, devait assumer toutes les responsabilités, diriger toutes les institutions, — et les distinctions juridiques n'eussent pas été de saison. Le pouvoir effectif se concentra dans un petit groupe directeur du Comité central, autour de Lénine. Pour trancher les questions urgentes, un Bureau politique de quatre membres fut nommé « mais avec obligation de consulter tous les membres du Comité central présents au moment donné à Smolny », quatuor composé de Lénine, Trotski, Sverdlov et Staline, et plusieurs fois modifié par les péripéties des luttes « russo-russes ».

Dans la répartition du travail gouvernemental, les « affaires de nationalités » étaient attribuées à Staline. Celui-ci, par là même, prenait aussi la direction du journal *Jizn Natsionalnostiéi* (la Vie des nationalités), organe de ce commissariat. Son collaborateur Pestkovski a raconté comment, cherchant à se mettre au service du pouvoir soviétique à ses débuts, il fit connaissance avec Staline :

« Camarade Staline, dis-je, vous êtes commissaire du peuple aux Affaires de nationalités ? — Oui. — Et avez-vous un commissariat ? — Non. — Alors, je vais vous en “faire” un. — Bon ! que vous faut-il pour cela ? — Pour l’instant, seulement un mandat indiquant d’“accorder concours”. — Bien ! »

Le dialogue reflète exactement l’état des services gouvernementaux à l’époque et l’une des qualités maîtresses de Staline, sa sobriété verbale, si remarquable dans un pays de discoureurs et surtout au plus fort de la fièvre oratoire collective. Pestkovski poursuit son récit en décrivant l’organisation première du commissariat ; dans une pièce de l’institut Smolny déjà occupée, une petite table, deux chaises et une feuille de papier fixée au mur avec l’inscription : *Commissariat du peuple aux Affaires de nationalités*, constituèrent l’installation. « Staline consentit, jeta un coup d’œil sur le *commissariat*, émit un son indistinct exprimant soit l’approbation, soit le mécontentement et retourna au cabinet de Lénine. » La remarque est très juste sur l’aptitude de Staline à dissimuler son opinion.

Le caractère sommaire du commissariat des nationalités ne correspondait pas seulement à l’aspect général des institutions nouvelles en camp volant : le rôle même du commissaire n’exigeait guère davantage. Pour l’essentiel, l’activité de Staline était absorbée dans le travail invisible du Comité central. Sur le plan « ministériel », il représentait le gouvernement ou se faisait représenter auprès d’assemblées, congrès, comités populaires des allogènes. Son commissariat en recevait et leur adressait des messages, accueillait des délégations de Lettons et d’Ukrainiens, de Juifs et de Tatares, de Lapons et de Bachkirs, classait revendications et doléances qui se perdaient dans le torrent des doléances et revendications du temps.

Au Congrès social-démocrate de Finlande, en novembre 1917, Staline lance au nom du Conseil des commissaires un appel à l’action décisive pour la prise du pouvoir par les ouvriers à Helsinfors, promettant l’aide fraternelle du prolétariat russe ; deux mois après, le conseil était suivi mais, faute de recevoir l’aide promise, la révolution finlandaise fut noyée dans le sang, le mouvement ouvrier écrasé par la terreur blanche. La signature de Staline accompagne celle de Lénine sous la *Déclaration des droits des peuples de Russie*, préconisant l’« union volontaire et honnête » et la « confiance complète et réci-

proque », puis au bas du manifeste *Aux travailleurs musulmans de Russie et d'Orient*, répudiant les visées impérialistes de la Russie sur la Perse et la Turquie, — documents ayant alors une valeur d'agitation et de propagande, et aujourd'hui un intérêt rétrospectif quant à l'évolution du bolchévisme de la théorie à la pratique.

En cette matière, la doctrine de Lénine dont Staline fut le praticien était hésitante, confuse et surtout contradictoire. Contre les social-démocrates autrichiens défenseurs de l'« autonomie nationale culturelle » dans le cadre des États existants et contre les social-démocrates de gauche de son parti, en Russie et en Pologne, indifférents aux particularismes nationaux, Lénine avait soutenu la vieille formule démocratique du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes comme si, pour un marxiste, cela ne signifiait pas le droit des classes dominantes à disposer des classes dominées et parfois le droit d'un pays à mettre en cause le sort du pays voisin.

En 1913, dans une lettre à S. Chaoumian, il répudie le fédéralisme en ces termes : « Nous sommes pour le centralisme démocratique, sans conditions. Nous sommes contre la fédération. Nous sommes pour les jacobins contre les girondins... Nous sommes en principe contre la fédération, — elle affaiblit les liens économiques, elle ne convient pas comme type d'État... En général, *nous sommes contre la séparation mais pour le droit à la séparation*, en raison du nationalisme réactionnaire grand-Russien... » Mais en 1917, dans *l'État et la Révolution*, se référant à Marx et Engels, il admet la nécessité de la fédération à titre d'exception ou de transition vers la *République une et indivisible*. Il prêche à la fois la séparation comme un droit et la fédération comme un devoir. L'année suivante, il ne craint pas de déclarer, contrairement à ses affirmations antérieures : « Les intérêts du socialisme sont bien supérieurs au droit des nations à disposer d'elles-mêmes... » Staline s'est borné à le suivre avec docilité dans ces variations.

Après avoir, adversaires de la fédération, créé une république fédérative, les bolchéviks comprirent l'impossibilité de la maintenir sans piétiner les nationalismes réactionnaires qu'ils avaient eux-mêmes stimulés. La bourgeoisie de Finlande et d'Ukraine, d'autres pays limitrophes ensuite, faisait appel à l'impérialisme allemand contre le mouvement révolutionnaire, et la Russie soviétique dut répondre par l'intervention armée. Il en fut du droit des nationalités comme des

autres points du programme de Lénine : à bref délai, la pratique n'eut rien de commun avec la théorie. Et Staline, théoricien du droit des peuples à l'indépendance, se fit praticien du droit de l'état soviétique à s'imposer par les armes aux peuples récalcitrants

Rosa Luxembourg avait signalé l'impasse où la politique bolchéviste se fourvoyait. Le mot d'ordre de Lénine, dit-elle, est en contradiction grossière avec le centralisme démocratique proclamé par ailleurs et avec le mépris glacial affiché vis-à-vis des autres libertés démocratiques. Cette « phraséologie creuse » tend en réalité au morcellement de la Russie sans profit pour le socialisme. Au contraire, elle amène de l'eau au moulin de la contre-révolution. En supprimant le droit de réunion, la liberté de la presse, le suffrage universel, les bolchéviks refusent au peuple russe ce droit de « libre disposition » prôné pour les autres nations. Ils ont du même coup livré les masses à la démagogie réactionnaire « et mis ainsi aux mains de leurs propres ennemis le poignard que ceux-ci devaient plonger dans le cœur de la révolution russe ». Leur formule nationaliste, utopie ou mystification, sert la domination bourgeoise car, sous le capitalisme, chaque classe cherche à « disposer d'elle-même » à sa façon et la bourgeoisie a mille moyens d'influencer un vote populaire, pour les raisons qui rendent impossible d'établir jamais le socialisme par voie de plébiscite. Et Rosa Luxembourg de conclure : « Les conséquences tragiques de cette phraséologie introduite dans la révolution russe et aux épines de laquelle les bolchéviks devaient s'empêtrer et s'écorcher jusqu'au sang doivent servir au prolétariat international d'exemple avertisseur. »

Ni Lénine, ni Trotski n'ont tenté de réfuter ce raisonnement d'une révolutionnaire de leur bord et dont la personnalité compte, de leur avis même, parmi les plus éminentes du marxisme dans ce siècle. À plus forte raison Staline ne s'y est-il pas essayé, bien que la question nationale fût son thème « littéraire » principal à cette date et tînt une place importante dans sa vie de militant. Le recueil de ses écrits sur le sujet devrait être analysé si l'on y pouvait trouver autre chose que la paraphrase des considérations de Lénine, où les vues doctrinales s'adaptent à la préoccupation tactique de disloquer l'Empire et de trouver des alliés d'un jour aux classes révolutionnaires, — et si les faits n'avaient ultérieurement annulé les paroles.

Certains indices montrent pourtant que Staline, livré à lui-même, eût incliné à la position dite « gauchiste » de Boukharine et de Pia-

takov, taxée parfois d'impérialisme moscovite par les léninistes comme déniaient aux allogènes le droit à la sécession. On le remarqua notamment lors de l'élaboration de la Constitution de la République des Soviets et dans certains débats de congrès. Mais ces complications ne méritent guère une étude détaillée car Lénine avait toujours le dernier mot et, dans ses deux attitudes, Staline n'apportait rien d'original ; sa politique effective donnera l'occasion de le juger à l'œuvre.

Un autre chapitre des souvenirs de Pestkovski, huit ans après le premier, présente Staline dans ses fonctions de commissaire aux Nationalités. Ce fragment contraste avec le précédent par son caractère tendancieux intéressé, comme toute une littérature de commande au service des luttes intestines. On y voit Staline dans un rôle amène et tolérant envers ses contradicteurs du « collègue » du commissariat affligés de ce « gauchisme » que Lénine appelait une *maladie infantile* du communisme. Quand d'interminables discussions avaient épuisé sa patience, Staline disparaissait en disant : « Je sors pour une minute », et ne revenait pas ; le collègue n'avait plus qu'à lever la séance. Trait bien typique, dans la manière orientale, d'éviter une décision franche. Staline passait la majeure partie de son temps aux côtés de Lénine, à Smolny, puis au Kremlin, mais les affaires de nationalités n'étaient pas des plus absorbantes. Lénine devait résoudre d'innombrables problèmes et avait besoin d'hommes diligents pour exécuter ses ordres ; Staline fut un de ses collaborateurs immédiats les plus précieux à cet égard.

Dans les mémoires de Koté Tsintsadzé, le redoutable compagnon d'aventures de Kamo au Caucase, un passage éclaire la pratique réelle de Lénine sur la question nationale mieux que les thèses compactes et les rapports volumineux dont Staline s'était fait une spécialité :

« Après le coup d'État d'Octobre, je partis de Géorgie pour Pétrograd avec une lettre de Chaoumian afin de voir Staline et Lénine. Je trouvai Staline seul dans le cabinet mais, au bout d'un certain temps, Lénine entra et Staline me présenta en disant : « C'est Koté, le vieux terroriste-expropriateur géorgien. — Alors ? parlez-nous de la Géorgie ! » me dit Lénine. Quand j'en vins à l'affaire de l'arsenal de Tiflis, pris par les menchéviks, Lénine me coupa la parole : « Donc, vous avez livré l'arsenal aux menchéviks ? » Quoi que je fisse pour expliquer les causes de la prise de l'arsenal, il répéta : « Vous avez cepen-

dant livré l'arsenal aux menchéviks ? » Dans le cabinet entra Kamo. Lénine était pressé, nous fit ses adieux et dit à Staline : « Ne pas les faire attendre et exécuter toutes les dispositions nécessaires sans traîner. » Nous décidâmes de ne pas rester plus de deux jours. On nous munit de quelques millions en monnaie du Tsar et l'on nous donna le colonel Chérémétiev comme dirigeant militaire pour la Transcaucasie, plus particulièrement pour la Géorgie. Nous partîmes. »

Cela se passe de commentaires. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, arme à deux tranchants, se tournait en Transcaucasie contre ses zéloteurs et cette terre classique d'antagonismes nationaux ne donnait que trop raison à Rosa Luxembourg contre Lénine. Les luttes de classes mêlées aux luttes de races dans une situation historique où les conflits secondaires se rattachent aux rivalités de puissances mondiales n'impliquaient pas de solution démocratique. Tous les partis en présence au Caucase faisaient appel à l'aide extérieure et l'intervention la plus forte devait donner à la tragédie son dénouement. Staline dirigea en personne les premières manœuvres clandestines du bolchévisme pour soviétiser son pays d'origine et, par une singulière ironie du destin, contre la social-démocratie géorgienne dont il était issu.

La Géorgie n'avait pas suivi l'évolution de la Russie vers le bolchévisme, ni sa révolution. La crainte de l'invasion turque y créa un terrain défavorable au défaitisme en donnant un sens local précis à la notion de défense nationale. Longtemps, les bolchéviks n'eurent d'influence que sur les soldats en majorité russes, las de la guerre et naturellement pressés de regagner leurs foyers. Mais la garnison de Tiflis, peu combattive, se laissa enlever l'arsenal et désarmer par quelques centaines d'ouvriers socialistes décidés qui formèrent une « garde populaire » comme les ouvriers bolchévistes avaient organisé une garde rouge en Russie. L'une et l'autre garde remplirent respectivement leur mission : maintenir l'ordre au profit du parti dominant, à des fins contraires mais par des moyens identiques.

Les menchéviks géorgiens, maîtres incontestés du pays, considéraient leur parti comme une simple section régionale de l'organisation social-démocrate panrusse. À Pétrograd, où Tchkhéïdzé et Tseretelli furent leurs plus notoires représentants au premier Soviet et au Gouvernement provisoire, ils tenaient ferme pour une République russe *une et indivisible*, même contre les revendications les plus légitimes

de la Finlande. Après la révolution d'Octobre, bien que dépourvus de « tendance centrifuge » et hostiles au point de vue de Lénine sur les nationalités, ils se replièrent au-delà du Caucase pour entrer dans une éphémère fédération groupant la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Alors que les tenants russes du séparatisme se faisaient « rassembleurs de terres » par nécessité révolutionnaire, les défenseurs géorgiens de la plus grande Russie devenaient séparatistes pour sauvegarder leur démocratie. Comme Lénine mais en direction inverse, Tseretelli se sentait obligé d'agir contrairement à son programme par la logique inexorable de la lutte politique et de la guerre sociale.

« C'est par haine du bolchévisme que la Transcaucasie s'est rendue indépendante de la Russie », a reconnu le socialiste Albert Thomas. Mais la cause immédiate de la balkanisation du Caucase, puis des troubles incessants et des guerres qui devaient aboutir à la négation du pseudo-principe des nationalités est moins importante que les causes lointaines. Élisée Reclus les indiquait déjà dans la sérénité de son ouvrage monumental : « La situation géographique de la Géorgie ne permettait guère aux populations de maintenir leur indépendance et de former une seule nation bien délimitée. » Le pétrole de Bakou a renforcé depuis l'explication du géographe par l'argument géologique et le mobile économique. Ni la neutralité, ni l'indépendance n'étaient possibles dans l'ère de l'impérialisme.

Pont de l'Europe vers l'Asie, comme la définit Jordania, la Transcaucasie ne pouvait disposer d'elle-même sans le secours d'un des géants impérialistes dont les intérêts sont là en jeu. La question nationale, d'actualité toujours brûlante et sanglante dans ces contrées, ne faisait que multiplier les prétextes d'intervention extérieure. Les Arméniens, par peur des Turcs, appelaient les Russes ; les Tatares musulmans, par crainte des Russes appelaient les Turcs ; les Géorgiens, par peur des Turcs et des Russes, appelèrent les Allemands, puis les Anglais. Par surcroît, Arméniens, Tatares et Géorgiens, en compétition territoriale, se battaient entre eux. À leurs frontières, les Russes étaient de deux espèces, les Rouges et les Blancs. À l'intérieur, le bolchévisme progressait et minait des États fragiles. Des insurrections paysannes se succédaient malgré une répression implacable. Les missions militaires et civiles étrangères attisaient les conflits tout en contrecarrant mutuellement leurs intrigues. La solution bolchéviste théorique de la question nationale ne pouvait donc rien résoudre et posait à

son tour une question insoluble : le droit de qui à disposer de quoi ? « Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes équivaut-il au droit de porter impunément préjudice à ses voisins ? » Cette question de Trotski aux menchéviks géorgiens était aussi une réplique involontaire à Lénine.

La quadrature du cercle national restait intacte à moins de démentir la théorie par la pratique. De même, la question agraire fut tranchée au moyen d'un expédient tactique ajournant les difficultés au lieu de les vaincre. Le décret sur la terre abolissant la grande propriété foncière en principe sans fonder l'exploitation collective en fait. La culture individuelle donnait au paysan un droit de jouissance sur le sol, un usufruit perpétuel équivalent à la propriété.

Rosa Luxembourg avait dit de la solution léniniste du problème des nationalités : « C'est une analogie avec la politique des bolchéviks à l'égard des paysans, dont on prétendait satisfaire l'appétit de terre par le mot d'ordre de prise de possession directe des domaines aristocratiques et obtenir ainsi l'attachement au drapeau de la Révolution... Par malheur, dans les deux cas, le calcul a été absolument faux. » Comme le démembrement territorial de l'État, le morcellement du sol allait à l'encontre d'une tendance naturelle à la centralisation économique. Ni Staline ni aucun bolchéviks de second plan ne prévoyaient, en suivant aveuglément Lénine et Trotski, les lendemains périlleux de cette stratégie de grande envergure.

La prise immédiate de la terre par les paysans n'a rien de commun avec le socialisme, — écrit en substance Rosa Luxembourg : « Non seulement ce n'est pas une mesure socialiste mais elle coupe le chemin qui y mène. » Il a été ainsi établi non une propriété sociale, mais une nouvelle propriété individuelle techniquement arriérée par l'émiettement de la grande propriété relativement avancée. L'arbitraire de la répartition des parcelles accentue l'inégalité au lieu de tendre à la supprimer. Les paysans riches, les *koulaks*, grâce à leur supériorité effective au village, sont les principaux profiteurs de la révolution agraire. Le socialisme aura donc une nouvelle et puissante catégorie d'ennemis dans les campagnes. La socialisation future de la terre, par conséquent de la production en général, exigera dans l'avenir une lutte aiguë entre le prolétariat des villes et la masse paysanne... Le cours des événements devait confirmer cette analyse et, dix ans plus tard, justifier la prévision finale.

Lénine ne contestait pas le caractère d'opportunité, sinon d'opportunisme, de sa politique agraire. Il avait changé plusieurs fois de tactique à cet égard. Avant 1905, son programme était le plus modeste parmi tous ceux du socialisme russe. La première révolution lui fit comprendre son erreur : « Ayant exactement déterminé le sens du mouvement, nous nous étions trompés sur le degré de développement », dit-il. À ce moment, il préconise la confiscation des grands domaines au profit des petits paysans. Dans la brochure : *Aux paysans pauvres*, il écrit : « Les social-démocrates veulent déposséder *seulement les gros propriétaires*, seulement ceux qui vivent du travail d'autrui. *Ils ne déposséderont jamais les petits et moyens paysans.* » Mais ensuite, il se rallie à la nationalisation du sol, c'est-à-dire à l'expropriation générale sans excepter les petites parcelles. En enfin, en 1917, il s'empare du programme des socialistes-révolutionnaires, ses adversaires traditionnels, qu'ils traduit en acte par son fameux décret : c'était la confiscation de la grande propriété foncière, mise à la disposition des comités agraires locaux et des soviets paysans régionaux ; la solution définitive revenait à la Constituante ; le « cahier paysan » des socialistes-révolutionnaires, résumé des revendications des campagnes, servait en attendant « comme instruction ».

À ceux qui lui reprochaient sa volte-face, Lénine dit de ce cahier : « Peu importe qui l'a rédigé. *Étant un gouvernement démocratique*, nous ne pouvons éluder la décision des masses, *même si elle ne concorde pas avec notre opinion.* » Il reconnaîtra franchement quelques jours après : « Nous ne réalisons pas le programme bolchéviste, notre politique agraire est puisée dans les cahiers des paysans. » Cet abandon il l'expliquera trois ans plus tard ainsi : « Lors de la révolution d'Octobre, nous avons conclu avec la classe paysanne petite-bourgeoise une alliance sinon formelle, du moins très sérieuse et réussie, en acceptant en bloc, sans un seul changement, le programme agraire des socialistes-révolutionnaires, *c'est-à-dire en concluant un compromis afin de prouver aux paysans que nous ne voulions nullement leur imposer un régime mais au contraire nous entendre avec eux.* » Au vrai, il s'était borné à reconnaître un fait acquis, car les paysans se partageaient la terre sans consulter personne.

Malgré ses intentions de « ...labourer le terrain de telle manière qu'aucune bourgeoisie ne puisse plus repousser à sa surface », il avait créé les conditions d'une renaissance capitaliste en Russie, dans

l'attente d'une révolution européenne qui surmonterait toutes les contradictions de ce pays arriéré. Il en convient après coup : « Les paysans ont incontestablement gagné plus à la révolution que la classe ouvrière... Cela prouve, certes, que notre révolution fut, jusqu'à un certain point, une révolution bourgeoise. » Mais en 1917, il subordonnait à la prise du pouvoir toutes les considérations de principe et cela exigeait d'acheter la sympathie ou la neutralité des campagnes. Selon la métamorphose saisissante de Trotski : « Le jeune prolétariat de Russie n'a pu accomplir son œuvre actuelle qu'en entraînant avec lui la lourde masse paysanne, comme on arrache une motte de terre avec les racines.

Lénine avait évidemment la tête pleine d'arrière-pensées en décrétant ses premières mesures gouvernementales. Sans illusions quant à la possibilité de réaliser le socialisme dans la voie où les circonstances l'engageaient, il comptait en sortir à la faveur des progrès de la révolution socialiste en Occident. Il a répété maintes fois que l'extension de la révolution internationale ferait de la Russie un « pays soviétiste arriéré ». Et il se proposait de tenir, de durer tant bien que mal jusqu'à l'écroulement pour lui certain et prochain du capitalisme en Europe. Cette conviction le guidait dans tous les actes contraires à son programme ; là où d'aucun virent une évolution hâtive ou un reniement cynique, il crut rester fidèle à ses buts en changeant provisoirement de moyens. Dans son esprit, la tactique était variable à l'infini et ce « doctrinaire » souvent taxé de dogmatisme citait volontiers une parole du *Faust* de Goethe : « La théorie est grise, mon ami, mais l'arbre de la vie est éternellement vert. »

La plus violente surprise réservée à ses adversaires et à beaucoup de ses partisans fut sa politique intérieure. Pour lui, la dictature n'était pas un vain mot et il entendait l'exercer par son parti comme mandataire des classes pauvres qui avaient suivi ses mots d'ordre, la prolonger même au-delà du moment où cette confiance le soutiendrait. « La dictature du prolétariat présume la violence contre les exploités », disait-il, mais en refusant à la limiter par aucune loi, il en vint très vite à la tourner contre toute opposition, fût-elle pacifique ou légale, contre tout parti non bolcheviste, fût-il ouvrier ou paysan, voire contre les social-démocrates dont le programme était encore commun aux deux factions antagonistes. Après avoir demandé aux socialistes au pouvoir la liberté au nom de leurs principes, il la leur refusait au nom de sa

tactique. La dissolution de la Constituante « fut en quelque sorte le point tournant » de cette politique, a constaté Rosa Luxembourg, inquiète des destins d'une révolution qu'elle a glorifiée sans toutefois perdre l'esprit critique.

Sous Kérenski, la Constituante constamment ajournée devenait un mythe et les bolchéviks en réclamant la convocation avec fureur. À première vue, leur revendication entre en contradiction flagrante avec celle du pouvoir aux soviets. Lénine n'a jamais élucidé la question mais envisageait, semble-t-il, un « type d'État combiné » harmonisant la Constituante et les Soviets, le pouvoir national et le pouvoir municipal. Zinoviev et Kamenev ont pu faire état de quelques mots dans ce sens. Au lendemain d'Octobre, la fidélité à la Constituante restait immuable. Les principaux décrets soviétiques avaient un caractère provisoire jusqu'à ratification par l'Assemblée. Lénine déclara : « Nous soumettrons toutes les propositions de paix à la décision de la Constituante. » Trotski écrivit : « Le pays ne peut être sauvé que par une Assemblée constituante représentant les classes laborieuses exploitées. » De telles affirmations abondent.

Les élections donnèrent un résultat inattendu à Pétrograd : près de la moitié des voix aux prétendus « usurpateurs ». Les bolchéviks eurent un moment l'espoir chimérique d'un succès analogue en province ; l'appui des socialistes-révolutionnaires de gauche, représentés au Conseil des commissaires, et des rigueurs contre les cadets eussent garanti la majorité au régime soviétique. Mais les nouvelles successives dissipèrent l'illusion : les paysans votaient par tradition pour les socialistes-révolutionnaires sans distinguer la gauche de la droite. Lénine vit le danger et voulut préventivement y parer par un nouvel ajournement et une modification du statut électoral. Le comité central était d'un autre avis. Boukharine parlait d'amputer la future Assemblée de sa droite et de réunir le reste en convention. Staline insistait sur l'urgence d'achever les cadets déjà mis hors la loi par décret. Dans le trouble et l'incertitude des sphères dirigeantes, l'idée de dissoudre la Constituante faisait son chemin *.

* La Constituante tint son unique séance les 18 et 19 janvier 1918 au palais de Tauride. Le quartier était en état de siège. Mitrailleuses sur les toits, policiers, soldats et marins harcelant les députés par maints procédés d'intimidation. Plusieurs arrestations arbitraires. L'Assemblée comptait 370 socialistes-

Les bolchéviks obtenaient au total un quart des suffrages mais en revanche la majorité dans les deux capitales ensemble, dans les villes industrielles, dans l'armée sur les fronts principaux et dans la flotte. Comme l'a démontré Lénine, la répartition des forces assurant leur prépondérance sur les points décisifs. Les socialistes-révolutionnaires, avec plus de la moitié des voix mais disséminés dans les campagnes, demeuraient impuissants contre le pouvoir réel. Les cadets devenaient par le nombre de deuxième parti des villes. Les menchéviks payaient d'un désastre leurs inconséquences et leurs compromissions, sauf au Caucase où la social-démocratie géorgienne conservait sa position inexpugnable.

La Constituante rêvée de plusieurs générations de révolutionnaires se dispersa au premier jour, à la première sommation d'un marin **, sans oser contredire à la politique du gouvernement des Soviets sur la paix et la terre. Le décret de dissolution, de la main de Lénine, ne fut pris que le lendemain. Les objections de la droite bolchéviste n'eurent pas d'écho et le troisième Congrès des Soviets sanctionna automatiquement l'opération. La Russie restait indifférente, sauf exceptions peu nombreuses et surtout peu combatives dans les milieux socialistes et libéraux. Le parlementarisme imité de l'exemple occidental ne trouvait pas à s'acclimater dans cet immense pays retardataire où la

révolutionnaires, 40 socialistes-révolutionnaires de gauche (qui furent cause commune avec les bolchéviks), 175 bolchéviks, 16 menchéviks, 17 cadets, 99 représentants des allogènes. (Les chiffres varient quelque peu, selon que l'on additionne ou non les résultats russes avec ceux des minorités nationales.) Un défilé pacifique d'ouvriers d'Oboukhov, de Vyborg, de la Cartoucherie, etc., augmenté d'employés et d'intellectuels portant des drapeaux rouges fut mitraillé sans avertissement par la troupe. Il y eut vingt et un morts et de nombreux blessés. De sa prison berlinoise, Rosa Luxembourg critique vertement Lénine et Trotski. Dans la *Novaïa Jizn*, Maxime Gorki dénonça avec véhémence cet événement « infamant » et les mensonges de la *Pravda*. (Cf. Maxime Gorki, *op. cit.*, p. 184.)

** C'est ce qu'a dit toute la presse et ce que disent tous les auteurs. Vérification faite, c'est inexact. L'Assemblée n'obtempéra pas à l'injonction du « camarade-matelot », siégea sans désespérer et ne leva la séance qu'à 4 heures 40 le matin du 19 janvier. Elle fut empêchée par la force de se réunir à nouveau. (Cf. « Le premier jour de l'Assemblée constituante panrusse ». Compte rendu sténographique. 5-6 janvier 1918. Imprimé par décision du président de l'Assemblée constituante.) Les dates de l'édition russe sont du calendrier julien, orthodoxe. Les nôtres, du calendrier grégorien.

minorité active s'imposait sans Parlement à une majorité passive incapable d'imposer son Parlement, et dans des conditions historiques où la démocratie, en sa relativité, n'existait plus nulle part. La bourgeoisie avait éloigné l'Assemblée alors que les bolchéviks l'exigeaient et se mit à la revendiquer quand ceux-ci la supprimèrent. Renversement des rôles qui souligne l'anachronisme d'une institution héritée de la tradition révolutionnaire bourgeoise du dehors et désarmée devant le fait accompli d'un nouveau système représentatif spécifiquement russe au-dedans.

Les champions de la Constituante attendaient le salut d'un écroulement spontané du bolchévisme, d'un sursaut naturel de dignité populaire, d'un remède inconnu à naître de l'excès du mal, et pour la plupart d'un secours extérieur. Gorki remarquait avec raison : « Même maintenant qu'il en est fait le maître de sa vie, le peuple continue d'attendre un *barine* ; pour certains, ce barine, c'est le prolétariat européen ; pour d'autres, c'est l'Allemand, créateur d'une discipline de fer, d'autres encore, croient que c'est le Japon qui les sauvera ; mais personne n'a confiance en ses propres forces. » Les bolchéviks avaient la supériorité de compter d'abord sur eux-mêmes, en attendant la révolution mondiale.

Après coup, Trotski condamna la Constituante comme « reflet atardé d'une époque dépassée par la révolution ». Les élections auraient suivi de trop près l'insurrection, les campagnes étaient mal informées du changement survenu dans les villes, le lourd mécanisme démocratique ne traduisait pas l'évolution rapide de la situation politique dans un pays si vaste et mal organisé. À quoi Rosa Luxembourg répliqua au nom même des principes du bolchévisme : il fallait donc casser la Constituante surannée pour convoquer à sa place une assemblée sortie de la Russie rénovée. Selon Trotski, dit-elle, « le corps élu démocratique serait toujours l'image de la masse à la date des élections tout comme, d'après Herschell, le ciel étoilé nous représente les corps célestes non tels qu'ils sont quand nous les regardons mais tels qu'ils étaient au moment où ils envoyaient d'une distance incommensurable leurs rayons sur la Terre... » Cette négation de tout lien vivant entre élus et électeurs est contredite par l'expérience historique montrant que « l'onde vivante de l'opinion populaire baigne constamment les corps représentatifs, les pénètre, les dirige ». La critique amie devait rester sans réponse ; le désaccord implique, au-delà du sujet con-

trouvé, l'opposition irréductible de deux conceptions de la dictature révolutionnaire.

En vérité Lénine et Trotski, également sincères en invoquant la Constituante, puis en la dénonçant, n'avaient pas prévu à quelles réalités correspondraient leurs formules abstraites et, révisant celles-ci au contact de celles-là, trouvaient dans la complexité des faits de quoi justifier au jour le jour les solutions les moins préméditées. En l'occurrence, l'anticipation de Plékhanov au Congrès social-démocrate de 1903, légitimant un futur attentat au suffrage universel, ne leur revint sans doute à l'esprit que sous l'empire d'une urgente nécessité de guerre civile. De même, la conclusion de la paix fut à son tour réalisée tout autrement que leurs intentions ne le laissaient prévoir. Comme l'a dit J. de Maistre : « La révolution mène les hommes plus que les hommes ne la mènent. »

Lénine avait posé mainte fois le dilemme : paix démocratique honnête ou guerre révolutionnaire. Les bolchéviks, unanimes dans la conviction d'avoir une patrie à défendre en régime socialiste, entendaient par une telle paix la fin des hostilités sans annexions ni indemnités et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. L'impérialisme allemand, en vertu de ce droit formel, prétendait soutenir la contre-révolution en Finlande, en Pologne, en Ukraine. Les thèses de Lénine et de son disciple Staline sur les nationalités pouvaient servir en sens contradictoires selon la force mise en œuvre pour les interpréter. Le refus des alliés de se prêter à l'armistice, préliminaire d'une paix sans vainqueurs ni vaincus, acculait la Russie soit à la guerre révolutionnaire sans espoir, soit à la paix séparée honnie du bolchévisme intran-sigeant.

L'impossibilité d'accorder la révolution et l'impérialisme fut évidente aux premières rencontres de Brest-Litowsk. Dans l'espérance tenace d'une révolution socialiste imminente en Occident, et avant tout en Allemagne, les bolcheviks voulaient gagner du temps, multipliaient les appels au prolétariat international, les manifestes par radio, d'ailleurs interceptés et partout censurés. L'ultimatum allemand coupa court aux manœuvres : il fallait capituler pour obtenir un répit ou s'exposer à l'invasion avec la certitude d'une débâcle.

Le premier, Lénine comprit cette option de vie ou de mort. Il avait déjà mis l'opinion en garde contre l'optimisme irraisonné, au lende-

main du coup d'État : « Notre parti n'a jamais promis de donner la paix immédiate. Il a dit qu'il ferait immédiatement une proposition de paix et publierait les traités secrets. C'est fait, la lutte pour la paix commence. » À l'approche du péril, il n'hésite pas à heurter de front le romantisme belliqueux du Parti et préconise résolument l'acceptation d'une « paix infâme » ; car, explique-t-il, la république socialiste a besoin d'une trêve et la révolution peut tarder en Allemagne.

Mais ses propres paroles sur la guerre révolutionnaire n'étaient pas oubliées du Parti, enclin à passer aux actes. Une fois de plus, Lénine se trouva en minorité. Contre lui se dressaient les communistes de gauche, prêts à rompre les pourparlers et à périr dans une lutte à outrance plutôt que de composer avec l'ennemi ; parmi eux, les militants les plus énergiques, ou les mieux doués, Boukharine, Piatakov, Préobrajenski, Radek, Ioffe, Krestinski, Dzerjinski, Pokrovski, Ossinski, Sapronov, Kollontai, Inessa Armand et bien d'autres, soutenus dans les soviets par l'active fraction des socialistes-révolutionnaires de gauche. Sans s'en rendre compte, les néo-jacobins tombaient dans la politique de guerre des girondins, dénoncée par Marat, puis par Robespierre. Au Comité central du parti, Lénine ne pouvait compter avec certitude que sur Sverdlov, Staline, Sokolnikov et Smilga, pour ne pas nommer Zinoviev et Kamenev, plutôt compromettants comme « déserteurs d'Octobre ». Trotski, sans s'identifier à la gauche, prit une position intermédiaire dire « centriste » consistant à ne pas faire de guerre sans signer la paix et, pour l'heure, à traîner les négociations de Brest en longueur, — dans l'intention de démontrer avec éclat l'incompatibilité des deux politiques aux prises et de favoriser l'effervescence révolutionnaire dans les Empires centraux.

Staline suivait prudemment Lénine. Mais comment ? À en croire Trotski, il n'avait aucune idée arrêtée, temporisait, louvoyait, combinait, allait de Lénine à Trotski pour se ménager l'un et l'autre dans l'indécision du résultat définitif : « Staline ne fit aucune intervention. Personne ne s'intéressait particulièrement à ses contradictions. Indubitablement, son principal souci : rendre le plus possible, sur la question de la paix, notre conduite compréhensible au prolétariat mondial, était pour Staline affaire secondaire. Il s'intéressait à la *paix dans un seul pays* comme plus tard au *socialisme dans un seul pays*. Au vote décisif, il se joignit à Lénine. »

Si Staline n'intervenait pas en public, il prenait part aux délibérations secrètes du Comité central du Parti, déjà gouvernement effectif de la République. Les procès verbaux de ce « cercle clandestin de dirigeants » le montrent beaucoup plus décidé que Trotski le prétend, sans pour cela l'élever au niveau des mobiles de Lénine. La première fois où il prend la parole à ce propos, la secrétaire de séance, Hélène Stassova, résume son intervention :

« Le camarade Staline estime qu'en adoptant le mot d'ordre de guerre révolutionnaire, nous faisons le jeu de l'impérialisme. La position du camarade Trotski n'est pas une position. Il n'y a pas de mouvement révolutionnaire en Occident, il n'y a pas de faits, il y a seulement un potentiel et nous ne pouvons compter avec un potentiel. Si les Allemands commencent l'offensive, cela renforcera chez nous la contre-révolution. L'Allemagne peut attaquer, car elle a ses troupes korniloviennes, la Garde. En Octobre, nous parlions de guerre sainte parce qu'on nous disait que le seul mot *paix* soulèverait la révolution en Occident. Mais cela ne s'est pas justifié. L'introduction par nous de réformes socialistes remuera l'Occident mais pour cela, il nous faut du temps. En adoptant la politique du camarade Trotski, nous créons les pires conditions pour le mouvement en Occident, et c'est pourquoi il [Staline] propose d'adopter les propositions du camarade Lénine. »

Ainsi Staline aboutit à la conclusion de Lénine mais en se plaçant sur le terrain national, alors que Lénine la motivait précisément par ce « potentiel » révolutionnaire international. En Occident, la révolution n'a pas encore commencé, dit Lénine en réponse à Staline ; « cependant, si pour cette raison nous changions de tactique, nous serions des traîtres au socialisme international ». Il ne propose de signer la paix que dans la conviction de la voir annuler par la « révolution socialiste générale ». Staline, au contraire, ne concevait un mouvement révolutionnaire en Occident que sous l'influence de réformes socialistes futures en Russie.

Le compromis de Trotski, « cesser la guerre, ne pas signer la paix, démobiliser l'armée », fut admis au Comité central par 9 voix contre 7, — solution d'attente offrant au moins l'avantage de préserver le Parti d'une scission mortelle. Staline le reconnut à la séance suivante : « L'issue à une situation pénible nous a été donnée par le point de vue moyen, la position de Trotsky » Il s'agit de cette même position dont Staline avait dit récemment qu'elle n'en était pas une.

Lénine eut alors une activité opiniâtre et habile pour user ses contradicteurs. Les oppositions intestines atteignaient une acuité exceptionnelle. Plus de deux cents soviets consultés se prononçaient pour la rupture des pourparlers de Brest et seulement deux soviets importants pour la paix. La fraction de gauche se subdivisa en plusieurs nuances. Par 7 voix contre 6, au Comité central, la majorité approuva encore une fois Trotski pour refuser la reprise des négociations. Mais le jour même, une autre séance fut convoquée en hâte, à la nouvelle de l'offensive allemande. La Rada de Kiev pactisait avec les Empires centraux, au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le nationalisme ukrainien se faisait fourrier de l'invasion. Au nord Dvinsk était pris, Pétrograd menacé, il s'avérait que l'ancienne armée russe était incapable de combattre, l'Armée rouge n'existait pas encore... La thèse de Lénine se confirmait d'heure en heure.

Il ne restait plus une faute à commettre et Trotski oscillait en commençant à pencher vers Lénine. Staline trancha : « Il faut parler nettement, sur le fond, les allemands attaquent, nous sommes sans forces, il est temps de dire carrément qu'il faut renouer les pourparlers. » Lénine, plus sûr de lui que jamais, réitéra son argumentation en courtes phrases lapidaires : « On ne plaisante pas avec la guerre. Nous perdons des wagons, nos transports empirent. On ne peut plus attendre car la situation est nette. Le peuple ne comprendra pas : si c'est la guerre, alors il ne fallait pas démobiliser. Les Allemands ont maintenant prendre tout. Le jeu est entré dans une telle impasse que le krach de la révolution est inévitable si l'on persiste dans une politique moyenne. » Trotski faiblissait tout en insistant pour poser aux Empires centraux une question préalable sur leurs exigences. Réplique de Staline : « Cinq minutes de feu roulant et il ne nous restera pas un seul soldat sur le front. Il faut en finir avec cette confusion. Je ne suis pas d'accord avec Trotski : une telle question ne peut être posée qu'en littérature. Maintenant, il faut tout peser et dire que nous sommes pour la reprise des pourparlers de paix. » Au vote, Lénine l'emportant avec 7 voix contre 5 et 1 abstention. Trotski, non convaincu, s'était néanmoins rallié à Lénine pour lui donner une voix de majorité, craignant un déchirement irrémédiable.

La crise interne du parti était au plus haut point, la discorde au paroxysme. Trotski démissionna du Conseil des commissaires, Lénine menaçait de démissionner du Comité central. « Nous transformons le

parti en un tas de fumier ! » s'écria Boukharine en sanglotant dans les bras de Trotski. La gauche entreprit de publier ses organes opposés à la presse officielle. Elle traitait Lénine de « phraseur de l'opportunisme », coupable des mêmes fautes que Kautsky » et dénonçait « l'erreur profonde qui conduit à la faillite de la révolution russe et internationale ». Pour Boukharine, le pouvoir soviétique étaient devenu « purement formel ». À la séance suivante du comité central, Staline tenta de concilier les extrêmes : « on ne peut pas signer mais commencer les pourparlers ». Lénine ne voulut rien concéder : « Staline a tort de dire qu'on peut ne pas signer. Il faut souscrire aux conditions posées. Si vous ne signez pas, vous signerez la condamnation à mort du pouvoir soviétique dans trois semaines. Ces conditions ne touchent pas au pouvoir des soviets. Je n'ai pas la moindre ombre d'hésitation. Je ne pose pas un ultimatum pour le retirer. Je ne veux plus de phrases révolutionnaires. La révolution allemande n'est pas mûre. Cela exigera des mois. Il faut accepter les conditions. » Par 7 voix contre 4 et 4 abstentions dont celle de Trotski, Lénine obtint une majorité relative pour subir les conditions impérialistes. À l'unanimité, le Comité central décidait la préparation d'une guerre révolutionnaire future.

Quatre membres de la gauche, dont Boukharine et Boubnov, démissionnèrent sur-le-champ de tous leurs « postes responsables ». Avec l'assentiment de Lénine, ils se réservaient de faire de l'agitation dans les rangs du Parti contre la résolution du Comité central. La scission semblait inéluctable. Six commissaires du peuple, dont Piatakov et Ouritski, donnaient leur démission à l'exemple de Trotski. Visiblement inquiet du manque de personnel dirigeant, Staline faisait des efforts méritoires de conciliation, sur un ton de camaraderie inhabituel de sa part. Trotski, encore en désaccord avec Lénine, s'employait surtout à sauvegarder l'unité. Le septième Congrès bolchéviste étant appelé à se prononcer sur la ratification de la « paix honteuse », les instances soviétiques ne pourraient ensuite que se conformer à la position du parti souverain.

Ce congrès de fortune se tint en mars 1918 dans l'atmosphère dramatique des premiers grondements de la guerre civile, avec seulement 29 délégués porteurs de mandats. Staline n'y participa point. Il n'était pas l'homme de la tribune et se montrait rarement au grand jour des assemblées. Sans jamais paraître au premier plan ni inscrire son nom

dans les fastes de la révolution, serviteur effacé mais efficient des directives de Lénine, il se rendait utile comme administrateur à poigne d'une organisation qui cumule déjà en fait, sinon en droit, toutes les prérogatives politiques dans l'État. Sverdlov évalue alors approximativement à 300 000 le nombre de membres du Parti ; le quart aurait donc été perdu en moins de six mois, sous la hantise d'un effondrement prochain du nouveau régime.

La majorité du congrès se rangea sous la direction de Lénine, répudiant même rétrospectivement la formule : *ni paix, ni guerre*, et peu soucieuse de rendre justice au rôle de Trotski à Brest, à son interposition désintéressée entre les fractions rivales au Comité central. Trotski ulcéré démissionna de toutes ses charges et fonctions dans le Parti et les soviets. Lénine avait durement critiqué ses « phrases révolutionnaires » qui aggravaient en le voilant le risque énorme couru par la révolution. Riazanov, bien que communiste de droite, sortit du parti, exemple bientôt suivi de Kollontaï. La tendance de gauche en déclin prolongeait son opposition acharnée. Mais la guerre civile allait vite rassembler tous les révolutionnaires pour la défense de la « patrie socialiste en danger ». Avant de se séparer, le congrès décida de modifier le vieux programme social-démocrate et, obéissant enfin au désir instant de Lénine, d'adopter désormais le nom de « communiste ».

Lénine avait repris l'ascendant que nul n'osa plus à l'avenir lui disputer. Incarnation de l'intelligence politique et tactique du bolchévisme renforcée d'une volonté inflexible tendus sans relâche vers un but exclusif, il s'impose définitivement par le simple « bon sens » dont la plupart de ses compagnons et suiveurs se révélaient dépourvus dans les grandes épreuves. Pour avoir tracé sa ligne de conduite d'une logique élémentaire : *ne pas se battre si l'on est vaincu d'avance*, il va passer pour un génie dans le parti qui lui doit tout, origine, organisation, doctrine et programme, stratégie et tactique, théorie et pratique, conquête et conservation du pouvoir, — et qui faillit tout perdre en perdant confiance en son inspireur. En réalité, sa supériorité distinctive tient, outre l'ensemble des qualités personnelles, à la faculté essentielle de discerner « sous la paille des mots, le grain des choses ». À cet égard il se montre véritablement digne du seul éloge qu'il souhaitât mériter, celui d'être un marxiste. Et sous ce même rapport, la faiblesse politique de Trotski est évidente, en dépit des dons extérieurs

prestigieux. L'épisode de Brest mit en pleine lumière l'idéalisme de l'un, le réalisme de l'autre.

En la circonstance, jugeant inadmissible de jouer sur la carte unique d'une révolution prochaine en Allemagne le sort de la révolution commencée en Russie, Lénine voulait, selon l'expression de Radek, *céder de l'espace pour gagner du temps*. Quand on lui remémora ses propres paroles sur la guerre révolutionnaire, il répondit : « Nous parlions de la nécessité de préparer et de mener la guerre révolutionnaire... Mais nous n'avions jamais pris l'engagement de nous lancer dans une guerre révolutionnaire sans nous rendre compte des possibilités et chances de succès. » La révolution socialiste mûrit dans tous les pays mais viendra « à la fin des fins, et non au commencement des commencements ». Il faut savoir reculer. Celui qui ne s'adapte pas à la pire situation « n'est qu'un bavard, pas un révolutionnaire ». Les communistes de gauche « prennent le point de vue du gentilhomme et moi celui de paysan ». Il en sera du traité de Brest comme de la paix de Tilsit : « La paix n'est qu'un moyen de reconstituer ses forces... La paix est une trêve entre les guerres, la guerre un moyen d'obtenir une paix meilleure. » Et qu'on ne puisse pas dire un jour cette vérité amère : « La phrase révolutionnaire sur la guerre révolutionnaire a perdu la révolution. »

Si Trotski ne parvint pas à éveiller la conscience populaire des pays belligérants, le duel pathétique de Brest ne fut cependant pas sans effet sur l'opinion universelle. Il en reste la preuve dans un message où le président Wilson rendait hommage aux bolchéviks : « Les représentants de la Russie ont insisté fort justement ; fort sagement et dans le véritable esprit de la démocratie moderne pour que les conférences eussent lieu toutes portes ouvertes et non à huis clos... Le peuple russe... ne veut céder ni en principe, ni en fait. Sa conception de qu'il est juste, humain et honorable pour lui d'accepter a été formulée avec franchise, une largeur de vues, une générosité d'esprit, une sympathie universelle qui doivent provoquer l'admiration de tout ami de l'humanité. » Un autre homme d'État, T. G. Masaryk, a fait justice des accusations vulgaires portées contre les bolchéviks : « Ils étaient dans une situation sans issue ; que devaient-ils, que pouvaient-ils faire ? Toutes les négociations de Brest-Litowsk, la manière dont les Allemands extorquèrent par force la paix... prouvent que les bolchéviks ne signèrent pas de leur plein gré. En signant, ils ne firent que

suivre les traces de leurs prédécesseurs du régime tsariste. Milioukov aussi, je l'ai dit, avait été prêt à négocier la paix avec les allemands et Terechtchenko la négocia avec l'Autriche... »

À peine obtenu le répit sur la nouvelle frontière occidentale, le gouvernement communiste eut à faire face aux dangers multiples et sans cesse accrus de l'intérieur. Un nouveau « Temps des troubles » s'ouvrait pour la Russie. Au cours de l'année 1918, la situation prend tournure sinistre dans le pays à feu et à sang.

Tandis que les Allemands occupaient, outre la Finlande et la Pologne, l'Estonie, la Lettonie et la Lithuanie en débordant sur le territoire russe, puis l'Ukraine et la Crimée, enfin la Géorgie où le pouvoir menchéviste les avait appelés pour faire pièce aux Turcs envahisseurs, — la guerre civile s'allume partout dans toutes ses formes. Au sabotage des services publics, à la grève des fonctionnaires et des techniciens s'ajoutent complots, mutineries, trahisons.

Après les soulèvements vaincus de Kalédine sur le Don, de Doutov dans l'Oural, la « Vendée cosaque » s'insurge en permanence. Au nord, la contre-révolution finlandaise appuyée de troupes allemandes menace Pétrograd. Bientôt des forces anglaises et françaises occuperont Arkhangelsk et la côte de Mourmansk. Sur la Volga moyenne, des détachements de prisonniers de guerre tchécoslovaques en voie de rapatriement entrent en rébellion armée. Sur la basse Volga, les Cosaques de Krasnov approchent de Tsaritsyne. Dans le Kouban s'assemblent les premiers volontaires de la future armée de Dénikine. Au sud de la Caspienne, des Blancs mêlés d'officiers anglais venus de Perse visent la Commune de Bakou, aux mains des Rouges. Du côté roumain, la Bessarabie est envahie. En Extrême-Orient, les japonais débarquent à Vladivostok et, sans l'opposition des États-Unis, eussent avancé le long du Transsibérien, rétabli l'« ordre » dans la Russie d'Asie ravagée de bandes, sillonnée de « grandes compagnies », de « colonnes infernales ». Enfin, après le blocus, on s'attend à l'intervention militaire des Alliés dont les agents, les missions, les ambassades, les faux consulats fomentent et soudoient des séditions, des attentats.

Dans les campagnes opéraient des groupes de partisans de toutes couleurs, signalés par des coups de main et les coups de force. Les paysans cachent le blé, refusent une monnaie sans valeur, reviennent

au troc. L'inflation atteint alors des chiffres astronomiques. Les soviets locaux à bout d'expédients lèvent des contributions extraordinaires, décrètent des réquisitions, des confiscations arbitraires. Dans les villes affamées, la production industrielle tombe à près de zéro, le commerce agonise, la disette impose un rationnement de jour en jour plus rigoureux. Contrairement à leurs projets de « contrôle ouvrier » des entreprises, les communistes en décident graduellement la nationalisation, parfois à leur corps défendant, pour les maintenir en marche, tantôt à la demande des ouvriers, tantôt à la requête des patrons. Les menchéviks suscitent des grèves, les socialistes-révolutionnaires ressuscitent le terrorisme, les anarchistes forment leur « garde noire » infestée de Blancs, la contre-révolution s'organise en armant ses « ligues » libératrices et patriotiques. Dans cet indescriptible chaos, l'« édification socialiste » espérée des bolchéviks passe à l'arrière-plan sous la pression des exigences de la défense révolutionnaire.

En vain Lénine a-t-il esquissé en avril 1918 un programme constructif des « tâches actuelles du pouvoir des soviets », soulignant comme nécessités primordiales la restauration économique par le calcul et le contrôle sévères de la production et de la répartition, l'organisation du travail positif et créateur par la direction unipersonnelle dans l'industrie, l'emploi de spécialistes largement rétribués, l'adaptation du système Taylor, le salaire aux pièces, l'émulation et la contrainte additionnées, — tout en dénonçant l'opposition des « hystériques de gauche », ces « communistes de malheur ». La répression est plus urgente encore que l'administration. Trotski, maintenant commissaire à la Guerre, avait résumé la même thèse dans sa formule : « Le travail, la discipline et l'ordre sauveront la République des Soviets. » Mais il fallut avant tout écraser l'adversaire implacable pour n'être pas exterminé soi-même, les événements vont le prouver. Jaurès n'avait pas été mauvais prophète en écrivant à la fin du siècle dernier : « Dans l'état présent de l'Europe et selon la marche visible des événements, il n'est plus permis d'espérer, sans aveuglement, et d'annoncer, sans trahison, l'installation pacifique du socialisme chez les nations d'avant-garde. Le peuple qui, le premier, entrera dans le socialisme, verra d'emblée se ruer contre lui tous les pouvoirs réactionnaires affolés. Il serait perdu s'il n'était pas prêt lui-même à saisir le fer, à répondre aux obus par les obus, pour donner le temps à la

classe ouvrière des autres pays de s'organiser et de se soulever son tour. »

En mai, sont suspendus les derniers journaux hostiles qui appellent de leurs vœux l'intervention étrangère armée ; ce sera la fin de la presse d'opinion à bref délai. En juin, sont exclus des soviets les partis « antisoviétiques » ; ce sera bientôt le début du monopole communiste en matière politique. Volodarski est assassiné à Pétrograd par des socialistes-révolutionnaires de droite. La Tchéka prend des otages ; elle réprime encore sans excès alors que les Blancs, par leurs fusillades et pendaisons en masse, sèment une haine inexpiable et se préparent de dures représailles. À peine si la terreur rouge répond à la terreur blanche. Mais dans les villages commence une lutte sans merci, des expéditions ouvrières y vont arracher le blé aux *koulaks*, en réalité à tous les paysans producteurs, et provoquent une chouannerie sanglante. Il fallait à tout prix ravitailler les centres industriels. Des « comités de pauvreté paysanne » se forment sur l'initiative de Lénine pour briser la résistance des détenteurs de céréales, réquisitionner du bétail, confisquer les excédents. Nécessité n'a point de loi. Il ne s'agit plus d'« expérience socialiste » mais de réduire la famine.

À la tête d'un détachement de soldats rouges muni de deux autos blindées, Staline part pour Tsaritsyne, où commande Vorochilov, diriger les opérations d'approvisionnement dans le Sud ; les « affaires de nationalités » pouvaient attendre et, désormais, attendront longtemps. La plupart des militants énergiques sont alors mobilisés pour le « front alimentaire » quand ils ne deviennent pas commissaires aux armées. D'ailleurs tous les fronts imaginables finiront par se confondre et, supprimant la division du travail, imposeront le cumul des fonctions et des responsabilités Dzerjinski, Piatakov, Smilga, Sokolnikov, Chliapnikov, Vorochilov sont entrés dans les cadres de l'armée, les uns nommés commissaires, les autres improvisés généraux. Staline à son tour commence « par hasard » sa carrière militaire ; il avait trouvé Tsaritsyne dans un désordre inextricable qui lui rendait la tâche impossible à moins d'influer sur le commandement, en l'espèce le quartier général de la X^e armée.

On ne voit pas trace de Staline dans les publications militaires ni les mémoires ou études historiques sur la grande guerre « russo-russe ». Pendant dix ans, aucun auteur communiste ne lui accorde le moindre rôle digne d'être enregistré. Si le nom de Trotski est pour le

monde entier, amis ou ennemis, associé aux victoires de la révolution, c'est en 1929 seulement que la part de Staline a été découverte. Il a fallu de violentes rivalités intestines pour que Vorochilov s'avisât soudain de « combler cette lacune » et Trotski d'apporter à son tardif témoignage les corrections documentaires indispensables. La réputation de Staline homme de guerre n'en sort pas grandie mais ses capacités d'organisateur, son penchant à la dictature, sa faculté d'intrigue s'y placent en évidence, avec les origines d'un antagonisme personnel qui devait sensiblement peser sur les proches destins de la République.

L'Histoire de l'armée rouge se confond avec la vie de Trotski comme celle du parti bolchéviste avec Lénine. En ces deux hommes, la révolution avait trouvé les valeurs complémentaires auxquelles, aux heures les plus critiques, elle a dû son salut, soit dit sans faire abstraction des données objectives ni déprécier l'héroïsme anonyme du Parti et l'élite virile du peuple ouvrier et paysan. Car selon l'expression de Marx et Engels qui n'exagéraient pas l'importance des individus dans l'histoire : « Pour réaliser les idées, il faut des hommes qui mettent en jeu une force pratique. »

Trotski reconnaissait la supériorité et la primauté de Lénine, lequel en retour apprécie Trotski à sa taille. Gorki a rapporté d'une conversation intime ces paroles de Lénine sur Trotski : « Qu'on me montre un autre homme capable d'organiser en un an une armée presque exemplaire et de conquérir au surplus la sympathie des spécialistes militaires ! Cet homme, nous l'avons. Nous avons tout. Il y aura des miracles. » Cela n'empêchait pas toujours les divergences de vues, pour des raisons très simples qui faisaient dire autrefois à Bonaparte, avec une nuance de paradoxe : « Plutôt un mauvais général que deux bons. » Mais dans ces années terribles, l'accord profond et l'estime réciproque des deux principaux chefs, renforcés d'un Sverdlov pour l'administration publique, d'un Dzerjinski pour la sûreté générale, d'un Racovski pour la guerre et la diplomatie en Ukraine et de bien d'autres chefs de caractère et de talent, cette cohésion donnait à la tête de la révolution une autorité qu'on dirait sans exemple n'était, *mutatis mutandis*, le souvenir de Robespierre et de Saint-Just. Autres temps, autres hommes, autres circonstances, étapes historiques et sociales différentes mais analogies suffisantes pour justifier sur ce point et pour un instant le parallèle.

Staline n'est pas alors un personnage marquant mais, encore inconnu du pays et peu connu du Parti, il compte cependant parmi ces révolutionnaires endurcis toujours prêts aux besognes les plus inattendues. En théorie sous les ordres de Trotski, celui-ci commissaire à la Guerre et président du Conseil révolutionnaire de guerre à la fois, il communique néanmoins directement avec Lénine en sa qualité de membre du Comité central du Parti, organisme extraconstitutionnel déjà superposé à tout autre. Au surplus, le Conseil des commissaires va cesser d'exister comme apparence de gouvernement quand les socialistes-révolutionnaires de gauche rompront leur alliance avec les bolchéviks dont ils combattent vivement la politique paysanne et la tactique de paix.

Au début de juillet 1918, ces « hystériques de gauche » prennent l'offensive contre le parti communiste pendant le cinquième Congrès des Soviets, tentent de rallumer la guerre avec l'Allemagne en assassinant l'ambassadeur Mirbach et de renverser le Conseil des commissaires en bombardant le Kremlin. L'émeute étouffée en vingt-quatre heures, c'est le commencement de la fin pour les socialistes-révolutionnaires de gauche : plusieurs sont passés par les armes, d'autres emprisonnés, leur parti mis en pièces (Les anarchistes, déjà malmenés en avril, subiront bientôt un sort identique.) Désormais, les communistes seront seuls au Conseil des commissaires, presque seuls à l'Exécutif des Soviets. Le comité central bolchéviste n'aura même plus de précautions formelles à prendre pour exercer la dictature, par son Bureau politique. À la même date, et à l'instigation d'agents diplomatiques français, des socialistes-révolutionnaires d'extrême-droite et des Blancs menés par Savinkov provoquent avec le soulèvement de Iaroslavl le premier grand massacre de population civile et la destruction d'une des plus belles cités de l'ancienne Russie. L'épisode rappelle assez celui de Lyon en 1793. Le terrorisme engendrait la terreur.

C'est dans cette tragique ambiance que le Congrès des Soviets, interrompu par les bombes et le canon, vote sur la proposition de Sverdlov la « Constitution de la République socialiste fédérative des Soviets », codification idéalisée de l'ordre existant, précédée d'une Déclaration des droits du peuple travailleur. Dans cette charte solennelle, il n'est pas question de dictature d'un seul parti, de monopole communiste du pouvoir. Mais la force des choses concentrait ainsi de fait

la puissance publique entre les mains du parti conquérant, à titre transitoire.

Pendant ce temps, les nouvelles du front n'étaient pas rassurantes. Sur la Volga, le commandant en chef Mouraviev trahit, puis se suicide. Sous Tsaritsyne, où Vorochilov est très inférieur à sa tâche, les Cosaques percent la ligne des Rouges. L'armée des Soviets, répartie sur une longue distance, mal nourrie, mal équipée, mal encadrée recule de toutes parts. Le parti communiste mobilise tous ses hommes valides, rassemble ses dernières ressources. Staline se hâte vers le front.

Quelques minutes avant de partir, il écrit à Lénine : « Je harcèle et injurie tous ceux qu'il faut, j'espère un prochain redressement. Soyez persuadé que nous n'épargnerons personne, ni moi-même ni les autres, et enverrons enfin du blé. Si nos *spécialistes* militaires (des savetiers !) ne dormaient et ne flânaient pas, la ligne n'aurait pas été rompue ; et si la ligne est rétablie, ce ne sera pas grâce aux militaires mais malgré eux. »

Aux inquiétudes de Lénine sur les socialistes-révolutionnaires de gauche à Tsaritsyne, où les anarchistes avaient déjà tenté une insurrection en mai, Staline répond : « Quant aux hystériques, soyez persuadé que notre main ne trembla pas ; avec les ennemis, nous agissons en ennemis. » Et en effet, une constatation va s'imposer une fois pour toutes pendant cette période : la main de Staline ne tremble pas.

Une phrase significative de son court billet a trait aux « spécialistes », c'est-à-dire aux militaires professionnels ? Staline ne leur reconnaît aucune valeur. Son aversion à leur égard s'exprime encore dans un télégramme où il dit : « Nos spécialistes sont psychologiquement inaptes à une guerre décisive avec la contre-révolution. » Toute une fraction du Parti partage alors ce préjugé. L'« opposition militaire », recrutée surtout parmi les communistes de gauche, préconise par système la petite guerre de francs-tireurs, l'indépendance des détachements de partisans, la nomination des chefs à l'élection, le fédéralisme et l'improvisation en matière militaire. Tandis que les restes de l'opposition de gauche taxent Lénine de myopie, d'opportunisme et de complaisance envers le capitalisme pour avoir introduit des spécialistes dans l'industrie, l'opposition militaire reproche à Trotski ses méthodes de centralisme, de stricte discipline et l'emploi des spécia-

listes dans l'armée. Autour de Vorochilov se groupe un noyau de cette opposition. À Tsaritsyne, Staline l'encourage en sourdine.

Or, si Trotski a pu faire passer l'Armée rouge du volontariat à la conscription, élever ses effectifs de 100 000 soldats à 1, puis 2 et 3 millions, encadrer seize armées sur un front de 8 000 kilomètres, c'est en réalisant à l'instar de Dubois-Crancé l'« amalgame » des éléments sains de l'ancienne armée avec la nouvelle, en utilisant les militaires de métier sous la surveillance de commissaires, en abolissant l'éligibilité des chefs et les conseils de soldats, en instituant une rigoureuse discipline sous un commandement unique. La résistance de Tsaritsyne aux ordres du Conseil révolutionnaire de guerre ne donnait que des défaites. Comme l'explique Trotski dans ses mémoires, les sous-officiers et les partisans de l'opposition ne pouvaient se passer de spécialistes mais, par hostilité au principe, en prenaient de médiocres.

Sans être un communiste de gauche, Staline soutint cette opposition d'un nouveau genre. Le plus clair de son travail était dirigé contre Trotski, affirme celui-ci. Pour quelles raisons ? Trotski ne le dit pas. Peut-être Staline avait-il pris ombrage de la popularité d'un ex-adversaire, étranger à ce cercle clandestin de révolutionnaires professionnels qui considéraient la direction de la révolution comme leur domaine réservé. Pour Staline et ses pareils, Trotski était sinon un intrus, du moins un rallié, et si personne ne contestait plus à Lénine la première place, les plus forts caractères devaient fatalement se heurter auprès du maître pour l'influence prépondérante. Staline et Trotski, si dissemblables d'origine, de formation, d'esprit et de culture, avaient précisément de commun et d'inconciliable le tempérament autoritaire.

Au témoignage de Vorochilov qui s'accuse inconsciemment lui-même, le quartier général de la X^e armée présentait un lamentable tableau de confusion et d'impuissance à l'arrivée de Staline. La présence de ce dernier se fit bientôt sentir, à l'arrière comme à l'avant. Staline « développe une énergie colossale », épure les services de ravitaillement, l'administration, l'état-major. Le ton de ses lettres à Lénine montre quelle volonté l'anime : « Je rectifierai ces manquements locaux jusqu'à la destitution des gradés et commandants qui perdent la cause, et en dépit des difficultés de forme que je briserai s'il le faut. J'en assume naturellement toute la responsabilité devant toutes les institutions supérieures. »

C'est dans cette ville surtout que l'action de Staline produisait ses effets. Il y organise une Tchéka locale et entame une répression inexorable. Vorochilov cite avec satisfaction et confirme le récit d'un Blanc, le transfuge Nossovitch, qui a écrit de Staline : « Il faut lui rendre cette justice que son énergie peut être enviée de tout vieil administrateur et que ses capacités d'adaptation à l'œuvre et aux circonstances pourraient en instruire beaucoup d'autres. » L'atmosphère de Tsaritsyne se charge, « la Tchéka travaille à plein rendement », on découvre chaque jour des complots, « toutes les prisons de la ville regorgent »... Un ingénieur et ses deux fils, venus de Moscou, sont arrêtés pour conspiration : « La décision de Staline fut courte : *fusiller*. L'ingénieur Alexéiev, ses deux fils, et avec eux un nombre considérable d'officiers, les uns appartenant à l'organisation, les autres seulement soupçonnés, furent saisis par la Tchéka et immédiatement fusillés, sans jugement. » La main de Staline ne tremble pas.

Aucune documentation ne révèle le nombre des suppliciés sous ce proconsulat. La même initiative et la même fermeté se manifestaient d'ailleurs partout à la même heure. Dans ce mois de juillet 1918 où les Soviets paraissent n'avoir pas plus de quelques jours à vivre, les communistes de l'Oural dirigés par Bielorodov exécutent l'Empereur déchu et sa famille, à l'approche des Tchécoslovaques victorieux. Un communiste de gauche, l'ouvrier Miasnikov, supprime pareillement le grand-duc Michel. En août, après la perte de Simbirsk et de Kazan, Trotski part en personne pour la Volga où se décide le sort de la révolution et forme son « train » légendaire dans lequel, pendant plus de deux ans, il accourra d'un front à l'autre sur les points les plus menacés.

À la fin du même mois, la guerre civile entre dans sa phase la plus aiguë. Coup sur coup, un attentat met la vie de Lénine en danger, Ouritski est assassiné à Pétrograd : une organisation secrète de socialistes-révolutionnaires était à l'ouvrage. Trotski, au cours d'un voyage à Moscou, évite par hasard les balles et les bombes des terroristes. Cette fois, la Tchéka riposte d'une manière foudroyante. La terreur rouge est ouvertement mise à l'ordre du jour, la loi martiale en vigueur : cinq cents contre-révolutionnaires ou prétendus tels sont exécutés à Pétrograd, autant à Cronstadt, une centaine peut-être à Moscou, un nombre incertain en province. La révolution russe avait ses massacres de Septembre. Les atrocités des uns commencent à ré-

pondre aux atrocités des autres. La presse publie des listes d'otages, annonce des arrestations en masse. Nulle statistique ne chiffre exactement le nombre des victimes. Toute trace de démocratie disparaît dans le feu de la répression. On fusille au front des communistes pris de panique. Quelques jours après, la V^e armée d'Ivan Smirnov reprend Kazan, Toukhatchevski rentre à Simbirsk avec la I^{re} armée, les partisans rouges de l'Oural commandés par l'ouvrier Blücher font leur jonction sous Perm avec la III^e armée après 1 500 kilomètres de marche et cinquante jours de combats meurtriers.

Trotsky n'avait pas que les soucis de la lutte sur le front de Kazan. Tsaritsyne l'inquiétait fort par son opposition de parti pris à l'état-major, son indiscipline flagrante, ses procédés de sourde obstruction aux plans du haut commandement. Vorochilov avoue, en continuant de citer Nossouitch, le rôle pernicieux de Staline :

« Une particularité caractéristique fut la façon dont Staline traitait les instructions télégraphiques du centre. Quand Trotsky, inquiet de la destruction des directions régionales établies par lui avec tant de peine, envoya une dépêche prescrivant de laisser l'état-major et les commissaires dans les conditions antérieures et de leur donner la possibilité de travailler, Staline écrivit sur ce télégramme l'annotation catégorique et significative : *« À ne pas prendre en considération... »* Toute la direction de l'artillerie et une partie de l'état-major restèrent sur un chaland à Tsaritsyne. »

Lénine ne pouvait connaître ce détail effectivement significatif mais se préoccupait aussi du conflit. Connaissant un peu Staline, il devait soupçonner sa conduite suspecte mais cherchait à atténuer les frottements pour tirer parti de tout son monde. Au début d'octobre 1918, Trotsky lui télégraphie :

« J'insiste catégoriquement pour le rappel de Staline. Sur le front de Tsaritsyne, cela ne va pas, en dépit d'une surabondance de forces. Vorochilov peut commander un régiment mais pas une armée de 50 000 hommes. Néanmoins, je le laisserai commander la X^e armée de Tsaritsyne à condition qu'il se subordonne au commandant de l'armée du Sud, Sytine. Jusqu'à ce jour, Tsaritsyne n'a même pas envoyé à Kozlov de rapports d'opérations. J'ai exigé la présentation de résumés des reconnaissances et des opérations deux fois par jour. Si demain cela n'est pas exécuté, je déférerai Vorochilov et Minime au tribunal et le ferai savoir par un

ordre à l'armée. Tant que Staline et Minime restent à Tsaritsyne, leurs droits, conformément au statut du Conseil révolutionnaire de guerre, se limitent à ceux de membres du conseil révolutionnaire de guerre de la X^e armée. Un court délai nous sépare de l'offensive avant les boues d'automne, où les routes ici ne sont plus praticables aux fantassins ni aux cavaliers. Sans coordination avec Tsaritsyne, aucune action sérieuse n'est possible. Il n'y a pas de temps à perdre en pourparlers diplomatiques. Tsaritsyne doit se soumettre ou se démettre. Nous avons une colossale supériorité de forces mais une anarchie complète au sommet. On peut en venir à bout en vingt-quatre heures à condition d'avoir votre appui ferme et dé-cidé. En tout cas, c'est l'unique voie que je puisse envisager. »

Le lendemain Trotski communique par fil direct à Lénine : « J'ai reçu le télégramme suivant : « Il faut suspendre l'exécution de l'ordre de combat de Staline n° 18. J'ai donné toutes indications au commandant du front sud Sytine. Les agissements de Staline détruisent tous mes plans... *Vatzetis*, commandant en chef. *Danichevski*, membre du Conseil révolutionnaire de guerre ».

Staline fut aussitôt rappelé à Moscou. Par ménagement, Lénine envoya Sverdlov le chercher en train spécial et Trotski, allant vers Tsaritsyne, le croisa en route. Une conversation eut lieu entre Trotski et Staline : « Est-il vrai que vous vouliez les chasser tous ? » questionna celui-ci d'une voix résignée, en parlant de l'opposition de Tsaritsyne. La résignation n'était qu'apparente. Staline couvait un ressentiment et méditait une revanche.

À Tsaritsyne, où Trotski mit Vorochilov en demeure de s'expliquer, ce singulier militaire reconnu ne vouloir se conformer qu'aux directives qu'il croyait justes. Sur quoi Trotski lui signifia d'obéir sans conditions aux ordres supérieurs, sous peine d'être expédié à Moscou sous escorte et mis en jugement. Vorochilov dut s'incliner mais Trotski avait un ennemi personnel de plus. Quand le commissaire de la Guerre eut le dos tourné, l'opposition de Tsaritsyne s'obstina, soutenue dans la coulisse par Staline. C'est du moins la version de Trotski, dans ce qui précède comme dans ce qui suit, mais avec pièces irrécusables à l'appui, et que personne n'a jamais pu mettre en doute.

Il fallut rappeler aussi Vorochilov à la suite d'une nouvelle dépêche de Trotski à Lénine : « Impossible laisser Vorochilov plus long-

temps alors que toutes tentatives de compromis réduites à néant par lui. Il faut à Tsaritsyne nouveau conseil révolutionnaire de guerre avec nouveau commandant, en envoyant Vorochilov en Ukraine. » C'est encore un coup indirect à Staline. Alors seulement, sous l'impulsion de Trotski, fut stimulée la capacité défensive et offensive de la X^e armée. Chliapnikov entra au nouveau conseil révolutionnaire de guerre sur ce front.

Mais en Ukraine, Vorochilov continua sa précédente besogne, toujours avec l'appui confidentiel de Staline. Ce qui obligeait Trotski de télégraphier à Sverdlov : « Je le déclare de la façon la plus catégorique, la ligne de conduite de Tsaritsyne, qui a abouti à la désagrégation de cette armée, ne peut être tolérée en Ukraine... Parmi les Ukrainiens, c'est le plein désordre, la lutte entre cliques par manque de dirigeants responsables et ayant de l'autorité... La ligne de conduite de Staline, Vorochilov et Roukhimovitch signifie la perte de toute l'affaire. » Staline intriguait dans l'ombre mais Trotski discernait son jeu équivoque.

À Lénine et Sverdlov qui s'efforcent encore d'arranger les choses, car les chefs sont rares, Trotski répond : « Il faut évidemment un compromis mais pas un compromis pourri... J'estime que la protection de Staline couvrant la tendance de Tsaritsyne est la plaie la plus dangereuse, pire que toute trahison ou félonie de spécialistes militaires... Encore une fois, lisez attentivement le rapport d'Okoulov sur l'armée de Tsaritsyne démoralisée par Vorochilov avec l'aide de Staline. » La perspective d'une intervention militaire anglo-française en Ukraine ne permettait pas à Trotski de tergiverser ; pourtant il n'insiste point pour une sanction d'urgence.

Après plusieurs mois de temporisation, Lénine télégraphie enfin à Vorochilov : « Il faut à tout prix cesser immédiatement de discourir, consacrer toute l'activité à la situation militaire, désigner absolument des gens pour répondre de l'exécution précise d'un travail déterminé. La discipline doit être militaire... » Il l'invite à mettre fin « au chaos, aux palabres et aux disputes de prééminence ». Le même jour, il réunit le Bureau du Comité central qui donne raison à Trotski, somme Vorochilov de remplir ses obligations, « sans quoi Trotski vous convoquera après-demain à Izioum et disposera plus en détail »... Le lendemain, le Comité central charge Racovski et Trotski de prendre d'énergiques mesures pour faire restituer par Vorochilov le matériel de guerre que

celui-ci s'est indûment permis d'accaparer. Lénine s'adresse à Trotski par fil direct : « Dybenko et Vorochilov dilapident le matériel de guerre. Chaos complet, aucune aide sérieuse au bassin du Donetz. » À force de ténacité, Trotski finit par faire échec à l'influence de Staline et liquider le « tsaritsynisme ».

Mais à quel prix ? Dans ses mémoires, contribution jusqu'à présent essentielle à la biographie de Staline en plus de la sienne propre, Trotski reconnaît avoir heurté et meurtri bien des gens au cours de la rude période de son commandement suprême : « Dans la grande lutte que nous menions, l'enjeu était trop important pour me permettre de prendre garde autour de moi » Que l'intérêt supérieur de la cause commune l'inspirât, cela ne laisse aucun doute. Mais il devait retrouver sur son chemin, aux heures pénibles des dissensions intestines, tous les mécontents et les offensés. Quand Lénine avait blessé des camarades en polémisant sans mesurer les coups, il s'efforçait toujours de panser les plaies après avoir obtenu l'avantage et de se concilier les vaincus. Trotski ne se donnait pas cette peine, accumulant avec dédain les inimitiés. Pour un politique, c'était un point faible.

Staline, raconte-t-il, « rassemblait soigneusement les gens aux cors écrasés. Il avait pour cela assez de temps et d'intérêt personnel », confirmait, disant : « La première qualité de Staline est la fainéantise. La deuxième est une envie irréductible envers les plus capables que lui. Il a creusé même sous Lénine des galeries de sape et de mine. » Alors déjà, dit Trotski en parlant des récriminations qui affluaient chez Lénine à chaque insuccès sur le front, « Staline dirigeait ces machinations dans la coulisse ». L'adjoint du commissaire à la Guerre, Sklianski, hautement apprécié de Lénine et que Trotski compare à Carnot pour ses facultés d'organisateur, était en butte aux attaques sournoises de Staline. Celui-ci se constituant une clientèle d'intrigants déçus et d'ambitieux cherchant carrière. Trotski rapporte encore une histoire caractéristique dévoilée par Menjinski : à la connaissance de ce dernier, Staline essaya de suggérer à Lénine que Trotski ourdissait une cabale contre lui. Devant une invention de cette nature, comme ne pas se souvenir des anciennes accusations de Tiflis, des anciens soupçons de Bakou, de tant d'indices répétés ? Et Trotski de conclure ce passage de *Ma vie* par ces mots : « Staline semait évidemment de mauvaises graines. De quelle manière systématique il s'en était occu-

pé, — même presque exclusivement, — cela ne me devint clair que bien plus tard. Car Staline n'a jamais accompli de travail sérieux. »

En s'exprimant ainsi, avec ses exagérations de polémiste, Trotski a sans doute en vue le travail intellectuel et la politique de grande envergure. Car Staline n'était pas seulement paresseux et maître fourbe, comme le jugeaient Boukharine et bien d'autres ; ses défauts s'alliaient à des aptitudes compensatrices, à la mesure d'un horizon borné. Son énergie brutale dans la répression policière et sa ruse calculée dans les relations personnelles, au service d'un certain flair pour la politique au jour le jour, lui valaient dans le cadre étroit du Parti une place de plus en plus importante à l'ombre des hommes indispensables. Ces qualités mineures devaient contribuer à son élévation dans une phase propice et sur un terrain favorable.

Une lettre de Lénine à Trotski montre bien comment Staline réussissait à circonvenir les gens tout en évitant de donner prise aux attaques. Après son rappel de Tsaritsyne, Staline feint de vouloir une entente, de conseiller à Vorochilov la soumission, de désirer faire ses preuves dans un nouveau secteur. Lénine écrit, en effet : « Staline voudrait beaucoup travailler sur le front sud... En vous communiquant, Léon Davidovitch, toutes ces déclarations de Staline, je vous prie d'y réfléchir et de dire, d'abord si vous acceptez de vous expliquer personnellement avec Staline, et dans ce cas il consentirait à venir, et ensuite si vous estimez possible, à des conditions concrètes définies, d'écarter les précédents frottements et d'arranger le travail en commun, ce que désire Staline. En ce qui me concerne, je considère indispensable d'appliquer tous les efforts à un tel arrangement avec Staline. » Sur la réponse affirmative de Trotski, moins intransigeant par les actes que dans l'amertume des souvenirs, Staline fut nommé au conseil révolutionnaire de guerre du front sud. Il y poursuivit sans succès ses manigances mais en se tenant prudemment sur ses gardes.

Le déplacement de Staline coïncidait avec de grands événements historiques. Lors du premier anniversaire de la révolution d'Octobre, la carte militaire et politique d'Europe avait bien changé : désastres des Empires centraux sur les fronts d'Occident et des Balkans, mutineries dans la flotte allemande, révolutions en Bulgarie, en Autriche-Hongrie, en Allemagne, armistice et pourparlers de paix générale. Le traité de Brest était annulé. L'intervention économique et militaire des États-Unis avait permis aux Alliés de tenir le « dernier quart

d'heure ». De plus, dans les armées austro-allemandes, la prétendue « contagion bolchéviste », favorisée à l'arrière par l'ambassadeur des Soviets à Berlin, Ioffe, avait précipité la fin.

Ce n'était pas encore la révolution socialiste mondiale escomptée de Lénine mais celui-ci croyait y voir la dernière étape vers un « Octobre » reproduit à l'échelle des deux continents. Le « retard » dans la réalisation de ses prévisions l'avait rendu circonspect sans toutefois lui ôter l'espoir d'une conflagration sociale universelle. « Le prolétariat mondial est avec nous et marche à notre suite », disait-il au moindre signe de révolte dans un des pays belligérants. « Cette guerre n'a d'autre issue qu'une révolution », répète-t-il une autre fois, précisant plus tard : « Seuls, les ouvriers et les paysans de tous les pays feront la paix. » Les prodromes de la révolution allemande l'incitent à déclarer : « La crise en Allemagne ne fait que commencer. Elle finira inévitablement par la prise du pouvoir par le prolétariat. » Le schéma de la révolution russe l'obsède au point de s'imposer à son esprit comme l'unique perspective immédiate ouverte au monde entier. « L'histoire mondiale, ces derniers jours, accélère son cours de plus en plus vers la révolution ouvrière mondiale... »

En même temps, il ne laisse pas d'être inquiet de la victoire des Alliés, menace imprécise d'intervention armée en faveur des Blancs dans la guerre civile de Russie : « Jamais nous n'avons été plus près d'une révolution prolétarienne mondiale, jamais aussi nous n'avons été en aussi grand danger. » Mais les raisons d'espérer sont plus fortes que les appréhensions. Au sixième Congrès des Soviets, en novembre 1918, il affirme : « Toute une série de pays sont envahis par l'incendie de la révolution ouvrière. Nos prévisions s'accomplissent, tous nos sacrifices sont justifiés.

Trotsky s'exprimait dans le même sens : « L'histoire se déroule peut-être contre notre gré mais en suivant la courbe que nous avons tracée... La fin sera celle que nous avons prévue : la chute des dieux du capitalisme et de l'impérialisme... La Russie des Soviets n'est que l'avant-garde de la révolution allemande et européenne... » Staline ne se permettait pas alors de donner une opinion en public sur de tels sujets. Les communistes de gauche se rétractaient ou se taisaient, devant les résultats tangibles de la tactique de Lénine.

Pour l'avenir de l'humanité, les dirigeants de la Russie révolutionnaire tenaient la révolution en Allemagne pour plus importante que la leur. Au nom des intérêts du socialisme, ils se disaient prêts à sacrifier à la révolution des soviets », si besoin était, pour sauver la révolution allemande. En pratique, une pareille éventualité ne se présenta pas. L'Allemagne n'accomplit qu'une révolution politique de surface et la République des Soviets n'eut pas trop de tous ses moyens pour se sauver elle-même.

Car la guerre civile prenait plus d'ampleur avec la fin de la guerre des nations. Grâce au retrait des armées allemandes, les Rouges s'empressent d'occuper les provinces baltiques et lithuaniennes, converties aussitôt en petits États soviétiques. En Ukraine, où une quinzaine de gouvernements se succéderont en moins de quatre années, ils disputent le terrain aux troupes réactionnaires de l'hetman Skoropadski, aux insurgés nationalistes de Petlioura, aux paysans anarchistes de Makhno, aux bandes de partisans de toutes nuances, aux *haïdamaks* des grandes routes et des petits chemins. À l'est, ils pénètrent dans l'Oural après avoir délogé de Samara le comité de la Constituante, puis d'Oufa le directoire des socialistes contre-révolutionnaires, mais reflueront devant l'armée blanche de Koltchak aux ordres du gouvernement dictatorial d'Omsk protégé des Alliés. En Sibérie, leurs groupes isolés de partisans combattent désespérément les généraux et leurs atamans qui exercent une tyrannie effrénée sur des zones d'influence immenses.

Par décret de l'Exécutif des Soviets, la République avait été proclamée camp retranché. Pour unifier la direction des fournitures à l'Armée rouge, il fut créé en novembre un Conseil de la défense ouvrière et paysanne présidé par Lénine, avec son inévitable bureau présidé par Trotski. Les diverses institutions d'État et du parti répondant mal aux exigences de la situation, on tâchait d'y remédier par des organismes supplémentaires. En fait, les mêmes hommes se retrouvaient à toutes les instances supérieures et le Bureau politique du Comité central bolchéviste concentrait de plus en plus les responsabilités de la dictature. Staline figurait parmi les six membres du nouveau Conseil, preuve que Lénine et Trotski faisaient fond sur son énergie pour l'administration militaire, sinon sur sa puissance de travail.

Le dernier jour de l'année, Lénine télégraphie à Trotski : « De sous Perm, il y a une série de communications du Parti sur l'état catastro-

phique de l'armée et l'ivrognerie. *Je vous les transmets. On vous demande d'arriver là-bas.* J'ai pensé envoyer Staline, craignant que Smilga ne soit trop doux envers X... qui, dit-on, boit aussi et n'est pas en mesure de rétablir d'ordre. *Télégraphiez votre opinion.* En effet, la III^e armée en déroute avait évacué Perm et risquait de découvrir Viatka. Trotski répond en confirmant les informations et appréciations de Lénine et conclut : « D'accord pour l'envoi de Staline avec les pouvoirs du Parti et du Conseil révolutionnaire de guerre. » Peut-être n'était-il pas fâché de se défaire de Staline en l'affectant dans une région nord. Mais à coup sûr, là où un dirigeant ferme était nécessaire, on pouvait déléguer Staline. Le Comité central, c'est-à-dire son tout-puissant Bureau politique, désigna Dzerjinski et Staline pour enquêter sur la capitulation de Perm et les défaites du front oriental, les chargeant de « rétablir au plus tôt le travail du parti et des soviets dans le rayon des III^e et II^e armées ».

Il s'agissait donc d'un voyage d'inspection au front de Viatka avec mission de réorganisation politique et administrative à l'arrière. « Le travail du Parti et des soviets », en d'autres termes le fonctionnement des institutions officielles, devait être « rétabli » par les deux envoyés extraordinaires. Cela montre à quel point déjà l'État soviétique était séparé du peuple et comment l'initiative dite supérieure se substituait à la conscience « d'en bas ». Les thèses de Lénine sur l'État sans fonctionnaires, sans police ni armée professionnelles étaient bien oubliées. Mais une situation exceptionnelle semblait légitimer toutes les mesures d'exception.

En reproduisant la dépêche de Lénine sur la défaite de Perm, Vorochilov a cru nécessaire de la falsifier par la suppression des mots soulignés : « *Je vous les transmets. On vous demande d'arriver là-bas... Télégraphiez votre opinion.* L'intention de dissimuler tant l'appel à Trotski dans les passes difficiles que l'accord entre Lénine et Trotski à l'époque est évidente. Vorochilov pousse la complaisance jusqu'à imputer au voyage de Dzerjinski et Staline à Viatka la prise d'Ouralsk... à près de 1 000 kilomètres plus au sud. Les rapports écrits de Staline et Dzerjinski n'autorisent aucune supposition de ce genre. Ils se bornent à demander trois régiments de renfort pour remonter le moral de la III^e armée.

D'après Vorochilov qui ne cite sur ce point aucun texte, Staline aurait aussi dénoncé le « procédé criminel inadmissible du Conseil révo-

lutionnaire de guerre dans la direction du front », allusion obscure mais directe aux capacités de Trotski. Si l'assertion est exacte, elle souligne le peu d'intérêt accordé par Lénine aux dénonciations de Staline dont il ne tint pas le moindre compte : Trotski resta au poste suprême durant toute la guerre civile et au-delà.

Le dernier rapport de Staline indique en bref le principal objet de son activité : « La Tchéka régionale a été épurée et complétée par d'autres militants du Parti... » Comme à Tsaritsyne, la coercition politique tenait une place essentielle dans ses préoccupations. Visiblement, son expérience le convainquait de la possibilité pour un pouvoir faible de se maintenir par la force, par la destruction physique de l'adversaire et l'intimidation des hésitants. L'étroite collaboration de Staline avec Dzerjinski, président de la Tchéka, n'était pas fortuite. Leur mission à Viatka paraît avoir duré deux ou trois semaines.

Staline ne se signalera au front de nouveau que cinq mois plus tard, occupé dans l'intervalle à des travaux administratifs. Il ne comptait et ne se comptait pas lui-même au nombre des idéologues du parti mais se jugeait non moins utile, selon sa propre expression, comme « praticien ». Sa collaboration à la presse fut insignifiante, et nulle sa contribution à l'élaboration de la politique communiste, dans cette période où a été fondée la troisième Internationale. Ne s'intéressant guère aux questions théoriques ni aux problèmes internationaux, il n'eut aucun rôle dans la première session de l'organisation nouvelle.

Le désastre de la ligue Spartacus en Allemagne, puis l'assassinat de Liebknecht et Rosa Luxembourg en janvier 1919 avaient assombri les perspectives révolutionnaires. Mais Lénine ne renonçait ni à ses espérances, ni à ses projets, et la création d'une Internationale communiste lui tenait à cœur. Personne dans son parti ne fit d'objection quand il proposa de convoquer à Moscou la conférence à laquelle, hormis les bolchéviks des diverses nationalités de l'ancienne Russie, ne prit part qu'un seul mandataire régulier d'un parti, celui du communisme allemand. Les autres participants recrutés parmi des réfugiés, des déracinés, des proscrits ne représentaient encore qu'eux-mêmes. Le délégué de Spartacus apportait l'opinion posthume de Rosa Luxembourg, nettement hostile à la formation prématurée d'une nouvelle Internationale. C'était également l'avis impératif du Comité central de son parti. Après bien des hésitations, Lénine passa outre : par sa volonté, l'Internationale communiste était née. Il ne

s'embarrassait pas d'un début aussi modeste. La fortune politique de son propre groupe initial dont il avait été le seul membre pleinement conscient lui semblait promettre la victoire future de l'embryon communiste sur le plan mondial. Quelques jours après la conférence transformée en congrès, la proclamation de la République des Soviets en Hongrie, puis en Bavière, où n'existaient même pas de partis communistes, le fortifia dans ses illusions.

Mais la paix n'était pas encore acquise dans le cadre intérieur. Au contraire, la guerre civile devait s'intensifier durant l'année 1919, avec l'avance concentrique des armées de Koltchak et de Dénikine vers Moscou, la marche de Ioudénitch sur Pétrograd. La République des Soviets, coupée de ses régions productrices, fut un moment réduite — selon l'expression courante — à peu près au territoire de l'ancien grand-duché de Moscovie. Il fallut une levée en masse et la tension surhumaine des ressorts physiques et moraux du Parti pour lui rendre l'essentiel des frontières de l'Empire.

Cependant la menace mortelle d'une intervention militaire sérieuse des Alliés se dissipait. Lénine déclara sur ce chapitre : « Si nous avons pu exister un an après la révolution d'Octobre, nous le devons au fait que l'impérialisme international était divisé en deux groupes de fauves... Aucun de ces groupes ne pouvait envoyer contre nous des forces tant soit peu considérables. » Et plus tard : « Ils auraient pu nous écraser en quelques semaines. » Réagissant contre les vantardises de son milieu, il dira une autre fois encore : « Il aurait suffi de quelques centaines de mille entre ces millions d'hommes... pour que l'Entente nous écrasât par la force militaire. » En effet l'immixtion étrangère demeura velléitaire et incohérente, limitée à des débarquements sans portée. L'« Anabase » tchécoslovaque, faute d'effectifs suffisants et d'artillerie, ne fut pas une expédition mais une retraite en bon ordre. Les intentions belliqueuses de Clemenceau se heurtaient à l'opposition du président Wilson et de Lloyd George ; le projet avorté de conférence des divers gouvernements russes à Prinkipo traduit les contradictions de ce moment trouble. En outre, la lassitude de la guerre dans l'armée et la marine, manifestée notamment sur des navires français en mer Noire, déconseillait une descente.

La guerre civile resta bien « russo-russe », et les simulacres d'intervention armée ne servirent qu'à faire le jeu des Rouges mis en posture classique de « rassembleurs de terres », qu'à stimuler en leur

faveur le peu de patriotisme russe existant. Ce que Marx avait écrit de la révolution de 1848 : « Il ne se produit aucune de ces grandes complications étrangères qui auraient pu exciter l'énergie, précipiter le cours de la révolution, aiguillonner le gouvernement provisoire ou le jeter par-dessus bord », explique en quoi la révolution russe a finalement bénéficié des dangers de l'extérieur. Les Alliés l'ont compris un peu tard. Les menchéviks se rendirent les premiers à l'évidence, les socialistes-révolutionnaires ensuite, les uns et les autres répudiant toute solidarité avec l'intervention étrangère. Seuls, les social-démocrates de Géorgie, désavoués par ceux de Russie, persistèrent à spéculer sur le concours armé des Alliés. Et Lénine put constater : « Dans tous les pays, l'*intelligentsia* bourgeoise, les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks — cette race existe malheureusement partout — ont condamné l'intervention dans les affaires de la Russie. »

Au huitième Congrès du parti communiste, unique organisation politique du pays désormais, l'opposition militaire fut désarmée sans appel, après des délibérations secrètes dont le procès-verbal n'a jamais été publié. Staline n'osa pas ouvertement la défendre et, à son habitude, s'abstint de paraître à la tribune. Mais il réussit à entrer dans la commission de rédaction sur ce point de l'ordre du jour comme représentant de la majorité, c'est-à-dire en simulant une autre opinion que la sienne véritable. Son habileté spécifique se montre dans cette sorte de tactique. En l'absence de Trotski retenu au front, les thèses de celui-ci sur l'armée, rapportées par Sokolnikov, furent votées à l'unanimité, sous l'égide de Lénine.

L'adoption du nouveau programme donna lieu à une controverse académique entre Lénine et Boukharine sur l'impérialisme et à une nouvelle discussion de la question nationale, mais sans arguments nouveaux. Contre Lénine et Riazanov, tenants du « droit des peuples » à disposer d'eux-mêmes, Boukharine et Piatakov soutenaient exclusivement le « droit des classes travailleuses ». D'après le compte-rendu des débats, Staline était de cette tendance dite de gauche, mais se garda prudemment d'intervenir en public, sachant les inconvénients d'un désaccord avoué avec Lénine. Une fois de plus, ce dernier eut gain de cause pour affirmer en principe un droit d'auto-détermination piétiné par les bolchéviks en fait.

Le congrès décida un revirement radical à l'égard des classes paysannes, dépouillées et persécutées par tous les protagonistes de la guerre civile, excédées des pillages de la « commissarocratie ». Pour que Lénine, cité par Sosnovski, parlât de « cesser les abominations et la politique de *bachibouzouks* » envers les paysans moyens, il fallait que les Rouges eussent passé toute mesure. Une série d'abus criants des autorités soviétiques villageoises furent dénoncés et condamnés. La campagne réduisait les ensemencements, cachait ses maigres réserves et commençait à se révolter. Il fallait la ménager, lui consentir des concessions pour ranimer la production agricole. Rappelant la parole d'Engels : « Peut-être ne sera-t-il pas nécessaire d'écraser par la force même les gros paysans », Lénine déclara : « Nous n'admettons aucune violence envers le paysan moyen. Même à l'égard de la riche paysannerie, nous ne disons pas aussi résolument que pour la bourgeoisie : expropriation absolue... » Les comités de paysans pauvres avaient vécu. Décision apaisante sur le papier mais d'une application problématique.

Déjà la dégénérescence rapide du Parti et des soviets en système bureaucratique parasitaire, en « hiérarchie de fonctionnaires à l'ancienne manière » fut critiquée par Ossinski et Sapronov. Au mépris de la constitution promulguée l'année précédente, le Comité central communiste supplantait à la fois le Conseil des commissaires et le bureau de l'Exécutif des Soviets. Et ce même Comité central, par surcroît, « en tant que collègue, n'existait plus effectivement ». Ses réunions devenaient de plus en plus rares. « Un seul homme tenait tous ses fils », Lénine pour la politique, Sverdlov pour l'administration. Contrairement aux idées léninistes affichées avant Octobre, les fonctionnaires n'étaient pas élus, ni responsables devant le peuple, et formaient une catégorie sociale privilégiée. Les comités locaux du Parti se substituaient d'autorité aux comités exécutifs dans les soviets, les organes militaires ou policiers ne respectaient aucune institution légale. Ossinski proposa en vain de fondre le Conseil des commissaires et le bureau de l'Exécutif des Soviets, d'y faire entrer les principaux membres du comité central communiste pour assurer l'unité et la continuité de direction, de réorganiser rationnellement « l'appareil » administratif. La résolution prise promit des réformes que la guerre civile et l'inculture publique ne permettaient pas de réaliser.

L'élection du nouveau Comité central fit ressortir six noms sur toutes les listes, ceux de Lénine, Zinoviev, Trotski, Kamenev, Boukharine et Staline. Ces six hommes constituaient bien le cercle clandestin dirigeant du Parti et de l'État, n'ayant en vérité de comptes à rendre à personne. Sverdlov était mort du typhus, perte irréparable pour le régime dont il fut le grand organisateur. Zinoviev et Kamenev faisaient oublier peu à peu leur appellation de « déserteurs d'Octobre », à force de soumission envers Lénine qui avait besoin d'agents dociles pour ses besoins secondaires. Boukharine passait pour théoricien de valeur et on l'aimait comme camarade, relativement franc et sensible. Staline, toujours ignoré du Parti et du pays, cultivait patiemment les relations personnelles dans la « couche supérieure » des fonctionnaires : la disparition de Sverdlov, son ancien compagnon de déportation, laissait une place à prendre... Lénine et Trotski étaient indiscutables et indiscutés.

Au cours du congrès, Zinoviev souleva un tonnerre d'acclamations en lisant la dépêche annonciatrice de la République des Soviets proclamée en Hongrie, ajoutant de son propre cru : « Espérons qu'à Paris, la radio sera bientôt aux mains des ouvriers insurgés. » Le même affirmera peu après, dans un manifeste de l'Internationale communiste à l'occasion du 1^{er} mai : « Il ne se passera pas une année que toute l'Europe n'appartienne aux soviets. » Le langage de Lénine à la même époque n'était guère différent : « Le système soviétique a remporté la victoire non seulement dans la Russie arriérée mais dans le pays le plus civilisé d'Europe, l'Allemagne, et dans le plus vieux pays capitaliste, l'Angleterre. » Même en Amérique, « le plus puissant et le plus jeune des pays capitalistes, les sympathies des masses ouvrières sont acquises aux soviets ». Lénine voyait partout des soviets, leur assimilait les éphémères *shop stewards committees* anglais *, les moindres comités de grève ailleurs, sans crainte d'annoncer prématurément : « Les soviets sont vainqueurs dans le monde entier. » Pressé de généraliser des phénomènes passagers, il basait son schéma général sur des vérités partielles et des incertitudes, parfois sur des erreurs : « ...Personne ne pourra payer ces dettes inouïes ni remédier à cette ruine désespérée ; en France, la production de blé a baissé de plus de

* Comités de travailleurs formés après la première guerre mondiale dans des usines et fabriques en Angleterre pour soutenir les revendications ouvrières. Les communistes, à l'époque, y virent des embryons de soviets.

moitié, la famine frappe à la porte, les forces productives sont détruites »... Il en déduit avec optimisme : « Nous sommes sûrs qu'il n'y aura plus que six mois vraiment durs. » L'épisode hongrois lui fait déclarer : « La bourgeoisie elle-même a reconnu qu'aucun autre pouvoir ne peut exister que celui des soviets », et de ce changement pacifique de régime, il augure plein d'espoir : « Les autres pays parviendront au pouvoir soviétique par une autre voie, une voie plus humaine. »

L'heure la plus critique n'avait pas encore sonné pour la révolution russe, livrée à ses seules ressources en attendant la réalisation de ces rêves grandioses. Elle était proche avec l'offensive presque simultanée de Koltchak à l'est, de Dénikine au sud, de Ioudénitch au nord.

Koltchak fut repoussé le premier et sa retraite même suscita des dissentiments parmi les communistes. Fallait-il le poursuivre dans les profondeurs de la Sibérie ou prélever sur le front oriental des renforts pour enrayer l'avance inquiétante de Dénikine au sud ? Trotski penchait pour la seconde éventualité, à tort comme il en convint plus tard. Staline saisit ce prétexte pour assouvir sa rancune ; il avait plus d'une fois envoyé à Lénine des dénonciations visant Trotski, mais en pure perte ; au début de 1919, Staline accuse de nouveau d'impéritie le commandement du front sud avec l'arrière-pensée d'atteindre Trotski et insiste pour des sanctions, en termes apparemment ambigus mais clairs aux initiés : « Toute la question maintenant est de savoir si le Comité central aura le courage de tirer les déductions nécessaires. Aura-t-il assez de caractère, de ténacité ? Sans être au courant de cette correspondance, Trotski sentit l'intrigue et offrit sa démission.

L'incident n'eut pas de suites immédiates. Mais il a gardé le double intérêt de souligner, et l'attitude du Comité central envers Trotski, et la façon d'agir de Staline. En effet, le Comité central répondit en confirmant tous les pouvoirs à Trotski, l'assurant de sa volonté de tout faire pour lui faciliter la tâche sur le front sud, « le plus difficile, le plus dangereux, le plus important à l'heure actuelle, et choisi par Trotski lui-même », de lui accorder tous les moyens d'action possibles et, s'il le désirait, de s'efforcer de hâter la réunion d'un congrès du parti, étant « fermement persuadé que la démission de Trotski en ce moment est absolument impossible et serait le plus grand mal pour la République ». Cette résolution porte la signature... de Staline.

Une nouvelle divergence de vues se produisit au sujet des opérations contre Dénikine. En substance, le plan de Trotski prévoyait l'offensive à travers les régions ouvrières de Kharkov et du Donetz, socialement favorables aux Rouges, et le plan de l'état-major de ce front, soutenu par Staline, consistait à franchir des régions paysannes cosaques, socialement favorables aux Blancs. Le Comité central approuva d'abord le second mais les événements donnaient raison à Trotski. En attaquant mal à propos les Cosaques, l'Armée rouge les solidarisait avec Dénikine, renforçait l'ennemi, s'usait en piétinant. Cependant que les Blancs avançaient en Grande-Russie, prenaient Kursk, puis Orel et marchaient sur Toula, principal arsenal de la République et situé à 220 kilomètres de Moscou. La faute de l'état-major, du Comité central et de Staline — donc de Lénine en dernier ressort — coûta cher en victimes et en matériel. De plus, elle eut pour conséquence une situation alarmante dans le Sud au moment où le plus grand danger se dessinait au nord.

La VII^e armée des Rouges, anémiée par de nombreuses défections et démoralisée par une longue inaction, lâchait pied devant Pétrograd. Staline avait passé trois semaines sur ce front, en juin-juillet, lors de la reddition du fort de Krasnaïa Gorka repris en quatre jours sans difficulté. Toute l'affaire se résumait alors en une trahison vite réprimée. Sur ce point, Vorochilov attribue à Staline un « immense travail créateur » et la liquidation d'une « situation dangereuse sous Pétrograd la Rouge ». En fait, nulle publication du temps ni des dix années consécutives, ni aucun ouvrage rétrospectif n'en témoignent et, bien au contraire, la position de l'ancienne capitale alla s'aggravant jusqu'en octobre où Lénine la jugeait perdue, se résignant à évacuer la place.

L'abandon de Pétrograd eût été plus qu'un désastre partiel. Trotski accouru à Moscou, s'y opposa énergiquement, soutenu par Krestinski, Zinoviev et, cette fois, par Staline. Il entendait défendre la ville coûte que coûte, même à toute extrémité dans des combats de rue. Lénine se rendit à ses arguments, le plan de Trotski fut adopté et le commissaire à la Guerre rejoignit le front nord-ouest.

Si jamais situation fut retournée sous l'impulsion d'un homme, c'est dans ce cas surprenant, comme les deux camps l'attestent. Pétrograd était en état de panique, sa chute annoncée dans toute l'Europe, les Blancs pour ainsi dire aux portes. Trotski devint l'âme de la résistance. Il réveillait par son attitude la confiance de la population décou-

ragée, ravivant jour et nuit l'initiative et la volonté des défenseurs, galvanisant l'opinion ouvrière ralliée autour du seul parti de la révolution. On le vit même à cheval sous la mitraille pour ramener en première ligne des fuyards. En quinze jours, mais au prix de grands sacrifices, l'armée de Ioudénitch vaincue fut mise définitivement hors de combat.

« Sauver la rouge Pétrograd, c'était rendre au prolétariat mondial, par suite à l'Internationale communiste, un service inappréciable. La première place dans cette lutte vous appartient, bien entendu, cher camarade Trotski... » Ainsi s'exprima Zinoviev avec emphase, dans un message de l'Exécutif de la nouvelle Internationale. C'était le ton général des motions de reconnaissance, des hommages unanimes qui saluaient Trotski. En l'occurrence, Lénine avait failli commettre une erreur irréparable en systématisant à l'excès la tactique de retraite employée à bon escient l'année précédente. Sa collaboration avec Trotski compensa les inconvénients d'une autorité personnelle démesurée. Heureusement pour le régime, son fondateur ne prétendait pas à l'omniscience ni à l'omnipotence et s'efforçait de réaliser une direction collective.

Le Bureau politique décerna à Trotski l'ordre du Drapeau rouge. Le rétablissement des décorations dans l'armée, si contraire à l'idéologie communiste, avait paru explicable à la rigueur comme stimulant temporaire pour les soldats, la plupart paysans arriérés ; mais on en étendait, on en consolidait déjà l'usage en décorant les chefs. À l'origine, il ne fut pas question d'instaurer un ordre civil ; mais le premier pas devait entraîner le second, puis le troisième. Trotski n'eut pas la rectitude de principe ni le sens politique de circonscrire le mal en prêchant d'exemple. Ainsi, la reviviscence rapide des mœurs du passé démentait chaque jour davantage les apparences écarlates de la révolution.

Par la même occasion, Kamenev proposa de décorer aussi Staline, à la grande surprise de Kalinine, le successeur nominal de Sverdlov, qui demanda : « Pourquoi Staline ? je ne puis le comprendre. » La réponse de Boukharine à cette interrogation est assez instructive : « C'est Illitch qui a imaginé cela : Staline ne peut vivre sans avoir ce qu'a un autre. Il ne le pardonnerait jamais... » Lénine avait donc perçu la jalousie de Staline et cherchait à éviter tout ce qui pouvait exciter son animosité contre Trotski. À la cérémonie des récompenses,

Staline eut d'ailleurs la sagesse de ne pas se montrer et personne ne comprit sa nomination honorifique.

La République des Soviets célébrait son deuxième anniversaire. Contre toute attente, elle avait vécu et pouvait durer, — mais en reniant son programme. Cependant le péril était encore permanent, le front sud trop près de Moscou. Il fallut en venir au projet de Trotski, repris tardivement par Staline à son propre compte. Dans une lettre pleine d'insinuations dont Vorochilov a soin de ne pas indiquer la date, Staline préconisa un nouveau plan, conforme à celui de Trotski, en menaçant à son tour de démissionner : « ... Sans cela mon travail au front sud serait absurde, criminel, inutile, ce qui me donne le droit, ou plutôt le devoir d'aller n'importe où, fût-ce au diable, mais de ne pas rester au front sud. » Une réplique sévère du Bureau politique le rappela à l'ordre : « Le Bureau politique estime absolument inadmissible la ponctuation de vos exigences par des ultimatums et des démissions. » De tels déboires attisaient sa haine refoulée, dont Trotski sous-estimait la virulence et l'efficacité.

L'historiographie militaire de Staline, son proche collaborateur et subordonné Vorochilov, affirme après dix ans de réflexion que Staline obtint, avant de partir pour le front sud, une décision prescrivant à Trotski de ne point se mêler aux affaires de son secteur. Selon cette assertion, le commissaire à la Guerre, président du conseil révolutionnaire de guerre, membre du Comité central et du Bureau politique, aurait pu rester étranger au front principal. Pour le prouver, il était facile à ceux qui disposent des archives d'en extraire la pièce correspondante. Vorochilov s'en garde avec précaution et s'abstient de toute référence. En revanche, on ne trouve au tome II, livre premier, du recueil intitulé : *Comment s'est armée la Révolution*, pas moins de quatre-vingts documents relatifs à l'activité de Trotski au front sud. Tout n'est pas limpide dans les écrits ultérieurs de ce dernier traitant de son conflit avec Staline, mais la documentation est évidemment irréfutable : Vorochilov ne s'est pas hasardé à la contredire. Au surplus, de cette littérature historico-polémique, les enseignements se dégagent sans nécessiter plus de détails.

Au début de 1920, après la défaite de Dénikine, Staline nommé au front du Caucase esqua la mission, prétextant les interprétations malveillantes que provoqueraient ses fréquents déplacements. Il répond à Lénine qui commande l'envoi de deux divisions au Caucase :

« Je ne comprends pas pourquoi le souci du front du Caucase devrait reposer avant tout sur moi. Selon la règle, le souci de renforcer le front du Caucase revient au Conseil révolutionnaire de guerre de la République dont les membres, à ma connaissance, sont en parfaite santé, et non à Staline qui est sans cela surchargé de travail. » À ce télégramme discourtois, Lénine répond sur un ton de réprobation contenue : « C'est à vous d'accélérer l'envoi des renforts du front sud-ouest du front du Caucase. Il faut en général aider de toutes les manières et non controverser sur des attributions de compétences... » L'échange de répliques caractérise bien les deux hommes.

On retrouve Staline militaire au cours de la campagne de 1920 contre la Pologne. Pendant l'été, l'ancien chef des *bojowcy* expropriateurs, Pilsudski, contraignant les Rouges épuisés à une nouvelle guerre, avait poussé l'armée polonaise en Ukraine jusqu'à Kiev. Par une ironie du hasard, dans l'état-major des troupes russes en retraite se trouvait Staline, l'autre virtuose des expropriations de *boiéviki*. Les revers suscitèrent un sursaut d'énergie combative en Russie et l'Armée rouge du sud-ouest ayant reçu des renforts se ressaisit, les Polonais durent rendre Kiev, puis reculer plus vite qu'ils n'avaient avancé, sur plus de 600 kilomètres en cinq semaines. De ce revirement surgit un des plus vifs désaccords stratégiques et politiques du temps, entre dirigeants communistes. Trotski se prononça résolument pour la conclusion de la paix, Radek de même. Mais la majorité, avec Lénine et Staline, voulut exploiter à fond le succès, développer l'offensive prendre Varsovie et y réaliser à sa façon le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes en « aidant » les communistes polonais à établir une République des Soviets.

C'était tomber à son tour dans l'erreur belliqueuse « girondine » des communistes de gauche et oublier les lucides paroles de Robespierre : « La plus extravagante idée qui puisse naître dans la tête d'un politique est de croire qu'il suffise à un peuple d'entrer à main armée chez un peuple étranger pour lui faire adopter ses lois et sa Constitution. Personne n'aime les missionnaires armés. » C'était resserrer l'unité nationale polonaise sous la pression de l'ennemi extérieur au lieu de stimuler la lutte des classes. Le comité central avait donné raison à Lénine mais les faits lui donnèrent tort. L'avance des Rouges allait tourner à l'aventure et s'achever en lourde défaite.

Une des causes de la catastrophe, explique Trotski, fut la conduite du quartier général du front sud, dont Staline était le principal personnage politique. Il n'est pas indispensable d'en exposer les péripéties par le menu pour le démontrer. Alors que le groupe d'armées commandé par Smilga et Toukhatchevski au nord avait dangereusement aminci son front en direction de Varsovie par sa marche trop rapide, Staline prétendait mener sur Lvov l'armée du sud, au contraire des instructions qui lui prescrivaient de soulager le groupe nord en attaquant de flanc les Polonais. Pour inscrire à son actif la prise d'une grande ville, Staline compromit la manœuvre essentielle : « C'est seulement sur des ordres et des sommations répétées que le commandement du sud-ouest changea d'orientation. Mais quelques jours de retard avaient joué un rôle fatal. » Vorochilov passe discrètement sur ce fait d'armes.

Lénine ne fut pas le dernier à comprendre la signification de son échec. Il y fit allusion sans réticence en bien des occasions. Entre autres supériorités intellectuelles sur son entourage, il avait celle de reconnaître ses erreurs et de s'instruire à leur école. « Nous nous sommes trompés », cette phrase est fréquente dans ses écrits et ses discours. Sur son faux calcul de Varsovie, Clara Zetkin a noté dans ses *Souvenirs sur Lénine* parmi les confidences de son interlocuteur : « Radek avait prédit ce qui arriverait... Je me suis fâché sérieusement, l'ai traité de défaitiste. Mais pour l'essentiel, c'est lui qui voyait clair. Il connaît mieux que nous la situation hors de Russie et notamment en Occident... » Il ne marchanda pas davantage l'éloge à Trotski, en la circonstance. Mieux que personne, il ressentait la pénurie d'hommes de valeur dans son parti et rendait justice aux plus capables. « De bons cadres sont précisément l'élément qui fait défaut dans toute révolution », écrivait déjà Engels à Marx, un demi-siècle plus tôt. Lénine en savait quelque chose par expérience.

Mais sa clairvoyance relative, bien souvent montrée trop tard devant un fait accompli, n'atténua en rien ses responsabilités propres dans les désastres subis de son vivant par le communisme en action, sur le plan international. Après la Finlande, après la Bavière, où les bolchéviks avaient poussé à la révolution sans pouvoir lui porter secours, il y eut l'écroulement lamentable du régime soviétique éphémère de Hongrie, suivi d'une longue période de réaction politique et sociale dans toute l'Europe centrale. « Les nouvelles que nous venons

de recevoir des Soviets hongrois nous comblent de joie et de bonheur. Deux mois à peine se sont écoulés depuis que le pouvoir soviétique existe en Hongrie mais il semble que le prolétariat hongrois nous ait surpassés... » Ainsi s'exprimait Lénine dans un message envoyé à Budapest par avion quelques semaines avant la chute de la République hongroise des Conseils. Il est douteux que de tels extraits de ses œuvres figurent dans une future anthologie léninienne.

Staline prit part enfin auprès de Frounzé aux opérations contre la dernière grande armée blanche, levée dans le Sud par Wrangel, mais ce fut de courte durée : la maladie interrompait sa carrière militaire. Vorochilov ne lui attribue aucun exploit ni mérite particulier sur ce front. Eût-il quelque responsabilité dans le cruel massacre de prisonniers désarmés ordonné par Bela Kun en Crimée après la victoire définitive des Rouges ? Il n'est pas permis de le supposer, dans l'imprécision des dates de sa présence.

Avec cette ultime bataille qui coûta aux révolutionnaires comme aux Blancs une véritable hécatombe, la guerre civile touchait à son terme, après deux années de luttes comparables seulement, dans les temps modernes, à la guerre de Sécession par l'ampleur des forces en jeu et l'acharnement du combat. Moins longue en Russie qu'en Amérique, elle y fut plus intense de par la technique de l'armement et plus meurtrière par les proportions territoriales du champ d'action. Elle devait encore durer près d'une année avec la dispersion des restes de troupes insurgées en Ukraine, en Sibérie, au Turkestan, et l'achèvement de la conquête du Caucase. Cependant, l'année 1920 ouvre pour la République des Soviets une phase nouvelle, celle du travail pacifique.

Staline sortait mûri et trempé de ces épreuves sanglantes. À défaut de notoriété, il avait acquis aux côtés de Lénine un certain métier gouvernemental, quelque science politique empirique et de la confiance en soi. Au front, il dut s'habituer à faire bon marché de la vie et de la souffrance humaines. Et ce « dur » entre les durs s'était encore endurci à l'arrière dans la répression.

Autour de lui de grands vides : Sverdlov, le maître organisateur de la dictature ; Ouritski, Volodarski, Tchoudnovski et combien d'autres, disparus ; ses compagnons et rivaux du pays natal, S. Chaoumian qu'on appelait « le Lénine du Caucase » et A. Djaparidzé, exécutés

par les Anglais parmi les vingt-six commissaires fusillés après la chute de la Commune de Bakou. Les cadres décimés du bolchévisme ont désormais un monde nouveau à créer. Aux survivants audacieux, des possibilités infinies semblent offertes. Quelles ambitions naissent alors dans l'esprit de Staline ?

Qu'il se sentît méconnu et injustement confiné dans l'obscurité de l'histoire, on le comprend à la lecture de ces quelques lignes dédiées plus tard à la mémoire de Sverdlov : « Il est des gens, chefs du prolétariat, au sujet desquels on ne fait pas de bruit dans les journaux, peut-être parce qu'eux-mêmes ne font pas volontiers de bruit à leur propre sujet, mais qui sont néanmoins le suc vital et les dirigeants authentiques du mouvement révolutionnaire. » C'est à coup sûr de lui-même qu'il parle en style maladroit, pour honorer Sverdlov.

Il exprimait là sans doute une vieille amertume, mêlée à une idée juste : en Russie soviétique comme ailleurs, les hommes de plume et de tribune accaparaient l'attention publique sans la mériter toujours. Le plus souvent silencieux aux grands réunions et inaperçu dans la presse, Staline restait ignoré hors des milieux restreints de la politique officielle, bien qu'il participât au pouvoir dans le huis clos du Bureau politique et du Comité central. Mais non résigné à cet effacement et sans se douter encore des chances que l'avenir lui réserve, il attend et prépare son heure avec une patience et la prudence typiques du paysan.

Pendant les journées révolutionnaires de 1917, Lénine demandait à Trotski en prévision d'un attentat : « Si les Blancs nous tuent, vous et moi, croyez-vous que Sverdlov et Boukharine se tireront d'affaire ? » Il ne pense point à Staline comme successeur éventuel, ni *a fortiori* aux « déserteurs d'Octobre ». Très attentif à la qualité des hommes, il ne peut se méprendre sur le niveau intellectuel et moral de ses partisans ou disciples, lui fussent-ils très proches. Il dit à Trotski que Zinoviev est courageux une fois passé le danger, opinion confirmée par ce mot de Sverdlov : « Zinoviev, c'est la panique. » De certains bolchéviks de gauche, il avait écrit : « Lounatcharski, Malouïnski et C^{ie} sont des têtes sans cervelle. » Son jugement n'est pas plus flatteur pour nombre de ses élèves. Par contre, il estime à leur prix ses collaborateurs sérieux et les soutient, les encourage en toutes circonstances difficiles.

Aux lueurs tragiques de la guerre sociale, il discerne sans hésiter parmi eux, en Staline et Dzerjinski, les personnalités les plus fermes de caractère, Trotski et Sverdlov mis à part. En 1919, entre deux campagnes contre les blancs, il fallait nommer Staline commissaire à l'Inspection ouvrière et paysanne, nouvel organisme de contrôle ni plus ni moins « ouvrière et paysanne » que les autres institutions soviétiques et ajoutait seulement une complication bureaucratique à la bureaucratie. L'utilité de ce commissariat comme de celui des Nationalités se montre assez dans le fait que le double commissaire passait le plus clair de son temps aux armées, laissant ses bureaux ministériels à des sous-ordres. Mais le choix de Staline est révélateur, du moins pour l'époque.

Rien ne confirme l'hypothèse de Trotski selon laquelle Lénine connaissant mal Staline par de brefs contacts d'émigration, en aurait eu une opinion péjorative aussitôt après l'avoir vu à l'œuvre sur place. Il y a là, semble-t-il, un anachronisme. Certes, Lénine ne prend pas Staline pour un cerveau, mais pour une poigne. Il faudra cependant plusieurs années avant de changer d'avis sur le « merveilleux Géorgien ».

Sensiblement différente est son appréciation de Trotski, dont il n'aime guère la rhétorique et le romantisme mais qu'il sait utiliser pour l'intelligence, la culture, l'initiative et l'énergie au mieux des intérêts de la révolution. Avec celui-ci, il partage la direction et les responsabilités et se solidarise en permanence, d'une manière implicite ou explicite, sauf en cas de divergence déclarée où la controverse reprend ses droits. À propos de l'attitude bolchéviste envers les paysans, il écrit dans la *Pravda* : « Je confirme la déclaration de Trotski. Entre nous, il n'y a pas le moindre désaccord... Je signe des deux mains ce qu'a dit le camarade Trotski. » Une autre fois, il couvre Trotski accusé de sévérités excessives : « Si nous avons vaincu Dénikine et Koltchak, c'est parce que chez nous la discipline fut plus forte que dans tous les pays capitalistes du monde. Trotski a établi la peine de mort, nous l'approuvons. » Même il lui remet un blanc-seing portant ces mots, afin de contresigner d'avance ses actes les plus discutés : « Sachant la rigueur des ordres du camarade Trotski, je suis tellement persuadé, si absolument convaincu de la justesse, de l'opportunité et de la nécessité, dans l'intérêt de la cause, de l'ordre du camarade Trotski, que je l'approuve complètement. » Leur accord

fondamental n'était pas un des moindres éléments de stabilité du pouvoir.

Dans la division du travail, ce pouvoir dictatorial se répartissait entre le Bureau politique, le Conseil révolutionnaire de guerre et la Commission extraordinaire (Tchéka), organes extra-constitutionnels. Lénine dirigeait le premier, Trotski le second, Dzerjinski le troisième. En dernière instance, le Bureau politique était souverain, mais en pratique, Trotski et Dzerjinski assistés d'un collège exerçaient une autorité presque illimitée dans leurs domaines respectifs. À certain moment, la *Pravda* put dire que la formule : « Tout le pouvoir aux soviets », était remplacée par : « Tout le pouvoir aux Tchékas ». Le pays se couvrait d'un réseau de plus en plus dense de Tchékas superposées, locales, départementales, provinciales, régionales, sans énumérer toutes les Tchékas spéciales dans les transports et ailleurs. Au sommet de cette pyramide policière, la Tchéka centrale devait en théorie des comptes aux Conseil des commissaires, en réalité au Bureau politique. En fait, elle avait les moyens d'obtenir un entérinement automatique de ses actes, sauf intervention très rare d'un Lénine ou d'un Trotski parfois directement informés.

La fin des hostilités à main armée réduisit l'influence militaire aux camps et aux casernes mais laissait un système de Tchéka ramifiée qui se perfectionnait sans cesse en se simplifiant. Bureau politique et Tchéka, celle-ci instrument de celui-là, concentraient les prérogatives gouvernementales, à peu près comme en France le Comité de salut public et le Comité de sûreté générale sous la domination des jacobins. Sans identité absolue des situations, les mêmes causes avaient déterminé des effets analogues.

Mais en Russie, l'appareil dictatorial forgé dans la guerre civile survécut aux conditions qui l'avaient rendu nécessaire et historiquement justifié. La paix ne fut pas réalisée d'emblée, les révolutionnaires professionnels en nombre accru restaient sur le qui-vive et l'état de siège aboli dans les formes subsistait sous de nouveaux aspects, tant par force d'inertie que comme recours au plus facile des procédés de gouvernement.

Avant d'avoir une Constitution, la République des Soviets jouissait d'un semblant de système constitutionnel, complexe et mal défini. Les soviets locaux détenaient une parcelle de pouvoir. Social-démocrates,

socialistes-révolutionnaires et anarchistes eurent dans l'insécurité des représentants à l'Exécutif soviétique. Une presse d'opposition brimée paraissait, malgré la répression, avec de fréquents travestissements de titres. Le parti communiste n'imposait encore qu'une dictature relative, ses comités et ses fractions se partageant l'autorité dans les limites de leur ressort et sous un régime intérieur de démocratie tolérant les confrontations d'idées. Cet état de choses changea avec l'explosion du terrorisme et le contrecoup de la terreur.

Lénine n'était pas pris au dépourvu. Sur ce point, on ne peut dire qu'il ait varié car, dès 1901, il écrivit dans l'*Iskra* : « En principe, nous n'avons jamais renié, nous ne pouvons renier la terreur. C'est un acte de guerre... indispensable à certain moment du combat », mais en convenant que cet acte passager « ne se suffit pas lui-même ». Jamais il n'a envisagé la terreur comme méthode constante de sa « dictature démocratique ». Les événements furent d'abord plus forts que lui et, ensuite, il trouva expédient de prolonger l'usage de moyens suggérés par d'exceptionnelles circonstances. Dans ses paroles, le mot « fusiller » revient alors comme un leitmotiv sinistre, souvent d'ailleurs simple menace, mais qui donne quelque idée de la violence des actes, d'après le diapason du langage, — signe évident de faiblesse.

Dans la mesure où ils théorisent la terreur, Lénine et Trotski entrent en contradiction avec la pensée marxiste dont ils se croient les fidèles interprètes. Ils n'ont su que répondre quand on leur opposait Engels pour qui la terreur est « la domination de gens eux-mêmes terrorisés », faite de « cruautés inutiles commises pour se rassurer par des gens qui ont peur eux-mêmes ». Opinion nullement fortuite confirmée par Marx qui louait la Commune de Paris d'être « restée pure de toutes ces violences dont usaient les révolutions et surtout les contre-révolutions des classes supérieures ». Engels avait écrit vingt-cinq ans auparavant : « La révolution diminuera en effusion de sang, en vengeance et en fureur dans la proportion exacte où le prolétariat s'enrichira d'éléments socialistes et communistes. » Vue sous cet angle, la révolution russe a montré une singulière pauvreté en socialisme et en communisme.

Blancs et Rouges se sont réciproquement attribué l'origine des forfaits de la guerre civile et se sont accusés alternativement des pires exactions et vexations. De part et d'autre abondent la documentation suspecte et les témoignages délirants. Mais en attendant une mise au

point future, la dose de vérité y est assez large pour rendre inutile l'examen minutieux de tous les réquisitoires et la contestation de tel ou tel détail : à certain degré de l'horreur, les variantes importent peu. On en sait l'essentiel avant que toutes les archives ne livrent leurs secrets et que ne déposent librement tous les témoins. Otages fusillés, prisonniers exterminés, innocents massacrés, villages incendiés, viols, pillages et saccages, représailles, pendaisons et tortures, tout cela est trop vrai en général pour mériter d'être réfuté en particulier.

L'histoire prouve assez que ces abominations n'ont rien de spécifiquement russe. Elle ont été constatées dans toutes les guerres, dans bien des révolutions. Jaurès l'a justement indiqué : « Les révolutions sont la forme barbare du progrès. Si noble, si féconde, si nécessaire que soit une révolution, elle appartient toujours à l'époque inférieure et demi-bestiale de l'humanité. » Et Lénine ne souscrivait-il pas à ces mots en conseillant de « ne pas reculer devant les moyens barbares pour combattre la barbarie » ? Et Trotski, en parlant de la révolution « avec son héroïsme et ses cruautés, sa lutte pour l'individu et son mépris de l'individu » ?

À la décharge des bolchéviks, il est juste de citer d'autres réflexions dans *l'Histoire socialiste de la Révolution française* : « Quand un grand pays révolutionnaire lutte à la fois contre les factions intérieures et contre le monde, quand la moindre hésitation ou la moindre faute peuvent compromettre pour des siècles peut-être le destin de l'ordre nouveau, ceux qui dirigent cette entreprise immense n'ont pas le temps de rallier les dissidents, de convaincre leurs adversaires. Ils ne peuvent faire une large part à l'esprit de dispute ou à l'esprit de combinaison. Il faut qu'ils combattent, il faut qu'ils agissent, et pour garder intacte toute leur force d'action, pour ne pas la dissiper, ils demandent à la mort de faire autour d'eux l'unanimité immédiate dont ils ont besoin. »

Rien de spécifiquement russe ni rien surtout d'une « expérience socialiste » dans le déchaînement de sauvagerie déterminée par des siècles de despotisme, d'arbitraire et d'ignorance, dans le réveil de la brutalité ancestrale suscité par la guerre des principales nations dites civilisées. Mais phénomènes conformes à l'état arriéré de la Russie, dont Gorki a écrit dans sa *Révolte des esclaves* : « Un peuple élevé à une école rappelant avec vulgarité les tourments de l'enfer, éduqué à coups de poing, de verges et de nagaïka, ne peut avoir le cœur tendre.

Un peuple que les policiers ont piétiné sera capable à son tour de marcher sur le corps des autres. Dans un pays où l'iniquité régna si longtemps, il est difficile au peuple de réaliser du jour au lendemain la puissance du droit. On ne peut exiger d'être juste de celui qui n'a pas connu la justice. »

Le bolchévisme ne pouvait se soustraire à la psychose collective du meurtre systématisé. Au sortir de la guerre civile, il en était imprégné pour longtemps. Ses principes, ses pratiques, ses institutions, ses mœurs avaient dévié sous le poids des calamités vécues. Ce fut bien moins sa faute que son malheur. La disparité est frappante entre le bolchévisme devenu conservateur et le bolchévisme conquérant. Mais en passant du « communisme de guerre » au communisme de paix, son élite devait à sa doctrine, à sa culture, à son passé socialiste et à son présent révolutionnaire de s'engager dans la « voie plus humaine » dont a parlé Lénine. Y renoncer en adoptant la dictature par opposition à la démocratie au lieu de s'élever à leur synthèse, c'était compromettre à jamais l'avenir et vouer la plus hardie des tentatives à un avortement. Mais à condition de s'orienter dans le sens de leur programme, les bolchéviks eussent pu à l'aide des travailleurs des autres pays faire une réalité de cette République socialiste fédérative des Soviets qui n'était encore ni république, ni socialisme, ni fédération, et rendre vie à ces soviets qui avaient virtuellement cessé d'exister. Leur impuissance à accorder le verbe et l'action, la théorie et la pratique, serait l'illustration d'une vue prophétique de Rosa Luxembourg : « En Russie, le problème pouvait être posé ; il ne pouvait pas être résolu. »

Bibliographie

J. STALINE, La logique des choses, *Pravda*, n° 234. M., 29 oct. 1918 ; La situation militaire dans le Sud, *Pravda*, n° 293, M., 28 déc. 1919 ; Recueil d'articles, Toula, 1920 ; Sur la situation politique de la République, Rapport, Conf. régionale du Don et du Caucase, Rostov-sur-le-Don, 1921 ; Trois années de dict. prol., discours, *Le Communiste*, n° 160, Bakou, 11 nov. 1920 ; Le Parti avant et après la prise du pouvoir, *Pravda*, n° 190, M., 28 août 1921 ; Perspectives, *Pravda*, n° 286, M., 18 déc. 1921 ; Sur J. M. Sverdlov, *Prol. rev.*, n° 11 (34), M., 1924. — (Staline), Télégramme du Conseil révolutionnaire de guerre du front sud, *Pravda*, n° 341, M., 12 déc. 1934 ; Staline et Dzerjinski, sur les causes de la chute de Perm en 1918, rapport, *Pravda* n° 16, M., 16 janvier 1935.

Jizn Natsionalnosti (La vie des nationalités), hebdomadaire, 153 numéros, du 9 nov. 1918 au 11 sept. 1922. Articles de STALINE : La rév. d'Octobre et la question nationale (n° 1) ; Le mur mitoyen (n° 2) ; N'oubliez pas l'Orient (n° 3) ; L'Ukraine se libère (n° 4) ; Ex Oriente lux (n° 6) ; Les affaires marchent (n° 7) ; La politique du gouv't sur la question nationale (n° 13) ; Deux camps (n° 14) ; Nos tâches en Orient (n° 15) ; Aux soviets et aux organisations du parti au Turkestan (n° 15) ; En deux ans (n° 16) ; Les réserves de l'impérialisme (n° 17) ; Le cam. Lénine comme organisateur et chef du P.C. (n° 69) ; La politique du pouvoir soviétique sur la question nationale en Russie (n° 88) ; Trois années de dictature prolétarienne (n° 95) ; L'Arménie soviétique (n° 96) ; Thèses sur les tâches successives du Parti dans la question nationale (n° 102) ; La rév. d'Octobre et la politique nationale des communistes russes (n° 122).

Activité (L') combattante de l'Armée rouge et de la flotte, M., 1923. — Agissements (Les) des alliés contre la Rév. russe (Lettres de M. René Marchand à MM. R. Poincaré et A. Thomas), s.l.n.d. — A. ANICHEV, Esquisses d'hist. de la Guerre civile, M., 1925. — Année (Une) de Rév. russe, Moscou, 1918. — V. ANTONOV-OVSÉIENKO, La construction de l'Armée rouge et la Révolution, M., 1923 ; Notes sur la Guerre civile, t. I, M., 1924 ; t. II, L., 1928. — P. ARCHINOV, Hist. du mouvt makhnoviste, Berlin, 1923. — R. ARSKY, Le contrôle ouvrier, s.l.n.d. — Z. AVALOV, L'indépendance de la Géorgie, etc., P., 1924. — P. AXELROD, Observations sur la tactique des socialistes, etc., P., 1921. — N. BLISKOVITSKI, L'Armée rouge, L., 1926. — BOLCHÉVIK, La politique extérieure de la Russie des Soviets, Berne, 1918. — Bolchévisme (Le) en Russie (*Livre Blanc anglais*), P., 1919. — E. BOSCH, Une année de lutte, M. 1925. — N. BOUKHARINE, le programme des communistes (Bolchéviks), M., 1919. — K. BOUREVOÏ, Koltchakovchichina, s. l., 1919. — Brest-Litowsk (Pourparlers de), Préf. de Trotski, Notes de A. Ioffe, M., 1920. — Bulletin de la presse russe (de l'ambassade de France à Pétrograd), 9 v. (dactylographiés), Bibliothèque nationale, Paris. — W. C. BULLIT, The Bullit Mission to Russia, New York, 1919. — P. BYKOV, Les derniers jours des Romanov, M., 1930. — J. CHAFIR, La Guerre civile en Russie et la Géorgie menchéviste, M., 1921 ; Les mystères du royaume menchéviste, Tiflis, 1921 ; Esquisses sur la Gironde géorgienne, Préf. de L. Trotski, M., 1925. — CHAOUMIAN, Articles et discours, Bakou, 1929. — Congrès (septième) du P.C.R., Compte rendu stén., M., 1923. — Congrès (huitième) du P.C.R. Compte rendu stén., M., 1919 ; Congrès (neuvième) du P.C.R., Compte rendu stén., M., 1920. — D. DALINE, Après les guerres et les révolutions, Berlin, 1922. — T. DAN, deux années de vagabondage, Berlin, 1922. — Défense (la) et la victoire de Pétrograd, Articles et documents, Pétr., 1921. — Gén. Denikine, Esquisses sur les troubles russes, 5 v., Berlin, 1917-26. — Gén. Denissov, Journal, La Guerre civile au Sud de la Russie, Constantinople, 1921. — Documents et matériaux relatifs à la politique extérieure de la Transcaucasie et de la Géorgie, Tiflis, 1919. — S. DOUKELSKI, Bilan de l'activité de la contre-révolution ukrainienne, Kharkov, 1921 ; Tchéka-Guépéou, 1^{re} p., Kharkov, 1923. — H. ERBELEIN, Souvenirs sur la fondation de l'Int. Com., *Corr. Int.*, n° 15, Vienne, 27 févr. 1924 ; *Bull. Com.* n° 10, P., 7 mars 1924. — Fronts (Les) de l'Armée rouge et de

la flotte, Préf. de S. Kamenev, M., 1920. — P. GENTIZON, La résurrection géorgienne, P., 1921. — M. GOLOUBYKH, Les partisans de l'Oural, Ekaterinbourg, 1924. — M. Gorki, Lénine et le paysan russe, P., 1924. — R. GOUL, La campagne des glaces, préf. de N. Méchtchériakov, M., 1923. — S. GOUSSIEV, Les journées de Svijajisk, *Prol. Rev.*, M., n° 2 (25), 1924 ; Le neuvième congrès du P.C.R., s.l.n.d. — L. GRONDJIS, La guerre en Russie et en Sibérie, P., 1920. — S. GRUMBACH, Brest-Litowsk, Lausanne, 1918. — Guerre (La) civile, Matériaux sur l'histoire de l'Armée rouge, M., 1923. — B. ICHKANIAN, La contre-révolution en Transcaucasie, Bakou, 1919 ; La métamorphose de la s-d. géorgienne, Bakou 1919. — St. IVANOVITCH, Le crépuscule de la s-d. russe, P., 1921. — I. KACHOWSKAJA, Souvenirs d'une Révolutionnaire, P., 1926. — I. KALININE, sous le drapeau de Wrangel, L., 1925. — M. KALININE (Discours et entretiens de), 2 fasc. 1919. — L. KAMENEV, La lutte pour la paix, Pétr., 1918. — S. KAMENEV, Esquisse sur la Guerre civile, *Ejegodnik Komintern*, M., 1923. — B. KAMKOV, Qu'est-ce que les S-R. de gauche ? Pétr., 1918 ; Deux tactiques, M., 1918. — C. KATAIA, La terreur bourgeoise en Finlande, Pétr., 1919. — K. KAUTSKY, terrorisme et Communisme, P., s.d. ; De la démocratie à l'esclavage d'État, Berlin, 1922 ; Rosa Luxembourg et le bolchévisme, Bruxelles, 1922. — H. KEHLER, Chroniques russes, Les premiers temps du bolchévisme, P., 1928. — A. KERENSKY, La Russie des Soviets, d'après les bolchéviks eux-mêmes, p. 1920. — KERJENZEV, Les alliés et la Russie, P., 1920. — N. KHARITONOV, K. E. Vorochilov, M., 1931. — M. KHOMERIKI, La réforme agraire et l'économie rurale en Géorgie, P., 1921. — M. KOUBANINE, Makhnovchtchina, L., s. d. — L. KRITZMAN, La période héroïque de la grande Rév. russe, M., 1925. — L. KROL, En trois années, Vladivostok, 1922. — O. KUUSINEN, La Révolution en Finlande, Pétr., 1920. — R. LABRY, L'industrie russe et la Révolution, P., 1919 ; Une législation communiste, P., 1920 ; Autour du bolchévisme, La Roche-sur-Yon, 1921 ; Autour du moujik, P., 1923. — P.G. LA CHESNAIS, La guerre civile en Finlande, P., 1919 ; Les peuples de la Transcaucasie, etc., P., 1921. — H. LAPORTE, Le premier échec des Rouges, Russie-Finlande, P., 1929. — M. LATSIS (Soudrabs), Deux années de lutte sur le front intérieur, M., 1920 ; Les commissions extraordinaires, etc., M., 1921. — D. LEBED, Résultats et enseignements de trois années d'anarcho-makhnovisme ; Karkhov, 1921. — LEGRAS, Mémoires de Russie, P., 1921. — Livre (Le) rouge de la Vetchéka, rédacteur P. Makintsian, t. I, M., 1920. — A. LOKERMAN, les bolchéviks à l'œuvre, P., 1920. — Lutte (La) pour l'Oural et la Sibérie, Souvenirs, M., 1926. — Lutte (La) pour Pétrograd, Pétr., 1922. — Rosa LUXEMBOURG, La Révolution russe, Examen critique, P., 1922. — M. MAÏOROV, Sur l'histoire de la lutte révolutionnaire en Ukraine, Kiev, 1922. — I. MAÏSKI, la contre-révolution démocratique, M., 1923. — Ph. MAKHARADZÉ, La dictature du parti menchéviste en Géorgie, M., 1921. — N. MAKHNO, La Rév. russe en Ukraine, P., 1924. — R. MARCHAND, Pourquoi je me suis rallié à la formule de la révolution sociale, Pétr., 1919. — A. MATHIEZ, Le bolchévisme et le jacobinisme, P., 1920. — N. MÉCHTCHÉRIAKOV, Le paradis menchéviste, M., 1921. — S. MELGOUNOV, La Terreur rouge en Russie, P., 1927. — V. MILIOUTINE, La nationalisation de l'industrie, s.l.n.d. — G. MONTANDON, Deux ans chez Koltchak et

chez les bolchéviques, P., 1922. — S. MSTISLAVSKI, Les pourparlers de Brest, St-P., 1918. — A. NACHBAUR, La vérité sur Koltchak, P., 1930. — N. OSSINSKI, La construction du socialisme, M., 1918. — Parti (Le) S-R. et la situation actuelle en Russie, P., 1919. — P. PASCAL, En Russie rouge, Pétr., 1920. — S. PESTKOVSKI, Sur les journées d'Octobre à Piter, *Prol. Rev.*, n° 10 M., oct. 1922 ; Souvenirs, *Prol Rev.*, n° 6 M., 1930. — Pétrograd (La vaillante défense de), M., 1921. — J. PILSUDSKI, L'année 20, P., 1929. — Politique (La) du pouvoir soviétique sur la question nationale, M., 1920. — Premier (Le) jour de l'Assemblée Constituante panrusse, Compte rendu stén., Pétr. 1918. — Ph. PRICE, la vérité sur l'intervention des alliés en Russie, Berne, 1918. — Programme (Le) du P.C.R., M., 1919. — Question (La) nationale et la Russie soviétique, M., 1921. — Questions d'organisation de l'industrie, Recueil, M., 1922. — C. RADEK, La situation internationale et la politique extérieure du Pouvoir des Soviets, Genève, s.d. — A. RANSOME, Six weeks in Russia in 1919, London, 1919 ; The truth about Russia, London, 1919. — J. RATHAUSER, Arrestation et supplice des commissaires de la Commune de Bakou, Bakou, 1928. — Larissa REISNER, Au front rouge, M., 1918. — République (La) socialiste fédérative des Soviets de Russie et la République démocratique géorgienne, leurs relations, M., 1921. — J. ROUQUEROL, La Guerre des Rouges et des Blancs, P., 1929. — Cap. J. SADOUL, Notes sur la Rév. bolchévique, P., 1919 ; Notes sur la rév. bolchévique, Quarante lettres de J. Sadoul, P., 1922. — G. SAFAROV, La révolution coloniale, M., 1921 ; La question nationale et le prolétariat, Pétr., 1922. — T. SAPRONOV, Articles et rapports, etc., M., 1920. — B. La lutte contre les bolchéviks, Varsovie, 1920. — B. SAVINKOV, La lutte contre les bolchéviks, Varsovie, 1920. — E. SAVTCHENKO, Les insurgés du Kouban, P., 1929. — S. SEF, La révolution de 1917 en Transcaucasie, Tiflis, 1927. — Gén. L. SIKORSKI, La campagne polono-russe de 1920 P., 1928. — SMILGA, Au tournant, M., 1921. — H. SÆDERHJELM, The Red insurrection in Finlande in 1918, London, 1919. — G. SOKOLNIKOV, La paix de Brest, M., 1920. — V. SORINE, Le parti et l'Opposition ; I, La fraction des communistes de gauche, M., 1925. — J. STEINBERG, L'aspect moral de la révolution, Berlin, 1923 ; Souvenirs d'un Commissaire du Peuple, P., 1930. — I. Teper (Gordéiev), Makhno, M., 1924. — P. TCHAÏKINE, pour l'histoire de la Rév. russe, L'exécution des 26 commissaires de Bakou, M., 1922. — Tché-Ka, P., 1922. — Terreur blanche et Terreur rouge, Notes dipl. échangées entre le repr. suisse E. Adier et le Comm. du peuple Tchitchérine, P., 1919. — Thèses, Conditions et Statuts de la III^e Internationale, s.l.n.d. — E. TORNIAINEN, La rév. ouvrière en Finlande, M., 1919. — M. TOUKHATCHEVSKI, La 1^{re} armée en 1918, *La Révolution et la Guerre* n^{os} 4-5, M., 1921 ; La guerre des classes, M., 1921. — Troisième (La) Internationale Communiste, Thèses adoptées par le premier congrès, Documents officiels pour l'année 1919-20, Pétr., 1920. — Troisième (La) Internationale, ses principes, son premier congrès, s.l.n.d. — L. TROTSKI, Œuvres, t. III, 1917, 2^e p., d'Octobre à Brest, M., 1925 ; t. XVII, 1^{re} p., M., 1927 ; L'organisation de l'Armée rouge, M., 1918 ; L'armée rouge, *Ejegodkik Kominterna*, M., 1923 ; Le travail, la discipline, etc., M., 1918 ; Terrorisme et communisme, Pétr., s.d. ; Doctrine militaire ou doctrinarisme pseudo-militaire, M., 1921 ; Entre l'impérialisme et la Révolution, Berlin,

1922 ; Comment s'est armée la Révolution, 5 v., M., 1923-24-25 ; Les problèmes de la guerre civile, P., 1926. — I. TSERETELLI, Séparation de la Transcaucasie et de la Russie et indépendance de la Géorgie, préf. d'A. Thomas, P., 1919. — M. VARANDIAN, Le conflit arméno-géorgien et la guerre du Caucase, P., 1919. VERGE, avec les Tchécoslovaques, P., 1926. — M. VICHNIAK, L'année Noire, P., 1922. — VICTOR-SERGE, pendant la guerre civile, P. 1921 ; La Ville en danger, P., s.d. ; L'an I de la Rév. russe, P., 1930. — K. VOLSKY, Dans le royaume de la famine et de la haine, P., 1920. — K. VOROCHILOV, Quinze ans d'Armée rouge, *Pravda*, n° 63, M., 5 mars 1933. — Gén. WRANGEL., Mémoires, P., 1930. — J. XYDIAS, L'intervention française en Russie, P., 1927. — Clara ZETKIN, Rosa Luxembourg et la Rév. russe, M., 1924. — G. ZINOVIEV et L. TROTSKI, l'émeute des S-R. de gauche, Pétr., 1918. — N. ZVORIKINE, La Rév. et le bolchévisme en Russie, P., 1920.

Staline.
Aperçu historique du bolchévisme.

VII

LA RÉPUBLIQUE DES SOVIETS

Évolution du bolchévisme. — Lénine et la dictature. — L'oligarchie dirigeante. — La peine de mort. — Militarisation du régime. — Les armées du travail. — Extinction des soviets. — Contradictions de Lénine. — Le Politbureau du Parti. — Le secrétariat du Comité central. — Neuvième congrès du Parti. — L'Opposition démocratique. — Discussion sur les syndicats. — Lénine contre Trotski. — L'opposition ouvrière. — Dixième congrès du Parti. — Cronstadt. — La nouvelle politique économique. — Thermidor. — Staline secrétaire du Parti. — La réalité soviétique. — L'appareil. — Antagonismes personnels. — Onzième Congrès du Parti. — Éloge de Staline par Lénine. — Maladie de Lénine. — Staline à l'ouvrage. — La bureaucratie. — Projets réformateurs de Lénine. — La politique des nationalités. — Staline et la Géorgie. — Lénine contre Staline. — Ultimes conseils de Lénine. — Le Testament. — La question du plan économique. — Rupture entre Lénine et Staline. — État de la République des Soviets ; — Bibliographie.

[Retour à la table des matières](#)

À la fin de la guerre civile, que reste-t-il du bolchévisme d'antan ? Une doctrine évoluée dont le vieux vocabulaire correspond à des réalités nouvelles. Un parti aguerri, aux cadres sélectionnés dans l'épreuve et hiérarchisés par l'expérience, mais graduellement débolchevisé dans ses effectifs en nombre accru à l'excès par l'aimantation du pou-

voir (313 000 membres représentés en 1919 au huitième Congrès, et 611 000 en mars de l'année suivante).

Abandonnées une à une, les thèses fondamentales du Lénine d'Octobre sur la démocratie soviétiste, la suppression des privilèges, l'égalité des salaires et des traitements, l'abolition de la police, de l'armée et de la bureaucratie de métier, l'usufruit de la terre aux paysans, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ébranlées peu à peu, les convictions des léninistes sur l'actualité d'une révolution socialiste mondiale, la mystique de la fin imminente du monde capitaliste, la croyance messianique en la contagion universelle de l'exemple russe. Le doute commence à pénétrer l'esprit des dirigeants et gagne la mentalité passive des dirigés. Quant à la masse apolitique, accablée de privations et de misères, elle ne pense qu'à vivre au jour le jour, fuyant les villes affamées et disputant âprement son pain noir aux autorités dans les campagnes.

« La dictature du prolétariat signifie que jamais encore, le prolétariat des capitales et des centres industriels ne s'est trouvé dans une situation aussi terrible que maintenant » déclarait crûment Lénine ; « le prolétariat ouvrier, réalisant sa dictature, supporte les souffrances sans égales de la famine ». Il ajoute : « À Moscou, la famine est atroce ». Et plus tard, insistant sur la même vérité : « La dictature du prolétariat a valu à la classe dirigeante, au prolétariat, des sacrifices, des souffrances et une misère sans précédent dans l'histoire... » Encore en 1921 : « La situation de la classe ouvrière est très dure. Elle souffre affreusement. » Et un an après : « Le peuple juge essentiel de porter remède à la misère atroce, la famine. » Une sincérité relative était alors de rigueur dans les paroles gouvernementales.

Dans ces conditions critiques, les nécessités alimentaires et défensives avaient primé toute autre, au mépris de la doctrine et du programme. « Nous avons commis bien des fautes mais il nous fallait agir au plus vite, organiser à tout prix le ravitaillement de notre armée... » ; en parlant ainsi, Lénine veut à la fois expliquer les écarts de sa politique et mettre en garde ses partisans contre leur répétition systématisée. Mais il fait allusion aux improvisations économiques plutôt qu'aux mesures dictatoriales prises d'abord contre les adversaires, puis étendues à toutes les catégories de mécontents, fussent-ils ouvriers et paysans, révolutionnaires ou socialistes. En reconnaissant publiquement ses erreurs, il n'y englobe pas l'abandon de la démocra-

tie soviétique au cours de la période terroriste. Sur ce point, la pratique a démenti la théorie sans faire rétracter le théoricien.

Selon lui, la dictature s'exerçait « par le prolétariat organisé dans ses soviets que dirige le parti communiste bolchéviste ». En pratique, rien ni personne ne pouvait plus contrecarrer ni mitiger ce monopole temporaire de direction équivalent désormais comme par vitesse acquise à l'exclusivité bolchéviste définitive du pouvoir.

Les partis concurrents sont hors la loi, en violation de la Constitution, et les derniers social-démocrates naguère invités à siéger à l'Exécutif des Soviets vont prendre le chemin de l'exil. Pourtant, Martov et ses compagnons représentaient une « opposition loyale » qui avait rallié la révolution d'Octobre « historiquement nécessaire », renoncé à la Constituante et même mobilisé ses membres pour défendre la République en danger. « Nous vous légaliserons mais nous garderons le pouvoir pour nous seuls », dit Lénine qui garda en effet le pouvoir mais sans légaliser ses pacifiques contradicteurs. Les socialistes-révolutionnaires de gauche comme les anarchistes étaient assimilés à la contre-révolution. Ce fut ensuite le sort des syndicalistes, des sionistes, des plus inoffensifs tolstoïens.

La liberté de la presse, le droit de réunion n'existent plus qu'à l'état de souvenir. Le décret de Lénine promettant une « liberté complète de la presse » n'a pas d'autre valeur que celle d'une pièce de musée. Non seulement les soviets, mais les syndicats ouvriers et les comités d'usines se transforment en instruments dociles du parti gouvernant. Toujours d'après Lénine, « toutes les institutions dirigeantes de la grande majorité des syndicats... sont composées de communistes et ne font qu'appliquer les directives du parti » ; et ce parti est mené sans partage « par un Comité central de dix-neuf membres, le travail permanent à Moscou étant assuré par deux comités plus restreints encore, l'Orgbureau (Bureau d'organisation) et le Politbureau (Bureau politique) élus en séance plénière au nombre de cinq membres par bureau : on aboutit donc à une véritable *oligarchie* ». Lénine ne craint pas ce dernier terme en dépit du sens péjoratif courant et il précise avec franchise : « Aucune question tant soit peu sérieuse... n'est résolue par aucune institution de notre République sans directive du Comité central de notre Parti », c'est-à-dire par l'un des deux tout-puissants bureaux, par cette « véritable oligarchie ».

Écrites en 1921, ses paroles traduisent une profonde évolution des communistes, décidés à maintenir en temps de paix le système et les moyens dits « provisoires » suggérés par la guerre civile et la guerre étrangère. Apologiste du terrorisme d'exception, Trotski avait annoncé : « Plus nous irons, plus la tâche sera facile, plus libre se sentira tout citoyen, moins sensible sera la coercition de l'État prolétarien. » C'est le contraire qui eut lieu. Lénine promit aussi un relâchement prochain de la dictature, une direction politique « de plus en plus douce ». Cependant l'« oligarchie » en question implantait des méthodes sommaires de gouvernement par l'état de siège et la loi martiale, qui devenaient imperceptiblement la seconde nature du néo-bolchévisme.

La peine de mort supprimée après la victoire des Rouges conformément à leurs intentions premières fut rétablie trois mois plus tard et appliquée depuis en permanence malgré la fin de la lutte armée, tant à l'intérieur qu'aux frontières. Naguère encore, les bolchéviks solidaires des autres social-démocrates d'Europe et d'Amérique exigeaient avec l'Internationale l'abolition de la peine de mort ; les mots de Plékhanov de 1903 dont ils se réclamaient pour justifier leurs rigueurs visent à titre exceptionnel quelques têtes. Lénine a autrefois dénoncé dans les opinions du socialiste anglais Hyndman « bien des éléments bourgeois et philistins » en se référant aux motifs de celui-ci en faveur de la peine capitale. Et quand il eut recours à cette mesure extrême au début de la guerre civile, les protestations s'élevèrent nombreuses du Parti : Dybenko alla jusqu'à donner sa démission. Amis après des années d'accoutumance, la seule voix communiste de Riazanov devait se faire entendre en 1922 contre l'introduction de la peine de mort dans le Code pénal, clef de voûte de tout l'édifice dictatorial.

Entre 1917 et 1920, Lénine avait préconisé successivement la dictature démocratique du prolétariat et des paysans, puis la dictature du prolétariat et des paysans pauvres, puis la dictature du prolétariat. Après Octobre, il n'hésite pas à proclamer : « Oui, dictature d'un seul parti, et nous ne céderons pas là-dessus. » Il en vient à la dictature du parti communiste, seul qualifié à ses yeux pour interpréter les intérêts de la révolution, et enfin à la dictature du Comité central, de son Politbureau, d'une « oligarchie ». Telle fut l'école politique de Staline.

« À la fin des fins, tout tournera autour d'un seul homme qui, *ex providentia*, réunira en lui tous les pouvoirs » : la prophétie de

Plékhanov n'était pas encore accomplie mais, de l'avis de bien des communistes, se trouvait en passe de l'être. « Dictature sur le prolétariat » : la vieille critique de Trotski contre Lénine servait de formule accusatrice à tous les opposants du nouveau régime. Les « vieux bolchéviks » de droite évoquaient discrètement dans le privé leurs aveux d'Octobre sur la « conservation d'un gouvernement purement bolchéviste par les moyens de la terreur politique ». Et cependant, Lénine ne tend point par prédilection au pouvoir personnel ni à l'emploi de la violence ; il subit la logique d'une situation et le développement d'un système.

Élargie à l'échelle d'un immense État, c'est la transposition du type militaire de l'étroite organisation des révolutionnaires professionnels aux ordres du « cercle clandestin de dirigeants ». Mais durant la longue alarme des années écoulées et l'inquiétude de la durée de la période immédiatement consécutive où nul n'ose espérer une sécurité durable, dans la détresse économique et le péril politique et social, les mœurs démocratiques du parti héritées de l'ancienne social-démocratie font place progressivement à un centralisme de plus en plus autoritaire. Les conséquences de six années de guerres extérieures et intérieures ne se laisseront pas facilement effacer. Le dixième Congrès du parti devait reconnaître la « militarisation de l'organisation » et prendre des mesures pour y mettre un terme, mais avec quelle efficacité ? Dictature et discipline militaires sont rendues nécessaires par « les conditions de la lutte et la volonté active qu'exige actuellement l'histoire », écrira Boukharine. « Mais si notre parti... est construit militairement, il crée bien entendu aussi des institutions soviétiques à son image... »

Les besoins du combat ne furent pas la cause unique de cette transformation. Dans le présent comme dans le passé, le désordre économique et l'anarchie paysanne engendraient en contrepartie les méthodes militaires d'organisation, de subordination et de commandement autrefois appliquées sous Pierre I^{er}, Alexandre I^{er} et Nicolas I^{er}. La démobilisation même risquant d'aggraver le trouble, on crut trouver une solution empirique dans les « armée du travail » utilisation des formations défensives à certaines tâches économiques urgentes et élémentaires.

Trotski fondait de grands espoirs sur cette réalisation partielle de l'obligation du travail dont les menchéviks dénonçaient d'avance le

caractère improductif ou parasitaire et prédisaient l'avortement inévitable ; parmi eux, Abramovitch comparait la tentative aux procédés des pharaons pour la construction des Pyramides et, dans l'histoire de Russie, aux colonies militaires d'Araktchéiev, ce ministre d'Alexandre I^{er} qui voulait plier les moujiks au régime de la caserne Russe, par admiration pour le grand Frédéric. Trotski soutint au contraire dans la controverse que les « armées du travail » avaient « démontré leur vitalité », que « cette expérience presque scientifique nous trace brillamment la route ». Il repousse l'argument menchéviste en affirmant : « La militarisation du travail est un procédé à la Araktchéiev lorsqu'elle se heurte à l'opposition des travailleurs. Elle est un procédé de dictature socialiste par la volonté des travailleurs eux-mêmes. » C'était identifier sans preuves l'initiative d'une « oligarchie » à la volonté des travailleurs et s'exposer au démenti du résultat final. Mêmes moyens, autres buts ainsi se résume la démonstration de Trotski. En réponse à l'argument de l'antiquité égyptienne, il pose la question, pensant du même coup la résoudre : « Qui détient le pouvoir ? La classe ouvrière ou la noblesse, les pharaons ou les moujiks... ? Mais cette simplification du problème ne simplifie pas automatiquement la solution et il a fallu dissoudre les « armées du travail » après en avoir constaté la faillite. Staline fut président du Conseil de l'« armée du travail » d'Ukraine mais, en cette qualité n'a laissé ni trace, ni souvenir.

« Qui détient le pouvoir ? » Nul n'aurait pu répondre à Trotski avec certitude dans cette époque transitoire de subversion économique et de déclasserement social. Le Politbureau l'exerçait sans conteste derrière la façade du Conseil des commissaires et de l'Exécutif des Soviétiques, au nom d'une certaine conception de l'intérêt de la majorité laborieuse et du progrès historique ; mais dans quelle mesure en était-il l'interprète clairvoyant et jusqu'à quel point pouvait-il compter sur le tacite consentement populaire, à défaut d'une approbation consciente ? Pour en avoir quelque idée, il manquait l'expression, si imparfaite fût-elle, de la volonté ou du sentiment de ces ouvriers et de ces paysans dont le bolchévisme revendiquait la représentation exclusive.

Lénine avait écrit avant Octobre : « La lutte des partis pour le pouvoir peut se développer pacifiquement au sein des soviets à condition que ces derniers *renoncent à donner des entorses aux principes démo-*

cratiques, comme par exemple d'octroyer aux soldats un représentant pour 500 et aux ouvriers un pour 1 000. *Dans une république démocratique, ces accrocs aux principes ne sauraient être tolérés.* » Maintenant, il théorise ouvertement les « accrocs » et les « entorses », mais à sa façon : « La voix d'un seul ouvrier vaut plusieurs voix de paysans. » Les contradictions se multiplient : « Nous n'admettons ni liberté, ni égalité, ni démocratie ouvrière si elles s'opposent aux intérêts de la libération du travail... » Et qui serait juge de cette opposition ? Le parti unique, c'est-à-dire ses fonctionnaires, de la base au sommet, ses comités superposés, ses militants responsables constituant ce que les Anglo-Saxons nomment la « machine » et les Allemands l'« appareil », et en dernier ressort le Comité central, ses deux bureaux, bref une « oligarchie souveraine formée par cooptation.

Depuis la terreur, les soviets auparavant élus des travailleurs, puis de leur minorité la plus active, étaient désignés directement ou indirectement par les comités du Parti, sauf dans les villages sans influence et dépourvus de communistes. Mais les libertés locales n'excédaient pas la limite des petites affaires municipales. Aux instances supérieures de l'administration publique, la prépondérance du Parti résultait de l'emprise mécanique de l'« appareil » sur tous les rouages de l'État. Les congrès de soviets devenaient des réunions strictement réglementées de fonctionnaires salariés, astreints à obéir aux instructions dictées d'en haut et à voter des résolutions en automates à l'unanimité. Cette métamorphose du régime s'est accomplie peu à peu l'insu de ses bénéficiaires, sans calcul prémédité ni plan préconçu, par le triple effet de l'inculture générale, de l'apathie des masses épuisées et de l'effort des bolchéviks pour maîtriser le chaos.

Lénine ne fut pas longtemps sans s'en apercevoir mais il n'imaginait pas d'autre ressource pour prévenir la contre-révolution en Russie, dans l'attente d'une extension de la révolution en Europe. Son leitmotiv connu : « *Nous n'atteindrons la victoire finale qu'avec tous les ouvriers réunis des autres pays* », se retrouve dans ses principaux discours et rapports. « Le prolétariat russe ne peut, par ses seules forces, réaliser la révolution socialiste », avait-il écrit en 1917 dans sa lettre d'adieu aux ouvriers suisses. « La victoire complète de la révolution socialiste est impossible dans un seul pays ; elle exige pour le moins un concours actif de plusieurs pays avancés, au nombre desquels ne se trouve point la Russie », dit-il au Congrès des Soviets en

1919. « Il va de soi que seulement le prolétariat de tous les pays avancés pris ensemble peut remporter la victoire finale », répète-t-il en 1919. « On ne peut achever victorieusement la révolution en se bornant à la seule Russie, sans l'étendre à d'autres pays », rappelle-t-il en 1920. « La révolution éclatera dans les autres pays... ou bien nous périrons », dira-t-il en 1921 pour résumer la pensée des bolchéviks en Octobre, sans en rabattre. « Nous avons toujours propagé et répété cette vérité élémentaire du marxisme que, pour la victoire du socialisme, les efforts conjugués des ouvriers de plusieurs pays avancés sont nécessaires », écrira-t-il en 1922. C'était aussi l'opinion constante de Trotski. *L'A.B.C du communisme*, de Boukharine et Prébrazjenski, manuel répandu par millions d'exemplaires, affirmait de même : « La révolution communiste ne peut vaincre que comme révolution mondiale... » L'isolement de la République des Soviets justifiait, pour Lénine, tous les moyens de coercition susceptibles de sauvegarder la « dictature d'un seul parti ».

Cela ne l'empêchera de prétendre : « Nous sommes pour un État prolétarien s'appuyant sur le prolétariat *et dont les organes soient élus* par le prolétariat. Notre État accorde au prolétariat *tous les privilèges politiques* et attire à lui les paysans par l'intermédiaire du prolétariat. » Malgré ces assertions confuses et contradictoires, la Constitution devenait un idéal dont s'éloignait de plus en plus la réalité au lieu de tendre à s'en approcher. Et comment des privilèges prétendument « accordés » aux prolétaires par eux-mêmes, par leur propre État — à l'encontre des principes communistes visant par définition à l'abolition de tous les privilèges — eussent-ils pu ne pas être fictifs dans la « situation terrible », les « souffrances sans égales de la famine », la « misère sans précédent dans l'histoire » infligées à ce prolétariat, de l'aveu réitéré de Lénine par ailleurs ?

Entre autres raisons, cette dernière tournure des choses lui avait fait constater : « Les paysans ont incontestablement gagné plus à la révolution que la classe ouvrière... Cela prouve, certes, que notre révolution fut, jusqu'à un certain point, une révolution bourgeoise. » En 1906, n'avait-il pas approuvé chaleureusement Kautsky d'avoir démontré que la révolution russe ne serait *ni bourgeoise, ni socialiste* ? Ni bourgeoise « car la bourgeoisie n'appartient pas aux forces motrices du mouvement révolutionnaire actuel dans ce pays », ni socialiste car la révolution « ne saurait en *aucune manière* [souligné par

Lénine] amener le prolétariat à exercer *seul* l'hégémonie ou la dictature ». L'unique social-démocrate russe qui annonçait alors la révolution socialiste et la dictature du prolétariat prochaines fut Trotski, violemment combattu par Lénine et les léninistes. Maintenant, Lénine n'admet plus de contestation quand il parle presque à la fois de révolution bourgeoise et d'État prolétarien, des paysans économiquement avantagés et des privilèges politiques du prolétariat. Brochant sur le tout, il définit l'œuvre de la dictature révolutionnaire comme une « édification du socialisme »...

Singulier renversement des rôles : avant la révolution, les socialistes-révolutionnaires continuateurs de la tradition populiste attribuaient à la future révolution un caractère socialiste, tandis que les social-démocrates de droite et de gauche (Trotski excepté) se préparaient à une révolution bourgeoise ; pendant et après la révolution, les uns et les autres firent le contraire de ce qu'ils avaient promis, sauf les menchéviks qui ce point ne se sont pas démentis mais se perdront en abdiquant devant la bourgeoisie libérale. Tchernov et les socialistes-révolutionnaires défendirent le capitalisme, Lénine et les bolchéviks entreprirent contre leur doctrine d'imposer le socialisme par la force.

Ces derniers savaient pourtant que le peuple, dans sa très grande majorité, les avait suivis en Octobre pour la paix et la terre, non pour l'intégralité de leur programme doctrinal. Ils ne pouvaient rien répondre à Rosa Luxembourg quand elle écrivait : « Le socialisme, de par sa nature, ne peut être octroyé, ne peut être établi par oukase », et leurs inconséquences allaient illustrer sa clairvoyante observation : « La plus grande valeur et les plus sublimes sacrifices du prolétariat *dans un seul pays* se prennent inévitablement dans un tourbillon de contradictions et d'erreurs. »

Tout en justifiant la « dictature d'un seul parti », et en fin de compte d'une « oligarchie », au nom du socialisme qu'il tentait d'instaurer dans un pays dont il n'ignorait pas l'immaturité, Lénine réplique aux blâmes de Kautsky : « Le pouvoir soviétiste est mille fois plus démocratique que la plus démocratique des républiques bourgeoises. » Il se base sur le texte de la Constitution réservant aux exploités, *sur le papier*, les libertés refusées aux exploités et aux parasites. Mais outre que la lettre constitutionnelle restait lettre morte, Rosa Luxembourg avait réfuté par avance le sophisme en montrant que le droit de suffrage destiné aux seuls travailleurs n'aurait de sens que

dans ne société capable d'assurer du travail utile à tous ses membres, « une vie convenable, digne de la civilisation ». Elle constatait l'impossibilité où se trouvait la Russie soviétique de satisfaire à cet égard les besoins primaires de la population laborieuse, ainsi privée de tout droit, et concluait sur un axiome du marxisme : « C'est la mission historique du prolétariat, quand il arrive au pouvoir de créer à la place de la démocratie bourgeoise une démocratie socialiste, et non de détruire toute démocratie. »

Mais pour mieux comprendre Lénine, acculé aux expédients par la nécessité pour les bolchéviks de durer comme État, et voué aux contradictions par les cruels paradoxes de la situation d'une avant-garde révolutionnaire isolée au pouvoir dans un milieu arriéré, on doit compter avec son désintéressement absolu au service du socialisme et sa franchise inflexible devant le peuple travailleur dont il avait embrassé la cause. Loin d'idéaliser ses propres actes ou ceux de ses auxiliaires qu'il couvre de son prestige, il regarde courageusement en face la réalité la plus pénible et nomme les faits par leur nom, échec un échec, recul un recul, compromis un compromis, erreur une erreur. Si la politique du Parti implique de la démagogie, c'est à son corps défendant, et il réagit sans cesse contre la satisfaction de soi-même, stimule autour de lui une autocritique saine et honnête en prêchant d'exemple. Lui qui se trompe moins que personne parmi ses compagnons d'armes, il est toujours prêt à dire avant tout autre : « Nous nous sommes trompés. » Et sous ce rapport, il faut encore citer au moins ses paroles du début de la révolution soviétique : « Nous ne faisons que commencer notre tâche en Russie et pour l'instant nous la commençons mal », et ses conseils aux ouvriers d'Europe auxquels il eût voulu suggérer de penser : « Ce que les Russes font mal, nous le ferons mieux. » Ce n'était pas la première fois qu'il adressait à ses partisans d'amères vérités et ce ne sera pas la dernière.

Le Politbureau, organe suprême de la dictature et dont la Russie ne soupçonnait pas l'existence, longtemps ignorée même du *rank and file* communiste, fut à l'origine un directoire insurrecteur secret nommé par le Comité central sur l'initiative de Dzerjinski, quelques jours avant le coup d'État, au nombre de sept membres : Lénine, Trotski, Staline, Zinoviev, Kamenev, Sokolnikov et Boubnov. Les statuts du Parti ne l'avaient pas prévu mais l'expérience le rendait indispensable. La difficulté de réunir d'urgence en séance plénière le Comité central

dispersé avait déjà fait naître auparavant un « Comité central étroit » de onze membres qui répartissait entre eux les affaires courantes.

La prise du pouvoir restituera au Comité central ses attributions accrues mais la suite des événements et les exigences d'une action intense et multiple imposeront à bref délai la création d'un nouveau Bureau politique, cette fois de quatre personnes (*tchetviorka*), Lénine, Trotski, Sverdlov et Staline, tenu de consulter avant décision tout membre du Comité central présent à Smolny. Pendant la guerre civile, Trotski et Staline étant le plus souvent au front comme la plupart de leurs collègues, Lénine et Sverdlov feront office de Politbureau ou de Comité central à eux seuls, secondés par Krestinski et parfois par Kamenev, Boukharine, Préobrajenski ou Sérébriakov. Dans les circonstances importantes, l'un ou l'autre organisme était spécialement convoqué. Aucune compétition de prérogatives : il s'agissait de faire vite et au mieux, d'abrégier les palabres et d'économiser les forces tout en partageant les responsabilités.

Auprès du Politbureau, le secrétariat du Comité central, d'abord assumé par une collaboratrice énergique, Hélène Stassova, sans que cette tâche modeste correspondît à un rang hiérarchique, fut ensuite confié à une équipe de cinq militants sous la direction effective de Sverdlov. Celui-ci disparu, on ne trouva pas de remplaçant de son envergure. Kalinine lui succéda en titre comme président de l'Exécutif des Soviets cependant que Staline, petit à petit, devait absorber les fonctions administratives du défunt au Comité central. Stassova continuait d'exercer le rôle de secrétaire mais avec un autoritarisme de plus en plus excessif qui le fera bientôt mettre à l'écart.

Avec la croissance numérique du Parti et le resserrement de la dictature, il fallut renforcer la direction permanente et préciser la division du travail. Porté à cinq membres, Lénine, Trotski, Staline, Zinoviev et Kamenev, le Politbureau se déchargea de la besogne courante sur l'Orgbureau, de nombre égal, créé en 1919, les deux bureaux disposant d'un secrétariat exécutif confié à Krestinski, Préobrajenski et Sérébriakov. C'est ce que l'on appelait le « sommet » de l'appareil.

Ainsi organisé, le Comité central proprement dit siégeait au complet à de longs intervalles et ne pouvait qu'entériner les comptes rendus et propositions de ses dirigeants et fonctionnaires. En réalité, le Politbureau s'érigea graduellement en pouvoir quasi absolu, atténué

seulement dans la mesure décroissante où survivait quelque opinion publique circonscrite aux rangs du parti mais renseignée, façonnée orientés par la presse monopolisée. Le Conseil des commissaires, l'exécutif des Soviets, le Conseil du travail et de la défense, le Conseil économique supérieur, le Conseil révolutionnaire de guerre, la Tcheka, tous les organismes directeurs de l'État qui étaient soumis en fait, sinon en droit soviétique, le Parti constituant l'armature principale de la bureaucratie sous laquelle des « sympathisants » et des « sans-parti » garniront les cadres subalternes.

Seul de la *piatiorka* du Politbureau, Trotski a publié des mémoires éclairant un peu les relations personnelles de ses membres : « Quand je me séparais de Lénine, je le disais à voix haute, et si je le jugeais nécessaire, j'en appelais au Parti. » Mais quant à Staline, Zinoviev et Kamenev, « dans les cas de désaccord avec Lénine, sans comparaison plus fréquents, ils se taisaient d'habitude ou, comme Staline, bou-daient et se cachaient quelques jours à la campagne près de Moscou ». Trotski affirme que les divergences étaient exceptionnelles entre Lénine et lui ; ils se comprenaient à mi-mot et aboutissaient sans se concerter aux mêmes conclusions, écrit-il avant de poursuivre : « Combien de fois Staline, Zinoviev ou Kamenev n'ont-ils pas été en désaccord avec moi, puis se sont tus dès que s'avérait la solidarité entre Lénine et moi ! On peut apprécier comme on voudra la propension des « disciples » à renoncer à leurs opinions pour celle de Lénine. Mais cela n'impliquait aucune garantie qu'ils sachent arriver sans Lénine aux décisions de Lénine. »

La question se pose de la valeur du témoignage, Trotski étant mis nécessairement à large contribution dans toute étude sur les individus et les choses de ce temps. Outre l'irrécusable partie documentaire, on doit évidemment lui accorder créance pour bon nombre de faits notoires et vérifiables en Russie et dans le mouvement révolutionnaire international. Il est certain aussi, pour qui connaît tant soit peu l'homme et son caractère, que les paroles rapportées de mémoire n'ont pas été inventées et peuvent être tenues pour véridiques, abstraction faite de l'exactitude de forme. Mais il faut consulter avec précaution les passages ayant trait aux dissensions intestines où Trotski, quelquefois sans s'en douter, modifie les proportions à son avantage et altère la vérité en manquant, par exemple, à la chronologie. Sa tournure d'esprit volontaire l'induit à faire peser sur ses souvenirs un

schéma déformateur auquel tout se ramène, d'une façon plus ou moins arbitraire. Bien que sûr de sa mémoire des idées, il paraît frappé d'amnésie quand sont en cause ses erreurs et contradictions manifestes, ou ses antagonismes avec Lénine dont il est enclin en son for intérieur à réduire l'importance. De même, il ne retient des individus mis en avant que les défauts et les torts s'ils ont rompu avec lui, que les qualités et les services rendus dans les cas très rares où ils lui sont restés fidèles ; il est plus impartial s'ils ont disparu trop tôt pour avoir eu l'occasion de le désavouer. Sur Staline, il est malveillant par mépris naturel ce qui n'exclut pas la véracité mais oblige à ne faire d'emprunts qu'avec une prudence extrême.

Trotsky admet que ses rapports avec Lénine se soient assombris à l'occasion d'une « discussion sur les syndicats », en 1920, « Staline et Zinoviev obtinrent pour ainsi dire la possibilité légale de transférer leur lutte contre moi de la coulisse à la scène. Ils essayèrent de toutes leurs forces d'exploiter la situation. » Il est établi que Staline nourrissait contre le plus brillant des leaders de la révolution une inimitié jalouse et tenace, conséquence des heurts de la guerre civile. Mais des mobiles de Zinoviev, on ne sait rien, même après lecture de Trotsky. Celui-ci s'abstient d'expliquer l'hostilité dont les proches auxiliaires de Lénine font preuve à son endroit, à chaque tournant propice. Selon toute vraisemblance, les vieilles rivalités de l'émigration reprenaient le dessus, une fois le danger contre-révolutionnaire direct écarté. Et Trotsky, assez hautain et distant, imbu de sa supériorité, ne savait pas les faire oublier.

La discussion sur les syndicats surprit le Parti dans une ignorance complète des dissentiments du « sommet » Ajoutée à la fatigue des années de guerre sociale, la « discipline de fer » en vigueur avait pour conséquence une certaine torpeur intellectuelle et politique, secouée seulement à l'occasion des assemblées délibératives annuelles. Cette fois, la rupture du silence dans les rangs provoqua un sursaut violent.

En 1920, au neuvième Congrès, une opposition s'était dessinée contre les agissements dictatoriaux du Comité central, attaquant assez vertement la dégénérescence bureaucratique et l'« oligarchie ». D'après Iouréniev, les hauts fonctionnaires du Parti étouffaient le droit de critique en se défaisant des protestataires par des procédés équivalant à l'exil administratif : « L'un est envoyé à Chritiania, l'autre dans l'Oural, le troisième en Sibérie. » Maximovski dénonça l'arbitraire de

la bureaucratie dirigeante et avertit : « On dit que le poisson commence à pourrir par la tête. Le Parti à son sommet commence à subir l'influence du centralisme bureaucratique. » À en croire Sapronov, porte-parole le plus en vue de cette tendance, on ne faisait aucun cas des décisions du Congrès des Soviets ; des commissaires se permettaient d'arrêter illégalement des « comités exécutifs provinciaux entiers ». Le même déclarait à la tribune : « On a beau parler de droit électoral, de dictature du prolétariat, de tendance du Comité centrale à la dictature du Parti, en fait cela conduit à la dictature du fonctionnarisme du Parti. » Et il demandait à Lénine : « Croyez-vous que le salut de la révolution soit dans l'obéissance mécanique ? » D'après l'ouvrier Loutovinov, « le Comité central et en particulier son Orgbureau s'est transformé, d'organe supérieur dirigeant, en organe exécutif des affaires les plus minuscules et insignifiantes », s'immisce arbitrairement dans les moindres détails, nomme aux fonctions les plus infimes, etc. Iakovlev témoigna : « L'Ukraine est devenue un lieu d'exil. On y déporte les camarades indésirables pour une raison quelconque à Moscou... »

L'opposition se plaçait sur un terrain solide en se réclamant du « centralisme démocratique », conforme à la tradition doctrinale du Parti. Mais elle se déconsidérait par un formalisme d'allure parlementaire et l'inconsistance de sa revendication principale : la direction collective ou « collégiale » des entreprises, contraires aux leçons d'une expérience coûteuse qui incitait Lénine à rétablir la direction technique individuelle. Le comité central fut unanime à la mettre en échec au congrès.

À la fin de la même année, devant les difficultés inextricables de la production, des échanges et ravitaillement, Trotski posa dans son ampleur la question du rôle des syndicats ouvriers dans la vie économique. Il avait sauvé provisoirement les transports en y adaptant, par un labeur auquel Lénine et tout le Parti rendaient justice, les rudes méthodes de l'armée. Et s'inspirant de ces premiers résultats, il crut opportun de généraliser le système par l'incorporation des syndicats à l'État pour en faire des institutions gouvernementales de gestion industrielle. Cette conception d'une « démocratie de producteurs » impliquait pour les salariés l'obligation syndicale et pour les syndicats l'assujettissement organique à la direction politique et économique de l'État, au parti communiste. Selon la thèse de Trotski, les syndicats

n'auraient pas de raison d'être dans un État ouvrier, sinon la participation à la production.

Lénine ne l'entendait pas ainsi. Les méthodes du commissaire à la Guerre avaient déjà suscité un âpre conflit dans le syndicat des transports et risquaient d'anéantir l'ensemble de l'organisation syndicale par abus d'autoritarisme. Les essais de militarisation étaient concluants par les mécomptes. L'heure avait sonné d'alléger la pression exercée sur la classe ouvrière, et non de l'appesantir davantage. L'étatisation des syndicats serait donc prématurée. Ralliant ses collaborateurs habituels ou repentis, Staline, Zinoviev, Kamenev, Kalinine et les leaders syndicaux comme Tomski et Roudzoutak, Lénine fit obstacle aux projets de Trotski.

L'État dont parle Trotski est une abstraction, dit-il dans le débat engagé : « Notre État n'est pas ouvrier, mais ouvrier et paysan », de plus « avec de nombreuses déformations bureaucratiques ». Les syndicats ont donc à défendre les intérêts ouvriers contre un tel État : « Voilà la triste réalité... » La démocratie de la production est une idée inconsistante, une déviation d'esprit syndicaliste : « La production est nécessaire toujours, la démocratie quelquefois seulement... » Et ayant fait allusion aux « centaines de milliers d'erreurs » des communistes, il répète à son habitude : « Nous avons fait beaucoup d'erreurs, cela n'est pas douteux. La majeure partie peut-être de nos décrets a besoin d'être changée. J'en tombe absolument d'accord... » Mais ce n'était pas une raison, à son avis, pour verser dans l'erreur infiniment plus grave de Trotski.

Celui-ci eut l'appui de Dzerjinski, Racovski, Boukharine, Sokolnikov, Piatakov, Andréiev et des trois secrétaires du Parti, Krestinski, Préobrajenski et Sérébriakov. Un moment, Lénine fut encore en minorité d'une voix au comité central. Une fois de plus, il lui faudra manœuvrer, temporiser, user ses contradicteurs qui ne se laisseront pas diviser. En s'exposant personnellement le moins possible, il employait à cette fin tous les moyens efficaces, entre autres la démagogie de Zinoviev et l'astuce de Staline. La discussion en prit vite un tour virulent pour dégénérer bientôt en polémique envenimée. Trotski jouissait d'un grand prestige sur les larges auditoires mais Staline et Zinoviev le contrebattaient aisément dans les couloirs sous l'égide de Lénine, auprès des militants devenus fonctionnaires, en prodiguant les pro-

messes ou en exploitant les ressentiments et les rancunes, résidus de la guerre civile.

Le parti devait se déterminer plutôt par l'intuition et les sympathies personnelles que sur des notions précises. Les deux « plates-formes » offertes aux réunions contradictoires ne se différencient pas de façon frappante et abondent en formules semblables, en affirmations démocratiques gratuites, en phraséologie savante et obscure. De part et d'autre, il n'est question que du grand rôle historique des syndicats. Mais le temps était-il venu de les étatiser ? Le dernier congrès du Parti l'avait décidé et Trotski put s'en prévaloir. Lénine ne le contestait pas tout en adjurant de ne pas se presser d'appliquer la décision. Trotski constatait que l'étatisation était *de facto* en voie d'accomplissement. Zinoviev en acceptait le principe, ne discutant que les modalités. Les syndicats sont une école de communisme, expliquera Lénine, mais Trotski ne disait pas le contraire... Cette controverse byzantine, dans laquelle Lénine vit un « luxe inadmissible » et une menace de scission, dura plusieurs mois, attisant les passions et parfois les haines. « Le parti est malade. Le parti tremble de fièvre », — s'inquiétait Lénine.

Le dixième Congrès était appelé à départager les groupes antagonistes. Mais il s'en forma plus de deux, à la faveur de la querelle des puissants. À Moscou, on comptera jusqu'à huit tendances. L'opposition presque classique du Centralisme démocratique, représentée notamment par Boubnov, Bougouslavski, Ossinski et Sapronov, estimait que les deux fractions principales traduisaient deux nuances d'« un seul et même groupe d'anciens militarisateurs de l'économie » ; elle ne proposait pour son compte que des mesures pratiques de réorganisation des centres directeurs économiques et syndicaux. L'Opposition ouvrière, avec Chliapnikov, Alexandra Kollontai, Loutovinov, etc., préconisait de confier aux syndicats non seulement la gestion, mais la direction de toute la production, et de « syndicaliser » l'État. Riazanov, presque seul de son opinion, refusait aux syndicats tout rôle dans la vie économique, leur attribuant exclusivement la défense des intérêts corporatifs. Noguine prévoyait la disparition des syndicats par leur fusion dans l'administration économique de l'État. Mais les thèses respectives de Lénine et de Trotski captaient l'attention.

La part visible de Staline dans cette crise se réduit à un seul article intitulé : « Nos désaccords », où il paraphrase dans sa manière simple, d'une pédagogie élémentaire, avec force répétitions, les arguments de Lénine contre l'application d'une contrainte bureaucratique-militaire dans les syndicats.

Après avoir noté, lui aussi : « Nos désaccords ne sont pas des désaccords de principes », Staline s'exprime comme suit : « Il existe deux méthodes : la méthode de contrainte (méthode militaire) et la méthode de persuasion (méthode syndicale). La première méthode est loin d'exclure les éléments de persuasion, mais les éléments de persuasion sont ici soumis aux exigences de la méthode de contrainte et constituent pour elle un moyen de secours. La deuxième méthode à son tour n'exclut pas les éléments de contrainte, mais les éléments de contrainte sont ici soumis aux exigences de la méthode de persuasion et constituent pour elle un moyen de secours. Confondre ces deux méthodes est aussi inadmissible de mettre dans le même sac l'armée et la classe ouvrière. » L'échantillon de style est très caractéristique de tous les écrits de la même plume.

L'armée, continue en substance Staline, se compose surtout de paysans ; c'est pourquoi il faut y employer la méthode de contrainte, car les paysans n'iront pas sans cela se battre pour le socialisme. Tandis que les ouvriers, « milieu social homogène » (?), s'organisent volontairement en syndicats et sont le « sel de l'État soviétique ». Plus loin, quelques lignes résument l'argumentation : « L'erreur du camarade Trotski consiste en ce qu'il sous-estime la différence entre l'armée et la classe ouvrière, met sur le même plan les organisations militaires et les syndicats, tente sans doute par inertie de transférer les méthodes militaires de l'armée dans les syndicats, dans la classe ouvrière. » L'article reproche à Trotski de « continuer à mener la vieille ligne semi-bureaucratique, semi-militaire » et conclut, d'un ton calme et posé qui ne donne aucune idée de l'animosité du conflit, à la nécessité de « méthodes normales de démocratie prolétarienne dans les syndicats » et au recours à des « méthodes de persuasion ».

En mars 1921, le dixième Congrès mettra fin à l'interminable débat en approuvant Lénine par 336 voix contre 50 à Trotski et 18 à l'Opposition ouvrière. La résolution prise fut d'ailleurs révisée l'année suivante et les protagonistes s'accordent depuis à reconnaître que la fiévreuse discussion... ne traita pas du véritable problème en

jeu. Tant d'assurance péremptoire des uns, de certitude catégorique des autres, dépensées inconsidérément, donc, au grand dommage de l'œuvre commune.

Comment Trotski et ses amis ont-ils pu commettre la faute tactique de provoquer une bataille rangée perdue d'avance ? Dans les circonstances d'alors, lutter pour la suprématie dans le Parti, c'était poser inconsciemment la question du pouvoir. Lénine critiqua moins, dans leur initiative, le fond des thèses défendues que le procédé de créer des fractions communistes adverses, avec un risque de rupture à certaine échéance. Le rassemblement de personnalités de valeur autour de Trotski l'alarmait comme symptôme d'un danger futur et l'incitait à prendre plus fortement en main la direction du Parti, à se servir pour cela des hommes les plus dociles. Au lieu de rassurer, Trotski avait réveillé la méfiance d'anciens adversaires qui en retour entreprenaient de l'isoler. Ses partisans, sauf quatre, seront éliminés du Comité central — porté à 25 membres et 15 suppléants — et parmi eux sacrifiés les secrétaires trop indépendants, Krestinski, Préobrajenski, Sérébriakov, assisté de deux adjoints. Staline était membre de l'Orgbureau en même temps que du Politbureau et préparait son avenir en silence.

Le congrès délibéra dans une atmosphère d'alerte et de demi-panique : la session coïncidait avec une explosion de mécontentement populaire. Les ouvriers de Pétrograd donnaient des signes de révolte, les marins de Cronstadt menaçaient de passer aux actes, l'Armée rouge irritée exhalait son impatience, les paysans se soulevaient décemment dans plusieurs provinces, en particulier celle de Tambov. Il ne s'agissait donc pas d'une « crise de croissance » des syndicats mais bien d'une crise profonde de la révolution. Il n'était plus question des « petits défauts du mécanisme » signalés chaque jour dans la presse officielle mais du vice fondamental de toute la machine soviétique. Le pain, le combustible, les denrées les plus nécessaires manquaient dans les villes et à la campagne. La production, les transports, les échanges étaient paralysés. En vain la dictature bolchéviste croyait-elle répondre à tout par des réquisitions et des répressions. À moins d'un revirement brusque, la République des Soviets allait à la catastrophe.

Le Parti n'avait rien prévu. Mais aux premières lueurs d'émeute, Lénine comprit d'emblée l'aberration de sa politique. Et pendant que le congrès mobilisait ses membres pour étouffer la rébellion, sachant que l'armée n'était pas sûre, le chef élaborait une « nouvelle politique

économique », substituant l'impôt en nature aux réquisitions de vive force et rétablissant dans certaines limites la liberté du commerce intérieur ; 140 congressistes se mettaient en route pour Cronstadt, point le plus critique par sa proximité de Pétrograd et les possibilités de secours extérieurs, et Trotski dirigeait la sanglante opération. Le nombre des délégués ainsi mobilisés séance tenante atteindra 300. Avant même le vote sur les syndicats, les délégations des régions paysannes se hâtaient de partir : « Le congrès fond et se réduit », disait le président, Kamenev. Dans l'inattention générale, à l'exception de quelques spécialistes, Staline fera encore une fois son exposé habituel de la question nationale, « hors du temps et de l'espace », remarquait Zatonski. L'opposition du Centralisme démocratique renonça à maintenir son point de vue. L'opposition ouvrière, maltraitée et condamnée pour hérésie « syndicaliste », persista seule dans sa résistance impuissante à la majorité. La cohésion du parti se resserrait devant le péril. Le congrès tourna court, dominé par le canon de Cronstadt.

La situation économique ne cessait d'empirer, depuis le début de la révolution. Contrairement à leur programme, les bolchéviks avaient entrepris sans transition d'introduire le socialisme, voire le communisme, dans un pays dont ils étaient les premiers à reconnaître l'impréparation, — après épuisement des stocks dans les villes dépeuplées et consommation des réserves au village *. À la fois sous la pression des nécessités aiguës de guerre civile et par entraînement

* La famine de 1921-1922, principalement dans les régions de la Volga et du Kouban, fit d'innombrables victimes. « Le rapport de la délégation soviétique à la conférence internationale de Gênes (1922) nous a appris qu'en 1921 3 millions d'âmes ont péri d'inanition, malgré l'aide considérable fournie par l'Américan Relief Association. » (Cf. N. de Basily : *la Russie sous les Soviets*. P., Plon, 1938. Ouvrage de documentation sûre, fourni par N. Volski, alias Valentinov.) La réalité s'avéra pire, après coup. « Selon les chiffres de l'Office central des statistiques, pendant la famine de 1921-1922, le pays a perdu, par suite de l'accroissement de la mortalité et de la régression des naissances, 5 053 000 habitants. » (Cf. Serge Prokopovicz : *Histoire économique de l'U.R.S.S.* P., Flammarion, 1952.) Le même ouvrage, d'une autorité incontestée, précise ultérieurement que ladite famine « fit 5 millions de victimes », outre le déficit de naissances. Kalinine, au deuxième Congrès des Soviets en 1924, reconnut que cette famine avait affecté cruellement une population de 36 millions d'habitants. (Cf. Benjamin M. Weissman : *Herbert Hoover and Famine relief to Soviet Russia, 1921-23*. Stanford University, 1974.)

mystico-romantique dans la filiation de l'anarchie, ils brisaient toute entreprise et confisquaient tout produit du travail individuel avant d'avoir créé la production collective.

« Privilégiés », les ouvriers et les soldats vivaient à peine d'une ration misérable que les paysans, en grand nombre affamés et à l'unanimité exaspérés, se défendaient par la dissimulation des denrées, la grève des semailles et parfois l'obstruction à main armée. Les « abominations de *bachi-bouzouks* » dont Lénine avait parlé devant un congrès communiste restaient d'une cuisante actualité. Les résolutions officielles promettant de ménager les ruraux n'allaient pas au-delà de phrases vaines, comme tant de décrets, de lois, d'instructions, de circulaires, comme la Constitution elle-même. La récolte de 1920 ne pouvait être que désastreuse.

Avec une industrie produisant moins de 20 % d'avant guerre, des finances anéanties par l'émission illimitée de papier-monnaie, un commerce intérieur réduit au troc clandestin, le commerce extérieur abaissé aux environs de zéro, l'économie soviétique était dans l'impasse.

Après coup, Lénine appellera tout cela du « communisme de guerre » pour résumer d'une courte formule sa justification rétrospective en arguant d'une circonstance extraordinaire. Mais par une contradiction de plus, il avouera aussi la responsabilité des communistes dans cette politique de spoliation aveugle et cruelle : « Nous avons commis bien des erreurs et le plus grand crime serait de ne pas comprendre que nous avons dépassé la mesure. » Reconnaisant la défaite subie dans ce domaine : « Nous avons éprouvé une défaite sur le front économique, une défaite très lourde... », — il en précisera nettement le sens : « Notre tentative de *passer immédiatement au communisme* nous a valu une défaite plus sérieuse que toutes les défaites à nous infligées par Koltchak, Dénikine et Pilsudski... » Insistant sur les erreurs de la veille, il confirmera son aveu en ces termes : « Nous avons cru possible pour la plupart... de passer directement à l'édification du socialisme. » En réalité, il prononçait tantôt des paroles de propagande ou d'encouragement pour prévenir les défaillances, tantôt de critique et de vérité pour réagir contre les illusions ou l'optimisme de commande.

Le « communisme de guerre » fut certainement une tentative d'abord peu consciente, puis volontaire et intransigeante, de brûler les étapes afin d'établir le socialisme « d'assaut ». Les théoriciens attirés d'un parti qui se réclamait du marxisme en avaient oublié les postulats économiques les moins contestables dans la griserie des succès politiques. Leur conviction de réaliser en 1920 la suppression de l'argent suffirait à le prouver. Trotski écrivait alors dans un manifeste : « Le salaire en monnaie tend de plus en plus à être remplacé par le paiement en nature, l'émission continuelle de papier-monnaie et la chute rapide de sa valeur ne font que consacrer la disparition du vieux système financier et commercial. » À la fin de l'année, la presse communiste annonçait la gratuité des aliments pour les ouvriers et les employés comme « un pas de plus vers l'abolition d'une des survivances capitalistes subsistant sous le régime soviétique, le système monétaire », comme la fin du « fétichisme de l'argent », la gratuité étant déjà résolue pour les services publics, les transports, le logement, l'éclairage, les spectacles. (*L'A.B.C. du communisme* prévoit pourtant l'usage de la monnaie dans une société socialiste, avant le communisme.) Moins d'un an plus tard, Lénine conseillera de garder précieusement l'or en Russie en attendant de faire construire sur les places publiques, dit-il avec une métaphore peut-être inspirée de Thomas Morus, « quand nous aurons vaincu dans le monde entier », des vestigiennes en or...

Ni la socialisation des banques et des capitaux, ni la nationalisation de l'industrie, ni la collectivisation de l'agriculture ne répondaient aux projets des vainqueurs d'Octobre. En réponse aux imputations de la presse bourgeoise confondant nationalisation et confiscation, avant le coup d'État, Lénine a protesté de ses véritables intentions, sans équivoque : les bolchéviks au pouvoir nationaliseraient les banques « sans enlever un sou à aucun propriétaire », car ils entendent par nationalisation simplement une direction effective. De même, la syndicalisation industrielle, ou constitution obligatoire en cartels, « ne changerait rien par rapport à la propriété et n'ôterait pas un sou à aucun propriétaire ». Lénine répète plusieurs fois « pas un sou ». Quant à l'hypothèse d'une expropriation des paysans, c'était encore une invention malveillante, « car même en cas de révolution socialiste véritable, les socialistes ne voudront et ne pourront exproprier les petits paysans ». Toutes ces promesses aboutiront la socialisation intégrale des

banques, de l'industrie et de la production agricole. L'élan de la révolution assaillie accomplissait, outre l'« expropriation des expropriateurs » préméditée de longue date, l'expropriation des expropriés.

La mainmise complète de l'État sur les usines et les fabriques n'entrait pas plus dans le programme du bolchévisme que dans celui du socialisme occidental. Faisant front à l'« infantilisme de gauche » en 1918, c'est-à-dire aux utopistes partisans d'une socialisation à outrance immédiate, Lénine écrivait : « Nous avons déjà confisqué, nationalisé, cassé et démoli plus que nous ne pouvons recenser... » Mais l'hostilité des patrons et des techniciens ; l'échec irrémédiable de la direction ouvrière, l'incapacité technique et directoriale des syndicats, le traité de Brest avec ses clauses protectrices des biens allemands, le pillage et les abandons d'entreprises consécutifs aux troubles, — tout poussait à la solution la plus radicale. (Le monopole d'État sur le commerce des céréales fut adopté sous Kérénski dans des conditions analogues, par impossibilité d'agir autrement.) Cependant, au lieu de saisir la première occasion de démobilisation l'industrie comme l'armée, les bolchéviks finirent par idéaliser un pis-aller et sous prétexte de « piller ce qui a été pillé », vivront en pillant même ce que personne n'avait pillé. Ce reniement de leurs principes aggravé d'une méconnaissance de leur propre science sociale conduisit aux terribles mécomptes dont l'insurrection de Cronstadt fut l'épisode culminant.

Le mouvement de revendication des ouvriers et des marins, d'aspect absolument pacifique à l'origine, correspondait à l'agitation du prolétariat de Pétrograd excédé de privations, de déceptions et des brutalités de la « commissarocratie ». À la fin de février 1921, les grèves se multiplient dans la capitale du Nord et des meetings de travailleurs réclament du pain et des libertés, la réforme des soviets et le rétablissement du commerce. Les socialistes de diverses nuances en profitent pour influencer cette action spontanée dans un sens conforme à leurs vues. Les autorités communistes répondent par des arrestations, la fermeture des usines en effervescence, la répression des manifestations. Zinoviev, président du Soviet de Pétrograd, ne savait recourir qu'à des mesures de police.

Mais le froid et la faim, la crise du charbon et la réduction des rations — dues en partie à l'atrophie des chemins de fer — stimulaient la population. Les équipages de la flotte et la garnison de Cronstadt tiennent alors une assemblée imposante à laquelle prend part Kalinine

en personne, reçu avec tous les honneurs, musique et drapeaux. Il en sort une résolution exigeant, dans l'esprit de la constitution soviétique et du programme d'Octobre des bolchéviks, des élections libres aux soviets ; la liberté de parole et de presse pour les ouvriers et les paysans, les socialistes de gauche, les anarchistes, les syndicats ; la libération des prisonniers politiques ouvriers et paysans ; l'abolition des privilèges du parti communiste ; l'égalité des rations des travailleurs ; le droit des paysans et des artisans non exploités à disposer du produit de leur travail. Une députation envoyée à Pétrograd est emprisonnée. Zinoviev n'avait pas d'autre argument.

Sur ce, un comité révolutionnaire provisoire est élu à Cronstadt, où la grande majorité des communistes se rallie au mouvement. Tout se borne à des proclamations mais cela suffit pour alarmer Zinoviev, qui communique à Moscou une sorte de panique. Le conseil du Travail et de la Défense riposte par un ordre décrétant l'état de siège et dénonçant la contre-révolution, les socialistes-révolutionnaires, les Gardes-blancs, les Cents-Noirs, l'espionnage français, les généraux russes... Un lieu de l'apaisement, c'était la lutte. L'effusion de sang devenait inévitable. Après une sommation sans résultat, Trotski ordonna de bombarder ceux qu'il appelait naguère l'« orgueil de la révolution ».

Si les matelots et les ouvriers de Cronstadt avaient ourdi un complot ou dressé un plan, ils eussent attendu le dégel qui rendrait leur forteresse imprenable et mettrait Pétrograd sous le tir de la flotte. Mais ils espéraient gain de cause par la seule puissance de leur droit et grâce à la solidarité de la Russie laborieuse. Fils de paysans malheureux et dépouillés pour la plupart, ils se savaient les interprètes des doléances populaires. Leur candeur politique reste hors de doute comme leur fidélité à la révolution. Mais le lourd « appareil » du parti bolchéviste n'était déjà plus sensible à la pureté des meilleures intentions. Attaqués sur la glace par les *coursanti* (élèves-officiers sélectionnés), les mutins se défendirent, devenant insurgés malgré eux. L'Armée rouge lancée contre les forts refusa de marcher. Il fallut l'épurer, l'encadrer et la travailler spécialement, au moyen des renforts communistes arrivés du dixième Congrès. Par une sinistre ironie de l'histoire, la commune de Cronstadt périt le 18 mars 1921, cinquantième anniversaire de la Commune de Paris.

On ne se glorifie pas de certaines victoires. Trotski a consacré tout juste deux lignes de ses mémoires à l'affaire de Cronstadt. C'est pour

y reconnaître un « dernier avertissement » signifié à son parti. Sans attacher par ailleurs trop d'importance aux diatribes grossières des bolchéviks acharnés à discréditer les vaincus, il est probable que la contre-révolution ait cherché à s'infiltrer dans le soulèvement pour tenter de l'orienter à son profit. Mais à qui en incomberait la principale responsabilité ? Trotski l'a suffisamment indiqué, le jour où il écrivait : « Le régime de la *ration de famine* était lié à des troubles croissants qui ont amené en fin de compte l'insurrection de Crons-tadt. » Et la *ration de famine* fut une conséquence du soi-disant communisme de guerre, tardivement abandonné de Lénine après le « dernier avertissement ».

Mais la légitimité des revendications des rebelles trouvait une consécration implicite dans le « tournant » opéré sous l'impulsion de Lénine au dixième Congrès, l'adoption d'une « nouvelle politique économique » — la *nep* — qui devait corriger l'utopisme des pratiques en faillite. La fin du rationnement et des confiscations arbitraires, la faculté pour les petits producteurs de vendre leurs marchandises, la réouverture des marchés, en un mot la restauration d'un capitalisme limité et contrôlé, donnaient satisfaction aux besoins essentiels du peuple exténué. S'il est vrai que ses aspirations ou velléités politiques étaient toujours aussi brutalement brimées, la détente économique semblait un premier pas vers des temps meilleurs.

Accueillie avec soulagement dans le pays, la *nep* ne fut pas admise sans stupeur par le Parti. Les militants désemparés obéirent mais ne comprenaient pas. Riazanov eut presque seul le courage de s'élever contre la procédure insolite de Lénine, imposant une brusque volte-face sans consultations préalables ni licence de délibérer. L'Opposition ouvrière lui fit écho mais n'avait rien de sérieux à objecter au fait accompli. La gravité de la situation primait les formalités : « Si nous n'avions pas transformé notre politique économique, nous n'aurions pas duré quelques mois de plus », dira Lénine au prochain congrès.

Le Parti suivit par docilité, et plutôt à contre-cœur, avant de s'émerveiller une fois de plus de la clairvoyance de son guide. Mais Lénine, en l'occurrence, retardait sur les événements et n'avait nullement le mérite d'un pionnier. Deux ans auparavant, en 1919, Trotski n'avait-il pas invité le Comité central, par l'intermédiaire de Staline, à enrayer les abus qui accablaient les paysans moyens de la Volga et à

punir les fonctionnaires soviétiques coupables ? L'année suivante, ne proposa-t-il pas de remplacer les réquisitions par un impôt progressif en nature et d'instituer un échange équitable d'objets manufacturés contre les denrées agricoles, pour remédier à la décadence de l'économie rurale ? Lénine crut le réfuter en le traitant sévèrement de *free trader* (libre-échangiste) et le Comité central en repoussant son projet par 11 voix contre 4. À son habitude, Staline figurait parmi les suiveurs de la majorité. Deux mois avant Cronstadt, le menchévik Dachine défendait au Congrès des Soviets l'impôt en nature et le droit des paysans à disposer de l'excédent. Lénine s'était donc laissé devancer et rien ne révèle ici le « génie » que ses disciples ont célébré, et dont il avait réellement fait preuve en Octobre, — mais une souple intelligence prompte à se ressaisir après un égarement passager.

Avec la *nep*, Lénine cède du terrain économique pour conserver à son parti tous les privilèges politiques. Il revient dans une certaine mesure à son vrai programme et applique aux rapports de classes à l'intérieur la tactique de compromis couronnée de succès à l'extérieur dans les relations avec les nations capitalistes. Sur ce dernier chapitre, ses idées étaient très nettes. Au lendemain de la grande guerre, il fit envoyer par Tchitchérine une note aux Alliés pour offrir de reconnaître les emprunts et les dettes, consentir des concessions économiques et même des cessions territoriales. En 1921, il conseillait aux communistes allemands de subir le traité de Versailles comme les bolchéviks avaient accepté la paix de Brest. Sa certitude d'une révolution mondiale inéluctable concilie la rigidité doctrinale avec les artifices de la retraite et les transactions du compromis. Il se conforme d'instinct aux préceptes de Napoléon sur la guerre « dont l'art ne constitue qu'à gagner du temps lorsqu'on a des forces inférieures » et qui considérait les principes « comme des axes auxquels se rapporte une courbe ».

La complexité des problèmes à résoudre au-dedans ne se prêtait pas aux solutions relativement simples des relations au-dehors. Aussi Lénine s'estimait-il fondé à manœuvrer en louvoyant, à contourner les obstacles, à monter ou à descendre « en zigzags ». Il a souligné plus d'une fois qu'on ne connaît point de livres enseignant à conduire une révolution à bonne fin et que, Marx n'ayant pas dissipé d'avance tous les doutes, il faut apprendre à se tirer d'affaire sans son secours posthume... La *nep* n'était pas une conception achevée d'un coup mais un changement d'orientation, suivi de tâtonnements et de découvertes,

d'une série de décrets successivement rectifiés et complétés. Restitution conditionnelle d'habitations et affermage de petites ou moyennes entreprises aux anciens propriétaires, location de fabriques, concessions aux étrangers, rétablissement du salariat, réhabilitation de l'argent, restauration du commerce privé, suppression des services gratuits... Personne ne savait précisément jusque où il faudrait reculer. « Nous avons été vaincus dans notre tentative de réaliser le socialisme d'assaut », expliquera Lénine pour conforter le moral ébranlé du parti, mais « la défaite n'est pas le plus grand danger, c'est la crainte de reconnaître sa défaite ». Après six mois, il annonçait encore un « recul supplémentaire » et au bout d'un an seulement, la fin de la « retraite ».

Ses nombreuses définitions de la *nep*, à la fois diffuses et fragmentaires, mettent en relief tantôt tel trait, tantôt tel autre, selon l'opportunité. L'une des moins insuffisantes est celle où il affirme la nécessité d'« abandonner la construction immédiate du socialisme pour se replier dans bien des domaines économiques vers le capitalisme d'État ». Sur le thème du capitalisme d'État, il se rapporte à une brochure de 1918 où il a écrit : « Si la révolution tarde en Allemagne, nous devons nous mettre à l'école du capitalisme d'État des Allemands, l'imiter de toutes nos forces, *ne pas craindre les procédés dictatoriaux pour accélérer cette assimilation de la civilisation occidentale par la Russie barbare*, ne pas reculer devant les moyens barbares pour combattre la barbarie. » Prescription qui devait entre toutes se graver dans l'esprit de ses héritiers et plus particulièrement de Staline.

Son argumentation générale, si importante pour l'évolution ultérieure du régime, se laisse mal résumer en paroles textuelles mais quelques lignes directrices prélevée sur divers écrits, rapports, discours et commentaires, en donneront une idée d'ensemble.

On y remarque dès l'abord une révision de ses vues quant à la proximité de la révolution internationale : « Compter sur la révolution mondiale ne peut pas dire y compter pour une date précise... Son développement, toujours plus rapide [?], peut amener la révolution au printemps mais cela peut aussi ne pas arriver. » En 1919, il pensait encore que « la décomposition de l'impérialisme allemand conduit l'Allemagne non seulement à la république mais à la révolution socialiste ». En 1920, il avançait avec certitude : « Le jour n'est pas éloigné où nous marcherons la main dans la main avec le gouvernement des

Soviets d'Allemagne. » En 1921, il trahit son embarras en phrases contradictoires : « La révolution internationale grandit... Mais nous serions simplement des fous de supposer qu'une aide nous viendra à bref délai sous forme d'une révolution prolétarienne durable... »

Sur la capitalisme d'État, qu'il considère comme « un grand pas en avant » pour la Russie soviétique, Lénine écrit : « C'est un capitalisme que nous pouvons et devons admettre car il est indispensable aux masses paysannes... » Il rappelle à ceux qui l'ont oubliée la doctrine commune : « Le capitalisme est un mal par rapport au socialisme. Le capitalisme est un bien par rapport au régime féodal, à la petite production. » Les concessions, « relations d'alliance ou de mariage économique avec le capitalisme », s'imposent au plus arriéré des grands pays d'Europe : « Les concessions sont peut-être la forme la plus simple, la plus nette, la plus exactement délimitée revêtue par le capitalisme d'État à l'intérieur du système soviétique. » La coopération aussi est « une espèce de capitalisme d'État, mais moins simple, moins délimitée, plus complexe ». Les illusions à cet égard doivent disparaître : « Droits et libertés pour la coopération dans l'état actuel de la Russie, cela signifie droits et libertés pour le capitalisme. Se voiler la face pour ne pas voir cette vérité d'évidence serait sottise ou crime... »

Enfin il insiste sans répit sur l'alliance économique avec les paysans, indispensable après l'alliance militaire ; pour la réaliser, le seul moyen est d'accorder la liberté de l'échange : « La liberté de l'échange, c'est la liberté du commerce ; la liberté du commerce, c'est le retour au capitalisme. » Et l'interdiction de cette liberté « serait une sottise et un vrai suicide ». Car l'entente avec les paysans peut seule préserver la révolution socialiste en Russie, sauf révolution dans les autres pays ». Il faut prouver à la classe paysanne que les communistes « vont effectivement au secours du petit paysan ruiné, dénué de tout, agonisant de faim, dans sa situation atroce actuelle. Ou nous lui prouverons cela, ou bien il nous enverra à tous les diables... Tel est le sens de la nouvelle politique économique ».

Mais sur la signification historique de la *nep* saluée par leurs adversaires comme une répétition russe de Thermidor, les bolchéviks ne sont pas près de fixer leur opinion. Ils l'interprètent comme un Thermidor spécifique, réalisé à temps par eux-mêmes, et salutaire à la révolution. Lénine n'a rien trouvé à redire aux réflexions suivantes de

Trotski, datées de 1922 : « Les menchéviks du monde entier se sont mis à parler du Thermidor de la révolution russe. *Mais ce n'est pas eux, c'est nous-mêmes qui avons établi ce diagnostic.* Et, ce qui est encore plus important, le parti communiste a fait aux aspirations *thermidoriennes*, aux tendances de la petite bourgeoisie, les concessions nécessaires à la conversion du pouvoir par le prolétariat sans briser le système ni lâcher le gouvernail. » Tchitchérine expliquait dans une interview en 1921 : « Notre politique extérieure n'est que l'expression de cette *nep* qui est vraiment un Thermidor prolétarien » ; il n'eût pas tenu ce langage sans instructions précises du Politbureau, donc de Lénine et de Trotski. Plus tard le spectre de Thermidor sera évoqué dans de nouvelles circonstances avec moins de sérénité, au paroxysme des luttes intestines.

La tentation est fréquente de chercher dans d'autres révolutions des précédents pour mieux comprendre les étapes d'un grand bouleversement politique et social. Des parallèles s'offrent entre maintes situations, bien qu'il n'en existe guère d'exactly semblables, voire entre certains personnages. On découvre de réelles ressemblances entre Nicolas Romanov, Louis Capet et Charles Stuart comme entre Alexandre Féodorovna, Marie-Antoinette et Henriette de France. On peut utilement comparer, à condition de ne pas assimiler, Lénine à Robespierre et à Cromwell, en tant que figures centrales de leur révolution. Diverses raisons suggèrent parfois un rapprochement avec Washington, et plus souvent encore avec des personnages de l'histoire de la Russie. Mais les hommes qui « vivent dans l'avenir » s'identifient déjà moins que les ombres du passé. Le Soviet de Pétrograd joue à certaine heure un rôle assez analogue à la première Commune de Paris ; le parti bolchéviste, au club des Jacobins. Ni l'un ni l'autre, pourtant, n'auront le sort de leurs devanciers. La guerre civile de toutes les Russies rappelle à plus d'un titre celles de l'Amérique du Nord. Gironde social-démocrate et Vendée cosaque ne sont pas des expressions arbitraires. La destruction des Niveleurs et celle des Enragés trouvent quelque correspondance dans la République des Soviets. Toute révolution a ses Indulgents et ses Exagérés. La Terreur, « dictature de détresse » disait le fils de Carnot, n'a pas été une nouveauté russe. Il ne manque pas d'autres exemples. Mais toute confrontation du même ordre n'a de valeur que dans la mesure où ressortent les différences, véritables caractéristiques des phénomènes individuelles ou

collectifs dignes d'intérêt. Sous la communauté des apparences, l'histoire ne se répète pas toujours, elle continue. Les analogies les plus frappantes ne permettent jamais d'apprécier, encore moins de prévoir les événements, si n'on fait abstraction du milieu économique et des conditions historiques donnés. À cet égard, les distinctions de contenu social importent plus que les similitudes de surface. Aussi les annonciateurs trop pressés de Thermidor, à plus forte raison de Brumaire, ont-ils eu de nos jours tout loisir de méditer l'originalité du cours de la révolution russe après l'avoir méconnue.

Lénine était plus sage quand il envisageait le dilemme des libéraux ralliés au nouveau régime, et ainsi correctement posé : la *nep*, évolution ou tactique ? À cette « vérité de classe d'un ennemi de classe », il répond loyalement : « Une évolution telle que la prévoit Oustrialov est possible. L'histoire connaît toutes sortes de métamorphoses... Ce sont les masses gigantesques qui décident les issues historiques. » Et dans l'attente des grandes conflagrations destinées à mettre en branle ces multitudes, la sélection des communistes et la qualité de leur travail dans le présent peuvent garantir — croit-il — contre une dégénérescence de la tactique temporaire en évolution irrémédiable et préparer un avenir qui tranchera en faveur de la perspective révolutionnaire. La *nep*, dit Lénine, est décidée « sérieusement et pour longtemps ». C'est pourquoi le choix des hommes devient la tâche primordiale : « Il ne faut pas avoir peur de reconnaître que 99 fois sur 100, les communistes responsables ne sont pas à leur place, ne savent pas travailler et ont besoin maintenant de s'instruire. » Chacun à sa place... Précisément, pour Staline, l'occasion approchait de prendre la sienne.

Les conflits personnels entre révolutionnaires ont souvent précipité le déclin de leur mouvement, déterminé par des causes plus profondes. Sous ce rapport, la révolution russe a semblé faire exception, du vivant de Lénine : la solidarité foncière des dirigeants ne se laissait entamer ni par des discordes, ni par des revers. Le fait nouveau, c'était l'organisation des initiateurs et moniteurs de cette révolution en parti cohérent et discipliné, dont l'unité sera l'élément essentiel de stabilité du régime.

Mais derrière une façade rassurante, des rivalités minaient obscurément l'« appareil ». La discussion sur les syndicats avait montré l'acuité de ces antagonismes, auxquels la *nep* ne mit pas terme. Pour Trotski, il ne restait rien de son désaccord avec Lénine, lui-même sou-

cieux de faciliter la collaboration entre adversaires d'hier. Pour l'entourage de Lénine, cela n'allait pas de soi : même isolé au Politbureau et presque seul de son bord au Comité central, Trotski apparaissait redoutable à la confrérie des « vieux bolchéviks » qui entendait le confiner dans des domaines restreints et amoindrir son influence en dispersant ses partisans, afin de se réserver la haute main sur les leviers de commande du parti et de l'État. Zinoviev, Kamenev et Staline travaillaient à ce dessein en secret. Et pour mieux le réaliser, ils visaient un instrument efficace dans le secrétariat du Comité central, poste réputé technique et exécutif mais d'importance croissante par ses attributions dans la répartition du personnel politique.

En 1922, ils arriveront à leurs fins : après le onzième Congrès du Parti, Staline devint secrétaire général, succédant à Molotov rétrogradé au rang d'adjoint. L'opération passa presque inaperçue, tant les fonctions avaient toujours paru modestes. Personne n'y fit objection, sauf Lénine prétend Trotski dont la mémoire est ici défailante au moins sur la date, qu'il avance d'un an, et dont le témoignage semble démenti par les éloges que prononça Lénine en séance du congrès à l'adresse de Staline. Il est vrai que les contradictions vont abonder sans discontinuer dans les actes et les paroles des leaders du bolchévisme. « Ce cuisinier ne préparera que des mets pimentés », dit Lénine du nouveau secrétaire, mais sans doute plus tard, et entre amis.

À cette époque, Staline n'était encore connu que d'un cercle peu nombreux de militants et de fonctionnaires ; mais ceux qui eurent affaire à lui dans l'activité quotidienne s'inquiétaient de sa présence au « sommet ». La phrase de Krestinski : « C'est un vilain individu, avec ses yeux jaunes », traduit une antipathie partagée. Peut-être Lénine sous-estimait-il le rôle éventuel d'un fonctionnaire subordonné au Politbureau, en ne s'opposant pas expressément à la nomination de Staline. Quoi qu'il en fût, son abstention laissait le champ libre au petit clan qui occupait après de lui les points stratégiques du pouvoir. Ainsi s'accomplit sans bruit un fait essentiel de la révolution, et sans que les promoteurs en soupçonnassent la portée ou en prévissent les conséquences.

À l'apogée de son influence, Lénine exerçait sur ses collaborateurs une sorte de magistrature arbitrale tout en assumant la responsabilité majeure de la direction dans l'État soviétique et l'action révolutionnaire internationale. Le hardi redressement de la *nep*, confirmait dans

les sphères communistes sa réputation d'infailibilité relative, après l'heureux bilan de la tactique de Brest. Grâce à lui, la République des Soviets allait commémorer en sécurité son cinquième anniversaire. On ne se hasardait plus à le critiquer en public, bien qu'il ne se départît point de sa modestie habituelle. Son accent parfois impératif dans certaines polémiques traduit, non la certitude d'un pontife, mais le sentiment d'une supériorité politique éprouvée sur ses contradicteurs. En censurant ses propres fautes, il ne perdait pas de vue celles d'autrui. Il eût pu faire sien le mot connu : « Je me juge bien peu quand je me regarde... mais je me considère beaucoup si je me compare. D'où le contraste entre sa prudente réserve intellectuelle devant de grands problèmes à résoudre et son assurance dans la controverse. Par nécessité pédagogique, il y mêle encore des paroles lapidaires, soit de simplification schématique, soit de stimulation tonique à l'intention de l'auditoire à éduquer. Mais cela n'exclut pas une bienveillance constante envers ses compagnons moins doués qu'il s'efforce de tenir en haleine et d'associer à l'œuvre collective selon leurs capacités. À son ascendant spirituel sur le Parti, il joignait une sollicitation prévenante vis-à-vis de tous et de chacun, ménageant les forces, veillant à l'entente, encourageant les uns et les autres de ses conseils ou de son appui. Lui, se dépendait sans compter.

En Staline, écrit Trotski, Lénine apprécia d'abord « les qualités de fermeté et d'un esprit pratique consistant aux trois quarts de ruse ». Mais dans la suite, il dut constater « l'ignorance, l'extrême étroitesse d'horizon politique, l'exceptionnelle grossièreté morale et l'indélicatesse de Staline ». Le mémoraliste rapporte que Lénine recourait de préférence à Staline, Zinoviev et Kamenev pour l'expédition des affaires courantes et des menues besognes, sur ses instructions ou sous sa direction ; au Comité central comme ailleurs, il avait besoin d'auxiliaires dociles, du type de Rykov et de Tsiouroupa dont il fit ses suppléants avec Kamenev au Conseil des commissaires quand la fatigue l'obligea de restreindre son labeur. À cette esquisse exacte mais trop sommaire, il faut ajouter quelques traits indispensables à l'intelligence d'une situation déjà grosse de crise.

Tout le système gouvernemental repose alors sur la personnalité de Lénine dont l'envergure crée, avec l'enchaînement des circonstances historiques, un état de choses singulièrement différent de l'ordre soviétique constitutionnel.

Les institutions politiques, économiquement et administratives se trouvent assujetties à autant d'organes strictement communistes parallèles, aux divers degrés de l'organisation. Le Parti se superpose donc à l'État, comme sur une pyramide un couvercle de même forme. Au sommet, le Politbureau concentre tous les pouvoirs délégués de haut en bas aux instances inférieures dans les limites de leur ressort. Comme président du Conseil des commissaires, Lénine ne fait que convertir en mesures pratiques les décisions prises au Politbureau sous sa direction, et distribuer la besogne entre les départements ministériels. Il finit par s'affranchir de cette fastidieuse occupation et, de son côté, Trotski cessa de perdre son temps au Conseil, transformé en commission exécutive de hauts fonctionnaires. Un « petit conseil » y fut adjoint, pour la rédaction des lois. Le Comité exécutif des Soviets, dépouillé des prérogatives définies dans la Constitution, sert de Parlement-croupion, assemblée intermittente de fonctionnaires moyens commis au vote automatique des projets de lois présentés par son Bureau permanent, avec faculté de disserter sur d'insignifiants détails. Aux ordres du Politbureau, il y a encore le conseil du Travail et de la Défense, de compétence indéfinissable, et d'autant plus enclin à empiéter sur tout ; le Conseil économique supérieur, préposé à la production et aux échanges, mais absorbé par l'industrie ; la commission du Plan, chargée de recenser les ressources et de dresser projets et devis. Tous ces organismes, ajoutés aux commissaires des Finances, des Transports, de l'Agriculture, du Commerce extérieur, de l'Inspection ouvrière et paysanne, aux Soviets des deux capitales, aux comités centraux des coopératives et des syndicats, etc., en compétition incessante d'autorité bureaucratique à défaut d'initiative, se contrecarrent à l'envi réciproquement. Et Lénine n'exagérait pas en disant : « Nous avons un chaos d'instances de toutes sortes. »

Dans ce chaos, lui seul est assez écouté pour départager les bureaux concurrents et faire prévaloir une notion lucide d'intérêt général. Mais son rôle implique la multiplication de l'effort par l'emploi de sous-ordres servant d'instruments et de moins en moins capables de penser sans directives du maître. Staline au secrétariat du Parti, — Zinoviev au Soviet de Pétrograd, — Kamenev au Soviet de Moscou ; — Boukharine à la direction de la presse, — Kalinine de l'Exécutif des Soviets, — Kamenev au conseil du Travail et de la Défense, — Rykov au Conseil économique supérieur, plus tard au Conseil des commis-

saires, — Zinoviev, Radek et Boukharine à l'Exécutif de l'Internationale communiste, — cette répartition de pièces sur l'échiquier n'était pas inefficace mais avec un Lénine pour en disposer. Libérés à eux-mêmes, comme en plusieurs circonstances antérieures plutôt malheureuses pour leur réputation communiste, que vaudraient les épigones ?

Deux des principaux départements d'État avaient acquis une espèce d'autonomie, par la confiance que Lénine accordait à leur chef respectif : la police et l'armée.

Les pouvoirs de la Tchéka, théoriquement réduits en 1920, puis en 1922 avec la réorganisation de la « Commission extraordinaire » en « Direction politique d'État » (*sic*) ou Guépéou, n'étaient pas illimités en principe. Le « collège » présidé par Dzerjinski devait soumettre ses « propositions » au commissariat de la Justice. En fait, un fonctionnaire de ce commissariat s'ajoutait par ses fonctions spéciales audit collège, sur lequel le Politbureau exerçait seul une surveillance illusoire en y mandant un de ses membres, quitte à se saisir de temps en temps des cas exceptionnels. Ainsi Staline continuera-t-il, en qualité de représentant du Politbureau à la Guépéou, son activité policière commencée pendant la guerre civile. Il va de soi que ni Lénine, ni ses collaborateurs directs ne pouvaient vérifier les assertions de Dzerjinski ou de Staline, sauf rares exceptions, alors que le collège avait latitude de *faire l'opinion* du Politbureau en matière de répression. Comme toutes les polices politiques, la Guépéou tendait à se montrer indispensable en amplifiant les périls à combattre, supposé ou réels. Plusieurs fois, Dzerjinski aura recours au moyen classique pour obtenir sanction de ses rigueurs : la démission, motivée par l'impossibilité de répondre de l'ordre public et de la sécurité du régime, faute de droits suffisants. En fin de compte, la Guépéou recouvrera peu à peu la toute-puissance de la Tchéka, contrairement aux intentions premières du Parti et à l'esprit de la réforme de 1922, et prendra de monstrueuses proportions dans cette République des Soviets que Lénine avait prématurément définie comme « nouveau type d'État, sans bureaucratie, sans police, sans armée permanente ».

Trotsky tenait une place à part. Au Politbureau, son accord avec Lénine avait force de décision. En ces deux têtes, le Parti se sentait incarné par sélection naturelle. Leurs noms semblaient inséparables pour l'opinion populaire, leurs personnes associées en permanence

aux suprêmes responsabilités. Contrastant avec le « chaos » bureaucratique dont parlait Lénine, le commissariat de la Guerre passait pour une institution exemplaire, à laquelle s'adressait le Politbureau en maintes circonstances étrangères aux choses militaires. Trotski avait su former un personnel adapté à ses méthodes rationnelles de travail, ordonnées, ponctuelles, efficaces, et s'en servir pour mener à bien des missions les plus variées. On faisait appel à lui partout où le désordre et l'incurie exigeaient une intervention salutaire (comme au commissariat de l'Instruction publique, discrédité par Lounatcharski), dans l'espoir de résultats analogues à ceux qu'il avait atteints pour les services de la Guerre, l'industrie de l'Oural, les transports. Outre sa valeur d'homme d'État et ses talents d'organisateur, on honorait sa fertilité intellectuelle, sa contribution active à la presse et au mouvement des idées. Dans les congrès de la troisième Internationale, il dominait sans effort. Et cependant, ce multiple prestige ne correspondait pas à une égale autorité dans l'élément principal du nouvel État, — l'appareil de la dictature.

Cet appareil, de plus en plus différencié du Parti comme le Parti était de plus en plus isolé politiquement dans l'État, représentait l'ensemble des rouages moteurs de l'énorme machine bureaucratico-soviétique constituée sur les ruines de l'ancienne administration impériale, produit de conditions sociales inchangées. Un quart de siècle de progression industrielle, encore dérisoire malgré l'outillage moderne des grandes entreprises du capital étranger, et laissant la Russie très en retard sur les autres pays civilisés, n'avait pas formé de bourgeoisie ni de prolétariat capables de contrebalancer « la demi-sauvagerie et la plus réelle sauvagerie » que Lénine indiquait comme principal obstacle sur la voie du socialisme. L'*intelligentsia* décadente et présomptueuse balayée par la révolution, émigrée en foule ou dispersée à l'intérieur, la classe ouvrière plusieurs fois décimée par la guerre civile, en partie refoulée à la campagne par la famine, en partie absorbée dans les cadres de la nouvelle bureaucratie, — il restera cet immense peuple rural que Gorki avait caractérisé comme « un grand corps flasque, sans aucune éducation politique, presque inaccessible à l'influence des idées susceptibles d'ennoblir les actes de la volonté » et « abruti par les conditions de sa vie, patient d'une façon quasi révoltante, rusé à sa manière »... À moins d'énergiques méthodes démocratiques régénérant cette masse humaine et favorisant le dévelop-

pement de ses élites, le nouveau régime serait condamné, de l'avis des révolutionnaires sincères et clairvoyants, à évoluer dans la tradition bureaucratique et policière de l'ancien, jusqu'à l'équivalent d'une révolution supplémentaire. Il dépendait du Parti, c'est-à-dire maintenant de son appareil, d'imprimer à ce « grand corps » inerte l'orientation et l'impulsion dans le sens du progrès démocratique inscrit à son programme. Mais la démocratie promise par le bolchévisme primitif s'éteignait dans le parti privilégié comme dans le pays affaibli. L'appareil vivait déjà son existence propre, avec ses intérêts distincts des aspirations du peuple dont il se prétendait l'unique expression et l'opposition inavouée qu'y rencontrait Trotski n'avait rien de fortuit. Si l'antagonisme n'était pas ouvertement déclaré, Trotski le devait surtout à Lénine.

Dans quelle mesure les incompatibilités individuelles pesaient-elles sur les relations au « sommet » de l'appareil ? À l'élogieuse appréciation de Lénine sur Trotski rapportée par Gorki, celui-ci a cru devoir ajouter — mais six années plus tard — quelques mots prononcés aussi par Lénine : « Et cependant, il n'est pas nôtre. Avec nous, mais pas nôtre. Ambitieux. Et il y a en lui quelque chose de mauvais, du Lassalle... » Si Gorki n'a pas forgé cette adjonction suspecte, la date suffit à en réduire la signification. Mais au surplus, il est évident que Trotski n'était pas « nôtre » pour de « vieux bolchéviks » comme Gorki en ce sens qu'il ne se classait nullement dans une coterie satisfaite. Et dans le même sens, les manipulateurs directs de l'appareil, Zinoviev, Kamenev et surtout Staline se sentaient mal à l'aise devant un homme fermé à leurs préoccupations intimes parfois vulgaires.

Dans un parti sain et normal dont la pratique eût répondu aux théories démocratiques, les questions de préséance à la direction n'eussent pas pris de proportions alarmantes. Mais le parti bolchéviste évolué se développait au physique en se transformant davantage au moral et au politique. S'arrogeant le monopole de la conscience révolutionnaire, il déniait toute liberté aux travailleurs prétendus inconscients, c'est-à-dire à l'ensemble de la population laborieuse non enrôlée dans ses cadres, et s'interdisait par suite d'en accorder la moindre à ses propres membres de crainte qu'ils ne devinssent, sous la pression populaire, les interprètes de tous les mécontentements. Plus augmentait le nombre de ses adhérents après la victoire et plus se resserrait le cercle des privilégiés jouissant de droits civiques, jusqu'à former une sorte

de hiérarchie franc-maçonnerie où se réalisait la vieille prédiction de Trotski : « L'organisation du Parti se substitue au Parti, le Comité central se substitue à l'organisation et enfin le dictateur se substitue au Comité central. » Il n'existait pas encore de dictateur unique parce que Lénine se refusait à une dictature personnelle et partageait le pouvoir au Politbureau. Mais l'équilibre de l'« oligarchie » serait-il stable sans le fondateur ?

Lors du onzième Congrès communiste, en 1922, le Parti compte environ 515 000 membres, au lieu de 730 000 au précédent. Une épuration en avait éliminé 150 000 pour divers motifs : corruption, chantage, arrivisme, ivrognerie, chauvinisme, antisémitisme, abus de confiance. Un grand nombre de militants démissionnaient, par dégoût de l'obéissance passive imposée aux communistes du rang. La plupart des nouveaux étaient mus par des mobiles étroitement intéressés. Sur le régime intérieur du Parti, des protestations se firent entendre une fois encore à ce congrès, qui repoussa à une voix de majorité une proposition d'exclure l'Opposition ouvrière, dernière manifestation d'indépendance vis-à-vis des fonctionnaires dirigeants, à la faveur du silence de Lénine.

« Le Parlement anglais peut tout, excepté changer un homme en femme. Notre Comité central est bien plus puissant : il a déjà changé plus d'un homme très révolutionnaire en bonne femme et le nombre de ces bonnes femmes se multiplie incroyablement », dit Riazanov en reprochant l'« oligarchie » de violer les règles les plus élémentaires de la démocratie. Stoukov critiqua le « privilège original » grâce auquel Lénine pouvait tout se permettre : « Il faut donner à d'autres camarades la possibilité de parler librement dans le parti sans les menacer de damnation pour avoir dit aujourd'hui ce que Lénine disait hier. » Chliapnikov se défendit en citant Frounzé qui « m'a promis de me convaincre avec une mitrailleuse », façon de parler, certes, mais significative. V. Kossior commenta la déperdition des effectifs : « Beaucoup d'ouvriers quittent le Parti... Cela s'explique par le régime de la poigne, qui n'a rien de commun avec la véritable discipline et que l'on cultive chez nous. Notre parti charge du bois, balaye les rues et se borne à voter mais ne décide aucune question. Le prolétaire tant soit peu sain qui tombe dans cette atmosphère n'y peut résister. »

Mais la plus dure observation formulée contre l'omnipotence du Politbureau le fut involontairement par Lénine, à l'aide du prosaïque

exemple d'un achat de conserves alimentaires propre à révéler la pusillanimité, la routine, la peur des responsabilités de la haute bureaucratie soviétique : « Comment se fait-il que dans la capitale de la République des Soviets, il ait fallu deux enquêtes, l'intervention de Kamenev et de Krassine et un ordre du Politbureau pour acheter des conserves ? À cette interrogation, Lénine lui-même répond par des généralités sur le manque de culture des communistes, la nécessité de sévir contre les incapables etc., mais passe à côté de la cause du mal : le régime soviétique sans démocratie. Il persiste à justifier en termes vagues les pouvoirs exorbitants au Politbureau : « Certes, toutes les graves questions d'État doivent venir devant le Politbureau », en oubliant que l'inégalité civique, l'absence de garanties de sécurité légale pour la majorité des citoyens, font de chaque histoire de conserves une affaire d'État, — conséquence de l'évitement des responsabilités, rejetées de bas en haut sur les supérieurs jusqu'au Politbureau, seul assuré d'impunité. Il donne d'excellents conseils platoniques : « Il faut maintenant savoir aborder l'affaire la plus simple dans un esprit civilisé », mais en fermant les yeux devant une raison essentielle de recul de la civilisation, la suppression de toutes les libertés. Il résout la difficulté par une métaphore servant plutôt d'échappatoire : « Notre appareil est peut-être mauvais mais on dit que la première machine à vapeur inventée était mauvaise aussi... Ce n'est pas cela qui importait : l'invention était acquise... la machine de notre État peut être exécrationnelle mais elle existe, la plus grande invention est faite, l'État prolétarien est créé... »

La confusion des pouvoirs entre le Parti et l'État, impliquant un cumul excessif des fonctions, soulevait de fortes critiques et le cas de Staline servit à Préobrajenski d'illustration : « Prenons par exemple le camarade Staline, membre du Politbureau et en même temps commissaire du peuple dans deux commissariats. Est-il concevable qu'un individu soit en mesure de répondre du travail de deux commissariats et en outre du Politbureau, de l'Orgbureau et d'une dizaine de commissions du Comité central ? » À quoi Lénine répliquera qu'en général « il n'y a pas d'hommes », et en particulier sur Staline, personnage muet au congrès : « Il nous faut quelqu'un auquel tout représentant d'une nationalité puisse s'adresser et raconter de quoi il s'agit. Où le trouver ? Je crois que Préobrajenski ne pourrait en nommer un autre que Staline. De même au sujet de l'Inspection ouvrière et paysanne.

L'œuvre est gigantesque. Mais pour savoir s'y prendre dans la direction il faut qu'à la tête se trouve un homme ayant de l'autorité, sans quoi nous nous salirons et sombrerons dans de petites intrigues. » Ces propos précèdent de quelques jours la nomination de Staline au poste de secrétaire du Parti. Si donc Lénine savait alors déjà de Staline l'opinion péjorative que Trotski lui impute, il savait bien la dissimuler.

Selon toute vraisemblance, la vérité est que Lénine a changé d'avis à l'expérience, sur ce point comme sur tant d'autres. Il ne pesait pas toujours ses paroles, ni ne leur accordait assez d'importance pour se gêner de les contredire, quand besoin était. Sa probité intellectuelle lui permettait aussi de réviser sans honte ses jugements erronés. Après le congrès, les rapports entre Lénine et Staline iront s'altérant comme auparavant entre Staline et Trotski. Bientôt, le commissariat des nationalités sera supprimé. L'Inspection ouvrière et paysanne subira un réquisitoire de Lénine accablant pour le commissaire. Et comme secrétaire du Comité central, Staline connaîtra avant longtemps un discredit irrémédiable aux yeux de Lénine.

Mais dans l'intervalle, un événement inattendu se produisit, bouleversant les données personnelles du problème de la dictature. Au début de mai 1922, Lénine succombait sous la tâche, le cerveau de la révolution donnait des signes de paralysie. Ce ne fut qu'une première attaque d'artériosclérose, mais d'un mal définitif. Le Parti ne pouvait se plier à l'idée de perdre Lénine, espoir irraisonné que partagea Trotski. D'aucuns voyaient plus clair, peu embarrassés de sentimentalisme, et calculaient de sang-froid les répercussions de cette perte inévitable à quelque échéance : c'étaient les trois membres du Politbureau qui se sentaient, ensemble ou séparément, inférieurs au quatrième.

Staline avait commencé, au secrétariat du Parti, un travail invisible et sans précédent : un à un, il plaçait, déplaçait et remplaçait les fonctionnaires de l'appareil, selon des considérations mystérieuses dont il était seul dépositaire.

Il n'y fallait que des prétextes, et encore n'était-ce pas toujours indispensable. En règle générale, la discipline suffisait à motiver les nominations et les mutations. De la période héroïque, il restait aux bolchéviks des rangs inférieurs et intermédiaires les mœurs égali-

taires, le salaire maximum, l'esprit de mobilisation, le dévouement obligatoire. Mais dans un pays si vaste, aux communications si rares, à la vie provinciale si morne, la disgrâce ou l'avancement tiennent à quelques kilomètres. Le transfert d'une institution à une autre peut comporter aussi des avantages d'ordre moral ou matériel. Enfin, à tel ou tel degré de la hiérarchie, la fonction implique plus ou moins de satisfactions présentes ou de promesses d'avenir. « N'importe qui étant bon à n'importe quoi, on peut n'importe quand le placer n'importe où » : cet axiome ironique d'un écrivain politique français trouvait une application remarquable en Russie soviétique. Lénine disait bien, au dernier congrès communiste : « Le nœud de la situation, c'est la sélection des hommes », mais sans trop préciser les critères... Staline avait ses raisons.

Il ne les a jamais formulées d'une manière explicite mais on peut les déduire d'un ensemble de faits dont il n'est pas personnellement responsable.

La pensée maîtresse de son parti se cristallisait en opinion simpliste et plutôt mystique selon laquelle les intérêts de l'humanité seraient représentés exclusivement par un prolétariat idéal, le prolétariat par un Parti prédestiné, ce parti par un Comité central transcendant, le Comité central par son Politbureau. En sa personne de secrétaire Staline pouvait donc se considérer comme le pivot du système soviétique, modèle russe en réduction de la future république socialiste universelle, le parti étant identifié à l'État et la dictature immanente incarnée dans une « oligarchie » inamovible, recrutée par cooptation.

Cette superposition d'abstractions où le dernier terme seul traduit une réalité tangible, le pouvoir incommensurable du Politbureau sur 130 millions d'individus, n'avait plus que la terminologie de commun avec le marxisme dont les bolchéviks invoquaient rituellement le patronage. « Nous avons pris en Europe occidentale la doctrine marxiste toute prête », dit Lénine, et une telle conception « prise » à l'extérieur — synthèse de philosophie allemande, d'économie politique anglaise et de socialisme français — n'était pas assimilable * en une génération à un peuple arriéré, fût-ce à son « avant-garde ».

* Cette définition du marxisme comme synthèse de philosophie allemande, d'économie politique anglaise et de socialisme français a été empruntée par Lénine à Karl Kautsky.

Comme la plupart des bolchéviks moyens dont il est le type représentatif, Staline ne connaissait guère Marx qu'à travers Lénine et empruntait la lettre formelle du marxisme sans en pénétrer l'esprit vivant. Ayant admis comme un dogme une fois pour toutes le mélange de vérités conditionnelles et d'erreurs vérifiées composant le bolchévisme, version russe approximative du marxisme, il mit sa volonté inflexible au service de cette croyance en s'incorporant à l'appareil au point qu'on ne pourra longtemps distinguer entre Staline instrument de l'appareil et l'appareil instrument de Staline.

L'obéissance passive qu'il exigeait de ses subordonnés innombrables et qu'il obtiendra par tous les moyens n'était pas de son invention. Il ne faisait qu'accentuer à l'excès la notion militaire de discipline héritée du « communisme de guerre » et théorisés par Lénine et Trotski en rupture avec leurs principes. « Le remède inventé par Lénine et Trotski, la suppression de la démocratie en général, est pire encore que le mal qu'il est censé guérir », a écrit dès 1918 Rosa Luxembourg qui prédit aussi : « Si l'on étouffe la vie politique dans tout le pays, il est fatal que la vie soit de plus en plus paralysée dans les soviets mêmes. » Cela se confirmait également pour le Parti, réduit en quelques années à un état léthargique. L'évolution du bolchévisme sous ce rapport mérite d'être mise en lumière aux deux extrémités de la courbe.

En 1917, à l'Exécutif des Soviets, le bolchévik Tchoudnovki « se permit », suivant son expression, de critiquer Lénine, Staline et Krylenko pour leurs « manque de tact et légèreté sans pareils » dans l'appel aux soldats enjoignant de traiter avec l'ennemi. Lénine répondit textuellement : « Il ne peut être question de « permis » ou « pas permis » à propos de la critique la plus violente ; *une telle critique entre dans les devoirs du révolutionnaire* ; et les commissaires du peuple ne se considèrent point comme infailibles. »

En 1921, au Congrès des syndicats où siégeaient 3 500 délégués dont seulement 8 social-démocrates, une commission désignée par le Comité central *du parti* pour « conduire le congrès » dicte la résolution à faire passer par la « fraction communiste », qui adopte cependant un projet de Riazanov. La commission charge Tomski de défendre sa résolution mais ce dernier s'en trouve incapable, devant la force de conviction qui anime ses camarades. Le Comité central décide alors de ne pas tolérer le vote, destitue de son propre chef le bu-

reau du congrès, expédie Tomski au Turkestan et Riazanov à l'étranger, intimide la fraction qu'il contrait de se déjuger sous menace de représailles. Une autre commission spéciale où figurent Staline et Dzerjinski, experts en répression, inflige un « blâme sévère » de plus à Tomski exilé. À son tour, l'impénitent Riazanov se voit interdire de parler dans aucune réunion et de professer à l'université ; il n'aura la parole qu'aux assises annuelles du Parti où les congressistes sont triés sur le volet, où le conformisme est assuré d'avance.

Un tel cas entre mille laisse comprendre avec quelle rudesse pouvaient être rappelés à l'ordre d'humbles militants anonymes et quel traitement devaient subir de simples mortels, hors du milieu communiste privilégié. Et si l'on songe à l'estimation de Lénine : « La voix d'un seul ouvrier vaut plusieurs voix de paysans », la considération accordée aux libertés syndicales ne permet guère de s'abuser sur la valeur de l'opinion publique dans la république des Soviets, au début de la *nep*.

En se résignant aux concessions et aux compromis sur le plan économique, Lénine jugeait nécessaire de renforcer d'autant plus la dictature sur le terrain politique : « Il faut une poigne de fer », disait-il. Faisant allusion aux abus des « faux communistes » à la campagne, il écrit en 1921 : « Nettoyer tout cela par la terreur : jugement immédiat, et restera la peine de mort. « Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, déguisés en sans-parti ou franchement déclarés, nous les tiendrons en prison », poursuit Lénine. Un an après, le ton s'aggrave : « Il s'agit de mitrailleuses pour les gens qui s'appellent chez nous menchéviks, socialistes-révolutionnaires... » Le poids de la poigne de fer » se fit rapidement sentir sur tous les citoyens, y compris les syndiqués, les communistes. Dans le Parti, une seule vérité aura cours désormais, celle du Politbureau, orthodoxie dont Trotski avait dit autre fois : « Celui qui la nie doit être rejeté. Celui qui doute est près de nier. Celui qui questionne est près de douter... » Mais Trotski ne pensait plus à ses polémiques de jeunesse et Staline ne concevait pas de salut hors l'idéologie officielle et changeante de son parti, fixée sans appel de temps à autre par les dirigeants attitrés.

Le recours à la « poigne de fer » n'était pas pour déplaire à Staline, spontanément porté vers ce moyen de gouvernement. Lénine n'avait pas prévu tous les effets de la méthode appliquée à outrance et sans ses instructions. À son retour direct aux affaires après plusieurs mois

de maladie et de convalescence, il parut entrevoir le danger : ses élèves abusaient de la dictature et sen servaient sans discernement.

De plus, Lénine constatait avec inquiétude le développement néfaste du corps bureaucratique, dont l'appareil du parti forme l'épine dorsale. Contre cette dégénérescence des communistes en bureaucrates irresponsables et autoritaires, il avait déjà cru prendre une mesure efficace en créant pour les surveiller la Commission de contrôle indépendante du Comité central et du commissariat de l'Inspection. Maintenant, il songe à une commission spéciale de « lutte contre le bureaucratisme », dont Trotski et lui doivent diriger l'activité pour épurer et regrouper les cadres du Parti. Enfin, préoccupé de laisser plus d'initiative et de liberté aux commissaires du peuple, il veut faire de Trotski son adjoint et successeur éventuel au Conseil des commissaires, en remaniant à cette fin le haut personnel dirigeant.

Dans cette série de réformes au « sommet », la conscience politique des communistes n'entre pas en ligne de compte et le système du Comité central bolchéviste « au-dessus de tout » demeure intact, avec son Politbureau, son Orgbureau et son secrétariat. Il n'est question ni de rendre vie au Parti, ni de restituer leurs droits aux travailleurs, tenus de rester soumis aux bureaux dirigeants comme la plèbe à Rome sous les pontifes et les augures.

À l'expérience, Trotski apparaissait à Lénine comme le plus sûr de ses continuateurs, le plus apte à gouverner l'État dans l'esprit du socialisme. Il fallait seulement l'amalgamer au petit cercle supérieur des léninistes traditionnels, mais là commençait la difficulté. De l'avis unanime, Trotski était l'homme le plus éminent du Comité central, tant par les facultés intellectuelles que par la force de caractère. Cela n'en faisait pourtant pas le remplaçant naturel de Lénine : il lui manquait surtout un certain sens politique faute de quoi nul ne peut prétendre à la direction d'un parti. Son passé ne l'avait-il pas montré incapable de rassembler un groupe cohérent ni de trouver place dans aucune fraction de la social-démocratie ? Même dans le parti communiste, sa personnalité semblait autonome. Pendant la révolution, il put donner sa mesure aux côtés de Lénine. Mais que ferait-il avec le Politbureau sans Lénine et saurait-il s'associer à ces léninistes qui ne se sentaient pas trop de six pour lui faire contrepoids ? Car à Staline, Zinoviev et Kamenev, triumvirat clandestin du Politbureau, s'ajoutaient les suppléants Boukharine, Kalinine et Molotov. Avec sa connais-

sance des hommes et sa pénétration psychologique, Lénine ne tarda pas à comprendre que l'obstacle à cette collaboration future aurait nom Staline.

Staline, le plus obscur des dirigeants mais le seul qui égalât Trotski par la vigueur du tempérament et la « volonté de puissance ». Il surpassait sans peine ses collègues sur le plan de la politique vulgaire par sa dextérité dans l'intrigue, par la souplesse manœuvrière et l'emploi des petits moyens. Trop prudent pour s'aventurer dans une controverse doctrinale, il trouvait une revanche dans son domaine préféré du « travail pratique » où chaque occasion lui était bonne de résister en secret soit à Lénine, soit à Trotski, et de faire prévaloir sa volonté sur des détails. À propos de la question nationale, son thème de prédilection, il pensa pouvoir enfin se soustraire à la tutelle de Lénine et c'est alors que l'incompatibilité d'esprit s'accusa décidément entre le théoricien reconnu et le praticien méconnu.

Une correspondance confidentielle de septembre 1922 en indique l'origine. La révision de la Constitution était à l'étude, en vue de transformer la République socialiste fédérative soviétique de Russie en « Union des républiques socialistes soviétiques », où les diverses nationalités entreraient à égalité de droits. Sur le papier, l'hégémonie russe serait ainsi supprimée. Moscou deviendrait le siège de deux Comités exécutifs des Soviets, celui de la République de Russie et celui de l'Union des républiques fédérées. Staline voulait faire décider par le Politbureau l'adhésion pure et simple des pays soviétisés à l'État fédératif existant, donc exiger d'eux la renonciation à leur indépendance formelle au profit de la Grande-Russie. Il opposait au projet en discussion des critiques, d'ailleurs correctes dans la forme : « La coexistence de deux Comités exécutifs centraux à Moscou, dont l'un sera sans doute la « Chambre haute » et l'autre la « Chambre basse », engendrera des froissements et des conflits. » (Si singulier que cela paraisse, il prenait au sérieux les fictions constitutionnelles, à moins qu'il ne fit semblant.) Piqué au vif par une allusion de Lénine à sa hâte excessive, il lui retourne assez lourdement l'expression tout en lui reprochant un « libéralisme national » dangereux ; selon Staline, c'était attribuer trop d'importance aux nationalités secondaires et encourager le nationalisme des allogènes que d'admettre les vues « libérales » de Lénine. Celui-ci commençait à discerner chez Staline, par contre, un certain chauvinisme panslave des Russes de fraîche date.

Tant de thèses, de dissertations, de résolutions élaborées en commun, pour aboutir à une divergence irréductible au contact de la réalité...

Parmi les contradictions du bolchévisme, il n'en est pas de plus violente qu'entre la théorie et la pratique en matière de politique « nationale » et il appartenait à Staline de la souligner avec sa brutalité caractéristique.

Au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la cruelle nécessité avait substitué le droit des bolchéviks à disposer des petits peuples voisins acculés au dilemme : impérialisme ou révolution. Ce que l'Armée ne put faire en Finlande et en Pologne, elle le fit en Ukraine, puis au Caucase, par des procédés analogues à ceux des États-Unis dans l'annexion du Texas. L'espoir des socialistes géorgiens de créer une Suisse nouvelle entre l'Europe et l'Asie n'était qu'un rêve, dans les circonstances données. Aux élections à la Constituante, en Géorgie, les menchéviks avaient obtenu 640 000 voix, les bolchéviks 24 000... Malgré cette imposante démonstration d'un sentiment populaire à peu près librement exprimé, l'Armée rouge eut le dernier mot trois ans plus tard en « aidant » les 24 000 à disposer des 640 000 par les armes. Tout le reste n'était que littérature.

Il serait même exagéré de dire que les bolchéviks de Russie aient « aidé » ceux de Géorgie car, de leur propre aveu, ils ont dû faire violence à la petite minorité communiste géorgienne comme à toute la population. Dans un document intitulé : *Matériaux du compte rendu politique du Comité central du parti communiste géorgien*, destiné au troisième Congrès de ce parti, le secrétaire dudit comité central écrit en toutes lettres : « Notre révolution géorgienne a commencé en 1921 par la conquête de la Géorgie au moyen des baïonnettes de l'Armée rouge... La soviétisation de la Géorgie s'est présentée sous les espèces d'une occupation par les troupes russes. Les menchéviks, pendant près de deux ans, ont puisé leur force principale dans un sentiment national humilié non seulement des possédants mais encore des larges masses laborieuses de Géorgie. » Le signataire de ce remarquable document, V. Lominadzé, constate ensuite que le parti menchéviste local, avec ses 80 000 membres, a longtemps conservé son influence intacte sous la domination bolchéviste russe, et il critique le parti communiste géorgien suspect de patriotisme : « En 1921, le parti est resté presque passif pendant l'offensive de l'Armée rouge en Géorgie. Cela démontre que dans le passé aussi, les bolchéviks géor-

giens ont fait montre des plus graves déviations à l'égard du bolchévisme éprouvé et vraiment léniniste. » Les derniers mots recèlent un irréductible conflit entre communistes de Moscou et de Tiflis.

« La stabilité relative du régime menchéviste était due à l'impuissance politique des masses paysannes éparses », a écrit Trotski, mais cela s'appliquerait à plus forte raison au régime bolchéviste dans toutes les Russies. En 1920, une délégation socialiste européenne visitait la Géorgie et à son retour, E. Vandervelde évoquait les cortèges enthousiastes de paysans gagnés au socialisme : « Certain jour, à Gori, lorsque tout un village venait à notre rencontre, portant les bannières rouges de l'Internationale... » Gori, pays natal de Staline. Quelques mois plus tard, des délégués communistes étrangers assisteront dans le même cadre à des scènes semblables mais verront les drapeaux rouges honorer une Internationale nouvelle.

Le cours des événements confirmait donc les prévisions de Rosa Luxembourg et dissipait le sophisme du droit abstrait d'autodétermination. À l'épreuve des faits, les bolchéviks piétinaient leurs principes en envahissant la Géorgie, comme les menchéviks démentirent leur programme en la séparant de la République des Soviets, eux qui avaient conscience, suivant les paroles de Tseretelli de la « communauté d'intérêts qui liait tous ces peuples », au temps de l'autocratie.

Les appréhensions de Lénine ne seront pas motivées seulement par le chauvinisme russe verbal de Staline, mais bientôt par les agissements de celui-ci, de plus en plus abusifs. Après la soviétisation militaire du Caucase, la bureaucratie et la police des vainqueurs marchaient sur les traces de l'armée. Et comme en Russie et en Ukraine, la « poigne de fer » s'abattit pesamment sur les communistes, sur les ouvriers et les paysans pauvres, après avoir frappé les opposants socialistes de toutes nuances. Staline s'était rendu sur les lieux en 1921 pour organiser l'administration à sa manière.

La *Sotsialistitcheski Vestnik* de Berlin rapportait sur ce voyage, en substance : Staline est arrivé à Tiflis, muni de larges pouvoirs, a révoqué Makharadzé pour insuffisance de fermeté, l'a remplacé par Boudou Mdivani, et de même Tsintsadzé, remplacé par Atabekov. (Le premier était président du Conseil des commissaires ; le second, président de la Tchéka.) Makharadzé aurait refusé d'emprisonner des so-

cialistes estimés comme Djibladzé, et Staline l'a grossièrement traité. Tout cela au nom du Comité central communiste de Géorgie, à la vérité de sa propre initiative. Ayant convoqué une assemblée ouvrière, Staline y a prononcé un discours-programme, accueilli avec une froideur hostile, et la réunion a été suivie d'arrestations...

Les commissaires du peuple des petites « républiques-sœurs » sont déjà congédiés sans égards par le secrétaire général du Parti, mais cela ne fait que commencer. À ce moment, Lénine couvre tout, souvent sans savoir la vérité. C'est pourquoi Staline peut agir à Tiflis en véritable dictateur, au nom du Secrétariat, donc du Politbureau, donc du Comité central, donc du Parti... Moins d'un an plus tard, il entrera en conflit déclaré avec Mdivani, son camarade d'enfance, comme naguère avec Makharadzé, le fameux *boïévik*, compagnon d'embuscades et d'expropriations de Kamo. Il s'en prendra aussi à S. Kavtaradzé (commissaire aux Affaires étrangères), à B. Kirkvélia (commissaire à l'Intérieur), à A. Svanidzé (commissaire aux Finances), à L. Doumbadzé (président du soviet de Tiflis), à Todria, à Torochélidzé, à Okoudjava, à toutes la « vieille garde » bolchéviste géorgienne qu'il accuse de déviation nationaliste, à tous les cadres du Parti qu'il entreprend de nettoyer par des sanctions, des révocations, des mesures d'exil à l'intérieur de la Russie. En fait, le Comité central communiste de Tiflis, quasi unanime, s'efforçait de sauvegarder l'indépendance nominale de la Géorgie soviétique, — désirant une union directe avec les autres Républiques, non une adhésion au second degré par l'intermédiaire de la Fédération de Transcaucasie que prévoyait Staline dans son projet constitutionnel entaché de nationalisme grand-russien. Mais aux communistes de Géorgie en butte à l'arbitraire de Staline, il reste une ressource, première et dernière, seule et unique : en appeler de Lénine mal informé à Lénine mieux informé... Cinq ans après la révolution d'Octobre, le droit des peuples de l'ancien Empire se réduit à un vague espoir dans l'intervention providentielle d'un homme. Encore ne s'agit-il que du droit des communistes, et des communistes de première classe.

Mais il faut constater, à cette date, le progrès réalisé en un certain sens : les peuples soviétiques de Russie et d'Asie, d'Ukraine et du Caucase, étaient sur pied d'égalité dans une identique privation de libertés. Par un phénomène inverse de la révolution française, le nombre de « citoyens passifs » avait augmenté incessamment jusqu'à

limiter la catégorie des réels « citoyens actifs » à l'équivalent des *upper ten thousand*, mais à un niveau économique inférieur, la masse nivelée par en bas subissant la loi non écrite d'un nouveau genre de patriciat subdivisé en plusieurs rangs sous le Politbureau et son Secrétariat. Suprême correctif à tous les excès : la sagesse aléatoire de Lénine.

« Nous vivons dans une mer d'illégalité » : telle fut une des premières observations de Lénine convalescent, dans une lettre au Politbureau adressés à Staline. Il avait alors recouvré la parole, sinon l'usage de toutes ses facultés, et repris quelque activité intellectuelle circonscrite par les médecins. Durant l'été de 1922, des environs de Moscou, il suit les affaires principales, donne des conseils, dicte des notes. Ce n'était plus le Lénine infatigable et encyclopédique d'autrefois, mais sa lucidité semblait intacte sur les problèmes controversés.

En septembre, il discute avec Staline la question nationale et s'informe auprès de Mdivani de l'état des choses en Géorgie. Il étudie, se consulte avec les uns et les autres, se prépare à un débat en règle. En octobre, il reprend sa place au Politbureau et constate l'empirement des maux qu'il signalait avant sa maladie : de tous côtés l'incurie, le parasitisme, l'impuissance de l'appareil.

Il avait déjà vertement dénoncé l'ignorance des communistes fonctionnarisés, leurs vantardises (« com-vantardises ») et leurs mensonges (« com-mensonges ») : « Nous entendons tous les jours, moi surtout de par mes fonctions, tant de mensonges communistes doux-doux, tant de *com-mensonges*, qu'on en a mal au cœur, atrocement parfois. » Le mot bizarre de « *com-vantardise* » plusieurs fois répété fit fortune, tant il répondait à un besoin. « Le noyau communiste gouvernant manque de culture générale. Si nous prenons Moscou avec ses 4 700 communistes responsables et toute la machine bureaucratique, qui des deux mène l'autre ? Je doute fort que ce soient les communistes. En vérité, ils ne mènent pas, ils sont menés. » Pourtant, la culture de la bourgeoisie, en Russie, « était insignifiante, misérable, mais elle valait toujours plus que celle de nos communistes responsables ».

Maintenant se multiplient les indices de dégénérescence non seulement de l'appareil, mais du « sommet ». Aux décorations militaires, on avait ajouté l'ordre du Drapeau rouge du travail, imitation pseudo-

révolutionnaire des honneurs de la société condamnée. En l'absence de Lénine, et à la surprise générale, Staline suscite le changement d'appellation de Tsaritsyne en Stalingrad. Ce n'est pas en vain que le secrétaire du Parti a placé, déplacé et remplacé tant de militants. Il existera aussi bientôt un Zinovievsk au lieu d'Elisavetgrad... Les mêmes personnages feront attribuer leur nom à des écoles, des usines, des bateaux. Il se trouvait assez de fonctionnaires disposés à donner des gages de complaisance aux puissants. Par contagion, d'aucuns montreront leur zèle en se trompant d'adresse et ainsi Gatchina devint Trotsk. Fait significatif, personne n'osa glorifier Lénine de la sorte ; il ne l'eût pas toléré. À Pétrograd, les Éditions d'État avaient imprimé une brochure de Zinoviev avec le profil de l'auteur en vignette de consul romain... On pouvait noter beaucoup d'autres signes analogues. Lénine eut la faiblesse de laisser faire. Trotski n'eut pas l'esprit politique de réagir. Riazanov seul protesta, sans écho. Les jacobins décadents du prolétariat méconnaissaient le conseil d'un grand jacobin de la bourgeoisie, Anacharsis Cloots : se guérir des individus. Jadis, Barras fit donner son nom à un navire lancé à Toulon, mais c'était sous le Directoire.

En novembre 1922, Lénine intervient par correspondance contre une décision récente du Comité central sur le monopole d'État du commerce extérieur, monopole établissant un protectionnisme socialiste à l'abri duquel l'industrie nationalisée commençait de se relever. Krassine, commissaire au commerce extérieur, définissait avec perspicacité l'un des avantages du système : « Les intérêts des pays capitalistes — et des capitalistes pris séparément dans chaque pays — sont contradictoires et grâce à l'unité, à la concentration de notre système commercial, il ne sera pas difficile de manœuvrer de manière à intéresser à nos affaires tel groupe ou telle firme capitalistes avec lesquels un accord provisoire est possible dans certaines conditions. » Cependant, Staline et ses collègues à courte vue prirent une résolution allant à l'encontre du monopole, sous l'influence de Sokolnikov et en l'absence de Lénine et de Trotski. Privé de ses conseillers incontestés, le Comité central se montrait incapable de faire un pas important sans s'égarer. Il fallut la pression ultérieure de Lénine, de Trotski, de Krassine pour l'amener à se dédire.

Au quatrième Congrès de l'Internationale communiste, en décembre 1922, les deux leaders de la révolution se partagent le rapport

sur le thème principal : « Cinq années de révolution russe et les perspectives de la révolution mondiale ». Comme aux congrès précédents, ils donnent à la jeune organisation internationale le meilleur de leur pensée mûrie dans les épreuves, rectifiée par les dures leçons de l'histoire. Lénine rappelle une fois de plus : « Nous avons commis une énorme quantité de sottises et en commettrons encore », expliquant cela par l'inculture et l'isolement de la Russie, et la mauvaise qualité de l'appareil : « Au sommet, nous avons je ne sais combien, je crois une dizaine de milliers des nôtres ; à la base, des centaines de milliers d'anciens fonctionnaires du Tsar. » Dans sa conclusion, il insiste fortement sur la nécessité de l'étude : « Nous devons d'abord apprendre à lire et à écrire et à comprendre ce que nous avons lu. » Apprendre : il réitère de diverses façons cette recommandation qui sera son leitmotiv jusqu'à la mort.

En décembre encore, il prononce devant le Soviet de Moscou un dernier discours. C'est pour souligner cet aspect de la *nep* : « Donner aux capitalistes des avantages qui obligent n'importe quel État à conclure un arrangement avec nous. » C'est pour conseiller aux communistes d'apprendre à calculer et à commencer. C'est pour condamner l'appareil et en préconiser la refonte : « Le vieil appareil subsiste et notre tâche aujourd'hui est de le reconstruire autrement. » Plus que jamais, conclut-il, la *nep* est notre mot d'ordre essentiel et « la Russie de la *nep* deviendra la Russie socialiste ».

Il dicte lettre sur lettre sur le monopole du commerce extérieur et confie à Trotski le soin de défendre aux assemblées communistes leur conception commune. Simultanément, il se préoccupe avec anxiété de la question nationale, qui prend un tour de gravité inattendu dans le conflit provoqué par Staline en Géorgie, et du problème de l'appareil à renouveler, à réorganiser. Dans son esprit, la personnalité de Staline se précise comme l'incarnation des déviations dont le développement menacerait l'avenir de la révolution. Le devoir le plus urgent lui paraît être de prévenir une scission du Parti dont il pressent la cause et pour cela de conserver au Comité central la stabilité du groupe dirigeant. La 25 décembre, il écrit à ce sujet, en pesant chaque mot avec des précautions infinies, une note confidentielle destinée au prochain congrès du parti, auquel il craint de ne pouvoir participer :

« Je crois que l'essentiel, dans la question de la stabilité vue sous cet angle, sont des membres du Comité central tels que Staline et

Trotski. Les rapports entre eux constituent, à mon avis, une grande moitié des dangers de cette scission qui pourrait être évitée et à l'évitement de laquelle doit servir, entre autres, l'augmentation du nombre des membres du Comité central jusqu'à 50 et 100 personnes.

Le camarade Staline, en devenant secrétaire général, a concentré dans ses mains un pouvoir immense et je ne suis pas convaincu qu'il puisse toujours en user avec suffisamment de prudence. D'autre part, le camarade Trotski, comme l'a déjà démontré sa lutte contre le Comité central à propos de la question du commissariat du peuple aux Voies de communication, ne se distingue pas seulement par les capacités les plus éminentes. Personnellement, il est, certes, l'homme le plus capable du Comité central actuel, mais il a trop d'assurance et il est entraîné outre mesure par le côté purement administratif des choses.

« Ces deux qualités des deux chefs les plus marquants du Comité central actuel peuvent involontairement conduire à la scission ; si notre Parti ne prend pas des mesures pour la prévenir, cette scission peut se produire inopinément. »

Ainsi Lénine croit obvier aux conséquences funestes d'un antagonisme déclaré entre Staline et Trotski par le seul renforcement numérique du Comité central. Au dernier congrès du Parti, le onzième, ce Comité avait été porté à 27 membres et 19 suppléants. La Commission de contrôle avait 5 membres et 2 adjoints. Cela ne suffisait donc pas comme contrepoids aux « deux chefs les plus marquants », dont l'un était isolé dans l'appareil, l'autre ignoré hors de l'appareil. Mais plus le Comité central augmente en nombre, moins il conserve d'influence. Ses dimensions accrues le contraignent de déléguer ses pouvoirs au Politbureau, lequel dispose de tous les moyens pour constituer à son profit une « clientèle » dans l'acceptation antique du terme. Lénine ne s'en rendait pas compte, avec l'optique spéciale acquise en observant « d'en haut » les phénomènes politiques ; il ne concevait plus que des réformes au « sommet ».

La note en question — longtemps tenue secrète mais peu à peu révélée par bribes dans les « sphères supérieures » sous la désignation

habituelle de Testament avant d'être divulguée à l'étranger — caractérise encore sommairement quatre personnalités.

« L'épisode d'Octobre de Zinoviev et Kamenev n'a évidemment pas été fortuit », dit Lénine en conseillant de ne plus le leur reprocher, de même qu'à Trotski son « non-bolchévisme » d'autrefois. Sur Boukharine, il formule une opinion contradictoire, « Le plus précieux et le plus fort théoricien », mais « ses conceptions théoriques ne peuvent être considérés comme vraiment marxistes qu'avec le plus grand doute car il y a en lui quelque chose de scolastique (il n'a jamais appris et je crois jamais compris la dialectique) ». Enfin, Piatakov s'impose par la volonté et les capacités mais incline trop « au côté administratif des choses pour qu'on puisse s'en remettre à lui dans une question politique sérieuse ». *Administratif* ayant ici le sens de *bureaucratique*, tant pour Piatakov que pour Trotski.

Dans ce singulier document, Lénine dose prudemment les appréciations et s'exprime en nuances subtiles. Ses intentions sont pourtant assez claires. Il veut inciter ses proches collaborateurs à quelque modestie en leur indiquant leurs faiblesses, éviter qu'ils ne perpétuent les vieux griefs du passé ; en même temps, il distingue Trotski entre tous comme le plus capable ; à propos de Staline, il se borne à mettre en garde contre la tendance du secrétaire du parti à abuser du pouvoir. Mais peu après, il éprouve le besoin d'accentuer son avertissement, de lui donner forme catégorique. Le 4 janvier 1923, il ajoute quelques lignes, cette fois dépourvues de diplomatie :

« Staline est trop brutal (*groub*) et ce défaut, pleinement et supportable dans les relations entre nous, communistes, devient intolérable dans la fonction de secrétaire général. C'est pourquoi je propose aux camarades de réfléchir au moyen de déplacer Staline de ce poste et de nommer à sa place un homme qui sous tous les rapports, se distingue du camarade Staline par une supériorité, c'est-à-dire qu'il soit plus patient, plus loyal, plus poli et plus attentionné envers les camarades, moins capricieux, etc. Cette circonstance peut paraître une bagatelle insignifiante mais je pense que pour se préserver de la scission, et du point de vue de ce que j'ai écrit plus haut des rapports mutuels entre Staline et Trotski, ce n'est pas une bagatelle, à moins que ce ne soit une bagatelle pouvant acquérir une importance décisive. »

Entre le 25 décembre 1922 et le 4 janvier 1923, de renseignements nouveaux sur l'affaire de Géorgie avaient indigné Lénine et avivé son regret de s'être laissé longtemps tromper par Staline, de n'avoir pas attaqué plus énergiquement et activement le secrétaire trop « brutal ». Celui-ci s'était servi de Dzerjinski et d'Ordjonikidzé pour soutenir au Caucase sa politique d'oppression que Lénine considérait comme déshonorante pour le régime. Ordjonikidzé ayant poussé l'inconscience jusqu'à se livrer à des actes de violence sur un camarade géorgien, Lénine outré, voulait le faire exclure du Parti, tout en rendant Staline responsable de son sous-ordre.

Le 30 décembre, il écrit dans une de ses notes confidentielles : « ...Qu'Ordjonikidzé ait pu exploser au point de recourir à la force physique, ce que m'a communiqué Dzerjinski, cela permet de se représenter dans quel marécage nous sommes tombés. » Il définit l'appareil d'État russe comme « emprunté au tsarisme et seulement à peine frotté au monde soviétique ». C'est un « mécanisme bourgeois tsarien » Dans ces conditions, la liberté des nationalités de « sortir de l'Union », prévue dans la Constitution, sera un « chiffon de papier, impuissant à défendre les allogènes de Russie contre l'invasion de ces Russes, chauvins grands-Russiens, lâches et tortionnaires par essence comme l'est le typique bureaucrate russe ». Avons-nous pris, demande-t-il, les mesures nécessaires pour protéger les allogènes persécutés par les *dierjimordes* (tyrans et brutes) ? Poser la question, c'est y répondre. Et après ces allusions transparentes à Staline, il le met nommément en cause : « Ici ont joué un rôle fatal la hâte et l'entraînement bureaucratique de Staline, de même que son irritation contre le fameux « social-chauvinisme » : l'emportement en général joue le pire rôle en politique. » Il accuse Dzerjinski et Staline, tous deux Russes d'adoption, de nationalisme « vrai-russe », observant que les allogènes russifiés sont pires que les Russes d'origine quand ils s'en assimilent la mentalité chauvine.

Le lendemain, Lénine donne une suite à sa note de la veille. Il y insiste sur la nécessité de distinguer entre le nationalisme intolérable du pays oppresseur et le nationalisme excusable du pays opprimé : « Qui n'a pas compris cela ne comprend décidément rien à l'attitude du prolétariat dans la question nationale. » Après ce coup droit à Staline, il explique l'urgence de donner aux allogènes non seulement l'égalité formelle mais des « compensations » pour les outrages subis au cours

des siècles. « Le Géorgien qui néglige ce côté de l'affaire et accuse les autres de « social-chauvinisme » (alors que lui-même est non seulement un véritable social-chauvin, mais un goujat brutal au service d'une grande puissance), ce Géorgien, au fond, attente aux intérêts de la solidarité de classe prolétarienne... » Ainsi sont définitivement jugés par leur maître Staline et Ordjonikidzé.

Ce même jour, 31 décembre 1922, Lénine écrit une troisième note pour tirer les conclusions pratiques des considérations générales qui précèdent. Entre autres, « il faut punir Ordjonikidzé d'une façon exemplaire » et réviser l'« énorme quantité de jugements injustes et de parti-pris » de Dzerjinski. (Les communistes géorgiens les plus sérieux, les plus estimés, tous membres du Comité central du parti ou du Conseil des commissaires avaient été destitués, déplacés, bannis.) Enfin, « rendre Staline et Dzerjinski politiquement responsables de cette campagne nationaliste grand-Russienne ».

Lénine ne s'en tient pas là. Il dicte encore un article que la question nationale, contre la politique de Staline. « Cette question le tourmentait beaucoup, et il se préparait à intervenir à ce sujet au congrès du parti », écrit sa secrétaire à Kamenev : « Peu de temps avant sa dernière rechute, il m'informa qu'il publierait cet article, mais plus tard. Après cela, il tomba malade sans avoir donné l'ordre définitif. » L'article fut communiqué à Trotski, sur qui comptait Lénine pour défendre au congrès leur point de vue commun.

Entre-temps, le « chaos d'instances de toutes sortes » et ses effets désastreux sur la vie économique inquiètent au plus haut point Lénine, qui écrit au Politbureau pour soutenir une idée mise en avant par Trotski. Celui-ci attribuait le désordre et le gaspillage au défaut de plan. Dès 1920, généralisant son expérience des transports, il avait préconisé le « plan économique unifié », pour accorder, contrôler et stimuler l'action des divers organes qualifiés. Il eût voulu réunir les commissariats économiques et assurer l'unité de direction par le conseil du Travail et de la Défense — le Conseil économique supérieur étant devenu en pratique un commissariat de l'Industrie. Mais ce projet impliquait aussi l'utilisation des « armées du travail » dont l'échec se répercuta sur la notion même du plan général. « Le « Gosplan », Commission du Plan d'État créée pour coordonner les plans partiels, était sans autorité. Trotski proposait d'en élargir la compétence et renforcer les pouvoirs, d'en faire un état-major économique subordonné

au conseil du Travail et de la Défense. Le plan d'électrification établi à la fin de la guerre civile ne répondait qu'aux premiers besoins dans un domaine restreint. La Gosplan dresserait méthodiquement et tiendrait à jour le « plan d'orientation » de la production, de la répartition, des échanges. Maintenant, Lénine approuve l'« idée saine » de Trotski, sous certaines réserves de détail, lui qui disait au début de la révolution : « Il n'y a pas et il ne peut exister de plan concret pour organiser la vie économique. Personne ne saurait le donner. Seules, les masses en sont capables, grâce à leur expérience... » Il reste à réaliser ce projet envers et contre les institutions concurrentes.

Lénine se sait alors assez malade pour envisager l'avenir de la révolution sans lui mais n'a pas encore assez conscience de la gravité de son cas pour employer ses dernières forces en conséquence. Il espère prendre une part directe au douzième congrès du Parti et faire lui-même adopter les mesures salutaires qu'il médite. Visiblement, sa pensée gravite autour d'un axe principal, la réforme de l'appareil bureaucratique de l'État, et s'arrête avec insistance sur deux ou trois questions dont le Parti ne sent pas suffisamment l'importance : culture générale, rapports entre nationalités, coopération.

Il publie des *Feuilles de Journal* sur la stagnation de l'instruction publique, c'est-à-dire de l'ignorance, dans la République des Soviets, où il réproche les phrases vaines sur la « culture prolétarienne » et presse de travailler à gagner d'abord le « niveau ordinaire d'un état civilisé d'Europe occidentale ». Le 25 janvier 1923, la *Pravda* donne son article : « Comment réorganiser l'Inspection ouvrière et paysanne ». Staline n'y est pas nommé car les bolchéviks évitent de traiter en public leurs affaires de famille, mais les critiques dirigées contre l'Inspection l'atteignent et le déconsidèrent devant les initiés. Il s'agit toujours d'assainir l'appareil d'État, « survivance de l'ancien au plus haut degré » et « seulement à peine repeint à la surface ». Lénine propose d'élire de 75 à 100 nouveaux membres à la Commission de contrôle qui se joindra au comité central en conférences périodiques du Parti et fusionnera avec l'Inspection réorganisée. Inconsciemment, du parti et fusionnera avec l'Inspection réorganisée. Inconsciemment, il accélérera dans cette voie l'évolution vers une complète confusion des pouvoirs, l'annulation de tout le contrôle effectif et l'omnipotence autocratique du Politbureau.

En février, il met les points sur les i dans un article intitulé : « Plutôt moins, mais mieux », accablant pour Staline : « Les choses sont chez nous *si tristes*, pour ne pas dire *si répugnantes*, avec l'appareil d'État », que tout est à réorganiser de fond en comble. C'est surtout la culture élémentaire qui fait défaut à la Russie : « Pour renouveler notre appareil d'État, il nous faut à tout prix s'assigner la tâche : premièrement, d'apprendre, deuxièmement, d'apprendre, troisièmement d'apprendre... » L'inspection doit devenir instrument de rénovation. Mais dans quelle situation Staline a-t-il laissé son commissariat ? « Parlons net. L'Inspection n'a pas actuellement la moindre autorité. Tout le monde sait qu'il n'y a pas pire institution que notre Inspection... Je demande à n'importe quel dirigeant actuel de l'Inspection ou à quiconque a contact avec elle de me dire en conscience quel besoin a-t-on d'un commissariat pareil... » Suit un plan de réorganisation minutieux, sur une perspective de plusieurs années de travail.

Discrédité au double titre de commissaire aux Nationalités et à l'Inspection, Staline ne se savait pas encore directement menacé dans sa position de secrétaire du Parti. Mais d'instinct, il esquisse une résistance. Sous son inspiration, le Politbureau s'oppose non seulement au projet de Lénine, mais à la publication du dernier article. L'appareil a compris le sens d'une allusion à la bureaucratie du parti et se défend. Lénine s'impatiente, Kroupskaïa téléphone, Trotski intervient. Un certain Kouïbychev, collaborateur de Staline, suggère d'imprimer l'article dans un numéro unique de la *Pravda* pour calmer « le vieux »... Enfin, le Politbureau cède et l'article paraît normalement le 4 mars 1923.

Le lendemain, Lénine s'adresse à Trotski : « Je vous prie instamment de vous charger de l'affaire géorgienne au congrès du Parti. Cette affaire est en butte actuellement aux « persécutions » de Staline et de Dzerjinski et je ne puis me fier à leur impartialité. Bien au contraire. Si vous acceptiez de prendre sur vous la défense, je pourrais être tranquille. » Le jour suivant, il écrit à Mdivani, Makharadzé et autres : « De toute mon âme, je suis votre affaire. Révolté de la brutalité d'Ordjonikidzé et de la connivence de Staline et de Dzerjinski, je vous prépare des notes et un discours. »

De nouvelles machinations de Staline en Géorgie l'avaient décidé à en finir : « Vladimir Illitch prépare une bombe contre Staline au congrès », disait sa secrétaire, en cette même journée du 6 mars, répé-

tant une expression de Lénine. Se sentant plus mal, il communique à Trotski les matériaux de sa « bombe », article et notes sur la question nationale. Trotski voulait en informer Kamenev : « En aucun cas ! — lui fit dire Lénine. Pourquoi ? Kamenev montrera immédiatement le tout à Staline, et Staline conclura un compromis pourri, puis trompera. » Mais quelques minutes après, ayant déjà peine à s'exprimer, Lénine craint de ne rien pouvoir entreprendre et se ravise : il envoie à Kamenev copie de sa lettre à Mdivani. « Vladimir Illitch va plus mal et se hâte de faire tout ce qu'il peut », explique la secrétaire. Le malade tendait toute sa volonté dans un suprême effort cérébral mais la sclérose des artères gagnait de vitesse. Une entrevue a lieu entre Trotski et Kamenev. Celui-ci revenait de chez Lénine, où Kroupskaïa lui avait dit : « Vladimir vient de dicter à la sténographe une lettre à Staline pour rompre avec lui toute relation. » C'était la dernière lettre de Lénine.

À l'heure où s'obscurcit la conscience de son fondateur, et à la veille du douzième Congrès communiste, la République des Soviets affermie est reconnue *de facto* par six États, *de jure* par douze. Elle a pris au rang des « puissances » une place implicitement consacrée l'année précédente à la conférence diplomatique de Gênes, puis renoué des transactions commerciales avec l'extérieur, conclu des traités, envoyé des missions et des ambassadeurs. Elle a même pu contracter un semblant d'alliance avec la Turquie, une entente avec l'Allemagne. Grâce à l'antagonisme entre les États-Unis et le Japon, les territoires perdus en Asie lui sont restitués, jusqu'au Pacifique. Aucun danger immédiat ni direct ne la menace plus aux frontières. L'Armée rouge passe au pied de paix.

À l'intérieur, les dernières bandes insoumises liquidées en Ukraine et dans le Proche-Orient, l'ordre soviétique s'établit partout, consolidé. Deux années de *nep* raniment déjà les forces productives, malgré la grande famine de 1921 qui a dépassé en horreur la même calamité de 1891 et cruellement frappé de 15 à 25 millions d'humains, pour moitié des enfants, au point de provoquer des cas d'anthropophagie. La population saignée par la guerre, la révolution, la contre-révolution et la disette reprend sa vigoureuse croissance de pays arriéré, dépasse 133 millions d'habitants au recensement de mars 1923.

Mais le niveau économique est en baisse d'autant plus sensible, en dépit des premiers effets réparateurs de la *nep*. Le revenu général, ou

plutôt la valeur globale de la production, a reculé de 11 milliards de roubles (1913) à 5,3 milliards (1922) : pour l'agriculture de 6,7 milliards à 4, pour l'industrie de 4,4 milliards à 1,3. (D'autres statistiques donnent des chiffres un peu plus élevés, mais de proportions identiques.) La part relative de l'artisanat dans la production industrielle a fortement augmenté ; elle en représente près de la moitié en 1922, alors qu'elle comptait en 1913 pour moins d'un cinquième. L'explication tient dans le retard de l'industrie grande et moyenne, le plus considérable.

À la campagne, en 1922, les ensemencements couvrent seulement 51 millions de déciatines au lieu de 82 millions en 1916 (et plus de 100 en 1913). La récolte brute en grains sera de 2,8 milliards de pouds au lieu de 3,8 (et d'environ 6 milliards en 1913). La chute est encore plus profonde pour les plantations industrielles, chanvre et lin, betterave et coton. L'élevage, en régression correspondante : 117 millions de têtes de bétail au lieu de 183 en 1916. Toute exportation a cessé. C'est encore la misère pour l'ensemble des paysans, malgré le partage du sol exproprié et l'abolition des vieilles redevances.

Plus des trois quarts des terres de labour et de pâturage sont morcelées en petites exploitations qui vont se rétrécissant à proportion de l'augmentation des « âmes », de la multiplication des « feux », et dont les champs disséminés ne permettent pas la culture intensive. En général, la routine du *mir* subsiste à côté d'un soviet fictif, avec la répartition périodique des parcelles et le caduc assolement triennal. Dans bien des villages, les lots individuels ont diminué, faute de propriétés seigneuriales ou domaniales à nationaliser. En principe, il n'y a plus de paysans sans terre. Mais en fait, il en existe encore et des millions n'ont point de cheval pour tirer leur araire de bois médiéval.

Égalisation sociale à un niveau dit « moyen » entre le *koulak*, présumé riche, et le *bedniak*, indubitablement pauvre, tel est à cette date pour la majorité paysanne le résultat de la révolution. Aucune statistique ne dénombre alors approximativement les *koulaks*, dont l'aisance très relative se dissimule diversement. Quant aux entreprises de « type socialiste », on leur impute environ 2 % des terres cultivées, octroyées à quelque 4 000 *sovkhoses* (domaines soviétiques, fermes d'État) et 13 000 *kolkhoses* (collectivités de travail : artels, coopératives, communautés agricoles).

Dans les villes, où les usines, les fabriques, les ateliers n'emploient que la moitié environ de l'effectif ouvrier d'avant la guerre, le salaire moyen a baissé de 32 roubles mensuels pour 1913 à 7 roubles en 1922, puis remonté à 16 roubles en 1923. Mais les travailleurs, divisés en dix-sept catégories selon leur qualification, ont pour la plupart des salaires inférieurs à la moyenne. Chômage intense, impossible à recenser, aggravé par un déclassement massif de la petite bourgeoisie et l'afflux de surpopulation rurale. Les secours aux sans-travail sont pour ainsi dire inexistantes.

L'industrie comme les transports produit à perte, avec des prix de revient exorbitants. Cependant que le consommateur paye des objets manufacturés, de première nécessité et de dernière qualité, trois fois plus cher qu'autrefois. La pénurie de marchandises engendre une spéculation incoercible à laquelle participent même la coopération et les magasins d'État. Le *nepman* âpre et retors apparaît, incarnation d'une nouvelle classe mercantile en formation dans l'insécurité, les risques et les périls. Le commerce de détail est vite accaparé en majeure partie par l'initiative privée.

Mais l'État, maître de toute l'industrie lourde, des transports, du commerce extérieur et du commerce de gros, n'a pas à redouter cette résurrection limitée du capitaliste. Le monopole du pouvoir politique aux mains du parti communiste permet de régler la législation et la fiscalité à l'avantage de l'économie socialisée, dans la compétition ouverte par la *nep*. Les concessions accordées au capital étranger sont rares et peuvent rester minimes. Lénine ne se trompait pas quand il justifiait la retraite « chose difficile, surtout pour des révolutionnaires habitués à aller de l'avant », en disant : « Après avoir conquis un terrain si vaste, nous avons de la place pour reculer sans perdre l'essentiel. »

La révolution d'octobre n'avait pas seulement détruit les survivances matérielles du moyen âge, du servage et de la féodalité, comme l'indiquait modestement Lénine en 1921. Il en restait un immense héritage positif pour créer la république la plus démocratique de l'histoire et réaliser les prémices d'un régime socialiste. Les contradictions internes du monde ennemi donneront à la Russie soviétique beaucoup plus qu'un répit : de larges possibilités de profiter de la division internationale du travail et de sauvegarder son indépendance subversive en exploitant les rivalités inhérentes à une société

basée sur la concurrence. L'avenir dépendant donc pour une grande part des héritiers, de l'aptitude de leur parti conquérant à devenir parti constructeur et à associer dans leur grandiose tentative, selon le vœu de Lénine, à la « population laborieuse tout entière ».

L'action clandestine pré-révolutionnaire et la guerre civile furent pour les bolchéviks une mauvaise école préparatoire à l'œuvre en perspective. Les anciens conspirateurs, agitateurs et destructeurs devront se faire techniciens universels d'un nouvel ordre économique et social dans un pays inculte que Boukharine compare à un « gigantesque laboratoire » mais où il faut improviser un personnel de bonne volonté en même temps que des instruments de fortune, tout en entreprenant les expériences. Lénine n'avait pas légué par surcroît de recettes infaillibles mais des idées et des conseils dont ses disciples abandonnés à leurs propres moyens pourraient utilement s'inspirer.

« Ne craignons pas surtout de nous critiquer constamment, de corriger nos erreurs et de les avouer en toute franchise » ; cette sincérité publique envers soi-même et vis-à-vis du peuple ouvrier et paysan aurait dû lui survivre comme un enseignement cardinal de sa théorie et de sa pratique. « Nous n'avons pas peur de nos fautes. Les hommes ne sont pas devenus des saints parce que la révolution a commencé », a-t-il écrit dans sa *Lettre aux ouvriers* américains. Ce n'était pas un artifice de style. Souvent il a cité une phrase de Marx sur « le rôle que joue la bêtise dans les révolutions », ne connaissant d'autre antidote à ce poison que l'autocritique dont il donne l'exemple pour combattre le « com-mensonge », la « com-vantardise », et pour dépasser le stade coûteux de l'apprentissage : « Nous ne craignons pas d'avouer et d'étudier nos fautes pour mieux les réparer. »

Autant que personne, il mesure l'écart entre les projets et la réalisation : « Jusqu'à présent, nous rédigeons des programmes et faisons des promesses. On ne pouvait commencer la révolution mondiale sans programmes ni promesses. L'essentiel, c'est de considérer avec sang-froid où et quand les fautes ont été commises et de savoir tout recommencer. » Il ne confesse pas ses erreurs pour les cultiver, ni pour s'en laver les mains : « Certes, nous avons commis des erreurs et subi des échecs et même beaucoup. Mais pouvait-on, sans erreurs et sans échecs, réaliser dans l'histoire un nouveau type d'État ? Nous ne cesserons de corriger nos erreurs et de poursuivre une meilleure applica-

tion des principes soviétistes. » Il ajoutera : « Et en nous efforçant de nous corriger nous-mêmes. »

Cependant, un phénomène d'importance primordiale semblait échapper au regard de Lénine, la transformation organique du parti sur lequel se fondaient ses espérances et son optimisme, et qu'il croyait la « véritable avant-garde de la classe d'avant-garde.

Au début de 1923, ce parti compte 485 000 membres, dont la quasi-totalité peuple les bureaux d'État. Une épuration permanente en élimine les éléments indignes. « Aucun mouvement populaire profond et puissant de l'histoire ne s'est produit sans un tribut de boue, sans aventurier ni scélérats, sans fanfarons ni braillards », avait dit Lénine, avant de constater avec la *nep* : « Un parti gouvernant attire inévitablement des arrivistes et des chevaliers d'industrie qui mériteraient d'être fusillés. » Mais l'épuration atteint aussi les fortes têtes, les indociles, réfractaires à l'obéissance passive peu à peu substituée à la discipline librement consentie. Soumis à une subordination hiérarchique encore accentuée par la force d'inertie et la détresse économique, le Parti perd l'habitude de penser par lui-même et d'agir de plein gré. Les méthodes de direction du Politbureau et d'administration du Secrétariat alourdissent la torpeur consécutive aux grandes tensions guerrières ou révolutionnaires. Comme dans la France de 1793, où sections et districts s'étaient bureaucratisés par la rétribution des fonctions et la lassitude des sectionnaires, les militants moyens du bolchévisme s'asservissent à l'État soviétique pour faire carrière. En ce temps de chômage et de privations, la carte d'adhérent au parti équivaut à une assurance sociale. L'ancienne sélection par le dévouement et les capacités laisse place à l'avancement au zèle intéressé.

Dans cette nouvelle caste nantie de menus privilèges, il y a des subdivisions : à la base, une plèbe mobilisable à merci assume les besoins ingrates ; au sommet, à l'aristocratie des fonctionnaires dits « responsables » échoient les travaux intellectuels et les petits avantages du pouvoir ; pour les catégories intermédiaires, le souci dominant est d'éviter la disgrâce, de gravir un échelon. En plus des droits civiques réservés aux seuls communistes enregistrés, ceux-ci bénéficient maintenant d'une sécurité relative et ont accès plus facile au dix-septième rang de salaire, logis mieux assuré, avenir moins incertain.

« Il ne faut pas se le dissimuler, beaucoup de militants sont mortellement fatigués. On les astreint aux « samedis » deux ou quatre fois par mois, à des heures supplémentaires ; on exige d'eux une extrême tension d'esprit ; leur famille vit dans des conditions pénibles ; le parti et le hasard les transfèrent aujourd'hui ici, demain là-bas ; il en résulte forcément une usure physiologique » : ces paroles de Zinoviev déjà vraies en 1920 ne le sont pas moins en 1923, mais pour un nombre décroissant de communistes « inférieurs ». En faveur des autres, les compensations s'accumulent avec la stabilisation du régime, peu importantes en soi mais précieuses par contraste avec le dénuement d'alentour. Les « samedis » en question ont disparu : la « grande initiative » saluée par Lénine, le travail volontaire du samedi, vite dégénéré en obligation imposée par contrainte, s'était révélée illusoire. Le même Zinoviev proclamait en répétant Lénine, dans le même discours : « Avant tout, grande liberté de critique à l'intérieur du Parti. Nous l'avons toujours affirmée en théorie, il faut à présent la mettre en pratique. » Mais à chaque conférence, à chaque congrès, les mêmes phrases servaient à calmer le même mécontentement, sans lendemains réalisateurs.

Les restes de la « liberté de critique » d'autrefois sont dévolus aux *upper ten thousand*, au nouveau patriciat soviétique. « Avec quel bagage humain le parti communiste est-il entré dans la révolution ? » demandait le menchévik Daline, exilé : « Pas moins de 5 à 10 000, dont un tiers d'intellectuels. Voilà le capital fondamental qui a donné ensuite un si riche dividende. » Ces 10 000 constituent la couche supérieure de la société encore amorphe qui s'élabore dans la souffrance. En eux, les prodromes de la décadence n'ont pas obnubilé la mentalité révolutionnaire et une élite garde intact l'esprit du bolchévisme traditionnel, en communion d'idées avec quelques travailleurs disséminés dans l'anonymat du labeur quotidien. Combien seront-ils pour persévérer dans la voie initiale ? On ne le saura qu'à l'épreuve.

Le parti présente alors l'aspect d'un assemblage complexe qui échappe aux définitions sommaires, et où se mêlent formes anciennes et linéaments nouveaux, où se contrecarrent des habitudes et des innovations. Les échanges de vues se font de plus en plus rares entre les divers étages de l'organisation. Au sommet, quelques hommes légifèrent et l'appareil exécute à sa façon. Les instances régulières servent de courroies de transmission. Les instances régulières servent de cour-

roies de transmission. Toute initiative, toute impulsion part d'en haut. Les institutions officielles, hier assemblées consultatives, se ravalent au niveau de chambres d'enregistrement. Des statuts du Parti, on fait le même cas que de la Constitution. Bien des décisions de congrès restent sur le papier, surtout si elles tendent à restaurer des libertés. Les comités de toutes sortes pullulent, ramifications du Parti dans les villes et dans les bourgs, les cantons, les districts, les provinces, les pays fédérés. Ces comités s'additionnent, se juxtaposent, se superposent en un immense engrenage qui fait mouvoir lentement la pesante machine étatique. Les organes exécutifs des soviets, échafaudés sur un modèle analogue mais plus compliqué encore, sont aux ordres des organes parallèles du Parti. Le plus souvent, ils se confondent par le noyau dirigeant. Dans les entreprises de travail, les établissements d'État, les lieux d'habitation, les centres d'enseignement, les syndicats professionnels, les coopératives de consommation, l'armée, la milice, la police, — les communistes sont groupés en cellules et en fractions qui exercent l'autorité par délégation. L'Union de la jeunesse communiste, « Komsomol », avec ses 400 000 membres, introduit partout ses propres « alvéoles ». Là où le personnel bolchéviste ne suffit pas, des « sympathisants » tiennent lieu d'auxiliaires. Et ce réseau extraordinaire s'étend irrésistiblement. Système administratif et gouvernemental imprévu, issu de conjonctures imprévisibles, mais assez explicable par cette observation de Gorki : « Nous vivons dans l'épaisseur d'une masse de millions d'êtres politiquement incultes et sans aucune éducation sociale. »

« Le Parti s'efforcera de diriger l'activité des soviets mais non de les remplacer » : vaine résolution prise en 1919 et inappliquée, comme tant d'autres, confirmée plusieurs fois depuis sans pour cela devenir plus applicable. De même les décisions adoptées au dernier congrès, sous l'inspiration de Lénine, de rendre une certaine indépendance aux commissaires du peuple, de réduire l'appareil d'État au strict minimum. Le parti avait mené la révolution, gagné la guerre civile, maîtrisé l'anarchie, forgé le mécanisme du pouvoir, insufflé vie à une économie embryonnaire. Son élan devait le porter au-delà des objectifs préalablement assignés. Il fallait du temps pour l'adapter à des conditions nouvelles. Six mois après Cronstadt, la Russie ne subissait-elle pas les ravages d'une terrible famine que l'année suivante ne pouvait d'un coup réparer ? En 1923 seulement, la *nep* crée les circonstances

propices à la « normalisation » constitutionnelle. Mais Lénine n'est plus là pour diriger l'opération sous-entendue dans ses écrits ultimes. D'aucuns espèrent le voir encore une fois surmonter la déchéance physique. En attendant, c'est au Politbureau à mettre en vigueur la démocratie populaire formulée dans la doctrine, dans le programme du bolchévisme.

Or si le Parti est « tout à fait à part et au-dessus de tout », d'après l'énorme aveu inconscient de Boukharine, le Politbureau à son tour, vis-à-vis du parti, s'est mis aussi « tout à fait à part et au-dessus de tout ». L'intérêt de la cause, les aspirations du peuple, le progrès de la révolution lui deviennent autant d'abstractions étrangères à la réalité. Par son isolement, il perd l'intelligence de la situation et la faculté de l'interpréter selon ses principes. Son opinion se fait sur des rapports de bureaucrates ou des dossiers de police. Déjà en 1922, quand Lénine et Trotski dictaient la sanction à donner au procès théâtral du parti social-révolutionnaire, ils ne savaient des actes terroristes à condamner que la version « tchékiste » entachée de partialité. Dans l'Internationale communiste, des aventures sanglantes étaient et seront fomentées à l'insu du comité exécutif régulier. Pour une affaire de Géorgie où il s'en fallut de peu que Staline ne trompât jusqu'au bout le Comité central, combien d'autres, instruites et tranchées sur les dires de fonctionnaires à récuser ? Lénine hors du jeu, et même si ses suprêmes conseils sont écoutés, si Staline est écarté du Secrétariat et le Comité central porté à cent membres comme le suggère le testament inconnu, rien ne sera foncièrement changé à moins de rendre la parole au parti, aux syndicats, aux soviets. Mais personne au « sommet » ne semble alors y penser et les voix d'en bas sont étouffées.

Dès le début de la révolution, Gorki avait fait une constatation opportune : « Le vieil ordre de choses est matériellement détruit mais vit toujours moralement parmi nous et en nous. L'hydre aux cent têtes de l'ignorance, de la barbarie, de la bêtise, de la lâcheté, de la goujaterie n'est pas tuée... » Avec la *nep*, l'avertissement restait de toute actualité. Certes, les idéologues du bolchévisme ne prétendaient pas anéantir en cinq ans les vestiges spirituels du passé, l'atavisme séculaire d'oppression et de servitude. Acculés d'abord par des circonstances exceptionnelles à des mesures d'exception, ils se proposaient seulement d'agir *dans le sens* de leur but final et, pour cela, d'harmoniser tôt ou tard la fin et les moyens. Encore fallait-il s'y prendre à temps

pour éviter d'incliner à suivre la ligne de moindre effort en faisant de nécessité vertu, en perpétuant une dictature de détresse et en perdant, pour vivre au pouvoir, toute raison socialiste d'exister.

Bibliographie

J. STALINE, Nos désaccords, *Pravda*, M., 19 janv. 1921 ; À propos de la stratégie et de la tactique des communistes russes, *Pravda*, n° 56, M., 14 mars 1923 ; la rév. d'Octobre et les classes moyennes, *Pravda*, n° 253, M., 7 nov. 1923.

M. AMYA, Les chemins de la Gironde géorgienne, Tiflis, 1926. — A. ANDRÉIEV, Sur les nouvelles tâches des syndicats, M., 1921 ; Réponse aux objections (sur la question des syndicats), M., 1921. — D. ANTOCHKINE, Le mouvement syndical en Russie, M., 1923. — Z. AVALOV, L'indépendance de la Géorgie, etc., p., 1924. — A. AXELROD, l'œuvre économique des Soviets, P., 1921. — H. BAMMATE, Le problème du Caucase, Lausanne, 1919. — O. BAUER, Le « cours nouveau » dans la Russie des Soviets, Bruxelles, 1923. — V. BAZAROV (Roudniev), Sur la voie du socialisme, Kharkov, 1919. — Ch. BERIDZÉ, La Géorgie d'hier et aujourd'hui, P., 1923 ; La tragédie d'une nation, la Géorgie, P., 1924. — B.I.T., Les conditions de travail dans la Russie des Soviets, P., 1920 ; l'évolution des conditions de travail dans la Russie des Soviets, Genève, 1924. — A. BOGDANOV, Les questions du socialisme, M., 1918. — A. BOLCHAROV, La campagne soviétique, 2^e éd., L., 1925. — N. BOUKHARINE, La dict. du prol. en Russie et la rév. mondiale, *Bull. Com.*, n°s 23-24, P., 12 août 1920 ; Du nouveau dans la Rév. russe, *Bull. Com.*, n° 49, P., 16 déc. 1920 ; Sur les tâches des syndicats, Pétr., 1921. — *Bull. du troisième congrès de l'Int. Com.*, Compte rendu stén., n°s 1-24, M., 24 juin-17 juil. 1921 ; *Bull. du quatrième congrès de l'Int. Com.*, compte rendu stén., n°s 1-32, M., 11 nov.-15 déc. 1922. — P. CHAPELET, La famille en Russie soviétique, P., 1929 ; Compte rendu de la gestion du Comité exécutif de l'Int. Com. (1920-21), M., 1921 ; Conférence (première) panrusse sur le travail du parti à la campagne, Compte rendu, stén., Pg., 1920. — Congrès (dixième) du Parti communiste de Russie, Compte rendu stén., Pg., 1921 ; Congrès (onzième) du P.C.R., Compte rendu stén., M., 1922. — Congrès (Premier) de l'Int. Com., Pétr., 1921. — Th. DAN, La pol. écon. de la sit. de la cl. ouvrière en Russie sov., Bruxelles, 1923. — Dans les coulisses de la discussion, « Documents absolument secrets » ; 1^{re} lettre de Trotski (8 oct. 1923), Réponse des membres du Politbureau ; 2^e lettre de Trotski (24 oct. 1923), *Sots. V.*, n° II, Berlin, 28 mai 1924. — Douze (Les) condamnés à mort ; Le procès des S-R. à Moscou, Berlin, 1922. — E. DRABKINA, La contre-révolution géorgienne, L., 1928. — Max EASTMAN, Lenin's Secret « Testament » predicts long bitter struggle for leadership in Russia, *The New York Herald*, P., 18 oct. 1926. — D. GAVRONSKY, Le bilan du bolchévisme russe, P., 1920. — Géorgie (La) sous la domination des armées bolchévistes, P., 1921. — T. GLONTI, La Géorgie menchéviste et la Géorgie soviétique, M., 1923. — M. GORKI, V. I. Lénine, M., 1931. — V. GRINEVETSKI, Les perspectives de l'industrie russe après la guerre, M., 1919. — E. GUEGUETCHKORI, L'avenir de

la Géorgie, Genève, 1927. — E. HAUMANT, Le problème de l'unité russe, P., 1922. — A. HOLZMAN, Le ravitaillement collectif, M., 1921. — Max HOSCHILLER, Le mirage du soviétisme, P., 1921. — I. IAKOVLEV, La campagne, telle qu'elle est, M., 1923. — Internationale (L') Socialiste et la Géorgie, P., 1921. — St. Ivanovitch, Cinq ans de bolchévisme, Berlin, 1922. — L. KAMENEV, Sur le rôle et la signification des syndicats, P., 1921. — A. KARAÏEV, D'un passé récent, Bakou, 1926. — A. KOLLONTAÏ, L'Opposition ouvrière, M., 1921. — V. KOROLENKO, Lettres à Lounatcharski, P., 1922. — Kossior, Nos désaccords, M., 1921. — L. KRASSINE, Questions du commerce extérieur, M., 1928. — L. KRITZMAN, Deux années de nouvelle politique économique, etc., M., 1923. — E. LAGARDE, La reconnaissance des Soviets. P., 1924. — Littérature bolchéviste « illégale » (Notes de Lénine sur la question nationale), *Sots.* V., n^{os} 23-24, Berlin, 17 déc. 1923. — LORIS-MELICOF, La Rév. russe et les nouvelles Rép. transcaucasiennes, P., 1920. — A. LOSOVSKI, Les syndicats en Russie soviétique, M., 1920. — J. MARTOV, La lutte pour l'Internationale, Berlin, 1924. — A. MARTYNOV, La liquidation du menchévisme en Géorgie, M., 1923. — T. MASARYK, Sur le bolchévisme, Prague, 1921. — S. MASLOV, La Russie après quatre ans de révolution, P., 1922. — E. MILHAUD, La Géorgie, la Russie et la S.D.N., Genève, 1926. — N. MILIOUTINE, Résultats et perspectives de l'assurance sociale, M., 1922. — B. MIRKINE-GUETZEVITCH, La théorie générale de l'État soviétique, P., 1928. — Mouvt (Le) com. international, Rapports au deuxième congrès de l'Int. Com., Pétr., 1921. — A. NIPPOLD, La Géorgie, du point de vue du droit international, Berne, 1920. — B. NOLDE, Le règne de Lénine, P., 1920. — P. P. (P. Pascal), La réforme économique, Les Commissions du Plan, *Revue hebdomadaire de la presse russe*, N° 30, M., 6 avril 1921. — Parti et syndicats, recueil, Pg., 1921. — J. PATOUILLET et R. DUFOUR, Codes de la Russie soviétique. 3 v., P., 1925-29. — Persécution de l'anarchisme en Russie soviétique, Berlin, 1922. — A. POUKHOV, La mutinerie de Cronstadt, M., 1931. — K. RADEK, Le développement de la révolution mondiale, etc., M., 1920 ; Cronstadt, *Bull. Com.*, n° 19, P., 12 mai 1921. — Résolutions des Conférences et Congrès panrusses des Syndicats, Intr. de G. Tsipérovitch, Pétr., 1919. — F. REVZINE, L'évolution des formes du salaire en Russie soviétique, M., 1923. — A. RYKOV, La situation de l'industrie russe et les mesures à prendre pour sa restauration, M., 1921. — G. SAFAROV, La tactique du bolchévisme, Pétr., 1924. — G. SEMENOV (Vassiliev), Le travail de guerre et de combat du parti des S-R en 1917-18, Berlin, 1922. — M. SLONIM, Le bolchévisme vu par un Russe, P., 1921. — Socialistes-Révolutionnaires (Les) « au travail » contre les Soviets, M., 1922. — Statuts et résolutions de l'Int. Com. adoptés par le 2^e congrès de l'Int. Com., P., 1920. — A. STAVROVSKI, La Transcaucasie après Octobres, M., 1925. — S. STROUMILINE, Salaire et productivité du travail dans l'industrie russe de 1913 à 1923, M., 1923. — « Testament » (Le) de Lénine, *Bull. Com.*, n^{os} 16-17, P., janv.-mars 1927. — M. TOMSKI, Principes d'organisation des syndicats, M., 1923. — Travail (Le) des S-R. à l'étranger, d'après les matériaux des archives de Paris des S.-R., M., 1922. — L. TROTSKI, Rôle et tâches des syndicats, M., 1920 ; Sur le chemin de la production, M., 1921 ; La nouvelle politique économique des Soviets et la révolution mondiale,

P., 1923 ; L'école stalinienne de falsification, Berlin, 1932. — E. VANDERVELDE et A. WAUTERS, Le procès des S-R. à Moscou, Bruxelles, 1922. — Vérité (La) sur Cronstadt ; Addendum : Collection des *Isvestia* du Comité révolutionnaire provisoire des matelots, soldats rouges et ouvriers de Cronstadt, Prague, 1921. — M. VICHNIAC, Le régime soviétique, P., 1920. — L. WEISS, Ce que dit Tchitchérine, *L'Europe nouvelle*, n° 51, P., 17 déc. 1921. — W. WOYTINSKY, La démocratie géorgienne, P., 1921. — S. ZAGORSKY, La République des Soviets, Bilan économique, P., 1921 ; L'évolution actuelle du bolchévisme russe, P., 1921 ; La renaissance du capitalisme dans la Rép. des Soviets, P., 1924. — G. ZINOVIEV, Sur les partis et courants antisoviétiques, M., 1922 ; Œuvres, t. VI, Le parti et les syndicats, L., 1929.

Staline.
Aperçu historique du bolchévisme.

VIII

L'HÉRITAGE

La *troïka*. — Trotski sur l'expectative. — L'Union des Républiques soviétiques. — Douzième Congrès du parti. — La crise économique et les « ciseaux ». — Trotski et les paysans. — Tendances et groupements dans le Parti. — Les fractions clandestines. — La dictature du triumvirat. — Grèves et démonstrations ouvrières. — Trotski contre la *troïka*. — Les Quarante-Six. — Staline et la révolution en Allemagne. — Le triumvirat et la démocratie. — Le « cours nouveau ». — Staline contre Trotski. — Défaire de l'opposition. — Responsabilités de Trotski. — Mort de Lénine. — Le léninisme, religion d'État. — Bolchévisme et léninisme. — Treizième Congrès du Parti. — La bolchévisation de l'Internationale communiste. — La chasse aux trotskistes. — Staline prophète. — L'insurrection de Géorgie. — Aveux de Staline. — Tchéka et Guépéou. — Suicides. — Nouveau conflit dans le Parti. — Défaite de Trotski. — Rupture du triumvirat. — L'opposition de Léninegrad. — La dictature du Secrétariat. — Face aux campagnes. — « Enrichissez-vous ». — La gauche et la droite. — Staline théoricien. — Le socialisme dans un seul pays. — Quatorzième Congrès du parti. — Staline et la statitique. — Défaite de la nouvelle opposition. — Staline secrétaire inamovible. — Bibliographie.

[Retour à la table des matières](#)

Dans la seconde phase de la maladie de Lénine, en 1923, la mésintelligence ne cessa de s'aggraver au Politbureau. Staline, Zinoviev et Kamenev coalisés en triumvirat prépondérant – la *troïka* — organisaient une fraction occulte pour tenir tête à Trotski, amoindrir son influence, l'isoler dans l'appareil. Devant l'hypothèse d'une disparition

définitive de leur maître, ils escomptent déjà la vacance du pouvoir et agissent en conséquence. Pour eux, la succession est virtuellement ouverte. Trotski aurait pu aisément contrecarrer leurs projets et couper court aux intrigues en rendant publiques les questions litigieuses. Mais il hésitait à rien entreprendre, dans son incertitude quant à la santé de Lénine, expliquera-t-il, mais plutôt craignant une fâcheuse interprétation de son rôle éventuel, un parallèle vulgaire avec l'apparence d'un précédent historique... L'obsession de la Révolution française n'inspirait pas toujours au mieux les révolutionnaires de Russie : Lénine avait taxé Kérenski de bonapartisme, Martov en accusa Lénine, et Trotski temporisait pour éviter la même comparaison.

Le Parti ne savait rien de ces sourdes discordes et Trotski le laissa longtemps dans l'ignorance. C'était faire inconsciemment le jeu de la *troïka*, seule intéressée au mystère. Les notes de Lénine sur la question nationale restaient confidentielles, réservées à de plus rares initiés. Le Testament n'était encore connu que de Kroupskaïa. Personne ne pouvait soupçonner une rupture entre Lénine et Staline. Cette dernière péripétie avait eu pour motif immédiat l'indélicatesse de Staline envers Kroupskaïa qui, en informant objectivement son mari, gênait les opérations personnelles du secrétaire général. Mais pour que Lénine saisît un tel prétexte, il fallait que son opinion fût faite sans rémission sur Staline. Celui-ci se tira d'affaire en envoyant à Kroupskaïa, sur l'invitation de Trotski, une lettre d'excuses dont Lénine ne pouvait déjà plus prendre connaissance. Par une sorte de complicité tacite et naturelle, tous les protagonistes se sentaient tenus de taire la vérité sur leurs dissensions intestines, de nature à déconsidérer le Parti. À la faveur de ce silence unanime, Staline put tranquillement manœuvrer.

Au Congrès des Soviets, en décembre 1922, il avait fait son rapport à l'appui d'une union plus étroite des Républiques fédérées résolue sur un simulacre d'initiative des pseudo-délégations de Transcaucasie. La mise en scène comportait une session du premier Congrès de l'Union soviétique pour sanctionner le « traité » conclu entre principales nationalités, et consacrait politique et économique du régime tout en proclamant le droit théorique de libre disposition des contractants, avec leurs libertés administratives et culturelles. En réalité, tout était réglé, prescrit, ordonné par le Politbureau ; ni les peuples, ni les partis ne furent le moins consultés ; les « délégués » tenaient

leur mandat de comités régionaux nommés d'en haut par d'autres comités, ceux de Moscou. Quant au traité d'union, comme l'avait prévu Lénine, ce ne sera qu'un « chiffon de papier » ajouté aux archives constitutionnelles, tant il est vrai que les thèses bolchévistes en matière nationale ne trouvaient pas à se concrétiser dans les conditions données, sous une dictature terroriste indéfiniment prolongée.

Staline se réservait de justifier au douzième Congrès du parti sa politique caucasienne. Il le fit avec une habileté incontestable. Trotski crut politique de lui faciliter la tâche en amendant la résolution à prendre, concertée d'avance. Pour la première fois, le Parti délibérait sans la participation directe de son fondateur. Kroupskaïa s'abstint de transmettre aux congressistes le testament que Lénine leur destinait sous la modeste appellation de « notes » (*zapiski*) : elle espérait encore la guérison du malade, son retour au travail gouvernemental. L'article-programme sur la question nationale ne fut pas divulgué davantage et les notes sur le même sujet, communiquées en commission, n'eurent qu'une diffusion restreinte et illégale parmi les fonctionnaires blasés. À la tribune, Staline intervint comme rapporteur au nom du Politbureau et du Comité central solidaires. Il dénonça le nationalisme des Géorgiens hostiles à la Fédération transcaucasienne en aversion pour les Arméniens et les Tatares, déviation caractérisée par un décret de Mdivani expulsant de Tiflis les habitants de date récente. Ainsi renseigné, le congrès ne pouvait qu'approuver la « ligne générale » suivie en Géorgie par le secrétariat du Parti, quitte à réprover discrètement les excès d'Ordjonikidzé et consorts. Les délégués étaient d'ailleurs choisis par l'appareil et dûment préparés à voter avec ensemble les propositions des organes dirigeants. L'accord au Politbureau entraînait l'unanimité automatique du congrès, mené et dominé par un *praesidium* comme le Parti par son Comité central, et toujours sous le même triumvirat.

Mais en 1923, la question nationale passe à l'arrière-plan avec la gravité de la situation économique. Le pays traversait crise sur crise : raréfaction de marchandises, mévente des produits industriels, pénurie de matières premières, retards prolongés dans le paiement des salaires, chômage en croissance, dépréciation de la monnaie, avilissement des prix agricoles, paralysie commerciale, etc. Sous l'impulsion donnée par la *nep*, l'industrie retardait sur l'agriculture, la production d'État sur l'économie individuelle et familiale. Les ressources manquaient

pour subventionner l'industrie à la mesure de ses besoins, reconstituer son fonds de roulement, élargir sa base. L'emprunt était impossible à l'extérieur et de rendement insignifiant à l'intérieur. Les concessions ne comptaient guère, l'exportation reprenait à peine. Le Parti cherchait péniblement sa voie. Dans le trouble des choses et le désarroi des hommes, Trotski seul exprimait des idées assez nettes. Aussi le Politbureau l'avait-il chargé de présenter au congrès un compte rendu officiel sur l'industrie, Staline ayant même fait semblant de vouloir lui confier le rapport de politique générale, auparavant dévolu à Lénine.

Trotski discernait la cause principale de cette crise permanente de l'économie soviétique dans l'écart entre les prix des produits industriels et ceux des denrées agricoles : « Le paysan paye aujourd'hui en blé ses articles manufacturés, son charbon, son pétrole, etc., 2,75 fois plus cher qu'en 1913. » Sur un graphique, la disproportion se traduit par un angle aigu, figurant les branches d'une paire de ciseaux. Que le phénomène s'accroisse ou persiste et les « ciseaux » couperaient tout lien d'échange entre la ville et la campagne. Par cette métaphore, Trotski signalait clairement le danger et soulignait l'urgence d'un ajustement des prix.

La hausse sur les céréales dépendait avant tout de l'expropriation ; la baisse sur les objets fabriqués, d'une utilisation plus rationnelle de l'outillage, des moyens matériels et du personnel. Il fallait donc réduire les frais généraux, suspendre l'exploitation des entreprises par trop parasitaires, concentrer l'industrie dispersée, supprimer les gaspillages, établir des calculs rigoureux et une comptabilité stricte, besoin immense en perspective et prosaïque pour des révolutionnaires teints de romantisme. « À parler doucement, c'est un chaos absolu », dit Noguine en dépeignant l'activité des institutions économiques, et Trotski de confirmer : « Il y a des données de l'Inspection montrant que 80 % environ de nos calculs sont arbitraires. » Selon lui, les autres 20 % ne valaient pas mieux. À titre d'exemple, tel trust d'État accusait un bénéfice de 4 millions de rouble-papier alors que l'Inspection prouvait une perte réelle de 750 000 roubles-or, et le cas n'était pas exceptionnel. Pour instaurer un ordre économique nouveau conforme au programme communiste, développer la production et en assainir la gestion, Trotski perséverait à préconiser l'élaboration et l'application d'un plan général sous la direction d'un « grand état-major » compétent, en l'espèce le conseil du Travail et de la Défense socialisme dont

une des notions essentielles implique la substitution d'un plan de production, de répartition et d'échange à la liberté du marché, aux luttes de la concurrence, au dérèglement de l'offre et de la demande. Mais pour n'être pas neuve, et en dépit des approbations de principe, son idée n'était pas acceptée sans scepticisme par la bureaucratie qui feignait d'y applaudir tout en opposant sa mauvaise volonté aux réalisations pratiques ; on l'interprétait comme recélant l'intention ténébreuse d'aboutir à faire de Trotski un dictateur aux affaires économiques, à la tête de tous les commissaires qualifiés.

Où prendre les nouvelles ressources indispensables à l'industrie ? D'aucuns croyaient en trouver dans une augmentation de l'impôt agraire ; à les écouter, deux années de *nep* dont une de famine auraient suffisamment accru la capacité fiscale des paysans. Réfutant ce point de vue « gauchiste », Trotski recommanda de ne pas dépasser la limite « pour que l'économie paysanne puisse s'élever, que le paysan devienne plus riche dans l'avenir ». La nécessité d'un enrichissement des cultivateurs n'était nullement de sa part une parole fortuite car dès avant le congrès, il avait déclaré à la conférence communiste d'Ukraine : « Les camarades qui, comme Larine, soutiennent que nous demandons trop peu aux masses paysannes se trompent certainement. Nous ne devons exiger du paysan rien de plus que ce qu'il peut réellement donner. *Nous devons faire en sorte qu'il soit l'année prochaine plus riche que cette année.* Il comprendra cette formule, à mettre pour cela même à la base de notre politique intérieure, elle est profondément différente du communisme de guerre. Nous demandons alors au paysan tout l'excédent de son nécessaire ; or, sans excédent, une entreprise périclité et tombe. Nous lui disons aujourd'hui : l'excédent est indispensable au relèvement de ton entreprise, garde-le. *« Car sans relèvement de l'agriculture, nous n'aurons pas d'industrie. »*

En conclusion, Trotski proposait de simplifier l'impôt, de le rendre intelligible au moujik et facile à verser, d'établir l'équivalent en argent de l'impôt en nature pour améliorer le sort des paysans. Et il en fut décidé, au congrès de Moscou comme à la conférence de Kharkov.

Un membre du Politbureau ne prenait d'ailleurs aucune initiative de ce genre sans l'assentiment préalable de ses collègues. Leur concert intime assurait un minimum d'unité sinon de pensée, au moins d'action. La notion bolchéviste de discipline, renforcée par les mé-

thodes d'administration et d'organisation de l'« oligarchie » dirigeante, impliquera désormais l'unanimité obligatoire aux assemblées délibératives, après débat parfois passionné mais toujours réticent. En plus du souci de ne pas fournir d'arguments à l'ennemi aux écoutes, le bolchévik de rang moyen avait à supputer les désagréments probables d'une franchise trop crue. Quel militant de Moscou, de Pétrograd ou de Kiev se serait exposé d'un cœur léger au transfert à Arkhangelsk, Irkoutsk ou Vladivostok, véritable « exil à l'intérieur » dans la coutume tsarienne, fût-il motivé par les nécessités de service ? Après tant de sacrifices, l'héroïsme n'est plus de saison et les inadaptés irréductibles, perdus dans la masse apathique, retournent aux vieux procédés de propagande souterraine. Devant le congrès du Parti, Ossinski peut encore mettre en doute l'infailibilité de Lénine ; pour la même réflexion, hors du congrès, un simple mortel eût été suspecté de contre-révolution. Si Kossior se permit une allusion à l'attitude du *triumvirat* envers Trotski, ce n'était possible qu'en vase clos et non sans risque. Toutes les décisions du douzième Congrès furent donc acceptées sans opposition conséquente.

Pourtant la discussion révélait bien des désaccords. Une tribune libre de la *Pravda*, survivance intermittente de démocratie réservée aux privilégiés du Parti, avait permis la confrontation d'opinions très variées après les articles de Lénine sur l'Inspection. Au congrès, les solutions controversées firent l'objet de débats courtois et prudents mais entre délégués n'ayant que voix consultative et dont nul discours ne pouvait modifier aucun vote.

Krassine et Ossinski critiquaient les suggestions de Lénine, le premier en réagissant contre « l'hypertrophie de direction » des organes d'inspection du Parti ou de l'État, le second en combattant la confusion des pouvoirs entre l'État et le Parti. « Notre faiblesse est dans l'incapacité d'organiser la production, et non dans l'insuffisance de la direction », soutient Krassine : « Maximum de production et minimum de direction, voilà le but vers lequel nous devons tendre. » Contrairement à Lénine qui conseillait de réunir l'Inspection soviétique et la Commission de contrôle communiste, Ossinski entend séparer les fonctions du Parti de celles de l'État et réformer les divers organes supérieurs en compétition constante de prérogatives et d'attributions. Son idée saine de mettre de l'ordre dans le « chaos d'instance de toutes sortes » dénoncé par Lénine se complique cependant d'un for-

malisme juridique qui en compromet la portée. D'autre part, il juge excessive l'importance accordée aux « spécialistes bourgeois » alors que Krassine la trouve insuffisante. Ce dernier considère aussi comme inéluctables de plus larges concessions au capital étranger pour accroître les investissements dans l'industrie. L'opposition se manifestait par des personnalités isolées, cette fois, plutôt qu'en groupes ou fractions. On ne voyait ni gauche, ni droite, n'en déplût à Larine, ex-menchévik improvisé « gauchiste » et défenseur intempestif de la classe ouvrière contre un « marais de droite » hypothétique ou une tendance pro-paysanne indéfinissable. Larine préconisait d'augmenter les salaires et d'entretenir les entreprises déficitaires aux frais des campagnes. Pour le réfuter, le *præsidium* fit appel à Préobrajenski, porte-parole reconnu de la gauche traditionnelle. Un optimisme de commande animait ce congrès, malgré le sentiment d'incertitude causé par l'absence de Lénine et quelque malaise subtil dû à la « question Trotski » en suspens.

Dans l'esprit des dernières suggestions publiques de l'absent, le Comité central fut porté à 40 membres et la Commission de contrôle à 50. Les organismes centraux se réuniraient dorénavant en sessions plénières communes. Lénine n'avait pas prévu et personne ne pensait que ce serait les déposséder ainsi de leur rôle statutaire respectif, une direction aux cent têtes ne pouvant siéger que rarement, pour prendre acte des faits accomplis et investir de pleins pouvoirs les deux bureaux suprêmes, maintenant de 7 membres chacun, avec 4 suppléants. En pratique, la *troïka* entourée de partisans éprouvés restait maîtresse de sa position acquise. Staline, confirmé dans ses fonctions, sortait indemne d'un congrès où Lénine s'était proposé de l'évincer du Secrétariat. Kroupskaïa n'avait mis personne au courant et Trotski, sur l'expectative, laissa faire sans rien dire qui éclaircît l'atmosphère ni préparât l'avenir.

L'unanimité n'était qu'apparence à la base du Parti comme au sommet. Il existait plusieurs oppositions clandestines persécutées par l'appareil et traquées par la Guépéou. Des feuilles volantes anonymes circulaient sous le manteau. Communistes exclus pour désobéissance et militants complices, provisoirement impunis grâce à leur obscurité, répondaient par des procédés conspiratifs aux méthodes policières de gouvernement, déjà en usage dans l'unique organisation politique légale après avoir servi à supprimer tout parti concurrent.

La *troïka* n'avait pas eu de peine à se défaire des premiers gêneurs en les envoyant loin de Moscou, en mission, au nom des intérêts supérieurs du communisme : si le Parti incarne à jamais l'esprit de la révolution, si le Comité central est la représentation exclusive et permanente du Parti et si le Politbureau a seul qualité pour interpréter sans appel l'opinion du Comité central, un bolchévik digne de ce nom ne peut rien objecter quand il reçoit du Secrétariat son ordre de route, avec une nomination. À cet égard, les principales personnalités à déplacer devaient l'exemple de « discipline » et s'y résignaient d'autant mieux que l'Union soviétique, en nouant des relations diplomatiques avec divers États d'Europe et d'Asie, disposait d'ambassades à pourvoir. Sous cette forme, l'exil est supportable, souvent même attrayant et parfois corrupteur. Ainsi Krestinski, Ossinski, Iouréniev, Loutovinov, Kollontaï, Racovski et d'autres s'en iront à l'étranger, où Krasine et Ioffe les ont précédés pour des raisons valables. Les opposants moins en vue seront expédiés sans cérémonie vers la Sibérie, la Mongolie, l'Extrême-Orient.

Isoler Trotski pour le réduire à l'impuissance, tel était le projet inavoué de Staline et de ses partenaires. Après l'envoi de Krestinski à Berlin, la « mutation » de Racovski prétextée par le besoin d'un ambassadeur d'envergure à Londres tendait à priver Trotski de son meilleur soutien, à le séparer de son plus proche ami, le président du Conseil des commissaires d'Ukraine, coupable aussi de désapprouver la politique nationale de Staline. Cela ne se fit pas sans un bouleversement complet du personnel gouvernemental, à Kharkov et à Kiev. Tous les secrétaires de comités communistes provinciaux ukrainiens, pour avoir réclamé le maintien de Racovski à son poste dans l'intérêt de la cause commune, furent dispersés aux quatre points cardinaux.

Quant aux résistances esquissées dans la classe ouvrière contre la politique officielle par des militants moins notoires, la *troïka* ne reculait devant aucun moyen de coercition pour les briser.

De l'ancienne Opposition ouvrière dissoute, il ne subsiste plus que des groupes confidentiels sans influence. Mais une fraction plus active, la Vérité ouvrière, se manifeste depuis la fin de 1922 en lançant des proclamations. Elle y attaque comme « nouvelle bourgeoisie » les hauts et moyens fonctionnaires du Parti, des syndicats et de l'État, dénonce leurs privilèges politiques et matériels, dénie à un régime « d'arbitraire et d'exploitation » le caractère d'une dictature du prolé-

tariat. « L'abîme entre le Parti et la classe ouvrière ne cesse de s'approfondir », lit-on dans ses appels. Les travailleurs, livrés à une « exploitation implacable », parqués dans des « logements affreux », sont par surcroît « privés sous menace de répression et de chômage de toute possibilité de disposer de leurs voix ». Le Code du travail n'a pas plus de valeur effective que tant d'autres chartes illusoires. « La classe-dictateur est dépourvue en fait des droits politiques les plus élémentaires. » Cette fraction dissidente revendiquait la liberté de presse et d'association pour les « éléments révolutionnaires du prolétariat ».

En 1923, une autre opposition organisée en secret, le Groupe ouvrier, exprimant des doléances analogues, prend la défense des prolétaires « absolument sans droits », traite l'institution syndicale d'« instrument aveugle aux mains des fonctionnaires », d'« appendice bureaucratique de Politbureau », et accuse le Parti d'avoir établi « non la dictature du prolétariat mais la dictature d'un triumvirat ». Ce groupe se mêlait aux grèves, de plus en plus fréquentes, dans l'intention de leur donner un sens démocratique-révolutionnaire, réclamait la liberté de presse illimitée et préparait une grève générale de protestation contre les abus du pouvoir.

Outre ces deux cercles communistes clandestins de faible importance numérique, il s'en créait un peu partout de moindres, ignorés les uns des autres. Tous ces réfractaires répandaient les mêmes vérités en se contredisant dans les considérations doctrinales, maladroites et confuses, où le bolchévisme est mitigé de libéralisme ou d'anarchisme. Ils manquaient complètement de cerveaux politiques capables de les guider dans une situation inextricable. Mais leur signification révélatrice était d'autant moins douteuse qu'une profonde effervescence remuait la classe ouvrière. Il fallait que le Parti fût bien étranger à son origine pour ne pas s'en apercevoir.

Dans le courant de cette même année 1923, en particulier à partir de juillet, des grèves d'ampleur croissante éclatent, découvrant la réalité trop longtemps méconnue au Kremlin : un prolétariat en lutte pour son morceau de pain, dressé inconsciemment contre la « dictature du triumvirat ». Il ne suffisait pas de voter dans les congrès thèses sur thèses d'allure pédantesque, mais inopérantes et au surplus vite oubliées, pour compenser les privations intolérables infligées aux travailleurs. Les crises sévissaient sans discontinuer dans l'économie so-

viétique et les salaires de famine, payés avec de longs retards en monnaie avilie, ne couvraient plus les besoins élémentaires des salariés. Chômage en extension, production en baisse, prix des marchandises toujours en hausse et inaccessibles à la population laborieuse, — tout attestait l'aveuglement des gouvernants et justifiait l'exaspération des gouvernés. Les décisions salutaires du dernier congrès communiste sur le plan économique, la concentration industrielle, la rationalisation technique et administrative n'étaient pas plus appliquées que tant d'autres résolutions, lois et décrets vraiment inapplicables, — et toutes les plaies du régime ne cesseront d'empirer jusqu'en septembre 1923, où les démonstrations ouvrières atteignent une puissance qui accule enfin le Politbureau aux réformes les plus urgentes.

Prendre des sanctions contre les prétendus fauteurs de troubles, adhérents de la Vérité ouvrière et du Groupe ouvrier, arrêter les meneurs et exclure du Parti les suiveurs, priver tous ces dévoyés de travail et de moyens d'existence n'était pas difficile. Mais après cela, il s'agissait de remédier aux causes pour éviter la répétition des effets.

Quoique associés aux mesures de rigueur adoptées contre leurs camarades, Trotski ou Politbureau et ses quelques partisans au Comité central ne se sentaient plus, toutefois, pleinement solidaires de cette politique presque exclusivement répressive. Une commission d'enquête présidée par Dzerjinski exigeait des communistes la dénonciation immédiate soit à la Commission de contrôle ; soit à la Guépéou, des groupes illégaux dissimulés dans le Parti. Une autre commission spéciale du Comité central, placée au-dessus des organes économiques normaux et commissariats d'État réguliers, prenait des dispositions extraordinaires pour enrayer la crise, en atténuer l'acuité, rapprocher quelque peu les branches des « ciseaux ». Sans illusion sur l'efficacité de ces divers expédients, Trotski se résolut à sortir de sa réserve.

Le 8 octobre 1923, dans une lettre au Comité central et à la Commission de contrôle, il résume ses griefs accumulés, ses critiques habituelles et sa propre justification.

En substance, il y rejette sur le Politbureau la responsabilité des « symptômes alarmants » qui ont secoué la torpeur du Parti. Les meilleurs militants, écrit-il, se sont émus naguère des procédés employés pour composer le douzième Congrès, après lequel tout est allé de mal

en pis. (Allusion très nette à Staline, à ses savantes combinaisons de maniement des fonctionnaires aux ordres et de remaniement des indociles.) Le régime intérieur malsain du Parti et le mécontentement des ouvriers et des paysans, provoqué par les fautes commises dans la politique économique, sont deux causes essentielles des nouvelles difficultés à vaincre. La liaison (*smytchka*) entre la ville et la campagne, recommandée toujours par Lénine, devient un mot d'ordre abstrait, au lieu d'une tâche pratique visant à diminuer le coût de la production d'État. Loin de prendre une importance accrue, le Gosplan a été délaissé et les principaux problèmes économiques sont tranchés au Politbureau sans étude préalable ni méthode de travail. Ainsi « le chaos vient d'en haut ». L'écart entre les prix industriels et les prix agricoles tend à liquider la *nep* car le paysan ne peut plus acheter quand il constate qu'un poud de blé vaut deux boîtes d'allumettes. L'industrie est grevée de charges financières improductives, par exemple les annonces inutiles imposées par les comités locaux du Parti pour combler le déficit de leurs publications. Ajouté au fardeau de l'impôt, le prix exorbitant des produits manufacturés suscite chez les paysans une irritation qui gagne les ouvriers, puis les rangs inférieurs du Parti ; d'où la naissance ou l'animation des groupes d'opposition.

Précisant ses accusations, Trotski met Staline en cause sans prononcer son nom : depuis le douzième Congrès, le Secrétariat procède à des nominations aux postes économiques, non d'après le critère de la compétence, mais selon l'empressement des bénéficiaires à le servir. Le secrétaire général désigne lui-même les secrétaires de comités provinciaux qui, à leur tour, choisissent les secrétaires de comités subalternes et ainsi de suite, jusqu'à la cellule de base. Il se forme donc une hiérarchie de secrétaires, un appareil de secrétaires, une psychologie de secrétaires. Il n'y a plus d'élections. La démocratie ouvrière dont on parle dans la littérature officielle n'est qu'une fiction, la dictature de la bureaucratie en est plus éloignée que ne l'était le « communisme de guerre ». Aux pires heures de la guerre civile, le Parti pouvait discuter ouvertement des intérêts de la révolution ; mais à présent, tout échange de vues est impossible. Une large catégorie de communistes ne se donne plus la peine de penser, la masse ne connaît les décisions que par des décrets et le mécontentement inexprimé tourne en abcès internes, sous forme de fractions clandestines.

Le Politbureau, poursuit Trotski, en est venu à envisager l'équilibre du budget par le rétablissement de la vodka en monopole d'État (eau-de-vie de grain, interdite sous le tsarisme en 1914). La légalisation de l'alcool et de l'alcoolisme présenterait, entre autres, le danger de rendre le budget indépendant des progrès de l'économie nationale comme la hiérarchie des secrétaires devient indépendante du Parti. L'interdiction de discuter même ce projet de malheur est un signe menaçant, corroboré par la révocation d'un rédacteur de la *Pravda* pour le seul crime d'avoir demandé le libre examen du projet.

Dans un autre ordre d'idées, le Politbureau a entrepris d'introduire Staline au conseil révolutionnaire de guerre, à des fins étrangères aux considérations militaires. Vorochilov et Lachévitch y ont déjà pris place pour des raisons avouées dans ces paroles de Kouïbychev, adressées à Trotski : « Nous estimons indispensable de vous combattre mais ne pouvons vous traiter ouvertement en ennemi ; c'est pourquoi nous sommes contraints de recourir à de telles méthodes. » Des procédés identiques avaient été employés contre Racovski en Ukraine.

En conclusion, Trotski réclame la fin du régime bureaucratique des secrétaires, la restauration de la « démocratie du Parti » dans les limites propres à prévenir une dégénérescence irrémédiable. Pendant un an et demi, dit-il, je me suis abstenu sans résultat de transporter hors du Comité central la lutte qui s'y livre : « J'estime maintenant non seulement de mon droit, mais mon devoir, de dire ce qui est à tout membre du Parti suffisamment préparé, mûr, conscient, et par conséquent susceptible d'aider le Parti à sortir de l'impasse sans convulsions ni secousses. »

À ce réquisitoire, le Politbureau se sentit obligé de donner la réplique. Dans un document secret comme le précédent, il impute à Trotski le mobile de prétendre à la « dictature économique et militaire », lui reproche d'avoir décliné une offre de Lénine de devenir son suppléant au Conseil des commissaires, de ne plus paraître aux séances de cet organisme ni au conseil du Travail et de la Défense, de ne jamais prendre d'initiative dans le domaine économique, financier ou budgétaire, de se conduire en suivant la formule « tout ou rien » et de se refuser à travailler pour l'économie, quitte à critiquer par système le Comité central. Éluant les arguments de son contradicteur, le Politbureau rappelle d'anciens désaccords entre Lénine et Trotski,

puis accuse celui-ci d'imprudence constante en politique extérieure, d'actes inconsidérés risquant de précipiter un conflit armé tantôt avec la Pologne, tantôt avec l'Angleterre...

Le 24 octobre 1923, Trotski envoie sa contre-réponse. Il évoque les dissentiments survenus au cours d'une année entre Lénine et ceux qui veulent en exploiter le nom prestigieux, notamment à propos du monopole du commerce extérieur, de la question nationale, de l'Inspection ouvrière et paysanne. Il souligne son entente avec Lénine tant sur ces divers points que sur la question primordiale du plan économique. Se référant à l'« appréciation écrasante » de Lénine sur l'Inspection, autrement dit sur Staline, après l'affaire de Géorgie non moins fâcheuse pour le secrétaire général, il dévoile l'hostilité du Politbureau à la publication et à la teneur du dernier article de Lénine. Le même Kouïbychev qui voulait tirer un exemplaire unique de la *Pravda* contenant cet article, pour tromper Lénine tout en cachant ses idées au pays, a été mis à la tête de la Commission de contrôle détournée de sa mission, soumise au Secrétariat, à la haute bureaucratie qu'elle devait surveiller...

Le Parti ne savait rien et, dans la suite, ne saura jamais grand-chose de cette controverse épistolaire dont le style prudent cache mal une violence froide, difficilement contenue. De part et d'autre, on ne tenait guère à dissiper les illusions du peuple sur les hommes au pouvoir.

Entre-temps, le Comité central reçoit le 15 octobre une lettre signée de quarante-six personnalités connues qui s'expriment dans le sens de Trotski, quelques-unes avec des réserves de détail. La plupart sont d'anciens communistes de gauche mêlés aux représentants de l'opposition dite du Centralisme démocratique : Piatakov, Préobrajenski, Sérébriakov, I. Smirnov, Antonov, Ossinski, Boubnov, Sapronov, V. Smirnov, Bogouslavski, Stoukov, Iakovleva, V. Kossior, Rafil, Maximovski, et autres militants en vue : Biéloborodov, Alski, Mouralov, Rosengoltz, Sosnovski, Vonronski, Eugénie Bosch, Drobni, Eltsine, etc. Racovski et Krestinski, en mission à l'étranger, n'avaient pu signer. Radek se prononça pour l'entente indispensable avec Trotski, dans une lettre à part.

Les Quarante-Six demandent la convocation d'une conférence spéciale pour prendre les mesures commandées par les circonstances, en attendant un congrès. Radek, au contraire adjure de résoudre le diffé-

rend au sein du Politbureau ; partant pour l'Allemagne où la situation économique et politique présageait un ébranlement révolutionnaire prochain, — en conséquence de l'occupation de la Ruhr par l'armée française, de la « résistance passive » allemande et d'une catastrophe monétaire, — il invoque la gravité des événements à l'appui de son opinion.

Mais les perspectives de révolution en Allemagne, escomptées des communistes de tous les pays, créent un nouveau motif de discordance entre bolchéviks. Le parti communiste allemand, subordonné comme toutes les sections communistes nationales au Comité exécutif de l'Internationale communiste en principe, devait suivre en pratique les instructions du Politbureau russe qui exerçait l'influence prépondérante à l'Exécutif international et disposait seul des ressources de tout ordre nécessaires au mouvement révolutionnaire. Or, les avis se contredisent au Politbureau. Zinoviev, président de l'Exécutif de l'Internationale, désespéré en l'absence de Lénine, hésite et louvoie, consulte Radek réputé expert, cherche une moyenne entre l'action prématurée et l'attente stérile. Trotski, partisan d'une tactique offensive, conseille de préparer l'insurrection, même d'en fixer la date. Staline, au contraire, pour ses premiers pas dans la politique mondiale, se montre très circonspect. En août, il avait écrit à Zinoviev et Boukharine :

« Les communistes doivent-ils s'efforcer, au stade actuel, de s'emparer du pouvoir sans les social-démocrates, sont-ils déjà mûrs pour cela, tel est à mon avis la question. En prenant le pouvoir, nous avons en Russie comme réserves : a) la paix ; b) la terre aux paysans ; c) l'appui de l'immense majorité de la classe ouvrière ; d) la sympathie des paysans. Les communistes allemands n'ont actuellement rien de tel. Certes, ils ont le voisinage d'un pays soviétique, ce que nous n'avions pas, mais que pouvons-nous leur donner dans le moment présent ? Si maintenant en Allemagne le pouvoir tombe, pour ainsi dire, et que les communistes s'en saisissent, ils s'écrouleront avec fracas. Ceci dans le meilleur des cas. Et au pire, on les mettra en pièces... Certes, les fascistes ne s'endorment pas mais il nous est avantageux qu'ils attaquent les premiers : cela rassemblera toute la classe ouvrière autour des communistes... En outre, selon toutes les données, les fascistes sont faibles en Allemagne. À mon avis, il faut retenir les Allemands et non les stimuler. »

Sur ces entrefaites, la tournure aigüe des conjonctures infirme le point de vue de Staline, les informations secrètes reçues de Berlin convainquent le Politbureau de l'imminence d'une révolution sociale. À la fin de septembre, on hâte les préparatifs en prévision du « nouvel Octobre ». Les communistes allemands demandent à Moscou un chef et le désignent : c'est Trotski. Consternation et dépit de Zinoviev, qui pose et oppose sa candidature. Le Politbureau refuse l'un et l'autre, désigne Radek et Piatakov qui partent à la mi-octobre, en pleine crise interne du bolchévisme.

L'heure n'était pas aux luttes de tendances, ajournées d'un commun accord pour concentrer l'attention sur la nouvelle révolution en marche. Trêve de courte durée qui prit fin avec les espérances déçues de victoire communiste en Allemagne. Le 7 novembre, à l'occasion du sixième anniversaire de la république des Soviets, la *Pravda* publie un article de Zinoviev qui, au nom des dirigeants et sous la pression de Trotski et des Quarante-Six, annonce la « démocratie ouvrière » dans le Parti et ouvre une discussion publique. Les communistes avaient la parole.

Après une si longue période de silence, le parti éprouvait le besoin de s'exprimer mais n'osait, par peur des représailles. La « démocratie ouvrière » dont parle Zinoviev, prescrite dans ses statuts et son programme, dans les décisions de tous ses congrès, notamment du dixième, n'est depuis longtemps que phraséologie trompeuse. Rien ne permet de croire à un changement réel. Hors les rangs communistes, personne ne s'intéresse à une démocratie réservée aux privilégiés, en minorité infime. À cette époque, le parti ne compte que 351 000 membres, tous fonctionnaires à l'exception de 54 000 ouvriers d'ailleurs favorisés au travail. (De plus, 93 000 stagiaires et, à côté, les Jeunesses communistes.) La discussion commença sans entrain. On eut du mal à surmonter l'inertie et la méfiance, à obtenir les premiers articles dont le sens tenait dans la formule : « Mieux vaut tard que jamais. » Des interventions de Préobrajenski et Sapronov donnèrent enfin le branle aux polémiques ; une opposition de gauche aux contours vagues se dessinait contre la « dictature du triumvirat ».

Parallèlement, le Politbureau délibère pour réaliser une entente à la direction et, le 5 décembre, adopte une résolution accordant satisfaction à Trotski, sur le papier. Par ce document, il confirme l'excellence de la *nep* en même temps que les conclusions de Trotski au douzième

Congrès sur le « Gosplan, état-major de l'État socialiste », la concentration de l'industrie, la rationalisation générale. Il condamne l'« extrême inégalité matérielle » des communistes, le « luxe » des uns, l'« étroitesse bureaucratique » des autres, la « démoralisation » des militants embourgeoisés, la « bureaucratisation » de l'appareil du Parti. Il promet aux communistes la démocratie, le droit de critique, la liberté d'examen, l'électivité de leurs fonctionnaires, représentants et comités. En deux mots, c'est le « cours nouveau » exigé par Trotski et les Quarante-Six dans l'intention de l'imprimer successivement à leur parti, aux syndicats, aux soviets, donc à l'avantage de toute la population laborieuse.

Il était temps encore d'orienter vers une démocratie soviétique, relative, certes, mais authentique. Si la déviation bureaucratique-militaire du régime, produit d'une guerre civile acharnée dans un immense pays inculte, avait duré au-delà de ses conditions originelles, nulle force humaine, à vrai dire, n'eût été capable de l'arrêter net. Les circonstances de temps historique et de milieu social atténuent sans conteste la responsabilité des individus à cet égard. Cependant, trois ans de paix avec l'extérieur, deux ans de détente à l'intérieur permettaient d'aborder une étape nouvelle. L'opposition démocratique le comprenait et y tendait avec ardeur. La *troïka* faisait mine de comprendre, avec des restrictions mentales bientôt explicites. La majorité mal informée approuvait à la fois l'une et l'autre sans discerner exactement les divergences. Mais à coup sûr, la conscience et l'énergie collectives du Parti pouvaient seules réaliser le « cours nouveau » ; une poignée d'hommes de bonne volonté serait impuissante contre le conservatisme naturel à l'appareil. À défaut de cet effort unanime, les traits spécifiques de la vieille Russie devaient s'imposer tôt ou tard sous des aspects rajeunis de par la logique de tout système autocratique implanté sur le même terrain sauvage.

De toute évidence, le « cours nouveau » ne serait pas l'œuvre d'un jour. Il s'agissait de préparer le Parti à reprendre en main son propre sort avec l'avenir de la révolution, de l'engager dans la voie d'une transformation profonde dont les autres institutions soviétiques subiraient l'effet. Les initiateurs avaient à remplir, sous ce rapport, un rôle capital, à se faire les agents d'exécution vigilants et actifs de la résolution prometteuse du Politbureau, à rééduquer dans le travail quotidien les membres engourdis de l'organisme bureaucratisé. Mais au lieu de

l'entendre ainsi, la nouvelle opposition crut opportun d'exiger d'emblée du parti la rénovation radicale de son armature, l'élection ou la réélection immédiates de tous ses fonctionnaires. Craignant qu'il en soit de la démocratie entrevue comme des déceptions antérieures, elle voulait la garantie d'une immolation de l'appareil.

Par cette maladresse tactique initiale, l'opposition guidée par Préobrajenski et Sapronov était battue d'avance. L'appareil menacé en bloc se sentit en état de légitime défense et riposta sans épargner rien ni personne. Après un calme plat, la discussion prit une allure orageuse, embrasant les 30 000 « cellules », les innombrables « rayons », les multiples comités, les instances variées du Parti. La *Pravda* publia jusqu'à trente colonnes par jour d'un choix arbitraire d'articles, de motions, de comptes rendus, pour déformer les vues de la gauche, en dénaturer les desseins et répandre à son propos des informations inexactes ou tendancieuses sans lui permettre de démentir, de réfuter, de s'expliquer. Lutte inégale entre les détenteurs de la machine à faire l'opinion et quelques militants désarmés, et dont l'issue n'était pas douteuse. À l'instant où semblent prévaloir leurs idées, les « oppositionnaires » impatients se vouent au sort de leurs devanciers par manque de tact politique et incapacité manœuvrière.

Trotski, malade depuis le début de novembre, ne prenait pas directement part aux débats. À l'exception d'un petit nombre d'initiés, on le tient encore pour solidaire du Politbureau, du Comité central. Après un article très prudent : « Idées sur le Parti », à l'occasion d'un anniversaire, il se borne à publier une étude : « Sur le fonctionnarisme dans l'armée et ailleurs », puis une autre : « Sur la liaison entre la ville et la campagne », dans l'esprit de ses interventions précédentes au Comité central mais dont les sous-entendus sont inintelligibles au grand public. Soudain, il juge nécessaire de se prononcer plus franchement et, sans se départir d'une réserve toute diplomatique ni approuver carrément l'opposition, écrit le 8 décembre une lettre à l'assemblée des militants de Moscou, reproduite deux jours plus tard dans la *Pravda*.

Sous le titre : « Cours nouveau », il y commente la résolution adoptée sous son inspiration le 5 décembre, en précisant ses vues sur le danger bureaucratique et l'éventualité d'une dégénérescence de la « vieille garde » du bolchévisme. Contre ceux qui espèrent « enter- rer » une fois de plus la démocratie ouvrière, il préconise le rempla-

cement des « bureaucrates momifiés » et convie la jeune génération à s'affranchir de l'obéissance passive, de la servilité, de l'arrivisme : « Le cours nouveau » doit avoir pour premier résultat de faire sentir à tous que personne désormais n'osera plus terroriser le Parti. »

C'est alors un « tournant » brusque dans la discussion. L'attention se dirige vers Trotski dont l'attitude apparaît différente de l'opinion communément admise : malgré les précautions de style, sa lettre confirme la thèse des mécontents. La *troïka* prend peur devant ce concours implicite apporté à l'opposition de gauche et, l'interprétant comme une menace à son endroit, saisit l'occasion de discréditer le principal adversaire. Staline donne le signal inattendu des attaques personnelles contre Trotski. Celui-ci obtenait précisément ce qu'il eût voulu éviter à tout prix : une lutte déclarée autour de l'héritage de Lénine.

Au cours des controverses publiques, Staline avait fait le 2 décembre 1923 un rapport devant l'« assemblée élargie du comité de rayon, des organisateurs de groupes, des membres du club de discussion et des bureaux des cellules du rayon de Krasnaïa Presnia » (petits fonctionnaires du parti ou candidats à des fonctions permanentes) dans sa manière déjà caractérisée d'instituteur primaire, à la portée d'un auditoire infantile. Pour plus de clarté et de simplicité et aussi afin de ne rien omettre, il procède posément par énumération des idées ou des arguments empruntés à droite et à gauche, sans craindre les répétitions les plus fastidieuses ni les truismes les moins contestables. En l'occurrence, il dénombre cinq causes des « défauts de la vie intérieure du Parti » les énonce une à une : première cause, deuxième cause, etc., jusqu'à la cinquième. Puis c'est la série des remèdes, au nombre de huit, qu'il déroule sans se presser : premièrement, deuxièmement, etc., jusqu'au huitième. À son ordinaire, il a soin de se placer à égale distance entre les extrêmes et récite avec application sa leçon bien apprise, que des subordonnés devront répéter à leur tour devant les inférieurs. À la fin, il se montre courtois, déférent même, vis-à-vis de Trotski dont le nom a été prononcé dans la presse par un contradicteur. Son rapport n'est qu'une paraphrase anticipée des idées générales de la résolution du Politbureau, votée trois jours plus tard.

Mais après la lettre de Trotski, le ton change. Le 15 décembre, la *Pravda* publie un article de Staline où les leaders de la gauche sont pris à partie, en termes d'ailleurs obscurs, plutôt sous forme

d'insinuations : « Du côté de l'opposition, nous voyons des camarades comme Biéloborodov, dont le « démocratism » reste jusqu'à présent inoubliable parmi les ouvriers de Rostov ; Rosengoltz, dont le « démocratism » a mis longtemps en émoi le bassin du Donetz ; Alski, dont le « démocratism » est partout connu, etc. » Il y accuse, somme toute, les nouveaux champions de la démocratie ouvrière de n'être pas plus démocrates que lui dans leur activité courante. Quant à Trotski, il en évoque le passé non orthodoxe, avec des sous-entendus à prétentions ironiques. Rappel insolite, qui n'offrait guère d'intérêt en soi et ne semble pas, *a posteriori*, particulièrement agressif. Mais dans l'atmosphère de l'époque, c'est pour l'appareil l'indication d'une cible et l'autorisation de frapper. Désormais, Trotski ne sera plus intangible à l'égal de Lénine et les fonctionnaires soucieux de leur avancement sauront ce qui leur reste à faire. Dans la coulisse, on pourra plus à l'aise dénigrer sous main le grand chef d'hier et chuchoter les allusions au bonapartisme.

La *troïka* ne se sent pas encore de force à affronter Trotski à visage découvert. Elle s'élargit en *semiorka*, comité secret de sept membres, pour mener ses opérations, en s'adjoignant Kalinine, Tomski et Rykov, du Politbureau, plus Kouïbychev. Elle a ses agents, ses émissaires, ses auxiliaires, son chiffre pour la correspondance, sa propre discipline de fraction. Elle dispose des ressources considérables de l'État, de tous les moyens de persuasion, de pression, d'intimidation et de corruption. Dépourvue des supériorités intellectuelles de ses adversaires, elle a en compensation sa longue expérience des luttes intestines et ne s'embarrasse d'aucun scrupule pour atteindre ses fins. Staline tient les fils de la conspiration.

Contre une coterie aussi redoutable, décidée à se maintenir en place coûte que coûte, l'opposition représente une tendance indécise, sans cohésion ni esprit de suite. Bien loin de constituer une « fraction » comme on l'en accusait injustement, elle se manifeste en ordre dispersé, souvent au hasard des occasions et des péripéties, incapable de se tracer une ligne de conduite conséquente. Réduits à l'initiative individuelle, ses porte-parole se contrediront entre eux et parfois se désavoueront sans y prendre garde. Au lieu de s'en tenir à la démocratie d'actualité, revendication conforme à la fois aux aspirations des travailleurs et aux principes du communisme, seul mot d'ordre, susceptible de tenir alors en éveil la conscience critique du Parti, Pia-

takov, Préobrajenski et I. Smirnov s'avisent de faire diversion en traitant des problèmes les plus ardues de la finance et de l'industrie. Ossinski défend sur le terrain d'autres conceptions. Radek se livre pour son propre compte à des improvisations plus ou moins habiles de journalisme verbal. Sapronov et ses compagnons du Centralisme démocratique bataillent de leur côté avec ardeur et sans calcul. Chliapnikov réapparaît, en désaccord avec tous, au nom de l'ancienne Opposition ouvrière. Quant à Trotski, alité, il a commis la faute irréparable de s'exposer aux coups sans être à même de les rendre et, par sa position ambiguë, de subir tous les inconvénients du combat sans pouvoir en espérer le moindre avantage pour la cause à défendre.

Avec de tels adversaires, la *troïka* remporte une victoire trop facile. Elle sait acheter les moins fermes, comme Boubnov, et punir les plus maladroits, comme Antonov, en nommant l'un au poste de l'autre, à la tête du département d'éducation politique de l'armée. D'aucuns seront neutralisés par un jeu adroit de nominations et de sanctions, voire de promesses et de menaces. Le reste est submergé sous le loyalisme moutonnier de la bureaucratie intéressée. Dans le réseau complexe des réunions de « bureaux de cellules », des « comités élargis de rayons », des « conférence de militants responsables », etc. La prédominance des fonctionnaires assujettis au Secrétariat est automatique. L'opinion ouvrière, déjà faussée dans les votes à main levée, par le danger du chômage suspendu sur les opposants, ne filtre guère à travers les six degrés d'organisation du Parti : cellule, rayon, localité, province, république, Union soviétique, étagés sous le Comité central, septième échelon du système...

En définitive, il n'importait à la *troïka* que de diminuer celui qui la dépassait de plusieurs têtes par le prestige, de le déconsidérer assez pour atténuer en apparence une disproportion flagrante entre membres du Politbureau. Pour cela, il suffisait d'un prétexte et Trotski l'avait offert comme exprès avec sa lettre réticente sur le « cours nouveau », qui en dit trop ou pas assez. Trop, pour un dirigeant co-responsable du régime et solidaire par son vote d'une résolution officielle toute récente ; pas assez, pour un opposant décidé à rétablir des vérités méconnues et à ranimer un mouvement assoupi. Trop pour désarmer les mêmes ; pas assez, pour armer les sujets.

La polémique de Staline fit cependant très pénible impression dans l'opinion publique soviétique. Aucun révolutionnaire sérieux

n'admettait la suspicion jetée sur la pus éminente personnalité de la révolution, en l'absence de Lénine. La *troïka* sentit passer le vent d'une réprobation générale et, prompte à la manœuvre, se hâta d'apaiser l'inquiétude.

Le 18 décembre, la *Pravda* publiait une décision rassurante du Politbureau, justifiant brièvement Staline et affirmant sans ambages : « ...Le Politbureau signale comme inventions malveillantes la supposition selon laquelle il se trouverait au Comité central du Parti ou dans son Politbureau ne fût-ce qu'un seul camarade concevant le travail du Politbureau, du Comité central et des organes du pouvoir d'État sans la participation active du camarade Trotski... jugeant absolument indispensable le travail amical en commun avec le camarade Trotski dans toutes les institutions dirigeantes du Parti et de l'État, le Politbureau s'estime tenu de faire tout le possible pour assurer ce travail amical dans l'avenir. »

Comme par hasard, le même jour paraissait une « lettre de l'organisation de Pétrograd », en termes singulièrement identiques : « S'abstenant de se solidariser avec les erreurs du camarade Trotski, l'organisation de Pétrograd déclare qu'avec le Comité central du Parti, elle estime, cela va sans dire, absolument indispensable un travail amical en commun avec le camarade Trotski dans toutes les institutions dirigeantes du Parti. Il y a eu et, probablement, il y aura au Comité central plus d'un désaccord. Mais pas un camarade, certes, ne se représente les institutions dirigeantes du parti sans la participation active du camarade Trotski. »

La simultanéité de telles inspirations et la concordance des formules ne laisse pas de doute sur le mécanisme de ces manifestations « spontanées ». De même, l'afflux des motions votées au fond des plus lointaines provinces et reproduisent mot à mot les textes types de Moscou, pour condamner le « fonctionnarisme de l'opposition » et les « erreurs du camarade Trotski ». La hiérarchie des secrétaires accomplissait son office Des exceptions n'étaient pas encore impossibles mais rien ne pouvait plus entamer la règle ; quand la *Pravda* reçut de Kiev une résolution favorable à la minorité, un certain Nazarétian, secrétaire de Staline, la falsifia d'un trait de plume. Trotski, Piatakov et Radek, munis de l'original portant la preuve du faux en appellent à la Commission de contrôle qui, au service du Secrétariat tout-puissant,

infligea un blâme non au faussaire, mais aux plaignants. L'appareil était solide et l'opposition s'y prenait mal pour l'ébranler.

La *troïka* n'entendait pas se priver de la collaboration de Trotski au gouvernement. Il lui suffira de déprécier assez l'« organisateur de la victoire » pour écarter de la succession politique plénière de Lénine, dont elle prétend disposer en partage. Elle ne voulait plus servir au second rang et, au reste, déniait à Trotski les qualités qui ont conféré à Lénine, fondateur du Parti, une importance unique. La primauté de Trotski eût signifié, pour elle, l'avènement d'un nouveau groupe dirigeant à brève échéance et l'élimination progressive de la « vieille garde » dont elle se disait le noyau. Contre cette éventualité, elle ne reculera devant aucun moyen pour user l'influence de Trotski et affermir sa propre domination.

Malgré une pression administrative effrénée, l'opposition obtint la moitié des voix à Moscou, tant le « cours nouveau » répondait au vœu démocratique de la « couche inférieure » du Parti. La jeunesse des universités communistes, entre autres, se rangeait à ses côtés. La tradition révolutionnaire était donc tenace, sous les aspects extérieurs de l'obédience bureaucratique. Mais déjà l'engrenage encore imparfait de la hiérarchie des secrétaires avait assez de force pour briser toute tentative de mettre en question son existence. La tendance de gauche, taxée de « déviation de droite », de semi-menchévisme, d'opportunisme et finalement de « trotskisme », pour les besoins de la démagogie dictatoriale, sera privée sans phrases de délégués aux conférences régionales censées refléter l'opinion du Parti. Indubitablement, la conférence centrale prévue pour janvier 1924, et où divers artifices réduiront l'opposition au minimum de figuration, était condamnée d'avance à l'attitude fixée dans les bureaux du Secrétariat.

Si l'ensemble des circonstances favorisait l'appareil, l'opposition dut pourtant son échec en premier lieu aux illusions de ses leaders. Rien ne l'obligeait à provoquer un choc prématuré sans en supputer les suites, sans se donner des objectifs accessibles, sans s'assurer de chances suffisantes pour courir les risques. Dès l'origine, elle s'engageait dans une impasse en heurtant de front, avant toute préparation et en pleine détente du ressort révolutionnaire, une position imprenable à moins de la pénétrer ou contourner. En aucun cas la qualité de ses conceptions théoriques n'eût compensé sur ce plan son inaptitude stratégique. Et dans la meilleure hypothèse, ce parti de 351 000

membres comptant quelque 300 000 fonctionnaires ne pouvait souscrire une imprudente déclaration de guerre à la bureaucratie. De plus, la timidité de l'action entreprise ne correspondait pas au diapason des paroles, d'une agressivité vaine et dangereuse faute de traduire une attaque effective.

Mais les faux pas occasionnels tenaient à une cause très profonde de défaite permanente, la mystique bolchéviste du Parti « tout à fait à part et au-dessus de tout », entité abstraite et d'essence inattaquable. L'opposition se perdait en idéalisant le mal qu'elle s'était proposé de combattre sous un autre nom et différenciera en vain le parti de ses cadres et de sa direction sans parvenir à les désolidariser en fait. L'État bureaucratique et le Parti bureaucratisé étant confondus et le monopole communiste du pouvoir proclamé inviolable, la réforme du régime n'était possible que dans le lent processus de l'évolution ou par des procédés rapides de la révolution : l'opposition ne sut opter ni pour ceci, ni pour cela. Seule à observer la fiction constitutionnelle du Parti ouvertement bafouée par la majorité, elle voulait faire vite sans coup de force, c'est-à-dire en respectant les formes sous lesquelles on devait l'écraser.

Trotski, principal responsable, ne pouvait ignorer de quoi ses adversaires alertés seraient capables. Il avait eu affaire à eux en pareille circonstance quand Lénine était là pour s'interposer et empêcher le pire. Il connaissait Staline par expérience depuis la guerre civile, puis dans un contact personnel constant au Politbureau, et de plus longue date les deux autres tiers de la *troïka* mêlés aux aigres disputes de l'émigration. Avant la guerre de 1914, il discernait fort bien chez les bolchéviks des « côtés négatifs » ainsi définis par lui : « Formalisme idéologique, rigorisme de procureur, méfiance policière envers l'évolution historique, égoïsme et conservatisme de groupement », — défauts hypertrophiés après la conquête du pouvoir et la transformation du parti en armure de l'État. Il savait qu'avec l'effacement de Lénine, le bolchévisme perdrait sa plus haute faculté d'autocritique, source de pensée vivifiante qui atténuait et compensait en une certaine mesure les tares originelles.

Or, à l'heure qu'il a cru décisive, il agit pour redresser le Parti sans tenir compte de l'état des choses et de l'état d'esprit des hommes, comme si ce parti répondait strictement à sa définition principielle et statutaire, et ses dirigeants au *fair play* implicite. Il renouvelle en

l'aggravant son erreur tactique de la discussion syndicale de 1921 par une façon maladroite de poser indirectement la question du pouvoir avant toute possibilité de la résoudre, stimulant l'hostilité de ses rivaux sans rien y gagner. Après s'être prêté à la mise en scène de l'unanimité au « sommet », puis aux plus rudes moyens de l'imposer dans les rangs, il donne tout à coup l'impression de la rompre et n'est pas même en mesure d'entreprendre la lutte. On ne sache pas qu'il se soit opposé naguère à l'arrestation arbitraire de Bogdanov (resté hors du Parti depuis sa rupture avec Lénine et consacré depuis à des travaux scientifiques), emprisonné après les grèves de 1923 sur un simple soupçon de connivence avec la Vérité ouvrière. Maintenant, il repousse les méthodes de police et réclame l'assainissement du Parti par la démocratie. Ayant obtenu satisfaction au Politbureau, du moins en théorie, il semble passer à l'offensive contre ses collègues, peut-être pour ne pas laisser livrée à elle-même l'opposition qu'il a inspirée et n'a su ni retenir, ni guider. Mais si sa lettre publique donne des arguments à ses partisans, elle fournit aussi à la *troïka* des armes contre lui et surtout un excellent prétexte. L'inévitable riposte le met en posture d'accusé. Au nom de l'intérêt du Parti, il décline de répondre à la campagne de diffamation fomentée par Staline. Il écrit cependant trois articles pour préciser le sens de son intervention et, à la veille de la conférence de janvier 1924, rassemble le tout en brochure sous le titre : *Cours nouveau*, avec quelques chapitres additionnels. De cette manière irrésolue, il perd même le bénéfice du silence et, par l'élévation des idées, la subtilité des allusions, la discrétion de la polémique, se fait entendre seulement d'une élite dont le poids est insignifiant dans la balance bureaucratique ; au surplus, la brochure tirée à petit nombre sera vite introuvable, par les soins de Staline. Après quoi, sur le conseil du médecin, il part pour le Caucase...

Sur cette ligne de conduite déconcertante, il a lui-même produit dans ses mémoires un témoignage précieux tiré du journal manuscrit de N. Sédova, sa femme. Trotski, écrit-elle, « était seul, malade et luttait contre tous. Du fait de sa maladie, les séances se tenaient dans notre logis ; j'étais dans la chambre voisine et entendais ses interventions. Il parlait de tout son être, perdant, semblait-il, à chaque discours, une partie de ses forces, tant il s'y livrait "avec son sang". Et en retour, j'entendais de froides réponses indifférentes. Tout était décidé d'avance. Pourquoi se seraient-ils émus ? Après chaque séance de

cette sorte, Léon Davidovitch faisait de la température, il sortait du cabinet trempé jusqu'aux os ».

Ainsi Trotski s'épuise en excès d'éloquence devant un auditoire de six personnes dont il ne peut espérer qu'une animosité implacable. Pendant ce temps, on le discrédite activement dans la sphère du Parti. Rien ne saurait mieux montrer que l'intelligence, la culture, le talent multiple, la puissance du tempérament, la dignité de caractère ne font pas encore un grand politique. Si exceptionnellement doué fût-il, le Trotski de la révolution d'Octobre et de la guerre civile n'avait donné sa pleine mesure d'homme d'action qu'au contact d'un Lénine.

Staline, « pourvu de toute l'astuce qui manque à Trotski », note Max Eastman, — l'écrivain communiste américain, historiographe scrupuleux de cette crise, — entre alors dans la passe décisive de sa terne carrière. Capter l'héritage d'Octobre n'exige pas les qualités qui furent nécessaires à Lénine et Trotski pour le constituer. La question ne se pose nullement de prendre la place d'un homme irremplaçable car l'éminence de Lénine tient à son cerveau, non à ses titres. Il ne s'agit que d'avoir au Politbureau le dernier mot pour disposer du Comité central, lequel peut composer à son gré les congrès du Parti. Staline y parviendra sans peine en groupant contre Trotski une sorte de syndicat des « vieux bolchéviks » moyens dont il s'efforce d'exprimer l'opinion moyenne ; dont il affecte de se faire le fidèle instrument. Le Politbureau siège d'habitude une fois par semaine et laisse au Secrétaire, d'une activité quotidienne, une certaine marge d'initiative et d'interprétation. Pour l'instant, Staline n'en demande pas davantage.

À la conférence de janvier 1924, où l'opposition n'eut pas la sagesse élémentaire de s'abstenir de paraître et se vit restreindre à trois délégués ayant voix délibérative, Staline joue un des premiers rôles. Dans son rapport sur « la construction du Parti », il reproche à Trotski absent « six fautes sérieuses » et les détaille avec de longs commentaires : « Première faute » : publier sa lettre sur le « cours nouveau » après l'adoption de la résolution officielle. « Deuxième faute » : prendre une position équivoque. « Troisième faute » : opposer au Parti son appareil. « Quatrième faute » : dresser contre les vieux cadres la jeune génération et les soupçonner de dégénérescence. « Cinquième faute » : appréciation la jeunesse des écoles comme « le plus sûr baromètre » du Parti. « Sixième faute » : vouloir la liberté de groupement à l'intérieur du Parti. Aux opposants qui ont invoqué une

décision explicite du dixième Congrès pour la démocratie, il réplique en citant un « point secret » de cette décision prévoyant l'exclusion des indisciplinés dans certains cas d'insoumission.

Toutefois, il observe des égards envers « le camarade Trotski, que ne je ne mettrait certes pas une seule minute sur le même plan que les menchéviks », mais sans cesser de le décrier. Dans son discours de conclusion, il affirme : « Nous avons pris toutes les mesures pour assurer un travail amical avec Trotski, bien que je doive dire que cette affaire soit loin d'être des plus faciles. »

La *troïka* se sentait tenue de ménager en Trotski le nom fameux qui, avec celui de Lénine, personnifiait la révolution pour le peuple russe et l'opinion internationale. À Pétrograd, Zinoviev avait déclaré dans un discours : « L'autorité du camarade Trotski est aussi bien reconnue que son mérite. Entre nous, on n'a pas besoin d'en dire plus long. Mais une faute reste une faute. » D'autre part, il fallait compter avec l'hypothèse, à vrai dire de plus en plus aléatoire, d'un retour de Lénine à la santé, donc aux affaires, et dans cette éventualité ne rien créer d'irréparable. En levant la dernière séance de la conférence, Kamenev annonça : « Vladimir Illitch va mieux », et fit entrevoir le « moment où Lénine reviendra à son poste ». L'opposition fondait de grands espoirs sur cette perspective incertaine.

En route pour la Riviera caucasienne, Trotski reçut le 21 janvier 1924, en gare de Tiflis, un télégramme ; Staline l'informait de la mort de Lénine.

L'événement n'avait rien d'inattendu. Depuis près d'une année, on s'accoutumait dans le Parti à l'idée de la disparition définitive du maître. Mais le fait accompli n'en sera pas moins poignant aux disciples, surtout après les illusions des derniers jours. Si le peuple dans son ensemble, accablé de misère et de lassitude, accueillit la nouvelle sans émotion apparente, le coup était rude aux communistes, seule catégorie active de citoyens soviétiques, et pénible même aux plus endurcis.

Bien que Lénine ne participât plus à la direction du Parti et de l'État, son faible souffle maintenait néanmoins quelque respect d'une certaine tradition marxiste formelle dans le bolchévisme, retenait encore les héritiers trop enclins à sacrifier les principes aux intérêts immédiats du pouvoir, contenait enfin les ambitions autour de l'héritage

d'Octobre. Après sa mort, les épigones délivrés de tout scrupule doctrinal laissent libre cours à leur initiative, révélant peu à peu la vraie nature de leur nomination.

Les premières mesures prises au Politbureau généralisent le deuil en l'imposant de diverses manières à toute la population, pour l'exploiter à des fins spéciales. À Moscou, la milice donne ordre de pavoiser sous peine d'amende et de voiler de crêpe les drapeaux avant même qu'on en apprenne la raison. Sous prétexte d'honorer le souvenir du défunt, l'appareil a recours aux artifices les plus grossiers des religions fétichistes, modernisés par les procédés de la réclame la plus triviale. La presse entreprend de susciter une mystique factice, d'élaborer un culte de circonstance pour y soumettre la foule ignorante qu'elle aurait pour mission d'éclairer. Embaumé comme un pharaon, le corps du grand révolutionnaire matérialiste sert à d'interminables cérémonies spectaculaires, exposé en permanence à la curiosité publique éveillée, attisée, alimentée par tous les moyens, captée et canalisée en défilé quasi perpétuel. Un sanctuaire consacre, devant le mur du Kremlin, l'outrage inconscient des léninistes à la mémoire de Lénine. On y attire les curieux, on y mène les travailleurs en service commandé, on y traînera les enfants, en attendant la procession infinie des paysans superstitieux mêlés de touristes incrédules...

La tombe Karl Marx, au cimetière de Highgate, consiste en une simple pierre. La dépouille d'Engels fut incinérée, l'urne contenant ses cendres jetées dans la mer du Nord. Mais au XX^e siècle, dans un seul pays dont le régime se réclamât du *Manifeste communiste*, un cadavre illustre sera exhibé en grande pompe dans un monument sépulcral inspiré du mausolée de Tamerlan. Contraste significatif et pas seulement dans les aspects extérieurs, car à la conservation balsamique des restes de Lénine correspond dans l'Internationale communiste la momification de l'œuvre de son fondateur, le figement de sa pensée incomprise de deux qui s'en prétendaient héritiers naturels et détenteurs patentés sans être capables même de comprendre la parole antique : « Les grands hommes ont l'univers entier pour tombeau. »

Ce n'était pas assez que Lénine eût été un héros, un surhomme, un génie ; les triumvirs de la *troïka* en font une espèce de dieu dont ils aspirent à passer pour les prophètes. En le divinisant, ils préparent leur propre béatification future. À les en croire, Lénine a tout su, tout vu,

tout prévu, tout dit, tout prédit. Son portrait en pied ou en buste, de face et profil, modelé en statuettes, frappé en médailles, coulé en insignes, tissé en mouchoirs, imprimé, gravé embouti, brodé, reproduit à millions d'exemplaires, supprime les icônes dans une concurrence d'orthodoxies rivales. La même effigie revient en obsession sur les murs, dans les gares, aux devantures d'épicerie et se multiplie sur la vaisselle, les cendriers, les paquets de cigarettes, les moindres objets usuels. Une imagerie pieuse inesthétique illustre en noir et en couleurs une indigeste littérature ampoulée qui déborde en prose et en vers. Les *Isvestia* publient un *Requiem*, entre deux articles extatiques, au-dessus d'un dessin de mauvais goût. D'aucuns photographient le fauteuil de Lénine, d'autres collectionnent ses reliques. De tous côtés, on baptise de son nom des villes, des rues, des institutions, des entreprises, des clubs, des stades, d'innombrables lieux et choses. Pétrograd devient Léninegrad, et il y aura Lénino, Lininsk, Léninskaïa, Léninakan, Léninsk-Kousnietski, Oulianovsk, Oulianovka. Un zèle fébrile inspire les projets commémoratifs les plus saugrenus. Sous le mince vernis déjà effacé des théories marxistes d'importation réapparaît le visage commun de la vieille Russie barbare.

Dans ces manifestations tapageuses de délire collectif, où le pharisaïsme se mêle à l'élan naturel, Staline plus que personne a donné le ton. À la veille des funérailles, au deuxième Congrès des soviets de l'union, il prononce un discours étrange, peut-être le morceau le plus typique parmi tous ses écrits (car il n'a rien laissé à l'improvisation et le texte en est établi avec soin d'avance). Entre les paragraphes constitués d'affirmations élémentaires, de banalités rebattues, d'inlassables répétitions articulées avec l'accent de certitude absolue qui trahit l'ignorance, — sont intercalées des litanies à consonances slavonnes où l'ancien élève du séminaire de Tiflis tutoie Lénine déifié et avoue sans détours sa mentalité cléricale. Après quoi, il assemble bout à bout ses invocations d'allure fervente, détachées du contexte, pour en faire une sorte de *credo* à l'usage des catéchumènes de la religion léniniste. Le résultat mérite une reproduction intégrale :

« En nous quittant, le camarade Lénine nous a ordonné de tenir haute et de conserver pure la grande appellation de membre du Parti. Nous te jurons, camarade Lénine, d'exécuter avec honneur ton commandement.

« En nous quittant, le camarade Lénine nous a ordonné de conserver l'unité de notre parti comme la prunelle de nos yeux. Nous te jurons, camarade Lénine, d'exécuter avec honneur ton commandement.

« En nous quittant, le camarade Lénine nous a ordonné de conserver et de renforcer la dictature du prolétariat. Nous te jurons, camarade Lénine, de ne pas épargner nos forces pour exécuter avec honneur ton commandement.

« En nous quittant, le camarade Lénine nous a ordonné de renforcer de toutes nos forces l'union des ouvriers et des paysans. Nous te jurons, camarade Lénine, d'exécuter avec honneur ton commandement.

« En nous quittant, le camarade Lénine nous a ordonné de renforcer et d'élargir l'Union des Républiques. Nous te jurons, camarade Lénine, d'exécuter avec honneur ton commandement.

« En nous quittant, le camarade Lénine nous a ordonné la fidélité aux principes de l'Internationale communiste. Nous te jurons, camarade Lénine, de ne pas épargner notre vie pour élargir et renforcer l'union des travailleurs du monde entier, l'Internationale communiste. »

Document unique, et incompréhensible si l'on oublie l'observation de Lénine : « Nous avons pris en Europe occidentale la doctrine marxiste toute prête... » Sauf exceptions peu nombreuses, les bolchéviks en général n'avaient pas assimilé cette doctrine dont ils ont emprunté la terminologie sans pouvoir modifier leur tendance intime de « gens d'un pays doublement arriéré au point de vue de l'économie et de la culture, gens que le passé tortura plus que tous les autres », comme Gorki les caractérise. Aussi, avant même d'être descendu dans sa crypte monumentale, Lénine était-il renié en termes apologétiques, et en lui bafoué son marxisme jusque dans les hommages religieux et les serments solennels des adeptes du bolchévisme d'État, idéologie de décadence révolutionnaire.

Les six commandements de la nouvelle Église, formulées par Staline dans le discours en question, sont précédés d'un exorde où l'orateur exalte l'esprit de corps de ses compagnons d'armes. Aucun texte ne découvre à tel point les travers que Lénine avait dénoncés sous les noms de « com-mensonge » et de « com-vantardise ». On peut le citer à ce titre :

« Nous, communistes, sommes des gens d'une tournure particulière. Nous sommes taillés dans une matière spéciale. Nous sommes ceux qui composons l'armée du grand stratège révolutionnaire, l'armée du camarade Lénine. Il n'y a rien de plus haut que l'honneur d'appartenir à cette armée. Il n'y a rien de plus haut que l'appellation de membre du Parti dont le fondateur et le dirigeant fut le camarade Lénine. Il n'est pas donné à chacun d'être membre d'un tel parti. Il n'est pas donné à chacun de supporter les malheurs et les tempêtes liés à l'appartenance à un tel parti. Les fils de la classe ouvrière, fils de la misère et de la lutte, fils des privations incroyables et des efforts héroïques, voilà qui avant tout doit être membre d'un tel parti. Voilà pourquoi le parti des léninistes, le parti des communistes s'appelle le parti de la classe ouvrière. »

La valeur intellectuelle d'un pareil langage dispense de rapporter les propos analogues tenus sur un même diapason par de moindres personnages. Sous la révolution française, après l'assassinat de Marat, la chronique enregistra aussi nombre d'extravagances. Il y eut un pétitionnaire, à la barre de la Convention, pour proposer : « Que le corps de Marat soit embaumé et porté dans tous les départements... Que *toute la terre* voie les restes de ce grand homme ! » ; un orateur aux Cordeliers pour entamer un cantique : « Cœur de Jésus, cœur de Marat ! » ; des apologistes pour attribuer un peu partout le nom de *l'Ami du peuple*, appeler par exemple Montmartre Mont-Marat. Mais c'était la traduction naïve d'une explosion spontanée d'émotion populaire, non le calcul cynique des dirigeants, — outre que les sans-culottes ne prétendaient pas au matérialisme historique ni ne citaient *le Capital*. Et il se trouva en même temps un Robespierre pour regretter qu'on s'occupât « d'hyperboles outrées, de figures ridicules et vides de sens, au lieu de songer aux remèdes exigés par la situation du pays » et s'opposer à la panthéonisation de Marat, lequel avait d'ailleurs protesté d'avance « contre ce sanglant affront » et pris la précaution d'écrire : « J'aimerais cent fois mieux ne jamais mourir que d'avoir à redouter un aussi cruel outrage. » Il y a eu un David pour déclarer à la Convention : « Sa sépulture aura la simplicité convenable à un républicain incorruptible, mort dans une honorable indigence » ; un Hébert pour dire aux Jacobins : « Il est des hommes qui voudraient faire croire que nous voulons substituer un culte à un autre. Ils font des processions et des cérémonies religieuses pour Marat comme on en faisait pour les saints. Déjà nous avons empêché cette profanation, continuons une surveillance rigoureuse... »

En Russie soviétique, Kroupskaïa seule eut assez de conscience et de vraie fidélité à l'esprit de Lénine pour inciter à plus de retenue les sectateurs de la foi léniniste : « ...Ne laissez pas votre tristesse au sujet d'Illitch s'exprimer en vénération extérieure de sa personnalité. Ne lui élevez pas de monuments, de palais à son nom, n'organisez pas de cérémonies pompeuses à sa mémoire, etc. De son vivant, il accordait si peu d'intérêt à tout cela, qui lui pesait. Rappelez-vous combien il y a encore de misère et de désordre dans notre pays. Si vous voulez honorer le nom de Vladimir Illitch, créez des crèches, des jardins d'enfants, des maisons, des écoles, des bibliothèques, des ambulances, des hôpitaux, des asiles, etc., et surtout réalisez dans la vie ses enseignements. » Mais cette voix digne et timide n'était pas écoutée, dans le tumulte de l'adoration officielle. Le Congrès des Soviets décida d'ériger six monuments, pour commencer... Riazanov, naguère ironique envers « ceux qui maintenant veulent transformer la place Rouge de Moscou en un cimetière, avec des monuments funéraires par-dessus le marché », n'aurait pu désormais se permettre sans risque une telle allusion. La Société des vieux bolchéviks exprima plus tard sa réprobation des funérailles à grand orchestre et des simagrées idolâtres, réclamant pour les morts cette égalité que la société refuse aux vivants, mais... excepté dans des cas comme celui de Lénine, admettant ainsi les dérogations opportunes. Trotski s'éleva, lit-on dans ses souvenirs, contre l'érection du scandaleux mausolée, mais en public, et personne alors n'en a rien su.

Sans s'en douter, Lénine avait présagé son propre destin en écrivant, des grands révolutionnaires persécutés de leur vivant : « ...Après leur mort, on tente de les convertir en icônes inoffensives, de les canoniser pour ainsi dire, d'entourer *leur nom* d'une auréole de gloire pour la consolidation et la duperie des classes opprimées, en même temps qu'on émascule la *substance* de leur enseignement révolutionnaire, qu'on en émousse le tranchant, qu'on l'avilit. » Il ne fallut pas longtemps à ses héritiers pour tomber à leur tour sous le coup de cette appréciation clairvoyante. Et ce n'est pas en vain qu'ils ressentirent le besoin d'un nouveau terme pour désigner le système de croyance alors substitué au bolchévisme traditionnel déjà décadent.

À cette date, le « léninisme » fut proclamé idéologie légale exclusive de l'État soviétique. On appelait auparavant léninistes les partisans de Lénine, lequel professait strictement le marxisme en théorie et

n'eût pas toléré dans son parti d'autre doctrine, — ce que d'ailleurs Marx a réprouvé d'avance en disant qu'il n'était pas marxiste. Désormais, le léninisme sera la rigoureuse observance rétrospective et formelle de l'œuvre léninienne imprimée, valable ou caduque, obscure ou contradictoire, Bible nouvelle découpée en versets comme s'il s'y trouvait autant de réponses définitives à toutes les questions posées par l'histoire.

Selon la conception de Staline, les communistes du monde entier, dans le présent et dans l'avenir, n'ont plus qu'à répéter d'immuables sentences axiomatiques apprises par cœur (plus ou moins correctement interprétées par des exégètes attitrés) pour s'épargner la peine de penser, d'étudier, de comprendre et se garder de toute « déviation ». Le plus innocent propos, le moindre mot fortuit échappé au grand homme devint parole d'Évangile, à citer en exergue. Un Institut spécial de léninologie reçut mission de déchiffrer les plus insignifiants bouts de papier griffonnés par Lénine, et que celui-ci eût jetés au feu, de recueillir et scruter ses miettes les plus infimes. D'instinct, les léninistes cultivaient la lettre pour mieux étouffer l'esprit.

Combien de fois Lénine n'avait-il pas déclaré : « Nous nous sommes trompés », et reconnu ses fautes, afin de refouler la « com-vantardise » et tenir en honneur la saine critique de soi-même, au moins dans les rangs du Parti... Au dernier congrès communiste Ossinski put observer sans faire crier au sacrilège qu'il arrivait à Lénine de s'abuser, — réflexion indiquant déjà l'opportunité d'une réaction contre le psittacisme stérile. « Nous ne voulons pas exclure la possibilité d'une erreur de Lénine » (*sic*), avait dit aussi Zinoviev dans son rapport du mois précédent. On forgea pourtant le mythe de l'infailibilité léninienne, moins pour révéler Lénine que pour couvrir *a priori* la politique hasardeuse de ses successeurs. Avec une citation, rarement topique ou pertinente, Staline et l'appareil auront réponse à tout. Argument décisif sa réserve, pour les mécréants et les incrédules : la Guépéou.

Entre l'ancien bolchévisme et le nouveau léninisme, il n'y eut pas solution de continuité, à proprement parler. La mort de Lénine précipita une évolution antérieure, achevant de mûrir des phénomènes apparus en germe pendant la guerre civile. Dans la technique et l'organisation du Parti, bien des particularités russes tendaient depuis longtemps à l'emporter sur les notions empruntées au socialisme oc-

cidental. Dans les mœurs, le passé moscovite devenait présent soviétique, parfois sous des aspects invraisemblables. Six années de révolution n'avaient inculqué à la société bouleversée ni respect de la personne humaine ni sentiment de la responsabilité individuelle, ni conscience des droits et des devoirs du citoyen. Au contraire, bien des bolchéviks frottés de mentalité européenne avant Octobre se trouveront « russifiés » après Cronstadt, imprégnés de psychologie spécifique au pays où sévissaient naguère, selon le raccourci de Gorki, « l'arbitraire absolu, l'asservissement de l'homme, le mensonge cynique, la cruauté bestiale ». Une sociologie rudimentaire et mal dirigée, peu à peu réduite à des schèmes simplistes, ne résistait pas aux habitudes invétérées d'un milieu en retard de plus d'un siècle sur l'évolution du monde civilisé, et où quelque progrès industriel accéléré par endroits, contrastait avec des survivances médiévales.

Encore du vivant de Lénine, le mélange d'une contrefaçon de marxisme avec l'originalité locale avait donné maints produits bizarres : ainsi l'espèce d'alchimie sociale suivant laquelle le Parti croyait élever son niveau en dosant des pourcentages d'ouvriers, de paysans, d'intellectuels ; ainsi le préjugé léniniste d'un péché originel de nouveau genre, imputant à crime aux individus le hasard de leur naissance non plébéienne ; ainsi la façon de conduire les travailleurs en « démonstrations » publiques sans daigner leur en révéler le motif, de les traiter en troupeaux encadrés de surveillants sous menace de sanctions en cas d'évasion, et de leur dicter régulièrement, en guise de « mot d'ordre » d'actualité, des formules stéréotypées d'acclamation ou de vitupération tout au long d'une colonne de journal. Autant d'exemples permettant de discerner l'ignorance paysanne tenace sous la lourde phraséologie à prétention déterministe.

Le bolchévisme, simplification russe du marxisme appropriée à un vaste pays rural aux classes bien tranchées, répondait aux nécessités de temps et de lieu pour la conquête révolutionnaire du pouvoir. Après la victoire d'Octobre, Lénine dut l'expurger graduellement de son programme initial, sous la pression des circonstances, et en abandonner à titre provisoire plus précisément l'idéologie démocratique empruntée à Marx. Un schématisme outrancier, tenant surtout à l'étroitesse et à l'inculture des disciples, en fit une déformation souvent caricaturale. Le léninisme représentera une version encore étriquée du bolchévisme post-révolutionnaire appauvri, une nouvelle

phase de recul sur le marxisme authentique dont il retient la « paille des mots » en perdant le « grain des choses », pour devenir enfin une théologie complexe avec sa dogmatique, sa mystique et sa scolastique.

Staline s'en institua le premier auteur classique, avec sa brochure : *Fondements du léninisme*, recueil de conférences lues aux « étudiants rouges » de l'université communiste Sverdlov, au début d'avril 1924. Dans cette laborieuse compilation où des phrases démarquées alternent avec les citations, on cherche en vain la pensée critique de Lénine. Tout ce qui est vivant, relatif, conditionnel et dialectique dans l'œuvre mise à contribution devient passif absolu, affirmatif, impératif et catégorique dans ce manuel à usage de catéchisme, d'ailleurs parsemé de contresens. Sous une autre signature, le morne opuscule eût passé inaperçu parmi beaucoup d'autres. Mais en tant que secrétaire du Parti, Staline avait pouvoir d'en rendre la lecture obligatoire aux prosélytes, soumis à des épurations périodiques et tenus de suivre des cours élémentaires intangibles. Plus de 200 000 ouvriers, illettrés politiques en grande majorité, ayant été admis en bloc dans les rangs communistes pour en « améliorer la composition sociale », à la faveur du deuil populaire, les leçons de Staline devaient servir à leur éducation. « Alliance de l'envolée révolutionnaire russe avec l'esprit pratique américain », — tel est selon la conclusion du professeur de léninisme le « style de travail » de Lénine et qui doit former le « type achevé » du léniniste.

Dans son chapitre final, Staline ne peut se retenir de porter un coup à Trotski, auquel il a déjà fait une allusion désobligeante sous le prétexte caduc de la « révolution permanente ». C'est pour tourner en dérision les projets de Trotski sur le Plan d'État : « Qui ne connaît la maladie de la construction « révolutionnaire » de la plano-crétation « révolutionnaire » dont la source est une foi dans la force des décrets capables de tout organiser et de tout arranger ? » Peut-être avait-il oublié la lettre où Lénine approuve l'« idée saine » de Trotski sur le Gosplan, peut-être feignait-il de l'ignorer pour les besoins de sa polémique sous-entendue. Quoi qu'il en soit, une hostilité vigilante envers Trotski perce entre les lignes, décelant l'intention de ne pas désarmer.

À son retour du Caucase, Trotski n'avait rien perdu de son prestige, hors du Parti. Au contraire, le conflit entre dirigeants lui vaut

plutôt un surcroît de considération où entrent des sentiments très divers. Attente d'une indéfinissable détente, aspirations vers plus de bien-être, désirs de changement, besoins de liberté, — tout se condense en un vague espoir dont il est devenu malgré soi l'incarnation. Des vivats l'accueillent aux réunions, sans confusion possible avec les ovations de commande réservées aux « officiels ». La jeunesse d'avant-garde, comme imperméable aux chicanes des puissants, salue en lui simplement *the best man*, en dépit des brouillards artificiels suscités pour donner le change.

Mais dans les milieux du Parti, la *troïka* ne s'était pas privée d'approfondir en son absence les travaux de mine sous sa position et de poursuivre le dénigrement de l'inexistant « trotskisme ». Une publication nouvelle, *le Bolchévik*, éditée spécialement pour combattre Trotski et ses partisans sous des dehors prétendument scientifiques, en d'énormes articles compacts, s'assignait de préserver la « pureté des principes du léninisme », évidemment menacée par tout cerveau pensant, et proclamait dans un premier éditorial batailleur : « Nous étions, sommes et serons de pierre dure. » D'officieuses consignes chuchotées du haut en bas de la hiérarchie des secrétaires suggéraient les façons de faire du zèle aux dépens de l'opposition. Supprimer le nom de Trotski du « *præsidium* d'honneur » d'un meeting, ôter son portrait d'un bureau d'administration, dénoncer à tout propos ses « erreurs » ou « déviations petites-bourgeoises », cela pouvait consolider une situation ou favoriser une carrière. Être suspect de prétendu trotskisme, c'était s'exposer à perdre tout moyen d'existence, emploi, logis, pain quotidien, dans une époque de chômage intense et de crise aiguë de l'habitation, dans un État où le salarié est plus qu'ailleurs à la merci du pouvoir sous tous les rapports.

Après la mort de Lénine, la sélection à rebours entreprise dans l'appareil par Staline depuis son avènement au secrétariat prend un tour plus brutal. Les Quarante-Six : réduits au silence par des mesures administratives, en partie dispersés, en partie intimidés, soumis ou ralliés grâce au jeu sans réplique des nominations. Les toutes récentes résolutions sur la démocratie ouvrière : autant de « chiffons de papier » bons pour la poussière des dossiers. Le « cours nouveau promis » : chimère dangereuse, bientôt crime de lèse-bolchévisme. Au Conseil révolutionnaire de guerre, où ont pris place Unchlikht et Frounzé après Vorochilov, Lachévitch et autres, Staline en personne

prépare au vu et au su de tous l'éviction de Trotski. Ce dernier laisse toujours faire sans même tenter de se défendre pour sauvegarder un principe, sans couvrir ses collaborateurs ni essayer de poser clairement les questions devant l'opinion. Son adjoint dans l'armée, Sklianski, relevé inopinément de fonctions, est remplacé par Frounzé. Au nom de la discipline du Parti, Trotski se tait et Piatakov, principal représentant de l'opposition à ses côtés, se fait instrument docile des manœuvres de Staline.

Le treizième Congrès du parti devait réaliser pleinement l'idéal de la *troïka*, l'unanimité cent pour cent », du moins en apparence, d'une organisation dite sans rire « monolithique ». Trotski lui-même n'était pas délégué. Avec quelques autres non-conformistes, il eut seulement voix consultative comme membre d'un organisme central. Cela ne le décida pourtant pas à se tenir à l'écart de ces machinations. Dès la séance d'ouverture, l'assemblée se transporta... au mausolée de Lénine, pour contempler le cadavre après une parade de jeunes « pionniers » (enfants de patronages communistes) astreints à jurer fidélité au « testament de Lénine ». Les adresses de salutations, échanges de congratulations, remises de drapeaux et cadeaux par de pseudo-délégations ouvrières, déjà de tradition, prirent une importance démesurée, ne contribuant pas peu à priver le congrès de tout caractère délibératif. À la fin, un « ouvrier sans-parti », envoyé de la « fabrique Trotski » comme par hasard, vint adjurer de « protéger la vieille garde du bolchévisme »... Bien que nul spectateur ne fût dupe de tels procédés, l'esprit de corps du Parti interdisait de plaisanter la mise en scène, et l'opposition même respectait les nouveaux rites consacrés pour la première fois avec tant d'ampleur. Quatre mois plus tôt, Riazanov avait pu risquer devant la conférence précédente une allusion aux « vieux bolchéviks appelés par Lénine vieux imbéciles » ; c'en est fini dorénavant de semblables irrévérences. Pour combattre sans danger une absurde proposition de transférer de Londres à Moscou les ossements de Karl Marx, le vieux frondeur jugea prudent de faire des allusions flatteuses à Staline.

Tout l'intérêt se concentrait sur Trotski, plus inquiétant par le mutisme que dans ses paroles. Allait-il paraître à la tribune ? Intervenir devant cet auditoire aux ordres, ce ne serait pas seulement perdre du temps, mais reconnaître la validité d'un simulacre de débat, sanctionner une immense imposture bureaucratique. Après de longues hésita-

tions, Trotski eut la faiblesse de céder aux instances de ses amis maladroits et de s'aventurer dans le guet-apens.

« Accueilli par une tempête d'applaudissements », dit la presse officielle, il tint un langage défensif d'une extrême circonspection, en se retranchant derrière la belle et dérisoire « résolution du 5 décembre », puis en invoquant des textes de ses adversaires pour corroborer les siens. En particulier, Boukharine avait exposé la situation intérieure du Parti en termes exactement conformes aux faits, sans se douter de l'importance des aveux : « ...Dans la plupart des cas, les élections sont devenues de pures formalités ; non seulement les votes se font sans discussion préalable, mais sur une seule question : “Qui est contre ?” Et comme on se met dans un mauvais cas en se prononçant *contre* les autorités, l'affaire est réglée. » Tout le témoignage de Boukharine illustre l'accusation courante de « dictature sur le Parti », suite à la dictature sur le prolétariat. L'ayant largement cité, Trotski dut se référer ensuite à Kamenev pour justifier son opinion sur le Plan d'État : « Nous pouvons faire quantité de fautes si nous ne nous fixons pas le but de coordonner par un plan toute notre économie nationale. » Ainsi, grâce à cette figure de rhétorique, la *troïka* était-elle réfutée par un de ses membres, plus spécialement Staline par Kamenev, et Trotski maintenait-il intégralement ses vues avec force précautions de forme.

Mais pour faire passer un discours sans reniement dans cette atmosphère de défiance, il fallait en contrepartie des gages de loyalisme. Trotski crut les donner de deux façons. D'abord en célébrant l'excellence de la démocratie soviétique, à propos de la « levée de Lénine », affiliation récente de 240 000 ouvriers au Parti. Cette levée, à son avis, « rapproche notre parti d'un parti élu ». Or, ne venait-il pas d'établir, texte de Boukharine en main, l'inanité des élections même dans ce parti privilégié, à plus forte raison alentour ? et pouvait-il ignorer les vrais mobiles de cet élan collectif sous le régime dont il commençait à connaître de près les désavantages ? Loin de se déterminer par affinités électives, les nouveaux adhérents allaient « au Parti » par légitime défense, par souci bien naturel de s'assurer du travail, quelque semblant de droits civiques, divers avantages moraux et matériels. Ils n'étaient pas libres de choisir, ni de se comporter autrement. Loin de représenter la fleur de la classe ouvrière, et pour la plupart des analphabètes à tous égards, ils n'annonçaient aucune perspective de

régénération du parti en dégénérescence. Leur conversion de fraîche date ne les autorisait guère à la critique, encore moins à l'opposition. Éduqués à coups de mots d'ordre par la hiérarchie des secrétaires intéressée à leur soumission, et dans le pire esprit du léninisme religieux, ces néo-bolchéviks de 1924 ne pouvaient avoir rien de commun avec les idées de Marx ni même avec celles de Lénine. Au reste, « communiste » signifie alors en Russie non plus *adepte du communisme*, mais *membre du Parti*, du parti au pouvoir, du seul parti légal. C'est pourquoi la poussée miraculeuse ne se produisit que sur décision d'ouvrir les portes de ce parti exclusif, pour les refermer sur le nombre voulu de recrues. Staline avait compté devant le congrès, dans son rapport sur l'organisation, 70 % d'illettrés politiques dans certaines provinces, 57 % en moyenne générale, et la « levée de Lénine » était d'un niveau encore très inférieur. (Quelques jours plus tard, il avouera 60 % d'illettrés politiques *avant* la levée de Lénine, et 80 % *après*.) Trotski donna portant dans l'aberration du Parti « tout à fait à part et au-dessus de tout », au point d'interpréter à contresens le phénomène du dernier recrutement, souscrivant ainsi d'avance aux décisions les plus réactionnaires du « parti élu », instrument de la dictature du triumvirat.

À cela, il ajoute un acte de foi qui parachève sa rétractation implicite de toute notion critique d'un parti : « Personne d'entre nous ne veut ni ne peut avoir raison contre son parti. En définitive, le Parti a toujours raison... On ne peut avoir raison qu'avec et par le Parti car l'histoire n'a pas créé d'autres voies pour réaliser sa raison. Les anglais ont un dicton historique : « *Right or wrong, my country* », — qu'il ait tort ou raison, c'est mon pays. Nous sommes bien plus fondés historiquement à dire : qu'il ait tort ou raison en certaines questions partielles concrètes, sur certains points, c'est mon parti... Et si le Parti prend une décision que tel ou tel d'entre nous estime injuste, c'est mon parti et je supporterai les conséquences de sa décision jusqu'au bout. » Ce raisonnement abstrait revient à donner carte blanche à Staline, maître du Parti par l'appareil, maître de l'État par le parti.

Une douzaine environ d'orateurs dûment stylés entreprirent de réfuter Trotski, l'accusant avec monotonie de parlementarisme et de diplomatie, lui reprochant de n'avoir pas dit tout et bien d'autres choses encore. Les 1 164 délégués se fussent peut-être succédés à la tribune pour réciter la même leçon si Kroupskaïa n'eût interrompu la ritour-

nelle. Sans s'accorder avec l'opposition, elle réprouvait les attaques déloyales de la *troïka*, redoutant pour la révolution les conséquences d'une guerre au couteau entre communistes. Aussitôt après la mort de Lénine, elle avait écrit à Trotski pour l'assurer des meilleurs sentiments de « Vladimir Illitch » et de sa propre affection. Elle intervint au congrès dans le sens de la majorité mais pour mieux faire comprendre que la comédie avait trop duré. De mauvaise grâce, Staline et Zinoviev se décidèrent à y mettre un terme, non sans déplorer le « socialisme chrétien » de la veuve de Lénine.

Dans son discours de conclusion, Staline réitère tout ce qui a été dit au cours de la discussion épuisée. Il compte quatre « questions » sur lesquelles l'opposition a eu tort, plus trois erreurs de principe » de Trotski. Au passage, il rétorque aisément la thèse de l'infailibilité finale du Parti : « Le Parti, dit le camarade Trotski, ne se trompe pas. C'est faux ; Le parti se trompe souvent. Illitch nous a appris à enseigner au Parti à se diriger d'après ses propres fautes. » Ce qui lui sert d'argument tient en quelques lignes : « Notre parti est devenu l'organe élu de la classe ouvrière. Montrez-moi un autre parti semblable, vous n'en montrerez pas car il n'en existe pas au monde. Mais il est étrange que même un parti si puissant ne plaise pas aux oppositionnaires. Où trouveront-ils un meilleur parti sur terre ? Je crains qu'en le cherchant, ils ne soient obligés de déménager dans la planète Mars. » Tout le contexte a autant de valeur démonstrative, aussi est-on souvent tenté de s'excuser en citant un tel auteur, dont les œuvres proposent toujours l'inverse de l'embarras du choix. Sachant que dans son parti le vote ne dépend plus des idées exprimées, Staline ne cherche ni à prouver ni à convaincre, il affirme. Et sous chaque affirmation se fait sentir la menace.

Conformément aux minutieuses dispositions du Secrétariat, le congrès manifesta ce que Zinoviev appelait « cent pour cent d'unité bolchéviste ». Le système bureaucratique de Staline approchait la perfection. Il ne restait qu'à prévoir et interdire les... malentendus comme cette tempête d'applaudissements importune à l'apparition de Trotski, d'ailleurs, sans répercussion possible sur la marche des événements. Le nouveau Comité central eut 87 membres, suppléants compris, et la commission de contrôle plus de 150. Mais au lieu d'élargir l'« oligarchie » dirigeante, selon le calcul erroné de Lénine, cet accroissement numérique réduisait encore le rôle des deux comités au

profit de leurs bureaux restreints, et en dernier ressort du secrétariat général.

Staline sortait d'une nouvelle épreuve à son grand avantage. Par une décision du précédent Comité central prise à l'instigation de la *troïka*, il avait réussi à éviter la lecture du Testament de Lénine au congrès, en dépit de l'insistance tardive de Kroupskaïa. On en donna seulement connaissance à certains délégués choisis, rassemblés séparément, avec commentaires « explicatifs » pour en affaiblir la portée : « le vieux » était malade, peu au courant, mal informé par son entourage... À la première séance du nouveau comité central, Staline offrit sa démission, bien entendu refusée dans ces conditions ; la plupart des membres lui devaient leurs fonctions ou craignaient de les perdre en s'attirant son hostilité. En outre, toute opposition eût été vaine dans l'immédiat et payée de représailles ; Trotski pas plus qu'un autre n'osa troubler l'unanimité.

Il restait à obtenir dans l'Internationale communiste les « cent pour cent d'unité bolchéviste » à l'ordre du jour. L'Exécutif international, en majorité, se fût prononcé dans l'esprit de l'opposition si la question avait été osée, on le sait d'après l'opinion individuelle de ses membres. En principe, sa décision primait toute divergence de section nationale ou de fraction. En fait, la troisième Internationale créée par le parti bolchéviste lui demeurait subordonnée. Outre une dépendance spirituelle relative et matérielle presque absolue, sa formation récente sur la seule initiative de Lénine ne lui permettait pas de se soustraire avant maturité à la tutelle de Moscou. Zinoviev se garda de consulter l'Exécutif, dénué d'aucun moyen de s'imposer. Le cinquième Congrès mondial du communisme étant prévu pour juin 1924, il suffirait de le « préparer » selon les règles et pratiques en vigueur dans l'Union soviétique pour façonner une organisation universelle à l'image de la section-mère. La préparation se fit en moins d'un semestre sous la direction de Zinoviev, parallèlement aux opérations de même nature menées par Staline dans toutes les Russies, au nom de la « bolchévisation ».

À de rares exceptions près, les partis communistes d'Europe, d'Amérique et d'Asie avaient besoin de subsides de l'Exécutif, c'est-à-dire du parti bolchéviste. Conditionner cette forme de solidarité, c'était exercer une pression irrésistible. Dans les sections plus indépendantes où se dessinait quelque résistance, il ne manquerait pas

d'occasion de rétablir l'ordre, fût-ce par des procédures chirurgicales. Faute de bons ou mauvais prétextes, on saurait en imaginer. L'Internationale ignorait tout des réalités soviétiques et Trotski ne se croyait ni en droit, ni en mesure de l'éclairer. Cependant que les émissaires de Zinoviev colportaient des propos perfides sur le « nouveau Danton », voire sur le « futur Bonaparte ». On parlait même du complot parmi les *coursanti* du Kremlin. Une crise profonde en Allemagne, consécutive à l'avortement de la révolution, et une dépression générale connexe favorisaient les plans de la *troïka*. Rompus aux querelles intestines et aux manigances fractionnelles par leur vieille expérience, experts à manier l'argent des subventions bourgeoises, libérales et des fructueuses expropriations avant de disposer d'un budget d'État, habitués enfin à traiter les militants en mercenaires et à exploiter la crédulité humaine, les inventeurs du léninisme eurent tôt fait d'arriver à leurs fins : duper des naïfs, neutraliser des hésitants, fanatiser des médiocres, corrompre des politiciens, isoler les hommes les plus probes et conscients.

Le « congrès de bolchévisation » enregistra les résultats escomptés, permettant de transporter les méthodes léninistes à l'échelle internationale de généraliser à tout le mouvement révolutionnaire la sélection à rebours commencée dans l'Union par Staline. À la mode soviétique, des cérémonies, parades et solennités sans fin furent mise en œuvre pour édifier les sceptiques et affermir le moral des délégations. Au lendemain d'un pompeux meeting d'ouverture au Grand Théâtre, le congrès s'en alla musique en tête et au pas cadencé tenir séance place Rouge autour du mausolée de Lénine, y « entendre et discuter » en plein air le « rapport sur le premier point de l'ordre du jour » devant des centaines de milliers d'ouvriers également pourvus d'orchestres, et après l'inévitable procession inspiratrice devant le cadavre. Le tout d'une spontanéité magique et, par surcroît, à l'heure où les usines sont d'habitude en pleine activité. Les sans-parti d'usage et autres sempiternels figurants, déjà vus à tous les congrès moscovites de la même période, vinrent réciter leurs compliments et distribuer quantité de bannières au cours de la session pour stimuler la ferveur des assistances. Un courant de fanatisme à haute tension interdisait de faire entendre sur la « question russe » la moindre parole de sang-froid et de raison.

Cette fois, Trotski fut assez avisé pour ne pas répondre aux provocations. Il avait enfin compris. Mais pour comble de logique, l'assemblée qui venait de le désavouer lui demanda de rédiger son manifeste terminal... Ce devait être le dernier des grands messages annuels dont Trotski était l'auteur depuis la fondation de la nouvelle Internationale. Un an auparavant, Clara Zetkin écrivait sur Lénine et Trotski : «...Le congrès a payé son tribut de reconnaissance et d'admiration à l'œuvre personnelle, impérissable, de ces deux illustres chefs de la révolution russe et du prolétariat mondial. » Et déjà, personne n'osait plus songer à pareil hommage, hormis la foule dont les « Hourrah pour Trotski ! » sont encore notés à cette date dans la presse communiste.

Staline participait pour la première fois aux assises de l'Internationale, invisible et présent. Soit ignorance des langues étrangères, soit imprégnation aux questions extérieures, soit pour les deux motifs et par prudence naturelle, il ne se montra pas à la tribune. On l'entendit seulement à la « commission polonaise » où le russe était parlé de la délégation directement intéressée. De son intervention en petit comité, il faut retenir la justification rétrospective des attaques déloyales dirigées contre Trotski et l'opposition durant le récent conflit : « *Premièrement*, l'histoire ne connaît pas de luttes sans victimes. *Deuxièmement*, on ne peut vaincre l'opposition sans ébranler l'autorité de ses chefs ; sinon, il faudrait renoncer à combattre. *Troisièmement*, une victoire complète sur l'opposition est l'unique garantie contre la scission. » Pour lui, donc, il importe moins de réfuter un contradicteur que de le discréditer. Ce ne sont pas les idées qui valent mais les individus. La critique est un attentat contre la sûreté du pouvoir absolu ; il s'agit de l'étouffer pour prévenir toute fissure éventuelle du parti de la dictature.

Et en effet, la chasse aux hérétiques reprend de plus belle, après les congrès de « bolchévisation » de 1924. Exploitant l'attitude d'obéissance et d'expectative prescrite aux opposants de tous les pays par la tactique de Trotski, la fraction dirigeante ampute l'Internationale à loisir et en détail. À Paris et à Berlin d'abord, et de New York à Changai après, tous les communistes obstinés à ne pas confondre discipline et servilité, tous les hommes capables et coupables de quelque pensée indépendante et originale seront désormais traités en suspects, dénoncés comme opportunistes, assimilés aux

contre-révolutionnaires, écartés enfin un à un, puis en série et par groupes. Une suite continue d'exclusions et de scissions élimine ainsi à tour de rôle, selon diverses modalités, les initiateurs du mouvement communiste contemporain dans les deux mondes. On ne tarda pas à voir combien Rosa Luxembourg avait raison contre Lénine en jugeant prématuré de fonder la nouvelle Internationale, décidément impuissante à vivre par ses propres moyens et à survivre à son inspirateur. Les partis communistes se transformaient en ramifications de l'état soviétique, sous une autocratie commune, avec les mêmes déformations générales et des tares identiques. Décidée à priver Trotski de tout appui extérieur, la *troïka* eût au besoin sacrifié l'organisation entière, devenue parasite et sans avenir mais elle put se contenter d'en abandonner les principes tout en conservant l'instrument.

Dans l'Union soviétique, c'était assez de ne point renier Trotski pour être mis à l'index, écarté de tout poste politique, souvent privé de travail et de ressources. Mais vexations et persécutions n'empêchaient pas de croître la popularité de l'homme d'Octobre et de la guerre civile, du moins dans la petite portion active de la population des villes et surtout parmi la jeunesse révolutionnaire. On eut beau mettre en circulation toute une littérature spéciale, où des scribes à la tâche essaient de ranimer d'anciennes controverses éteintes pour surprendre la bonne foi du lecteur en accablant Trotski sous des citations de Lénine, nul ne se souciait de méchantes brochures distribuées à foison et en pure perte. Ni l'*Histoire d'une déviation*, de S. Kanatchikov, suivie de succédanées encore plus insignifiantes, ni les articles d'une nombreuse domesticité de plume au service de la *troïka* ne contrebalançaient les discours et rapports de Trotski sur les principaux thèmes de l'actualité : hégémonie des États-Unis d'Amérique, décadence de l'Angleterre, crise de la révolution en Allemagne, problèmes multiples de l'Orient. Les cercles d'études du Parti n'avaient d'autre aliment nouveau que ces larges dissertations panoramiques attestant une richesse intellectuelle supérieure au produit de toutes les têtes réunies du Comité central « léniniste ». On faisait queue pour les entendre et l'on en cherchait avec avidité les sténogrammes dans la presse.

Cela n'allait pas sans exaspérer les héritiers inquiets de Lénine, attentifs à guetter la moindre maladresse de leur adversaire. Mais Trotski sut surtout se garder dans ses conférences d'offrir l'occasion de nouvelles discordes, évitant les questions épineuses et les froissements

personnels. Il parlait de tout, sauf du présent de la Russie soviétique. Cependant, sa verve incoercible de polémiste trouve dans certains écrits à s'exercer en allusions où la dérision subtile et l'ironie implicite, trop fines pour le public mal averti, suffisent à exciter l'animadversion des personnages en cause. Son recueil de notes biographiques : *Sur Lénine*, laisse filtrer des arrière-pensées d'où l'on peut comprendre que la paix rétablie dans le Parti n'est qu'une trêve, impression confirmée par les comptes rendus acrimonieux. Pour les initiés, l'opposition battue ne s'avoue pas vaincue et attend une revanche dont elle n'a d'ailleurs aucune idée précise ; elle semble espérer du Parti un retour de conscience et d'opinion, oubliant que ce parti bureaucratisé, maintenant lesté de 240 000 néophytes arriérés, ne répond plus en rien à sa conception idéale.

En septembre, Staline contribue à la « campagne littéraire » (*sic*) contre Trotski par un long article : « Sur la situation internationale », malgré son incompetence notoire, — premier essai sur le thème. Réfutant une thèse de Trotski et de Radek sur le « temps d'arrêt » de la révolution, il y affirme avec assurance : « Les ouvriers vont à la révolution et veulent avoir des chefs révolutionnaires. » La preuve en est dans « la victoire décisive de l'aile révolutionnaire des partis communistes en Allemagne, en France, en Russie, l'activité croissante de l'aile gauche du mouvement ouvrier anglais ». Le pacifisme des gouvernements démocratiques en Europe « doit conduire non à l'affermissement mais à l'affaiblissement du pouvoir bourgeois, non à l'ajournement de la révolution pour un délai indéfini mais à son accélération ». Les pacifistes et les démocrates « poursuivent un seul but : tromper les masses par des phrases sonores sur la paix pour préparer que nouvelle guerre ». Quant à la social-démocratie, elle est objectivement l'« aile modérée du fascisme ». Les mêmes découvertes émaillent la prose de Zinoviev à la même époque, nuancées de jactance supplémentaire.

Ainsi, encore en 1924, aveugle à l'évidence et sourd aux leçons de plusieurs années de démenti permanent infligé aux vaticinations hâtives du bolchévisme, Staline annonce toujours la révolution prochaine en Europe et confond l'aurore avec le crépuscule. Son léninisme revient à répéter hors de propos ce que Lénine a pu dire de plus ou moins exact en d'autres circonstances où l'erreur n'était pas sans excuse. Rien ne l'oblige à repenser ses études ni à les approfondir car

il est interdit, en fait sinon en droit soviétique, de mettre en doute ses assertions, évidemment concertées dans la *semiorka*. Derrière lui, Kamenev, Kalinine et d'autres après Zinoviev les reprennent aussitôt pour compte en les délayant à leur façon, disposés à écrire tout le contraire au premier signal.

Mais quatre mois plus tard, le 27 janvier 1925, avec cette exceptionnelle faculté de contradiction que les bolchéviks tiennent pour de la politique transcendante, Staline conviendra bon dernier de la stabilisation relative du capitalisme et du reflux de la vague révolutionnaire. Et à la fin de mars, même année, il se réfute lui-même sans cesser de se prétendre infailible : « Le capital a réussi à se remettre des ébranlements d'après guerre » ; la conjoncture internationale exprime le « succès de l'œuvre de reconstitution du capital » ; enfin, « on ne peut douter qu'en Europe centrale, en Allemagne, la période de montée révolutionnaire soit close ». À son exemple, le chœur des léninistes se rétracte comme un seul homme, tout en soutenant n'avoir jamais varié. Dans la suite, les représentants de la prétendue « aile révolutionnaire » dont Staline faisait si grand cas, les soi-disant « chefs révolutionnaires » de 1924 en Allemagne, en France et partout seront presque tous expulsés de l'Internationale pour indignité, opportunisme ou trahison.

Entre-temps, des signes alarmants de nouvelle crise se multiplient dans la « patrie soviétique ». Absorbés par leurs controverses pédantes et oiseuses, les dictateurs ont perdu de vue la situation économique du pays et la condition des classes laborieuses. Un optimisme de façade et de propagande couvrant mal une politique à la petite semaine ne pouvait aider à résoudre les problèmes difficiles posés à la révolution.

La stagnation de l'industrie au-dessous du piètre niveau d'avant guerre privait l'État de ressources matérielles, les ouvriers du nécessaire vital, les paysans d'objets manufacturés. La réforme monétaire de 1924, substitution du tchervonetz-or au rouble déprécié, se réalise aux frais des prolétaires. Des salaires de demi-famine sont souvent payés avec plusieurs mois de retard, parfois en marchandises invendables, parfois en bons sur des coopératives à peu près vides. La *troïka* ne trouve d'autre expédient d'urgence que le rétablissement de l'alcool d'État, décidé au Comité central contre l'avis de Trotski et de Kroupskaïa, celle-ci invoquant en vain l'opinion de Lénine sur le poi-

son national. Pour combler tous les déficits, on ne sait que pressurer davantage les travailleurs des villes et les pauvres des campagnes.

Les salaires déjà misérables sont réduits par divers moyens détournés : retenues obligatoires sous prétexte de cotisations et souscriptions « volontaires », extension du travail aux pièces, abaissement des taux de rétribution avec augmentation des normes de productivité grâce à un système compliqué de coefficients et de catégories. Outre une répression policière de plus en plus serrée, la peur du chômage imposait silence à la classe ouvrière dépourvue de tout organe d'auto-défense, les syndicats professionnels servant d'annexes à l'État bureaucratique. Staline l'avait avoué en 1923, les effectifs syndicaux passés de 6 000 000 de membres à 4 800 000, « chiffre moindre, mais plus sérieux » étaient « enflés naguère par des adhésions à peu près fictives » ; or, l'aveu restait valable et actuel, la fiction persistait avec la croissance numérique apparente des syndicats, résultat d'un enregistrement forcé. En 1924, Staline rectifia encore la statistique, ramenant à 4 300 000 le chiffre dit « plus sérieux » de l'année précédente sans lui conférer de poids réel. On verra même les syndicats progresser sur le papier de 5 000 000 de « membres » en 1924 à plus de 10 000 000 en quelques années et le nombre des syndiqués dépasser à certain moment celui des syndiquables ; en réalité, les syndicats comme les soviets avaient cessé d'exister. Les ouvriers n'attendaient ni protection, ni secours de cette administration dispendieuse aux mains d'un appareil de 27 000 fonctionnaires, strictement subordonné aux bureaux du Parti. De la caste communiste privilégiée, ils n'espéraient pas mieux. Une désaffection évidente s'ensuivait, envers le régime.

Le mécontentement n'était pas moindre à la campagne, démunie de produits industriels, spoliée des fruits du labeur individuel par la taxation des grains à bas prix, surchargée d'impôts dont le fisc poursuivait le recouvrement par des mesures inexorables. La documentation communiste officielle mentionne encore, entre autres causes de malaise : les suites de la dernière disette, l'insuffisance de la récolte en 1924, la plaie du chômage agricole (Préobrajenski évaluait à quelque 20 millions d'individus l'excédent de main-d'œuvre disponible). À quoi s'ajoutent les abus de pouvoir et dénis de justice des autorités villageoises, les illégalités de toutes sortes commises par des pseudo-soviets locaux : réquisitions, confiscations, impositions, arrestations arbitraires, aggravées de prévarications et malversations en masse au

préjudice de l'État. Dans son *Histoire du parti communiste*, tissée pourtant de falsifications des plus audacieuses, E. Iaroslavski, fonctionnaire au service de Staline, est contraint d'admettre l'« abstention des paysans aux élections » en automne et constate « La majorité de la population n'y prit pas part. » En fait, la minorité ne vota pas davantage car tout se réduisait à un simulacre. À bout de patience, les paysans dépouillés et maltraités se mirent à répondre aux sévices bureaucratiques par des attentats contre les communistes, des assassinats de « correspondants ruraux » de journaux (*selcors*) haïs comme dénonciateurs. Le Parti ne manqua pas de condamner à ce propos les menées des *koulaks* mais il était trop facile d'englober n'importe qui sous ce vocable : « On aime parfois chez nous qualifier de *koulak* tout paysan qui a de quoi manger », confessait Zinoviev en juin 1924. Une petite guerre civile s'engagea, dont la manifestation la plus violente apparut en Géorgie (août-septembre 1924) sous forme de véritable insurrection armée.

Pour qui eût douté à Moscou de la portée générale du phénomène, Staline dissipa l'hésitation en prononçant le mot significatif : Crons-tadt. Et comme 1921, ce fut un épisode sans gloire dans les annales du bolchévisme. Certes, la social-démocratie géorgienne, d'ailleurs profondément divisée sur ce point, eut sa part d'initiative dans la malheureuse aventure insurrectionnelle. Mais à bien des indices, il semble évident que la provocation y prit une importance décisive ; autrement dit, que la Tchéka de Tiflis, très renseignée sur l'irritation populaire et mêlée à l'action socialiste régionale par ses agents secrets, poussa au soulèvement à son heure pour mieux l'écraser. Une répression prompte et brutale « liquida » en deux semaines la tentative sanglante, qui avait outrepassé les prévisions des provocateurs et révélé toute la gravité de l'état des choses en province. Fait sans précédent, même aux jours les plus tragiques de la révolution, cinq membres du Comité central social-démocrate, dont N. Khomérikhi et V. Djouguéli, étrangers aux événements car emprisonnés bien avant la révolte, et connus pour leur hostilité à cette action désespérée, furent mis à mort sans jugement parmi plusieurs dizaines d'autres personnalités socialistes ni plus ni moins responsables. Après quoi, d'interminables séries d'arrestations, de déportations et d'exécutions décimèrent le parti menchéviste et le mirent pour longtemps hors de combat.

Staline au centre et son complice Ordjonikidzé sur place avaient froidement ourdi et conduit la cruelle manœuvre, assouvissant peut-être en l'occurrence de vieux ressentiments pour régler des comptes personnels avec leurs anciens rivaux du Caucase, réalisant à coup sûr un dessein prémédité de destruction physique du mouvement social-démocrate dans leur pays natal. Si l'on pense à l'indignation de Lénine au sujet des agissements des « *dierjimordes* » envers leurs camarades communistes à Tiflis, il est facile de discerner à qui incombe la culpabilité du sang versé dans cette affaire, sans même recourir aux explications du parti des vaincus. Au surplus, Tsintsadzé ne s'est pas gêné de dénoncer la politique d'Ordjonikidzé comme cause déterminante du soulèvement, politique que Kavtaradzé appelait « coloniale ». Et Staline n'a pas craint de faire un aveu à sa manière, en disant : « Ce qui s'est passé en Géorgie peut se reproduire dans toute la Russie, si nous ne changeons pas de fond en comble notre attitude envers les paysans. » De son côté, Molotov déclara : « Par l'exemple de la Géorgie, nous avons un fait éclatant de rupture du Parti avec la masse paysanne à la campagne... » Staline a encore insisté, dans un discours où il proclame la nécessité de la critique en termes empruntés à Lénine pour rejeter sur des sous-ordres les erreurs commises : « Ou nous permettrons aux paysans et aux ouvriers sans-parti de nous critiquer, ou nous subirons la critique par voie d'insurrection. L'insurrection géorgienne était une critique. Celle de Tambov, aussi. Celle de Cronstadt, pas moins. De deux choses l'une : ou nous renoncerons à l'optimisme et aux procédés bureaucratiques et nous laisserons critiquer par les ouvriers et les paysans sans-parti qui souffrent de nos fautes, ou le mécontentement s'accumulera et nous aurons une critique par voie d'insurrection... »

On a peine à croire que le même homme ait pu tenir ce langage après avoir ordonné sans regret tant d'actes contraires. Mais l'habitude était déjà prise au Kremlin de parler d'une façon en théorie et d'agir en pratique autrement. Avec un vocabulaire nouveau et malgré la différence d'étapes historiques, les bolchéviks abâtardis renouent à leur insu la tradition de la Russie des tsars quant aux procédés de gouvernement. « La terrible hypocrisie russe n'est pas le fait des hommes », a remarqué Michelet, pour qui l'« insoluble problème de l'Empire » consiste à maintenir sous des lois communes les peuples les plus disparates par le degré de civilisation. Abstraction

faite de verbalisme sans rapport avec la réalité, toute la science politique de Staline se ramène à imiter ses prédécesseurs en absolutisme pour conserver le pouvoir, en combinant la ruse et la violence, avec des alternatives de rigueurs et de concessions selon l'opportunité. Ni le Parti privilégié, ni l'opposition représentée par Trotski n'ont songé à s'en plaindre tant que les coups ne les atteignaient pas directement. Mais une fois mise en marche et bien mise au point, la machine dictatoriale de la nouvelle « oligarchie » ne devait s'arrêter devant rien, mue par sa propre logique dans un milieu social où le pli de servitude multiséculaire équivalait pour longtemps à une seconde nature.

À la lumière sinistre de l'alerte de Géorgie, les méthodes de Staline se précisent assez distinctement : sous sa direction, le rôle de la police s'élargit sans discontinuer. Si la Tchéka subsiste en nom uniquement au Caucase toujours en état de siège, la Guépéou n'a pas moins de prérogatives dans le reste de l'Union. Déjà plus nombreuse, active et puissante que l'Okhrana, elle sert au Politbureau de recours essentiel pour trancher toutes les questions. Et ce n'est pas coïncidence fortuite si la refonte du Conseil économique supérieur en 1924 commence par la nomination de Dzerjinski au sommet et se poursuit avec l'introduction d'anciens « tchékistes » à la tête des principaux départements. Au Conseil révolutionnaire de guerre, Unchikht, autre membre du collège de la Guépéou, surveille le personnel militaire soupçonné de « trotskisme » et prépare des coupes claires. Pour Staline, gouverner c'est punir et terroriser. À la présidence du Conseil des commissaires, après la mort de Lénine, on a bien désigné un simple Rykov, mais cela tient au peu d'influence reconnue à cette ombre de ministère ; le véritable pouvoir est ailleurs.

Dans le Parti, l'ingérence policière se faisait sentir de plus en plus obsédante, créant une pénible atmosphère de défiance, d'espionnage et de délation. Sous l'impulsion de la Commission de contrôle centrale, dirigée par Kouïbychev et devenue en quelque sorte filiale spécialisée de la Guépéou, les innombrables commissions de contrôle locales renforcées de commissions d'épuration temporaires plus nombreuses encore dépistent les déviations et traquent toutes les variétés de récalcitrants. Les amis, collaborateurs ou partisans de Trotski, voire parfois supposés tels, particulièrement visés, sont éliminés peu à peu des universités, des institutions politiques, des cadres de l'armée. Cela permet de favoriser l'ascension hiérarchique des zélateurs du Politbu-

reau. Les inconscients de la « levée de Lénine » seront là pour combler les vides à la base. Même les fidèles exécutants des caprices du Secrétariat ne se sentent plus en sécurité ; comme dans la compagnie de Jésus, il ne suffit pas d'obéir à la volonté des supérieurs, il faut aller au-devant de leur désir : un secrétaire du comité de Moscou, bureaucrate éprouvé, rendu responsable d'une ovation faite à Trotski, est expédié au Turkestan où l'on a licence de méditer au calme sur l'art de distribuer les billets d'entrée pour composer à souhait un auditoire.

Au cours de cette « première année sans Lénine », le recul de l'esprit d'Octobre se traduit en symptômes inquiétants pour la gauche communiste tenue en suspicion. L'apathie, la lassitude, la peur généralisée témoignent d'une transformation avancée des révolutionnaires professionnels en fonctionnaires de métier. Un égoïsme d'insurmontable désarroi dans l'angoisse du lendemain réduit sensiblement la phalange des non-conformistes du léninisme. Le souci individuel de se tirer d'affaire pour ne pas perdre le minimum de bien-être relatif réservé aux privilégiés du travail l'emporte le plus souvent sur les convictions intimes. Il y a encore des exceptions. Certains militants, incapables de transiger avec leur conscience, sont acculés au découragement, parfois au désespoir. Une série de suicides jalonne cette dépression morale sans exemple ; parmi les désespérés, pour la plupart obscurs, ressortent les noms d'Eugénie Bosch, héroïne de la révolution en Ukraine ; de Loutovinov, leader de l'Opposition ouvrière, retour de « mission » d'exil à Berlin ; de Glazman, secrétaire de Trotski, exclu du Parti sans raison. En haut lieu, tout en alléguant comme excuse le déséquilibre nerveux des victimes, on dut se résoudre à infirmer nombre d'exclusions scandaleuses pour enrayer l'épidémie. Car dans la majorité des cas, le suicide résultait de mesures dites d'épuration.

« En Russie, la parole souveraine, lorsqu'elle réproouve un homme, équivaut aujourd'hui à l'excommunication papale au moyen âge » : l'observation de Custine dans ses remarquables lettres sur *la Russie en 1839* reste juste après bientôt un siècle. Hors du Parti, point de salut : axiome tacite du dogme léniniste décelant une singulière lenteur d'évolution des mœurs à travers trois révolutions dans ce pays, les marais, les bois et les hivers tiennent lieu de conscience aux hommes qui commandent et de patience à ceux qui obéissent ». Les causes pro-

fondes du despotisme, encore intactes sous le voile soviétique, engendrent les conséquences d'autrefois sous les formes peu renouvelées.

Apprenant la mort dramatique de son proche collaborateur, Trotski écrit pour la *Pravda* un article nécrologique. On en refuse l'insertion. Un membre du Politbureau et du Conseil des commissaires, c'est-à-dire à la fois du vrai et du faux gouvernement, ne pouvait plus saluer la mémoire d'un camarade disparu, pour peu que l'appareil en prît ombrage. Staline tissait sa trame avec persévérance, épiant les gestes et les réflexes de son adversaire. Le cercle des hostilités se resserre peu à peu autour de Trotski. Selon toute vraisemblance, la *troïka* se tient prête à rentrer en campagne au premier prétexte afin d'ébranler la popularité dont elle s'effraie. Trotski est assez informé de tant de manigances et conciliabules préparatoires pour rester sur ses gardes. Et néanmoins, dans des conditions inespérées de ses détracteurs, il a l'imprudence de leur offrir l'occasion attendue.

En octobre 1924, il publie sans consulter personne deux volumes sous le titre : *1917*, recueil de ses écrits de la grande année révolutionnaire, avec une étude sur « Les leçons d'Octobre » en guise d'introduction. Il y établit un parallèle entre la victoire bolchéviste de 1917 en Russie et la défaite communiste de 1923 en Allemagne déjà précédée d'un désastre révolutionnaire en Bulgarie, pour en dégager l'explication historique et l'enseignement stratégique. Sa démonstration marque surtout la nécessité de ne jamais laisser passer le moment propice à l'insurrection, sous peine d'attendre longtemps une autre situation favorable, et souligne la valeur instructive de l'expérience russe pour le mouvement communiste international. Après avoir esquissé son interprétation personnelle des faits d'Octobre, il termine sur une évocation péjorative du passé de Zinoviev et de Kamenev en définissant la « bolchévisation » comme une éducation et une sélection des meneurs qui les préserve de « flancher » à l'heure décisive. Le nom de Staline ne figure pas dans ce texte mais les références à la position « défensiste » de la *Pravda* en 1917, avant l'arrivée de Lénine à Pétrograd, désignent sans équivoque le secrétaire général.

Trotski ne fait là que systématiser en les groupant des considérations éparses dans ses essais, articles et discours antérieurs. Mais en la circonstance et sous une forme lapidaire, c'est comme à plaisir donner motif au conflit dont l'issue dépend exclusivement de l'appareil. C'est aussi réaliser contre soi l'union des hommes que le simple bon sens

commandait de laisser se diviser. (En juin 1924, Staline avait donné à Kamenev une leçon de léninisme élémentaire, dans un discours aux secrétaires de district, et s'était permis des allusions désobligeantes à Zinoviev, — indications très nettes d'un conflit futur.) De pus, Trotski est malade à nouveau, abattu par la fièvre, impuissant à combattre. Encore une fois, il s'expose en vain aux coups sans pouvoir les rendre. La *troïka* en fureur ne s'embarrasse pas de scrupules à cet égard ; au contraire, exploitant même la défaillance physique de Trotski, elle riposte aux « Leçons d'Octobre » par une déclaration de guerre au trotskisme, idéologie pernicieuse que nul n'a connue du temps de Lénine mais brusquement révélée aux profanes. Dans la *Pravda*, Un feuillet anonyme : « Comment il ne faut pas écrire l'histoire de la révolution d'Octobre », ouvre une singulière « discussion » où chacun peut intervenir contre Trotski astreint au silence, une « discussion » unilatérale. Le léninisme est en danger... Des assemblées de fonctionnaires, de secrétaire, de militants sont convoquées pour entendre d'amples « rapports » sur le nouveau malheur qui menace la révolution. Les *Œuvres* de Lénine, découpées en petits morceaux, permettent de démontrer tout et au besoin le contraire. Trotski est mis en accusation au tribunal de l'opinion soviétique abasourdie. Un spectre hante la Russie et l'Internationale communiste, le spectre du trotskisme...

En réplique aux soixante pages de Trotski, d'ailleurs introuvables en librairie car le tirage en a été restreint sur les prescriptions astucieuses du Secrétariat, d'interminables diatribes submergent le Parti et le pays. La note de l'indignation et les idées directrices sont donnés par Staline, Zinoviev et Kamenev, suivis d'autres membres du Politbureau et du Comité central, puis de moindres personnages. Dans cette ambiance d'excitation surchauffée, Kroupskaïa elle-même se sent tenue d'apporter sa contribution à la polémique, il est vrai avec courtoisie et modération. Parmi les plus acharnés à dénigrer, on remarque ceux qui ont à faire absoudre une ancienne apologie du chef de l'Armée rouge, Iaroslavski, Lounatcharski, Raskolnikov, g-Goussiev. Tous les léninistes professionnels plus ou moins capables de tenir une plume s'évertuent à dresser un catalogue des erreurs de Trotski, présentes et passées, à réfuter son « semi-menchévisme », à dénoncer son « indiscipline » et son « pessimisme ». Des milliers de résolutions adoptées « spontanément » de la mer Blanche à la mer

Noire par des gens qui n'ont pas lu un mot du texte incriminé, et pour cause, exigent des sanctions sévères. Comme au temps de Custine, « l'immense étendue du territoire n'empêche pas que tout s'exécute d'un bout de la Russie à l'autre avec une ponctualité, avec un accord magiques ». La presse reproduit à pleines colonnes les harangues dif-famatoires prononcées à toutes les tribunes, éditées ensuite en brochures et distribuées à millions d'exemplaires. (Les fonds manquent aux écoles, aux orphelinats, aux hôpitaux ; le papier fait défaut pour les livres scolaires, mais ni les fonds ni le papier ne seront épargnés dans l'entreprise.) On tire plusieurs moutures de chaque réquisitoire. Les rotatives tournent jour et nuit contre le trotskisme.

Il s'agissait avant tout de dissimuler sous des fictions les mobiles de la discorde, le véritable enjeu en compétition. D'où l'invention d'un schisme imaginaire à opposer au léninisme irréal. Qui oserait ensuite parler de rivalités de clans ou d'individus ? En intitulant ses réfutations : « trotskisme ou léninisme (Staline), « Léninisme ou trotskisme » (Kamenev), « Bolchévisme ou trotskisme » (Zinoviev), la *troïka* posait l'éternelle antinomie du Bien et du Mal, tout en étalant la variété de sa pensée collective et sa fertilité d'imagination.

Les épigones de Lénine avaient assez de dextérité dans la politique inférieure pour savoir attribuer au seul Trotski l'origine du conflit ; Rykov déclarait en leur nom : « Une nouvelle discussion est à l'ordre du jour du Parti. De nouveau, elle se rattache au camarade Trotski. C'est la quatrième fois depuis Octobre. » Quant au fond, le thème principal de l'Introduction fut rarement effleuré. Taire ce que Trotski a écrit, lui imputer ce qu'il ne dit pas, rappeler les zizanies antérieures à la guerre, rendre vie à de vieilles histoires oubliées, exhumer des polémiques épistolaires inactuelles, — telle était la besogne essentielle des maîtres de l'heure. Zinoviev dut l'avouer ultérieurement : « C'était la lutte pour le pouvoir. Tout l'art consistait à relier les anciens désaccords aux questions nouvelles. »

Le parti n'entendit pas sans stupeur accuser Trotski de « déviation de droite » comme théoricien de la révolution permanente ; Staline et ses auxiliaires assuraient que cette « erreur » capitale implique trop tôt la « dictature du prolétariat » et correspond par conséquent à une sous-estimation de la paysannerie ». Cette trouvaille inattendue, répétée jusqu'à satiété, devient tout à coup la pièce maîtresse du procès. Sur un signe de Staline, les milliers de philistins conjuguent le verbe sous-

estimer. On taxe aussi le réprouvé d'individualisme et d'anti-bolchévisme, après l'avoir blâmé de déprécier le Parti par prétérition. Trotski ne connaît ni ne comprend, n'a jamais connu ni compris le parti bolchéviste, affirment sur tous les tons les défenseurs de l'appareil, parmi lesquels Iaroslavski avait constaté un an auparavant : « Trotski a marqué *on ne peut mieux* le rôle du parti communiste dans la classe ouvrière. » Staline, qui couvre un ressentiment opiniâtre depuis Tsaritsyne entreprend avec la collaboration spéciale de Goussiev une révision des mérites militaires de Trotski.

À ce débordement d'insinuation, de reproches et d'insolences, personne ne répond. La « discussion » se livre avec la participation exclusive de la coterie au pouvoir, dans la consternation muette du *rank an file* communiste, la curiosité malsaine du public avide de scandale, la satisfaction des contre-révolutionnaires. L'opposition prise au dépourvu et violemment provoquée ne peut que s'abstenir et laisser passer l'orage. Trotski l'a mise inconsidérément, par son initiative impolitique, en posture intenable. Ses partisans les moins fermes saisissent l'occasion d'abandonner une cause perdue et d'abjurer leurs « erreurs »... Car au vu et au su de tous les ambitieux vulgaires, il y a des primes à l'apostasie et à l'ingratitude.

« Les leçons d'Octobre » ne furent qu'un prétexte, a reconnu encore Zinoviev. Mais ce prétexte, Trotski l'avait donné sans utilité aucune, en amorçant la querelle avec une thèse d'état-major très discutable pour ses amis comme par ses rivaux et sans intérêt pour le peuple misérable. Par sa propre faute renouvelée, il allait à l'ostracisme et familiarisait l'opinion avec sa disgrâce. Déjà courait le bruit de son arrestation, accréditée même dans le Parti. Son livre passait pour confisqué, interdit, et l'on en copiait secrètement l'Introduction condamnée. Il fallut démentir les rumeurs de panique : « Aucun membre du Comité central n'a soulevé ni ne soulèvera la question de répercussions quelconques contre Trotski. Des mesures de répression, l'exclusion, etc., ne faciliterait pas une clarification », dit Kamenev à Moscou, d'accord avec Zinoviev qui tenait un langage analogue à Léninegrad. Et Staline de confirmer : « Quant aux régressions, j'en suis l'adversaire déclaré. Il nous faut maintenant non des répressions mais une lutte idéologique développée contre le trotskisme ressuscité... »

Mais pour être controuvées en apparence, les suppositions de la foule n'étaient pas moins fondées. Des accusations retentissantes de

« semi-menchévisme », parfois du menchévisme tout court au hasard des improvisations, ne pouvaient signifier que l'éviction du Parti à brève échéance, puis les sanctions policières appliquées à tous les dissidents, fussent-ils socialistes ou communistes. Et en effet, deux membres de la *troïka* sur trois proposaient en secret de mettre Trotski hors du Parti, c'est-à-dire hors la loi. Zinoviev et Kamenev ne reculaient pas davantage devant l'éventualité d'une incarcération immédiate de leur contempteur. Ils eussent probablement atteint leur objectif sans le *véto* de Staline. Trotski défait et réduit au silence, ses adversaires perdaient la principale raison de leur alliance : la peur d'être expropriés du patrimoine hérité de Lénine.

La fièvre artificielle et superficielle de 1924 tomba en janvier 1925 à la session commune du Comité central et de la Commission de contrôle. Comme à l'ordinaire, tout était résolu d'avance. Destitué de ses fonctions au Conseil révolutionnaire de guerre, sous l'apparence d'une démission, Trotski restait membre du Politbureau, malgré un « avertissement catégorique » calculé pour tenir son lustre. « Je cédaï sans combattre mon poste militaire, même avec soulagement », écrit-il. La décision adoptée sur son cas se termine sur des dispositions très expressives d'un aspect du léninisme, tant au fond que dans la forme, d'une grossière duplicité russo-asiatique à la terminologie soi-disant marxiste :

« 4. Considérer la discussion comme terminée.

« 5. Continuer et développer le travail du Parti pour expliquer de bas en haut le caractère anti-bolchéviste du trotskisme, depuis 1903 jusqu'aux "Leçons d'Octobre", et charger le Politbureau de munir tous les organes de propagande (écoles du Parti et autres) des éclaircissements nécessaires à ce sujet, insérer dans les programmes d'instruction politique des explications sur le caractère petit-bourgeois du trotskisme, etc.

« 6. À côté de la propagande explicative dans le Parti, la Jeunesse communiste, etc., une large explication populaire des déviations du trotskisme est indispensable à la masse des ouvriers et des paysans, etc. »

Ainsi le dénigrement est inscrit à l'ordre du jour en permanence à l'instant où les dirigeants font mine d'en proclamer la suspension. Toute objection ou contradiction, suspectée de trotskisme par ceux qui

ont le monopole de la parole, encourt désormais les plus rigoureuses mesures du Parti. Comme la Russie d'autrefois vue par Custine, l'Union soviétique devient « un pays où le gouvernement parle comme il veut, parce que lui seul a le droit de parler ». Dans les bureaux, les clubs, les magasins, partout, l'appareil mène la chasse aux portraits de Trotski. Les fonctionnaires les plus adroits à faire carrière, ou les mieux informés, affichent leur zèle en placardant l'effigie de Staline. Réduite aux conversations clandestines, l'opposition ne peut répandre qu'en cachette et à peu de copies dactylographiées les écrits de Lénine tenus sous le boisseau : lettres sur la « désertion » de Zinoviev et Kamenev en Octobre, notes sur la question nationale, enfin et surtout le Testament en Octobre, notes sur la question nationale, enfin et surtout le testament inédit. La diffusion de cette littérature subversive entravée et réprimée par la Guépéou, coûte à ceux qui se laissent prendre l'exclusion du Parti, c'est-à-dire la privation de salaire et de logis. Dénonciations et reniements déciment les rangs de la gauche démoralisée. Bien des jeunes montrent l'exemple tantôt de la pusillanimité, tantôt de l'arrivisme... Trotski avait fondé sur eux ses espoirs.

« Le Parti était condamné au mutisme. Un régime s'instituait de pure dictature de l'appareil sur le Parti. Autrement dit : le parti cessa d'être un parti » ; à cette observation rétrospective de Trotski, il convient d'ajouter que l'ex-parti communiste, ci-devant social-démocrate, sort profondément désuni de la « discussion », très affaibli au moral politiquement déconsidéré. Nul n'accorde plus créance aux affirmations fallacieuses des prêtres du culte léniniste dont le vocabulaire — ne correspond à rien de confondre aux notions admises. Sous l'unité « monolithique » de surface, on peut discerner un antagonisme irréductible, virtualité de scission. L'année 1924 commencée avec la mort de Lénine, achevée sur la chute de Trotski, annonce des déchirements irréparables. Déjà se répandaient à Moscou les nouvelles chuchotées dans la coulisse autour du Comité central : la *troïka* disloquée, Zinoviev et Kamenev en lutte contre Staline.

Le conflit des triumvirs né d'un désaccord sur la conduite à tenir vis-à-vis de Trotski, tourna vite en compétition de préséance et ne fit que s'envenimer au cours de 1925.

Staline interprétait évidemment contre les enragés du léninisme l'opinion moyenne de la haute bureaucratie en s'opposant à des représailles par trop abusives. À sa manière lourde et brutale, et dans les

limites de l'étage supérieur du Parti, il veut sans doute imiter Lénine, si habile à se concilier des contradicteurs malheureux après les avoir mis à mal. Préoccupé d'abaisser Trotski tout en ménageant la transition nécessaire et en réservant l'éventualité d'une collaboration au pouvoir, il a dosé prudemment le pour et le contre dans son discours de novembre 1924 sur « les leçons d'Octobre » :

« Je suis loin de nier l'importance incontestable du rôle de Trotski dans l'insurrection. Mais je dois dire qu'il n'y joua et n'y put jouer de rôle spécial ; comme président du Soviet de Pétrograd, il ne fit qu'exécuter la volonté des instances compétentes du Parti qui dirigeaient chacun de ses pas. » Et plus loin : « Trotski homme relativement nouveau pour notre parti dans la période d'Octobre, n'a joué ni ne pouvait jouer de rôle spécial, ni dans le parti, ni dans l'insurrection. Comme tous les militants responsables, il était seulement l'exécutant des volontés du Comité central et de ses organes. »

C'est pourtant Staline qui avait écrit de sang-froid, en 1918 : « Tout le travail d'organisation pratique de l'insurrection s'effectua sous la direction immédiate de Trotski... On peut dire avec certitude qu'en ce qui concerne le rapide passage de la garnison du côté du Soviet et l'habile organisation du travail du Comité révolutionnaire militaire, le Parti en est avant tout et surtout redevable au camarade Trotsky. » Mais les égards pour la vérité comme le respect de soi-même sont « préjugés petits-bourgeois » aux yeux des léninistes dégénérés. Et la confrontation des textes eût été punie comme attentat de lèse-révolution ; personne n'osa s'y aventurer.

Staline rendait ensuite aux qualités combatives de Trotski un hommage de sa façon : « Oui, c'est vrai, le camarade Trotski s'est effectivement bien battu en Octobre. Mais dans la période d'Octobre, non seulement Trotski s'est bien battu, même des gens comme les socialistes-révolutionnaires de gauche, marchant alors coude à coude avec les bolchéviks, ne se sont pas mal battus », etc. Enfin, sur le chef de l'Armée rouge : « Je suis loin de nier le rôle important du camarade Trotski dans la guerre civile. Mais je dois déclarer catégoriquement que l'insigne honneur d'être l'organisateur de nos victoires n'appartient pas à des particuliers mais à la grande collectivité des ouvriers avancés de notre pays, le parti communiste de Russie. » Il fait

valoir à ce propos une version inattendue selon laquelle Koltchak et Dénikine auraient été mis en déroute « en dépit des plans du camarade Trotski » et défie de le contester, grâce au privilège qui l'autorise à dire n'importe quoi, à l'abri de la Guépéou.

Cependant, il a sur ses condisciples en bolchévisme la supériorité de connaître en son for intérieur sa propre insuffisance, modestie muette qui n'est pas incompatible avec la confiance en soi dont il fait preuve dans ses fonctions bureaucratique-dictatoriales. Il estime encore à une certaine valeur l'apport d'idées, les talents et l'activité de celui qu'il dénigre. Pourtant lui serait-il impossible de capter cette force dont Lénine su trouver l'emploi au mieux des intérêts du Parti ? Toutes les dissensions intestines soulignaient l'incapacité de Trotski à former un groupe qui puisse prétendre à supplanter la direction en exercice. Le secrétaire général prend conscience de sa force au centre de l'appareil à mesure que la lui révèlent l'impatience et l'impuissance de ses adversaires. Sentiment de sécurité confirmé en Staline par son empirisme naturel, une propension à vivre au jour le jour en laissant vivre ou végéter ceux dont il peut exploiter les services.

À l'inverse, Zinoviev et Kamenev ont assez de facultés généralisatrices superficielles pour craindre les lendemains de leur succès trop facile. En se déclarant hostiles aux « répressions », ils cherchent à donner le change sur leurs projets réels. Inférieurs à Staline sous bien des rapports quant au caractère et au tempérament, mais nantis de quelque culture occidentale et instruits à l'ombre de Lénine, ils sont trop avisés pour se satisfaire du résultat obtenu sans toutefois parvenir à concevoir une politique de grande envergure.

Avant personne, Lénine excepté, Zinoviev entrevit dans sa complexité dès 1923 le problème du Secrétariat en envisagea de le résoudre, soit par la restriction des prérogatives du secrétaire, soit en les élargissant mais pour un bureau de trois membres : Staline, Trotski et Kamenev ou Zinoviev. Ayant à se plaindre à son tour de procédés indéliçables de Staline, il jugeait enfin opportun de réformer l'organisation du pouvoir. Avec un peu de patience et de souplesse, Trotski eût donc aisément désarmé son plus redoutable émule, puis assuré sans grand effort sa prééminence sur les autres ; ce fut sa tactique à la fois imprévoyante, impulsive et réticente qui réalisa le bloc du Politbureau contre lui. Une péripétie nouvelle s'ouvrait avec la désintégration de

la soi-disant « vieille-garde » léniniste comparée naguère à un « mur compact » par Staline.

Même honni « à l'unanimité », Trotski semble plus menaçant que jamais aux « déserteurs d'Octobre » hantés apparemment du danger bonapartiste de leur invention et pressés d'en finir avec l'irréconciliable vaincu dont ils redoutent encore un retour offensif. Ayant exigé en vain son exclusion du Parti, puis, à défaut, du Comité central, à tout le moins du Politbureau, ils manœuvrent sous le couvert de divers comités pour lasser la résistance de Staline, seul obstacle sérieux de leur dessein. L'appareil de Léninegrad soumis à Zinoviev, une partie des fonctionnaires de Moscou subordonnés à Kamenev, et quelques militants en province les serviront plus ou moins consciemment. Réduits aux petits moyens, ils croient expédient de pousser Staline au poste de commissaire à la Guerre pour le débusquer du Secrétariat et l'y remplacer par un quelconque Roudzoutak. Cela n'aboutit qu'à déceler leurs secrètes intentions sans empêcher la nomination de Frounzé, de longue main préparée par Staline.

Avant la scission du Comité central de janvier 1925 où fut délibérée la résolution condamnant Trotski, la fraction dirigeante avait concerté en réunion privée une ligne de conduite unique. Le différend s'y manifesta avec violence. Sûr de la majorité, Staline demeurait inébranlable. Zinoviev offrit sa démission en désespoir de cause, la sachant inadmissible. À la fin, par un simulacre de compromis, Staline accepta de corser la résolution dans les termes, Zinoviev renonçant à évincer Trotski. Mais la coalition des « vieux bolchéviks » était à jamais rompue et une lutte sans merci amorcée pour l'héritage de Lénine.

En fait, une fois de plus, Staline conserve l'avantage. Sur ses instructions, les attaques contre Trotski sont alors sensiblement atténuées. Lui-même prêche d'exemple en découvrant soudain que le trotskisme, dénoncé la veille comme forme de menchévisme, est en réalité l'« aile droite du communisme ». Maître de la situation à Moscou, il freine la bolchévisation à outrance entreprise par Zinoviev dans l'Internationale et contrarie les opérations chirurgicales en perspective. Dans une interview avec l'écrivain communiste allemand Wilhelm Herzog, en février, véritable désaveu implicite de la démagogie prétendue « gauchiste » de Zinoviev, il prodigue les conseils de prudence et de sagesse, contrastant avec les pratiques en usage dans

l'Union, et se fait le protecteur d'une opposition dite « de droite » menacée d'exclusion en Allemagne sous la prévention de trotskisme. Par cette immixtion inopinée dans le domaine de Zinoviev, il donne à ce dernier un avertissement discret. Trois semaines plus tard, il écrira au porte-parole de la « gauche » communiste à Berlin pour le rassurer en prônant les chefs « de type nouveau » dont il aspire à être le modèle. Dans sa lettre confidentielle, il y a toujours eu ce processus de dépérissement des *vieux chefs*, en général littérateurs » ; et de nommer Lounatcharski, Bogdanov, Krassine parmi les représentants de la décrépitude, en songeant à d'autres. Il condamne sur le papier la politique qui « crée au sein du Parti un régime d'intimidation, un régime de peur, un régime qui ne développe ni l'auto-critique, ni l'initiative », comme s'il était vraiment étranger à de telles mœurs et formule sur les « chefs » une opinion digne d'être notée : « Il est mauvais que l'on craigne les chefs du Parti sans les respecter. Les chefs d'un parti ne peuvent réellement être des chefs que *si non seulement on les craint* mais aussi les respecte et qu'on reconnaisse leur autorité. »

Simultanément, il réprime les excès de la polémique prolongée au-delà de l'assemblée de janvier : un des co-directeurs du *Bolchévik*. Vardine, ex-menchévik repent, est congédié pour anti-trotskisme exagéré, puis expédié sans cérémonie au Caucase. Le coup vise indirectement Zinoviev qui poursuit en secret son obstruction. Dans la *Pravda*, Raskolnikov dénonce d'un ton insolite la brochure d'un certain Zaloutski sur Trotski comme susceptible de « donner des nausées » Zinoviev en était l'inspirateur. Par personnes interposées, le dictateur de Léninegrad accusé déjà Staline d'opportunisme et de « semi-trotskisme » ; à son instigation, les comités dirigeants de la capitale du Nord exigent de Moscou une politique plus intransigeante. Il préparait aussi une nouvelle publication, *le Léniniste*, en concurrence au *Bolchévik* entaché de trotskisme... Le Politbureau l'interdit. Une inimitié encore invisible au public dresse ainsi peu à peu contre la bureaucratie omnipotente une fraction d'elle-même au nom de l'« unité monolithique ».

Avec la fermeté qui le caractérise, Staline fait front à la surenchère. Il tient bien en main l'instrument que ses associés d'hier veulent à présent lui arracher, le Secrétariat, graduellement transformé d'instance exécutive en organe effectif du pouvoir. Dans les cercles du Parti en contact avec la direction, on ne parle plus de « dictature du

triumvirat » mais de « dictature du Secrétariat » : la dictature du prolétariat est depuis longtemps hors de question. Le Politbureau devient un comité consultatif où domine une sorte de camarilla constituée autour de Staline ; c'est pourquoi la présence de Trotski n'y paraît pas en contradiction absolue avec l'orientation officielle. Sur sept membres sans compter les suppléants, et Trotski mis à part, Boukharine, Rykov et Tomski assurent à Staline une majorité automatique de quatre voix contre Zinoviev et Kamenev. En l'absence de Trotski ou de tout autre, trois suppléants sur quatre lui sont acquis : Kalinine, Molotov et Dzerjinski ; le quatrième ; Sokolnikov, ami de Kamenev, ne présente donc aucun danger. Cette répartition des forces garantit la stabilité gouvernementale jusqu'au prochain congrès du Parti où l'appareil, stylé au préalable, rétablira sans difficulté le « monolithisme cent pour cent ». Fait sans précédent : le congrès annuel, ponctuellement réuni même au plus fort de la guerre civile, est ajourné de mars 1925 à septembre, puis à décembre, la nécessité d'une parodie de consultation du parti se faisait de moins en moins sentir. En attendant, Staline n'a pas besoin de beaucoup d'imagination pour contre-carrer les agissement de ses nouveaux adversaires : comme on avait procédé naguère avec leur complicité afin d'isoler Trotski, il place, déplace et remplace des fonctionnaires. Tel un joueur seul devant un échiquier gigantesque, il dispose à son gré tous les pions, sans contrepartie. Cette fois ce sont les partisans de Zinoviev et Kamenev pâtiesent, Safarov, Zorine, Kharitonov ; Kviring et *tutti quanti*, après Vardine. Sous le Secrétariat suprême, les principaux comités régionaux seront bientôt pourvus de secrétaires à toute épreuve : Ougladov à Moscou, Kaganovitch en Ukraine, d'autres subalternes dans l'Oural, à Ivanovo-Vosnessensk. Le comité du Caucase est entièrement aux ordres, depuis les incidents qui ont tant indigné Lénine. Toutes les positions stratégiques essentielles sont ainsi occupées à loisir par la fraction de Staline, sauf Léninegrad avec Zinoviev flanqué de ses créatures bureaucratiques mais impuissant contre l'ensemble de l'appareil.

En avril 1925, une conférence du Parti a voté à l'unanimité les diverses résolutions dictées par le Politbureau, en dernier ressort par Staline. Elle confirme et accentue la politique de conciliation adoptée envers les paysans depuis l'insurrection de Géorgie et proclamée dans un mot d'ordre mille fois répété : « Face aux campagnes ». Réduction et simplification de l'impôt agraire, remembrement et location des

terres, rétablissement du salariat, concessions diverses aux cultivateurs de toutes catégories, extension des libertés commerciales, mesures pour « encourager et garantir le processus d'une accumulation saine » dans l'économie rurale, tout doit concourir à la prospérité dans l'agriculture. Une fois de plus, on répudie les « abominations de *bachi-bouzouks* » flétries six ans plus tôt par Lénine. C'est un « cours nouveau à la campagne », dira Staline dans ses *Réponses aux questions* posées par les étudiants de l'université Sverdlov. Aucune divergence de vues ne paraît troubler le concert des dirigeants. Les fractions s'observent et patientent. Si des préparatifs dérobés ou silencieux sont tramés de part et d'autre, le Parti n'en peut rien soupçonner.

Dans un long prononcé en mai, Staline souligne fortement les traits principaux de cette nouvelle politique paysanne, sans craindre de donner des arguments à l'ennemi : « Le parti qui cache la vérité au peuple, le parti qui a peur de la lumière et de la critique n'est pas un parti mais une clique d'imposteurs vouée à la perdition. » Il faut, dit-il dans un jargon de plus en plus confus, « suivre la ligne de liquidation des vieilles méthodes administratives et dictatoriales, la ligne d'animation des soviets, la ligne de transformation des soviets en véritables organes élus, la ligne d'implantation à la campagne des bases de la démocratie soviétique ». Il faut que « les communistes à la campagne renoncent aux formes monstrueuses d'administration ». Il faut enfin, au total, rompre avec les multiples errements de la veille et travailler désormais avec plus de sérieux et de compétence... Autant d'affirmations platoniques pour le futur, autant d'aveux révélateurs sur un passé récent et sur le présent immédiat.

Selon Boukharine, théoricien attitré de la fraction dont Staline se dit praticien, il s'agit en vérité d'étendre la *nep* à la campagne où l'on n'a jamais su l'appliquer. « Aux paysans, à tous les paysans, il faut dire : « Enrichissez-vous », développez votre économie et ne craignez pas d'être spoliés », s'écrie l'ancien leader du communisme de gauche, soucieux de stimuler la « croissance des entreprises, des paysans aisés et des koulaks ». Ce n'est là qu'une expression frappante de l'état d'esprit commun à tout le Comité central. Tchitchérine avait déclaré en 1924, non sans instructions d'en haut, sous forme d'interview à l'intention des concessionnaires étrangers : « *Enrichissez-vous !* disons-nous selon les paroles de Guizot. *Enrichissez-vous !* car ainsi

nous nous enrichissons nous-mêmes. » À partir de 1925, on ne parle plus de lutte de classes villageoise que pour interdire de l'attiser ; quant aux koulaks malfaisants ; on leur substitue l'appellation moins péjorative de « paysans aisés » dans le vocabulaire courant. Zinoviev et Kamenev ne se différencient pas de Staline et de Boukharine, de Molotov et de Kalinine à cet égard. Et loin de « sous-estimer la paysannerie », Trotski avait devancé de deux ans ses collègues en disant du paysan en général : « Nous devons faire en sorte qu'il soit l'année prochaine plus riche que cette année », et en conseillant de ne pas augmenter les charges fiscales « pour que l'économie paysanne puisse s'élever, que le paysan devienne plus riche dans l'avenir ». Encore en septembre 1925, Trotski propose d'élargir le « cadre des rapports capitalistes-marchands à la campagne » et de renforcer l'« économie capitaliste *farmer* » afin de favoriser le progrès des forces productives « fût-ce à l'aide des méthodes capitalistes ». Fin novembre, à Kislovodsk, on l'entendra déclarer : « Il n'y a rien de directement menaçant dans le processus économique à la campagne », et réprouber la « dékoulakisation du koulak ». Le mot fameux de Guizot adopté par Boukharine après Tchitchérine reflétait donc, en l'exagérant, une évolution collective dans le sens d'un retour au programme d'Octobre, altéré par le « communisme de guerre ».

Staline va plus loin encore. Disposé à « changer de fond en comble notre attitude envers les paysans », il envisage comme inéluctable la restauration de la petite propriété agraire et par conséquent la dénationalisation du sol. Pour préparer l'opinion, il convoque les journalistes soviétiques et se fait poser la question : « Ne serait-il pas nécessaire, dans l'intérêt de l'agriculture, de garantir pour dix ans à tout paysan le lot de terre qu'il cultive ? » Question à laquelle il répond : « Même pour quarante ans. » Sur sa suggestion, le commissaire à l'Agriculture en Géorgie rédige dans cet esprit un projet de loi en règle. L'insurrection paysanne de l'année précédente n'avait donc pas été vaine. Cependant Zinoviev et Kamenev, résolus à prendre une position dite de gauche contre la fraction adverse coupable de « semi-trotskisme », réagissant au Politbureau et Staline juge prudent de reculer, dément ses propos déjà imprimés depuis plusieurs mois, renonce à son idée. L'affaire passe inaperçue hors des milieux qui suivent de près les fluctuations de la « haute politique ».

Mais avec le discours imprudent de Boukharine, publié dans la presse, Zinoviev et ses partisans tiennent l'excellent prétexte de constater un flagrant délit de débilité doctrinale. La déviation « koulakophile » est indéniable et il n'en fallait pas tant pour donner une motivation décente aux rivalités personnelles. De plus, Boukharine a des disciples assez outrecuidants, jeunes « professeurs rouges » dont les écrits paraphrasent le maître en le compromettant davantage. Occasion propice de dénoncer l'hérésie... Le conflit qui couve sous la cendre de l'optimisme officiel se ranime dans une controverse de coulisses, Zinoviev ayant incité Kroupskaïa à écrire un article contre Boukharine pour atteindre Staline à travers son conseiller. Oserait-on imposer silence à la veuve de Lénine ? Averti à temps, Boukharine réfute la réfutation ; cela permet de refuser l'*imprimatur* aux deux textes en simulant l'impartialité. Staline a paré le coup avec adresse. Prévoyant un incident au prochain congrès, il prend les devants et suggère la rétractation de la formule intempestive. Boukharine s'exécute et reconnaît son erreur, quitte à la justifier plus tard.

De cette passe d'armes, le public n'a rien saisi car le peu qui ait été ouvertement exprimé se perd dans d'insipides et amphigouriques exercices que peu de gens ont le courage de lire et dont les arrière-pensées restent impénétrables aux simples mortels. On ne comprend pas mieux en septembre le long article sibyllin de Zinoviev : « Philosophie de l'époque », au titre ambitieux mais au contenu décevant, aux sous-entendus imperceptibles. Trois mois après seulement, et grâce à une violente dispute au grand jour, le Parti saura que Staline n'a consenti à l'insertion qu'en exigeant des modifications sensibles. Tout cela d'autant plus obscur que les divers auteurs citent à satiété Lénine, se réclament inlassablement du léninisme et, pour n'en pas perdre l'habitude, font de temps à autre les mêmes allusions monocordes au fantôme du trotskisme.

Cependant Staline ne borne plus ses prétentions au rôle effacé de « praticien ». Sa victoire sur Trotski et la certitude arithmétique de tenir Zinoviev en échec lui ont ouvert des horizons nouveaux. Il aspire maintenant à la succession spirituelle de Lénine dont il a pu accaparer l'héritage temporel. Même dégénérée, la tradition du bolchévisme veut un chef capable de théoriser la pratique, sinon de mettre en œuvre la théorie. Staline s'applique à passer pour théoricien. Hors de portée comme secrétaire général dont les actes sont assurés de la sanc-

tion mécanique du Politbureau, il découvre son point faible en se hasardant à ratiociner sur la doctrine. C'est là que Zinoviev le croit vulnérable et entreprend de le frapper.

Polémisant contre Trotski et prenant le contre-pied de l'idée de « révolution naturelle vers un socialisme national, refoulée du vivant de Lénine mais qui perce déjà en 1917 sous sa réplique à Préobrajenski : « La possibilité n'est pas exclue où la Russie serait précisément le pays frayant la voie au socialisme ». Dans son étude de 1924 : « Octobre et la théorie de la révolution permanente », Staline écrit : « La victoire du socialisme est possible même dans un pays relativement peu développé au point de vue capitaliste », et s'érige en défenseur de la « théorie léniniste de la révolution et de la victoire du socialisme dans un seul pays » après la conférence de 1925, il dit dans son compte rendu : « Pouvons-nous construire le socialisme avec nos propres forces ?... Le léninisme répond à cette question par l'affirmative. » En réalité, pour un communiste de sa formation, c'était rompre avec l'internationalisme intrinsèque de Lénine et renier tout le marxisme.

Sans remonter à Marx et Engels dont la thèse, valable ou non, ne laisse place à aucune exégèse quant au caractère international de la révolution socialiste, il suffit de se reporter aux principaux écrits ou discours de Lénine pour constater une antilogie insoluble avec le léninisme de Staline.

Dès 1906, Lénine prévoyant comme « unique garantie contre une restauration, la révolution socialiste en Occident », précisant que « la révolution russe peut vaincre par ses propres forces mais en aucun cas ne pourrait maintenir et consolider de ses propres mains ses conquêtes ». Dans la suite, il a sans cesse affirmé comme « vérité élémentaire du marxisme » l'impossibilité d'établir le socialisme dans un seul pays, jusqu'à son dernier article, « Plutôt moins, mais mieux », où il reconnaît en 1923 : « Nous ne sommes pas assez civilisés pour passer directement au socialisme, tout en ayant pour cela les prémices politiques. » Sa stratégie et sa tactique sont invariablement appuyées de considérations sur la révolution mondiale, aux étapes décisives de son action. Le retard économique et intellectuel de la République des Soviets n'est pas l'unique argument. En 1918, Lénine déclarait le socialisme inconcevable dans un seul pays, « même beaucoup moins arriéré que la Russie », et, toujours escomptant l'aide extérieure, supputait

en termes prudents les délais nécessaires : « Il est fort douteux que la prochaine génération... puisse réaliser le socialisme dans tous les domaines. » L'année suivante, il dira : « ...Nous ne pouvons introduire actuellement chez nous l'ordre socialiste ; Dieu veuille qu'il soit instauré par nos enfants, peut-être même par nos petits-enfants. » Sur ce chapitre, son opinion est constante et incontestable.

Mais en fouillant bien des *Œuvres*, on peut trouver quelques phrases plus ou moins explicites et susceptibles après coup d'interprétation forcée. Il lui est arrivé d'improviser des formules sommaires, utiles au moment donné à ses fins de persuasion, sans prétendre y condenser toute sa doctrine, parfois des définitions où les mots ont une acception restreinte ou relative, selon le thème en discussion, parfois des paroles d'encouragement à l'intention d'auditeurs déprimés. Comme Napoléon attribue le succès militaire tantôt à l'artillerie, tantôt à la baïonnette, tantôt aux subsistances, tantôt au moral, tantôt à la bonne administration, tantôt à la mobilité de l'armée, tantôt au général en chef, tantôt à la santé des troupes, tantôt à la discipline, Lénine met l'accent sur ce qui importe à son argumentation, à l'heure où il s'exprime. Accorder à ses locutions de circonstance un sens absolu serait mutiler ou étriquer sa pensée, souvent la comprendre de travers. C'est pourtant ce que fait Staline à propos du socialisme « dans un seul pays », question aussi mal posée que mal résolue.

Avant la révolution, en 1915, Lénine a énoncé en dix lignes l'hypothèse pure d'une victoire du socialisme « d'abord dans quelques pays capitalistes, ou même dans un seul », mais en un schéma très conditionnel et sans viser la Russie. Staline prend à la lettre cette hypothèse pour la transformer en dogme. Il la cite et la récite, entourée de quelques bribes prélevées sur l'imposante contexture des *Œuvres* de Lénine que Zinoviev va mettre à son tour à contribution pour démontrer tout le contraire. Dans un article sur la coopération paru après « Plutôt moins, mais mieux », durant sa maladie, Lénine énumère les « conditions nécessaires pour édifier au moyen de la coopération, et de la seule coopération,... la société socialiste intégrale », Staline confond l'abstrait avec le concret et en déduit la confirmation de son point de vue. Il oublie qu'au treizième Congrès, annonçant le nombre de 7 millions de coopérateurs, lui-même dut corriger en termes euphémiques : « Je ne crois pas à ces chiffres car l'adhésion aux coopé-

ratives de consommation n'est pas encore complètement volontaire et, incontestablement, il y a là des âmes mortes ». En vérité, comme les syndicats et comme les soviets, les coopératives tendaient à disparaître avec le principe même de la coopération devenue commerce d'État. Lénine parlait de coopération libre et consciente, non du libellé trompeur d'une enseigne. Dans la langue de Staline, « pas encore complètement volontaire » signifie *obligatoire* et par conséquent, d'après l'autorité dont il se couvre, stérile dans toute la mesure du factice.

Mais Lénine a dit aussi : « Le succès du socialisme en Russie réclame un certain laps de temps, au moins plusieurs mois... », et nul ne songe à le répéter. Il a dit encore : « Le socialisme, c'est le calcul... » (*outchott*, compte) et cela n'a pas empêché Staline de reconnaître avec raison, au précédent congrès : « Chez nous, la statistique est boiteuse. » Lénine a dit en outre : « Le communisme, c'est le pouvoir des soviets, plus l'électrification »... ce qui ne prouve l'existence ni des soviets véritables, ni d'un niveau économique et technique correspondant à l'emploi généralisé de l'électricité. Il a mis sur le papier l'équation : « Soviets + démocratie prolétarienne = dictature du prolétariat »... dont tous les éléments restent à créer dans la vie soviétique. Il a même prononcé l'aphorisme : « Chaque cuisinière doit apprendre à diriger l'État », facile à pousser à l'absurde, mais sans s'interdire de proposer un jour d'écarter du gouvernail le « cuisinier » dont il n'admet pas les « mets pimentés ». Les exemples du même ordre pululent.

À supposer que Staline fût dans le vrai en interprétant de manière stricte et littérale des sentences aussi expéditives, en fermant les yeux sur tout ce qui en éclaire, nuance ou subordonne la teneur, cela ne ferait qu'allonger la liste des contradictions de Lénine. Si les docteurs en léninisme avaient voulu ce résultat, ils ne s'y seraient pas pris autrement. C'est d'ailleurs l'impression laissée par les laborieuses compilations respectives de Staline et de Zinoviev, en concurrence d'orthodoxie. Ce dernier, dans son livre sur *le Léninisme*, revu par Kroupskaïa, aligne sans peine une cinquantaine de citations tirées des *Œuvres* de Lénine pour embarrasser son ex-partenaire, lequel répondra par une demi-douzaine d'autres extraits. Or, à qui sait discerner ce que l'écrivain I. Babel appelle la « courbe mystérieuse de la ligne droite de Lénine », l'aberration de Staline en l'espèce semble évidente ; elle se ramène à une régression soudaine vers les conceptions

utopistes de la première moitié du XIX^e siècle, à un raisonnement hors du temps et de l'espace, négation de cette dialectique trop invoquée par les léninistes de la décadence. Pour l'approuver, dans un intérêt de fraction, Boukharine devait démentir son *A B C du communisme*.

Staline en personne n'a pu défendre l'idée du socialisme « dans un seul pays » qu'en rejetant ses propres assertions, copiées dans Lénine, et vieilles de moins d'une année. En effet, on lit dans *les Fondements du léninisme* : « Peut-on atteindre la victoire définitive du socialisme dans un pays sans les efforts conjoints des prolétaires de plusieurs pays avancés ? Non, impossible... Pour la victoire définitive du socialisme, l'organisation de la production socialiste, les efforts d'un seul pays sont insuffisants, surtout d'un pays rural comme la Russie, les efforts des prolétaires de plusieurs pays avancés sont indispensables. » Sous un pouvoir tant soit peu démocratique, Staline eût été contraint de respecter sa thèse de la veille ou de se déjuger sans faux-fuyant. La dictature du Secrétariat lui permit de modifier le passage incommode de sa brochure, amputé des éditions nouvelles, et de s'en tirer avec une explication imposée exclusivement par la Guépéou : le socialisme réalisable dans un seul pays, sauf en cas d'intervention agressive du capitalisme.

Sur les 140 millions de sujets soviétiques courbés sous l'arbitraire encore anonyme de Staline en 1925, il s'en trouvait bien quelques-uns pour comprendre la nécessité et l'urgence, avant de proclamer le socialisme en paroles, d'accomplir en fait les premiers pas dans la voie du progrès matériel et moral, de donner du pain aux légions d'enfants abandonnés, du travail aux millions de chômeurs et de désœuvrés, une habitation saine aux innombrables familles ouvrières entassées dans les taudis, un niveau humain d'existence à l'ensemble des salariés, l'instruction élémentaire à la population inculte. Pour les marxistes, à tort ou à raison, les travailleurs n'ont pas d'« utopies toutes prêtes à introduire par décret » ni « à réaliser un idéal, mais à dégager les éléments de la nouvelle société que la vieille société bourgeoise elle-même porte en ses flancs ». À chaque génération suffit sa tâche, déterminée en dernier ressort par les conditions économiques et limitée par les possibilités historiques à l'échelle mondiale. Avancer dans la direction du socialisme importe plus que promettre indéfiniment le programme communiste intégral au peuple plongé dans la misère et l'ignorance, maintenu sous l'inégalité et l'injustice, privé de droits et

de libertés, soumis à un régime qui engendre et perpétue des privilèges. Mais en substituant le léninisme au marxisme, la fraction de Staline s'efforçait plus ou moins consciemment de supprimer tout vestige de l'idéologie d'importation. Aux seuls membres du Politbureau étaient dévolus quelques droits de critique et liberté d'opinion, dont Trotski s'abstenait prudemment de faire usage et que Zinoviev et Kamenev n'allaient plus exercer longtemps.

Le quatorzième Congrès du Parti se réunit en décembre 1925, après deux ajournements. Aucune discussion préparatoire ne l'avait précédé. La « tribune libre » traditionnelle de la *Pravda* ne fut pas ouverte. On vota partout à l'unanimité les « thèses » pléthoriques du Politbureau, sous la menace constante de répression administrative et policière. Le sort de Trotski indiquait assez à quoi s'exposeraient des opposants moins haut placés. Avec les hommes du rang, le gouvernement ne faisait pas tant de façons, ayant à la fois le pouvoir de condamner sans appel à la mort civile par l'exclusion du Parti, le moyen de couper les vivres aux « indisciplinés » et à leur famille par la privation de travail, enfin la ressource de les déloger du domicile en tout temps par l'omnipotence de son caprice.

Il y avait pire : sans parler des ouvriers communistes emprisonnés ou déportés par procédure secrète pour délit d'opinion, plusieurs modestes militants de la minorité étaient incarcérés, accusés, déshonorés sans preuve, sans témoin, sans défense. Tout individu coupable de quelque indépendance d'esprit, fût-il communiste convaincu, risquait ainsi de succomber sous un prétexte invérifiable, expiant parfois en apparence une peccadille de jeunesse ou la faute vénielle d'un parent lointain. « En Russie, converser c'est conspirer, penser c'est se révolter ; hélas ! la pensée n'est pas seulement un crime, c'est un malheur », a noté sous le Tsar de fer Custine, toujours actuel. Comme autrefois, la Sibérie se peuplait d'exilés de toutes couleurs politiques. Et l'on ne saurait rien retrancher à F. Lacroix, autre contemporain de Nicolas I^{er}, ému d'observer que « l'homme le plus innocent peut, sur la dénonciation calomnieuse d'un misérable, être arrêté et expédié sans jugement, sans explication, dans cette affreuse contrée pour y rester toute sa vie ». Avec de tels procédés de pression et d'intimidation, il n'était mais malaisé d'obtenir « cent pour cent d'unanimité ».

La surprise fut d'autant plus forte à l'explosion d'une nouvelle discorde. Rien ne la laissant présager au Parti. À Léninegrad comme ail-

leurs, l'unanimité totale répondait aux « propositions » du centre directeur. Mais partout, sans connaissance de cause ni liberté d'appréciation ; on en eut la démonstration probante par l'antagonisme irréductible de fractions qui avaient « voté » les mêmes résolutions. La lutte engagée dans les hautes régions du Parti n'était pas visible dans la plaine. Après la mort de Frounzé, la nomination d'un commissaire à la Guerre donna lieu à compétition entre Vorochilov, candidat de Staline, et Lachévitch, partisan de Zinoviev. Le Comité central les unit tous deux, mais le premier en titre, le second comme suppléant. Staline ne tenait pas à brusquer ses opérations. Le public ignora la signification de ce double choix, comme les circonstances du décès de Frounzé. Dans la revue littéraire *Krasnaïa Nov*, de Moscou, — sous le titre mystérieux : « histoire de la lune non éteinte », et le sous-titre plus clair : « L'assassinat du commandant », — l'écrivain soviétique B. Pilniak a publié un récit équivoque où les allusions à Staline sont assez précises. Il y campe deux personnages principaux, un chef militaire supérieur atteint d'un ulcère en bonne voie de guérison et un homme politique tout-puissant, membre d'une *troïka* qui gouverne le pays ; le second a décidé en secret l'opération chirurgicale dont le premier n'a nul besoin et qu'aucun des grands médecins appelés en consultation ne juge nécessaire ; le commandant a de sombres pressentiments mais n'ose pourtant pas résister à l'ordre de son supérieur politique et meurt sous le chloroforme. Staline fit saisir le numéro de la revue, prit des sanctions contre le directeur et contre l'auteur, — mais la question reste entière.

On ne savait pas davantage les dessous de certaines controverses d'aspect académique. « Le socialisme dans un seul pays » n'était point l'unique thème en discussion. Sans se désigner l'un l'autre, Staline et Zinoviev se heurtaient sur la question de savoir si la dictature doit être celle de leur parti ou celle du prolétariat, chacun citant Lénine à profusion. Mais l'un et l'autre entendaient sous des formules différentes une même réalité inavouable, la dictature d'une coterie. De son côté, sans accuser nommément personne, Kamenev se mit à découvrir les difficultés de croissance de la République des Soviets : formation d'une bourgeoisie rurale disposant du tiers de la récolte et des deux tiers de l'excédent à vendre ; dénuement des moujiks dépourvus de cheval et d'outillage agricole ; spéculation active sur toutes les marchandises et accumulation rapide, les biens de l'État sont alors évalués

à 11 milliards et demi de roubles, la propriété privée à 7 milliards et demi (non compris l'habitation). Or, dit Kamenev, la coopération représentée seulement par un demi-milliard « soutient surtout les couches sociales les plus aisées » ; le capitalisme se développe avec une force élémentaire sous l'impulsion de la majorité des paysans ; la production étatisée n'est pas encore socialiste car elle fournit des marchandises soumise en partie aux lois de l'achat et de la vente. Devant le danger capitaliste, conclut le vice-président du Conseil des commissaires, le nouveau régime ne saurait compter que sur une classe ouvrière dont les salaires restent inférieurs au niveau d'avant guerre et retardent même sur la progression de l'industrie ; il faut porter remède à cette situation inquiétante, peut-être en établissant pour les ouvriers une sorte de participation collective aux bénéfices. Thèse dirigée au fond contre la tendance « koulakophile » de Bakounine, Kalinine et autres, que couvrait Staline.

Au cours de l'année, celui-ci avait plusieurs fois préconisé le « cours nouveau à la campagne », dénonçant « l'absence de contrôle, l'arbitraire des dirigeants » dans ses réponses aux étudiants et lettres à la Jeunesse communiste. « Toute une série de présidents et comités exécutifs cantonaux et de membres des cellules sont allés en prison pour ce motif », écrit Staline à propos des abus de la bureaucratie. Quant aux concessions à faire aux paysans, « elles s'élargiront indubitablement dans la mesure de la croissance de notre économie ». On devra plus tard « étendre la Constitution à *toute* la population, y compris la bourgeoisie », affirme-t-il en invoquant Lénine (« Questions et réponses »). La dictature du prolétariat est la « violence sans limites légales envers les capitalistes et les propriétaires fonciers », non pas contre le peuple travailleur. Et comme pour confirmer la véracité des protestations élevées de toutes parts, il recommande : « Plus d'attention aux aspirations et aux besoins de la classe ouvrière... Plus de sensibilité et de respect pour la dignité de la classe ouvrière. » Mais les assurances rituelles prodiguées aux prolétaires déçus n'offraient pas l'intérêt des nouvelles promesses relatives aux paysans aisés et à la bourgeoisie.

Contre cette évolution remarquable, la fraction de Zinoviev réagit avec une efficacité dont les thèses du Politbureau *unanime*, dues à Kamenev, enregistrent les effets théoriques, trois semaines avant le quatorzième Congrès. Les idées générales de ce document rectifient

l'orientation « de droite » reprochée à Staline en prescrivant de renforcer les « couches pauvres et moyennes de la paysannerie », en soulignant l'importance des syndicats ouvriers dans la production et de la coopération dans la concurrence socialiste aux koulaks, en insistant après Trotski sur la nécessité de développer l'industrie suivant un plan. Staline n'hésita pas à les contresigner, sachant combien l'avenir dépendait peu d'une littérature aussi platonique. Quelques thèses de plus ou de moins ne lui coûtaient guère, pourvu que l'appareil en sortît indemne. Or, toutes dispositions utiles étaient prises à cet égard. On s'en aperçut aux conférences régionales précédant le congrès de Moscou, à Kharkov, à Léninegrad, où la nouvelle opposition subit les premiers feux de l'offensive bureaucratique.

Staline s'abstint d'abord d'intervenir au grand jour. La consigne fut donnée de taire les noms de Zinoviev et de Kamenev tout en accablant leurs partisans afin de réserver la possibilité d'un compromis opportun entre principaux protagonistes. Selon la coutume ancienne des grands boïards en lutte, de « petites gens » devaient faire les frais du conflit, sacrifiées à l'autorité de l'oligarchie suprême. Mais les nouveaux adversaires de Staline n'avaient pas encore conscience de la transformation du Parti en catégorie sociale intéressée au *statu quo* et passivement solidaire du personnel dirigeant, ni de la dégénérescence du régime en dictature de la caste bolchéviste sur les classes laborieuses. Ils se croyaient en mesure d'amender la politique officielle sans s'attaquer au principe du pouvoir, à condition d'obtenir des réformes intérieures au « sommet ». Dans cette illusion commune à tous les opposants du Parti, ils vont se jeter contre le « mur d'acier du léninisme », expression employée sans ironie par le « mur » lui-même, tout comme auparavant l'opposition de gauche dont l'expérience ne leur a rien appris. Provoqués au Politbureau avec des thèses de Boukharine « sur le travail des Jeunesses communistes » semées d'allusions transparentes à leur attitude critique, Zinoviev et Kamenev votent contre et se mettent en position de minorité intransigeante. C'est le point de départ d'une discussion publique dont l'issue ne fait aucun doute.

Dans un discours visant la nouvelle opposition, Boukharine taxe ses contradicteurs de pessimisme, de défaitisme, d'antiléonisme pour avoir défini l'industrie soviétique étatisée comme une forme de capitalisme d'État, donc un système d'exploitation du travail, et les accuse

de « verser de l'eau au moulin du menchévisme ». Kamenev se défend par les extraits de Lénine rigoureusement conformes à ses vues et cite un texte de Boukharine où celui-ci convient en 1925 de son désaccord persistant avec Lénine sur deux questions, « la culture prolétarienne et le capitalisme d'État ». Molotov riposte au moyen d'autres citations des *Œuvres* lui permettant de flétrir sans rime ni raison « toute incrédulité liquidatrice, tout état d'esprit défaitiste ». Sur le même diapason, une adresse de l'assemblée de Kharkov blâme le « mentalité de panique de certains camarades ». Ayant attribué au Comité central une « sous-estimation du koulak », l'opposition est en retour confondue sous l'accusation de « surestimer » ce danger et de « sous-estimer » le paysan moyen... De plus, en qualité de président du conseil du Travail et de la Défense, Kamenev se voit imputer la responsabilité de tous les mécomptes économiques du moment : évaluation erronée de la récolte, hausse des céréales, baisse du tchervonetz. Vainement se justifie-t-il en s'abritant derrière l'approbation régulière du Politbureau, — les procédés naguère utilisés contre le trotskisme sont appliqués à son léninisme. Par surcroît, il prête à réfutation trop facile avec l'initiative malheureuse de proposer la participation ouvrière aux bénéfices dans un pays... où l'industrie travaille à perte. On crie à la démagogie, non sans motif, et pas seulement à ce sujet car « certains camarades de Lénine » ont suggéré d'accroître la force numérique du Parti de plusieurs millions d'unités en un an, pour y porter à 90 % la proportion des prolétaires. Les thèmes les plus disparates sont ainsi mêlés par pur arbitraire dans une confusion inextricable, bien propre à égarer l'opinion au profit de la fraction dominante et à faciliter la besogne spécifique de l'appareil.

Conformément aux prévisions, et à l'exemple de Trotski en 1924, Kamenev se trouva isolé à Moscou, tout membre du Comité central et du Politbureau, président du conseil du Travail et vice-président du Conseil des commissaires, président du Soviet de Moscou et directeur de l'Institut Lénine qu'il fût, pour ne mentionner que ses principaux titres. Seule Kroupskaïa prendra la parole en sa faveur, sans la moindre chance de déplacer une voix. Ralliée trop tard à une opposition avérée, et à la moins respectable, elle avait laissé passer l'heure d'une intervention utile ; Staline ne se privait pas de la diffamer sous main, ne craignant plus les révélations désagréables. La hiérarchie zé-

lée des secrétaires se chargera du reste, experte à faire le vide autour des personnalités encombrantes.

Parmi les impostures notoires dont fourmille la polémique de ce temps, l'une est particulièrement digne d'attention pour l'intelligence des faits ultérieurs. Kamenev basait son exposé quant au « danger koulak » sur les chiffres de la Direction centrale de statistique, institut neutre en matière politique, et par définition objectif dans les tendances, sinon les résultats. Staline n'eut pas de peine à trancher la difficulté. Sur ses instructions, la Commission de contrôle du Parti, organisme de répression dont le *praesidium* constitue avec le collège de la Guépéou une sorte de Chambre étoilée, annula des données relativement honnêtes pour y substituer ses comptes truqués à l'appui des considérations gouvernementales. Il en découlait une sensible atténuation des antagonismes sociaux à la campagne, sur le papier, et une moisson plus favorable aux paysans pauvres, moins abondante pour les koulaks. « La connaissance des chiffres est un privilège de la police russe », a déjà observé Custine sous le Tsar de fer.

Paradoxe plus apparent que réel : l'organisation communiste de Léninegrad avait approuvé à l'*unanimité* ses leaders, exactement comme le Parti dans son ensemble et grâce à des méthodes partout similaires, mais en croyant participer à l'unanimité générale et sans se douter de la discordance. Ses délégués formeront la seule opposition du congrès où majorité et minorité vont rivaliser de léninomanie et de « monolithisme ». Brusquement, Staline démasque ses batteries et Zinoviev, appelé enfin par son nom, apparaît aussitôt en posture désespérée. Président de l'Internationale communiste, même du Comité central et du Politbureau, président du Soviet de Léninegrad, le voici inculpé à son tour de tous les manquements imaginables au léninisme dans le parler spécial du métier : révisionnisme, fractionnisme, scissionnisme, pessimisme, défaitisme, menchévisme, liquidationnisme, ainsi que de panique et d'hystérie. Il a perdu tout droit de réponse, tout moyen de défense, sauf la *Pravda* de Léninegrad dont on lui reproche d'abuser. À l'ouverture du congrès son sort est fixé sans recours.

Après le rapport du Comité central, que présente Staline passé au premier plan, Zinoviev a l'imprudence de demander la parole comme co-rapporteur afin de se justifier, de motiver sa position, scandale « inouï » selon la fraction majoritaire exaspérée. Cent cinquante ora-

teurs s'inscriront pour donner la réplique, dans une fiévreuse atmosphère de meeting. La moitié seulement pourra se faire entendre, alternant avec la poignée des « égarés », Kamenev, Sokolnikov, Kroupskaïa, Lachévitch, Evdokimov et quelques autres. Des milliers de citations de Lénine sont échangées sans résultat. Le congrès a lancé un appel aux travailleurs communistes de Léninegrad, par-dessus la tête de leur délégation, pour stigmatiser le « crime » d'un opposant qui a suspecté le Comité central « de dégénérescence et de thermidorianisme », pour s'alarmer de la « faute » de Zinoviev et Kamenev en un pathos grandiloquent et pénible : « Si on l'examine à la lumière des jugements de Zaloutski sur la dégénérescence du Comité central et sur notre thermidorianisme, alors l'idéologie liquidatrice se dresse de toute sa taille. » À juste titre, les deux camps s'accusent réciproquement d'étouffer l'opinion ouvrière et de violer la démocratie ; avec une mauvaise foi égale, ils se rejettent *ad nauseam* l'un sur l'autre sur surestimation de ceci ou la sous-estimation de cela, les déviations de droite ou les erreurs de gauche. *Le Léninisme* de Zinoviev, et sont *Histoire du Parti*, ouvrages répandus par ordre à millions d'exemplaires et de lecture obligatoire toute récente, maintenant dénoncés comme contraires au bolchévisme authentique et tournés en ridicule, ne méritent plus que le pilon. Ironie du « monolithisme » : Lachévitch et Vorochilov, les deux chefs principaux de l'armée, se succèdent à la tribune en adversaires déclarés. Zaloutski ayant déjà « reconnu son erreur » sur Thermidor, tous les dirigeants de la nouvelle opposition sont sommés d'en faire autant, sous menace de représailles.

Sur l'intervention de Kamenev, la controverse prend un tour de virulence extraordinaire : pour la première fois est posée avec franchise la question à laquelle chacun pense et dont personne encore n'a dit mot, la question Staline. C'est le point culminant du congrès. Devant l'auditoire hostile et surexcité, où la fraction de Léninegrad résiste sans espoir, Kamenev articule ses griefs dans le tumulte. Le sténogramme en rend compte sous une forme très atténuée mais pourtant assez évocatrice :

« *Kamenev.* — ...Nous sommes contre la création d'une théorie du « chef », nous sommes contre l'érection d'un « chef ». Nous sommes contre le fait que le Secrétariat, réunissant en pratique la politique et l'organisation, soit au-dessus de l'organisme politique. Nous sommes pour

une constitution intérieure de notre sommet assurant les pleins pouvoirs au Politbureau, lequel réunit toutes les têtes politiques de notre parti, et pour lui subordonner en même temps le Secrétariat comme exécutant technique de ses décisions... (*Bruit.*) Nous ne pouvons considérer comme normale et estimons nuisible au Parti la prolongation d'une situation où le Secrétariat réunit la politique et l'organisation, et, de fait, prédétermine la politique (*Bruit.*)

« ...J'en suis venu à la conviction que le camarade Staline ne peut remplir le rôle d'unificateur de l'état-major bolchéviste. (*Voix diverses : C'est faux ! Balivernes ! Voilà l'affaire ! Les cartes sont abattues ! Bruit. Applaudissement de la délégation de Léninegrad. Cris : Nous ne vous donnerons pas les places de commandement ! Staline ! Staline ! Les délégués se lèvent et saluent le camarade Staline. Tonnerre d'acclamations. Cris : Voilà comme s'unit le Parti ! L'État-major bolchéviste doit s'unir !*)

« *Evdokimov, de sa place. — Vive le parti communiste de Russie ! Hourra ! Hourra ! (Les délégués se lèvent et crient : Hourra ! Bruit. Applaudissements vifs et prolongés.)*

« *Evdokimov, de sa place. — Vive le Comité central communiste de Russie ! Hourra ! (Les délégués crient : Hourra ! Le Parti au-dessus de tout ! Parfaitement ! Bruit. Applaudissements et cris : Hourra !)*

« *Voix diverses. — Vive le camarade Staline ! (Applaudissements vifs et prolongés. Cris : Hourra ! Bruit.)*

Ainsi l'équivoque se dissipe à l'improviste mais trop tard pour influer sur le cours des événements. La force d'inertie exerce une pesée irrésistible au profit du système existant. À l'exception de la fraction de Léninegrad, les congressistes ont été choisis et chapitrés par l'appareil inféodé à Staline. Des mesures spéciales sont en voie d'exécution à l'effet de réduire à merci la nouvelle opposition : déjà, des délégués protestataires surgis « spontanément » de Léninegrad accourent au Kremlin, désavouent la délégation officielle. Les télégrammes dictés de Moscou pleuvent non moins « spontanément » des plus lointaines provinces pour censurer les non-conformistes, exiger leur soumission. Zinoviev perdra son temps à discourir devant le « mur d'acier » des léninistes fanatisés, à revendiquer la « démocratie intérieure » au Parti, une « véritable liberté de discussion », la collaboration de « tous les anciens groupes » à la direction (c'est-à-dire des oppositions antérieures défaites), l'élection de tous les organes », enfin la « limitation de fonctions » des bureaux du Comité central et surtout du Secrétariat... On commence à lui rappeler sa conduite lors de

la révolution d'Octobre. Kroupskaïa aura beau s'indigner des exclamations proférées à l'adresse d'un membre du Politbureau qui use de son droit strict d'expression, intolérance contrastant avec les licences accordées à l'« école de Boukharine », on ne l'écoute pas davantage. Les autres tenants de la nouvelle opposition n'ont pas plus de succès, et pour cause. Quand Staline répond aux critiques, c'est pour porter le coup de grâce aux vaincus.

Il révèle d'abord le travail souterrain de Zinoviev durant les derniers mois et se plaint des « calomnies » de la minorité. Ne lui a-t-elle pas attribué indûment « de la sympathie pour l'idée de rétablir la propriété privée du sol » ? Il apostrophe rudement l'opposition impuisante, traite de « sottises » les opinions de Sokolnikov et Kroupskaïa sur le capitalisme d'État, démontre que Zinoviev ne comprend rien au léninisme ni à la bolchévisation. Quant à Kamenev, dit-il, ce n'est pas un léniniste mais un « libéral ». Point par point, il rétorque les théories de ses contradicteurs à l'aide des *Œuvres* de Lénine, avant d'en venir au véritable sujet : « Oui, camarades, je suis un homme franc et brutal, c'est vrai, je ne le nie pas » (*groubyi*, brutal, grossier). Il relate les efforts de la nouvelle opposition pour exclure Trotski : « Nous ne fûmes pas d'accord avec Zinoviev et Kamenev, sachant que la politique d'amputation est grosse de dangers pour le Parti, que la méthode d'amputation, méthode de saignée — et ils exigeaient du sang — est dangereuse, contagieuse : aujourd'hui, c'est l'un qui est amputé, un autre demain, un troisième après-demain. Que nous restera-t-il ensuite dans le Parti ? Puis, une série de désaccords, aboutissant aux incidents dont Boukharine fut le héros : « Enfin, que lui veut-on à Boukharine ? Ils exigent le sang de Boukharine. C'est cela qu'exige Zinoviev, envenimant la question dans son discours de conclusion. C'est le sang de Boukharine que vous exigez ? Nous ne vous le donnerons pas, ce sang, sachez-le. » Il constate une disparité de vues dans l'opposition, sauf précisément sur le nœud du problème à résoudre :

« ... Malgré leur diversité, ils se rencontrent tous sur un point. Lequel ? En quoi consiste leur plate-forme ? C'est la réforme du secrétariat du Comité central. Leur seule idée commune, ce qui les unit pleinement, c'est la question du Secrétariat. C'est étrange et ridicule, mais c'est un fait. Cette question a son histoire. En 1923, après le douzième Congrès, des gens réunis dans un « souterrain » (*rires*), ont élaboré une plate-forme pour supprimer le Politbureau et politiser le Secréta-

riat, c'est-à-dire transformer le Secrétariat en direction politique et administrative composée de Zinoviev, Trotski et Staline. Quel est le sens de cette plate-forme ? Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie diriger le Parti sans Rykov, sans Kalinine, sans Tolski, sans Molotov, sans Boukharine ? Rien n'est sorti de cette plate-forme, non seulement parce qu'elle était alors sans principes mais aussi parce que sans les camarades indiqués par moi, il est impossible de diriger le Parti. À la question écrite qui m'a été posée des profondeurs de Kislovodsk, j'ai répondu par la négative, déclarant que si les camarades insistent, je suis prêt à céder la place sans bruit, sans discussion ouverte ou cachée et sans exiger de garantie des droits de la minorité. (*Rires*) ... Maintenant commence, paraît-il, un deuxième stade, opposé au premier. Maintenant on exige, non la politisation du Secrétariat, mais de sa technisation, non sa suppression du Politbureau, mais son omnipotence... J'ai peur seulement que le Parti ne soit pas d'accord. (*Une voix* : Très bien !)

Le jeu de Staline s'étale ici dans son astuce élémentaire : maître du mécanisme gouvernemental de par la mainmise du Parti sur l'État et la prépotence absolue de chaque degré de l'organisation communiste sur les instances inférieures, — la suprématie du Secrétariat couronnant le tout, — le secrétaire général affecte de partager le pouvoir avec ses collègues du Politbureau et du Comité central qu'il est toujours libre de mettre devant le fait accompli et d'énoncer peu à peu en cas de résistance. Il flatte l'amour-propre des personnages secondaires en affirmant l'impossibilité de diriger le Parti sans eux, ce parti qu'il est possible de mener sans Lénine, et leur octroie une autorité nominale en échange de sa toute-puissance réelle. Par ailleurs, il cherche un juste milieu provisoire entre les solutions radicales, dans les domaines de la politique et de l'économie pratiques, tant par prudence innée que par souci d'équilibre pratiques, tant par prudence innée que par souci d'équilibre et précaution de n'écarter aucune éventualité. La seule difficulté en perspective sera de paralyser à temps toute opposition future, avant qu'elle ne gagne du terrain au Comité central ou au Politbureau. Staline y a réussi naguère sans efforts contre Trotski et achève la même opération contre Zinoviev, sûr de ses moyens et ressources pour la renouveler en virtuose si le besoin s'en fait sentir.

Il termine son discours final par des paroles prometteuses, en sa langue monotone et triviale : « Nous sommes contre l'amputation.

Nous sommes contre la politique d'amputation. Cela ne signifie pas qu'il sera permis aux chefs de se pavaner impunément et de s'asseoir sur la tête des camarades. Non, excuses. On ne fera pas de courbettes aux chefs. (*Exclamations* : Très bien ! *Applaudissements*.) Nous sommes pour l'unité, nous sommes contre les amputations. La politique d'amputation nous répugne. Le Parti veut l'unité et la réalisera, avec Kamenev et Zinoviev s'ils le veulent, sans eux s'ils refusent. (*Exclamations* : Très bien ! *Applaudissements*.)

Sur ce, le congrès est pour ainsi dire terminé à la onzième séance, tout en se prolongeant encore d'autant sans même examiner les questions économiques — les plus importantes — à seule fin de supprimer l'exposé de Kamenev inscrit à l'ordre du jour. Le vrai « travail » se fait dans les colloques de coulisses où l'opposition s'épuise en palabres inutiles pour obtenir un compromis de dernière heure en sauvant la face. Cependant que les émissaires de la majorité, dépêchés à Léninegrad, prennent possession de la presse locale et, usine par usine, quartier par quartier, renversent l'unanimité grégaire dans un sens diamétralement opposé aux votes précédents. « Pervertis à fond par la servilité politique », comme disait jadis Lénine, les suiveurs n'avaient pas conscience de l'orientation des meneurs. Le 30 décembre 1925, la *Pravda* de Léninegrad proclame l'inverse de ce qu'elle tonitruait la veille, sous des titres inchangés évoquant l'« unité de fer », la « ligne léniniste » et autres poncifs sacramentels. Bientôt, le « monolithisme cent pour cent » sera près d'être restauré, au prix de la révocation de quelques 3 000 fonctionnaires communistes suspects de déviation. Ordjonikidzé en personne est sur les lieux et s'entend à rétablir l'ordre.

On voit comment Staline passe de la parole aux actes, après avoir répudié la « politique d'amputation » : par une restriction mentale assez caractéristique, il préfère infliger aux opposants le chômage et la faim, procédé presque infaillible dans les conditions soviétiques pour démoraliser un réfractaire et l'amener à résipiscence. En plein congrès, il n'avait pu s'empêcher de gronder, à l'adresse de Riazanov, une plaisanterie doublée d'une menace : « Riazanov a la nostalgie du Turkestan », sur une réflexion irrévérencieuse du savant directeur de l'Institut Marx-Engels. Une phrase de Glebov-Avilov, plusieurs fois citée dans la controverse, éclaire le sous-entendu : « Personne ne veut lever la main [voter] contre et se faire expédier pour ce motif à

Mourmansk ou au Turkestan. » Les glaces de l'océan Arctique et les sables brûlants de l'Asie centrale, le scorbut et la malaria promis aux dissidents n'entraient pas peu dans les calculs des uns et des autres. Les mieux trempés hésitaient à risquer d'attirer sur leurs parents, sur leurs enfants, les persécutions de la Guépéou en s'obstinant dans l'opposition jusqu'à l'héroïsme. « C'était une habitude courante à Moscou, lorsqu'il s'agissait de crimes politiques, de poursuivre non seulement le coupable, mais toute sa famille », écrit l'historien S. Platonov. Ainsi ont régné Ivan le terrible, Boris Godounov et leurs successeurs, ainsi incline à gouverner Staline.

Car la prépondérance de Staline au pouvoir prend de plus en plus de relief, à dater de ce congrès. Les comptes rendus de journaux estompent les violents incidents qui l'ont mise en cause et taisent les propos par trop révélateurs ; le Parti commence à peine d'épeler le nom déjà redouté aux étages supérieurs de l'appareil et que le public, étranger aux disputes byzantines, ignore encore malgré la multiplication des portraits édités par le *Gosizdat* (Éditions d'État) ; mais le seul fait de prononcer le rapport politique du Comité central a élevé Staline sur le pavois, dans une évidence soulignée par la disgrâce inopinée de Zinoviev et Kamenev, sur le fond de grisaille des satellites.

De cet interminable discours dont la lourdeur de forme masque mal la légèreté du fond et où l'orateur supplée à la qualité des idées par la quantité du texte, rien ne décèle à première vue la clairvoyance de Staline. C'est une suite compacte de résumés analytiques de la documentation fournie par les bureaux compétents et les commissariats, entourée de commentaires traduisant l'opinion moyenne du cercle dirigeant sur l'actualité universelle. En politique extérieure, Staline prédit avec certitude : « Si le plan Dawes est gros de révolution en Allemagne, le pacte de Locarno est gros d'une nouvelle guerre européenne. » En politique intérieure, il exprime un optimisme où se reflète la sécurité du régime bureaucratique délivré des oppositions connues, armé désormais pour les découvrir et les écraser toutes. L'unique passage du rapport qui ait acquis avec le temps un intérêt particulier a trait aux dangers d'une industrialisation soviétique trop rapide, susceptible de provoquer des perturbations économiques irréparables et une « certaine famine artificiellement organisée » ; mais de telles observations considérées comme lieux communs passaient alors à peu près inaperçues.

Sokolnikov avait dit au congrès : « Lénine n'était ni président du Politbureau, ni secrétaire général et, néanmoins, eut chez nous en politique, le mot décisif... Si Staline veut conquérir la même confiance, qu'il la conquière. » Staline obtient la primauté par d'autres moyens dont personne encore ne discerne le secret. On sait seulement qu'il a pu avoir avec soi cinq voix de majorité au Politbureau contre Trotski, puis trois contre Zinoviev-Kamenev, et disposer ainsi de l'énorme appareil. Cela lui permet de brasser des millions d'individus diversement subordonnés à sa dictature. Par une singulière interversion des rôles, il compose à son gré les assemblées dont il devrait être le mandataire. Chacun y dépend de lui, en dernier ressort, et s'applique à le servir pour s'assurer la sécurité ou pour faire carrière. La multitude des mécontents s'abstient de protester car le Parti est construit de manière à intercepter les communications de la base au faîte, à les interdire de groupe à groupe, à les réprimer le cas échéant à droite et à gauche.

« Du point de vue bourgeois vulgaire, la notion de démocratie et celle de dictature s'excluent l'une l'autre », a expliqué Lénine avant et pendant la révolution. Staline, en effet, les tient pour incompatibles. Tout souvenir de démocratie tend sous son empire à s'effacer du bolchévisme décadent. On peut dire des léninistes comme leur maître l'écrivait des social-démocrates qu'ils ont renié leurs principes « exactement comme les chrétiens, une fois leur culte devenu religion d'État, ont oublié les "naïvetés" du christianisme primitif et son esprit démocratique révolutionnaire ». Sous le voile d'un vocabulaire suranné, la protection d'une série de paravents bureaucratiques, la haute égide d'une innombrable police multiforme, Staline s'arroe une à une des prérogatives régaliennes. Dans l'âpre sévérité du décor échafaudé durant les années terribles, le secrétaire général apparaît simplement comme le premier parmi les bolchéviks. Mais l'heure est proche où se vérifiera dans sa lucidité la prévision de Plekhanov : « À la fin des fins, tout tournera autour d'un seul homme qui, *ex providentia*, réunira en lui tous les pouvoirs. »

Sous prétexte d'un accroissement numérique considérable du Parti, passé de 735 000 adhérents et stagiaires à 1 088 000 entre deux congrès, le nouveau Comité central sera de 106 membres, la Commission de contrôle de 163, titulaires et suppléants. La plupart des « oppositionnaires » en ont été évincés, les autres comptant pour zéro. L'hypertrophie chronique des instances collectives supérieures aux sessions plénières raréfiées, réduit à néant leur autorité statutaire vis-

à-vis des organes exécutifs permanents que rien n'empêche de légiférer par décrets et de régenter le pays dans un arbitraire intégral. Le Politbureau s'élargit à 9 membres ; Trotski et Zinoviev y restent, otages ou figurants. Staline a renforcé sa fraction en ajoutant Kalinine, Molotov et Vorochilov à Boukharine, Rykov et Tomski, dont l'acquiescement automatique n'est pas garanti à jamais. Kamenev rétrograde au rang d'adjoint, d'où Sokolnikov disparaît. Dzerjinski, Ouglanov, Pétrovski et Roudzoutak continueront la réserve. Ainsi, titulaires qui ont peur de descendre d'un degré et suppléants qui aspirent à le gravir offrent bien des possibilités d'intrigue et de manœuvre à un intransigeant et manœuvrier consommé. Le secrétaire général aura dorénavant une majorité de 7 membres assez stable pour lui permettre de voir venir la prochaine crise et prendre ses dispositions en conséquence. À moins d'un invraisemblable sursaut simultané de 5 collègues hostiles, c'est l'équivalent du consulat à vie, le Secrétariat inamovible. En cinq ans, Staline a réalisé son coup d'État moléculaire. À lui, le plus habile des prétendants sinon le plus digne, à lui l'héritage de Lénine.

Bibliographie

J. STALINE, Sur la discussion, sur le cam. Rafaïl, sur les articles des cam. Préobrajenski et Sapronov et sur la lettre du cam. Trotski, *Pravda*, n° 285, M., 15 déc. 1923 ; Rapport sur la construction du Parti (13^e Conf. du Parti), Discours de conclusion, *Pravda*, n^{os} 17 et 18, M., 20 et 22 janv. 1924 ; Discours au deuxième Congrès des Soviets de l'U.R.S.S. ; Sur Lénine, Recueil de souvenirs, 1, II, M., 1925 ; Le cam. Lénine, comme organisateur et chef du P.C., *Pravda*, n° 86 M., 23 avr. 1920 (Repr.) ; n° 27, 3 fév. 1924 ; Sur Lénine et léninisme, M., 1924 ; Plan de séminaire en léninisme, Kharkov, 1924 ; Les tâches du Parti, *Bull. Com.*, n° 5, P., 1^{er} fév. 1924 ; Les résultats du treizième Congrès du Parti, M., 1924 ; Trotskisme ou léninisme ? M., 1924 ; Sur la situation internationale, *Bolchévik*, n° 11, M., 20 sept. 1924 ; Sur le P.C. de Pologne, *Bolchévik*, n° 11, 20 sept. 1924 ; Octobre et la théorie de la révolution permanente du cam. Trotski, *Pravda*, n° 290, M., 20 déc. 1924 ; *Sur les chemins d'Octobre* (Préface), M., 1925 ; La rév. d'Octobre et la tactique des communistes russes, M., 1925 ; Sur les perspectives du P.C. d'Allemagne et sur la bolchévisation, Conversation du cam. Herzog avec le cam. Staline, *Pravda*, n° 27, M., 3 fév. 1925 ; Texte allemand : *Das forum*, fasc. 2, Berlin, nov. 1928 ; Lettre à Maslow, *Bull. Com.*, n^{os} 18-19, P., avr.-juin 1927 ; Sur la situation internationale et les tâches du P.C., *Pravda*, N° 66, M., 22 mars 1925 ; Sur la partie active de la jeunesse communiste à la campagne, *Pravda*, n° 86, M., 15 avr. 1925 ; Sur le bilan des travaux de la 14^e Conf. du Parti, M., 1925 ; À l'Université Sverdlov, *Pravda*, N° 132, 13 juin 1925 ; Questions et ré-

ponses, *Pravda*, n^{os} 139, 141, 142, 145, M., 21, 24, 25, 28 juin 1925 (Broch.) M., 1925 ; Encore une fois sur la question nationale, *Bolchévik*, n^{os} 11-12, M., 30 juin 1925 ; Sur le mouvt rév. en Orient, *Pravda*, n^o 150, M., 4 juil. 1925 ; Sur les tâches de la Jeunesse communiste, *Pravda*, n^o 248, M., 23 oct. 1925 ; Octobre, Lénine et les perspectives de notre développement, *Pravda*, n^o 255, M., 7 nov. 1925 ; La question paysanne, M., 1825 ; Rapport politique du C.C. au quatorzième Congrès du Parti, M., 1926 ; Sur les questions du léninisme, M., 1926 ; Les questions du léninisme, M., 1926 ; J. STALINE et V. MOLOTOV, Réponse à l'opposition, M., 1926.

N. BOUKHARINE, Attaque, M., 1924 ; Nouvelles tâches dans le domaine de notre politique paysanne, *Pravda*, n^o 92, M., 24 avr. 1925 ; La question du trotskisme, M., 1925 ; Trois discours, Sur nos désaccords, M., 1926. — K. CHELAVINE, Intr. à l'étude du léninisme, L., 1924. — A. Chliapnikov, Nos divergences, *Pravda*, n^o 15, M., 1924. — Conférence (treizième) du P.C.R., *Bulletin*, n^{os} 1 à 4, M., Conférence (quatorzième) du P.C.U., *Pravda*, n^{os} 95 et suiv., M., 28 avr. 1925 et suiv. — Congrès (troisième) des Soviets de l'Union, *Pravda*, n^{os} 109 et suiv., M., 15 mai 1925 et suiv. — Congrès (treizième) du P.C.R., compte rendu stén., M., 1926. — Conférence (quatorzième) du P.C.U., *Pravda*, n^{os} 95 et suiv., M., 28 avr. 1925 et suiv., M., — Congrès (troisième) des Soviets de l'Union, *Pravda*, n^o 109 et suiv., M., 1924 ; Congrès (quatorzième) du P.C.U., Compte rendu stén., M., 1926. — Congrès (Au) du P.C.R., *Sots. V.*, n^o 15, Berlin, 1^{er} sept. 1923. — Marquis de Custine, La Russie en 1839, 2^e éd., 4 vol., P., 1843. — MAX EASTMAN, *Since Lenin Died*, s.d. — (Groupe ouvrier), La Guépéou et le « Groupe ouvrier » du P.C.R., *Sots. V.*, n^o 14, Berlin, 6 juillet 1924. — J. IAROSLEV, Nos campagnes, M., 1924. — E. IAROSLASKI, Le Parti et la Classe. *L'int. com.*, n^o 25, P., juin 1923 ; Hist. d'un groupe petit-bourgeois, *Pravda*, n^o 261, M., 16 nov. 1924 ; Contre l'opposition, M., 1928. — N. JORDANIA, Nos désaccords, P., 1928. — L. KAMENEV, Le Parti et le Trotskisme, M., 1925 ; Articles et discours, t. XI, La construction socialiste et ses difficultés, M., 1929. — S. KANATCHIROV, Histoire d'une déviation, M., 1924. — F. KRETOV, La campagne après la révolution, M., 1925. — N. KROUPSKAÏA, Sur Vladimir Illitch, M., 1924. — F. LACROIX, Les Mystères de la Russie, P., 1845. — J. LARINE, Résultats, voies et déductions de la nouvelle politique économique, M., 1923. — Leçons d'Octobre (Sur les), Articles et discours, 2^e éd., L., 1924. — Lénine (Sur), Recueil des souvenirs, Réd. de N. Méchtchériakov, M., 1924, Livres II, III et IV, M., 1925. — Lénine (Sur), Recueil de souvenirs, Réd. de L. Kamenev, M., 1925. — Léninisme (Pour le), Recueil d'articles (A. Rykov, N. Boukharine, L. Kamenev, J. Staline, G. Zinoviev, N. Kroupskaïa), Addenda : L. TROTSKI, Les leçons d'Octobre ; Lettre de Trotski à Olminski, M., 1923. — M. Liadov, Le léninisme, Ekaterinbourg, 1924. — J. MARTOV, Le bolchévisme mondial, Berlin, 1923. — V. Mourine, Vie et mœurs de la jeunesse paysanne, M., 1926. — N. NELIDOV, Maladie, mort et funérailles du cam. Lénine, *Prol. Rev.*, n^o 3 (26), M., 1924. — N. OUSTRIALOV, Sous le signe de la Révolution, Kharbine, 1925. — B. Pilniak, Histoire de la lune non éteinte, L'assassinat du Commandant, Sofia, 1927, (Trad. fr.), *Les Nouvelles littéraires*, P., 14, 21 et 28 oct. 1933. — Plenum (Le) du C.C., etc. au sujet de l'intervention

du cam. Trotski (Lettre de Trotski, Résolution), *Pravda*, n° 16, M., 20 janv. 1925. — K. RADEK, Au service de la Révolution allemande, M., 1921 ; L'organisateur de la victoire : L. D. Trotski, *Corr. Int.*, n° 37, Berlin, 8 mai 1923. — Rafaël, Réponse au cam. Staline, *Pravda*, n° 291, M., 22 déc. 1923. — G. Safarov, Le léninisme comme théorie du dével de la rév. prolétarienne, L., 1925. — B. SAVINKOV (L'affaire), M., 1924. — V. SORINE, l'enseignement de Lénine sur le Parti, M., 1924 ; Le Groupe ouvrier (Miasnikovtchtchina), Préf. de N. Boukharine, M., s.d. — G. TCHITCHÉRINE, Interview, *Neue Frei Presse*, Vienne, 18 mars 1924. — L. TROTSKI, Les tâches du douzième Congrès du Parti, *Pravda*, n°s 78-79, M., 11 et 12 avr. 1923 ; Questions fondamentales de l'industrie, L., 1923 ; Question fondamentales de la révolution, M., 1923 ; Questions de mœurs, M., 1923 ; Idées sur le Parti, *Bull. Com.*, n° 50, P., 13 déc. 1923 ; Cours nouveau, M., 1924 ; Cinq années d'Int. Com., M., 1924 ; La génération d'Octobre, M., 1924 ; Occident et Orient, M., 1924 ; Sur nos nouvelles tâches, Rapport à la réunion des organisations du Parti à Zaporojié, M., 1926 ; Huit années, Résultats et perspectives, Discours au Soviet de Kislovodsk, *Pravda*, n° 272, M., 28 nov. 1925 ; Vers le capitalisme ou vers le socialisme ? *Pravda*, n°s 198 et suiv., Moscou, 1^{er} sept. 1925 ; Où va l'Angleterre ? M., 1925 ; Europe et Amérique, M., 1926 ; Sur la question de l'origine de la légende du trotskisme, *Bull de l'Opp.* n° 9, P., fév-mars 1930. — D. VACHNADZÉ, Problèmes du Caucase, P., 1933. — VAREÏKIS, Les désaccords dans le Parti, M., 1925. — (Vérité ouvrière), Appel du groupe « Vérité ouvrière », *Sots V.*, n° 3, Berlin, 31 janv. 1923 ; Adresse du groupe « Vérité ouvrière », au douzième Congrès du P.C.R. *Sots V.*, n° 19 ; Berlin, 18 oct. 1923. — V. VAGANIAN, V. I. Lénine et les tâches de la construction intérieure du Parti, M., 1924. — Clara ZETKIN, La révolution russe au quatrième Congrès mondial, *L'int. Com.*, n° 24, P., mars 1923. G. Zinoviev, Le Parti et la démocratie ouvrière, *Bull. Com.*, n° 6, 8 févr. 1924 ; Les destins de notre Parti, M., 1924 ; Œuvres, t. XV, V. I. Oulianov-Lénine, L., 1924 ; Bolchévisation, Stabilisation, M., 1925 ; Philosophie de l'époque, *Pravda*, n°s 214 et 215, M., 19 et 20 sept. 1925 ; Le léninisme, L. 1925.

Staline.
Aperçu historique du bolchévisme.

IX

L'HÉRITIER

Staline vu par Trotski. — Variations sur Thermidor. — Optimisme de Trotski. — Le bloc de l'opposition. — Condition de la classe ouvrière. — La vagabondage infantile. — Prévisions de Staline. — Les industrialistes. — Le Plan. — Règlement de comptes entre léninistes. — La « question anglaise ». — Staline au gouvernail. — Discordes, disputes et querelles. — Staline contre l'industrialisation à outrance. — La « question chinoise ». — Déboires de Staline. — Désastre communiste en Chine. — La guerre imminente. — Dislocation du bloc de l'opposition. — Contradictions de Trotski. — Dixième anniversaire d'Octobre. — Le plan quinquennal. — Trotski exclu du parti. — L'opposition hors la loi. — Quinzième congrès du Parti. — Staline industrialiste. — Les « capitulards ». — La commune de Canton. — Déportation de l'opposition. — Trotski en Sibérie. — Contradictions et responsabilités de l'opposition. — Le procès de Chakhty. — Staline et la collectivisation de l'agriculture. — La droite contre Staline. — Nouvelles luttes intestines. — Révélations de Boukharine. — Le danger de droite. — Trotski en exil. — Staline et le Plan. — La dékoulakisation. — Défaite de la droite. — Le régime de Staline. — L'État knouto-soviétique. — L'année du « grand tournant ». — Fin de la nep. — Cinquantième anniversaire de Staline. — Bibliographie.

[Retour à la table des matières](#)

« Qu'est-ce que Staline ? » Chacun se posait, après le congrès de 1925, la question soumise par Sklianski en ces termes à Trotski vers le milieu de l'année. « La plus éminente médiocrité de notre parti », répond alors celui-ci qui, devant Max Eastman, avait naguère défini Staline : « Un homme brave et un révolutionnaire sincère. » Les définitions ne sont pas absolument contradictoires car sincérité révolutionnaire, bravoure physique et médiocrité intellectuelle peuvent aller de

pair, et caractérisent même assez bien le bolchévik moyen, sous Lénine ; mais la contradiction est certaine dans l'esprit, à moins d'un an d'intervalle.

Trotski a donc mis longtemps à se faire l'opinion péjorative diversement paraphrasée plus tard dans ses écrits. Nul ne savait ce dont le secrétaire général était capable et Staline lui-même ne s'est probablement pas douté, avant d'avoir si aisément raison de ses rivaux impatients et gauches, des perspectives qui lui seraient ouvertes un jour. Comme il arrive en pareil cas, son horizon s'élargit à mesure que ses responsabilités s'accroissent. Au sommet du Parti, on le tient surtout pour un « organisateur », expression vague mais ensuite précisée par les effets surprenants de ses talents particuliers. Ceux qui l'ont approché lui connaissent comme principale supériorité sur ses collègues trop éloquents une précieuse faculté de mutisme, une disposition naturelle à ne point se payer de mots, outre les qualités d'ordre, de ponctualité, de dévouement au Parti, d'application au travail estimées autrefois de Lénine. Cela n'explique pas encore sa prévalence finale. Si Dzerjinski au moral et Boukharine par la culture le dépassent de beaucoup dans sa fraction, aucun ne l'égale pour l'entregent, la dextérité en affaires, le sens pratique administratif et la continuité de l'effort tendu vers le pouvoir. Mais personne à l'époque ne voit en lui un personnage historique à venir ni le type représentatif d'une classe sociale en ascension.

Trotski motive ainsi son appréciation défavorable : « La contre-révolution victorieuse peut avoir ses grands hommes. Mais son premier degré, Thermidor, a besoin de médiocrités qui ne voient pas au-delà de leur nez. » Selon ce point de vue, formulé après réflexion mûrie, une réaction thermidorienne avait déjà commencé en Russie dont Staline se faisait l'instrument involontaire. « J'abordais pour la première fois en pleine clarté, si l'on peut dire avec une conviction physique, le problème de Thermidor », poursuit Trotski, oubliant sa propre thèse de 1921 sur la *nep* comme équivalent d'un Thermidor accompli à temps dans les limites du nécessaire par les jacobins du prolétariat. Il n'était pas seul à raisonner de la sorte, l'incident Zasloutski l'atteste. Même rétractée par ce piètre accusateur vite repent, l'accusation de « thermidorianisme » gagnait du terrain. Sur ce point Trotski rejoint donc par la pensée ses pires ennemis, bientôt enclins en

retour à lui emprunter ses arguments en faveur du plan de production, de l'industrialisation du pays et de la démocratie du Parti.

Pourtant il hésite encore à se déterminer, en présence des deux fractions aux prises. Nommé président du Comité des concessions et directeur de services technico-scientifiques en 1925, après un séjour diplomatique au Caucase, il s'efforce d'assumer ses nouvelles fonctions avec cette « louable ambition qui pousse un homme à exceller partout où il met la main », comme dirait Washington, et s'abstient de s'immiscer dans la querelle des triumvirs. Par la parole et par la plume, il traite de l'urgence d'améliorer la qualité des produits industriels et par ailleurs étudie les projets d'électrification, prépare notamment la station centrale grandiose du Dniepr. Croyant opportun et politique de faire montre d'optimisme officiel, il publie une série d'articles, « Vers le socialisme ou vers le capitalisme ? » pour réfuter les théoriciens socialistes qui interprètent la restauration économique de la Russie comme un recul de la révolution ; il y commente avec une confiance juvénile les statistiques plus ou moins fausses du Gosplan d'où émanerait la « merveilleuse musique historique du socialisme grandissant ». L'économie collective l'emporte sur l'initiative privée, disent les « chiffres de contrôle », et le rythme de progression prévu en garantit le succès définitif, essaie-t-il de démontrer, sans tenir compte des moyens non économiques de coercition employés par l'État pour s'assurer une hégémonie factrice et refouler les tendances capitalistes. Quant aux éventualités extérieures, il en attend une révolution sociale européenne assez proche comme l'hypothèse la plus vraisemblable.

Mais Staline ne lui sait aucun gré de cette attitude et multiplie sous ses pas les embûches, le paralyse dans sa tâche, persécute ses collaborateurs. Trotski donne encore des preuves de soumission en désavouant les rares communistes étrangers qui l'ont défendu ou justifié. Il va jusqu'à condamner Marx Eastman dont le livre probe, *Since Lenin died*, expose exactement les faits de la crise de bolchévisme, autant que le permettent alors les documents et renseignements divulgués. Il nie même l'existence et la dissimulation du testament de Lénine, en ergotant sur les mots. Kroupskaïa suit son exemple. Au nom de l'intérêt du Parti, peut-être mal compris, à coup sûr étroitement conçu, et confondu avec la raison d'État, les bolchéviks de toutes nuances font passer avant la vérité leur solidarité de caste et se rient de toute

honnêteté comme d'un préjugé périmé. Trotski, lui, espère acheter une trêve politique en sacrifiant des camarades d'idées et de combat. Au contraire, il encourage ainsi Staline et décourage les opposants. Là-dessus, le conflit des léninistes intégraux lui vaut le répit désiré ; on parle de moins en moins du Trotskisme, devenu inactuel, et sur le ton plutôt académique. Staline et Zinoviev citent sans passion leur vieil adversaire dans leur controverse sur le socialisme dans un seul pays. Kamenev le taxe maintenant d'optimisme excessif, ce qui a presque la valeur d'un compliment, et attire sur soi tous les reproches de pessimisme réservés la veille au métaphysicien de la « révolution permanente ».

Au quatorzième Congrès, Trotski s'est tu. Il balançait à prendre parti, bien que tenté de dire leur fait aux démagogues de la nouvelle opposition qui osent parler de démocratie. « Je sais que vous vous apprêtiez à intervenir au congrès contre Zinoviev-Kamenev. J'ai regretté et déplore profondément que l'impatience et la myopie de nos amis de fraction vous aient incité, non sans résistance de votre part, à renoncer à cette intervention déjà décidée », lui écrit son ex-lieutenant Antonov-Ovséïenko. Les simples militants des deux oppositions, également maltraités, avaient propension à fraterniser et voulaient rapprocher leurs leaders. Après le congrès, au Comité central, Trotski est obligé de désapprouver, par principe, la répression appliquée aux vaincus. Les deux clans lui font des avances et une conjoncture meilleure se dessine enfin à son profit.

Malgré la communauté de sort et le désir d'entente de leurs partisans, une alliance de l'ancienne opposition avec la nouvelle paraît impossible en 1926. Trotski prétend représenter la gauche du Parti dont Zinoviev, Kamenev, Sokolnikov et autres seraient la droite incarnée. D'après son schéma, les deux courants reflètent des intérêts de classes d'un antagonisme irréductible, prolétariat et bourgeoisie ; à la rigueur, la gauche pourrait soutenir contre la danger de droite un centre équivoque dont Staline devient l'expression, mais la coalition des deux ailes signifierait un reniement respectif ; il n'est pas fortuit que Zinoviev et Kamenev aient « flanché » en Octobre et naguère exigé l'exclusion de Trotski, ni que Sokolnikov soit le plus hostile aux plans économiques et industriels de la gauche. Si la nouvelle opposition se rallie au programme démocratique restreint de l'ancienne, c'est par instinct égoïste de conservation. Mais Zinoviev n'a pu faire autrement

que confirmer le point de vue de Trotski sur l'utopie d'établir le socialisme dans la seule Russie. À présent, Kamenev défend les conceptions de la gauche sur le plan et l'industrie ; son avis sur les progrès inquiétants du capitalisme paysan répond aux préoccupations des économies de la même tendance. Autre coïncidence de pensée, encore inavouée, sur Thermidor... Un grand trouble en résulte à la tête des minorités comme dans les rangs où le sentiment prévaut de la nécessité d'unir toute l'opposition sans distinction d'origine.

Tandis que se concertent les adversaires de la fraction dominante, Staline ne perd pas un instant. Commissions de contrôle et comités locaux à sa dévotion exécutent strictement ses consignes. Des mesures de police administrative épurent les cadres du parti, des syndicats, de l'État. Les opposants sont destitués ou congédiés par milliers à Lénin-grad et ailleurs. Dans l'Internationale communiste et ses sections, les suiveurs mal inspirés du président déchu subiront un destin semblable. Il y aura partout des places pour qui veut s'attacher à la fortune du nouveau maître. C'est aussi de quoi donner à réfléchir aux imprudents disposés à récalcitrer. Zinoviev et Kamenev perdront un à un leurs postes influents, ne conservant que des titres rendus fictifs par l'étreinte de l'appareil. Leur escorte de la « vieille garde » sera traitée avec plus de rudesse encore. Auxiliaires et serviteurs de Staline se répartissent les dépouilles, accaparent les charges et montent en grade. Le rempart bureaucratique se renforce autour du secrétaire des secrétaires.

Staline sait ménager les transitions indispensables à sa marche lente et prudente vers le pouvoir exclusif et absolu ; il rend ses contradicteurs inoffensifs dans le Parti mais utilise les plus capables dans les institutions subalternes, ou leur permet de s'y caser. De cette façon, il pallie l'insuffisance du personnel récemment promu et laisse aux minoritaires de marque latitude de s'amender à loisir, d'opter entre les convictions coûteuses et l'intérêt individuel immédiat. Dans les ambassades et les missions commerciales, les opposants pullulent, séparés les uns des autres, tenus de faire étalage d'orthodoxie devant l'étranger, réduits à l'impuissance. Il s'en trouve aussi beaucoup dans les bureaux économiques, les établissements scientifiques où l'on emploie d'ailleurs des menchéviks ralliés, des spécialistes de toutes catégories. Les plus durement frappés sont de modestes militants d'extraction ouvrière qui ont peine à trouver du travail ; mêlés aux

fonctionnaires en disgrâce, ces désœuvrés entretiennent une fermentation sourde que leurs leaders non résignés à la retraite et pressés d'en sortir prennent volontiers pour le symptôme annonciateur d'un « tournant ». La nouvelle opposition, moins apte que l'ancienne aux recherches théoriques où celle-ci se complaît, crée une organisation clandestine en règle et se berce de l'espoir de travailler à sa revanche. D'autre part, les bons offices d'amis communs et d'adversaires réconciliés, aplanissent les discordances trop visibles entre les divers groupes mécontents. Au lendemain d'une session du Comité central, en avril 1926, où les deux seules minorités représentées se manifestent par des réserves parallèles et des amendements analogues, un pacte est conclu, l'impossible se réalise sous l'enseigne du « bloc de l'opposition ». Zinoviev et ses partenaires rendent hommage à la clairvoyance de la gauche dont ils adoptent le programme économique d'Octobre. « Amnistie réciproque », dira Staline.

Dans ce « bloc sans principes » comme le qualifie aussitôt l'oligarchie régnante, Zinoviev réussit par ses tractations ingénieuses à faire entrer les quelques rescapés de l'Opposition ouvrière, très hostiles à Trotski. Les communistes géorgiens évincés par Staline en font également partie. La tendance classique du Centralisme démocratique étant déjà incorporée à la gauche appelée couramment trotskiste, toutes les oppositions battues y additionnent leurs faiblesses. L'accord des plus hautes personnalités entraîne l'adhésion de la plupart des partisans, non sans répugnance à vaincre dans le camp de Trotski. Les divergences d'opinions qui subsistent semblent secondaires au regard des points essentiels du programme commun : industrialisation du pays et démocratisation du parti. En réalité, on se soucie avant tout d'attaquer le monopole du pouvoir, non pour l'abolir mais pour en exproprier les détenteurs et l'exercer en partage.

Trotski avait pout ainsi dire livré la dictature à Staline par son imprévoyance, sa tactique d'expectative entrecoupée de réactions inconscéquences, ses faux calculs. Mais tout n'était pas perdu, le dernier mot pas encore dit. Or, avec le « bloc », il achève de se disqualifier comme chef politique en s'associant à des hommes sans caractère ni crédit, et dont rien ne pouvait compenser l'apport de déconsidération irrémédiable. Il n'a pas compris la nature de l'évolution du bolchévisme ni le nœud du problème à résoudre, quoi qu'il en dise après coup. Ses dons les plus brillants le desservent dans une lutte où ses qualités mineures

de Staline font merveille. Il croit gagner à ses idées ou à sa cause les « ouvriers de Léninegrad » abusés par Zinoviev désormais impuissant à les détromper, mais il introduit dans le « bloc » des germes de décomposition et des éléments de panique. Il a l'illusion de conquérir sinon la majorité, du moins au début une portion du Parti pour tenir Staline au respect, mais il oublie que le vrai Parti n'existe plus (n'avait-il pas écrit en toutes lettres : « Le Parti cessa d'être un parti » ?). Il espère dissiper la légende du trotskisme en s'amalgamant aux inventeurs de cette imposture mais il se range au léninisme des épigones dont il a signalé la dégénérescence. De contradictions en complications incompréhensibles au public, il perd toute chance de rassembler jamais dans cette voie une force sérieuse ou de dissocier la fraction adverse. La classe ouvrière dont il se targue de traduire les aspirations supérieures, déjà profondément désenchantée du cours de la révolution, n'attend plus rien d'aucune tendance d'un parti aux promesses aussi menteuses. Car les années passent, le dixième anniversaire d'Octobre est en vue et la condition du peuple empire de jour en jour.

En effet, le niveau de vie dans les centres industriels en 1926 retarde encore sensiblement pour l'ensemble des salariés sur celui de l'ancien régime. Les moyennes chiffrées dans la statistique avec une précision ridicule sont obtenues par des subterfuges étrangers à la science, mais les informations fragmentaires rectifient les fallacieux indices de la version officielle. Nul n'ignore parmi les intéressés quel cas Staline fait de la statistique et comment il ordonne de la remanier selon ses besoins. En tout état de cause, un nombre infime de prolétaires atteint ou dépasse le salaire moyen et le point de comparaison de 1914 indique un degré de misère. Riazanov avait fort bien dit à ce sujet : « Il y a des catégories d'ouvriers qui ont aujourd'hui 110 % du salaire d'avant guerre mais, en fait, ils vivent 100 % au-dessous d'un niveau humain d'existence. »

De plus : réductions illégales des salaires sous forme de multiples retenues pour cotisations obligatoires et souscriptions forcées ; retards prolongés dans la paie, souvent de plusieurs mois, impliquant la dépréciation du gain ; inégalité criante et abusive à l'usine, sans exemple en pays capitaliste, entre travailleurs spécialisés et manœuvres, entre hommes et femmes à travail égal ; inanité des lois et décrets de protection, de sécurité, d'assistance ; exploitation éhontée des femmes et des enfants, inapplication généralisée de la journée de huit heures,

violation courante des contrats collectifs par l'État-patron, tels sont les aspects de la situation constatée dans la documentation soviétique, à côté d'une creuse phraséologie de propagande. Quant à la crise du logement, elle correspond à un « état de choses catastrophique », reconnaît le Comité central ; la surface occupée en moyenne par ouvrier à Moscou n'atteint pas 3 mètres carrés ; la presse décrit avec maints détails sinistres les casernes vermoulues et malsaines où chaque habitant dispose, selon la formule admise, de la « dimension du cercueil ».

Il s'agit là des privilégiés du salariat. Mais une multitude de déshérités sont plus à plaindre encore. À travers les données incohérentes de divers organismes concurrents qui enregistrent plus de 1 million de chômeurs, privés de secours en général, la vérité se fait jour ; on la trouve en multipliant par quatre ou cinq le nombre avoué. Par ailleurs, Kalinine évalue à 15 millions d'individus l'excédent de main-d'œuvre à la campagne, le commissaire adjoint au Travail dira bientôt 25 millions. La population augmente de 3 millions d'unités par an, chômage et pauvreté en proportion.

Phénomène connexe : le vagabondage infantile, « notre plaie la plus terrible », disent les commissaires du peuple, « reproche vivant à notre conscience », écrit Sémachko. Des recensements officiels comptent jusqu'à 7, 8, 9 millions d'enfants abandonnés, réduits à la mendicité, au vol, à la prostitution, au crime. « Les racines du fléau sont non seulement dans le passé, mais dans le présent », note Kroupskaïa, affligée de discerner dans ce malheur « pour les trois quarts le produit, non de calamités et d'incurie d'autrefois, mais des conditions d'aujourd'hui, du chômage et surtout de la misère paysanne ». Quiconque eût tenu pareil langage, hors du cercle de l'aristocratie bolchéviste, se fût exposé à perdre ses derniers restes de libertés *.

* Les répressions arbitraires, la collectivités forcées, les famines « artificiellement organisées » par Staline n'ont pas seulement impliqué l'extermination de millions d'adultes. Elles ont eu pour conséquence l'abandon de millions d'enfants aux hasards et caprices d'un sort impitoyable. Ces malheureux orphelins sans abri, sans ressources, sans secours d'aucune sorte, livrés au vagabondage et voués à la délinquance, voire au crime pour survivre n'importe comment, ont péri en grand nombre de faim, de froid d'épuisement, de maladie et de châtements corporels. Beaucoup, devenus criminels invétérés, ont été recrutés par la Guépéou, enrégimentés, « rééduqués », dressés pour devenir as-

Dzerjinski, un des rares personnages responsables dont le franc-parler tranchât sur la satisfaction de commande des fonctionnaires peureux, avait précisé les causes de la sous-consommation infligée à la population soviétique par la pénurie de produits ouvrés et la majoration des prix agricoles qu'elle détermine : recul des industries fondamentales (charbonnages, sidérurgie, etc.) par rapport à 1914, chute de la productivité du travail malgré le paiement aux pièces, hausse du coût de fabrication, arrêt des importations. Par tête d'habitant, la consommation a baissé en moyenne de plus de la moitié, de près des deux tiers quant à certaines denrées de première nécessité. Cela n'empêche pas les gouvernements d'annoncer pour la dixième année du régime bolchéviste une production égale au niveau d'avant-guerre. « En Russie, terre classique du mensonge et du charlatanisme, les chiffres ont une valeur essentiellement relative et se prêtent avec une merveilleuse élasticité à toutes les métamorphoses », lit-on dans l'ouvrage déjà cité de F. Lacroix sur les *Mystères de la Russie*.

L'opposition unifiée ne pouvait fermer les yeux au tableau peu réconfortant des « frais généraux » de la révolution. Stimulée par ses éléments les plus proches de la classe ouvrière, compagnons de Saporonov ou de Chliapnikov, et animée d'un désir bien naturel de popularité, il lui fallut inscrire à son programme les revendications élémentaires des travailleurs. Mais elle n'imaginait rien que la majorité n'acceptât pas et la solution n'en sera pas avancée, faute de ressources pour réaliser. Par crainte de paraître mériter les imputations déplaisantes de menchévisme ou de pessimisme, elle n'osait mettre en question les limites de la *nep*, esquissées par Lénine à tâtons, ni aborder de front la réforme du système de gouvernement. Sa politique économique encore imprécise ne modifie en rien la « ligne générale ». Elle ne préconise aucun moyen praticable à brève échéance pour combler le déficit de l'industrie et des transports, réparer l'usure de l'outillage, reconstituer les fonds de roulement épuisés, réduire les prix de revient,

sassins et bourreaux en service commandé. Un petit nombre ont été recueillis dans des asiles improvisés, puis incorporés dans l'armée. Il n'y a pas de statistique exacte possible. N. Kroupskaïa affirme que 7 millions d'enfants abandonnés ont été enregistrés (*Pravda*, n° 51, Moscou, 1923). Elle donne le chiffre de 8 millions à la fin de 1923. Lounartcharski en a estimé la quantité à 9 millions (*Isvestia*, 26 février 1928). (Cf. V. Zenzinov : *les Enfants abandonnés en Russie soviétique*, Paris, Plon, 1929.)

refréner la spéculation des intermédiaires, stabiliser le tchervonetz en déclin. De ce fait, ses propositions pour le maintien des salaires réels et le respect des huit heures ne sortent pas de la sollicitude abstraite des bolchéviks envers le prolétariat, car des décisions identiques abondent depuis bientôt dix ans, sur le papier. Son réquisitoire contre la bureaucratie n'excède pas les paroles de certains dirigeants ; Dzerjinski déclare au Comité central : «   regarder tout notre appareil, tout notre système de direction, notre bureaucratisme inouï, notre incroyable désordre avec toutes les formalités possibles, je suis littéralement horrifié » ; Boukharine avait reconnu, dans un discours au congrès de la jeunesse communiste, le danger d'un « figement de caste » et la « dégénérescence incontestable » découlant de l'« immunité absolue » des communistes. L'opposition n'a donc pas le monopole de la critique réformatrice platonique ni de la bonne volonté inefficace. En matière de démocratie, Sokolnikov avait fait scandale en parlant de tolérer d'autres partis, approuvé du seul Ossinski désireux de voir légaliser les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires pour obliger les communistes à s'unir contre l'ennemi commun.

Une différenciation plus nette entre les deux fractions se dessine à propos des problèmes de l'économie dirigée. La gauche traditionnelle découvrait l'origine de tous les maux dans un retard dangereux de l'industrie sur l'agriculture et e t voulu y parer en activant le progrès industriel, conformément à un plan d'ensemble, afin de réaliser la soudure entre la ville et la campagne, d'a-harmoniser l'offre et la demande en marchandises. La majorité alléguait contre la « déviation industrialiste » le manque de disponibilités financière de l' tat. En son nom, Staline augurait au récent congrès : « ...Comme l'insuffisance des capitaux est sensible chez nous, le développement ultérieur de notre industrie ne sera probablement pas aussi rapide que jusqu'à présent. » Le passage de son rapport qui motive en détail cette remarquable prévision rétorque les suggestions gauchistes, exagérées à dessein :

« On pourrait investir deux fois plus pour le développement de l'industrie, mais *l'allure de développement industriel deviendrait si rapide que nous ne pourrions la supporter*, vu la grande insuffisance de capitaux

disponibles, et qu'elle *nous perdrait à coup sûr*, outre que les réserves manqueraient pour créditer l'agriculture.

« On pourrait développer deux fois plus notre importation, surtout d'outillage, pour forcer l'allure du développement de l'industrie, mais cela pourrait provoquer un excédent d'importation sur l'exportation, créerait une balance commerciale passive et *saperait notre monnaie, c'est-à-dire la seule base sur laquelle soient possibles la planification et le développement de l'industrie.*

« On pourrait forcer l'exportation, sans tenir compte du marché intérieur, mais cela entraînerait infailliblement *de graves complications dans les villes par un énorme enchérissement des produits agricoles, une baisse des salaires réels et une certaine famine artificiellement organisée, avec tout ce qui s'ensuit.* »

Les industrialistes ne croyaient pas indispensable d'affecter des crédits à l'agriculture et, au contraire, prétendaient tirer de la campagne les moyens de subventionner l'industrie. Dans ses études pour l'Académie communiste et son ouvrage très discuté, *l'Économique nouvelle*, Préobrajenski essaie d'en établir la démonstration théorique ; selon sa thèse, l'accumulation capitaliste primitive telle que Marx l'analyse dans *le Capital* indique l'étape inévitable à traverser par toute société socialiste sans colonies, pour constituer un « fonds d'accumulation » aux dépens des producteurs paysans. Les vues inopinées de Kamenev en 1925 sur la prospérité des koulaks apportent leur confirmation inespérée à l'algèbre économique de la gauche, décelant une source importante de revenus et de subsides à l'intérieur, à défaut de concours financiers de l'étranger. Le « bloc » s'oriente vers différents procédés de prélèvement sur le capital agraire et marchand : emprunt forcé, nouvel aménagement des impôts, refonte des prix. Le koulak et le nepman deviendraient ainsi, malgré eux, commanditaires de l'industrie d'État.

Le Comité central, en avril 1926, dans la manière léninienne de s'approprier les idées de toute opposition saine pour les rendre inopérantes, avait admis « comme tâche principale » l'industrialisation et pour remède au désordre la « discipline du plan ». Rykov, rapporteur officiel sur la situation économique et le budget, attribue au retard de l'industrie la disette de marchandises et la stagnation de l'agriculture dont souffre l'Union soviétique. Mais Staline, durant le débat, tourne en ridicule les grands plans disproportionnés aux ressources de la

Russie, entre autres le projet d'usine électrique géante sur le Dniepr qu'il compare à l'achat ruineux d'un phonographe superflu par tel moujik ayant plutôt besoin de réparer sa charrue. Dans un compte-rendu à Lénine, il fait ensuite de fréquentes allusions à la « déviation industrialiste », sur le mode impersonnel, vu l'incertitude où le laissent encore les tergiversations de l'opposition. Tout en réitérant le « mot d'ordre de l'industrialisation proclamé par le quatorzième Congrès » et en certifiant que « notre pays est entré dans une nouvelle période de la *nep*, une période d'industrialisation hardie », il polémise : « On ne peut développer l'industrie dans le vide, on ne peut développer l'industrie s'il n'y a pas de matières premières dans le pays, s'il n'y a pas de vivres pour les ouvriers, s'il n'y a pas une agriculture tant soit peu développée, marché principal de l'industrie. » Plus encore qu'en Amérique, dit-il, l'industrie doit s'appuyer « sur le marché intérieur, et avant tout le marché paysan ». Il faut pousser l'exportation mais sans priver la population, « car les ouvriers et les paysans veulent se nourrir comme des hommes ». Ne pas verser dans les exagérations du genre Dnieprostroï : « Chez nous, on aime parfois construire des plans industriels fantastiques sans compter avec nos ressources. Les gens oublient parfois qu'il est impossible d'édifier des plans industriels, ni telles ou telles entreprises plus ou moins grandioses, sans un certain minimum de ressources, sans un certain minimum de réserves. » Enfin, avec un sous-entendu transparent, Staline tance « les gens qui considèrent les masses laborieuses paysannes comme un corps étranger, comme un objet d'exploitation pour l'industrie, comme une sorte de colonie ». Contre la gauche industrialiste, il s'érige en protecteur des paysans.

Trotski avait repoussé en 1923 toute pression fiscale supplémentaire sur les cultivateurs pour que « le paysan devienne plus riche », incontestable précédent à l'« enrichissez-vous » de Boukharine. « On aime parfois chez nous qualifier de koulak tout paysan qui a de quoi manger », dit Zinoviev en 1924. Trotski pense toujours en 1925 à élargir le « cadre des rapports capitalistes-marchands à la campagne », à renforcer l'« économie capitalise *farmer* ». Mais la même année, Kamenev découvre le danger koulak et reproche au Comité central de le sous-estimer. Et en 1926, le « bloc » affirme l'existence de réserves considérables chez les paysans aisés : voilà où l'État peut piser les ressources nécessaires à l'industrie, pour le plus grand bien immédiat

du prolétariat. Deux bonnes récoltes dans un pays ruiné auraient suffi à justifier la volte-face.

Dzerjinski répondra le 20 juillet 1926, à l'assemblée plénière des comités centraux : « Les moujiks ont thésaurisé 400 millions de roubles, soit 4 roubles par tête... » Le discours décousu et passionné qui contient cette brève et pertinente remarque, comme aussi les quelques lignes citées sur le bureaucratisme, est son dernier acte politique ; le fondateur de la Tchéka meurt après avoir quitté la tribune d'où il a jeté de violentes apostrophes à Kamenev et à Piatakov, ses contradicteurs, et menacé l'opposition de sa « poudre sèche » pour l'automne. Menace disparue du texte imprimé mais qui a fait grande impression sur l'auditoire. La session du « parlement bolchéviste » s'est déroulée dans une ambiance de tension et de nervosité extraordinaires, non pas tant par suite des désaccords sur les questions économiques débattues que des circonstances politiques du moment. La mort de Dzerjinski, consécutive à des paroles comminatoires qu'on se garde de reproduire dans la presse, porte au comble une émotion née d'autres événements : le « bloc » de l'opposition s'est ouvertement déclaré, « sérieusement et pour longtemps » dira Zinoviev, la lutte pour le pouvoir entre dans la nouvelle phase.

Dès qu'il apprend la tournure des pourparlers noués entre ses adversaires, Staline s'évertue à entraver la jonction. Il vise d'abord à discréditer Zinoviev et Kamenev en imprimant une lettre inédite où Lénine flétrit les « déserteurs » d'Octobre, texte retranché des *Œuvres* mais déjà mis en circulation illégale dans le Parti par les soins des trotskistes. Les deux amis ripostent en exigeant la publicité du Testament dont ils ont naguère contribué à étouffer la divulgation, dont Trotski et Kroupskaïa ont tout récemment nié par ordre l'existence. Refus de Staline, qui redouble de précautions policières pour paralyser l'activité clandestine des factieux ; car de nombreux documents prohibés se colportent sous le manteau, les conciliabules souterrains se multiplient et les grèves spontanées prennent une ampleur inquiétante dont la gauche pourrait profiter. Des partisans de Zinoviev se hasarrent à convoquer dans un bois une réunion où prend la parole en personne le commissaire adjoint à la Guerre, Lachévitch ; bien entendu, il s'y trouve l'inévitable mouchard et Staline tient son prétexte pour porter un grand coup. Une lettre privée saisie à Bakou servira, quoique vieille de deux ans, aux préparatifs ; le signataire, Medvédiév, est un

ancien membre de l'Opposition ouvrière englobée dans le « bloc » en formation. Staline utilise au maximum ce qui lui tombe sous la main. Accabler les comparses, ce sera frapper indirectement les leaders, peut-être leur en imposer.

La *Pravda* ouvre soudain campagne contre un nouveau « danger de droite » pour compromettre le gauche ; la lettre confisquée, mais tronquée, falsifiée, fournit les éléments. Medvédiév a osé envisager, dans l'intimité de sa correspondance, l'opportunité d'une large politique de concessions, comme avant lui Lénine, d'une extension de la *nep*, à l'instar de Krassine. C'en est assez pour l'accuser de « menchévisme cent pour cent ». Il a écrit en confidence ce que beaucoup de bolchéviks disent tout bas, même autour de Staline, d'une implantation artificielle de sections communistes en divers pays et des prétendus représentants à Moscou de la révolution internationale, « valetaille » soudoyée par l'« or russe ». Cela suffit pour crier au reniement, à la liquidation. Medvédiév et ses camarades n'ont aucun moyen de se disculper en public. Lachévitch et autres, pas davantage. Journaux, éditions, réunions sont au service exclusif du Politbureau. Des agents du Secrétariat propagent l'idée insidieuse que l'opposition se met non seulement hors le parti, mais hors l'État. D'aucuns réclament des exclusions, des sanctions exemplaires. Staline a besoin d'exagérations verbales de cet ordre pour intervenir en modérateur, par comparaison, avec des solutions moyennes mais d'autant mieux réalisables.

À l'ouverture de la session de juillet 1926, dans une lourde atmosphère propice aux rumeurs d'alarme où revient sans cesse le mot de Thermidor, il ne reste qu'à ratifier les mesures délibérées dans les bureaux de Staline. La Commission de contrôle a tout préparé pour intimider la nouvelle opposition, présumée pusillanime. Staline se flatte, dans le privé, de « mettre à genoux » Zinoviev et Kamenev. Mais ceux-ci se montrent solidaires de tous les militants convaincus de « fractionnisme » ou de « défaitisme ». Ils font une déclaration de ralliement aux thèses de la gauche dont ils avaient vilipendé avec tant d'insolence le trotskisme imaginaire. Un peu tard, ils s'indignent de l'état de siège instauré à demeure dans la Parti, mais sans songer à revendiquer les libertés constitutionnelles pour tous dans l'État. On rappelle en vain leurs attaques furibondes si récentes contre Trotski, leur intention de l'exclure, voire de l'emprisonner, on cite leurs articles, leurs diatribes oratoires. Ils dévoilent en réponse la machination

de l'antitrotskisme, où leur part n'a pas été la moindre, les agissements de la *semiorka* et le reste. Zinoviev convient avoir commis en 1923 une faute plus grave encore qu'en 1917 : « Oui, sur la question de l'oppression de l'appareil bureaucratique, Trotski a eu raison contre vous. » Il requiert la lecture du fameux Testament dont chacun parle par ouï-dire, et censé ne pas exister. Staline se sent contraint de donner connaissance des lettres de Lénine tenues secrètes sur la question nationale, sur le plan d'État ; car la curiosité excitée l'emporte un instant sur la discipline de fraction, sans toutefois l'entamer. Trotski seul bénéficie de cette rétrospection, mais devant une assistance inébranlable ; les minoritaires étaient 18 au début de sa session et seront 18 à la fin. Sur le nombre, 5 parmi lesquels Smilga, Racovski ; Ossinski, constituent un « groupe-tampon » pour amortir les chocs, ruse tactique sans conséquence ; Staline voit clair dans tous les jeux, si ses ennemis n'entendent rien au sien.

De nouveaux désaccords ont surgi, cette fois sur la politique internationale. L'opposition reproche à Staline d'avoir décidé, sans consulter le Politbureau et au risque de provoquer un conflit armé, l'envoi intempestif d'un ultimatum à la Chine au sujet du chemin de fer de Mandchourie. Elle le rend responsable de la conduite des communistes polonais qui ont appuyé Pilsudski lors d'un coup d'État militaire. Elle l'interpelle sur la collaboration stérile des syndicats ouvriers de l'Union soviétique et de la Grande-Bretagne, sur le rôle de Tomski dans la grève générale britannique de mai. Car rien ne se fait au nom de « Moscou », à l'extérieur comme à l'intérieur, que sur l'initiative ou avec l'agrément décisif de Staline. Le dernier différend amorce une interminable polémique où un certain « comité anglo-russe » va prendre une place démesurée, pour embrouiller encore des questions assez complexes.

Trotski avait écrit en 1925 sur l'avenir de l'Angleterre un livre où il prévoit d'imminentes secousses révolutionnaires dans ce pays et la victoire finale du communisme. Le Politbureau, ayant à mener simultanément la politique étrangère de l'État soviétique, opportuniste par nécessité, et l'action de l'Internationale communiste, révolutionnaire par définition, s'était engagé avec le Conseil général des trade-unions dans une étrange diplomatie, par l'intermédiaire de ses syndicats bureaucratisés. Le Comité anglo-russe de hauts fonctionnaires des deux organisations devait assurer entre elles l'entente et la coopération,

mais dans une équivoque de principes dont les parties contractantes cherchaient à tirer respectivement profit : les Anglais, affectant des sympathies pour le communisme, escomptaient une recrudescence de relations commerciales à l'avantage de leurs nationaux, tant capitalistes que chômeurs ; les Russes affichant un trade-unioniste insincère, espéraient se servir des trade-unions à leurs fins égoïstes. La grève générale de soutien aux mineurs, en 1926, parut à Trotski confirmer ses prophéties et l'échec rapide du mouvement, résulter d'une trahison des leaders ; il en conclut à la nécessité de dissoudre le comité mixte pour démasquer les « traîtres »... « Ni Racovski, ni Radek, ses amis, ni Zinoviev, son allié de fraîche date, ne partageaient cette opinion simpliste. Tomski, principal dirigeant des syndicats russes, avait approuvé la décision de mettre fin à la grève, et la fraction de Staline pensait encore utiliser le comité.

L'opposition, gagnée à l'avis de Trotski, ajoute une faute à tant d'autres en faisant un cheval de bataille de la « question anglaise », dépourvue d'intérêt direct pour le peuple russe en détresse. Elle perd son temps au Comité central et s'use à huis clos en discours inutiles que la presse ne publiera pas. Elle prête le flanc aux représailles sans nécessité tactique et se laisse supplanter de ses dernières positions gouvernementales sans pouvoir se défendre ni savoir y renoncer. Elle cimente enfin la majorité au lieu de la désagréger.

Pour Staline, le bilan de la rencontre de juillet 1926 est positif. Peu lui importent les belles constructions doctrinales de ses détracteurs et l'éclat de leur littérature. Il s'appuie sur des réalités humaines plus terre à terre, dans sa politique à la petite semaine : Lachévitch, pris en flagrant délit d'insubordination, relevé de ses fonctions militaires et exclu du Comité central, désigné pour un poste secondaire en Sibérie ; Zinoviev, suspect de connivence, éliminé du Politbureau où Roudzoutak le remplace ; Kamenev, démissionnaire malgré lui du Soviet de Moscou, renvoyé du commissariat du Commerce que prend en main Mikoïan ; Kouïbychev, choisi comme successeur de Dzerjinski au Conseil économique supérieur ; Ordjonikidzé, Mikoïan, Kirov, Andriév, Kaganovitch, nommés suppléants au Politbureau, — « telles sont les « conclusions d'organisation » tirées par Staline et entérinées avec une précision mécanique par les comités centraux. Contre ces minutieuses dispositions, les meilleures thèses du monde ne prévau- dront pas de sitôt.

Après les reniements au sommet, l'épuration à la base : révocations par milliers surtout à Léninegrad où fourmillent encore les réfractaires en dépit de l'unanimité de surface, « déplacements administratifs » vers des régions où le thermomètre descend en hiver à 45 degrés ou plus, selon la méthode ordinaire. « Nous avons vaincu, mais non convaincu », avoue Kalinine au retour d'une mission punitive à Léninegrad. Un inconnu, Ossovski, est exclu du Parti à grand fracas, pour l'exemple ; tant pis à ceux qui ne comprendront pas l'avertissement. Par une singulière concordance de pensée et d'expression simultanée, des dépêches reçues de toutes les villes de province approuvent « entièrement et complètement » les rigueurs du Comité central avec quelque surenchère. L'ironie bureaucratique immanente veut que « Zinoviesk » exige plus de sévérité envers Zinoviev. La mise au point de l'appareil permet déjà d'obtenir de pareilles motions télégraphiques de Berlin et de New York, de Paris et de Londres, de Prague et de Stockholm, où les émissaires du Secrétariat remplissent leur besogne de souffleurs auprès des sections « bolchévisées » de l'Internationale communiste.

En augmentant le nombre des suppléants au Politbureau, Staline assure ses arrières avec une véritable prescience car les nouveaux promus, qui lui sont redevables de leur carrière improvisée, le soutiendront si besoin est contre les titulaires susceptibles de lui manquer. Ordjonikidzé, son compère de toujours, Mikoïan, autre Caucasiens à sa traîne, Kirov, nanti à Léninegrad des pouvoirs retirés à Zinoviev, n'avaient jamais rêvé de monter si haut ; Andréiev et Kaganovitch ont une aberration « trotskiste » passagère à racheter, et Staline est assez psychologue pour voir dans un transfuge le plus soumis ses serviteurs. Après ce qui s'est passé depuis la mort de Lénine, bien des médiocres peuvent convoiter un siège au Comité central ou à la Commission de contrôle, bien des dignitaires de troisième zone aspirent à graviter autour du Politbureau. Staline exploite de tels sentiments avec une maîtrise déroutante pour ses antagonistes entichés de supériorité intellectuelle.

Il ne s'en tient pas à manipuler les hommes. La tradition de Lénine le hante et l'oblige à remuer aussi des idées. Hommes et idées, au surplus, sont pour lui inséparables et il ne comprend celles-ci qu'à travers. À l'Exécutif de l'Internationale où Zinoviev, président dérisoire, n'a plus le droit d'ouvrir la bouche, il s'en prend aux déviations de

droite et d'extrême-gauche », autrement dit à tous ceux qui contestent un ou plusieurs lieux communs dogmatiques de la majorité ; il raille la « morale de curé » d'un contradicteur qui voudrait mener la « lutte idéologique » en évitant de « discréditer les chefs de l'opposition ». Il renouvelle son assertion connue : « Je dois dire qu'une telle lutte n'existe pas dans la nature. Je dois dire que quiconque admet la lutte sous la condition de ne pas déconsidérer les chefs nie en fait la possibilité de toute lutte idéologique dans le Parti. » Du moins les opposants sont-ils dûment avertis mais, loin d'agir en conséquence, ils s'obstinent dans d'infécondes abstractions.

Acharné à vilipender les individus pour décrier leur pensée ou rabaisser leurs mobiles, Staline n'oublie pas de se mettre en relief pour affermir sa politique. Mais il a soin de dire le contraire de ce qu'il fait, de faire le contraire de ce qu'il dit. Prononçant à Tiflis le discours en partie autobiographique déjà cité, il rabroue les flatteurs qui l'ont traité de héros d'Octobre, de chef de l'Internationale, etc. : « Ce ne sont que des sornettes, camarades, et une exagération absolument inutile. » D'autre part, il ne néglige aucun moyen de la réclame mercantile afin d'acquérir la notoriété que ses actes ni ses œuvres ne lui ont encore pas conférée. Les journaux illustrés reproduisent par ordre son portrait, sans réussir à le rendre populaire, et les murs de tous les bureaux se couvrent d'une photographie à tirage illimité où il figure à côté de Lénine... avant la rupture que tout le monde ignore (au Gosizdat, plusieurs fois épuisé, sévit un fonctionnement « stalinien », comme on dira désormais pour désigner sa clientèle). Après Stalingrad, il lui faut donner son surnom à d'autres localités ; Iouzovo devient Stalino et Iouzovka, Staline. Il y aura un jour Stalinabad, puis Stalinsk et même Staline-Aoul au Caucase. Des fonctionnaires serviles se font valoir en baptisant ainsi des rues, des établissements, des entreprises ; Staline de ne désavouera pas car ils vont au-devant de ses désirs. De plus en plus, le conformisme bureaucratique consiste à honorer dans l'hypocrisie, par des signes extérieurs, la personnalité du secrétaire général.

Même contraste brutal entre la théorie et la pratique quand Staline, dans son rapport d'avril 1926 à Léninegrad, exhorte au démocratisme de ses auditeurs, qui savent à quoi s'en tenir. Il y blâme les procédés de « brigadiers de police » instaurés sous Zinoviev mais lui-même les exerce, renforcés au décuple, dans toutes les Russies. « Le Parti doit

s'engager fermement et résolument dans la voie de la démocratie intérieure », déclare-t-il sans sourire devant des sous-ordres dont aucun n'est élu ni contrôlé d'en bas, et qui ont mandat d'effacer tout vestige de liberté, d'annihiler toute velléité d'indépendance. « La méthode de persuasion est la principale méthode de notre travail », mais il s'exprime par antiphrase dans un milieu où le pli est pris, sous prétexte de discipline, de réprimer la moindre objection de conscience et démarche autonome de l'esprit comme attentat aux mœurs ou crime de lèse-révolution.

L'historien futur qui voudrait tendre à l'objectivité en se référant aux seuls documents officiels aura du mal à discerner le vrai du faux dans les textes écrits ou parlés de Staline. Celui-ci n'est pas le premier homme d'État auquel la plume et la parole servent tantôt à travestir les desseins, tantôt à masquer la déficience du savoir. Mais dans les conditions matérielles et spirituelles de la Russie, et avec la technique moderne de l'intimidation et de la propagande, il lui sera permis d'atteindre en ce sens un degré inconnu avant l'« expérience » dite soviétique. L'observation s'applique au même titre à ses auxiliaires. À mesure que le monopole de son parti évolue en omnipotence du Secrétariat, on voit plus souvent les autocrates prôner la démocratie, les bureaucrates dénoncer la bureaucratie, les dilapideurs prêcher l'économie, les ignorants vanter la science et la réalité contredire en tous points l'idéal.

Après la vive altercation de juillet, Staline cherche à priver les opposants de leur arme préférée en lançant un appel « à toutes les organisations du Parti et des Soviets » pour réprover le bureaucratisme, les gaspillages, le laisser-aller : « Nos appareils économiques et administratifs dévorent 2 milliards de roubles environ par an. Nul doute qu'on puisse réduire ces dépenses de 300 à 400 millions, au profit de notre industrie. » C'est exactement la thèse de la gauche, à quelque 100 millions près. Anomalie sans précédent : le message est signé de Rykov, président du Conseil des commissaires, de Staline comme secrétaire du Comité central communiste, de Kouïbychev en qualité de président de la Commission de contrôle du Parti. Adresse et signatures impliquent pour la première fois une usurpation publique d'attributions et de prérogatives, violation ouverte de la Constitution dont aucun article ne prévoit l'immixtion attitrée de fonctionnaires d'un parti quelconque dans les affaires de l'État. Mais en vertu des

pouvoirs que lui assure la Guépéou, Staline codifie de son propre chef la situation de fait. S'il concède encore sur le papier une part d'autorité au Conseil des commissaires, c'est pour la galerie et toujours par souci de transition.

Dans son discours de Tiflis, il commente surtout la grève générale d'Angleterre et les événements de Pologne. Mais à moins d'être versé dans la casuistique spéciale du bolchévisme décadent et entraîné à l'exégèse de ces sortes de choses, on aurait peine à distinguer ses vues de celles de la gauche. Au reste, il ne se gêne pas pour mettre à large contribution Trotski et Zinoviev, sans indiquer ses sources, quitte à conclure autrement ou à éviter la conclusion. Quand il s'aventure à produire une idée originale, par exemple : « ... Le parti communiste anglais est une des meilleures sections de l'Internationale communiste », en parlant d'un groupement qui compte pour zéro dans la vie sociale britannique, il donne la mesure de sa compétence mais l'atrophie de l'esprit critique des gouvernés autant que la poigne vigilante lui épargnent toute contestation désagréable. Sauf entre les murs du Politbureau et du Conseil économique supérieur, où Trotski et Piatakov luttent pied à pied et d'où rien ne transpire, l'opposition se tait et attend son heure.

Avait-elle acquis la sagesse de laisser mûrir la mésentente qui déjà s'esquisse dans la fraction majoritaire ? Cela n'eût pas convenu à Staline dont l'intérêt était de précipiter l'éviction des irréductibles. Une conférence du Parti va se tenir en octobre 1926, le congrès étant ajourné à l'année suivante ; le tout est de placer l'assemblée devant un fait accompli. Et puisque l'opposition ne paraît pas pressée de se battre, Staline entreprend de la provoquer.

Il s'entend aux opérations de cette nature. En septembre commence une « campagne d'explication », c'est-à-dire de diffamation, contre la minorité bâillonnée. Trotski et Piatakov sont éliminés des organes dirigeants de l'économie, Kamenev refuse de partir pour le Japon. Les opposants calomniés, couverts d'outrages, assaillis de menaces, n'ont pour se défendre que les feuilles dactylographiées en cachette et les conversations clandestines. Le gros du parti ne sait rien de leurs déclarations, de leurs « thèses ». Kroupskaïa se décide enfin à communiquer copie du fameux Testament, aussitôt transmis à l'étranger où les amis de Trotski l'impriment. Mais en Russie, la diffusion souterraine est insignifiante et d'ailleurs trop tardive pour avoir quelque effet.

Dans ces conditions, tout combat serait sans espoir dans le présent, sans valeur pour l'avenir. Cependant l'opposition défiée ne sait pas se résigner longtemps au silence qui permettrait de *wait and see*, seule tactique de circonstance. Elle ne comprend pas encore qu'il lui faut « rééduquer la nouvelle génération et viser loin », entreprise de longue haleine, et aussi « ne pas s'énerver, ne tracasser ni soi-même, ni les autres, apprendre, attendre », comme Trotski devait l'écrire plus tard, mais trop tard. Elle voit toujours dans le Parti une unité inaltérable dont un malentendu passager la sépare. Après un long débat intérieur où se heurte la prudence des uns et l'impatience des autres, elle se résout à franchir le pas décisif. Le premier jour d'octobre 1926, ses principaux militants font irruption dans les cellules communistes d'usine pour répondre aux attaques des suppôts de Staline. Celui-ci n'en demandait pas davantage.

Les annales du bolchévisme sont assez riches d'après démêlés, d'acerbes polémiques, d'épisodes passionnés et bruyants. Mais dans ce parti où Lénine ne tutoyait pour ainsi dire personne, une stricte courtoisie a presque toujours été de règle, même au plus fort de la guerre civile, et les exceptions détonnent. L'ère de Staline inaugure de nouveaux usages.

L'opposition s'en aperçoit à l'accueil qui lui est réservé dans les réunions ouvrières : cris et injures, bordées de sifflets, vacarme systématique. Des équipes volantes d'énergumènes sont dépêchées à plein camions sur les points où les gauchistes apparaissent, avec ordre de couvrir les voix dissidentes par divers moyens imités du fascisme, de rosser au besoin les mécontents, de les expulser de vive force. Staline peut se dispenser de donner à cet égard des instructions précises ; ses majordomes le devinent à mi-mot et l'impunité est garantie aux hommes de main. En général, l'opposition ne réussit pas à se faire entendre ; y parviendrait-elle que le résultat serait inchangé car les prolétaires se perdent dans des considérations trop savantes des théoriciens et par-dessus tout ont peur du chômage indéfini. Radek obtient la parole... pour trois minutes et Trotski, pourtant salué d'une ovation dans la même usine, est contraint de quitter la tribune après une intervention aussi brève, sans pouvoir exposer son programme. « Le Parti ne veut pas discuter », affirme et répète la *Pravda*. Un accès factice d'hystérie collective agite la bureaucratie en fureur. La presse consacre des pages entières à vitupérer en prose les renégats, les fraction-

naires, les contre-révolutionnaires ; Demian Biedny, rimeur officiel, les invective et les persifle en vers. Molotov, directement inspiré de Staline, ne rougit pas de les incriminer d'émigration sous le tsarisme, comme si Lénine et toute la rédaction de l'Iskra n'avaient montré l'exemple, après Herzen et Bakounine, après Lavrov et Plékhanov. L'antisémitisme même sert à médire des leaders de l'opposition. Détail piquant, l'université Zinoviev anathémise le « travail criminel scissionniste » de celui dont elle porte le nom. Et Kirov professe en conservant son sérieux : « S'il faut parler de démocratie, alors il n'y a jamais eu de plus grande démocratie que celle d'aujourd'hui dans l'histoire de notre parti. »

En quelques jours de ce démocratisme sans pareil, l'opposition acculée au dilemme : soumission ou insurrection, opte pour la retraite. Le 4 octobre, elle offre la paix au Politbureau qui pose des conditions et, le 16, elle s'incline. Par une déclaration de Zinoviev, Trotski, Kamenev, Piatakov, Sokolnikov et Evdokimov, elle reconnaît ses infractions à la discipline, condamne sa propre activité de fraction, désavoue Kroupskaïa pour une innocente allusion dans un discours au dernier congrès, répudie ses partisans à l'étranger, renie enfin ses membres de l'ancienne Opposition ouvrière. Sans abjurer ses convictions intimes, il est vrai, elle s'engage à rester en état de catalepsie politique, à se soumettre sans réserve aux comités centraux que, précisément, Staline a convoqués en session plénière pour prendre acte de la capitulation et confirmer les sanctions : Trotski et Kamenev écartés du Politbureau, remplacés par Kouïbychev et S. Kossior ; V. Smirnov, du centralisme démocratique, exclu du parti pour avoir parlé sans permission ; une série de modestes militants blâmés, déplacés, révoqués. Quant à Zinoviev, invité à démissionner de la présidence de l'Internationale, il s'exécute peu après. Vers la fin du mois, tout l'essentiel étant résolu, la conférence peut s'ouvrir...

Staline a préparé des thèses sur le « bloc d'opposition » auquel il impute un manque de principes, une idéologie défaitiste, de l'opportunisme, du menchévisme, du trotskisme, et reproche de détruire l'unité du Parti, d'affaiblir la dictature. Il rappelle encore la célèbre défaillance de Zinoviev et Kamenev en Octobre, ressasse tout ce qui a été dit cent fois sur les diverses questions litigieuses, réfute à nouveau la déviation industrialiste : « L'industrialisation du pays ne

peut être réalisée qu'en s'appuyant sur l'amélioration progressive de la situation matérielle de la majorité paysanne. »

En séance, il fait un long rapport sur le thème. Après son historique partial des dissensions récentes, il recommence la dissertation rebattue sur le socialisme dans un seul pays, puis remonte aux vieilles controverses du passé comme celle de la « révolution permanente » pour opposer Lénine à Trotski. Il rudoie Zinoviev qui lui attribue un « esprit national borné » et Radek qui l'a tourné en ridicule, à l'Académie communiste, avec des allusions aux satires de Chtchédrine, en plaisantant le « socialisme dans un seul district » ou même « dans une seule rue ». Il cite la phrase malencontreuse de Trotski sur la « merveilleuse musique historique du socialisme grandissant », et des appréciations malsonnantes de Zinoviev et de Trotski l'un sur l'autre, et leurs rétractations postérieures, et encore et toujours Lénine auquel se réfèrent sans trêve les opposants contre lui. Aux industrialistes, il réitère une fois de plus : « On ne peut faire progresser l'industrie en passant outre aux intérêts de l'agriculture, en violant brutalement ces intérêts. » Enfin, Trotski ayant prévu l'exclusion finale de toute l'opposition, il dément : « Cette assertion du camarade Trotski est dénuée de tout fondement, est absolument fausse. »

Les mandataires de la minorité, présents de droit à la conférence en tant que membres du Comité central, sont autorisés à répondre devant l'appareil décidé à ne rien entendre et à tout interpréter au pire. Ils dépensent leur temps et leur peine à discourir pour cet auditoire hostile comme s'ils reconnaissaient en lui l'authentique représentation du parti et se limitent à des généralités prudentes sur un ton amène qui ne correspond ni à l'acuité du conflit, ni à la gravité du moment. Réduits à la défensive, empêtrés dans les fils de leur stratégie infructueuse, ils renoncent aux meilleurs arguments, estompent les divergences, émoussent la pointe de leurs critiques. La manœuvre prend le pas sur leurs maximes au point de les rendre méconnaissables. Pour prouver la disparition du trotskisme, Kamenev lit une rétractation de Trotski sur la révolution permanente : « L'expérience l'a montré irréfutablement, sur toutes les questions de quelque importance fondamentale où l'un d'entre nous s'est séparé de Lénine, il est indubitable que Lénine a eu raison. » Or, dans sa brochure sur *le Cours nouveau*, Trotski avait écrit naguère : « En ce qui concerne la théorie de la révolution perma-

nente, je ne vois décidément nulle raison de rétracter ce que j'ai écrit à ce sujet en 1904, 1905, 1906 et plus tard. »

Il va de soi que ces subtilités, indéchiffrables aux profanes, rebutent les derniers ouvriers fidèles au communisme et les détournent de l'opposition comme de l'appareil. Elles ont encore l'inconvénient d'enfouir sous d'obscures chicanes les questions vitales et d'actualité. Bien que les deux fractions s'accordent pour sauvegarder le monopole de leur parti et faire appel en vain à l'arbitrage posthume de Lénine, la droite reproche à la gauche on ne sait quel opportunisme revêtu de phraséologie révolutionnaire, une déviation petite-bourgeoise et social-démocratique, cependant que la gauche reproche à la droite d'idéaliser la *nep*, de sous-estimer la puissance économique des Koulaks, etc. Pratiquement, l'opposition propose d'exonérer d'impôts les paysans pauvres, d'élever les salaires ouvriers, d'augmenter les subventions à l'industrie, tout cela au moyen de 1 milliard de roubles à récupérer, moitié par une restriction des dépenses bureaucratiques, moitié par des taxes supplémentaires sur la bourgeoisie des villes et des campagnes. Déjà sous le coup d'une accusation de démagogie, et peu sûre de ses parallèles historiques, elle n'ose parler ouvertement de Thermidor ni appeler Staline fossoyeur de la révolution ou tsar des koulaks, comme on le chuchotte, ni comparer à voix haute Vorochilov au général Cavaignac.

En terminant sa conclusion, Staline triomphe d'annoncer que « la camarade Kroupskaïa s'éloigne du bloc d'opposition ». L'avant-veille, on avait eu connaissance d'une lettre de Chliapnikov et Medvédiév, extorquée sous la menace, et dont les signataires confessent leurs erreurs, se déjugent, s'humilient et se repentent. Le ressort moral de nombreux opposants a faibli dans l'impasse où Trotski et Zinoviev se sont fourvoyés, de nouveaux désaccords tactiques desserrent les rangs de l'opposition désaxée. Saprionov et les siens se sentent mal à l'aise avec les « grands seigneurs » de l'industrialisme. Staline est au courant et intrigue de son mieux pour activer la différenciation, tandis que l'appareil s'emploie à accentuer la pression extérieure : cellules, rayons, comités manifestent un loyalisme unanime et fanatique dont personne n'est dupe.

Pendant la conférence, la « lutte idéologique » continue sans relâche à l'extérieur. Zinoviev se plaint d'une citation poétique tirée d'Alexandre Blok par un journal de Saratov : « Est-ce notre faute si

vosre squelette craque dans nos lourdes et tendres pattes ? » Dans la *Pravda*, Larine évoque l'alternative : « ou l'exclusion et l'écrasement légal de l'opposition, ou la solution de la question à coups de canon dans les rues, comme avec les socialistes-révolutionnaires de gauche en juillet 1918 à Moscou. » Boukharine en délire jure dans un éditorial, au nom du parti, de défendre « comme la prunelle de ses yeux la pureté léniniste de son idéologie » et proclame intangible l'« héritage » contesté de Lénine.

La dispute se poursuit, en décembre, à l'Exécutif de l'Internationale, devant ceux que Medvédev avait définis comme de la « valetaille » salariée. Staline eût pu éviter un nouveau simulacre de débat mais il préfère sauver la face et se poser en idéologue du communisme universel, en continuateur de Lénine dont il n'est pour l'instant que l'héritier, tout au plus l'imitateur. Sans lassitude, il réédite l'exposé déjà lu ou entendu à satiété par chacun des figurants, la kyrielle d'extraits des *Œuvres* de Lénine compilés dans ses interventions antérieures. Trotski et Zinoviev donnent la sempiternelle réplique, flétris le lendemain par la *Pravda* qui crie à l'indiscipline. Clara Zetkin, convertie au léninisme, se moque de leur « sac plein de citations » et le chœur des suiveurs internationaux honnit les hétérodoxes.

Mais les chefs de l'opposition, sous l'influence de leurs partisans excédés de diplomatie, ont haussé le ton pour démontrer la constance de leurs idées. Staline, à son tour, se fait plus agressif, plus violent, voire plus grossier. Il exhume toutes les fautes d'antan, réelles ou supposées, de ses contradicteurs et révèle l'incident de la dépêche de félicitations adressée par Kamenev au grand-duc Michel, lors de la révolution de Février. Kamenev invoque pour sa défense une dénégation signée de Lénine, mais Staline la récuse en disant que Lénine a écrit sciemment le contraire de la vérité, dans l'intérêt du Parti. À ce degré d'animosité triviale, encore inconnu de gens qui se piquaient naguère de correction d'attitude comme de rigueur doctrinale, l'inimitié personnelle et l'esprit de coterie éclipsent l'« idéologie » dont il est tant question dans la littérature politique officielle. Trotski, attentif à découvrir une lutte de classes derrière toute lutte de cliques, ne veut pourtant pas admettre l'observation sensée de Jaurès : « L'histoire est une mêlée étrange où les hommes qui se combattent servent souvent la même cause. » Il expliquera ses défaites sans rien expliquer par la sourde poussée des paysans prospères et l'influence

du capitalisme mondial, réfractées à travers l'empirisme laborieux de Staline.

Le Parti était donc entré dans la dixième année de la révolution plus désuni que jamais. La scission prévue par Lénine se réalisait peu à peu, en virtualité. Dans les deux camps, on s'apprête à de nouveaux chocs dès la fin de 1926, sans tenir compte d'aucune promesse, de démocratie à droite, de discipline à gauche. Staline dispose sur l'échiquier où le prétendu trotskisme ne représente que de faibles pions, ses pièces maîtresses : Ordjonikidzé, à la présidence de la Commission de contrôle ; Tchoubar, à la place de suppléant rendue ainsi vacante au Politbureau ; Boukharine, au gouvernail de l'Internationale, sans titre présidentiel ; de moindres personnages, partout où l'appareil ne lui semble pas assez sûr. De son côté, l'opposition achève de s'organiser en parti clandestin au sein du parti unique, avec sa hiérarchie en miniature, son Politbureau, son comité central, ses agents régionaux et locaux, ses groupes de base, ses cotisations, ses circulaires, son chiffre de correspondance. Pourtant, Zinoviev découragé hésite à persévérer. La tendance de Sapronov songe à frayer sa propre voie. Dans l'entourage de Trotski, le doute commence à ronger bien des certitudes. Mais un nouveau problème vient raviver soudain l'antagonisme des fractions : la guerre civile en Chine, où la *Pravda* entend une fois de plus le « tonnerre » de la révolution mondiale ».

Depuis la fin de Yuan Chi-kaï, la République chinoise livrée aux militaires pillards et aux *toukiouns* féodaux traversait des temps troubles, en l'absence de pouvoir stable et reconnu au-delà de certaines frontières provinciales. Les généraux à la solde des grandes puissances rivales se partageaient une autorité éphémère sur l'immense territoire, avec des alternatives d'avance et de recul, d'alliances et de ruptures. Mais deux pôles d'attraction avaient fini par se constituer : au nord la réaction militariste, Tchan Tso-lin entête, avec Moukden pour centre ; au sud la révolution démocratique, guidée par Sun Yat-sen qui siégeait à Canton. Le gouvernement nominal de Pékin, aux mains d'Ou Pei-fou, ne pouvait se faire obéir que dans l'ancienne capitale, malgré l'appui au christianisme et considéré alors comme instrument des États-Unis, vendaient, prêtaient ou retiraient leur concours, selon mille vicissitudes. Grâce à la politique de Lénine mettant la Chine sur pied d'égalité, sans égard aux « traités inégaux »,

le bolchévisme exerçait un ascendant considérable sur le mouvement révolutionnaire national. Ioffe, comme ambassadeur de l'Union, avait négocié et amorcé une intelligente coopération russo-chinoise dont Karakhan, son successeur, vit les premiers résultats : en 1925, de son lit de mort, Sun Yat-sen dictait deux messages — l'un au Kuomintang, son parti, l'autre à l'Exécutif des Soviets — exprimant le vœu d'un contact permanent des deux révolutions et d'une alliance durable entre les deux pays solidaires. Adossé la Mandchourie, avec l'aide du Japon, Tchan Tso-lin réussit à étendre ses opérations vers le sud, en se réclamant de la morale traditionnelle de Confucius contre la doctrine de Sun teintée de socialisme, puis à prendre Pékin et même pour peu de temps, Changhaï. Mais le Kuomintang, soutenu au-dedans par la bourgeoisie nationaliste, les étudiants libéraux, les ouvriers et les paysans, et du dehors par l'Union soviétique en dépit de violences des soudards dont souffrait le prolétariat révolté, avait levé en encadré des troupes d'une mentalité nouvelle, capables de battre les mercenaires sans idéal. L'université chinoise de Moscou que dirigeait Radek, les officiers instructeurs envoyés de Russie à l'école militaire de Canton, parmi lesquels Blücher sous le nom de Galen, enfin les conseillers bolchévistes auprès du parti communiste incorporé au Kuomintang, comme Boubnov et Borodine, dispensateurs de larges subsides, n'étaient pas pour rien dans la marche victorieuse des Sudistes vers le nord et dans la vallée du Yang Tsé, sous le commandement de Chang Kaï-chek. En 1926, les rapports de forces évoluent en faveur des Rouges. Ou Pei-fou, battu par Tchang, par Feng, par Chang et par d'autres, s'efface peu à peu de la scène, comme aussi Sun Chuan-fang, autre général de même espèce vénale et d'importance temporaire. Feng est décidément rallié au Kuomintang. Les armées dites « populaires » ont occupé Hankéou, progressent sur Nankin et Changhaï. Ainsi se dessine à grands traits simplifiés la situation en Chine, au moment où Staline prend une part active à la direction de l'Internationale.

Le jeune parti communiste chinois n'avait pas renoncé de plein gré à sa presse indépendante, à sa physionomie politique, à ses coudées franches, pour devenir l'aile gauche impuissante du Kuomintang bourgeois. Cette ligne de conduite lui était imposée de Moscou. Staline et son inspirateur et idéologue Boukharine prétendaient favoriser une évolution socialiste en Chine par la pénétration dans le Kuomin-

tang, où devait être scellé un « bloc des quatre classes » révolutionnaires du pays et de l'époque. La faiblesse de la bourgeoisie chinoise, dit Staline en novembre 1926 à l'Exécutif de l'Internationale, justifie une telle tactique et autorise même la participation communiste au pouvoir capitaliste. Il attendait de la victoire des Cantonais les libertés démocratiques « pour tous les éléments révolutionnaires en général et pour les ouvriers en particulier ». Pour ne pas alarmer cette bourgeoisie insignifiante et pour rassurer Chang Kaï-chek avec lequel il a échangé naguère à Moscou des photographies dédicacées, il prescrit par ses émissaires de fermer les yeux sur la sanglante répression des grèves dans le Sud, de faire confiance aux chefs sur la sanglante répression des grèves dans le Sud, de faire confiance aux chefs civils et militaires de Canton. Il défend d'armer les ouvriers, de créer des soviets, d'encourager les rébellions paysannes qu'il ordonne même de freiner. Déjà en mars 1926, quand Chang Kaï-chek avait accompli à Canton un coup d'État militaire pour mater les communistes, la presse soviétique eut la consigne de taire la vérité, cependant que Boubnov enjoignait à ses subordonnés chinois de se soumettre. Ceux-ci, selon Borodine, devaient remplir le rôle de « coolies » politiques du Kuomintang admis comme parti « sympathisant » dans l'Internationale.

Trotsky, d'ailleurs en désaccord avec Radek et Zinoviev sur divers points, exigeait au contraire une politique et une organisation distinctes pour soustraire les communistes à la tutelle du Kuomintang. De part et d'autre, on fouillait les *Œuvres* de Lénine pour y trouver une solution introuvable. En effet, Lénine a toujours recommandé à ses disciples de soutenir tous les mouvements révolutionnaires, fussent-ils bourgeois et nationalistes, de conclure tout compromis avantageux avec les partis démocrates ou libéraux, mais à condition de ne jamais aliéner leur liberté ni perdre de vue le programme socialiste, de ne pas se fondre ni se confondre avec de tels partis. Trotsky pouvait s'en prévaloir à bon escient. Mais Staline assimilait le Kuomintang au Labour Party dans lequel ont cherché à s'introduire les communistes britanniques sur le conseil instant de Lénine. C'était sans nul doute méconnaître la différence de nature sociale entre les deux partis et la disparité des circonstances historiques. En outre, le Kuomintang se transformait après la disparition de Sun Yat-sen comme le parti bolchéviste après Lénine...

En mars 1927, à la suite de l'entrée de Chang Kaï-chek à Changhaï où s'est formé, en majorité de Rouges, un pouvoir « populaire », deux ministres communistes participent au gouvernement national de Hankéou. En avril, le président du Kuomintang ; Wan Tin-wei, et le secrétaire du parti communiste, Tchen Dou-siou, proclament leur entente indéfectible et la subordination des autorités militaires au pouvoir civil. À Moscou, Staline irrité contre l'opposition qui bouge se porte garant de la fidélité de Chang Kaï-chek au testament de Sun Yat-sen et à l'alliance soviétique, devant une large assemblée de militants « actifs ». Radek annonce à l'inverse la dislocation fatale de la coalition nationale-communiste et signale le danger imminent des mitrailleuses de Chang pour les ouvriers. Quelques jours plus tard, on apprend la nouvelle d'un coup d'État militaire à Changhaï : des centaines de travailleurs massacrés, bientôt des milliers, le gouvernement rouge dissous par l'armée « populaire », les agents de Moscou en fuite, le parti communiste traqué. Les mêmes faits, précédés d'une perquisition à l'ambassade des Soviets à Pékin, se répètent à Nankin, à Canton et ailleurs. La presse soviétique éclate en imprécations fulmine de colère et vocifère d'impuissance. Chang Kaï-chek n'est plus qu'un déserteur, un traître, un contre-révolutionnaire, un féodal, un dictateur, un bourreau, un Cavaignac, un Galliffet. Staline a tout juste le temps d'empêcher l'insertion de son pitoyable discours dans la *Pravda*. Mais le désastre du Pacifique l'éclabousse de sang ouvrier. L'opposition indignée entre en effervescence, une adresse au comité central présentée par 83 gauchistes se couvre de signatures. La lutte des fractions reprend de plus belle, sur le thème de la Chine, dans le second trimestre de 1927.

Staline a essuyé sans chanceler une commotion dont nul n'eût échappé sous tout régime quelque peu démocratique. Et pour cause : il jouit du monopole absolu de l'information et du commanditaire, de l'imprimerie et de la tribune. La presse entière lui appartient et loue effrontément sa clairvoyance. Non seulement l'innombrable appareil administratif, économique et politique, mais la police et l'armée sont à ses ordres, par personnes interposées. Il peut déjà tout se permettre, sauf contre un membre du Politbureau ou du Comité central sans l'assentiment de la majorité. Aucun despote en aucun temps et dans aucun pays, n'a jamais encore disposé de tels moyens de tromper l'opinion et, le cas échéant, de la dompter. Les opposants atteignent au

plus, par la diffusion orale et dactylographique, deux ou trois dizaines de milliers d'individus au cours de plusieurs mois. La déclaration des Quatre-Vingt-Trois recueille environ 3 000 signatures, mais la plupart des réfractaires non catalogués s'abstiennent pour ne point s'exposer en pure perte aux représailles. Bon nombre de petits cercles ouvriers vivotent, en secret, sans communiquer entre eux afin d'échapper aux espions qui foisonnent, professionnels ou bénévoles. L'apathie collective et l'instinct de conservation individuelle donnent carte blanche à Staline, réserve faite des privilèges de l'« oligarchie » à sauvegarder.

Au début du XIX^e siècle, le chef-d'œuvre de Griboïédov, *le Malheur d'avoir de l'esprit*, interdit par la censure, fut copié à quelque quarante mille exemplaires selon certains biographes. Les écrits de Trotski en sont là, dans la dixième année du bolchévisme d'État. Ce n'est pas le seul indice de recul d'un siècle, réaction qui rend de plus en plus frappants les parallèles entre Tsar de fer et Secrétaire d'acier.

Quant Staline assouvit sa vindicte en rayant Trotski de l'histoire officielle de la révolution, qu'il dénature les faits et falsifie les textes, qu'il purge les librairies de tout livre véridique ou document authentique mais contraire à ses vues et qu'il expurge les récits vécus, les mémoires de contemporains, témoins ou participants, et même les papiers inédits de Lénine pour dénier à son principal adversaire tout rôle en 1917 et dans la guerre civile, quand il fait célébrer les anniversaires de l'Armée rouge en supprimant le nom obsédant et qu'il ordonne de tourner le film *Octobre* comme si Trotski n'avait jamais existé, comment ne pas rappeler l'observation de Custine sur le souverain autocrate qui « modifie selon son bon plaisir les annales du pays et dispense chaque jour à son peuple les vérités historiques qui s'accordent avec la fiction du moment » ? Empire tsarien ou république soviétique, « en ce pays, la vérité historique n'est pas plus respectée que ne l'est la religion du serment ». On a vu suspendre le tirage de certaines feuilles d'une *Encyclopédie soviétique* pour modifier sous presse la biographie des gens qui avaient cessé de plaire. Le grand public était à peine mieux renseigné sur le présent que sur le passé, sur les défaites en Chine que sur les victoires en Russie. Staline poursuit l'opposition même du tombeau ; au retour des cendres de Sklianski, décédé d'accident aux États-Unis, n'a-t-il pas refusé à l'urne funéraire la sépulture de la place Rouge, comme pour illustrer encore Custine :

« Les morts en Russie sont assujettis eux-mêmes aux fantaisies de l'homme qui régit les vivants » ?

Après les sinistres mécomptes de Changhaï et de Canton, la série noire s'allonge avec l'arrestation à Pékin de vingt communistes chinois, aussitôt condamnés au supplice horrible de la strangulation par le garrot. Parmi eux, un fondateur du Parti, le professeur Li Ta-tchao et une jeune fille, Cheng Pai-ming. Mais Staline se multiple en thèses et en discours imperturbables pour se donner raison malgré tout, pour admonester de haut l'opposition trop pressée de rompre avec le Kuo-mintang et de créer des soviets en Chine méridionale. Il fonde à présent ses espoirs sur Feng Yu-siang, le général chrétien qui se réclame de Sun Yat-sen mais comme tant d'autres prétoriens à vendre, et comme tous les frères ennemis du bolchévisme se disent fils spirituels de Lénine.

Les affaires d'Extrême-Orient ne l'intéressent d'ailleurs qu'en fonction de sa position dans le Parti. Ses familiers ne cachent pas le projet de décapiter l'opposition en « liquidant » les meneurs les plus encombrants ; exclus du parti, ces intraitables seraient livrés à la Guépéou. Mais pour cela, le consentement du Politbureau est encore nécessaire. Or, on raconte au Kremlin et alentour dans la langue du métier que le Politbureau, amputé de sa gauche, se divise en droite et centre, par 4 voix contre 4. On nomme Rykov, Boukharine, Tomski et Kalinine comme droitiers, sans savoir exactement de quoi il retourne. La moitié du Politbureau paralyse ainsi l'autre moitié (le neuvième membre, Kouïbychev, fait l'objet d'une contestation car les statuts stipulent l'incompatibilité des fonctions au Comité central et à la Commission de contrôle). Staline se trouve donc en difficulté passagère au « sommet ».

La façon dont il va se tirer d'embarras éclaire bien sa supériorité sur le plan inférieur où il se meut avec souplesse. En prévision de l'éventualité, il a élargi sans discontinuer le Politbureau et le Comité central pour s'y entourer le plus possible de commis dociles. Mais sa fraction n'est pas encore homogène car il a dû compter avec de ces vieux bolchéviks dont Lénine ne faisait pas grand cas intellectuel mais qui ont servi d'appoint pour battre Trotski, puis Zinoviev. Tant que le processus en cours ne sera pas achevé, tant que la camarilla stalinienne proprement dite ne formera pas au Politbureau la majorité dans la majorité, Staline devra transiger, ruser, temporiser. C'est pourquoi

il ne brusque rien et travaille en silence à modifier les proportions numériques à son avantage, ne fût-ce que d'une unité.

Trotsky avait cru pouvoir à diverses reprises s'attaquer d'emblée à tout le noyau stable du Comité central. Zinoviev avait tenté une opération inconsidérée en deux temps, contre Trotsky de concert avec Staline, puis contre Staline par ses seuls moyens. Staline, lui, ne laisse rien au hasard et ne risque aucun conflit déclaré sans prendre la mesure précise de ses forces, ni avant de pointer les voix à classer. Aussi faut-il suivre de près les ennuyeuses mutations bureaucratiques, les chassés-croisés de fonctionnaires : dans ces ternes combinaisons réside le secret immédiat et palpable de la dictature du Secrétariat, pour qui veut s'épargner de sonder ce que Carlyle entend par les « régions obscures et indescriptibles de l'histoire ».

Staline avait contre lui un ensemble de traditions plus ou moins respectables, de tendances statistiques consacrées par le temps, de réputations faites ou surfaites. Pour accoutumer le Parti, ou plutôt les principaux cadres, à une transformation des mœurs et à une révision de la table des valeurs, il fallait procéder sans hâte par gradations insensibles. Après avoir nettoyé le Politbureau, il prépare les esprits à l'épuration du Comité central ; rien ne presse pour aller plus loin : on admet plus facilement les disgrâces que les amputations. Ayant retardé d'abord de quelques mois, puis d'un an le congrès du Parti, il ajourne d'autant le congrès des Soviets et renvoie à date imprécise le congrès de l'Internationale. Petit à petit, l'habitude s'établit de laisser faire les comités centraux, leurs bureaux, et, en dernier ressort, le secrétaire général. Quand la droite commence à le gêner au Politbureau, Staline patiente et compose, sûr du Comité central, et spéculant avec une perspicacité indéniable sur la maladresse de ses adversaires, sur la poltronnerie de ses complices. Et de fait, l'une et l'autre lui viendront en aide au bon moment. L'époque est fertile en occasions et prétextes.

Les relations diplomatiques de l'Union soviétique avec l'Angleterre conservatrice, très altérées déjà par l'immixtion russe dans les grèves, se tendent à l'extrême en 1927 après les complications de Chine. Staline profite de l'atmosphère favorable à l'exaltation patriotique pour prendre au mot l'opposition qui, devant le Comité central en avril et dans la récente déclaration des Quatre-Vingt-Trois, a eu l'imprudence d'affirmer : « Les menaces de guerre augmentent chaque jour. » Exploitant cette justification involontaire de l'état de

siège, il alerte la population ignorante et proclame la révolution en péril, trop heureux de mettre la gauche en posture de seconder l'ennemi. Des harangues de Boukharine et de Vorochilov avait déjà provoqué un début de panique, une ruée sur les magasins ; Staline dut apaiser l'émotion en déclarant : « Nous n'aurons pas la guerre au printemps ni à l'automne parce que nos ennemis n'y sont pas prêts. » L'épouvantail de la guerre agité par les opposants ne peut que favoriser l'appareil : plus proche est le danger, plus sévère la dictature. Fin mai, Trotski intervient avec une violence exceptionnelle et vaine devant les fantoches de l'Exécutif de l'internationale ; il mêle le Comité anglo-russe, le Kuomintang, le bureaucratisme soviétique et la guerre en perspective. Staline, en répondant, lui refuse toute considération, « d'autant plus qu'il rappelle plutôt un acteur qu'un héros », mais discute cependant pied à pied, argumente pour ne pas forcer l'allure de la révolution en Chine, pour maintenir l'entente avec le Kuomintang, pour s'opposer à la création de soviets chinois, et conclut : « Je viens de recevoir la nouvelle que le gouvernement conservateur anglais a décidé de rompre avec l'U.R.S.S... D'aucuns menacent le Parti de guerre et d'intervention. D'autres de scission. Il se forme une sorte de front unique de Chamberlain à Trotski... Ne doutez pas que nous sachions briser ce nouveau front. » Le ton s'envenime, avec les accusations mutuelles de menchévisme et de trahison.

L'opposition ne cesse d'apporter un concours indirect à Staline par sa tactique étourdie qui solidarise des hommes déjà disposés à se séparer. Elle tombe sans retenue sur Tolski, à propos du Comité anglo-russe, et sur Boukharine, à cause de la Chine, de manière à les rapprocher de leur protecteur. Staline saisit l'instant propice et somme le Politbureau de proposer d'exclure Trotski et Zinoviev du Comité central, sous menace de démission. Sans se douter de toute la gravité d'un acte qui ouvre à l'arbitraire policier un champ illimité, la droite cède, puis, à son tour, la Commission de contrôle, malgré la résistance inattendue d'Ordjnikidzé. Une situation extérieure d'apparence tragique sert à point la manœuvre de Staline. L'assassinat de Voïkov, ambassadeur soviétique à Varsovie, détermine à Moscou une répercussion terroriste foudroyante : vingt ci-devant capitalistes et aristocrates, parmi lesquels un prince Dolgoroukov, étrangers à l'attentat mais traités sans avis préalable en otages, sont exécutés par la Guépéou. La main de

Staline ne tremble pas et le Politbureau ne peut s'en passer en de telles circonstances où l'on parle au Kremlin d'un nouveau Sarajevo.

La Commission de contrôle motive sa résolution sur l'« indiscipline de Trotski et Zinoviev » par l'activité fractionnaire des coupables : l'opposition a violé ses promesses, répandu sa littérature clandestine, manifesté en accompagnant à la gare Smilga, banni en Sibérie sous couvert de mission (récidive accentuée d'une démonstration analogue, le jour du départ de Kamenev pour Rome) ; en outre, Zinoviev s'est permis des critiques lors d'une cérémonie commémorative, et Trotski de même à l'Exécutif de l'Internationale, avant de « jeter au Parti l'accusation calomnieuse de thermidorianisme » devant la commission qui soumet à la session plénière plénière des organismes centraux la « radiation de Trotski et Zinoviev de la liste des membres du Comité central ». Il n'y pas encore d'exemple de surprise en pareil cas. Rien ne semble plus devoir entraver l'action de la Némésis bureaucratique.

Mais Staline joue de malheur en Chine où Feng Yu-siang, marchant sur les traces de Chang Kaï-chek, lui inflige une cuisante déconvenue et se tourne contre les communistes. La *Pravda* couvre d'insultes le nouveau « traître », ce qui ne gêne pas les divers généraux chinois pour pendre ou fusiller les Rouges de toutes nuances, décimer les syndicats ouvriers, noyer dans le sang les émeutes paysannes. « Plus de dix mille prolétaires et intellectuels révolutionnaires ont déjà succombé sous les coups des meurtriers de la contre-révolution unifiée. Journallement, on égorge par centaines les meilleurs fils de la Chine. Les prisonniers sont soumis à des tortures indicibles », lit-on dans un manifeste de Moscou. Il ne reste à Staline qu'à miser sur Wan Tin-wei, porte-parole de la gauche au Kuomintang, pour courir à un nouvel échec et constater la débâcle de la révolution sociale en Chine, l'écroulement de ses dernières illusions, la faillite scandaleuse de sa stratégie aventurière. L'ultime péripétie est accomplie en juillet 1927 quand s'ouvre la session, dans un désarroi invraisemblable.

Pour détourner l'attention de ses lourdes responsabilités, Staline recourt à une audacieuse diversion qui ne trompe aucun militant averti mais peut troubler la conscience des suiveurs : désigner des victimes expiatoires, rejeter sur ses subordonnés chinois, instruments et victimes, susciter ainsi une crise opportune dans le parti communiste de

Chine. Il a déjà ordonné de sortir du gouvernement national de coalition, sinon du Kuomintang, et il s'empare enfin du mot d'ordre de l'opposition, créer des soviets, comme devenu actuel une fois la partie perdue. Mais son artifice essentiel consiste à faire planer sur le parlement bolchéviste la menace de guerre.

« Le problème capital du moment présent est celui du danger d'une nouvelle guerre... dirigée surtout contre l'Union soviétique », écrit-il sans y croire (car dans les conversations privées, il a le cynisme d'ironiser sur cette fable). La gauche donne dans le panneau, d'autant plus volontiers qu'elle a été la première à semer l'alarme. La question de la guerre devient l'axe des débats. « L'Union soviétique est menacée d'une agression armée et dans ces conditions, il faut... que notre parti forme un bloc solide et que la masse qui l'entoure serre également ses rangs », dit Kroupskaïa qui trouve naturel de faire la leçon à sa fraction d'hier. Seuls, Tchitchérine et Ossinski contredisent la thèse de panique, avec des paroles de sang-froid et de bon sens que l'avenir allait confirmer. Trotski affirme la volonté des gauchistes de combattre pour la « patrie socialiste » sans souscrire à aucune « union sacrée », mais juge Staline incapable d'assurer la victoire et pose l'alternative : « Thermidor ou l'opposition ». Taxé de défaitisme, il se justifie par l'exemple d'un Clemenceau hostile au gouvernement de son pays et de sa classe non pour nuire à la défense, mais pour mieux conduire la guerre. Quand on l'interrompt en lui rappelant l'existence du parti, il répond : « Le Parti, vous l'avez étranglé », mais il exprime toujours sa foi irraisonnée dans ce parti que Sapronov appelle un « cadavre » Staline raille le « Clemenceau d'opérette » et son « petit groupe qui a plus de chefs que de soldats ». Que pèsent les signatures rassemblées au bas de la déclaration des Quatre-Vingt-Trois, au regard de l'immense majorité dont il se dit l'interprète ? Et le ton change avec l'avertissement final : « Pour balayer cette majorité, il faudra commencer la guerre civile dans le Parti. C'est net, Staline ne se laissera pas arracher le pouvoir sans résister par les armes. L'opposition, elle, s'en tient à des phrases.

À part la hantise artificielle d'une guerre, dominant l'assemblée, presque tous les sujets de discorde mâchés et remâchés depuis la mort de Lénine sont remis à nouveau sur la tapis, désaccords d'Octobre, divergences pendant la guerre civile, antécédents du Trotskisme, Comité anglo-russe, affaires de Chine. Les deux fractions infatigables

s'escriment en redites, défis et menaces. Mais la partie décisive se livre en réalité, comme d'habitude, dans la coulisse où le monolithisme de l'appareil présente de sérieuses fissures, au vu et au su de tous.

Staline se faisait fort de séparer Trotski de Zinoviev, d'exclure le premier, de mettre à genoux le second. Le calcul n'était pas faux mais la prévision quelque peu prématurée. À force de hurler à la guerre imminente, les trompeurs avaient fini par se convaincre eux-mêmes à moitié et par émouvoir la plupart des trompés. Allait-on, peut-être à la veille d'une mobilisation générale, se priver des services de combattant valeureux comme Trotski, Smilga, Mouralov, Mratchkovski et tant d'autres ? Ordjonikidzé ne pouvait s'y résoudre et cherchait un compromis. Des délégués provinciaux s'en inquiétaient, arguant de l'impréparation des esprits. L'exclusion, cependant, fut votée à l'unanimité, selon la règle, mais par une procédure irrégulière en l'absence du rapporteur non consentant, Ordjonikidzé, et dans un grand malaise.

Il est loisible à Staline de se contenter du résultat obtenu, pour ensuite pousser plus loin son avantage. Mais rien ne le presse dans le Parti à l'heure où nul ne peut désormais le contrarier dans l'État : le congrès prévu pour décembre 1927 sera sélectionné de façon à élire un vrai Comité central de tout repos. La discussion préalable, en novembre, coïncidera avec les fêtes du dixième anniversaire, dans une étouffante atmosphère d'enthousiasme savamment organisée qui facilitera la tâche de l'appareil omnipotent. Staline compose donc avec Ordjonikidzé, lequel invite la gauche à une attitude plus conciliante pour lui tendre la planche de salut. Trotski et Zinoviev y consentent et, après des tractations confuses, de pénibles marchandages, l'exclusion est annulée, l'opposition s'engage encore une fois à se dissoudre et sen tire avec « un blâme sévère et un avertissement ». Douze jours de règlement de comptes, d'altercations exaspérées avortent en remontrance anodine. Mais Staline a louvoyé sous le vent avec la certitude absolue d'arriver à ses fins. Si le prétexte lui manque, il saura le forger.

« Jamais encore autant qu'aujourd'hui, l'opposition n'a eu tant de conviction inébranlable en sa position ni tant d'unanimité », dit Trotski. Mais à la vérité, sa fraction désorientée a perdu ou va perdre, outre Kroupskaïa, plusieurs personnalités en vue, originaires du cercle de

Zinoviev, notamment Sokolnikov, Zaloutski, Chelavine, Zof, qui ont fait amende honorable. Chaque semaine, d'autres opposants plus effacés reconnaissent leurs erreurs et parfois s'abaissent à dénoncer leurs camarades, en gage de soumission servile. À l'inverse, le groupe de Sapronov s'est détaché pour adopter une contenance plus franche et radicale ; sa plate-forme des Quinze signale le danger pressant d'un Thermidor, réclame le rétablissement des soviets, revendique les principes démocratiques de Lénine formulés dans *l'État et la Révolution*, critique la Guépéou qui « dirige son action contre le mécontentement légitime des ouvriers » et l'Armée rouge qui « menace de se transformer en instrument approprié à une aventure de genre bonapartisme ». La dislocation ainsi commencée n'est pas enrayable, encore que Trotski s'obstine à en interpréter les symptômes comme des troubles de croissance.

La faiblesse de la minorité tient pourtant beaucoup moins à la loi du nombre qu'à son incapacité intrinsèque de raisonner dans le concret, à ses insolubles contradictions internes, à l'obscurité opaque de sa perspective.

Pour Trotski, le Parti a cessé d'être un parti, le Parti est étranglé, mais le Parti reste à jamais sacré, intangible et tabou. À ses yeux, l'État, le prolétaire, le koulak, le nepman, le bureaucrate, sont autant d'abstractions définies, comme le Parti. Il a d'abord tablé sur la jeune génération qui, dans l'ensemble, montre toutes les tares de la précédente en plus des siennes propres, les qualités en moins. Le bon sens et l'expérience lui conseillent de prendre le temps d'en instruire une élite mais, prisonnier de politiciens vulgaires dans un « bloc » malheureux, il agit comme s'il en partageait l'absurde impatience et les aberrations incurables. En visant l'oligarchie, il attaque certains individus, non le principe et n'intéresse nullement à ses buts le gros de la classe ouvrière dont il escompte l'active adhésion.

L'opposition fait surenchère de léninisme dogmatique et mystique, contribuant à abasourdir sous une avalanche de citations captieuses des Écritures, quand ce n'est pas de littérature ardue sur la Chine, le peuple qui manque de tout et n'a plus que des devoirs sans droits. Dans la nouvelle religion d'État, elle représente par ses meilleurs éléments, contre le jésuitisme de l'ordre castocratique des fonctionnaires, non la libre pensée ou le rationalisme mais une sorte de protectionnisme ou de jansénisme respectueux du commun Évangile. Certes,

comme Renan l'écrit de Port-Royal, on peut dire que son noyau initial a fourni, dans le parti privilégié et au mépris des privilèges, « les seuls caractères qui n'aient pas fléchi devant l'universelle fascination du pouvoir » ; mais le peu d'opinion publique encore vivante alors ne distingue ni droite ni gauche dans les nuances du bolchévisme dégénéré, à plus forte raison ni le bien ni le mal. Les sympathies qu'attirent, éveillent ou conservent les opposants ne vont pas, en général, à leur doctrine mais aux hommes assez courageux pour désobéir à la dictature, pour donner à d'ex-citoyens devenus sujets passifs l'exemple onéreux du civisme révolutionnaire.

Trotsky appréhende un Thermidor, suivi de l'inéluctable Brumaire, dans l'éventualité de sa défaite, mais il déclare à des Américains, en août 1927, à propos des deux forces en lutte : « Ce qui nous sépare est incomparablement moindre que ce qui nous unit. » Il se voit dans la posture de Babeuf sous le Directoire et voudrait fomenter un sursaut de jacobinisme prolétarien ; mais, loin de concevoir un supplément de révolution pour supprimer le système d'oppression et d'exploitation-soviétique, il n'en imagine que la réforme mesurée pour la perpétuer.

Ses vues de politique extérieure ne sont pas plus convaincantes, on sent trop la préoccupation de charger Staline de responsabilités collectives où Lénine eut sa large part originelle, où tous les léninistes de marque ont trempé dans la mesure de leur importance. Il se garde de mettre en cause le dualisme politique traduit entre autres cas, par le Parti solidaire en paroles des communistes turcs et par l'État allié en fait de Mustapha Kemal qui les envoie à l'échafaud ; mais il s'indigne de collusions avec Mussolini auquel Rykov a télégraphié d'étonnantes félicitations. Son argumentation est peu probante quand il rend Staline seul responsable des revers et des malheurs sur l'arène internationale où le communisme n'en enregistré que des défaites, en Allemagne, en Hongrie, en Finlande, en Italie sous Lénine, en Allemagne encore, en Bulgarie, en Estonie sous la direction de Zinoviev, avant les échecs d'Angleterre et les catastrophes de Chine.

L'inconséquence de la tactique parachève les antinomies de la théorie et l'illogisme de la politique ; l'opposition n'a su ni mettre en œuvre son plain d'influence et de ressources en temps utile, ni patienter ensuite et laisser mûrir une conjecture favorable sans renoncer à travailler à ses revanches. En distribuant les coups à tort et à travers, elle réalise contre soi le maximum d'unité bureaucratique et ligue

avec Staline tous les intérêts conservateurs, conscients ou non, au lieu de désarmer les uns, de neutraliser les autres. Passant de l'expectative stérile à l'offensive sans espoir, elle fonce à l'aveugle sur le « mur » du Parti et se met à dos ceux qu'elle entreprend par ailleurs de convertir à ses idées. Elle disperse sur des problèmes d'exégèse doctrinale ou de stratégie insurrectionnelle l'attention qu'il s'agirait de concentrer sur la question primordiale du régime, dont dépend tout le reste...

Entre deux sessions du Comité central, Staline accélère les préliminaires d'une grande opération chirurgicale, méditée de longue date. On pourrait croire que la rupture du Congrès anglo-russe enfin accomplie en septembre 1927 mais... par le Congrès des trade-unions et l'hécatombe permanente des communistes en Chine excitent en lui une sombre rancune contre des adversaires trop clairvoyants. Ses porte-parole et porte-plume abusent du monopole de la tribune et de la presse pour assommer au moral l'opposition ligotée au physique, préparer les esprits à la guillotine sèche, tandis que la *Pravda* vante « le déploiement sans précédent de la démocratie sous le régime soviétique ». Ses espions sont sur les dents pour dépister partout l'indiscipline ou, si possible, la susciter afin de donner prétexte de la réprimer. Tout septembre est jalonné d'exclusions et, vers la fin du mois, l'Exécutif de l'Internationale élimine Trotski, à l'encontre des statuts. Un nouveau « crime » a été découvert par la Guépéou, sous l'aspect d'une « imprimerie clandestine » sommaire ; douze coupables ou prétendus tels sont exclus du Parti. Préobrajenski et Sérébriakov essaient de les couvrir et subissent le même sort, comme aussi une trentaine de leurs camarades à Léninegrad, pour d'autres motifs. Mratchkovski et plusieurs autres seront jetés en prison. À n'en plus douter, le dénouement prévu est proche.

En octobre, Trotski et Zinoviev sont exclus enfin du Comité central devant lequel ils prononcent encore, dans un tumulte sans exemple pour ce parti, des discours superflus, hachés d'interruptions grossières et d'insultes. Pour la dernière fois, ils saisissent l'occasion de se prêter à la mise en scène dont Staline est l'adroit régisseur. Celui-ci ne juge même plus nécessaire de respecter le décorum ; son discret et précieux acolyte Menjinski, chef nominal de la police, présente un rapport sur l'opposition qu'une histoire incohérente et louche de complot militaire tend à compromettre dans un amalgame contre-révolutionnaire avec un officier de Wrangel, en réalité agent de la

Guépéou, Machination provocatrice évidente, « thermidorienne » dit Trotski, où l'assistance gênée, mais soumise, perçoit la main experte de Staline.

On ne saurait déjà plus comparer la Guépéou soviétique à l'Okhrana tsariste. Il faut remonter à Nicolas I^{er} pour avoir une idée de l'institution redoutable qui synthétise à présent la fameuse troisième section de la Chancellerie et le terrible corps des gendarmes, mais avec une technique moderne. Le parallèle s'impose d'autant plus que le Secrétaire d'acier est le véritable maître de la police, comme en son temps le Tsar de fer. Chacun se sent sous la surveillance directe ou indirecte de Staline et aucun membre du parlement bolchéviste, hormis la gauche, n'ose le contredire ni le contrecarrer. Les corrompus et les fanatiques donnent le ton, les autres sont résignés à tout voter. Quand Trotski, le meilleur orateur du Parti, est contraint de *lire* son texte mot à mot pour s'y cramponner, dans un tapage inconcevable où l'on devine sans effort la cabale, puis de tourner court avant d'avoir terminé, personne parmi ceux qui expriment leur dégoût confidentiel dans les couloirs ne s'aventure à le déceler en séance. Des cris violents s'entrecroisent, dont la sténographie n'a retenu que les plus modérés : « Renégat... traître, canaille... bavard... vantard... menteur... menchévik... » Trotski parvient à articuler dans le bruit : « L'actuelle victoire d'organisation de Staline précède son effondrement politique. » Les sifflets et les huées lui épargnent de vaticiner plus avant.

Staline, assuré d'un silence attentif, répond d'abord en plaidant *pro domo sua*, dans son style à répétitions : « La fait que les attaques principales sont dirigées contre Staline s'explique parce que Staline sait peut-être mieux que certains camarades les coquinerie de l'opposition et qu'il n'est pas si facile de le tromper. Voilà pourquoi on s'attaque avant tout à Staline... Qu'est-ce que Staline ? Staline est un petit individu. Prenez Lénine... » Et de rappeler encore les vieilles polémiques de l'émigration, du temps où Trotski cinglait vertement « Maximilien Lénine ».

Au sujet du Testament, toujours invoqué par l'opposition, il conteste l'avoir mis sous le boisseau, se retranche derrière une décision unanime de ne pas le publier et cite à plaisir les démentis de Trotski à Max Eastman. « On dit que dans ce Testament Lénine a proposé au congrès d'étudier la question de remplacer Staline au poste de secrétaire général ? C'est absolument vrai. Lisons ce passage, bien qu'on

vous l'ai déjà lu plusieurs fois... » Et il donne lecture des lignes classiques de Lénine : « Staline est trop brutal (*groub*) et ce défaut, pleinement supportable dans les relations entre nous, communistes, devient intolérable dans la fonction de secrétaire général. C'est pourquoi je propose aux camarades de réfléchir au moyen de déplacer Staline de ce poste et de nommer à sa place un homme qui, sous tous les rapports, se distingue du camarade Staline par une supériorité, c'est-à-dire qu'il soit plus patient, plus loyal, plus poli et plus attentionné envers les camarades, moins capricieux, etc.

Il se justifie, fort d'une confiance mathématique dans le scrutin final, mais fort aussi des fautes accumulées par ses contempteurs : « Oui, camarades, je suis brutal envers ceux qui manquent de parole brutalement et traîtreusement, scindent et démolissent le Parti. Je ne l'ai jamais caché et ne le cache pas. Dès la première séance du Comité central après le treizième Congrès, j'ai demandé d'être libéré des obligations de secrétaire général. Le congrès lui-même a examiné cette question. Chaque délégation a examiné cette question et les délégations, y compris Trotski, Kamenev, Zinoviev, ont été unanimes à obliger Staline de rester à son poste. Que pouvais-je donc faire ? Abandonner mon poste ? Ce n'est pas dans mon caractère... Au bout d'un an, j'ai de nouveau présenté une déclaration pour être libéré, mais on m'a de nouveau obligé de rester à mon poste. Que pouvais-je donc faire encore ? »

Après l'autoplaidoyer, le réquisitoire : « On parle d'arrestations de désorganiseurs exclus du parti et qui mènent un travail antisoviétique. Oui, nous les arrêtons et les arrêterons s'ils ne cessent pas de miner notre parti et le pouvoir soviétique... On dit que ces faits sont inconnus dans l'histoire de notre parti. Ce n'est pas vrai. Et le groupe de Miasnikov ? Et le groupe de la Vérité ouvrière ? Qui donc ignore que les membres de ces groupes ont été arrêtés avec l'appui direct des camarades Trotski, Zinoviev et Kamenev ? »

Il tourne en dérision Zinoviev qui a prédit la guerre pour le printemps de 1927, puis pour l'automne : « Nous voici à l'hiver et la guerre n'est toujours pas là. » Avant son « bavardage » sur Thermidor, observe-t-il, Trotski repoussait dans *Cours nouveau*, selon les termes textuels de la brochure, « les analogies historiques avec la grande Révolution française (chute des Jacobins) dont se nourrissent et se consolent le libéralisme et le menchévisme, superficielles et inconsis-

tantes ». Il accuse l'opposition, qui nie, de tendre à fonder un parti concurrent. Or, sur ce point, chacun sait l'intransigeance de la caste bolchéviste : « Sous la dictature du prolétariat, il peut exister deux, trois, voire quatre partis, mais à condition que l'un soit au pouvoir et tous les autres en prison », diront bientôt Tomski et Boukharine, les droitiers, l'un paraphrasant l'autre. Régression sensible, en dix ans, depuis que Lénine a promis une « concurrence pacifique des partis à l'intérieur des soviets »...

L'assemblée fixe l'ordre du jour du prochain congrès. Par un paradoxe assez impudent, elle rend à la gauche industrialiste un hommage involontaire au moment de décider sa perte, en adoptant des « directives pour l'élaboration d'un plan quinquennal économique », c'est-à-dire en donnant corps aux projets chers à Trotski depuis 1920. Mais la différence est grande quant à la teneur des deux conceptions, au rythme supputé de progression industrielle future. L'opposition se hâte d'établir des « contre-thèses » plus ambitieuses, destinées au congrès. La fraction gouvernementale, sûre de ses moyens de persuasion et de coercition, accorde enfin un mois de discussion préalable et une feuille spéciale de la *Pravda*, dans sa générosité démocratique. La gauche demandait trois mois : il faut déjà plusieurs semaines pour certaines relations postales. Quant à la faculté de se prononcer librement, personne ne peut s'y tromper, sachant ce qu'il en a coûté aux plus hardis de se singulariser.

Les cadres organiques du parti, d'après Staline, ne comptent pas moins de 10 000 individus en 1927, pour quelque 1 200 000 membres et stagiaires. En outre, environ la moitié de l'effectif total, soit près de 500 000, se compose de fonctionnaires de l'État, des administrations syndicales et coopératives, ou d'institutions annexes du Parti. L'autre moitié, employée dans la production, jouit d'une sécurité matérielle appréciable et n'aspire qu'à la consolider dans l'appareil. Dans ces conditions, le communiste moyen a le choix entre l'orthodoxie confortable et le chômage sans issue. Les héros prêts à sacrifier aux principes leur minimum de bien-être, parfois le pain à leurs enfants, ne pourraient se faire entendre du congrès à travers six instances superposées qui filtrent l'opinion d'en bas et l'amortissent de degré en degré jusqu'à l'étouffer.

À la fin d'octobre 1927, Racovski et Kamenev qui tentent leur chance à Moscou dans une réunion régulière sont accueillis par des

clameurs et mis dans l'impossibilité de parler. Ailleurs, autres tentatives, même résultat. L'opposition décide néanmoins de persévérer dans sa tactique combattive et de risquer une démonstration de rue, le jour du grand anniversaire. Encouragée par un succès relatif, mais fortuit, lors d'une manifestation à Léninegrad, elle espère impressionner la bureaucratie par un témoignage de popularité.

De la part d'un Zinoviev, une telle présomption n'a rien pour surprendre. Mais Trotski eût pu se souvenir de Cromwell qui, reçu en triomphateur au retour de l'expédition d'Irlande, avait la sagesse de dire que « l'affluence eût été plus considérable encore pour le voir pendre », ou de Washington songeant sous les acclamations après son élection à la présidence, aux « scènes tout opposées qui auraient lieu peut-être un jour malgré mes efforts pour faire le bien ». Mais avec leur science sociale hypothétique et péremptoire, les bolchéviks de gauche comme de droite ou du centre, enclins à prendre leur désir pour réalité et leur crainte pour une certitude, généralisent tout phénomène épisodique ou accidentel. L'opposition se grise au contact de ses partisans, dans de petites réunions illégales, et surtout quand elle réussit par surprise à emplir l'amphithéâtre de l'École supérieure technique. Le 7 novembre, étrangère à l'allégresse de la fête, elle se lance avec ses mots d'ordre énigmatiques inscrits sur des pancartes dans la foule inconsciente qui défile en chantant des hymnes révolutionnaires. Foule semblable à d'autres foules à marcher en rangs, crédule en collectivité, sceptique en ses éléments distincts, anxieuse et passive, animée d'un vague sentiment de patriotisme révolutionnaire mitigé de lassitude.

Staline, cette fois, n'est pas pris au dépourvu. L'opposition noyée dans la multitude indifférente se heurte à des bandes bien stylées qui la couvrent, dit un communiqué officiel, « de pommes pourries et de galoches », preuve que les hommes de main étaient là tout exprès car nul n'a coutume de se munir de pommes pourries pour commémorer un coup d'État et les galoches coûtent trop cher pour qu'on les jette, surtout à l'approche de l'hiver. Pancartes lacérées, porteurs molestés, bousculades, rixe, horions et invectives... Un coup de feu : la balle a ricoché sur la voiture de Trotski. À Léninegrad, pendant ce temps, une vive échauffourée de même nature aboutit à la séquestration de Zinoviev, pour quelques heures. À cela se bornent les gros incidents de la journée. Seules, deux petites minorités ardentes se sont trouvées aux

prises, le peuple restant neutre et inerte. Trotski note à ce propos, dans ses mémoires : « Pour qui sait voir, le 7 novembre 1927 s'est jouée dans les rues de Moscou une répétition de Thermidor. »

Le manifeste emphatique et banal de l'Exécutif des Soviets, en l'honneur de l'anniversaire, comportait une « surprise » parmi les poncifs ordinaires et les exclamations sacramentelles : la journée ouvrière de sept heures, mais en l'état de promesse à réaliser un an plus tard et par étapes consécutives à la rationalisation de l'industrie. Dans un pays où la loi des huit heures n'était pas appliquée, de l'aveu officiel, et où les travailleurs gratifiés pour la plupart de salaires de famine consacraient chaque jour de longues heures à l'achat de mauvais produits de toute première nécessité, pain des parents, lait des enfants, la réforme future n'avait pas l'importance tonitruée par l'appareil. L'opposition, offusquée de l'irréalité démagogique du « cadeau », le fit observer à maintes reprises, circonstance aggravante à sa charge. Mais ce nouveau désaccord est accessoire dans un désaccord plus ample sur la politique économique. Le manifeste ne dit mot du plan quinquennal admis dans les grandes lignes par le Comité central ; les dirigeants persistent encore à ne lui accorder qu'un intérêt secondaire. Il faut les contre-thèses de l'opposition pour en faire le nœud du conflit.

Une abondante littérature simili-documentaire, bourrée de chiffres, illustrée de diagrammes, tend à prouver la restauration matérielle de la Russie au niveau retardataire d'avant guerre après dix ans de révolution. Mais il s'agit là de données fallacieuses, en nombres absolus et de valeur très conditionnelle où n'entrent pas en compte le mouvement de la population, la perte de vastes territoires productifs, la dépréciation de la monnaie, la chute profonde du commerce extérieur, les destructions et dépréciations de la guerre civile. D'autre part, le Gosplan établit alors que la consommation moyenne, par tête d'habitant, reste très inférieure à ce niveau de misère et ne le rejoindrait qu'en 1932, lors du quinzième anniversaire d'Octobre, suivant le plan économique en voie d'élaboration. Ce calcul autorisé fait justice des fictions statistiques destinées à la propagande et stimule la gauche dont les contre-thèses critiquent un « plan aussi étriqué, absolument pessimiste ».

Le plan quinquennal de la droite ne résout aucune difficulté, y apprend-on en substance, ni le chômage, ni l'insuffisance des salaires, ni

la crise du logement, ni l'inflation fiduciaire, ni la disette de marchandises. Les impôts indirects augmentés de budget en budget accablent la classe ouvrière. Seule, la production de l'eau-de-vie triplerait en cinq ans alors que le développement de la consommation générale serait minime. Il y aurait comme issue, toujours d'après les contre-thèses, l'investissement d'un surcroît de capitaux dans l'industrie. Les campagnes recèlent 1 milliard de pouds de céréales en réserve ; par un emprunt forcé de 150 millions de pouds, l'État pourrait donner une vigoureuse impulsion à toute l'économie, procurer du travail à des milliers de chômeurs, jeter sur le marché de nouvelles marchandises en quantités considérables. Les subsides alloués à la production industrielle devraient s'élever pour commencer à 500 millions de roubles par an et progresser jusqu'à 1 milliard au cours de la période quinquennale à venir. Il va sans dire que le plan ne serait pas réalisable sans la collaboration de ses promoteurs de gauche, encore moins contre eux, ce qui implique un « régime intérieur du Parti » plus démocratique.

Mais l'opposition n'a désormais guère de moyens d'exposer ses vues, qualifiées par ironie de « super-industrialistes ». Quand la *Pravda* publie les contre-thèses, presque partout sont déjà nommés les délégués aux conférences locales, régionales, provinciales et nationales précédant le congrès. De plus, une obstruction implacable étouffe la voix des minorités. Les quelques feuilles de discussion, parodie de démocratie, ne servent qu'à nourrir une polémique unilatérale. Enfin, le Comité central invite ouvertement à dissoudre par la force les réunions particulières de l'opposition. Dans une interview concertée avec des visiteurs étrangers, Staline répond à une question opportune : « Vous ne trouverez nulle part au monde un État où existerait pour le prolétariat une liberté de presse aussi large et complète que dans l'U.R.S.S. »

Par la même occasion, le secrétaire du Parti s'explique sur la vodka, dont le rapport annuel excède 500 millions de roubles, proportion à peu près égale à celle du « budget ivre » sous le tsarisme : « Je crois que nous réussirons très prochainement à supprimer le monopole de la vodka, à réduire la production de l'alcool au minimum nécessaire aux besoins techniques et ensuite à liquider tout à fait la vente de l'eau-de-vie. » Mais le plus intéressant, cette fois encore, a trait au socialisme à la campagne : « Nous pensons réaliser le collectivisme dans la ques-

tion paysanne peu à peu, par des mesures d'ordre économique, financier, culturel et politique. » C'est la thèse traditionnelle du bolchévisme, où il n'est pas question de faire intervenir la force : « La collectivisation intégrale aura lieu lorsque les entreprises paysannes seront transformées sur une nouvelle base technique, dans le sens de la mécanisation et l'électrification, lorsque la majorité de la paysannerie laborieuse sera englobée dans les organisations coopératives, lorsque la majorité des villages sera couverte d'associations agricoles de caractère collectiviste. »

L'entretien se termine sur des paroles grandiloquentes consacrées à la Guépéou que Staline ne craint pas d'assimiler au comité de sûreté générale de la Révolution française, bien que l'Union soviétique ne soit plus en guerre depuis sept ans et que l'histoire de la Russie des tsars offre de plus justes points de comparaison : « Nous ne voulons pas renouveler les fautes des communards parisiens. La Guépéou est nécessaire à la révolution et la Guépéou vivra pour l'effroi des ennemis du prolétariat. » Aucune allusion à cette chasse aux prolétaires, aux socialistes, aux libertaires, aux syndicalistes, aux tolstoïens, aux communistes, aux révolutionnaires de toutes les écoles dont se plaignent les multiples tendances d'opposition.

Le 15 novembre, la Commission de contrôle décide l'exclusion de Trotski et de Zinoviev du Parti. Nul ne s'y méprend, ce sera la prison ou la déportation à bref délai si le congrès approuve. Les autres leaders de la gauche sont exclus des comités centraux et relevés de leurs fonctions dans le Parti et dans l'État. On dit à Moscou que Staline a résolu de « frapper l'opposition au ventre », de la priver de travail, donc de pain et de logis. Le 16, un des principaux opposants inactifs, Ioffe se suicide ; depuis longtemps malade et en butte à l'hostilité du Politbureau, mais surtout déprimé par les vexations infligées à sa fraction, il a voulu protester contre « cet opprobre », l'exclusion de ses amis « qui doit inévitablement ouvrir une période thermidorienne » en Russie. Dans son testament spirituel, une lettre poignante adressée à Trotski, il adjure celui-ci de tenir ferme sans compromis, comme autrefois Lénine. La Guépéou perquisitionne chez le défunt et cherche à interdire l'accès du cimetière au cortège des funérailles. Elle hésite encore à recourir aux actes de violence physique, faute d'instructions d'en haut et par peur du scandale, mais l'heure des attermoissements sera bientôt révolue.

Une semaine après le geste tragique du premier ambassadeur de la République des Soviets en Europe et en Asie, Staline annonce la déconfiture de l'opposition qui n'a pas même obtenu, et pour cause, 1 % des voix et n'aura pas un délégué eu congrès. « Une déclaration d'unité signée de 31 trotskistes » a été remise au Politbureau, dit-il, « mais quelle réponse peut-on faire à la déclaration hypocrite de 31 trotskistes, alors que les déclarations mensongères de l'opposition ont toujours et toujours été contredites par ses agissements scissionnistes ? » le 2 décembre s'ouvre le quinzième Congrès, véritables assises de l'appareil, où les « 100 % d'unanimité » sont garantis par tous les moyens imaginables.

C'est une sorte de chef-d'œuvre du genre. Dans la cohue compacte des 1 669 congressistes, la gauche, en effet, ne dispose pas d'un seul mandat. Quelques-uns de ses représentants, candidats à l'exclusion, sont présents, à leur habitude incorrigible, avec voix consultative. En quoi consiste le droit de parole, ils l'apprendront de nouveau à leurs dépens s'ils essaient de l'exercer. Les cérémonies de congratulations prennent des proportions extraordinaires ; le congrès reçoit près de 1 500 adresses, motions, dépêches de salutations et félicitation envoyées sur les instructions du centre, et il applaudit nombre de soi-disant délégations ouvrières ou autres, en service commandé. Plus est mince la teneur des débats et plus les comptes rendus sont épais et lourds ; un énorme tome de 1 400 pages enregistre les exercices de psittacisme des orateurs, étendus sur une trentaine de séances. Staline discourt pendant une journée entière, pour faire preuve au moins d'endurance, et les autres rapporteurs s'acharnent à tenir la tribune le plus possible afin de compenser en quantité la qualité par trop déficiente. Sur la « proposition » des meneurs, ayant la valeur d'une injonction, l'assemblée obéissante « décide », c'est-à-dire accepte une modification aux statuts, légalisant son ajournement arbitraire : le congrès se réunira désormais à la fréquence minimum d'une fois tous les deux ans. Mais rien ne garantit le respect de cette nouvelle stipulation, pas plus que de tant d'autres dispositions protectrices réglementaires, légale ou constitutionnelles. Enfin, selon la volonté occulte de Staline, l'effectif du Comité central sera porté à 121 membres, suppléants inclus, celui de la Commission de contrôle à 195, pour élargir au profit du Secrétariat la « base du sommet ».

Le long rapport politique du secrétaire général, document-type de l'optimisme bureaucratique, se termine sur l'énumération flatteuse de dix victoires du bolchevisme, à l'extérieur et à l'intérieur, dans les domaines les plus divers. Tout va donc pour le mieux sous la meilleure des dictatures... Entouré de sa clientèle dense de partisans intéressés et de créatures dociles, Staline délaie en sécurité des matériaux statistiques fournis par de prudents fonctionnaires en évitant par précaution d'y insérer une idée personnelle. S'il affirme à la légère : « Nous vivons la veille d'une nouvelle poussée révolutionnaire, aux colonies comme dans les métropoles », des pronostics analogues de Lénine en d'autres temps lui serviront d'excuse au cas éventuel d'un démenti des faits. Ayant pris à la gauche ses projets d'industrialisation, du moins sur le papier, il porte aux nues le « rythme sans précédent de notre industrie socialiste » et emprunte à Lénine une phrase imprécise sur la nécessité de « rattrapper et dépasser les pays avancés, sur le terrain économique », pour en faire un mot d'ordre impératif.

Il va sans dire que plus un grand pays est arriéré, plus vite il doit progresser en certaines circonstances sous la pression de la concurrence extérieure et grâce au concours technique de ses rivaux, pour se mettre au rang d'un État moderne. Mais cette rapidité même témoigne de son retard et n'autorise pas à s'en targuer, à verser dans la « com-vantardise » qui horripilait tant Lénine. La Russie tsariste avait connu des accès de fièvre industrielle, avant la Russie soviétique. Et si l'on ne conçoit pas de socialisme démocratique sans production mécanique, il est facile d'intensifier la production en oubliant le socialisme.

Moins satisfait quant à l'agriculture, trop extensive, parcellaire, improductive, Staline s'avise à son tour du danger koulak, après l'opposition. De toute évidence, les paysans aisés accaparaient malgré eux les céréales, faute de trouver à les échanger contre monnaie stable ou produits manufacturés à l'infini, sans engrais ni outillage. « L'issue, c'est le passage des petites entreprises paysannes émietées à la grande culture sur la base du travail collectif du sol... d'une nouvelle technique supérieure », mais avec prudence, sans contrainte, par persuasion et contagion de l'exemple : « Les camarades se trompent qui croient en finir avec le koulak par des mesures administratives, par la Guépéou. Ce moyen est facile, mais loin d'être efficace. Il faut

prendre le koulak par des mesures économiques, sur la base de la légalité révolutionnaire. Et la légalité révolutionnaire n'est pas une phrase vide. Cela n'exclut pas, évidemment, le recours à quelques mesures administratives contre le koulak... »

Ainsi, pas de mesures administratives, mais mesures administratives quand même. Or sous cet euphémisme, Staline entend ce que Lénine maudissait comme « abominations de *bachi-bouzouks* », les confiscations de blé chez les cultivateurs prévoyants, le pillage à la fois officiel et illégal, inconcevable sans collisions ni sévices. « Administratif » signifie policier et militaire car une telle administration n'est praticable que les armes à la main. En perspective, ce serait la guerre aux paysans détenteurs de grains, autrement dit la politique de spoliation dont la majorité a fait grief à la minorité pour ensuite l'annexer, comme l'industrialisation, à son programme.

Sur l'opposition, thème principal du congrès, Staline se contente de répéter es antiennes rebattues. Il dresse en bref ce « bilan de la discussion » : 4 000 voix environ pour l'opposition, sans spécifier que plus de 10 000 exclusions ont intimidé le Parti. Un an après, le même Staline parlera rétrospectivement de 10 000 voix contre le Comité central, plus deux fois autant qui n'ont pas voté, soit 30 000 opposants sous la terreur bureaucratique, « sous le knout administratif » comme diront bientôt Trotski et ses partisans. Autre exemple remarquable de la véracité des statistiques : Staline mentionne le chiffre global de 10 346 000 salariés citadins et ruraux de toutes catégories, et S. Kossior évalue à quelque 10 millions le nombre des syndiqués. La totalité des salariés serait donc de plein gré embrigadée dans les syndicats, y compris les enfants, les manœuvres, les journaliers, les domestiques, les nourrices et les millions d'illettrés répartis sur de vastes territoires sans villes ni communications où les institutions professionnelles ne peuvent pas exister... Les autres calculs, coefficient et pourcentage avec quoi jonglent les divers secrétaires et rapporteurs méritent même créance.

« L'opposition doit désarmer entièrement et complètement, tant sous le rapport de l'idéologie que de l'organisation », conclut Staline. L'assistance surexcitée par une série de discours haineux sait ce que veulent ses maîtres et le manifeste sans retenue. Trotski et Zinoviev, exclus, ne sont pas là pour répondre. Racovski, la veille encore ambassadeur à Paris et rappelé par son gouvernement à la suite d'une

campagne hostile de la presse réactionnaire française, est houspillé comme un intrus, criblé d'outrages et de sarcasmes, interrompu et provoqué d'abord à chaque phrase, puis à chaque mot, enfin chassé de la tribune où il a eu l'inutile témérité de s'exposer comme à un pilori. Ses camarades de tendance ne sont guère mieux traités. Kamenev seul se fait à peu près écouter car son accent conciliant, nuancé de sous-entendus, semble indiquer du nouveau... L'opposition multiplie cependant les démarches désespérées pour éviter l'inévitable.

Par une déclaration signée de 121 noms et contresignée de 52 autres, elle proteste de son loyalisme et convient de ses responsabilités dans l'indiscipline : « Nous n'avons aucun désaccord de principe avec le Parti. » Elle se défend de taxer le Comité central de déviations thermidoriennes, s'engage à cesser tout travail de fraction, à dissoudre son organisation, à obéir dorénavant sans conditions, à ne plus militer pour ses opinions que dans la limite permise par les statuts. Elle espère en conséquence la réintégration des exclus et la libération des emprisonnés.

Mais ce n'est un mystère pour personne au congrès que la scission latente du « bloc » fragile des opposants ; la Guépéou a ses espions partout et perlustre assez de correspondance pour être exactement informée. Selon Trotski, Zinoviev inclinait déjà depuis un an à « capituler ». Aussi Staline exige-t-il une reddition sans réserve et l'abjuration de toute hérésie sans réticence. Le 10 décembre, Ordjonikidzé reçoit deux déclarations distinctes de soumission, celle de Kamenev et autres qui renoncent même à propager légalement leurs idées, celle de Racovski et autres qui ne s'y résignent pas. Le 18, l'exclusion des 75 principaux membres du groupe Trotski-Zinoviev et de 23 membres du groupe Sapronov est votée à l'unanimité. Aussitôt après, Racovski et ses amis rédigent un nouveau serment de fidélité au bolchévisme : « Exclus du Parti, nous ferons tous nos efforts pour y rentrer... »

Le « bloc » de l'opposition a vécu, Zinoviev et Kamenev qui prétendaient l'avoir formé « sérieusement et pour longtemps » font aussi une nouvelle déclaration mais pour rétracter leurs convictions intimes, confesser leurs péchés imaginaires, souscrire aux condamnations portées contre eux, désavouer leurs camarades à l'étranger. « Déserteurs » en 1917, « capitulards » en 1927, ils sont à genoux, comme l'avait escompté Staline. Ce *mea culpa* ne les sauve pas encore ; le

congrès ajourne à six mois toute décision définitive à leur égard, dans l'attente de preuves démonstratives de reniement.

L'opposition mise hors la loi, si tant est qu'on puisse ainsi s'exprimer à propos d'un régime d'illégalité sans bornes, le congrès a rempli la tâche principale que Staline lui avait prescrite. Sur tous les autres points de l'ordre du jour, il adopte les résolutions présentées par les hommes de confiance du Secrétariat. Les « directives » de Rykov et Krijanovski sur le pan quinquennal économique sont du nombre. Pas plus les dirigeants que les dirigés ne savent encore quand et comment pourra se réaliser le plan, dont il y a déjà sept variantes à l'étude. À moins de puiser aux sources de revenus signalées par la gauche exclue, et dans cette voie d'entrer en conflit violent avec les paysans producteurs, d'aller vers la suppression du commerce privé, en dépit des meilleures intentions et nonobstant les notions fondamentales de la *nep*, l'État soviétique n'aurait pas les moyens de financer une industrialisation de grande envergure. Et plusieurs problèmes techniques ou culturels insolubles en cinq ans se posent du même coup. Mais nul ne s'y attarde car les uns n'ont pas voix au chapitre et les autres se fient aux conclusions des experts.

Le congrès ratifie automatiquement comme tout le reste la politique extérieure à double face du Politbureau, pacifique, accommodante et avantageuse par la diplomatie, subversive, fanfaronne et désastreuse par l'ex-Internationale asservie. L'actualité donne un regain sinistre d'intérêt à la Chine : dans la nuit du 10 au 11 décembre, par une coïncidence avec le congrès qui ne laisse aucun doute sur la spontanéité de l'opération, un soulèvement local éclate à Canton. Les agents de Staline ont déclenché l'action pour procurer à leur chef un bulletin de victoire, en guise d'argument contre le « pessimisme de l'opposition ». Mouvement révolutionnaire d'arrière-garde et isolé, factice, voué à l'échec. La Commune de Canton, encerclée par les forces militaires du Kuomintang, ne dure que quarante-huit heures et sa chute est accompagnée d'un horrible carnage. Plus de 2 000 communistes ou présumés tels sont massacrés ou suppliciés séance tenante. Au congrès, un des émissaires staliniens en Chine, Lominadzé, avait rapporté la mise à mort d'environ 30 000 travailleurs chinois en cinq mois seulement, d'avril à août 1927. Après l'émeute insensée de Canton et la répression sanglante qui en prolonge l'écho durant plusieurs semaines, les estimations les plus sérieuses supputent au total

quelque 100 000 victimes de la politique incohérente suivie sous l'égide de « Moscou ». Le communisme chinois à peu près anéanti, une poignée de survivants parmi lesquels l'ex-secrétaire Tchen Dou-siou iront à l'opposition et à l'exclusion. Ainsi prend fin tout un cycle d'aberrations et d'aventures dont Staline sort à jamais disqualifié comme théoricien et stratège de la révolution, au prix de 100 000 vies humaines.

Mais en Russie, on ne sait rien des causes de la débâcle et ceux qui savent ou désirent savoir sont paralysés. Ayant défait l'opposition, Staline s'apprête à l'achever. Il n'attend qu'un prétexte à l'application de l'article 58 du Code visant les délits et les crimes de contre-révolution. Deux lettres interceptées par la Guépéou en tiendront lieu bientôt, documents inoffensifs dont les auteurs anonymes flétrissent la « trahison » des « capitulards » considérée comme un « fait historique », — de bien grands mots pour une misérable palinodie facile à prévoir.

Le 19 janvier 1928, la presse annonce en termes voilés l'« éloignement de Moscou des trente participants les plus actifs » de l'opposition, Trotski en tête. Sur la liste de proscription figurent Radek, Préobrajenski, Smilga, Sérébriakov, I. Smirnov, Biéloborodov, Sosnovski, Mouralov, Saprionov et V. Smirnov. D'autres, comme Rascovski, Bogouslavski, Drobnis, sont « invités à quitter Moscou ». Sous des formes hypocrites, c'est la déportation des irréductibles. Des centaines, puis des milliers d'arrestations et de relégations vont désormais se succéder à l'effet d'user au physique ou de briser au moral les « traîtres » qui osent prendre nom de bolchéviks-léninistes. Trait de mœurs caractéristique du bolchévisme post-léninien : Zinoviev et Kamenev saisissent le même prétexte que Staline pour dénoncer leurs compagnons d'hier et solliciter l'indulgence des maîtres de l'heure en piétinant sans pudeur les vaincus. Dans les rapports individuels comme dans les relations internationales, les épigones de Lénine passent, par propension instinctive et sans transition, de l'extrême humilité devant les forts à l'extrême arrogance envers les faibles. La *Pravda* laisse entendre déjà le retour en grâce des capitulards qui ont franchi le « pas décisif ». Par contre, le tribun et meneur de l'insurrection d'Octobre, l'organisateur de l'Armée rouge a prit, comme sous le tsarisme, le chemin de l'exil.

L'opposition succombait avant tout au poids de ses propres fautes. Le simple fait que Staline ait mis quatre ans à la terrasser montre bien combien elle avait mal disposé des ressources acquises dans le passé, sans être capable de rien réserver ni préserver pour l'avenir. Même si, avec Trotski, on croit fatale cette issue du conflit en raison du « reflux » irrésistible de la « vague révolutionnaire », explication métaphorique peu satisfaisante, une minorité plus consciente et mieux dirigée eût gagné du temps et des forces en vue d'interventions efficaces. Les positions initiales de la gauche au Politbureau, au Comité central, au Conseil central, au Conseil des commissaires, dans les organes économiques directeurs, dans l'armée, dans la diplomatie, n'étaient pas négligeables, — à condition de ne point s'attaquer les yeux fermés au maximum d'adversaires à la fois ni rivaliser d'orthodoxe léniniste avec la majorité ; elles permettraient à tout le moins d'entreprendre un sérieux travail en profondeur sans rechercher le succès intégral immédiat, en attendant un regroupement inéluctable des tendances. Or l'opposition a tout sacrifié, tout perdu, pour aboutir à proclamer son accord de principe avec ses proscriptionnaires.

Cette identité foncière lui interdisait de miser que la sympathie agissante du peuple « trompé dans ses espérances que les premiers jours de la révolution lui avaient données », comme Buonarrotti l'écrit du peuple français de l'époque où s'élaboraient l'idéologie babouviste et le conjuration des Égaux sous le Directoire, ce peuple « affamé, sans travail, occupé chaque jour du soin de vivre le lendemain, languit dans une profondeur indifférence ; une partie même accuse la révolution des maux sans nombre qui pèsent sur lui ». Trotski, poussant à fond le parallèle avec la Révolution française, se comparait en 1927 à un Babeuf ayant conservé sa tête ; il couvre ainsi d'une caution vénérée, mais anachronique, sa tactique de suicide. L'exemple historique invoqué n'est pas à son avantage car le précurseur eut jadis à l'utopie égalitaire inspirée de l'antiquité des excuses dont un disciple réaliste ne saurait se prévaloir après un siècle et quart. Par une contradiction supplémentaire, Trotski confirme le dogme néo-bolchéviste de l'unité du Parti alors que la logique de son attitude l'accule à faire appel au secours du dehors, — justification inconsciente des persécutions sous lesquelles sa fraction devait se désagréger, se renier ou se fourvoyer.

Il semble qu'un phénomène essentiel soit passé inaperçu de l'opposition : l'absorption des meilleurs hommes de la révolution dans

les cadres intellectuels subalternes de l'État, en vertu de leurs capacités, tandis que les plus médiocres, inutilisables dans la production, les échanges, les finances, l'enseignement, etc., constituaient l'armature du Parti, la « couche supérieure » de la société soviétique, de par ses prérogatives politiques. Lénine s'alarmait déjà de faits du même ordre en signalant le « manque de culture de la catégorie dirigeante des communistes » qui ignorent même leur ignorance. Tout bolchévik reconnu impropre aux responsabilités dans l'un quelconque des domaines du travail vital trouvait place, en fin de compte, dans la hiérarchie des secrétaires. Ainsi une sélection à rebours naturelle s'accomplissait avant que Staline ne l'érigeât en système à ses fins particulières, et de plus en plus accentuée au fur et à mesure des besoins croissants de l'économie nationale. La démarcation des fonctions engendra vite une différenciation sociale par l'adjonction de faveurs matérielles aux privilèges civiques. Trotski ne fit donc pas preuve de clairvoyance en respectant comme une immuable élite la nouvelle caste dominante et parasitaire.

Il y a quelque ressemblance entre ce respect formaliste envers le parti et la déférence de Robespierre pour la Convention en Thermidor. Trotski renouvelle même la faute de son prédécesseur français en s'aliénant sans nécessité par de vagues et sourdes menaces tous ceux qu'il devrait rassurer, conquérir ou neutraliser. Dans les deux cas, le pouvoir effectif de politiciens empiriques a eu raison, par une combinaison cynique de force et d'astuce, des doctrinaires mal pourvus de sens pratique. Trotski, si prompt à se référer au précédent thermidorien, ne s'arrête pas volontiers à cet aspect des choses. Il ne recherche pas non plus dans quelle mesure la gauche bolchéviste peut s'apparenter aux jacobins tombés en l'an II sous les coups d'une large coalition englobant des muratistes, des Enragés et de futurs Égaux, mêlés sans recul à toute une gamme de démagogues, de modérés, de spéculateurs et de terroristes. En revanche, lui qui n'a pas su s'instruire aux enseignements de l'histoire, il abuse de rapprochements exagérés, superficiels ou contradictoires avec Thermidor pour construire un schéma rigide qui achève d'égarer les « oppositaires ».

En 1921, il avait vu dans la *nep* une sorte d'auto-thermidorisme opportun et restreint à dose salutaire. En 1923, il repousse comme inconsistante l'hypothèse implicite d'un Thermidor parmi d'autres ana-

logies historiques avec la Révolution française. À partir de 1926, après ses contempteurs de Léninegrad, il s'inquiète de perspectives thermidoriennes menaçantes et la journée du 7 novembre 1927 lui paraît une répétition de Thermidor. Déporté, il atténue son opinion dans un sens de plus en plus dubitatif et conditionnel. Mais en octobre 1928, il déduit que sans la participation de l'opposition au gouvernement, la droite en ligne directe et Staline par des zigzags s'engageront « dans la voie thermidorienne-bonapartiste ». En décembre de la même année, il accuse le politbureau de « préparer Thermidor inconsciemment mais d'une manière d'autant plus dangereuse » et déclare : « Depuis six ans, nous vivons en U.R.S.S. dans des conditions de réaction grandissante contre Octobre et par cela seul déblayant la voie pour Thermidor. » Dans ses mémoires d'exilé, en 1930, il écrit sans équivoque : « Chez nous, Thermidor a traîné en longueur. Au moins pour un certain temps, l'intrigue a remplacé la guillotine. » Enfin au comble de l'embarras, il conteste ses affirmations antérieures réitérées pour faire la leçon aux gauchistes du Centralisme démocratique trop enclins à les prendre à la lettre, pour prétendre que le Thermidor soviétique n'est pas affaire du passé ni du présent mais question d'avenir, et pour éluder une réponse claire à la question qu'il a lui-même posée avec éclat, avant de l'obscurcir.

Sans s'appesantir sur tant de variations, dont la nomenclature ne vaut pas d'être établie plus en détail, ni sur les similitudes indubitables des deux situations post-révolutionnaires comparées, il importe surtout de mettre en relief les distinctions essentielles pour l'intelligence du sujet. Comme l'a noté Marx à un autre propos, « des événements d'une analogie frappante, mais se passant dans des milieux historiques différents, ont amené des résultats tout à fait disparates ». En France, Thermidor a eu pour conséquence économique directe la fin des réquisitions, de la taxation et du rationnement des subsistances, l'annulation du « maximum » et des lois de dépossession des suspects ou décrets de ventôse. En Russie, c'est tout le contraire qui tend à se produire, au lendemain de la déportation des « ingouvernables ». Sur le plan politique, thermidor abolit la dictature du Comité de salut public, disperse ou dilue le pouvoir jusqu'au Consulat et, après le rappel des girondins et le retour partiel des émigrés, conduit à la terreur blanche. En Russie, à l'inverse, le pouvoir se concentre de plus en

plus, la dictature du Secrétariat se renforce et le régime ne se maintient que par un nouvel élan de terrorisme rouge.

En effet, l'année 1928 marque une sensible recrudescence d'oppression policière dans le Parti et dans l'État. Staline frappe sans répit à droite et à gauche pour surmonter le moindre obstacle. Comme Fouché supprimant les « restes de Robespierre », il s'acharne d'abord sur les débris du trotskisme. La Guépéou déchaînée découvre partout des traîtres et quand elle n'en trouve pas, elle les invente. L'opposition démoralisée se désagrège, la plupart de ses affiliés de Léninegrad capitulent par petits paquets. Une statistique de Iaroslavski additionne au 1^{er} février : 5 755 inculpés de déviation, 3 258 exclusions, 3 381 capitulations individuelles. Il manque au tableau le nombre des emprisonnés et des déportés. Trotski a noté dans ses souvenirs : « Kroupskaïa dit un jour en 1927 que si Lénine était vivant, il serait probablement incarcéré dans une prison stalinienne. Je crois qu'elle avait raison. » Le dernier jour de février, Piatakov, le plus en vue des leaders de l'opposition auprès de Trotski, se déjuge à son tour. « Un des piliers du trotskisme », comme dit la presse communiste, s'effondre. Un mois plus tard, Krestinski et Antonov-Ovséïenko abandonnent leurs amis dans le malheur et font acte de contrition. C'est la décomposition de la gauche traditionnelle qui commence.

Depuis Brest-Litowsk, en 1918, moment où la majorité du Comité central lui était acquise, Trotski n'a cessé de perdre ses partisans, tout au long des crises intestines. Lors de Cronstadt, en 1921, il avait encore à ses côtés près de la moitié du cercle dirigeant. Pendant la maladie de Lénine, en 1923, une fraction imposante lui reste fidèle malgré la défection antérieure de Boukharine, de Dzerjinski, d'Andréïev et d'autres. Après le quinzième Congrès, Zinoviev et Kamenev le lâchent, suivis de leur équipe. Dans l'intervalle, il a enregistré la rupture avec d'anciens mécontents comme Boubnov et Rosengoltz, puis avec de nouveaux comme Kroupskaïa et Sokolnikov. Il a perdu ses appuis dans l'armée, ses adeptes dans la jeunesse. Le groupe de Sapronov s'est détaché du gros de la fraction, pour d'autres motifs. La défaillance de Piatakov, de Krestinski et d'Antonov, au début de 1928, entame le noyau fondamental.

À chaque accident de cet ordre, Trotski fait mine de se consoler en disant que la révolution est grande mangeuse d'hommes. Il ne tarissait pas d'éloges sur ses compagnons d'armes, avant leur défection, et ne

les épargne guère ensuite, mais sans jamais peser ses propres responsabilités. En réalité, si les transfuges avaient changé de camp avec tant d'aisance, c'est que la distance à franchir était courte. Beaucoup de bolchéviks-léninistes ne verront pas, dans leurs divergences avec les léninistes-bolchéviks, matière à endurer une adversité douloureuse. La psychologie spécifique du bolchévisme explique aussi, en quelque mesure, ces péripéties déconcertantes au premier abord. Pour les disciples de Lénine, on le sait de reste, la fin justifie les moyens. Les notions d'éthique admises par toutes les écoles révolutionnaires n'ont pas cours dans les hautes sphères de ce parti, sauf à titre de littérature. Thomas Morus décapité, Giordano Bruno brûlé vif, Campanella torturé sont autant d'exemples de constance héroïque à magnifier mais à ne pas suivre. La simple crainte d'être retranché du patriciat bolchéviste pour tomber dans la plèbe soviétique assagit les moins fermes. Le risque inutile d'exposer à de cruelles représailles une famille innocente brise parfois les volontés les mieux trempées. Or, l'opposition ne s'indigne de cet abus monstrueux du « knout policier » que dans les seuls cas où elle en est victime.

Car Staline ne réserve à personne l'exclusivité du martyr. Il traite par des méthodes identiques les difficultés de toute nature. Croyant mettre un fer rouge dans les plaies de l'industrie, il s'en prend à des techniciens et des fonctionnaires que la Guépéou incrimine de « contre-révolution économique », de malversation, de sabotage, de concussion, d'espionnage, de haute trahison préparant une intervention militaire de la France et de la Pologne, protectrices de la bourgeoisie russe expropriée. Aux dires de ses sous-ordres, une vaste conspiration tentaculaire aurait pu impunément ravager durant cinq ou six années le bassin houiller du Donetz, noyer des puits, détruire des machines, dilapider les fonds, malmenier le personnel, voire bâtonner des ouvriers à l'insu de toutes les institutions soviétiques, syndicale ou gouvernementale, économique ou politique, administrative ou policière. Les pires ennemis du bolchévisme n'avaient jamais dressé réquisitoire plus sévère contre le régime. Il s'agissait de monter un procès à grand tapage destiné à effrayer, par de retentissantes condamnations à mort, les intellectuels au service de l'État et à décharger l'appareil responsable du gâchis. Pour la première fois sans doute, dans l'« affaire de Chakhty », on dut s'étonner au spectacle singulier d'une cinquantaine d'accusés plus soucieux devant les juges

d'aggraver leur culpabilité que de l'atténuer^{*}. Par quels procédés d'interrogatoire et d'instruction la Guépéou obtenait-elle un résultat aussi surprenant et à l'excès démonstratif ? On ne le saura exactement que plus tard mais il n'était pas impossible de s'en faire une idée approximative.

Cette lugubre parodie de justice conçue dans l'intérêt supposé de l'industrie malade correspondant à de nouveaux troubles dans l'agriculture où Staline, là encore, a recours aux grands moyens de contrainte. Pendant l'hiver 1927-1928, les denrées alimentaires ont manqué dans les villes car la campagne conserve ses récoltes plutôt que de les céder à vil prix au commerce d'État. Afin de trouver des vivres, on a vidé les magasins, les coopératives, les dépôts, de tout leurs stocks de marchandises mais sans pouvoir équilibrer l'offre et la demande, d'où une pénurie totale. Il faut des mesures extraordinaires pour nourrir l'Armée rouge et les centres ouvriers : mobilisations de communistes, expéditions et perquisitions dans les villages, réquisitions violentes de céréales, arrestations arbitraires de paysans. Nombre d'assassinats répondent aux méfaits et forfaits des agents du fisc et du ravitaillement. Le Congrès des Soviets est ajourné à l'année suivante. On achète du seigle au Canada. Au printemps, le danger de famine conjuré, mais à force d'expédients brutaux, une nouvelle menace se dessine : les cultivateurs dépouillés, molestés et découragés réduisent les emblavures pour ne plus produire d'excédents. Une guerre sans merci se livre entre l'État bureaucratique et la population rurale, car si le Parti ne dénonce que la malignité des koulaks, les paysans dans leur ensemble sont solidaires contre l'appareil spoliateur. Staline qui n'avait rien su prévoir fait face à la situation critique avec son énergie coutumière. À contrecœur, il applique en partie, mais bien tard et par saccades, le programme de la gauche dont il n'a pas voulu. « La machine échappe des mains... La machine ne va pas tout à fait, et très

* Chakhty, district minier dans le bassin du Donetz. En 1928, un procès fut machiné à Moscou pour incriminer 49 ingénieurs et techniciens allemands et soviétiques comme étant coupables de menées contre-révolutionnaires au moyen de nuisances imaginaires, de sabotages invraisemblables. Les procédés atroces de la Guépéou extorquèrent aux accusés des aveux insensés. (Cf. Bertram D. Wolfe : « Dress Rehearsals for the Great terror », in *Studies in Comparative Communism*, vol. 3, n° 2 avril 1970.)

souvent pas du tout, comme l’imagine celui qui se tient au volant », disait naguère Lénine.

En avril 1928, Staline expose assez crûment la vérité devant un auditoire de fonctionnaires : raréfaction du blé, disette de marchandises, insuffisance de l’industrie, retard technique de l’agriculture trop émiettée, trop primitive. Au lieu des 16 millions d’entreprises paysannes dénombrées avant la révolution, il y a 25 millions dix ans après, le processus de division se poursuit. Conclusion : forcer au maximum de développement des grandes exploitations rurales, les sovkhozes (ferme soviétiques d’État) et des kolkhozes (collectivités de travail agricole), à transformer en « fabriques de grains ». Perspective qui implique une lutte de classe plus résolue contre les koulaks et les spéculateurs, pionniers de l’économie capitaliste.

Du fond de la Sibérie, du Turkestan et du Kazakhstan, les opposants saluent ce « cours à gauche » comme une confirmation de leurs théories. Des discussions animées s’engagent, orales ou épistolaires, sur l’attitude à prendre en présence du fait nouveau. Staline laisse à dessein une relative liberté d’expression aux déportés pour s’informer de leur état d’esprit et utiliser les désaccords. Il apprend ainsi que Radek, Préobrajenski, Smilga, Sérébriakov et plusieurs autres songent à désarmer, à réintégrer le giron du Parti désormais orienté selon leurs vues. Tout en poursuivant la répression partout, il incite par des intermédiaires la discorde chez les proscrits. Mais une autre crise mûrit au Politbureau et met en question sa dictature personnelle. Les rudes improvisations de l’hiver, en violation du Code agraire, et leurs conséquences renouvelées du communisme de guerre ont alarmé la droite qui entend maintenir le *nep* et réagit dans le sens contraire au réflexe de la gauche. Boukharine, Rykov et Tomski ne sont pas quantité méprisable car Vorochilov et Kalinine les soutiennent. Contre la nouvelle majorité, Staline ne peut vraiment compter que sur Molotov. Les deux membres non classés, Roudzoutak et Kouïbychev, restent sur l’expectative pour pencher au bon moment du côté des plus forts, dit-on, mais le fait est que des complications bureaucratiques les écartent momentanément des délibérations. Le Parti, l’Internationale, le public à l’intérieur et à l’extérieur ignorent tout, car rien ne transpire du Comité central dont la session d’avril 1928 a pris des décisions unanimes. L’héritier de Lénine est devant l’ultime épreuve.

Sa tactique consiste, comme toujours en pareille circonstance, à marquer le pas, à esquiver tout conflit ouvert tant qu'une voix de majorité lui manque au Politbureau, à donner même à la nouvelle opposition des satisfactions de pure forme, mais en paroles, quitte à se démentir par les actes. Dans le discours précité, il tranquillise la droite au sujet de la *nep* : « Il serait stupide de parler... de la suppression de la *nep*, d'un retour aux réquisitions alimentaires, etc. Seuls, des ennemis du pouvoir soviétique peuvent y penser. Personne n'a maintenant avantage à la *nep* autant que le pouvoir soviétique. » Au quinzième Congrès, Molotov avait aussi déclaré : « Sur quels rails devons-nous continuer d'avancer vers le socialisme ? À ce propos, aucun doute ne peut subsister. Ces rails sont la *nep* et l'union avec les paysans. » Un éditorial de la *Pravda*, le 12 avril 1928, atteste l'accord parfait des gouvernants : « Seuls les menteurs contre-révolutionnaires peuvent parler d'une suppression de la *nep*. »

Mais Staline, par ailleurs, prescrit dans ses circulaires l'« édification socialiste » à la campagne, le fusion accélérée des petites entreprises individuelles ou familiales en grandes associations de culture en commun. Molotov avait pourtant dit au récent congrès : « Certes, il ne faut pas oublier que dans les années prochaines, notre agriculture se développera principalement comme une masse de petites entreprises paysannes. » Les secrétaires du Parti ne sont pas maîtres de l'évolution des choses, en dépit de leur autorité sur les gens. « La machine échappe des mains... » Et peu importe une contradiction de plus ou de moins à Staline dont le talent est de durer.

Cet homme réputé taciturne se répand, à présent, en discours fréquents et prolixes. Il insiste en mai, au Congrès de la Jeunesse communiste, sur un des thèmes saillants de son rapport d'avril, l'« auto-critique », liberté très spéciale de se censurer soi-même et de faire un *mea culpa* périodique, incitation à la délation réciproque, sauf au « sommet », en sorte que les dictateurs soient par le fait invulnérables. En juin, il disserte encore sur l'agriculture devant des étudiants : la « normale » d'avant guerre pour les ensemencements est atteinte en 1928, affirme-t-il, et de même pour la production des céréales, d'un montant de 5 milliards de pouds, environ 81 millions de tonnes. (L'année suivante, Rykov établira que ladite récolte est tombée en réalité de 96 millions de tonnes à 73, pour une population accrue de 138 millions d'habitants à 154, baisse considérable de la moyenne re-

lative, et que les emblavures ont diminué de 16 % par tête de consommateur.) Dans une lettre du 12 juin, il s'émeut en apparence des interprétations abusives de ses instructions par les subordonnés trop pressés de confisquer tous les biens des Koulaks : « La dékoulakisation dans nos conditions est une sottise. »

En juillet, après la session ordinaire du Comité central dont une résolution tend à encourager les exploitations agricoles individuelles « qui seront longtemps encore la base de production du blé », il avoue dans un rapport à Lénine « l'arbitraire administratif, la violation de la légalité révolutionnaire, les visites domiciliaires, les perquisitions illégales, etc., qui ont empiré la situation politique du pays » et promet la « liquidation immédiate de toute récidive de réquisitions alimentaires et de quelque tentative que ce soit de fermeture des marchés », par conséquent le maintien de la *nep*. Après ces concessions expresses à la droite, il fait des allusions mystérieuses à « certains camarades » qui voudraient favoriser l'industrie légère au détriment de l'industrie lourde et à « celui qui ne comprend pas » la politique officielle. Dans les mœurs du Parti, de tels sous-entendus comportent un avertissement comminatoire. Quelques renseignés seulement savent à qui, et à quoi, Staline se réfère. Mais les informations ne tardent pas à filtrer en secret et, bientôt, à s'ébruiter.

Le 11 juillet 1928, une entrevue confidentielle a lieu entre Boukharine et Kamenev, sur l'entremise de Sokolnikov. Le soir même Kamenev s'empresse d'envoyer à Zinoviev, en pénitence à Voronège, un compte rendu des conversations, complété de quelques réflexions personnelles. Six mois plus tard, les trotskistes impriment en cachette les documents révélateurs. Ainsi Boukharine apporte malgré lui une contribution sincère et véridique à la biographie de Staline, la plus notable après les témoignages de Trotski. Ses propos consignés par Kamenev, souvent même sous leur forme littérale, projettent sur divers points obscurs une vive lumière.

Sokolnikov, le premier, apprend à Kamenev la « rupture définitive entre Boukharine et Staline ». En outre Vorochilov et Kalinine « ont trahi » la droite, réduite à l'impuissance au Politbureau. Les deux principaux protagonistes, en quête de renfort pour l'avenir, se tourneront sans doute vers Zinoviev et Kamenev, que Staline se vante d'« avoir dans sa poche ». Boukharine, « dans une situation tragique », désire un entretien.

Une heure après, chez Kamenev ; l'idéologue attitré du Parti produit l'impression d'être « aux abois » ; ses lèvres « frémissent d'émotion » ; il a peur de conserver sur soi des « écrits ». Mais pourquoi ? « Que personne ne sache notre rencontre. Ne me parle pas au téléphone, on écoute. La Guépéou me file, de même qu'elle te surveille. » Il suppose que les staliniens feront des avances à la gauche, trotskistes inclus, et veut tenir au courant l'interlocuteur. Son récit décousu, heurté, fébrile, ne serait guère compréhensible hors d'un cercle très étroit d'initiés ; il faut parfois intervenir l'ordre, pour lui prêter quelque cohérence, citer des extraits topiques, résumer le reste.

« Nous considérons la ligne de Staline comme mortelle pour la révolution. Cette ligne nous mène à l'abîme. Nos désaccords avec Staline sont beaucoup, beaucoup plus sérieux qu'entre vous et nous. » Il regrette que Zinoviev et Kamenev ne soient plus au Politbureau. « Depuis plusieurs semaines, je n'adresse plus la parole à Staline. *C'est un intrigant sans principes qui subordonne tout à son appétit de pouvoir.* Il change de théorie pour se débarrasser de quelqu'un, à un moment donné. » Les relations se sont aigries jusqu'aux injures. Si Staline feint de reculer, c'est pour mieux sauter à la gorge de ses contradicteurs. « *Il manœuvre pour nous présenter comme des scissionnistes.* » Fait significatif ayant à donner lecture d'une déclaration, au Politbureau, Boukharine a dû prendre garde de lâcher des mains son texte car « on ne peut *lui* confier le moindre papier ».

Le théoricien de la droite essaie de définir la « ligne » de Staline : « Le capitalisme a grandi grâce aux colonies, aux emprunts, à l'exploitation des ouvriers. Faute de colonies et d'emprunts, notre base est donc le tribut paysan. » Cela revient à la thèse de Préobrajenski, s'indigne-t-il. Selon Staline, « plus grandira le socialisme, plus s'accroîtront les résistances » (ce que Boukharine qualifie d'« analphabétisme idiot ») et par suite « une direction ferme est indispensable ». L'auto-critique ne doit pas effleurer les dirigeants mais compromettre l'opposition : « résultat, un régime policier. »

Dans les affaires extérieures, Staline pratique une politique plus à droite que celle de la droite : « *Il* a réussi à expulser du Kremlin l'Internationale communiste. » Lors du procès du Donetz (où des ingénieurs allemands étaient impliqués), « *il* n'a proposé aucune exécution capitale ». Staline cède dans tous les pourparlers avec l'étranger.

« Cette ligne est désastreuse mais *il* n'accorde pas la possibilité de discuter. » Leitmotiv obsédant : « *Il* nous étranglera. »

« Nous », c'est-à-dire Boukharine, Rykov et Tomski, soutenus par Ouglanov, le secrétaire du comité de Moscou. Les hauts fonctionnaires de Léninegrad « sont en général avec nous mais ils s'épouvantent quand on parle de destituer Staline » et oscillent sans parvenir à se décider. « Andréiev est avec nous, mais on l'enlève de l'Oural. Staline a acheté les Ukrainiens en retirant Kaganovitch de l'Ukraine... Iagoda et Trilisser sont avec nous. Il y a eu 150 cas de petites insurrections. Vorochilov et Kalinine ont flanché au dernier moment... Staline les tient par je ne sais quelles chaînes spéciales... L'Orgbureau est avec nous. » Cependant, la majorité du Comité central n'a pas encore conscience de la gravité du péril. Et Staline travaille à remplacer Ouglanov par Kaganovitch, à rétablir son contrôle sur la *Pravda* de Moscou et celle de Léninegrad, que rédigent des droitiers. Boukharine avait escompté le concours d'Ordjonikidzé : « Sergo n'a rien d'un brave. Il venait chez moi, vitupérait Staline de la plus injurieuse façon et, à l'instant décisif, a trahi. »

À bâtons rompus, la conversation touche le problème du pain. Le Politbureau prendra encore des mesures extraordinaires pour se procurer des céréales en octobre : « C'est le communisme de guerre, et le naufrage. » Avec Staline et son coadjuteur « obtus », Molotov, « il n'y a rien à faire ». Mais que propose la droite ? « On peut à volonté traquer les koulaks mais il faudrait se concilier les paysans moyens. »

Au congrès imminent de l'Internationale, Boukharine doit présenter et commenter un projet de programme doctrinal : « Staline m'a gâché en maints endroits de programme. *Il* voulait lire lui-même un rapport à ce sujet au Comité central. J'ai eu grand-peine à l'en empêcher. *Il* est dévoré du vain désir de devenir un théoricien reconnu. *Il* croit que c'est tout ce qui lui manque. »

Désemparé, le narrateur se demande si tout n'est pas déjà perdu sans espoir. « Que faire ? » répète-t-il à diverses reprises. Il compare Staline à Tchingis-Khan et, que la droite intervienne ou s'abstienne, redoute l'« étranglement ». Une lucidité tardive l'inspire, devant cette sombre perspective : « Le Parti et l'État se sont confondus, voilà le malheur. » Staline qui pousse le pays « à la famine et à sa perte » accusera la droite de défendre les koulaks et les spéculateurs. « Staline

ne s'intéresse qu'au pouvoir. En cédant, il a gardé la clef de la direction, mais ensuite il nous étranglera. Que faire ? Les conditions subjectives au Comité central pour destituer Staline mûrissent, mais ne sont pas mûres... Staline ne connaît que la vengeance, ...le poignard dans le dos. Souvenons-nous de sa théorie de la *douce vengeance*... » (Un soir d'été, en 1923, causant à cœur ouvert avec Dzerjinski et Kamenev, Staline aurait dit : « Choisir la victime, préparer minutieusement le coup, assouvir une vengeance implacable et ensuite aller se coucher... Il n'y a rien de plus doux au monde. »)

Après cette réminiscence peu rassurante, Boukharine relate les incidents les plus récents. Il avait exigé l'examen collectif d'une résolution à soumettre au Comité central. Staline refuse, puis tâche de l'amadouer : « Mon petit Boukharine, tu serais capable d'énervier même un éléphant. » Cependant aucun ne transige. Boukharine insiste, Staline l'invite à causer, le flatte : « Toi et moi, nous sommes l'Himalaya, les autres, des nullités. » Mais au Politbureau, par la suite, se déroule une « scène sauvage », Staline se met à « hurler », Boukharine rapporte la métaphore de l'« Himalaya » et Staline de crier : « Tu mens ! Tu as inventé cela pour exciter contre moi les membres du Politbureau. » Après quoi, les décisions adoptées à l'unanimité donnent raison à la droite « antiléniniste », mais comme toujours sur le papier. Staline se croit indispensable, poursuit Boukharine, mais il entraîne la révolution à la ruine. Avec l'industrialisation, la famine serait inévitable. « La politique de Staline conduit à la guerre civile. Il sera obligé de noyer les insurrections dans le sang... »

À travers ces confidences informelles, entrecoupées de quelques vérités déjà connues, on ne retrouve plus rien du parti de Lénine. La dégénérescence constatée de longue date prend une tournure de véritable dégradation. Les tares qui existaient en germe dans le bolchévisme originel et répugnaient tant à Plékhanov, à Martov, à Trotski, se sont hypertrophiées au point d'étouffer tout respect de l'individu, tout scrupule éthique ou scientifique, tout sentiment de dignité humaine et sociale.

Staline en arrive à faire espionner ses collègues les plus proches qui, pourtant, se prévalent de Iagoda et Trilisser, les deux adjoints de Menjinski à la Guépéou, ralliés à la droite en raison des 150 insurrections paysannes du semestre. (Même à Moscou, en juin 1928, une collision entre chômeurs et miliciens, consécutive au pillage de plusieurs

boutiques, avait donné à réfléchir, aux tchékistes.) Au Politbureau, des roueries sordides et des offenses grossières ont remplacé les arguments. De part et d'autre, les adversaires s'apprêtent à des combinaisons immorales avec ceux qu'ils ont voulu déshonorer ; car tandis que Boukharine pressent les capitulards, Staline sonde la fraction bannie, marchande, ergote, puis se dérobe. Chacun plagie quelque partie du programme de l'opposition démembrée, la droite s'appropriant les revendications démocratiques et Staline les plans économiques. Le Politbureau dicte à la Guépéou et aux tribunaux les sentences importantes. Si Staline, dans l'affaire du Donetz, se montre relativement pondéré, ce n'est pas mansuétude mais prudence diplomatique à l'égard de l'Allemagne, qui protégerait ses nationaux. Quand la droite a la majorité, le secrétaire général peut néanmoins transgresser les décisions prises contre ou sans son agrément. « Ne pensez pas que le Politbureau soit un organe consultatif auprès du secrétaire général », lui dit un jour Boukharine, mais sans rien pouvoir y changer.

Par quelles « chaînes spéciales » Staline a-t-il soumis inopinément Vorochilov et Kalinine ? Certes, il dispose des fiches et dossiers de police, par Menjinski, et connaît le passé des uns, le présent des autres, mais cela n'éclaircit pas encore tous ses exploits. L'explication gît dans l'incroyable histoire de l'« Himalaya » : Staline flagorne et calomnie dans l'intimité, suggère l'animadversion parmi ses satellites ; brouille les meilleurs amis, forge au besoin des propos que nul n'a tenus et circonvient les indécis par l'insinuation, le mensonge, la provocation, la menace. On le sait par Boukharine, mais aussi d'autres sources de félonie éveillées dans sa jeunesse, à Tiflis et à Bakou, en liberté ou en prison, par de troublantes coïncidences et par ses manigances insaisissables, se confirment une à une avec le temps et l'expérience. Si vulgaire et basse que soit sa manière orientale de diviser pour dominer, elle donne des résultats stupéfiants à l'échelle du Politbureau où une voix de majorité à l'heure décisive lui vaut pour longtemps carte blanche.

Il ne se prive pas d'en user contre la nouvelle opposition comme auparavant contre les anciennes : révocations, déplacements, nominations, le knout administratif en attendant le knout policier. Au « congrès » de l'Internationale domestiquée, dont il n'a cure et qui siège pendant quarante-cinq jours en juillet-août 1928, il ne daigne pas in-

tervenir et laisse Boukharine discourir à perdre haleine. Rien ne paraît différencier les courants contraires.

Sur la politique extérieure, en particulier, Staline ne s'exprime pas autrement que la gauche ou la droite. Il a souligné, en juillet 1928, le « problème essentiel... de la lutte pour l'hégémonie mondiale entre l'Angleterre et les États-Unis », emprunt patent à Trotski, et auguré la fin rapide de l'équilibre instable « entre le monde soviétique et le monde capitaliste ». Il ne cesse d'entretenir la fiction selon laquelle l'Europe et l'Amérique préméditent exclusivement d'attaquer la Russie. En août, ses porte-parole dénoncent avec ardeur le « pacte de renonciation à la guerre » de 1928 comme une machination belliqueuse contre l'État des Soviets. « La pacte Kellog est partie intégrante des préparatifs de guerre contre l'Union soviétique », affirme entre autres Tchetchérine. Peu après, le Conseil des commissaires aux ordres du Politbureau contresigne le document « impérialiste ».

À partir de septembre, la presse du Parti signale en termes vagues un danger de droite. Mais Boukharine peut encore publier en octobre ses *Remarques d'un économiste* pour recommander de constituer des réserves, de ne pas trop forcer l'allure de l'industrialisation ni exagérer les investissements dans l'industrie lourde, de conformer les projets de construction aux ressources en matériaux, etc. Staline certifie dans un discours : « Au Politbureau, il n'y a ni droite ni gauche... Il faut le dire ici en toute franchise » (*sic*). Mais dans une lettre-circulaire du Comité central, il constate des déviations opportunistes au comité de Moscou, et les sanctions suivent de près. Plusieurs fonctionnaires sont relevés de leurs postes, dont un nommé Rioutine, remarqué naguère par son acharnement à persécuter la gauche. Le mois suivant, Ouglanov est contraint de se démettre. La droite subit les coups sans broncher à l'exemple des oppositions précédentes, et comme résignée à partager leur sort.

Ses leaders imaginent cependant une curieuse et lamentable tactique pour se laver de tout soupçon d'hérésie et déjouer les manœuvres de Staline : ils écrivent des thèses et des résolutions contre leur propre tendance, à l'intention du Comité central convoqué pour novembre. Ici s'insère un nouveau récit de Boukharine, transcrit et propagé comme l'autre par les soins diligents des indisciplinés du trotskisme.

En séjour au Caucase, le malheureux auteur de *l'A B C du communisme* s'alarme des « bêtises » d'Ouglanov, déjà prêt à reconnaître ses erreurs, et de l'isolement de Rykov à Moscou : « Ne pouvant arriver à temps pour la plus prochaine séance du politbureau, je pris l'avion. À Rostov, arrêt. Les autorités locales m'accueillent par de louches paroles signifiant que le voyage aérien ne me vaut rien, etc. Je les envoie au diable et nous repartons. À Artemovsk, nouvel atterrissage. À peine hors de la cabine, on me remet un pli cacheté du Politbureau avec l'ordre catégorique d'interrompre mon vol, sous le prétexte de ma maladie de cœur. Je n'eus pas le temps de reprendre mes esprits que les agents de la Guépéou emmènent le pilote je ne sais où ; et devant moi se trouve une délégation ouvrière qui demande une conférence. Je me renseigne sur l'heure du train : pas avant le lendemain. Il fallut conférencier... »

À Moscou, après cette odyssée tragi-comique, Boukharine et ses partisans formulent une série d'exigences que Staline feint d'accepter aussitôt. Une commission est nommée pour les réaliser mais le rusé secrétaire ne la réunit pas ; il gagne ainsi trois jours. La droite lui signifie un ultimatum, sous le voile d'unanimité du Comité central en session. De véhémentes disputes éclatent dans la coulisse où les trois leaders de la droite démissionnent. Staline reçoit leur billet : « Ses mains tremblaient, il était pâle et se déclara disposé à céder », d'après Rykov. Bien entendu, il se borne à faire semblant. Ces misères en disent plus long sur l'état des choses et des hommes que toute la littérature compacte, prétentieuse et indigeste élucubrée en masse pour tromper l'opinion.

D'autres conversations reproduites par les mêmes indiscrets rapportent l'avis de personnages marquants sur Staline et son entourage. Piatakov, qui déconseille à la droite de livrer combat, observe : « Staline est le seul homme auquel on puisse encore obéir, pour le pire. Boukharine et Rykov se trompent en supposant qu'ils gouverneront à la place de Staline. Ce sont des Kaganovitch qui lui succéderont et je ne veux ni ne vais obéir à des Kaganovitch... » Kalinine, droitier honnête, dit textuellement de Staline : « Il bavarde sur l'orientation à gauche mais dans un laps de temps très court, il lui faudra appliquer ma politique au triple, c'est pourquoi je le soutiens... » Parmi d'inexplicables intrigues, conciliabules, allées et venues, conspirations minuscules, Zinoviev et Kamenev s'abaissent à des quémandages sté-

riles dans l'espoir d'améliorer leur rang bureaucratique. Ordjonikidzé les écoute, s'engage à s'entremettre, n'obtient rien, promet toujours. Quel jeu équivoque mène cet autre Géorgien madré qui sympathise avec tous les schismatiques et compatit à toutes les infortunes ? « Ordjonikidzé me disait en 1925 : écris contre Staline », a raconté Zinoviev avant son exclusion. Boukharine tient Sergo pour un lâche, Kroupskaïa s'en méfie explicitement. Qu'il soit l'instrument conscient du machiavélisme de Staline semble encore l'hypothèse la plus plausible.

Telle est l'atmosphère, telles sont les réalités derrière le décor austère. En séance plénière, au Comité central de novembre, Staline prononce un discours de plus « sur l'industrialisation du pays et la déviation de droite ». Répétant Lénine, il remonte à Pierre le Grand et paraphrase le passage classique d'une brochure parue à la veille d'Octobre : « périr ou rattrapper et dépasser les pays avancés... Périr ou aller de l'avant à toute vapeur. » Il motive ainsi l'extrême tension de l'effort financier traduit par le montant des subventions à l'industrie, 1 650 millions de roubles pour l'année budgétaire en cours. (La gauche taxée de démagogie industrialiste n'en demandait pas la moitié.) Sur la question brûlante des céréales, il ne dit rien de neuf et chicane longuement Froumkine, un droitier suivant qui l'agriculture périclite en U.R.S.S. Il enjoint tout à la fois de développer les entreprises collectives et de stimuler les exploitations individuelles, antinomie insoluble issue du compromis adopté au Politbureau. Enfin, tout en niant l'existence d'une déviation de droite à la direction du Parti, il y consacre près de la moitié de ses commentaires pour conclure : « Au Politbureau, nous sommes et serons tous unis jusqu'au bout. »

Cette assertion gratuite ne résout aucun problème, pas plus celui du blé que les autres en suspens. L'année 1928 finit aussi mal qu'elle a commencé, sinon pis. En décembre, la disette se fait sentir même à Moscou, pourtant favorisée sous tous les rapports. L'économie soviétique est à nouveau dans l'impasse. L'interdépendance de l'industrie retardataire et de l'agriculture arriérée corrobore à volonté les postulats de toute opposition, de droite ou de gauche.

Dans les campagnes, la « contractation » obligatoire d'introduction récente, achat de récoltes sur pied par l'État à des taux non rémunérateurs, et un nouvel impôt agraire sur les koulaks n'ont pas comblé le

déficit des approvisionnements d'hiver. Les paysans frustrés enfouissent le grain ou font la grève des semailles. D'autres s'adonnent de préférence aux cultures techniques ; plus lucratives. Phénomène insolite et contre nature, quantité de moujiks traqués par la milice vont acheter leur farine de seigle à la ville pour profiter du tarif de taxation, souvent cinq fois au-dessous des cours du marché. Une spéculation avide exploite les écarts de prix. Des famines locales suscitent une effervescence de brigandage. La sourde résistance paysanne s'intensifie en révolte de plus en plus ardente contre l'État policier insatiable et le « coq rouge », arme séculaire des Jacques, flamboie de toutes parts sur les isbas communales, soviets de villages, granges de sovkhozes et de kolkhozes. Une guérilla féroce abat chaque jour des correspondants ruraux dénonciateurs, des fonctionnaires détestés, des communistes honnêtes trop durs dans leur zèle. La statistique des attentats, meurtres et incendies enfle de jour en jour.

Dans les villes, le rationnement, la carte de pain, les queues interminables aux portes des magasins, les privations et l'insécurité, le chômage en extension et le salaire réel en déclin, la baisse continue du rouble et la hausse constante du coût de la vie infligent autant de démentis à l'optimisme de Staline. L'industrie produit toujours à perte et à un prix de revient exorbitant ses marchandises de mauvaise qualité. La journée de sept heures n'est encore qu'un leurre, comme l'ensemble de la législation du travail ? Tout manque, sauf la vodka qui ravage la classe ouvrière. Sur ce fond de détresse matérielle et physiologique, une crise morale aiguë pervertit la jeunesse et ronge la société soviétique prostrée sous le knout. Les journaux signalent une extension alarmante de la prostitution et les progrès de l'antisémitisme. La dépravation et la criminalité engendrées par la misère, l'alcoolisme et le mécanisme bureaucratique ont pris en 1927 et 1928 des proportions que la chronique officielle ne peut plus taire, un « flot de scandales » ayant souillé la réputation du Parti. « Vols, prévarications, violences, chantages, abus de pouvoir inouïs, arbitraire illimité, ivrognerie, débauche, de cela tout le monde parle comme de faits avérés depuis des mois et des années mais tolérés on ne sait pourquoi », inscrit Racovski au passif de ce régime rétrograde qui affiche l'ambition d'édifier le socialisme dans un seul pays pour instaurer une civilisation sans pareille.

Mais plus les greniers se vident, plus s'emplissent les prisons et les bagnes. Staline ouvre l'année 1929 avec une rafle d'environ 300 communistes soupçonnés d'« organisation trotskiste illégale » et taxés d'« action antisoviétique », mais dont la presse mentionne seulement la moitié ? Rien ne le retient plus depuis qu'il a regroupé cinq voix au Politbureau. Avant de déloger la droite, il entend balayer les restes de la gauche. L'opposition taillée en pièces évalue à ce moment entre 2 000 et 3 000 le nombre de ses adeptes en captivité, estimation invérifiable portée ensuite à quelque 5 000. Parmi les détenus se trouvent des plus anciens compagnons de Staline au Caucase : Mdivani, Kavtaradzé, Okoudjava et même Koté Tsintsadzé, le héros des expropriations du temps jadis. Si Kamo n'avait succombé dans un banal accident de rue à Tiflis, en 1922, il eût sans doute partagé leur sort comme tant de révolutionnaires intègres, rétifs au fonctionnarisme servile. L'opération de police est couronnée en février par l'exil de Trotski en Turquie, seul pays qui accepte alors d'héberger un tel proscrit. La droite, dans le huis clos du Politbureau, vote contre la « douce vengeance » de Staline mais ses gestes platoniques de minorité n'ont aucune valeur positive. Elle a laissé passer son heure.

Délivré des « super-industrialistes », Staline accélère au maximum la super-industrialisation. Il n'a plus le choix, la pression paysanne accule aux solutions radicales. Le pain manque et pour en obtenir désormais en suffisance, l'État doit créer ses propres « fabriques de grains ». Par une circulaire publiée le 1^{er} janvier, le Comité central recommande à ses milliers de comités subordonnés « le renforcement du secteur socialiste de l'économie populaire..., le développement des kolkhozes et des sovkhoses..., l'offensive contre les éléments capitalistes ». La collectivisation agraire, corollaire imprévu mais inévitable de l'industrialisation à outrance, exige un machinisme approprié, des tracteurs, de l'acier, du pétrole. Une production industrielle élargie implique des usines, un équipement, des constructions modernes. Tout se tient, le bois, la houille, le fer, le ciment, le naphte, l'électricité, les transports. Les concours extérieurs indispensables obligeront d'exporter des matières premières pour rétribuer les techniciens et payer l'outillage. Il faut donc coordonner dans un plan général les multiples éléments de l'activité économique imposée par les circonstances. Staline, qui a méprisé la « plano-crédation » de Trotski, se fait à son corps défendant le metteur en œuvre du plan quinquennal, tou-

jours à l'étude. Il a prédit contre la gauche en 1925 que « le développement ultérieur de notre industrie ne sera probablement pas aussi rapide que jusqu'à présent » et combattu la « déviation industrielle » en démontrant qu'une allure de progression trop vive « nous perdrait à coup sûr..., saperait notre monnaie..., entraînerait infailliblement... un énorme enrichissement des produits agricoles, une baisse des salaires réels et une certaine famine artificiellement organisée »... Néanmoins, il va au-devant de tous les périls.

Dès le mois de février 1929, en raison du « succès éclatant du deuxième emprunt d'industrialisation », la presse révèle un désir irrésistible du prolétariat de souscrire à une troisième émission. Comme par miracle, chaque initiative de ce genre correspond exactement aux calculs préalables du Gosplan et du commissariat des Finances. À partir de mars, et toujours avec la même spontanéité, des ouvriers se constituent en « équipes de choc », se lancent des « défis » réciproques pour travailler davantage, au nom de l'« énumération socialiste ». Les journaux se couvrent de chiffres, de pourcentages, de coefficients, de diagrammes, de tableaux comparatifs. Tribunes et haut-parleurs retentissent d'appels et de mots d'ordre. Assemblées, conférences et congrès de toutes sortes les serinent et les amplifient. Il s'agit de « rattraper et dépasser » l'Europe et l'Amérique, voire de réaliser à bref délai le socialisme intégral, la société sans classes.

À ces moyens de persuasion qui attisent l'enthousiasme sportif d'une partie de la jeunesse ignorante et naïve, captivée par l'envergure de la tâche et la grandeur du but final, Staline surajoute son argument essentiel : en mai, trois des plus éminents techniciens de la Russie, von Mekk, Velitchko et Paltchinski sont jugés sans témoins, condamnés sans preuves, exécutés sans phrases. La Guépéou impute à des vieillards de soixante-dix et soixante-quinze ans on ne sait quelles menées contre-révolutionnaires dans les chemins de fer, les mines d'or et de platine, avec l'objectif de renverser le pouvoir soviétique et de soutenir l'intervention militaire étrangère. Comment un ingénieur pourrait-il, sur des terrains aurifères en Sibérie, fomenter la contre-révolution et favoriser une invasion inexistante, il est malaisé de le comprendre. Mais la Guépéou a droit de vie et de mort sur les sujets de la « patrie socialiste » sans être tenue de rien prouver. Et Staline croit nécessaire de recourir aux châtiments exemplaires pour inspirer une terreur préventive au personnel dirigeant l'industrie. Pour lui aus-

si, selon le mot fameux, « la saignée entre dans les combinaisons de la médecine politique ».

« Il n'y a pas encore de plan quinquennal approuvé par le gouvernement », avait déclaré Molotov en février, commentant un projet provisoire pour supputer les progrès à venir et les comparer au présent : « Pour la fonte et l'acier, nous n'avons pas encore atteint le niveau d'avant guerre... À quelques exceptions près (charbon et sucre), la part de l'Union soviétique dans la production mondiale est encore inférieure à ce qu'elle était. » L'imposture du dixième anniversaire sur la restauration de l'économie russe ainsi reconnue par un des imposteurs, celui-ci prône la « ligne générale » du Parti ou pourfend à nouveau le trotskisme, plusieurs fois enterré, puis la déviation de droite. En avril, le Comité central adopte encore des thèses du Politbureau sur le plan. En mai, le Conseil des commissaires ratifie la « variante optimale », la seizième Conférence du Parti l'accepte, enfin le cinquième Congrès des Soviets la consacre. Le plan quinquennal, déjà plus ou moins appliqué avant de traverser la cascade des instances bureaucratiques, cesse d'être un moyen pour devenir une fin immédiate et la suprême pensée du régime.

Au lendemain de cette « résolution historique » et de « portée mondiale », comme dit la presse soviétique à tout propos, et à plus forte raison en l'occurrence, l'appareil accumule nouveautés sur innovations en vue de « précipiter le rythme » pour réaliser la grandiose *piatletka* en quatre ans au lieu de cinq. Après le « travail ininterrompu », imaginé afin de tirer le plein rendement du matériel, ce sera la semaine de cinq jours, impliquant une réforme du calendrier, la suppression du dimanche et des fêtes religieuses. Autant de décrets d'importance « capitale », selon les promoteurs. Des « brigades ouvrières » en expédition dans les villages prennent l'« offensive socialiste » contre la propriété privée. Staline bientôt décide la suppression des koulaks comme classe », lui qui préconisait six mois plus tôt d'encourager les entreprises individuelles et avait écrit l'année d'avant : « La dékoulakisation dans nos conditions est une sottise. » Le langage militaire correspond aux méthodes en vigueur ; « mobilisations » fréquentes de « troupes de choc », « assauts » sur tous les « fronts », « conquêtes » de « places fortes », par des « détachements » et des « brigades » « attaques » et « victoires », tout ce vocabulaire sert à dire que des travailleurs galvanisés par une propagande

frénétique, menacés de sanctions et stimulés par des primes ont coulé du béton, extrait du charbon ou labouré des terres. « Le gouvernement russe, c'est la discipline du camp substituée à l'ordre de la cité, c'est l'état de siège devenu l'état normal de la société », constatait autrefois Custine, probablement sans croire énoncer une vérité aussi durable, encore plus vraie au bout d'un siècle.

L'opposition bannie aurait pu dégager sa responsabilité de ce retour au communisme de guerre. Mais au contraire, elle en accueille les premiers signes comme « un pas à gauche » et les dispositions maîtresses fixées en 1929 comme une véritable marche au socialisme inspirée de ses conceptions. Dans cet état d'esprit, les opposants déjà tentés de « se tourner vers le Parti » ne songent plus qu'à le réintégrer à tout prix. En juillet, Radek, Préobrajenski, Smilga, Sérébriakov et Drobnis rompent avec Trotski et capitulent devant Staline, pour l'amour du plan quinquennal, suivis à quelques semaines d'intervalle par I. Smirnov, Biéloborodov et des centaines d'autres. V. Kossior et leurs amis, ne trouve rien à objecter à la politique officielle, sinon l'injustice du traitement infligé aux industrialistes précurseurs et le danger d'un « zig-zag de droite » futur. « L'aile gauche, sur la plateforme de laquelle on a copié les idées essentielles du nouveau plan quinquennal, reste toujours sous la grêle des répressions et des calomnies », se plaint Trotski en novembre 1929, mais, écrit-il, « les plus grands succès se combinent avec les difficultés les plus considérables ». Et il convient déjà des « conquêtes prodigieuses » de l'industrie, parallèles à une progression plus lente, mais réelle de l'agriculture.

Staline, cependant, le détrompe quant au « zig-zag de droite » en perspective. Certes, il ne relâche pas ses rigueurs contre les trotskistes impénitents. Le *Bulletin de l'opposition* publié à Paris décrit les conditions affreuses d'incarcération dans les « isolateurs » de Sibérie et appelle au secours des déportés, victimes de privations, de maladies et de sévices policiers. La fraction vaincue pleure déjà plusieurs des siens en octobre 1928, Grégoire Boutov, un des secrétaires de Trotski, était mort en prison d'une grève de la faim ; en novembre 1929, un autre collaborateur du même et agent secret d'un service de renseignements, J. Blumkine, est exécuté par la Guépéou au retour d'une mission à l'étranger : il avait eu à Stamboul un rendez-vous avec son ancien chef et accepté de transmettre un message inoffensif en Russie.

Le théoricien du « centralisme démocratique », V. Smirnov, périra en Sibérie. D'autres, plus obscurs, ont subi ou subiront un sort analogue. Mais sans discontinuer la lutte contre la gauche, Staline prend des mesures de plus en plus brutales contre la droite, dont les réticences explicites et la sourde obstruction risquent d'entraver sa politique.

Tout au cours de l'année 1929, il refoule les « opportunistes » selon ses méthodes éprouvées dans les conflits antérieurs. Après avoir humilié des comparses, du calibre d'Ouglanov, il se tourne contre les grands coupables. En vain Boukharine a-t-il cité, un peu tard, une lettre dans laquelle Lénine écrivait : « Si vous chassez tous ceux qui ne sont pas très obéissants, mais intelligents, et ne conservez que les sots dociles, vous mènerez certainement le Parti à sa perte », — il mesure à son tour avec amertume la brève distance qui sépare le Capitole de la roche Tarpéienne en brûlant les étapes de la disgrâce où l'ont précédé Trotski, Zinoviev et leurs partisans. Dès janvier, la divulgation de ses entretiens avec Kamenev et Piatakov a créé l'irréparable. Mais cette fois, l'histoire se répète en perdant presque tout intérêt ; on aurait pu d'avance en tracer les péripéties principales. De plus, la droite n'ose à aucun moment revendiquer ses opinions, elle se laisse battre en détail et ne connaît d'autre manœuvre que la fuite, il ne sera pas nécessaire de la déporter pour lui faire courber l'échine.

En juillet, Boukharine est exclu du Bureau de l'Internationale. En août, la *Pravda* ouvre le feu contre son propre directeur qui « manque de foi », comme Trotski, « surestime les difficultés », comme Zinoviev, et n'a cessé durant sa vie de se tromper, voire de contredire Lénine... On dresse la nomenclature de ses fautes présentes et passées, véritables ou imaginaires. L'Institut Lénine fouille les vieux papiers, déchiffre les brouillons et les bribes du maître pour y trouver des remarques péjoratives ou critiques à son propos et même imprime des annotations marginales intimes pour le déconsidérer. Une brochure spéciale sera consacrée à ses anciens désaccords avec Lénine. Journaux et revues rééditent contre lui, à peine corrigées, les diatribes de son style dont tous les opposants ont eu à souffrir. Ses ouvrages imposés comme classiques à des millions de jeunes gens fourmillent tout à coup d'hérésies et sont mis à l'index. *L'A B C du communisme*, déjà amputé de la partie écrite par Préobrajenski, disparaît de la circulation. En novembre, après les menaces et sommations habituelles, Boukharine est évincé du politbureau, Rykov et Tomski, ses complices dont

Staline voudrait le dissocier, Ouglanov et trois autres capitulent. Le public indifférent apprend alors seulement que les « banqueroutiers de droite, naguère léninistes modèles et intangibles, ont accusé « le Parti » — lire : Staline et ses acolytes — de bureaucratisme, de trotskisme, d'exploitation militaire-féodale des campagnes et désapprouvé l'« offensive contre le koulak ». Quelques jours plus tard, Boukharine, Rykov et Tomski, marqués d'infamie et pris de panique, reconnaissent leurs erreurs...

Il importe peu de décrire comment ces terroristes si faciles à terroriser seront supplantés par de plus médiocres, impatients de prendre autour de Staline les places promises en échange de leur appui. La plupart des nouveaux parvenus ne valent pas d'être nommés, ni leurs succès bureaucratiques de retenir l'attention. Plus significative est la brusque débâcle de cette opposition timide et calculatrice, encore soulignée par diverses manifestations simultanées de même espèce : contrition réitérée de Zinoviev et Kamenev, en termes d'une rare platitude, nouvelle rétractation de Chliapnikov, alors que ni celui-ci, ni ceux-là, écartés de toute activité politique, n'avaient rien dit au préalable, rien qui pût motiver le moindre repentir, — enfin reniement éhonté des « professeurs rouges » de l'école de Boukharine. La mentalité bolchéviste évoluée de l'amoralisme implicite au cynisme déclaré explique sans doute bien des choses mais non un triomphe de Staline aussi prompt et total. Il faut en chercher la raison majeure dans ce « régime » dont a gémi Boukharine, un jour de désespoir, et qui rendait alors si vraie la parole de Tchenychevski reprise par Lénine : « Misérable nation, nation d'esclaves, du haut en bas, tous les esclaves. »

Ce n'est pas la Russie tsariste de l'époque pré-révolutionnaire qui ressuscite sous l'aspect soviétique, l'autocratie vermoulue au despotisme tempéré par la corruption, amendé de certaines tolérances successives et de coutumes relativement libérales, mais la Russie d'un âge plus barbare, en dépit de la technique moderne. On y remarque de plus en plus fréquents des faits analogues à ceux qu'ont pu observer les premiers voyageurs ou ambassadeurs en Moscovie, flamand comme Guillebert de Lennoy, vénétiens comme Barbaro et Contarini, anglais comme Chancellor et Fletcher, italien comme Possevino, français comme Margeret, allemand comme Olearius, puis leurs successeurs Carlisle, Collins, Jean Struys, pour ne pas remonter à Marco Po-

lo... « La révolution a renversé la monarchie... Mais peut-être n'a-t-elle fait que refouler dans l'organisme interne la maladie de l'épiderme », écrivait en 1917 Gorki, piètre théoricien mais essayiste intuitif et pour une fois bon prophète. La Guépéou qui rappelle d'abord l'Okhrana, ensuite la troisième section de la Chancellerie, enfin l'Opritchina * d'Ivan le Terrible, renoue la sombre tradition ancestrale du knout. On lit dans l'*Histoire de la Russie* de S. Platanov : « Les disgrâces, les déportations, les exécutions de suspects, les violences auxquelles se livraient les opritchniks sur les « traîtres »... tout cela faisait trembler Moscou et inspirait à tous une attitude de soumission passive et résignée. » Sous Staline comme sous le Terrible, l'opposition a été brisée par des mesures semblables et il n'est pas fortuit que S. Platanov soit, lui aussi, mort en exil. Sous Staline comme sous Godounov, la délation est érigée en système de gouvernement, puis, comme sous Pierre le Grand, en institution d'État. Nul n'ose plus se fier à personne et chacun redoute d'exprimer sa pensée à un voisin, un ami, un parent. La Guépéou compte environ 20 000 fonctionnaires, 30 000 agents secrets, 60 000 sbires sélectionnés, sans parler des effectifs considérables du *Tchone* (détachements de destination spéciale) à la disposition du Parti, mais ces chiffres ne donnent qu'une faible idée de sa puissance ; elle a pour auxiliaires non seulement la milice et l'armée, en cas de besoin, mais les millions d'adhérents au parti et à la Jeunesse communiste, tenus de dénoncer leurs camarades et de plus les milliers de membres d'associations prétendument volontaires assujetties au pouvoir, les bureaux de soviets et de syndicats, les comités de maison, la multitude des secrétaires et employés qui constituent l'ossature de l'État. Au mépris du vieil axiome de droit inscrit par Pierre I^{er} dans la législation militaire avant d'être mis en honneur, non sans duplicité, par Catherine II et suivant lequel mieux vaut absoudre dix criminels que condamner un innocent, elle sacrifie cent innocents pour ne pas épargner un « traître ». Le mouchardage sous toutes les formes, salarié, bénévole ou obligatoire, et parfois la provocation lui fournissent ample matière à exercer sa technique extraordinaire d'inquisition et de punition. Le knout, aboli par le tsarisme au précédent siècle mais demeuré symbole des divers moyens répressifs,

* Organe de répression militaro-policière créé au XVI^e siècle pour lutter contre l'opposition et les « trahisons » des boïards, renforcer l'autocratie et le servage. Elle a laissé le souvenir de ses exactions et de ses cruautés.

redevient avec Staline l'« instrument favori de la Némésis d'État », comme disait autrefois Chtchédrine. Entre la faucille et le marteau, emblèmes du travail manuel primitif et d'une économie peu productive, les sujets soviétiques deviennent l'invisible objet de leur terreur. Le mystère entretenu autour des agissements et procédés de la Guépéou aggrave encore l'idée que la population se fait souvent des tortures morales ou physiques endurées dans les geôles de la rue Loubianka et ses succursales de province. Mais pour extorquer des aveux, une police moderne omnipotente dispose de tourments plus raffinés que le knout proprement dit, que le pal ou l'estrapade. Les bolchéviks se jugent eux-mêmes en invoquant l'exemple fameux de Pierre, le Tsar réformateur mais bâtonneur et bourreau, « civilisateur le knout à la main, le knout à la main persécuteur de toute lumière » comme le définit Herzen, et dont Pouchkine ait pu dire que les oukazes sont « écrits comme avec le knout ». Encore que leur historien préféré Pokrovski ait donné tort à Pierre de « croire ferme au knout comme instrument de progression économique », Staline tombe dans l'erreur séculaire des maîtres du Kremlin. « La civilisation, la science, on nous les a tendues au bout d'un knout » écrivait encore Herzen. Le plan quinquennal et le socialisme dans un seul pays, Staline ne prétend pas les réaliser autrement. Sous sa direction empirique mais résolue, l'État knouto-soviétique, si l'on peut ainsi rajeunir une formule périmée de Bakounine, aborde à l'aveugle un bouleversement économique et social plus profond que celui d'Octobre, une révolution décrétée d'en haut à l'encontre des intérêts et des sentiments d'en bas, la collectivité agricole généralisée de gré ou de force en violation désinvolte des principes élémentaires du socialisme et des dispositions même du plan régulateur et créateur.

Lénine s'est toujours très strictement conformé aux idées de Marx et d'Engels en matière de théorie agraire. « Engels a souligné que les socialistes ne songent pas à exproprier les petits paysans, lesquels comprendront les avantages de l'agriculture socialiste mécanisée par la seule force de l'exemple », rappelle-t-il en maintes circonstances, et il professe sous le communisme de guerre : « Nous n'admettons aucune violence envers le paysan moyen. Même à l'égard de la riche paysannerie, nous ne disons pas aussi résolument que pour la bourgeoisie : expropriation absolue... » Il insère dans les résolutions fondamentales de l'Internationale communiste cette thèse explicite : « En

règle générale, le pouvoir prolétarien devra laisser leurs terres aux paysans riches ou aisés et ne s'en emparer qu'en cas d'opposition manifeste... » Pour lui, les paysans expriment la « volonté de l'immense majorité de la population laborieuse ». Et dans un de ses derniers discours, il recommande de marcher avec la masse paysanne « incommensurablement, infiniment plus lentement que nous ne l'avions rêvé, mais de façon que toute la masse se meuve avec nous ». Staline qui connaît sur ce point la pensée marxiste, au moins de seconde main, et a plus d'une fois démarqué Lénine se vante de résoudre la question agraire dans un sens socialiste et à vive allure par la terreur.

Fort du grand ralliement opéré en apparence de gauche et de droite autour du plan quinquennal, débarrassé de toute opposition franche, maître indiscuté de l'appareil, le « secrétaire génial » comme on le désigne par ironie peut dorénavant tout se permettre. De la vieille garde du bolchévisme, en partie descendue au tombeau, en partie moribonde politiquement, ligotée ou avilie, il reste pour ainsi dire seul debout parmi les « nullités » dont il a ricané devant Boukharine. Une occasion ayant surgi d'affermir son autorité sur la Guépéou contaminée d'opportunisme à la tête, il ne l'a pas manquée : par crainte de rentrer en Russie, des fonctionnaires soviétiques à l'étranger optent pour l'émigration et un esclandre retentissant éclate à Paris où le premier conseiller de l'ambassade, terrifié par un contrôleur de Moscou, escalade un mur afin de déguerpier. Staline en profite et incrimine la Guépéou en défaut de vigilance, pour remplacer Trilissier, droitier, par Messing et remanier le collègue directorial. Auprès de Menjinski, président inamovible, il conserve le premier adjoint, Iagoda, dont les sympathies pour la droite n'ont pas été de longue durée. Sûr désormais de cet instrument, il active l'industrialisation dans les villes, la collectivisation dans les campagnes, il aiguillonne le Parti et surtout la Jeunesse communiste qui transmettent son impulsion à tous les rouages de l'inexorable machine bureaucratique et policière. Tout pour le Plan et par le le Plan : ainsi peut se résumer la vie entière du peuple russe à dater de 1929, l'« année du grand tournant ».

Sous ce titre orgueilleux, et cinq mois seulement après l'adoption de la *piatiletka*, Staline n'attend pas les résultats de l'expérience pour chanter victoire. Dans un intraduisible pathos économique-militaire entre coupé de litanies sur le thème rituel : « *Lénine a dit...* » il annonce « un grand tournant sur tous les fronts de la construction socia-

liste... sous le signe d'une offensive résolue du socialisme contre les éléments capitalistes ». Au paroxysme du « com-mensonge » et de la « com-vantardise », il considère atteints et dépassés tous les buts fixés par le Plan, sauf peut-être la formation des cadres de « techniciens rouges », mais le Parti n'a qu'à vouloir pour s'attaquer au problème des cadres et s'emparer coûte que coûte de cette forteresse »... Les investissements dans l'industrie ont passé en un an de 1 600 millions de roubles à 3 400, dit-il, sans révéler par quels moyens, ni pourquoi la gauche aurait commis un crime inexpiable en proposant naguère de 500 à 1 000 millions de dotations annuelles. Il énumère succès extraordinaires sur conquêtes décisives, célèbre toutes sortes de « progrès formidables » et de « rythmes impétueux », se moque de la droite banqueroutière dont il avait récemment juré en public de rester solidaire « jusqu'au bout ». Mais en fait de « réussite sans précédent », rien n'égale la collectivisation agricole malgré la « résistance désespérée de toutes les forces obscures possibles, des koulaks et les popes aux philistins et aux opportunistes de droite ». Par villages entiers, par cantons ou districts et par régions, les paysans adhèrent aux kolkhozes, paraît-il, mais Staline ne dit pas sous quelle pression implacable, sauf allusion rapide aux « brigades ouvrières disséminés par dizaines et centaines dans les principales contrées de notre pays » et dont la besogne encore mal connue fait déjà penser aux « dragonnades » de la guerre des Camisards. Il explique les millions d'hectares collectivisés et de quintaux récoltés en exaltant l'importance des tracteurs... futurs. « Nous allons à toute vapeur au socialisme par l'industrialisation, laissant derrière nous notre retard séculaire et "racial". Nous devenons un pays métallique, un pays d'automobilisation, un pays de tractorisation. Et quand nous mettrons l'U.R.S.S. sur une automobile et le moujik sur un tracteur, que les honorables capitalistes, si fiers de leur "civilisation", essaient de nous rattraper. Nous verrons alors quels pays seront à "définir" comme attardés et lesquels comme avancés. »

Ces lourdes forfanteries où se mêlent ignorance et présomption compliquées de nationalisme méritent d'être rapprochées des vaines paroles de Pierre le Grand : « Espérons que dans quelques années, nous pourrons humilier les pays voisins... » Un même trait de mœurs persiste à travers les siècles, le dédain affecté envers l'Occident dont la Russie — tsarienne ou soviétique — copie de la civilisation et paie

très cher les instructeurs sans jamais rien rattraper ni dépasser personne. On a prêté à Pierre l'aveu impudent : « Nous avons besoin de l'Europe pour quelques dizaines d'années, après quoi nous lui tournerons le dos. » Staline se contente de réduire à cinq ans les délais, puis à quatre, et ses courtisans exagèrent encore. Le général Broussilov pensait moins à cet aspect des choses qu'à la parenté des personnages en écrivant dans ses *Mémoires* : « Beaucoup de ceux qu'on qualifie chez nous de grands hommes étaient des bolchéviks par leurs méthodes de gouvernement et leur manière d'agir : Ivan le terrible, Pierre le Grand, Pougatchev. » Il y a lieu de noter que Lénine avant Gorki, avant Broussilov et tant d'autres, a établi le parallèle plutôt péjoratif entre Pierre et lui : « Si la révolution tarde en Allemagne, nous devons nous mettre à l'école du capitalisme d'État des Allemands, l'imiter de toutes nos forces, ne pas épargner les procédés dictatoriaux pour accélérer cette imitation *encore plus que Pierre n'a activé l'imitation de l'Occident par la Russie barbare*, sans reculer devant les moyens barbares pour combattre la barbarie. » Mais il a jugé nécessaire de faire disparaître le membre de phrase relatif au tsar cruel, tortionnaire et assassin de son propre fils, en se citant lui-même trois ans plus tard. Staline, étranger à tout humanisme socialiste, semble retenir surtout le conseil de recourir aux moyens barbares, un de ces mots imprudents que « le vieux » aurait regretté après coup d'avoir livré à des disciples étroits, incapables d'en saisir l'esprit. L'aphorisme vient sans doute d'une réminiscence d'Engels, à qui Lénine a tant emprunté : « L'humanité, née de l'animalité, a eu besoin d'employer des moyens barbares, presque animaux, pour arriver à sortir de la barbarie », — vue rétrospective où l'on ne trouve pas l'ombre d'une suggestion d'avenir.

L'article sur le « grand tournant », écrit de sang-froid pour le douzième anniversaire de la révolution, donne à peine le ton de la presse en délire commandé ; « prodigieux », « colossal », « inouï », « merveilleux », tous les superlatifs apologétiques sont alors mis à contribution en l'honneur d'ouvrages regardés partout ailleurs comme banals ou ordinaires, qu'il s'agisse de creuser un trou, poser des briques, semer du seigle, et surtout pour se vanter de projets mirifiques encore à l'état de devis ou de maquettes mais dont la réalisation permettait, paraît-il, de « rattraper et dépasser » l'Europe et l'Amérique. Déjà quelque dix années auparavant, à propos du premier plan

d'électrification, Boukharine entonnait une invocation lyrique à *l'Étoile rouge* de Bogdanov, roman utopique où un Terrien s'initie sur la planète Mars socialisée à une « période de grands travaux », transition du capitalisme au communisme. Après avoir traité en contre-révolutionnaire l'auteur, un des pionniers de leur mouvement, homme éminent par le savoir et le caractère, mort en 1928 des suites d'une expérience médicale qui ressemble à un suicide, les bolchéviks s'inspiraient de sa fiction mais à l'excès, selon leur travers caractéristique, dans leur engouement du gigantesque, le culte des machines, la mystique du tracteur et une forme originale de la manie des grandeurs. À défaut de réalités, Staline et son appareil se satisfont de chimères et, par une curieuse autosuggestion, en arrivent peut-être à se persuader du bien-fondé de vagues hypothèses à mesure qu'ils trompent davantage leurs sujets. Il n'est que de lire Custine pour retrouver la tradition bien ancrée : « On ne saurait mieux démentir les faits les plus avérés, ni se jouer plus audacieusement des consciences, à commencer par la sienne. »

Depuis l'abbé astronome Chappe d'Auteroche au XVIII^e siècle, tous les observateurs sérieux ont remarqué chez les Russes un « talent particulier pour imiter ». Dans cet ordre d'idées, en plagiant les aspects extérieurs de l'américanisme industriel, Staline n'a pas innové que Pierre avant lui car depuis Godounov, la Russie a singé successivement les Polonais, les Suédois, le Hollandais, les Prussiens, les Anglais, les Français. Herzen dit non sans raison : « Nous avons été mille ans à la terre et deux siècles à l'école, à l'imitation. » Tout pays arriéré traverse un stade d'instruction scientifique et technique au cours duquel s'imposent des emprunts aux civilisations étrangères ; mais l'État knouto-soviétique, dans la filiation particulière du despotisme national, s'interdit le progrès réel en masquant d'arrogance une infériorité intrinsèque. Le mot amer de Lénine sur Zinoviev : « Il copie mes défauts », s'applique au plus haut degré à son héritier qui, en outre, copie les tares de ses modèles capitalistes. Et pas plus que les bolchéviks n'ont assimilé le marxisme, synthèse de plusieurs cultures occidentales, en y prélevant des schèmes simplifiés avec une terminologie savante, ils ne prenaient le plus court chemin vers la production rationnelle qu'en ruinant leur économie naturelle pour édifier par la gloriole des « géants » de l'électricité, de la sidérurgie, de la mécanique, « les plus grands du monde » ou prétendus tels.

Il serait malaisé de discerner, dans la profession de foi socialiste de Staline à l'époque, les parts instables et respectives de l'inconscience et de l'hypocrisie. Mais en voyant sacrifier l'individu travailleur de l'État parasite et les générations révolutionnaires au mythe du Plan fascinateur, on ne peut douter d'un fait primordial : cinq ans après la mort de Lénine, les notions léninistes du socialisme n'ont plus rien de commun avec la teneur d'aucune doctrine connue sous la même étiquette. L'industrialisation de Staline sous-entend une surexploitation intensive des ouvriers, et la collectivisation, une servitude absolue des paysans. Car faute de crédits assez larges au-dehors, ou de classes riches à taxer au-dedans, les prolétaires des usines et les demi-prolétaires des champs devront faire en Russie les frais de la « construction » du socialisme dans un seul pays. Pour financer le plan des « grands travaux » transposés de la planète Mars sur la sixième partie du globe terrestre, et très disproportionné aux ressources normales de l'Union, il n'est d'autre recours que d'accentuer à l'extrême les différents modes de soustraction et de coercition déjà en vigueur sous divers prétextes, impôts abusifs, inflation fiduciaire effrénée, élévation continue des prix, emprunts volontaires-obligatoires dont le procédé se ramène à des retenues sur les salaires. Comme cela ne suffit pas encore, il ne reste qu'à exproprier les derniers détenteurs de marchandises et d'instruments de travail, en premier lieu le koulak « qui a de quoi manger » mais en même temps les petits marchands, les artisans, les paysans moyens. Dans cette voie, c'en est fait de la *nep*, des concessions, du commerce privé. L'État knouto-soviétique, impuissant à rivaliser avec aucune initiative individuelle, liquide toute saine compétition économique. Avant la fin de 1929, Staline va déclarer : « Lénine a dit que la *nep* est introduire sérieusement et pour longtemps. Mais il n'a jamais dit pour toujours. » Le secrétaire inconséquent avait promis plusieurs fois dans l'année de maintenir la *nep* comme pratique d'actualité. De toute évidence, il ne sait pas lui-même où le conduit son empirisme. « La machine échappe des mains... » Moins d'un mois après l'oraison funèbre de la *nep* prononcé par Staline en termes ambigus, Krijanovski, l'ingénieur en chef du Plan, allait noter avec un remarquable à-propos d'autres paroles de Lénine : « Comment nous rapprocher du socialisme ? Pas autrement que par la *nep* », — dernier écho d'une politique à l'agonie.

Une sensible reviviscence de communisme de guerre et de terrorisme accompagne la tentative de réaliser le socialisme « d'assaut », cette fois sans l'excuse des circonstances d'Octobre. Tout en ménageant les ouvriers spécialisés reconnus indispensables, leur octroyant même certains avantages matériels au détriment des catégories les plus déshéritées, Staline redouble d'exigences et de sévérités à l'égard du prolétariat sous-alimenté, harassé, accablé. À coup de décrets et de règlements disciplinaires, il veut obtenir une productivité meilleure et compenser la technique défectueuse, la gabegie bureaucratique, l'incompétence gouvernementale par un effort physique accru des travailleurs pour qui l'alternative est de plier ou de s'enfuir, d'errer par milliers de chantier en chantier et d'usine en usine à la recherche de conditions d'existence supportables. Mais les misères de la vie industrielle sont de loin « rattrapées et dépassées » par les horreurs de la collectivisation. Malgré la « victoire sur le front du blé » cornée par Mikoïan, les brigades communistes qui sillonnent la province pour convertir les moujiks récalcitrants se permettent des exactions auprès desquelles pâlissent les précédentes « abominations de *bachibouzouks* » et même les exploits historiques de l'Opritchnina. On s'en aperçoit au passage de trains entiers transportant vers le nord les koulaks dékoulakisés, à vrai dire paysans dépayannisés, avec leurs familles dépouillées de tout, arrachées en plein hiver à l'isba et à la terre natales. Par des impositions ruineuses, des ventes aux enchères, des confiscations totales suivies d'arrestations en série, parfois d'exécutions sommaires, souvent de meurtres vengeurs et de représailles féroces, par tous les moyens de pression et de contrainte, l'appareil aux ordres de Staline provoque une ruée de panique vers le refuge des kolkhozes. Pour la plupart, les paysans ainsi endoctrinés abattent le bétail, bazzardent ou détruisent l'inventaire plutôt que de le livrer à l'État spoliateur ; seuls, les plus pauvres se laissent berner ou entraîner, n'ayant rien à perdre, et dans l'espoir de bénéficier des prêts, des semences, des tracteurs prévus par le Plan. De véritables migrations dépeuplent des régions fécondées par le labeur de plusieurs générations : départ en masse des colons allemands de la Volga, exode des bûcherons de Carélie, des bergers du Kazakhstan, évasion d'habitants des zones limitrophes sous les balles de garde-frontières. « Toute la Russie paysanne, en ce moment, hurle de douleur de déses-

poir », constate un correspondant du *Bulletin communiste* de Paris *. D'innombrables suicides, absents de la statistique, et même des suicides collectifs en Sibérie parmi les Tchérémisses assombrissent encore la tragédie. Ainsi se produit le miracle de la multiplication des kolkhozes qui donne le vertige à Staline.

En lutte contre les ouvriers et les paysans, les techniciens et les intellectuels et les intellectuels, la gauche et la droite de son parti, Staline mène aussi une guerre impitoyable à l'Église et aux fidèles, renie là encore et bafoue par ses méthodes la tradition bolchéviste dont il revendique l'héritage. Lénine souscrivait sans réserve aux vues d'Engels qui a raillé les Communards blanquistes de vouloir « supprimer Dieu par décret » et, plus tard, reproché à E. Dürhing de « dépasser Bismarck » dans sa manière de combattre la religion. Sa pensée non équivoque en ce domaine était à l'antipode de l'athéisme brutal et agressif de ses épigones. Dès l'*Iskra*, elle s'est exprimée en admettant le « droit même aux jésuites de mener une libre agitation » avec le seul correctif d'en préserver par persuasion les prolétaires. « Déclarer que la guerre à la religion est un des objectifs politiques du parti ouvrier n'est qu'une phrase anarchiste », affirmait-il, et même : « Si un prêtre vient à nous pour faire le travail politique commun, s'il exécute consciencieusement la besogne que le Parti lui confie, sans intervenir contre son programme, nous pouvons l'accepter dans nos rangs » La Constitution soviétique « reconnaît à tous les citoyens la liberté de propagande religieuse ou antireligieuse », article modifié d'un trait de plume en 1929, et le programme bolchéviste prescrit d'« éviter avec soin toute offense aux sentiments des croyants ». Pendant quelque dix années, l'Église et l'État séparés ont pu vivre en état de paix relative, troublée par exception de conflits sanglants comme au temps de la grande famine avec la réquisition des métaux précieux dans les sanctuaires, au profit supposé des affamés. Le gouvernement se bornait à favoriser des schismes, à soutenir les sectes dissidentes tout en stimulant la propagande anticléricale. Mais une autre phase commence quand Staline reprend les hostilités contre les paysans. L'alliance des papes et des koulaks sert à expliquer tous les déboires du parti à la campagne. L'irréligion officielle tourne à la déchristianisation systématique par la violence : fermeture et démolition ou désaffectation de

* On ne pouvait pas dire, à l'époque, que ce correspondant était Pierre Pascal.

temples de diverses confessions, de chapelles et de monastères, saisie des livres de piété, interdiction du prosélytisme, autodafé d'icônes, déportation des prêtres, condamnations à mort. Sous prétexte de matérialisme militant, aux allures plutôt caricaturales, l'athéisme déjà obligatoire dans les écoles est inculqué de vive force aux adultes suspectés d'« idéalisme ». Pierre le Grand avait enlevé aux églises le quart des cloches pour couler de l'artillerie, Staline les confisque en totalité pour fondre des carburateurs. À deux siècles d'intervalle, le tsar sauvage et le secrétaire policé ont à leur actif les mêmes bouffonneries blasphématoires et mascarades éducatives, cortèges burlesques et parodies profanatrices, mais le second ne réussit à l'instar du premier qu'à blesser les fidèles en persécutant le clergé ou en outrageant les cultes sans extirper aucune croyance ni superstition, repliées dans les prières clandestines ou le secret des consciences. Les bolchéviks dégénérés ne se réclament que par imposture d'un aphorisme de Marx sur la religion « opium du peuple », eux dont les « victoires sur le front religieux » procèdent exclusivement des moyens barbares du plus grands des Romanov, le plus arbitraire des despotes, et qui ont institué, après le narcotique du dogme léniniste, le fétichisme d'un cadavre.

Le 21 décembre 1929, jour ignoré du cinquantième anniversaire de Staline, toute la presse soviétique parut avec d'énormes titres, d'énormes portraits et d'énormes articles. Les louanges décernées au dictateur n'étaient pas moins énormes. L'ensemble des qualités humaines et bien des vertus surhumaines seraient incarnées dans Staline, l'homme d'acier, à en croire les thuriféraires de son entourage. Sa modestie, son courage, son dévouement à la cause égalent son savoir et sa clairvoyance. Il a été l'organisateur du parti bolchéviste, le meneur de la révolution d'Octobre, le chef de l'Armée rouge et le vainqueur de la guerre civile comme de la guerre étrangère. Il est aussi par surcroît le guide du prolétariat mondial. Le praticien s'élève au niveau du théoricien et l'un comme l'autre sont infaillibles : il n'y a pas d'exemple d'une erreur de Staline. Et un leitmotiv revient sans cesse dans les dithyrambes : homme de fer, soldat d'acier, avec des variations sur le thème invariable de l'acier et du fer : léninisme d'airain, bolchévik de granit. Les mêmes formules, les mêmes hyperboles, les mêmes expressions outrées d'admiration et de soumission, strictement conformes aux modèles envoyés de Moscou, se retrouvent dans des

milliers d'adresses, de messages, de télégrammes reçus de tous les points de la Russie et qui emplissent des pages entières des journaux, puis plusieurs colonnes chaque jour pendant plusieurs semaines. Les Éditions d'État répandent par millions d'exemplaires des recueils où les panégyriques tiennent plus de 250 pages sans compter d'innombrables salutations simplement énumérées par indication d'origine. Un buste officiel est fabriqué en série, réparti par ordre. Le nom de Staline déjà donné à plusieurs villes est encore attribué à des usines, des stations électriques, des exploitations agricoles, des casernes et des écoles...

Dix années plus tôt, le 23 avril 1920, on avait célébré à Moscou les cinquante ans de Lénine, véritable initiateur du bolchévisme, vrai fondateur du parti communiste, vainqueur authentique d'Octobre, créateur réel de l'État soviétique. Ce fut une soirée presque intime au comité moscovite du Parti. Des souvenirs échangés entre vieux amis, il reste une modeste brochure de 30 pages. De 1920 à 1930, un changement profond s'est accompli à Moscou et le contraste des deux jubilé en illustre assez le sens original et national. Lénine, aimé et admiré de son parti, respecté et honoré de ses contradicteurs ou adversaires, n'eût jamais supporté quelque chose de semblable à des éloges de complaisance, encore moins à une adulation inspirée de l'arrivisme et de la peur. Staline, détesté même de ses sportulaires mais tutoyé comme un tsar ou comme un dieu, récompense les apologistes intéressés, achète ou extorque des compliments insincères et suscite un débordement de servilisme immémorial. Lui-même a bien changé depuis le discours de Tiflis où il tempérait le zèle des flagorneurs. L'atavisme historique de l'ancienne Moscovie, longtemps comprimé par une lente évolution capitaliste et les influences occidentales, révèle une vitalité tenace en sa personne omnipotente comme dans le régime transitoire qui tend à hausser l'empire des Soviets au niveau des grands pays industriels « sans reculer devant les moyens barbares » pour l'armer dans la concurrence universelle et le préparer aux conflagrations futures. Mais de socialisme, point de trace, ni dans les faits, ni dans les tendances, à l'heure où la nouvelle caste privilégiée porte son chef au pinacle.

Parmi les hommages démesurés rendus à Staline par des serviteurs empressés à lui prêter les mérites qu'il n'a pas et les talents dont il est privé sans conteste, toutefois sans oser lui découvrir encore de génie,

on se heurte entre mille allégations de même valeur à celles qui attachent aux « rythmes d'industrialisations inconnus dans l'histoire de l'humanité » ou au « grand processus d'industrialisation socialiste » le nom de proscripteur des communistes industrialistes. À l'appui de quoi, la propagande claironne le bilan de l'année 1929, pourtant insignifiant par rapport à l'énergie ouvrière dépensée et aux capitaux investis, et fait valoir les tonnes de métal à venir des hauts fourneaux en construction. Il semble que le paysan du Caucase, si obstinément réfractaire aux projets industriels de l'opposition avant de la déporter, tienne spécialement à s'arroger par tous les artifices une priorité en la matière. Cependant, les conditions matérielles de l'existence vont de mal en pis dans la Russie en marche « à toute vapeur au socialisme ». Après le pain, les autres denrées sont rationnées, puis les objets manufacturés. Le nombre des bouches à nourrir augmente, mais les marchandises de nécessité primaire se raréfient à mesure que les prix montent. Au seuil de l'an 1930, la consommation par habitant reste en quantité et en qualité au-dessous de la misérable moyenne d'avant guerre, car « dans deux domaines, celui du fer et celui du blé, nous retardons considérablement sur 1913 », convenait le président du Gosplan à la dernière conférence du parti. Le taux de la natalité (2,3 %) indique alors un chiffre de population en croissance annuelle de 3 millions et demi, approchant déjà un total de 160 millions. Et avec encore plus de raisons que Custine au précédent siècle, « l'on frémit en songeant que, pour une si grande multitude de bras et de jambes, il n'y a qu'une tête ».

Bibliographie

J. STALINE, Sur la jeunesse communiste, M., 1926 ; La lutte contre les déviations de droite et d'ultra-gauche, *Pravda*, n° 40, M., 18 fév. 1926 ; La situation économique de l'U.S., *Pravda*, n° 89, M., 18 avr. 1926 ; La grève anglaise et les événements de Pologne, *Pravda*, n° 136, M., 16 juin 1926 ; Contre les nouvelles mensongères du *New Leader* de New York *Corr. Int.*, n° 110, P., 13 oct. 1926 ; Sur le bloc d'opposition, *Pravda*, n° 247, M., 26 oct. 1926 ; L'opposition et la situation à l'intérieur du Parti, *Pravda*, n°s 256 et 257, M., 5 et 6 nov. 1926 ; Discours de conclusion *Pravda*, n° 262, M., 12 nov. 1926 ; Les perspectives de la rév. en Chine, *Bolchévik*, n°s 23-24, M., 31 déc. 1926 ; Les questions intérieures du P.C. de l'U.S., *Pravda*, n°s 285 et 286, M., 9 et 10 déc. 1926 ; *Ibid.*, Discours de conclusion, *Pravda*, n°s 294, 295, 296, M., 19, 21, 22, déc. 1926 ; Discours, *Pravda*, n° 13, M., 16 janv. 1927 ; Discours, *Pravda*, n° 51, M., 3 mars 1927 ; La

question du gouvernement ouvrier-paysan, *Bolchévik*, n° 6, M., 15 mars 1927 ; Discours, *Pravda* n° 72, M., 31 mars 1927 ; Une nouvelle phase dans la collectivisation, *Pravda*, n° 83, M., 13 avr. 1927 ; Les questions de la rév. chinoise, M., 1927 ; Les trois mots d'ordre fondamentaux du parti dans la question paysanne, *Bolchévik*, n° 7-8, M., 15 avril 1927 ; Le mot d'ordre de la dictature du prolétariat, etc., Questions du léninisme, 4^e éd. ; La rév. en Chine et les erreurs de l'opposition, M., 1927 ; La rév. en Chine et les tâches de l'Int. Com., *Bolchévik*, n° 10, M., 1^{er} juin 1927 ; Remarques sur des thèmes d'actualité, *Pravda*, N° 169, M., 28 juil. 1927 ; Conversation avec la première délégation américaine, M., 1927 ; La physionomie politique de l'opposition russe, *Corr. Int.*, n° 107, P., 22 oct. 1927. *L'Int. Com.*, n° 20, P., 15 oct. 1927 ; Discours sur la situation internationale, *L'Int. Com.*, n° 18-19, P., 1^{er} oct. 1927 ; L'opposition trotskiste autrefois et maintenant, *Pravda*, N° 251, M., 2 nov. 1927 ; Sur le caractère international de la rév. d'Octobre, *Pravda*, n° 255, M., 6-7 nov. 1927 ; Conversation avec des délégations ouvrières étrangères, *Pravda*, n° 260 et 261, M., 13 et 15 nov. 1927 ; Discours, *Pravda*, n° 269, M., 24 nov. 1927 ; Sur l'opposition, recueil, M., 1928 ; Discours, 10^e anniversaire de l'Armée rouge, *Pravda*, n° 50, M., 28 févr. 1928 ; Rapport sur les travaux de la session plénière du C.C., etc., *Pravda*, n° 90, M., 18 avr. 1928 ; Discours, *Pravda*, n° 50, M., 28 févr. 1928 ; Rapport sur les travaux de la session plénière du C.C., etc., *Pravda*, n° 90, M., 18 avr. 1928 ; Discours, *Pravda*, n° 113, M., 17 mai 1928 ; Sur le front du pain, *Pravda*, n° 127, M., 2 juin 1928 ; Contre la vulgarisation du mot d'ordre de l'auto-critique, *Pravda*, n° 148, M., 26 juin 1928 ; Lénine et la question de l'alliance avec le paysan moyen, *Pravda*, n° 152, M., 3 juil. 1928 ; Les travaux de la session plénière de juillet au C.C., etc. *Pravda*, n° 163, M., 15 juil. 1928 ; À la mémoire de I. Skvortzov-Stepanov, *Pravda*, n° 235, M., 9 oct. 1928 ; Le danger de droite dans le Parti, *Pravda*, n° 247, M., 23 oct. 1928 ; L'industrialisation du pays et la déviation de droite dans le Parti, *Pravda* ; n° 273, M., 24 nov. 1928 ; Le danger de droite dans le P.C. allemand, Question du léninisme ; Les fractionnaires de droite dans le P.C. américain, M., 1930 ; Sur la déviation de droite dans le Parti, M., 1929 ; L'émulation et l'élan travailleurs des masses, *Pravda*, n° 114, M., 22 mai 1929 ; L'année du grand tournant, *Pravda*, n° 259, M., 7 nov. 1929 ; Les questions de la politique agraire en U.R.S.S., *Pravda*, n° 309, M., 29 déc. 1929 ; Les questions du léninisme, M., 1929 ; 2^e éd. compl. 1930 ; 7^e éd. compl. 1931.

A. ANGAROV, La lutte de classe dans la campagne soviétique, M., 1929. — Au tournant, Questions fondamentales de construction économique, Recueil, M., 1927. — V. BAZAROV, Les cycles capitalistes et le processus de rétablissement économique de l'U.R.S.S., M., 1927. — (Blumkine), J.G. Blumkine fusillé par Staline, Comment et pourquoi Staline a fusillé Blumkine, *Bull. de l'Opp.*, n° 9, P., fév.-mars 1930 ; Blumkine (L'assassinat de), *Bull. Com.*, n° 31, P., fév. 1930 — A. BOGDANOV, L'Étoile rouge, Utopie, St-P., 1908. — V. BOGOUCHEVSKI, Les constructions capitales dans l'industrie d'État, L., 1927. — A. BOLCHAKOV, La campagne soviétique, « Économie et mœurs, 2^e éd., L. 1925. — Bolchéviks (Les) peints par eux-mêmes, Une conversation remarquable, *Sots*, V. n° 6, Berlin, 27

mars 1929 ; *Id.*, I, Conversation avec Sokolnikov ; 2, Complément au récit de Boukharine, *Ibid.*, n° 9, Berlin, 4 mai 1929.

N. BOUKHARINE, Le chemin du socialisme et l'union ouvrière-paysanne, M., 1926 ; Le caractère de notre rév. et la possibilité d'une édification socialiste victorieuse en U.R.S.S., *Bolchévik*, n°s 19-20, M., 31 oct. 1926 ; La Rév. russe et la S-D., *Corr. Int.*, n° 119, P., 30 nov. 1927 ; Le testament politique de Lénine, *Pravda*, n° 19, M., 24 janv. 1929 ; Pour la défense de la dictature prolétarienne, M., 1928 ; Remarques d'un économiste, *Corr. Int.*, n°s 126, 127, 129, 131, P., 20, 24, 27, 31 oct. 1928 ; v. Chine.

(Boukharine) ; B. BORILINE, Sur l'économie soviétique et les erreurs théoriques de N. Boukharine, M., 1930. — N. LEHMAN et S. POKROVSKI, les sources idéologiques de la déviation de droite, Sur les erreurs du cam. Boukharine, M., 1930. — V. LÉNINE, Remarques sur le livre de N. Boukharine, « L'économie de la période transitoire », L., 1931. — V. SORINE, Sur les désaccords de Boukharine avec Lénine, M., 1930.

(Chine) ; M. ALSKI, Canton vainc... M., 1927. — N. BOUKHARINE, Les problèmes de la rév. chinoise, P., s.d. — CHEN FOU-CHOEN, La rév. chinoise, P., 1929. — S. DALINE, Dans les rangs de la rév. chinoise, Préf. de K. Radek, M., 1926 ; La jeunesse dans le movt rév. en Chine, M., 1927. — Événements (Les) de Chine et la rév. mondiale, Préf. de Sen Katayama, M., 1925. — A. IVINE, Les piques rouges. Le movt paysan en Chine, M., 1927 ; De Hankéou à Changäi, M., 1927. — A. KHODOROV, M. PAVLOVITCH, La Chine en lutte pour l'indépendance, M., 1925. — L. MADIAR, L'état présent de la rév. chinoise, M., 1929. — G. MANUE, Sous le signe du Dragon. P., 1929. — Questions de la révolution chinoise, t. I, Recueil, Université de Sun Yat-sen, Int. de K. Radek, M., 1927. — M. RAFES, La rév. en Chine et la tradition de Chang Kaï-chek, M., 1927. — G. RJANOV, La chine en marche vers la révolution, L. 1927. — M. N. ROY, La rév. chinoise et l'Int. Com., 1929. — G. SOULIÉ DE MORANT, Hist. de la Chine, P., 1929 ; v. STALINE. — SUN YAT-SEN, Notes d'un révolutionnaire chinois, M., 1926. — I. TAÏGUINE, La rév. chinoise, M., 1927. — TCHEN DOU-SIOU, Lettre à tous les membres du P.C. chinois, *Bull. de l'Opp.*, n°s 15-16, P., sept. oct. 1930. — V. TROTSKI.

(Collectivisation) ; A. BEJKOVITCH, La collectivisation de l'agriculture dans le sud de la Russie, L., 1927. — A. GAÏSTER, Résultats et difficultés de la collectivisation, M., 1929. — M. KALININE, A. ENOUKIDZÉ, La collectivisation intégrale et les tâches des soviets, M., 1930. — J. KOGAN, Sovkhozes, kolkhozes et stations de machines et tracteurs, M., 1929. I. KONIOUKOV, L'agriculture collective, 2^e éd. rev. et compl., M., 1925. — N. KROUPSKAÏA, Ce que Lénine a dit des kolkhozes et de la petite entreprise paysanne, M., 1930. — Lénine à propos des kolkhozes et sur la lutte contre le koulak, M., 1930. — F. TSYLKO, Les voies de dével. de l'économie rurale de l'U.R.S.S. et les cinq prochaines années, M., 1930.

Conférence (quinzième) du P.C.U. Compte rendu stén., M., 1927. — Congrès (quinzième) du P.C.U. Compte rendu stén., M., 1928. — Conférence (seizième)

du P.C.U. Compte rendu stén., M., 1929. — P. DOUBNER, I. KREMLIEV-SVEN, La production ininterrompue et l'édification socialiste, M., 1929 ; F.E. Dzerjinski (Dernier discours de), le jour de sa mort, 20 juil. de cette année, etc., *Pravda*, n° 175, M., 1^{er} août 1926. — F. DZERJINSKI, Les tâches successives de la politique industrielle, M., 1928 ; Questions fondamentales de construction économique en U.R.S.S., Recueil, M., 1928. — A. EICHENWALD, L'économie soviétique, 5^e éd., M., 1929. — G.G., Dans le bloc droitier-centriste, *Bull de l'Opp.*, n°s 1-2, P., juil. 1929 ; À l'aide des bolchéviks-léninistes, *Ibid.* — A. GAISTER, La différenciation sociale de la campagne soviétique, M., 1928. — G. GORDÉIEV, L'agriculture dans la guerre et la révolution, M., 1925. — E. GORFINKEL, L'U.R.S.S. dans le système de l'économie mondiale, M., 1929. — V. GROMANN, L'économie nationale de l'U.R.S.S., sa crise et son relèvement, P., 1927. — J. IAKOVLEV, Agriculture et industrialisation, M. 1926. — A. IOFFE, Lettre à Trotski, Le suicide de A. Ioffe, *Bull. Com.*, supplt, n° 23 bis, P., nov. 1927. — A. IOUGOV, L'économie nationale de la Russie soviétique et ses problèmes, Berlin, s.d. — St. IVANOVITCH, P.C.U., Dix ans de monopole communiste, P., 1928. — L. KAGANOVITCH, Les résultats de la session plénière de nov. du C.C., etc. M., 1929 ; Comment est construit le Parti, M., 1929. — (L. Kamenev), Documents relatifs à l'envoi d'un télégramme au grand-duc Michel en 1917, Communication du C.C., etc., *Bolchévik*, n°s 23-24, M., 31 déc. 1926. — G. KRIJANOVSKI, Dix années de construction économique de l'U.R.S.S., 2^e éd., M., 1928. — G. KRIJANOVSKI, S. STROUMILINE, etc., Les problèmes fondamentaux des chiffres de contrôle de l'économie nationale de l'U.R.S.S. pour 1929-30, M., 1930. — L. KRITZMAN, La différenciation des classes dans la campagne soviétique, M., 1926 ; La rév. prolétarienne et la campagne, M., 1929. — G. KROUMINE, Dans la lutte pour le socialisme, M., 1927. — N. LAZARÉVITCH, Ce que j'ai vécu en Russie, Seraing-sur-Meuse, s.d. — Lénine et les « briseurs de grève » en octobre 1917, Lettres, *Pravda*, n° 250, M., 1^{er} nov. 1927. — A. LÉONTIEV, La construction socialiste et ses critiques, M., 1928. — P. MASLOV, La surpopulation de la campagne russe, M., 1930. — A. MELKOUNOV, La construction organique du P.C. de l'Union Soviétique, M., 1929. — V. MILIOUTINE, Les prochaines tâches économiques, M., 1926 ; Histoire du développement économique de l'U.R.S.S., M., 1928.

(Mœurs) ; V. BRONNER, A. ELISTRATOV, La prostitution en Russie, M., 1927. — L'état d'âme déprimé dans la jeunesse, *Essénechtchina*, Recueil, M., 1927. — Malversations et malversateurs, M., 1926. — Pour de nouvelles mœurs, Recueil, L., 1929. — Qu'est donc notre jeunesse ? Recueil d'articles rassemblés par S. I. Goussiev, M., 1927. — Chr. RACOVSKI, Lettre sur les causes de la dégénérescence du Parti et de l'appareil d'État, *Bull. de l'Opp.*, n° 6, P., oct. 1929. — Résolution du Bureau de la Commission de contrôle sur la situation dans l'organisation de Smolensk, *Pravda*, n° 114, M., 18 mai 1928. — Sur l'éthique des gens de lettres, le voyoutisme et la bohème littéraires, L., s.d. — A. SOLTZ, Sur l'éthique du Parti, M., 1925. — Voyoutisme et voyous, M., 1929.

V. MOLOTOV, La politique du Parti à la campagne, 3^e éd. compl., M., 1927. — *Monde slave (Le)*, Dixième anniversaire de la Rév. bolchéviste, P., 1927. — V.

MOTYLIEV, Problème du rythme de dével't de l'U.R.S.S. M., 1929 ; Le rythme de dével't de l'U.R.S.S. et les États capitalistes, M., 1929. I. NIKICHINE, Dynamique de la production agricole et processus sociaux-économiques à la campagne, M. 1930.

(Opposition) ; Avant Thermidor, Révolution et contre-révolution dans la Russie des Soviets, s.n.l.d. — v. BOUKHARINE, — A. CHLIAPNIKOV, À propos d'une attaque démonstrative et du danger de droite dans le Parti, *Bolchévik*, n° 17, M., 15 sept. 1926. — Contre-thèses de l'opposition sur le plan économique quinquennal, Contre-thèses de l'opposition sur le travail à la campagne, *Corr. Int.*, n° 124, P., avr.-juin 1927. — « Déclaration » (Une) de l'Opposition, *Bull. Com.*, n°s 18-19, P., juil.-sept. 1927. — M. GRICHINE, Sur le bloc d'opposition et la situation à l'intérieur du Parti, M., 1927. — E ; IAROSLAVSKI, La nouvelle opposition et le trotskisme, L., 1926 ; L'opposition ouvrière, le Groupe ouvrier ouvrier et la Vérité ouvrière, M., 1926. — G. KROUMINE, Nouveaux exploits des économistes de l'opposition, etc., M., 1927. — J. LARINE, La signification sociale du bloc d'opposition, *Pravda* n° 251, M., 30 oct. 1926. — MAÏZLINE, Le cam. Boukharine en lutte contre le « bloc d'opposition » *Bolchévik*, n° 18, M., 30 sept. 1926. — D. MARETSKI, La plate-forme économique de l'opposition unifiée, *Ibid.* — S. MEDVÉDIEV, Les idées de l'Opposition ouvrière *Bull. Com.*, n°s 16-17, P., janv-mars 1927. — B. POZERN, L'opposition à la 15^e Conf. du parti, L., s.d. — Résolution de l'Opposition sur le Comité anglo-russe, *Bull. com.*, n°s 16-17, P., janv-mars 1927. — A. SLIEPKOV, La voie de l'opposition « ouvrière », *Bolchévik*, n° 18, M., 30 sept. 1926. — V. STALINE ; v. TOMSKI ; v. TROTSKI.

J. OSSOVSKI, Les voies de dével't de l'économie nationale soviétique, *Bolchévik*, n°s 7-8, M., 30 avr. 1926. — G. PÉTROVSKI, A. ENOUKIDZÉ, etc. Sur la réélection des soviets en 1928, Recueil, M., 1928. — PIATAKOV, Déclaration, *Pravda*, n° 51, M., 29 févr. 1928. — D. POPOV, L'impôt agraire de l'U.R.S.S. en 1927-28, L., 1927. — E. PRÉOBRAJENSKI, L'économie nouvelle, M., 1926, 2^e éd. rev. et compl., M., 1926 ; Remarques économiques, *Bolchévik*, n° 6, M., 31 mars 1926 ; La loi fondamentale de l'accumulation socialiste, *Messenger de l'Académie Communiste*, n° 8, M., 1924. — K. RADEK, la grève générale et la crise sociale en Angleterre, M., 1926.

(Religion) ; V. BOULGAKOV, Comment on meurt pour la foi, *Sovremennyya Zapiski*, t. XXVIII, P., 1929. — Fifteen Years of Religion and Anti-Religion, P., 1933. — P. GUIDOULIANOV, Séparation de l'Église et de l'État en U.R.S.S., Recueil, M., 1926. — G. GOYAU, Dieu chez les Soviets, P., 1929. — J. HECKER, La religion au pays des Soviets, P., 1928. — HERBIGNY (Mgr Michel D') Le front antireligieux en Russie soviétique, P., 1930 ; La guerre antireligieuse en Russie soviétique, P., 1930. — E. IAROSLAVSKI, Sur le front antireligieux, M., 1925. — Livre Noir, À l'assaut des cieux, P., 1925. — R. MARTEL, le mouvement antireligieux en U.R.S.S., 1933. — M. SHERWOOD, La vérité sur les « persécutions » religieuses en U.R.S.S., P., 1930.

A. RYKOV, articles et discours, 4 v., M., 1927-28. — A. RYKOV, G. KRIVANOVSKI, Perspectives de construction économique en U.R.S.S., M., 1928 — V. SARABIANOV, L'économie et la politique économique de l'U.R.S.S., M., 1926 ; L'économie nationale en 1927-28, etc., M., 1927 ; Après dix ans, M., 1927. — V. SCHOULGUINE, la résurrection de la Russie, P., 1927. — Session plénière du C.C., Communiqué, résolutions, *Pravda*, n° 84, M., 13 avr. 1926. — Session (septième) du C.E. élargi de l'Int. Com., *Pravda* n° 271 et suiv., M., 23 nov. 1926 et suiv. — I. SMILGA, Sur des thèmes économiques, *Bolchévik*, n° 6, M., 15 mars 1927. — S. STROUMILINE, La vie de l'ouvrier, en chiffres M., 1926. Succès et défauts de la campagne pour un régime d'économies, *Pravda*, n° 187, M., 17 août 1926. — M. TOMSKI, La discipline du Parti et l'opposition trotskiste, *Corr. Int.*, n° 120, M., 3 déc. 1927.

L. TROTSKI, Dnieprostroï, *Pravda*, n° 207, M., 8 sept. 1925 : Vers le capitalisme ou vers le socialisme ? M., 1926 ; Discours, 15^e Conf. du Parti, *Pravda*, n° 257, M., 6 nov. 1926 ; La crise du P.C. chinois, Trois articles de Trotski : N'est-il pas temps de comprendre ? La voie sûre ; Hankéou et Moscou, *Bull. Com.*, n° 20-21, P., juil-sept. 1927 ; Amendements à une résolution de Rykov sur la situation économique de l'U.R.S.S., *Bull. Com.*, n° 22-23, P., oct.-nov. 1927 ; La rév. chinoise et les thèses de Staline, *Bull. Com.*, n° 15-16, P., déc. 1927 et janv.-mars 1928 ; Qu'est-il arrivé, et comment ? P., 1929 ; Staline et la rév. chinoise, Faits et documents, *Bull. de l'Opp.*, n° 15-16, P., sept-oct. 1930 ; La défense de l'U.R.S.S. et l'opposition, P., s.d. ; La « troisième période » d'erreurs de l'Int. Com., P., s.d. ; L'Internationale communiste après Lénine, Le grand organisateur des défaites, P., 1930 ; Problems of the Chinese Revolution, New York, 1932 ; L'école stalinienne de falsification, Berlin, 1932.

S. ZAGORSKY, Où va la Russie ? Vers le socialisme ou vers le capitalisme ? P., 1928. — V. ZENZINOV, Les enfants abandonnés en Russie soviétique, P., 1929.

Staline.
Aperçu historique du bolchévisme.

X

STALINE

Le Plan de Staline. — Promesses et conditions. — L’instruction publique. — L’appareil bureaucratique. — La dictature de Staline. — Seizième Congrès du Parti. — La « ligne générale ». — La collectivisation des campagnes. — Le « vertige du succès ». — L’industrialisation. — Mesures draconiennes. — Décrets et circulaires. — Le passeport intérieur. — La disette. — Répressions, arrestations, déportations. — Razianov. — Le silence de Staline. — La famine. — Bilan du quinquennium industriel. — Le Plan, résultats et conséquences. — Apparences et réalités. — Antécédents historiques. — Le souvenir de Pierre le Grand. — Parallèles et comparaisons. — Les enseignements de l’histoire de Russie. — La société soviétique. — Socialisme ou capitalisme d’État ? — Les nouveaux privilèges. — Éventualités de guerre. — Néo-patriotisme et néo-défaitisme. — Au rebours du socialisme et du communisme. — L’inégalité politique et sociale. — Les lettres et les arts sous Staline. — Suicides. — Dix-septième Congrès du parti. — Staline au-dessus de tout. — « Le plus grand des chefs de tous les temps et de tous les peuples ». Le deuxième plan quinquennal. — Évolutions de Staline. — L’U.R.S.S. et la Société des nations. — Staline pacifiste. — La jeunesse soviétique. — Discrédit international du communisme. — Qu’est-ce que Staline ? — Suicide d’Alillouieva. — L’assassinat de Kirov, réponse du terrorisme à la terreur. — Le courage de Staline. — Les ultimes paroles de Lénine. — Bibliographie.

[Retour à la table des matières](#)

Avant le plan quinquennal, l’État soviétique « totalitaire » dessinait déjà ses linéaments distinctifs, comme aussi la personnalité de Staline qui en est l’incarnation. Au cours du quinquennium mémorable, l’industrialisation et la collectivisation parachèvent l’un et l’autre phénomène. Le souvenir même du programme socialiste ou commu-

niste a disparu, hormis des pénitenciers, et les initiales « U.R.S.S. » prennent leur signification durable, sinon définitive.

La réalisation du Plan devait tripler ou presque, la production industrielle d'avant la révolution et augmenter seulement de moitié la production agricole, en nombre absolus, compte non tenu du développement de la population. Pour y parvenir, il fallait investir dans l'économie dirigée le maximum de ressources nationales, 86 milliards de roubles selon les calculs de financement, d'où la nécessité de prélever à cet effet une part croissante de revenu général par divers moyens inavouables, impôts indirects, emprunts forcés, bas salaires et hauts prix, inflation fiduciaire démesurée, saisie de récoltes et de bétail, c'est-à-dire en dépouillant le peuple laborieux, en restreignant à l'extrême sa faculté d'achat, en lui imposant d'indicibles privations et souffrances. Il fallait acquérir à grands frais le concours technique du capitalisme extérieur et pour cela exporter même à perte, affronter par une sorte de *dumping* la concurrence mondiale, vider le pays d'une bonne part de sa substance économique malgré la disette intérieure d'objets fabriqués et de denrées alimentaires (Ordjonikidzé constatait en 1929 : « Pour le douzième anniversaire du pouvoir soviétique, nous manquons de presque tous les produits de l'agriculture »). En contrepartie, une hausse théorique des salaires s'ensuivrait, chiffrée à 71 % sur le papier, mais à la condition irréalisable de doubler le rendement du travail, de réduire sensiblement le coût de production et des prix de détail, d'améliorer la qualité des marchandises, d'élargir la superficie ensemencée, d'intensifier la productivité du sol, enfin d'augmenter d'un cinquième la valeur du rouble. Le plan exigeait donc en pratique le sacrifice des générations contemporaines, pressurées et opprimées au nom d'un mince progrès matériel contestable pour les générations futures et de perspectives très aléatoires de progrès économique dans le présent, abstraction faite des données politiques, sociales, intellectuelles et morales. Sous prétexte de renforcer le « secteur socialiste », en réalité un capitalisme d'État de nouvelle espèce, la bureaucratie ajournait aux calendes grecques les conditions humaines du socialisme.

Il est vrai que la *piatiletka* prévoyait et que le gouvernement promettait d'élever le « niveau culturel » de la population. L'industrie ne pouvait rattraper, encore moins dépasser aucun pays sans un certain degré d'instruction publique ni cadres appropriés. En quatre ans, un

nouveau personnel de 80 000 ingénieurs, 150 000 techniciens et 800 000 ouvriers qualifiés devait s'ajouter à l'ancien. L'agriculture collectivisée avait besoin par millions de travailleurs spécialisés, agronomes et mécaniciens. Mais il eût fallu du temps, de l'expérience, des moyens matériels et surtout d'autres conditions spirituelles pour éduquer la population et former une élite. La faillite du bolchévisme en matière d'enseignement primaire et de culture générale, nonobstant bien des réformes scolaires bruyantes mais stériles, ne laissait pas espérer de revirement miraculeux. Ayant substitué, dans leur parti, à l'esprit critique et au doute scientifique le *magister dixit* de la pire scolastique médiévale, emprunté aux pythagoriciens décadents, les léninistes ont versé d'instinct dans un obscurantisme spécifique à terminologie rebutante et abaissé davantage le peuple qu'ils prétendaient affranchir de la puissance des ténèbres.

L'ignorance, dit Clara Zetkin, « a sûrement facilité, dans quelque mesure, la révolution », en préservant les cerveaux de la contamination des idées bourgeoises... Lénine en convenait mais seulement « pour une certaine période de notre lutte », la phase de destruction, car « l'analphabétisme se concilie mal, ne se concilie pas du tout avec les tâches constructives ». Il a dû rappeler plusieurs fois à ses disciples obtus l'impossibilité d'instaurer le socialisme sans « instruction élémentaire universelle ». Ses derniers écrits prescrivent de « mettre au centre de notre activité l'éducation, la culture » et réprouvent les vaines tirades sur l'art prolétarien pour conseiller d'apprendre avant tout à lire et à écrire. Il recommandait aussi de « placer chez nous l'instituteur plus haut qu'en aucun autre pays ». Mais à sa mort, l'état lamentable de l'instruction publique et la misère du corps enseignant contredisent toutes les assertions grandiloquentes et mensongères de la propagande officielle.

En 1923, le parti avait proclamé son intention de « liquider l'analphabétisme » des adultes pour le dixième anniversaire d'Octobre, « décision historique » suivant Boubnov et d'autres. Mais en 1924, au congrès communiste, Kroupskaïa constate : « ...En novembre, l'instituteur touchait 4 roubles, maintenant il en reçoit 10 à 12 par mois et il est affamé... Le prix du pain a monté et, pour 10-12 roubles, il peut acheter moins de pain qu'auparavant pour 4. Mais ce piètre salaire, l'instituteur le touche avec un retard de deux à trois mois et parfois ne le reçoit pas du tout. » Audit congrès, le délégué

des instituteurs avouait 70 % environ d'illettrés dans le pays, ce que confirma Zinoviev. Peu après, celui-ci révèle une « situation épouvantable » dans les écoles de campagne, dépeint l'institutrice en haillons et sans feu l'hiver, l'instituteur qui « n'a pas de quoi vivre parce que nous ne l'avons pas payé ». La même année, Lounatcharski parle simplement de « catastrophe » à ce propos : il y a moins de 50 000 écoles primaires au lieu de 62 000 sous l'ancien régime, et pour une population accrue ; le salaire moyen de l'instituteur rural, payé souvent avec six mois de retard, reste parfois inférieur à 10 roubles mensuels : « Voilà tout une série de provinces où l'instituteur est affamé dans la pleine acception du mot. » En 1925, seulement, les instituteurs tinrent un premier semblant de « congrès », réuni en fait par les autorités, et furent admis au rang de citoyens, électeurs et éligibles aux soviets inexistants. On cesse alors de les traiter en intellectuels inassimilables par nature, leur vie s'améliore peu à peu, c'est-à-dire que la faim, les maladies, la mortalité s'atténuent parmi eux, la prostitution et la mendicité tendent à disparaître. Mais les salaires comme les locaux et les fournitures scolaires demeurent au-dessous d'un minimum décent. En 1927, lors du dixième anniversaire, il n'est plus question d'analphabétisme liquidé, en dépit de toutes les « décisions historiques ». Le programme du parti : enseignement gratuit et obligatoire, égal et polytechnique ; gratuité de la nourriture, des vêtements, du matériel d'études pour tous les élèves ; institutions pré-scolaires et post-scolaires, crèches, foyers, bibliothèques, universités populaires, etc., ce programme s'avère en tous points une dérision comme les autres promesses du bolchévisme. En 1928, la *Pravda* enregistre enfin (2 septembre) la « stabilisation de l'analphabétisme » En 1929, le *Izvestias* (11 juillet) évaluent encore à 60 % la population des illettrés absolus, sans compter les « récidivistes de l'ignorance » qui ont oublié leur alphabet ; rien n'a donc changé depuis le tsarisme. C'est la première année du quinquennium industriel et il ne s'agit plus de discours ni de littérature mais de houille, de fer, de tracteurs et de turbines. Staline fera pour la technique ce qu'il n'avait pas tenté pour le socialisme : Lounatcharski, dilettante bavard et désordonné, principal responsable nominal de l'incurie du commissariat de l'Instruction, est brusquement relevé de ses fonctions, remplacé par Boubnov qui introduit dans l'enseignement les méthodes de l'armée. En 1930, le Comité central décide l'obligation scolaire, bien entendu sans pouvoir la réaliser, et à partir de l'année suivante, les innovations dites révolutionnaires seront

annulées une à une jusqu'au rétablissement du système classique antérieur, direction unique des écoles, hiérarchie universitaire, régularité des cours, discipline, manuels, examens et diplômes. Même les brigades d'étudiants nées avec le Plan sous l'égide de Boubnov pour prendre l'« offensive sur le front culturel » ne survivront pas à l'expérience.

Staline croyait résoudre tous les problèmes au moyen de son appareil. De quelque 800 000 en 1913 d'après N. Roubakine, le nombre des fonctionnaires était passé à plus de 7 365 000 avant la *nep*, pour décliner ensuite et d'établir à plus de 3 722 000 en 1927, non compris ceux du Parti et de ses multiples filiales, ceux des syndicats et des coopératives. Plus encore qu'au temps de Custine, « il y a tout un monde de gens intéressés à perpétuer et à dissimuler les abus ». Les statistiques partielles n'autorisent pas une estimation exacte au total qui dépasse peut-être 5 millions en 1930. « Nous ne pouvons briser cette énorme machine engendrée par l'état de civilisation extraordinairement arriéré de notre pays », regrettait Boukharine au temps de son franc-parler, mais Staline ne songeait pas à amoindrir l'instrument de domination dont il avait hérité, qu'il a su depuis perfectionner. Au contraire, en supprimant la *nep*, il renforce encore la bureaucratie qui, par les kolkhozes, commence à s'immiscer même dans la gestion pratique de l'agriculture tout en achevant d'étatiser le commerce, la coopération et l'artisanat. Un fonctionnarisme sans précédent prolifère donc et s'hypertrophie, parallèle à l'industrialisation, diversifié dans les formes mais immuable au fond, pour le malheur du pays régenté par « un nombre trop grand de fonctionnaires trop petits. » Il faut renoncer à en décrire hors d'un ouvrage spécial la malfaisance paperassière, le parasitisme insatiable dont les principaux organes bolchévistes signalent par intermittences certains effets tératologiques mais en respectant le mal dans ses causes profondes. « Prenez notre immense appareil soviétique. Vous y trouverez une quantité colossale de propres à rien qui ne veulent pas le succès du socialisme », déclare Ordjonikidzé en 1929, sans illusion, et il ajoute : « Les gens dont on ne sait que faire, et dont personne n'a besoin, on les place dans les commissions de contrôle... » Les conséquences fatales s'en retrouvent dans tout bilan économique et politique du régime.

Au sommet de la pyramide bureaucratique, l'appareil du Parti épuré des éléments hétérogènes donnait à Staline parfaite sécurité après le

piteux écroulement de la droite. L'éventualité de nouvelles insubordinations individuelles ou par petits groupes dans l'avenir immédiat restait vraisemblable mais ce ne sera plus qu'un jeu pour la « patron » d'en venir à bout instantanément.

Il devient inutile de suivre dans le détail les opérations dites « organisatoires », révocations, nominations et mutations par lesquelles Staline exerce alors une souveraineté sans limites et dont l'efficacité secrète peut s'exprimer en trois syllabes : Guépéou. Après Lounatcharski, d'autres commissaires du peuple usés, Sémachko, Unchlikht, Brioukhanov, seront congédiés brusquement, moins les formes en usage pour les domestiques. Sauf le corps bureaucratique intéressé, nul ne prête attention aux quatre ou cinq lignes qui mentionnent dans les journaux ces défaveurs, sans explication. L'opinion publique est annihilée et les bolchéviks éprouvés pensent par mots d'ordre appris par cœur. On ne peut discerner les motifs de la soudaine ascension d'un Syrtsov, promu à la présidence du Conseil des commissaires pour la Russie à la place d'un Rykov destitué, sinon qu'il fallait bien nommer quelqu'un dont Staline fût sûr à tort ou à raison. Personne ne comprend autrement la désignation de Molotov à la tête du Conseil des commissaires pour l'Union soviétique, autre fonction retirée à Rykov, quitte à supposer aussi que Staline voulait s'en débarrasser du Secrétariat. Les chassés-croisés des personnages interchangeables de l'oligarchie régnante perdent tout intérêt, soit qu'Ordjonikidzé retourne au Politbureau, que Kaganovitch succède à Molotov comme premier sous-secrétaire du Parti ou que permutent les Kouïbychev, les Andréiev et autres Roudzoutak. Dans la constellation bureaucratique où brillent d'un terne éclat des Iaroslavski, des Skrypnik et même des Kirov, d'obscures étoiles apparaissent, d'Akulov à Postychev, sans qu'on devine pourquoi ni comment. Vorochilov et Kalinine droitiers honteux et transfuges opportuns, rivalisent de conformisme et de soumission pour se maintenir en selle.

Il ne suffit plus à Staline d'être craint et obéi, les vaincus doivent servir sa fortune et honorer sa personne afin de ne point disparaître. Déchus au rang de fonctionnaires moyens, Piatakov et Radek multiplient les gages de servilité dans l'espoir d'inspirer quelque confiance au « patron ». Zinoviev et Kamenev, éperdus de terreur après la révélation des entretiens avec Boukharine, achètent leur grâce en dénonçant ce dernier qui se sauve de justesse par un reniement et un repentir

à nouveau réitérés, outre la menace de recourir au suicide. De préférence, Staline évite de s'encombrer de cadavres, non que la vie humaine lui semble précieuse ou respectable mais il trouve plus d'avantages à déshonorer l'adversaire qu'à le mettre à mort. Il a pu écraser les oppositions sans supprimer au physique leurs leaders, résolu d'ailleurs à ne pas prendre les armes. L'expérience lui enseigne à mépriser les hommes, à exploiter sciemment leurs faiblesses, à proportionner la répression aux résistances. Une nouvelle rubrique est ouverte dans la *Pravda*, celle des déclarations d'apostasie et lettres de délation, dignes produits de la morale bolchéviste post-léninienne.

Avant de réunir le seizième Congrès du Parti, en 1930, Staline réorganise l'appareil du Secrétariat, remanie les services du Comité central, renouvelle bureaux, sections, commissions, les myriades de comités qui forment le réseau serré de son administration. On épure le personnel des syndicats après le parti, les universités après les bibliothèques et le répertoire théâtral. Là, ce sont les amis de Boukharine, Rykov ou Tolski, les anciens partisans de la droite qui pâttissent et ici, tantôt Dostoïevski, tantôt Schiller, tantôt Dickens, parfois Lohengrin et parfois Werther, au hasard d'initiatives ou d'influences de philistins ridicules et importants. L'académie des sciences n'est pas épargnée ; par diverses sanctions arbitraires après l'adjonction d'une série de bolchéviks sous menace de couper les vivres et sous prétexte de science sociale, le pouvoir lui interdit une velléité d'indépendance intellectuelle et la subordonne en pratique aux besoins de sa propagande. Custine l'avait déjà vu dans la Russie d'autrefois : « Ici les esprits eux-mêmes sont tirés au cordeau. » Quand la Direction centrale de statistique gêne Staline, il la supprime car selon sa presse, « la statistique ne peut pas être neutre », il faut une « statistique de classe ». De même, disent les professeurs de journalisme soviétique, « l'information ne consiste pas à donner des nouvelles mais à faire l'éducation des larges masses », « l'information est un instrument de la lutte des classes, non un miroir pour refléter avec objectivité les événements », ce qui justifie par avance tous les mensonges au nom de l'intérêt plus ou moins compris de la révolution. À rapprocher d'une autre observation séculaire de Custine : « Ici mentir c'est protéger la société, dire la vérité c'est bouleverser l'État. »

Le seizième Congrès, tenu deux ans et demi après le quinzième au mépris des statuts, réalise enfin l'idéal de Staline depuis longtemps

accompli dans les congrès des Soviets : un meeting où des orateurs choisis discourent par ordre, où le chœur applaudit par ordre, vote les motions par ordre, chante par ordre *l'Internationale*. Désormais, aux assises du Parti comme auparavant aux assemblées délibérantes de l'État, les délégués se bornent à écouter en élèves bien sages la leçon qu'ils auront à réciter en maîtres prétentieux devant les inférieurs. Il en était ainsi dans bien des congrès précédents mais à un degré moindre et décroissant à mesure qu'on remonte vers Octobre. « La Russie, cette nation enfant, n'est qu'un immense collège : tout s'y passe comme à l'école militaire excepté que les écoliers n'en sortent qu'à la mort », écrivait encore Custine, mais si le présent ressemble au passé, pour le milieu et par les mœurs, l'histoire n'a pourtant pas transmis le souvenir d'un spectacle aussi dégradant que celui de ces bolchéviks modèles, les trembleurs de la droite, exhibés à la tribune pour se frapper la poitrine et reconnaître leurs erreurs devant un auditoire fanatique ou mercenaire qui crie sa haine de commande à seule fin de plaire au despote. De son exil, Racovski a pu commenter ce « tableau sauvage de bureaucrates déchaînés » en termes trop mérités : « Il est difficile de dire que a le plus perdu le sentiment de sa dignité, de ceux qui s'inclinent humblement sous les sifflets et les huées, laissant passer les outrages dans l'espoir d'un avenir meilleur, ou de ceux qui, dans le même espoir, profèrent ces outrages en sachant d'avance que l'adversaire doit céder. » Scènes hideuses, mais au lendemain desquelles insulteurs et insultés se côtoient en collègues au Comité central...

Le rapport de Staline au congrès étale une fois de plus les lieux communs du léninisme sur la politique internationale : le globe est miné d'antagonismes dont le plus aigu oppose les États-Unis à l'Angleterre ; la Société des nations pourrit de son vivant ; le socialisme perd toute influence et les partis communistes marchent de victoire en victoire ; la stabilité capitaliste prend fin et la révolution gronde partout ; la bourgeoisie cherche une issue dans la guerre contre l'U.R.S.S., surtout en France, « le pays le plus agressif et le plus militariste du monde », etc. Le reste est consacré à la situation intérieure et résume, mêlés aux formules clichées de l'orthodoxie du moment, les calculs plus ou moins fictifs établis la mort dans l'âme par des experts sans conviction apeurés par des politiciens dépourvus de science. Les mêmes assertions reproduites dans toute la littérature officielle de

la même époque ne prennent leur plein intérêt que dans la trame des faits disparates et des actes contradictoires qui vont au jour le jour tracer le dessin tortueux de la « ligne générale ».

Staline ne comptait guère sur la bonne volonté, encore moins sur l'élan spontané des travailleurs pour arriver aux buts lointains assignés par le Plan. Lui-même s'était trop opposé à la tendance industrialiste pour avoir beaucoup d'illusions à cet égard. Son langage optimiste en public pouvait tromper une grande partie de la jeunesse, non la majorité de la classe ouvrière blasée des promesses ni l'ensemble de la masse paysanne défiant par nature et hostile par expérience. Ayant pressenti une « certaine famine artificiellement organisée » en conséquence d'une industrialisation trop rapide, il ne changea d'avis que contraint par les circonstances, plus précisément la difficulté croissante de stocker les céréales indispensables à l'alimentation des villes. Faute de marchandises industrielles à échanger contre les produits agricoles, il dut employer la force pour arracher aux paysans les récoltes et s'engagea par nécessité dans la voie où Trotski le poussait par prévoyance. Passant d'un extrême à l'autre, de la prudence à la témérité, il s'est souvenu d'une phrase de Lénine pour s'en faire une justification passe-partout et couvrir les exagérations les plus insensées : « Il faut enthousiasmer les ouvriers et les paysans conscients par un grand programme de dix à vingt ans, une perspective nette et vivante, absolument scientifique dans ses fondements. » Mais la joie au travail suscitée ou stimulée par des artifices vulgaires ne gagnait ni le prolétariat épuisé, ni la paysannerie sceptique, et l'effort exténuant des « brigades de choc » en émulation mal salariée ne compensait pas l'impréparation matérielle, le retard technique et l'incompétence professionnelle. Tant par penchant naturel que dans la logique de son système, Staline était conduit à briser les obstacles par des mesures draconiennes.

L'« offensive » la plus cruelle se fit sentir d'abord dans les campagnes. Comme toutes les obligations imposées par la violence aux peuples de l'Union soviétique, la collectivisation était censée volontaire, en contradiction flagrante avec le Plan qui fixait d'avance les pourcentages à réaliser. « Ce serait la plus grande absurdité que de vouloir introduire le travail agricole en commun... au village si arriéré, où il faudrait au préalable une longue éducation », avait dit et répété Lénine, résolu à « faire bon ménage » avec les petits producteurs

pour les transformer « par un très long travail d'organisation, très lent et très prudent ». Il ne concevait d'harmonie entre l'industrie socialisée et l'agriculture individualiste que dans une coopération libre et pacifique, « sans la moindre contrainte » directe ou indirecte. Staline semblait le comprendre, à en juger sur ses paroles antérieures à l'action implacable des brigades communistes mobilisées contre les paysans. Mais à l'inverse des déclarations rassurantes et sans tenir aucun compte du Plan établi sur l'hypothèse d'un cinquième des exploitations agricoles à collectiviser et mécaniser en cinq ans, il obtient le triple de la prévision quinquennale en un an et demi, par le fer et par le sang. En un seul mois, le nombre de fermes groupées en kolkhozes excède celui de douze années de révolution, sur le papier, car les tracteurs, les machines, les engrais, l'organisation et le consentement des intéressés font encore défaut. Ce résultat n'est atteint par l'expropriation arbitraire et le pillage qu'au prix d'une répression sans exemple que Staline intitule « suppression du koulak comme classe » mais où succombent par milliers les paysans moyens et les pauvres. La chronique du temps n'a pu recenser en totalité les arrestations en masse et les exécutions capitales qui ont fait cortège à la collectivisation, ni les suicides et les assassinats. La statistique abonde en chiffres vides et en coefficients oiseux mais n'enregistre pas plus ces nombreuses victimes que la Guépéou ne livre son secret sur la déportation barbare de millions d'êtres humains transplantés dans des régions arctiques et au-delà de l'Oural. Des villages entiers, des cantons, des districts ont été dépeuplés, leurs habitants dispersés et décimés, comme autrefois en Assyrie et en Chaldée. Un correspondant américain tout dévoué aux intérêts de Staline évalue à 2 millions le nombre approximatif des relégués et des exilés en 1929-1930 (*New York Times*, 3 février 1931). Mais la vérité apparaît encore plus atroce dans son ampleur si l'on sait que la dékoulakisation, s'est poursuivie sans relâche au cours des années suivantes et que les calculs officiels varient entre 5 et 10 millions dans le dénombrement des koulaks, non compris les malheureux moujiks présumés dans l'aisance. (Peu après le premier quinquennium, en 1933, la presse de Rostov a signalé, par dérogation accidentelle à la consigne du silence, la déportation en bloc de trois *stanitsy* cosaques du Kouban, environ 50 000 personnes ; or, plus de 100 000 habitants de la même région les avaient précédés sur les chemins du malheur en direction du nord.) On peut donc admettre que 5 millions de villageois *au moins*, sans distinction d'âge ni de sexe, ont

été chassés de leurs foyers, voués à une misère inique et beaucoup à la mort. Mr H. Walpole, qui a scruté avec attention les données du commissariat du Travail, arrive aussi au total de 4 à 5 millions pour 1931, chiffre largement dépassé par la suite, et en fait état dans son introduction à : *Out of the Deep, Letters from Soviet Timber Camps*, recueil de lettres navrantes de mennonites déportés, dont l'authenticité est garantie par le directeur de la *Slavonic Review*. Un témoin oculaire qualifié et renseigné, I. Solonévitch, un des rares évadés du bagne soviétique où il a travaillé dans les services de planification et de répartition, confirmera en 1935 ces estimations avec des précisions nouvelles. Il est impossible de savoir combien ont péri de faim et de froid dans les forêts septentrionales, sur les chantiers des grands travaux publics et dans les camps de concentration. Mais des renseignements partiels en donnent une idée à la fois imprécise et terrible, surtout de l'hécatombe des enfants expulsés avec leurs mères, parfois dans l'épouvante de la nuit, et malgré les rigueurs de l'hiver transportés du Sud au climat tempéré vers les zones glaciales où tant de ces petits innocents privés de toit, de soins et de tout ont trouvé prématurément un tombeau. Que sont les fameuses proscriptions de Sylla et des deux triumvirats, si souvent évoquées par les socialistes après la Commune, au regard de tels faits ? Les historiens des empires asiatiques de l'antiquité ou du moyen âge sauraient seuls en rapprocher des épisodes comparables.

Mais Staline, sourd aux malheurs causés par sa politique aveugle, ne pouvait demeurer indifférent à des répercussions désastreuses pour l'économie. Si les vies humaines lui importent peu, il doit se préoccuper sérieusement des bestiaux et des semailles. Or les paysans violents tuent leurs animaux et mangent les semences, soit pour éviter la confiscation, soit pour protester à leur manière. Des millions de bêtes de trait sont abattues alors que la traction mécanique n'existe encore qu'en projet, — et il en résulte une restriction automatique des labours et des emblavures. Des dizaines de millions de bovins, de moutons, de porcs et de volailles subissent le même sort, — et le lait, la viande vont manquer pendant des années. Une loi improvisée, trop tardive et peu efficace, punit de prison le meurtre d'un bœuf ou d'un veau perpétré « par malveillance ». On rationne tous les produits, la ration diminue, mais la plupart des aliments disparaissent et le ravitaillement des centres industriels est compromis pour longtemps. La bureaucratie

accuse tantôt la pluie, tantôt le beau temps, puis les koulaks et enfin le bureaucratisme. Autour de Staline, les rumeurs d'alarme se répandent, recueillies par la Guépéou. De hauts fonctionnaires informés des réalités entrevoient une immense catastrophe prochaine, peut-être un changement de règne, et se préparent à toute éventualité dans leurs conversations où l'intimité n'exclut pas l'espionnage et la provocation. L'apprenti sorcier de la nouvelle révolution agraire, d'abord grisé de sa victoire facile sur les ruraux désarmés, sur des femmes et des enfants, se ressaisit devant le spectre de la famine et décide la retraite. Dans un article du 2 mars 1930 sur « Le vertige du succès », il cesse un instant de vanter le « rythme inouï » de la « formidable avalanche » qui a déferlé dans les campagnes et rejette ses responsabilités sur les agents d'exécution, leur impute son propre vertige de la veille, dénonce les procédés bureaucratiques blâme les excès de la violence, l'enlèvement des cloches et la socialisation des poulaillers. Il déconseille de former des « communes » où seraient collectivisées production et répartition et il prescrit de s'en tenir aux *artels* où l'habitation, le potager, la vache et le menu bétail restent propriété individuelle. Une circulaire du Comité central contre les « exagérations de gauche » suit de près et réproouve la « conduite exceptionnellement brutale, abominable, criminelle » de certains sous-ordre envers la population, les partages de biens, la privation abusive de droits civiques, les arrestations arbitraires, les fermeture administrative des églises, la suppression des marchés, etc., pour freiner l'irrésistible mouvement « volontaire » et autoriser les mécontents à sortir des kolkhozes. En deux semaines, le nombre de « feux » englobés dans le « secteur socialiste » tombe de 14 264 000 au 1^{er} mars à 5 778 000 au 15 mars, et le reflux se prolonge, les « âmes mortes » se dispersent. Répit de brève durée car la dislocation est enrayée la même année, en décembre : Staline ordonne alors la collectivisation intégrale des régions à blé, le collectivisation partielle des autres avec pourcentages précis. À la faveur de sa reculade, il a limité les dégâts, repris du souffle, consolidé le terrain conquis, décuplé les précautions policières et il va de propos délibéré au-devant d'« une certaine famine artificiellement organisée ».

À la servitude paysanne correspond bientôt un véritable servage industriel. Une décision du Comité central (7 septembre 1929) avait institué le « commandement unique » du directeur dans chaque entre-

prise de production, abolissant les derniers droits théoriques des comités ouvriers. Par la suite, les décrets d'accumulent au préjudice irréparable du prolétariat souverain.

Staline cherche d'abord à combattre l'instabilité de la main-d'œuvre car les mauvaises conditions d'existence chassent les prolétaires de ville en ville et la production désorganisée se ressent de cette migration permanente. Comme au XVIII^e siècle où la désertion était l'unique ressource défensive des serfs par trop opprimés, la fuite semble aux ouvriers soviétiques la seule issue à leur situation intenable. En octobre 1930, une ordonnance fixe sur place les travailleurs préposés au flottage du bois, avec le concours explicite de la Guépéou (le bois étant marchandise essentielle d'échange avec l'extérieur). Une autre ensuite étend la même mesure à toute l'industrie afin de « river » les ouvriers, d'en disposer sans égard à leurs désirs, sans considération des liens de parenté ou d'amitié, et d'aggraver les sanctions pour indiscipline. Une troisième supprime les secours aux chômeurs et toute faculté de choisir lieu de séjour ou métier. Une autre, en novembre, ferme les Bourses du travail et prescrit la répartition obligatoire des bras disponibles. Après quoi, les dirigeants proclament *urbi et orbi* la disparition du chômage. Mais Staline conviendra l'année suivante des fluctuations de main-d'œuvre qui impliquent des millions de sans-travail sur les routes. Et les revues économiques en comptent encore davantage dans les campagnes où le surplus improductif de population ne trouve pas à s'employer.

En janvier 1931, un arrêté réquisitionne les anciens travailleurs des chemins de fer pour les réintégrer de gré ou de force. Une addition au Code pénal frappe de dix ans de prison les infractions à la discipline dans les transports et prévoit la *peine de mort* en cas de préméditation. En février est institué le « livret de travail » obligatoire, sur le modèle du livret militaire, mentionnant biographie sommaire du porteur, états de service, punitions, amendes, motifs de renvoi, etc., à l'effet de réprimer l'indiscipline et les évasions. En mars, nouvelles dispositions pour renforcer l'autorité directoriale à l'usine, pour sévir contre les ouvriers « arriérés » coupables de retards, d'absences, de négligences d'ivresse et de paresse. En avril, ravitaillement préférentiel aux brigades de choc, vrai chantage à la faim, et droits de priorité pour le logement, le chauffage, les fournitures les plus nécessaires. En juin, des

salariés sont rendus responsables des avaries du matériel, ce qui permet d'assimiler au sabotage les accidents dûs à la qualité défectueuse des outils et de la matière première, au désordre administratif, à l'incurie gouvernementale. Les chefs d'entreprise après le Commissariat du Travail reçoivent pleins pouvoirs de transférer d'office techniciens et ouvriers spécialisés sans leur assentiment, de les envoyer d'un point à un autre comme des machines, au mépris de tout sentiment d'humanité.

Ce ne sont là que les principaux anneaux d'une chaîne qui s'allonge sans discontinuer. Le décret du 7 août 1932 sur la conservation de la propriété d'État stipule la *peine de mort* pour vol de marchandises dans les transports. En novembre, même année, nouveaux décrets : l'un condamne au congédiement pour un jour d'absence injustifiée au travail, l'autre assujettit les anciennes coopératives à la direction des usines. Ainsi l'ouvrier congédié ou défaillant perd son « carnet d'achat » alimentaire, délivré par le directeur, et en règle générale son logis ; le même pouvoir personnel discrétionnaire s'exerce sur la production et la consommation ; les forçats de l'industrie ne peuvent plus bouger sans s'exposer avec leur famille à mourir d'inanition. Au moyen de ce système répressif monstrueux dont aucune juridiction capitaliste ne présente la moindre équivalence, et si incroyable que cela puisse paraître, Staline ne parvient pas encore à retenir tous les travailleurs car beaucoup préfèrent le vagabondage à l'esclavage. En décembre de cette dernière année du Plan, il décide alors une mesure policière qui rattrape et dépasse de loin le tsarisme par l'envergure et la rigueur, l'obligation du passeport intérieur pour toute la population citadine et pour une partie de la population rurale autour des grandes villes : nul ne pourra se déplacer ni résider vingt-quatre heures hors de son domicile sans le visa de la milice annexée à la Guépéou et le document dénonciateur indiquera les origines sociales du titulaire, ses attaches familiales, antécédents politiques, occupations et mouvements, véritable dossier de police avec tous les éléments d'un éventuel réquisitoire. Durant le trimestre introductif de la « passeportisation », Staline interdit mariages, divorces, adoptions et déménagements, pour paralyser la fraude ; il daigne cependant admettre les décès et tolérer les naissances.

La paysan-prolétaire n'est pas mieux partagé que l'ouvrier-dictateur. La peine de mort pour vol s'applique aussi aux larcins dans

les champs : un affamé ayant glané quelques épis ou dérobé quelques légumes, produits de son labeur, sera passible de la sentence capitale. De même, par une décision ultérieure du Comité central, à de vagues délits comme le sabotage des travaux agricoles et toute espèce d'intention de nuire dans le labourage ou l'ensemencement. Une quantité de décrets contradictoires se succèdent pour imposer le travail à la tâche et le salaire aux pièces dans l'agriculture collective, pour tout réglementer dans les plus infimes détails, fixer les normes et assigner les rendements à obtenir tant des vaches que des hommes et des terres. Par tous les temps, une pluie de circulaires s'abat sur les kolkhozes d'où surgit un phénomène social sans précédent, une gigantesque bureaucratie agraire. On évalue dès 1931 à plus de 2 millions les fonctionnaires du nouveau « secteur socialiste », administrateurs, gérants, contrôleurs, brigadiers, commis et employés divers. Les moujiks répartis, eux aussi, en brigades pour exécuter la corvée quotidienne doivent nourrir des légions de parasites qui rognent la part du producteur, supporter d'énormes frais généraux qui grèvent les prix de revient et rendent les bilans déficitaires. Araktchéïev, le ministre d'Alexandre I^{er} célèbre par ses colonies paysannes militaires, n'eût pas songé à nommer « commandant de troupeau » un berger ni osé rêver d'une militarisation bureaucratique de telle ampleur.

À mesure que s'étend la collectivisation s'accroît de même la disette. Les tracteurs transformés à bref délai en ferraille, l'outillage mécanique rouillé en plein vent n'équilibrent pas la diminution du troupeau, l'abandon ou la destruction du vieux matériel. Les ordres, contre-ordres, mot d'ordre de Moscou n'empêchent pas le blé de pourrir, les pommes de terre de geler, la mauvaise herbe de pousser, faute de précautions élémentaires et de stimulant au travail. Les pertes, les gaspillages prennent des proportions extraordinaires. Ni la mobilisation d'ouvriers, d'étudiants et d'écoliers pour les semailles ou les moissons, ni la mobilisation de savants, de médecins et d'artistes embrigadés à leur tour ne suppléent à la bonne volonté ou à l'intérêt des cultivateurs, pas plus que les mobilisations de paysans pour l'industrie lourde ne répondent aux besoins du machinisme moderne. Avec de nouveaux décrets, Staline essaie de parer en 1932 aux crises de l'agriculture bouleversée : droit de possession individuelle d'une vache et du petit bétail, octroyé aux membres des kolkhozes (mars) ; réduction du stockage, des prélèvements alimentaires d'État (mai) ;

semi-liberté conditionnelle pour commercer, accordée aux kolkhozes, après versement des redevances et des impôts (mai) ; garantie aux communautés des limites de leur domaine cultivé (septembre) ; obligation faite aux derniers paysans « libres » de louer leur cheval aux kolkhozes démunis (septembre), etc. Tous ces palliatifs apportent quelque soulagement mais peu sensible et de courte durée, Staline étant toujours prêt à reprendre de la main gauche ce qu'il concède de la droite. Et dans l'opportunisme comme dans l'intransigeance, il ne cesse de faire couler le sang et les larmes.

« Évidemment, tuer est plus simple que persuader et ce moyen facile est très accessible à des gens élevés dans les massacres et instruits par les massacres », écrivait Gorki au début de la révolution en apostrophant les bolchéviks : « ...Vous Russes, encore sauvages, corrompus par vos anciens maîtres, vous à qui ils ont infusé leurs terribles tares et leur despotisme insensé. » Babeuf a eu des réflexions analogues sur ses contemporains : « Les supplices de tout genre, l'écartèlement, la torture, la roue, les bûchers, les gibets, les bourreaux multipliés partout nous ont fait de si mauvaises mœurs ! Les maîtres, au lieu de nous policer, nous ont rendus barbares, parce qu'ils le sont eux-mêmes. » Il n'est difficulté que Staline ne se targue de trancher par la peine capitale, à tout le moins par la prison ou l'exil.

En 1930, quand la monnaie d'argent se raréfie, un décret suffit pour que les dizaines de sujets soviétiques suspects de thésauriser quelques centaines de roubles soient passés par les armes. Les mécomptes industriels et les déboires agricoles seront traité comme les problèmes financiers : le sang de 48 prétendus « saboteurs » de l'approvisionnement, exécutés sans jugement après l'arrestation de nombreux techniciens, professeurs, savants, statisticiens, coopérateurs socialistes ou libéraux ralliés au régime et employés à l'état-major de l'économie nationale, sert à disculper les gouvernants, à effrayer l'*intelligentsia* et à faire une parodie de justice devant le peuple crédule. On révèle alors l'existence d'un prétendu « parti industriel » fort de quelques 2 000 affiliés mais sur 8 seulement déférés au tribunal, le protagoniste en vedette est de toute évidence un provocateur. Les meilleurs collaborateurs du Gosplan, parmi lesquels Bazarov, Groman, Soukharov, Kondratiev, se voient incriminer de contre-révolution et de nuisance (*vréditelstvo*). Terrorisés par l'exécution des 48, leurs collègues, et démoralisés par les procédés d'intimidation de

la Guépéou, ils signent pour la plupart tous les aveux qu'on exige et reconnaissent tous les crimes qu'ils n'ont pu commettre. Les autres sont déportés d'office, comme Bazarov resté indifférent aux menaces et Kondratiev qui s'abrite à raison derrière la droite communiste dont il est solidaire. En fait, ces criminels avaient échangé des vues pessimistes sur l'industrialisation et la collectivisation exagérées, en des conversations intimes, et imaginé un gouvernement socialiste hypothétique dans l'éventualité d'un krach ouvrant la succession de Staline. Deux procès distincts à grand spectacle, montés à trois mois d'intervalle dans l'impossibilité pratique de machiner un amalgame, ne prouvent rien à force de trop prouver : acharnés à leur propre perte, les inculpés s'accusent au maximum en renchérissent de leur mieux sur les imputations du procureur ; les avocats plaident toujours coupable et il n'y a jamais que des témoignages à charge. « Il est très ordinaire qu'on épouvante et même qu'on batte un témoin pour lui faire dire la vérité », observait de Maistre en Russie au début du précédent siècle ; sous Staline, le progrès consiste à épouvanter témoins et prévenus pour leur faire dire des mensonges. Dociles aux injonctions de leurs persécuteurs maladroits, les ingénieurs poursuivis dénoncent par ignorance des complices ou instigateurs... décédés à l'étranger depuis plusieurs années et mettent en cause des personnalités insoupçonnables en l'occurrence, comme Aristide Briand, au sujet de « préparatifs de guerre contre l'U.R.S.S. ». Les prétendus menchéviks, en réalité transfuges du parti de ce nom sauf un seul d'entre eux, qui au surplus rétractera dans la suite ses prétendus aveux, rapportent des conciliabules tenus à Moscou avec un leader socialiste exilé, Abramovitch, qui n'a pas franchi la frontière depuis dix ans. Impostures éclatantes, destinées à corser des réquisitoires trop pauvres où le vrai et le faux s'entremêlent à la provocation policière. Une tragi-comédie de condamnations impitoyables et de commutations de peines, prévues les unes et les autres, achève de discréditer l'affaire et de désorienter l'opinion.

En revanche, Staline marque des points chaque jour avec les exécutions capitales décidées par la Guépéou sans autre forme de procès ; on en relève des milliers dans la presse qui ne les annonce pas toutes, à cette époque, et l'orgie de meurtres continuera au-delà comme en témoigne l'exécution de 35 fonctionnaires du commissariat de l'Agriculture (mars 1933) accusés d'avoir « laissé croître de mau-

vaïses herbes dans les champs » et autres prétextes du même genre. La publicité n'est donnée qu'à certains cas et à titre d'exemple ; il arrive que la motivation publique ne coïncide pas avec la raison secrète, comme dans l'histoire des 35, fusillés en réalité sur une présomption d'espionnage : la Guépéou juge parfois utile d'exploiter à plusieurs fins les cadavres. Les arrestations en masse de 1930 englobent toutes les catégories d'intellectuels, même les historiens (Platonov, Tarlé, etc.) qui n'ont pu nuire à la production ni au ravitaillement, et les derniers socialistes paisibles retranchés de la politique. Pour tout dire, Staline ne s'est point contenté d'abuser de châtimens, il a aussi prévu des récompenses : l'ordre de Lénine pour les civils, l'ordre de l'Étoile rouge pour les militaires. Ces deux nouvelles décorations créées en 1930 comportent nombre de privilèges, sous l'invocation de l'« édification socialiste » mais, bien entendu, à l'encontre de tous les principes du socialisme.

La chute de Syrtsov en 1930, aussi verticale que son élévation subite quelques mois auparavant, est incompréhensible au public ; on sait seulement que ce président d'un Conseil de commissaires, inquiet des conséquences de la « ligne générale », a partagé ses confidences et vagues espoirs de réforme, de retour à la *nep*, avec Lominadzé et autres moindres figures ; il n'en faut pas plus pour démasquer une nouvelle fraction, presque un complot ; les informations de Trotski prètent à Syrtsov une appréciation péjorative sur Staline, son protecteur : « Homme stupide qui conduit le pays à sa perte » ; le tout se termine par des révocations, exclusions, repentirs et humiliations d'usage. Une fois de plus, Boukharine et consorts désavouent leurs camarades et... reconnaissent leurs erreurs. La même année, Sokolnikov, compromis par des conversations avec les ex-menchéviks incarcérés, assure son salut en son ambassade à Londres en implorant le pardon de Staline, en jurant obéissance éternelle. Krijanovski perd ses fonctions au Gosplan, pour des raisons inconnues, peu après les disgrâces de Rykov. La génération des vétérans, affaiblie par l'âge, pervertie par le pouvoir, s'abandonne ou s'efface.

Au début de 1931, Riazanov est inopinément visé par les foudres du dictateur ; on lui reproche de conserver aux archives de l'Institut Marx-Engels des documents de la social-démocratie russe déposés par un collaborateur. Taxé de trahison, impliqué par pur arbitraire dans l'affaire dite de menchéviks mais tenu à l'écart du procès où il se fût

sans doute justifié au lieu de se noircir, le vieil érudit est destitué, exclu, arrêté, déporté, ses ouvrages mis au pilon, ses éditions des textes de Marx et d'Engels interdites, l'institut de sa création anéanti sous forme d'absorption par l'Institut Lénine. L'année d'avant, le monde communiste officiel avait couvert Riazanov de fleurs et de compliments lors de son soixantième anniversaire, honoré en lui « le plus éminent marxologue de notre temps » ayant dévoué « plus de quarante ans de vie active à la cause ouvrière ». Mais Staline, obsédé du souci d'usurper à tout prix une réputation de théoricien, n'attendait que l'heure favorable pour faire disparaître, avec le dernier refuge de la science sociale à Moscou, un savant scrupuleux qui s'abstenait d'accoler indûment le nom de l'inculte héritier de Lénine à ceux des auteurs de la doctrine. Peu après la déportation de Riazanov, des thuriféraires à gages essayeront d'acclimater la formule « marxiste-léninisme-stalinisme » mais sans parvenir à rehausser le prestige du bénéficiaire.

Moins explicable de prime abord sera la brusque mésaventure de Iaroslavski, un des plus serviles agents du pouvoir. À propos d'une *Histoire du Parti* dont il n'est même pas l'auteur mais publiée sous sa responsabilité, ce détracteur professionnel de Trotski et traqueur spécialisé des trotskistes tombe en 1931 sous une bizarre accusation de trotskisme. La vérité est que Staline, avisé d'ambitions excessives de son subalterne, a forgé n'importe quel prétexte pour le contraindre à l'amende honorable, pour l'abaisser aux yeux de tous. De la dénonciation à la contrition, l'opération ne dure pas trois semaines. Du même coup, par une simple lettre à la rédaction d'une revue, Staline révolutionne en un tournemain l'histoire du bolchévisme en dénaturant les faits sans vergogne et en livrant à ses fonctionnaires et sportulaires de très orthodoxes historiographes qui ne savent pas encore assez déprécier Trotski ni glorifier Staline ; ses allusions menaçantes au « libéralisme pourri » et à la « contrebande trotskiste » sont trop claires pour ne pas provoquer une contagion de reniements démonstratifs à la fois pénibles et grotesques, bien révélateurs de l'irréversible dégradation de la phalange révolutionnaire d'Octobre ; Radek, Chliapnikov et divers autres s'empressent de reconnaître toutes sortes d'erreurs imaginaires dans leurs anciens écrits oubliés, de rétracter les vérités les plus innocentes et les moins contestables ; un certain Deborine se trouve acculé à redresser en public ses déviations philosophiques en regret-

tant de n'avoir pas assez critiqué... l'idéalisme de Hegel. La panique a pour effet escompté de déterminer une expurgation plus sévère des livres et des bibliothèques, une censure plus rigoureuse des éditions nouvelles dans l'esprit du conformisme stalinien. Car chacun risque par manque de zèle ou simple inadvertance de perdre emploi, logis, carte de pain, de déchoir à la condition de paria. Même les *Œuvres* de Lénine sont entachées de suspicion, à cause des notes documentaires dont la probité relative contredit les légendes utiles à Staline. La lettre d'anathème intitulée « Sur quelques questions d'histoire du bolchévisme » devient, au dire des « professeurs rouges » désireux de faire carrière, un « document de la plus grande signification internationale, politique et mondiale-historique ». Pendant des années, les scribes aux ordres et les brigades de cuistres vont s'y référer à tout instant, à tout propos, et pourchasser sans répit le « libéralisme pourri », même en matière de philosophie, de littérature et de musique dont il n'est pas plus question dans le « document » indigent que d'histoire véritable.

Un silence lugubre s'étend sur le parti et oppresse la « patrie socialiste » où l'esprit critique ne chemine guère que dans le murmure étouffé des anecdotes et des épigrammes vengeresses, comme à Rome sous les Césars. Au-dessus de l'unanimité monolithique de surface, un concert de louanges vénales à l'adresse de Staline tient lieu de vie politique au pays plongé dans le travail, l'ennui et la douleur. L'un des premiers et principaux renégats de l'opposition de gauche, Piatakov, avait ouvert la voie en identifiant le secrétaire général au Comité central, donc au Parti, donc à l'État, et en lui rendant l'hommage personnel du vassal au suzerain. À son exemple et descendant une pente naturelle, le chœur des arrivistes et des parvenus s'astreint à ne plus écrire ni parler sans payer tribut d'administration extérieure à celui dont dépend leur avenir. Tout article, tout discours commence et se termine désormais par une digression en l'honneur de Staline et c'est à qui inventera une flatterie nouvelle. L'abstention serait insolite, l'omission séditeuse. Un calembour railleur sur le « secrétaire génial », pris au sérieux, se transforme en respect minimum et le mot de « génie » devient inséparable du nom redouté que la presse bien stylée imprime en caractère gras. À la fin de 1932, une obscure querelle cherchée à un Rioutine, lié à divers opposants de droite et de gauche, donne l'occasion d'exclure et de déporter une poignée de mécontents parmi lesquels, une fois de plus, Zinoviev et Kamenev pour crime de

n'avoir dénoncé personne. Mais les deux compères obtiendront rémission six mois plus tard quand ils auront imploré grâce non seulement en reconnaissant à nouveau leurs innombrables erreurs mais en se prosternant devant la grandeur de Staline. C'est trop peu maintenant que d'être à genoux, il faut se mettre à plat ventre. Le suicide moral des survivants de la « vieille garde » obstinés à revendiquer un rôle politique envers et contre la toute-puissance de leur vainqueur indique l'inéluctable issue à quiconque se refuse au suicide physique. En 1933, Skrypnik, soupçonné à tort ou à raison de dérogation à la « ligne générale », de faiblesse ou de tolérance à l'égard du nationalisme en Ukraine, ne trouvera de solution que dans son revolver.

Seul Staline a le droit d'exprimer une opinion, qui acquiert force de loi *ipso facto*, et les boïards de la bureaucratie ont le privilège de la répéter, vulgariser, commenter jusqu'à ce que le « génie » de leur caste ait changé d'avis, se dédise ou se contredise. Après son intervention modératrice sur les outrances de la collectivisation, il publie une « Réponse aux camarades kolkhoziens » pour couvrir son recul d'une vingtaine de « Lénine a dit... », autant de condamnations de sa pratique mais dont il feint de sortir indemne en les tournant contre les irresponsables. Dans un discours prononcé en février 1931, il ne craint pas d'admettre la réalisation du Plan non plus en quatre, mais en trois ans, « pour les branches décisives de l'industrie », et de souscrire à d'autres fanfaronnades aussi puérides avec l'argument final péremptoire : « Il n'existe pas de forteresse imprenable pour un bolchévik. » Mais sa jactance ne dissipe aucune difficulté de l'industrialisation et dans un autre discours, en juin 1931, il en rabat sensiblement. La pénurie de main-d'œuvre due à l'évasion permanente des travailleurs avant la « passeportisation » et qu'il a le front d'expliquer par le bien-être des campagnes, l'oblige à se pencher sur la condition matérielle du prolétariat. Il découvre la nécessité de modifier la répartition des salaires en accentuant l'inégalité au profit des ouvriers qualifiés, d'offrir à ceux-ci un stimulant, d'améliorer le ravitaillement et l'habitation. Il avoue en termes euphémiques et embarrassés le fiasco de la semaine de cinq jours : « Dans une série d'entreprises, nous avons un travail ininterrompu en paroles ou sur le papier », et commande « là où manquent les conditions propices à une telle expérience de passer temporairement à la semaine de six jours », en attendant de revenir à la première tentative. Il préconise de « changer notre poli-

tique » envers les cadres techniques décimés : « Ce serait stupide et déraisonnable de considérer aujourd'hui presque chaque spécialiste et ingénieur de la vieille école comme un criminel en liberté ou un saboteur. » Il convient du bluff des statistiques dont il se leurre tout le premier : « Dans une série d'entreprises et d'organisations économiques, on a depuis longtemps cessé de compter, de calculer, d'établir des bilans réels de recettes et de dépenses. » Et de conclure néanmoins sur la note optimiste habituelle.

C'est là son dernier discours avant l'expiration du délai quinquennal. L'incessant démenti des faits à ses paroles lui inspire pour un temps la sage décision de se taire. Il a fourni trop d'armes à ses adversaires en annonçant toujours le contraire de ce qui devait arriver, en se traînant à la remorque des événements les plus faciles à entrevoir, en étalant une rare méconnaissance des réalités soviétiques et internationales comme des théories économiques et sociales dont il se prétend l'interprète. Sur un point unique, il ne s'est pas trompé mais il se garde bien d'en faire état car, prophétisant en 1928 « une certaine famine artificiellement organisée » au cas où le développement industriel serait accéléré sans mesure, il ne disait rien d'original et empruntait à la « déviation de droite » la seule idée que l'avenir allait vérifier.

En effet, la famine se fait sentir dès 1931 malgré le carnet d'achat à coupons, la parcimonie des rations et les rigueurs de la discipline. Mais cette fois, les paysans sont plus à plaindre que les ouvriers servis dans l'ordre d'urgence en premier après la bureaucratie, la police et l'armée. L'État prélève une moitié de la récolte en grains, tombée à 69,5 millions de tonnes (contre 96,6 en 1913) mais que les pertes consécutives à la gabegie réduisent encore en moyenne d'un quart. Or la population a augmenté d'environ 25 millions d'habitants et le pain est aliment essentiel dans un pays où la viande, les laitages et tous les vivres deviennent quasi introuvables. Le bétail qui a survécu à l'hécatombe de la collectivisation périt en masse, privé de soins et de fourrages dans les kolkhozes. Les prix astronomiques du marché, après le rétablissement partiel du commerce, révèlent une dévaluation vertigineuse du rouble. Impuissant à rassasier les villes, le gouvernement invite les prolétaires à élever chez eux des lapins, voire à cultiver la terre autour des usines et de leurs casernes. Mais l'« offensive sur le front du lapin » aboutit vite à un échec lamentable, à l'extermination des sujets de l'expérience, les éleveurs improvisés

étant dépourvus de toute aptitude, de locaux appropriés et surtout de nourriture, ce que le seul Staline n'a pas su comprendre au préalable. Une des monstruosité du régime de cette époque, le *Torgsin*, institution de magasins réservée à la clientèle munie de monnaies étrangères ou de métaux précieux, oasis d'abondance dans le désert socialisé ; l'État y refuse son propre argent-papier dont il interdit aussi l'entrée aux frontières et les miséreux, indignés mais apeurés et prostrés, n'osent rien saccager. Plus invraisemblable encore l'expédient imaginé pour se procurer des dollars ; une véritable traite des « citoyens » soviétiques autorisés à s'expatrier moyennant rançon versée par leurs parents ou amis de l'étranger. Quoique s'aggrave la disette de marchandise et que progresse à grands pas la famine en 1932, les planomanes imperturbables jonglent avec des chiffres étourdissants et préparent la deuxième *piatiletka*, promettant toujours pour demain monts et merveilles. La presse démontre par mille artifices graphiques et typographiques les succès prodigieux remportés « sur tous les fronts » de l'économie nationale et berce la détresse populaire en racontant des histoires de labourage électrique, de semailles par avion, de pluie artificielle par le bombardement des nuages et autres trouvailles qui, au niveau technique de l'U.R.S.S., équivalent à une fantasmagorie de Fourier sur la transformation de l'eau de mer en limonade sous l'action de l'acide citrique boréal. Elle expose même un projet grandiose de détourner le Gulf Stream pour tempérer l'océan Glacial au profit de la Sibérie septentrionale. Aux affamés, une propagande frénétique prodigue des photographies du Dnieprostroï, du Magnitogorsk, des « géants » de ciment et d'acier surgis dans la steppe pour le bonheur de leur postérité. On exalte le patriotisme soviétique de jeunes communistes, héros du « front du travail » acharnés à battre des records, on cite le cubage de terre remuée, de charbon extrait, de métal fondu. Mais les exploits passagers des brigades de choc ne consolent pas les ventres vides ni n'atténuent la famine hallucinante et les fléaux qui l'escortent, le scorbut, le typhus exanthématique. Et les générations immolées au dieu-machine espèrent en vain une parole humaine du Kremlin où Staline, muré dans son mutisme, se fait du socialisme l'idée caricaturale de Flaubert sous le « double aspect d'une métairie et d'une filature, une sorte de Lacédémone américaine où l'individu n'existerait que pour servir la société, plus omnipotente, absolue, infaillible et divine que les Grand Lama et les Nabuchodonosor ».

Après le quinzième anniversaire d'Octobre s'achève la prosaïque et sanglante épopée industrielle. À l'intersection des années 1932 et 1933, le parti ne peut se dispenser d'une vue d'ensemble. En dépit de tant de résolutions, ordonnances, proclamations toutes plus « d'importance historique » ou « d'intérêt mondial » les unes que les autres, et malgré d'incommensurables sacrifices de tout ordre, les programmes économiques plusieurs fois élargis et remaniés n'ont été remplis sous aucun rapport. L'U.R.S.S. n'a rattrapé ni dépassé un seul pays civilisé, elle ne menace d'éclipse ni l'Europe ni l'Amérique, ni la Suisse, ni la Belgique. Cela n'empêche pas Staline de chanter victoire quand il rompt enfin le silence en janvier 1933 pour récapituler les allégations périodiques de ses bureaux et de ses auxiliaires.

Il n'y parvient qu'en dissimulant sous des sophismes les plaies béantes de l'économie sur le plan, en noyant dans un verbiage de réunion publique les réalités tangibles, en torturant les statistiques pourtant frelatées au jour le jour, en trichant sur les quantités, le poids et la valeur. Lui-même ignore de quoi il retourne au juste car ses données totalisent des éléments fragmentaires incontrôlables. Les organismes subordonnés communiquent au centre des résultats toujours satisfaisants par crainte de sanctions imméritées. « À force de vouloir déguiser la vérité aux yeux des autres, on finit par ne plus l'apercevoir soi-même qu'à travers un voile qui, chaque jour, s'épaissit davantage », remarquait déjà Custine, l'auteur de cette boutade judicieuse : « La Russie est l'empire des catalogues ; à lire comme une collection d'étiquettes, c'est superbe ; mais gardez-vous d'aller plus loin que les titres. Si vous ouvrez le livre, vous n'y trouverez rien de ce qu'il annonce ; tous les chapitres son indiqués, mais tous sont à faire. » Les enquêtes ultérieures, les scandales successifs, les crises aiguës dans tous les domaines apporteront en permanence des correctifs qui font justice de la « com-vantardise ».

Staline résume alors au Comité central dans son style primaire si typique le premier bilan général de l'industrialisation dirigée selon ses méthodes :

« Nous n'avions pas de sidérurgie, base de l'industrialisation du pays. Nous en avons une maintenant.

« Nous n'avions pas d'industrie des tracteurs. Nous en avons une maintenant.

« Nous n'avions pas d'industrie automobile. Nous en avons une maintenant.

« Nous avions pas d'industrie mécanique. Nous en avons une maintenant.

« Nous n'avions pas d'industrie chimique sérieuse et moderne. Nous en avons une maintenant.

« Nous n'avions pas d'industrie réelle et sérieuse pour la fabrication des machines agricoles modernes. Nous en avons une maintenant.

« Nous n'avions pas d'industrie aéronautique. Nous en avons une maintenant.

« Pour la production d'énergie électrique, nous étions à la toute dernière place. Maintenant nous sommes à l'une des premières places.

« Pour la production du naphte et du charbon, nous étions à la dernière place. Maintenant nous sommes à l'une des premières places.

« Nous n'avions qu'une seule et unique base houillère-métallurgique, en Ukraine, et avions peine à l'exploiter. Nous avons réussi non seulement à relever cette base mais à créer une nouvelle base houillère-métallurgique, à l'est, orgueil de notre pays.

« Nous n'avions qu'une seule et unique base d'industrie textile, au nord de notre pays. Nous avons réussi à faire en sorte d'avoir bientôt deux nouvelles bases d'industrie textile, en Asie centrale et en Sibérie occidentale.

« Et nous n'avons pas seulement créé ces nouvelles branches colossales d'industrie, nous les avons créées à une telle échelle et sur de telles dimensions que devant elles pâlisent l'échelle et les dimensions de l'industrie européenne.

Si l'on détache une à une les affirmations de Staline pour les examiner à part, tout n'est pas absolument faux dans cet exposé hyperbolique et vague où l'orateur évite de mettre le passif en regard de l'actif *. Il va de soi qu'un peuple de 160 millions de sujets soumis à

* Staline s'abstiendra de commenter la terrible famine de 1932-1934 en Ukraine, qui fit encore plus de victimes que celle de 1921-1922. Sa politique insensée réalisa dans ces régions immenses ce qu'il avait lui-même défini en 1925 comme une « certaine famine artificiellement organisée ». Selon le professeur S. Prokopovicz, « les années de famine 1933 et 1934 ont coûté au pays environ

une discipline militaire ne saurait travailler sur un sol et dans un sous-sol d'une exceptionnelle richesse naturelle sans rien produire ni créer, surtout avec les conseils ou sous la direction de 10 000 techniciens et spécialistes étrangers. Mais cela ne tranche pas la question de savoir si les effets sont harmoniques et durables, conformes au vrai progrès matériel et moral comme au but final du socialisme. Et du point de vue même de Staline, rien ne justifierait un plan, une politique, un régime aboutissant par des moyens barbares à une rechute profonde dans la barbarie sous des aspects de modernisme américain qui recouvrent mal une structure intime asiatique.

Il est inexact que l'U.R.S.S. ait eu à tout bâtir sur table rase et puisse s'enorgueillir de succès sans précédent. Au XVIII^e siècle, la Russie a tenu dans le monde le premier rang pour la fonte, le fer, le cuivre, pour l'exportation du bois, du cuir, de la toile à voiles, rang qu'elle a perdu par la suite. À la fin du XIX^e siècle, elle surpassait les États-Unis pour le pétrole, ayant plus que doublé en six ans sa production de fonte et d'acier, presque doublé son extraction de houille et de naphte. Avance et reculs comportent des leçons encore valables. Elle a toujours eu des poussées industrielles fébriles suivies de torpeurs ou de dépressions qui la ramenaient en arrière. Pierre I^{er} laissa environ 23 fabriques, pour la plupart de sa fondation. Le nombre des usines a plus que triplé sous Catherine II, plus que doublé sous Alexandre I^{er}, près de doublé sous Nicolas I^{er}, mais avec un accroissement plus grand de la main-d'œuvre et encore plus considérable du chiffre d'affaires. Sous Alexandre II, le réseau ferré a plus de deux fois décuplé. Sous Alexandre III, l'industrie a près de doublé ses effectifs ouvriers, triplé la taille moyenne des entreprises. Sous Nicolas II enfin, la politique financière de Witte a permis de doubler en dix ans la densité des chemins de fer, d'amplifier en conséquence la sidérurgie et les charbonnages, d'imprimer notamment au Donetz une impulsion assez analogue à l'élan des districts miniers anglais au début du siècle dernier, à l'essor de la région rhéno-wesphalienne dans les années 70 et selon

9 millions de vies humaines ». Au témoignage de W. H. Chamberlin, de 1932 à 1933, « la famine sévissait dans une grande partie de l'Ukraine, au Caucase septentrional, dans la basse et moyenne Volga et au Kazakhstan. Les régions éprouvées totalisaient une population de 50 à 60 millions d'âmes. La mortalité parmi les faméliques était de 10 % environ ». (C.f. S. PROKOPOVICZ, *Histoire économique de l'U.R.S.S.*, P., 1952.)

l'exemple plus récent des États-Unis ou du Japon. Dans son *Développement du capitalisme en Russie* paru en 1899, Lénine constatait : « ...Le progrès de l'industrie minière va plus vite en Russie qu'en Europe occidentale et même qu'en Amérique du Nord... Dans les dix dernières années (1886-1896), la production de fonte a triplé... Le développement du capitalisme dans les pays jeunes est très accéléré par l'exemple et l'aide des pays vieux. » Et l'ensemble de la production industrielle a encore doublé, ou presque, entre la guerre russo-japonaise et la guerre mondiale. Les phases de stagnation n'infirmement pas le sens du phénomène, longtemps compatible avec la sauvagerie des mœurs. En outre, depuis l'affranchissement des serfs, le progrès économique s'est accompli dans des voies moins anormales que les « mobilisations », « brigades de choc » et autres « offensives sur tous les fronts », les déportations en masse ou les exécutions capitales. Aussi Trotski a-t-il pu dire avant la *nep* : « Si le capitalisme russe s'est développé sans gradation mais par bonds, construisant en pleine steppe des usines à l'américaine, raison de plus pour que pareille marche forcée soit possible à l'économie socialiste. » Sans le legs du passé en matière de concentration industrielle, d'outillage importé, de cadres techniques, et aussi les concours extérieurs de la science et du capital, le Plan n'eût pas même été concevable.

Les antécédents historiques ne sont donc pas à méconnaître. Le soviétisme comme le tsarisme mais dans une mesure extrême tend à une industrialisation artificielle par l'ingérence omniprésente et constante de l'État, à l'abri d'une protection douanière prohibitive et aux dépens des classes laborieuses surexploitées. Et Staline de même que ses devanciers de l'autocratie doit beaucoup à la participation lucrative de l'« Occident pourri », comme disent encore les bolchéviks après les slavophiles réactionnaires. Ivan le Terrible n'aurait pas vaincu les Tatars sans l'aide d'ingénieurs et d'artisans venus d'Allemagne, de Hongrie, d'Italie. Michel Romanov, premier de la dynastie, enrôla nombre d'Anglais pour organiser son armée à l'européenne. Pierre le Grand eût été moins « grand » s'il n'avait recruté tant d'instructeurs en Hollande et ailleurs. Et l'on sait assez le rôle des Français et des Belges dans les installations contemporaines d'industrie lourde. Staline renoue une vieille tradition en faisant appel aux compétences éprouvées du « capitalisme moribond », les grandes firmes d'Europe et surtout d'Amérique dont les discoureurs du Parti s'attribuent sans

honte l'œuvre créatrice, Ford, Austin, Mac Kee Engineering, etc. Du tsar Pierre au comte Witte, tous les industrialisateurs de la Russie voulaient rendre leur patrie indépendante et en faire une autarcie, sans renoncer à profiter d'abord de la division internationale du travail. Le successeur ne change guère que des mots en confrontant l'étatisme soviétique et le capitalisme impérialisme qui lui ouvre des crédits et lui vend ses conquêtes techniques, en comparant les courbes respectives de l'industrie pour la brève période quinquennale parallèle à la plus grande crise économique du monde moderne. Il est indéniable que la haute conjoncture industrielle de l'U.R.S.S. coïncide avec une tendance contraire dans les pays à production excédentaire. Mais là où la technique a déjà fait d'immenses pas en avant, il en reste évidemment moins à faire, Staline souligne sans s'en douter le retard de son empire quand il s'émerveille de certains rythmes de progression en oubliant le point de départ. Plus près de zéro se trouvaient les industries dernières en date, plus il est facile d'aligner des pourcentages imposants et trompeurs. Il confond aussi l'économie et la technique dont on peut acheter les résultats sans assimiler le processus, comme il identifie à tort industrialisation et socialisme. La déception serre de près l'enivrement, d'autant plus profonde que les illusions ont été plus fortes.

Staline vante avec insistance l'envergure cyclopéenne des travaux accomplis, un des thèmes favoris de sa propagande journalistique, littéraire et photographique. Dans son simplisme, il croit que les dimensions marquent suffisamment la supériorité d'une entreprise et copie en l'exagérant encore la manie de *greatest in the world* sans souci du rationnel et souvent à l'encontre des intérêts dont il a la charge. Ce motif de fierté n'est pas le moins fragile. La bourgeoisie, dit le *Manifeste communiste*, « a créé de tout autres merveilles que les pyramides d'Égypte, les aqueducs romains, les cathédrales gothiques ». Un État couvrant le sixième du globe ne distance nullement par définition ses rivaux avec des « géants » dispendieux, superbes et infirmes, qui produisent à perte et ne s'accordent pas aux besoins immédiats à satisfaire. Les usines dont l'équipement se délabre avant d'être amorti grèvent le budget au détriment des obligations sociales et l'écart est vaste entre la taille prestigieuse et l'utilité contestable. Au surplus, la Russie tsarienne avait dû aussi construire à l'échelle de son territoire sans y trouver d'excuse historique, pas plus que les grands travaux d'art sur

les deux continents n'ont épargné aux peuples les crises, le chômage et la misère. Le Transsibérien, voie ferrée la plus longue du monde et héritée du tsarisme, ne pouvait évidemment exister en Suisse mais aucun plan quinquennal ne mettra jamais les transports de la Sibérie ni de la Russie au niveau des chemins de fer de la Confédération pour la régularité, la fréquence et l'hygiène. Le Turksin, créé partie sous l'ancien régime, partie sous le nouveau, ferait honneur à l'un autant qu'à l'autre d'après les raisonnements de Staline. D'aucuns souhaiteraient pourtant savoir combien de travailleurs sont morts d'épidémies en posant le tronçon soviétique sur les sables que traverse au ralenti un train poussif et problématique dont l'exhibition à l'écran compense mal l'exploitation déficitaire. La barrage titanesque du Dniepr, dû au colonel américain Hugh L. Cooper et à d'autres experts étrangers au bolchévisme, mesure 770 mètres de long sur 40 mètres à la base ; mais la digue du Zuyderzée a 30 kilomètres sur 94 mètres au niveau de la mer, 134 mètres de large au fond, et la Hollande, six cents fois plus petite que l'U.R.S.S. et vingt-trois moins peuplée, ne tire pas vanité de ce bloc de béton. Chacun des deux ouvrages représente d'ailleurs à divers titres une hérésie économique. Les turbines américaines du Dnieprostroi tourneront à vide pendant des années faute de câbles pour transmettre le courant de moteurs pour transformer l'énergie et d'usines pour l'utiliser. En France, les stations hydro-électriques de Kembs et de la Truyère établies sans bluff ni plan tapageur ne le cèdent guère à celle du Dniepr, avec des différences notables en leur faveur. La centrale de Colorado la prime en audace et en puissance mais ne vaut pas au président Hoover, dont elle porte le nom, la considération de Staline. La conjonction du minerai de Magnitogorsk et du charbon de Kouznetsk, situés à plus de 2 000 kilomètres d'intervalle, permet un acier au prix de revient exorbitant majoré des frais de transport et du coût des hauts fourneaux, forges et laminoirs édifiés par les ingénieurs de Cleveland. Les usines Ford de Nijni-Novgorod produiront des automobiles destinées à se briser sur des fondrières, tant que le pays sera dépourvu de routes carrossables. Les machines modèles de la fabrique des tracteurs à Stalingrad, venues d'Amérique, sont détériorées au bout d'un an d'usage, entre les mains inhabiles d'un personnel improvisé. Pas un de ces monstres industriels ne résiste pour donner le change. Le pont de Newport-News, celui de Sydney, celui du Zambèze sont « les plus grands du monde », et ne résolvent aucun problème social. Pas davantage la tour Eiffel,

l'Empire Building, Suez et Panama, le Saint-Gothard et le Simplon, le souterrain du Rove près Marseille, les tunnels sous l'Escaut à Anvers et tant de chefs-d'œuvre du génie civil dont l'U.R.S.S. n'a pas encore les égaux et pourra longtemps se passer mieux que de pain. La cité Rockefeller a été construite au plus fort d'un marasme économique sans précédent. Si le canal mer Baltique-mer Blanche creusé sous le commandement de la Guépéou par une multitude d'infortunés paysans déportés (286 000 en juin 1934, d'après I. Solonévitch) devait justifier le bolchévisme, l'assèchement des marais Pontins tiendrait lieu de justification irréfutable au fascisme. Et aucune langue ne serait assez riche pour célébrer à proportion la grande Muraille de Chine. L'idée de comparer *mutatis mutandis* aux Pyramides les palais érigés en Russie pour les machines par des coolies logés dans de misérables baraques a jailli spontanément de divers côtés ; des historiens l'avaient déjà eue à propos de Pierre le Grand et les menchéviks s'étaient servis de la métaphore contre les « armées du travail » de Trotski. Car si grandioses qu'apparaissent les « géants » nés du plan quinquennal, dans cet « empire des façades » comme disait Herzen, les dilapidations de fonds, les gaspillages de forces, les pertes de toutes sortes sont plus grandioses encore et les sacrifices en hommes semblent d'un autre âge.

Staline a plusieurs fois répété l'allusion de Lénine à Pierre le Grand et bien des commentateurs l'ont reprise à leur compte. Pour être devenu banal, le rapprochement n'en est pas moins défavorable au renom socialiste des bolchéviks. « Civilisateur le knout à la main, le knout à la main persécuteur de toute lumière », Pierre ne fit que copier l'Occident, empruntant des formes sans s'approprier la substance, cherchant des avantages pratiques avant de réaliser les prémisses, bâclant une œuvre disparate et factice, souvent inutile, parfois nuisible et toujours précaire. La moitié de ses fabriques n'existaient que sur le papier et une vingtaine seulement lui ont survécu. Sur le millier de vaisseaux, frégates et galères de sa flotte, à peine si une quinzaine pouvaient tenir la mer dix ans après sa mort. La construction insensée de Pétersbourg sur un point excentrique de l'Empire, dans un marécage devenu pour des milliers de travailleurs un cimetière, et la création du port de Taganrog dans des conditions assez analogues ne rachètent pas l'horreur de ses crimes, au contraire. « Mais enfin, la ville existe », écrivait Voltaire, pensionné de la Cour de Russie, digne pré-

curseur des « intellectuels » soudoyés par Staline pour l'encenser. À quoi Sylvain Maréchal réplique dans son *Histoire de la Russie* ; « Cimentier les fondations d'une cité nouvelle avec le sang de cent mille hommes est ce que Voltaire appelle créer une nation... Peut-on se jouer plus impudemment de la pauvre espèce humaine ? » Rousseau se montra perspicace en écrivant dans le *Contrat social* : « Pierre avait le génie imaginatif ; il n'avait pas le vrai génie, celui qui crée et fait tout de rien. Quelques-unes des choses qu'il fit étaient bien, la plupart étaient déplacées. » Diderot sut découvrir la vérité pendant son séjour en Russie, comme le prouve sa parole fameuse sur le « colosse aux pieds d'argile ». Et Condillac n'eut pas tort de s'adresser à Pierre en ces termes : « Vous avez élevé un édifice immense, mais permettez-moi de vous demander quels en sont les fondements ; peut-être les avez-vous négligés pour ne vous occuper que de la décoration extérieure. Cette grandeur magnifique, qui est votre ouvrage, disparaîtra peut-être avec vous. » Il n'était pas dupe d'un « calme profond..., avant-coureur de la décadence ». Une autre interrogation de l'intelligent abbé vaut encore pour Staline : « Qu'avez-vous fait pour diminuer cette terreur accablante qui a accompagné votre pouvoir et qui ne peut faire que des mercenaires et des esclaves ? »

Les méthodes du Tsar sanguinaire ne lui sont pas propres et percent encore sous des apparences plus séduisantes avec ses descendants. Questionné par M. de Ségur sur les nouveaux établissements montrés à la Grande Catherine en Russie méridionale par Potemkine, l'empereur Joseph II qui les avait visités répondit : « J'y vois plus d'éclat que de réalité... Tout paraît facile quand on prodigue l'argent et la vie des hommes. Nous ne pourrions tenter en Allemagne ni en France ce qu'on hasarde ici sans obstacle. Le maître ordonne : des milliers d'esclaves travaillent. On les paye peu ou point ; on les nourrit mal ; ils n'osent laisser échapper un murmure et je sais que depuis trois ans... la fatigue et l'insalubrité des marais ont fait périr cinquante mille hommes sans qu'on les plaignît et même sans qu'on en parlât. » Son opinion est corroborée au siècle suivant dans les lettres de Custine. « Avec les moyens d'action usurpés par ce prince, un esprit créateur eût opéré bien d'autres miracles. Mais la nation russe, montée après toutes les autres sur la grande scène du monde, a eu pour génie de l'imitation... », dit de Pierre I^{er} le voyageur français. « Il n'y a que chez les peuples aveuglément soumis que le maître peut ordon-

ner d'immenses sacrifices pour produire peu de chose », pense-t-il devant tel « colossal enfantillage » de Nicolas I^{er} qui lui représente « non la force d'un grand pays mais les sueurs inutilement versées du pauvre peuple ». Il définit la Russie : « C'est un pays où l'on peut faire les plus grandes choses pour le plus mince résultat. » La parole du maître « anime les pierres, mais c'est en tuant des hommes ».

La nouveauté serait dans la « planification » si le Plan n'était dans une très large mesure un mythe nébuleux, impossible à prendre au sérieux alors que ses zéloteurs se flattent si haut, sous prétexte de vitesse, d'en transgresser les dispositions fondamentales, c'est-à-dire d'accentuer les écarts, le déséquilibre, le désordre auxquels il s'agissait de remédier. Un seul exemple, mais indiscutable, en démontre l'inanité. Quand Staline, dans le discours précité, se félicite d'une collectivisation triple du programme initial sans que les outils, les engrais, les bâtiments aient triplé ni même que les préliminaires minima prévus seulement pour le tiers soient effectués, il discrédite clairement le principe qu'il n'a pas su concevoir, puis appliquer. Des constatations similaires s'imposent pour l'industrie. Avec un matériel roulant inférieur en nombre comme en solidité à celui de 1917, avec des rails usés, des traverses pourries et des signaux paralysés, il n'était pas logique de transporter une charge triple à moins de provoquer sciemment catastrophes sur catastrophes et la ruine du réseau, ce qui est en effet advenu. Le Plan tendait en principe à une harmonie économique caractérisée par des indices de quantité et de qualité, de valeur et de prix. De ce point de vue strict, et abstraction faite des libertés anéanties, il fallait produire un certain volume de matières brutes et les transformer en objets ouvrés mais aussi réduire les prix de revient, relever le cours de la monnaie, les salaires et le niveau du bien-être général. Or les quantités supputées n'ont pas été obtenues, la qualité des produits n'a cessé d'empirer, les prix de revient d'augmenter, la monnaie de se déprécier, les salaires réels de tomber, la notion de bien-être de s'estomper dans la mémoire des prolétaires. Sous quelque angle qu'on l'envisage, l'irréalisable Plan n'est exécuté. La preuve se dégage aisément du fatras des statistiques obscurcies à dessein par la variété toujours changeante des critères de comparaison. Et sans réfuter en détail un charlatanisme pseudo-scientifique allant jusqu'à prédire les récoltes futures, par conséquent les perspectives météorolo-

giques ; il suffit de retenir quelques données primordiales pour être fixé sur l'ensemble.

Staline évalue à 93,7 % la réalisation du programme industriel, soit une production triple de celle d'avant la guerre et double d'avant le Plan. Il ne dit pas sur quoi porte le calcul afin de laisser croire qu'il s'agit de quantités en nombre, en poids ou en volume, alors que son chiffre traduit simplement une valeur arbitraire en roubles plus ou moins fictifs. En effet, si l'on regarde les industries-clefs, le tableau se dessine tout autrement : en 1932, il a été coulé 6,2 millions de tonnes de fonte au lieu des 10 escomptées par le Plan et des 17 prévues par Staline au seizième Congrès ; il a été extrait 62,4 millions de tonnes de houille au lieu de 75 (Plan), de 90 (chiffres de contrôle) et des 140 fixées par le Comité central (décision du 15 août 1931) ; 22,2 millions de tonnes de naphte au lieu des 45 voulues par le Comité central (ordonnance du 15 novembre 1930) ; la capacité électro-énergique aurait été portée en théorie de 13,5 milliards de kilowatts-heures au lieu de 22 (Plan), ce qui ne préjuge pas les moyens d'utilisation. Les résultats sont encore inférieurs pour les produits chimiques, pour le cuivre et autres métaux de couleur, pour le ciment et les matériaux de construction. Ainsi le pourcentage d'exécution dans les branches principales est très loin d'approcher le chiffre global de Staline et il faut encore en défalquer une part importante de production défectueuse. Il va sans dire que pour tout individu sain et hors d'atteinte de la Guépéou, les usines n'ont pu faire de machines que dans la limite des fournitures de métal et de combustible, pour ne pas parler d'autres conditions restrictives. Elles ont sorti la même année 844 locomotives au lieu de 1 641 (Plan), 18 600 wagons au lieu de 37 000 (Plan), 50 000 tracteurs environ sur les 170 000 promis et 26 700 automobiles sur les 200 000 annoncées par Staline au seizième Congrès. Le bilan concret n'est pas meilleur et plutôt pire dans la fabrication du petit outillage, des pièces détachées, d'ustensiles de première nécessité d'articles de consommation courante. Pour les tissus de coton, 2 550 millions de mètres contre 4 700 (Plan), soit le niveau approximatif d'avant guerre mais pour une population plus nombreuse et sur un marché intérieur vidé depuis quinze années. Staline essaie donc en vain de présenter un renchérissement des prix comme une augmentation correspondante de la production.

Près de 35 milliards de roubles investis dans l'industrie et les transports n'ont donné en quantité comme en qualité que des résultats décevants. Sous le knout d'une émulation mensongère et d'une répression ouverte, la malfaçon annule une portion énorme de la production, tantôt le quart, tantôt la moitié, selon les usines, et le cas n'est pas rare où les déchets et rebuts entrent dans le total pour les trois quarts, parfois davantage. C'est dire à nouveau quelle créance méritent les statistiques maquillées du Gosplan. Tant et si bien qu'en 1933, un décret punira de cinq ans de prison ce « crime d'État », la mauvaise qualité du travail. D'autre part, les prix de revient qui devaient baisser d'un tiers dans l'industrie et de moitié dans le bâtiment ont augmenté encore, de l'aveu officiel, malgré les subterfuges de comptabilité accomplis pour embrouiller les calculs. Et le rendement de l'ouvrier, au lieu de doubler conformément aux prévisions, stagne au niveau primitif, quatre et cinq fois au-dessous de la productivité constatée en Amérique. Comment ne pas se souvenir d'une amère réflexion d'Herzen : « Il ne faut jamais perdre de vue que, chez nous, tout changement n'est qu'un changement de décors ; les murs sont en carton, les palais en toile peinte » ? Façon de parler, certes, mais qui recèle une vérité profonde.

Dans leur inconscience ou leur audace, les dirigeants de l'État soviétique font valoir les 118 milliards de roubles engloutis dans l'aventure, au lieu de 86 affectés. Mais ici, la fantaisie des nombres passe toute vraisemblance. La circulation monétaire a enflé d'environ 6 milliards en quatre ans, au lieu de 1 250 millions fixés comme maximum, et non comprises les monnaies divisionnaires locales instituées pour pallier la pénurie de numéraire sous forme de bons, certificats, etc. (Elle a augmenté encore de 2 milliards dans les deux années suivantes.) Un conseiller de Pierre le Grand s'était persuadé qu'en Russie, le cours de l'argent dépend exclusivement de la volonté du souverain, et des financiers russes très conservateurs ont condamné l'étalon-or bien avant les économistes soviétiques ; Staline écoute des experts de la même école pour qui l'émission illimitée n'implique pas d'inflation fiduciaire. Cependant, le rouble a perdu en quatre ans les neuf dixièmes de sa valeur, au lieu d'en regagner un cinquième. Encore faut-il spécifier que sa capacité d'achat résulte de circulaires administratives et d'ordonnances coercitives, d'une complexité inextricable. Livré aux lois de l'échange, le rouble ne vaudrait plus un ko-

pek. Par un système empirique et composite de tarifs et de barèmes, de taxes et de rations excluant toute commune mesure, les rapports varient à l'infini entre les prix et les salaires, la monnaie change de taux selon les mains qui les détiennent. De ce fait, aucun chiffre n'a de signification précise, pas plus que le montant du revenu national évalué dans l'arbitraire gouvernemental que le budget individuel constitué d'éléments multiples. Le salaire nominal n'indique pas le niveau de vie du salarié soumis aux caprices du ravitaillement bureaucratique, à des procédés de répartition qui défient toute définition stable. Après avoir interrompu la publication des bilans de la Banque d'État, les autorités ont dû renoncer à établir les index commerciaux et budgétaires. Dans la situation chaotique des finances se reflète le chaos de toute l'économie sur plan, caractérisée en dernière analyse par l'absence de plan ou le mépris du plan.

Le désastre de l'agriculture, comparé à juste raison aux effets d'une grande guerre, rattrape et dépasse la catastrophe financière consécutive à l'industrialisation. À l'encontre du Plan qui prescrivait en toutes lettres d'encourager la production individuelle, 15 millions de foyers paysans sur 25 ont été collectivisés de force en quelque 211 000 kolkhozes. Mais la récolte de 1932 n'est que de 7 quintaux à l'hectare et de 69,9 millions de tonnes en tout (contre 96,6 en 1913) ce qui suffit avec les pertes anormales et la natalité normale à déterminer la famine. Et cela malgré les 10 milliards de roubles dépensés, malgré l'emploi d'un outillage perfectionné, malgré les mobilisations périodiques de communistes et l'agitation frénétique menée par la presse à chaque nouvelle saison, les « offensives » sur tous les « fronts » du labourage et du pâturage, des semailles et des moissons, de l'engrangement, du battage, du stockage, de tous les travaux exécutés paisiblement partout ailleurs au monde. Staline avoue que les Kolkhozes dans leur ensemble travaillent à perte, comme la grande industrie socialisée. D'autres aveux révèlent que les 5 383 sovkhoses comblés de dotations et de machines ne sont pas encore « rentables ». Sur un parc de 147 000 tracteurs, 137 000 ont besoin de répartitions capitales. Dans les « stations de tracteurs et machines », le carburant, l'huile, les pièces de rechange font défaut comme les capacités professionnelles. Mais le cauchemar de la collectivisation a été funeste surtout au cheptel, amputé en cinq ans de 160 millions de têtes sur 276.

Les fictions statistiques ne donnent qu'une faible idée de la vérité comme en témoigne un autre aveu, celui-ci échappé à Vorochilov : « Non seulement le cheval mais le bœuf, devenu dans notre Ukraine un phénomène rare, aide et aidera le tracteur. » Il est facile d'en tirer les déductions relatives à la viande, au cuir, à la laine. Si l'on ajoute que la productivité à l'hectare des cultures techniques (lin, coton, betteraves) a baissé de moitié tandis que la population excède 165 millions d'habitants, la pénurie aiguë de tissus et de sucre s'explique sans plus d'investigations. Et les raisons majeures de l'interminable disette de marchandises et de la grande famine qui atteindra le point culminant au printemps de 1933 sont assez mises au jour. Le *Sotsialistitcheski Vestnik* évalue à 5 millions au moins le nombre des victimes d'« une certaine famine artificiellement organisée » par Staline et toutes les informations sérieuses concordent pour le confirmer. C'est aussi l'estimation d'un observateur des plus sagaces, W. H. Chamberlin, bien qualifié par la durée de son séjour en U.R.S.S. et sa sympathie pour le peuple russe.

Tout en niant pour l'extérieur l'évidence de la famine, comme il dément la faillite de son Plan inconsideré que démontrent même les statistiques truquées de ses bureaux, Staline se voit contraint d'en tenir compte et freine la présomptueuse marche en avant... vers l'abîme. Les cris de triomphe couvrent des instructions pratiques de plus en plus modestes. Il s'agit désormais de porter l'effort non sur l'extension et l'intensité de la production mais sur l'assimilation de la qualité, le rendement du travail et les prix de revient. Par un apparent paradoxe qui en dit long, le « rythme bolchéviste » doit se ralentir au lieu de s'accélérer au prorata du machinisme. Il n'est plus question du livre de L. Sabsovitch, *l'U.R.S.S. dans quinze ans*, manuel du parfait bolchévik où l'auteur table à grand renfort d'hypothèses saugrenues sur 50 % de croissance annuelle de la production industrielle à partir de 1933. Staline se contentera de 13 à 15 % en moyenne au cours du second quinquennium entamé. Et comme il y a toujours loin du programme à la réalisation, l'inévitable détente s'annonce assez sensible. On parle de moins en moins de rattraper et dépasser l'Occident capitaliste. Et pour cause : avec une population inférieure d'un tiers à celle de l'U.R.S.S. et dans un pays déjà saturé d'abondance, les États-Unis ont produit en 1929 environ 36 millions de tonnes de fonte, 546 de houille, 133 de naphte, 120 milliards de kilowatts-heures, 5 651 000

automobiles, 229 000 tracteurs, et la comparaison avec le « sixième du globe » est plus concluante encore pour le cuivre : 1 069 714 tonnes contre 46 694 en U.R.S.S. dans la meilleure année, 1932. Même en falsifiant des parallèles par le choix astucieux d'un maximum soviétique et d'un minimum américain, la « com-vantardise » ne trouve pas à s'exercer avec fruit. D'autant qu'on ne souffle alors plus mot de la deuxième *piatiletka* dont Molotov et Kouïbytchev avaient esquissé un an plus tôt, à la dix-septième Conférence du Parti, les lignes directrices ponctuées de chiffres astronomiques. L'année 1933 s'écoule sans plan, au pays du Plan.

En revanche, des atténuations à la « ligne générale » s'additionnent à l'avantage relatif et encore peu perceptible de l'économie rurale privée : restitution partielle de chevaux et de vaches aux cultivateurs pour sauver les restes du troupeau en perdition, élargissement du commerce libre des kolkhozes et de leurs membres, réductions des impôts et redevances, restriction du programme d'ensemencement et d'approvisionnement, etc. La raréfaction des produits ouvrés incite même à rendre des locaux aux *artels* d'artisans, à leur concéder des moyens de travail. Ces expédients précaires ne dispensent pas Staline de nouvelles mesures coercitives contre les paysans, la principale consistant à implanter auprès des 2 245 « stations de tracteurs et machines » des ramifications policières du Parti, sous le nom de « sections politiques ». Pour consolider le secteur agricole collectivisé, Staline ne conçoit rien qu'un supplément de police et de bureaucratie.

La famine dont la tache noire s'étend de l'Ukraine et du Kouban à la basse et à la moyenne Volga, au Caucase et en Crimée, sur les terres les plus fertiles de la Russie méridionale, la famine proportionnelle au degré de collectivisation n'en poursuit pas moins ses ravages jusqu'à la récolte de 1933, exceptionnelle par les conditions climatiques et les résultats : 89,8 millions de tonnes, calculées sur le papier en multipliant la superficie emblavée par un rendement supposé à l'hectare, et y compris le grain pourri dans les champs, perdu dans les transports ou gâché autrement, le Plan ayant tout prévu excepté les hangars pour le remiser, les voitures pour le véhiculer, les balances pour le peser, les moulins pour le moudre. Si l'on tient compte des pertes estimées au quart et de l'augmentation du nombre des bouches à nourrir, mais aussi de l'insignifiance des exportations et de l'excédent de fourrage laissé par l'extermination du gros bétail, le mi-

sérable niveau d'avant guerre n'était pas encore rétabli. Néanmoins, après la sinistre période vécue, une certaine amélioration du ravitaillement se fit sentir, comme dans tous les pays retardataires où l'activité économique dépend presque entièrement de la moisson. Le prix du pain rationné doubla d'un coup, en août 1933, ce qui signifie une baisse générale des salaires réels, mais la monnaie s'était dépréciée davantage comme le montrent les prix du marché libre où le blé se vendit deux cents fois plus cher qu'au cours d'achat officiel. À en juger aux procédés extraordinaires employés pour préserver du pillage des céréales, Staline ne se méprenait pas sur la vraie situation alimentaire des campagnes et la conversion des paysans à son singulier « socialisme ». On vit alors instaurer dans l'immensité des plaines, avec des sentinelles à pied et des gardes à cheval, une surveillance diurne et nocturne inconnue dans les annales de l'agriculture. Il fallut dresser des miradors au-dessus de la mer de seigle afin d'y poster des guetteurs armés, puis mobiliser encore la jeunesse communiste et même des enfants pour épier la maraude, il fallut interdire l'accès des chemins et sentiers sauf aux détenteurs du mot de passe. La presse félicita des gamins qui avaient dénoncé leurs vieux parents, « perruquiers » coupables d'avoir « tondu » quelques poignées d'épis cachés ensuite au fond d'un seau, recouverts d'herbes et de fruits. Saura-t-on jamais combien de faméliques ont payé de leur liberté, souvent de leur vie, un tel attentat à la « propriété socialiste » ?

En définitive, le Plan n'a été réalisé que dans la mesure restreinte des prévisions sérieuses et prudentes de ces économistes, techniciens, spécialistes accusés en 1930 de minimiser les rythmes, emprisonnés et déportés pour sabotage, c'est-à-dire en l'espèce pour crime de clairvoyance. Encore faut-il retrancher de l'inventaire une ample quantité de production avariée et inscrire au passif les capitaux immobilisés, les constructions inachevées, les machines détériorées, les ressources dilapidées, le matériel neuf inutilisé. Au rebours du vrai progrès économique, les acquisitions techniques ont conduit à une destruction de richesses, à l'augmentation des charges et à la dissipation des forces. Sans la bourgeoisie étrangère, ses industriels et ses banquiers, ses architectes et ses ingénieurs, ses avances et ses crédits, ses brevets d'invention et procédés de fabrication, ses fournitures de toutes sortes, Staline n'eut pas même atteint le minimum qu'il était possible de mieux obtenir et à meilleur compte par des méthodes plus ration-

nelles, plus fécondes et plus humaines. Il a sacrifié la consommation à la production, l'agriculture à l'industrie, la campagne déshéritée aux villes tentaculaires, l'industrie légère à l'industrie lourde, la plèbe laborieuse au patriciat bureaucratique, l'homme à la machine, pour aboutir à des anomalies, des disproportions, des résultats non coordonnés qui ne valent jamais les dépenses. Par la dictature des prix, l'État a pu vendre très cher ce qu'il achète à très bon marché et ainsi, avec d'autres modes de spoliation trop connus, achever de dépouiller toute la population au seul profit d'une nouvelle classe parasitaire.

L'agriculture et l'industrie étatisées travaillant à perte, les déficits devaient entraîner un surcroît de privations et de souffrances couronnées par « une certaine famine artificiellement organisée ». Certes, l'effort collectif a aussi jeté les bases coûteuses de nouvelles industries métallurgiques et chimiques, créé des usines de guerre qui renforcent le potentiel militaire ; mais en contrepartie, il a été accumulé dans les finances, les transports, l'agriculture, l'élevage, des ruines et des calamités qui interdisent de risquer un conflit armé de grande envergure sous peine de débâcle. Pour donner aux peuples de l'U.R.S.S. des moyens de combattre, Staline leur a ôté toute raison de se défendre. Loin d'affranchir son pays de l'interdépendance extérieure et de l'isoler du marché mondial comme une autarcie, il en a rendu l'économie plus tributaire qu'autrefois des nations évoluées et mieux équipées, tant pour les réparations et les pièces de rechange que pour le remplacement de l'outillage d'importation. Par contre, il frappe l'imagination des jeunes générations avec des travaux d'imposante apparence, suscite en elles une mystique utilitaire du machinisme et de la technique, attise un chauvinisme soviétiste à terminologie révolutionnaire mais à des fins purement nationales. Il a en outre remporté au-dehors des succès éphémères et onéreux de mise en scène, dans la tradition du tsarisme, en exploitant avec maîtrise l'ignorance du grand public, la crédulité du monde ouvrier, la vanité des intellectuels, la vénalité de la presse et la corruption des politiciens.

À l'imagination de Pierre I^{er} qui payait les gazettes pour répandre en Europe le bruit de ses victoires imaginaires sur Charles XII bien avant Poltava, il propage à grands frais les récits de ses prouesses politiques et les descriptions de ses œuvres impériales. Mais le comble de l'art en Russie consiste toujours à faire prendre aux visiteurs les vessies pour des lanternes et les divagations statistiques des bureau-

crates pour des réalités palpables. Vladimir Monomaque, grand-prince de Kiev, recommandait autrefois de bien accueillir les étrangers parce que, disait-il selon le résumé de Rambaud, « des récits qu'ils feront chez eux dépendra votre bonne ou mauvaise réputation ». Le conseil a été suivi de ses successeurs. Sous Pierre déjà, lit-on dans Klioutchevski, « les entreprises économiques produisirent une forte impression sur les observateurs étrangers superficiels : la Russie leur parut une grande usine ». Sous Nicolas I^{er}, l'inépuisable recueil des lettres de Custine rapporte : « Moscou s'enorgueillit du progrès de ses fabriques... Les Russes s'enorgueillissent d'avoir un si grand nombre de beaux établissements publics à montrer aux étrangers. » Dans cet ordre d'idées, Staline n'a pas plus innové que dans les autres, quitte à exagérer au-delà de toute décence comme en témoigne une littérature louangeuse pléthorique où l'exactitude des faits rivalise avec l'insanité du commentaire. Adversaire tenace de l'industrialisation avant de s'en faire le champion à contre-sens, il devient pour *The Business Week* de New York « le Mussolini de la mécanique ». Mais le prestige acquis par de tels stratagèmes ne sera d'aucun secours dans les grandes circonstances où la vérité reprend ses droits.

Enfin le Plan a eu comme effet de former des cadres nombreux de techniciens médiocres, mais susceptibles de s'améliorer à la longue, et de dégrossir des millions d'adolescents ignares pour les besoins de la production industrielle, de leur inculquer en hâte les rudiments de culture générale et professionnelle indispensables à la transformation économique et technique en cours. L'enseignement ramené à certaines disciplines de pédagogie classique a été octroyé plus largement, soit dit sans oublier que le Parti, en décidant à nouveau en 1934 d'introduire l'instruction universelle et obligatoire, montre quel cas on peut faire de ses grandes résolutions « historiques » et de portée « mondiale ». Mais là encore, les côtés négatifs l'emportent sur l'aspect positif dans un État « totalitaire » sans liberté de conscience ni droit d'expression où la presse uniformisée ne subsiste que pour divulguer la seule opinion légale du jour, où la pensée critique et l'objection scientifique sont réprimées comme le doute politique avec plus de sévérité que les crimes vulgaires, où les illettrés conservent mieux leurs facultés intellectuelles et leur santé morale que les faux instruits dépravés par le mensonge officiel et la sujétion de la peur. Il reste à connaître la corrélation originale des rapports de production et

des formes de propriété avec la structure sociale, après quinze ans d'évolution du bolchévisme, et à savoir si la nature transitoire du régime tend, selon le programme communiste, à substituer au gouvernement des hommes l'administration des choses.

Lénine n'a guère exercé le pouvoir plus de cinq années pendant lesquelles de multiples contradictions entre ses théories et sa pratique ont corrigé le concept livresque d'une phase intermédiaire du capitalisme au socialisme. Le règne de Staline dure depuis quelques dix ans à l'heure où le Parti, en 1933, affirme la proximité de l'âge d'or d'une société sans classes. Mais on ne saurait juger un État, pas plus qu'un individu ; sur l'idéal dont il se réclame. En l'espèce, le cas se complique d'antinomies insolubles entre le concret et l'abstrait, dans un désordre extrême des notions et des valeurs où se confondent le passé russe, le présent soviétique et les traits immuables du despotisme de tous les temps sous tous les climats. Une discrimination est nécessaire pour savoir si Staline justifie vraiment Spencer qui voyait dans le socialisme un « esclavage futur ».

L'économie libérale dénonce volontiers des virtualités socialistes dans toute réglementation étatique de la production, des échanges et du travail. À ce compte, les édits de Dioclétien sur le maximum des prix et le minimum des salaires, sur le colonat agricole et les corporations de métiers entreraient de droit dans une anthologie du socialisme législatif, hypothèse démonstrative par l'absurde. Staline a eu des précurseurs dans l'antiquité et au moyen âge en Orient et en Occident, mais rien de légitime n'autorise à les réputer socialistes dans l'acception exacte du terme. Le plus remarquable, Wang Nganché, a vécu en Chine sous la dynastie des Song ; fort de la confiance de l'Empereur, ce ministre hardi croyait régénérer son pays médiéval en réglant la vie économique et sociale de façon à faire de l'État le seul propriétaire du sol, l'unique vendeur et acheteur de grains ; par une série de lois dont l'application exigeait une nuée de fonctionnaires, nouveau mandarinat substitué à l'ancien, il décréta d'en haut une véritable révolution agraire (révision égalitaire du cadastre et du fermage, prêts de semences contre prestations en nature, taxation des denrées, etc.) complétée par une série de réformes radicales, établissement de la gabelle, refonte du système monétaire, création d'une milice populaire à côté de l'armée permanente, conscription bureaucratique pour le service civil, enseignement obligatoire. De cette « extraordinaire

expérience étatiste », comme dit G. Soulié de Morant, il ne resta rien après la mort du « socialiste chinois de l'an Mille », expression impropre d'un historien et orientaliste érudit mais peu soucieux de l'exactitude des termes en matière de sociologie, René Grousset. Le socialisme moderne implique en effet certaines conditions de maturité historique, l'épuisement des ressources du capitalisme, la volonté consciente de la population active, les possibilités matérielles pour le monde du travail d'acquiescer « bien-être et liberté ». Entre Wang et Staline, il y a maintes similitudes de conceptions et de méthodes, à près de dix siècles d'intervalle, et l'analogie se retrouve dans le résultat final des deux tentatives : famine et misère. Mais les différences sont tout à l'avantage du grand réformateur chinois, trop déprécié par Abel Résumat, le Père De Mailla, le père Huc et autres missionnaires documentés à la même source. Dans leur *Empire du milieu*, les frères Reclus ont été envers lui moins sévères. Wang n'avait lu que Confucius et devançait son époque alors que le théoricien du socialisme dans un seul pays prétend connaître Marx et retarde sans excuse sur les utopistes. Si la dictature de Staline méritait le nom de socialiste, la domination théocratique des jésuites au Paraguay devrait figurer en bonne place parmi les entreprises de pionniers du socialisme, à côté d'œuvres communautaires moins célèbres des ordres monastiques colonisateurs *. La part, d'ailleurs subalterne, des ouvriers dans le mouvement bolchéviste ne change rien à l'affaire ; chez les Bambaras africains, les forgerons couronnent le chef mais leur caste n'en est pas moins méprisée, sous les honneurs rituels, et il n'a jamais été question de citer ces peuplades du Soudan et du Sénégal comme un exemple de démocratie prolétarienne.

L'histoire de la Russie éclaire mieux le régime soviétique exempt de soviets que les références arbitraires au marxisme dont Staline représente l'antithèse. Elle relie en particulier les anciens et les nou-

* Dans les controverses socialistes en Russie, les références à l'expérience étatique des jésuites au Paraguay au XVII^e siècle sont aussi fréquentes qu'à la planification instaurée dans l'empire des Incas au Pérou (XIV^e et XV^e siècles). Dès 1884 ; G. Plekhanov, dans *Nos désaccords*, mettait en garde contre la tentation d'introduire le socialisme par la force, prévoyant qu'en ce cas une nouvelle caste dominante s'imposerait, comme au Pérou celle des « fils du Soleil ». (Cf. de Louis Baudin : *l'Empire socialiste des Incas*, Paris, 1928 ; et les *Incas du Pérou*, Paris, 1942.)

veaux modes de la foi et du mysticisme. De même que des coutumes païennes avaient persisté sous d'autres formes dans le christianisme, après le baptême des tribus slaves de la principauté de Kiev, bien des traditions invétérées se sont transmises du tsarisme au soviétisme sous de nouvelles couleurs, dans l'esprit et dans les mœurs comme dans l'organisation économique, politique et sociale. Des bolchéviks « fils du tsarisme » comme les autres Russes, T. G. Masaryk dit avec raison : « Ils ont pu supprimer le Tsar, ils n'ont pas supprimé le tsarisme. Ils portent toujours l'uniforme tsariste, encore qu'à l'envers »...

Au ^{xv}^e siècle, après la prise de Constantinople par les Turcs, des moines moscovites voyaient en Moscou la troisième Rome, excluant à jamais l'éventualité d'une quatrième ; les docteurs et les exégètes de la religion léniniste ont une prétention semblable en érigeant Moscou en capitale du communisme universel. À la même époque, l'hégoumène Joseph du monastère de Volokolamsk élaborait une doctrine que M. Kizevetter résume ainsi : « Joseph défend un ordre social fondé sur une discipline rigoureuse déniait à l'individu le droit de disposer de lui-même. Dans le domaine religieux, il affirme que le salut dépend de l'observation ponctuelle des rites et de l'acceptation littérale, sans aucune discussion, de chaque mot des Saintes Écritures ; il approuve la répression par le pouvoir ecclésiastique de toute manifestation de la libre pensée en matière religieuse, ainsi que les exécutions d'hérétiques pratiquées à Moscou... » Le bolchévisme dogmatique s'apparenterait à de telles conceptions plutôt qu'au socialisme inséparable des idées de libre examen, de libre arbitre, et qui se propose pour fin dernière l'affranchissement intégral de l'individu. Staline invoque à tout bout de champ Lénine, dont il prend le contre-pied, et prononce des paroles très orthodoxes en déportant par une température glaciale les petits enfants de prétendus koulaks ; mais Ivan le Terrible ne manquait pas non plus aux signes extérieurs de la dévotion en commettant des atrocités épouvantables. Et l'émulation meurtrière de certains jeunes communistes exténués à leur inutile besogne de choc fait parfois songer à ces disciples fanatiques du protopope Avvakoum qui se brûlaient vifs pour échapper au fleuve de feu du Jugement dernier.

Ce n'est pas l'étatisme qui marque la Russie knouto-soviétique d'une empreinte originale. Sous les premiers Romanov, toute la popu-

lation fut assujettie à l'État et diversement astreinte à de strictes obligations économiques. Elle cherchait déjà dans la fuite à se soustraire aux oppressions tsarienne et seigneuriale et le pouvoir central ne la rendit sédentaire qu'à force de rudes mesures contraignantes, comme plus tard sous le plan quinquennal. Dès le XVII^e siècle, il était interdit aux Russes d'aller à l'étranger, précédent indubitable à la séquestration générale accomplie par Staline, et les livres envoyés d'Europe n'avaient pas accès, en vertu d'un oukaze spécial dont l'inspiration guide encore le *Glavit* ou censure soviétique. Le Tsar propriétaire du pays et du peuple se fit le « premier marchand » et le « premier producteur » de l'Empire, selon la remarque du médecin anglais Samuel Collins. Pierre le Grand constitua en monopole d'État le trafic des produits de première nécessité, presque tout le commerce extérieur. Sous son règne se développe une sorte de capitalisme d'État et se multiplie au décuple le nombre des fonctionnaires ; le servage prend une grande extension, introduit dans l'industrie naissante, outre l'emploi de la main-d'œuvre pénale ; l'institution du passeport intérieur ajoute une ressemblance à tant d'autres avec la sombre période stalinienne pendant laquelle les ouvriers et les paysans ont perdu en quelques années leurs dernières libertés comme autrefois les cultivateurs libres sont devenus serfs au cours de plusieurs siècles, à l'inverse de l'évolution sociale en Occident. Les successeurs de Pierre marchent sur ses traces, le négoce avec la Chine devient monopole du Trésor, l'État accapare le plus possible de transactions commerciales sous Élisabeth. Et même quand le capitalisme reprend ses droits et rétablit la concurrence à partir de Catherine, l'initiative de la Couronne reste décisive pour les progrès de l'industrie et des transports. Les colonies militaires d'Alexandre I^{er} préfigurent en réduction minuscule la future collectivisation agricole. L'État soviétique reproduit, condense et généralise tous ces phénomènes avec de plus puissants moyens matériels dans un nœud de conditions historiques incompatibles avec les solutions intermédiaires.

Que les procédés sauvages d'Ivan le Terrible et de Pierre le Grand soient reconnaissables dans les actes saillants de Staline, cela ne soulève pas de contestation parmi les observateurs de la Russie. Mais en chacun des principaux représentants de l'autocratie, on retrouve des faits et gestes qui semblent contemporains. Catherine correspond avec Voltaire et Diderot, mais elle emprisonne Novikov et bannit Ra-

dichtchev ; elle démarque Montesquieu et emprunte à Beccaria, mais elle élargit et consolide le servage ; elle se voue aux Lumières et ose décrire le bonheur du moujik en pleine famine ; elle récompense la louange intéressée des Encyclopédistes et soudoie les plus méprisables mercenaires. Staline aussi agit tout à l'encontre de ses maximes, encourage au-dehors ce qu'il ne tolère pas au-dedans, soutient des grèves et commandite des actions subversives dont il écrase les moindres velléités en U.R.S.S., achète la complaisance de littérateurs étrangers connus et bâillonne les écrivains russes ou les exile, entretient dans les principaux pays une séquelle d'adulateurs à gages. Alexandre I^{er} passe comme son père pour franc-maçon, pose au jacobin, cite Rousseau et, au congrès de la Sainte-Alliance, proteste contre la traite des nègres tout en admettant la vente des âmes dans son Empire. Staline de même se dit le défenseur des ouvriers dans les pays capitalistes et se fait leur pire oppresseur dans la « patrie socialiste ». De Nicolas I^{er} enfin, qui aimait à se classer ingénieur pour ne pas se déclarer policier, les historiens dessinent un portrait où l'on distingue bien des traits de la physionomie de Staline. Entre les deux absolutismes, les similitudes sont si fortes que le recueil des lettres séculaires de Custine vaut d'être encore consulté comme un des meilleurs ouvrages sur l'éternelle Russie où « il faut venir voir le résultat de cette terrible combinaison de la science de l'Europe avec le génie de l'Asie », où « le gouvernement domine tout et ne vivifie rien », où « tout le monde pense à ce que personne ne dit », où « les ridicules du parvenu peuvent exister en masse et devenir l'apanage d'une nation tout entière », où « le mal qui se donne pour remède n'a plus de bornes », où « la force du despotisme est uniquement dans le masque du despote », où « la défiance réciproque du gouvernement et des sujets fait fuir la joie », où « les habitants, pliés à la résignation, se forgent une félicité admirative toute composée de privations et de sacrifices ». Staline a rendu plus actuelle que jamais la réflexion profondément juste de l'auteur mis à si large contribution ici : « En ce pays, la tyrannie avouée serait un progrès. »

De droit divin ou d'origine populaire, tous les dictateurs et toutes les dictatures offrent des analogies de fonction et de raison d'être. L'absolutisme bureaucratique incarné en Staline ne fait pas exception à la règle, avec la tradition russe ancestrale qui l'imprègne et malgré la nouveauté soviétique formelle dont il se pare. La combinaison de ruse

et de violence théorisée par Machiavel à l'intention du Prince est d'usage quotidien dans la pratique du secrétaire général. Mais l'identité de moyens ne préjuge pas toujours les buts. Les bolchéviks, de Lénine à Staline, ont d'abord cru arriver au bien de la liberté socialiste par le mal de la contrainte policière, avant de faire de nécessité vertu, de codifier pour le temps de paix les cruels expédients de la guerre civile, de laisser enfin l'habitude dictatoriale devenir leur seconde nature. À l'insu des dirigeants, une métamorphose de régime s'effectua que Staline, servi par ses défauts plus encore que par ses qualités, a pu consommer et parfaire dans le sens du pouvoir personnel sans rencontrer d'obstacle insurmontable, sous réserve de conserver le verbe révolutionnaire vidé de sa teneur initiale. Il en résulte une architecture politique d'apparence bâtarde que deux grands exemples au moins aident à comprendre. À Rome, l'Empire s'est « glissé » dans la république, suivant le mot de Sénèque, et en a gardé les aspects extérieurs. En France, des monnaies frappées au début de l'Empire portaient la légende : « République française, Napoléon empereur ». César se donnait comme le continuateur des Gracques et Bonaparte comme celui des jacobins. Le césarisme de Staline procède d'un même phénomène et sur un terrain favorable : dans la Russie tsarienne, après le manifeste d'octobre 1905, il y a eu un système assez bizarre que l'Almanach de Gotha appelait « monarchie constitutionnelle sous un tsar autocrate ». Les Républiques socialistes fédératives soviétiques, ainsi nommées par quadruple antiphrase, ont depuis longtemps cessé d'exister au vu et au su de tous, et il ne reste que de jeunes léninistes candides pour s'attendre à leur résurrection spontanée au bout de la « ligne générale », le parti dominateur ayant perdu toute illusion à cet égard et oublié son programme socialiste.

La société dite soviétique repose à sa manière sur une exploitation de l'homme par l'homme, du producteur par le bureaucrate, technicien du pouvoir politique. À l'appropriation individuelle de la plus-value se substitue une appropriation collective par l'État, défalcation faite de la consommation parasitaire du fonctionnarisme. Staline a compté pour 1933 environ 8 millions de fonctionnaires et employés dont il est impossible de chiffrer le salaire utile. Mais la documentation officielle ne laisse aucun doute : sur le travail des classes subju-

guées soumises à un *seating system* inexorable *, la bureaucratie prélève une part indue correspondant plus ou moins à l'ancien profit capitaliste. Il s'est donc formé autour du parti une nouvelle catégorie sociale intéressée au maintien de l'ordre établi et à la perpétuation de l'État dont Lénine prédisait l'extinction à mesure de la disparition des classes. Si les bolchéviks n'ont pas la propriété juridique des instruments de production et des moyens d'échange, ils détiennent la machine d'État qui leur permet toutes les spoliations par divers détours. La seule latitude de pouvoir imposer des prix de vente plusieurs fois supérieurs aux prix de revient recèle le véritable secret de l'exploitation bureaucratique-technocratique, caractérisée au surplus par l'oppression administrative et militaire.

Il importe peu que la petite minorité ainsi privilégiée aux dépens de la grande majorité courbée sur son labeur ne soit pas une classe comme la bourgeoisie, une caste comme celle des brahmanes. Au XVI^e siècle, les Cosaques constituaient aussi une espèce de classe inconnue ailleurs qu'en Russie, avec ses prérogatives économiques et politiques. Racovski et ses amis déportés ont écrit de Sibérie, dès 1930 : « D'État ouvrier à déformations bureaucratiques, comme Lénine définissait la forme de notre gouvernement, nous nous développons en un État bureaucratique à survivances prolétaro-communistes. Sous nos yeux s'est formée et se forme encore une grande classe de dirigeants qui a ses subdivisions intérieures, qui s'accroît par voie de cooptation calculée, par nominations directes ou indirectes (avancement bureaucratique ou système électoral fictif). L'élément qui unit cette classe originale est une forme, originale aussi, de propriété privée, à savoir le pouvoir d'État. » Et ils s'appuient fort à propos sur une phrase de Marx : « La bureaucratie possède l'État en propriété privée. » De même que le Consulat n'était ni la république, ni la monarchie, le Secrétariat n'est ni la démocratie, ni le tsarisme, conséquence d'une révolution qui n'a été ni bourgeoise, ni socialiste.

D'après Bogdanov, dont les travaux sur le sujet remontent au lendemain de la première révolution, un prolétariat dépourvu de culture encyclopédique propre et de science générale d'organisation ne sera jamais capable de prendre le pouvoir ou de le conserver pour trans-

* Exploitation inhumaine du travail humain afin d'en obtenir le maximum de rendement au prix d'un surmenage intensif.

former la société suivant un programme communiste. Et le régime bolchéviste, en dépit des intentions de ses fondateurs, engendre une classe dominante d'hommes politiques, d'administrateurs, d'intellectuels, de techniciens sous laquelle subsistent, en prenant des formes nouvelles, l'exploitation et l'oppression dans un État de type oriental. Cette dernière observation *post factum* se retrouve, mais moins fortement argumentée, comme prévision intuitive dans l'un des fascicules de *l'Ouvrier intellectuel*, ouvrage publié sous le nom de Volski au début du siècle par un révolutionnaire polonais alors connu et depuis oublié, Makhaïski. À l'expérience, et sans théories, nombre de communistes en sont venus aux mêmes idées, sans pouvoir les exprimer au pays du communisme officiel. D'autres ont remis en question, dans le travail de leur esprit, la notion idéaliste de la « mission historique du prolétariat », pour aborder la révision fondamentale des doctrines qui font trop abstraction de l'homme réel, bourgeois ou prolétaire. Il est à prévoir que de telles conceptions auront, vaille que vaille, un regain de force, de propagation et de vitalité dans les générations destinées à tirer les enseignements de la révolution, surtout de la phase qu'on peut appeler du mot d'Herzen « rétrovolution ».

Cette révolution a traversé trois étapes principales, de quelque cinq années chacune. Après le communisme de guerre, vaine tentative de nationalisation économique totale, la *nep* de Lénine fut un essai d'économie dirigée mixte tolérant une saine compétition entre le secteur étatique et l'initiative capitaliste pour réaliser par degrés une socialisation rationnelle. Mais Staline, incapable de suivre la politique reçue en héritage, de mettre en harmonie l'industrie et l'agriculture, d'équilibrer production et consommation, Staline préféra la sécurité de l'étatisme intégral aux risques d'une course de vitesse que la *nep* impliquait. Son « grand tournant » n'était possible qu'au prix d'une hécatombe dans l'immédiat, d'une servitude populaire absolue dans le présent et dans l'avenir. Il fallait un grand mépris de la vie et de la dignité humaines pour s'y résoudre, et aussi une entière méconnaissance des postulats spirituels du socialisme. Staline eu le singulier courage de prendre les plus atroces responsabilités tout en continuant de tenir un langage devenu caduc. Mais l'édifice bâti en quinze ans de bolchévisme n'est désormais viable que sous une dictature prétorienne illimitée et ne résisterait pas à une commotion de quelque importance. Les peuples de Russie ont toujours bénéficié des guerres malheu-

reuses qui ébranlaient le pouvoir en dévoilant ses faiblesses et en excitant le mécontentement général. La guerre de Crimée a hâté la libération des serfs, la guerre russo-japonaise a déclenché la première révolution, la guerre mondiale a précipité la chute du tsarisme. De tout évidence, le régime de Staline livré à ses seules forces ne supporterait pas mieux la suprême épreuve *.

Il est facile à un État qui monopolise l'armement avec tout le reste de briser les grèves ouvrières et d'écraser les rébellions paysannes disséminées sur un immense territoire. L'intervention militaire hésitante des Alliés après Brest-Litowsk n'était que dérision, Lénine l'a reconnu sans fard. Mais une guerre de longue haleine exigerait d'autres ressources matérielles et morales que les répressions à l'intérieur ou les premières campagnes de l'Armée rouge. Ni l'industrialisation, ni l'agriculture ne sont prêtes en U.R.S.S. à endurer la haute tension d'une guerre moderne, encore moins les transports. Un rapport de Kaganovitch avoue, pour l'année 1934 seule, 62 000 accidents de chemin de fer, 7 000 locomotives mises hors service, 4 500 wagons détruits, plus de 60 000 endommagés, chiffres en augmentation dans les premiers mois de 1935, et « des morts par centaines, des blessés par milliers ». Après comme avant le plan quinquennal, il faut à l'habitant soviétique des heures et des heures de station, des formalités interminables pour se procurer une aiguille à Moscou, un clou en province, et un peu partout du sel, un billet de chemin de fer, une boîte d'allumettes, un gramme de quinine. Staline se donne le fréquent spectacle d'imposantes parades avec défilés de tanks et d'avions mais il n'ignore pas qu'en temps de guerre ses engins manqueront d'huile ou d'essence, de munitions tout comme l'artillerie, et seront irréparables aussitôt mis hors d'usage. Il peut faire condamner à mort pour négligence coupable les mécaniciens et chauffeurs de locomotives

* À cette date, on n'envisageait pas à Moscou une guerre mondiale, seulement une guerre de l'« impérialisme » contre l'Union soviétique, et il fallait raisonner sur « le régime de Staline livré à ses seules forces ». Personne n'avait pu prévoir que Hitler serait assez insensé pour déclarer la guerre aux États-Unis dont la puissance industrielle, s'ajoutant à l'héroïque résistance de la Grande-Bretagne, devait venir à bout de l'Allemagne hitlérienne. Sur l'aide gigantesque apportée à la Russie soviétique par l'Angleterre et l'Amérique, que passent sous silence avec cynisme les historiens communistes ou que minimisent leurs satellites, cf. l'Arrière-propos de ce livre.

réchappés des accidents, cela n'améliore ni le réseau ferré, ni le matériel roulant. Que l'on considère l'équipement, la remonte, l'intendance ou les services sanitaires, rien n'incite les gouvernants à l'optimisme quant à l'organisation et à la technique.

Les rapports de la Guépéou sur l'état d'esprit de la population ne leur apportent pas plus de réconforts. Les paysans aspirent à n'importe quel changement et n'attendent que des armes pour régler avec leurs oppresseurs tant de comptes en retard. Les ouvriers ressentent à peine moins d'aversion envers la hiérarchie des secrétaires, malgré toute la propagande déployée pour les convaincre de leur position avantageuse. Jamais le défaitisme n'a été à tel point répandu sur sa terre d'élection. Seule la jeunesse qui ne sait rien du récent passé ni de la vie à l'étranger accepte d'emblée l'idéologie du chauvinisme soviétique et défendrait les frontières sans réticence, sinon d'enthousiasme. Mais son humeur si batailleuse au cours d'expéditions sans péril et sans gloire contre les paysans aux mains nues perdrait du ressort sous le feu des canons et des mitrailleuses. L'Armée rouge renforcée d'une mobilisation partielle suffirait à la protection de l'U.R.S.S. dans un conflit localisé aux pays limitrophes, non dans une conflagration de grande envergure entraînant la mobilisation générale. Staline le comprend, comme le prouvent les manœuvres insinuant de sa diplomatie dont la souplesse finit par confiner à la résignation et trahit une inquiétude significative.

Pendant quinze ans, mais surtout depuis la mort de Lénine, les bolchéviks ont annoncé à grands cris une mêlée générale prochaine et même imminente, dénoncé les intentions agressives de tous les pays à l'endroit du leur, accusé plus spécialement la France, l'Angleterre et les États-Unis de fomenter une nouvelle intervention armée en Russie. À les entendre, la société des nations n'était qu'une « ligue des brigands », une machine de guerre montée contre leur patrie socialiste, et tous les accords européens et internationaux, du traité de Locarno au pacte Kellog, cachaient une « pointe tournée vers la République soviétique ». Sous les prétextes les plus futiles, ils découvriraient partout à chaque instant des préparatifs d'hostilités menaçantes, sonnaient l'alarme chez eux et, avec moins d'écho, dans les milieux ouvriers au-dehors. Ils n'avaient pas assez de sarcasme ni d'injures à l'adresse du pacifisme en lequel ils discernaient le plus perfide ennemi de la révolution. Mais Staline opère une volte-face complète lors des menées

conquérantes du Japon en Mandchourie. Là même où l'Armée rouge commandée par Blücher, trois ans auparavant, infligeait une « leçon » militaire aux Chinois pour sauvegarder les « droits » de la Russie sur un chemin de fer, l'amour de la paix conseille alors la retraite en permanence devant les Japonais. À partir de 1932, l'U.R.S.S. conclut une série de pactes de non-agression ou d'ententes amicales avec les États dont ses dirigeants démasquaient sans relâche les « machinations anti-soviétiques » et flétrissaient les « desseins belliqueux », à commencer par la Roumanie et la Pologne, « agents de l'impérialisme français », à continuer par la France et les États-Unis.

Déjà Litvinov, aux ordres de Staline, avait proposé le désarmement universel, par une inconséquence frappante mais dans la tradition du fameux rescrit de Nicolas II, prélude à la conférence de La Haye. En 1933, l'avènement de Hitler en Allemagne accentue les tendances pacifistes du bolchévisme. Tout ce qui était détestable devient excellent, et *vice versa*. Staline et Molotov prononcent sans gêne aucune l'éloge de la Société des nations, de la « ligue des brigands ». Ils s'opposent à la révision des clauses territoriales du traité de Versailles, objet de leurs vitupérations incessantes. Ils s'empressent d'appuyer la diplomatie « impérialiste » de la France, « pays le plus agressif et le plus militariste du monde » disait Staline au dernier congrès du Parti, pays qui selon l'orthodoxie léniniste n'a cessé de provoquer à la « guerre contre l'U.R.S.S. ». En 1934, ils honorent comme « éminent savant étranger » le maréchal Franchet d'Espérey que leur presse avait toujours traité en « bourreau » de la République soviétique de Hongrie. Ils ordonnent à leurs stipendiaires pseudo-communistes dans tous les pays un rapprochement avec ceux qu'ils flétrissaient la veille comme « social-traîtres » et « social-fascistes », en leur dictant une démagogie nouvelle sous forme de modérantisme. Chez eux, ils mettent le patriotisme à l'ordre du jour, non pas même le culte de la « patrie socialiste » mais de la patrie tout court. Cependant leur politique de paix à tout prix s'éclaire d'un décret insolite qui exonère les paysans de la Sibérie orientale — du lac Baïkal à la province maritime — de tout ou partie des impôts et redevances, les kolkhozes pour dix ans, les autres fermes pour cinq. En rétablissant la liberté de l'agriculture dans une vaste région en danger d'invasion, ils s'efforcent un peu tard d'insuffler un patriotisme occasionnel aux agriculteurs enclins à réserver bon accueil aux envahisseurs. On aurait du mal à imaginer avec

implicite plus concluant. Mais il en est d'autres, tel ce nouveau décret terroriste de juin 1934 qui prévoit la *peine de mort* pour « trahison de la patrie » (la simple « fuite » d'un sujet soviétique, civil ou militaire, étant qualifiée ainsi) et qui désigne toute la famille adulte du déserteur comme otages à emprisonner pour cinq à dix ans s'ils n'ont pas dénoncé leur parent, pour cinq ans s'ils ont ignoré le « crime ». De pareilles mesures préventives en disent assez long et montrent à quel point dirigeants et dirigés sont insolidaires.

La défaite souhaitée du peuple asservi, à l'exception des privilégiés du Parti, de la bureaucratie, des cadres sociaux et de la jeune génération loyaliste serait, pour le Staline de la légende, le commencement de la fin. Le dictateur n'aurait d'autre alternative que de prendre lui-même la tête d'une franche réaction sociale en rétablissant la propriété privée des moyens de production ou de tomber sous les décombres de son appareil. Le capitalisme d'État soviétique, formule de Lénine autrefois discutée par Trotski et Boukharine qui préféraient parler de socialisme d'État, évoluerait alors dans un sens diamétralement opposé aux vues inconsistantes des rares bolchéviks restés fidèles à leurs principes. Il n'existe pas dans l'Union soviétique de bourgeoisie pour s'emparer du pouvoir ; le prolétariat démoralisé par la délation et la répression exercées en son nom, bureaucratisé dans son noyau fondamental, reconstitué de moujiks incultes, est pour longtemps impuissant à prendre en main ses destinées ; la population paysanne émiettée, paralysée, influe toujours sur les événements mais de manière indirecte et indistincte ; fonctionnaires, techniciens et intellectuels soucieux de sécurité se rallient d'avance aux nouveaux maîtres, sans être à même de sécurité se rallient d'avance aux nouveaux maîtres, sans être à même d'intervenir comme éléments autonomes si le bouleversement déborde les limites d'une révolution de palais ; la police et l'armée sont les seules forces organiques susceptibles de réviser le statut politique dans une crise de régime. Mais il en va autrement de la base économique, déterminée par un ensemble de conditions naturelles, de causes historiques et de raisons générales inhérentes au crépuscule de la civilisation capitaliste. La majeure partie de l'industrie nationaliste en Russie n'a pas de possesseurs individuels ni de prétendants légaux selon le droit ancien et un retour à la petite exploitation agricole apparaît de moins en moins praticable. Tout ordre futur devra revendiquer ou subir la charge et la gestion d'une propriété collective

unique au monde. Quelque jugement qu'on puisse porter sur les transformations accomplies, il s'en trouve d'ineffaçables. Le libéralisme économique ne renaîtra pas en Russie à l'époque de son déclin partout ailleurs, non plus que n'y surgira dans l'avenir prévisible la vraie démocratie politique inconcevable à l'échelle d'un aussi grand État, même dans l'hypothèse d'un démembrement. Mieux que les définitions théoriques, l'exposé des réalités indique la perspective probable des lendemains d'un désastre national, compte tenu de ces données contradictoires.

Toutes les observations objectives concordent pour caractériser la négation d'une orientation communiste dans l'U.R.S.S. industrialisée. Sur le fond gris de la pauvreté commune, des privations et du dénuement, on remarque sans effort l'injustice et l'inégalité sociales. Le salaire varie du simple au quintuple et les avantages en nature accordés aux plus favorisés aggravent encore les contrastes, plus odieux qu'en aucun pays capitaliste. Staline a été un niveleur inconscient jusqu'au jour où il s'est aperçu des inconvénients de l'égalitarisme, de la dépersonnalisation et de l'irresponsabilité. En 1934, il insiste sur sa dernière découverte : « Les coûts et les besoins ne sont et ne peuvent être identiques ni égaux, par la qualité ou la quantité, ni en période de socialisme, ni en période de communisme. » Au nivellement à outrance pour la majorité sans privilèges, dont la collectivisation marque l'apogée à rebours, succède l'opération systématique inverse. Mais la construction se poursuit, symbolique, de mornes casernes sans attrait ni confort pour y parquer la masse des travailleurs considérés comme des numéros matricules. En copiant le capitalisme, la bureaucratie prend plutôt modèle sur le pire, quitte à fonder quelques maisons et institutions exemplaires afin de séduire les étrangers complaisants de passage. Des millions de femmes sont employées aux plus ingrats et durs travaux de l'industrie lourde, sous le prétexte hypocrite d'émancipation. En sus de la prétendue journée de sept heures, les corvées supplémentaires, présences obligatoires aux tristes comédies de réunions, recherches anxieuses de provisions indispensables, queues déprimantes aux portes des magasins, etc., absorbent tout loisir et dégradent l'individu obsédé de problèmes alimentaires, ravalé à un existence demi-animale. L'État knouto-soviétique est le seul où les prolétaires soient, par simulacres périodiques d'emprunts volontaires, non seulement frustrés d'un salaire de famine mais contraints de faire

mine de s'en réjouir. Le seul aussi où l'on fusille des ouvriers sans défense en expiation d'accidents dus à l'usure du matériel et à l'incurie administrative, où les indigents risquent la peine de mort pour des délits anodins comme le vol ou le glanage.

De telles choses seraient impossibles sans l'étreinte implacable d'une police et d'une armée privilégiées à tous égards, mieux nourries, vêtues, logées et récréées que les autres catégories de « citoyens ». Sous la présidence nominale de Menjinski et effective de Iagoda, la Guépéou forme un véritable État dans l'État, avec son personnel civil et militaire, avec ses propres entreprises de production et ses établissements de consommation mieux fournis, pourvus et servis que tous autres, avec ses immeubles, ses ateliers, ses sovkhozes, avec même des bureaux d'études techniques et services de main-d'œuvre déportés riches en ingénieurs incarcérés comme en manœuvres déportés dont elle exploite les travaux forcés. En pratique, ses pleins pouvoirs ne sont bornés que par les volontés de Staline. La légalité protectrice des sujets soviétiques est tantôt un leurre, tantôt une fiction. Non que les textes fassent défaut : chancelleries et archives en regorgent, comme sous le tsarisme. « Aucun pays au monde n'a une aussi grande abondance de lois que la Russie », écrivait Lénine au début du siècle. Mais Michelet avait précisé : « Il n'y a point de droit en Russie. Les soixante volumes de lois que l'Empereur a fait compiler sont une vaste dérision. » Et Custine a noté auparavant : « Après quelques mois de séjour en Russie, on ne croit plus aux lois. » Là encore, la soviétisme ne représente nul progrès sur le passé, bien au contraire. Pour sauver la révolution, surtout si personne ne la menace, la Guépéou s'arroge en fait tous les droits, du plus terrible au plus cocasse.

L'arbitraire inquisitorial et pénal porté à cet extrême tue l'intérêt au travail, l'esprit d'initiative, le sens des responsabilités. Aussi, c'est à qui se dérobe au devoir, esquive ses obligations et s'en décharge sur les subalternes. La bureaucratie croit suppléer au zèle individuel ou collectif par des milliards de paperasses, rédige à foison de vaines circulaires et dresse force questionnaires dont personne ne prend connaissance à destination ou au retour. Cependant que, de bas en haut, chacun attend un ordre supérieur avant d'exécuter la plus infime besogne courante, ce qui oblige le Secrétariat ou le Politbureau à penser à tout, à régenter la vie quotidienne dans les moindres détails. Chaque jour, pour ainsi dire, la presse publie en première page, sous les signa-

tures de Staline et Molotov, un long décret solennel et circonstancié relatif à quelque tâche banale qui ne nécessite nulle part au monde l'intervention gouvernementale. Par exemple, le 11 février 1933, le public intéressé ou non reçoit ainsi des instructions minutieuses sur les soins à donner aux chevaux, aux taureaux et aux chameaux, le repos à accorder aux juments pleines, la quantité de foin, de paille, de son à réserver aux bêtes de trait, l'opportunité de étriller, de les ferrer, de les harnacher, de les atteler, d'aménager les écuries, d'accoupler mâles et femelles, etc. Le tout entrecoupé d'injonctions comminatoires, ponctué de rappels aux rigueurs du Code. D'autres arrêtés de même style prescriront par le menu les conditions de fournitures à l'État de l'huile de tournesol, des pommes de terre, ou la façon de récolter le coton, la betterave. Au lieu de l'administration tutélaire et simplifiée, du gouvernement à bon marché promis par le programme socialiste, un régime compliqué, dispendieux, vexatoire et stérile.

On en voit reflet repoussant dans la littérature comme dans les mœurs. Le bolchévisme d'État n'a révélé ni homme, ni une idée, n'a produit ni un livre, ni une œuvre. Nul ne pourrait en rendre responsable le régime s'il n'étouffait le talent original et le génie créateur inconciliables avec sa discipline étroite et terroriste. Pas plus que la gloire de Pouchkine, de Gogol, de Lermontov n'a auréolé le Tsar de fer, la renommée des meilleurs écrivains russes contemporains ne grandira le Secrétaire d'acier. Dans les arts et les sciences comme dans la philosophie et dans l'histoire, — le mérite, l'intelligence et le savoir datent d'une époque antérieure à Staline et ne doivent rien à cette nouvelle autocratie qui tend à niveler par en bas les caractères, à mettre au pas les consciences, à tout annihiler pour ne plus rien redouter, et dont l'apport est nul ou négatif au trésor de la culture. Même dans le domaine cinématographique où les Russes novateurs ont apporté leurs dons splendides connus au théâtre, et où il ne faut pas prendre pour soviétiques des qualités purement nationales, les plus belles promesses sont refoulées, les initiatives taries. De rares écrivains communistes dignes d'attention parmi les jeunes, comme M. Choukhov ou F. Gladkov, eussent bien mieux émergé et mûri sous le tsarisme à l'exemple de leurs aînés, Gorki ou Maïakovski, dont les œuvres maîtresses sont d'avant la révolution. Et l'on sait qu'ils n'avaient le choix qu'entre l'idéologie officielle et le néant.

Dès 1925, Staline a transposé dans l'art et la littérature les méthodes policières en vigueur dans le Parti et dans l'État. Il ne visait qu'à combattre l'influence prépondérante de Trotski et de trotskistes comme Voronski et Polonski critiques littéraires et directeurs des principales revues. Pour faire pièce, dans la Fédération des écrivains soviétiques, au groupe le plus important par la qualité et le prestige de ses membres, l'Union panrusse des écrivains suspecte de quelque indépendance d'esprit et de certaines sympathies pour la personnalité de Trotski, il n'hésita pas à conférer une autorité factice à l'Association des écrivains prolétaires composée pour les neuf dixièmes d'incapables ou de simples cacographes. C'était ouvrir une ère d'humiliations, de dénonciations, de provocations et de persécutions qui obligeaient les vrais écrivains à se réfugier dans des considérations inactuelles, souvenirs d'enfance ou récits historiques, et réduisaient au silence ou au reniement les « compagnons de route » des communistes comme Trotski a désigné I. Babel, E. Zamiatine, B. Pilniak, A. Tolsstoï, L. Léonov, C. Fédine, V. Ivanov, V. Kataïev, M. Zochtchenko, L. Seïfoulina, G. Olich, M. Boulgakov, Veressaïev et autres. Les courtisans de l'Association domestiquée par le Parti eurent licence d'imposer au public leurs productions illisibles et de censurer les auteurs les plus éminents. Constitués en brigades pour élucubrer leurs extravagances, les uns décident alors de « conquérir le pouvoir dans la littérature », de lever des « troupes de choc dans la poésie », de tracer la « ligne bolchéviste dans la création artistique », d'assurer une vigilance de classe sur le front de l'édition » ; d'autres prétendus champions de l'« hégémonie du prolétariat dans l'art » proclament la nécessité d'un « plan quinquennal de la poésie » et d'un « Magnitogorsk en littérature ». Le mot d'ordre est lancé de « rattraper et dépasser Shakespeare et Tolstoï ». Un véritable galimatias triomphe avec la prostitution intellectuelle.

Après l'intervention de Staline sur la « contrebande trotskiste » dans les travaux d'histoire du Parti, les musiciens prolétariens déclarent : « À la lumière de la lettre du camarade Staline, de nouvelles et grandes tâches se dressent sur le front musical. À bas le libéralisme pourri par rapport aux résonances bourgeoises et aux théories ennemies de classe ! Et ils entreprennent de « réviser la canonisation des compositeurs du passé, à commencer par Beethoven et Moussorgski ». La lettre de Staline doit faire « de chaque orchestre sovié-

tique un lutteur collectif pour le marxisme-léninisme authentique ». La cellule communiste du Conservatoire est accusée de « déviation de droite » en raison de son inclination pour un chef d'orchestre d'opinions politiques douteuses. Après la musique, la peinture. Tel critique d'art dénonce un « paysage contre-révolutionnaire », telle autre obscure et encombrante nullité proscrit Rembrandt et Rubens. Par contre, les récompenses et les médailles vont aux chromos les plus plats, en paiement de légendes telles que *Mauser, cheval de bataille du camarade Vorochilov* ou *Grand-mère de jeune fille communiste*. Les musées de Moscou s'enrichissent de pancartes explicatives suivant quoi Renoir et Degas représentent le « capitalisme pourrissant », Gustave Moreau l'« art de la ploutocratie », Cézanne l'« époque de l'industrie lourde » et Gauguin la « politique coloniale ».

À la même catégorie d'« insanité appartiennent la « lutte pour la dialectique sur le front des mathématiques » et l'« offensive sur le front de la philosophie », tandis que d'aucuns prônent la physique léniniste, la chimie soviétique ou les mathématiques marxistes. On peut y rattacher des manifestations délirantes comme celle de Krylenko au congrès des joueurs d'échecs en 1932 : « Nous devons une fois pour toutes en finir avec la neutralité aux échecs. Nous devons une fois pour toute condamner la formule “les échecs pour les échecs” comme la formule de “l'art pour l'art”. Nous devons organiser des brigades de choc de joueurs d'échecs et nous mettre à la réalisation immédiate d'un plan quinquennal des échecs. » Ces énormités bouffonnes, tirées du sottisier soviétique à titre d'échantillons topiques de la démence collective déchaînée par Staline dans une atmosphère irrespirable, eussent soulevé l'hilarité sans la présence angoissante de la Guépéou derrière les agissements de l'Association exécrée, derrière les diverses fractions communistes d'intellectuels dévoyés, immoraux et incultes plus capables de nuire au travail d'une élite que de produire eux-mêmes. Certains hommes de lettres ont pu échapper aux sévices grâce à la protection capricieuse de Staline, d'aucuns se sont expatriés à grand-peine, mais les exceptions n'infirment pas la règle. Qu'un révolutionnaire de la trempe de Maïakovski n'ait pu s'évader en 1930 de cette jungle que dans la voie du suicide, comme en 1926 Essénine, autre grand poète inadapté, comme plus tard le poète prolétaire Kousnietzov, comme le poète symboliste Vladimir Piast, comme l'écrivain révolutionnaire André Sobol, Cela permet de concevoir la situation

tragique faite alors aux artistes autant qu'aux ouvriers et aux paysans. Le régime de faveur accordé à B. Pasternak lui eût permis de survivre sous n'importe quel despotisme et fait encore mieux ressortir la condition inhumaine où croupissent la plupart de ses confrères. Et l'on s'explique les conversions, prosternations et contributions obtenues de l'*Intelligentsia* soviétique à la honte des parvenus de la dictature. En 1932, avec sa brusquerie et sa brutalité ordinaires envers les faibles, Staline supprime d'un trait de plume la malfaisante Association qui lui avait servi d'instrument et ordonne la fusion de tous les groupes d'écrivains. Il affecte en matière d'esthétisme une largeur de vue très libérale. Mais le pli est resté d'un conformisme aride dans l'art et la littérature soviétiques, en incompatibilité absolue avec aucune sorte de socialisme ou de communisme.

La même antinomie trouve enfin sa confirmation définitive dans le plébiscite machiné en permanence avec tous les moyens possibles de corruption et d'intimidation pour jucher Staline au faite d'un incroyable échafaudage de mensonges et d'impostures, pour lui forger une renommée de grand homme, de héros sans peur et sans reproche, de génie protéiforme et universel. L'hagiographie composée en l'honneur de Lénine défunt n'est rien à côté de la canonisation de Staline vivant. Menée avec un esprit de suite exceptionnel en U.R.S.S., l'entreprise révèle une tendance continue vers la cristallisation d'un pouvoir personnel qui participe à la fois du tsarisme, du bonapartisme et du fascisme, sous des manières orientales à prétentions américaines.

L'encensement systématique inauguré à l'occasion du cinquantième anniversaire de Staline et prolongé depuis en crescendo d'adulation, de vénération et d'adoration artificielles ne saurait se transcrire avec aucune encre. Et des citations n'en donnent qu'une idée très atténuée car on ne peut en quelques lignes résumer des monceaux de littérature apologétique, ni reproduire les variations typographiques, ni l'illustrer de l'iconographie assortie. C'est l'incessante répétition des divers procédés qui façonne les cerveaux et peut déterminer un courant affectif dans les foules.

Après avoir enjolivé une biographie un peu terne en attribuant à Staline tout ce qui revient à Lénine et à Trotski ou à d'autres, la camarilla bureaucratique instruite par l'expérience apprend à devancer les désirs de son maître, à prévenir ses visées et stimuler ses convoitises. À partir de 1930 s'engage une surenchère contagieuse entre courtisans

de toutes catégories, tenus de rattraper et dépasser le plus obséquieux ou le plus habile. À peine jeté dans la circulation, le mot de « génie » devient obligatoire et qui oublierait de l'écrire à tout propos ou hors de propos se rendrait suspect, s'exposerait à de fâcheuses vicissitudes. Un servilisme incontinent et sordide suggère mille façons d'avancer dans la carrière en glorifiant le tyran. On le peint, on le sculpte dans des attitudes napoléoniennes. Il existe déjà Stalingrad, Stalino, Staline, Stalinabad, Stalinsk et Staline-Aoul, mais des fonctionnaires débrouillards baptisent encore d'autres villes dans la mesure où restent des désinences géographiques disponibles, Stalinissi et Stalinir en Géorgie, Stalinogorsk en Russie. Le public se demande ce qui retient Staline de décerner à Moscou son nom que porte déjà le plus haut pic du Pamir. On ne compte plus les innombrables institutions et établissements placés sous la même enseigne. Des ingénieurs arrivistes appellent « Staline » un acier extra-dur. L'Exécutif soviétique répond à un vœu unanime et incoercible en conférant à Staline un second ordre du Drapeau rouge. Il décidera plus tard de récompenser les services rendus à l'industrie par une médaille frappée à l'inévitable effigie qui traîne dans tous les journaux, s'étale sur tous les murs et trône, par un symbole involontaire mais d'autant plus admirable, à toutes les devantures vides des boutiques privées de marchandises.

Les littérateurs, surtout, rivalisent de bassesse dans le dithyrambe, espérant gagner quelque faveur, — fonction mieux rétribuée, ration plus copieuse ou... passeport pour l'étranger. Ils savent Staline rongé d'un pénible sentiment d'infériorité intellectuelle, que Boukharine avait bien discerné naguère, et particulièrement avide de louanges sur son érudition et sa culture par trop restreintes. Ici, le vrai n'a plus rien de vraisemblable. Staline « s'est toujours distingué par sa compréhension profonde de la littérature », dit l'un, dans la revue *Au poste littéraire*. Il compte parmi des « profonds connaisseurs et critiques de Hegel », selon un collaborateur de *Révolution et Culture*. Il appartient aux « compétences les plus autorisées des problèmes philosophiques contemporains », dit un troisième. « Au fond, certains pronostics d'Aristote n'ont été incarnés et déchiffrés dans toute leur ampleur que par Staline » écrit dans *Front culturel* un quatrième, en son jargon inintelligible où semble percer une moquerie sanglante. Mais l'audace présumée n'est que vil compliment et l'on apprendra bientôt, d'un cinquième thuriféraire, que Socrate et Staline sont les sommets de

l'intelligence. Un professeur déclare du ton le plus naturel à l'Académie communiste : « La position des thèses du kantisme ne peut être définitivement comprise dans la science contemporaine qu'à la lumière de la dernière lettre du camarade Staline », toujours la même lettre de grossièretés sur le « libéralisme pourri » et la « contrebande trotskiste ». « Chaque division, chaque alinéa du discours de Staline est le thème le plus fertile pour les travaux artistiques », affirme un manifeste de l'Association en commentaire d'un discours filandreux sur le Plan, avec l'invitation à tous les écrivains et critiques de méditer longuement le texte en question. Dans *Terre soviétique*, un poème en prose magnifie « la plus grande figure, les grands yeux, le grand front incomparable » de Staline dont l'apparition produit l'effet d'un « rayon de soleil l'été ». *La Gazette littéraire* ne craint pas de vanter le styliste : « C'est le rôle de la linguistique et de la critique d'étudier le style de Staline. » Cette fois, l'affront paraît évident, la satire certaine et l'on prévoit des sanctions impitoyables. Mais l'éloge passe comme les précédents. Le rédacteur des *Izvestia* proclame dans un congrès : « Au seuil de l'ère nouvelle se dressent deux inégalables titans de la pensée Lénine et Staline », et il conclue : « Peut-on actuellement écrire quoi que ce soit sans connaître Staline ? Absolument pas. On ne peut rien comprendre sans Staline ni rien écrire d'intéressant. » Demian Biedny, tombé en disgrâce, essaie d'acheter son pardon en s'écriant dans une assemblée : « Apprenez à écrire comme écrit Staline ! » Le même versificateur en a dit bien d'autres, dans le même goût. Une femme de lettres verra en Staline simplement le continuateur direct de Goethe. Un discours de Kalinine se terminera sur ces mots : « Si vous me demandiez qui connaît le mieux la langue russe, je répondrais : « Staline. » Lors du tricentenaire de la naissance de Spinoza, la Pravda trouve le moyen d'insérer en gros caractères, entre divers extraits de Marx, d'Engels et de Lénine ayant trait à la philosophie, sinon à Spinoza, des citations de Staline tout à fait étrangères, et pour cause, tant à Spinoza qu'à la philosophie. Mais Staline reçoit sans sourciller ce lourd pavé de l'ours. Après Aristote, Socrate, Kant et Hegel, un Spinoza de plus ou de moins n'est pas pour le troubler. « Il n'y a flatterie si énorme qu'on ne puisse faire accepter à ce pouvoir qui s'égale aux dieux », écrivait Juvénal en d'autres temps mais en pareilles circonstances.

On assiste en 1934 à une indicible apothéose quand il plaît à Staline de convoquer le dix-septième Congrès du Parti, trois ans et demi après le seizième, et au lendemain d'une épuration qui a duré plus d'un an et « nettoyé » quelque 300 000 membres indignes. Tout gravite alors autour de la célébration du personnage le plus détesté de l'Union soviétique. Une préparation soignée crée l'ambiance, brigades de flagorneurs et champions individuels se piquant d'émulation dans le panégyrique. Les uns et les autres collectionnent et dissèquent les aphorismes les plus banals de leur idole, en font des tendances « historico-mondiales ». Sous tous les prétextes et au besoin sans aucun motif, orateurs et journalistes répètent à l'envi : « Staline a eu raison » ou « Comme l'a dit Staline. » Et chacun s'évertue à trouver de nouvelles épithètes laudatives car « brigadier de choc », « figure légendaire », « chef aimé », penseur génial » et « Staline chéri » le répertoire se gonfle de nouvelles hyperboles, dont celle de Boukharine qui traite Staline de « feld-maréchal de l'armée révolutionnaire ». La formule vient à point pour congratuler le « chef du prolétariat mondial » responsable de toutes les défaites de la troisième Internationale depuis la mort de Lénine, plus personnellement responsable de la déroute de 1927 en Chine et directement responsable, en 1933, de la politique aveugle qui a conduit le communisme en Allemagne d'une banqueroute scandaleuse à une débandade irréparable par une retraite sans combat. Pendant le congrès, un hosanna ininterrompu monte du matin au soir vers le « colosse d'acier », le « grand pilote », le grand ingénieur », le « grand architecte », le « grand maître », le « grand disciple des grands maîtres », enfin le « le plus grand des théoriciens », le « meilleur des léninistes », enfin le « meilleur des meilleurs »... Staline est génial, très génial, le plus génial ; il est sage, très sage, le plus sage ; il est grand, très grand, le plus grand... La déclinaison au superlatif devient de rigueur et tout cela s'imprime chaque jour à chaque colonne de chaque page de chaque journal, dans un tutoiement extatique intraduisible ? Au congrès, qui s'intitule modestement « Congrès des vainqueurs », le record est battu par un des favoris, Kirov, lequel salue « le plus grand des chefs de tous les temps et de toutes les peuples ». Les discours s'ouvrent et se ferment sur une profession de foi à la gloire du surhomme, avec explosions très spontanées d'ovations et d'acclamations inextinguibles. Il faut renoncer à dépeindre l'accueil réservé à Staline lui-même, les échos, les échos du

plébiscite se répercutent à n'en plus finir dans des assemblées locales, des articles, des résolutions, des télégrammes.

Ce n'est là qu'un panneau du diptyque. L'autre représente la déchéance inexprimable des vaincus. Car à l'heure de son ascension suprême, Staline veut encore se repaître de sa « douce vengeance ». Il exige des adversaires malheureux qu'ils se flagellent en public, qu'ils confessent leur abjection à la tribune, qu'ils rampent sous les vociférations de ses serviteurs acharnés à piétiner des hommes à terre. Une fois de plus, les capitulards de droite et de gauche reconnaissent leurs erreurs et plusieurs sont assez lâches pour se charger les uns les autres. Bien entendu, ils épuisent les dernières ressources du vocabulaire pour exhaler un enthousiasme de commande au sujet du triomphateur qu'ils maudissent dans leur for intérieur. Spectacle où ni dupeur, ni dupés, ne sont dupes de leurs duperies réciproques, et qui décourage la description comme le commentaire. Mais rien ne dissuaderait les bolchéviks de la décadence dans leur frénésie de vindicte infamante et de faux repentir. « Chez nous, on aime acquitter non moins que condamner », a dit Gorki, mais dans cette mentalité « on aperçoit toujours le souci de s'acquitter soi-même de ses propres fautes à venir ». Staline avait constaté en faisant son rapport : « À ce congrès, il n'y a plus rien à démontrer, plus personne à frapper. » Malgré quoi les coups ne furent pas ménagés au trotskisme maintes fois rétracté ou anéanti, aux déviations censées battues et liquidées, aux anciens contradicteurs aplatis et ralliés à l'orthodoxie stalinienne intégrale. Il faut croire que les inflexibles méthodes policières et pénitentiaires de Staline sont appropriées au milieu car elles lui procurent les résultats escomptés. À la fin du congrès, l'un des derniers partisans notoires de l'opposition, Sosnovsi, envoie de Sibérie sa soumission, suivie de près de celle de Racovski. Tous deux désavouent leur fraction déconfite, renoncent à leurs idées impies, répudient Trotski et révèrent Staline. Dans les prisons et les isolateurs, les camps et les bagnes, il ne reste guère que de courageux objecteurs politiques sans influence dont les noms se perdent dans l'oubli. La plupart des trotskistes se sont déshonorés par leurs palinodies, d'autres comme Koté Tsintsadzé sont morts en exil. Les millions de détenus et de bannis retranchés de la vie commune n'espèrent aucune amnistie avant une guerre catastrophique. La personne de Staline est désormais incorporée à une puis-

sance dictatoriale sans équivalent dans le monde et sans précédent dans l'histoire.

De la trame des faits, du récit des événements et de la démonstration des textes se dégage avec assez de relief cette physionomie rebu-tante dont il est si difficile, hors de l'Union soviétique, de s'expliquer le prodigieux destin. On sait maintenant les aptitudes et les faiblesses de Staline, la disproportion excessive entre son intellect et sa volonté, entre son savoir et son savoir-faire, les raisons de son succès personnel acquis sur les ruines du programme socialiste de son parti. On l'a vu patient, méticuleux, sobre d'illusions comme de paroles et fort, surtout, de son mépris pour l'individu, de son manque de principes et de scrupules. Il est un produit des circonstances, il doit sa fortune politique à ses antagonistes, mais on en pourrait dire autant de tous ses congénères en dictature. Il n'eût pas réussi à s'imposer sans un certain flair, sans des facultés naturelles d'intrigue et un alliage efficace de sang-froid et d'énergie. Habile à différer les solutions désavanta-geuses, à diviser ses ennemis et à contourner les obstacles, il ne recule devant rien quand l'opportunité s'offre de brusquer, de frapper, d'écraser. Il a eu l'adresse d'éviter dans le Parti l'effusion de sang si largement perpétrée dans le pays et d'émasculer les oppositions par une procédure dilatoire combinée avec le bâillon, le pilori et toute la gamme des sanctions. On le connaît retors, cauteleux, perfide, mais aussi brutal, violent, implacable, et toujours tendu vers le but exclusif de conserver le pouvoir qu'il a confisqué par l'accumulation des petits moyens. Comme Bakounine l'a écrit de Netchaïev, « il est arrivé peu à peu à se convaincre que pour prendre pour base la politique de Machiavel et adopter pleinement le système des jésuites, pour corps la seule violence, pour âme le mensonge ». Au plus fort des luttes entre bolchéviks, ceux-ci ont souvent taxé ceux-là de netchaïevisme, à l'indignation de Lénine et de ses disciples. Mais une revanche pos-thume était réservée à Martov avec la réhabilitation de Netchaïev ten-tée par divers historiens communistes sous Staline, et ce n'est pas simple hasard si l'un d'eux, A. Gambarov, termine son ouvrage en affirmant que les anticipations de Netchaïev « ont trouvé leur pleine incarnation dans les méthodes et la tactique du parti communiste de Russie au cours de ses vingt-cinq ans d'histoire ».

Staline n'a évidemment pas lu Machiavel, encore moins l'étonnant *Dialogue aux enfers entre Machiavel et Montesquieu*, livre anonyme

d'un proscrit républicain du Second Empire, Laurice Joly, et publié en exil. Mais il a suivi d'instinct la ligne de conduite tracée dans ce manuel ironique de fourberie et de duplicité dont les préceptes se résument en ces quelques lignes quasi littérales : réparer la morale de la politique, substituer à tout le droit la force et l'astuce, paralyser l'esprit individuel, tromper le peuple avec des apparences, ne consentir de liberté que sous le poids de la terreur, flatter des préjugés nationaux, laisser ignorer au pays ce qui se passe dans le monde et à la capitale ce qui se passe dans les provinces, transformer les instruments de la pensée en instruments du pouvoir, user sans remords des exécutions sans jugements et des déportations administratives, exiger une apologie perpétuelle de ses actes, enseigner soi-même l'histoire de son règne, avoir une police qui serve de clef de voûte au régime, se faire des fidèles au moyen de rubans et de hochets, ériger le culte de l'usurpateur en une espèce de religion, se rendre indispensable en créant le vide autour de soi, amollir l'opinion au point qu'elle abdique dans l'apathie, marquer partout son nom comme la goutte d'eau creuse le granit, exploiter la facilité avec laquelle les hommes deviennent délateurs, prendre la société par ses vices, parler le moins possible, dire le contraire de sa pensée, en venir à changer même le sens des mots... Tout cela semble écrit pour Lénine et à son héritier. En celui-ci on ne retrouve plus rien du fondateur de l'État soviétique. Mise à part les différences ostensibles, ce qui fut grand et désintéressé en Lénine est mesquin chez l'épigone. Par contre, il y a entre Staline et Trotski au moins une ressemblance psychologie essentielle qui les met très au-dessous de Lénine : leur prétention d'être infailibles. L'un et l'autre n'ont jamais convenu sincèrement d'une erreur alors que le premier des bolchéviks a souvent montré l'exemple d'une autocritique honnête dans ses examens de conscience. Comme Napoléon qui a dit : « J'étais le maître, c'est à moi qu'incombe toute la faute », même dans les cas où des lieutenants incapables ont desservi ses projets, Lénine prenait l'entière responsabilité des actions de son parti. « Le plus grand des chefs de tous les temps et de tous les peuples » donne sa mesure en rejetant toujours sur autrui, sur les inférieurs et sur les humbles, le fardeau de ses propres aberrations alternatives ou permanentes.

Il n'y a pas seulement modifié le sens des mots, comme sous l'inspiration de Machiavel apocryphe, il change aussi la valeur des

chiffres et les accommode au gré de ses calculs politiques personnels, sous le couvert de la raison d'État. Il en est de son arithmétique comme de son éthique et de son esthétique, toutes subordonnées à la conservation du pouvoir. Moins le Parti contient de communistes, plus il compte de membres : le total avoisine 3 millions en 1934, stagiaires compris, plus de 5 millions de jeunes, et pourrait doubler à la fantaisie du secrétaire. La statistique aligne toutes sortes de nombres dépourvus d'intérêt ou de réalité mais non ceux des suicides, des exécutions capitales, des victimes du Plan, des décès dus à la famine et au typhus. On ne saura pas de sitôt combien d'emprisonnés et de déportés font les frais du maintien de l'ordre stalinien, chiffre qui oscille entre 5 millions et 10 millions. La Guépéou elle-même serait incapable de montrer des additions exactes *. Une brochure de B. Chirvindt, directeur des prisons, révèle la quantité des condamnations diverses prononcées par les tribunaux en 1929, pour la seule République de la Russie, sans l'Ukraine, le Caucase, etc. : 1 216 000, contre 955 000 l'année précédente, et non comprises les peines infligées par la Guépéou. Les sentences de mort avaient augmenté d'un an à l'autre de 2 000 %. Ces renseignements partiels ouvrent un aperçu effroyable sur la répression exercée dans l'ensemble de l'U.R.S.S par les deux juridictions, avant même le niveau culminant de la collectivisation. Et l'on comprend que l'opuscule de l'imprudent fonctionnaire ait été retiré de la circulation, sa divulgation interdite. Mais il existe une information d'ensemble non moins concluante, depuis 1935, grâce à I. Solonévitch qui fut bien placé pour établir ses calculs : il compte 5 millions de détenus au minimum dans les seuls camps de concentration, sans y inclure la population des prisons et des isolateurs, les relégués et les exilés de diverses catégories, et estime à un dixième des habitants mâles adultes le nombre total des condamnés. On serre donc la vérité d'assez près en envisageant un chiffre approchant 10 millions, à ne parler que des vivants.

Pour ce qui est des rubans et des hochets, Staline avait hérité de l'instruction un insigne militaire mais il a créé ensuite deux décorations civiles puis, en 1934, la nouvelle distinction des Héros de l'Union soviétique, outre les récompenses en argent. En tous points,

* Les estimations n'ont cessé d'augmenter d'un jour à l'autre, de mois en mois, d'année en année, pendant la rédaction de ce livre. Il a fallu compter par millions les victimes, puis par dizaines de millions.

un machiavélisme intuitif le guide, encore que souvent de bas étage. L'art de déguiser sa pensée n'a plus de secrets pour lui, sa puissance de dissimulation égale sa science de la provocation : en 1932, il s'absente plusieurs mois durant et laisse courir les rumeurs annonciatrices de sa démission prochaine afin de désorienter ses ennemis, de les inciter à épancher leur satisfaction d'alimenter ainsi les espions et de châtier à son retour les bavards. Sans doute est-il en personne à l'origine des murmures dont il a tiré profit. Enfin nul avant lui n'a osé avec autant d'indécence falsifier l'histoire, tricher avec la vérité, s'attribuer des supériorités imaginaires, se faire sacrer auguste sans y avoir aucun titre. Il pousse même l'ambition au point de supporter, en 1934, que ses courtisans lui adjugent le mérite... d'une exploration arctique avec laquelle il n'a rien de commun, pas plus qu'avec la rhétorique d'Aristote, maïeutique de Socrate, l'éthique de Spinoza, la métaphysique de Kant ou la dialectique de Hegel. Son malheur est que les hommages lui viennent toujours de collaborateurs associés à sont sort, de serviteurs sans convictions, de flatteurs intéressés ou de vaincus pieds et poings liés, jamais d'un homme tant soit peu libre. Il réussit pourtant à mystifier la jeunesse pervertie par le *credo quia absurdum* enseigné au nom du léninisme. Dressées dès l'âge tendre à singer les adultes, embrigadées dans les sections de pionniers, gâtées par l'éducation psittaciste et l'exemple néfaste des aînés, gangrenées d'égoïsme et d'arrivisme, les nouvelles générations lui sont un inépuisable réservoir pour renouveler les cadres à sa guise et compléter la clientèle asservie. La plus grande défaite jamais subie par le socialisme réside dans ce phénomène de dépravation collective qui consiste à inculquer aux enfants et aux adolescents tout le contraire d'une doctrine en gardant les mêmes vocables.

Il n'a pas suffi à Staline de vicier sous ce rapport la jeunesse dite soviétique. La troisième Internationale devenue entre ses mains secte méprisable et stérile s'est muée partout en auxiliaire inconsciente mais active de la contre-révolution. De même que les communistes polonais avaient appuyé le coup d'État militaire de Pilsudski, avant de s'en mordre les doigts, ceux d'Allemagne ont fait plusieurs fois cause commune avec Hitler pour expier bientôt dans les camps de concentration, et quelques malheureux jeunes gens sur l'échafaud, la politique démentielle de leurs mauvais bergers. « L'Internationale communiste ne représente rien et n'existe que par notre « soutien », dit un

jour Staline devant témoins, et Lominadzé a recueilli le propos ; mais le cynique « chef du prolétariat mondial » n'en persiste pas moins à entretenir des sections parasites de son Internationale fictive. Pourtant, dès 1925, il avait décidé en commun accord avec Tomski de liquider la filiale des « syndicats rouges » et pris des mesures en conséquence. C'eût été le premier pas, préparant le second, dans la logique de ses vues bornées par l'horizon national, et au surplus conforme malgré lui à l'intérêt du mouvement ouvrier. Les cris de la gauche doctrinaire firent abandonner son projet qu'il n'a plus jugé urgent de réaliser quand, délivré de toute opposition, personne ne pouvait le retenir. Certes il est homme à rayer de son budget une Internationale aux ordres comme il a décrété en un clin d'œil la disparition de l'Association des écrivains prolétariens, pour peu qu'il y trouve un avantage appréciable. Il sait que la « Com-Intern » ne fera jamais aucune révolution, « pas même dans quatre-vingt-dix ans », a-t-il ironisé au politbureau, en présence de Trotski. Mais rien encore ne l'oblige, rien de décisif ne l'incite à se débarrasser d'un instrument aussi maniable, qu'il croit utile à sa coûteuse réclame personnelle et aux manœuvres de sa politique extérieure à double face, et qu'il conservera le plus longtemps possible au prix d'un irrémédiable discrédit du communisme dans les deux mondes.

Staline a eu le talent de durer mais en se désavouant sans cesse par les actes sous une phraséologie outrecuidante. En 1934, le congrès bolchéviste ratifie un deuxième plan quinquennal dont la prudence relative ne justifie guère les chants de victoire entonnés à propos du premier. À la précédente conférence du Parti, les rodomontades officielles supputaient déjà pour 1937 une production de 100 milliards de kilowatts-heures, 250 millions de tonnes de houille, 80 de naphte, 22 de fonte, etc., mais au congrès, les prévisions tombent à 38 pour l'électricité, 152 pour la houille, 47 pour le naphte et 16 pour la fonte. Encore ne s'agit-il que d'hypothèses dont l'expérience a prouvé l'inanité. Autrement dit, si par impossible le second Plan était réalisé mieux que le premier, l'U.R.S.S. après dix ans de planification et vingt ans de révolution ne produirait environ que la moitié de la fonte, moins du tiers d'électricité, de houille, à peine plus du tiers de naphte que les résultats obtenus aux États-Unis en 1929, — et ce pour une population supérieure en nombre d'un tiers. La comparaison serait encore plus accablante avec les objets ouvrés qu'avec les matières

premières. En 1933, à la conférence économique internationale de Londres, Litvinov avance une proposition d'acheter à l'étranger pour 1 milliard de dollars de marchandises, tant la disette est aiguë au pays des records, cependant que son gouvernement a le front d'affecter un dédain absolu des fournitures de l'extérieur. Le papier même dont se servent les bolchéviks pour tromper le public dément leurs fables de progrès technique par sa couleur grise ou jaune sale et sa qualité de pacotille. Les conditions acceptées pour obtenir des États-Unis la reconnaissance *de jure*, renonciation à la propagande subversive, admission de religieux en U.R.S.S., etc., montrent Staline disposé à toutes les concessions pour éterniser son autocratie. Il tient des propos admiratifs sur le président Roosevelt, affiche dans ses conversations avec les Américains des préoccupations exclusivement russes, prévoit en 1933 la fin de la crise économique mondiale, daube sur l'internationalisme de Trotski et la « révolution permanente ». Il est prêt à adhérer, moyennant marchandages, à la Société des nations dont il disait naguère qu'elle « pourrit de son vivant », et la volte-face s'achève quand, en 1934, il ose présenter comme un triomphe de l'U.R.S.S. le ralliement à la « ligue des brigands ». Mais plus il transige à l'extérieur, plus il concentre le pouvoir à l'intérieur. Toujours sous la hantise de mieux surveiller les moindres rouages de son appareil, il réforme la direction de la police par l'interposition d'une « procureure » entre le Politbureau et la Guépéou, puis la haute administration par des refontes et des transformations dont il a seul le secret, dont le congrès qui « décide » ne connaît que les prétextes. En 1934, il supprime l'Inspection ouvrière et paysanne si chère à Lénine, la remplace par une Commission de contrôle soviétique sur le modèle de celle du Parti, remanie le personnel des « sommets », révoque des commissaires du peuple, multiplie à la base les « sections politiques » qui transmettent plus directement les ordres du secrétariat et superposent en province à toutes les bureaucraties une autre bureaucratie plus autoritaire. Enfin, la même année, il fait semblant d'amoindrir les pouvoirs de la Guépéou en les transmettant au commissariat de l'Intérieur, mais il efface le nom tout en conservant le système et le personnel, avec Iagoda comme chef secondé par Agranov et Prokofiev, de façon que rien ne soit changé pour le peuple en définitive.

Ses rares interviews accordées à des fins diplomatiques, où il épelle les truismes les plus vétustes d'un socialisme élémentaire et

d'où la franchise est exclue presque par définition, ne contiennent pas matière à considérations nouvelles ou utiles, à une exception près. Dans un entretien avec un écrivain allemand E. Ludwig qui l'aborde en le classant parmi les « éminentes personnalités historiques » dignes de ses études, l'inévitable évocation de Pierre I^{er} l'incite à répondre par une diversion cachée dans une métaphore : « En ce qui concerne Lénine et Pierre le Grand, ce dernier était une goutte dans la mer et Lénine, tout un océan. » Lui, Staline, n'a d'autre but que d'être « le digne élève » de Lénine, c'est-à-dire comparable à l'océan plutôt qu'à la goutte. Il ne comprend pas, entre autres, que le « Tsar-ouvrier » fut en son temps un niveleur comme lui, tout en constituant avec les « hommes de service » (*sloujilyé lioudi*) le noyau de la future noblesse. En Russie soviétique, le nivellement est allé de pair avec la formation d'une bureaucratie privilégiée dont la hiérarchie recèle un embryon de classe ou de caste dominante. Le premier empereur de Chine, Tsin Che Houang-ti, grand organisateur et déporteur, constructeur de la Grande Muraille, avait fait des fonctionnaires une aristocratie. De même Dioclétien, qui leur donna des titres non héréditaires. Il n'est pas fatal que la bureaucratie soviétique élargisse et consolide ses attributs distinctifs mais son avenir dépendra des contingences internationales, non de la clairvoyance de son « génie ». Une référence de E. Ludwig au règne tricentenaire des Romanov permet à Staline d'abuser de l'innocence ou de la courtoisie de son interlocuteur en niant tout recours à l'intimidation et à la terreur, en alléguant l'unanimité de la nation ouvrière et paysanne. Or les émeutes ont été aussi fréquentes sous le soviétisme que sous le tsarisme et des insurrections déclarées au Caucase et au Turkestan lors de la collectivisation, démontrent que l'exaspération latente ne demande qu'à éclater. Il n'y a pas lieu de s'arrêter à tous les propos tenus par Staline devant un journaliste en quête de sensationnel et dont il se moque sans vergogne sur un ton de sérieux ineffable. Cependant, une réflexion incidente encore vaut d'être relevée : « En ce qui concerne nos ouvriers conscients, ils se souviennent de Trotski avec ressentiment, avec colère, avec haine. » E. Ludwig fait semblant d'ignorer qu'aucun ouvrier dans l'Union soviétique n'a le droit d'avoir sur Trotski une opinion favorable et de l'exprimer. Mais l'animosité tenace de Staline comporte l'intérêt de découvrir le fond de son caractère vindicatif, sans générosité ni grandeur. Même un adversaire défait dont il prétend ne rien avoir à craindre, et devant un visiteur doublement étranger au

bolchévisme, il profère en sécurité des paroles méchantes et rageuses. À l'apogée de sa puissance, il emploie les armes des impuissants et en pensant à l'homme d'Octobre il se départit d'une fausse impassibilité, il cesse malgré soi de simuler l'« indifférence au pouls de marbre ».

On est toujours tenté de chercher à saisir la signification d'une individualité historique lointaine en la comparant à d'autres mieux connues d'établir des rapprochements entre les grandes révolutions et leurs grands protagonistes. Mais qui voudrait trouver un Staline approximatif dans la Révolution française où plusieurs figures ont des aspects de Lénine et de Trotski ne l'y rencontrera pas, à moins d'emprunter à plusieurs types pour composer une synthèse. Sans perdre de vue la disparité des milieux et des époques ni se laisser trop séduire par les analogies, il faut imaginer un Fouché, homme de second plan dans la révolution, de premier plan dans la contrerévolution, retouché de quelques traits non subjectifs d'un Bonaparte sans victoires. De Fouché, Staline n'a pas seulement les principaux moyens politiques, virtuosité dans l'intrigue et vocation policière. On remarque en eux de bien curieuses concordances de psychologie et de tempérament, outre la communauté d'origine quant à l'éducation et les frappantes similitudes de carrière ; Fouché aussi sort du séminaire, renonce à la destination sacerdotale et se distingue plus tard dans la déchristianisation ; proconsul de la Convention en province, il fait preuve d'une énergie terroriste exceptionnelle que Staline atteindra dans un rôle identique pour la réquisition des subsistances et la répression des résistances ; il traverse les phases successives de l'évolution révolutionnaire et contre-révolutionnaire en s'adaptant à toutes ; l'année où le Consulat devient l'Empire, il expurge les archives de Nantes, sa ville natale, de tous les papiers qui le concernent, ce que fera un jour Staline avec les mêmes arrière-pensées... Toutes proportions et précautions observées, on peut prononcer le nom de Bonaparte pour une raison formulée ainsi par Jaurès : l'homme de Brumaire combat une forme surannée de contre-révolution, mais en suscite une nouvelle, « la contre-révolution césarienne, d'autant plus redoutable qu'elle retient en son visage quelques traits de la révolution abâtardie ». Il va sans dire qu'aucune assimilation n'est possible entre le Secrétaire général et le Premier Consul en tant qu'individus, c'est le rôle objectif qui les apparente. Si Staline avait suivi son inclination favorable à la propriété paysanne, il fût devenu une sorte de Bonaparte

bureaucratique d'un format plus proche du neveu que de l'oncle, héritier d'un pouvoir conquis par d'autres et doué pour tout génie d'une longue patience. Son socialisme schématique et borné l'a retenu sur la pente au moment où l'opposition de gauche croyait vivre un Thermidor et il s'est tourné contre les campagnes après avoir maîtrisé les villes. Mais il demeure paysan même dans sa guerre aux moujiks par sa tournure d'esprit, sa manière d'être et ses capacités naturelles, ce qui lui donne quelque affinité avec un dictateur d'une autre extraction rurale et d'une autre classe intellectuelle mais tout aussi paysan, le Chancelier de fer, dont Engels a esquissé des caractéristiques valables encore pour le Secrétaire d'acier : « Bismarck est un homme d'un grand sens pratique, d'une grande habileté, un homme d'affaires né, accompli... Mais très souvent, une intelligence aussi développée dans le domaine de la vie pratique ne se sépare pas d'une étroitesse de vue correspondante... Bismarck n'a jamais montré même la trace d'une idée politique originale. Mais il s'assimilait les idées élaborées par d'autres. Cette étroitesse fut un bonheur pour lui. Sans elle, il ne serait jamais parvenu à se représenter l'histoire universelle à un point de vue spécifiquement prussien. » Il suffit de changer le dernier mot pour reconnaître certains côtés de Staline, qui en a de pires.

Les sujets soviétiques ne vont pas chercher si loin un modèle plus ou moins achevé de leur despote. Ils le trouvent dans l'histoire nationale et la littérature classique du pays, notamment sous l'image caricaturale d'un héros de Chtchédrine dans l'*Histoire d'une ville*, œuvre ignorée en Occident mais très prisée en Russie et qui doit un regain de vogue à l'antipathie qu'inspire Staline. Sur une ville ou plutôt une région allégorique où chaque maison, chaque cellule sociale a « son commandant et son espion » et dont les habitants, pliés à une discipline de caserne, ont pour les jours de fête la « liberté de faire de la marche forcée au lieu de travailler » sévit une brute de gouverneur, Ougrioum-Bourtchéiev, symbole outré de la bureaucratie en uniforme. En des pages qui ne se laissent pas résumer, Chtchédrine campe une silhouette inoubliable de ce personnage « hermétiquement fermé » dont le visage montre « une certitude militaire et tranquille que toutes les questions sont depuis longtemps résolues » et qui, ayant tracé une ligne, « pense y encastrier tout le monde visible et invisible ». Le lecteur russe contemporain ne se lasse pas de voir un Staline avant la lettre en cette réincarnation parodique du ministre Araktchéiev, trop

connu par ses colonies de soldats-paysans. Renseigné à cet égard par les comptes rendus de la Guépéou, Staline a pris le parti de lire à son tour l'*Histoire d'une ville* et d'opposer de temps à autre bonne mise à mauvais jeu en hasardant de placides allusions à l'auteur. Mais nul ne s'y trompe et l'amère satire chtchédrinesque se propage au grand dam de l'invincible « feld-maréchal ». Des fonctionnaires staliniens ont déployé leur zèle en éditant à l'usage des enfants un conte de fées soviétique où Lénine, prisonnier dans une île déserte, s'envole sur un cygne noir en compagnie du fidèle Staline qui lui prouve dévouement et amitié en se coupant un doigt pour ravitailler l'oiseau carnivore en cours de route... Or, Ougrioum-Bourtchéiev aussi se tranche un doigt en gage d'amour et d'abnégation envers son chef... Que la coïncidence soit voulue ou fortuite, l'effet produit est le même dans le sens du ridicule.

Tout portrait de Staline serait prématuré avant sa chute ou avant sa mort. La plus nécessaire documentation a disparu, par les soins du principal intéressé ; parmi ses anciens camarades du Caucase, les uns languissent en exil, les autres ont la bouche cousue ; les coffres du Parti, de la Guépéou, de l'Institut Lénine ne livreront qu'après un véritable tournant historique leurs secrets, s'il en reste dans les dossiers ; l'entourage dictatorial se taira tant qu'il redoutera le dictateur et ses créatures. Il faut donc attendre la mise au jour de nouveaux matériaux, correspondances enfouies dans les cachettes, mémoires de contemporains qui auraient la chance de lui survivre. Staline n'a aucun ami, aucun confident. Il n'aime personne, que l'on sache, et n'est pas aimé davantage. Dans ses partenaires, il ne voit que des acolytes dont il évite la fréquentation, tant leur médiocrité l'ennuie. Le seul homme dont il ait désiré le contact a été Gorki, causeur captivant autant que grand écrivain et, depuis son retour en Russie, mauvaise conscience. On trouvera peut-être plus tard dans les papiers de Gorki des notes précieuses sur ses entretiens avec Staline *. Mais le Suétone futur de ce César en vareuse ne pourrait être qu'un de ses proches auxiliaires de police, Iagoda par exemple. Les biographes enclins à étudier sa vie privée, sa famille, ses mœurs, s'intéresseront par devoir professionnel à sa première femme, Catherine Svanidzé, sœur d'un bolchévik de

* Après la mort de Gorki, la police a saisi chez lui son journal intime et toutes ses archives. Cf. « Le journal de Gorki », par Gleb Glinka, in *Preuves*, n° 53, Paris, 1955.

troisième plan, et à Jacques Djougachvili, le fils qu'elle a laissé à sa mort. Ils rechercheront la vérité sur le « suicide » de sa seconde femme, la fille unique de Serge Allilouiev. Selon un communiqué laconique publié dans la presse, Nadiéjda Allilouiéva est décédée subitement dans la nuit du 9 novembre 1922. Elle laissait deux jeunes enfants, Basile et Svetlana. Dès le lendemain, la nouvelle se répandit à Moscou d'un suicide. Il n'y a encore ni preuves écrites, ni témoignages publics, mais pour apprécier l'État knouto-soviétique, l'incontestable véracité du fait importe moins que la conviction générale aussitôt établie, le suicide étant la seule manifestation possible d'une opinion sincère sous Staline ^{*}.

Non plus la seule, pourtant, car l'assassinat de Kirov par un bolchévik en décembre 1934 a montré que l'arme du désespoir pouvait servir encore et aussi au tyrannicide. Depuis longtemps, l'immunité de Staline sur la terre classique du terrorisme, au pays des Karakozov, des Zassoulitch, des Khaltourine, des Jéliabov, des Pérovskaïa, des Sazonov, des Kamiaev, semblait inexplicable. On l'expliquait néanmoins de diverses façons, dans les discussions intimes entre communistes, les uns par l'hypertrophie monstrueuse de la police, la perfection de sa technique préventive, le luxe des précautions prises autour du secrétarissime, les autres par le système impitoyable des otages et l'ampleur terrifiante des représailles. (De fait, sous le tsarisme, les meurtriers politiques sacrifiaient leur vie sans exposer par là même leurs parents ou leurs enfants.) D'aucuns disaient que les personnalités au pouvoir ont trop peu de relief pour servir de cibles, l'apparente responsabilité partagée des organismes dictatoriaux préservant chacun des dictateurs en particulier. De plus, ajoutait-on, les moyens modernes de tromper l'opinion et d'accréditer des mythes sont pour beaucoup dans la sécurité des gouvernants. Ces explications contiennent quelque vérité mais aucune ne l'enferme tout entière. Il importe de ne pas oublier que les générations désenchantées du présent ne veulent point d'un retour au passé mais ne conçoivent pas de meilleur avenir. Dans cette impasse, les bonnes volontés réformatrices s'émoussent et de longues années s'écoulent avant l'élaboration d'une nouvelle idéologie révolutionnaire susceptible d'éveiller en ses militants l'abnégation des pionniers. Mais il n'est pas surprenant que la

^{*} Sur le « suicide » de Nadiéjda Allilouieva, cf. p. 707 (de CETTE copie).

terreur exercée d'en haut suscite en fin de compte le terrorisme d'en bas. On ne sait rien des mobiles de Nicolaïev, l'assassin de Kirov, ni des circonstances de son geste, ni du groupe subversif auquel il aurait appartenu, ni d'un prétendu complot contre Staline *.

Celui-ci a pu faire exécuter 14 communistes en étouffant leur voix, après avoir ordonné la mise à mort de 103, détenus sans articuler contre eux la moindre présomption de culpabilité ou de complicité, pour ne pas parler de preuves. Il a fait arrêter à nouveau et jeter en prison de pitoyables Zinoviev et Kamenev dont on ne compte plus les reniements, les humiliations, les bassesses, et condamner avec eux 17 autres ultra-léninistes comme Evdokimov passés jadis à l'opposition, puis maintes fois repentis, plus de 78 de leurs camarades déportés comme Zaloutski, Safarov et Vardine. Il a pu forger une version extravagante des préparatifs de l'attentat pour salir des indociles bâillonnés, pour accabler des gêneurs sans défense, pour essayer de compromettre l'immanquable Trotski exilé au fond d'une province française, pour présenter des membres de son parti « monolithique » épuré en permanence comme des « ennemis de classe » cherchant à provoquer on se demande quelle « intervention étrangère armée » par le meurtre d'un Russe par un Russe, d'un communiste par un communiste. Personne de bonne foi n'accorde créance à de telles fables où il n'y a pas plus de vérité que dans les prétendus aveux arrachés sous menace de mort et les repentirs du lendemain ou de la veille. Et la seule évidence est que Staline, pris de panique, a immolé 117 victimes moins aux âmes de Kirov qu'à son inquiétude personnelle.

Avant même de savoir si Nicolaïev portait en lui un idéal supérieur et si l'entre-tuerie de bolchéviks à la fin de l'année 1934 annonce un quelconque tournant, c'est le cas de rappeler aux « terroristes terrorisés » qui citent à jet continu Marx et Engels la parole de l'un relative au *modus operandi* spécifiquement russe des *narodovoltsy*, sur lequel « on peut aussi peu moraliser pour ou contre que sur la catastrophe de

* Cette tragédie est restée obscure pendant plus de vingt ans. En 1956 seulement, dans son rapport secret au vingtième Congrès du Parti, Khrouchtchev aborda le sujet en termes embarrassés, promettant une enquête sérieuse pour tirer l'affaire au clair (à vingt-deux ans d'intervalle...). Les résultats de l'enquête ne furent jamais révélés, ce qui prouve que Staline fut l'instigateur du crime, lequel donna le signal d'interminables tueries ; Hugo Dewar, « L'affaire Kirov », in le *Contrat social*, revue, vol. IX, n° 5. Paris, octobre 1965.)

Chio », et la phrase de l'autre à propos de la terreur faite de « cruautés inutiles commises pour se rassurer par des gens qui ont peur eux-mêmes ». La main de Staline ne tremble pas, pour livrer au bourreau des innocents ligotés, mais ses deux mains tremblaient, a dit Rykov, le jour où la droite lui remit une triple démission. Cet homme tenu pour brave au physique n'a aucun courage moral. Il n'est pas capable de regarder un contradicteur en face, de prendre la responsabilité de ses actes, de supporter une critique amicale, de donner la parole à un objecteur et rien de lâche ne lui répugne s'il s'agit de conserver son pouvoir. Cent dix-sept cadavres lui sont indispensables quand un jeune militant, fils de la révolution bolchéviste, élevé dans les rangs du parti communiste, se résout à traduire une opinion collective à coups de revolver, faute de pouvoir l'exprimer par des voies normales et légales. Mais il a créé un état de choses où tout antagonisme sérieux doit conduire tôt ou tard au suicide, pourquoi celui de Skrypnik, ou à l'assassinat comme celui de Kirov, sous une forme ou sous une autre. Entre fractions bureaucratiques différenciées, leurs Staline de toutes tailles et leurs Molotov de tous calibres, entre leurs clans et leurs cliques, la question de vie ou de mort est posée en permanence.

Dans le fameux article « Plutôt moins, mais mieux », où brillent les dernières lueurs de son esprit, Lénine entrevoit un choc final entre l'Orient et l'Occident, entre la révolution et l'impérialisme : « L'issue de la lutte dépendra en fin de compte de ce que la Russie, les Indes, la Chine, etc., forment la gigantesque majorité de la population... » Mais la certitude d'une victoire définitive du socialisme dans l'éternité ne le rassérène pas quant aux perspectives immédiates : « Pour assurer notre existence jusqu'à la prochaine conflagration armée entre l'Occident contre-révolutionnaire impérialiste et l'Orient révolutionnaire nationaliste, entre les États les plus civilisés du monde et les États révolutionnaires attardés à l'orientale mais qui constituent cependant la majorité, il faut que cette majorité ait le temps de se civiliser ». Et il souligne : « *Nous ne sommes pas assez civilisés pour passer directement au socialisme.* » Pendant un quart de siècle, il a amplifié une notion que Staline n'a jamais pu comprendre : « Le socialisme est impossible sans démocratie », de même qu'en parlant d'électricité il englobait explicitement toute la culture. Pour lui comme pour ses maîtres en doctrine, — civilisation, démocratie et socialisme sont inséparables. Et si les ultimes paroles de Lénine ont la moindre valeur,

elles ne présagent rien de glorieux aux léninistes comme Staline qui ont trop méconnu un des ressorts essentiels de l'histoire, ce que les deux initiateurs du communisme moderne entendaient à leur époque par « la force d'expansion des idées démocratiques et la soif de liberté innée à l'humanité ».

Bibliographie

J. STALINE, La question de la politique de liquidation du koulak comme classe, *Krasnaïa Zvezda*, n° 18, M., 21 janv. 1930 ; Question des élèves de l'Université Sverdlov et réponse du cam. Staline, *Isvestia*, M., 11 fév. 1930 ; Le vertige du succès, *Pravda*, n° 60, M., 2 mars 1930 ; Réponse aux camarades Kolkhoziens, *Pravda*, n° 92, M., 3 avr. 1930 ; Sur quelques questions d'histoire du bolchévisme, *Prol. Rev.*, n° 6, M., 1931 ; Nouvelle situation, nouvelles tâches de construction économique, M., 1931 ; Le travail à la campagne, *Pravda*, n° 53, M., 23 févr. 1933 ; Les questions du mouvt kolkhozien, Recueil, M., 1933 ; Sur les tâches des économistes, Questions du léninisme, 9^e éd. compl., M., 1934 ; Le bilan du premier plan quinquennal, M., 1933 ; Trois discours, M., 1934 ; Rapport-compte rendu au dix-septième Congrès du Parti., M., 1934 ; Les questions du léninisme, 10^e éd. compl., M., 1934.

STALINE (interviews) ; J. DAVIS, Interview avec Staline, *New York American*, 3 oct. 1926. — E. LYONS, Interview avec Staline, *New York Telegram*, 24 nov. 1930. — W. DURANTY, Interview avec Staline, *New York Telegram*, 1^{er} déc. 1930. — Thomas D. CAMPBELL, Russia, Market or menace ? London-New York, 1932. — Conversation avec l'écrivain allemand Émile Ludwig. *Bolchévik*, n° 8, M., 30 avr. 1932 ; Monsieur Campbell ajoute du sien, *Bolchévik*, n° 22, M., 30 nov. 1932. — Conversation de M. Duranty avec le cam. Staline, *Pravda*, n° 4, 4 janv 1934. — Conversation avec l'écrivain anglais G. D. WELLS, *Bolchévik*, n° 17, M., 15 sept. 1934.

R. ABRAMOVITCH, Les prisonniers dans la Rép. des Soviets, Bruxelles, 1932. — Fr. ADLER, R. ABRAMOVITCH, L. BLUM, E. VANDERVELDE, Le procès de Moscou et l'Int. ouvrière socialiste, Paris-Bruxelles, 1932. — ALEXANDROV, qui gouverne la Russie ? Berlin, s.d. — A. BOGDANOV, Les questions du socialisme, M., 1918. — D. BONDAREV, La liquidation de l'analphabétisme, M., 1929. — A. BOUBNOV, Le système de l'éducation populaire, M., 1930. — I. BOURDIANSKI, Les bases de la rationalisation de la production, M., 1931. — Conf. des grands kolkhozes de l'Union, M., 1929. — Congrès (seizième) du P.C.U., Compte rendu stén., M., 1929 ; Congrès (seizième) du P.C.U., Compte rendu stén., 1929. — Congrès (seizième) du P.C.U., Comte rendu stén., M., 1930 ; Congrès (dix-septième) du P.C.U., *Pravda*, du n° 25 au n° 42, M., du 26 janv. — Dialogue aux Enfers entre Machiavel et Montesquieu, ou la politique de Machiavel au dix-

neuvième siècle, par Un Contemporain, Bruxelles, 1865. — A. GAMBAROV, Controverses sur Netchaïev, M., 1926. — A. GORDON, Introduction à la planification de l'économie nationale, M., 1930. — F. GRECARD, La Rév. russe, P., 1933. — J. IAKOVLEV, Le renforcement des kolkhozes, M., 1933 — L. KAGANOVITCH, Questions d'organisation, M., 1934. — K. KAUTSKY, Le bolchévisme dans l'impasse, P., 1931. — N. KROUPSKAÏA, La stabilisation de l'analphabétisme, *Pravda*, n° 32, M., 7 avr. 1928 ; Souvenirs sur Lénine, M., 1932. — E. KVIRING, Esquisses du dével't de l'industrie de l'U.R.S.S., M., 1929 ; Les tâches de construction du socialisme en U.R.S.S., Le plan général pour 10-15 ans, M., 1931. — *Kondratievchtchina*, Recueil, M., 1930. — M. LATSIS, Surpopulation agraire et perspectives de lutte contre elle, M., 1929. — L. LAURAT, L'économie soviétique, P., 1931. — Lute contre les pertes dans l'économie nationale, recueil, 2^e éd., M., 1930. — N. MILIOUTINE, Problèmes de construction des villes socialistes, M., 1930. — L. MINTZ, La surpopulation agraire et le marché du travail en U.R.S.S., M., 1929. — V. MOLOTOV et V. KOUÏBYCHEV, Le deuxième plan quinquennal, M., 1932. — A. de MONZIE, Petit manuel de la Russie nouvelle, P., 1931. — J. NICOULIKHINE, L'industrialisation de l'agriculture de l'U.R.S.S., M., 1931. — Nouvelle étape de construction socialiste, Recueil, t. I-II. M., 1930. — ORDJONIKIDZÉ, Discours, *Pravda*, n° 225, M., 29 sept. 1929. — P.C.U., Du quinzième Congrès à la 16^e Conf., Recueil de résolutions et de décisions, M., 1929. — Session plénière du C.C. nov. 1929, M., 1929. — P. PASCAL, Le paysan dans l'hist. de Russie, P., 1934. — F. PASSELEQUE, Déportation et travail forcé, P., 1929.

(Plan quinquennal) ; A. AZIZIAN, Le plan quinquennal, M., 1929. — M. BOGOLIEPOV, Le plan financier du plan quinquennal, M., 1929. — G. Grinko, Le plan quinquennal P., 1930, 2^e éd. revue et augm., p., 1931. — A. JUGOW, Le plan quinquennal, Paris-Bruxelles, 1932. — Plan quinquennal de construction économique de l'U.R.S.S., 5 v., M., 1929. — Résultats de l'exécution du premier plan quinquennal, etc., M., 1933. — O. ROSENFELD, Le plan quinquennal, P., 1931. — Problèmes du plan général d'électrification de l'U.R.S.S., Recueil, M., 1932. — M. WOLF, Les voies de la reconstruction de l'agriculture dans le plan quinquennal, M., 1929. — V. BOUKHARINE (chap. IX) ; v. Opposition (chap. IX) ; v. STALINE.

Procès (Le) des industriels de Moscou, Sténogramme, P., 1931. — Chr. RACOVSKI, Au congrès et dans le pays, *Bull. de l'Opp.*, n^{os} 25-26, Berlin, nov.-déc. 1931 ; Déclaration, *Pravda*, n° 92, M., 18 avr. 1934. — (D. B. Riazanov), Au poste de combat, Recueil, M., 1930 ; B. SOUVARINE, D. B. Riazanov, *la Critique sociale*, n° 2, P., juil. 1931. — H. ROLLIN, La Rév. russe. Ses origines, ses résultats, I, Les Soviets, II, Le Parti bolchéviste, P., 1931. — M. ROUDAKOV, La rationalisation socialiste, M., 1930. — L. SABSOVITCH, L'U.R.S.S. dans quinze ans, M., 1929. — L. SOSNOVSKI, Lettre au C.C. du Parti, *Pravda*, n° 57, M., 27 fév. 1934. — S. STROUMILINE, Problèmes sociaux du plan quinquennal, 2^e éd. M., 1929. — Problèmes de planification en U.R.S.S., M., 1932. — A. TCHERNYKH, La culture, dans le plan quinquennal, M., 1929. — Travail forcé (Le) existe-t-il en

U.R.S.S. ? Recueil de documents officiels du gouvernement soviétique, P., 1931.
— A. VOLSKI, L'ouvrier intellectuel, 3 fasc., Genève, 1905. — H. WALPOLE, Out
of the Deep, Letters from Soviet Timber Camps, London, 1934.

Staline.
Aperçu historique du bolchévisme.

XI

**LA CONTRE-
RÉVOLUTION**

Dates historiques. — L'affaire Kirov. — dérivatif et répression. — La Constitution stalinienne. Déportation et épurations. — Les méthodes de Staline. — Mutations et disparitions. — Nicolas Ejov. — La fin de la veille garde. — Suppressions et liquidations. — La grande retraite. — Mesures économiques. — La morale et les mœurs. — « Offensive sur le front culturel ». — La vie heureuse. — Le stakhanovisme. — Découverte de la patrie. — Staline et Hitler. — Hiérarchie et distinctions. — L'instruction publique. — Révision de l'histoire. — La tradition — Volte-face de Staline. — La fin des soviets. — Unanimités. — Suicides et morts suspectes. — Le procès des Seize. — Le procès des Dix-Sept. — Chute de Iagoda. — Arrestations en masse, exécutions en série. — Décapitation de l'Armée rouge. — L'année terrible. — Série de suicides. — Le procès des Vingt et Un. — Mussolini et Staline. — La grande hécatombe. — Une Saint-Barthélemy de communistes. — Essai de statistique. — Les élections « démocratiques ». — Un nouveau XVI^e siècle. — Ivan le terrible. — Le sens des procès. — « Hommes sans biographie ». — La jeunesse. — Énigmes historiques. — Conjuraison militaire ? — Les mobiles de Staline. — Apologie et dithyrambes. — Faillite de l'économie totalitaire. — Dix-huitième Congrès du Parti. — Le recensement de 1937. — Bilan de désastre. — La politique extérieure. — Le régime de Staline. — Bibliographie.

[Retour à la table des matières](#)

Il faut distinguer, dans ce qu'on s'accorde à tenir pour dates historiques, des notions assez différentes : points de départ, points d'aboutissement, dans la chaîne infinie des causes et des effets, par-

fois simples points de repère. La contre-révolution qui a eu lieu en Russie depuis le déclin de Lénine — d'aucuns la font remonter au sinistre épisode de Cronstadt — marque ainsi le calendrier de faits plus ou moins saillants dont l'incontestable lien n'exclut pas la diversité de nature.

Parmi ces dates, il en est d'imprécises dans le temps mais très nettes par le caractère. La défaite politique de Trotski en 1923, celle de Zinoviev en 1925, celle de leur coalition en 1927, celle de Boukharine en 1929, qui ont jalonné l'ascension de Staline avant la proclamation obligatoire de son « génie » et affermi sa dictature, défaites suivies de dures sanctions pénales infligées aux opposants les plus résolus, avaient été essentiellement la conclusion de phénomènes antérieurs. La mise en œuvre du premier plan quinquennal en 1928 et la collectivisation agraire généralisée par la force à partir de 1930 auront plus d'importance par leurs suites que par les origines. L'assassin de Kirov à Léninegrad en 1934, gros de signalisation symptomatique malgré l'insignifiance du personnage qui n'avait pas craint de célébrer en Staline « le plus grand chef de tous les temps et de tous les peuples », acquiert plus tard un intérêt croissant par ses conséquences internationales. Enfin, l'année 1937 sera moins faste par le vingtième anniversaire d'Octobre et l'achèvement du deuxième plan quinquennal que néfaste comme phase culminante d'une terreur autocratique sans exemple présent à la mémoire humaine.

Avec du recul, l'affaire Kirov prend le sens d'un événement capital. Malgré l'obscurité trompeuse entretenue par le « génial » Staline autour de cette mort violente, il était pourtant certain dès le début que la Guépéou avait machiné l'attentat, le meurtrier servant d'instrument et la responsabilité majeure incombant au tout-puissant secrétaire général. De toute évidence, il s'agissait là d'une péripétie dans les luttes intestines de la haute société soviétique entre coterie concurrentes dont l'une avait su armer ou guider le bras d'un jeune communiste fanatique.

Les 117 exécutions capitales ordonnées par le « grand chef bien-aimé » après le drame, l'emprisonnement de 97 ci-devant représentants de l'ancienne opposition bolchéviste de Léninegrad dissoute, Zinoviev et Kamenev en tête, la condamnation des 12 dirigeants staliniens de la police locale, enfin la déportation en Asie de quelque 100 000 Pétersbourgeois innocents ne pouvaient donner le change,

Staline n'ayant pas eu le courage de faire connaître les circonstances exactes du meurtre ni les mobiles réels du meurtrier, pas plus que les charges relevées contre de prétendus instigateurs ou complices. (Toutes les condamnations avaient été prononcées après des procédures de huis clos.) En outre, les mesures barbares prises alors pour dépeupler en partie Léninegrad indiquent bien la volonté de détruire tout un milieu hostile, d'extirper un état d'esprit latent, faute de tenir un vrai coupable. Trois ans plus tard, Staline « l'adoré » devait étonner le monde en faisant savoir *urbi et orbi* que l'assassin principal n'était que Iagoda, son plus proche collaborateur, le chef de la Guépéou en personne, devenu commissaire à l'Intérieur, le « porteglaive » en ligne.

Mais dans l'intervalle, « le plus grand homme de notre planète », comme il consent de se faire traiter, avait accusé trop de gens, adversaires d'hier maintes fois repentis et beaucoup de ses propres partisans jusqu'alors insoupçonnables, corsant au surplus les accusations de trop de griefs contradictoires, imputations insoutenables, crimes véritablement impossibles. Ses assertions par l'organe d'un procureur aux ordres et de juges à tout faire, confirmées par des inculpés trop unanimes et complaisants pour être honnêtes, trop empressés à se noircir au lieu de se défendre, n'ont pu que fortifier l'incrédibilité générale devant la version officielle. On ne croit pas sur la parole dans un régime aussi totalitaire un autocrate aussi absolu, aussi dépourvu de sens moral, aussi dédaigneux de vraisemblance, quand un seul assassinat mystérieux lui sert pendant des années à justifier le massacre de ses compagnons d'armes.

Car c'est en vérité l'anéantissement de plusieurs générations bolchévistes qu'il entreprend posément, de sang-froid, à dater de l'affaire Kirov, après de minutieux préparatifs décelant sa forte intention de ne plus rien laisser au hasard. La chronologie de l'époque est très révélatrice : après coup, de ternes décisions bureaucratiques, des incidents passés inaperçus prennent du relief, peut-être leur pleine valeur ; les taches de sang deviennent traits de feu, des points noirs vont briller d'une lueur étrange.

Staline, sa biographie le prouve, n'a jamais vu les choses de loin, sauf en ce qui touche la conservation du pouvoir, sur le plan vulgaire des combinaisons personnelles. La confrontation de ses écrits et discours, entre eux et avec les actes, est concluante à cet égard. Même en

exilant Trotski à l'étranger, il n'avait point prévu l'heure où sa préoccupation constante de despote obsédé serait d'abattre au physique l'irréductible adversaire mis par lui hors d'atteinte. Depuis la mort de Lénine, il a dû se faire une politique au jour le jour par des emprunts à droite et à gauche, spéculant sur la puissance de l'appareil d'État livré à son arbitraire pour imposer des improvisations pénibles ou des tournants brusques au peuple prostré dans la misère et l'ignorance, frappé de peur, de stupeur et de torpeur. Le système prétendu soviétique créé par Lénine et Trotski, où les soviets n'avaient qu'une existence nominale sous la dictature effective du parti communiste, elle-même devenue très vite omnipotence d'une oligarchie, ce système interceptait, annihilait, réprimait toute initiative ou doléance d'en bas, à travers six instances interposées entre le sommet et la base, et permet encore à Staline de gouverner sans prévoir.

Au témoignage de l'ouvrier communiste américain Andrew Smith, revenu de Russie et bien revenu du bolchévisme, publié dans le *New York Journal* : « Quand fut tué Kirov, les ouvriers de l'Electrozavod (usine où travaillait le témoin à Moscou) rayonnaient de joie. Ils souhaitaient le même sort à Staline. Et néanmoins, ils votaient en chœur les résolutions bolchévistes... » Avec son droit de vie et de mort sur les sujets soviétiques et, de plus, le monopole de la presse dont il se sert pour tromper autrui quand il ne se trompe pas lui-même, Staline peut aisément obtenir de tels résultats. Mais la tragédie de Smolny, première réponse terroriste à la politique de terreur, lui donne à réfléchir. Il a senti passer le vent de la balle annonciatrice et, après avoir enterré Kirov, il médite à la fois des précautions supplémentaires, des mesures préventives et des représailles terribles.

Il était assez bien informé sur l'esprit public par les *svodki* (rapports résumés) d'une police innombrable pour ne pas se bercer d'illusions quant aux sentiments qu'il inspire, même au plus véhéments de ses apologistes professionnels. Il ne peut en aucune mesure être dupe des louanges serviles et outrancières que ses ennemis déclarés lui décernent, la rage au cœur, en émulation avec de faux amis associés à sa fortune mais prêts à le trahir dès la première occasion favorable. Il sait que de tous côtés on le hait, on souhaite sa chute, on le voue à mille morts, et il connaît les anecdotes qui traduisent en secret l'opinion de foules. Toute la population terrorisée s'exprime par anti-phrase dans la glorification quotidienne du « meilleur fils du pays », le

« maître de la sagesse », « le grand mécanicien de la locomotive de la révolution, le camarade Staline ». Jamais il ne se réconciliera les bolchéviks de la « vieille garde » ni ceux de la relève, qui le méprisent et le maudissent et lui rendant les hommages quotidiens de rigueur. Certes, il n'a rien à redouter des vétérans communistes ni de leurs épigones, relégués les uns à des postes honorifiques, les autres à des fonctions subalternes. Ses adversaires intransigeants sont en prison, dans les isolateurs ou en exil ; les « capitulards » humiliés, déchus, discrédités, s'épuisent en exégèses théoriques stériles, s'avèrent incapables d'un sursaut de conscience ou d'énergie. Mais il ne voit pas sans crainte grandir la jeune génération protestataire anonyme qui s'affirme déjà par un acte retentissant à Léninegrad, malgré les rafles nombreuses, impitoyables, opérées par la Guépéou dans les universités comme dans les usines.

Son préfet dictatorial à Léninegrad, Jdanov, successeur de Kirov, laissera même échapper un jour l'aveu significatif : « À quoi sert que notre jeunesse apprenne à connaître les Jéliabov, les Ryssakov et les Pérovskaja plus que les héros sortis du parti bolchéviste ? » Ainsi, le meurtrier de Kirov comparé aux *Narodovoltsy* légendaires, de glorieuse mémoire dans la tradition commune à toutes les écoles socialistes, est justifié par ceux qui se reconnaissent dans le rôle des oppresseurs. Aux yeux de Staline, donc, le danger se dessine, des renseignements épars dans les *svodki* policières se coordonnent pour fixer son attention, éveiller ses inquiétudes, stimuler sa vigilance. C'est alors sans doute que naissent en lui et prennent corps deux desseins complémentaires afin de réaliser, à la mesure du pays et des circonstances, les expédients classiques : jeter du lest et serrer la vis, à la fois un dérivatif énorme et une répression atroce.

Le grand dérivatif sera le « génial projet » de Constitution du « chef génial » annonçant aux peuples de l'U.R.S.S. toutes les libertés souhaitables — mais futures — de la parole, de la presse et des cultes, avec le suffrage universel, égal, direct et secret, le droit de réunion, de coalition et de manifestation, l'inviolabilité de la correspondance et du domicile, la sécurité de la personne. Staline découvre donc en 1935 ce qui existe, plus ou du moins bien réalisé, depuis longtemps en Europe et en Amérique. Entrée en matière, insolite pour ouvrir une ère de félicité démocratique, car nulle revendication ne l'a précédée, en apparence, la société soviétique étant censée jouir dans la « patrie socia-

liste » d'une démocratie parfaite et d'un bonheur sans mélange. Mais Staline, après l'alerte de Léninegrad et les exécutions consécutives, soucieux jour et nuit d'accroître le bien-être de ses sujets, tient par pure générosité d'âme à octroyer malgré tout, malgré tous, une nouvelle Constitution, « la plus démocratique du monde », exactement la définition de la précédente. Ainsi, dira la presse à ses ordres, il répond à Hitler, il porte un « coup au cœur du fascisme », il montre à l'univers émerveillé un régime idéal — sur le papier — contrastant avec l'Italie fasciste, surtout avec l'Allemagne nationaliste-socialiste.

Or, cette démocratie à venir n'était-elle pas supposée dans le présent exister pleine et entière ? Et s'il s'agissait de répondre à Hitler, la démocratie promise serait donc due à Hitler plutôt qu'à Staline ? Peu important au « père des peuples » les objections que personne en U.R.S.S. n'a licence de formuler, sous peine de mort. En fait, imitant Lénine qui avait justifié l'insurrection de Cronstadt en se hâtant de décréter la *nep*, Staline semble justifier avant Jdanov l'assassinat de Kirov en se hâtant de décider la réforme constitutionnelle. (À noter que les marins de Cronstadt furent mitraillés pour avoir réclamé entre autres le respect de la constitution soviétique.) En janvier 1935, aussitôt après la condamnation des 97 communistes de gauches dits « zino-viévistés » taxés seulement, et à huis clos, de vagues responsabilités morales dans l'affaire Kirov, Staline fait adopter au Comité central du Parti son premier projet que Molotov apporte inopinément au septième Congrès des Soviets, en cours de session, dans la stupéfaction générale. Il s'ensuit l'inévitable explosion de reconnaissance et d'amour à l'adresse de Staline, « notre père ». Au même congrès, Molotov proclame : « La Russie de la *nep* est devenue la Russie socialiste. » La Constitution stalinienne doit consacrer l'avènement de la première société sans classes.

La grande répression entreprise en 1935 par Staline, « ingénieur des âmes » comme il intitule certains de ses semblables, allant de pair avec les professions de foi démocratiques, voire à cette époque « humanistes » selon le mot à la mode, visait avant tout les communistes suspects de prendre le mot à la mode, visait avant tout les communistes suspects de prendre encore encore au sérieux le moindre vestige du bolchévisme initial. Elle englobe aussi les derniers survivants des anciens groupes ou partis socialistes et réformateurs de toutes nuances, rattachés par le souvenir aux idéaux traditionnels. Commen-

cée au lendemain de l'affaire Kirov, elle s'ajoute à la guerre civile permanente que mène la Guépéou contre la population réputée indocile, en réalité bien soumise mais provoquée par d'intenables conditions de vie et de travail, harcelée par une bureaucratie exigeante, incapable et brutale.

Les déportations massives de Léninegrad correspondent à des mesures analogues dans toutes les Russies. On « nettoie » les institutions dites soviétiques et surtout les organisations communistes. En liaison avec la Guépéou, les commissions de contrôle enquêtent partout sans trêve, dépistent l'hérésie et pourchassent les hérétiques. Une épuration en règle du Parti ayant pris fin en 1934, une autre lui succède en 1935 sous prétexte de « vérifications des pièces d'identité politiques » et, à peine terminée, sera suivie d'une troisième en 1936 « lors du renouvellement des cartes », pour ne pas parler de tant d'épurations antérieures. Chacune aboutit à quelque 300 000 exclusions, soit environ 1 million en trois ans, le tiers des effectifs totaux évalués à près de 3 millions en 1934 (exactement 1 872 000, plus 935 000 stagiaires).

Le grand nombre d'exclus, depuis 1935, poursuivis en vertu de l'article 168 du Code pour abus de confiance, mais à huis clos, sont frappés de condamnations sévères ; très souvent des familles entières, innocentes par définition, subissent le même sort ; on compte ainsi par centaines de mille les nouveaux déportés en Sibérie et ailleurs. Des milliers de communistes étrangers, venus d'Allemagne, d'Autriche, d'Italie, de Pologne, de Hongrie, de Tchécoslovaquie, chercher refuge dans la « patrie socialiste », traqués à leur tour par la Guépéou, les rejoignent bientôt dans les camps de concentration et les autres bagnes. Cela n'empêchera pas Staline de dire au journaliste américain Roy W. Howard : « Aux termes de notre Constitution, les émigrés politiques ont le droit de résider sur notre territoire. Nous leur accordons le droit d'asile exactement comme les États-Unis l'accordent aux émigrés politiques. » Pratique du droit d'asile qui donne une idée des perspectives ouvertes par la Constitution future.

Au-dessus des œuvres hautes et basses de sa police multiforme, accomplies sur des directives générales, le « géant de la pensée » comme disent ses thuriféraires tranche bien des cas particuliers et opère lui-même dans sa sphère. Staline a une façon spéciale déjà connue d'assurer sa durée au pouvoir : sans arrêt, il modifie tête par tête la camarilla qui l'entoure en substituant aux serviteurs usés des gens

nouveaux pressés de parvenir ; pour gouverner, il place, déplace et remplace inlassablement des fonctionnaires. Avec ses épurations fréquentes, ses remaniements répétés du personnel de tout grade, dans les divers domaines de l'activité publique, il ne cesse évidemment de désorganiser les cadres et de paralyser le travail : de tels troubles causent notamment à l'économie nationale des pertes incalculables ; dans l'administration soviétique, il en résulte un chaos chronique par la discontinuité, l'irresponsabilité et l'incompétence. Mais les révolutionnaires du passé portent ombrage au conservateur du présent, le parti de Lénine est pour lui désormais un poids mort, souvent un obstacle intolérable.

Il a vaincu autrefois Trotski au nom de cette « vieille garde » dépositaire des principes sacrés, de la routine intangible. Il en a tiré tout le profit possible pour se maintenir au faîte de la pyramide bureaucratique et s'attribuer sur une partie de la jeunesse inculte un semblant de prestige. Maintenant il lui faut des « hommes sans biographie » qu'il endoctrine à sa manière, susceptibles de constituer une clientèle plus stable, solidaire de son destin personnel. Suivant l'expression d'un écrivain russe contemporain, bon psychologue, « il n'aime pas les biographies sans taches », car les côtés faibles lui donnent prise sur les âmes. Les instruments de sa domination sur ses auxiliaires directs sont à la fois et à tour de rôle les mausers et les dossiers, les prisons et les fiches. Il tient son Politbureau et son Comité central non seulement sous une constante menace de coups mortels et une surveillance de tous les instants, mais par la connaissance des misères, des tares, des défaillances de la vie privée ; au besoin, il en invente, il tend des pièges aux imprudents par ses agents doubles, il corrompt, démoralise, incite et provoque pour enrichir sa documentation, son hideux arsenal. Quand un exécutant hésite devant une besogne inexécutable, Staline peut le contraindre par le déshonneur ou le briser sans résistance. S'il juge efficient de sacrifier un individu de mérite mais trop fatigué ou peu maniable, il l'évince en poussant soit un « homme sans biographie » soit quelqu'un de peu recommandable, et alors aucune considération ne l'arrête. Sachant tout cela, on apprécie mieux ses paroles mémorables, prononcées en pleine terreur : « Il faut enfin comprendre que de tous les capitaux précieux existant au monde, le plus précieux et décisif c'est l'homme, ce sont les cadres. »

Dans une atmosphère d'angoisse, encore alourdie par la vengeance prolongée du meurtre de Kirov, le concert des dithyrambes va *crescendo* en l'honneur de « notre soleil » (textuel), entrecoupé de menaces imprécises à l'adresse d'invisibles « ennemis du peuple ». Mais l'enthousiasme de commande couvre des réalités politiques indéchiffrables.

En février-mars 1935, après la mort subite de Kouïbychev, apparemment naturelle car le vice-président du Conseil des commissaires était très alcoolique, Staline procède à de ces mutations administratives dont il a seul le secret. Un fonctionnaire « sans biographie », bien que déjà quatrième secrétaire du Comité central depuis un mois à peine, Nicolas Ejov, devient président de la Commission de contrôle du parti, à la place de L. Kaganovitch nommé commissaire aux Transports où il succède à Andréiev, et celui-ci remplace Ejov au Secrétariat. Le chassé-croisé n'intéresse personne, hors l'entourage immédiat du dictateur. Mais Enoukidzé, inamovible secrétaire de l'Exécutif des Soviets de l'U.R.S.S. depuis quinze ans, se voit « libéré » de ses fonctions, l'Exécutif soviétique de Transcaucasie désirant l'avoir à sa présidence. Le procureur général, Akoulov, le remplace, et Vychinski, procureur adjoint, devient titulaire. Pour les observateurs avertis, aucun doute : Enoukidzé est perdu, sa pseudo-libération précède sa disgrâce ; passant du poste de secrétaire à Moscou au titre de président à Tiflis, il prend le chemin du cimetière ; en effet, trois mois plus tard il sera destitué pour dégénérescence, relâchement de mœurs, conduite trop débonnaire ; quelques jours après, il est exclu du Parti, c'est-à-dire livré à la Guépéou. Mais nul n'a pu se flatter d'avoir saisi à temps la signification exacte des décrets relatifs à Ejov et à Vychinski. Dans ces nominations s'inscrit pourtant la préméditation du « sage entre les plus sages ».

À ce moment, Ejov est sans biographie mais non sans carrière. On ne sait pas grand-chose de lui, sinon qu'il incarne au mieux l'école bureaucratique de Staline. Ancien soldat de l'Armée rouge, promu commissaire militaire, il a gravi tous les degrés de la hiérarchie bolchéviste ; secrétaire de comités de plus en plus importants, jusqu'au Comité central, il a dirigé pendant quatre ans l'un des services essentiels du Parti, celui des cadres. Après un tel stage, il connaît le personnel, il possède son métier d'« ingénieur des âmes » Staline a dû le remarquer de bonne heure, pour lui inculquer ses méthodes, lui assurer

un avancement aussi rapide. À la présidence de la Commission de contrôle, sorte de Guépéou réservée aux Communistes, il justifiera bientôt la confiance de son maître.

La Commission n'était plus celle des années précédentes : en 1934, Staline a « liquidé » l'ancienne, forte de 187 membres et composée surtout de vieux militants au passé respectable, en même temps que l'Inspection ouvrière et paysanne, leur substituant deux commissions plus restreintes, l'une de 61 membres pour la Parti, l'autre de 70 pour les soviets, mais renouvelés pour la plupart. Au moyen de cette refonte, il se débarrasse de quels 150 vétérans indésirables. Non qu'ils osassent se permettre la moindre opposition, ouverte ou timide ; ils ont compris trop tard la faute commise par eux dix ans plus tôt en favorisant leur futur fossoyeur dans sa lutte contre un « trotskisme » imaginaire ; mais leur mépris envers Staline égale la haine que celui-ci leur voue en échange. C'est contre eux, contre leurs générations qu'il fait acte d'inimitié, tout en réglant un compte personnel, quand il déplace Enoukidzé pour mieux s'en débarrasser. Il ne s'en tient pas là. En mai 1935, il supprime la Société des vieux bolchéviks, la vieille garde par excellence, qui le gêne en silence. Le mois suivant, il dissout l'Association des anciens prisonniers politiques, où subsistait un reste de franc-parler sur le ton étouffé de la confiance. En février 1936, il « liquide » enfin l'Académie communiste également composée d'ancien, pour des raisons semblables. Nul ne devine alors où veut en venir celui que Radek appelle « le grand architecte du socialisme ».

En liquidant les institutions considérées dans son milieu comme les plus vénérables, Staline s'affranchit de bien des scrupules et déblaie visiblement le terrain pour liquider bien des choses encore. Il renie en tout cas, un héritage dont il s'affirmait naguère le gardien fidèle. Qu'il veuille en finir avec le parti de Lénine, cela est sous-entendu en mai 1935 dans un toast à l'Armée rouge où il efface la distinction habituelle entre le Parti et le reste du monde : « À la santé de tous les bolchéviks, membres du Parti et sans-parti. Oui, sans-parti. Ceux qui sont du parti ne forment qu'une minorité. Les sans-parti, c'est la majorité. Mais parmi les sans-parti, n'y a-t-il pas de vrais bolchéviks ? » C'est le désaveu de la notion du Parti « au-dessus de tout », en dépit d'une explication assez pitoyable : « ...Ils n'ont pas adhéré au Parti, soit qu'ils n'en aient pas eu le temps, soit parce qu'ils tiennent le Parti en si haute estime, ils y voient un tel sanctuaire qu'ils veulent se préparer

d'avantage avant d'y entrer... » Deux jour après, il ne craint pas de déclarer dans une allocution à l'Académie militaire : « ...On parle trop chez nous des mérites des dirigeants, des mérites des chefs. On leur attribue toutes, presque toutes nos réalisations. On leur attribue toutes, presque toutes nos réalisations. Cela, évidemment, est inexact et faux. » De tels propos dans une telle bouche ne paraissent pas croyables. Il faut les interpréter comme une interdiction de vanter plus qu'un seul homme, on en aura la preuve plus tard. Quand toutes les Russies, sous le knout stalino-tchékiste, s'expriment par antiphrase, Staline se doit de prêcher d'exemple. Au lendemain de cette invite à mettre une sourdine à l'éloge des chefs, voici comment Boukharine, rentré en demi-grâce, observe la consigne sous peine de dernière disgrâce, équivalant à la mort : « Chacun veut le toucher, sentir la force de ce puissant esprit, de cette volonté qui s'irradie de toutes parts, de cet homme étonnant et tant aimé. Des vagues humaines l'entraînent. Quelle démonstration d'unité ! Quelle scène inoubliable d'union indestructible ! » Mais il s'agit de Staline. On ne parle jamais assez du « pilote génial ».

La liquidation stalinienne de l'archéo-bolchévisme et des vieux dignitaires, à laquelle s'adonne spécialement Ejov aidé de Iagoda, le fameux « porte-glaive », devance non le mal, mais le bien très relatif que l'U.R.S.S. pouvait encore attendre d'une tradition socialiste crépusculaire. Elle est en corrélation étroite avec l'abandon d'un passé encombrant et disparate où se mêlaient les meilleures intentions surannées et les pires inventions récentes. Elle n'eût pas été pour déplaire au pays martyr, n'était la recrudescence de terreur contre-révolutionnaire atteignant par incidence la population apolitique et si la réaction avait paru logique, franche, consciente, avec ses conséquences entières, au lieu d'être faite de nouveaux zigzags tactiques, d'expédients empiriques et de reniements implicites mais non moins cyniques. C'eût été trop attendre de Staline qu'un désistement loyal des théories condamnées par les faits et par l'histoire. Cependant, parmi les réformes intervenues pendant ladite période sous l'irrésistible pression des circonstances, tant dans l'ordre de l'économie que sur le plan des mœurs, à défaut de progrès politique et spirituel, il s'en trouve qui consacrent des faillites décisives, revanche des lois naturelles, des forces vitales de toute société sur une soi-disant « expérience » inhumaine et vaine.

Au contraire de Lénine appelant erreur une erreur et défaite une défaite, endossant toujours la responsabilité de ses actes, capable de réviser les notions inopérantes ou caduques, Staline a pour système de s'en prendre à des subordonnés dont il fait ses victimes expiatoires pour paraître infaillible ; il alterne les violences et les promesses afin de masquer ses échecs et lance des bulletins de victoire à chaque décision de battre en retraite. Sous l'aiguillon de nécessités impératives et changeantes et faute de vues d'ensemble comme de facultés généralisatrices, il doit recourir aux palliatifs, aux demi-mesures, aux corrections tardives, parfois à des volte-face complètes pour relever des ruines là où il prétendait la veille faire table rase. Par ailleurs, il a l'habitude de retirer de la main gauche, dès la première circonstance propice, ce qu'il est contraint d'accorder de la droite. On comprend que le peuple, satisfait de maints retours à des pratiques normales, mais toujours aussi opprimé et exploité, ne lui sache aucun gré de quelques atténuations à sa misère et les envisage comme de maigres acomptes sur son dû véritable. Mais la grande retraite, provisoire ou définitive, étant une réalité saisissante, sur toute la ligne sauf en matière de politique intérieure où les concessions démocratiques restent de pure façade, il importe d'en suivre les étapes annonçant des répercussions proches ou lointaines. Alexandre Herzen a dit de la Russie tsariste : « Les choses les plus impossibles se réalisent chez nous avec une célérité incroyable ; des changements qui, par leur importance, équivalent à des révolutions, s'accomplissent sans qu'on s'en aperçoive en Europe. » Outre la terrifiante collectivisation agraire qui a bouleversé le paysannat russe et le mode ancestral de culture, la contre-révolution de Staline vérifie la portée de cette réflexion, après trois quarts de siècle.

L'année 1935 avait commencé avec la suppression des cartes de pain, premier pas vers celle des autres cartes alimentaires en septembre, impliquant l'unification des prix, par conséquent à la fin du rationnement, de la réglementation à outrance ; on assiste alors au rétablissement partiel du commerce, des marchés à demi libres. Un an plus tard, ce sera la fermeture du Torgsin, magasins vendant contre métaux précieux ou devises étrangères, et simultanément la fixation d'un cours officiel du rouble consacrant 77,5 % de dévaluation : c'est la fin de la parité fictive du rouble, des vantardises sur « la monnaie soviétique, la plus stable du monde » ; c'est l'écroulement des théories

et des pratiques de la répartition étatique substituée à l'offre et à la demande.

Les bolchéviks ont donc échoué, après comme avant la *nep*, dans leurs tentatives de créer une économie sans marchandises ni argent, où le plan d'État réglerait l'échange des produits, la monnaie n'ayant qu'une valeur nominale. Le cours trop élevé du nouveau rouble à ce moment est encore artificiel car la dépréciation réelle apparaît dans l'écart énorme constaté entre les prix intérieurs et ceux du marché mondial. Mais la tendance est nette vers une circulation fiduciaire plus saine, de type classique, gagée sur l'encaisse métallique, mieux proportionnée au volume des échanges. Les bolchéviks, a écrit T. G. Masaryk dans ses mémoires, « cherchèrent et trouvèrent des choses depuis longtemps existantes et connues » ; il n'est guère de domaine « où personne ne doive aujourd'hui redécouvrir lui-même l'alphabet ». L'observation s'applique tout particulièrement à Staline et à ses découvertes dans presque tous les domaines.

Dans l'agriculture, un nouveau statut des kolkhozes confirme et accentue en 1935 le recul antérieur de Staline sinon devant les paysans, du moins devant la famine. Désormais les kolkhoziens auront droit, en plus de leur isba, à une petite exploitation agricole individuelle ou familiale de 0,5 hectare en moyenne, parfois un hectare, et à la possession personnelle de bétail : une vache, deux jeunes bêtes à cornes, deux truies et leur portée, dix chèvres ou brebis, des lapins, de la volaille, vingt ruches. Dans les régions d'élevage, deux ou trois vaches et dix à vingt-cinq brebis, et même huit à dix vaches et cent à cent cinquante brebis selon les lieux. Réouverture des marchés, permission aux kolkhoziens d'y vendre leurs excédents, remise aux kolkhozes de leurs dettes à l'état, délimitation consolidée de leur territoire, ces diverses mesures et d'autres de détail soulagent quelque peu la population des campagnes. Grâce à quoi le ravitaillement compromis se trouve assuré par l'initiative privée. C'est l'échec flagrant de la collectivisation intégrale prédite à son de trompe lors du « vertige » de Staline en 1930, c'est la faillite de la collectivisation imposée par les violences du Parti, tandis que le secteur individuel se développe par la force des choses.

Une réaction plus forte encore, avec des alternatives de ridicule et d'indécence, se manifeste dans les usages contre les nouveaux préjugés, les attitudes extérieures austères, le style même de l'existence.

Staline autorise et décrète pêle-mêle et tour à tour la joie de vivre, l'amour obligatoire, le bonheur familial, le devoir paternel, le respect filial, la coquetterie féminine ; l'élégance masculine, le plaisir dirigé, la gaieté par ordre, le rire stéréotypé, la poésie et l'humanisme, les fards et la parure, le faux-col et la cravate. Il accorde ou concède après le pain cher, mais enfin sans carte, les jeux et les spectacles, le chant et la danse, les pétards et les feux de Bengale. Tous les jours, il redécouvre l'alphabet. Après un Thermidor original, au ralenti et à épisodes, un Directoire très banal et en avalanche. On disserte sur ce que dissimule, autour du cou, la barbe de Karl Marx, mais la régente de Lénine dénoue la controverse. On importe ou l'on imprime des journaux de mode, hier interdits comme subversifs, on invite des couturières parisiennes, la camarade Molotova s'occupe des parfums, des lotions et des crèmes. Après le léninisme à l'eau-forte, le stalinisme à l'eau de rose et le socialisme à l'eau de Cologne. On installe des manucures dans les usines, les seules au monde où il y avait déjà des prisons, des salles de police. La réforme du Code civil entrave le divorce, sanctionne la recherche de la paternité, condamne l'avortement, remet en honneur la famille. L'État favorise la natalité par d'infimes allocations à partir du... septième enfant. On prône le mariage en règle, la fidélité conjugale, la patrie et la progéniture, l'épargne et le 7 %. L'amour n'est plus une conception bourgeoise, la jalousie un sentiment de propriétaire. Mais les militants parvenus délaissent les militantes endurcies pour convoler avec de jeunes actrices, à défaut avec des filles de bourgeois ou d'aristocrates. On copie sans mesure les capitalistes honnis la veille, on singe à qui mieux mieux l'« Occident pourri », surtout dans ses travers, et en forçant la note. Au Kremlin, banquets, réceptions et champagne. Le Parti organise des bals, des régals, des festivals, des carnavals. On met des fleurs aux balcons, on s'abstient d'en mettre sur la tombe des millions de victimes. Un beau matin, Staline se rend à Tiflis et va voir pendant quelques minutes sa mère, oubliée depuis des années, afin d'illustrer cette vérité très nouvelle que les fils doivent honorer leurs parents. Il se fait photographier avec ses enfants, avec d'autres. On l'admire, on l'encense, on l'imité. Il est défendu de parler des millions d'orphelins abandonnés. Au milieu de cette allégresse de commande, un décret étant l'application de la peine de mort aux délinquants et criminels à partir de leur douzième année d'âge.

Si le gros de la population reste en dehors de réjouissances anachroniques ou entachées d'artifice, une grande partie de la jeunesse se rue aux nouveautés avec frénésie. Les autorités cherchent, et trouvent des « choses depuis longtemps existences et connues » pour les jeunes, désenchantés du machinisme, saturés du brouet noir des théories, excédés de politique, de thèses et de mot d'ordre : le sport sous toutes ses formes, le parachutisme, le vol à voile, les explorations arctiques, les expéditions en Asie centrale. Il va de soi que tout paraît bon, aux jeunes et aux adultes, qui sert d'évasion, d'exutoire ou de diversion, qui éloigne des centres où sévissent la Guépéou, le Parti et la milice. La presse donne la première place aux héros du pôle Nord *, aux exploits aéronautiques, aux prouesses de tous genres. Staline distribue, aux frais du pays laborieux, à qui des poupées, à qui des montres, et aussi des roubles, des accordéons, des phonographes, tantôt aux enfants sages, tantôt aux ouvriers méritants, le plus souvent aux fonctionnaires serviles.

Il ne tarde pas à enregistrer les résultats de cette « offensive sur le front culturel », selon les termes du jargon bolchéviste, en déclarant : « La vie est devenue meilleure, camarades. La vie est devenue plus joyeuse. » Aussitôt, les dix mille journaux de l'U.R.S.S., par cent mille plumes serves, paraphrasent chaque jour la parole profonde du « maître grandissime » sur la « vie heureuse ». Les millions de membres du Parti et des Jeunesses communistes la répètent à l'envi, la conjuguent et la déclinent. Quelques jours après l'avoir prononcée, Staline nomme Iagoda, son collaborateur le plus intime, commissaire général à la Sûreté nationale. Qui sait ce qui se prépare ? Cependant, l'année 1935 se termine en simili-apothéose sur une dernière trouvaille : les arbres de Noël, baptisés en l'occurrence sapins du Nouvel an ; il ne manque que des arbustes et des accessoires pour profiter de la permission mais on se jure d'être prêts l'année suivante.

Poursuivant ses découvertes alphabétiques, Staline en arrive à concevoir un moyen inédit d'augmenter le rendement du travail : cela consiste à payer les producteurs à raison de leur production. Il existait déjà le salaire aux pièces, haïssable en régime capitaliste, excellent

* Le dirigeable *Italia*, au cours d'une exploration au pôle Nord en 1928 ; s'était effondré sur la banquise. Un aviateur russe et le brise-glace *Krassine* réussirent à sauver l'équipage. Ils furent glorifiés en grande pompe.

sous l’emblème du marteau et de la faucille. Mais des maxima limitaient le gain des meilleurs ouvriers, privés de tout mobile d’application à la tâche : ni intérêt personnel, faute de salaire suffisant et de marchandises accessibles ; ni intérêt collectif supérieur, faute de solidarité sociale sous le joug d’une bureaucratie odieuse. En outre, les « normes » ou minima de production étaient très faibles en comparaison des résultats obtenus dans tous les pays, ce qui s’explique par la non-qualification de la main-d’œuvre et son niveau de vie retardataire. En 1935, le renoncement au système des cartes, rations, magasins réservés, change les conditions d’approvisionnement ; la rémunération proportionnelle du travail modifie le comportement des travailleurs. Il restait à relever les « normes » trop basses. On chercha et l’on trouva « des choses depuis longtemps existantes et connues » ailleurs sous les termes de taylorisme, de *sweating system*, mais trop connues déjà en U.R.S.S. comme « émulation socialiste » et « labeur de choc ». On redécouvrit une fois de plus la rationalisation, l’économie des mouvements, la division du travail. Il en sortit le « stakhanovisme », du nom de l’ouvrier mineur Stakhanov mis en avant le premier pour prêcher d’exemple dans des conditions spéciales.

Les *oudarniki*, volontaires de choc, devinrent « stakhanovistes » mais payés à proportion de leur effort, en sorte que les salaires puissent varier du simple au décuple. Pour accélérer la cadence, stimuler les champions et battre des records d’exception, on accorda tous les honneurs et avantages au chef d’une équipe en frustrant ses camarades, par une étrange combinaison d’injustice et d’imposture. Divers procédés de truquage et de charlatanisme furent employés à l’effet de corser la réclame. Staline a cru tromper toute la Russie et le monde entier en voulant faire croire que l’ouvrage d’une équipe de dix à douze individus en moyenne était celui d’un seul recordman de la catégorie. Il n’a réussi qu’à diviser plus profondément la classe ouvrière contre elle-même, à aggraver la différenciation sociale par l’inégalité excessive des salaires, à obtenir quelque intensification du travail et le relèvement des « normes » mais un accroissement quantitatif de production au détriment de la qualité des produits, au prix d’une augmentation désastreuse des échecs, d’une usure onéreuse de l’outillage, d’un épuisement prématuré de la main-d’œuvre. Si par ce moyen quelques milliers de futurs contremaîtres et agents de maîtrise sont sortis du rang pour devenir privilégiés d’une certaine espèce, la sélection

tion pouvait s'accomplir de manière plus sérieuse et féconde, moins tapageuse. Les nombreux assassinats de stakhanovistes par leurs compagnons de chaîne, les antagonismes vus dans les usines et sur les chantiers, déjà constatés lors de l'« oudarnisme », témoignent d'un état d'esprit ouvrier très éloigné de l'enthousiasme prescrit par « notre grand héros chéri » Staline. En définitive, le stakhanovisme n'aura servi qu'à introduire, mais sensiblement aggravées, dans la soi-disant « patrie socialiste », des méthodes en vigueur dans les pays capitalistes où les communistes en réclamant sans répit l'abolition. Pour en venir là, il était plus qu'inutile de répandre autant de sang et de faire couler tant de larmes.

Un des phénomènes les plus remarquables de l'époque, la découverte d'une patrie en U.R.S.S. quelque temps après le triomphe du national-socialisme en Allemagne, résulte d'une grande déception de Staline. Il espérait s'entendre avec Hitler comme auparavant avec Mussolini, nonobstant les différences verbales de doctrines et en raison des similitudes de méthodes entre partis à forte poigne. Depuis la réception du Duce à l'ambassade soviétique de Rome au lendemain de l'assassinat de Matteoti et l'envoi ultérieur, sous prétexte de courtoisie, de félicitation au même par Rykov après un séjour à Sorrente, où Gorki passait le plus clair de son temps, les relations entre l'U.R.S.S. et l'Italie ne cessaient de devenir plus étroites et cordiales. Mussolini ne dissimulait pas une admiration discrète envers Lénine et les emprunts réciproques se multipliaient, entre les deux régimes totalitaires, parallèles aux progrès de leurs rapports économiques. En 1933, année de l'avènement de Hitler, un accord commercial italo-soviétique fut conclu, en mai, suivi en septembre d'un pacte d'amitié, de non-agression et de neutralité. Une escadre soviétique mouilla en octobre à Naples et, l'année suivante, une délégation militaire italienne se rendit à Moscou. La Russie passa même des commandes de navires de guerre à l'Italie. Des télégrammes chaleureux de Litvinov témoignent, pour la postérité, de cette compréhension mutuelle. Mussolini se flattait d'avoir établi un modèle d'entente avec les bolchéviks en supprimant le communisme à l'intérieur tout en traitant avantageusement avec l'État dit soviétique.

Staline croyait donc réaliser une entente analogue avec Hitler, sur les décombres du mouvement communiste en Allemagne. Le renouvellement des accords de Rapallo le confirma dans cet espoir, comme

ensuite les nouvelles ouvertures de crédit accordées à l'U.R.S.S. par l'industrie allemande. Mais il fallut déchanter quand le III^e Reich prit position d'hostilité résolue envers le bolchévisme d'État russo-soviétique comme envers le communisme d'exportation. Par-dessus les divergences de vues opposant au nouveau *Drang nach Osten* les tenants de la tradition bismarckienne d'entente avec la Russie, assez nombreux dans la Reichswehr et à la Wilhelmstrasse, la première intuition de Hitler commença par prévaloir. En vain le Caucasien envoyé à Berlin comme ambassadeur commercial, D. Kandelaki, avec une mission secrète de Staline, multipliait-il les avances, les invites et les sondages, le Führer faisait la sourde oreille, persévérant à viser la Russie à travers l'Internationale communiste. En fin de compte, il ne restait à Staline déçu qu'à se tourner vers la France et l'Angleterre, vers la Société des nations, pour jouer une autre partie, et vers les peuples de l'U.R.S.S. pour éveiller en eux la conscience du devoir patriotique et du « danger fasciste ».

Le thème officiel du patriotisme entre alors dans la propagande quotidienne. L'insistance mécanique à le ressasser indique assez une création factice, conçue comme succédané à l'idéologie révolutionnaire en détresse. La *Pravda* publiera même un éditorial intitulé : « Amour sacré de la patrie » qui ne rappelle en rien le vocabulaire de l'avant-veille. Comme toujours, les bolchéviks passent d'un extrême à l'autre, de l'internationalisme le plus élémentaire au chauvinisme le moins respectable.

Il y avait déjà, au mépris des chers principes égalitaires, toute une série de décorations : ordre de Lénine, Étoile rouge, Drapeau rouge, Drapeau rouge du travail ; Staline imagine de plus l'ordre des Héros de l'Union et l'Insigne d'honneur ; il inventa ensuite les médailles « Pour le courage » et « Pour services militaires », puis des récompenses comme « Héros du travail socialiste », « Distinction du travail » et « Exploit du travail » ; à quoi s'ajoutent les distinctions d'« artiste de mérite », « artiste national » et « savant de mérite ». Les promotions se succèdent, en longues colonnes des journaux. Les décorés bénéficient d'avantages matériels, en argent et en nature, qui accroissent les privilèges de la nouvelle classe dominante, profiteuse de la manne stalinienne. On établit dans l'armée la hiérarchie d'autrefois, les grades et les galons, et par la même occasion le maréchalat, supprimé après Koutouzov sous le tsarisme : Vorochilov, Toukhatchevs-

ki, Egorov, Boudionny et Blücher sont promus maréchaux, non en vertu de leurs services de guerre mais du concours politique apporté à Staline. On brûle ce qu'on a doré, on adore ce qu'on a brûlé. Des uniformes et signes distinctifs attribués au commissariat de l'Intérieur que l'on persiste à nommer couramment Guépéou, récompensent chefs et agents que l'on appelle toujours tchékistes, les assimilent à la hiérarchie militaire. Avec l'absence de retenue qui les caractérise, les bolchéviks ne manquent pas d'exagérer dans leur réaction contre l'ancienne sobriété vestimentaire : insignes, galons et soutaches rutilent et s'étalent. La revanche la frappante plus du passé impérial est peut-être la résurrection du corps des Cosaques, abolis par la révolution et rétabli par Staline en plusieurs divisions de cavalerie dans ses traditions et son équipement décoratif, sans oublier la *nagaïka* bien connue des ouvriers en grève et des moujiks en révolte. Il semble que dans le reniement, les bolchéviks de la décadence éprouvent une sorte de satisfaction malade qui les porte malgré eux à des démonstrations éloquentes.

Le néo-patriotisme néo-bolchéviste se répercute à grand fracas dans l'instruction publique. Là aussi, la banqueroute du régime est déjà complète, plus visible même qu'en tant d'autres domaines. Toutes les innovations pédagogiques de la révolution sont annulées, les anciennes conceptions restaurées. Le statut de l'« école unique du travail » prévoyait le matériel scolaire et un repas gratuits ; la suppression des devoirs et leçons à domicile, des examens d'admission, de passage et de sortie, des notes et de punitions, des manuels, des diplômes ; la répudiation des prétendues survivances bourgeoises ; la gestion de l'école par un « collectif scolaire » et un « soviet scolaire » ; la substitution de « complexes » (thèmes d'études combinées) aux matières classiques. Plus tard, ce furent le travail manuel obligatoire, l'éducation pseudo-polytechnique, les brigades d'étudiants. Il ne reste rien de tout cela, que des ravages. Les insanités de Lounatcharski, les enseignements dogmatiques de Pokrovski, les efforts laborieux de Kroupskaïa sont désavoués comme « trotskisme ». Une série de décrets rétablit les traditions et même les routines interrompues, l'autorité directoriale et magistrale, les règles et les règlements, les classes et l'emploi du temps, la discipline et les disciplines, les punitions et les récompenses, les livrets et les dossiers scolaires, les notes et les examens, les certificats et les diplômes, les grades et les titres

universitaires. Les bolchéviks redécouvrent non seulement l'alphabet mais l'histoire et la géographie. Comme toujours, il exagèrent dans l'orientation nouvelle et vont jusqu'à doter d'un uniforme les élèves de l'enseignement supérieur, puis tous les écoliers de toutes les Russies ; seule, la pénurie de tissu retarde l'application de cette mesure. Enfin, révisant de fond en comble l'idéologie d'État dictée à toute la population, enfantine et adulte, ils frappent d'interdiction la plupart des ouvrages historiques édités par eux, renient les notions et versions en vigueur et, rectifiant leur histoire de la Russie comme auparavant toutes les *Histoires du parti*, s'efforcent de réhabiliter d'abord les gloires nationales, d'inculquer ensuite au peuple une mentalité nationaliste de circonstance.

Avec le zèle et l'ardeur des néophytes, ils redécouvrent depuis 1935, reconnaissent et revendiquent l'un après l'autre les grands hommes du temps jadis, authentiques ou contestables, en remontant au-delà de la Russie moscovite à l'époque des invasions teutoniques et mongoles : saint Alexandre Nevski, vainqueur des Porte-Glaive ; l'ataman Ermak, conquérant de la Sibérie ; le boucher Minme et le prince Pojaski, adversaires valeureux des polonais ; les feld-maréchaux Souvorov et Koutouzov. La conversion au christianisme après le baptême de la Russie kiévienne devient une « étape positive dans l'histoire du peuple russe ». Non moins « positif » le rôle du grand-prince Ivan Kalita, rassembleur de la nation moscovite ; d'Ivan le Grand, libérateur de la terre russe ; d'Ivan le terrible, ce précurseur de l'humanisme stalinien ; de Pierre le Grand, ce digne bolchévik avant la lettre. Feu Pokrovski, chef attitré de la chapelle des « historiens-marxistes », et ses disciples vivants sont discrédités du jour au lendemain pour avoir méconnu, sous-estimé, falsifié l'histoire de leur mère patrie ; naguère, les auteurs qui dérogeaient tant soit peu à l'ornière de cette coterie étaient punis comme hérétiques. Les rôles se renversent : des historiens exilés rentrent en grâce et leurs persécuteurs en sous-ordre vont bientôt être persécutés à leur tour. S. Platonov, cruellement traité, est mort en exil, mais E. Tarlé, rappelé du Turkestan, prend rang d'historien officiel tandis que les « historiens-marxistes » et autres « professeurs rouges » sont, pour commencer, réduits au chômage, et toujours au nom des mêmes idoles : Marx et Lénine. C'est ce qui s'appelle, dans le langage bolchéviste, « prendre l'offensive sur le front des sciences historiques ».

L'impression étant donnée, on s'enorgueillit bruyamment du *Dit de la compagnie d'Igor*, poème épique du XII^e siècle ; on célèbre en l'accaparrant un anniversaire de Lomonossov, écrivain russe savant et universel de son temps ; et, en grande pompe, on fête le centenaire de Pouchkine, ce parent direct de Staline par la langue... Quand le barde prosaïque Démian Biedny, librettiste à ses heures, tournera en ridicule les *bogatyrs*, les preux de la légende, persuadé d'enrichir ainsi l'orthodoxie de stricte observance, sa pièce lui vaudra les foudres du Kremlin, entraînant l'infortune de la rétrogradation du régisseur, A. Taïrov, le fondateur et directeur du théâtre Kamerny, très en faveur la veille encore. Ce sera pour les commentateurs attitrés l'occasion de prôner les héros des vieilles *bylines*, chants ou récits merveilleux de l'épopée orale du moyen âge, le paysan Ilia Mourometz, le marchand Sadko, le géant Sviatogor. Le nationalisme tourne au chauvinisme le plus vulgaire avec la publication des nouveaux manuels scolaires « stabilisés », entre autres le *Cours abrégé d'histoire* de Chestakov, rédigé par une « brigade », revu par une commission d'État où figurent Boukharine, Radek. Boubnov, Zatonski, F. Khodjaïev, patronné par Staline, et où il n'est question que de victoires russes à travers les siècles.

La résurrection hâtive d'un patriotisme de commande répond de plus en plus directement à des considérations de politique extérieure : Staline redoute à présent une entente militaire entre l'Allemagne et le Japon, il cherche des alliances en Europe et en Asie, il essaie de donner à la Russie des raisons spirituelles de combattre en cas de guerre, il sacrifie un à un les principes et les dogmes auxquels il doit son pouvoir, à seule fin de le conserver. Pour lui, tout se ramène à des rapports de forces. La jactance bolchéviste officielle tend à dissimuler une faiblesse intrinsèque, avouée dans tous les actes accomplis sur le plan international.

Staline avait avec son parti défini le pacifisme comme utopie, imposture, duperie ou trahison ; il se proclame pacifiste sur le tard. Il avait flétri la Société des nations comme une ligue de brigands ; il y adhère sans vergogne. Il avait anathémisé le traité de Versailles ; il se fait champion du *statu quo*. Il avait dénoncé la France comme le pays le plus agressif et le plus militarisme du monde » ; il conclut avec elle un pacte d'assistance mutuelle. Il avait prétendu que les fascistes et socialistes sont « frères jumeaux » ; il ordonne à ses

mercenaires étrangers de s'entendre à tout prix avec les socialistes contre les fascistes ou prétendus tels, tout en maltraitant chez lui les social-démocrates. Il avait fait la guerre aux Chinois désarmés pour garder le chemin de fer Mandchourien ; dès que les japonais montrent les dents, il leur cède le tout à bon compte. Quand un ministre français des Affaires étrangères * lui rend visite, à l'exemple d'un collègue britannique et du premier ambassadeur des États-Unis en U.R.S.S., visites qui percent la fiction du secrétaire général du Parti irresponsable dans la politique extérieure de l'État, il s'empresse de faire une déclaration de complaisance : « M. Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité. » Désaveu éclatant, encore que sans franchise, de toute l'activité de l'Internationale communiste depuis sa fondation et singulièrement de sa section française. Mais il donne à celle-ci des ordres en conséquence et bientôt ses serviteurs en France, à l'imitation de leurs congénères de Russie, se livrent à force de contorsions et grimaces : de même que les communistes chinois, sur des ordres analogues, vont se réclamer de Confucius, les communistes français découvrent, reconnaissent et revendiquent Jeanne d'Arc, Rouget de l'Isle et Napoléon, s'appropriant *la Marseillaise*, passent sans transition de l'antipatriotisme le plus trivial au chauvinisme le plus belliciste. Car l'intérêt de l'U.R.S.S. — lire : de Staline — exige alors une France qui se prépare dans l'union sacrée à la guerre avec l'Allemagne.

Dans une interview avec un journaliste américain, Staline va plus loin encore : la Société des nations n'est plus une machine de guerre impérialiste, selon la terminologie bolchéviste établie, mais bien un « avantage pour les amis de la paix », lesquels sont les États opposés de l'Allemagne ; « faire la révolution mondiale, » dit-il, « nous n'avons jamais eu de tels plans et desseins » ; si une « autre impression » a parfois été ressentie, elle est le « fruit d'un malentendu », et pas d'un malentendu tragique : « Non, comique. Ou peut-être bien tragi-comique, » car « l'exportation de la révolution est une sottise ». Après cela, en bonne logique, il ne reste qu'à mettre au pilon les œuvres de Lénine, les livres et brochures, les collections de journaux et revues, toutes les éditions des partis, de l'Internationale et des Jeu-

* Ce ministre s'appelait Pierre Laval.

nesses communistes publiées avant ce reniement suprême. Staline n'est pas prêt à le dire mais il est homme à le faire.

En effet, l'essentiel de cette littérature est retiré de la circulation ou remisé au fond des bibliothèques ; à part quelque inoffensif érudit ou curieux, personne n'ira de sitôt exhumer ces feuillets et cahiers jaunis d'où émane, au surplus, un ennui insurmontable ; les publications de l'Institut Marx et Engels sont prosrites et détruites, précédant les autodafés en Allemagne ; les œuvres de Lénine figurent toujours en bonne lace, refoulées peu à peu par celles de Staline, symboles d'un nouveau culte césaro-papiste, mais le public se garde de les lire, à moins d'obligation absolue, et d'ailleurs les mots ont perdu leur valeur. On aurait peine à retrouver en U.R.S.S. des documents aussi importants, par exemple, que le décret constitutif de l'Armée rouge définitive comme « soutien de la révolution socialiste prochaine en Europe ». Seuls comptent les derniers écrits de Staline, les plus récents discours de ses porte-parole, les articles de journaux énonçant la fragile vérité du jour, les textes de toute fraîche date qui rendent séditeuses et caduques les publications orthodoxes de la veille, enfin les instruments de recherche courants comme les Encyclopédies soviétiques, la grande et la petite, dont il faut jeter au rebut tome sur tome, malgré dans d'expurgations répétées par tant de censures successives, malgré tant de falsifications apportées en cours même de tirage. Toute disgrâce inattendue, chaque « tournant » supposent d'automatiques mises à l'index et suscitent des paniques intenses dans les librairies, les bibliothèques. À peine un personnage bien en cour au Kremlin a-t-il cessé de plaire, pour des raisons mystérieuses, que son loyalisme indéfectible apparaît un double jeu d'homme à double face, il est dénoncé sans délai comme « trotskiste » et « ennemi du peuple », la biographie la plus flatteuse se transforme en réquisitoire ou disparaît des dictionnaires, et il y a péril mortel à détenir un de ses ouvrages. Qui sait de quoi sera fait demain, à la prochaine découverte d'une autre lettre de l'alphabet ? Chacun ne songe qu'à rester en dehors d'un jeu infernal dont nul ne connaît la règle, on redoute partout des pièges, on évite les rencontres. Il est dangereux même de se taire car le silence peut s'interpréter comme une réprobation muette ; il importe de bien chanter sa partie dans le chœur des actions de grâces unanimes et quotidiennes élevées vers « notre sage chef et maître ».

Quand Staline, parlant de la future Constitution, déclare à Roy W. Howard : « ... Nous avons construit la société socialiste... non pour entraver la liberté individuelle, mais pour que la personnalité humaine se sente réellement libre » ; quand il prédit une « lutte électorale très animée », car, précise-t-il : « Il est évident que les listes de candidats seront présentées non seulement par le parti communiste mais aussi par les organisations sociales sans parti de tous genres », tout le monde sait à quoi s'en tenir mais personne ne sait où le dictateur veut en venir. Le projet de Constitution adopté par le Comité central en juin 1936 prévoit des élections à l'occidentale, un Parlement appelé Conseil suprême, mais l'article 126 réserve le monopole de la politique au seul parti communiste et rend illusoires toutes les libertés civiques promises : c'est en tout cas la fin du prétendu pouvoir des soviets, même sur la papier ; vingt ans après Octobre, c'est la faillite avouée du système que les bolchéviks présentaient comme expression supérieure de démocratie intégrale, comme type nouveau d'État de valeur universelle. En outre, la nouvelle Constitution, soumise pour la forme à la ratification d'un congrès extraordinaire des Soviets, consolide le droit de propriété privée, dans les limites acquises, et, sans limitation, le droit d'héritage en ligne directe.

Encore une fois, Staline a trouvé des « choses depuis longtemps existences et connues ». Il n'innove pas davantage en effaçant les dernières traces du fédéralisme soviétique d'autrefois, en abrogeant les « droits des nationalités » dont il s'érigait volontiers le protecteur : le remaniement constitutionnel va consacrer la centralisation à outrance, les organes des prétendues républiques fédératives étant astreints à une subordination stricte au pouvoir central, ce qui d'ailleurs codifie la situation de fait et la rend plus nette. Comme à titre de symbole, s'évanouit la fédération de Transcaucasie. Bientôt, l'alphabet cyrillique même sera imposé aux minorités allogènes, à l'encontre du respect théorique tout récent affiché par les us et coutumes régionaux ou nationaux. On ne compte plus les palinodies, les volte-face, on les remarque à peine dans la débâcle des idéaux d'Octobre. Sous la nouvelle Constitution comme sous l'ancienne, la réalité est que, au-dessus d'une apparente et fallacieuse révision de la table des valeurs, au-dessus des expédients et des improvisations qui tiennent lieu de politique et de principes, « à la fin des fins » — selon une prophétie vieille

alors de trente-cinq ans — « tout tournera autour d'un seul homme qui, *ex providentia*, réunira en lui tous les pouvoirs ».

Une aussi longue et impressionnante série de démentis et désaveux infligés par les bolchéviks à eux-mêmes, tant de rétractations insincères et reniement cyniques, ne pouvaient aller sans susciter en bien des cerveaux des réflexions amères. De plus, les mots restent impuissants contre les faits, surtout les faits économiques et techniques où le bolchévisme enregistre banqueroute sur banqueroute. Il est à présumer que dans l'atmosphère irrespirable de la « vie heureuse » sous la terreur, le doute chez les uns, le désespoir chez d'autres ont donné lieu à des allusions subtiles, des sous-entendus imperceptibles. Il va sans dire que derrière l'unanimité de façade, toutes les têtes pensantes sont pleines d'arrière-pensées contradictoires quand de telles transformations s'accomplissent.

Or, la Guépéou est omniprésente pour recueillir les moindres bribes, les grossir, les falsifier, pour faire état au besoin d'abstentions ou d'absences, de soupirs ou de silences. Dans les bureaux de Iagoda et de Ejov ; les rapports affluent, les dénonciations s'accumulent. Autour de Staline, qui exerce de très haut sa tyrannie et abandonne en partage aux favoris des délégations de pouvoir, les boïards de la bureaucratie se jalourent et se détestent, leurs clients respectifs sont à l'affût de tous les prétextes à mauvaises querelles. L'épuration permanente suit son cours et les clans rivaux s'entre-détruisent, des milliers d'individus signalés à la vindicte de l'appareil répressif, en dépit des gages donnés à Staline, succombent dans les intrigues intestines, disparaissent ainsi que leurs familles sans laisser de traces. Et dans les affirmations des uns, les négations des autres, les contradictions de tous, les bolchéviks sont toujours unanimes.

À en croire certaines allusions de la presse soviétique ou indiscretions de fonctionnaires, beaucoup de victimes expient, en apparence, leurs relations d'autrefois avec un quelconque non-conformiste. Et sous ce rapport, personne n'est invulnérable. En réalité, les plus mauvais prétextes deviennent excellents pour perdre un compétiteur dans la lutte zoologique livrée en permanence autour des places convoitées, entre factions et générations, entre individus et groupes insolidaires. De vieilles « affaires » quasi oubliées entraînent encore à long retardement des conséquences mortelles, notamment celle de Rioutine, adversaire acharné de Trotski devenu opposant à son tour et à sa ma-

nière, auteur d'une « plate-forme » hostile à la politique comme à la personnalité de Staline. On y rattache après coup le cas de Syrtsov, président du Conseil des commissaires pour la Russie, brusquement déchu, exclu, disparu ; celui de Lominadzé, homme de confiance de Staline, son agent en Chine lors de l'insurrection de Canton, passé à l'opposition, exclu, repent, réintégré ; ceux d'Eismont et de Tolmachev, sous-commissaires du peuple, également disparus dans le mystère. Il est question de folie, de suicide, de mises à mort. Une seule certitude : Lominadzé, suivant l'exemple de Skypnik, a mis fin à ses jours.

À la mi-juin 1936, on apprend la mort de Maxime Gorki, sans surprise car l'écrivain était malade et âgé, événement suivi des immanquables funérailles à grand spectacle. À la mi-juillet, le secrétaire du Parti en Arménie, A. Khandian, créature de Staline, se suicide à son tour et la nouvelle, cette fois, est divulguée mais avec une motivation incompréhensible. Enfin, à la mi-août, tandis que de tous les côtés les arrestations inexplicables se multiplient dans les rangs supérieurs du Parti unanime, c'est tout à coup l'annonce d'un procès intenté à seize communistes d'un prétendu « centre terroriste trotsko-zinoviéviste ». Les intentions de Staline se dévoilent, les fruits de ses longues méditations et préméditations apparaissent. Et pourtant, ses pires ennemis n'osent encore prévoir le genre de surprises qu'il ménage.

Il s'agit dans ce procès des deux plus proches compagnons de Lénine, les plus discrédités aussi, les malheureux Zinoviev et Kamenev, plusieurs fois battus et autour et autant de fois repentis, véritables cadavres politiques tirés de l'isolateur de Vekhnié-Oural'sk servir de mannequins devant le tribunal ; de leurs suiveurs Evdokimov, Bakaëv, Reingold ; de plusieurs anciens trotskistes ralliés à Staline, les « capitulards » (Trotski *dixit*) Ivan Smirnov, Mratchkovski, Dreitzer, Ter-Vaganian ; enfin de quelques comparses au rôle assez louche. Leurs états de service en feraient normalement des dirigeants du Parti et de l'État, où ils ont d'ailleurs assumé naguère les plus hautes responsabilités. On les déclare coupables, eux aussi, du meurtre de Kirov et d'intentions assassines à l'égard de Staline et de ses acolytes, excepté de Molotov. On imagine même de leur reprocher d'être, malgré autant d'impossibilités matérielles que psychologiques, aux ordres de Trotski vaincu, exilé, démun, isolé, séparé d'eux de toutes les manières. Ils sont accusés de trahison, d'espionnage, de menées terroristes,

d'intelligence avec l'ennemi, de collusion avec les fascistes, de choses monstrueuses, inintelligibles et invraisemblables. Ils avouent n'importe quoi, se chargent encore au lieu de se défendre, se dénoncent les uns les autres, font avec ardeur l'apologie de Staline. Un véritable procès en sorcellerie, écrira justement Frédéric Adler. La presse les accable de noms d'animaux où figurent en vedette le chien et la vipère, les agonit d'injures ignominieuses, avant de rien savoir des faits de la cause, et l'appareil déclenche mille meetings d'indignation sur commande où se déchaîne la morne tempête artificielle des anathèmes rituels. Le procureur, Vychinski, obscurcit de son mieux les questions à éclaircir et insulte en sécurité les victimes promises au bourreau : on comprend alors pourquoi Staline l'a fait naguère monter en grade. Sans attendre le dénouement, Tomski, autre vieux compagnon de Lénine, se suicide. En quatre jours, les Seize sont jugés sans preuves, condamnés par ordre, mis à mort. Et de Staline à Zinoviev en passant par Tomski, il y a unanimité.

Toutes ces horreurs étant dictées par le dictateur, il devient clair que celui-ci a résolu d'en finir avec les hommes du passé pour mieux en finir avec les choses, de les anéantir au moral et au physique après leur suppression politique. Il aurait donc décidé, lors de l'affaire Kirov, de nouveaux sacrifices humains, mais attendu la mort de Gorki pour les entreprendre. Et il croit évidemment produire quelque effet sur l'opinion sceptique par l'accumulation insensée des griefs, fussent-ils insoutenables en soi et incompatibles. Trois mois après, à Novosibirsk, un procès analogue au précédent mais restreint à neuf inculpés obscurs aboutit à neuf condamnations à mort, à six exécutions capitales. La machination tchékiste a ici pour buts visibles d'expliquer les insuccès de l'industrie régionale par la nuisance, la malveillance prétendues « trotskistes » ; de mettre en cause la Gestapo, sorte de Guépéou allemande ; d'impliquer enfin diverses personnes dans les répressions démonstratives à venir. En effet, au début de 1937, fin janvier, s'ouvre le procès du prétendu « centre antisoviétique trotskiste » ou « centre parallèle », étiquettes de fabrication policière.

Parmi les dix-sept figurants se trouvent d'anciens trotskistes depuis longtemps repentis, « capitulards » ralliés à Staline, comme Piatakov, Radek, Sérébrianov, Drobnis, Bogouslavski, et un dont la rupture avec l'opposition est toute récente, Mouralov ; à leurs côtés, un ancien « droitier », Sokolnikov, contraire aux idées propres à Trotski ; et

quelques inconnus très suspects. Il s'agit encore et toujours du fastidieux assassinat de l'éternel Kirov. De plus, reviennent toutes les histoires éventées de trotskisme, de fascisme, de terrorisme, de trahison, d'espionnage, corsées de sabotage industriel et d'inconcevables manigances tendant à provoquer une guerre et le démembrement de l'U.R.S.S. Il n'y a toujours aucune preuve, ni même de présomption plausible, ni pièce à conviction, ni témoignage à décharge, ni défense possible. Les inculpés de cette nouvelle affaire de sorcellerie conviennent comme à plaisir des pires vilenies, des crimes les moins vraisemblables. Le front dans la poussière, ils n'épargnent pas non plus les louanges au généralissime Staline. Ce qui sert de presse d'opinion publique tient exactement sa partie funèbre, bien réglée, avant même l'ouverture de la première audience. L'unanimité de rigueur est réalisée, englobant bourreaux et victimes. Dix-sept condamnations à mort, treize exécutions capitales : Radek et Sokolnikov ont sauvé leur tête en amorçant des révélations obliques sur l'état-major de l'Armée rouge.

Mais dans la coulisse, une compétition sourde et féroce divise les oligarques de l'entourage de Staline, d'autant plus implacable qu'elle est circonscrite au champ clos des « sommets » bureaucratiques. Soit mésintelligence entre le maître et les serviteurs, soit disputes de préséance entre cliques concurrentes à départager, Iagoda tombe enfin en disgrâce ; destitué du commissariat de l'Intérieur et de toutes ses fonctions policières où Ejov lui succède, ce qui atteste la prévoyance de Staline, il rétrograde aux Postes et Télégraphes. Comme pour Enoukidzé, aucun doute n'est possible : les jours sont comptés du « porteglaive » et, subsidiairement, de sa clientèle personnelle. Deux semaines après l'exécution de Piatakov, commissaire adjoint à l'Industrie mais véritable dirigeant de ce domaine, son chef immédiat Ordjonikidzé, commissaire en titre, disparaît de mort subite. Cette fois, nul ne peut croire à une fin naturelle, le vieux complice géorgien de Staline a été « liquidé » par le « père bien-aimé » ; dans l'hypothèse la moins hasardeuse, il n'a pu survivre à son collaborateur le plus proche. Six semaines plus tard, dans la discrète jubilation générale, Iagoda démasqué « ennemi du peuple » est jeté en prison, taxé de crimes de droit commun : vénalité, débauche, exactions, indécadences. Il va connaître pour l'éprouver le sort douloureux de tant de ses victimes.

Au cours du mois de mai 1937, les effets du pouvoir exorbitant de Ejoy commençait à se faire sentir dans une recrudescence de terreur : arrestations en masse et exécutions en série font revivre à la population, mais en pire, les plus sombres heures de la guerre civile. Des groupes de plusieurs dizaines de « citoyens » sont fusillés chaque semaine, puis chaque jour sans formalité, sans la moindre garantie de justice, où à la suite de procédures secrètes équivalant à l'assassinat pseudo-légal. Le dernier jour de mai, Ian Gamarnik, commissaire adjoint à la Guerre et chef de la Direction politique de l'armée, se suicide. Une lourde inquiétude pèse sur les milieux militaires où plusieurs généraux en vue (Levandovski, Schmidt, Kouzmitchov) sont visés par la Guépéou, emprisonnés, supprimés déjà peut-être, et où des mutations énigmatiques remanient les hauts cadres. Un heurt implacable met aux prises la police et l'armée, la chute de Iagoda ouvrant une nouvelle phase. En juin retentit le coup de foudre qui décapite l'état-major et frappe le pays d'épouvante : sous l'inculpation inouïe d'espionnage, sous le prétexte dérisoire d'avoir « violé leur serment militaire, trahi leur patrie, trahi les peuples de l'U.R.S.S., trahi l'Armée rouge », le maréchal Toukhatchevski, les généraux, Iakir, Kork, Ouborévitch, Eideman, Feldman, Primakov et Putna, tous réputés « héros de la guerre civile », tous plusieurs fois décorés du Drapeau rouge, tous classés adversaires de Trotski et partisans de Staline, sont jugés à huis clos, condamnés à mort sans témoins ni défense, exécutés en quarante-huit heures.

De toute certitude, la Russie qui peine et qui souffre ne se sent solidaire d'aucun de ses dominateurs, politiciens, bureaucrates, policiers, militaires, qui s'entretuent dans l'ombre au nom du même idéal ; faute d'information vraie, elle ne comprend, personne ne peut comprendre ce qui se passa ; les « explications » officielles, en vérité des vitupérations grossières, donnent la nausée même aux adversaires les moins indulgents des hommes qui périssent dans le déshonneur ; le peuple opprimé n'est sans doute pas fâché de voir disparaître tant de ses oppresseurs, mais des milliers d'innocents pâtiennent par contre-coup et l'on pressent des malheurs plus grands au-delà de ces tueries étrangères à toute justice. En effet, l'année 1937 marquera comme indicible cauchemar dans le souvenir des Russes contemporains du carnage méthodique entrepris par Staline sous l'empire de la peur. Il semble que Iagoda ait épuisé ses facultés de proscripteur, de garde-

chiourme, de tortionnaire et de bourreau quand Ejov prend sa place pour continuer sur un rythme accéléré la sinistre besogne prescrite par Staline, « le plus grand humanitaire ». Bien que la Guépéou eût licence de massacrer sans publicité, la presse locale se mit à annoncer les exécutions capitales, mais en certains cas, et pour des motifs connus des autorités seules : l'intention de répandre la terreur est par conséquent évidente.

On apprit alors que l'État dit soviétique était partout gangrené de « trotskisme », et qu'en réalité trotskisme signifie fascisme, espionnage, nuisance et restauration du capitalisme. Or Staline et ses auxiliaires n'ont cessé d'affirmer avec éclat l'inexistence du trotskisme tout en multipliant les mesures de rigueur pour l'extirper ; et dans leurs accusations contre leurs antagonistes vaincus, on reconnaît d'emblée celles de l'opposition elle-même contre la camarilla régnante. Les plus forts abusaient donc de leur puissance pour tuer les plus faibles, non sans essayer de les déconsidérer. Pour les flétrir, on ne fit pas grands frais d'imagination : la trahison, la connivence avec l'espionnage polonais ou japonais, avec la Gestapo ou l'Intelligence Service (chose curieuse, jamais l'Ovra italienne n'a été mise en cause) devinrent monnaie courante. C'est ainsi que des « nids de trotskistes », des « nids d'espionnage » des « nids de fascisme » furent découverts dans toutes les Russies, dans les villes et les villages, dans les campagnes et les montagnes, à la tête de toutes les institutions et services. Selon les révélations et dénonciations de cette époque, l'armature entière du régime, dans tous les domaines, patiemment sélectionnée en dix ans par Staline, n'était formée que de Trotskistes « à double face ».

Depuis le vote unanime et définitif de la « Constitution stalinienne » au huitième Congrès extraordinaire des Soviets, le dernier, à la fin de 1936 les révocations, destitutions, mutations se succèdent à tous les étages de l'édifice bureaucratique et sous un tel régime, elles impliquent le plus souvent pour les déchus la perte irrémédiable. Les principaux personnages de l'État identifiés comme « ennemis du peuple », présidents des Comités exécutifs et des Conseils de commissaires, secrétaires du Parti et commissaires du peuple, tous élus à l'unanimité, disparaissent en même temps que leurs parents, leurs collaborateurs, leurs amis, et une multitude de subalternes. De Minsk à Vladivostok et d'Arkhangelsk à Tiflis, on entend que l'écho des fusil-

lades quotidiennes qui déciment le personnel soviétique « unanime ». Intellectuels, ouvriers, directeurs d'usine, agronomes, fonctionnaires, cheminots, ingénieurs, pédagogues, militaires, militants, prêtres, journalistes, employés, médecins, vétérinaires, paysans, chef d'entreprise, artistes, traités gratuitement de « bandits fascistes » et d'« espions trotskistes », de chiens et de vipères, roulent par centaines, par milliers, la nuque trouée d'une balle, dans les fosses communes. Nul ne sait à qui se fier, se confier. On n'ose plus chiffrer les déportations massives.

La liste des suicides s'allonge, les poètes Essénine et Maïakovski, les politiques Ioffe et Loutovinov font école : après Nadiejda Allilouieva, la propre femme de Staline, après Skrypnik, Lominadzé, Khadjian, Tomski et Gamarnik, pour ne mentionner que les noms connus, c'est Tcherviakov, président de l'Exécutif en Russie-Blanche ; puis I. Khodjaïev, frère de deux commissaires du peuple en Ouzbékistan ; puis Lioubtchenko, président du Conseil des commissaires en Ukraine ; et sans doute Dometski, directeur de l'agence télégraphique et Oustinov, ministre de l'U.R.S.S. en Estonie. Pour ces derniers, la certitude manque mais ne manque-t-elle point aussi pour les autres, au sujet desquels courent les versions d'assassinat par des tchékistes ? Sous une terreur de cette sorte, ce ne sont là que modalités d'extermination, de même que les déportations signifient souvent la mort à brève échéance. On apprendra plus tard des centaines, des milliers de suicides encore, étouffés sous les chants de « gloire au plus grand homme de l'époque ».

Si Staline, ses Iagoda et ses Ejov, « ingénieurs des âmes » experts dans l'art de broyer les consciences, ont pu, au moyen de tortures inquisitoriales, de promesses et de menaces, de chantages et de marchandages, mettre en scène plusieurs procès en sorcellerie avec surenchère d'aveux de complaisance, la plupart de leurs victimes ont pourtant refusé de s'y prêter et il a fallu de les faire périr sans autre parodie juridique ou sous le couvert de simulacres. Des centaines de personnes nommément impliquées comme prétendus complices n'ont jamais comparu devant la « justice » de Staline. Les militaires ont été condamnés à huis clos, exécutés sans jugement peut-être. En juillet 1937, à Tiflis, sept anciens dirigeants de la Géorgie soviétique, parmi lesquels Boudou Mdivani, ami d'enfance de Staline, et Okoudjava, compagnon de Trotski, ont été jugés à huis clos, passés par les armes,

sans avoir consenti d'aveux mensongers, que l'on sache. À la fin de l'année terrible, à Moscou, ce seront huit exécutions capitales sans procès, celles d'hommes qui n'ont jamais appartenu à aucune opposition : Enoukidzé, camarade de jeunesse et d'adolescence de Staline ; Karakhan, commissaire adjoint aux Affaires étrangères et ambassadeur ; Orakhechvili, président du Conseil des commissaires en Transcaucasie ; Cheboldaïev, créature de Staline, secrétaire du Parti au Caucase septentrional ; et quatre autres figurants quelconques. Là non plus, il n'y a même pas de confessions trompeuses. La technique d'extorsion des aveux est pénible, malaisée, laborieuse, le résultat très difficile à coordonner avec les faits vérifiables, impossible même car après l'examen objectif des deux procès publiés, à l'étranger, il ne reste rien des thèses extravagantes de Staline et de ses acolytes, Iagoda, Ejov et Vychinski, les pourvoyeurs et le procureur. Il faudra donc patienter jusqu'au procès en sorcellerie du prétendu « bloc droitier-trotskiste », en mars 1938, pour entendre de nouveaux faux aveux, non moins absurdes que les précédents mais plus incohérents encore, plus mal conçus et concertés, aussi peu convaincants que possible.

Sur vingt et un accusés, dans un bizarre amalgame, dix-huit sont condamnés à mort : Boukharine et Rykov, deux des plus proches collaborateurs de Lénine, des principaux idéologues et dirigeants du régime, anciens leaders de la droite grâce au concours desquels Staline a pu battre Trotski, devenus trotskistes sans le savoir ; Krestinski et Rosengoltz, commissaires du peuple, trotskistes de jadis ayant renié leur fraction et rallié Staline à la première épreuve ; Iagoda, le tueur de Trotskistes, taxé aussi de trotskisme ; les commissaires du peuple Grinko, Tchernov, Charangovitch, F. Khodjaïev, Ivanov, tous staliniens indéfectibles ; le docteur Lévine, médecin du Kremlin, médecin de Lénine et de Staline ; Krioutchkov, agent de la Guépéou, secrétaire de Gorki ; et de moindres personnages très louches. On ignore pourquoi Racovski, considéré comme le plus coupable, a bénéficié d'une mansuétude relative (vingt ans de prison), de même que l'empoisonneur présumé Pletniou (vingt-cinq années), condamnations qui équivalent d'ailleurs à la mort pour des hommes ayant largement dépassé la soixantaine. Aux monstruosité des autres procès s'ajoute ici la nouveauté de l'« assassinat médical » : Iagoda, usant de pression sur les médecins du Kremlin et disposant d'un laboratoire pharmaceu-

tique très spécial *, aurait abrégé les jours de Menjinski, son prédécesseur, de Kouïbychev, de Gorki et du fils de ce dernier, Pechkov. En vertu d'un *crescendo* indispensable à ces machinations répugnantes, pour éviter la monotonie qui les rendrait inefficaces, les régisseurs vont jusqu'à accuser Boukharine d'avoir voulu assassiner Lénine en 1918, et Trotski d'être en liaison avec l'Intelligence Service depuis 1926, avec l'espionnage allemand depuis 1921, les autres inculpés étant plus ou moins complices. Une partie du procès tend à compromettre rétrospectivement la mémoire de Toukhatchevski, Gamarnik, Putna et leurs collègues, morts et enterrés : en fait, c'est une réhabilitation car ils ne sont plus accusés d'espionnage, motif officiel de leur exécution, mais seulement de velléités de coup d'État, c'est-à-dire simplement d'hostilité secrète envers Staline. Une autre partie tend à expliquer la situation lamentable de l'industrie, du commerce et de l'agriculture « socialistes » par le sabotage conscient des « ennemis du peuple » à seule fin de disculper Staline et ses satellites, les vrais responsables. C'est la plus intéressante et révélatrice car elle dévoile des réalités irréfutables, accablantes autant que les procès pour le régime et pour ses maîtres.

Mussolini a pris un vif intérêt au spectacle de cette contre-révolution *sui generis*, au point de lui consacrer dans le *Popolo d'Italia* des commentaires de sa propre plume. Après l'exécution sensationnelle des généraux, son article intitulé « Crépuscule » (13 juin 1937) est plutôt sévère pour le régime de Staline « où le massacre est à l'ordre du jour et de la nuit. » Mais un mois plus tard, *la Critica Fascista* (15 juillet) estime, dans une étude sur « Le "fascisme" de Staline », que les réformes « fascistes » de celui-ci prouvent la force naturelle d'expansion et l'universalité de l'idéal des Chemises noires. Et pendant le procès des Vingt et Un, Mussolini se demande (*Popolo d'Italia* du 5 mars 1938) si « devant la catastrophe du système de Lénine, Staline serait devenu secrètement fasciste » et constate, en tout état de cause, que « Staline rend un notable service au fascisme en

* Le laboratoire du docteur I. N. Kazakov et son... « armoire aux poisons » (expression orale courante à l'époque) ont été mis en cause au procès de Boukharine, Rykov, Iagoda, Racovski et autres en mars 1938. Ce Kazakov fut parmi les dix-huit condamnés à mort, ainsi que Iagoda, lui-même pharmacien de profession avant de devenir tchékiste. (Cf. « Le procès du bloc des droitiers et des trotskistes antisoviétiques », compte rendu sténographique, Moscou, 1938.).

fauchant à larges brassées ses ennemis réduits à l'impuissance ». À larges brassées, en effet, Staline fauche non seulement ses ennemis, déclarés ou non, supposés ou authentiques, mais parmi ses « amis », ses créatures, ses complices. Entre les deux dernières exhibitions pseudo-judiciaires, il a fauché non seulement la vieille garde du Parti et la Jeunesse communiste dans sa fleur mais, après l'état-major de l'Armée rouge, toutes les têtes de l'administration soviétique gouvernementale, régionale et nationale. (Il va presque sans dire que les anciens opposants non exhibés aux procès, comme Smilga, Préobrajenski, Sosnovski, Beloborodov, Ouglanov, etc., ont dû succomber dans les geôles de leur « patrie socialiste ».)

Autour de Staline ont disparu en 1938 la plupart de ses proches auxiliaires, réputés stalinistes à toute épreuve, membres de son Politbureau, de son Comité central, de sa Commission de contrôle, de son Conseil des commissaires, de son Exécutif des Soviets, de son conseil du Travail et de la Défense : Roudzoutak, Postychev, Tchoubar, Akoulov, S. Kossior, Eike, Antipov, Boubnov, Krylenko, Unchkikht, les frères Mejlaouk, Iakovlev, Ianson, Lomov, Soulimov, Milioutine, Kamiski, Pachoukanis, Roukhimovitch, Klintchouk, Lioubimov, Arbouzov et combien d'autres, en plus des assassinats, des suicides, des supplices déjà constatés ; 6 présidents sur 7 de l'Exécutif des Soviets, et presque tous les membres ou suppléants ; les commissaires du peuple, dans la proportion approximative de 9 sur 10. Et disparaître, sous Staline, signifie périr brusquement dans un sous-sol ou dépérir lentement dans un climat insalubre. À la fin de cette année, les populations de l'U.R.S.S auront la satisfaction infinie d'apprendre enfin la disparition d'Ejov lui-même, liquidé par son successeur tout comme ses prédécesseurs. Des organismes dirigeants du Parti formés du vivant de Lénine, il ne reste pour ainsi dire, vingt ans après Octobre, que Trotski à Mexico et, à Moscou, Staline.

Ont péri ou disparu sans publicité, en 1938, presque tous les 80 membres du conseil de la Guerre constitué en novembre 1934 pour assister le commissaire à la Défense : outre les 9 principaux, déjà inscrits au tableau funèbre, les généraux Alksnis, Kachirine, Bielov, Dybenko, qui avaient prononcé la sentence de mort contre leurs camarades, suivis des maréchaux Egorov et Blücher, des généraux Savitski, Smoline, Vélikanov, Ozoline, Gorbatchov ; Hekker, Kouïbychev, Tkatchev, Khripine, Pomérantsev, Mezis, Apse, Bokis, etc., des ami-

raux et vice-amiraux, Orlov, Victorov, Sivkov, Mouklévitch, Loudri, Kiréiev, Kojanov, Douchenov, Ivanov, Smirnov-Sverdlovski, etc., suivis et accompagnés de milliers d'autres officiers de tous grades. Un « homme sans biographie », ancien secrétaire de Staline devenu commissaire adjoint à la Guerre, Mekhlis, de concert avec Ejov, poursuivait sans relâche l'épuration sanglante. On évalue en U.R.S.S. à plus de 30 000 le nombre des victimes dans l'Armée et la Flotte « rouges », rouges du sang des « siens » versé par Staline.

Ont péri ou disparu tous les principaux chefs et sous-chefs de la Guépéou, après leur supérieur : Agranov, Prokofiev, Balitski, Messing, Pauker Trilisser ; Zakovski, Sloutski, Deribas, Moltchanov, Mironov, Leplevski, et même d'anciens tchékistes à la retraite, Peters et Latsis. Avec eux la plupart de leurs collaborateurs, beaucoup de leurs subalternes. Ont disparu, après deux commissaires adjoints aux Affaires étrangères, les ambassadeurs, ministres plénipotentiaires ou consuls généraux Iourébiev, Bogomolov, Arossiev, Davtian, Rosenberg, Entonov-Ovséienko, Tikhméniev, Iakoubovitch, Bekzadian, Arens, Brodovski, Podolski, Ostrovski, Asmus. Deux ont sauvé un semblant d'honneur avec leur vie en restant à l'étranger, A. Barmine et W. Krivitski, celui-ci agent du commissariat de la Guerre. Ras-kolnikov, fier bolchévik devenu humble staliniste, a dû suivre leur exemple. Un autre, Boutenko, typique échantillon de la jeune génération stalinienne, s'est rallié ouvertement au fascisme.

Ont disparu, par une suprême ironie du sort, en grande majorité, les membres de la Commission de « la Constitution la plus démocratique du monde », et ceux de la Commission de révision des manuels d'histoire, admirateurs d'Ivan le Terrible... Ont disparu presque tous ceux qui ont mis en œuvre les plans quinquennaux, théoriciens et praticiens, industrialisateurs et collectivisateurs, gendarmes et bourreaux ; les directeurs des principaux « géants » industriels et agricoles, des plus grandes entreprises ; les commissaires à l'Industrie, lourde ou légère, et à l'Agriculture collective. Ont disparu tous les statisticiens, Ossinski, Stroumiline, Kraval en tête, dont les faux calculs ont longtemps servi de base aux fictions et tromperies de Staline.

Ont disparu les derniers survivants de l'Internationale communiste, proscripteurs de leurs camarades, laudateurs intéressés du « glorieux pilote de l'Octobre mondial » : Piatnitski, Bela Kun, Eberlein, Remmelé, Warski, Waletski, Dombal, Borodine, et la plupart des médio-

crités qui faisaient carrière dans les bureaux de cette institution corrompue et parasitaire. Ont été arrêtés, emprisonnés ou déportés en quasi-totalité les milliers de communistes étrangers, notamment les allemands et les polonais, réfugiés en territoire soviétique en vertu de l'article 129 de la Constitution stalinienne : « L'U.R.S.S. accorde le droit d'asile aux citoyens étrangers persécutés pour la défense des intérêts des travailleurs, ou pour leur activité scientifique, ou pour la lutte en faveur de la libération nationale. » Nombreux parmi les *outlaws*, ceux qui déplorent trop tard de n'avoir pas suivi l'exemple de ces contumax qui, ayant pu apprécier le « droit d'asile » et la « vie heureuse » en U.R.S.S., ont préféré retourner dans leur pays et y purger en prison des peines sévères, que jouir de la « liberté » chez Staline, *a fortiori* du régime pénitentiaire soviétique...

Ont péri pour la plupart, exécutés en sanction de prétendus procès à huis clos, ou ont disparu au cours de cette interminable Saint-Barthélemy de communistes les dirigeants de toutes les prétendues Républiques fédérées : ceux de la Russie-Blanche (Goloded, président du Conseil, Diakov, Benek, etc., commissaires du peuple ; outre Tcherviakov, président de l'exécutif, les généraux Ouborévitch et Biélov) ; ceux de l'Ukraine (Bondarenko, président du Conseil ; Soukhomline, vice-président ; Zatonski, Rekis, etc., commissaires du peuple ; outre Pétrovski, Tchoubat, Lioubtchenko, Iakir, déjà inscrits) ; ceux de l'Ousbékhistan (Akhoun-Balaïev, président de l'exécutif ; F. Khodjaïev, président du Conseil et ses deux frères, etc.) ; ceux du Tadjikistan (Chotemor, président de l'Exécutif ; Rakhimbaïev, président du Conseil ; Imanov, Kaktyne, Chirinov, etc., vice-président et commissaires) ; ceux du Turkmenistan (Aïtakov, président de l'Exécutif ; Atabaïev, Sakhatov, président et vice-président du Conseil ; Ataïev, etc. commissaires) ; ceux de la Kirghizie (Isakov, président du Conseil, et ses principaux commissaires) ; ceux de la Carélie (Arkhipov, président de l'exécutif ; Bouchouïev, président du Conseil, etc.) ; ceux de la Transcaucasie et de l'Azerbaïdjan (Moussabekov et Efendiev, présidents de l'exécutif ; Rakhmanov, président du Conseil ; Safarov, Sultanov, Ibrahimov, Husseïenov, etc., commissaires) ; ceux de l'Arménie (Ter-Gabrielian, président du Conseil ; Mamikonian, Kalantarian, Chakhazarian, etc., commissaires ; outre Khandjian, déjà nommé).

Une mention spéciale est due à la Géorgie, patrie de Staline, d'Ordjonikidzé et d'Enoukidzé, où un « homme sans biographie », L. Béria, a fauché « à larges brassées » pour le compte de son seigneur et maître : après B. Mdivani, ancien président du Conseil et Okoudjava, Torochélidzé, Tchikhladzé, Kouroulov, Kartsevadzé (socialiste) et G. Eliava (bactériologue), exécutés en juillet de l'année terrible, ce furent Mgalibichvili et Agniachvili, président et vice-président du Conseil ; Metvereli, Abachidzé et une dizaine de leurs collègues, commissaires ; puis Gogobéridzé, autre ancien président du Conseil ; Kirkvelia, commissaire ; Ch. Eliava, L. Guéguéchkori, les socialistes S. Davderiani, G. Makharadzé ; enfin Orakhéhvili, ancien président du Conseil de Transcaucasie. En Adjaristan : Lorkipanidzé, président de l'Exécutif ; G. Ramichvili, E. Megrelidzé, G. Laguidzé, et une demi-douzaine d'autres commissaires. En Ossétie : Togoïev, président de l'Exécutif ; Maurer, secrétaire du Parti, etc. En Abkazie : Nestor Laboka, président de l'exécutif, et ses deux parents, Michel et Basile, plus une douzaine de commissaires. Nestor Laboka, accusé d'intentions homicides à l'égard de Staline, était précisément l'auteur d'une préface à la brochure *Staline et Khachime* où il célèbre « le grand homme de toute une époque, tel que l'histoire en donne à l'humanité une fois tous les cent, deux cents ans », « le chef génial, inébranlable et d'acier, notre cher et aimé Staline ».

Partout, donc, les commissaires du peuple n'étaient que des « ennemis du peuple ». Partout, les Exécutifs sont exécutés. Partout, les ennemis du peuple exécutés avaient été élus à l'unanimité, comme leurs successeurs. Et Lénine n'a eu comme amis, camarades et partisans, selon Staline, que des faux-frères à double face, des fascistes, des espions, des saboteurs, des traîtres, des chiens, en un mot des « trotskistes ». Car un lugubre catalogue pourrait être établi de même pour toutes les sphères dites responsables et dirigeantes de la vie soviétique où les soviets n'existent pas et où la vie précède de si peu la mort. Le « bon », le doux », le « tendre » Staline — expressions consacrées en U.R.S.S. par ceux qui n'ont pas encore reçu la balle dans la nuque — n'a épargné qu'un très petit nombre d'individus ayant connu le passé, sans doute à titre provisoire : pour mettre à la page des remplaçants, il est contre-indiqué de tuer tout le monde à la fois. Aussi a-t-il procédé par étapes, avec méthode, passant du Parti à l'armée, de la

police à la diplomatie, du centre à la périphérie, de l'industrie à l'agriculture, de la presse à la statistique, du commerce à la littérature.

Chacun sait que Staline est le protecteur des lettres et des arts, l'amateur éclairé de toute culture : il a fait exécuter Pilniak, persécuter Pasternak, emprisonner même les pseudo-« écrivains prolétariens » à sa dévotion : Averbach, Kirchon, Ermilov, Libedinski, Bruno Jassenski, Tarassov-Rodionov et consorts ; il a traqué les poètes, Nicolas Kliouïev, Mandelstam, Selvinski, Trétiakov ; il a déporté un critique comme Voronski, un philosophe comme Ivanov-Razoumnik, des humoristes comme Erdman et Krotki, les historiens Nevski, Stieklov, Volguine, Friedland, Zeidel, Anichev, Piontkovski, S. Daline ; les journalistes Gronski, Rojkov, Loukianov, Lapinski, Koltzov, Tal, à peu près tous les collaborateurs de la *Pravda* et des *Isvestia* très officielles, et la rédaction orthodoxe des revues principales ; les écrivains Ivan Kataïev, P. Vassiliev, I. Makarov, Bezymenski, Maznime, Séli-vanovski, G. Sérébriakova, pour ne citer que des exemples. Aucun n'aurait d'ailleurs pu commettre le moindre délit de plume, sous une quintuple censure préalable. Staline a stérilisé les meilleurs talents de la Russie, acculé les vrais écrivains au suicide moral, après le suicide physique des plus grands poètes. Il a supprimé les éditions Academia, les seules qui fissent honneur à la production contemporaine en U.R.S.S., et fusillé ou déporté glossateurs, critiques et rédacteurs. Dans le milieu des spectacles, il a frappé sans raison avouée, sinon avouable, les directeurs et régisseurs Liadov, Amaglobeli, Arcadine, Rafalski, Nathalie Satz et d'autres, même Granovski à titre posthume, il a fait de Meyerhold un chômeur et de son théâtre un cadavre.

Combien Staline a-t-il immolé de gens qui n'ont pas tué Kirov ? Un dénombrement précis est impossible devant une telle hécatombe *.

* À partir de cette année-là, les évaluations les plus prudentes, les dénombrements successifs les moins hasardeux vont chiffrer par milliers, puis par millions, la multitude des victimes. Cf. de Boris Souvarine : *la peine de mort en U.R.S.S.*, Paris, 1936 ; et *Bilan de la terreur en U.R.S.S.*, Paris 1936 ; textes reproduits dans le *Contrat social*, revue, vol. VII, n° 1, Paris 1963. De Boris Souvarine, « Cauchemar en U.R.S.S. », in la *Revue de Paris*, n° 13, juillet 1937. De Boris Souvarine : « Aveux à Moscou », in la *Vie intellectuelle*, Paris, avril 1938. Tous ces écrits d'époque ont été dépassés, trente ans plus tard, par Robert Conquest : *la Grande Terreur*, Paris, 1970 ; par Roy Medvedev : *le Stalinisme*, Paris, 1971. À quoi s'est ajouté le témoignage grandiose d'Alexandre

Chaque personnalité en vue entraîne dans sa chute tantôt des dizaines, tantôt des centaines de sous-ordres, dont le malheur est passé sous silence. Les exécutions capitales sont, en règle générale, tenues secrètes, sauf ordre exprès de publicité. On n'a pu collecter que les informations de 10 à 20 journaux soviétiques, selon les jours, reçus irrégulièrement dans la capitale où la presse s'abstient par consigne de les reproduire : or, il existe environ 10 000 feuilles locales et régionales inaccessibles.

Au témoignage de Liouchkov, chef de la Guépéou en Sibérie orientale, réfugié au Japon pour éviter le sort de ses collègues, 40 000 personnes auraient été exécutées sous la suspicion gratuite de complot, au cours de cette période où a été votée « la Constitution la plus démocratique du monde » et menée la première « campagne électorale » pour le premier Conseil suprême. Un de ses collègues du Transsibérien, Pétrov, évalue à 5 millions le nombre des détenus dans les seuls camps de concentration, non compris les millions de relégués ni les habitants des isolateurs et des prisons. Il y a un singulier « progrès » depuis l'ouvrage (*Russia's Iron Age*) où W. G. Chamberlin rapportait en 1934 que 300 000 prisonniers étaient parqués dans les seuls camps de concentration de la Sibérie et que 2 millions au moins de « citoyens » ont été privés de liberté sans l'ombre d'un jugement durant les quatre ans du premier plan quinquennal. W. Krivitski, communiste à toute épreuve, assimilé au grade de général dans son service, a pu déclarer au *Bulletin de l'opposition* (décembre 1937) que le nombre des arrestations politiques s'élevait à quelque 300 000 en mai 1937, pour la seule période des procès, et a dû atteindre 500 000 à la fin de l'année. Une correspondance communiste publiée dans le *Courrier socialiste* russe (30 juillet 1938) estime à 7 millions le

Soljenitsyne : *l'Archipel du Goulag*, 3 vol., Paris, 1974-1976. L'article de Boris Souvarine dans *le Figaro* du 30 novembre 1956, sous le titre « abomination de la désolation », évalue le déficit de population par excédent de mortalité et baisse de natalité, sous Staline, à plus de 100 millions d'âmes. Mais un communiste polonais très en vue, André Stawar, en 1961, concluait à une perte de 100 millions de vies humaines due au seul régime des camps de concentration (*Preuves-Information*, 10 octobre 1961). Le professeur I. Kourganov, économiste et statisticien, confirme nos calculs dans le *Novoié Rousskoié Slovo*, à New York, des 14 avril 1964 et 5 décembre 1965. Alexandre Soljénitsyne a largement propagé les conclusions de Kourganov intitulées « Trois chiffres » et « Catastrophe démographique ».

nombre des détenus dans les seuls camps de concentration. Ce chiffre est le plus près de la vérité si l'on songe aux mesures draconiennes prises depuis l'épuration de Léninegrad après l'affaire Kirov, aux opérations chirurgicales pratiquées sur le parti et suivies de déportations massives des exclus avec leurs familles, aux amputations opérées dans tous les cadres de l'activité administrative et économique, enfin et surtout si l'on suppose les besoins de main-d'œuvre pénale pour les travaux publics pharaoniques de Staline.

Comme l'a écrit dans son livre, *Au pays du grand mensonge*, le communiste yougoslave A. Cigila, homme sincère et témoin irrécusable, l'un des rares rescapés de la chiourme soviétique : « Ceux qui n'ont pas séjourné dans les prisons, les camps de concentration et les exils soviétiques, où sont parqués plus de 5 millions de galériens, ceux qui ne connaissent pas le plus grand des bagnes que l'histoire ait vus, où les hommes meurent comme des mouches, où on les abat comme des chiens, où on les fait travailler comme des esclaves, ceux-là ne peuvent avoir aucune idée de ce que sont la Russie soviétique et la "société dans classes" de Staline. » À défaut d'exactitude scientifique impossible dans les témoignages confrontés, la concordance est frappante quant à l'ordre de grandeur, quant aux proportions hallucinantes. On doit tenir compte aussi de l'effroyable mortalité qui décime les forçats, surtout les petits enfants, et des arrestations répétées de mêmes personnes, des migrations d'un camp à l'autre, des déplacements de chantiers qui font osciller les chiffres.

Le même auteur expose ainsi les renseignements approximatifs recueillis sur place, l'isolateur de Vekhnié-Oural'sk : « À la fin de 1932, un trotskiste récemment arrivé nous raconta qu'aux dires d'un fonctionnaire important de la Guépéou, condamné pour faute professionnelle, le nombre des arrestations se montait, selon les statistiques de la police, à 37 millions au cours des cinq dernières années. Même en admettant que les détenus aient été en grande partie arrêtés plusieurs fois de suite, le chiffre nous parut incroyablement exagéré. Nos estimations à nous variaient de 5 à 15 millions... Lorsque je fus libéré et me trouvai exilé en Sibérie, je pus constater l'exactitude de bien des affirmations qui m'avaient paru exagérées et fantastiques en prison. C'est ainsi que je pus vérifier la véracité des dires sur les horreurs de la famine de 1932, y compris les cas de cannibalisme. Après ce que j'ai pu voir en Sibérie, je considère que le chiffre de 5 millions de

condamnés est beaucoup trop faible et que celui de 10 millions se rapproche davantage de la réalité. » En effet, en 1935, les observateurs les plus sérieux et prudents concluaient sur cette évaluation moyenne. En 1937, lors du vingtième anniversaire d'Octobre, eu égard à tout ce qui précède, 15 millions de condamnés des diverses catégories serait probablement le nombre le plus véridique.

À la fin de l'année terrible (12 décembre 1937), eurent lieu les élections au Conseil suprême, avec accompagnement de mausers en sourdine. Il n'y avait par circonscription qu'un candidat unique, élu d'avance, désigné au préalable à main levée par les électeurs sur la proposition du Parti et sous l'œil de la Guépéou ; les bulletins de vote n'étaient imprimés qu'au nom du candidat officiel, lequel bénéficie en outre de tout bulletin rayé ou altéré d'une marque, d'une tache ; l'abstention fut interdite, constatable par le pointage des passeports et des listes électorales. Staline n'a donc pu même réaliser son projet de mettre en scène une sorte de compétition entre « organisations sociales sans parti de tous genres », c'est-à-dire communistes : il avait surestimé ses moyens techniques, surtout ses ressources en hommes, et a dû s'en tenir à la candidature exclusive et obligatoire. C'est dans ces conditions que sa presse a proclamé le triomphe éclatant du « bloc des bolchéviks et des sans-parti » avec des majorités dépassant 99 % en moyenne.

Hitler a beaucoup copié Staline, notamment pour les camps de concentration ; pour le respect de la Constitution, Staline n'a eu qu'à imiter Hitler, lequel a prêté le serment que l'on sait à la Constitution de Weimar. Pendant les opérations électorales, un certain nombre de candidats pourtant triés sur le volet ont disparu, par les trappes de la Guépéou ; après la première réunion du Conseil suprême, plusieurs députés, vice-présidents de l'assemblée, commissaires du peuple, ont subi le même sort, comme pour illustrer les articles 127 et 128 de la Constitution sur l'inviolabilité de la personne, du domicile et de la correspondance. Virtuose de l'antiphrase, le « père et ami bien-aimé du peuple » avait déclaré dans un discours à la veille des élections : « Le monde n'a encore jamais vu d'élections aussi réellement libres, aussi véritablement démocratiques. Jamais. L'histoire ne connaît pas d'autre exemple de cette nature. »

En présence des massacres ordonnés froidement par Staline et des entre-tueries bolchévistes intestines, aux mobiles à première vue im-

pénétrables, un parallèle s'impose avec la Russie du XVI^e siècle et le règne d'Ivan le Terrible. Il n'est pas fortuit que ce siècle soit en Europe celui de la Saint-Barthélemy et de l'Inquisition, qu'Ivan IV ait été contemporain, au sens le plus large, de Louis XI, de Philippe II, d'Henri VIII, de Sélim le Féroce, de Princes cruels et de papes empoisonneurs. Ni que notre époque de mue sociale et politique appelle tant de comparaisons avec le moyen âge, ou plutôt avec l'idée trouble qu'on peut s'en faire, et qu'elle soit hantée par les phénomènes connexes du bolchévisme et du fascisme. Les grands conflits sociaux-nationaux nés des conséquences de la guerre mondiale suggèrent aussi de fréquentes références aux guerres de religion de ce même XVI^e siècle qui fut celui de Luther et de Loyola, celui de penseurs disparates qui ont à présent un singulier regain de fortune, de Machiavel à Paracelse, et en outre, hasard ou non, celui de l'*Utopie* de Thomas Morus, celui aussi de l'humanisme européen authentique. Mais le Terrible ne disposait pas comme Staline de l'électricité, de rotatives, de la radio, de chemins de fer, de tanks, d'avions, de puits de pétrole, de mines d'or et de manganèse. La combinaison d'un tardif moyen âge russo-asiatique avec une technique moderne et d'inépuisables richesses naturelles produit des effets déroutants à l'intérieur de la Russie autant qu'au dehors et obscurcit les choses les plus simples. On a tout dit sur les inconvénients des comparaisons historiques mais rien ne déconseille d'éclairer quelque peu les incertitudes du présent par la connaissance du passé, ne serait-ce que pour mieux saisir les différences, mieux relier les réactions connues de la nature humaine aux inconnues de l'actualité fugitive et du devenir perpétuel. Il ne sera donc pas inutile de recourir à l'ancienne chronique moscovite pour montrer certains recommencements de l'histoire, qui n'excluent point les nouveautés et les ruptures.

Staline avait jugé bon, dans son entretien avec E. Ludwig, de prendre ses distances vis-à-vis de Pierre le Grand mais depuis, n'étant pas à une contradiction près, il s'est complètement ravisé, comme le prouvent entre autres les correctifs fréquents sur ses instructions aux manuels d'histoire et les commentaires fréquents de la presse à ses ordres. L'écrivain courtisan Alexis Tolstoï, dont le zèle à servir les bolchéviks est comme le tarif à proportion de son dégoût à leur égard, exécutait une « commande sociale » venue de très haut, avec son roman sur Pierre I^{er} et le film de même veine tendant à suggérer des rap-

prochements constants entre le « tsar-ouvrier » et le tsar rouge. Mais si les deux personnages s'apparentent, c'est par le mépris de la vie, de la sensibilité, de la dignité humaines, et non à la façon dont l'entend Staline.

Tous les historiens sérieux reconnaissent en Ivan le Terrible le vrai précurseur des réformes de Pierre le Grand et l'expression la plus achevée de leur mentalité commune. Et personne ne songe, librement, à attribuer l'épithète de Grand à Staline, alors que tout le monde lui accorde celle de Terrible. L'emploi de « moyens barbares », comme disait Lénine, pour forcer l'industrialisation ne suffit pas de nos jours grandir un tsar industrialisateur, quand les moyens de la civilisation existent. La barbarie excusable chez Ivan, explicable chez Pierre, caractéristique de leur temps, compte tenu du retard russe, est anachronique à l'excès chez Staline, partant inexpiable. De plus, elle contrarie le vrai progrès industriel, économique et technique, car aucune industrie moderne ne saurait prospérer sous la menace permanente du knout et des mausers. On sait d'ailleurs que très peu d'usines, environ une vingtaine, ont survécu à Pierre le Grand, sur les deux cent trente qu'il avait laissées en théorie et la centaine environ qui marchaient en pratique, résultat de mauvais augure pour l'imitateur.

L'évocation d'Ivan le Terrible, en revanche, aide fortement à comprendre les crises sanglantes de l'autocratie stalinienne. Autour du trône, les familles nobles apanagées, les Chouïski, les Belski, les Glinski, comme plus tard les Miloslavski, les Narychkine, les Dolgorouki, en attendant que les Romanov les départagent, se disputaient les places et l'influence, comme autour de Staline les secrétaires et les commissaires, les clans et les cliques. Les querelles de préséance entre boïards, envenimées jusqu'à d'implacables règlements de comptes, préfigurent en quelque sorte les antagonismes entre membres du Comité central et de la Commission de contrôle, entre appareil du Parti et appareil des soviets, entre la police et l'armée, entre les Affaires étrangères et l'Internationale communiste, entre les coterie lettones et caucasiennes. Alors aussi, l'oppression autocratique paralysait la lutte des classes et donnait plus libre cours à une lutte zoologique de castes. Les agissements collectifs de la Guépéou, sous Staline, ne sont guère comparables qu'à l'Opritchnina d'Ivan, comparaison irrésistible, comme les agissements personnels de Staline, au moyen de la Gué-

péou, font penser invinciblement au Terrible. Le parallèle offre même des similitudes surprenantes.

Encore tout jeune, sobre de paroles, méfiant et dissimulé, Ivan agit par surprise quand il apostropha ses Boïards et, en guise d'exemple, livra le plus éminent, Chouïski, à ses chiens qui le mirent en pièces, puis en relégua plusieurs au fond de contrées lointaines. Les boïards saisirent la première occasion, un incendie de Moscou, pour accuser la famille Glinski de nuisance et provoquer un massacre. Plus tard, croyant avoir à se plaindre de ses favoris, Sylvestre et Adachev, le Tsar écrivait : « Lorsque se découvrit la trahison de ce chien d'Alexis Adachev et de ses complices, nous n'avons fait sentir notre colère qu'avec miséricorde ; nous n'avons pas édicté de peines capitales contre les coupables ; nous les avons seulement relégués dans différentes villes... D'abord, nous n'avons infligé à personne le dernier supplice. Ceux qui étaient du parti de Silvestre et d'Adachev, nous leur avons ordonné de se séparer d'eux et de ne plus les reconnaître pour chefs. Cette promesse, nous la leur avons fait confirmer par serment ; non seulement ils ne se séparèrent pas des traîtres, mais les aidèrent par tous les moyens possibles et mirent tout en œuvre pour leur rendre leur ancien pouvoir et ourdir contre nous la plus perfide conjuration. Alors seulement, voyant leur méchanceté opiniâtre et leur indomptable esprit de rébellion, j'infligerai aux coupables la peine de leur faute. » Dans ce morceau qui a trait à une période de clémence relative, on reconnaît à s'y méprendre le futur langage de Staline, celui-ci plus vulgaire, et l'on retrouve les chiens, la trahison, la nuisance, la fraction, le faux repentir, l'insécurité des « capitulars », la prétendue conspiration, la mansuétude du despote, bref la thèse même que Staline mettra en circulation dans la presse internationale à sa solde.

Après la mort de Kourbski, correspondant *mutatis muntandis* à l'exil de Trotski, les choses se gâtent. Kourbski adresse à Ivan un véhément message de reproches, à peu près dans le style du futur *Bulletin de l'Opposition* trotskiste. La polémique s'engage, le Terrible répond de son encre et use de ruse pour atteindre Trotski éloigné, c'est-à-dire Kourbski, dans ses prétendus complices : le chantage à la démission, en quelque sorte, qu'emploiera aussi plusieurs fois Staline, amène les boïards à la résipiscence devant le Tsar. Celui-ci opère alors une profonde réforme administrative, crée l'Opritchnina chargée de

« balayer la trahison » comme plus tard la Guépéou. Pendant sept ans, une terreur à éclipses décime les « couches supérieures » de la société moscovite, les exécutions succèdent aux tortures, les Zinoviev, les Piatakov et les Boukharine du temps périssent avec leurs serviteurs et leurs familles. On raconte que certains boïards suppliciés mêlaient un éloge de Staline, ou plutôt du Terrible, à leurs cris de douleur. Chaque jour, des groupes entiers d'individus sont mis à mort. On ignore aujourd'hui encore, en dépit de controverses de spécialistes, les péchés de ces victimes et peut-être ne saura-t-on jamais les raisons secrètes de Staline.

Quand Ivan voulut se justifier devant les Polonais, il leur écrivit : « Beaucoup disent chez nous que je suis cruel ; c'est vrai que je suis cruel et irascible, je ne le nie pas ; mais pour qui, je vous prie, suis-je cruel ? Je suis cruel envers celui qui est cruel pour moi. » Et il accuse ses ennemis d'avoir empoisonné sa première femme. Or Staline ayant donné lecture du fameux passage du Testament de Lénine : « Staline est trop brutal, etc. », avait déclaré de même au comité central, en 1927 : « Oui, camarades, je suis brutal envers ceux qui manquent de parole brutalement et traîtreusement, scindent et démoralisent le Parti. Je ne l'ai jamais caché et ne le cache pas », etc. On pourrait poursuivre ces juxtapositions instructives. L'analogie est évidente, dans les faits comme dans le langage. Staline accuse ses adversaires non d'avoir empoisonné sa femme, qui s'est suicidée, mais Gorki et quelques autres ; différence très mince et, à l'examiner de près, non à l'avantage de Staline. « Il faut se garder de croire que les ennemis d'Ivan fussent meilleurs que lui : ils étaient aussi cruels pour leurs inférieurs que le Tsar pouvait l'être envers eux-mêmes », observe A. Rimbaud, et l'observation transposée reste valable, du moins pour les « têtes de listes » des victimes de Staline.

Assurer au tyran l'exercice de la tyrannie dans sa plénitude, pour le présent et pour l'avenir, telle apparaît dans les deux cas la raison d'être de tant de crimes, en dernier ressort, parmi de multiples considérations secondaires. Certes, le tyran se réclame toujours d'un idéal impersonnel, allant de la volonté divine au salut de la révolution en passant par l'intérêt national, mais il s'agit toujours, dans les mots de la prose quotidienne, de domination oligarchique imposée par la violence et incarnée en un prétendu surhomme. Dans l'insatisfaction générale due à la misère matérielle comme à l'indigence spirituelle et

l'oppression politique, la tyrannie ne se maintient que par un constant jeu de bascule, appuyée sur des piliers sociaux auxquels sa faveur confère une autorité passagère et qui lui semblent dangereux à la longue : d'où la nécessité de les détruire si, à force de durer, ils prennent trop d'importance. Que les privilégiés soient des féodaux de la noblesse ou des féodaux de la bureaucratie, ils soupçonnent la trahison partout et craignent toujours pour leurs privilèges.

On a vu d'abord Staline se défaire successivement de toutes les fractions politiques susceptibles de l'éliminer, battre chacune par la coalition des autres en distribuant d'avance les dépouilles, c'est-à-dire les places. Délivré de tout souci immédiat dans l'appareil du pseudo-Parti, il a cru trouver des résistances, mais a rencontré plutôt des difficultés d'application dans l'appareil des pseudo-soviets où, notamment, la Guépéou avait fini par constituer une sorte d'État dans l'État. Il est possible qu'avec le temps, les difficultés soient devenues de sourdes résistances conscientes dans la police et dans l'armée. Autour de tout dirigeant posté dans chaque institution, depuis le haut état-major jusqu'au dernier commissariat, à Moscou et dans les sous-capitales, il s'était constitué des espèces de clientèles accumulant peu à peu certains intérêts communs et un esprit de corps en partage. Homme de précaution, Staline faisait surveiller en principe chacun des chefs par un adjoint ou un subalterne, entouré de sa coterie propre et prêt à supplanter le titulaire. Ces collectivités indéfinissables du fonctionnariat, formées par les circonstances pour la solution des problèmes urgents selon les critères variés de la docilité, des aptitudes ou du hasard, n'avaient rien d'homogène : à côté des arrivistes, les gens consciencieux, très qualifiés dans leur spécialité, y coudoyaient les délateurs et les parasites. Des épurations particulières ou collectives ont maintes fois remanié ces formations instables, modifié leur physionomie, laissant comme résidus des noyaux fixes, sélectionnés à rebours, avec leurs routines, leurs habitudes professionnelles, parfois aussi les dernières compétences surtout dans les principaux rouages économiques et militaires. Mais des épurations inspirées par les vues conservatrices étroites du pouvoir central — sauvegarde des nouveaux privilèges, peur de la moindre initiative, méfiance soupçonneuse envers tous et chacun — abaissent au maximum le niveau des hommes et de leur travail. En définitive, le pouvoir et le savoir se contredisent dans un antagonisme insoluble.

Il résulte de ce long processus, entre secteurs de la bureaucratie sélectionnés ainsi à rebours, les luttes dégradantes arbitrées par Staline au nom de sa prépondérance intangible ; il en découle cette bestialité des forts, cette humilité des faibles, les vrais abus des uns, les faux aveux des autres, en l'absence de toute expression normale de la pensée publique et des besoins individuels, de tout respect de la personne humaine et de toute règle morale. À son aise dans ce milieu, cette ambiance, son élément naturel, Staline incite et excite ses auxiliaires, attise les passions rivales, exploite les rancunes et les haines pour garantir à sa façon la pérennité du despotisme et l'unicité de l'arbitre suprême. Il tranche les différends, sépare les protagonistes, en profite pour imposer de nouveaux hommes. Ne sachant à qui se fier, voyant de toutes parts des traîtres, il change de favoris sans changer de méthodes et pour des résultats immuables. De déboires en mécomptes, d'échecs en déceptions, dans l'impasse où piétine et parfois recule la grande œuvre technico-industrielle entreprise, il interprète comme mauvaise volonté toute impuissance naturelle, comme obstruction toute fâcheuse vicissitude, comme nuisance et sabotage toute déconvenue banale. Il lui faut des coupables à punir pour préserver le dogme de l'infailibilisme d'en haut avec son prestige personnel.

Les plus serviles courtisans, il les traite de « doubles-faces », les incrimine au moins de défaut de vigilance, et il crée toujours des suppléments de bureaucratie policière, comme les « conseils militaires » et les commissaires dans l'armée après les « sections politiques » dans les kolkhozes, pour renforcer encore la surveillance. À ses yeux, tout le mal étant trahison, tout le bien n'est plus qu'affaire de police. Les fractions bureaucratiques différenciées aux divers étages du Parti et de l'État, unies contre les inférieurs mais divisées devant les supérieurs, lui apparaissent dans la meilleure éventualité comme de moins en moins aptes à venir à bout des tâches impossibles que les plans, les faux calculs, les projets mal étudiés leur assignent. Elles s'entre-dénoncent et s'entre-dévorent, sacrifiées l'une après l'autre suivant les nécessités d'une politique vulgaire au jour le jour, et à la fin de Staline les renouvelle par des « hommes sans biographie », la jeune génération avide, impatiente et brutale sur laquelle il mise. Dans l'impasse économique où se trouvait l'U.R.S.S. avant le vingtième anniversaire d'Octobre, il a fallu pour brusquer les choses une hécatombe. L'affaire Kirov avait fourni le prétexte.

Cependant, les « hommes sans biographie », qui sont aussi sans culture, sans expérience et trop souvent sans scrupules, hommes dépourvus de science et de conscience, réservent à Staline de tristes surprises, comme l'a montré entre autres incidents de même nature la défection du diplomate soviétique Th. Boutenko rallié sans transition au fascisme. Il est vrai que du bolchévisme au fascisme, le pas était depuis longtemps facile à franchir. Le personnage n'est pas épisodique, héros d'un simple fait divers, mais vraiment un produit caractéristique du néo-bolchévisme : il existe en nombreux exemplaires. Pour être envoyé à l'étranger, il avait dû passer par bien des cribles, subir bien des contrôles. Staline et Ejov en répondaient encore, sous la signature de Litvinov, tandis qu'il était en route pour Rome. Il s'est pourtant déclaré leur ennemi de longue date, appelant de tous ses vœux leur perte et celle de leur régime. Ses congénères qui servent à l'intérieur les desservent d'une autre façon, en faisant carrière ; ils ne valent pas mieux dans l'économie et l'administration que dans la diplomatie et la politique. Si le transfuge en question ne représente pas toute la « jeunesse soviétique », laquelle a servi de thème à une abondante littérature trompeuse ou vaine, il est bien de la génération cynique pétrie par la Guépéou et dressée à l'école de Staline.

Au Congrès des Soviets de 1936, il fut dit que 43 % de la population étaient nés depuis la révolution et par conséquent n'ont du passé que des notions théoriques. Staline puise ainsi dans une réserve inépuisable, obsédé visiblement par cette prolifération qui l'autorise à tout se permettre, croit-il, quant au matériel humain ; car elle n'a doit pas être étrangère à son penchant de « faucher à larges brassées » les vieux et les adultes, comme l'indique parmi d'autres signes une phrase de lui : « À l'heure actuelle, il se fait chez nous chaque année un accroissement net de la population de près de 3 millions d'habitants ; cela veut dire que chaque année, nous augmentons de toute une Finlande. » Et cela veut dire en outre que pour le malheur de la Russie, Staline estime au plus bas prix la vie humaine comme si, abstraction faite même des arguments éthiques, les êtres sociaux étaient interchangeables au travail et dans la production sans égard à leur culture.

Si T. G. Masaryk avait pu justement constater : « La demi-culture bolchéviste est pire que l'absence de toute culture », la suppression de cette demi-culture par Staline n'a pas rapproché la Russie du bonheur

des simples : au lieu de faire place nette, elle a permis d'inculquer à la jeunesse studieuse des schémas simplistes, des sophismes primaires et des notions à tel point fausses, condamnées par toute expérience, que les bolchéviks eux-mêmes doivent les répudier tour à tour et « redécouvrir l'alphabet » tous les jours. L'inculture foncière des hommes nouveaux ne correspond ni à la civilisation industrielle dont la carcasse a été importée à grands frais et implantée à grands déboires, ni encore moins au niveau moral transcendant au-dessous duquel une société à tendances socialistes est inconcevable. Mais dans la nouvelle génération se dégagent d'une masse encore amorphe et passive deux courants contraires. La jeunesse dite soviétique, conformiste, coulée au moule de l'organisation bolchéviste, inculte, égoïste, sportive, psittaciste, vantarde, profiteuse, âpre au gain, grossièrement pratique, ne doutant de rien, la tête pleine de brochures orthodoxes, est plutôt stérile en dépit de ses privilèges. Une jeunesse pseudo-soviétique, non conformiste, impossible à définir dans son mutisme, inquiète, chercheuse, pensive, insatisfaite, garde l'esprit critique, apprend ses métiers, fuit la politique, cache ses opinions, lit les poètes et les philosophes, échappe à l'influence officielle sous les dehors du mimétisme. Ni l'une, ni l'autre, pour des raisons différentes, ne peuvent répondre aux espoirs de Staline.

L'ampleur de l'extermination accomplie dans l'intervalle et à la suite des procès de trahison et de terrorisme a quelque peu amoindri leur importance propre ; leur signification demeure néanmoins valable pour tout l'ensemble. Pour l'histoire de la Russie, de ses révolutions et contre-révolutions, il n'est pas indifférent de savoir si ces procès ont recelé une part de vérité, sous le fatras des tromperies évidentes.

La quasi-totalité des mensonges de l'accusation et des aveux, conformes aux mensonges des témoignages et des réquisitoires, s'est effondrée sous des contradictions flagrantes d'un procès à l'autre. Les affirmations des deux parties vérifiables à l'étranger se sont toutes révélées fausses, sans exception aucune. Les opinions prêtées aux inculpés sont diamétralement contraires à celles qu'on leur connaissait depuis toujours. Leurs propres déclarations devant le tribunal, relatives aux idées inspiratrices des oppositions, puis de prétendus complots, sont intégralement démenties par toute la documentation existante, qui n'a pas été composée pour les besoins de la cause. Enfin, preuve superflue de l'imposture « totalitaire », la comparaison avec

les procès antérieurs, notamment celui des « industriels » et celui des « menchéviks », établit une remarquable identité de structure qui ne laisse aucun doute quant à la technique de la machination policière : la seule différence est que la France y tenait le rôle de l'Allemagne, la seule nouveauté réside dans l'adjonction du terrorisme.

Les thèses générales de l'accusation ont été résumées en mars 1937 par Staline en ces termes : « ...De courant politique qu'il était sept ou huit ans plus tôt, le trotskisme est devenu une bande forcenée et sans principe de saboteurs, d'agents de diversion et d'assassins agissant sur ordre des services d'espionnage d'États étrangers. » Leur entière fausseté n'est plus à démontrer puisqu'elle ressort désormais de la publication des comptes rendus, de l'examen des faits, de la confrontation des textes, de l'absence des preuves, de contradictions où s'annulent les termes, de la disparition non motivée de plusieurs centaines d'accusés et milliers de témoins, des impossibilités matérielles qui discréditent le reste. En outre, certaines lacunes inexplicables, des obscurités injustifiables, des mensonges indiscutables, des unanimités incroyables, l'isolement absolu des prisonniers, les conditions anormales de leur détention, le secret hermétique de l'instruction, le défaut de défense et de pièces à conviction, le rôle manifeste des tchékistes et des provocateurs, le huis clos des procès similaires ou connexes, un débordement mécanique d'injures par trop excessives, tout cela n'ajoute guère de poids à ces thèses. L'implication comme trotskistes d'hommes connus en tant qu'ennemis mortels de Trotski les réfute ; la présence de Rykov et Boukharine, jusqu'à Iagoda, au banc des accusés, les déconsidère. Staline lui-même les a imprudemment contredites un an plus tard en faisant remonter l'appartenance de Trotski et Krestinski à l'espionnage allemand en 1921, celle de Racovski à l'Intelligence Service en 1924, etc., donc très au-delà de « sept à huit ans plus tôt », et à des époques où la collaboration étroite de ces personnages avec lui est sans conteste. Par les soins du même Staline, le même Trotski avait été d'ailleurs abondamment traité d'agent de la France, avant d'être supposé agent de l'Allemagne, assertions plutôt incompatibles. Pour les chefs militaires, l'« espionnage » de 1937 devient en 1938 de vagues intentions confuses et embrouillées de coup d'État politique. Toutes les imputations accusatrices sont de même force. Il n'y a pas la moindre présomption juridique valable.

Est-ce à dire qu'aucun doute ne subsiste, sur le fond des choses, après ces constatations objectives que tant d'accusés rendent malaisées par leur ressemblance avec leurs accusateurs ? On épilogue encore sur trop d'énigmes historiques, et pas seulement quant à la Russie, pour espérer que toute la lumière soit faite avant la mort de Staline. À propos du terrorisme, réponse classique d'en bas à la terreur d'en haut, aucun acte effectif ni projet tangible n'a été révélé aux procès. Mais l'assassinat de Kirov par Nicolaïev, unique fait réel, et d'autres indices prouvent, malgré l'immixtion active de la Guépéou, l'existence d'un état d'âme exaspéré et désespéré dans une partie de la jeune génération communiste : le terrorisme en dérive, inéluctable.

Staline n'avait rien à redouter, sous ce rapport, de ses anciens contradicteurs, astucieux mais agenouillés ; il a tout à craindre des humbles, des croyants, des anonymes. Aucun des « capitulards » ne songeait à le tuer, chacun espérant peut-être qu'un inconnu le fasse, quitte à profiter de ce geste et à envoyer le tyrannicide à ce qui tient lieu d'échafaud, puis à laisser la postérité lui tresser des couronnes. Pour intimider une fois de plus une opinion lasse, blasée, endurcie, Staline ne pouvait se borner à sacrifier une série de Nicolaïev sans réputation, il lui a jeté des têtes célèbres, choisies selon des considérations secondes : vieux comptes à régler, soif de vengeance à calmer, gens trop renseignés à faire taire. Au surplus, avec les précautions policières sans précédent dont il s'entoure, une technique de protection fabuleuse, allant jusqu'à la fouille minutieuse de ses intimes, il ne lui arrive de risquer sa vie au Kremlin que dans une rencontre fortuite avec un individu très proche de lui et de même espèce, un Ordjonikidzé par exemple, capable de tromper une bonne fois la vigilance des gardes préposés à la fouille ou de saisir au vol une circonstance brusquement propice. En public, où il paraît très rarement et à l'improviste pour déjouer tout préparatif, il est encadré d'un nombre invraisemblable de « camarades » désarmés, cent fois passés au crible, et d'un nombre incalculable de janissaires. La terreur préventive et la peur de représailles braquées contre les familles complètent le système. Les hasards sont ainsi réduits à zéro en pratique

Ordjonikidzé, en effet, vieux complice de Staline, un des artisans de son élévation, rompu aux ruses et aux procédés de son maître et compatriote, était un homme à prendre les devants après avoir flairé la disgrâce. Mais précisément, sa mort trop opportune fut tout de suite

suspecte aux Moscovites, suspicion accrue depuis l'affaire Iagoda et ses révélations horribles. C'est à Staline seul que le crime profite, sur lui seul que les soupçons se portent. La découverte du laboratoire insolite de la Guépéou ne permet point de passer outre. Staline ayant éprouvé le besoin de faire périr les médecins du Kremlin, le mystère des « assassins médicaux » n'en sera pas d'une élucidation plus facile. Le chapitre des poisons tenait déjà une certaine place dans l'histoire de la Russie, à côté du chapitre des tortures, mais il a fallu dans les temps les plus modernes le « socialisme dans un seul pays », fin avouée justifiant des moyens inavouables, pour l'allonger encore de pages sinistres.

Iagoda, homme lige de Staline, étant bien capable de commettre sous le couvert du « patron » les crimes dont il s'accuse, on ne saurait s'étonner qu'il eût opéré aussi pour son propre compte. Soit dit à titre de conjecture, il a pu se défaire de Menjinski pour lui prendre sa place et de Pechkov pour lui prendre sa femme. Mais cela n'atténue en rien la responsabilité constante, la culpabilité précise de Staline. Quant à Kouïbychev, l'affaire serait inexplicable sauf ordre de Staline de le « liquider », témoin gênant ou médiocrité encombrante, pour disposer de plusieurs postes à pourvoir. En ce qui concerne Gorki, enfin, Staline était également le seul ayant à la fois pouvoir et intérêt de hâter sa mort. Dans les dernières années, il lui refusait l'autorisation de retourner à Sorrente, pressentant un départ définitif, et lui avait interdit pour la même raison en 1935 de participer à un Congrès international d'« écrivains antifascistes » en France. (Gorki en liberté, n'exercerait-il pas de l'extérieur en certains cas une indésirable pression morale sur Moscou, ne laisserait-il pas après lui, sous de nouvelles influences, des textes dommageables au prestige de Staline ?) Après une phase épisodique d'amitié réciproquement intéressée, chacun jugeant l'autre nécessaire à sa gloire pour des motifs et par des moyens divers, leurs relations s'étaient refroidies à la suite de démarches humanitaires de Gorki, intervenant pour limiter des abus ; elles allaient de mal en pis depuis le procès secret de Kamenev qui scandalisa et alarma les derniers amis de Lénine. Le « chef génial » et le « génial artiste » n'avaient plus rien à se dire et n'attendaient plus rien l'un de l'autre. Que le premier ait mis fin aux jours du second pour entreprendre avec des mains plus libres la grande saignée résolue en son for intérieur,

l'éventualité n'aurait rien d'impossible *. Mais nul ne peut déceimment accorder créance à une version policière attribuant l'initiative diabolique à Trotski, situé pour ainsi dire sur une autre planète, au moral comme au physique, version retenant à charge contre les « terroristes » de subtiles manœuvres pour contaminer de grippe un quasi-septuagénaire déjà miné de maux incurables et lui administrer des remèdes à trop fortes doses. En revanche, un des traits distinctifs de Staline tout au long de sa carrière, est de rejeter systématiquement ses propres méfaits et forfaits, comme ses erreurs politiques et ses échecs gouvernementaux, sur ceux dont il poursuit le discrédit et la perte.

Le terrorisme, au reste, n'a aucun sens ni raison d'être à moins de signature personnelle ou collective ; par définition même, il tend à imposer par la violence un sentiment de frayeur au nom de quelqu'un ou de quelque chose ; il est à proprement parler inconcevable, dans l'anonymat et le silence. Un terrorisme sans indication d'origine perd son objet, ne terrorise personne et, par le fait, la mort de Gorki pas plus que celle de Kouibychev n'a répandu la moindre terreur. Par contre, tout cerveau normal peut comprendre que c'est toujours à Staline que le crime profite, à retenir un instant la supposition du crime. La déposition du malheureux docteur Lévine : « Iagoda menaçait de détruire ma famille », expliquant sa prétendue complicité, corrobore ce qu'on sait des méthodes terroristes de la Guépéou sous Ejov comme sous Iagoda mais caractérise par-dessus tout le régime terroriste de Staline. La mère de « l'homme le plus sage de notre temps », peu avant de mourir, a dit de lui aux *Isvestia* : « Un fils exemplaire. J'en souhaite à tous un pareil. » Toute la Russie s'exprime ainsi par antiphrase.

Une troublante série de questions se pose alors, depuis le procès Iagoda, surtout si l'on sait que, selon la gazette parlée en U.R.S.S., essentielle dans un pays privé de presse libre, plusieurs assassinats de personnalités en vue ont été présentées comme suicides ; que Boudionny a pu tuer impunément sa femme pour en épouser une autre ; que les disparitions mystérieuses se succèdent sous le régime de la

* Malade et âgé, Gorki aurait pu mourir de mort naturelle. Mais dans les années qui suivirent, tous les indices accumulés, l'enchaînement des faits et diverses présomptions ont contribué à nourrir la conviction qu'il s'agissait d'un nouveau crime de Staline. (Cf. la préface de Boris Souvarine à : Maxime Gorki, *Pensées intempestives*. Lausanne, 1975.)

« vie humaine ». De quoi est décédé Tovstoukha, secrétaire de Staline ? Pourquoi le « suicide » d'Allilouieva *, femme de Staline ? Il y a, en U.R.S.S. comme ailleurs, des morts naturelles ; celle de Catherine Djougachvili en 1937, mère de Staline est probablement du nombre ; celle de Lounatcharski (1933), celle de Tchitchérine (1936), celles d'Anna Elizarova (1935) et de Marie Oulianova (1937), sœurs de Lénine, celle de Kroupskaïa (1939), veuve de Lénine, n'ont peut-être rien de suspect. Mais l'étrange laboratoire du docteur Kazarov n'aurait-il servi qu'en deux ou trois circonstances ? (Et par surcroît d'incohésion dans la version officielle, les médecins « terroristes » se seraient bornés à forcer des choses de digitaline et autres ingrédients, ce qui n'exige aucun laboratoire spécial.) Si l'on remonte au décès de Menjinski (1934), pourquoi ne pas évoquer celui de Krassine, celui de Dzerjinski, celui de Lénine ? Comme membre, avec Lénine et Bogdanov, de la *troïka* qui dirigea l'action terroriste après la révolution de 1905, Krassine en savait long sur Staline et ne le tenait pas précisément pour un aigle. Le nom de Dzerjinski fut souvent prononcé comme celui d'un éventuel secrétaire général du Parti, aussi ferme mais plus loyal que Staline. Si son successeur à la Guépéou, Menjinski, a été tué par le successeur de celui-ci, Iagoda, lequel a été effectivement supprimé par son successeur, Ejov, qui à son tour a été liquidé par Beria, son successeur, sa mort soudaine peut encore être mise en cause. Il existe en outre le cas bizarre de Frounzé, commissaire à la Guerre, mort en 1925 d'une opération chirurgicale déconseillée par les médecins et ordonnée par Staline. L'arrestation et la déportation injustifiée de Pilniak, auteur d'une nouvelle littéraire sur le drame, ne sont pas pour dissiper l'opinion péjorative répandue à cet égard.

Il était fatal que l'exécution des généraux concentrât l'attention sur l'hypothèse d'une conjuration militaire, même non démontrée en

* La version du « suicide » a été de moins en moins admise, après la mort de Staline, malgré les dénégations de sa fille réfugiée en Occident (elle était trop jeune en 1932 pour savoir, et trente-cinq ans plus tard n'a fait que répéter ce qu'on disait au Kremlin). D'ailleurs le « suicide » en question serait aussi un crime de Staline, un meurtre *sui generis*. Staline a entrepris, d'autre part, d'exterminer la famille de sa femme. (Cf. de Svetlana Allilouieva : *Vingt lettres à un ami*, Paris, 1967 ; et *Une seule année*, Paris, 1971. De Boris Souvarine : « La fille de Staline », et « Le meurtre de Nadiejna Allilouieva », in *le Contrat social*, revue, vol. XI, n° 6, Paris, 1967 ; et « Staline et les siens », *id.*, n° 6.)

« justice », hypothèse dans laquelle les principaux coupables seraient ceux dont on ignore même les « aveux » censés porter, pour comble d'incertitude, sur l'imputation d'espionnage. Or, la répression dans l'armée a commencé par la disparition de généraux comme Levandovski, Schmidt, Kouzmitchov, etc., dont il n'a plus été question ensuite, et précédent le procès des Seize ; elle a continué par l'arrestation de Putna, évoquée au procès des Dix-Sept où le nom de Toukhatchevski fut jeté dans l'arène ; elle a été marquée par le « suicide » de Gamarnik, suivi des huit exécutions les plus retentissantes ; elle a continué par une série ininterrompue d'arrestations et d'exécutions impliquant les maréchaux Egorov et Blücher, presque tout l'état-major, militaire et naval, la moitié environ des cadres dans l'armée comme dans la flotte, et même la moitié du conseil de guerre qui avait condamné les Huit. Dans les conditions politico-policières russo-soviétiques, poser ainsi la question d'un complot innombrable, fomenté sous une terreur indescriptible, c'est la résoudre.

Ni entre chefs, ni entre soldats, ni entre chefs et soldats, il n'existe en U.R.S.S. la possibilité pratique d'un tel concert, fût-il même incomparablement plus restreint. Le projet d'attaque du Kremlin aux fins d'une révolution de palais, dévoilé au procès des Vingt et Un, ne se concevrait d'ailleurs que pour briser la résistance de la garnison et, le cas échéant, des troupes spéciales de la Guépéou : or, une répression égale a frappé les têtes de la garnison et de la Guépéou comme celles de l'armée. Une conjuration englobant toutes les forces agissantes, de façon par conséquent à ne trouver personne à vaincre, et qui ne serait jamais passée aux actes, telle est la version dernière de Staline. Elle vaut celle, plus récente, qui motive l'épuration sanglante de la marine : la « jeune école » navale estimant les unités légères (sous-marins, torpilleurs, hydravions) préférables aux grands croiseurs et dreadnoughts, coûteux et vulnérables, servait ainsi aux « ennemis du peuple » en privant l'U.R.S.S. d'une flotte de haut bord, mais « les glorieux fonctionnaires du commissariat de l'Intérieur ont tranché la tête de ces reptiles ».

Sous le régime stalinien de délation universelle et d'amputation préventive systématique, si quelque embryon de complot a pu jamais s'ébaucher en paroles, Staline seul à même d'en prendre l'initiative et de tenir les fils. C'est non seulement l'avis de Liouchkov, spécialiste en la matière, mais la leçon de toute expérience politique en Russie

soviétique, depuis la mort de Lénine. Il n'y a de certaines dans ces sombres histoires que la responsabilité majeure, la culpabilité générale et particulière de Staline. Pour n'écarter aucune hypothèse, on ne peut même pas exclure celle où Staline serait non seulement responsable indirect de l'assassinat de Kirov, constatation acquise, mais coupable direct comme instigateur occulte : auquel cas, instruit au préalable des menées terroristes, il aurait prescrit de laisser faire, peut-être d'orienter le meurtre vers Kirov, pour feindre ensuite l'indignation et entreprendre les représailles. Le tableau terrifiant du carnage prouverait à lui seul une complicité de toute la population active, communiste y comprise, dans le prétendu complot ; en pareille occurrence, un « complot » porte d'autres noms, dans toutes les langues. Il s'agit de haine populaire latente, d'hostilité collective muette envers Staline, et d'une lutte préventive inexorable menée par lui, sa clientèle personnelle, son oligarchie dirigeante, sa garde prétorienne, armées jusqu'aux dents, au nom d'une nouvelle classe privilégiée, contre un peuple sans armes.

Avant de se décider, d'emblée ou au fur et à mesure, aux vastes épurations où les procès culminent, Staline a dû peser le pour et le contre, les inconvénients et les avantages. Il n'a vu comme inconvénients que la perte d'hommes capables, qu'il ne croit pas irremplaçables, et à l'étranger le mauvais effet probable, qu'il juge en définitive négligeable. Quant aux avantages, il les voit multiples. Il avait écarté les concurrents, il anéantit les successeurs possibles. Avec la même arrière-pensée, il interdit en même temps les hommages trop ostensibles rendus aux hommes de son entourage. Il avait dit autrefois : « Choisir la victime, préparer minutieusement le coup, assouvir une vengeance implacable et ensuite aller se coucher... Il n'y a rien de plus doux au monde » : il assouvait enfin ses vengeances. Il se fait décerner des brevets de génie par ses adversaires, sous menace de mort, de torture ou de représailles, les contraint au déshonneur pour leur ôter l'auréole du martyr et, voulant être sûr de leur silence futur, les envoie quand même à la mort. Il utilise à plusieurs fond les ex-positants, espère détourner de lui momentanément l'exécration publique en les exhibant comme ilotes ivres, en expliquant le marasme économique par la nuisance et le sabotage, il se décharge ainsi sur des exécutants de ses responsabilités plénières. Il allonge les listes de proscription pour annihiler les suspects, éloigner les douteux, et com-

pléter du même coup les effectifs de la main-d'œuvre pénale nécessaires aux grands travaux publics. Il se débarrasse aussi des gens qui en savent trop long sur son compte, son passé, son présent, ses tares et ses crimes.

La préoccupation de sa biographie le hante. Ses plus anciens camarades, Mdivani, Enoukidzé, Ordjonikidzé, ont payé de leur vie, à n'en pas douter, une trop vieille connaissance. Ni eux, ni Gorki et Iagoda, qui l'ont le plus approché dans leurs dernières années, ni Zinoviev et Kamenev, qui l'avaient trop connu au temps de leur collaboration étroite et qui ont vécu le plus près de Lénine, n'écritont des mémoires. Si des papiers sont cachés quelque part, il est improbable désormais que des confidents puissent avant longtemps en faire usage. On a vu Enoukidzé, Kroupskaïa, Gorki, modifier ou falsifier leurs souvenirs écrits, dans des éditions nouvelles, pour complaire au despote. Khandjian, après son suicide, a été accusé par son successeur d'avoir laissé publier des ouvrages où « le rôle du camarade Staline en tant que créateur des organisations bolchévistes de Transcaucasie et d'Arménie est ignoré » Un autre, A. K. Karaïev, a dû expier le crime d'avoir « caché » dans un livre paru en 1926 la part de Staline dans le mouvement ouvrier à Bakou au temps jadis. De tels exemples pullulent et révèlent en Staline, avec sa mégalomanie et le délire de la persécution, le complexe d'infériorité qui le travaille. Les historiens les plus domestiqués sont châtiés sans merci quand ils n'ont pas su lui attribuer de nouveaux mérites, lui forger de toutes pièces un rôle passé à sa taille future. Les *Histoires du Parti* éditées jusqu'à 1937, toutes marquées pourtant de l'estampille officielle, même celles de Boubnov et de Iaroslavski, de Popov et de Knorine, sont déclarées fausses ou nulles. En 1938, sur les instructions explicites du bénéficiaire, un nouvel abrégé d'histoire du Parti, anonyme, annule toutes les monographies précédentes. Staline exige qu'en chaque circonstance, tout soit ramené à sa personne. Il supprime les derniers témoins susceptibles de produire un jour à son endroit un témoignage véridique. Il se venge tantôt des uns pour n'avoir pas su parler, tantôt des autres pour n'avoir pas su se taire. Il donne aussi la mesure de son courage comme de son « humanisme » quand à l'abri de tout risque, il insulte les vaincus, piétine les prisonniers, s'acharne sur leurs cadavres.

Dans le même ordre d'idées, Staline n'est jamais rassasié d'éloges grandiloquents et artificiels, de compliments plus ou moins sincères.

La plupart de ses victimes avaient en vain cru le désarmer en célébrant ses vertus, ses talents, son génie, en rivalisant d'un servilisme indigne. Pour ne citer, après les lignes de N. Lakoba, qu'un extrait de cette anthologie de l'humanité complaisante, il suffit de prendre au hasard dans Boukharine : « ...La main de fer du plus remarquable guide des travailleurs, le commandant en chef de millions d'hommes, dont le nom symbolise des plans quinquennaux grandioses, des victoires et des luttes gigantesques, Staline. » Les éditoriaux de la *Pravda*, comme des dix mille autres journaux, sont du même style : « Des millions d'yeux pleins d'un amour ardent sont fixés sur le camarade Staline. C'est avec une émotion profonde que son nom est répété par les travailleurs du monde entier. Il est l'espoir de tous les opprimés. Il est le père de tous ceux qui luttent pour le bonheur de l'humanité. » Chaque fois que le Führer bolchéviste prononce quelques paroles triviales ou banales, la *Pravda* voit dans son discours « une nouvelle étape de l'histoire universelle », et elle ne manque aucune occasion d'affirmer que « la puissante personnalité de Staline condense toute la grandeur de la prochaine ère humaine », ou autre chose de ce genre. Les prétendus ennemis du peuple, traîtres, espions, trotskistes, fascistes à double face, ont tous dit ou écrit de semblables dithyrambes.

On avait sanctifié Lénine mort ; Staline vivant, on le divinise. Tel délégué à un congrès rend compte de son mandat en ces termes : « À ce moment, j'ai vu notre père bien-aimé Staline et ai perdu connaissance. Le congrès a longtemps crié : "Hourra !" et fait grand bruit. C'est probablement ce bruit qui m'a ranimé... Vous m'excuserez, camarades, si me trouvant dans un tel état d'égarement à la vue du camarade, je n'ai pu le saluer. » Des fonctionnaires zélés font remarquer leur zèle conformiste en baptisant des localités du nom de Staline, avec toutes les désinences imaginables. D'autres philistins organisent à Batoum une exposition de « reliques révolutionnaires » ayant trait à la vie du dictateur. D'autres placent son buste sur le pic Staline, le plus élevé du Pamir où le pic Lénine n'est que le deuxième ; d'autres l'érigent au Caucase sur l'Elbrouz et annoncent dans leur exaltation factice : « Sur la plus haute crête de l'Europe, nous avons élevé le buste de la plus grande personnalité de notre époque. » Comme pour les tsars, les majuscules sont de rigueur en typographie pour les pronoms et adjectifs qui se rapportent à son nom redoutable. Des « poètes » orientaux sont chargés contre large rémunération de

hausser le diapason des panégyriques : « Les conteurs ne savent plus à qui Te comparer. Les poètes n'ont plus assez de perles pour Te séduire. » Autres vers dans le même goût : « O, toi, grand, chefs des peuples, qui appelles l'homme à la vie, Qui éveilles la terre à la fécondité, Qui appelles les siècles à la jeunesse... Soleil reflété par des millions de cœurs humains... » Il paraît aussi que Staline est « le plus haut que les hauts espaces célestes » et « plus transparent et plus pur que les claires eaux du Baïkal » ; il a « la vue plus plus perçante que celle du faucon » ; enfin, « plus fort que le lion vaillant », il est de plus « un jardin magnifique aux fruits odorants » et, en outre, « le diamant le plus étincelant du Parti ». Il apporte « comme le soleil, ses rayons, sources dorées du bonheur ». Une iconographie hideuse illustre en abondance cette rhétorique.

Les écrivains plus occidentaux s'alignent d'ailleurs sans effort. Un certain Prokofiev résume : « Tout est inclus dans ce nom tellement immense. Tout : le Parti, la patrie, la vie, l'amour, l'immortalité, tout ! » Un nommé Avdéïenko, simulant à merveille la spontanéité, récite un grand air de bravoure appris par cœur, avec des strophes dans le genre de : « Je peux m'envoler vers la Lune, voyager sur l'Arctique, faire quelque grande découverte, inventer une nouvelle machine, car mon énergie n'est opprimée par personne, tout cela grâce à toi, grand éducateur Staline ! », et la finale : « Les hommes dans tous les temps, de tous les peuples, appelleront de ton nom tout ce qui est beau, fort, sage, merveilleux. Ton nom est et sera gravé dans chaque usine, sur chaque machine, sur chaque touffe de la terre, dans le cœur de tous les hommes. » C'est à qui dépassera le paroxysme. Plus à l'occident, où le budget soviétique (sportules, droit d'auteur, invitations au tourisme) entretient une nombreuse prostitution de plume, il s'est trouvé en France un écrivain assez connu et assez vénal pour publier une biographie de Staline émaillée d'erreurs grossières, historiques et géographiques, et de falsifications sciemment reproduites sur un fond apologétiques aussi dégradant pour l'auteur que pour le profiteuse*. Toukhatchevski et ses collègues exécutés avaient reconnu en Staline un grand maître de la stratégie. Un aviateur re-

* Henri Barbusse, auteur de cette apologie éhontée. Sa mort subite à Moscou en 1935 a paru suspecte, notamment à Trotski, en raison de ses rapports avec Gorki : presque toutes les personnes proches de Gorki ont été supprimées par Staline.

nommé en U.R.S.S. proclame : « Là où paraît Staline, les ténèbres se dissipent... », prouvant que l'on peut monter très haut et descendre très bas, que certain héroïsme et certaine indignité sont compatibles. L'équipage du *Marat* écrit à Staline : « Objet de Votre tendresse, animés par Votre cœur et Votre sollicitude paternelle, les hommes de notre magnifique patrie accomplissent des miracles tels que le monde n'en vit jamais et multiplient les exploits sur la terre, dans les airs, sur l'eau et sous l'eau. » Mais le *flagman* Ivanov, commandant de ce cuirassé, n'en a pas moins été fusillé comme ennemi du peuple à double face. Il est trop visible que ces surenchères d'adulation frénétique, où parfois l'ironie se grille dans l'antiphrase, et mêlées de fanfaronnades dérisoires, trahissent une peur intense de ne pas satisfaire aux exigences du tyran, et que les flatteries poétiques et littéraires, véritables travaux sur commande payés au prix fort, n'ont que l'apparence de la ferveur. Tant de balles dans tant de nuques, tant de forçats et tant de chiourmes interdisent la moindre illusion sous ce rapport très révélateur.

« Âme de toute poésie », paraît-il, Staline est aussi esprit de toute prose : ses admirateurs à gages lui attribuent le rôle essentiel dans tous les domaines de l'activité humaine, de l'industrie et de l'agriculture, dans les arts, les sciences et les techniques. Tous les résultats sont acquis grâce à sa « perspicacité géniale », à son intervention de tous les instants « dans tous les détails » de tout travail créateur. Qu'il s'agisse de houille, de fonte, de chimie, de transports, d'aviation, de kolkhozes, d'architecture, d'urbanisme, le « grand initiateur » a tout pensé, tout prévu, tout prescrit ; il règle personnellement tous les principaux problèmes » et, de plus, s'occupe lui-même de tous les détails pratiques ». Même les réalisations cinématographiques seraient dues à ses « instructions quotidiennes ». Nouveau Pic de La Mirandole, il sait tout et bien d'autres choses encore : chaque jour en apporte une preuve nouvelle. Mais en 1937, lors du vingtième anniversaire d'Octobre coïncidant de peu avec la fin du deuxième plan quinquennal, la situation intérieure de l'U.R.S.S. est telle que Staline ni ses experts, pourtant rompus à la présentation de comptes rendus trompeurs et enclins aux pompeux discours kilométriques, n'ont osé sortir le bilan frelaté de leur œuvre précaire. Un silence de mort a entouré la date solennelle, attendue comme la plus prestigieuse du régime.

C'est que le deuxième plan quinquennal, pourtant réduit à une mesure plus sérieuse que les projets délirants élaborés la veille, n'a pu être mieux réalisé que le premier à aucun égard, et pour des raisons constantes. « L'industrie produit sept fois plus qu'avant la guerre et le revenu national a quadruplé », a résumé Staline au Congrès des Soviétiques de 1936. Il serait désormais vain de citer des chiffres privés de signification stable : les indices sérieux de valeur et de qualité manquent, et pour cause. Staline le premier ignore l'état réel de l'économie car il ne reçoit que des commissaires et des secrétaires, des chefs de trusts et d'entreprises étant interprétée comme sabotage et punie de mort. Les correctifs apportés par les *svodki* policières dissipent des illusions sans rectifier les nombres. Ni les rapports, ni la comptabilité, ni la statistique ne traduisent des données effectives. Toute vérification ou inspection dévoile un mensonge, toute analyse décèle un leurre. Les comparaisons en roubles arbitraires et variables ne laissent rien comprendre. Les progrès quantitatifs apparaissent fallacieux quand on connaît les investissements correspondants, outre les rebuts à défalquer. La production artisanale, naguère si importante en Russie, est au plus bas en 1937 et n'entre pas dans les confrontations flatteuses. Les indications relatives au revenu national relèvent de la fantasmagorie pure. L'augmentation des prix de revient et des prix de vente, signes négatifs par excellence, sert à enfler les chiffres de la production, sur le mauvais papier soviétique. On doit donc se référer à d'autres critères.

Il n'est plus niable en 1937, malgré les mensonges de la propagande, que le bilan général soit désastreux : les démonstrations faites aux procès pour laver Staline en accablant des sous-ordres le prouvent, de toute certitude. Catastrophes de chemins de fer, explosions de mines, détraquements de l'outillage, dilapidations de matériel, pertes de bétail, avaries de marchandises, destructions inutiles, sacrifices impardonnables, déficit financier, désordre commercial, accidents et gaspillages, ce chaos caractérise non la gestion de tels commissariats mais l'économie « soviétique » totalitaire. Staline sait tout, fait tout, a l'œil à tout, est responsable de tout, affirment à tout propos ses apologistes. En accusant Piatakov et ses collègues, le chef suprême s'accuse donc au premier chef et avoue que tout va au plus mal sous la pire des dictatures. Ici se découvre bien l'une des raisons accessoires greffées, dans l'affabulation des procès, sur les considérations principales : dé-

signer des coupables au lieu et place de Staline l'infailible, étant sous-entendu que l'accessoire et l'essentiel tantôt alternent, tantôt se confondent, et que le marasme économique comme le danger de guerre sont considérés par Staline en fonction de la conservation du pouvoir.

De même que le prétendu système bolchéviste n'a jamais été, selon T. G. Masaryk, qu'une absence complète de système, autrement dit une suite d'improvisations et une accumulation d'expédients, en dépit des principes mis en vedette, de même les prétendus Plans se caractérisent par l'absence de plan réel. S'il existe encore une économie plus ou moins dirigée en U.R.S.S., c'est à la faveur d'infractions aux Plans, de violations, de transgressions qui portent le nom argotique intraduisible de *blatt*, exprimant l'antithèse du Plan, les combinaisons personnelles substituées aux règles établies et grâce auxquelles il devient possible de contourner certains obstacles. Le *blatt* obvie par l'initiative individuelle aux impossibilités conçues par l'autorité centraliste mais ne suffit pas à résoudre contre l'État policier tous les problèmes. Il ajourne la crise finale du pseudo-système sans la prévenir et prolonge par des palliatifs une banqueroute frauduleuse dont les fictions arithmétiques, absolues ou relatives, ne rendent aucun compte. De vrais critères, cependant, donnent la clef des énigmes.

Il n'est que de comparer le salaire moyen en Russie soviétique à celui de la Russie tsariste mais ramenés tout deux à une commune unité de mesure (Cf. Yvon : *l'U.R.S.S. telle qu'elle est*) : le salaire de 600 kilos de pain par mois en 1913 était réduit à 170 kilos en 1935, diminué par conséquent de plus des deux tiers. Or, il s'élevait à 800 kilos en 1927, lors du dixième anniversaire d'Octobre, dernière année de la *nep*. En 1937, il correspondait à 260 kilos, soit moins de la moitié d'avant guerre et encore l'augmentation apparente est-elle due aux avantages accrus des privilégiés, incorporés à la somme globale. (Le professeur S. Procopovitch déduit sagement de données soviétiques partielles, mais plutôt favorables au régime de Staline dans leurs artifices, que le salaire mensuel de 24,30 roubles d'avant guerre descend à 16,50 roubles en 1937, desquels il faut par ailleurs retrancher des retenues obligatoires oscillant entre 15 et 21 %.) Exprimé en denrée alimentaire de base, le pain noir, calcul simple et plus proche de la vérité que les trop savants index de statisticiens, le salaire ouvrier moyen à la fin du second quinquennium n'atteint donc même pas la

moitié du salaire en nature (services sociaux) et des retenues (impôts, cotisations et souscriptions obligatoires). La surface d'habitation citadine est au-dessous de 5 mètres carrés par personne, sur le papier, en fait la moitié pour la classe ouvrière. Les assurances sociales redistribuent avec parcimonie, d'une main, une faible partie de ce qui est prélevée par l'autre. Les travailleurs des campagnes ayant partagé quant au revenu le sort malheureux de ceux des villes, l'ensemble de la population laborieuse fait donc les frais de ce régime particulièrement cruel d'oppression et d'exploitation de l'homme par l'homme, où sévissent l'incurie à côté de l'arbitraire, la vénalité avec le mensonge, la concussion près du parasitisme, le népotisme dans le despotisme, le knout symbolique et la peine de mort.

De 1927 à 1937, des centaines de milliards de roubles ont été investis dans l'industrie et l'agriculture pour les doter d'un équipement moderne, mais pour aboutir en fin de compte au travail à perte. Même en sachant ce que sont les milliards soviétiques et ce que valent les roubles de Staline, les ressources ainsi affectées aux moyens de production n'en traduisent pas moins un prélèvement considérable sur le revenu national, précisément cet abaissement brutal du niveau de vie exprimé par le salaire. À ce prix exorbitant, les conquêtes techniques prennent leur sens. Aucune ne vaut les dépenses, les sacrifices, les souffrances infligées à un grand peuple que l'histoire a laissé sans défense. L'exemple d'autres pays et même de la Russie tsariste prouve qu'il était possible de faire beaucoup mieux, moins cher et plus durable avec des procédés plus rationnels et des méthodes plus humaines.

La structure industrielle bâclée sous la terreur s'avère, sauf réformes profondes, non viable à l'expérience comme il était à prévoir : déséquilibre permanent, disproportion incorrigibles, usure prématurée du matériel, immobilisation des machines, affaissements ou lézardes de bâtiments neufs, fréquence des avaries et multiplicité des accidents, interruptions forcées du travail dénoncent les vices du « système » et les tares du régime. La qualité de la production baisse toujours, diminuant les quantités utiles ; la proportion des « loups », des rebuts, atteint et dépasse parfois 50 % dans certaines usines modèles. Les transports sont délabrés à l'extrême, le stakhanovisme précipite la détérioration de machines-outils indispensables et coûteuses. La production des objets de consommation, par rapport à celle des moyens de

production, ne rejoint pas en 1937 celle d'avant guerre, ne la rejoindra même pas en 1942, à la fin du troisième quinquennium (*Pravda*, 14 août 1937). Le rendement du travail, comparé à celui des grands pays industriels, est en U.R.S.S. environ cinq fois moindre. Les prix de revient sont cinq fois plus élevés, peut-être, les calculs officiels n'autorisent pas d'évaluation sûre. Il est impossible de chiffrer les pertes, les vols, les dilapidations, les déficiences. Le centralisme excessif, le nombre des instances, l'abus du contrôle, la bureaucratie, le formalisme, la suspicion et l'incompétence, en plus des autres plaies de la société soviétique, stérilisent les méthodes industrielles et expliquent pour une bonne part des résultats aussi médiocres. On comprend que Staline ait tenu à trouver coûte que coûte des traîtres saboteurs pour répondre de ses échecs et pourquoi il a décapité en 1937 plus de la moitié des entreprises en envoyant leurs chefs au bagne ou à la mort.

L'agriculture collective souffre des mêmes maux que l'industrie étatique, et au surplus des siens propres. Sous le joug de la nouvelle bureaucratie rurale, policière et paperassière, les kolkhozes ne sont pas rentables et les sovkhoses géants ne subsistent qu'à force de subsides, condamnés par l'expérience au morcellement inévitable. La production de céréales est tombée, de 96,6 millions de tonnes en 1913, à 77 millions en 1936, chiffre de S. Procopovitch établi sur les données soviétiques. Mais, a dit Staline en décembre 1935, « ... la moisson faite à l'aide de la moissonneuse entraîne des pertes énormes de grain... Avec ce système, nous perdons 20 à 25 % de la récolte ». Il évaluait alors les pertes à 1 milliard de pouds dans l'année, soit 16 millions de tonnes, près du quart de la récolte théorique, et préconisait de « porter la production annuelle de grain, dans un proche avenir, à 7 et 8 milliards de pouds ». En 1937, année dite exceptionnelle, il a été question dans la propagande d'une récolte brute de 110 millions de tonnes, soit les 7 milliards de pouds exigés par Staline qui commande aux éléments comme aux hommes, qui impose ses volontés au sol, aux semences, à la météorologie mais surtout à la statistique. Chiffre sur le papier, chiffre théorique proclamé bien avant la moisson, chiffre record dont il faudra rabattre le quart au moins de pertes avouées par Staline et les pertes supplémentaires dues à l'incurie administrative ordinaire : un sixième de la récolte, abandonné sur place et non battu, a pourri sous la neige, et ce, dans un pays où le glanage est passible de

la peine de mort comme « atteinte à la propriété socialiste ». En outre, on ne compte pas les pertes subies en cours de transport et dans l'emmagasiner. (Plus tard, la statistique évaluera la récolte de 1937 en céréales à 120 millions de tonnes, celle de 1938 à 95 millions de tonnes, chiffres d'ailleurs contredits par d'autres documents non moins officiels.) L'État prélève à des prix de spoliation environ 85 % de la production agricole. Il s'ensuit une misère générale pitoyable ; seule, la culture individuelle ou familiale, à côté du secteur pseudo-socialiste, fait obstacle à la famine. En 1937, la collectivisation est presque intégrale (18,5 millions de foyers paysans) et pour y contraindre les derniers cultivateurs restés hors des kolkhozes (1,4 millions de foyers), des impôts prohibitifs sur leurs chevaux ont été décrétés en 1938, alors que Staline avait rappelé l'année précédente au comité central le « principe de l'adhésion libre ». En 1939, le pouvoir prend encore des décrets pour réduire les parcelles imparties à l'agriculture privée, sous prétexte de sauvegarder la propriété des kolkhozes, et pour astreindre les paysans à plus de travail collectif au profit de l'État parasite. Le dernier mot ne sera pas dit avec l'exécution de ces nouvelles mesures arbitraires, les bolchéviks n'ayant jamais fini de défaire ce qui était fait, de refaire ce qu'ils n'ont su que défaire.

Au dix-huitième Congrès du parti, en mars 1939, Staline et Molotov ont dû reconnaître le retard économique considérable de l'U.R.S.S. sur les autres pays industriels, après deux plans quinquennaux exécutés à une allure dite triomphale. C'est la rétractation implicite de toutes leurs affirmations antérieures quant à l'avance prise par la jeune production prétendue socialiste sur celle du vieux monde capitaliste en décadence, le plus cruel démenti possible infligé à leur propagande trompeuse. « Il faut du temps, et beaucoup de temps, pour dépasser au point de vue économique les principaux pays capitalistes », découvre Staline après avoir depuis longtemps proclamé *urbi et orbi* que l'U.R.S.S. avait « rattrapé et dépassé » l'Europe et l'Amérique. Et Molotov de préciser : « Comme Staline le dit dans son rapport, il faut du temps pour accomplir cette tâche : au moins dix ou quinze ans et encore deux ou trois plans quinquennaux. » Dans le détail, noyés sous le fatras des forfanteries habituelles, les aveux des deux augures concernant les produits de première nécessité autant et plus que les matières premières ; plusieurs décisions à l'encontre de la

gigantomanie industrielle et de la centralisation excessive d'un certain charlatanisme qui, pendant les quelques dix années précédentes, a tenu lieu aux bolchéviks de doctrine.

Si l'industrie et l'agriculture de l'U.R.S.S. produisent à perte en engloutissent une forte part du revenu national, le déficit se traduit dans les privations infligées à l'ensemble des travailleurs : en définitive, il est couvert par des milliers d'heures de travail non payées et entraîne le sacrifice de millions de vies humaines. Le critère démographique, tenu caché par Staline, parle encore plus éloquemment que tout autre. Sur la base du recensement de 1926 : 147 millions d'habitants, et en appliquant un taux de natalité de 2,3 % par an, soit environ 3 millions d'augmentation annuelle, chiffre répété par Staline, le deuxième plan quinquennal prévoyait une population de 180 millions d'âmes à la fin de 1937. Le recensement effectué au début de ladite année, après une minutieuse préparation et avec une armée de plus d'un million de contrôleurs, aboutit à l'arrestation des dirigeants de la Statistique et leurs proches collaborateurs, les résultats demeurant dans le mystère. D'après W. Krivitski, informé à l'excellente source confidentielle de la Guépéou, « au lieu des 171 millions d'habitants escomptés pour 1937, on en a trouvé moins de 145 millions ; il manque donc à l'U.R.S.S. près de 30 millions d'individus ». En réalité, si le Plan escomptait 180 millions à la fin de l'année, cela signifie 177 au commencement, et un manque de 32 millions. Au lieu de s'accroître chaque année de « toute une Finlande », comme disait Staline, l'U.R.S.S. a perdu l'équivalent de toute une Pologne, ou de dix Finlande. Loin de « refléter les victoires du socialisme », comme prévu, le recensement reflète les défaites du bolchevisme, les désastres de l'industrialisation et de la collectivisation souvent comparés aux effets de plusieurs guerres dévastatrices. Staline ayant ordonné un nouveau recensement pour janvier 1939 veillera, cette fois, à obtenir le total fixé d'avance : 170 millions d'âmes, chiffre plus modeste que la prévision antérieure. Mais il ne ressuscitera pas les morts ni ne compensera tant de pertes physiques et de ruines spirituelles.

L'information tragique dans sa sécheresse, et d'un pathétique inexprimable, recueillie par W. Krivitski est d'ailleurs conforme aux renseignements fragmentaires et approximatifs reçus d'autre part. Si un correspondant du *Courrier socialiste* avait pu déjà signaler 5 millions de victimes dénombrées pendant la famine de 1932-1933 (*Sot-*

sialistitcheski Vestnik n° 9, du 10 mai 1934), un socialiste américain pro-bolchéviste, Harry Lang, revenu épouvanté d'un séjour en U.R.S.S., a su par un haut fonctionnaire soviétique et a publié dans le *Forward* de New York que 6 millions de faméliques au moins ont péri alors en Ukraine ; il rapporte que 40 % de la population ont disparu dans certaines régions d'Ukraine et de Russie-Blanche ; des organisations de secours comptent 140 000 morts en 1933 pour les seules colonies paysannes allemandes (*Forward*, 19 février 1936 et suiv.). Un communiste américain désenchanté, Adam J. Tawdul, tient de Skrypnik qu'au moins 8 millions d'individus sont morts de la faim en Ukraine et au Caucase septentrional ; Balitski, chef de la Guépéou en Ukraine, comptait 8 à 9 millions de victimes dans l'Ukraine seule ; Lovine, directeur de l'usine des tracteurs à Tchéliabinsk, lui dit que plus d'un million d'affamés ont péri dans l'Oural, outre-Volga, et en Sibérie occidentale (*New York American*, 18-29 août 1935). Si l'on songe à la détresse des millions de déportés, à l'innombrable main-d'œuvre pénale maltraitée et aux camps de concentration où une effrayante mortalité creuse de larges vides, aux isolateurs et aux prisons bondées, aux millions d'enfants abandonnés dont un faible pourcentage seulement réussit à survivre aux exécutions capitales et aux expéditions punitives, bref aux multitudes « fauchées à larges brassées » par Staline, il n'y a pas lieu de s'étonner devant les immenses charniers de cette chiourme gigantesque appelée par double antiphrase « patrie socialiste ».

Auteur et fauteur de déperditions de substance qui équivalent dans un État moderne à plusieurs grandes guerres perdues, responsable entre tous d'une régression matérielle et d'un abaissement moral qui reportent la Russie très loin en arrière, en dépit de ses avions et chars d'assaut, Staline se trouve alors pris entre la crainte d'une guerre limitée où l'U.R.S.S. serait face à face avec un puissant adversaire et le désir d'une guerre générale où elle bénéficierait soit de sa neutralité apparente, soit de puissantes alliances. Ainsi comprise, une guerre limitée serait sa perte à coup sûr, la guerre généralisée serait, dans son esprit, le salut. L'alternative commande sa politique extérieure qui, en réponse à l'hostilité active de Hitler, tend à faire entrer l'U.R.S.S. dans toute coalition formée contre l'Allemagne ou le Japon et, subsidiairement, contre leurs alliés ou complices. L'intervention russe en Espagne (1936) et en Chine (1937) illustre bien sa tactique de pré-

sence modérée à la mesure des moyens restreints de l'U.R.S.S., permettant aux moindres frais de faire pièce à ses ennemis pour contribuer à les affaiblir et d'avoir ainsi voix au chapitre dans la conduite de la guerre et la conclusion de la paix, tout en conservant intact le gros de ses forces pour des circonstances vitales. Une même perspective était envisagée volontiers quant à la Tchécoslovaquie (1938), le poids de la lutte contre l'Allemagne portant, le cas échéant, sur la France et l'Angleterre. La mimique d'un patriotisme actif et belliqueux, sous le couvert de formules démocratiques ou traditionnalistes, des partis communistes asservis à Staline en Occident et en Orient n'a pas d'autres mobiles. Une besogne parallèle d'immixtion par divers modes d'influence s'accomplit dans les partis de gouvernement, exploitant parfois des sentiments respectables, parfois des intérêts inavouables, toujours de peureuses complaisances.

Karl Marx, dont les bolchéviks font un usage qui appelle des chocs en retour, dénonçait déjà en 1864 : « ...les empiètements immenses et sans obstacles de cette puissance barbare dont la tête est à Saint-Pétersbourg et dont on retrouve la main dans tous les cabinets d'Europe. »... Depuis, la Russie n'a changé qu'en pire et, comme l'a dit Custine il y a un siècle, « la nation elle-même n'est encore qu'une affiche placardée sur l'Europe, dupe d'une imprudente fiction diplomatique ». Cependant, par sa diplomatie tortueuse et de par la carence du socialisme contemporain, Staline a obtenu sans peine des succès partiels à la faveur du trouble profond de la vieille Europe prise de panique devant les États totalitaires qui veulent réviser la carte du monde. Il a pu traiter dans une monstrueuse équivoque avec des États plouto-démocratiques aveugles devant l'antagonisme entre Slaves et Germains, inconscients des affinités du totalitarisme de droite et de gauche, incapables de discerner à temps les dangers et d'agir en conséquence, résignés par courte vue à accepter sans conditions n'importe quel concours éventuel pour assurer en cas de guerre leur existence. Mais en même temps, par sa politique autocratique et son économie retardataire, Staline sape la puissance dont il dispose en la privant de base populaire, en supprimant les élites en ébranlant toute l'armature, en minant l'État de contradictions internes, en suscitant dans son empire les forces centrifuges. Ce qui explique le silence glacial de Moscou aux heures les plus critiques de l'histoire européenne depuis l'avènement du national-socialisme en Allemagne.

La Russie éternelle, avec ses millions d'hommes dispersés sur de tels espaces, pourrait tenir longtemps dans une guerre menaçant le pays dans ses œuvres vives. Cette antinomie entre la Russie proprement dite et le régime de Staline détermine des conséquences inexorables. Une défaite militaire de l'U.R.S.S. comme une crise intérieure risquent d'être fatales à ses alliés imprévoyants et de tourner en débâcle. Une victoire finale commune remportée, dans l'épuisement général, par les armes et les ressources de ses alliés rendrait actuelle une autre appréhension du même Karl Marx : dans l'hypothèse où le continent européen persisterait dans les excès du capitalisme, la soumission de l'homme à la machine, la course aux armements, l'accroissement des dettes publiques, écrivait l'auteur du *Capital* en 1897, « le rajeunissement de l'Europe par le knout et par une infusion obligatoire de sang kalmouk, prédit avec tant de sérieux par le demi-Russe et complet Moscovite Herzen..., finirait par devenir inévitable ».

Mais la jeune Russie saignée à blanc par Staline laisse le champ libre au dynamisme germanique et, faute d'un *modus vivendi* avec Hitler, se tient sur l'expectative comme les vieilles nations occidentales pacifiques, ce qui à tout le moins ajourne l'éventualité apocalyptique entrevue par Herzen et par Marx, prophètes souvent contradictoires du socialisme. Son régime intérieur lui interdit de jouer un rôle à sa taille dans l'histoire de notre temps et, sous ce rapport, Staline se montre le meilleur agent bienveillant de l'Allemagne. Ce régime policier qui ne cesse d'évoluer à travers les contradictions évoluera encore jusqu'à subir au premier choc sérieux une mutation brusque, annoncée par tous les signes, préparée par des ferments invisibles. Avant d'atteindre un stade durable, son caractère transitoire rend impossible de le définir en une formule satisfaisante ; mais les traits frappants de sa physionomie excluent, en tout état de cause, les définitions avantageuses dont Staline le pare.

Lénine, Trotski et Boukharine, les trois principales têtes pensantes du régime à l'époque où il y était permis de penser, n'ont pu s'accorder pour le définir capitalisme ou socialisme d'État, le premier préférant capitalisme, les autres socialisme. L'évolution ultérieure a, sous Staline, à la fois simplifié et compliqué le problème. L'embarras du choix tient sans doute à l'identité de contenu dans les deux termes. Il est significatif qu'une même hésitation intervienne devant les réali-

sations étatiques du fascisme et du national-socialisme. L'ancien vocabulaire exprime donc bien mal les nouveaux phénomènes historiques. Il a fallu aussi des mots neufs, comme bolchévisme et fascisme, vides en soi de sens politique, pour désigner des mouvements qui offrent à la longue tant de ressemblances et se livrent à tant de plagiats mutuels, se font tant d'emprunts et d'échanges, que le même néologisme de « totalitaires » leur conviant à merveille. Mussolini a commencé par imiter Lénine, Hitler a continué en imitant Mussolini et Staline, celui-ci en retour copie les deux émules, surtout dans ce qu'ils ont de pire. Les dictateurs se suivent, mais à de longs intervalles, et Staline en tête, dans la voie où ils éduquent et disciplinent leurs sujets par la mise au pas, la mise à l'ombre et la mise à mort. Il n'est guère possible que tant d'analogies dans le langage et dans les actes, les procédés et les méthodes, les institutions et les types d'hommes, ne reflètent aucune parenté historique, à moins d'admettre la possibilité d'un divorce absolu entre le fond et les formes.

Quant à Staline, il prétend que même « l'expression socialisme d'État est inexacte » ; il estime en 1936 que « la victoire totale du système socialiste dans toutes les sphères de l'économie nationale est maintenant un fait acquis » et que « la première phase du communisme, le socialisme, est déjà réalisée chez nous dans l'ensemble » ; il va jusqu'à dire que le stakhanovisme « prépare les conditions nécessaires pour passer du socialisme au communisme ». Les faits se chargent assez de le démentir. Staline nie le « socialisme d'État » sous le prétexte que la propriété des moyens de production en U.R.S.S. est collective. Mais l'appropriation du profit y a un caractère privé indubitable, et c'est cela qui importe. Le profit transparaît, dans l'inégalité sociale croissante, plus révoltant en son injustice renforcée que celle des pays capitalistes où elle s'atténue, plus intolérable sous une terminologie égalitaire hypocrite. Aucune société, on le savait, n'a jamais existé sans hiérarchie, sans autorité, sans privilèges naturels et artificiels. Mais le rêve socialiste d'en fonder une a tourné en Russie au cauchemar. L'« expropriation des expropriateurs » a conduit à une sorte de féodalité bureaucratique sous laquelle le prolétariat et le paysannat, avilis par le fonctionnariat et le mandarinat, ont été réduits à un espèce de servage ; et si le mode de production n'est pas exactement capitaliste, notion d'ailleurs indéfinissable, c'est qu'il mérite plutôt le nom d'esclavagiste pour la majorité des parias soviétiques.

Staline analyse comme suit les « couches dirigeantes » du Parti : environ 3 000 à 4 000 supérieurs, le « haut commandement » ; puis 30 000 à 40 000 dirigeants moyens, « nos cadres de officiers » ; puis 100 000 à 150 000 subalternes, « nos cadres de sous-officiers ». Ces quelque 200 000 individus dominent politiquement la population et encadrent la bureaucratie, les spécialistes, les intellectuels, les fonctionnaires qui occupent des positions économiques privilégiées. On peut estimer d'après Trotski à environ 10 millions de personnes les catégories sociales les plus favorisées, soit 25 millions avec leurs familles. Si la population se monte à 145 millions d'âmes, chiffre de W. Kriviski, les privilèges sont acquis aux dépens de 120 millions ; si elle était de 180 millions, chiffre du Plan, ils le seraient aux dépens de 155 millions. Régime de privilèges parce que d'exploitation, régime de police parce que d'oppression. La présence pléthorique de policiers dans tous les organes dits représentatifs de ce régime paradoxal donne une faible idée de cette oppression et de cette exploitation, plus dures que partout ailleurs au monde sans que le régime en soit plus solide. Herzen a défini l'ancienne Russie tsariste en un raccourci saisissant encore valable pour l'U.R.S.S. : « Édifice mixte, sans architecture, sans solidarité, sans racines, sans principes, hétérogène et plein de contradictions. Camp civil, chancellerie militaire, état de siège en temps de paix, mélange de réaction et de révolution, prêt à durer longtemps et à tomber demain en ruine. »

Ce mélange de réaction et de révolution déroute les amateurs de situations classiques et se prête mal aux pauvres moyens de la langue sociologique, peu féconde en néologismes. Le fascisme aussi déconcerte par un tel mélange ; Mussolini l'appelle révolution, ses adversaires répondent : contre-révolution préventive. La révolution et la contre-révolution ont des acceptions fort diverses et ce n'est sans doute pas par hasard si en U.R.S.S., dans les querelles d'interprétations historiques de l'école Tarlé triomphante contre l'école Pokrovski condamnée à se taire, le rôle révolutionnaire de Bonaparte ou contre-révolutionnaire de Napoléon tient une aussi grande place. Les uns ont vu la contre-révolution en Russie dans le bolchévisme même, d'autres ne l'aperçoivent que depuis l'imposture de la Constitution stalinienne. On peut l'entendre aussi comme la période où la pratique va ouvertement à l'encontre de la théorie, où les anciennes illusions de la croyance cèdent au nouveau cynisme incrédule,

où l'inconscience dans la contradiction entre la parole et les actes se transforme en conscience dans le mensonge. En ce sens, Lénine incarne la révolution avec ses réelles défaites et Staline la contre-révolution malgré ses prétendues victoires.

Un certain recul rendra plus précise la marche de cette contre-révolution informe dont les effets seront longtemps moins évidents que les causes. T. G. Masaryk, plus clairvoyant dans l'analyse psychologique que dans ses conceptions de constructeur de l'État, a le mieux souligné l'erreur mortelle que Lénine a transmise à Staline : « Quand on croit avoir atteint le stade définitif de l'évolution et posséder une connaissance infaillible de toute l'organisation de la société, on cesse de travailler pour son progrès et son perfectionnement, on n'a plus comme principal et même unique souci que de conserver sa position et sa puissance. » L'expérience confirme pleinement son opinion sur l'esprit de ce « régime abstrait déduit d'une thèse et mis en pratique par la violence », « dictature absolutiste d'un seul homme et de ses auxiliaires », régime de centralisme rigide, d'inquisition et d'infailibilité : « La dictature bolchéviste a sa source dans un infailibilisme dénué de tout sens critique, de tout esprit scientifique ; un régime qui a peur de la critique et du jugement des hommes qui pensent est, de ce seul fait, impossible. » Et un régime impossible, inviable, ne dure que par le mensonge, la contrainte, la corruption, la terreur et les massacres.

Le cours des choses et le comportement des hommes ont contredit toutes les prévisions optimistes de Lénine, tant ses espoirs dans une démocratie supérieure que ses conceptions semi-libertaires énoncées dans *l'État et la Révolution* et autres écrits de la même époque, à l'aube révolutionnaire. Des thèses particulières de Trotski, rien non plus n'a résisté l'épreuve, notamment la notion verbeuse et abstraite de la « révolution permanente ». Lénine est mort trop tôt pour épiloguer sur l'avortement du bolchévisme. Trotski n'a pas su tirer parti des loisirs de l'exil pour un véritable examen de conscience : ses mémoires n'apportent à l'histoire pas même la contribution documentaire qu'on était en droit d'attendre d'un tel protagoniste, ses articles et brochures paraphrasent en vain une argumentation rebattue sans éclairer aucun problème. L'avortement du bolchévisme en Russie se double d'une faillite irrémédiable du communisme dans l'Internationale et les leçons de l'expérience dépassent de beaucoup le

terrain de la guerre civile. Le socialisme démocratique dans ses divers courants, au nom de la légitime défense contre le fascisme, s'est laissé presque partout entraîner, circonvenir et compromettre par le communisme totalitaire. L'agonie de l'espérance socialiste dans le monde ouvre ainsi une crise idéologique impondérable. Il appartiendra donc aux épigones de la génération impuissante de faire le bilan du bolchévisme national, du communisme international et du socialisme traditionnel pour en tirer les enseignements. En toute logique, cela doit les induire à examiner ce qu'il reste de vivant et ce qu'il y a de mort dans la doctrine-mère, assez mal connue bien que très célèbre sous le nom de « marxisme ».

Paris, mars 1939.

Bibliographie

À partir de 1935, il devient impossible d'enregistrer les menus écrits de Staline (lettres publiées, télégrammes, toasts, etc.) à la fin d'un ouvrage comme celui-ci, destiné au grand public instruit. On ne peut que renvoyer les intéressés au répertoire bibliographique complet : Nomenclature des articles et documents de Marx, Engels, Lénine, Staline, publiés pour la première fois en 1935-1936, *Prol. Rev.*, n° 7, M., 1936 ; *id.* pour 1936-1937, *Prol. rev.*, n° 8, M., 1937 ; et *id.* pour 1937-1938, *Prol. Rev.*, n° 9, M., 1938.

Depuis la première édition (française) du présent ouvrage, il a paru en U.R.S.S. divers textes, opuscules et recueils ayant trait plus ou moins directement au passé de Staline. On a cru devoir mentionner les principaux dans la bibliographie du dernier chapitre, bien que relatifs à des époques traitées dans les chapitres antérieurs.

J. STALINE, Le Congrès de Londres du P.O.S-D.R. Notes d'un délégué ; Réimpr. du *Bakinski Proletari*, n°s 1 et 2, Bakou, 2 et 10 juil. 1907 ; signées Koba Ivanovitch ; *Prol. Rev.*, n° 6, M., 1935 ;

J. V. STALINE, Lettre à V. I. Ménine (1915) ; Lettre au journal *Les Questions d'Assurance* (1916) ; Article : « Serrez les rangs » (1917) ; *Prol. Rev.*, n° 7, M., 1936 ;

J. STALINE, Discours à la première conférence des Stakhanoviens, M., 1935 ; Discours au palais du Kremlin à la promotion des académiciens de l'Armée rouge, M., 1935 ; Entretien avec l'écrivain anglais H. D. Wells, M., 1935 ; Sur le projet de Constitution de l'U.R.S.S. Rapport, etc., M., 1936 ; Entretien avec le président du syndicat de presse américain Scripps-Howard News Papers, le citoyen Roy Howard, M., 1936 ; Articles et discours sur l'Ukraine, Kiev, 1936 ;

J. STALINE, A. JDANOV, S. KIROV, remarques au sujet du sommaire du Manuel d'« Histoire de l'U.R.S.S. », *Prol. Rev.*, n° 7, M., 1936 ;

J. STALINE, S. KIROV, A. JDANOV, remarques sur le sommaire du manuel de la « Nouvelle Histoire », *Prol. Rev.*, n° 7, M., 1936 ;

J. STALINE, Sur le manuel d'« Histoire du Parti », *Prol. Rev.*, n° 8, M., 1937 ; Sur les défauts du travail du Parti et les mesures pour liquider les trotskistes et autres « doubles-faces » ; Discours de conclusion, etc., *Prol. rev.*, n° 8, M., 1937 ; Lettre du camarade Ivanov et réponse du camarade Staline, *Prol., Rev.*, n° 9, M., 1938.

(Staline) ; S. ALLILOUIEV, Rencontres avec le cam. Staline, *Prol. Rev.*, n° 8, M., 1937. — L. BERIA, Sur la question de l'histoire des organisations bolchévistes en Transcaucasie, M., 1935, 3^e éd. compl., M., 1937. — Démonstration de Baktoum en 1902, M., 1937. — E. GUENKINA, L'arrivée du cam. Staline à Tsaritsyne, M., 1937, et *Prol. Rev.*, n° 7, M., 1936 ; La lutte pour Tsaritsyne en 1918, *Prol. Rev.*, n° 1, M., 1939. — V. M. LEVITSKI, La lutte de Staline et la lutte contre Staline, P., 1937. Lutte révolutionnaire des paysans de Géorgie en 1905 ; M., 1935. — Ph. MAKHARADZÉ, Les organisations du parti en Transcaucasie à la veille et après le deuxième Congrès, *Prol. rev.*, n° 2, M., 1933. — A. Markov, Staline et Araktchéiev, *Posliédnia Novosti*, P., 21 nov. 1933. — Matériaux bibliographiques sur la grève de Bakou en 1904, *Prol. Rev.*, n° 5, M., 1935. — M. ORAKHELACHVILI, La victoire de la révolution socialiste d'Octobre en Géorgie, *Prol. Rev.*, n° 7, M., 1936. — Récits de vieux ouvriers de Transcaucasie sur le grand Staline, 2^e éd., M., 1937. — Staline et Khachim, Préface de N. LAKOBA, *Prol. Rev.*, n° 8, M., 1937. — Silhouettes soviétiques. 7, Joseph Vissarionovitch Staline (d'après des souvenirs personnels), *Russian in Britain*, n^{os} 19-43 à 1-49, London, 17 oct. 1937 à 20 janv. 1938.

A. BARMINE, Vingt ans au service de l'U.R.S.S., P., 1939. — N. DE BASILY, La Russie sous les Soviets, P., 1938. — Bilan de la terreur en U.R.S.S. (Faits et chiffres), P., 1936. — B. BRUTZKUS, Economic Planning in Soviet Russia, London, 1935 ; U.R.S.S., terrain d'expériences économiques, P., 1937. — A. CIGILA, Au pays du grand mensonge, P., 1938. — Walter Citrine, I search for Truth in Russia, London, 1936. — W. H. CHAMBERLIN, Russia's Iron Age, Boston, 1934. — Conférence du P.O.S-D.R. à Prague en 1912, Articles et Documents, M., 1937. — Conférence de Prague du P.O.S-D.R., etc. Recueil d'articles et de matériaux, par O. PIATNITSKI, M., 1937. — Constitution (Loi fondamentale) de l'U.R.S.S., M., 1936. — Cours abrégé d'Histoire de l'U.R.S.S., sous la direction de A. CHES-TAKOV, M., 1937. — Max EASTMAN, artists in Uniform, New York, 1934 ; The end of Socialism in Russia, Boston, 1937. — André Gide, retour de l'U.R.S.S., P., 1936 ; Retouches à mon retour de l'U.R.S.S., P., 1937. — (E. HERRIOT) : Les procès politiques en U.R.S.S., P., 1937. — Histoire abrégée du P. C. de l'U.R.S.S., établie par une brigade de professeurs rouges de l'Institut historique du Parti, etc., sous la direction de V. KNORINE, 2^e éd., M., 1936. — Histoire du P. C. de l'Union (bolch.), Cours abrégé, M., 1938. — M. KALININE, Pendant ces

années, 3 vol., M., 1929. — N. KHARITONOV, K. E. Vorochilov, biographie, M., 1931. — Kléber LEGAY, Un mineur français chez les Russes, P., s. d. — M. LITVINOV, La politique extérieure de l'U.R.S.S., P., 1935. — V. MOLOTOV, La Constitution du Socialisme, M., 1936. — Notre patrie (sous la direction de A. STETSKI, S. INGOULOV, N. BARANSKI), M., 1937.

(Opposition) ; Case (the) of Léon Trotsky, Report of hearings on the charges made against him in the Moscow Trials, by the preliminary Commission of Inquiry : John Dewey, chairman, etc., London, 1937. — Complices (Les) de droite de la bande trotskiste, M., 1937. — Jusqu'où ils ont roulé. Les bandits trotskisto-zinovievistes, avant-garde de la bourgeoisie contre-révolutionnaire, etc. (Recueil), M., 1936. — D. MANOUILSKI, L'ambiance capitaliste et les réserves trotskistes, L., 1937. — Procès (Le) du Centre terroriste trotskiste-zinovieviste, Compte rendu sténographique des débats, M., 1937. — Procès (Le) du « Bloc des Droitiers et des Trotskistes » antisoviétique, Compte rendu sténographique des débats, M., 1938. — Restaurateurs (Les) de droite du capitalisme, Recueil d'articles, M., 1937. — L. SEDOV, Livre Rouge sur le Procès de Moscou, P., s. d. — Sur l'histoire du Parti bolchéviste. Le Parti en lutte contre l'Opposition, Recueil d'articles, M., 1936. — L. TROTSKI, La bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov, P., 1936. — L. TROTSKI, La Révolution trahie, P., s. d. ; Les Crimes de Staline, P., s. d. — Trotskistes et Zinovievistes, ennemis du peuple. L., 1936.

Peine (La) de mort en U.R.S.S., Textes et Documents, P., 1936. — *Pravda* (La) bolchéviste, 25^e anniversaire, etc., 1937. — Arthur ROSENBERG, Histoire du Bolchévisme, P., s. d. — Andrew SMITH, J'ai été ouvrier en U.R.S.S., P., 1937. — I. SOLONIÉVITCH, Barbelés rouges, P., 1938. — B. SOUVARINE, Cauchemar en U.R.S.S., P., 1937 ; Aveux à Moscou, P., s. d. (1938). — A. STETSKI, L. MEKHLIS, E. VARGA, V. KARPINSKI, L'U.R.S.S. et les pays du capitalisme, M., 1937. — Sur le front de la science historique, M., 1936. — Victor SERGE, Destin d'une révolution, P., 1937. — L. TROTSKY, Vie de Lénine, t. I, P., 1936. — Vingt ans de pouvoir soviétique, recueil statistique, M., 1937. — K. VOROCHILOV, Sur la jeunesse, M., 1936 ; Articles et Discours, M., 1936. — G. WELTER, Histoire de la Russie communiste, P., 1935. — Yvon, L'U.R.S.S. telle qu'elle est, P., 1938.

Staline.
Aperçu historique du bolchévisme.

Post-scriptum

La guerre

[Retour à la table des matières](#)

Un quart de siècle après l'août 1914 qui vit le début d'une guerre funeste dont les conséquences sont le bolchévisme, le fascisme et le national-socialisme, Staline arrivait à ses fins qui étaient, dans l'immédiat, de rendre la guerre inévitable tout en l'évitant, du moins le croyait-il, pour soi-même. Le 23 août 1939, au nom de leurs maîtres, Ribbentrop et Molotov signaient à Moscou le « pacte Hitler-Staline », annonciateur d'une nouvelle guerre européenne. Le 1^{er} septembre, l'Allemagne envahit sans avertissement la Pologne. Le 3 septembre, la France et l'Angleterre, garantes de la Pologne, constataient l'état de guerre entre elles et l'Allemagne. Un nouveau chapitre de deuils, de ruines et de malheurs s'ouvrait dans l'histoire de l'Europe et du monde.

Staline, comme tous les bolchéviks, jugeaient en principe la guerre fatale, tôt ou tard, Lénine lui ayant appris qu'elle est la « continuation de la politique par d'autres moyens », suivant l'aphorisme de Clausewitz incorporé au marxisme vulgaire. Le pacifisme est pour lui une antithèse du bolchévisme et, dans son parti, l'épithète de pacifiste a le sens bien établi d'une injure. Toujours disposé à écraser des faibles ou à annexer de vive force un peuple sans défense, mais trop prudent pour se hasarder de plein gré dans une guerre d'issue incertaine, il ne

craignait rien tant que d'y prendre part contre un proche et puissant adversaire. Dans son esprit, c'eût été sa perte avec celle du régime car l'U.R.S.S. eût alors subi une épreuve disproportionnée à ses moyens matériels et spirituels de résistance, car aussi un pouvoir autocratique imposé à la population essentiellement par la violence n'eût pas survécu longtemps aux premières défaites. Il s'agissait donc d'orienter les événements en sorte que l'inéluctable guerre se fasse entre les principales puissances européennes et les épuise, l'U.R.S.S. restant intacte et Staline indemne. Une tactique visant au maintien de la paix, mais d'une paix très précaire selon les vues bolchévistes, comportait le danger probable de laisser se former contre Moscou une coalition future : mieux valait par conséquent, pour Staline, manœuvrer pour créer l'irréparable au moment opportun.

Tant que Hitler se refusait à une entente avec Staline, en dépit de sondages et d'avances, ce dernier n'avait d'autre ressource qu'un rapprochement avec la France et l'Angleterre. Il essaya d'en tirer le maximum d'avantages, avec le minimum de risques, tout en renouvelant sous main ses invites à l'Allemagne et sans cesser d'entretenir pour les vieilles démocraties pusillanimes la menace révolutionnaire sous le couvert de son Internationale communiste. Dans la guerre civile espagnole, de 1936 à 1939, alimentée par les interventions étrangères, il ne vit que l'occasion possible d'amorcer loin de ses frontières une conflagration plus ample, espérant bien demeurer neutre pour devenir arbitre. Dans la guerre de Chine commencée par le Japon en 1937, il ne pensa qu'à user les forces japonaises absorbées dans les profondeurs chinoises pour les détourner de son domaine asiatique, tout en cherchant à traiter avec le Japon sur le dos de la Chine. Les combats de Tchan-Kou-Fong, auprès du lac Khassan (août 1938) ne furent pour l'U.R.S.S. et le Japon que manifestations respectives de faiblesse, chacun ne désirant qu'éviter une guerre sérieuse et sauver la face. Après l'annexion de la Bohême et de la Moravie en mars 1939 par l'Allemagne, qui ne cachait plus ses intentions et ses préparatifs quant à la Pologne, la volonté de la France et de l'Angleterre d'enrayer l'expression germanique apparut enfin à Staline comme la conjoncture la plus propice.

Le demandeur, récompensé de sa patience, était sollicité à son tour. Paris et Londres négociaient avec Moscou un accord protégeant la Roumanie et la Pologne, cependant que Berlin évoluait dans le même

sens mais à des fins contraires. Staline pouvait vendre au plus offrant son concours, à condition de ne rien donner, ou peu de chose, et de beaucoup recevoir. La France et l'Angleterre avaient *ipso facto* garanti ses frontières polonaise et roumaine sans rien lui demander en échange. Elles lui proposaient maintenant l'honneur de se battre, le cas échéant, et contre l'Allemagne, c'est-à-dire de se faire battre, sans rien lui promettre en retour. Hitler n'avait besoin que d'aide passive, moyennant quoi il accordait à son complice le tiers de la Pologne, à occuper sans coup férir, et lui laissait les mains libres dans les États baltes et en Finlande, sans parler d'avantages balkaniques, — jusqu'à nouvel ordre. Staline avait trop peur de l'Allemagne pour hésiter, notwithstanding ses dernières attitudes officielles et déclarations publiques, en maître cynique rompu aux palinodies doctrinales comme aux volte-face politiques.

Avec le monopole de l'information parlée ou écrite dans son pays privé de toute opinion par la terreur, et dans un régime où le tyran n'a de comptes à rendre à personne, il était facile à Staline de présenter chez lui les choses sous un jour favorable, surtout en apportant l'argument suprême de la paix sauvegardée pour le peuple russe. Quant aux sections domestiquées de l'Internationale communiste, corrompues, perverties et dressées de longue date à l'obéissance servile, il ne leur restait qu'à se renier une fois de plus à rétracter leurs gratuites affirmations démocratiques et pseudo-jacobines des dernières années, à répudier leur patriotisme de circonstance et la solidarité nationale, d'adoption toute récente, pour prôner à nouveau la lutte de classe et prêcher l'internationalisme révolutionnaire cette fois au profit éventuel des divers États totalitaires confondus dans la même cause.

Ayant redécouvert l'impérialisme français et britannique, dont il n'était plus question depuis cinq ans sur l'ordre intéressé de Staline, les prétendus communistes de tous les pays, zélés de l'« antifascisme », de la « sécurité collective », de la « politique de fermeté » contre les « auteurs de guerre », se firent en un tournemain les champions de la paix à tout prix, les propagateurs clandestins du défaitisme, sauf en Allemagne, en Autriche, en Tchécoslovaquie et en Pologne. Ainsi s'accomplit, dans le fracas des divisions blindées allemandes passant sur le corps de la Pologne, sous le tonnerre des avions à croix gammée bombardant les villes ouvertes, les villages et

les routes, l'union obscène et significative du bolchéviste et du nazisme. Il n'y eut pour s'étonner, se récrier ou s'indigner en Europe et en Amérique que de bons démocrates assez naïfs pour avoir cru à la conversion sincère des communistes et par trop ignorants du passé de Staline comme de l'histoire du bolchevisme.

À la faveur de l'agression brusquée commise par Hitler au moyen de forces irrésistibles, l'Armée rouge attaquait dans le dos des Polonais en déroute, le 17 septembre, et prenait sans péril la part de butin dévolue à Staline pour prix de sa nouvelle trahison. Les États baltes terrifiés par le sort de la nation voisine se soumettaient sans résister au pouvoir militaire de l'U.R.S.S. comme à un moindre mal. Staline semblait le grand profiteuse de l'opération et s'appropriait à imposer ses volontés à la Finlande. Le 28 septembre, à Moscou, Ribbentrop et Molotov signaient de nouveaux accords, rejetant sur la France et l'Angleterre la responsabilité de la guerre, fixant la « frontière des intérêts d'empire réciproques dans le territoire du ci-devant État polonais » et esquissant un programme vague de relations économiques entre les deux puissances totalitaires complices. L'un des accords menaçait les Alliés de mesures concertées, au cas où ils persévéraient à ne pas reconnaître le fait accompli et à continuer la guerre.

Mais après deux mois de pourparlers, la Finlande ne s'inclinait pas devant des exigences équivalant à la rendre vassale de Staline. Celui-ci, le 29 novembre, fit sa première déclaration publique depuis la guerre, pour innocenter Hitler : « Ce n'est pas l'Allemagne qui a attaqué la France et l'Angleterre, mais la France et l'Angleterre qui ont attaqué l'Allemagne... Après l'ouverture des hostilités, l'Allemagne a fait des propositions de paix à la France et à l'Angleterre, et l'Union soviétique a ouvertement soutenu les propositions de paix de l'Allemagne... Les cercles dirigeants de France et d'Angleterre ont brutalement repoussé, tant les propositions de paix de l'Allemagne que les tentatives de l'Union soviétique de mettre fin rapidement à la guerre. » Le lendemain, 30 septembre, l'Armée rouge se ruait sur la Finlande et donnait au monde stupéfait le spectacle de troupes inconscientes battues par une armée cinquante fois moins nombreuse et cent fois moins pourvue de moyens matériels. Le 21 décembre, Staline célébrait dans la défaite ignorée des populations de l'U.R.S.S. son soixantième anniversaire, sur des monceaux de cadavres. Le 25, en réponse aux félicitations de Ribbentrop, il télégraphie : « L'amitié des

peuples d'Allemagne et de l'Union soviétique, cimentée par le sang a toutes raisons d'être durable et solide. »

Les faits parlent d'eux-mêmes. Ils dissipent le moindre doute quant à la transformation du bolchévisme théorique en son contraire pratique. Ils lèvent toute incertitude et tranchent tout désaccord quant aux résultats et conséquences de vingt années de dictature, quant à l'appréciation des réalités dites soviétiques. Ils éclairent aussi l'essentiel de ce que Staline, au cours des années précédentes, avait eu soin de laisser dans les ténèbres. La contre-révolution conduisait à la guerre, et les massacres de l'intérieur préparaient les hécatombes aux frontières. Dès le 29 août, la *Frankfurter Zeitung* hitlérienne publiait un article où la vérité se fait jour : « Le rapprochement entre l'Allemagne et l'U.R.S.S. s'est réalisé dans une évolution qui a duré des mois. Du côté russe, il s'est accompli dans ces dernières années des changements de personnes et des modifications de structure d'une importance essentielle et que l'on peut sans doute considérer comme des conditions indispensables à cet événement historique. La mise à l'écart de la vie publique de la couche dirigeante, opérée sur une large base sous le mot d'ordre de l'antitrotskisme, a formé sans aucun doute un élément important contribuant à rendre l'U.R.S.S. conciliante... » Ainsi, Staline avait perpétré crime sur crime pour supprimer tout obstacle dans la voie conduisant au plus grand crime. Par peur de Hitler, il lui fallait pactiser coûte que coûte avec Hitler. Par peur de certaine guerre, il lui fallait précipiter l'Europe dans la guerre.

Mais en même temps, il a dû découvrir son jeu où chacun désormais peut lire, allié ou adversaire. Et pour les moins prévenus, ses mécomptes en Finlande ont dévoilé des tares profondes, révélé d'incurables faiblesses. Il n'a pu vaincre un petit État désarmé dont la population ne dépasse guère celle de Léninegrad et qui n'a signé la paix, le 12 mars 1940, que sous la menace d'une descente militaire allemande dans la péninsule scandinave. Sera-t-il maître chez soi des événements qui ébranlent le vieux monde et balaieront les régimes vétustes ou impopulaires ? De toute évidence, il ne saurait tenir et durer qu'en redoublant désormais de prudence, en s'abstenant d'affronter au-dehors quelque épreuve sérieuse, et en se subordonnant de plus en plus aux autres pays totalitaires. Sans doute est-il fondé à spéculer sur la cécité des hommes d'État qui l'ont ménagé alors qu'ils

tenaient pourtant à ne point compter exclusivement et indéfiniment sur les fautes d'autrui, car il n'est guère d'exemple montrant qu'il soit possible, sur le plan historique de tromper toujours et tout le monde.

Paris, mars 1940.

Staline.
Aperçu historique du bolchévisme.
ARRIÈRE-PROPOS

[Retour à la table des matières](#)

Ce livre se terminait en 1940 sur la réminiscence abrégée d'une sentence attribuée à Abraham Lincoln et qu'il faut restituer entièrement pour la contredire, à la lumière de l'expérience : « On peut tromper une partie du peuple tout le temps et tout le peuple une partie du temps, mais on ne peut pas tromper tout le peuple tout le temps. »

L'histoire prouve que c'est une erreur. Staline a trompé tout le monde et tout le temps, sauf qu'il n'a pu tromper Hitler, son émule, en concluant avec lui le fameux pacte du 23 août 1939, suivi bientôt d'un « pacte d'amitié et de délimitation des frontières », publié le 28 septembre suivant et assorti de protocoles secrets. Le mot « amitié » y est en toutes lettres.

D'ailleurs le 25 décembre 1939, à la suite des victoires allemandes contre les « frères slaves » de Tchécoslovaquie et de Pologne, une amitié très explicite s'exprimait dans un télégramme de Staline à von Ribbentrop en ces termes : « L'amitié des peuples d'Allemagne et de l'Union soviétique, cimentée par le sang, a toutes raisons d'être durable et solide. » Le 22 juin 1941, le ciment de cette amitié volait en éclats et le sang des peuples allait couler à flots, car Hitler déchaînait sa Wehrmacht et sa Luftwaffe contre l'Empire dit soviétique.

Staline a trompé tout le monde, excepté Hitler pour un bref laps de temps. Il a trompé aisément Churchill, puis Roosevelt, puis de Gaulle ; et leurs gouvernements, et leurs conseillers, et leurs diplomates, et leurs moyens d'information, et la presse à leur dévotion. Il a trompé sans effort l'opinion publique dans les pays civilisés sans rencontrer d'obstacles avec lesquels il dût compter, les grands syndicats ouvriers américains étant la seule exception notable dans l'aberration universelle.

Quand von Schulenburg, ambassadeur d'Allemagne à Moscou, notifia la déclaration de guerre à Molotov, celui-ci ne put que balbutier : « Croyez-vous que nous ayons mérité cela ? En effet Staline avait fait de son mieux pour favoriser la sinistre entreprise dévastatrice d'Hitler, non seulement en paroles mais en actes. De longue date, plus précisément depuis 1933, il manœuvrait en vue d'un accord avec le « national-socialisme » allemand. Entre autres mobiles, son épuration sanglante des principaux cadres du Parti et de l'État, de l'Armée rouge et de la diplomatie soviétique, l'extermination de la « vieille garde » du bolchévisme, toutes ces mesures implacables tendaient à supprimer d'éventuels obstacles au progrès de cette politique.

Le 10 mars 1939, au dix-huitième Congrès du Parti, Staline prononçait un discours significatif dans le sens d'un rapprochement avec l'Allemagne. Peu après, au début de mai, la substitution de Molotov à Litvinov aux Affaires étrangères ne permettait qu'une interprétation possible. Lors de la conclusion du pacte d'août, Staline et Ribbentrop se congratulent à propos du récent discours de mars « bien interprété par Hitler », et Molotov porte un toast à Staline dont le discours avait amené « le retournement des relations politiques » entre les deux pays. À son tour, Staline lève son verre en disant : « Je sais combien le peuple allemand aime son Führer ; je peux donc boire à sa santé. »

Le 29 novembre 1939, Staline ose déclarer : « Ce n'est pas l'Allemagne qui a attaqué la France et l'Angleterre, mais la France et l'Angleterre qui ont attaqué l'Allemagne. » Le 25 septembre, il télégraphie à Ribbentrop sa formule cynique citée plus haut sur « l'amitié des peuples d'Allemagne et de l'Union soviétique, cimentée par le sang ». La *Pravda* du 26 janvier 1940 accuse : « Les impérialistes anglo-français veulent transformer cette guerre en guerre mondiale. Ils veulent plonger toute l'humanité dans un océan de souffrances et de privations. Etc. » Le 29 mars 1940, devant le Soviet suprême, Molo-

toiv justifie une fois de plus l'Allemagne nazie et dénonce la France et l'Angleterre.

Quand Hitler commet son agression contre la Norvège, Molotov dit à l'ambassadeur Schulenburg, le 9 avril 1940 : « Nous souhaitons à l'Allemagne succès complet dans ses mesures défensives (*sic*). » Les *Isvestia* du 11 avril suivant approuvent les nazis : « Il est hors de doute que les actions allemandes au Danemark et en Norvège ont été suscitées par les initiatives antérieures de l'Angleterre et de la France. »

Von Schulenburg, le 10 mai 1940 ; informe Ribbentrop de l'approbation de Molotov qui « comprenait que l'Allemagne devait se protéger d'une attaque anglo-française et ne doutait nullement de notre succès », lors de l'offensive allemande à l'Ouest. Après la défaite de la France, le 18 juin 1940 Molotov convoque l'ambassadeur allemand pour lui exprimer « les plus chaudes félicitations du gouvernement soviétique pour les succès splendides des forces armées allemandes » *.

* Cf. *Nazi-Soviet relations, 1939-1941*. Department of State, Washington, 1948. (Documents tirés des archives de la Wilhelmstrasse.) L'édition française est un sabotage éhonté de ce précieux recueil, sous le titre : *la Vérité* (*sic*) sur les rapports germano-soviétiques, Paris, 1948. Il y manque les deux tiers des principaux textes, notamment les protocoles secrets annexés aux deux pactes, et les propos les plus infamants de Molotov. Les autorités américaines n'ont pas été capables de publier une version française correcte. — Cf. les deux ouvrages irréfutables d'A. Rossi : *Deux ans d'alliance germano-soviétique*, Paris, Fayard, 1949 ; et le *Pacte germano-soviétique*, Paris, « Preuves », 1954. — Cf. Général W. G. Krivitsky : *Agent de Staline*, Paris, 1940. Et Maurice Ceyrat : *la Trahison permanente*, Paris, Ed. Spartacus, 1947. (La préface, alors anonyme, est de Boris Souvarine.) — Cf. en outre : les relations germano-soviétiques, sous la direction de J.-B. Duroselle, Paris, 1954 ; M. Beaumont : *la Faillite de la paix (1918-1939)*, Paris, 1945. Les deux ouvrages d'A. Rossi précités donnent toutes les références désirables et dispensent d'alourdir ici la bibliographie du sujet.

Sur les préliminaires de l'« amitié » stalino-nazie que personne ne voulait envisager en Occident avant le pacte Hitler-Staline, Cf. l'article de Boris Souvarine : « Une partie serrée se joue entre Hitler et Staline », dans le *Figaro* du 7 mai 1939, reproduit sous le titre « Staline et Hitler », dans *Est et Ouest*, n° 149, du 1^{er} avril 1956.

Dans leur contribution à l'« effort de guerre » allemand, Staline et ses acolytes ne se bornent pas à des paroles. Il y a aussi les mesures pratiques. Les principales consistent en fournitures de matières premières qui font défaut à l'industrie du III^e Reich pour une campagne militaire prolongée visant à asservir l'Europe entière. L'Union soviétique s'acquitte ainsi des livraisons convenues selon les pactes signés en août et septembre 1939. D'autre part, Staline ordonne aux sections de l'Internationale communiste d'agir à l'appui de la propagande et des manœuvres ou intrigues allemandes de toutes sortes qui contribuent à briser l'esprit de résistance dans les pays conquis ou à conquérir. En particulier, le parti communiste en France se distingue par son zèle odieux à coopérer avec l'envahisseur. Il ne fera volte-face qu'en juin 1941, sur l'ordre de Moscou, quand Hitler aura traîtreusement attaqué Staline, son complice.

On ne saurait prétendre écrire, même en résumé, l'histoire de la « grande guerre patriotique », comme l'ont qualifiée Staline et ses serviteurs pour les besoins de leur propagande chauvine, reniant toute l'idéologie socialiste, toute référence au communisme, abandonnant toute allusion à leur « marxisme-léninisme », invoquant les vieilles gloires de la Russie impériales et impérialiste, magnifiant l'exemple de Souvorov et de Koutouzov, manifestant enfin une touchante sollicitude envers l'Église orthodoxe hier cruellement persécutée, sans oublier d'exalter la solidarité des peuples slaves contre la race germanique. D'ailleurs personne ne pourrait écrire l'histoire véridique de cette guerre, tant que les épigones de Staline, les tenants du « marxisme-léninisme », en tiendront les secrets essentiels sous le boisseau. On ne peut faire état que de certaines certitudes, inséparables du portrait de Staline.

À la faveur des premières conquêtes de la Wehrmacht, irrésistibles dans les conditions données, l'Armée rouge avait occupé une large portion de la Pologne, presque sans coup férir. Ensuite elle put s'emparer des États baltes, puis de la Bessarabie et de la Bukovine, avant d'attaquer la Finlande dont elle ne put venir à bout et qui ne traita que sous la pression allemande. On en sut que longtemps après les crimes atroces commis par Staline dans les régions nouvellement occupées par ses troupes, les déportations en masse de Polonais et Baltes vers la Sibérie qui firent périr des millions d'innocents, hommes, femmes et enfants. Mais quand se déclencha l'agression perfide de

Hitler contre son allié de la veille, on eut peine à croire les communiqués allemands de victoire, auxquels ne répondaient que des informations mensongères d'origine soviétique. Il fallut des années pour reconstituer la vérité, par fragments, voire par bribes.

Staline avait misé à fond sur Hitler. Il croyait leur alliance établie sur des intérêts communs durables. Son calcul à long terme était d'intervenir de toutes ses forces intactes après épuisement des pays belligérants et d'imposer ainsi sa prépondérance à bon compte. Cela se lit dans toute sa conduite et, d'ailleurs, il avait formulé ses vues dès 1925 en termes très explicites : « ... Si la guerre commence, nous n'allons pas nous croiser les bras, nous aurons à intervenir, mais à intervenir les derniers. Et nous interviendrons pour jeter le poids décisif dans la balance, le poids qui pourra l'emporter » (discours au Comité central, 19 janvier 1925). C'est assez clair, sauf pour les politiciens occidentaux qui se complaisent dans l'ignorance et dans un optimisme irraisonné, pour aller ensuite de surprises en surprises coûteuses.

L'effondrement de la défense française en 1940 déjoua le calcul de Staline quant à l'usure réciproque des principaux antagonistes à cette date *. Mais l'Angleterre tenait bon et bien des signes promettaient l'implication future des États-Unis dans le conflit en passe de devenir mondial. Staline ayant procuré à Hitler l'avantage majeur de n'avoir pas à craindre un deuxième front n'imaginait pas que son partenaire prendrait un tel risque. Et malgré les renseignements et avertissements qu'il recevait de toutes parts et de toutes sources en 1940 et 1941, il ne voulut pas démordre de sa conviction quant à la fidélité de Hitler, à l'« amitié... cimentée par la sang ». Jusqu'au bout, il fit confiance au forcené qui, dans *Mein Kampf*, avait préconisé de « suivre les voies tracées par les anciens chevaliers teutoniques », afin d'aboutir à la fin de la Russie en tant qu'État » pour l'asservir et la transformer en colonie de l'Allemagne.

Hitler a pu masser quelque 180 divisions sur le pied de guerre à ses frontières de l'est, avec tout ce que cela comporte de blindés, d'aviation et de matériel, sans éveiller le soupçon dans l'esprit pour-

* Staline n'était pas seul à faire ce calcul. Mussolini dit à l'un de ses hiérarques : « Ces imbéciles s'égorgeront sur la ligne Maginot et c'est nous qui dicterons la paix. » *Documentation française*, 6 février 1951 (citation du *Corriere della Sera*, du 14 décembre 1950).

tant très méfiant de Staline. Les informations les plus sûres et précises affluaient chez le « chef génial » qui ne voulait rien savoir. À force de proclamer lui-même son propre génie, tout en massacrant sans merci des millions d'êtres humains qu'il supposait capables d'en douter, il avait fini par se croire omniscient et infaillible. Dans le jargon spécifique de son « marxisme-léninisme », c'est-à-dire du stalinisme à proprement parler, le mot « provocation » lui tenait lieu de réfutation à tout ce qui risquait de le contredire. Or les préparatifs du « plan Barbarossa », nom de code désignant l'agression prochaine, étaient la fable de l'Europe, sillonnée de trains chargés de militaires et de matériel de guerre en route vers l'est. Tous les services de renseignements, collectionnaient nombre de signes, échangeaient confidences et secrets de polichinelle. Les indiscretions transmises des plus « hautes sphères » se multipliaient, répercutées vers le Kremlin par tous ceux qui avaient intérêt à contrecarrer les projets monstrueux du nazisme. Staline ne voulait rien savoir.

On dispose après coup d'une riche documentation irréfutable relative aux mises en garde adressées à Staline, tant de l'extérieur que de l'intérieur. Churchill fit de son mieux pour donner l'alarme. Il avait cru bien agir en nommant ambassadeur à Moscou un socialiste, un travailliste, Sir Stafford Cripps, le croyant bienvenu *a priori* comme tel auprès d'un gouvernement communiste. Erreur énorme qui dénote l'ignorance de Churchill en cette matière : Staline n'exécrait rien tant qu'un socialiste, auquel il prêtait gratis les plus noirs desseins. Si le Premier anglais avait eu quelque idée de la mentalité pathologique du Secrétaire général, il aurait envoyé à Moscou un conservateur d'extrême-droite, seule petite chance d'approcher Staline. Celui-ci refusa de prendre en considération le message personnel de Churchill qui, de bonnes sources, l'informait du rassemblement de 4 millions d'ennemis, en réalité davantage, à proximité de ses frontières. « Provocation », disait Staline, qui ne se reconnaissait d'affinités qu'avec les nazis. Réciproquement, Hitler sympathisait fort avec les staliniens ; il se flattait, entre autres, selon Hermann Rauschning, d'avoir « donné des ordres pour que les anciens communistes puissent immédiatement entrer au parti. Des petits-bourgeois sociaux-démocrates et des bonzes des syndicats, disait-il, on ne fera jamais des nationaux-socialistes, mais des communistes, toujours » (*Gespräche mit Hitler*, Zürich, 1940).

Roosevelt aussi, muni d'excellentes informations sur la prochaine offensive allemande, essaya d'en faire profiter Staline. Ni l'ambassadeur soviétique à Londres, ni les attachés militaires soviétiques à Berlin ne purent se faire entendre. L'un des meilleurs agents secrets de l'espionnage soviétique, Richard Sorge, exceptionnellement bien placé au Japon, transmet à Moscou des informations très exactes sur le « plan Barbarossa », mais en vain. Un réseau de renseignements installé en Suisse obtenait par l'intermédiaire d'un agent remarquable, Rudolf Roessler (*alias* Lucie), secondé par le géographe hongrois Alexandre Radò (*alias* Dora) et le communiste anglais Alexander Floote, des secrets militaires d'une précision stupéfiante, y compris sur l'imminence de l'agression nazie. « Provocation », commentait Staline *.

C'est seulement en 1974 qu'a paru à Londres le livre de F. W. Winterbotham, *The Ultra Secret*, qui révèle une des raisons capitales des défaites allemandes après les victoires initiales des Blitzkrieg, de la première phase. L'auteur, chef de la section aérienne de l'Intelligence Service, préfacé par le maréchal de la Royal Air Force Sir John Slessor, expose les conditions dans lesquelles une brillante équipe de mathématiciens et de cryptographes réussit à « briser » le secret réputé indéchiffrable des machines à chiffrer allemandes, dénommées Enigma, à partir d'avril 1940. Cette extraordinaire performance technique permettait d'intercepter et de décoder des milliers de messages, d'instructions et de communications ayant trait aux plans et intentions de l'ennemi, aux mouvements des troupes et du matériel, à la stratégie et à la tactique, aux ordres et contre-ordres dans tous les détails.

Sans ces informations constantes et inacceptables, transmises aussitôt à tous les dirigeants et chefs militaires responsables, il eût été impossible d'empêcher l'invasion de l'Angleterre et de vaincre Rommel en Afrique du Nord, avec toutes les conséquences qui en découlent. Elles ont permis à Churchill d'avertir à temps à temps Staline, qui ne voulait rien savoir. Mr Winterbotham ne dit pas que toutes ces

* Il existe sur ces faits une littérature journaliste et policière considérable où les rares données historiques réelles ne se laissent pas dégager en quelques lignes. Il faut donc ici se borner à des vérités sommaires et à une mise en garde, en s'abstenant de toute bibliographie qui risquerait d'égarer le lecteur insuffisamment averti.

données secrètes étaient passées également à Rudolf Roessler, lequel opérait aussi pour le compte de la Suisse, mais on ne trouve pas d'autre hypothèse plausible expliquant les capacités, uniques en leur genre, du réseau de « Lucie ». D'ailleurs Moscou ne cessa de demander toujours plus de renseignements à ce réseau quand celui-ci fut pleinement justifié par l'« opération Barbarossa ». L'Armée rouge en tira des avantages incalculables, dont Staline finira s'attribuer les mérites.

Il y a plus. Dans son ouvrage : *Codeword Barbarossa* (Cambridge, Mass., M. I. T. Press, 1973) ; Mr Barton Whaley étudie les conditions et les raisons qui ont fait de l'attaque allemande contre l'Union soviétique, sur une aussi vaste échelle, de la mer Baltique à la mer Noire, une « surprise ». Toukhatchevski avait prévu cette attaque brusquée, mais on sait comment Staline a su réfuter la prévision du maréchal. Les premières conséquences de la « surprise » furent, pour l'Armée rouge, la perte de plus de 1 800 avions, dont 1 400 au sol, dès le premier jour de l'agression, de 2 053 000 prisonniers jusqu'au 1^{er} novembre, de 3 600 000 prisonniers jusqu'au 28 février 1942, soit après huit mois de campagne. « La monstrueuse fatuité d'un dictateur byzantin et son système autoritaire peuvent seuls expliquer un tel aveulement », écrit Mr Whaley.

Cet auteur très qualifié dresse une longue liste des personnages que Staline n'a pas voulu écouter, lesquels puisaient à une douzaine de sources excellentes. Il recense, provenant de quatorze pays d'où partaient les messages interceptés et décodés, quatre-vingt-quatre révélations annonçant la mise en œuvre du plan Barbarossa (même si l'on en défalque trois ou quatre faisant double emploi, il en reste tout de même quatre-vingts). Il consacre des chapitres à décrire l'impréparation de la défense soviétique, dont Staline était responsable, corroborant les observations de John Erikson, l'écrivain militaire britannique dont nul ne conteste le savoir. Des pages et des pages seraient nécessaires pour seulement résumer les épisodes et les indices rassemblées par Mr Wahley afin de montrer l'incurie et l'incapacité de Staline, avant de commenter : « Je ne sais pas d'événement historique d'ampleur comparable jugé avec une telle unanimité par les autorités compétentes. » Cependant les trompettes de la renommée continuaient à proclamer le génie universel du chef suprême avec les

moyens énormes d'une propagande sans précédent, dans son pays et dans le monde.

On est resté longtemps dans l'incertitude quant aux péripéties de la guerre à l'Est. Il était difficile d'ajouter foi aux bulletins triomphants de Berlin, annonceurs de tels désastres soviétiques, comme de croire aux communiqués trop visiblement mensongers de Moscou. Il fallu se rendre à l'évidence devant certaines précisions géographiques et bientôt la certitude que les soldats de l'Armée rouge se rendaient à l'ennemi par millions (plus tard on apprendra que la Wehrmacht avait fait près de 6 millions de prisonniers au cours d'une année). « Il semblait que la Russie était près de partager le sort de la France. Mais ses grandes réserves et l'immensité des distances lui donnèrent le temps refusé à la France », a écrit F. A. Voigt dans le *Nineteenth Century and after* (n° DCCC). Le mot de Jaurès : « La Russie se défend par la profondeur », se vérifia une fois de plus ; et elle se défendait aussi par l'état primitif de son immensité et de ses routes campagnardes, les Panzerdivisionen s'enlisant dans la boue russe. Les talents démentiels de Hitler vinrent au secours de Staline et plusieurs divisions venues du froid sibérien tinrent les Allemands en échec devant Moscou à la veille de l'hiver. À quel prix en vies humaines, on ne le saura que beaucoup plus tard.

Des vérités sur la guerre germano-soviétique, stupéfiantes pour le public abusé par des politiciens indignes, par la presse ignorante et vulgaire, par les propagandes tendancieuses, ces vérités ont commencé à se révéler en Amérique avec la publication (dans *Life* du 19 décembre 1949) d'un article de Mr Wallace Carroll, chef de l'Office of War information américain en Europe. On y lit : « Il y a un chapitre non écrit dans l'histoire de la dernière guerre et dont il faut s'instruire sans délai. Nous savons comment les Russes ont arrêté les Allemands à Stalingrad. Mais comment les Allemands ont-ils pu arriver jusqu'à Stalingrad ? Comment ont-ils avancé de plus de 1 600 kilomètres malgré la puissance de la Russie et sa supériorité en nombre ? »

Car du fait de Staline, la Wehrmacht n'avait pas seulement pénétré en Russie sur plus de 1 600 kilomètres en profondeur, elle atteignait les approches du Caucase. Aux questions qu'il vient de poser, écrit Mr Carroll, « les archives militaires allemandes donnent la réponse : les Allemands avaient des millions de complices empressés en Russie ». Un petit nombre d'Américains avertis savaient « à quoi s'en tenir

quant à la version officielle qui solidarisait faussement le régime soviétique et les peuples de l'U.R.S.S. Mais pendant la guerre il était impossible de contredire la légende forgée par le gouvernement de Moscou et accréditée inconsidérément dans le monde par les gouvernements de Londres, de Washington, d'Alger et de Paris. Depuis la guerre, par habitude et par inertie, par lassitude et par ignorance, par besoin aussi de justification rétrospective, les guides de l'opinion publique ont respecté ou entretenu la falsification historique dont les communistes tirent encore leur meilleur avantage ». Autrement dit, tout le monde a menti.

En résumé, explique Mr Carroll, les Allemands ont échoué « pour n'avoir pas répondu aux espérances des minorités nationales et des paysans soumis contre leur gré à la collectivisation ». « Des redditions en masse de plus de 2 millions d'hommes eurent lieu alors que les forces soviétiques combattaient sur leur propre sol » contre l'agresseur. « ...Les Allemands furent stupéfaits de voir le peuple les accueillir en libérateurs et leur offrir sa collaboration. Dans les Pays baltes et en Ukraine, et même en Russie-Blanche, les paysans salueaient les colonnes gris-vert avec l'offre traditionnelle du pain et du sel. »

Les paysans, poursuit Mr Carroll, pensaient que les Allemands allaient abolir la collectivisation, « système sous lequel, disaient-ils, on ne peut ni vivre, ni mourir ». En Ukraine, le sentiment national s'ajoutait à la haine envers le régime. Il se forma « spontanément des unités de volontaires soviétiques ». En dépit d'une intense propagande anti-allemande d'une dizaine d'années, « les soldats russes, les paysans et les citoyens, en particulier ceux des minorités nationales, accueillirent les Allemands en libérateurs. Cependant Hitler, trop sûr de soi et croyant vaincre par des moyens purement militaires, allait gâcher toutes ses chances ».

Cet énergumène en délire voulait faire de la Russie « les Indes germaniques ». Il refusa l'aide des allogènes. Les prisonniers soviétiques parqués en Pologne subissaient un traitement abominable. On le sut en Ukraine comme en Russie, il s'ensuivit un revirement dans l'opinion publique, hommes et femmes prirent le maquis en grand nombre et Hitler suscita contre lui une guerre de partisans. Plusieurs de ses généraux et conseillers tentèrent en vain de lui faire entendre raison. En 1942, il y avait pourtant quelque 200 000 volontaires sovié-

tiques dans l'armée du Reich. « Bientôt certaines divisions comptaient autant de Russes que d'Allemands. Au milieu de l'été, l'armée allemande qui avançait sur Stalingrad avait un demi-million de Soviétiques dans ses rangs. »

Personne en Occident ne savait ces choses, tenues secrètes dans les articles du pays vaincu, et dont la révélation tardive parut inactuelle au public berné par les propagandes mensongères, rétif aux vérités qui troublent les consciences. Dans nombre de pays, comme la France, tout fut mis en œuvre pour maintenir le peuple dans l'ignorance, accréditer les pires tromperies. Notamment à propos du général André Vlassov, « héros de la défense de Moscou », comme on l'appelait dans son pays, décoré par Staline en personne, fait prisonnier en 1942, et qui, désespéré par l'impéritie du commandement soviétique ; par le sacrifice insensé de milliers d'hommes, tenta de créer en Allemagne une « Armée russe de libération » pour lutter non pas contre sa patrie, mais contre le régime de Staline, honni des populations soumises à une sorte d'esclavage.

« C'est à tort, d'ailleurs, que l'on confond cette formation distincte (l'armée de Vlassov) avec les détachements de prisonniers et corps d'allogènes auxiliaires de l'armée allemande », écrit Mr Carroll qui cite un mémorandum allemand selon lequel Vlassov « ne sera jamais un mercenaire achetable, ne voudra jamais commander à des mercenaires ». Vlassov voulait instaurer en Russie « un gouvernement démocratique et parlementaire. Il était prêt à s'entendre avec les Allemands pour atteindre ce but : Staline ne s'était-il pas entendu naguère avec Hitler ? ... Il leur fit des concessions verbales ... sachant que l'avenir n'est à personne ». Vlassov formula un programme démocratique dit Manifeste de Smolensk, en mars 1943, qui déplut à Hitler. Celui-ci fit mettre Vlassov aux arrêts domicile. À cette date, « le nombre de soldats russes dans l'armée allemande s'éleva à 800 000 ». En 1945, Vlassov ne disposait que d'une seule division armée, en Tchécoslovaquie. Elle se rallia aux Américains et les aida à libérer Prague. (Il n'y a jamais eu un soldat de Vlassov en France ; à ce sujet, tout n'est que calomnie et légende.) La nécessité de ne présenter ici que le résumé oblige de renvoyer le lecteur au texte principal *.

* Traduction française dans *B.E.I.P.I.* (Bulletin de l'Association d'études et d'informations internationales), n° 25, Paris, 1^{er} mai 1950, sous le titre :

William Henry Chamberlain, un des observateurs les plus compétents de la scène soviétique, auteur d'ouvrages historiques qui font autorité, a de son côté publié dans le *New Leader* socialiste de New York, numéro du 28 janvier 1950, un témoignage qui corrobore le précédent, celui d'officiers allemands hostiles à Hitler : « Avec tous les handicaps créés par la brutale et insensée politique raciste nazie, nous avons levé plus d'un demi-million de soldats à notre profit parmi les prisonniers de guerre et les habitants des territoires occupés. Avec une politique intelligente, nous aurions gagné la guerre à l'Est simplement parce que les peuples de l'U.R.S.S. eux-mêmes auraient renversé le régime... Dans les premiers mois de la guerre, les redditions avaient lieu en masse, et elles étaient d'ordre politique, non militaire. J'aurais pu aller en patrouille comme officier de cavalerie et ramener des milliers de prisonniers volontaires... Une division de Turkmènes fut créée et a combattu sur le front italien. Nous avons levé 45 000 Cosaques... » Etc.

Ainsi, Hitler a sauvé Staline et son régime exécré des populations soumises à la pseudo-dictature du prolétariat. Par son obstination stupide à vouloir traiter les Russes en « sous-hommes », sa cruauté abjecte envers les prisonniers et les peuples sous le joug, sa prétention absurde à passer outre aux avis de ses généraux sérieux, il a constamment fait le jeu de son ex-partenaire pour lequel il nourrissait une considération comparable à celle dont faisaient preuve Roosevelt et Churchill. Il se croyait infaillible parce qu'il avait vu juste en spéculant sur la faiblesse de la France et en conquérant par surprise de petits États sans vrais moyens de défense. Mais dans l'espace russe infini, il a commis faute sur faute jusqu'à l'irréparable, permettant à l'instinct national de réagir et aux capacités populaires de s'affirmer avec une résolution efficace, puis de profiter du concours énorme venu d'Angleterre et d'Amérique.

Les écrivains militaires soviétiques, pour ne rien dire de la propagande communiste, passent sous silence l'aide britannique fournie à

« Comment Hitler a perdu la guerre en U.R.S.S. ». Ce bulletin est devenu *Est et Ouest* à partir de janvier 1956, et il sera désigné plus loin comme tel, pour simplifier la référence, et puisque sa numérotation est restée continue. C'est pour la France un recueil documentaire unique en ces matières et pour la période traitée dans le présent ouvrage. Dans le même numéro de ce bulletin, voir « Un autre témoignage » mentionné ci-après.

l'U.R.S.S. ou ne la signalent rarement, que d'une façon imperceptible. Un résumé de la *London Gazette* (18 octobre 1950) mentionne 5 000 tanks et 7 000 avions. La marine anglaise a perdu 2 669 officiers et marins dans ses périlleuses opérations d'escorte, plus 2 croiseurs, 6 destroyers, 3 sloops, 2 frégates, 3 dragueurs ; 62 bâtiments, 792 navires marchands coulés avec 300 000 tonnes de matériel. Sans parler des secours substantiels de la Croix-Rouge. En contre-partie, après la guerre, Staline et ses séides ont couvert l'Angleterre de calomnies et d'injures.

Le dossier de l'aide américaine est énorme. Quelques lignes de *l'Observateur des Deux Mondes* (1^{er} octobre 1948) en donnant une idée insuffisante : « Au prix des plus grands risques et dangers (torpillages et bombardements), de durs sacrifices en vies humaines et sur des distances de plusieurs milliers de kilomètres, les U.S.A. ont livré à l'U.R.S.S. environ 2 000 locomotives, 375 000 camions, 52 000 jeeps, près de 4 millions de pneus, 35 000 motocycles, 415 000 appareils téléphoniques, 15 millions de paires de bottes, 4 millions de tonnes d'aliments, outre des machines-outils pour 500 millions de dollars et des matières premières pour 2 milliards et demi de dollars, sans compter les avions de chasse nocturne et l'essence à haute teneur d'octane que les Russes étaient incapables de produire... » Trop bref abrégé qui contraste avec les torrents d'accusations et d'outrages que Staline réservait à ses bienfaiteurs. Fait caractéristique : Staline fit effacer les marques d'origine sur le matériel américain, pour leur substituer des inscriptions en langue russe. (Cf. à l'appui de ce qui précède : « L'aide américaine à l'U.R.S.S. », dans *Est et Ouest*, n^{os} 530 et 534, Paris, 1974).

Les limites de cet Arrière-propos ne permettent que d'évoquer en peu de mots certains aspects, certains traits de cette histoire contemporaine falsifiée par les versions mensongères répandues à grands frais pendant et après la guerre, alors qu'ils mériteraient chacun un chapitre. Le « cas Vlassov », notamment, n'a été qu'effleuré dans le récit de Mr Carroll. Il est pourtant de grande importance, par lui-même et par ses implications. La vérité à ce sujet est exprimée dans un remarquable exposé de Mr George Fischer qui fait justice de toutes les injustices, de toutes les assertions fausses, de tous les dénigrements, et qui offre toutes les références désirables. Rien n'excuse le geste des Américains responsables que le général Vlassov avait aidés

à chasser les nazis de Prague et qui ont livré à Staline, c'est-à-dire au bourreau, le « héros de la défense de Moscou et de Léninegrad », justiciable d'un tribunal impartial en Occident. Vingt ans après les travaux de Mr George Fischer, *l'Archipel du Goulag* d'Alexandre Sol-jénitsyne leur apportait une confirmation éloquent, démontrant que le général était une victime avant d'être un coupable *.

Dans ma présente esquisse adjointe à ce qui fut écrit à l'origine comme un « aperçu historique du bolchévisme », il ne saurait être question de suivre un ordre logique et chronologique, mais seulement d'éclairer quelques points principaux qui jalonnent la carrière du personnage, tout en suggérant quelques lectures complémentaires. On s'interroge naturellement sur l'attitude de Staline quand l'événement en juin 1941, lui a infligé un cinglant démenti et une humiliation inefaçable. Le mensonge, pourtant, le pan-mensonge et l'omni-mensonge lui ont permis, avec les moyens de la technique moderne, de faire illusion et de sauver sa face. Il a pu mettre en œuvre à son avantage la formule que Hitler avait forgée pour l'attribuer à ses adversaires : « Plus le mensonge est gros, mieux il a chance de prendre » (elle est *Mein Kampf*). Mais il a fallu attendre quinze ans avant d'apprendre quelque vérité sur la réaction et le comportement de Staline lors du fiasco catastrophique de ses certitudes, le Blitzkrieg à l'Est, l'opération Barbarossa.

À l'occasion du vingtième Congrès du parti, en 1956, la coterie dirigeante, Præsidium ou Politbureau du Comité central, décida d'en finir avec le mythe néfaste de l'omniscience de Staline et avec les légendes ineptes qui lui faisaient cortège. Autrement dit de répudier le mensonge démesuré qui envoûtait le Parti et la société sous la terreur policière accablante instaurée à son profit par le tyran. Il s'agissait, dans cette entreprise risquée, de secouer la torpeur qui paralysait la vie intellectuelle, procéder par étapes révélatrices, ne pas administrer au Parti effaré des doses de vérités trop fortes, et surtout diminuer la stature de Staline tout en sauvegardant le dogme de l'infailibilité du Parti, détenteur du sens de l'Histoire. La tâche fut confiée à

* Cf. George Fischer : *Soviet Opposition to Stalin*. Harvard University Press, Cambridge, Mass., 1952. Et du même auteur : « Le cas Vlassov ». *Bulletin Est et Ouest*, n° 89, Paris, 16 mai 1953. La presse et l'édition françaises ont gardé le silence sur cette contribution majeure à l'histoire de la guerre.

Khrouchtchev, nouveau secrétaire du Parti, ex-complice actif de Staline dans ses hautes et basses œuvres terroristes, surtout en Ukraine, mais singulièrement oublieux de son propre passé récent, et capable de s'acquitter avec autant de verve que d'inconscience du devoir scabreux à lui imparti. Il ne s'attendait pas aux conséquences.

Plusieurs membres de la « direction collective » en avaient quelque pressentiment, ceux qui ont trempé le plus directement dans les agissements atroces de Staline, et qui craignaient d'avoir à en répondre, tout en redoutant non sans raison des troubles consécutifs à un relâchement de la discipline fondée sur l'omnipotence du maître d'hier et de sa police omniprésente. Ces coupables inquiets et prévoyants s'appelaient Molotov, Malenkov, Kaganovitch, Vorochilov, Boulganine, mais ils étaient en minorité et, selon la règle dans ce milieu, durent s'incliner pour se joindre, au congrès, à l'unanimité de rigueur.

Khrouchtchev prononça son rapport secret « sur le culte de la personnalité et ses conséquences » le 25 février 1956 devant une assemblée frappée de stupeur, provoquant une émotion, des exclamations, des remous, voire des syncopes et des crises nerfs. « Culte de la personnalité », expression péjorative emprunté à une lettre de Marx exhumée pour la circonstance, devint le nouveau mensonge passe-partout substitué aux mensonges précédents pour camoufler les crimes de Staline et de ses complices. Avant d'énoncer quelques vérités sur le pseudo-culte, Khrouchtchev devait rendre un hommage hypocrite et rituel aux vertus passées et dépassées du chef défunt, à son « marxisme », aux services rendus au Parti, tout cela visiblement pour la forme. Il en viendra enfin à parler de Staline pendant la guerre.

Il mentionne d'abord les avertissements prodigués par Churchill et ceux de « nos propres sources militaires et diplomatiques », dont Staline n'a tenu aucun compte, allant jusqu'à interdire des préparatifs de défense sous prétexte d'éviter toute provocation », refusant de se rendre à l'évidence quand l'ennemi ouvrit les hostilités. Il en résulta des pertes en vies humaines. Après les premiers désastres, « Staline pensa que c'était la fin... Il déclara : *Tout ce que Lénine avait créé, nous l'avons perdu à jamais* ». Pendant longtemps, « il cessa de faire quoi que ce soit ». Il ne sortit de son abattement que sous la pression instantane du Politbureau. En effet son recueil de textes sur la guerre montre qu'il ne retrouva l'usage de la parole que le 3 juillet, après

neuf jours de prostration. Le 16 octobre, il a quitté précipitamment Moscou, pris de panique.

Khrouchtchev se décide enfin à évoquer le massacre des maréchaux, Toukhatchevski en tête, des généraux, des cadres supérieurs de l'armée, de la marine et de l'aviation, comme l'une des causes principales des désastres. Il ne mentionne d'abord aucun nom. Pour le Politbureau, c'eût été prématuré, il fallait préparer le Parti à en entendre davantage. Mais il ressort déjà du verbiage de Khrouchtchev que les militaires assassinés par ordre de Staline, ainsi d'ailleurs que les leaders politiques, les intellectuels de toutes sortes mis à mort au cours des vingt années écoulées avaient été victimes cyniquement calomniées d'un maniaque sanguinaire disposant de tortionnaires capables d'extorquer des aveux insensés à n'importe qui. Les meilleurs chefs de l'armée, avoue Khrouchtchev, « ont été liquidés ». Ceux qui « ont survécu aux tortures » se sont comportés en héros. Il sera maintes et maintes fois question de tortures, de sévices, de « pressions physiques » dans ce singulier rapport secret qui ne restera pas longtemps secret, car trop de gens avaient intérêt à le divulguer.

Traitant du temps de guerre, Khrouchtchev dénonce « la nervosité et l'hystérie » de Staline, funestes aux opérations militaires et qui causèrent d'« immenses pertes d'effectifs ». Il cite notamment un cas précis où par la faute obstinée de Staline « nous perdîmes des centaines de milliers de soldats ». Et il commente : « Tel est le génie militaire de Staline », en ajoutant d'autres critiques pour discréditer la brute impudente qui se fit attribuer toutes les victoires finales, dues en réalité aux généraux formés pendant les combats et à l'héroïsme du peuple entier qui avait versé tant de sang et de larmes. Le rapport secret étant décousu et incohérent, on ne peut qu'y prélever quelques lignes sur quelques thèmes pour être bref et donner une idée de l'essentiel. Outre ce qui réfute les mensonges inouïs ayant dépeint Staline comme un grand stratège et tacticien, un grand capitaine, un leitmotiv ponctue constamment l'exposé celui des tortures infligées à d'innocentes victimes.

Khrouchtchev n'en désigne que quelques-unes, il « réhabilite » certains de ses collègues de l'oligarchie au pouvoir accablés de tourments avant le supplice final, mais il ne dit pas la millionième partie de la vérité puisque les victimes se compteront par millions. Des expressions comme « pressions physiques » et « annihilations phy-

siques » reviennent sans cesse pour ne pas dire tortures et assassinats, mais les euphémismes font bientôt place à « tortures barbares », à « terreur de masse », à « tortures cruelles et inhumaines », à « terribles sévices », à « méthodes bestiales », etc., expliquant les moyens impitoyables employés pour arracher des aveux absurdes aux individus martyrisés. Ces horreurs sans nom alternent avec des platitudes trop connues sur le grand Lénine, le « marxisme », le Parti irréprochable, le cher peuple soviétique, et les blâmes sempiternels à l'adresse de Trotski, de Zinoviev, de Boukharine, l'heure n'étant pas venue de la vérité à leur propos. Certaines allusions indiquent pourtant que cette heure viendra, en particulier pour les militaires. Le rapport secret ne distille une justice frelatée que selon des critères connus des proches complices de Staline.

Le sort des militaires tués par le parti policier avant la guerre ne sera explicitement évoqué, du moins quant aux grands chefs, qu'à partir de 1957, les noms de Toukhatchevski, de Putna, de Blücher, de Iakir, d'Ouborévitch et autres étant mentionnés dans la presse, puis dans la *Grande Encyclopédie soviétique* ; comme si rien d'anormal ne leur était advenu. Selon l'hypocrisie du langage officiel, cela équivalait à des « réhabilitations ». Mais sans un mot pour dissiper les monstrueuses calomnies portées contre les suppliciés ni pour informer des circonstances de leur supplice. Bien que la vie de paysans et d'ouvriers injustement mis à mort ne soit pas moins précieuse que celle d'hommes en uniforme, l'intérêt public s'est inévitablement orienté vers l'armée, garante des destins du pays et dont la saignée eut des conséquences si catastrophiques sur la première phase de la guerre. Et il était naturel de s'interroger sur l'ampleur de l'« épuration » pratiquée par Staline.

Au moment où parlait Khrouchtchev, 7 679 personnes avaient été « réhabilitées » par un collègue militaire spécial, et ce n'était qu'un début. Une telle précision suffit à balayer l'hypothèse idiote d'un complot dont le maréchal aurait été l'âme, avec l'appui de plusieurs milliers de complices. Mais W. Krivitski estimait à quelque 35 000 le nombre d'officiers exécutés sans rime ni raison avouables. D'autres évaluations sérieuses avoisinent ou dépassent ce chiffre. On sait que chaque arrestation d'un militaire entraînait celle de son entourage, de ses principaux subordonnés, de toute sa famille. Il n'a jamais existé de « groupe » Toukhatchevski, contrairement à ce qu'ont raconté tant de

« spécialistes » ignares qui se prennent au sérieux. Il n'y a jamais eu la moindre « affaire » Toukhatchevski, n'en déplaise à tant de politiciens sans scrupules et de publicistes sans conscience. Pas davantage de « procès » et encore moins de prétendus « aveux ». Tout s'est passé au Politbureau, sous l'œil vigilant de Staline, Grand Inquisiteur *sui generis*, Khrouchtchev le dira à son heure.

Les supputations quant au nombre des victimes du carnage perpétré dans l'armée n'ont cessé de croître, et à bon escient. En 1961 eut lieu le vingt-deuxième Congrès du parti, et après cinq années de sourdes luttes intestines dans les hautes sphères de l'oligarchie, les maîtres de l'heure se décidèrent à disculper entièrement et sans restriction tous les militaires assassinés depuis 1937, les principaux étant nommément désignés. Plusieurs orateurs, I. V. Spiridonov, Catherine Fourtseva, A. N. Chelepine et Khrouchtchev s'évertuèrent à proclamer l'innocence totale des victimes, à répudier les diffamations éhontées, les calomnies monstrueuses de Staline et consorts. Toukhatchevski et Iakir furent particulièrement mis en honneur. On révéla qu'avant de mourir, Iakir avait crié : « Vive Staline ! » ce qui montre à quel point était partagée l'intoxication du Parti par le mensonge stalinien, commune aux victimes et aux bourreaux. Les *Isvestia* publièrent des apologies emphatiques à la gloire de Toukhatchevski et de Iakir. Les autres généraux sacrifiés furent diversement louangés dans la presse. Plus spécialement, un écrivain bien en cour, Lev Nicouline, reçut la tâche de rédiger une biographie élogieuse de Toukhatchevski ; pour s'en acquitter, il eut accès à de précieuses archives militaires, dans certaines limites. Son livre, très anodin et conformiste de façon à ne mettre en cause que le prétendu « culte de la personnalité », parut en 1963.

Or Nicouline, qui venait presque chaque année en France pour des soins médicaux, avait à Paris un vieil ami, le peintre Georges Annenkov. Leurs conversations évitaient soigneusement les questions politiques pour s'en tenir à la littérature et aux beaux-arts. Mais il se trouva des moments où, à propos d'amis communs disparus, comme Isaac Babel, des allusions discrètes au... « culte de la personnalité » devenaient inévitables. C'est ainsi que Nicouline, qui avait eu le privilège de compulsier des archives secrètes, fit allusion à 60 000 militaires disparus dans la tourmente épuratoire. Chiffre stupéfiant qui dépassait de beaucoup les évaluations de W. Krivitski, de spécialistes occiden-

taux comme John Erickson et Raymond Garthoff, ou ceux des services de renseignements japonais très avertis. Chiffre effroyable qu'on a peine à croire et qui pourtant ne paraîtra plus tellement étonnant quand on en viendra au bilan démographique du régime de Staline.

Les données quantitatives priment de telles abominations d'une partie de leur influence affective. On a des détails horribles qui priment la froideur des statistiques. Un dernier chiffre sur l'année de la décapitation de l'Armée rouge : un communiste yougoslave, Moshe Pijade confident de Tito, n'a pas craint de dire qu'en 1936-1937, plus de 3 millions de personnes ont été tuées... Tous ceux qui refusaient de s'incliner devant Staline furent massacrés sous l'étiquette d'espions, ou de fascistes et d'agents d'Hitler. Et quand Staline se fut débarrassé d'eux, il signa un pacte avec Hitler » (Cf. Vladimir Dedijer : *Tito parle...*, Paris, 1953). C'est la vérité, sauf qu'en fait personne ne refusait de s'incliner devant Staline.

Plus émouvants et révoltants encore que les nombres croissants de morts sans sépulture, révélés d'année en année par des communistes excédés de tant de crimes, sont certains épisodes et certains détails qui font frémir. Khrouchtchev a raconté par quelles injures abjectes, imprécations crapuleuses, Staline et ses Molotov, Vorochilov, Kaganovitch, ont ponctué leurs décisions homicides, visant des hommes intègres dont nul ne pouvait suspecter le loyalisme et dont Fourtseva a pu dire au vingt-deuxième Congrès que « l'innocence était si évidente ». Innocence tellement évidente que dès le 12 juin 1937, au lendemain de l'assassinat pseudo-légal des généraux, *le Figaro* l'affirmait avec arguments catégoriques à l'appui, donc un quart de siècle avant C. Fourtseva et Khrouchtchev. Cet article dicté par l'indignation éprouvée à la lecture du funèbre communiqué de Moscou se terminait ainsi : « Staline veut rester l'unique survivant des compagnons d'armes de Lénine et n'avoir autour de lui que des médiocres incapables de regarder "le soleil" en face. Car Staline exige qu'on le compare au soleil. La parole est aux psychiatres * . »

* Article de Boris Souvarine reproduit textuellement, ainsi que divers documents essentiels, dans « La décapitation de l'Armée rouge », in *le Contrat social*, revue, vol. VI n° 4 Paris, août 1962. — Cf. également : « "L'affaire Toukhatchevski" », guillemets contestataires, *ibid.*, vol. III, n° 4, juillet 1959. Mémoire rédigé par Boris Souvarine en juillet 1957 pour une Commission internationale

Un écrivain russe conformiste en doctrine « marxiste-léniniste », mais dissident sur le plan moral, Roy Medvédiev, travaillant à Moscou révélera dans un livre publié à New York, puis à Paris, toute l'horreur de la vindicte stalinienne acharnée sur la femme, le frère, la fille quatre sœurs de Toukhatchevski (Au tribunal de l'histoire, N. Y., 1974, trad. fr., le Stalinisme, P., 1972). Cet auteur digne de foi confirme que la police secrète arrêtait « nombre de collègues, d'amis et même de relations fortuites des pseudo-ennemis du peuple... Chaque arrestation entraînait une série d'autres... d'épouses, d'enfants adultes et souvent de frères, de sœurs et d'autres parents... Huit membres de la famille d'Enoukidzé périrent, et un destin semblable s'abattit sur des centaines de milliers d'innocents ».

Il n'a existé aucune « affaire Toukhatchevski », pas plus qu'une affaire Trotski ou une affaire Boukharine, etc. Sans doute Staline nourrissait-il de longue date un grief mortel contre l'auteur de « La marche au-delà de la Vistule », qui sous-entend par une allusion très discrète la responsabilité de Staline dans l'échec de l'offensive sur Varsovie en 1920, allusion qui sera explicitée par Trotski en 1927 et que le présent ouvrage expose succinctement. Ce texte de Toukhatchevski figure en français dans le livre de Pilsudski : *l'Année 1920*, Paris, 1929. Mais Staline méditait une « douce vengeance » meurtrière à l'égard d'innombrables camarades qu'il soupçonnait capables de faire obstacle, un jour ou l'autre, à son ambition démesurée et à ses projets monstrueux. De toute façon, il aurait tué le maréchal comme il a tué tous les cadres du Parti et de l'État créés par Lénine et qu'il jugeait incapables d'admettre son entente avec Hitler.

En Occident, tous les commentateurs, tous les spécialistes ayant étudié ce thème ont fait fausse route en prêtant à Staline des raisons particulières de supprimer des milliers de militaires, différentes de celles qui ont inspiré la « liquidation » de millions de civils. Dans *The Twentieth Century*, de Londres, juillet 1957, par exemple, John Erikson dont personne ne méconnaît la compétence en matière militaire traite de « The Soviet Military Purge » ; il cherche diverses explications à la « purge » dans les divergences de conceptions stratégiques

de révision des « procès en sorcellerie » mis en scène à Moscou avant la guerre. Cependant aucun procès, même fictif, n'a eu lieu pour les chefs de l'armée rouge.

ou tactiques passées ; il fait état d'écrits sans valeur, échos des mensonges staliniens, et discute de questions techniques sans rapport avec le sang versé. Pas un mot de cette argumentation, ni d'aucune autre de même inspiration, ne mérite créance. En quoi expliquerait-elle l'ampleur et la cruauté inouïes du massacre ? Elle n'explique pas non plus pourquoi sept sur neuf des officiers du plus haut rang, désignés comme juges du tribunal militaire fictif ayant condamné les huit premiers accusés, ont été exécutés à leur tour.

Au vingt-deuxième Congrès, dans une intervention où l'on ne saurait démêler la part de l'ignorance, celle de vérités fragmentaires et celle des mensonges rituels, Khrouchtchev a fait allusion à « une information curieuse parue dans la presse étrangère selon laquelle Hitler (...) aurait mis en circulation un document fabriqué de toutes pièces, selon lequel les camarades Iakir, Toukhatchevski et les autres auraient été des agents de l'état-major allemand. Ce document prétendument secret aurait été remis au président de la Tchécoslovaquie, Bénès, et celui-ci, sans doute dans une bonne intention, l'envoya à Staline ». Et d'ajouter : « Iakir, Toukhatchevski et les autres camarades furent arrêtés et ensuite supprimés. » D'après cette version, Staline le naïf aurait été dupe du méchant Hitler, ce qui expliquerait une si longue série d'hécatombes. On attend encore la publication du « document fabriqué de toutes pièces ».

Le 18 juin 1946, devant une commission d'enquête parlementaire, Léon Blum fit des confidences selon lesquelles en 1936 il avait reçu d'Edouard Bénès un avis « me conseillant instamment d'observer les plus grandes précautions dans mes rapports avec l'état-major soviétique. D'après son propre service de renseignements, — lequel jouissait en Europe d'une réputation méritée, — les dirigeants du grand état-major soviétique entretenaient avec l'Allemagne des relations suspectes ». En 1948, les mémoires d'Edouard Bénès confirmaient Léon Blum ; « un mot échappé » (*sic*) à un diplomate nazi fit comprendre à Bénès ce qui se passait à Berlin, avec « Toukhatchevski, Rykov et d'autres ». À remarquer l'adjonction inopinée de « Rykov et d'autres », c'est-à-dire de civils.

En 1948 commencèrent à paraître les *Mémoires* de Churchill sur la deuxième guerre mondiale, suscitant maintes objections, rectifications et protestations. L'illustre homme d'État dont il ne saurait être question de nier les mérites comme défenseur de son pays et de l'Europe,

se réfère aussi à Bénès quant à « la conspiration de la soi-disant “vieille garde communiste” pour renverser Staline et instaurer un nouveau régime pro-allemand. ... Il s’ensuivit une purge politique et militaire sans merci, mais peut-être justifiée, et une série de procès... » Etc. Mais une note sous le texte contredit étrangement ce qui précède, prouvant que Churchill n’a pas pris la peine de relire le travail de ses secrétaires : « Il y a cependant quelque preuve que l’information de Bénès avait été passée à la police tchèque par la Guépéou qui voulait atteindre Staline à travers une source étrangère amicale. » Autrement dit la Guépéou, donc Staline, a informé Bénès pour que celui-ci informe Staline. Pour comble d’absurdité, la note insiste : « Cela n’amointrit pas le service rendu par Bénès à Staline et est par conséquent hors de propos » Si Churchill avait voulu se disqualifier comme historien et comme mémorialiste, il n’aurait pas pu accumuler de contradiction en si peu de lignes, après tant d’invraisemblance. À noter que, cette fois, toute la « vieille garde communiste » est mise en cause comme pro-allemande, alors que la réalité est exactement inverse : seul Staline a voulu, avec sa mafia, l’accord avec Hitler.

Cette histoire embrouillée est assez débrouillée, éclaircie, réfutée dans les deux textes précités : « “L’affaire Toukhatchevski” » et « La décapitation de l’Armée rouge ». Il s’agit d’une machination particulièrement retorse de Staline, accomplie en se servant d’un général d’ancien régime, Skobine, agent double et triple de la Guépéou, de la Gestapo et d’un groupe d’officiers tsaristes à Paris. Ce traître de haut vol, dont Staline tirait les ficelles, collabora avec les nazis qui fabriquent de faux documents pour compromettre Toukhatchevski et autres, puis les firent passer confidentiellement à Prague, d’où Bénès les envoya non moins confidentiellement à Staline, avant d’en aviser encore plus confidentiellement Léon Blum. Le livre de W. Krivitski auparavant cité, paru en 1940, dénonçait déjà les agissements de ce Skobine. Néanmoins, Bénès, Léon Blum, ensuite Churchill se sont laissé duper avec une complaisance déconcertante. Et de même, quantité de commentateurs, de politiciens, de diplomates, de publicistes de toute espèce. Il existe sur ce thème bon nombre de livres et d’articles de revues méprisables, bourrés de faux savoir.

Staline a donc mis en œuvre avec maîtrise la formule conçue par Hitler, à savoir que « plus le mensonge est gros, mieux il a chance de

prendre ». L'ignorance des hommes d'État et de leurs conseillers à propos des procès mis en scène à Moscou, celle de Roosevelt et de ses successeurs égalant celle des Européens, va de pair avec l'insondable crédulité du public abêti par la presse écrite et parlée, de plus en plus basse et vulgaire. Une exception illumine, le temps d'un éclair, la sombre époque de Staline et de Hitler. Lors du « procès en sorcellerie » où Racovski confessa des crimes imaginaires, Anatole de Monzie, grand bourgeois libéral, intelligent et informé, qui fut plusieurs fois ministre et s'intéressait beaucoup à la Russie, lui fit écho dans le *Matin* du 7 mars 1938. Sous le titre : « La folie furieuse des procès de Moscou », ce journal publiait une déclaration d'Anatole de Monzie affirmant que « Racovski est innocent des crimes dont il s'est accusé lui-même », De Monzie repoussait des aveux « dépourvus de bon sens, voire de sens », après avoir affirmé : « Je tiens, quoi qu'on dise à Moscou et quoi qu'il dise lui-même, que mon ami est incapable de trahison. » Cri du cœur et parole de raison qui font justice d'une énorme masse de sottises accumulées par les dissertations pédantes de charlatans et de cuistres qui ont infecté l'opinion publique en France, l'*intelligentsia* française, l'Université, la presse et l'édition françaises, pendant plus d'un tiers de siècle, — et dont la contagion s'est propagée largement hors de France. Les quelques mots d'Anatole de Monzie dans un cas particulier font exception et font justice de tant de mensonges abominables. Car ce qu'il a écrit pour Racovski est vrai pour tous les autres.

Si d'aventure, après la première guerre mondiale, un gouvernement français d'imposteurs avait accusé Poincaré, Clemenceau, Joffre, Foch, Pétain, Cambon, etc., d'être des espions, des traîtres, des vendus, des terroristes, des assassins, personne en Angleterre ne l'aurait admis. Mais quand le pouvoir soviétique d'un détraqué mental, ivre de sang et d'orgueil, accuse Trotski, Boukharine, Zinoviev, Toukhatchevski, Iakir et tant d'autres d'avoir volé les tours de Notre-Dame et celles du Kremlin, il se trouve à Londres un Churchill pour l'admettre, en Europe et en Amérique des hommes d'État pour le croire et des « guides de l'opinion publique » pour le faire croire aux foules. Ceci ne concerne pas seulement la biographie politique d'un Staline.

La civilisation occidentale est ainsi mise en cause. Il y a plus d'un siècle qu'Alexandre Herzen a dit : « On écrit des livres, on prononce des discours, on fourbit les armes... et la seule chose que l'on omet,

c'est l'étude sérieuse de la Russie. » Cet état des choses n'a cessé d'empirer jusqu'à nos jours, à mesure que se perfectionnaient les moyens d'information et de communication.

En 1975 se tint à Helsinki, sur l'initiative de Moscou, une conférence « sur la sécurité et la coopération » où participèrent les principales puissances occidentales avec l'Union soviétique et ses satellites. Les résolutions adoptées à l'unanimité impliquent l'acceptation, par les démocraties civilisées, des pires crimes de Staline et de ses auxiliaires et successeurs, des pires violations des droits de l'homme, du droit des gens et du droit des peuples *.

Dans son rapport secret, Khrouchtchev parlant au nom de la « direction collective » souscrit plus ou moins explicitement aux crimes de Staline commis antérieurement au dix-septième Congrès du Parti tenu en 1934. Car la nouvelle équipe leur doit son ascension au pouvoir. Ce « Congrès des vainqueurs », selon la phraséologie stalinienne, avait été une interminable cérémonie d'acclamations délirantes et d'apothéose en l'honneur du Secrétaire des secrétaires, décidément divinisé. Or, dit Khrouchtchev, sur 1 966 congressistes, 1 108 furent ensuite « liquidés ». Et sur 139 membres du Comité central élus (*sic*) à ce congrès, 98 subirent le même sort, de par la volonté homicide du maniaque. Khrouchtchev ne tente pas d'expliquer cette tuerie, et bien entendu personne ne questionne. À chacun s'il peut, de conclure.

* J. Staline : *Sur la grande guerre de l'union soviétique pour le salut de la patrie*. 5^e éd. Moscou, 1946. — Général W. C. Krivitski : *Agent de Staline*. Paris, 1940. — Rapport secret de N. S. Khrouchtchev, etc. *la Documentation française*. — Notes et études documentaires, n° 2.189. Paris, 1956. A. Rossi : *Autopsie du stalinisme*. Avec le texte intégral du rapport Khrouchtchev. Postface de Denis de Rougemont. Paris, 1957. — *The Crimes of the Stalin Era*. Spécial report to the 20th Congress of the Soviet Union, by Nikita S. Khrushchev, Annotated by Boris I. Nicolaievski. Introduction par Anatole Shub. New York, *The new leader*. — « Le rapport secret de N. Khrouchtchev », in *Est et Ouest*, n° 168. Paris, 16 février 1957. (Les annotations sont de B. Nicolaievski et de B. Souvarine). — « Les Mémoires de Churchill », et : « Encore les Mémoires de Churchill », in *l'Observateur des Deux Mondes*. Paris ; 1^{er} et 15 juin 1948. Bertram D. Wolfe : *Khrushchev and Stalin's Ghost*, New York, 1957. Charles E. Boj-hlen : *Witness to History, 1929-1969*. New York, 1973. Branko Lazitch : *le rapport Khrouchtchev et son histoire*. Paris, 1976. (Complément indispensable à *l'Autopsie du stalinisme*, d'A. Rossi, citée ci-dessus)

À partir d'une telle révélation, les vérités partielles se succèdent, alternant avec les mensonges conventionnels à la gloire du régime. Il s'agit de désolidariser le Parti de certains excès horribles accomplis en son nom. Les auditeurs apprendront, entre autres, que des peuples entiers, au Caucase, ont été déportés en masse, « y compris les femmes, les enfants, les vieillards, les communistes et les komsomols ». Pour un motif inavoué, donc inavouable, les Tatars de Crimée et les Allemands de la Volga, eux aussi déportés, décimés, ne sont pas mentionnés. Pour eux, point de rémission, même morale.

Le rapport secret ne présente qu'une sélection des horreurs du régime, imputées au seul Staline et à ses proches instruments, Ejov et Béria. Pour un catalogue général même incomplet, il faudrait toute une bibliothèque. Khrouchtchev se garde d'évoquer l'assassinat, froidement perpétré, de quelque 12 000 prisonniers polonais à Katyn, dans la région de Smolensk. Seul un Staline, à défaut de Hitler, pouvait ordonner un forfait aussi lâche. Pas un mot non plus sur l'assassinat de Trotski et de toute sa famille, comme de la famille de Toukhatchevski ou celle d'Enoukidzé, dont on ne sera informé que beaucoup plus tard, et d'autres sources. Les héritiers de Staline acceptent l'héritage, sous bénéfice d'inventaire et selon des critères qui leur sont propres.

Pour expliquer les monstruosité qu'il évoque, Khrouchtchev effleure en passant le cas pathologique du monstre, sa « suspicion maldive », sa « méfiance généralisée », son « hystérie », sa « manie de la persécution », sa folie des grandeurs », sa mégalomanie », bref les traits caractéristiques du paranoïaque. La psychose du potentat se traduisait, entre autres, par les éloges outrés qu'il exigeait de ses thuriféraires, allant jusqu'à corriger lui-même leurs écrits serviles pour apparaître comme « un surhomme doté de qualités surnaturelles à l'égal d'un dieu ». Staline, améliorant sa biographie déjà exagérément flatteuse, « se couvrait lui-même de louanges relatives à son génie militaire, à son art de la stratégie ». Or le rapport secret l'a dûment discrédité à jamais comme chef de guerre, avec assez d'illustrations à l'appui, avant de le déshonorer comme meurtrier, comme tortionnaire et comme « marxiste », tout en rendant un dérisoire hommage à son « marxisme » primaire du temps jadis.

Mais plus de deux ans avant le rapport secret, la vérité sur « le cas pathologique de Staline » avait été dite, imprimée à Paris sous ce titre,

et le sous-titre : « Un Caligula à Moscou », dans le bulletin déjà mentionné, devenu *Est et Ouest*, n° 98, en novembre 1953. L'auteur en était Nicolas Volski (*alias* Valentinov) en collaboration avec le présent historiographe, et l'information venait de source absolument sûre celle des frères Ivan et Valérian Mcjlaouk, l'un vice-président du Conseil des commissaires du peuple, l'autre gérant (*oupravdiel*) du Soviet suprême. En plus, Volski avait reçu les confidences d'un haut fonctionnaire de la Guépéou, nommé Fink, et celles d'un autre tchékiste important, I. N. Kogan. Ces personnages bien informés étaient venus à Paris en 1937 pour l'inauguration du pavillon soviétique à l'exposition. Ils eurent l'occasion de parler des docteurs Lévine et Pletniev, hommes irréprochables impliqués dans le procès Boukharine-Rykov de 1938 et futurs condamnés, mais sous quel prétexte ? Puisque tout était mensonge dans ce procès comme dans tous les précédents, il fallait une autre raison. Les interlocuteurs de Volski le savaient : les médecins avaient diagnostiqué la psychose paranoïaque de Staline et fait la confidence à des dirigeants le plus haut placés, et ce dans une ville où les murs ont beaucoup d'oreilles. Ils devaient payer cher leur diagnostic.

Ce « grand secret du Kremlin », autre sous-titre de l'exposé sur « le cas pathologique de Staline », est une précieuse contribution à l'histoire du régime soviétique, comme le sera différemment le rapport secret. Il suscita de vives controverses dans l'*intelligentsia* russe en exil où l'intelligence n'était pas « la chose du monde la mieux partagée ». Pourquoi Roosevelt, Churchill et autres visiteurs de Staline n'ont-ils rien remarqué, objectaient les contradicteurs incompetents, armés d'idées toutes faites, de formules stéréotypes opposant la « logique du système » et autres sophismes à la conclusion médicale, cependant qu'intervenaient des clichés pseudo-marxistes sur la « lutte des classes » et autres vieilleries. Les rédacteurs de « Caligula » s'appuyaient sur les travaux du docteur H. Baruk, psychiatre notoire, qui décrivent parmi les syndromes paranoïdes « le besoin impérieux de domination, la haine pathologique, la conscience morale anesthésiée, aboutissant à des réactions criminelles ». Une autre source sérieuse citée ajoute certaines caractéristiques connexes : « l'égoïsme exagéré, l'orgueil, la susceptibilité, la méfiance et des perversions de facultés logiques ». L'avachissement de l'esprit en Occident et la « trahison des clercs », comme disait Julien Benda avant de verser lui-

même dans le stalinisme, firent obstacle à la vérité bien établie par des observateurs probes et qualifiés.

Un deuxième article : « Un Caligula au Kremlin », répondit point par point aux critiques (même bulletin, n° 102, janvier 1954). Sur ces entrefaites parut un papier du docteur Logre : « Caractère et personnalité », réponse fortuite à l'objection précédemment énoncée ; elle traite du « caractère méfiant et orgueilleux, enclin aux interprétations fausses, qui correspond à la *constitution paranoïaque* de Kraft-Ebing, prélude éventuel d'un délire de persécution ou de grandeur (...). Le délire hallucinatoire de persécution divise la personnalité en une *partie lucide* où le sujet se reconnaît lui-même et une partie automatique ou, par une intuition délirante, il croit reconnaître l'esprit hostile et injurieux d'autrui ».

En effet la *partie lucide* apparaît chez Staline conjointement avec les autres syndromes du mal et explique son comportement normal en présence en présence d'interlocuteurs dupes de son talent d'acteur. Les apparences épisodiques n'excluent pas les agissements morbides et spécifiquement staliniens qui ont ensanglanté le chronique du régime pendant plus d'un quart de siècle.

Quelque deux ans après les articles sur « Caligula », Khrouchtchev en confirma pleinement la teneur dans son rapport secret dont il nia effrontément l'existence, l'attribuant aux « services secrets américains », mensonge patent (un de plus) bientôt intenable, car le texte authentique s'en répandit, justifiant avec éclat la publication française. Ce qui permit au bulletin précurseur d'en faire état sous le titre original : « Le cas pathologique de Staline », suivi de : « Khrouchtchev confirme le B.E.I.P.I. et persiste dans le stalinisme »^{*}. Depuis, personne n'a pu contester le bien-fondé de ces témoignages recueillis par N. Volski et des arguments qui les accompagnent.

Plusieurs idées fixes, très caractéristiques chez un détraqué mental de cette sorte, sont discernables à première vue, en tant que partie lucide de la psychose. Dans le présent ouvrage, il a été écrit que Staline

^{*} Cf. *Est et Ouest*, n° 149. Paris, avril 1956. L'article introductif et les notes complémentaires des articles sur « Caligula » sont de Boris Souvarine. De ce dernier, Cf. également : « Khrouchtchev signe son discours secret » ; in *Est et Ouest*, n° 219. Paris, 1^{er} juillet 1959. Et : « Sur la folie de Staline », *ibid.*, n° 220. Paris 16 juillet 1959.

ne laisse et ne laissera pas vivre ceux qui savent la vérité : « Il se débarrasse aussi des gens qui en savent trop long sur son compte, sur son passé, son présent, ses tares et ses crimes... Il supprime les derniers témoins susceptibles de produire un jour à son endroit un témoignage véridique. » Du même auteur : « Il est douteux que Staline laisse vivre des gens susceptibles de parler plus tard... Il entend supprimer les témoins susceptibles d'écrire un jour des mémoires (Iagoda périra d'en savoir trop long). Bientôt, personne ne survivra pour témoigner devant l'histoire. » (« Cauchemar en U.R.S.S. », in *Revue de Paris*, juillet 1937.) Bien des confirmations vont suivre.

En effet, Svetlana Allilouieva, la propre fille de Staline, écrira beaucoup plus tard : « En 1937, mon père n'a pas hésité à exterminer les membres de sa propre famille : les trois Svanidzé, Redens, Enoukidzé (parrain de ma mère)... La même chose se produisit en 1948 avec mes tantes. Il les trouvait dangereuses parce qu'elles "en savaient trop" et étaient "trop bavardes". Il n'hésita pas à faire arrêter les deux veuves, vieilles femmes ayant déjà tant souffert. Il ne pouvait sans doute oublier qu'elles étaient au courant de tout ce qui se passait dans notre famille, des détails du suicide de maman, de la lettre qu'elle avait laissée. » À la page suivante, elle remarque au sujet des tchékistes : « ... Les plus importants, ceux qui "en savaient trop", devaient s'attendre à être liquidés à leur tour ; c'est ce qui arriva à Iagoda, à Ejov, à Agranov, directement mêlé à l'assassinat de Kirov. »

Avant elle, un tchékiste de haut rang, transfuge, réfugié en Amérique, et qui signe Alexander Orlov, confirme ainsi tout ce qui précède, dans ce livre-ci comme dans celui de Svetlana : « En règle générale, Staline se débarrassait des gens qui en savaient trop sur son passé et qui, à la lumière des crimes monstrueux des dernières années, pourraient se rappeler et réviser certains épisodes douteux de son passé, auxquels ils n'avaient pas accordé assez d'attention sur le moment. » (Cf. *The Secret History of Stalin's Crimes*. New York, 1953.) Sur ce point, aucune contestation sérieuse ne s'est fait valoir.

Une autre idée fixe du despote se dessine et s'accroît après le « Congrès des vainqueurs », quand il a exterminé la grande majorité de ses panégyristes, celle de s'entendre avec Hitler. Le massacre des principaux cadres de la diplomatie et de l'armée, après celui des hauts fonctionnaires du Parti confondu avec l'État, ne s'explique pas autrement : ces cadres sacrifiés ne se réclamaient d'aucune opposition. Sta-

line partageait de longue date la judéophobie de Hitler. Il ne l'exprimait pas trop ouvertement du temps de Lénine, car celui-ci ne l'eût pas toléré, mais dès sa rupture avec Zinoviev et Kamenev, il ne se gêna plus pour mettre sournoisement en circulation les thèmes et les procédés favoris de ceux qu'on désignait comme les « Centuries noires » sous l'ancien régime. L'« antisémitisme », synonyme de judéophobie, prit un caractère de plus en plus vexatoire et persécuteur, à mesure que se poursuivaient les démarches occultes pour un rapprochement des deux tyrannies. Hitler, dans ses *Propos de table*, tient Staline pour « une des figures les plus extraordinaires de l'histoire mondiale... Staline aussi nous impose un respect inconditionnel. À sa façon, il est « *ein genialer Kerl* ». Staline pour sa part admirait la façon dont Hitler avait liquidé ses anciens compagnons d'armes, des gêneurs, lors de la « nuit des longs couteaux » en 1934, et réciproquement, Hitler lui rendra la politesse après la décapitation de l'armée rouge.

Hermann Rauschning a rapporté une intéressante remarque de Hitler : « Ce n'est pas l'Allemagne qui deviendra bolchéviste, mais le bolchévisme qui se transformera en une sorte de national-socialisme. En outre, il y a beaucoup plus de points qui nous rapprochent du bolchévisme que de divergences. » Cette prévision juste est compensée par un propos stupide qu'il tiendra en 1944, consigné par son ministre Albert Speer : « Aujourd'hui, il comprenait qu'en organisant un procès pour éliminer Toukhatchevski, Staline avait fait un pas décisif lui permettant de mettre sur pied un commandement efficace. En liquidant l'état-major général, il avait fait place nette pour des hommes nouveaux qui n'avaient pas été formés pendant l'époque tsariste. Jadis il avait toujours vu dans les accusations portées pendant les procès de Moscou de 1937, des falsifications ; mais maintenant, après l'expérience du 20 juillet, il se demandait s'il n'y avait pas eu une part de vérité dans ces accusations. Certes il n'avait aujourd'hui pas plus de preuves qu'hier, mais il ne pouvait plus exclure la possibilité d'une trahison des deux états-majors collaborant ensemble. »

Ces divagations d'aliéné mental vont de pair avec des observations étonnamment *lucides* comme celle-ci, dont il fit part au maréchal Antonesco, le Conducator roumain, le 26 mars 1944 : « Staline n'était pas homme à prendre des risques. L'exemple polonais est typique : il n'a ordonné à ses unités d'avancer, malgré l'invitation allemande,

qu'au moment où l'immixtion dans l'affaire polonaise était devenue sans danger... Même s'il a un revolver et que l'adversaire ne soit armé que d'un couteau, il attendra jusqu'au moment où ce dernier se sera endormi : c'est un Goliath qui craint David. Il a la cruauté de la bête sauvage et la lâcheté de l'homme. » Remarque *lucide* qui alterne avec des propos d'ignorant sur Toukhatchevski et quelques miettes d'informations exactes mêlées à des sottises de maniaque.

Albert Speer dit encore que Hitler était « prisonnier de sa théorie selon laquelle les Slaves n'étaient que des sous-hommes ». Mais le Führer « parlait de Staline avec beaucoup de considération, tout en mettant en relief les analogies entre sa propre endurance et celle de Staline... Il disait parfois sur le ton de la boutade que la meilleure chose à faire si l'on parvenait à vaincre la Russie serait de confier à Staline l'administration du pays, évidemment sous la tutelle de l'Allemagne, car pour s'y prendre avec les russes, il était le meilleur chef qu'on puisse imaginer. Surtout il considérait Staline un peu comme un collègue ».

Staline aussi regardait Hitler comme un collègue. Il s'était persuadé que tous les deux étaient faits pour s'entendre. Il devint inconsolable, lui l'infailible, de s'être trompé à tel point sur Hitler, et d'avoir été trompé à tel point par Hitler. On en a maints témoignages incontestables, notamment celui de sa fille qui en outre cite beaucoup d'exemples de ses obsessions judéophobes, pendant et après la guerre. Elles s'assouvissent avec la pire cruauté, même dans sa propre famille. Lui aussi méditait une « solution finale » à l'instar de Hitler, mais par d'autres moyens. Dans ce cas comme en bien d'autres, il prenait son temps. La guerre requérait toute son attention, posait de multiples problèmes à son pouvoir unipersonnel. Le persécuteur par excellence se croyait persécuté, par qui sinon par les juifs (considérés comme une nationalité, sous le régime soviétique). On sait comme il savourait longtemps d'avance sa « douce vengeance » *.

Selon le cliché si répandu, Stalingrad fut un « tournant » de la guerre, mais dans le sens donné à entendre par la propagande communiste et la crédulité populaire, aussi par le cynisme de Staline et la complaisance des dirigeants anglo-américains. Aucune personne sen-

* Albert Speer : *Au cœur du Troisième Reich*. Paris, 1971. – Svetlana Allilouieva : *Vingt lettres à un ami*. Paris, 1967 ; *id.* : *Une seule année*. Paris, 1971.

sée ne devrait croire que la pénétration allemande jusqu'à la Volga, sur 1 600 kilomètres en profondeur, fut une manœuvre stratégique habile de l'Armée rouge et que la conduite insensée de Hitler soit imputable au génie de Staline. Le fait est que l'hécatombe effroyable due aux deux sinistres « collègues » ne fait pas précisément honneur à la civilisation du XX^e siècle. Aussi l'histoire vraie de cet épisode n'a-t-elle pas été écrite : sous Staline, c'était interdit, et à partir de la « destalinisation » relative inaugurée sous Khrouchtchev, les mémoires militaires, même ceux des maréchaux, feront partie de la littérature officielle, c'est-à-dire tendancieuse ou mensongère. Les signataires n'en sont d'ailleurs pas les vrais auteurs, qui peinent laborieusement dans quelque officine du Comité central. Détail burlesque pour caractériser cette littérature : le mérite de la triste victoire de Stalingrad, retiré à Staline après le vingtième Congrès attribué à Khrouchtchev quand celui-ci incarna le pouvoir, lui fut retiré à son tour après sa chute.

L'impossibilité d'écrire une histoire sincère de la « grande guerre patriotique » issue du pacte Hitler-Staline est démontée par l'expérience de l'historiographe Alexander Lekritch. Celui-ci, très conformiste en « marxisme-léninisme », mais autorisé par le Parti à traiter d'un moment de la guerre dans les limites prescrites par les autorités sous Khrouchtchev ; écrivit son pensum en style de propagande patriotique, tissé de poncifs sonores, et patronné par l'Académie des sciences, mais avec deux chapitres véridiques sur le début des hostilités, donc sur les responsabilités désastreuses de Staline, puisque c'était alors permis. Mais quand un revirement se produisit au « sommet » du parti avec la disgrâce de Khrouchtchev, le livre fut mis au pilon (bien qu'accueilli avec faveur par la critique et le public), l'auteur vilipendé et exclu du Parti, privé ainsi de moyens d'existence. Encore eût-il le privilège de s'expatrier, dix ans plus tard. Avis à qui voudrait écrire honnêtement sur Stalingrad.

Churchill raconte dans ses mémoires une conversation avec Staline qui laisse comprendre, en termes imprécis, que la collectivisation agricole avait coûté quelque 10 millions de vies humaines dans les campagnes soviétiques, que ce fut nécessaire. Le nombre des victimes à Stalingrad n'était donc pas pour émouvoir un Staline (un demi-million, peut-être, mais la *Grande Encyclopédie soviétique* évite de donner de donner un chiffre et le Larousse ne mentionne que les pertes allemandes). Staline est trop prudent pour dénombrer ouverte-

ment ses victimes, lesquelles figureront dans l'anonymat de statistiques ultérieures. Il pousse même la prudence jusqu'à s'abstenir de s'approcher du front, ce qu'attestent plusieurs sources soviétiques. En revanche il est imprudent dans le mensonge, sachant toutefois que cela ne tire pas sur-le-champ à conséquence, d'après son expérience personnelle. Un seul exemple : le 7 novembre 1942, il proclame que « les forces de l'ennemi déjà minées, touchent à leur fin. Au cours de la guerre, l'Armée rouge a mis hors de combat plus de 8 millions de soldats et d'officiers ennemis ». Il ose dire cela après seize mois de guerre. Or, en 1945, après soixante-huit mois de guerre pour l'Allemagne, elle n'aura perdu « que » 2 800 000 militaires. Peu importe à Staline que personne ne peut contredire.

Là où il excelle, c'est dans l'art de berner ses alliés occidentaux, qui s'y prêtent de bonne grâce. Sur ce point aussi, Hitler s'avère étonnement lucide quand il dit au maréchal Antonesco, entrecoupant ses diverses divagations : Staline « ne sollicite jamais, mais chaque fois exige ou proteste. Quand on lui donne quelque chose, c'est parce qu'on lui doit. Quand c'est lui qui restitue, il n'avoue pas que c'est par obligation, bien au contraire, il veut paraître généreux. Ainsi il a su convaincre les Anglais, et surtout les Américains, que ce ne sont pas eux qui aident les Soviets à se défendre, mais que Staline serait entré en guerre uniquement pour tirer les Occidentaux d'une situation difficile. Le Russe (*sic*) qui aurait été, sans l'aide américaine, obligé de capituler pendant l'été 1942, réussit à se faire considérer par ses alliés comme un sauveur... Pour obtenir un tel résultat, il a mis le prix : les millions de Russes qui meurent sur le front. Seulement il a su persuader ses soldats que ce n'est pas pour le régime communiste qu'ils se sacrifient, mais pour la patrie russe ».

En effet Staline, bien informé par les Américains eux-mêmes qui répandent leurs vues et étalent leurs « secrets » sur la place publique, bien informé aussi par ses services de renseignements dont il a pourtant méconnu la valeur quant à la volte-face de Hitler en 1941. Staline a su exploiter au maximum le concours que Churchill et Roosevelt étaient tout disposés à lui donner pour tenir en échec le monstrueux agresseur devenu l'ennemi commun. Aider le pays attaqué, devenu malgré lui allié des démocraties qu'il maudissait la veille, c'était dans l'ordre des choses. Ce ne l'était pas d'ignorer la nature et les inten-

tions, les projets du régime et de ses dirigeants possesseurs de ce pays victime de ses maîtres.

« *Necessity creates strange bedfellows* », savent les anglais qui ont lu leur Shakespeare, et même ceux qui ne l'ont pas lu. Les américains également. Mais rien de justifiait les expériences de Staline durant toute la guerre comme s'il avait des droits à faire valoir, surtout quand il s'est mis à presser Churchill et Roosevelt d'entreprendre un débarquement en Europe alors que n'existaient pas les moyens pratiques d'une telle entreprise. Cette exigence de créer un « deuxième front », véritable chantage exercé par Staline sur ses bienfaiteurs incapables de la satisfaire, leur donnait à craindre l'éventualité d'une paix séparée, profitable au seul Hitler. Les deux chefs de la coalition occidentale ne connaissaient pas Staline. Même sa mauvaise foi criante à propos d'un « deuxième front » n'enseignait rien à Roosevelt qui, jusqu'à sa fin, voulut croire à la conversion de Staline en un démocrate épris de justice et de paix perpétuelle.

Staline n'a pas su berner seulement Churchill et Roosevelt, plus tard de Gaulle, comme il avait berné Bénès et tant d'autres. Il a floué en outre tous les visiteurs distingués, diplomates, journalistes importants, hommes d'affaires, etc., venus « se rendre compte » sur place, *de visu*, des qualités du personnage légendaire. À tous, il disait simplement ce qu'ils désiraient entendre, sachant que rien ne l'empêcherait, l'heure venue, d'agir à sa guise. Il n'attendait de l'Occident qu'une aide matérielle illimitée, bien résolu à ne jamais payer un centime. Roosevelt lui dépêcha son confident, Harry Hopkins, qui revint enchanté d'avoir causé avec un homme si simple, si raisonnable. Une seule fois, Staline a changé de ton, c'était en parlant de Hitler, son ex-partenaire félon : « Dire que nous avons eu confiance en cet homme... » Aveu dépourvu d'artifice. Staline ne demande à l'Américain que des tanks, des avions, des canons, des camions, de l'essence, etc., oubliant de préciser qu'il fera effacer les marques d'origine américaine pour leur substituer des signes fictifs en langue russe *.

* A. M. Nekritch : 22 juin 1941. Moscou, 1965. Trad. française : *L'armée rouge assassinée*. Paris, 1965. — Harry Hopkins : « My meeting with Stalin », *American Magazin*, décembre 1941. — Eric A. Johnston : « My talk with Stalin »,

Un mois avant l'agression allemande, Staline s'était fait nommer président du Conseil des commissaires, lequel ne tardera guère à devenir « Conseil des ministres » pour plus de respectabilité bourgeoise ; peu après il sera président du Comité de défense et, bientôt, il prendra de surcroît le titre de commissaire à la Défense, puis celui de commandant en chef des armées, et, finalement, il se nommera généralissime. Entre-temps, insatiable, il aura ajouté à ses décorations multiples celle de Héros du travail socialiste, ensuite celle de Héros de l'Union soviétique. Ainsi valorisé à ses propres yeux comme devant la masse humaine inculte et soumise, il a délibéré avec Roosevelt et Churchill aux conférences de Téhéran (1943) et de Ialta (1945), avec le président Truman à Potsdam (1945), sûr de lui, fort des sacrifices en hommes dont il ne se privait pas de se prévaloir et que, seul, son Empire pouvait endurer, fort surtout de l'ignorance de ses interlocuteurs qui l'appelaient gentiment « Uncle Joe », diminutif amical qu'il interpréta comme péjoratif et vite adopté par la presse américaine empressée à suivre la mode.

C'est ainsi qu'à Ialta, la Pologne fut trahie et livrée à la domination communiste, en échange de vaines promesses quant à son indépendance, formulées par l'assassin des quelques 12 000 Polonais prisonniers à Katyn. Il n'y eut à cette conférence aucun « partage du monde », comme de Gaulle a voulu le faire croire en France, où une littérature pseudo-historique, polémique et mensongère, a proliféré sur ce thème trompeur, où le faux « partage du monde » est devenu une notion courante, contre toute évidence. En revanche, les accords de Ialta incluaient une clause secrète, inavouable, qui ne sera avouée que trente ans plus tard, ce qui oblige à enfreindre ici l'ordre chronologique déjà transgressé, en cet Arrière-propos, par les références au rapport secret de Khrouchtchev, aux souvenirs de Svetlana Allilouieva, au témoignage de Soljénitsyne et d'autres. (Le caractère de la présente adjonction à un livre âgé d'une quarantaine d'années rend l'irrespect chronologique inévitable, là où les secrets d'État ont tenu tant de vérités sous le boisseau. On ne saurait prétendre qu'à tracer à grands traits la chronique et qu'à suggérer des lectures complémentaires.)

La clause secrète de Ialta comportait l'engagement de « rapatrier » de gré ou de force, les sujets dénommés arbitrairement soviétiques, de catégories très diverses, et installés hors de leur pays natal. Personne en Occident n'eut connaissance de l'action effroyable par laquelle Roosevelt et Churchill, ignares en cette matière et inconscients, croyant n'avoir rien à refuser à Staline livrèrent aux sbires et aux bourreaux de la Guépéou plus de 2 millions d'individus, hommes, femmes et enfants. Un grand nombre de ces malheureux préférèrent le suicide, beaucoup d'autres ne cédèrent qu'aux plus cruelles violences, la plupart périrent dans les affres du Goulag dont le nom n'était pas encore répandu à travers le monde, alors que des chefs d'État qui se respectent, ou leurs conseillers, n'avaient pas le droit d'ignorer la chose *.

À Potsdam, le président Truman était encore plus novice que son prédécesseur devant « Uncle Joe ». Rentré aux États-Unis, il déclara en public : « J'ai fait simple connaissance avec Joe Staline et j'aime ce vieux Joe — c'est un type convenable. Mais Joe est prisonnier du Politbureau. Il ne peut pas faire ce qu'il veut. Il prend des engagements et, s'il pouvait, il les tiendrait, mais les membres du gouvernement (?) disent très nettement qu'il ne peut pas les tenir. » (Cf. *L'Observatoire des Deux Mondes*, 15 juillet 1948.) Par mains agents à sa solde ou à sa dévotion, Staline avait aisément accrédité la fable de sa position précaire devant la redoutable opposition de Molotov et consorts, d'où le devoir des américains de satisfaire ses exigences pour éviter le pire. Le *New York Times* soutenait sérieusement cette thèse, par exemple avec un article de Dorothy Thomson qui mériterait place dans une anthologie. Truman avait été chapitré par Roosevelt, celui-ci chapitré par Bénès et par son ex-ambassadeur à Moscou, le richissime et stupidissime Joseph Davies, auteur d'une apologie effrénée des mensonges et des crimes de Staline. (Cf. *Mission to Moscow*, New York, 1941.)

Ayant affaire à de telles compétences, « Uncle Joe » n'avait aucune peine à se faire passer pour un démocrate débonnaire et philanthrope, par contraste avec l'intraitable et méchant Molotov. On lui

* Julius Epstein : *Operation Keelhaul. The story of forced repatriation*. Introduction by Bertram D. Wolfe. Old Greenwich, Conn., 1973. — Nicholas Berthell : *The Last Secret*, London, 1974. Trad. fr. : *le Dernier secret*, Paris 1975.

devait aide et assistance de toutes les manières, sous toutes les formes. Aussi l'armée américaine au cœur de l'Europe reçut-elle l'ordre de laisser à l'Armée rouge l'avantage de prendre Berlin et Prague. On en sait les conséquences. William Bullit, ami personnel de Roosevelt et son ambassadeur Moscou, puis à Paris, a éclairé la conduite de Roosevelt dans son article de 1948 : « Comment nous avons gagné la guerre et perdu la paix ». Il y expose les conditions dans lesquelles fut accordé le « prêt et bail » américain à l'allié de Hitler sans contrepartie d'aucune sorte, Staline bénéficiant ainsi d'une aide s'élevant à 11 milliards de dollars.

Roosevelt parlant de Staline dit à Bullit : « Si je lui donne tout ce que je puis lui donner sans rien lui demander en retour, *noblesse oblige*, il ne pourra penser à annexer quoi que ce soit et acceptera de travailler avec moi à un monde de démocratie et de paix. » Bullit fit remarquer qu'en fait de *noblesse oblige*, « il n'était pas question en l'occurrence du duc de Norfolk, mais d'un bandit caucasien qui pense, obtenant quelque chose pour rien : *mon partenaire n'est qu'un âne* ». (Cf. *Est et Ouest*, B.E.I.P.I., supplément, 16 mai 1949.)

Bullitt ne croyait pas si bien dire en qualifiant Staline de bandit. Il ne savait pas que Jaurès, au début du siècle, avait écrit à Charles Péguy : « Une classe née de la démocratie, qui, au lieu de se ranger à la loi de la démocratie, prolongerait sa dictature au-delà des premiers jours de la révolution ne serait bientôt plus qu'une bande campée sur le territoire et abusant des ressources du pays. » Sous la plume de Jaurès, *bande* n'est pas une injure, mais une définition. Et comment désigner les membres d'une bande, surtout leur chef, alors que la bande *campe*, en 1977, depuis soixante ans ? Bullit cite l'ex-ambassadeur Joseph Davies pour qui « la parole d'honneur du gouvernement soviétique est aussi sûre que la Bible », et il commente : « Il (Davies) ne mentionne pas le fait que Staline avait violé autant d'accords internationaux que Hitler. »

Et comment définir le chef d'une bande qui a envoyé un assassin au Mexique pour tuer un adversaire politique en exil ? Le 20 août 1940, Léon Trotski eut la crâne fracassé d'un coup de piolet assené par un de ses partisans, en réalité agent de la Guépéou, aux ordres. Acte de banditisme caractérisé, lâche et cruel, signé Staline. La victime n'avait plus d'autre arme que sa plume dans sa lutte politique. Et ce crime n'est qu'un anneau dans une chaîne sans fin de crimes dont

l'initiative stalinienne le laisse aucun doute : les attestations et les preuves abondent, qui n'ont pas ici leur place. Indénombrables sont les crimes individuels de Staline comme seront innombrables les victimes de ses crimes collectifs. Et c'est en préparant un autre crime comparable en monstruosité à sa collectivisation, à ses famines, à la guerre dont il est co-responsable, que son cerveau pervers défaillera une fois pour toutes.

Staline avait emprunté à Hitler la notion des « Juifs utiles », c'est-à-dire du petit nombre d'entre eux qui sont temporairement irremplaçables et qu'on aura loisir de supprimer dès que seront formés des remplaçants capables. Il en conservait donc quelques-uns bien en vue, très peu, pour donner le change, éliminant les autres de leurs positions ou fonctions responsables, tout en méditant sa version future de la « solution finale », selon l'expression hitlérienne. De même, les cyniques de Moscou étiquetaient « idiots utiles » leurs sympathisants à l'étranger, définis comme « libéraux » aux États-Unis, comme « intellectuels de gauche » en France (y compris la sous-catégorie des « existentialistes »), ces deux pays n'ayant pas l'exclusivité d'une telle perversion. L'une des plus étonnantes réussites de Staline a été la mise en œuvre et la mise en scène, à son profit, d'un déploiement de courtoisie sans précédent, d'un concert inouï de louanges délirantes qu'on ne saurait qualifier en aucune langue.

La contagion s'en est propagée partout hors de son domaine, appuyée par des moyens de corruption multiples, et dont la pression n'a pas peu contribué à orienter les pouvoirs publics « bourgeois » dans un sens favorable à l'impérialisme soviétique. Il s'y mêlait, certes ce qu'Anatole France appelle « la générosité tumultueuse des idées générales », en la circonstance une séduction naturelle des principes abstraits du socialisme, encore que la pratique de Staline en ait toujours pris le contre-pied dans la pratique. Personne ne pouvait faire entendre la vérité à la multitude des ignorants et des naïfs, englobant les « milieux bien informés », les « cercles autorisés » et autres fictions couramment admises. Il en résulta la possibilité pour une puissance maléfique d'acquiescer la complaisance quasi universelle en faveur de sa volonté dominatrice.

Pourtant on avait vu Staline à l'œuvre pendant la guerre civile espagnole, de 1936 à 1939, où ses interventions démentaient les professions de foi socialistes affichées, au seul avantage de la contre-

révolution, au seul détriment du camp démocratique. On l'avait vu, en pleine guerre européenne, entreprendre sa persécution homicide contre le Bund polonais, et exercer sa judéophobie meurtrière sur les intellectuels inoffensifs, pour la seule raison de leur origine, et sous le prétexte perfide de « cosmopolitisme ». C'était à qui ne voulait pas comprendre. D'ailleurs bien des actions de Staline s'avéraient réellement incompréhensibles aux dirigeants occidentaux et aux « guides de l'opinion ».

Ainsi quand il supprime d'un trait de plume l'Internationale communiste, le 15 mai 1943, les « experts » imaginent qu'il a donné satisfaction à une exigence de Roosevelt. Supposition gratuite et entièrement fausse : Roosevelt n'y était pour rien, l'explication se trouvait déjà dans le présent ouvrage qui rapporte cette parole de Staline : « L'Internationale communiste ne représente rien et n'existe que par notre soutien. » On a de lui d'autres appréciations encore plus méprisantes sur cette « petite boutique ». Il n'attendait qu'un moment favorable pour s'en débarrasser et, faisant d'une pierre deux coups, faire jaser les bavards. Roosevelt avait trop peur de lui déplaire, il l'a dit à maintes reprises. Et Staline en ce cas n'avait renoncé qu'à une façade, gardant la haute main sur les partis communistes ravalés à la condition d'humbles domestiques.

Même incompréhension en Occident devant les mesures obscurantistes imposées dans les lettres et les arts, sous l'autorité nominale d'André Djanov, contre les écrivains et artistes de talent, Anna Akhmatova, Boris Pasternak, Chostakovitch et tant d'autres. Le terme de « jdanovisme » mis alors en circulation était impropre, Jdanov n'étant qu'un instrument de Staline. De même avait-on parlé à tort de *ejovchtchina* pour désigner la période où Ejov commandait à des répressions terrifiantes, bien qu'il ne fût lui aussi qu'un serviteur de Staline. Singuliers artifices du langage qui révèlent une tendance irraisonnée à exonérer Staline d'une partie de ses turpitudes.

Il fallait, à la longue, un aveuglement étrange et tenace pour ne pas savoir ce qu'était Staline, pour ne pas le comprendre, ne pas lire dans son jeu implacable, même après le massacre des infortunés Polonais, en majorité des officiers de réserve, sans défense, massacre froidement conçu et commandé afin de saigner à blanc l'*Intelligentsia* de la

Pologne *. Pendant toute la guerre, Staline n'a cessé de poursuivre son génocide propre, à plusieurs fins, selon ses critères personnels au service de ce que ses complices masqueront sous la formule du « culte de la personnalité ». La nomenclature de ses obsessions, de ses phobies, de ses délires accompagnés ou suivis d'actes meurtriers exigerait tout un chapitre. On n'a jamais su exactement en quoi avait consisté une certaine « affaire de Lénine » qui a décimé les cadres supérieurs du Parti dans cette ville. Ce qui paraît indiscutable, c'est que pour Staline, il n'y a que les morts qui ne parlent pas, qui ne reviendront jamais. Le nécrologe est interminable, de ce régime terroriste dont l'espèce de fascination exercée sur les représentants de l'Occident civilisé est peu intelligible.

Roosevelt se proposait d'« apaiser » Staline (c'est l'expression américaine) en allant au-devant de ses désirs, sans réciprocité aucune. Il fut assez inconscient pour se déplacer, lui malade et âgé, jusqu'à Téhéran et Ialta « pour rencontrer Staline face à face et le convaincre d'accepter des voies chrétiennes et des principes démocratiques », écrit W. Bullitt qui décrit l'invasion de l'administration à Washington par les communistes et leurs amis. « Le département d'État, celui du trésor ainsi que d'autres institutions furent farcis de partisans des Soviétiques. Le département de la Guerre commença à admettre les communistes connus et les bolchévisants dans les rangs des officiers ayant accès aux informations secrètes. » Etc. Il s'en fallut de peu pour que le vice-président Henry Wallace, pro-stalinien par ignorance et ingénuité, ne devînt président des États-Unis à la mort de Roosevelt en 1945. Truman hérita de cette politique. Churchill ne se sentit pas capable de s'y opposer. Staline n'entrevoyait aucun obstacle.

Finalement, le poids de l'industrie américaine combiné avec la ténacité britannique ont eu raison de la démesure nazie, Staline ayant

* Avec la même arrière-pensée perfide, il a fait inciter par radio, le 29 juillet 1944, les forces patriotes de Varsovie à s'insurger contre les allemands dès que l'Armée rouge fut à proximité de la capitale polonaise, mais les Soviétiques restèrent passifs tandis que les Allemands puissamment équipés massacraient les insurgés polonais livrés à eux-mêmes. Sinistre provocation typiquement stalinienne, pour anémier la Pologne, et que relate Churchill dans ses *Mémoires*. Cf. Henri de Montfort : *le Massacre de Katyn*. Paris, 1966. — Joseph Czapski : *Souvenirs de Starobielsk*. Paris, 1945 ; *id.* : *Terre Inhumaine*. Paris, 1949. — Stanislas Mikolajczyk : *le Viol de la Pologne*. Paris, 1949.

dépensé sans compter la matière première humaine qui ne sera évaluée qu'après sa mort. Par les plus vulgaires procédés de la réclame commerciale, de part et d'autre, tout fut mis en œuvre pour que Staline, surtout par la grâce de ses alliés provisoires, apparût comme grand vainqueur de la guerre qu'il avait fomentée avec Hitler. Rien ne fut épargné pour l'exalter, le couronner, le combler des honneurs immérités de la victoire.

Roosevelt dans sa prescience, était sûr que Staline « n'essayera pas d'annexer quoi que ce soit et œuvrera avec moi pour un monde de démocratie et de paix ». En fait, Staline a annexé plus de 680 000 kilomètres carrés peuplés de près de 25 millions d'âmes. En outre, il a soumis six pays européens étendus sur près de 800 000 kilomètres carrés et peuplés de quelque 90 millions d'habitants. Roosevelt n'a pas vécu jusqu'à constater l'aboutissement de sa politique, dont les conséquences stabilisées après trente ans d'existence ont eu leur consécration à la conférence d'Helsinki en 1975. Mais il a eu des disciples car en France, devant l'Assemblée nationale, le ministre des Affaires étrangères s'est félicité, rapporte *le Figaro* du 30 octobre 1975, de la conférence d'Helsinki, « la grande entreprise à laquelle le général de Gaulle avait ouvert la voie il y a dix ans ». En réalité, Roosevelt eut sur de Gaulle, dans le même esprit, vingt ans d'avance.

« Staline a changé », tel était le leitmotiv qu'entendait W. Bullitt à la Maison Blanche, au département d'État et autres institutions gouvernementales à Washington, répété par les *fellow-travelers* (compagnons de route des communistes) au cours de ces années funestes. Qu'en savaient-ils, et pourquoi Staline aurait-il changé ? La preuve qu'il restait toujours le même, il l'a donnée dès le 6 juin 1945 en affirmant mordicus à Harry Hopkins que Hitler n'était pas mort. Mensonge grossier, sciemment mis en circulation pour chercher querelle en cas de besoin. (Moscou n'admettra qu'en 1968 la mort de Hitler.) Le seul fait qu'au procès des « criminels de guerre » à Nuremberg, en novembre 1945, les représentants soviétiques aient siégé au tribunal en tant que juges au lieu d'être au banc des accusés ne pouvait que stimuler Staline dans son arrogance et ses prétentions sans limites.

Staline n'avait pas changé et ne pouvait changer dans son comportement pathologique et incurablement criminel. Tous ses actes, tous les faits le prouvent, dont on ne saurait mentionner que peu d'exemples dans cet Arrière-propos sommaire qui se limite à noter

l'essentiel d'une carrière horrificante et à suggérer l'essentiel de lectures complémentaires. Étant entendu que les crimes de Ejov, chef de la Guépéou, et ceux de Béria, son successeur, doivent être inscrits au compte de Staline, leur seigneur et maître.

Hérodote raconte que Xerxès, fils de Darius, avant l'invasion perse en Grèce, ordonna de fouetter les flots de la mer Égée qui avait brisé son pont de bateaux, pour apprendre aux vagues à se tenir tranquilles. De même Staline prétendit commander aux éléments indociles et décida de détourner les courants aériens pour entreprendre la « transformation stalinienne de la nature » en complantant des rideaux d'arbres sur des kilomètres de terrain afin de dissuader les vents de contribuer à dessécher d'immenses régions arides. Un énorme tintamarre apologetique accompagna cette coûteuse expérience sans précédent, condamnée d'avance par les arboriculteurs compétents, et qui prit fin en effet sur un piteux fiasco soigneusement passé sous silence.

Le « coryphée de la science », comme disaient ses flatteurs, ne s'en tenait pas à cette extravagance écologique. Il se mêla aussi de biologie et de génétique. Illettré en la matière, il accorda pleinement sa confiance à un charlatan agronome, Trofim Lyssenko, qui se targuait de créer une agrobiologie matérialiste et « prolétarienne » opposée aux loi de Mendel, aux travaux de Morgan taxés d'idéalisme bourgeois et retardataire. L'imposteur pseudo-marxiste couvert par le génie universel qui avait misé le sort de l'Europe sur Hitler parvint à ses fins en chassant de l'Académie des sciences agricoles Nicolas Vavilov, savant véritable, et ses collaborateurs irréprochables, tous taxés de sabotage, de « trotskisme » et autres mensonges infâmes, pour être livrés aux tourmenteurs de la Guépéou (Vavilov et beaucoup d'autres moururent en prison ou dans les camps du Goulag). Il imposa par la terreur sa théorie de l'« hérédité des caractères acquis », au mépris des connaissances de la génétique classique, condamnée comme « occidentale », et comme si le stalinisme inculqué aux fidèles serait transmissible à leur progéniture par les gènes et les chromosomes, dont l'existence même était niée par lui d'autre part. Quant à ses expériences agronomiques concluantes à rebours et à grandes pertes, rien n'en subsiste. Il s'agit là, encore et toujours, de stalinisme sous le pseudonyme fallacieux de « marxisme-léninisme ».

Dans ses rapports avec le communisme international, Staline a pu soumettre et avilir les anciennes sections de l'organisation créée par

Lénine, mais après des épurations qui ont duré un quart de siècle, renouvelant presque entièrement leur composition et combinées avec une corruption sans précédent dans l'histoire du mouvement ouvrier. Mais il s'est lourdement trompé en croyant asservir les sections de Yougoslaves et de Chine (cette dernière ne s'affranchira qu'après sa mort, mais déjà de son vivant apparaissent les signes d'une volonté d'indépendance).

Khrouchtchev, dans son rapport secret, exposant la « folie des grandeurs » de Staline, cita le mot de celui-ci : « Il me suffira de remuer le petit doigt, et il n'y aura plus de Tito. Il s'écroulera. » Dénonçant cette « mégalomanie » Khrouchtchev a souligné la méconnaissance du mégalomane devant un chef communiste très averti, ayant « derrière lui un État et un peuple élevés à la rude école des combats pour la liberté et l'indépendance ». Staline ne se borna pas à « remuer le petit doigt », il a remué ciel et terre sans intimider Tito, homme sans illusion sur son adversaire. Hitler était plus clairvoyant quand il disait au maréchal Antonesco : « Quel homme ce Tito !... On ne pouvait pas faire un pas en Serbie sans danger. Voilà un véritable héros national... À côté de lui, le général de Gaulle était un héros de T.S.F. » À la vérité, Tito savait à qui et à quoi il avait à faire, contrairement à Roosevelt, à Churchill, à de Gaulle, et sa résolution de résister correspondait aux moyens de sa résistance. La leçon n'a pas été comprise à Washington, à Londres, ni à Paris dans les milieux dirigeants. Elle ne sera pas perdue pour Mao Tsé-tung ni pour les Albais quand ils se heurteront aux successeurs de Staline. Ils sauront réagir sans faiblesse et tenir le seul langage que les staliniens comprennent.

Pendant la guerre et ensuite, la persécution des Juifs dont l'idée fixe hantait l'esprit de Staline stimulé par l'exemple de Hitler, cette persécution se poursuivait sans merci, et les mesures judéophobes les plus cruelles se succédaient contre les intellectuels et les artistes traités de « cosmopolites », livrés à l'arbitraire effréné du régime, de plus en plus proche du « national-socialisme » germanique, Staline ruminait son grand dessein exterminateur par d'autres procédés que ceux de Hitler, à des fins identiques.

Brusquement l'heure fatale sonna le 13 janvier 1953 quand fut annoncée la découverte d'un complot de « médecins terroristes » accusés de tuer sournoisement leurs malades (Jdanov et autres importantes

personnalités politiques et militaires), en outre d'être à la solde de services secrets étrangers, notamment d'une institution philanthropique juive dénoncée comme criminelle. Ces « bourreaux du genre humain » (*sic*), comme il se doit, avaient tous passés des aveux. Il s'agissait de neuf sommités de la médecine, académiciens et professeurs, dont six d'origine juive, et peu après s'y ajoutèrent six autres. Ils étaient les médecins du Kremlin, devenus des « assassins en blouse blanche ». Cette invention fantastique, inimaginable, accueillie avec intérêt et déférence dans le mode extérieur intoxiqué de propagande communiste, ne put tromper personne dans le monde soviétique : c'était l'annonce du pogrome final, dont nul ne prévoyait encore les modalités. Les secrets techniques de la Guépéou sont lents à filtrer *.

Ils filtrent pourtant, avec le temps, car des initiés finissent par passer. La déportation en masse des Juifs dans l'extrême-nord glacial de la Sibérie était dès lors une prévision courante dans le Parti et autour de celui-ci. Vingt ans après la menace qui planait sur des millions d'innocents, Alexandre Soljénitsyne écrira dans *l'Archipel du Goulag* : « ...Selon les rumeurs qui circulaient à Moscou, le plan de Staline était le suivant : au début de mars, on devait pendre les *médecins assassins* sur la place Rouge. Les patriotes, piqués au vif, devaient naturellement (sous la conduite d'instructeurs) se lancer dans un pogrome et, alors, le gouvernement (on reconnaît bien là le caractère de Staline, n'est-ce pas ?) aurait magnaniment sauvé les Juifs de la fureur populaire en leur faisant quitter Moscou dans la nuit même, en direction de l'Extrême-Orient et de la Sibérie, où l'on était déjà en train de leur préparer des baraques. » On sait le taux de mortalité dans les camps de la mort lente, où sont de surcroît innombrables les cas de mort violente.

* Gédéon Haganov : « Le communisme et les Juifs ». Paris, supplément de *Contacts*, n° 9, mai 1951. — « Staline contre Israël ». Paris, supplément du *B.E.I.P.I. (Est et Ouest)*, février, 1953). — « Sur la judéophobie communiste ». Paris, *Est et Ouest*, n° 319, avril 1964. — Lev Navrozov : *The Education of Lev Navrozov*. New York, 1975. (Ce livre témoigne dans le même sens que Soljénitsyne. Un passage, p. 46, dit que Staline préparait « un pogrome général, bien organisé, parfaitement centralisé, après lequel tous les survivants juifs seraient mis dans les camps de la mort-par-le-travail, excepté ceux que l'on classerait comme aryens à titre personnel ».)

Le sort en décida autrement : le 3 mars 1953, un communiqué officiel annonçait l'hémorragie cérébrale qui avait terrassé Staline précédant de trois jours l'information nécrologique : le malade était mort le 5 mars sans avoir repris connaissance. La coïncidence avec l'affaire des « médecins empoisonneurs » devait donner lieu à diverses hypothèses et maints commérages, dans un pays où tout est secret, même sans raison. Selon Lev Nicouline, Staline ayant donné l'ordre de n'être approché par personne sans son appel, il s'était enfermé et nul n'osa tenter de pénétrer chez lui avant une journée d'attente. Ses plus proches auxiliaires furent alors alertés, qui forcèrent la porte, mais trop tard pour porter secours au mourant. Version très plausible et d'ailleurs aucun correctif n'aurait d'importance. Un mois après, les médecins terroristes, assassins en blouse blanche, étaient libérés, « réhabilités » à la manière hypocrite du stalinisme, sans explication sincère et véridique sur la machination dont ils furent victimes. Deux d'entre eux étaient morts sous les tortures.

Tous les « experts » occidents prévoyaient l'ascension de Molotov ou de Malenkov au « sommet » du Secrétariat. Ce ne fut ni l'un, ni l'autre. Le choix de la direction collective se porta sur un des membres du Politbureau le moins en vue, Nikita Khrouchtchev, sans doute parce qu'il était le plus rassurant pour ses collègues apeurés, le plus capable de respecter le conseil de Lénine : « Ne pas verser le sang dans le Parti », alors que Molotov et Malenkov avaient trempé le plus directement dans les crimes de Staline visant leurs camarades du Comité central. Le sang coula, néanmoins, dans les hautes sphères du Parti, l'habitude prise étant une seconde nature ; le « système » établi par Staline ne pouvait fonctionner autrement. Nombre d'exécutions capitales eurent lieu, en réalité des assassinats, celui de Béria en particulier (dont Khrouchtchev a donné plusieurs versions) et celui de divers tchékistes notoires. « Mais ceci est une autre histoire. »

Aussitôt après la mise en scène pompeuse des cérémonies funèbres et les commentaires aussi grandiloquents qu'insincères en l'honneur du défunt, un profond soulagement se fit sentir dans la société soviétique. Le nom de Staline qui pullulait chaque jour à chaque page des journaux, sous la terreur, disparut presque entièrement, et bientôt tout à fait

À l'étranger, l'incertitude donnait lieu à toutes sortes d'hypothèses vaines, le prestige factice de Staline ayant perverti les milieux in-

fluents et désorienté l'opinion publique. Qu'il suffise de rappeler qu'en France, pays traité en ennemi par Staline, le Parlement avait rendu un solennel hommage à l'allié de Hitler, tous les députés debout pour entendre le laïus de leur président ; un seul socialiste, un seul, qui n'avait rien oublié, eut la dignité de rester assis, et son nom, Jean Le Bail, mérite d'être noté à ce titre. Les autres parlementaires, toutes opinions confondues, partagèrent le deuil des complices.

Pourtant à Téhéran, comme à Ialta et en toutes circonstances, Staline avait manifesté son hostilité ou son mépris envers la France qu'il tenait pour belliqueuse, agressive et impérialiste. Selon lui, pendant la guerre, « c'est Pétain qui représente la France, de Gaulle ne compte pas ». Dans ses tractations avec l'Angleterre, il propose à Anthony Eden une entente pour qu'elle occupe en permanence des bases militaires en France en temps de paix, atteste Churchill dans ses *Mémoires*. La liste de ses faits et gestes d'inimitié serait longue. Retenons au moins que 16 000 Alsaciens et Lorrains français, captifs du Goulag, ne sont pas rentrés en France, victimes du traitement barbare infligés aux prisonniers de toutes sortes sous Staline. (Cf. « Staline contre la France », in *Est et Ouest*, n° 34, Paris, novembre 1950. Et : « Jean Le Bail », in *Contrat social*, vol. X, n° 3, Paris, mai 1966.) La République française ne lui en tenait pas rigueur, au contraire.

Mais le triste « culte de la personnalité » de Staline, en France et ailleurs allait tourner à la confusion des fidèles en 1956, après que se tint à Moscou le vingtième Congrès du Parti où Khrouchtchev prononça le « rapport secret » qui ne tarda guère à être ébruité malgré les précautions prises. Il a bien fallu s'y référer ici sans respecter la chronologie puisqu'il évoque tant de choses à titre rétrospectif. Ce document, émondé du verbiage pseudo-marxiste et des mensonges conventionnels qui entretiennent le mythe du Parti et les légendes du régime, mériterait une reproduction entière. Car lu en connaissance de cause, il confirme et justifie toute ce qu'expose le présent ouvrage la révision de l'histoire officielle. Quelques passages, même, semblent inspirés par ce livre-ci, bien que ce ne soit pas le cas, mais doivent être remarqué *cum grano salis*. Il est à lire en entier. Après les emprunts déjà faits plus haut, on se limitera à mettre quelques traits en relief : ils prouvent que les pires ennemis du communisme soviétique ne l'ont jamais dénigré tel que Khrouchtchev le dévoile.

Parlant du « complot des médecins » il révèle que Staline en personne « ordonna l'arrestation d'éminents spécialistes et donna ses instructions quant à la conduite de l'enquête et aux méthodes d'interrogatoire (...). Il prescrivit que l'académicien Vinogradov soit chargé de chaînes, que tel autre soit roué de coups ». Il dit au ministre de la Police : « Si vous n'obtenez pas de confessions des docteurs, nous vous trancherons la tête. » Il donna ses ordres au juge d'instruction : « Des coups, des coups et encore des coups. » Etc. Cela confirme ce que l'on savait d'autre part sur la satisfaction sadique de Staline en matière de répression inquisitoriale ; cela s'applique aussi à des milliers d'autres innocents tourmentés à mort par des tortionnaires aux ordres.

Khrouchtchev s'en prend spécialement à Béria qu'il accuse, non sans raison, des pires forfaits et traite d'espion (?) au service de l'étranger. « Il est maintenant prouvé que ce scélérat a gravi les divers échelons du pouvoir en passant sur un nombre incalculable de cadavres », dit-il, ce qui est vrai, mais également vrai pour toute l'équipe alors au pouvoir, y compris Khrouchtchev qui semble frappé d'amnésie quant à son rôle en Ukraine. (Cf. Lazar Pistrak : *The Grand Tactician. Khrushchev's Rise to Power*. New York, 1961.) Le rapport cite nommément des cas lamentables de cruautés commises par Béria « qui avait liquidé des dizaines de milliers de personnes » innocentes. Cela remet en cause Staline autant que Béria et tout le régime pseudo-socialiste.

Staline n'est pas moins mis en cause quand Khrouchtchev dénonce le prédécesseur de Béria, qui dressait des listes de gens condamnés d'avance : « Ejov envoyait ces listes à Staline... En 1937-38, 383 listes portant les noms de plusieurs milliers de bons serviteurs du Parti, des soviets, du Komsomol, de l'armée, etc, avaient été envoyées à Staline », qui ratifiait ces sentences de mort collectives. (Ultérieurement Khrouchtchev, dans ses mémoires, écrira que les victimes ainsi désignées étaient envoyées au « hachoir » à viande.) Il révèle que Staline suspectait Vorochilov d'être un espion anglais, s'apprêtait à liquider Molotov et Mikoïan, ainsi que tout le Politbureau, afin de « recouvrir d'un voile de silence ses actes honteux ». Lui-même, Khrouchtchev, ainsi que Boulganine craignaient à tout moment d'être expédiés au « hachoir ».

Le rapport désormais public et fameux, sauf dans l'Union soviétique où il n'a pas été imprimé à l'usage de la population, ne donne qu'une douzaine de noms bien connus dans les cadres du Parti, à titre d'exemples, alternant avec le leitmotiv obsédant des tortures infligées aux victimes d'« accusation folles et contraires au bon sens ». Ce n'était qu'un début, prudemment dosé, avec le souci de sauvegarder la raison d'être du parti, la fiction d'une terminologie simili-marxiste mêlée à une part de vérités, pas trop, de façon à maintenir le mensonge fondamental sur lequel repose tout l'édifice de l'État totalitaire. Tel qu'il est parvenu jusqu'à nous, après quelque censure opérée en haut lieu, il apporte une contribution essentielle à la biographie de Staline. Une lutte sourde se déroulait dans la coulisse entre le groupe prépondérant qui sera dénommé « antiparti », étiquette aussi arbitraire que les injures courantes dans l'oligarchie suprême. Elle apparaîtra au grand jour à l'occasion du vingt-deuxième Congrès, en 1961, plus révélateur encore que le rapport secret, pour l'histoire.

En effet, cette fois, ce n'est plus le seul Khrouchtchev qui cloue au pilori le seul Staline flanqué de ses deux larrons, Ejov et Béria traités ouvertement de « crapules » par leurs apologistes de naguère, c'est toute une kyrielle d'orateurs qui, de la tribune du congrès, vont mettre en accusation les principaux adjoints du tyran discrédité, nommément Molotov, Malenkov, Kaganovitch, Vorochilov, Boulganine. Parmi ces accusateurs publics figurent Brejnev, Podgorny, Souslov, Mikoïan, Fouetseva, Kuusinen, Chelepine, Pospelov, Ponomarev, pour ne signaler que les plus connus. On ne saurait résumer en quelques lignes un compte rendu de 1 800 pages *. Tous les discours répètent inlassablement les mêmes formules sur le « culte de la personnalité », sur le grand Lénine, sur le Parti infailible, sur la glorieuse révolution d'Octobre. Mais ces litanies concertées au Politbureau servent à encadrer d'impitoyables réquisitoires contre le « groupe antiparti » qui n'aurait pas hésité à liquider la coterie dirigeante s'il avait réussi à la supplanter au Secrétariat (c'est dit et répété plusieurs fois en toutes lettres).

* *XXII^e Congrès*, etc. Compte rendu sténographique. 3 vol. Moscou, 1962. — « Au XXII^e Congrès : aveux et révélations », in *Est et Ouest*, n^{os} 270, 271, 272, 273. Paris, janvier et février, 1962. — Merle Fainsod : *The 22nd Party Congress*. United States Informations Service.

Retenons que Molotov, Malenkov, Kaganovitch et consorts sont déclarés « coupables des crimes les plus graves » et de « massacres d'honnêtes gens » à n'en plus finir. Ils ont tantôt décimé, tantôt exterminé, sans rime ni raison, de précieux cadres du Parti. Ils ont commis « crimes crapuleux » sur « répressions brutales » (répressions étant synonyme de tortures et d'assassinats). Celui-ci tuait de sa propre main des travailleurs sans reproche, celui-là « torturait ses subordonnés ». L'un est un « véritable sadique », l'autre est une « ordure », l'un et l'autre sont des « bêtes féroces », qui n'ont « plus rien de communiste ». Cela remplit des pages et des pages d'un compte rendu pourtant expurgé pour la publication. Dans la monotonie de ces redites, une seule parole humaine s'est fait entendre, que les censeurs ont oublié d'effacer : « On se demande parfois comment ces gens (Molotov et ses compères) peuvent marcher tranquillement et dormir tranquilles. Les cauchemars devraient les poursuivre, ils devraient entendre les pleurs et les malédictions des mères, des épouses et des enfants de nos camarades qui ont péri innocents. » Ce cri mémorable d'A. N. Chelepine appelle un amendement : en général, les mères, les épouses, les enfants périssaient de même, le sort de toute la famille Toukhatchevski le prouve.

« J'en ai la gorge serrée d'entendre décrire les souffrances physiques et morales qu'on qu'on dû endurer ces braves combattants du Parti », déclare l'un des accusateurs. Et cependant aucun des accusés n'est admis à se défendre et les criminels ne sont pas traduits en justice. Ce qui montre que la Constitution soviétique, les statuts du Parti, la législation et le reste sont des chiffons de papier, que le stalinisme survit à Staline, mais un stalinisme sans la démence de son créateur. Et quand un certain N. N. Rodionov taxe les Molotov, Malenkov et autres Kaganovitch « de banditisme, de brigandage », on ne saurait mieux justifier la sentence de Jaurès sur « une bande campée sur le territoire » et le mot de W. Bullitt sur le « bandit caucasien ». Il s'agit effectivement de banditisme politique, et non pas, comme le croit une multitude d'ignorants et de philistins à travers le monde, de « marxisme ».

Il importe aussi de souligner que c'est seulement à ce congrès cinq ans après le précédent, que les maîtres de l'heure se sont décidés à « réhabiliter » enfin en les nommant Toukhatchevski et les autres militaires de haut rang calomniés, insultés, salis, assassinés, eux et leurs

proches, par décision du Politbureau (aucun simulacre de tribunal, invoqué mensongèrement en 1937, n'avait été nécessaire). Il en appert que le souci de la vérité et de la justice n'est pour rien dans cette pseudo-réhabilitation, issue de sordides calculs et de marchandages politiques entre profiteurs de tous ces crimes. Pour comble de dérision, le vingt-deuxième Congrès décida un monument expiatoire en l'honneur des innombrables victimes, décision restée lettre morte. La seule résolution mise en vigueur fut celle d'expulser du mausolée de Lénine le cadavre de Staline qui y était placé, en même temps que le nom de Volgograd remplaçait l'appellation maudite de Stalingrad.

Et quel monument aux morts aurait pu être dressé à proportion du nombre des victimes sacrifiées aux appétits insatiables de puissance et de gloriole du « plus grand des chefs de tous les temps et de tous les peuples », comme disait dévotieusement Serge Kirov ? En 1950, dans une étude sérieuse et aussi bien documentée que possible à cette date, Paul Berline s'est efforcé d'évaluer les pertes soviétiques pendant la guerre fomentée par Staline avec Hitler. (« Combien y a-t-il d'habitants en U.R.S.S. ?, » in *Est et Ouest*, n° 35, Paris, novembre 1950.) Par différentes méthodes de calcul, dont les résultats concordent, on constate que « 37,5 millions de vies humaines représentent le coût démographique de la guerre » pour l'Union soviétique, soit 30 millions de morts et 7,5 millions de manque à naître. Longtemps les menteurs de Moscou n'ont voulu avouer que 17,5 millions de morts, mais ils ont fini par admettre le chiffre de 25 millions, qui figure dans la dernière édition (1976) de *l'Histoire de l'U.R.S.S.*, d'obédience stalinienne, publiée par les Presses universitaires de France parmi la quantité de livres de même tendance. L'Allemagne qui a mené une guerre plus longue, et sur trois fronts, n'a perdu que 2 800 000 militaires et 500 000 civils. Telle fut la supériorité du « génial » Staline.

Moins de trois ans plus tard, une autre étude du même Paul Berline : « Ce que Staline a coûté en vies humaines à l'U.R.S.S. » (in *Est et Ouest*, n° 82, Paris, février 1953) dénombre les pertes causées par les famines, la collectivisation, la mortalité dans les camps, l'agression contre la Finlande, la guerre mondiale, la dénatalité, le génocide perpétré contre les allogènes, etc., pour conclure aussi sur le chiffre terrifiant de 37,5 millions d'âmes. On ne connaît pas le précédent. Mais depuis cet exposé très détaillé, fortement motivé, d'autres

données d'origine soviétique ont permis des recoupements, des rectifications, des inductions qui font pâlir les évaluations précédentes.

En 1964, le professeur I. Kourganov, économiste, statisticien et démographe, dans un exposé qui s'intitule : « Trois chiffres », compilant et confrontant exclusivement des données soviétiques concluait à une perte de 44 millions d'âmes pendant la guerre voulue par Staline conjointement avec Hitler (mortalité, plus dénatalité). Il calculait les pertes antérieures à la guerre, depuis la révolution d'Octobre, comme s'élevant à plus de 66 millions d'âmes. Et par conséquent, le coût de la révolution et du régime soviétique dépasserait 110 millions de vies humaines, tant par mort prématurée que par dénatalité consécutive à cette catastrophe démographique. Tous les chiffres, coefficients, taux de fluctuations sont mis en œuvre devant le lecteur, avec leurs références indiscutables. Seul l'immense pays soviétique a pu subir une hémorragie aussi effroyable, portée par Alexandre Soljénitsyne à la connaissance d'un vaste public occidental sans en troubler l'indifférence *.

De Gaulle n'avait sans doute pas la moindre idée de ce bilan démographique quand il a dit à un journaliste que Staline, pour « la Russie », a été « positif ». En effet, parlant du général Franco, « positif en dépit de toutes les répressions, de tous les crimes », il ajoute : « Staline aussi en a commis. Et même beaucoup plus. Il a pourtant été positif, ô combien, pour la Russie, qui le reconnaîtra un jour. » De Gaulle, tout comme Roosevelt, « ne savait rien de la Russie », ni du communisme, et ainsi que Roosevelt et selon George Kennan, « ne cherchait ni n'appréciait l'avis de ceux qui en savaient quelque chose ». (Au Quai d'Orsay, il fit mettre à l'écart le seul haut fonctionnaire compétent en ces matières.)

Dans ses *Mémoires de guerre*, racontant ses rapports avec Staline au Kremlin en 1944, de Gaulle attribue à la « passion » (?) de son interlocuteur « une sorte de charme ténébreux », outre « une volonté de puissance » qui n'a rien de commun avec ce que Nietzsche entend par cette expression. Il croit que Staline est « un Russe » et quand il parle de « la Russie », il n'emploie jamais le terme « soviétique », ou très

* I. Kourganov : « Trois chiffres », in *Novoié Rousskoïé Slovo*, New York, 14 avril 1964 ; *id.* : « Catastrophe démographique », *ibid.*, 5 décembre 1965. — A. Soljénitsyne : *l'Archipel du Goulag*, t. I. Paris, 1974.

rarement. Comme Roosevelt et comme Churchill aussi, il ne conçoit pas que le pouvoir bolchéviste soit d'une autre sorte, d'une autre nature, que celui des gouvernements classiques connus jusqu'alors. Comme Roosevelt encore, qui pensait édifier les « Nations unies » sur deux piliers, les États-Unis et l'Union soviétique, il espère réaliser une Europe étendue « de l'Atlantique à l'Oural », associant la France à « la Russie ». Dans ses *Mémoires*, où il faut faire la part du talent littéraire et des arrière-pensées politiques, il laisse entendre qu'il n'est pas dupe de la mise en scène agencée en son honneur à Moscou, culminant au dîner d'adieu : « La table étincelait d'un luxe inimaginable. On servit un repas stupéfiant. » Mais il finira quand même par s'incliner devant le personnage « positif ». En passant, il rapporte une apostrophe de Staline à son traducteur : « Tu en sais trop long, toi ! J'ai bien envie de t'envoyer en Sibérie. » On sait par le présent ouvrage et par le récit de Svetlana comme son père en usait envers ceux qui « en savaient trop long ». Le dernier mot n'est pas dit quant à ce qui prévaudra, du positif ou du négatif, dans la mémoire des hommes *.

Cet Arrière-propos ne prétendait pas compléter la biographie politique de Staline d'une manière exhaustive ; il y aurait fallu un autre volume traitant de la guerre, de l'après-guerre, et surtout de l'après-Staline puisque les vérités, les révélations sur le récent passé n'ont abondé, de source soviétique, qu'à partir du « rapport secret » de 1956. D'autres sources, elles, avaient filtré bien avant. On n'a pu ici qu'indiquer à grands traits l'essentiel d'un supplément à l'ouvrage interrompu en 1940 et l'on ne voudrait, finalement, que signaler les principales contributions à l'étude du sujet. Tous les témoignages authentiques, tous les exposés d'auteurs compétents et probes vont dans le même sens.

La première de ces contributions importantes, après la guerre fut celle d'Ivanov-Razoumnik dont la brochure : *Destinées d'écrivains* parut en 1951 aux États-Unis, précédant son livre : *Prisons et déportations* (New York, 1953). La brochure a été traduite et publiée en français dans le *Contrat social*, vol. VIII, n^{os} 5 et 6, Paris, 1964 ; et vol.

* « De Gaulle : Franco a été aussi positif pour l'Espagne que Staline pour l'U.R.S.S. », *le Figaro*, 29 octobre 1975. — Charles de Gaulle : *Mémoires de guerre*, t. 3. Paris, 1959.

IX, n° 1, Paris, 1965. Elle évoque le sort tragique de plusieurs écrivains russes, alors qu'Ivanov-Razoumnik ignorait la mort d'Isaac Babel et de tant d'autres. La revue précitée a esquissé une liste, encore incomplète, d'écrivains et poètes assassinés ou acculés au suicide. Quant au livre, on peut en lire un extrait en français dans *Est et Ouest*, n° 15, du 1^{er} décembre 1949, « tableau saisissant des prisons soviétiques et relation poignante de certains interrogatoires. Aucun éditeur français n'a eu le courage élémentaire de publier ce livre véridique indispensable ». Cet extrait est accompagné d'une introduction : « Les camps de concentration et les prisons soviétiques », anonyme (auteur Boris Souvarine qui, dans les deux publications, a écrit des notices biographiques sur Ivanov-Razoumnik).

Des témoignages de première importance sur Staline et sa camarilla sont dus aux chefs communistes yougoslaves, écrits après leur rupture avec Moscou. Communistes, ils l'étaient, et même staliniens, mais sans consentir à se soumettre à l'autoritarisme du « nouveau Tchigins-Khan », comme le dénommait Boukharine. Ils entendaient rester maîtres chez eux, et la logique de leur nationalisme naturel les a conduits à dévoiler des faits consignés dans leur mémoire. Il serait impossible de résumer en quelques lignes, voire en quelques pages, leurs livres qui montrent la grossièreté, la bassesse intellectuelle et morale des parvenus hissés au faîte de la pyramide bureaucratique-soviétique à force d'impostures cyniques et de meurtres. Vladimir Dedijer rapporte un conseil de Staline à Tito, celui-ci refusant de se prêter à un accord, même provisoire, avec le roi Pierre II de Yougoslavie : « Tu n'as pas besoin de le restaurer pour toujours. Reprends-le momentanément et, à la première bonne occasion, poignarde-le tranquillement dans le dos. » Staline est là tout entier, et vraiment « positif » : poignarder quelqu'un dans le dos, au bon moment, et surtout « tranquillement ». Dedijer a entendu Staline s'adressant par téléphone au maréchal Malinovski : « Tu dis que tu n'as pas de tanks ? Ma grand-mère n'aurait pas besoin de tanks pour se battre. Il est temps de te remuer. Tu as compris ? » La menace implicite dans les derniers mots était familière à tous les subordonnés, fussent-ils maréchaux. Un communiste yougoslave qui a vécu en Russie, témoin des « massacres qui noyèrent dans le sang la fleur des révolutionnaires yougoslaves réfugiés en U.R.S.S. » et qui lamente l'œuvre du stalinisme, « asphyxie des âmes, anéantissement des corps », est cité par

Dedijer : « Staline a tué plus de communistes que toute la bourgeoisie du monde entier réunie ^{*}. »

Il existe un document saisissant, relatif à la « réhabilitation » partielle de Staline entreprise quand le Politbureau a jugé que le déboulochage de l'idole était allé trop loin (les conséquences de cet électrochoc avaient dépassé les prévisions dans les pays asservis à l'impérialisme soviétique). C'est une longue lettre de l'historien L. Pétrovski au Comité central, datée du 5 mars 1959, et dénonçant la survivance du stalinisme, fût-ce sous des formes maquées ou quelque peu atténuées. Dans un style et avec une terminologie strictement « léninistes », elle rappelle les abominations innombrables commises sous Staline (déguisées sur le tard en culte de la personnalité) parmi lesquelles l'extermination de « brillantes cohortes du Comintern », les humiliations et les souffrances mortelles infligées des centaines de milliers de femmes innocentes, aux enfants mineurs des prétendus « ennemis du peuple » comme les fils d'Antonov-Ovsénko, de Piastiski, de Tomski, de Iakir et de tant d'autres (ces noms figurent dans le présent « aperçu historique du bolchévisme »). Elle plaide, cette lettre, pour la famille de Lénine odieusement persécutée, N. Kroupskaïa, M. Oulianova, Dmitri Oulianov (épouse, sœur et frère de Lénine). Et pour la femme de Kalinine, pour le frère et le neveu de Sverdlov, les trois frères d'Ordjonikidzé, les deux fils de G. Pétrovki, la fille de Bontch-Brouiévitich, etc., « les familles des meilleurs représentants de la vieille garde léniniste ». La lettre énumère encore les principaux militants de l'Internationale communiste envoyés *ad patres*, entre autres Bela Kun, Warski, Sulta Zadé, Hermann Remmelé, Vladimir Tchopitch, Ganetski, Laslo Rajk, Tanev... sans oublier Fritz Platten. (Cf. à ce sujet, de Baranko Lazitch : « Le martyrologe du Comintern », suivi de « Commentaires sur le martyrologe », par B. Souvarine, in *le Contrat social*, vol. IX, n° 6, Paris, novembre 1965. Sur le massacre des communistes étrangers, cf. de Roy Medvédiév : *le Stalinisme*, Paris, 1972.) Staline n'a pu précipiter au « hachoir » le fils et le neveu de Karl Liebknecht, qui se trouvaient hors de sa portée, mais il les a chassés du Parti. Enfin, dans la lettre de L. Pétrovski, suit un long né-

* Vladimir Dedijer : *Tito parle...* Paris, 1953. — Milovan Djilas : *la Nouvelle classe dirigeante*. Paris, 1957 ; *id.* : *Conversations avec Staline*. Paris, 1962. — Vladimir Dedijer : *le Défi de Tito : Staline et la Yougoslavie*. Paris, 1970.

crologue des compagnons de Lénine injustement tourmentés, mis à mort (leurs noms figurent presque tous dans ce livre-ci).

Le recueil des *Vingt lettres à un ami*, de Svetlana Allilouieva, et ses réflexions consécutives, *Une seule année*, parus en 1967 et 1971, déjà mentionnés plus haut en raison d'un télescopage chronologique inévitable, sont un apport documentaire inappréciable à la connaissance de Staline dans sa vie courante, son comportement dans le privé, ses relations familiales et amicales. On ne saurait faire grief à une fille de ne pas accabler son père, donc à Svetlana de décharger Staline de crimes qu'elle impute naïvement à la mauvaise influence de Béria. Mais elle n'insistera pas sur ce point, et d'un livre à l'autre, on voit qu'elle a beaucoup appris depuis son séjour en Occident. Elle ne peut plus nier que son père ait machiné l'assassinat de Kirov, « son meilleur ami ». Elle croit au suicide de sa mère, Nadiédja, mais elle répète ce qu'on a dit au Kremlin, où tout le monde ment, alors que la version du suicide, admissible en son temps, est abandonnée en privé autour du Kremlin et réfutée par des témoignages qui comptent. De même que l'hypothèse d'une mort naturelle de Gorki, acceptable avant la guerre faute d'informations précises n'est plus soutenable depuis diverses publications sérieuses d'après la guerre.

Dans l'ensemble, l'évocation du milieu où Svlétana a vécu, la description des lieux et des conditions de cette vie, l'écho de certains événements de l'époque et des propos que tient Staline, tout cela est narré avec une sincérité indéniable, un talent simple et naturel de la narratrice. Elle ne dit sans doute pas tout ce qu'elle sait et d'ailleurs en ne sait pas tout, mais elle intéresse au plus haut point l'historien assez averti pour s'orienter (ce n'est pas écrit pour la grand public désinformé). Qu'elle le veuille ou non, et malgré le sentiment filial coexistant avec l'honnêteté du témoignage, le portrait de Staline qui s'en dégage est hideux, autant que le tableau des parvenus dont le maître s'entoure, profiteurs, jouisseurs, vulgaires, parvenus tels que les ont déjà montrés Dedijer et Djilas qui les avaient vus sur place. Quiconque a connu Lénine et Trotski, ou Boukharine et Kamenev, par exemple, et quelque jugement qu'on puisse porter sur eux, ne trouve rien de commun entre cette espèce d'hommes et la « bande » que dépeint Svetlana.

La conduite infâme de Staline envers son malheureux fils aîné, Iacha (Jacob), dont il commente avec sarcasme le suicide manqué,

puis qu'il laisse agoniser misérablement dans un camp allemand alors qu'il pouvait le sauver par un échange de prisonniers, son comportement criminel envers les membres de sa propre famille par alliance, les Svanidzé, les Allilouiev, spécialement contre ceux qui étaient d'origine juive, cette méchanceté révélée par Svetlana donne véritablement la nausée. On est constamment tenté de citer, mais ce serait à n'en plus finir. Pourtant il faut retenir quelque chose d'essentiel qui dépasse la biographie du personnage et le cadre de ses méfaits et forfaits, à savoir les attestations multiples de la judéophobie invétérée qui apparente étroitement Staline à Hitler, consubstantielle à sa politique d'alliance avec le national-socialisme germanique *.

Cette judéophobie virulente, inoculée à son parti inculte, déjà infecté de chauvinisme délirant, et épuré de son héritage du communisme classique, a transformé ce parti en une armée nationale-socialiste soviétique, agissant comme telle sur la scène internationale par ses innombrables ramifications publiques et secrètes Anatole France prévoyait, dans le *Lys rouge* : « L'antisémitisme, voyez-vous, c'est la mort de la civilisation européenne. » Il s'avère que l'hécatombe des années 40 de ce siècle n'est qu'une phase de cette perspective ; une autre se prépare au vu et au su de quiconque a des yeux pour voir que Staline et Hitler ont laissé une descendance, laquelle est à l'œuvre.

Il n'est pas vrai que l'Union soviétique soit « un rébus enveloppé de mystère, à l'intérieur d'une énigme », selon la formule célèbre de Churchill applicable seulement à la politique astucieuse du Politbu-

* Cf. de Boris Souvarine : « La fille de Staline ». Et : « Le meurtre de Nadiédja Allilouiéva », in *le Contrat social*, revue, vol. XI, n° 3, Paris, mai 1967. Et : « Staline et les siens », *ibid.*, vol. XI, n° 6, novembre 1967. — Elisabeth Lermolo : *Face of a Victim*. Préface d'Alexandra Tolstoï. New York, 1955. — B. Souvarine : « Deux nouvelles biographies de Staline », in *Est et Ouest*, n° 554, Paris, juin 1975. (En post-scriptum, l'auteur cite deux témoignages qui accusent Staline de meurtre direct, celui de la femme d'Otto Kuusinen, ex-secrétaire du Comintern, membre du Politbureau et du Secrétariat du P.C., et celui de la sœur de Iagoda, le célèbre tchékiste en chef. Ce sont des témoignages de communistes staliniens. Cf. Aimo Kuusinen : *Der Gott stützt seine Engel*. Verlag Fritz Molden, Wien, München, 1972. Et : Karlo Stajner : *7 000 dana u Sibiru*. Zagreb, Globus, 1971.) — Raphael R. Abramovitch : *The Soviet Revolution*. New York, 1962. — M. Vichniac : « Ruse et amour », *Novoie Rousskoie Slovo*, New York, 21 décembre 1949.

reau. Celui-ci se considère en état de guerre permanent contre le monde qui lui résiste, et par conséquent ne livre pas le secret de ses intentions, de ses manœuvres, sur la place publique (contrairement aux Américains et à d'autres qui ne cessent de renseigner l'ennemi). Mais quant au régime soviétique, il n'a plus rien de mystérieux ni d'énigmatique. À preuve le livre très remarquable, essentiel, de Robert Conquest : *la Grande Terreur*, paru à Londres en 1968, à Paris en 1970, véritable somme des connaissances certaines, obtenues par diverses voies, sur les réalités de la vie et de la mort dans le domaine de Staline et de ses successeurs, sans rébus, ni mystère, ni énigme. Cet ouvrage corrobore tout ce que le nôtre a pu énoncer en son temps, mais le dépasse de beaucoup en tant que bilan de la terreur. (S'y ajoute : « The Great Purge », in *Encounter*, Londres, octobre 1968.) Il mérite de faire date et ne sera dépassé à son tour, sur certains chapitres que par un historien soviétique, Roy Medvédiev, déjà mis à contribution ici et dont on ne dira jamais assez l'importance.

Ce Medvédiev se déclare « marxiste-léniniste », étiquette inventée après la mort de Lénine pour définir la doctrine officielle patronnée par Staline. Mais il se sépare de ses congénères sur le plan moral, car il s'efforce de dire la vérité selon ses convictions (souvent criticables) et il réagit avec humanité contre les injustices et les « répressions » arbitraires (répressions qui n'ont rien à réprimer). Abstraction faite de l'idéologie, encombrée de stéréotypes, de lieux communs, de contradictions, de termes impropres, son livre sur le stalinisme est un véritable et terrifiant nécrologe qui récapitule les listes de victimes de toutes les catégories déjà connues et les enrichit de renseignements inédits dont certains font frémir. Sous ce rapport, cette œuvre capitale éclipse tout ce qui a précédé dans cet ordre de choses et enseigne beaucoup aux soviétologues les plus qualifiés. Personne encore n'avait révélé, par exemple, que l'épouse du président Kalinine dut passer sept ans au bagne, soumise à la torture comme « des centaines » de malheureuses (mais pourquoi ? pourquoi ?). La torture est appliquée aussi aux enfants. « À Leninsk-Kouznetsk, soixante enfants âgés de dix à douze ans furent arrêtés, accusés de former un groupe terroriste contre-révolutionnaire... Les responsables de l'enquête mirent à la question plus d'une centaine d'enfants. » Mais pourquoi ? pourquoi ? À cette interrogation angoissante, une seule réponse. Parce

que Staline. Suprême dérision, les enfants ont été « réhabilités ». Ils n'en avaient pas moins subi la torture.

On apprend dans ce livre, entre autres choses, que des personnalités très en vue, sachant quelles souffrances les menacent, elles et leurs proches, prennent les devants. « Lioubtchenko, président du Conseil des commissaires d'Ukraine, craignant pour sa famille après sa mort, tua sa femme et son fils, puis se suicida. » Plus loin : « Vladimir tua sa femme, son fils et se donna la mort. » Plus loin : Nestor Lakoba, exécuté sous un prétexte insensé, sa veuve fut torturée plusieurs fois de suite ; « on la ramenait le matin, couverte de sang... Son fils âgé de quatorze ans, fut amené en pleurs devant sa mère à qui l'on dit qu'il mourrait si elle ne signait pas ». Les séides de Staline tuèrent l'enfant et, « après une nuit de tortures, elle mourut dans sa cellule ». La femme, le frère, la fille, les quatre sœurs de Toukhatchevki périrent de la sorte. Selon une expression courante en Russie, « cela glace le sang dans les veines ».

Au sentiment d'horreur qu'inspirent ces pratiques se mêle un sentiment de stupeur devant la soi-disant *intelligentsia* occidentale qui les regarde avec faveur comme des applications du « marxisme ». Au moins Medvédiév a-t-il la sagesse d'affirmer que « le marxisme n'est pas seulement un ensemble de concepts, c'est aussi un ensemble de convictions et de principes moraux ». Et il a la présence d'esprit de se référer à Marx et Engels qui, en leur temps, répudiaient déjà fermement une demi-douzaine de types du socialisme impliquant dans l'abstrait ce qui est exécrable dans celui de Staline. Aucun individu doué de raison, en France, ne saurait trouver, dans le marxisme de Jaurès, de Guesde et de Vaillant, la moindre trace de ce qui caractérise le « marxisme-léninisme ».

On savait déjà que Staline n'était pas l'auteur de certains écrits qu'il a signés pour se donner des airs de penseur et de théoricien. Medvédiév met les points sur les i. Jan Sten, qui s'est évertué à enseigner Hegel à Staline, d'ailleurs en vain, a été arrêté en 1937 et exécuté. Son article sur le « matérialisme dialectique » a paru dans une Encyclopédie soviétique, mais impudemment signé M. B. Mitine, porte-plume de Staline pour le chapitre philosophique du précis d'*Histoire du Parti*. La brochure de Staline sur *les Bases du léninisme* n'est que le plagiat d'un livre de Xenophontov dont il a fait arrêter l'auteur, tué lors de son interrogatoire. Les textes de Staline sur la linguistique,

contre N. Marr, doivent leur sens à l'académicien V. Vinogradov, lui aussi emprisonné, puis de sort inconnu. Ces détails donnent quelque idée de la richesse d'information du livre de Medvédiév qui mériterait, expurgé de son verbiage « marxiste-léniniste », d'être mis à la portée du plus large public. Vers la fin, un document extrait des archives du « vieux bolchévik » E. P. Frolov rassemble les principales manifestations de la judéophobie de Staline et signale une résolution votée par l'usine de tracteurs de Stalingrad (*sic*), préconisant la déportation générale des Juifs, c'est-à-dire la « solution finale » au sens hitlérien des termes. Ce que confirme pleinement Soljénitsyne.

Le nom de Soljénitsyne étant prononcé, on hésite à n'évoquer qu'en quelques lignes son œuvre grandiose, mais elle est inséparable de l'époque déshonorée par Staline et Hitler, avec tout ce qui leur fait cortège et prolonge leur malfeasance. Comment réprimer une réminiscence de Chateaubriand, si souvent citée, pas toujours à bon escient, mais qui s'impose beaucoup qu'après l'assassinat du duc d'Enghien : « ... Lorsque, dans le silence de l'abjection, l'on n'entend plus retentir que la chaîne de l'esclave et la voix du délateur, lorsque tout tremble devant le tyran et qu'il est aussi dangereux d'encourir sa faveur que de mériter sa disgrâce, l'historien paraît, chargé de la vengeance des peuples. C'est en vain que Néron prospère, Tacite est déjà né dans l'empire... » Soljénitsyne n'est pas Tacite, mais il est Soljénitsyne, c'est-à-dire le Russe qui incarne la Russie civilisée et domine de toute sa grandeur morale, de toute sa richesse documentaire, ce qui a été écrit avant lui sur Staline et son régime.

Soljénitsyne est le Témoin par excellence, incarnation de mille témoignages, témoin et moraliste qui surpassent l'historien, et il a érigé à lui seul, à la mémoire des martyrs, le monument funéraire que le Parti oligarchique avait promis sans être capable de tenir sa promesse, comme cette oligarchie a menti à toutes ses promesses depuis plus d'un demi-siècle. De Soljénitsyne, le cri inoubliable : « *Ne pas vivre dans le mensonge* », mérite de retenir sans répit à tous les échos du monde. Sa profession de foi religieuse ne convaincra guère les incrédules, car il oublie les persécutions cruelles infligées par l'Église orthodoxe aux catholiques de Lituanie et de Pologne. Ses vues hâtives, improvisées, sommaires sur le « marxisme » et sur les origines de la révolution en Russie ne sont pas à la hauteur de son témoignage extraordinaire sur *l'Archipel du Goulag* ni de son talent littéraire qui

l'égale aux écrivains les plus éminents. Mais cela n'amoindrit pas sa place exceptionnelle dans l'histoire de la civilisation contemporaine.

On attendait de Trotski la plus importante contribution à l'intelligence de la tragédie qui a imposé à son pays un malheur sans nom et au monde entier une guerre inexplicable. Il n'a pas répondu à cette attente avec son livre sur Staline (quelque inachevé) parce qu'il s'est interdit de porter une appréciation critique sur le parti devenu sien, donc sur le régime soviétique et ses « réalisations ». Il tenait à exprimer une solidarité indéfectible avec Lénine considéré comme infaillible, donc avec tout ce qui a déterminé l'ascension de Staline au pouvoir suprême et sans partage. Il fait preuve aussi d'un solide parti pris de justifier après coup sa propre conduite comme si, de toute façon, rien n'aurait pu modifier le cours fatal de l'histoire. En 1926, il regardait Staline comme « l'homme le plus éminent de notre parti » et sans lequel « on ne saurait constituer le Politbureau ». Avant longtemps, il le tiendra pour « la plus éminente médiocrité de notre parti ». Le droit de changer d'avis est indéniable, mais le devoir de s'expliquer là-dessus ne l'est pas moins.

On ne peut que déplorer l'imprudence très significative qui a permis au tueur stalinien de remplir sa tâche et d'empêcher Trotski d'accomplir la sienne, car vers la fin du livre sur Staline, de brèves allusions à Néron et à César Borgia semblent suggérer que l'auteur commençait à douter des explications sempiternelles et inopérantes mises en avant par lui jusqu'alors pour éclairer la prépotence de Staline. En effet, évoquer Néron et Borgia, c'était renoncer au « marxisme » primaire et caricatural consistant à invoquer la lutte des classes, l'influence des *koulaks*, le phénomène bureaucratique, le reflux de la vague révolutionnaire, et autres notions abstraites sans rapport avec la réalité prosaïque d'où a surgi peu à peu la monstruosité totalitaire dénommée Staline.

Quant Trotski se décide, sur le tard, à écrire « Néron », c'est l'équivalent de notre « Caligula », et le rapprochement s'impose puisque Medvédiev, de son côté, pense à « Tibère, Caligula et Néron », tandis que Boris Pasternak, dans *Docteur Jivago*, fait allusion à « la férocité sordide et sanguinaire des Caligula labourés de petite vérole » (allusion transparente à Staline). *Les Douze Césars* de Suétone offrent l'embarras du choix. Consciencieusement ou non, donc, Trotski laisse enfin son simili-marxisme au vestiaire. D'ailleurs il lui est

arrivé, dix ans après sa défaite, de hasarder une réflexion selon laquelle « la lutte politique est dans son essence une lutte d'intérêts... et non d'arguments ». Or il a passé des années à opposer aux intérêts personnels de Staline des idées nourries de citations « marxistes » dont Staline n'avait cure. Ses interprétations livresques ont alimenté nombre de thèses universitaires et d'ouvrages politico-historiques dont l'influence a passablement contribué à une sorte de divagation universelle sur les rapports imaginaires entre Marx et le Goulag, et ce, des deux côtés de l'Atlantique.

Autre professeur de marxisme, Boukharine, auteur de *l'A.B.C. du communisme* en collaboration avec Préobrajenski, celui-ci jeté par-dessus bord et livré aux bêtes féroces. On sait que Boukharine traqué, aux abois, a reconnu en Staline un nouveau Tchingis-Khan. L'idée lui vint non de Marx, mais de Tolstoï, à qui elle venait d'Alexandre Herzen. C'est en 1910 que dans sa brochure : *Tchingis-Khan avec télégraphe*, Tolstoï écrivait que « le gouvernement russe se trouve précisément dans la situation dont parlait Herzen avec horreur. Il représente ce Tchingis-Khan avec télégraphe dont l'éventualité épouvantait Herzen ». Et Tolstoï énumère tout ce que la science et la technique modernes ajoutent au télégraphe. Ni lui, ni Herzen ne pouvaient concevoir ce qu'un demi-siècle de progrès matériel allait offrir de nouveaux moyens au Tchingis-Khan du Politbureau, de la Guépéou et du Goulag.

Staline a été encore comparé, non sans bonnes raisons, à Mithridate et à Hérode, illustres par la perfidie et la cruauté, grands massacreurs devant l'histoire et jusque dans leur propre famille, comme Staline. Ni l'origine, ni la race, ni la religion n'apparentent ces virtuoses du carnage, prototypes différents de despotisme oriental. Le marxisme n'a rien à y voir. À tous trois peut s'appliquer le mot de lord Acton, devenu banal à force d'être répandu : « Le pouvoir tend à corrompre, le pouvoir absolu corrompt absolument. » Quant aux Borgia, d'origine espagnole, dont Trotski ranime le souvenir, Anatole France en dit : « Ils pouvaient tout : c'est ce qui les rendit effroyablement criminels. » Staline aussi pouvait tout, au nom du Parti omniscient, détenteur du sens de l'histoire.

Comme Tchingis-Khan moderne, des pédants pervers, des cuistres et des charlatans disposent aussi des merveilles de la science et de la technique, couvrant la faible voix des témoins authentiques, des histo-

riens consciencieux, des penseurs solitaires. Ils peuvent impunément se réclamer qui de Marx, qui de Hegel, qui de Freud pour faire admirer l'« expérience » communiste camouflée sous l'idéologie trompeuse si justement dénoncée par Soljénitsyne. Ainsi les progrès de l'ignorance qui s'ignore devançant de beaucoup ceux de la mécanique et de l'électronique, favorisant la théâtromanie derrière laquelle s'élaborent les futures catastrophes. Roosevelt et de Gaulle, personnages de théâtre, se croyaient pleins de sagesse et dans la bonne voie en traitant avec Staline comme si le pouvoir de ce potentat était de même nature que tout autre pouvoir. Le général Franco, à son tour, a fait l'éloge de Staline en apprenant la réussite soviétique d'une expérience spatiale. Soixante ans après le coup de force mené par Lénine et Trotski à Pétrograd en octobre 1917, la légende de Staline et la pratique du stalinisme ont encore la vie dure.

Marx a eu l'intelligence de répudier explicitement à plusieurs reprises toute espèce de marxisme. Cela n'empêche pas la multitude des ignorants et des philistins, les uns de le revendiquer indûment, les autres de le rendre responsable du « socialisme de caserne » qu'il a condamné longtemps d'avance. Marx a révisé dans sa maturité, puis dans sa vieillesse relative, bien des idées conçues dans sa jeunesse romantique, et il est absurde d'en faire état sans tenir compte des dates. Mais il n'a pas eu tort d'écrire en 1842, dans la *Kölnische Zeitung* : « L'ignorance est une force démoniaque et il est à craindre qu'elle ne cause encore beaucoup de tragédies. » Réflexion pertinente plus actuelle que jamais quand on a vu la bourgeoisie occidentale entichée de Staline, puis du Staline chinois, Mao Tsé-tung, lequel n'a exterminé que 50 à 60 millions de ses compatriotes selon l'enquête minutieuse de Richard Walker, spécialiste très scrupuleux et qualifié*.

Et réflexion qu'on ne saurait contredire quand on observe les phénomènes de la mode et du snobisme inciter les milieux dirigeants de pays libres à fraterniser les pires oppresseurs de peuples désarmés. Et quand une prétendue *intelligentsia* européenne ne craint pas de justi-

* Richard L. Walker : « Le prix en vies et en souffrances humaines du communisme en Chine ». Étude pour la sous-commission du Sénat américain. In *Est et Ouest*, n^{os} 482 et 483, Paris, février 1972.

fier les pires brutalités des descendants de Staline et de Mao en se référant à Marx, à Hegel ou à Freud, qui n'en peuvent mais.

La deuxième édition de la *Petite Encyclopédie soviétique* en 1940 consacrait à Staline 72 colonnes de panégyrique. L'édition suivante, en 1960, les a réduites à 3 colonnes, d'ailleurs encore trompeuses dans l'esprit du « marxisme-léninisme ». Cet aveu implicite de l'imposture antérieure ne suffit pas à endiguer la prolifération des philistins « cosmopolites » ni à dégriser le chœur innombrable des suiveurs ignares, ivres d'illusions et de phraséologie, qui aspirent à renouveler chez eux l'« expérience » du communisme « scientifique ». Devant cette forme d'obscurantisme dépourvue de tout sens moral, il y a matière à philosopher sur le déclin de l'Occident autrement qu'à travers la métaphysique d'Oswald Spengler. Cela dépasserait les limites d'un livre sur Staline.

À la fin du siècle dernier, le « père du marxiste russe », Georges Plékhanov, rendit un mauvais service à ses disciples, entre autre à Lénine, en leur enseignant que la nature humaine n'existe pas, que seules comptent les conditions économiques et sociales. Avec le temps il s'ensuivit la version desséchée du « marxisme russe » où Marx n'est plus reconnaissable et qui, niant le fait de la nature humaine, aboutit avec Staline au socialisme à visage inhumain. L'expérience existe, ainsi que l'« humaine condition » dont parle Montaigne.

Passant outre au matérialisme historique et au déterminisme économique, quelque part de vérité qu'ils contiennent comme d'autres théories plus ou moins controversables, il faut croire avec Machiavel que « le monde fut toujours, invariablement, habité par des hommes qui ont eu les mêmes passions ». Croire avec Pascal que parmi ces passions figure la *libido dominandi*, indépendamment des doctrines. Croire avec La Fontaine que « l'homme est de glace aux vérités, il est de feu pour les mensonges ». Il faut savoir enfin qu'on peut devenir « prince », ou premier secrétaire du Parti, « par scélératesse », autrement dit par des moyens dirigés contre le peuple, devenir prince « par quelque voie scélérate et abominable », comme Agathocle de Sicile : « On ne peut pas dire que ce soit mérite que de tuer ses concitoyens, trahir ses amis, être sans foi, sans pitié, sans religion ; de tels procédés peuvent conduire au pouvoir, non à la gloire... Sa bestiale cruauté et inhumanité, comme ses innombrables scélératesses, ne permettent pas qu'il soit célébré parmi les plus excellents personnages... » Ces pro-

pos ne sont pas non plus de Marx, ni de Hegel, ni de Freud, mais de Machiavel. Encore faut-il apprendre à le lire.

Bibliographie

STALINE

I. V. STALINE, Œuvres, 13 vol., Moscou, 1946-1952. Treize volumes ont paru sous ce titre, du vivant de Staline. Le quatorzième, annoncé en janvier 1956, n'est jamais sorti, non plus que les suivants. Les héritiers du despote ont eu honte de leur maître, après le rapport secret de Khrouchtchev, lu au vingtième Congrès du Parti le 25 février 1956. Les divers textes de Staline, tirés à millions d'exemplaires, sont pratiquement retirés de la circulation en Union soviétique.

I. V. STALINE, Œuvres, 3 vol., The Hoover Institution, Stanford, Calif., 1967. Tomes XIV, XV et XVI. (Complément aux 13 vol. précédents, réalisé par Robert H. MacNeal.) — Stalin's Works, An annotated bibliography compiled by R.H. MacNeal, The Hoover Institution Stanford, Calif., 1967. — Iossif Vissarionovitch Staline. Courte biographie (243 p.) composée par six apologistes dont M.B. Mitine et P.N. Ponomarev, Moscou, 1947 ; À propos du marxisme en linguistique, Paris, 1952 ; Derniers écrits, Paris, 1953. — The Anti-Stalin Campaign and International Communism, Colombia University, New York, 1956. — Correspondance de Staline avec les présidents des U.S.A. et les premiers ministres de Grande-Bretagne, 1941-1945 (en russe et en anglais), 2 vol., Moscou, 1957.

A. AVTORKHANOV, Stalin and the Soviet communist Party, New York, 1959. — A.V. BAIKALOFF, I. Knew Stalin, London, 1940. — L. FISCHER, The Life and Death of Stalin, New York, 1952 ; Vie et mort de Staline, Paris, 1953. — H.M. HYDE, Stalin, London, 1971. — S. LABIN Staline le Terrible, Paris, 1948. — L. Laurat, Staline, la linguistique et l'impérialisme russe, Paris, 1951. — K. MEHNERT, Stalin versus Marx, London, 1951. — J. Monnerot, Sociologie du communisme, Paris, 1949. — A. OURALOV, Staline au pouvoir, Paris, s. d. E.E. Smith, The Young Stalin, New York, 1967. — (B. Souvarine), Staline et Trotski, *le Contrat social*, revue, vol. IV, n° 3, Paris, mai 1960. — L. TROTSKY, Stalin, New York, 141, 1941. Trad. fr., Paris, 1948. — R.C. R-TUCKER, Stalin as Revolutionary, New York, 1973. — A. ULAM, Stalin, New York, 1973.

LÉNINE

La 5^e édition des Œuvres (dites complètes), en 55 vol., plus 3 vol. de tables et d'index, a été publiée à Moscou de 1958 à 1965. Elle est la seule dite *complète*, alors que les précédentes s'intitulaient simplement Œuvres. La 1^{re} édition ne comptait que 20 vol., sous la direction de Kamenev. Elle a conservé un intérêt

particulier en raison des notes explicatives qui l'enrichissent, bien que rédigées dans l'esprit tendancieux du Parti, ce qui n'empêche pas les historiens sérieux de s'y orienter. Les 2^e et 3^e éditions, en 32 vol., sont identiques, mais les trois premiers vol. seuls sous la direction compétente et relativement honnête de Kamenev, lequel fut alors envoyé au « hachoir », comme dit Khrouchtchev. Les notes et annexes sont précieuses à l'historien. À partir du quatrième volume, Kamenev est remplacé par une équipe où figure Boukharine jusqu'au vol. 12, conjointement avec Molotov et autres, après quoi Boukharine, à son tour, est précipité au « hachoir » et l'édition échoit et déchoit sous la coupe de Molotov et autres scribes de Staline. (La réalité fut un peu moins simple parce que les tomes n'ont pas tous paru dans l'ordre chronologique, mais peu importe.) La quatrième édition, en 38 vol., dite « stalinienne », ne mérite que d'être jetée au rebut. La 5^e, enfin, la plus complète, n'est pas réellement complète, car une décision du Comité central, prise en 1967, a créé un fonds spécial de documents non communicables, aux archives du Parti, et notamment ceux (cotés n° 2) qui concernent Lénine et sa famille. Ce sont donc des textes inavouables, selon les héritiers du Père fondateur de l'État soviétique. Les écrits de Lénine contenus dans les 37 vol. du recueil Lénine (Moscou, 1924-1970) ont été incorporés aux *Œuvres complètes*.

L. FISHER, *The Life of Lenin*, New York, 1964. — J. LALOY, *le socialisme de Lénine*, Paris, 1967. — B. LAZITCH and M. DRACHKOVITCH, *Lenin and the Comintern*, vol. 1, Stanford, Cal., 1972. — V.I. Lénine et la Vé-Tché-Ka. Recueil de documents, Moscou, 1975. — R. PAYNE, *The Life and Death of Lenin*, New York, 1964. — D. SHUB, *Lenin, A Biography*, New York, 1948. — L. TROTSKY, *Lénine*, suivi d'un texte de A. Breton, Paris, 1970. — A.B. ULAM, *Lenin and the Bolsheviks*, London, 1965. — N. Valentinov, *Rencontres avec Lénine*, Paris, 1964 ; *The Early Years of Lenin*, Ann Arbor, 1969 ; *Lénine peu connu*, introduction de B. Souvarine, Paris, 1972. — B.D. WOLFE, *La jeunesse de Lénine ; Lénine ; Lénine, Trotsky, Staline*, 3 vol., Paris, 1951.

TROTSKY

L. TROTSKY, *The First Years of the Communisme International* (vol. 1. New York, 1945 : vol. 2, London, 1953) ; *Journal d'exil*, Paris, 1960 ; *Sur la deuxième guerre mondiale*, Paris, 1970 ; *Bulletin de l'opposition*, 87 numéros, de juillet 1929 à août 1941 ; *The Trotsky Papers. 1917-1922*, edited and annotated by J.M. Meijer, The Hague, 1964 ; 2^e vol., 1971 ; *Littérature et Révolution*, Paris, 1964.

H. HABOSCH, *Trotsky Cronik*, München, 1973. — J. BAECHLER, *Politique de Trotsky*, Paris, 1968. — J. Gorkin, *L'assassinat de Trotsky*, Paris, 1970. — L.D. LEVINE, *The Mind of an Assassin*, London, 1959. — *L'assassinat de Léon Trotsky*, publ. du secrétariat de la quatrième Internationale, s.l.n.d.

W.D. Allen and P. Muratoff, *The Russian Campaign, of 1941-1943 ; of 1944-1945* ; 2 vol., London, 1944 et 1946. — *The Anatomy of Terror*, Washington,

D.C., 1956. — D. ANINE, *La révolution de 1917 vue par ses dirigeants*, Roma., 1956. — H. ARENDT, *Du mensonge à la violence*, Paris, 1972. — A. AVTORKHANOVA, *technologie du pouvoir*, Munich, 1959. — A. BALABANOFF, *My Life as a Rebel*, London, 1938. — E. BECK and W. GODIN, *Russian Purge and the Extraction of Confession*, New York, 1951. — A. BESANÇON, *Court traité de soviétologie à l'usage des autorités civiles, militaires et religieuses*, Paris, 1976. — C.E. BLACK, editor, *Rewriting Russian History*, New York, 1956. — Z. BRZEZINSKI, *La purge permanente*, Paris s.d. *Suicide of the West*, New York 1964. — R. CAILLOIS, *Description du marxisme*, Paris 1951. — *La campagne antistalinienne de l'Internationale communiste*, Paris 1956. — A. CIGILA, *Au pays du mensonge déconcertant, Sibérie*, 2 vol., 1950. — COHEN, *Bukharin and the Bolshevik Revolution*, London, 1974. — M. COLLINET, *du bolchévisme*, Paris, 1957. — G.N. CROCKER, *Roosevelt's Road to Russia*, Chicago, 1959. — D.J. DALLIN, *German Rule in Russia*, London, 1957. — D.J. DALLIN, *Soviet Espionage*, New Haven, 1955 ; *From Purge to Coexistence*, Chicago, 1964. — D. DALLIN and B. NICOLAIEVSKY, *Forced Labor in Soviet Russia*, New Haven, 1947. — Th. DAN, *Origine du bolchévisme*, New York, 1946. — R.V. DANIELS, *The Conscience of the Revolution*, Cambridge, Mass., 1960. — (J. Degras), *The Communist International, 1919-1943, documents*, 2 vol., London, 1956, 1960. F.R. DULLES, *Le chemin de Téhéran*, New York, 1944.

M. EASTMAN, *The End of Socialism in Russia*, Boston, 1937 ; *Stalin's Russia and the Crisis in Socialism*, New York, 1940, 1940 ; *Reflections on the Failure of Socialism*, New York, 1962 ; *Love and Revolution*, New York, 1964 — Général « El Campesino », *La vie et la mort en U.R.S.S.*, Paris, 1950. — J. ERICKSON, *The Soviet High Command*, London, 1962 ; *The Road to Stalingrad*, London, 1975. — M. FAINSD, *Comment l'U.R.S.S. est gouvernée*, Paris, 1957 ; *Smolensk under Soviet Rule*, Cambridge, Mass., 1952 ; *Russian Liberalism*, Cambridge, 1958. — M.T. FLORINSKY, *Encyclopaedia of Russia and the Soviet Union*, New York, 1961. — A. FLOOTE, *Les secrets d'un espion soviétique*, Paris, 1951. A.L. GARTHOFF, *La doctrine militaire soviétique*, Paris, s.d. — I. GETZLER, *Martov*, Cambridge Univ. Press, Univ. Press, Melbourne, 1967. — M. GORKI, *Pensées intempestives*, texte établi et annoté par H. Ermolaev, avant-propos de B. Souvarine, Lausanne, 1975. — H. Gruber, *Soviet Russia master the Comintern*, New York, 1974. — W. GURIAN, *Bolchevism*, Notre Dame, Indiana, 1952 ; *Soviet Impérialism*, Notre Dame, 1953. — L.H. HAIMSON, *The Mensheviks*, Chicago, 1974. — M. HELLER, *Le monde concentrationnaire et la littérature soviétique*, Lausanne, 1974. — G. KENNAN, *Memoirs*, London, — A. KERENSKY, *Russia and History's Turning Point*, New York, 1965 — W. KERR, *The Russian and History's Turning Point*, New York, 1965. W. Kolarz, *La Russie et ses colonies*, Paris, 1954.

A.B. LANE, *J'ai vu la Pologne trahie*, Paris, s.d. — L. LAURAT, *Du Komintern au Kominform*, Paris, 1951. — I. LAZAREVITCH, *La médecine en U.R.S.S.*, Paris, s.d. — I. et N. LAZAREVITCH, *L'école soviétique*, préface, préface de P. Pascal, Paris, 1954. — B. LAZITCH with M. DRACHKOVITCH, *Biographical Dictionary of*

the Comintern, Stanford, Calif., 1973. — N. LEITES, A. Study of Bolshevism, Glencoe, Ill., 1953. — W. LEONHARD, L'Union, apparences et réalités, Paris, s.d. — B. LEVYTSKY, The Stalinist Terror in the Thirties, Stanford, Calif., 1974. — B.H. LIDDELL HART, THE SOVIET ARMY (ouvrage collectif), London, 1956. — E. Lyons, Assignment in Utopia, New York, 1937 ; The Red Decade, the Stalinist Penetration in America, New York, 1941. — MACHIAVEL, Le prince, et autres écrits politiques, traduction, introduction et analyse par Y. Lévy, Genève, 1972. — Colonel MAKHINE, L'armée rouge, Paris, 1938. — J. MALERA et L. REY, La Pologne, d'une occupation à l'autre, Paris, 1952. — Martov et ses proches, recueil, New York, 1959. — K. MARX, La Russie et l'Europe, Paris, 1954. — R. MEDVEDEV, Qui a écrit « le Don paisible » ? Paris, 1975. — J.A. MEDVEDEV, Dix ans après « Une journée d'Ivan Denissovitch », Londres 1973 A.G. MEYER, Leninism, Cambridge, Mass., 1957. — G.I. MIASNIKOV, Nouvelle tromperie, Paris, 1931. — J. MONNEROT, La guerre en question, Paris, 1951 ; Sociologie de la révolution, P., 1969. — M. MOSKALEV, Le bureau russe du Comité central du parti bolchéviste, 1912-mars 1917, Moscou, 1947. — L. NAVRAZOV, The Education of Lev Navrazov, New York, 1975. — B. NICOLAEVSKI, Les dirigeants soviétiques et la lutte pour le pouvoir, Paris, 1965. — A. NOVE, Was Stalin really Necessary ? London, 1964.

K. PAPAIOANNOU, Marx et les marxistes, Paris, 1972. — R. PIPES, The Formation of the Soviet Union, Cambridge, Mass., 1954 ; Russia under the Old Regime, New York, 1974. — Ch. PLISNIER, faux passeports, Paris, 1937. — Polititchevski Devnik, 2 vol., Fond Herzen, Amsterdam, 1972 et 1975. — E.K. PORETSKI, Les nôtres, avant-propos de L. Trotsky, Paris, 1969. — W. RESWICK, I. dreamt Revolution, Chicago ; 1962. — A. ROSSI, Les communistes français pendant la drôle de guerre, Paris, 1951. — A. SAKHAROV, Mon pays et le monde, Paris, 1975. — L. SCHAPIRO, Les bolchéviks et l'opposition, Paris, 1957 ; De Lénine à Staline, P., 1967. — L. SCHAPIRO and P. REDDAWAY, Lenin, London, 1967. — J. SCHOLMER, Vorkuta, London, 1954. — G.K. SCHUELLER, The Politburo, Stanford, 1951. — S.M. SCHVARTZ, L'antisémitisme dans l'Union soviétique, New York, 1952. — M. SCHACHTMAN, The bureaucratic Revolution, New York, 1962. — R.E. SHERWOOD, Roosevelt and Hopkins, 2 vol., New York, 1948. — D. SHUB, Polititchevskié Dèiateli Rossii, new York, 1969. — A. Soljenitsyne, Une journée d'Ivan Denissovitch, Paris, 1963 ; La maison de Matriona, P., 1966 ; Le pavillon des cancéreux, P., 1968 ; Le premier cercle, P., 1968 ; Les droits de l'écrivain, P., 1969 ; Soljenitsyne accuse, P., 1971 ; Lettre aux dirigeants de l'Union soviétique, P., 1974 ; L'archipel du Goulag, 3 vol., P., 1974-1976 ; Le chêne et le veau, P., 1975 ; (Soljenitsyne, préface de) D***, Le cours du Don paisible, P., 1975. — F. STERNBERG, The End of a revolution, New York, 1953. — Z. STYPULKOWSKI, Invitation à Moscou, Paris, s.d. — I.G. TSERETELLI, Souvenirs sur la révolution de Février, 2 vol., Paris – La Haye, 1963. — S.V. VALENTINOV (Volsky), The New Economic Policy and the Party Crisis after the Death of Lenin, Stanford, Calif., 1971. — Lord VANSITTART, Leçons de ma vie, New York, 1945. — K.A. WITTFOGEL, Oriental Despotism, London, 1957. — B.D. WOLFE, Communism totalitarianism, Boston, 1956 ; Six Keys to the Soviet System, B., 1956 ; Khushchev

and Stalin's Ghost, New York, 1957 ; Marxism ; N.Y., 1965, tr. fr., Paris, 1965 ; An Ideology in Power, N.Y., 1969 ; Dress Rehearsals for the great terror, in *Studies in Comparative Communisme*, vol. 3 n° 2, april 1970 — W.S. WOYTINSKY, Stormy Passage, New York, 1961 ; So Much alive, N.Y., 1962. — K. ZAWADNY, Death in the forest, the Story of the Katyn Forest massacre, Indiana, 1962. K. ZEMTSOV, La corruption en union soviétique, Paris, 1976.

Staline.
Aperçu historique du bolchévisme.

ABRÉVIATIONS

[Retour à la table des matières](#)

all.	Allemand.
bolch.	bolchévik (iste).
c. c.	comité central.
I. C.	Internationale Communiste.
Kam.	Kemenev.
Lén.	Lénine.
Mench.	Menchévik (iste).
opp.	opposition ou opposant.
p. c.	parti communiste.
pseud.	pseudonyme.
s. d.	social-démocrate.
s. r.	socialiste-révolutionnaire.
St.	Staline.
Tr.	Trotski.
Zin.	Zinoviev.

FIN